



XLIX

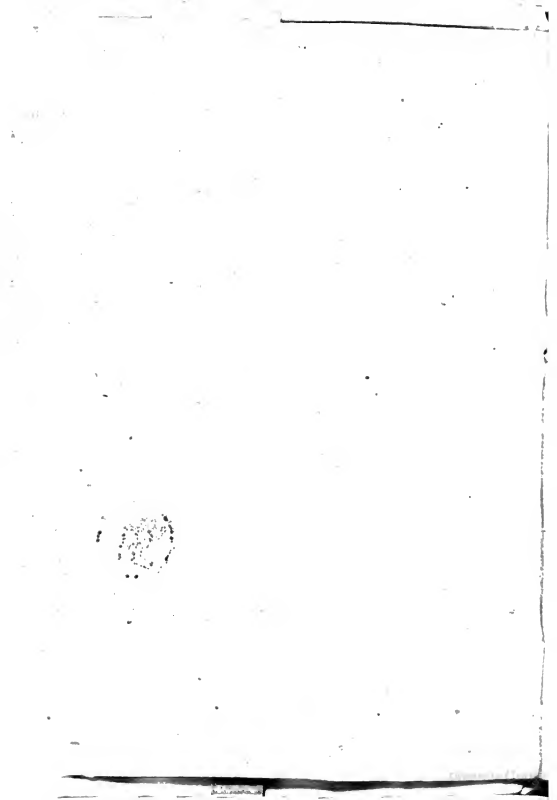
D
12



KLIX

①

12



RÉPONSE AU LIVRE INTITULÉ :

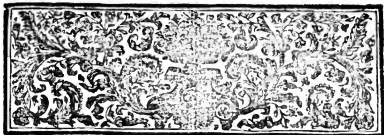
EXTRAITS DES ASSERTIONS dangereuses & pernicieuses
en tout genre que les *soi-disans* Jésuites ont , dans tous les tems &
persévéramment , soutenues , enseignées & publiées dans leurs
Livres , avec l'approbation des Supérieurs & Généraux ; vérifiés
& collationnés par les Commissaires du Parlement &c.

SUITE DE LA TROISIÈME PARTIE.

JUSTIFICATION DE LA DOCTRINE
DU CORPS DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS ,
Et de la plupart des Théologiens de cette Compagnie , dénoncés
dans la Collection des Assertions ;
Avec une NOTICE de ces mêmes Théologiens.



M. DCC. LXV.



RÉPONSE

AUX EXTRAITS DES ASSERTIONS.

SUITE DE LA TROISIEME PARTIE.



IRRELIGION.



Le Rédacteur a rassemblé sous ce titre, un des plus faux & des plus illusoires de tout le Recueil, une foule d'extraits qui appartiennent à toutes sortes de matières. Nous ne voyons pas de division plus commode, que de partager ces extraits en quatre classes ; la première, d'extraits qui énoncent des propositions de Foi, ou du moins un enseignement exact & catholique : la seconde, d'extraits qui roulent sur des opinions controversées, & laissées aux disputes

A 2

4 JUSTIFICATION PARTICULIERE.

de l'Ecole ; la troisième , d'extraits qui contiennent des propositions mauvaises , condamnées ou condamnables , mais qu'on ne peut justement taxer d'Irréligion ; la quatrième , d'extraits purement historiques , qu'on ne doit point qualifier d'affertions , encore moins d'affertions irréligieuses.

CHAPITRE PREMIER.

*Extraits qui énoncent des propositions
de Foi , ou du moins un enseignement
exact & Catholique.*

CES extraits appartiennent , ou à l'amour de Dieu , ou à la Foi , ou à diverses matieres : nous en ferons trois Articles.

ARTICLE PREMIER.

Extraits sur l'Amour de Dieu.

DE Bruyn , dans un extrait tiré d'une de ses Thèses , combat les Hérétiques modernes , qui établissent l'obligation d'aimer Dieu continuellement d'un amour actuel & prédominant , & de lui rapporter toutes nos actions par le motif de cet amour : erreur qui , comme on l'a vu dans la seconde Partie de cette Réponse , coule nécessairement du système Jansénien des deux délectations : erreur condamnée successivement par plusieurs Papes & par toute l'Eglise. De Bruyn dit que ceux qui la soutiennent , ont paru avec raison aux Fidèles porter le Rigorisme à l'excès , & charger les âmes d'un joug plus propre à les conduire à leur perte , & à les réduire à la folie , qu'à leur procurer le salut : que , quoique ce

Est l'amour
prédominant.
Pag. 119.

Pag. 45.

soit une chose louable de faire sans cesse des actes d'amour de Dieu, néanmoins lorsqu'on embatraffe les consciences par un précepte aussi rigoureux & aussi difficile, il est facile aux hommes de tomber très-souvent, croyant fausement qu'il y a du péché, où il n'y en a pas. S'il y a quelque chose de répréhensible dans cette censure de Bruyn, c'est qu'elle est trop modérée.

Il ajoute que « c'est une calomnie d'accuser les Jésuites de ne pas assez inspirer au prochain l'amour de bienveillance envers Dieu ; comme s'il falloit annoncer ce précepte avec des trompettes de fer & un bruit effrayant. » C'est ce que font les Hétériques de nos jours : loin d'engager les hommes à l'amour de Dieu, en les obligeant sous peine de péché à en produire des actes continuels, ils les jettent dans la consternation & le désespoir. Et en même tems, parceque les Jésuites ne portent pas les choses aux mêmes excès, ils les accusent d'anéantir le grand précepte de la Charité ; comme s'il n'y avoit pas de milieu entre l'anéantir & en outre l'obligation. On peut lire ce que M. l'Archevêque de Paris a dit dans son Instruction Pastorale, pour la justification du Pere de Bruyn, ou plutôt pour défendre contre les Novateurs la doctrine de l'Eglise.

pag 193. & suiv.
tom. 72.

— Le P. le Moyne, dans des cahiers de Philosophie dictés à Auxerre en 1725, a avancé, qu'un Chrétien agissant délibérément, peut agir précisément comme homme, & ne pas agir en Chrétien dans les actions qui ne sont pas proprement du Chrétien. Ce qui signifie qu'un Chrétien n'est pas toujours obligé d'agir pour une fin surnaturelle, & qu'il peut quelquefois sans péché agir seulement en qualité d'homme doué de raison. Doctrine qui est celle de S. Grégoire Pape, de S. Bonaventure, de S. Thomas, de Guillaume d'Auxerre, de Gerfon, de Gamaches, de Sylvius, de Bannez, dont le P. Bretonneau cite les autorités formelles dans la Remontrance qu'il fit à ce sujet à M. de Caylus. Quel autre qu'un Novateur s'aviserait de taxer d'Irréligion un enseignement dont l'unique but est d'établir qu'il y a des actes humains théologiquement indifférens ? A l'égard de la censure de M. Caylus, il suffit de dire qu'avant que ce Prélat fût livré au Parti, il fit signer à Dom Triperet Bénédictin la Profession suivante en forme de

Extr. Christianisme.
pag. 196.

Voy Seconde
Partie pag. 41.

6 JUSTIFICATION PARTICULIERE.

rétractation. *Je reconnois que la Foi n'est pas tellement nécessaire pour les actions moralement bonnes, que sans un commencement de Foi & de Charité, on ne puisse faire aucune œuvre morale d'un ordre naturel, laquelle ne soit pas un péché, au moins d'omission, à cause qu'on ne la rapporte pas à Dieu par quelque acte de charité, au moins commencée.*

Sur la question de sçavoir si l'on est obligé, & quand & combien de fois on est obligé de produire des actes formels & explicites de Charité, on rapporte des extraits de Suarez, de Gordon, de Lacroix, de Cardenas & de Stoz. Avant que de les examiner, il faut exposer l'enseignement commun des Théologiens sur cette matiere.

Il n'y en a aucun qui ait nié absolument qu'il y eût un précepte d'aimer Dieu, dont l'observation fût nécessaire au salut. Ce précepte, ils le distinguent en précepte général, & en précepte particulier; on peut, disent-ils, le regarder comme général, en ce sens qu'il est impossible d'en remplir toute l'étendue, à moins qu'on n'observe tous les autres commandemens, dont on ne peut violer un seul, sans détruire la Charité. Il est particulier ou spécial, en ce qu'il ordonne les actes d'une certaine vertu en particulier, c'est-à-dire, des actes d'amour, dont l'espèce est différente des actes prescrits par les autres préceptes.

Ils distinguent encore ce précepte en négatif & en affirmatif. Il est négatif, en tant qu'il défend tout ce qui est contraire à l'amour de Dieu, & en ce sens il oblige toujours & pour toujours, *Semper & pro semper*. Il est affirmatif, en tant qu'il ordonne de produire des actes spéciaux d'amour de Dieu; & en ce sens il n'oblige ni toujours ni pour toujours, mais seulement en certains tems, en certaines rencontres plus ou moins fréquentes.

De plus ce précepte considéré comme affirmatif, peut obliger par lui-même ou par accident. Il oblige par lui-même, lorsqu'indépendamment de tout autre précepte, il oblige à faire un acte d'amour de Dieu: il oblige par accident, lorsqu'on ne peut remplir un autre précepte dont l'obligation presse, sans produire l'acte d'amour commandé par ce précepte. Ainsi dans le cas où je suis tenu de faire un acte de Contrition parfaite par le précepte de la Pénitence, celui de la Charité m'oblige par accident, parceque

la Contrition parfaite , renferme nécessairement un acte d'amour de Dieu.

Ces explications & distinctions présupposées, il est question de sçavoir quand & combien de fois le précepte de la charité, en tant que spécial & affirmatif, nous oblige par lui-même à des actes formels & explicites d'amour. Il oblige 1^o lorsqu'on a atteint l'âge de raison; & l'on peut dire que la plupart des Théologiens sont d'accord en ce point, si on prend le tems où la raison commence d'éclorre, non dans une précision & une exactitude physique, mais avec une certaine étendue morale. 2^o à l'article de la mort, où lorsqu'il y a un danger de mort prochain & probable. 3^o plusieurs fois pendant le cours de la vie, en sorte qu'il n'y ait pas entre chaque acte d'amour un long intervalle, ni un délai coupable.

Les principaux points qu'on vient d'établir résultent de la condamnation des cinq propositions suivantes, censurées par Alexandre VII, Innocent XI, Alexandre VIII, & le Clergé de France.

1. « Il n'y a nulle obligation, en vertu des préceptes Divins
» qui regardent la Foi, l'Espérance & la Charité, de produire
» aucun acte de ces vertus en quelques tems de la vie que ce
» soit. »

2. « Nous n'oserions condamner de péché mortel, celui qui en
» toute sa vie ne feroit qu'un acte d'amour de Dieu. »

3. « Il est probable que le précepte de la Charité n'oblige pas
» par lui-même en rigueur, à en faire un acte, même tous les
» cinq ans. »

4. « Ce précepte oblige seulement quand on est tenu de ren-
» trer en grace avec Dieu, & qu'on n'a point d'autre moyen de
» se réconcilier avec lui. »

5. « Il suffit que l'acte moral tende interprétativement vers la
» fin dernière : l'homme n'est point tenu d'aimer cette fin, ni au
» commencement ni dans le cours de sa vie morale. »

Il suit de-là, comme l'on voit, que le précepte d'aimer Dieu, oblige par lui-même à produire des actes de cet amour, au commencement & dans le cours de la vie, qu'il oblige en rigueur à

en produire plus souvent que tous les cinq ans. Mais du reste on n'en peut rien conclure pour fixer d'une manière précise le tems & les circonstances de cette obligation. Aussi les Théologiens sont-ils partagés là-dessus, les uns assignant un plus long, les autres un plus court intervalle; ceux-ci telle circonstance, & ceux-là une autre. Mais après tout, il n'y a rien de certain, parce que l'Eglise n'a pas jugé à propos de s'expliquer sur ce point, & qu'elle s'est contentée de condamner ceux qui donnent dans l'une ou dans l'autre extrémité, de réduire à rien ou presque à rien l'obligation de faire des actes d'amour de Dieu, ou d'étendre cette obligation à toutes les actions, & à tous les instans de la vie morale.

Recueil de divers
Lettres sur le Li-
vre des Maximes
des Saints. Paris
1672. pag. lxxv.

» Je n'ai pas observé en vain, dit M. Bossuet dans sa Préface
» sur une Instruction Pastorale de M. de Cambray, qu'il s'agit
» ici du précepte affirmatif, puisque c'est le seul dont l'obliga-
» tion n'est pas perpétuelle, & à laquelle même, hors des cas fort
» rares, on ne peut jamais assigner des momens certains. Qu'on
» m'entende bien : je ne dis pas que l'obligation de pratiquer les
» préceptes affirmatifs soit rare, à Dieu ne plaise ; je parle des
» momens certains & précis de l'obligation : car qui peut déter-
» miner l'heure précise à laquelle il faille satisfaire au précepte
» intérieur de croire, d'espérer, d'aimer ? »

Suarez. Extrait
Quando obligat.
pag. 178. 179.
Gordon. Extrait.
Præceptum jam
est. p. 175. 176.
Lacroix. Quando
restandum sit. jus-
qu'à præjustifica-
tione. pag. 203.
206.
Caldenas. Præ-
mandatum. pag.
193.
Stoa. De veterum
præceptum. pag.
201.

Je viens présentement aux Extraits inculpés, dont j'exposerai la doctrine, non telle que la présente le Recueil, défigurée par toutes sortes de suppressions, mais telle qu'elle se montre dans les textes des Auteurs mêmes. Il faut distinguer deux choses; ce qu'ils réfutent & ce qu'ils établissent.

Suarez & Lacroix réfutent le sentiment de ceux qui, sur de simples conjectures rejetées de la plupart des Théologiens, veulent que le précepte de l'amour de Dieu en tant qu'affirmatif, oblige par lui-même tous les jours de Fête; lorsqu'un adulte doit recevoir le Baptême; lorsqu'il faut aller au Martyre, ou commencer quelque œuvre difficile & excellente; lorsqu'on reçoit quelque insigne bienfait de Dieu, ou qu'on entend blasphémer son saint Nom; lorsqu'on est tenté de haïr Dieu; lorsqu'on veut s'approcher de la Sainte Table; enfin lorsqu'on est tombé en péché mortel, & qu'on ne peut point ou qu'on ne veut pas recevoir le Sacrement de Pénitence.

Sur

Sur quoi il faut remarquer 1^o que d'autres Jésuites, comme Valentia, Tolet, Sanchez & Cardenas, cités par Lacroix admettent cette obligation pour une ou plusieurs des circonstances susdites. 2^o que tant ceux qui tiennent pour cette obligation, que ceux qui la nient, n'ont pour leur opinion que de pures probabilités, parce qu'il n'y a là-dessus rien de certain, rien de décidé. 3^o que nier que le précepte oblige en telle ou telle circonstance précise, n'est pas soutenir pour cela que les cas où le précepte oblige, soient rares; & qu'on n'en peut inférer autre chose, sinon que les occurrences & les momens de l'obligation sont difficiles à fixer. C'est ce qu'on vient d'entendre dire à M.^r Bossuet : c'est aussi ce que concluent Suarez, Gordon, Lacroix, Cardenas & Stoz. On ne peut pas les taxer d'Irréligion, pour cela précisément, sans condamner absolument tous les Théologiens Catholiques, qui conviennent qu'il est moralement impossible, hors de certains cas très-rare, d'assigner les momens & les circonstances de l'obligation du précepte intérieur de croire, d'espérer, d'aimer.

Quant à ce que ces Auteurs Jésuites établissent; pour le mieux connoître, il n'y a qu'à rapprocher leur enseignement de la doctrine commune & exacte des Ecoles.

1^o A cette question, y a-t-il un précepte formel, spécial & distingué des autres préceptes, de produire des actes de charité parfaite, Suarez répond, que cet amour de charité est un moyen nécessaire au salut; & que tous les moyens de cette nature sont commandés. *Hujusmodi dilectio est medium necessarium ad salutem.... omnia autem talia media cadunt in praeceptum.*

Tract. de Char.
disp. 5. sect. 1.
n. 1.

Gordon répond qu'on doit convenir que le précepte de la charité oblige par lui-même, ainsi que le précepte de la Foi & de l'Espérance: *quod per se obliget hoc praeceptum (Charitatis) concedi certo debet non minus quam de aliis virtutibus Theologicis, ut supra dixi suis locis de spe & fide.*

To. 1. lib. 6. qu.
13. cap. 4. n. 9.

Lacroix répond qu'il est certain que nous sommes obligés à l'acte explicite & formel de charité parfaite envers Dieu, non-seulement par accident, mais à raison du précepte spécial, qui exige cet acte de charité. *Certum est nos obligari ad actum explicitum & formalem charitatis perfecta erga Deum.... neque hoc tantum per acci-*

To. 1. l. 2. tract.
3. cap. 2. n. 131.

Suite de la III. Partie.

B

dens.... sed etiam per se, & ratione precepti specialis exigentis actum charitatis erga Deum.

Cardenas répond, que le précepte de la charité a par lui-même & indépendamment des autres préceptes, la force d'obliger. *Præceptum charitatis, etiam per se & independentier ab aliis præceptis habere vim obligandi* ; & il employe tout un article à prouver cette vérité.

C. if. Theol. diff.
4 cap. 2 art. 1.
n. 8.

Stoz répond d'après Castro-Palao & les Théologiens, que le précepte d'aimer Dieu est un précepte spécial & distingué des autres préceptes. *Est hoc præceptum speciale, & à cæteris distinctum. Palao ex communi.* Le Rédacteur a jugé ces paroles trop décisives, & il les a retranchées du milieu de l'Extrait qu'il rapporte.

Lib. 1. part. 3.
q. 3. n. 112.

2° A cette autre question, doit-on produire un acte de charité, lorsqu'on commence à avoir l'usage de sa raison ; Suarez répond que l'homme est tenu, dès qu'il a l'usage de la raison, de ne pas différer longtems l'acte d'amour, sur-tout lorsqu'il a connu que Dieu est sa fin dernière, & qu'il doit être aimé sous ce rapport. *Dico post usum rationis teneri hominem non multum differre actum amoris, præcipue, ut cognovit Deum esse ultimum finem, & esse sic diligendum.*

1. cc. cii. n. 4.

Gordon paroît nier cette obligation, mais ce n'est que pour le premier instant de l'usage de la raison, *in primo instanti usus rationis*, & il soutient d'ailleurs comme on le verra ci-après, que l'homme dans le cours de sa vie morale, ne doit pas mettre un long intervalle, entre les actes d'amour de Dieu : ce qui revient au sentiment de Suarez, qu'après l'usage de la raison, l'acte d'amour ne doit pas être beaucoup différé.

Lacroix dit que les actes de Foi, d'Espérance & de Charité obligent lorsque l'on commence à user de sa raison, quel'on connoit déjà Dieu & qu'on est capable de l'intelligence de ces préceptes ; en sorte que c'est un péché mortel de négliger ou de différer long-tems ces actes. *Hinc obligant ab initio usus rationis, quando homo jam agnoscit Deum, & capax est intelligendi ea præcepta, ita ut sit mortale diu negligere vel differre illos actus.*

1. b. 2. n. 11.

Cardenas ne dit rien touchant cette circonstance du premier instant de la vie morale ; mais on ne sçauroit rien conclure de ce

silence contre un Théologien, qui décide en général qu'on pèche mortellement, si on laisse passer un mois entier sans faire un acte de charité parfaite.

Pour Stoz, si on lit son texte en entier, on verra qu'il ne nie l'obligation d'aimer Dieu pour le premier instant de la raison, que dans le cas où on prendroit cet instant physiquement, & que, si on le prend moralement, il ne permet pas de différer l'exercice de l'amour de Dieu au-delà de quelques heures ou de quelques jours, en un mot, du court intervalle requis pour apprendre aux enfans ce qui est nécessaire pour mettre ce précepte en pratique. Voici ses paroles, qui sont tronquées & ridiculement traduites dans le Recueil des Extraits.

De obligatione Deum actu amandi, cum primū quis ad usum rationis pervenerit, acris est concertatio inter auctores. Thomista totis viribus contendunt dari talem obligationem: alii verò negant, tum quia nullum solidum est fundamentum asserendi tam gravem obligationem, tum quia nemo est qui cognoscat primum instans quo ratione uti incipit. Hac ratio, si instans accipiatur Physicè, convincit: si moraliter, pro aliquot horis vel diebus, videtur esse satis efficax, quia brevi illo tempore non possunt doceri quæ ad ejus præcepti executionem sunt necessaria. Loc. cit. n. 112.

3^o A cette troisième question, si le précepte d'aimer Dieu oblige à l'article de la mort, Suarez répond qu'il le pense ainsi, quand même on auroit un Confesseur, à cause de l'affaire très-importante & du danger du salut éternel, au sujet duquel il faut exclure tout doute, autant qu'il est possible. *Credo obligari, etiamsi sit copia Confessoris, propter gravissimum negotium & periculum salutis æternæ, in quo excludendum est omne dubium, quoad fieri potest, ut in materiâ de Pœnitentiâ dicitur.* Et dans le Traité de la Pénitence auquel il renvoie, il décide positivement la même chose. Loc. cit. n. 3.

Lacroix adopte cette décision de Suarez, il la prouve, il répond aux objections contraires; l'autorité de plusieurs Théologiens qui sont d'un autre sentiment, ne le touche pas; *tenendum est*, dit-il, *contra multos, præcepta charitatis pro articulo mortis non satisfieri per Sacramentum Pœnitentiæ susceptum cum attritione cognitâ, quia reipsâ perfectè amandus est Deus in fine vitæ: Sacramentum autem cum attritione non est amor, qualis requiritur.* Disp. 15. de Pœnit. sect. 4.

Lib. 4. part. 2.
n. 2009.

Lib. 2. n. 142.

12 JUSTIFICATION PARTICULIERE.

Loc. cit.

Stoz enseigne d'après Suarez, Coninck & d'autres, qu'à l'article de la mort tout homme est obligé à faire un acte d'amour de Dieu ; qu'il n'est point de moment , où cette obligation soit plus pressante & plus certaine ; que si on manque à la remplir , on commet un péché nouveau & spécial , à moins qu'on n'y supplée par la contrition parfaite. *In articulo mortis quemlibet obligatum esse ad actum amoris Dei, docent Suarez, Coninck & alii; non enim tempus est, quo magis & certius obliget, quam sit illud. Et hinc si eo tempore non eliciatur actus charitatis, novum ac speciale peccatum committitur: quod intellige, nisi eliciatur contritio perfecta: ad hanc enim cum concurrat amor Dei super omnia, satis tunc impletur preceptum, Deum in illo mortis & vite confuso amandi.*

Loc. cit. n. 1.

Gordon reconnoît évidemment la même obligation pour l'article de la mort, puisqu'il combat ceux qui voudroient la borner à ce moment, & qui ne l'admettroient point d'ailleurs pour le cours de la vie : *aliqui volunt obligare in articulo mortis: at est plane improbabile, hoc nobile & maximum mandatum nunquam in totâ vitâ reliquâ habere suam obligationem, & praesertim cum amor Dei debeat esse norma nostrarum actionum.*

Cardenas ne dit rien sur ce point : mais comme c'est un des Théologiens Catholiques qui aïr porté le plus loin l'obligation du précepte affirmatif de la Charité pendant la vie , il est contre toute vraisemblance de croire qu'il ait voulu excepter le moment de la mort.

Emir. Diss. 20
Pag. 175.

4° Enfin sur la question, si ce précepte oblige à faire plusieurs fois des actes d'amour pendant le cours de la vie ; Suarez répond dans son Extraire même » que ce précepte oblige quelquefois par lui-même , & qu'il y a par conséquent un tems où son accomplissement est nécessaire en vertu même du précepte ; que l'amour de Dieu par lui-même est nécessaire au salut ; mais que pour le moment précis de l'obligation , il est plus aisé de l'affirmer négativement qu'affirmativement ; „ (c'est-à-dire, en marquant les intervalles qui comprennent un délai trop long, plutôt qu'en assignant une mesure de tems fixe & déterminée) ; que comme le précepte de la restitution oblige à ne pas différer long-tems de restituer, quoiqu'on ne puisse pas assigner au

„ juste le premier instant de la restitution : de même l'homme ,
 „ après l'usage de la raison , est tenu de ne pas différer long-tems
 „ l'acte d'amour , sur-tout aussitôt qu'il a connu que Dieu est sa
 „ fin dernière , & qu'il doit être aimé sous ce rapport : d'où il suit
 „ qu'après ce premier acte , il est encore obligé à ne pas cesser
 „ entièrement pendant sa vie l'exercice de cet amour , mais à le
 „ réitérer quelquefois. „

Il n'est pas concevable qu'on ait osé dénoncer cette doctrine ,
 comme favorable à l'Irréligion. Si Suarez ne détermine ni le nom-
 bre des actes d'amour qu'on doit produire pendant la vie , ni
 l'intervalle au-delà duquel le délai seroit un péché mortel , le
 peut-il faire ? A-t-on pour cela des règles claires & certaines ? Et si
 on n'en a pas , comment peut-on noter du caractère italique les
 paroles suivantes ? *pour ce qui est du moment où il devient nécessaire*
de le faire (cet acte) c'est ce qu'il faut laisser à la prudence.

Il seroit coupable sans doute , si d'ailleurs il ne reconnoissoit pas
 l'obligation de produire fréquemment des actes d'amour. Mais
 qu'on l'écoute parler. Il réfute en l'endroit même d'où son Extrait
 est tiré , le sentiment qui borne à l'article de la mort seulement ,
 l'obligation de faire un acte de charité , & il le réfute par trois
 raisons : la première , que le soin qu'on doit avoir d'entretenir
 l'amitié de Dieu en exige davantage ; *plus requirit divina amicitia*
ratio. La seconde , que l'obligation d'accomplir les préceptes Di-
 vins revient souvent : *tum quia divina precepta sæpius obligant*. La
 troisième , que l'amour de Dieu doit être la règle & le principe
 nécessaire de nos actions : *tersio quia hic amor debet esse regula &*
principium necessarium actionum. De ces trois raisons n'est-ce pas une
 nécessité de conclure , que Suarez admet & exige la fréquence des
 actes d'amour.

Loc cit. n. r.

Dans un autre endroit , c'est dans son Traité de la Priere , il
 parle sur ce sujet de la maniere la plus expresse & la plus judi-
 cieuse. „ A l'égard de ces préceptes Divins affirmatifs , dit-il
 „ comme de la charité & des autres semblables , je tiens comme
 „ une Doctrine générale & nécessaire , que leur obligation est
 „ telle , qu'on ne doit pas en différer long-tems les actes , mais
 „ qu'il faut les répéter à plusieurs reprises pendant la vie , toutes les

» Tn. 2. de Relig.
 lib. 1. de Oral.
 cap. 10. n. 16.

„ fois qu'on le jugera nécessaire selon les règles de la prudence
 „ pour mener une vie juste & honnête : mais qu'il paroît par la
 „ nature de la chose , qu'on doit laisser à la prudence le soin de
 „ déterminer en particulier ; quand le délai est trop long , ou
 „ quelle est la fréquence requise. „ Et appliquant cette Doctrine
 „ générale à la priere , il conclut en ces termes. „ Je pense donc
 „ que le précepte Divin de prier , oblige souvent & par lui-même
 „ dans le cours de la vie , quand même il ne se rencontreroit point
 „ des cas particuliers extraordinaires , où la nécessité de la cha-
 „ rité oblige à prier. „

Gordon renferme en trois mots toute la Doctrine de Suarez ;
 le précepte de la charité, dit-il , oblige par lui-même , en diffé-
 rens tems , *aliquando* : à plusieurs reprises , *aliquoties* ; & le délai ne
 doit pas être long ni coupable , *ac sine culpabili morâ*.

Loc. cit. n. 9.

Pour Cardenas, ses paroles sont expressees pour l'obligation du
 fréquent exercice de l'amour de Dieu. *Dicendum ergo est preceptum*
diligendi Deum per se, obligare ad frequens exercitium illius, ita ut
non multo tempore differatur. Ensuite s'expliquant sur la longueur du
 délai, il dit qu'un mois entier lui paroît être un tems considéra-
 ble à cause de la suprême dignité de ce précepte : *mensis integer*
videtur mihi multum tempus ob summam hujus precepti dignitatem. Ainsi
 s'exprime ce Jésuite accusé d'anéantir le précepte de l'amour de
 Dieu ; il n'excuse de péché ceux qui auroient différé un mois
 entier , qu'à raison de l'ignorance ou de l'inadvertence invincible.

Reg. 233. 234.
235.

Lacroix est assez justifié sur ce point parce que nous en avons
 dit dans le premier volume de cette Réponse ; on y verra qu'il ad-
 met le sentiment de Cardenas ; que des paroles du précepte , tel
 qu'il est énoncé au chap. 6 du Deutéronome , il conclut : *Dieu*
exige donc la continuation & la fréquence de ces actes d'amour : qu'il
 appuie cette conclusion sur les raisons les plus solides prises du cô-
 té de Dieu & du côté de l'homme ; & qu'il en infere de nouveau
 qu'il y a une obligation grave de produire fréquemment des actes d'a-
 mour de Dieu ; que s'il convient qu'on ne peut pas déterminer au jus-
 te quand & combien de fois il faut faire ces actes , il ajoute que
 cette incertitude est un motif pour nous d'embrasser les partis les
 plus sûrs , pour prendre plus aisément l'habitude de l'amour Divin ,

pour remplir plus certainement le précepte, & encore parceque l'acte de charité est le plus excellent de tous & le plus méritoire.

C'est sur un texte si décisif que M. l'Archevêque de Paris dans son Instruction Pastorale, témoigne sa surprise, qu'un Auteur qui s'exprime si dignement sur le plus grand de tous les préceptes, ait été deferé comme un Ecrivain irréligieux, qui cherche à l'anéantir en répandant des nuages sur l'obligation qu'il impose. On examinera en son lieu ce que le Procès-verbal de vérification répond aux reproches de ce grand Prélat.

Enfin Stoz ne dit autre chose dans son Extrait, sinon que pour le tems intermédiaire, c'est-à-dire, entre le premier instant de la raison, & l'article de la mort, des Théologiens pensent qu'en vertu du précepte, il y a obligation de produire l'acte d'amour : mais que, quant au moment précis, ils ne le déterminent point & ne peuvent le déterminer. Son Extrait finit là, & le Rédacteur ne laisse pas même entrevoir par des points que la pensée de Stoz n'est pas finie : cependant cet Auteur continué en ces termes : il faut donc mettre quelque fois en exécution cette obligation générale & indéterminée : car Alexandre VII a condamné le sentiment qui soutient qu'il n'y a aucune obligation de produire des actes d'amour de Dieu dans le cours de la vie. Mais il sera rare que les Fidèles, à moins qu'ils ne soient de mœurs fort dépravées, manquent à l'accomplir ; attendu qu'il n'y en a presque point à qui le souvenir des bienfaits de Dieu & de son infinie bonté, ne se présente souvent à l'esprit, & qui par là ne soit excité à l'aimer. *Vassa ergo & indeterminata hac obligatio executioni aliquando danda est : nullam enim omnino dari de actu amoris Dei per totam vitam eliciendo, damnatum est ab Alexandro VII. Verum hac ad actum amoris Dei obligatio à Fidelibus, nisi sint morum valde depravatorum, raro violabitur, cum vix ullus sit qui non sapè Dei beneficia & infinitam ipsius bonitatem consideret, quibus ad eum amandum excitetur.*

LOC. cit. G. 1122.

Si Stoz ne dit rien des propositions condamnées par Innocent XI, qui restraignent à une seule fois pendant la vie, ou tout au plus tous les cinq ans, l'obligation de faire des actes d'amour de Dieu, c'est qu'il écrivoit avant le Décret de ce Pape. Du reste il n'y a rien dans son texte qui favorise le moins du monde cette doctri-

ne proscrite, quoique d'ailleurs il ne s'exprime pas d'une manière aussi décisive que Lacroix & Cardenas.

Je pourrois citer un grand nombre de Théologiens dont les décisions donnent pour le moins autant de prise à l'injuste censure du Rédacteur, que celles des cinq Théologiens Jésuites, qu'on vient d'examiner; on peut consulter Soto dans son ouvrage de *justitiâ & jure*, lib. 2. qu. 3. art. 10, Bannez dans son Commentaire sur la Seconde de S. Thomas, qu. 44. art. 1. ad 3. M. Duval dans son Traité de la Charité qu. 20. art. 3. Sylvius dans son Commentaire sur S. Thomas, 2. 2. qu. 44. art. 6. quas. 3.

To. 1. col. 665.

Pontas dans son Dictionnaire au mot Charité, ne dit rien de plus que Suarez, Gordon, Cardenas & Lacroix. „ On est obligé, dit il, „ à former un acte d'amour de Dieu, 1^o dès qu'on commence à „ connoître qu'il est le souverain bien. 2^o A l'article de la mort, & „ même fréquemment pendant le cours de la vie. 3^o Quand on se „ trouve tenté de le haïr, & qu'on est en danger de consentir à la „ tentation. 4^o Et quand on est dans l'obligation de faire un acte „ de contrition. „

Second avertissement
sur les lectr. de
M. Jurieu. pag.
147.

Je terminerai cette discussion par un passage de M. Bossuet, où ce Prelat répond au reproche que lui faisoit le Ministre Jurieu, aussi bien qu'à l'Eglise Romaine, de tolérer une mauvaise doctrine sur cet article. „ Voici, dit il, quelle est ma doctrine dans la le- „ çon (de mon Catéchisme) où je traite expressément cette matie- „ re. J'y enseigne très-soigneusement entre autres choses, que celui „ qui manque à aimer Dieu, manque à la principale obligation de „ la Loi de J. C. qui est un Loi d'amour, & à la principale obliga- „ tion de la créature raisonnable, qui est de reconnoître Dieu com- „ me son premier principe, c'est-à-dire, la première cause de son „ être & sa dernière fin, c'est à-dire, celle à laquelle on doit „ rapporter toutes ses actions & toute sa vie : en sorte qu'étant dif- „ ficile de déterminer les circonstances particulières, où il y a une „ obligation spéciale de donner à Dieu des marques de son amour, „ nous en devons tellement multiplier les actes que nous ne soyons „ pas condamnés pour avoir manqué à un exercice si nécessaire. „

Ne diroit on pas que Lacroix en particulier a eu ces paroles sous les yeux, lorsqu'il a dit : *Itaque cum in tantâ sententiarum varietate nesciamus quando & quoties sit diligendus Deus, arripiamus tutiora, tum*

ut sic assuescamus dilectioni Dei, tum ut certo satisfiat precepto, tum etiam quia actus dilectionis est omnium praestantissimus & supra omnes alios meritorius &c.

Il y a donc une injustice criante de la part du Rédacteur, à placer sous le titre *Irréligion*, des Auteurs qui n'ont exprimé dans leurs Extraits que la doctrine commune des Ecoles, & qui sont même plus exactes en cette matière que la plupart des autres Théologiens. Mais que penser de la dénonciation de l'Extrait suivant du P. Cabrespine ? „ Je dis en premier lieu que cette obligation d'aimer Dieu „ subsiste pour toujours, si on la considère en tant que dépendante „ du précepte négatif ; car il n'y a aucun moment où il ne soit dé- „ fendu de haïr Dieu. „ Y a-t-il un seul mot à reprendre dans cette Affertion ?

Extra. Dico primò.
Pag. 196.

Le Rédacteur dira peut-être que Cabrespine borne toute l'obligation du précepte de la Charité, à ne point haïr Dieu, & que c'est pour cette raison que ce Jésuite a refusé de souscrire la proposition suivante ; *On ne satisfait point à ce précepte, en se contentant de ne point haïr Dieu.* C'est en effet ce qui résulte de la lecture du Recueil.

Je réponds à cela 1^o que ces mots *Dico primò* de l'Affertion du P. Cabrespine supposent évidemment au moins une seconde Affertion que le Rédacteur a supprimée, & où ce Jésuite s'expliquoit sur l'obligation d'aimer Dieu, fondée sur le précepte affirmatif, comme il s'explique ici sur cette même obligation, en tant qu'elle émane du précepte négatif : ce qui est d'autant plus certain que l'Affertion présente ne renferme pas un seul terme exclusif, & qui borne l'obligation d'aimer Dieu à ne le point haïr.

2^o Que Cabrespine ne refusa pas simplement de signer la proposition qu'on vient de rapporter, mais qu'il refusa de la signer comme étant contradictoire à sa doctrine ; car c'est ainsi qu'elle lui fut proposée. Ainsi il ne pouvoit donner sa signature, sans avouer, ce qui étoit faux, qu'il avoit tenu un enseignement détestable, opposé à celui de la proposition.

3^o Que ce ne fut point cette proposition prise solitairement, mais jointe avec six autres, qu'il ne voulut pas signer ; & que les motifs de son refus furent que parmi les sept propositions, quel-

Suite de la 111. Partie.

C

ques unes étoient suspectes & susceptibles d'un sens erronné ; d'autres gënoient la liberté dont jouissent les Ecoles Catholiques.

On lit encore dans le Recueil deux objections du P. Simonnet avec leurs réponses ; mais pour en bien entendre le sens , il faut rapporter la thèse à laquelle ces objections ont rapport ; & c'est un coupable artifice de la part du Rédacteur d'avoir supprimé cette thèse que voici. « Pour la rémission des péchés mortels dans
 » le Sacrement de Pénitence , il n'est pas nécessaire qu'on ait une
 » contrition de ses péchés , en vue de Dieu aîné pour lui-même
 » par dessus toutes choses , soit dans le degré qu'on appelle
 » intense , soit dans le degré foible. « Cette assertion est , comme
 l'on voit , contre les Novateurs qui exigent pour la justification avec le Sacrement , la contrition parfaite qui justifie sans le Sacrement , & qui parla rendent le Sacrement de Pénitence inutile , & l'absolution purement déclaratoire.

To. 9. trait. de
 Pévén. disp. 3.
 art. 1.

Extr. Objec. ne-
 nou. p. 157.

La première objection contre cette assertion est conçue en ces termes. « Personne ne peut être justifié , soit dans le Sacrement ,
 » soit hors du Sacrement , sans quelque amour de Dieu pour
 » lui-même par-dessus toutes choses : Car 1^o S. Jean 1. *Epist.*
chap. 3. dit : *Celui qui n'aime pas demeure dans la mort.* 2^o S. Paul
 » 1. *Epist. aux Corinth.* chap. dern. dit : *Si quelqu'un n'aime pas*
notre Seigneur Jésus-Christ , qu'il soit anathème.

Simonnet répond qu'au premier passage , il s'agit de la charité fraternelle , & que ces mots , *celui qui n'aime point* , sont pris dans le sens contraire , comme il est certain par le contexte : qu'ainsi le sens est , celui qui hait son frère n'est pas en état de grâce.

Au second passage , il répond que ces mots , *n'aime point* , y sont encore pris dans le sens contraire , & que le sens est : Si quelqu'un hait , si quelqu'un méprise Jésus-Christ , si quelqu'un nie qu'il soit le Messie , qu'il soit anathème.

Par rapport au premier passage , il est certain , selon tous les Interprètes , que S. Jean ne parle point de l'amour de Dieu , mais de l'amour du prochain. Toute la suite & la liaison du discours le montre évidemment. *Qui non diligit , manet in morte : omnis qui odit fratrem suum , homicida est. Et scitis quoniam omnis homicida non habet vitam æternam in semetipso manentem.* Il ne s'agit pas non plus

dans ce texte de la pratique actuelle de l'amour du prochain : car il seroit faux de dire , que quiconque ne fait pas continuellement des actes de cet amour , est dans un état de mort.

Cela posé , les Interprètes donnent deux explications de ce passage de S. Jean. Estius dit que ces mots , *qui non diligit* , signifient , celui qui ne tend point au prochain les devoirs de la charité , lorsqu'il y est obligé : *Qui non diligit fratrem , id est , officia dilectionis , cum opus est , non ei impendit*. Corneille de la Pierre entend ces mêmes paroles de la haine qu'on porte au prochain , & il se fonde sur la suite du discours. Tout le texte , selon lui , présente un syllogisme , dont l'Apôtre énonce d'abord la conclusion ; ensuite que sa pensée se réduit à cet argument : Tout homme qui hait son frere est homicide : or nul homicide n'a la vie éternelle en soi , ou , ce qui revient au même , il est dans un état de mort : donc tout homme qui hait son frere est dans un état de mort. Cette seconde explication que le P. Simonnet a embrassée n'a certainement rien d'irréligieux.

Comm. in cap.
3. 12 Joan.

Quant au sens qu'il donne au second passage , il y est autorisé par S. Thomas lui-même , dont voici les paroles. *Si quis non amat Dominum nostrum Jesum Christum , anathema sit , id est , separatus vel excommunicatus ; Maran-atha , id est , Dominus veniet : quasi diccret : qui non amat D. N. J. C. sit anathema in adventu Domini : sed numquid sunt excommunicandi omnes qui non sunt in charitate ? Respondeo : dicendum quod intelligitur , si quis non amat D. J. C. id est , fidem Christi ; & isti sunt hæretici , & sunt excommunicati : vel si quis usque ad finem mortis non perseverat in amore Domini Jesu Christi , in adventu erit separatus à bonis*. S. Thomas entend donc ces paroles , celui qui n'aime pas Jésus-Christ , ou de ceux qui ne suivent pas la Foi de Jésus-Christ , comme sont les Hérétiques , ou de ceux qui ne persévèrent pas en état de grace ou d'amour habituel jusqu'à la mort. Cette double explication revient à peu près à celle du P. Simonnet , & les Novateurs qui abusent de ce texte de S. Paul , pour prouver la nécessité de l'amour actuel de Dieu par dessus toutes choses , pour être justifié avec le Sacrement , n'en peuvent tirer aucun avantage. C'est tout ce que prétend Simonnet , & c'est aussi l'unique raison pour laquelle le Rédacteur l'a placé parmi ceux qui enseignent l'Irréligion.

Leçt. 2. la cœq.
16. 1. cog.

NOTE. Voyez secon-
dus doctrinam.
pag. 197. 198.

La seconde objection est tronquée dans le Recueil , ainsi que la réponse.

» Objection. Suivant la doctrine précédente , il peut arriver
» qu'un adulte soit sauvé, après avoir long-tems vécu , sans que pen-
» dant tout le cours de sa vie , il ait jamais fait un acte d'amour
» de Dieu pour lui-même par dessus toutes choses ; & par consé-
» quent , sans avoir jamais satisfait pendant toute sa vie au pre-
» mier & au plus grand des préceptes. Pour le prouver , il suffit
» de faire cette supposition : Un Catéchumène est déjà avancé
» en âge , & n'a encore produit aucun acte de charité parfaite :
» on suppose cependant qu'il a eu un commencement d'amour
» de Dieu pour lui-même , & que par le motif de cet amour ,
» joint à la crainte de l'Enfer , qu'il déteste par dessus tous les
» maux , autres que le péché , il est fâché des offenses qu'il a
» commises contre Dieu. On le baptise à l'article de la mort , &
» il meurt l'instant d'après son Baptême. Selon la doctrine que
» nous avons enseignée , il est certainement sauvé ; car suivant
» cette doctrine , il meurt après avoir reçu la grace de la justifi-
» cation , & il est certain que tous ceux qui meurent en état de
» grace sont sauvés. «

» Je répons, dit Simonnet, que tout adulte étant obligé à l'arti-
» cle de la mort de faire un acte de charité parfaite , le Caté-
» chumène dans le cas proposé fait tous ses efforts pour le pro-
» duire , ou ne les fait pas : s'il ne les fait pas , il pèche mortelle-
» ment , *à moins qu'il n'ait pour excuse l'ignorance probable du droit :*
» ignorance néanmoins qui ne peut se supposer dans un Caté-
» chumène suffisamment instruit ; il pèche , dis-je , mortellement
» dans la réception même du Baptême , & il est faux de supposer
» que par la crainte de l'Enfer , il a une attrition qui exclue en
» lui toute volonté de pécher. Ainsi il n'est pas justifié par le Bap-
» tême qu'il reçoit , & par conséquent il meurt en état de péché ,
» & est damné. Si au contraire il a fait ses efforts pour produire
» l'acte de charité parfaite , dans ce cas il le produit , ou il ne
» le produit pas. S'il le produit , il n'est point sauvé sans l'acte
» par lequel Dieu est aimé par lui-même par dessus toutes choses.
» S'il ne le produit pas , *de maniere cependant qu'il croie de bonne foi*

» *l'avoir fait* , il est excusé par l'ignorance invincible du fait ; &
 » ainsi la transgression du précepte de la Charité n'étant alors
 » que matérielle , elle ne peut empêcher que cet homme ne soit
 » régénéré par le Baptême , & que mourant aussi-tôt après l'avoir
 » reçu , il ne soit sauvé : néanmoins il ne l'est pas sans quelque
 » amour de Dieu pour lui-même , & sans une propension habi-
 » tuelle à l'aimer pour lui-même par dessus toutes choses ; pro-
 » pension en vertu de laquelle il est dit , & est véritablement &
 » proprement ami de Dieu. «

Ces mots mis en caractère italique dans le Recueil , à moins qu'il n'ait pour excuse l'ignorance probable , (c'est-à-dire , invincible) du droit : de manière cependant qu'il croye de bonne foi l'avoir fait : montrent ce qui déplaît davantage au Rédacteur dans cette réponse. Mais quant à l'ignorance invincible du droit , ou de l'obligation de produire un acte d'amour de Dieu pour lui-même par dessus toutes choses , Simonnet dit qu'on ne peut pas supposer qu'elle ait lieu dans un Catéchumène suffisamment instruit : ce n'est pas là sans doute ce que le Rédacteur attaque. C'est donc ce que Simonnet ajoute , que si cette ignorance avoit lieu dans le cas proposé , elle excuseroit de péché : mais comme nous l'avons déjà dit tant de fois , c'est le Dogme Catholique. A l'égard de l'ignorance invincible du fait , ou de la persuasion de bonne foi , où seroit ce Catéchumène qu'il a produit un acte de charité , ayant fait tous ses efforts pour cela , quoique effectivement il ne l'ait point produit ; il nous paroît que Simonnet a tort de supposer que ce Catéchumène ne remplisse point le précepte dont l'obligation presse , s'il est vrai qu'il fasse tous ses efforts pour le remplir.

Dans un extrait sur la même matière , Lacroix soutient que pour la justification , on est obligé à l'amour de Dieu , si on ne reçoit pas le Sacrement de Pénitence ; mais qu'on n'y est pas obligé , si on le reçoit ; & que tel est le privilège de la nouvelle grâce ajoutée par Jésus-Christ , que par la vertu du Sacrement , nous pouvons même sans amour obtenir notre justification.

Il s'agit dans cet extrait de l'amour de Dieu par dessus toutes choses , & c'est uniquement celui dont Lacroix nie la nécessité pour être justifié avec le Sacrement de Pénitence. Cela est évident

Extr. Pro justifi-
cation. p. 306.

par ces paroles qu'on lit au même endroit : La disposition nécessaire pour la rémission des péchés dans le Sacrement , doit être telle qu'on aime Dieu au-dessus de toute créature d'un amour de concupiscence , mais non d'un amour d'amitié. *Dispositio ad remissionem peccati debet esse talis , ut amet Deum præ omni creaturâ amore amicitie ; nego : concupiscentie ; concedo.* Et en parlant du Décret d'Alexandre VII sur cette matière, il dit : „ Le Décret parle expressément & uniquement de l'opinion qui exige quelque amour de Dieu dans l'attrition conçue par la crainte de l'Enfer. „ Or nous ne combattons pas cette opinion ; au contraire nous reconnoissons la nécessité de quelque amour de Dieu. *Hanc autem opinionem nos non oppugnamus , sed fatemur aliqualem Dei dilectionem esse necessariam.* Enfin , ce qui lève tout doute à cet égard , c'est que Lacroix fait valoir à ce sujet l'autorité du Clergé de France assemblé en 1700 , & qu'il adopte ces paroles de la Déclaration : *Ne quis putet in utroque Sacramento securum se esse , si præter fidei & spei actum , non incipit diligere Deum tanquam omnis justitie fontem.* C'est donc un artifice de la part du Rédacteur , d'avoir présenté l'extrait de Lacroix , de manière qu'on ne sçait pas s'il parle de tout amour, quel qu'il puisse être , ou s'il parle seulement de l'amour de charité , de l'amour d'amitié par dessus toutes choses.

Il reste encore un Extrait sur l'amour de Dieu, où l'on reproche à de Salas d'avoir dit , qu'*aucun amour n'est dû à Dieu par une obligation de justice.* Nous avons relevé dans le premier volume , pag. 183 , 184 , l'infidélité de la citation , & montré en partie l'insuffisance de l'extrait pour éclairer le jugement du lecteur. Il faut développer ici un peu plus au long la pensée de Salas.

L'extrait est pris d'un long Traité sur ce qu'on appelle la *Réatitudo formelle*, c'est-à-dire, ce qui constitue l'essence de notre félicité dans le Ciel. Scot la fait consister dans l'acte d'amour que les Théologiens nomment d'*amitié* , par lequel on souhaite continuellement à Dieu le bien qui lui est propre. Durand attaque le sentiment de Scot, en disant que „ l'amour d'amitié est dû à Dieu „ par justice , & que par cette raison, il a plutôt la qualité de „ mérite & de moyen , que celle de prix & de fin , & par conséquent de Béatitude. „

To. 2. lib. 6.
part. 2. qu. 112.
num. 289.

Fin qu. 110 n.
275.

To. 1. lib. 2. qu.
1. n. 12.

Extr. Nullus
amor. pag. 173.

Salas in 1. 2. To.
2. qu. 1. tit. 2.
di p. 2. scilicet 3.

De Salas dans l'endroit même dont l'extrait fait partie, examine les raisons de Durand, qui ne lui paroissent pas concluantes : „ Car, dit-il , quoique l'amour libre & qui s'exerce pendant la „ vie, ait la qualité de mérite & de moyen ; cependant l'amour „ nécessaire qui s'exerce dans le Ciel, pourroit avoir la qualité „ de prix & de fin : & il ne répugne pas à la nature de la béatitude, qu'un acte soit dû par justice. D'ailleurs toutes les espèces d'amour ne sont pas dûes à Dieu par une obligation qui vienne de la vertu de justice ; aucune même ne lui est due à ce titre, quoique tout amour lui soit dû à titre de *décence & d'honnêteté*, parce que Dieu par lui-même est digne d'amour ; & que certaine espèce d'amour lui soit due à titre de Charité, ou de quelque autre vertu. „

Pour justifier la proposition qui paroît la plus révoltante dans ce texte, il suffit de remarquer que de Salas, dans la vue de réfuter Durand, a dû prendre & a pris en effet le mot de *Justice*, dans sa signification la plus étroite, & en tant que cette vertu est distinguée de toutes les autres. Or la justice ainsi considérée renferme l'idée d'égalité, ou de proportion exacte entre ce qui est dû & ce qu'on donne. *Ratio justitia*, dit S. Thomas, *consistit in hoc quod alteri reddat quod ei debetur secundum aequalitatem*. Et parce que la justice emporte l'idée d'égalité, & que nous ne pouvons rendre à Dieu l'équivalent de ce que nous lui devons, cela vient que nous ne pouvons rendre à Dieu ce qui est *juste*, selon l'exakte notion de la justice : c'est toujours le S. Docteur qui parle. *Quia justitia aequalitatem importat, Deo autem non possumus aequalens recompensare, inde est quod justum secundum perfectam rationem non possumus reddere Deo*. Il ajoute à la vérité que la justice tend à ce que l'homme rende à Dieu tout ce qu'il peut, en lui soumettant toutes les puissances de son ame ; mais cela même prouve que l'homme, en s'acquittant de ses obligations envers Dieu, n'exerce point un acte qui ait toute l'essence de la vertu de justice proprement dite : puisqu'une vertu ne tend pas seulement à produire les actes qui lui sont propres, mais qu'elle les produit dans toute leur perfection essentielle.

Voici donc tout ce que de Salas a voulu dire. La nature de l'amour que nous devons à Dieu à quelque titre que ce puisse être, est telle

2. 2. qn. 90. art.
1. in corp.

2. 2. qn. 57. art.
1. ad 3.

que, quoique nous soyons obligés de faire tous nos efforts pour nous en acquitter ; néanmoins nous ne nous en acquitterons jamais avec cette proportion d'égalité entre ce que nous devons & ce que nous do nous ; égalité propre de la vertu de justice prise dans sa notion la plus étroite & la plus exacte.

Mais si on prend le mot de justice dans une signification plus étendue, pour ce qui constitue le beau & l'honnête dans l'ordre moral, de Salas reconnoît que toute espèce d'amour est dû à Dieu à ce titre, *omnis debitus ex quâdam decentiâ & honestate*. Pourquoi ? Parceque Dieu, sous quelque rapport que nous l'envisagions, est par lui même digne de notre amour ; *quia Deus ex se dignus est amore*. Et comme chaque espèce d'amour de Dieu appartient à une vertu particulière, l'amour d'amitié à la Charité, l'amour de Dieu, comme notre béatitude, à l'espérance ; l'amour de Dieu pour ses bienfaits, à la reconnaissance ; de Salas après avoir dit que l'amour en général est dû à Dieu, à raison de cette décence & de cette honnêteté morale, qui nous fait une loi d'aimer ce qui mérite notre amour, ajoute que cet amour en particulier lui est dû à titre de Charité, ou de quelque autre vertu ; *& aliq is ex Charitate vel aliâ virtute*. Est ce là nier l'obligation étroite où nous sommes d'aimer Dieu ? Est ce là parler le langage de l'Irréligion ?

ARTICLE II.

Extraits sur la Foi.

Suarez dans son Traité de la Foi parlant du péché d'infidélité, distingue trois sortes d'infidèles ; ceux à qui la Foi a été suffisamment annoncée & proposée, & qui n'ont pas voulu croire ; & il dit qu'il n'est point question de ceux là dans les Assertions qu'il va établir, parce qu'il est évident qu'ils sont coupables du péché d'infidélité. Ceux qui n'ont absolument point entendu parler de la Foi, à qui elle n'a été annoncée ni suffisamment, ni insuffisamment, ni par la Predication, ni par la renommée ou par la voix publique ; & il dit au regard de ceux-ci que leur infidélité est négative, & excusée de faute régulièrement & ordinairement parlant, ou autant que nous pouvons le conclure de la loi commune.

Nous

Extr. Quilam....
Suar. pag. 171.
Suar. de Fide,
disp. 17. sect. 1.
B. 7. 8. 9. 10. 11.

Extr. Suar. pag.
Ibid.

Nous nous sommes servis de cette Assertion dans la seconde Partie, (page 35) pour démontrer que le Rédacteur qui la dénonce, attaque en ce point la Doctrine expresse de S. Augustin, & qu'il tient pour vraie cette proposition de Baïus condamnée par l'Eglise : *l'Infidélité purement négative dans ceux à qui J. C. n'a pas été prêché, est un péché.*

La troisième espèce d'Infidèles est de ceux qui ont entendu parler de la Religion Chrétienne par la renommée ou le bruit public, ou par quelque espèce de prédication, mais non d'une manière suffisante. Et il dit à ce sujet „ que ces Infidèles qui ont ouï dire „ quelque chose de notre Foi, sans cependant qu'elle leur ait été „ suffisamment proposée, & qui restent dans leur infidélité, pour- „ ront quelque fois être excusés de faute, & quelquefois aussi & „ plus souvent, ils ne le pourront pas.

Deo facto.
Ibid.

Si le Rédacteur juge cette Assertion répréhensible, que pensera-t-il donc de celle-ci de M. Duval ? „ Doit-on juger infidèles négati- „ vement ceux qui ont eu à la vérité quelque connoissance de l'E- „ vangile, mais non suffisamment & de la manière requise ? Je ré- „ ponds qu'oui. „ M. Duval excuse, comme l'on voit, du péché d'infidélité, ceux que Suarez reconnoit le plus souvent en être coupables.

Duval, in 2. e.
Tom. 2. trait. de
Fide. qu. 7. pag.
299. Edit. Paris.
1746.

Suarez prouve ainsi la première partie de son Assertion. „ Ces „ Infidèles ne péchent point en ne croyant pas, lorsqu'ils n'ont „ pour motif de croire, que la seule proposition insuffisante qui „ leur a été faite de notre Foi, comme l'enseigne très bien Cajétan „ 2. 2. qu. 1. art. 4. & comme je l'ai souvent dit plus haut, parce „ que les préceptes Divins sont conformes à la raison, & nous „ obligent selon les règles de la prudence ; or croire ce qui ne nous „ est pas suffisamment proposé, n'est point l'effet de la prudence ; „ car celui qui croit facilement, a le cœur léger, (Eccli. 19) & peut „ aisément tomber dans l'erreur. „

Cette preuve est la même qu'emploie M. Duval, dont voici les paroles. „ Il convient que l'Evangile soit annoncé avec des motifs „ & des argumens suffisans pour produire l'évidence de crédibilité. „ Sans cela il n'imposera à ceux qui l'entendent aucune obligation „ de croire. L'Ecclesiastique dit, chap. 19. *Celui qui croit facilement*

Loc. cit.

Suite de la III. Partie.

D

„ est léger de cœur. C'est-à-dire celui qui , sans une persuasion suffisante, adliere d'esprit à une chose difficile & sublime , est sujet „ au vice de la légèreté. „

Si l'on rejette cette partie de l'Assertion de Suarez avec sa preuve, il faudra nécessairement adopter la proposition suivante condamnée par Innocent XI. *Affensus Fidei supernaturalis & utilis ad salutem, stat cum notitia solum probabilis revelationis, imò cum formidine, quod quis formidet ne non sit locutus Deus.* Voyez ce qui a été dit à ce sujet dans la seconde Partie, page 57 & suivantes.

VIII. Deinde qui
p. 2. 172. 173.

Suarez prouve ainsi la seconde partie de son Assertion. „ Quoique l'Infidèle à qui la foi n'est pas suffisamment proposée , ne „ soit pas obligé de croire tout aussi-tôt ; néanmoins il peut être „ obligé à faire ses diligences pour acquérir une connoissance parfaite de la doctrine proposée à sa croyance, & examiner s'il doit „ croire ou non. La raison en est que cette proposition de la Foi insuffisante pour croire , peut être suffisante pour faire douter „ cet infidèle, si l'ancienne secte qu'il professe n'est pas fausse, & „ si la doctrine de la Foi n'est pas vraie & nécessaire au salut. „ Donc cette maniere dont la Foi lui est proposée , est pareillement suffisante pour produire l'obligation de rechercher la vérité „ ou de s'en faire instruire. C'est pourquoi si les Infidèles dans le „ cas proposé négligent absolument d'employer ces recherches , alors leur infidélité ne sera plus purement négative , mais coupable, „ parce qu'elle devient alors volontaire par une ignorance „ coupable. Mais s'ils travaillent à s'instruire, s'ils font ce qui dépend d'eux, & qu'ils ne puissent parvenir à ce que la Foi leur „ soit proposée d'une maniere suffisante, ils demeureront dans leur „ infidélité négative.

Il ne pourroit y avoir en cette preuve qu'une seule chose à reprendre, non pour le Rédacteur, mais pour ceux qui reconnoissent en Dieu une volonté sincere de sauver tous les hommes ; sçavoir, si Suarez disoit absolument, qu'un Infidèle qui éclairé de la grace cherche la vérité avec tout le soin qui dépend de lui, peut ne point parvenir & ne parvient pas en effet à la connoissance de tout ce qui est nécessaire au salut. Mais Suarez est bien éloigné de penser de la sorte. Car il décide dans ce même Traité que „ Si un Infidèle eu-

„ gagé dans des erreurs contre la lumière naturelle ; commence à
 „ éprouver des remords de conscience au sujet de ces erreurs, dès
 „ ce moment il sera obligé à chercher la vérité sur ce qui fait la
 „ matière de ses remords ; & que si avec le secours Divin il fait tout ce
 „ qui dépend de lui, il recevra peu à peu de plus grandes lumie-
 „ res, à proportion desquelles croîtra aussi l'obligation de cher-
 „ cher la vérité, jusqu'à ce qu'il parvienne à une proposition suffi-
 „ sante de la Foi. „ *Si cum divino auxilio feceris quod in se est, paula-*
tim magis ac magis illuminabitur, atque ita etiam magis ac magis obli-
gabitur ad inquirendam veritatem, donec ad sufficientem Fidei proposi-
tionem perveniat.

Ibid. Disp. 11.
 scd. 1. n. 9.

Dans le nombre suivant, que le Rédacteur n'a pas jugé à propos de transcrire, Suarez expose la nature des moyens que doit employer l'Infidèle pour parvenir à une parfaite connoissance de la vraie Foi. Ensuite il répond à une objection contre la première Assertion. Cette objection porte sur l'axiome de Théologie : *Dieu ne refuse point sa grace à celui qui fait ce qui est en son pouvoir.* D'où l'on conclut que si les Infidèles qui n'ont jamais oui parler de la Foi, ne mettoient point obstacle à l'illustration Divine par leurs péchés, Dieu les éclaireroit, & qu'ainsi leur infidélité, quoique purement négative, est un péché.

Reus. Fund. theo-
 66. pag. 176.

Suarez répond que „ Quoique cet Infidèle ne fasse point ce
 „ qui dépend de lui, néanmoins il ne pèche pas en cela contre
 „ le précepte de la Foi, mais seulement contre quelque précep-
 „ te de la Loi naturelle ; par la raison qu'il est alors dans une
 „ ignorance invincible du précepte de la Foi ; & qu'il ignore à
 „ plus forte raison que le péché qu'il commet, est un empêche-
 „ ment à l'illustration Divine. C'est pourquoi cette mauvaise ac-
 „ tion ne contracte point la malice spéciale de l'Infidélité. Et que
 „ de même que celui qui fait quelque chose, d'où il résulte quelque
 „ dommage considérable pour lui ou pour le prochain, s'il n'a prévu
 „ en aucune manière ce dommage, n'est point coupable à cet égard
 „ d'une malice spéciale, parceque sous ce rapport son action
 „ n'est pas volontaire : de même dans le cas présent, quoique
 „ l'Infidèle encoure par son péché le dommage de n'avoir point
 „ la Foi, ou les secours qui l'y conduiroient ; néanmoins parte-

„ qu'il ne prévoit point & ne peut prévoir que ce dommage est
 „ la suite de son péché, il est excusé de la malice spéciale de
 „ l'infidélité. „

On peut voir dans M. Duval à l'endroit cité, la même réponse faite à la même objection. Et la doctrine qu'établit ici Suarez est si certaine, que M. Duval ne craint pas de dire après Bannez, qu'à cause des témoignages très-évidens de l'Ecriture & des Peres, l'opinion contraire est non seulement fautive & téméraire, mais entièrement erronée. *Bannez in hunc articulum 1. D. Thomas ait, sententiam Adriani & aliorum, propter evidentissima Scriptura Patrumque testimonia, esse prorsus erroneam, nedum falsam & temerariam. Et in hanc sententiam feror.*

7. 2. qu. 10. art.
1. in corp.

Si l'on veut sçavoir ce qu'a pensé S. Thomas à l'endroit indiqué par Bannez, le voici : „ Si l'on considère, dit ce S. Docteur,
 „ l'infidélité, entant que purement négative, comme elle l'est
 „ en ceux qui n'ont point entendu parler de la Foi, elle n'est
 „ point un péché, mais plutôt une peine; parceque cette ignorance des choses divines est une suite du péché de notre premier Pere : *Non habet rationem peccati, sed magis pœna.* Ceux
 „ donc qui sont infidèles de cette manière, sont à la vérité damnés pour leurs autres péchés, qui ne peuvent être remis sans la Foi; mais ils ne le sont point à cause du péché d'infidélité;
 „ *Non autem damnantur propter infidelitatis peccatum.* C'est pour
 „ cette raison, continue S. Thomas, que J. C. dit en S. Jean chap. 15, *Si je n'étois pas venu, & que je ne leur eusse point parlé, ils n'auroient point de péché*: ce qui doit s'entendre, suivant l'exposition de S. Augustin, du péché par lequel les Juifs n'ont pas
 „ cru en J. C. „

C'est ainsi qu'aux yeux du Rédacteur, Suarez est coupable d'Irréligion, pour avoir enseigné une doctrine prouvée par l'Ecriture, les Peres, les Théologiens, & sur tout par les décisions de l'Eglise contre Baius & les Novateurs modernes.

Il en faut dire à peu près autant d'une assertion où Casnédi soutient que „ L'article de la mort excepté, personne n'est tenu
 „ à croire, & ne peut pas même croire d'une Foi qui soit au
 „ dessus de tout, les Mystères & la révélation qui ne lui sont

Peut-être avec
Folius suivant
194. 195.

„ proposés que d'une maniere probable ou même plus probable,
 „ Mais qu'à l'article de la mort , où le précepte de la Foi presse,
 „ il faut croire d'une Foi du moins imparfaite , & comme l'on
 „ peut , la Religion qui paroît plus probable , parcequ'alors il
 „ ne reste plus de tems pour pousser plus loin l'examen sur la
 „ vérité des Religions. “ Cette assertion a été suffisamment
 discutée & justifiée dans la seconde Partie, page 57 & suivantes.

Il est un autre extrait de Casnédi par rapport à l'ignorance invincible des Hérétiques touchant la Foi Romaine , que le Rédacteur a tellement tronqué , qu'on ne peut bien l'entendre , sans exposer toute la suite des raisonnemens de cet auteur. Casnédi en qualité de Probabiliste , soutient qu'une loi dont l'existence n'est que plus probable , n'est point suffisamment promulguée , lorsque de fortes raisons font juger d'ailleurs qu'elle n'existe pas. Elizalde , autre Jésuite anti-probabiliste attaque ce principe par l'argument suivant. „ S'il étoit vrai qu'une loi sur l'existence de
 „ laquelle il y a des sentimens opposés parmi les Docteurs graves,
 „ n'est point suffisamment promulguée , & n'impose par consé-
 „ quent aucune obligation ; aucun Hérétique ne seroit tenu
 „ d'embrasser la Foi de l'Eglise Romaine ; parcequ'au sujet de
 „ cette Foi il y a des sentimens opposés entre des Docteurs graves ,
 „ savoir , des Catholiques d'une part , & des Hérétiques de
 „ l'autre. Car le Docteur Hérétique est aussi grave par rapport à
 „ l'Hérétique , que le Docteur Catholique l'est à l'égard du Catholique : l'Hérétique n'est donc point obligé d'embrasser la
 „ Foi de l'Eglise Romaine. “

*Extra. Diss. 5. §. 1.
 me. §. 1. pag. 195.*

A cet argument Casnédi répond que les jugemens faux des Hérétiques qui n'ont point entendu parler des fondemens de la Doctrine Catholique , sont plutôt des erreurs invincibles , que des opinions probables ; parcequ'il répugne qu'il y ait de la probabilité dans une opinion , qui a contre elle des argumens & des définitions infaillibles , telles que sont les vérités Catholiques. Or , que l'erreur invincible puisse avoir lieu dans les matieres de la Foi , c'est , reprend Casnédi , ce qui est certain au sentiment de S. Thomas & de presque tous les Théologiens.

*Christ. Theol. T. 2.
 2. disp. 18. scilicet.
 2. q. 20.*

„ Pour répondre en forme , continue-t-il , je dis donc (ici

„ commence l'extrait) que s'il est question d'Hérétiques qui n'ont
 „ jamais entendu parler que ceux de leur secte , ils ne péchent pas
 „ en ne croyant pas la Foi Romaine ; tant parce qu'ils l'ignorent
 „ invinciblement , que parcequ'il implique qu'on soit obligé de
 „ croire quelque chose , & qu'on l'ignore en même tems. Ainsi à
 „ leur égard cette ignorance de notre Foi a été involontaire , &
 „ la loi qui oblige de croire n'a pas été assez promulguée. “ L'ex-
 „ trait finit là. L'auteur ajoute que „ s'il s'agit des Hérétiques qui
 „ ont considéré ou pu considérer les motifs de notre Foi ; comme
 „ nos Mysteres , selon le P. Elizalde , sont non seulement évidem-
 „ ment croyables , mais évidemment vrais , il s'ensuit que tout ce
 „ que les Docteurs Hérétiques proposent à leurs auditeurs , sera
 „ par rapport à ceux-ci évidemment incroyable , évidemment im-
 „ probable & évidemment faux , selon le même P. Elizalde &c.

La doctrine de Casnédi se réduit à trois points. Le premier que
 les jugemens faux des Hérétiques ne peuvent jamais être des opi-
 nions probables. Le second , que ces mêmes jugemens sont des er-
 reurs invincibles à l'égard de ceux qui n'ont ni considéré ni pu
 considérer les motifs de notre Foi. Le troisième , que l'ignorance
 invincible peut avoir lieu en matiere de Foi , & qu'elle excuse de
 péché ceux qui ne croient pas. Y a-t-il rien là , je ne dis pas qui
 contienne l'enseignement de l'Irréligion , mais qui ne soit exact &
 conforme à la doctrine reçue dans les Ecoles Catholiques ?

Extr. *Questio 2.*
 pag. 204.

Quelle Irréligion peut-il y avoir encore dans un extrait de La-
 croix, où au sujet de cette proposition condamnée par Innocent XI,
Hinc potest quis prudenter repudiare assensum, quem habebat, superna-
turalem , il dit que par-là „ On ne condamne pas le sentiment de
 „ ceux qui disent que si les motifs qui appuyent notre Foi, cessoient
 „ d'être probables à quelqu'un , & qu'au contraire les motifs pour
 „ l'erreur opposée lui devinssent moralement certains , & cela
 „ d'une maniere invincible ; un tel homme pourroit suspendre
 „ pour un tems son acquiescement à la Foi , jusqu'à ce qu'il eût dé-
 „ couvert de nouveau la vérité. „

Lacroix n'adopte point ce sentiment ; & toute son Assertion se
 borne à dire qu'il n'est pas compris dans la condamnation de la
 proposition proscrire par Innocent XI. De plus cette opinion por-

te fut un hypothèse absolument impossible, sçavoir, que les motifs de notre Foi puissent cesser d'être probables à quelqu'un, & que les motifs pour l'erreur opposée puissent lui devenir moralement certains, & cela d'une manière invincible. Et Lacroix est si éloigné de donner à cette supposition la moindre possibilité, du moins morale, qu'il ne permet point à un Catholique de former aucun doute sur les points de sa croyance. Voici ses paroles. *Quamvis nobis incidat cogitatio an non fortè sit aliqua alia Religio vera, non tenemur examinare aut inquirere : sed tenemur talem cogitationem positivè repudiare, quia pro nostrâ fide habemus evidentiam saltem moralem : nam qui notas vera Ecclesia considerat, omnino dubitare non potest.*

To. 1. lib. 2.
cap. 1. Adversus
n. 48.

ARTICLE III.

Extraits sur divers sujets.

AUCUN Extrait ne montre peut-être mieux & l'injustice du Rédacteur & son attachement prodigieux à la doctrine de Jansénius, que celui du P. Oudin. Il accuse ce Jésuite d'Irréligion, pour avoir dit sur un passage d'Isaïe cité par S. Paul, que ce passage prouve que Dieu étoit dans la disposition sincère de sauver le peuple Juif; & que si Dieu ne vouloit pas que les Juifs vinsent à la Foi, & par la Foi parvinssent au salut, le blasphème qui suit de la doctrine de Jansénius seroit vrai, que Dieu jouïoit habilement & magnifiquement la Comédie. Nous n'avons rien à ajouter ici à ce que nous avons dit sur cet Extrait dans la seconde Partie, page 54.

Extr. Ad Israël.
pag. 177.

Marin a dit qu'il est vrai que Dieu peut parler d'une manière équivoque pour une juste cause, & que cette juste cause se trouve assez souvent, 1^o afin que la doctrine ne soit point avilie, 2^o afin qu'on ait recours à la source. Le Rédacteur voudroit faire croire sans doute que cette doctrine est la même que celle de la proposition condamnée par le Clergé de France : *Patriarcha & Propheta, Angeli, ipse Christus, nedum viri justi & Sancti, equivocationibus sive amphibologiis & restrictionibus mentalibus usi sunt.* Mais il ne persuadera cette conformité, qu'à ceux qui s'en tiendront à son accusation, sans entendre l'Auteur lui-même.

Extr. Reç. 1777
off. pag. 196.

To. 1. v. 4.
 412. 5. 1. 1.

Dans l'endroit d'où l'Extrait est tiré, Marin établit avec tous les Théologiens, que Dieu ne peut pas, même d'une puissance absolue, mentir, ni parler faux; & il le prouve par l'Ecriture, les Pères & la raison. Il va plus loin, & il dit que „ Dieu ne peut point „ user d'expressions qui aient différens sens, dans les circonstances „ ces où l'on ne pourroit découvrir humainement le sens dans lequel il auroit parlé; parcequ'alors ce seroit une locution insensée, adressée à celui qui ne pourroit la comprendre; & que „ Dieu en ce cas seroit véritablement trompeur, puisque ce seroit moralement la même chose que s'il mentoit. „ Si le Rédacteur avoit rapporté ces paroles, tout le monde auroit vu que son accusation porte à faux.

Il répond ensuite aux diverses objections de ses Adversaires, entre autres à celle-ci. „ Dieu peut parler d'une manière équivoque, „ & Jésus-Christ a parlé ainsi. Comme donc alors nous connoissons par les motifs de crédibilité & par l'autorité de l'Eglise, „ en quel sens Dieu a parlé; ainsi, quoique Dieu puisse parler „ faux, on peut connoître par l'autorité de cette même Eglise, „ les circonstances où il parle vrai. „

C'est en répondant à cette objection, que Marin convient que Dieu peut parler d'une manière équivoque; mais il est évident qu'il faut expliquer cette expression, *loqui equivocè*, par ce que Marin a dit plus haut, que Dieu ne peut parler ainsi, dans les circonstances où l'on ne sauroit humainement découvrir le sens de ses paroles. *In circumstantiis in quibus non possit deprehendi humano modo sensus locutionis.* Or que Dieu se soit servi dans les Ecritures de ces sortes d'expressions ou propositions qui présentent plusieurs sens, mais dont il étoit possible & même facile humainement de découvrir le vrai sens, c'est de quoi tous les Théologiens conviennent, & ce qui est constant par une infinité d'exemples. Je n'en produirai qu'un seul. Quand J. C. dit à ses Apôtres, *Lazarus amicus noster dormit*, il entendoit le mot *dormit*, du sommeil de la mort, & les Apôtres qui l'entendirent du sommeil ordinaire, pouvoient aisément & conformément au génie de la langue, l'entendre dans le même sens que J. C.

Il ne s'agit donc point dans la pensée de Marin, de ces équivoques

ques artificieuses, propres à faire prendre le change à ceux qui les écoutent ; & cela est évident encore par les deux raisons pour lesquelles il dit que Dieu use de paroles ou de propositions qui ont plusieurs sens. Car l'une de ces raisons est, afin que la doctrine ne soit point avilie, ce qui pourroit arriver si elle étoit toujours exprimée d'une manière si claire, que personne ne pût s'y méprendre, & n'eût besoin que de lui-même pour l'entendre. Et en cela Dieu a eu égard à notre faiblesse, qui nous porte à respecter davantage les vérités qui ne se découvrent à nous qu'après beaucoup de peines & de recherches. L'autre raison plus importante encore, est afin de nous obliger de recourir à lui par la prière, pour obtenir l'intelligence de sa parole, & à l'Eglise, à qui seule il a donné l'autorité pour fixer le sens des Ecritures. C'est ce que S. Chrysostome explique à peu près dans les mêmes termes. „ Jesus Christ, dit-il, parle „ en plusieurs endroits d'une manière obscure, dans le dessein „ d'engager ceux qui l'écoutent à l'interroger, & de les rendre „ plus attentifs. „

Hom. 27. ATh. 24. in Joan.

L'autre Extrait de Marin n'est pas accusé avec plus de justice & de bonne foi. On lui fait un crime d'avoir dit. „ Il est certain, & „ même de Foi, à ce que je pense, que l'humanité de Jesus Christ, „ est d'une manière éloignée capable de pécher, ou qu'elle a la „ puissance éloignée de pécher ; parce qu'il est de Foi que l'humanité de Jesus-Christ est de même nature que la nôtre. „

Extr. Dico 22. pag. 296.

Il résulte des suppléments qu'on a donnés à cet Extrait dans le premier volume, pages 216 & 217, que Marin ne veut dire autre chose, sinon que l'humanité de Jesus-Christ, précision faite de l'union hypostatique, & considérée dans son essence, a le même fond de déféctibilité inhérent à notre nature, & à celle de toute créature, quelle qu'elle soit ; ce qu'il prouve par ces paroles de S. Ambroise : *Omnis creatura peccatorum capacitati obnoxia est*, & par celles-ci de S. Augustin ; *Cuiusque creatura prastatur ut peccare non possit, non est hoc natura proprium, sed gratia Dei*. Assertion si certaine, qu'il y auroit du danger pour la Foi à la nier. Car, comme dit Marin, „ il est de Foi que l'humanité de Jesus-Christ „ est de même nature que la nôtre ; or la nôtre est par sa natu-

Lib. 1. de Spir. Sancto. cap. 19. Lib. 1. cont. Maxim. cap. 13.

Suite de 111. Partie.

E

„ re capable de pécher , & défectible dans le moral , comme dans le Physique. „

Mais il s'en faut bien que Marin dise la même chose de l'humanité de Jésus-Christ, considérée dans son état d'union avec le Verbe. Au contraire il soutient qu'elle est formellement & immédiatement impeccable dans le sens composé, en vertu de l'union hypostatique, en faisant même précision de la vision béatifique. *Humanitas Christi est formaliter & immediate impeccabilis in sensu composito ex vi unionis, præscindendo à visione beatificâ.* Il soutient qu'elle n'a ni la puissance prochaine, ni la puissance éloignée de pécher. *Humanitas nec habet potestatem proximam, nec potestatem remotam peccandi, in sensu composito unionis.* C'est au Rédacteur à se disculper comme il pourra, de n'avoir point rapporté ces paroles, qui sont décisives pour la justification de Marin.

Il place avec aussi peu de fondement sous l'Irréligion, deux Extraits du P. Muzka, dont le premier n'est qu'une demi phrase, que le Rédacteur n'a eu garde d'achever, parce qu'on y combat l'existence du Péché Philosophique. L'extrait porte : „ Car „ quoique l'ignorance invincible de Dieu, du moins pour un „ court espace de tems, ne repugne point : „ l'Auteur ajoute : „ Néanmoins il n'est pas possible qu'on ne connoisse Dieu, au „ moins d'une manière implicite, au moment où l'on s'appre- „ çoit qu'on fait mal, en agissant contre ce que dicte la droite „ raison. „

L'autre Extrait est pris d'une réponse à une objection ; l'objection a rapport à une Thèse que voici. *Plusieurs péchés véniels, par leur seule multiplication, ne contractent point la malice du péché mortel.*

On lui objecte qu'il suit delà, que celui qui formeroit le propos de commettre le péché véniel à toute occasion, ne feroit point en cela un péché mortel. La réponse à cette objection dans le Recueil, est que „ Celui qui se propose de commettre des péchés „ véniels à toute occasion, ou qui veut même les commettre tous, „ à prendre la chose en soi, ne pèche point grièvement, parceque „ l'objet de ce propos, pris en soi, n'est point grièvement défendu. „ Muzka ajoute „ Qu'il est néanmoins indubitable que ce „ même homme pèche grièvement par accident. „ *Idem attamen*

TO. 2. tit. 17.
disp. 12. sect. 2.
n. 10.

Ibid. n. 12.

EXTR. QUINQUE
MUSK. pag. 207.

L'ib. 2. disp. 1.
§. 1. n. 11.

EXTR. PROPOS.
pag. 201.

Ibid. §. 5. n. 17.

per accidens indubie graviter peccat : & cela, tant à raison du péril auquel il s'expose volontairement, de commettre un péché mortel, qu'à cause du mépris considérable qu'il fait des préceptes dont l'obligation est légère.

Muszka décide donc qu'il y a toujours un péché mortel dans un tel propos. Mais il dit que ce n'est point précisément à raison de l'objet, c'est-à-dire, des péchés véniels, en quelque quantité qu'on les suppose. Peut-on n'en pas convenir, si l'on admet ces deux principes ; l'un, que le propos de commettre un péché, à prendre ce propos en foi, ne contracte point d'autre malice que celle du péché même : l'autre, que plusieurs péchés véniels, en quelque nombre qu'ils soient, n'égalent point la malice du péché mortel.

Pomey dans une suite de demandes & de réponses, traite du bonheur dont les corps des Bienheureux réunis à leurs ames, jouiront dans le Ciel. Peut-être que, dans le détail où il est entré, il a donné un peu trop à la conjecture ; mais on l'accuse en cela d'Irréligion : on dit que ces détails ne sont *propres qu'à la fiction du faux Prophète de l'Orient, & indignes d'un Chrétien, qui ne doit avoir du bonheur celeste, que des idées qui répondent à la Majesté du Dieu qu'il adore* : ce sont les propres paroles de M. Joly de Fleury. Voyons s'il n'y a point de prévention & d'exagération dans cette critique.

Extr. pag. 186.

Procès verbal.
pag. 13.

Les premières demandes avec les réponses sont ainsi conçues dans le Recueil. „ D. Quels seront les plaisirs que nous aurons „ dans le Ciel? R..... D. Quelle sera la source de ces torrens de „ plaisirs éternels? R. Ce sera Dieu même.... D. Le verrons-nous „ des yeux du corps R..... A la place de ces points, on lit dans le Catéchisme de Pomey, “ que l'esprit de l'homme n'est pas „ capable de concevoir les plaisirs que nous aurons dans le Ciel ; „ que la source de ces torrens de plaisirs éternels, ce sera Dieu „ même, que nous verrons clairement à la faveur de la lumière „ de gloire, & lequel nous aimerons & nous posséderons très- „ parfaitement : que nous ne le verrons que des yeux de l'ame, „ qui sont infiniment plus clairs & plus pénétrants que les yeux „ du corps ; & que la raison pour laquelle nous ne le verrons pas

Instr. 16. Leçon
5. pag. 222.
Lyon. 1675.

, des yeux du corps, c'est que Dieu est un esprit, & par conséquent invisible aux yeux corporels, qui ne peuvent voir autre chose que les couleurs. „

„ D. Que verrons-nous donc des yeux du corps ? R. Nous verrons la très sacrée humanité de Jésus-Christ ; nous verrons le corps *adorable* de la Vierge Marie, & ceux des autres Saints, sans parler de mille & mille autres beautés. „

Qu'est ce que cette Réponse présente d'Irréligieux ? N'est-il pas vrai que les corps dans l'état de gloire, seront infiniment plus beaux qu'ils ne sont sur la terre ? N'est-il pas vrai que les Bienheureux après la Résurrection générale, verront de leurs yeux la Sainte humanité de Jésus-Christ, le corps de la Sainte Vierge, & ceux des autres Saints ? Le Rédacteur auroit-il l'imagination assez corrompue, pour trouver ici le commencement du Paradis de Mahomet ?

Quant à l'épithète *d'Adorable*, que Pomey donne au corps de la Sainte Vierge, & qui est notée dans le Recueil du caractère iralique, le Rédacteur n'ignore pas que le mot *Adorer*, peut signifier & signifie très souvent un culte inférieur à celui qui n'est dû qu'à Dieu. Soupçonner un Théologien Catholique de l'avoir pris, en parlant d'une créature, dans un sens qui ne peut convenir qu'au Créateur, c'est le plus injuste de tous les soupçons. Mais cette imputation devient une calomnie atroce, lorsqu'en d'autres endroits, qu'on n'a pu se dispenser de consulter, ce même Théologien s'exprime de la manière la plus exacte sur le culte qu'on doit aux Saints. Or Pomey dans l'Instruction VIII leçon II, parle ainsi : l'honneur que nous devons rendre aux Sts. „ Est un honneur surnaturel, „ proportionné à leur excellencè, par conséquent infiniment inférieur à celui que nous rendons à Dieu. Car celui-ci est un honneur „ de *Latrie*, c'est-à-dire, un honneur souverain & absolu, rendu „ à Dieu pour l'amour de lui-même, & à cause qu'il est l'auteur „ de notre être : au lieu que celui qui est rendu aux Saints, est „ inférieur & relatif, comme étant rendu à une excellence créée „ & dépendante essentiellement de celle de Dieu ; & cet honneur s'appelle en termes d'Ecole, *Dulie* ou *Hyperdulie* ; en sorte „ néanmoins que l'*Hyperdulie* ne convient qu'à la Sainte Vierge,

„ & la Dulie aux autres Saints , parcequ'étant la Reine des
 „ Saints, elle mérite aussi un honneur plus excellent. „ Passons
 aux demandes suivantes.

„ D. Nos autres sens jouiront-ils du plaisir qui leur est propre ?
 „ R. Oui & ce qui est du tout admirable, ils en jouiront éter-
 „ nellement sans aucun ennui.

„ D. Quoi ! l'ouïe , l'odorat , le gout & l'attouchement auront
 „ tout le plaisir qu'ils peuvent recevoir ? R. Oui sans doute ; l'ouïe
 „ sera charmée de la douceur du son & de l'harmonie ; l'odorat
 „ recevra le plaisir des odeurs & des parfums ; le goût , celui des
 „ saveurs ; enfin rien ne manquera de tout ce qui est capable de
 „ délecter l'attouchement.

„ D. Vous dites que le goût sentira le plaisir que donnent les sa-
 „ veurs ; & quoi ! mangera-t-on dans le Paradis ? R. On n'y man-
 „ gera pas ; mais on ne laissera pas de jouir du plaisir du goût ,
 „ lequel sera infiniment plus doux que celui que peuvent causer les
 „ viandes les plus exquises.

„ D. Comment pourra-t-on sentir le plaisir des saveurs sans
 „ manger ? R. Cela se fera par des qualités que Dieu produira dans
 „ les organes du goût , sans qu'il soit besoin de manger.

„ D. Et quel mal y auroit-il d'y manger ? R. Cette action seroit
 „ indécente , & inutile à l'immortalité des corps ; puisqu'on ne
 „ mange que pour se nourrir , & que , qui dit nourriture , dit foi-
 „ blesse & corruption. Je dis le même des plaisirs de l'attouchement ,
 „ où il se trouve de la méseance & de l'imperfection : car au lieu
 „ de ces plaisirs , nous en sentirons de bien plus purs & de bien
 „ plus ravissans. Mais il ne faut pas dire de même des plaisirs de la
 „ vuë , de l'ouïe & de l'odorat ; parce qu'il ne sont mêlés d'aucune
 „ méseance ; & ainsi tout ce qui est capable de les charmer durant
 „ cette vie , se trouvera dans l'autre avec plus de perfection....

Je suppose que nous n'avons point affaire ici à des libertins , qui
 dans les objets même les plus purs & les plus saints , que présente
 la Religion trouvent de quoi nourrir leurs pensées les plus sales
 & leurs desirs les plus corrompus : cela posé , je demande en quoi
 ce tableau des plaisirs dont les ames jouiront dans le Ciel par l'en-
 tremise de leurs corps glorifiés , ressemble à l'infame & brutale

peinture du Paradis de Mahomet. N'est-ce pas une chose certaine que nous jouirons dans le Ciel de l'usage de nos sens, que notre corps aura part à la gloire & au bonheur de notre ame, que l'ame qui seule est capable de sentiment, outre la joye qu'elle goûtera en conséquence de la vision béatifique, joye qui sera l'essence & le fond de sa béatitude, ressentira encore par les impressions qui se feront dans les organes de son corps, un plaisir incompréhensible à la vérité, & tout différent des plaisirs grossiers & charnels qu'on goûte ici bas, mais qui rendra son bonheur complet, eu égard aux deux substances dont l'homme est composé ? C'est ce que S. Thomas dit expressement après S. Augustin, *Post resurrectionem, ex ipsâ beatitudine anima, ut Augustinus dicit in Epistolâ ad Dioscorum, fiet quadam resistentia in corpore & in sensus corporeos, ut in suis operationibus perficiantur.*

1. 2. qu. 1. art.
3. in corp.

Si cela est, & s'il est vrai d'ailleurs que Pomey exclut absolument de l'usage des sens dans les Bienheureux, tout ce qui pourroit avoir la moindre indécence, la moindre imperfection, s'il déclare que les objets sur lesquels la vue, l'ouïe, l'odorat s'exerceront, sont d'une nature différente de ceux de la terre, que les plaisirs que l'ame ressentira à cette occasion, n'aient rien de grossier, rien que de pur, rien dont Dieu lui-même ne soit l'auteur, & que l'ame ne rapporte à Dieu; comment ose-t-on avancer que les détails où il est entré, & qui ne sont après tout que de pieuses conjectures, ne conviennent qu'à la fiction du faux Prophète de l'Orient ?

Ces détails au reste ne sont pas de l'invention de Pomey; on les trouvera dans le Maître des sentences. *lib. 4. dist. 44. & 49*, & dans ses Commentateurs; dans S. Thomas, *in 4. dist. 44 & 49*, dans S. Bonaventure, Richard de S. Victor, Durand, Scot, Dominique Soto. On les trouvera dans Henri de Gand *quodlib. 7. qu. 8*, dans Major, *qu. 14*, dans Viguer, *chap. 14. § 2. Vers. 3. & chap. 16. §. 4. Vers. 36*. Il n'est pas jusqu'à ce que dit Pomey touchant la langue que les Bienheureux parleront dans le Ciel, qu'on ne lise dans de sçavans interprètes de l'Ecriture, qui sur l'autorité de S. Jérôme, conjecturent que ce sera la langue Hébraïque.

Si on veut prendre la peine de consulter en particulier Estius & M. Duval, on sera surpris de voir dans ces deux grands Théolo-

Estius. in 4. dist.
44. § 14.
Duval. To. 1.
créd. de quat.
novissimis. pag.
350.

giens presque mot pour mot, tout ce qui fait dans Pomey l'objet de la critique du Rédacteur. Il y a plus. Le fond de tout cela se trouve dans S. Grégoire de Nazianze, *orat. 10.* S. Chrysostome, *Epit. 5.* S. Augustin de *Civit. Dei lib. 22.* S. Grégoire Pape, *lib. 18. Moral.* Dans S. Anselme, in *Elucid. & lib. de similis.* Mais j'en puis omettre un passage de S. Laurent Justinien, qui renferme tout : le voici. *Caro spiritualis effecta per omnes sensus suos multimodis exuberabit deliciis. Delectabitur oculus in amabilis Redemptoris aspectu, cum videbit Regem in decore suo gloriâ ornatum, ac diademate redimitum, quo coronavit eum mater sua. Melodica cantica civium supernorum non mediocriter mulcebunt auditum, fragrans quoque suavis cœlestium odoramentorum mirâ liquefactione resperget odoratum. Indicibilis etiam dulcedo omnium delectabilium mellis suâ quâdam & jucundâ satietate oris saginabit palatum. Ipse demum tactus sibi congruis abundabit deliciis, quas experti narrant.*

Libr. de Discipul.
de perfed. cap.
23.

Il y a encore quelques autres textes du P. Pomey, qui appartiennent à d'autres matieres, & que nous examinerons ailleurs. En attendant, nous nous croyons autorisés à conclure, que dans tout ce qu'il dit sur les plaisirs du Ciel, il n'y a pas l'ombre d'Irréligion, ni rien qui ressemble la fiction du faux Prophète de l'Orient.

Sur ce pied, on a eu encore plus de tort de mettre Zaccaria à la suite de Pomey, comme fauteur de l'Irréligion, pour avoir dit, qu'on a imprimé à Venise en 1752 le beau Catéchisme Théologique du P. François Pomey de la Compagnie de Jésus; que dans cette édition, outre la traduction italienne, on a le texte françois à côté; & qu'il seroit à souhaiter que ce Catéchisme, avec celui du P. Bougeant, fit tomber des mains des Italiens certains autres Catéchismes suspects. Le P. Zaccaria avoit sans doute en vue le Catéchisme de Mézanguy, cet ouvrage que le Parti a tâché de répandre par tout, qu'il a eu soin de faire traduire en Italien, & que le Pape régnant a condamné le 14 Juin 1761. Quoiqu'il en soit, il faut avouer que les Jésuites sont accusés & convaincus d'Irréligion à bon marché.

Extra. Abbé de.
pag 110.

CHAPITRE II.

*Extraits qui roulent sur des opinions
controversées, & laissées aux disputes
de l'Ecole.*

LE titre *Irréligion* en présente vingt-quatre de cette nature, dont quatorze concernent ce que la Religion nous oblige de croire & de sçavoir ; deux regardent la fin des actes humains ; un, les péchés commis dans l'état d'ivresse ; un autre, les causes légitimes qui dispensent d'assister à la Messe ; & enfin six ont pour objet différentes opinions purement spéculatives. Il faut remarquer néanmoins qu'entre ces extraits, il en est dont la doctrine est plus que permise, & même absolument conforme à l'enseignement ou à l'esprit de l'Eglise, ou qui, de deux opinions soutenues librement par les Théologiens, enseignent celle qui est la plus rigide. Peut-être s'en trouve-t-il aussi dont la doctrine est trop peu autorisée, pour mériter place parmi les opinions même seulement permises. Quand nous croirons en avoir rencontré de semblables, nous aurons soin d'en avertir.

ARTICLE PREMIER.

*Extraits qui concernent ce que la Religion nous oblige de croire
& de sçavoir.*

Ver. Petit Suar.
rev. pag. 204.

JE commence par un extrait, où l'on fait parler Lacroix en ces termes. „ Suarez pense qu'un homme, dans l'ignorance invincible
„ de Jésus-Christ, peut être suffisamment justifié par la seule Foi
„ en Dieu, comme rémunérateur surnaturel ; ce qui est vrai, à
„ considérer la nature de la chose, mais quant à ce que Dieu a
„ statué à cet égard, cela est incertain. “

Voilà

Voilà deux Théologiens Jésuites coupables d'Irréligion aux yeux du Rédacteur , pour avoir enseigné que la Foi en Jésus-Christ n'est pas absolument nécessaire de nécessité de moyen pour la justification. Quand il y auroit de l'équité dans cette imputation , c'est une calomnie d'en avoir chargé Lacroix qui tient pour le sentiment contraire à celui de Suarez , qu'il ne rapporte que pour montrer qu'il n'est pas certain. C'est ce qu'on a prouvé dans la première Partie , pag. 227 , par le vrai texte de Lacroix , dont le Rédacteur n'a transcrit que ce qu'il a jugé propre à faire illusion.

Venons à Suarez. Pour bien entendre sa doctrine sur la manière présente , il faut auparavant observer avec les Théologiens , 1° qu'il y a des objets de notre Foi dont la croyance est nécessaire de *nécessité de précepte* , & d'autres dont la croyance est nécessaire de *nécessité de moyen*. Les premiers sont ceux dont la Foi est commandée par un précepte divin , formel & exprès ; en sorte qu'on ne peut sans péché les ignorer par sa faute. Les seconds sont ceux dont la croyance est de plus un moyen nécessaire pour obtenir la justification ; de sorte que l'ignorance même invincible sur ces objets , est un obstacle insurmontable au salut. 2° On distingue de plus deux sortes de Foi , l'une *explicite* , par laquelle on croit les objets d'une manière distincte & en eux-mêmes : l'autre *implicite* , par laquelle , sans avoir de ces objets une idée distincte , on a du moins la croyance explicite de quelque autre vérité de Foi qui les renferme. 3° On peut avoir en deux manières ce qui est nécessaire au salut de nécessité de moyen , ou réellement & en lui-même , *in re* , ou seulement dans le bon propos & le désir de l'avoir réellement , *in voto*. 4° Il est des vérités , dont il est absolument nécessaire pour le salut d'avoir la Foi explicite , non seulement dans le désir , mais dans la réalité ; telle est la Foi en un Dieu rémunérateur. 5° Il est d'autres moyens de salut qu'il suffit d'avoir *in voto* ; tel est le Baptême. Mais quant à la Foi explicite de la Trinité & de l'Incarnation , est-il d'absolue nécessité pour le salut de l'avoir en réalité ; c'est sur quoi les Théologiens sont partagés.

Suarez , avant que de venir à son sentiment , en expose trois. Le premier tient que dans ce tems de la Loi nouvelle , la Foi explicite en J. C. est un moyen nécessaire pour le dernier salut &

Suite de la III. Partie.

De Fide, disp.
18. sect. 4. n. 1.

F

pout la justification. „ On cite , ajoute Suarez , ordinairement „ pour cette opinion S. Thomas , qui l'insinue par la maniere „ dont il parle , *in 3. dist. 25. qu. 2. art. 1. questione 1. ad 2.* Durand , „ Gabriel & S. Bonaventure paroissent aussi avoir parlé de la „ même maniere. On cite encore Hugues de S. Victor & Alexan- „ dre de Halez ; mais dans la vérité ils n'affirment à cet égard „ qu'une nécessité de précepte. Parmi les modernes , Valentia , „ Lorin , Sanchez & Molina sont de ce sentiment. “

N. 9.

„ Le second distingue entre la justification & l'avènement à la „ gloire. Il enseigne que pour la justification , la Foi explicite en „ J. C. n'est pas nécessaire , mais que l'implicite suffit , même „ sous la Loi de grace : que cependant personne ne parvient à la „ gloire , sans avoir eu auparavant la Foi explicite en J. C. & „ qu'à cet égard elle est un moyen nécessaire pour arriver à la „ gloire. De cette opinion sont Melchior Cano , Ledesma , Castro , „ Bannez & Arragonius. “

N. 10.

„ Le troisième sentiment affirme que pour la justification & le der- „ nier salut , la Foi implicite en J. C. peut suffire en quelques cas , „ même dans le tems présent ; il est soutenu par Dominique Soto , „ Vega , Medina , Antoine de Cordoue & Maldonat. „ Ce senti- „ ment , continue Suarez , paroît aussi être celui de S. Thomas , „ *3. part. qu. 69. art. 4. ad 2.* & s'accorder avec ce qu'enseignent „ les anciens Théologiens , Hugues de S. Victor , Alexandre de „ Halez , Albert le grand & Richard de S. Victor. Scot , Gabriel „ & les autres ne sont pas d'une opinion contraire ; ils ne parlent „ à cet égard que d'une nécessité de précepte. “

N. 11.

„ Suarez énonce ensuite son propre sentiment en trois assertions. „ Ma première proposition , dit il , est que la Foi explicite en J. C. „ dans ce tems de la Loi de grace , n'est pas tellement nécessaire „ que personne ne puisse être justifié , sans l'avoir réellement & en „ elle-même. Les partisans du premier & du troisième sentiment „ s'accordent à admettre cette assertion. “

N. 12.

„ Ma seconde proposition est que , à prendre la chose en soi , & „ à s'en tenir à la Loi que Dieu a établie , la Foi actuelle explicite „ en J. C. exercée réellement & en elle-même , n'est pas plus né- „ cessaire pour le dernier salut ou pour la gloire , que pour le pre- „ mier ou pour la grace. “

„ Enfin , ma troisième proposition est que , non obstant celles
 „ qui précèdent , il faut dire que la Foi explicite en J. C. à prendre
 „ la chose en soi , est nécessaire à tous & à chacun en particulier ,
 „ dans l'état de la Loi Evangélique , pour obtenir l'un & l'autre
 „ salut ; & delà on peut dire aussi qu'elle est un moyen nécessaire ,
 „ quoiqu'il ne soit pas toujours nécessaire de l'avoir *in re* , mais seule-
 „ ment qu'elle soit toujours de l'avoir *in re* , ou au moins *in voto* . “

Il seroit trop long de déduire les preuves dont Suarez appuie son assertion. Nous dirons seulement pour sa justification , 1^o que les Théologiens les plus distingués de l'Ordre de S. Dominique, Soto , Vega , Medina , Corduba , Cano , Ledesma , Bannez , sont de même sentiment , sans compter les anciens Scholastiques indiqués par Suarez , sçavoir , Hugues & Richard de S. Victor , Alexandre de Halez , Albert le grand &c. Cette opinion en un mot a tant de partisans , que Viva ne craint pas de dire que c'est l'enseignement le plus commun. *Quod assinet verò ad Fidem explicitam Trinitatis & Incarnationis , communius docens esse solum necessariam necessitate præcepti , & sufficere ad salutem , quòd habeatur hujusmodi fides explicita tantum in voto.*

Dama. Theol. 2^a
 Innoc. XI. part.
 2. prop. 22. n.
 10.

2^o Que cette opinion n'a été censurée ni par Innocent XI, ni par l'Assemblée du Clergé de France en 1700 : quoique le Pape & cette assemblée aient condamné la proposition suivante , *Non nisi Fides unius Dei necessaria videtur necessitate mediæ , non autem explicita Remuneratoris* : cependant si l'on avoit jugé condamnable le sentiment qui nie que la Foi explicite en J. C. soit nécessaire au salut de nécessité de moyen , il étoit naturel que le Pape & le Clergé le censurassent à la suite de la proposition qu'on vient de rapporter. Et qu'on ne dise pas que de ce qu'une opinion n'a point été condamnée , il ne s'ensuit point qu'il soit permis de l'enseigner. Ce principe est vrai à l'égard de certains enseignemens isolés , obscurs & méprisables , que l'Eglise peut ignorer , ou qu'elle juge être sans conséquence. Mais il n'a pas lieu par rapport à l'enseignement dont il s'agit ici ; puisque c'est un enseignement ancien , constant , persévérant , public , dans une matière très-importante , & qui tire à conséquence pour la pratique. C'est donc une témérité insupportable à un particulier tel que le Rédacteur , de

qualifier de son chef cette doctrine de *pernicieuse & dangereuse*, & de dénoncer ceux qui l'ont enseignée, comme coupables d'Irréligion.

3^o Mais outre la témérité, il y a encore de l'injustice à rendre tous les Jésuites responsables de l'enseignement de Suarez, tandis que, comme Pollenter l'a démontré, un très-grand nombre de Théologiens de la Société, entre autres, Tolet, Valentia, Sanchez, Tanner, Bécán, Réginald, Filliucius, Mérat, Amicus, Tirin, Lorrin, Corneille de la Pierre &c. ont enseigné sans aucune exception que la Foi explicite en J. C. étoit nécessaire de nécessité de moyen pour la justification & pour le salut. Combien d'autres, depuis Pollenter, ont soutenu ce sentiment, en particulier, Simonnet, Antoine & Lacroix ?

Extr. de l'Ingenoué,
pag. 203.

Ce dernier est calomnié une seconde fois à cet égard dans l'extrait suivant, qui est encore plus falsifié que le précédent. On lui fait dire que „ Dans la Loi nouvelle, après la promulgation suffisante de l'Evangile, S. Thomas, & la plupart des Thomistes exigent la Foi explicite de l'Incarnation & de la Trinité, quoique „ beaucoup d'autres le nient, peut-être avec plus de probabilité. „ A ne lire que cet extrait, qui ne croiroit que Lacroix est du sentiment de ces derniers ? Quand cela seroit, on n'auroit aucun droit de le taxer d'Irréligion pour ce sujet. Mais la vérité est qu'on a falsifié son texte, & qu'il tient avec plusieurs autres Jésuites qu'il cite, pour la doctrine de S. Thomas & des Thomistes. M. l'Archevêque de Paris s'est plaint de cette falsification. Nous examinerons ailleurs ce qu'on lui a répondu dans le Procès verbal de vérification.

Voy. Falsif. pag.
228. 229.

Page 229. Voyez ne.
ne, 1^{re} ed. p. 130.

Ce qu'on vient de dire du sentiment adopté par Suarez, doit s'appliquer à un extrait des Jésuites de Caën, c'est-à-dire, du P. l'Honoré qui professoit la Théologie en cette Ville en 1693. Ce Jésuite n'y enseigne que ce que nous avons prouvé qu'on pouvoit enseigner sur cette matière. Dans la Thèse où se trouvoit cette assertion, il en avoit avancé d'autres vraiment répréhensibles, qu'il rétracta par un écrit public. Mais il excepta formellement dans sa rétraction l'assertion présente, sur laquelle il s'explique en ces termes. *Quod spectat eam Thesim quâ dixi non esse necessariam, necessitate mediæ Fidei explicite Christi aut Trinitatis ; primum hoc velim*

animadverti, nec omnem fidei gradum, nec omnem modam necessitatis excludi: nam disertè quidem statuimus eàdem thesi necessariam necessitate mediis & Christianis esse & Judais fuisse Fidem implicitam Christi: explicitam verò totius Symboli Christiano cuiusvis necessariam esse necessitate præcepti, pro confesio sumpsimus. De Fide autem explicità Christi & Trinitatis, quòd necessaria quoque sit necessitate mediis, cum à multis & gravissimis Scholarum omnium Theologis negatum hoc esse videam, quos nullus adhuc super eà re in iudicium vocare sit aggressus, sicut aliorum opinionem minimè improbo, ita neque istam, donec Ecclesia visum fuerit, damnari à me jure suo exigant, si modò intrà limites scholæ consistat, ne apud rudes inconsultè proposita occasionem illis errandi obijcias. La Faculté de Caën qui avoit demandé cette rétractation du Professeur, en fut très-contente, quoiqu'il y déclarât ne point rétracter son sentiment touchant la Foi implicite de l'Incarnation & de la Trinité: nouvelle preuve que c'est une opinion permise dans l'Ecole.

Il en est de même d'un Extrait de Reuter sur l'obligation du Confesseur au sujet de la Foi dont nous parlons. Ce Casuiste enseigne dans l'Extrait même, que la Foi explicite de la Trinité & de l'Incarnation est le fondement de la justification, & par conséquent qu'elle est nécessaire de nécessité de moyen. Il n'embrasse point à la vérité ce sentiment comme certain, mais comme *probable*; parce qu'en effet il n'y a aucun motif théologique, soit de raison, soit d'autorité, sur lequel on puisse assurer qu'il est certain. De là il conclut qu'on doit refuser l'absolution à celui qui ignorerait ces deux Mystères, à moins qu'on ne pût l'en instruire avant que de l'absoudre. Si on le peut, Reuter décide qu'on le doit: si le tems ne le permet pas, il veut qu'on l'avertisse de se faire instruire, mais il ne dit pas qu'on puisse l'absoudre auparavant. Il n'y a que l'article de la mort, où il permette d'absoudre celui qui seroit hors d'état d'être instruit: encore ne permet-il en ce cas l'absolution que *sous condition*. Cette décision est fondée sur ce qu'il est probable aussi que la Foi explicite de la Trinité & de l'Incarnation n'est pas nécessaire de nécessité de moyen, & sur ce qu'il paroît conforme à l'esprit de l'Eglise d'exposer un Sacrement à la nullité, plutôt que les âmes au danger de périr éternellement. L'exception unique de Reuter, ex-

Extr. Négenda
est. pag. 100.

ception admise par beaucoup de Théologiens, n'empêche pas la vérité de son assertion générale, qu'à prendre la chose en soi, on doit refuser l'absolution dans le cas de l'ignorance dont il s'agit.

Il ne paroît pas non plus qu'on puisse condamner la décision que donne Trachala par rapport au Confesseur des Enfans. Il suppose un enfant que sa mere présente pour la première fois au Tribunal de la Pénitence; il demande quelle conduite le Confesseur doit tenir à son égard, & quels sont les Mystères dont il faut l'instruire. Voici ce qu'il répond d'abord, & qu'on a supprimé dans le Recueil.
 „ 1^o Le Confesseur doit examiner si l'enfant a de la raison, 2^o lui
 „ demander pourquoi il vient, & ce qu'il se propose de faire; 3^o
 „ l'interroger s'il croit qu'il y a un Dieu; & que ce Dieu récompense dans une autre vie ceux qui lui obéissent: de même s'il
 „ croit le Mystère de l'Incarnation, parceque cette Foi est le fondement de la véritable douleur surnaturelle: *nam in hac fide fundatur verus dolor supernaturalis*. 4^o Il doit lui enseigner quelle est la
 „ fin de la Confession, l'instruire de la douleur & du bon propos qu'il faut avoir, & de la disposition où il doit être d'accomplir
 „ la Pénitence qui lui sera imposée. „ Jusqu'ici il n'y a rien qui ne respice la prudence chrétienne, le zèle & la Religion.

Mais, poursuit Trachala, il y a par rapport à ces enfans une difficulté considérable touchant les Mystères de la Trinité & de l'Incarnation: car il ne suffit pas de sçavoir le nom de ces Mystères; mais il faut se former quelque idée des choses qu'ils renferment; ce qui paroît impossible à l'égard des enfans & des personnes grossières. Que doit faire alors un Confesseur? Trachala propose d'abord une décision qu'il dit être de Lessius, sçavoir qu'étant probable que la Foi explicite & distincte de ces Mystères, n'est pas nécessaire de nécessité de moyen, mais seulement de précepte, on peut absoudre ceux qui ignorent ces deux articles, pourvu qu'ils promettent de ne rien négliger pour en être instruits au plutôt.

J'ai dit que Trachala donne cette décision, comme étant de Lessius; en quoi il paroît qu'il n'a pas bien pris sa pensée: car Lessius cité par Pollenter décide en termes exprès qu'on ne peut absoudre ceux qui ignorent les Mystères de la Trinité & de l'Incarnation: *non possunt absolvi*; & que la Foi explicite de ces Mystères est un

Extr. Græffius
 vj. pag. 209.

Lavser. confic.
 pag. 76. 77. 78.

In Prop. 64.

In Relig. V.
 confessorius.

moyen nécessaire à la justification : *si les illa explicita est medium necessarium ad justificationem.*

Quoi qu'il en soit, Trachala n'adopte point la décision susdite , dans toute sa généralité : mais il répond avec d'autres qu'on doit absoudre celui dont il s'agit , lorsqu'il a rempli , ou qu'il peut remplir tout ce qui est nécessaire d'ailleurs pour la Confession , & qu'il suffit qu'il croie d'une manière implicite & confuse la Trinité des personnes & l'Incarnation. La raison qu'il en apporte est que dans le nouveau Testament , la Foi explicite de ces Mystères n'est nécessaire de nécessité de moyen qu'au regard des personnes adultes & capables de les concevoir : mais que ceux dont il parle , à cause de la faiblesse ou de l'incapacité de leur entendement , ne sont point en état de concevoir ces Mystères sous l'idée qu'ils renferment : & qu'ainsi la Foi explicite n'en est point nécessaire à leur égard.

Cette réponse de Trachala n'est donc encore qu'une exception à la Loi générale de l'obligation de croire explicitement la Trinité & l'Incarnation , pour quiconque est capable de se former une idée distincte de ces Mystères : exception bien naturelle , puisqu'elle est fondée sur une impossibilité physique tant par rapport aux enfans dont l'entendement est encore extrêmement faible , que par rapport aux adultes que leur stupidité rapproche , & met quelquefois au-dessous des enfans.

Je ne puis m'empêcher de placer ici une réflexion , qui pour être d'un Jésuite , n'en paroîtra pas moins raisonnable aux personnes sages. Elle est tirée de l'ouvrage du P. Garnier sur les devoirs du Confesseur. „ Puisque les enfans , dit il , sont , pour ainsi dire , des hom-
 „ mes & des Chrétiens seulement commencés , il faut croire pieu-
 „ sement que pour s'approcher des Sacramens , & en percevoir le
 „ fruit ; il suffit qu'ils apportent une disposition moins parfaite ,
 „ que celle qui est requise dans les adultes , & qui soit en quelque
 „ sorte le commencement d'une disposition parfaite. C'est encore
 „ une fois ce que la piété nous porte à croire , à cause de la misé-
 „ ricorde infinie de Dieu , qui gouverne tous les hommes avec
 „ douceur. Si la chose étoit autrement , à peine un Confesseur ,
 „ pourroit-il prudemment absoudre un seul enfant. „ Cette remar-
 que est aussi de Trachala , qui l'applique aux personnes grossières en :

général : *quoties alioquin quisquam ex rudibus absolvi posset?*

Mais y a-t-il en effet des hommes d'un esprit si borné, qu'ils ne puissent concevoir distinctement les principaux Mystères de notre Religion? Rapportons-nous en sur ce point au témoignage de ceux qui en ont fait l'expérience. Le P. le Pers qui a été Missionnaire près de trente ans à S. Domingue, dit en parlant des Nègres, »

« les adultes ne sont gueres capables de recevoir le Sacrement
« de Baptême, qu'au bout de deux ans; & qu'encore il faut sou-
« vent pour le leur conférer alors, être du sentiment de ceux qui
« ne croient pas la connoissance du Mystère de la Trinité de né-
« cessité de moyen pour le salut. Car, ajoute-t-il, je suis convain-
« cu qu'encore qu'un Nègre réponde assez bien à ce qu'on lui
« demande sur ce Mystère, ce qui est rare; il n'entend jamais ce
« qu'il dit, plus que ne feroit un Perroquet à qui on l'auroit ap-
« pris par cœur. Et c'est ici où la science du plus habile Théolo-
« gien seroit fort courte : mais un Missionnaire doit y penser à
« deux fois, avant que de laisser mourir un homme, quel qu'il
« soit, sans Baptême.

Le Rédacteur a rassemblé sur la même matière, jusqu'à six Extraits de Tamburini: nous allons les discuter avec toute la brièveté possible.

Et d'abord on ne conçoit pas qu'il ait pu placer sous l'Irréligion le premier de ces Extraits qui est conçu en ces termes. » Autre chose est de demander ce qu'il faut croire de nécessité de salut ou de moyen, c'est-à-dire, ce sans quoi un adulte ne peut obtenir la justification, ni par conséquent le salut : autre chose de demander ce qu'il faut croire de nécessité de précepte seulement. Sanchez explique nettement ce qu'on doit croire de nécessité de moyen. *Un Confesseur n'est pas tenu en rigueur d'instruire son Pénitent, en lui faisant apprendre alors les articles qu'il faut croire : mais il remplira son devoir en lui proposant & lui expliquant les deux Mystères de la Trinité & de l'Incarnation, de manière qu'il les croie explicitement, & s'il y a eu en cela quelque négligence de sa part, en le portant à s'en repentir & à former le propos de s'en corriger. Ainsi parle Sanchez.* »

Sanchez dans le passage allégué, reconnoît 1° que la Foi explicite

Charlevoix: Hist.
de S. Domingue
To. 2. p. 304,
305.

Extr. Abund. off.
pag. 331.

plícite des deux Myfteres de la Trinité & de l'Incarnation , eft néceffaire de néceffité de moyen. 2^o Que le Confeffeur eft tenu en rigueur , avant que d'absoudre fon Pénitent , de l'en inftruire , enforte qu'il les croye explicitement. Si donc il dit d'ailleurs que le Confeffeur n'eft pas tenu en rigueur de faire apprendre alors au Pénitent ce qu'il faut croire , cela ne peut s'entendre que des Articles qu'on doit croire de néceffité de précepte. C'eft ce que Sanchez déclare dans l'endroit même cité : *cum hoc fit folâ præcepti neceffitate requifitum.*

Lib. 2. in Decal.
cap. 1. n. 21.

Et pourquoi Sanchez dit-il qu'en rigueur , c'eft-à-dire , toujours & fans exception , le Confeffeur n'eft point obligé d'inftruire le Pénitent avant que de l'absoudre , de ce qu'il doit favoir feulemeut de néceffité de précepte ? c'eft que l'ignorance du Pénitent ne tombant point fur ce qu'il faut croire de néceffité de moyen , elle n'eft point un obftacle à la juftification , & que par conféquent l'absolution peut être valide ; fi d'ailleurs le Pénitent a une vraie douleur de fes péchés , en particulier de fon ignorance , fi elle eft volontaire , & qu'il forme le propos de s'en corriger , ce que Sanchez exige comme un préalable à l'absolution.

Or il n'y a rien que d'exaët en cette décifion. Innocent XI & le Clergé de France ont à la vérité condamné la propofition fuivante. „ Un homme eft capable d'absolution , quelle que foit fon „ ignorance fur les Myfteres de la Foi , & quoique , par une négligence même coupable , il ignore le Myftere de la Trinité & „ celui de l'Incarnation. „ Mais 1^o Sanchez veut abfolument qu'on inftruiſe le Pénitent de ces deux Myfteres , enforte qu'il en ait la Foi explicite , avant que de l'absoudre. Première différence. 2^o Sanchez ne parle que de l'absolution *valide* , & dans la propofition il s'agit de l'absolution *licite* , comme Viva , dans fon ouvrage fur les propofitions condamnées , l'a démontré. Viva prouve que le ſens mauvais de cette propofition , outre celui que nous venons de remarquer , eft qu'il eft *licite* , ou que ce n'eft point un péché d'absoudre celui qui ignore même par ſa faute , les Myfteres de notre Foi qu'on doit croire de néceffité de précepte. Et en ce ſens il juge cette propofition fauſſe , parceque régulièrement on ne doit point absoudre celui qui par une négligence cou-

Part. 2. in Prop.
64. Innoc. XI.

Suite de la 111. Partie.

G

pable, ignore les autres Myſteres de la Foi, que tous doivent ſçavoir & croire de néceſſité de précepte. *Adde quod regulariter neque ſit abſolvendus qui per negligentiam culpabilem ignorat alia Myſteria fidei ab omnibus ſcienda & credenda neceſſitate precepti.* Du reſte, ajoutez-il, celui qui ignore ſeulement ce qu'il faut néceſſairement croire de néceſſité de précepte, mais non ce qu'on doit croire de néceſſité de moyen, quoique régulièrement il ne doit pas être abſous avant qu'il ait appris ces choſes; néanmoins il eſt capable d'abſolution, ſ'il a de la douleur de cette négligence coupable. *Si tamen de hac negligentia culpabili doleat, eapax eſt abſolutionis.* Voilà l'Affertion de Sanchez.

Si nous citons ici, contre notre coutume, un Jéſuite pour juſtifier un autre Jéſuite, c'eſt ſur la garantie de Benoît XIV, qui n'étant encore qu'Archevêque de Bologne, dit du P. Viva, qu'il a rendu ſon nom recommandable en Théologie par ſon bel ouvrage ſur les propoſitions condamnées; qui déclare qu'il cite avec plaſiſir ce Théologien, ſans à cauſe de ſa capacité, qu'à cauſe de la liaiſon particulière qu'il a eue avec lui; qui dans les ouvrages qu'il a publiés étant Pape, cite ſouvent l'autorité de Viva, & joint quelquefois des éloges à ſa citation.

Du reſte, Sanchez eſt ſi éloigné de favoriſer dans les Chrétiens l'ignorance de ce qu'ils doivent ſçavoir, qu'il fait une obligation aux Confeſſeurs d'interroger leurs Pénitens ſur la Doctrinne Chrétienne, toutes les fois qu'ils ont des raiſons probables de juger qu'ils l'ignorent. *Teneri Confeſſarios interrogare Pœnitentes doctrinam Chriſtianam, quoties probabiliter judicari poteſt fore ut eam ignorent.* Si la doctrine de Sanchez eſt à l'abri de toute cenſure, Tamburini n'eſt point coupable de l'avoir adoptée.

Dans trois autres Extraits, Tamburini dit qu'à conſidérer la ſeule néceſſité de ſalut ou de moyen, on remplit l'obligation de la Foi à cet égard, en croyant une fois les objets dont la croyance eſt néceſſaire de néceſſité de moyen, ou qu'on ſatisfait à cette obligation par un ſeul acte.

Cette doctrine n'eſt-elle pas la même que celle de la 17 & de la 65 propoſition condamnée par Innocent XI, dont l'une porte qu'il ſuffit de faire un acte de Foi une fois dans ſa vie; & l'autre qu'il

Notitiaſſimum
To. 1. Inſt. vii.
Edit. Venet.
pag. 11.

To. 4 Inſt. v.
pag. 10.

Lit. 2. in Decal.
cap. 3. n. 11.

Extr. Trin. b. in.
ſu. cr. p. 121.
Vol. 10. Sermon. off.
pag. 122.
Article pro præſi.
Ibid.

suffit d'avoir cru une fois les Myſteres de la Trinité & de l'Incarnation ?
Le P. Concina l'a prétendu ; mais on lui a démontré qu'il ſe trompoit. Car les propoſitions condamnées nient en général toute néceſſité de faire plus d'un acte de Foi ; au lieu que Tamburini ne nie que la néceſſité de *moyen*, & nullement celle de *précepte* ; puis-
qu'il enſeigne que nous ſommes obligés *très-ſouvent* de faire des actes de Foi.

*Noceti, Veritas
vindicta. Tom.
1. cap. 1. §. 2.*

Quoique Tamburini tienne avec Sanchez que la Foi explicite de l'Incarnation & de la Trinité , eſt néceſſaire de néceſſité de moyen ; néanmoins comme ce ſentiment n'eſt pas une vérité de Foi , & que dans une matiere où il s'agit du ſalut éternel , il ne faut point outrer les choſes , en érigeant des opinions en dogmes ; il a cru ne pas devoir laiſſer ignorer à ſes lecteurs , que d'autres Théologiens penſent différemment , & que l'Egliſe leur permet de penſer ainſi. C'eſt dans cette vue qu'il rapporte les paroles de Caltro-Palao , ſelon lequel la Foi implicite de ces Myſteres ſuffit pour le ſalut , pourvû qu'on croye d'ailleurs explicitement que Dieu peut remettre les péchés , & donner la grace & la gloire ; & qu'il tranſcrit le texte ſuivant d'Emmanuel Sa. » Pluſieurs pen-
» ſent avec S. Thomas qu'il eſt néceſſaire de croire explicitement
» les Myſteres de la Foi qui ſe célèbrent publiquement dans l'E-
» gliſe. D'autres croient que pluſieurs ſont excuſables de les
» ignorer , ſur-tout lorsqu'il n'y a perſonne qui les leur enſeigne ,
» & qu'avec le Baptême , il leur ſuffit de croire ce que croit
» l'Egliſe. Quoique juſqu'ici j'eufſe coutume de blâmer cette
» dernière opinion , je n'oſerois le faire à préſent. Car enfin ,
» dirons-nous qu'une infinité de Chrétiens , d'ailleurs gens de
» bien , périfſent parcequ'ils ont à peine quelque notion juſte de
» la Trinité & de l'Incarnation , & qu'ils ſont même dans des
» ſentimens erronés ſur ces Myſteres , comme on le voit en les
» interrogeant ?

*Extr. Remonſtr.
pag. 181.*

*Extr. 3^e Abſol.
quodam. p. 182.*

Ce texte d'Emmanuel Sa nous fournit une preuve bien convaincante de ce que nous avons dit , qu'on permet à Rome d'enſeigner que la Foi explicite des Myſteres dont il s'agit , n'eſt point néceſſaire de néceſſité de moyen. Dans l'Edition non corrigée , qui eſt celle que cite Tamburini , Emmanuel Sa avoit

„ Mais à moins qu'une forte raison ne persuade qu'il y a eu de
 „ leur part une négligence considérable , ils sont excusés par l'i-
 „ gnorance invincible. “

Il s'agit ici d'un fait , & ces auteurs parlent d'après l'expérience.
 Quel danger peut-il y avoir en ce qu'ils disent ? Concluent-ils de
 là qu'on peut donner l'absolution , même aux enfans & aux per-
 sonnes grossières , qui ne sçavent rien des Mysteres de la Trinité
 & de l'Incarnation , sans les en instruire auparavant ; & leur faire
 produire un acte de Foi sur ces Mysteres ? point du tout : cela est
 contre leur doctrine expresse , comme on l'a vu par le premier
 extrait. Ce qu'ils prétendent uniquement pour la pratique du Tri-
 bunal , c'est que l'omission de l'acte de Foi explicite sur ces Mys-
 teres est rarement un péché grief dans les enfans en qui la raison
 ne fait que d'éclorre , & dans les personnes grossières , sans édu-
 cation & abandonnées à elles-mêmes : c'est encore qu'à l'égard
 de ceux qui ont reçu l'éducation qu'on a coutume de donner aux
 Fidèles , le Confesseur n'a point d'ordinaire sujet de douter pru-
 demment s'ils sont instruits , & n'est point obligé par conséquent
 de les interroger sur ce point. On ne voit pas quelle Irréligion
 il y a en ceci.

À l'égard des choses qu'on doit croire de nécessité de précepte ,
 Tamburini dit que „ Le sentiment le plus commun est que tout
 „ Chrétien est tenu de sçavoir & de croire , du moins quant à la
 „ substance , tous les Articles du Symbole des Apôtres ; excepté
 „ *la Communion des Saints* , qui est un point difficile à comprendre ,
 „ même pour les sçavans. On ajoute qu'ils doivent sçavoir & croi-
 „ re de la même manière les Sacremens de Baptême , de Pénit-
 „ tence , d'Eucharistie , & encore le Décalogue , *itemque Decalo-*
 „ *gum*. „ La version des Extraits porte , & même le Décalogue : tra-
 duction fautive & très maligne. Tamburini dit de plus , ce que
 l'Extrait supprime , “ que ceux qui doivent recevoir quelque au-
 „ tre Sacrement , sont obligés aussi d'en être instruits. „

Qu'est ce que le Rédacteur blâme dans ces Extraits ? Ce n'est
 pas sans doute le fond même de la décision : c'est donc l'excepti-
 on qui regarde l'Article de la Communion des Saints , sur lequel
 Tamburini n'exige pas de tous les fidèles une Foi explicite &

Extr. Quod al-
 terum. p. 182.

distincte , comme sur les autres Articles , à cause de sa difficulté. L'exception dont il s'agit se trouve mot pour mot dans Villalobos , *l'Oracle de l'Université de Salamanque & l'homme de son siècle le plus consommé dans cette science (la Morale) pour l'avoir enseignée 28 ans* : c'est l'éloge que lui donne le Traducteur François de son ouvrage. Voici les propres paroles de ce Théologien. „ Je ne veux

Seconde Part.
Tome 1. diffc.
M. pag. 7.

„ pas dire en la conclusion qu'ils sont obligés de croire explicitement tout ce qui est dans le Symbole des Apôtres : car l'Article „ de la *Communion des Saints* , étant une chose très difficile à entendre , & en telle sorte que plusieurs Prêtres & autres personnes d'assez bon esprit à peine le peuvent comprendre , on ne „ peut dire que les simples Chrétiens sont tenus d'en avoir une „ *créance explicite*. „

Sylvius parlant non de la Communion des Saints , mais de cet autre Article , *il est monté au Cieux , & il est assis à la droite du Pere* , dit qu'il paroît suffire pour les personnes d'un esprit grossier , de croire que J. C. est monté au Ciel , quoiqu'elles ne sçachent rien explicitement de sa Session à la droite du Pere , que les sçavans même ont peine à comprendre. *Satis tamen esse putatur , si rudior quispiam credat Christum ascendisse in cælum , etiamsi de Sessione ad dexteram nihil explicite sciat : nam in eâ intelligendâ etiam docti laborant.* C'est aux Théologiens à juger si la Communion des Saints est beaucoup plus aisée à concevoir pour les simples , que la Session de J. C. à la droite de son Pere.

In 2. 2. To. 3.
qu. 2. art. 2.
conc. 2.

Ext. Recours.
pag. 204.

Bussembaum est pareillement accusé d'Irréligion , pour avoir dit que , „ Quoiqu'il y ait un précepte de l'Eglise d'apprendre par „ cœur le Symbole , l'Oraison Dominicale , & la Salutation Angelique , néanmoins la coutume a interprété ce précepte d'une obligation qui ne va pas au-delà du péché veniel ; comme il n'y a non plus „ qu'un péché veniel à ne point sçavoir faire le signe de la Croix. „

Si l'on recourt au supplément que nous avons donné à cet Extrait dans la première Partie ; pag. 224. & 225 , on verra que Bussembaum exige qu'on sçache du moins en gros & quant à la substance le Symbole , l'Oraison Dominicale &c. & que de plus il est moralement nécessaire que les simples sçachent le Symbole par mémoire dans leur langue , parceque sans cela ils ne peuvent avoir une

connoissance suffisante des Articles. Bussembaum veut donc qu'on sçache quant au fond ce qui est contenu dans le Symbole, l'Oraison Dominicale &c ; c'est ce qu'on appelle la *mémoire des choses*, qui est sans contredit la plus nécessaire dans le point dont il s'agit ; la *mémoire des mots* & de l'ordre dans lequel les choses sont énoncées, n'étant recommandée que parcequ'elle sert beaucoup à entretenir celle des choses. De plus il juge moralement nécessaire que les simples sçachent par cœur en leur langue le Symbole, parcequ'ils ne peuvent gueres sans cela avoir une connoissance suffisante des Articles : donc s'il les excuse de péché mortel pour ne point sçavoir le Symbole par cœur, ce n'est qu'autant que cette ignorance ne nuit point en eux à la mémoire des choses. Or les Théologiens avouent communément comme certain, qu'il n'y pas une obligation grave de sçavoir par cœur & par ordre les propres paroles du Symbole & de l'Oraison Dominicale. On peut consulter Navarre & Lopez cités par Bussembaum, Sylvestre, Ange de Clavasio, Vitalobos & Sylvius. Du reste nous convenons avec Sylvius que si cette ignorance provenoit de mépris, ou d'une négligence affectée, il seroit difficile de l'excuser de péché mortel. C'est aussi la pensée de Bussembaum, qui n'excuse de péché que ceux à l'esprit desquels l'obligation d'apprendre ces choses par cœur, ne s'est jamais présentée.

ERR. ENCUSANT,
Ibid.

Il en faut dire autant par rapport à l'obligation où est tout Chrétien de sçavoir faire le signe de la Croix. Il n'est pas décidé que cette obligation soit grave, & telle que si, par pure négligence, & sans qu'il y ait de mépris, on manque à la remplir, il y ait un péché mortel. Je veux que ce soit le sentiment le plus probable, & que Bussembaum eût mieux fait de le suivre, est-il coupable d'un enseignement irrégulier pour ne l'avoir pas suivi ? L'en accuser, n'est-ce pas outrer les choses ; & n'est-ce pas un Rigorisme d'exiger qu'on décide qu'il y a péché mortel, par-tout où il est incertain s'il y en a ? *Omnis questio*, dit S. Thomas, *in quâ de mortali quaeritur, nisi expressè veritas habeatur, periculoè determinatur.*

Quodlibet. q.
act. 3.

ARTICLE II.

Extraits sur la fin des actes humains.

EXT. *Tex. nulk.*
pag. 191.

UN Professeur en Philosophie à Caën a soutenu en 1719, qu'il n'est ordonné „ par aucune Loi de rapporter toutes & chacune de „ les actions à une fin, soit honnête, soit surnaturelle. „ C'est-à-dire qu'il peut y avoir des actes, soit théologiquement, soit philosophiquement indifférens. A l'égard des actes indifférens Théologiquement, il n'y a que des Novateurs qui puissent en nier la possibilité ou l'existence. Ce point a déjà été traité dans la seconde Partie, page 50 & suiv.

EXT. *Probabilior.*
avec l'aimée suiv.
VARI. p. 136.

Pour les actes indifférens philosophiquement, Scot & toute son Ecole, S. Bonaventure, avec beaucoup d'autres Théologiens & Philosophes, soutiennent qu'il peut y en avoir. C'est une question sur laquelle tout autre qu'un Jésuite, peut embrasser librement le pour ou le contre, sans avoir à craindre qu'on le mette pour cela dans la classe des Docteurs de l'Irréligion. Cependant, outre ce Professeur de Caën, Cabrespine est aussi dénoncé pour avoir dit qu'il paroît *plus probable* que l'homme n'est point obligé d'agir toujours par le motif d'une honnêteté morale, cette obligation n'étant ni connue par elle-même, ni appuyée sur un fondement grave. La seule chose que les critiques les plus sévères, pourroient peut-être reprendre en cet Extrait, c'est qu'on y donne pour plus probable, le sentiment qui admet les actes indifférens philosophiquement : mais il y a bien loin delà à l'enseignement de l'Irréligion.

ARTICLE III.

Extraits sur les péchés commis dans l'ivresse.

EXT. *Prælatum.*
pag. 180.

Voy. *Falsif.*
pag. 202.

IL n'y en a qu'un sur cette matière ; il est d'Escobar : nous en allons exposer la doctrine, d'après le vrai texte de l'auteur, que nous avons représenté ailleurs. Il s'agit de sçavoir si un péché de blasphème, de parjure, d'infidélité commis dans l'ivresse, est imputable à faute en lui-même ou dans sa cause. Escobar, après avoir rapporté les sentimens pour & contre, décide en cette manière.

Lorsque

„ Lorsque quelqu'un s'enivre à dessein de proférer durant son „ yvresse des blasphèmes, des juremens faux, des dogmes hérétiques, s'il les profère en effet, il n'est pas tenu de déclarer en Confession qu'il les a proférés, mais il suffit qu'il déclare qu'il s'est enivré à dessein de les proférer. “ La raison qui porte Escobar à décider ainsi, c'est que dans un autre endroit il embrasse l'opinion de ceux qui soutiennent qu'une action mauvaise commise dans l'ivresse, & que l'on a prévu ou dû prévoir que l'on commettrait, est un péché non en soi, mais dans sa cause.

Theol. mor. To.
1. lib. 4. c. 2. 2.
Prob. 22.

Nous avons déjà traité cette question sous le Péché Philosophique, Chap. 2. art. 3. Le Lecteur y trouvera tous les principes nécessaires pour s'assurer qu'Escobar n'enseigne rien que de conforme à la vraie idée du péché, auquel il est tellement essentiel d'être libre & volontaire, que si l'action mauvaise est libre en elle-même, elle est péché en elle-même, si elle n'est libre que dans sa cause, elle n'est péché que dans sa cause. Et comme nous l'avons déjà dit, ce sentiment est pour le moins aussi sévère pour la pratique, que le sentiment contraire.

Escobar dit donc de ces sortes d'actions qu'elles ne sont pas des péchés, mais des effets du péché précédent, c'est-à-dire, de la cause qui a été libre & volontaire, & par conséquent qu'il n'est pas nécessaire de les déclarer en Confession, mais qu'il suffit de dire qu'on s'est enivré à dessein de les commettre, ou prévoyant, ou devant prévoir qu'on les commettrait. Cependant les Théologiens qui sont pour cette opinion, exceptent les cas, où par l'action extérieure on encourt l'irrégularité & la censure ; ils ajoutent qu'il y a obligation de restituer, lorsqu'il s'est ensuivi quelque dommage pour le prochain. Mais les péchés dont parle Escobar dans son Problème, ne sont pas de cette nature, puisqu'ils ne sont que des paroles, matériellement mauvaises si l'on veut, mais qui, à raison de l'état où se trouve celui qui les profère, ne doivent être regardées que comme de purs sons, qui n'ont aucune malice *objective*. Ainsi s'expriment les partisans de cette doctrine ; c'est pourquoi Escobar n'a point fait mention des exceptions qu'il auroit mises, s'il avoit parlé d'un homicide, par exemple, ou de quelque autre action nuisible à un prochain.

Suite de la III. Partie.

H

L'enseignement d'Escobar est celui de Jean Major Docteur de Paris, *in 4. dist. 9. qu. 2. concl. 4. & dist. 7. qu. 8. concl. 4.*, du Cardinal Adrien, *in 4. qu. 3.*, du Cardinal de la Palu, *in 4. dist. 9. qu. 3.*, de Gabriel, *in 2. dist. 22. qu. 2. art. 2.*, de Sayr Bénédictin, *Clav. Reg. lib. 2. cap. 7. n. 15.*, de M. Duval, *in 1. 2. traitt. de peccat. qu. 2* de Jean Sanchez, Docteur Espagnol, *in selectt. disp. 20. n. 5.* & de beaucoup d'autres. Enfin Escobar ne tient ce sentiment que comme assez probable, *Satis probabilem existimo*. Qu'il se soit trompé en s'y attachant, cela peut être, & nous sommes assez portés à le croire; mais on n'a jamais accusé un auteur d'Irréligion, pour une opinion qui n'a essuyé jusqu'ici aucune flétrissure.

ARTICLE IV.

Extrait sur les raisons légitimes qui dispensent de la Messe.

POmey demande; « Qui sont ceux qui ne sont point obligés
220. p. 8. 116. d'ouïr la Messe les jours de Fête? il répond: Tous ceux qui
 « ont quelque excuse raisonnable, comme sont les malades, &
 « ceux qui les assistent, ceux qui gardent les Villes, les mai-
 « sons & les troupeaux; ceux aussi qui étant en voyage, ne
 « peuvent y assister sans une incommodité notable, ne sont point
 « obligés d'ouïr la Messe. En un mot la juste appréhension de
 « quelque mal, ou de *quelque deshonneur considérable*, peut être
 « une cause légitime de ne pas l'ouïr. »

Si le Rédacteur n'avoit pris soin de noter du caractère italique ces mots, *quelque deshonneur considérable*, nous serions fort embarrassés à deviner ce qu'il trouve d'irréligieux dans la réponse de l'omey. C'est donc sur ce point que nous avons à la justifier. Navarre, après avoir dit qu'on ne peut sans une juste cause, omettre d'entendre la Messe les jours de Fête, ajoute que, quand on en a un juste sujet, on l'omet licitement, selon tous les Théologiens; ce qui arrive, dit-il, lorsqu'on ne peut l'entendre sans s'exposer à un dommage considérable pour l'ame, le corps, l'honneur, les biens ou ceux du prochain: *Diximus sine iustâ causâ: quia cum eâ*

In alior. c. p. 2.
 n. 1.

licitè, secundum omnes, omittitur : qualis est illa ob quam non potest audire absque gravi damno anima, corporis, HONORIS, bonorum propriorum vel proximi. Sylvestre dit de même qu'on est exempt d'accomplir ce précepte, quand on a une nécessité ou une cause raisonnable de s'en dispenser : par exemple, dans le cas où si l'on vouloit assister à la Messe, on s'exposeroit soi-même ou quelque autre au péril probable de quelque dommage considérable pour l'ame, le corps, les biens ou l'honneur : Ex rationabili necessitate vel ex rationabili causa quis ab hoc precepto excusatur : puta, dato eo casu in quo si velles Missam audire, ipse vel alius ex hoc incurreres probabiliter grave damnum anima, vel corporis, aut rerum, vel HONORIS, secundum suam estimationem & fidem, etiamsi aliquando fallatur, & ita non sit in re.

V. M. 82 1.

ARTICLE V.

Extraits sur diverses opinions purement spéculatives.

Pomey parlant de l'état des enfans morts sans Baptême, embrasse sur ce point l'opinion de plusieurs anciens Scholastiques, & de quelques Théologiens plus modernes. Il place leurs ames dans un Limbe près du Purgatoire. Ils n'y verront jamais Dieu, mais cette peine, la plus grande des Damnés, n'en sera pas une à leur égard, parcequ'ils n'auront point été privés par leur faute de la gloire des Bienheureux, & qu'ils ne seront piqués d'aucun désir de la posséder : ils n'auront d'ailleurs rien à souffrir, & même après la résurrection générale, à laquelle ils auront part, „ Ils seront „ dotés tant pour le regard du corps, que pour le regard de l'ame, „ de toutes les perfections naturelles dont la nature humaine est „ capable. Leur occupation sera de louer Dieu, auquel ils seront „ unis, dit S. Thomas, par la plus parfaite connoissance & le „ plus parfait amour que la lumière naturelle puisse produire „ dans leurs ames. Le lieu où ils seront alors sera un lieu très- „ délicieux & très-éclairé dans la terre, qui sera pour lors trans- „ parente, & d'où par conséquent ils pourront voir les cieus & les astres. „

Extraits. p. 117.

Voilà , ce semble , tout ce que le Rédacteur peut accuser dans l'extrait de Pomey. Pour ce qui est de ce *lieu délicieux*, ce qu'il en dit est une opinion hasardée , une vaine conjecture , qu'on n'auroit pas apparemment taxée d'Irréligion , si Pomey ne faisoit pas d'ailleurs de ce lieu une espèce de Paradis terrestre , où il accorde aux enfans morts sans Baptême une sorte de béatitude naturelle. Ce qui choque & doit choquer le Rédacteur , c'est qu'il ôte à ces enfans non seulement la peine du *Sens*, mais encore celle du *Dam* , & qu'il les représente comme *très-contens & très-satisfaits des qualités naturelles qu'ils ont reçues & qu'ils recevront du Créateur*. Comment en effet ne seroit-il pas choqué de cette doctrine , que Jansénius prétend avoir été condamnée par l'Eglise dans les Pélagiens , & que le Protestant Tilemann met au nombre des six cens erreurs qu'il reproche aux Papistes , soutenant l'un & l'autre que les enfans morts sans Baptême souffriront la peine du Sens dans l'Enfer.

Nous ne prétendons point du tout justifier Pomey sur tout ce qu'il avance ; nous croyons au contraire qu'à l'exception de la peine du Sens , dont il exempte ces enfans , il a tort sur tout le reste , nous croyons qu'ils seront soumis à la peine du Dam , mais que cette peine sera très-petite , & la plus petite de toutes à leur égard , selon l'expression de S. Augustin : *Quis dubitaverit parvulos non baptizatos in damnatione omnium minimâ futuros*. Nous pensons comme lui , que quoique nous ne puissions définir ni la qualité ni la quantité de cette peine , nous n'osons cependant prononcer qu'il fut plus expédient pour eux de n'être point , que d'être où ils seront. *Qua qualis & quanta erit , quamvis definire non possim , non tamen audeo dicere , quod eis ut nulli essent , quam ut ibi essent , potius expediret*. Nous pouvons encore ajouter que le sentiment de Pomey n'est nullement celui des principaux Théologiens Jésuites anciens & modernes , ni même d'un grand nombre de leurs écrivains. En le rejetant donc , comme nous croyons le devoir faire , nous nous bornerons à montrer qu'il n'a point été condamné.

1° Ce qui concerne la privation de la peine du Sens n'a pas besoin de preuve ; puisque c'est le sentiment presque unanime de toute l'Ecole , que M. Duval regarde par cette raison , comme très approchant de la Foi , *Cum Theologorum unanimis consensus de aliquo Dogmate Ecclesie sensum de illo aperire videatur*.

De stat. nat. laps.
lib. 2. cap. 25.

Lib. 1. in Julian.
cap. 2.

ibid.

In 1. 2. tract. de
Peccat. de effect.
peccat. orig. qu.
4. an. 2.

2° Il n'a point été condamné, en ce qu'il exempte ces enfans de la peine du Dam, les déclarant cependant privés pour jamais de la vision beatifique. S. Thomas, S. Bonaventure, & quelques Docteurs Scholastiques ont soutenu la même chose. Bellarmin qui réfute cette opinion, ne dit point qu'elle ait été condamnée par l'Eglise & il est certain qu'elle ne l'a point été.

To. 3. Controv.
lib. 4. cap. 1.

3° Enfin il n'a point été condamné, en ce qu'il accorde à ces enfans une espèce de beatitude naturelle. Sans nous arrêter à ce que Jansénius avance & ne prouve point touchant les Pélagiens, qu'il prétend avoir été pour ce sujet condamnés par l'Eglise; ni aux passages de plusieurs grands Théologiens, tels qu'Estius & Bellarmin, qui en réfutant cette opinion soutenue entr'autres par Ambroise Catharin & Albert Pighius, ne la qualifient point d'erronée, mais d'improbable, & qui paroît approcher de fort près de l'erreur des Pélagiens; nous nous bornerons à un argument qui est décisif. Le Cardinal Sfondrat dans son livre intitulé *Nodus praedestinationis dissolutus*, a renouvelé & soutenu le sentiment de Catharin & de Pighius, qui vont pour le moins aussi loin que Pomey, & au jugement de cinq Evêques de France qui le dénoncerent à Innocent XII, il a donné dans des excès, dans lesquels ni Catharin, ni les Pélagiens eux-mêmes n'ont point donné : *non ipse Catharinus, non ipsi Pelagiani ausi sunt asserere.*

Dargente To. 3.
part. 1. p. 195.
anno 1697.

Les cinq Evêques Dénonciateurs étoient MM. le Tellier Archevêque de Rheims, de Noailles Archevêque de Paris, Bossuet Evêque de Meaux, de Seve de Rochechouart Evêque d'Arras, & Feydeau de Brou Evêque d'Amiens. Innocent XII leur répondit par un Bref du 6 mai 1697, où après avoir loué leur zèle pour la saine doctrine, & leur respect pour le S. Siège, il leur dit que „ Sur leur „ Lettre il a jugé devoir remettre le livre qu'ils dénonçoient, & les „ choses qu'ils y reprochoient, à l'examen de Théologiens d'une „ capacité reconnue, afin d'être en état, tout bien examiné, d'en „ porter le jugement qui conviendra, sans se laisser conduire dans „ ce jugement par d'autres considérations que celle de remplir l'obligation du Ministère que Dieu lui a confié. „ L'examen se fit, & le Pape ne jugea pas à propos de prononcer sur le livre.

Les Jansénistes qui avoient un intérêt très-pressant à la condam-

nation de l'ouvrage du Cardinal Sfondrat, voyant qu'il n'y avoit rien à espérer du côté de Rome, firent un gros Recueil de tout ce qu'on avoit écrit contre, & le présentèrent au Clergé de France sous ce titre : *La Doctrine Augustinienne de l'Eglise Romaine débarrassée du Nœud du Cardinal Sfondrat par plusieurs disciples de S. Augustin, dédiée à l'Assemblée générale du Clergé de France, qui doit se tenir bientôt au Château de S. Germain*. La seule Préface faisoit sentir un Novateur qui ne pensoit qu'à affaiblir, ou plutôt à ruiner l'autorité des Constitutions Apostoliques contre les cinq propositions de Jansénius. Aussi l'Assemblée du Clergé condamna-t-elle le 4 Septembre 1700, plusieurs propositions tirées de cette Préface. Quant au Livre du Cardinal Sfondrat, elle jugea que, puisqu'on l'avoit déferé au S. Siège, les égards dûs au Pape demandoient qu'elle s'abstint de l'examiner : *Quare & à libro examinando nos abstinere par est*.

Puisque l'opinion du Cardinal Sfondrat, & conséquemment celle de Pomey qui ne pousse pas les choses si loin, n'a eslué aucune censure, quelque improbable qu'elle soit d'ailleurs, de simples Théologiens n'ont pas droit de leur autorité privée, de la qualifier d'irrégulière : c'est tout ce que nous voulons prouver.

Platel dans son Traité de la Foi, après avoir dit que l'acte de Foi doit être précédé dans quiconque d'un jugement sur la crédibilité des objets de la Foi, jugement qui doit être évident, ou d'une évidence parfaite, ou d'une évidence imparfaite & respectivement, c'est-à-dire, tellement proportionnée à la portée d'un chacun, qu'en conséquence la volonté puisse commander prudemment l'acte de Foi à l'entendement : après avoir prouvé qu'il est impossible, du moins moralement, que le faux devienne évidemment croyable de cette évidence parfaite & absolue, qui suffit à l'égard de toute sorte de personnes, même des sçavans qui examinent avec l'attention convenable les motifs de crédibilité ; après avoir établi ces principes, que je ne fais qu'exposer en peu de mots, cet Auteur ajoute, ce qui fait la matière d'un Extrait : " Cependant le faux peut devenir évidemment croyable, d'une " évidence imparfaite & respectivement, suffisante seulement à l'égard " des gens grossiers. " Le Rédacteur s'arrête ici ; l'Auteur continue : " Ainli le pensent Tanner, de Lugo, Arriaga & d'autres plus

Part. 3. cap. 1. n.
19. & seq.

Extr. Puff. . .
pag. 119.

« communément contre l'opinion de Suarez & de Merat. Les
 « raisons de cette proposition sont 1° que les Parens ou le Curé
 « peuvent proposer à ces personnes simples un article faux, com-
 « me étant révélé de Dieu. Or, par ce qui a été dit n. 59, l'au-
 « torité des Parens ou de Curé qui proposent un article de Foi, pro-
 « duir à l'égard de ces personnes simples, une évidence suffisante
 « pour qu'ils se commandent un acte de Foi. Donc &c. 2° Si cela
 « n'étoit pas, un de ces hommes grossiers élevé par des Héréti-
 « ques, ne pourroit point être excusé par l'ignorance invincible,
 « des erreurs qu'on lui a enseignées contre la Foi, ni croire d'une
 « Foi Divine les articles vrais & Catholiques, qu'on lui auroit
 « proposés avec d'autres articles faux; parceque sur ces articles
 « vrais, il ne pourroit pas prudemment se commander une adhé-
 « sion d'une certitude & d'une fermeté au-dessus de tout: ce qui
 « néanmoins doit précéder nécessairement l'acte de Foi. Or, ces
 « conséquences & d'autres sont avec raison tenues pour absurdes.
 « Lorsque l'Apôtre dans l'Épître aux Galates chap. 1, dit: *quand*
 « *nous ou un Ange vous prêcherions un autre Evangile que celui que*
 « *nous vous avons prêché, qu'il soit Anathème*; ces paroles doivent
 « s'entendre des articles proposés par les motifs de crédibilité,
 « évidens d'une évidence non seulement respectueuse, mais parfai-
 « te & absolue.

« Et il ne paroît pas (l'extrait reprend ici le texte) qu'il y ait
 « aucun inconvénient, à ce que quelque chose de faux soit pro-
 « posé à croire d'une Foi divine, avec la même évidence respectueuse
 « que le vrai. Et on n'est nullement fondé à dire qu'il répugne à la
 « divine Providence de permettre cela; puisqu'il n'en peut résulter
 « aucun dommage notable, ni pour toute l'Eglise, comme il est
 « évident, ni même pour les particuliers qui ne souffriroient aucun
 « préjudice d'être induits ainsi en erreur. Dans ce cas en effet la
 « volonté de croire le faux est *prudente & méritoire*, comme la
 « volonté de mentir l'est dans celui qui par une erreur invincible,
 « juge qu'il doit actuellement mentir pour empêcher quelqu'un
 « de pécher. »

Il s'agit donc dans cet extrait de personnes simples & grossières,
 qui ne peuvent former leur Foi que sur l'autorité de leurs parens

Requis apparet.
 pag 119.

ou de leur Curé. Ces parens ou ce Curé peuvent sans doute leur proposer à croire des articles faux ; & on ne niera pas que cela n'arrive quelquefois. Si ces personnes n'ont absolument aucune évidence ni parfaite ni imparfaite des motifs qui les engagent à croire , comment formeront-elles leur acte de Foi ? cela est impossible. Il leur est également impossible d'avoir cette évidence parfaite , fondée sur l'examen des preuves de la Religion , & qui n'est propre que des hommes éclairés & sçavans. Ils n'ont donc qu'une évidence imparfaite , laquelle n'est autre que la persuasion où ils sont que leurs parens ou leur Curé sont suffisamment instruits des vérités Catholiques , & ne veulent point les tromper ; & jusqu'à ce qu'ils ayent des raisons légitimes d'en douter , la prudence veut qu'ils s'en tiennent à cette autorité.

Or il est clair que par rapport à eux cette évidence imparfaite est la même pour les articles faux que pour les articles vrais ; puisqu'ils n'ont d'ailleurs aucun moyen à leur portée pour distinguer le vrai du faux. Jusques-là rien que de vrai & de sensé dans la doctrine de Platel.

Il ajoute que dans eux la volonté de croire le faux qui leur est proposé comme vrai , & qu'ils ne peuvent distinguer du vrai , *est prudente & méritoire*. Le caractère italique dont ces mots sont relevés dans le Recueil , indique sans doute le principal venin de l'Afferrion. Mais si cette volonté n'est pas prudente à l'égard des articles faux , elle ne le sera pas non plus à l'égard des articles vrais. Il faut néanmoins qu'elle soit prudente , sans cela point d'actes de Foi. Ainsi ou Platel a raison quant à ce point ; ou il faut dire que ces personnes n'ont point une véritable Foi : ou que pour la former , ils ont absolument besoin de quelque chose de plus que des instructions de leurs Parens & de leur Curé.

Quant à ce qu'il dit que cette volonté ou cette disposition à croire est *méritoire* , cela est fondé sur ce qu'enseignent un grand nombre de Théologiens , que quand par un motif de vertu , on fait un acte matériellement mauvais , mais cru bon & même commandé , par une erreur invincible , cet acte , ou du moins la bonne disposition dans laquelle on le fait , peut être produite par la grace , & par conséquent être méritoire , si on est d'ailleurs en état de grace ,

&

& qu'on agisse par un motif surnaturel. Voyez ce que nous avons dit à ce sujet sous le Pêché Philosophique.

Partie 3. p.
418.

Nous finirons par remarquer qu'il y a une falsification dans la Traduction de ces mots ; *Voluntas credendi falsum sit prudens & meritosa*, qui sont ainsi rendus, *le consentement donné à l'erreur est sage & méritoire*. Platel parle de la volonté de croire, & le Traducteur, du consentement donné à l'erreur : ce qui est bien différent ; car ce consentement est l'acte par lequel on croit ; & la Traduction donne à entendre que Platel regarde cet acte comme un acte de Foi, lors même qu'il a le faux pour objet. Or Platel soutient précisément le contraire. Voici son Assertion : *Actus fidei divina, acceptus pro assensu nittente divinâ revelatione reipsâ existente, non potest esse falsus, seu difformis objecto materiali*. D'où il conclut que, "Lorsqu'un Curé", propose à un Payfan, avec les mêmes motifs de crédibilité, deux", articles dont l'un est vrai & l'autre faux ; quoique ce Payfan, par", le même mouvement pieux & surnaturel de la volonté, veuille", produire à l'égard de l'un & de l'autre article, le même consen-", tement ou acte de Foi, ou un acte semblable & également cer-", tain, & quoique réellement il pense croire l'un & l'autre article", de la même Foi Divine ; néanmoins dans le fait il ne croit pas", l'article faux d'une Foi surnaturelle & absolument certaine, mais", d'une Foi naturelle en elle-même, & qui n'est certaine qu'à quel-", que égard &c."

Toe. cit. n. 46.
de 47.

Platel a un autre Extrait, que le Rédacteur, à en juger par la manière dont il l'a ponctué, paroît n'avoir pas entendu, & que le Traducteur a rendu d'une manière absolument intelligible. Avant que de le rapporter, il faut exposer en peu de mots l'état de la question.

Extr. Codicis...
avec l'atome qui
suit. pag. 181.

Les Théologiens établissent comme le fondement nécessaire de la vérité de la Foi, que Dieu ne peut mentir ni dire faux, soit d'un pouvoir ordinaire, soit même d'un pouvoir absolu, comme on parle en Théologie. Platel appuie cette Thèse fondamentale sur l'Écriture, la Tradition & la raison. Entre autres objections qu'il se fait contre cette Thèse, il se propose celle-ci : *Dieu peut produire dans l'entendement de l'homme un acte d'erreur ou un jugement faux*.

Pour répondre à cette objection, qui n'est pas de l'invention de Pla-

Suite de la III. Partie.

I

tel, il rejette d'abord avec d'autres Théologiens une manière dont on prétendrait que cet acte d'erreur ou ce jugement faux pourroit être infus de la part de Dieu : manière qui consisteroit en ce que cet acte feroit juger trois choses à l'homme qui le reçoit ; 1° qu'un objet est tel, quoiqu'il ne le soit pas. 2° que Dieu en porte le même jugement que cet homme. 3° que Dieu par cet acte lui manifeste, lui atteste le jugement qu'il en porte. Il prend pour exemple un acte par lequel l'homme jugeroit que le Soleil n'est qu'une surface de deux pieds, que Dieu lui-même en juge ainsi, & qu'il le lui fait connoître par l'acte qu'il met dans son esprit.

9. Part. cap. 1.
2. n. 45.

Platel, ainsi que tous les Théologiens, nie que cet acte puisse être infus de la part de Dieu ; parceque ce seroit vraiment & proprement une *locution* de Dieu, qui par conséquent attesterait le faux, ce qui est contraire à la vérité. *Colliges* 3°, dit-il, *non posse Deum homini actum erroris sic infundere, ut per hoc affirmet falsum, v. g. solem esse bipedalem; quod fieret, si vi istius infusionis homo non solum judicaret solem esse bipedalem, sed etiam Deum ita sentire, idque sibi per istum actum significare : quia hoc esset loqui contra mentem.*

Cette Assertion précède immédiatement celle qu'on lit dans l'Extrait, & comme on le va voir, elle est nécessaire pour en donner l'intelligence. „ Vous conclurez cependant, ajoute Platel, que „ Dieu peut mettre dans l'esprit de l'homme un acte d'erreur, en „ sorte que par cet acte l'homme donne seulement le consentement „ de son esprit à un objet faux, sans juger néanmoins que Dieu „ porte sur cet objet le même jugement, & qu'il le lui signifie par „ cet acte. Ce qui arriveroit si cet acte étoit tellement infus, qu'on „ ne s'appergût en aucune manière que c'est Dieu lui-même qui le „ met dans notre esprit. „

De Fide. disp. 4.
sect. 3. n. 31.

La raison pour laquelle Platel admet la possibilité de l'acte d'erreur infus en cette manière, c'est qu'elle n'intéresse en rien la vérité de Dieu : parceque, selon le Cardinal de Lugo, qui est du même sentiment, cette infusion ne seroit pas une *locution* formelle de Dieu. „ Car, dit-il, il est de l'essence de la locution „ que par elle celui qui parle manifeste à autrui un objet tel qu'il „ est dans son esprit. D'où il suit que, quand même Dieu pro- „ duiroit cet acte d'erreur dans mon entendement, il ne me parle..

« roit pas , & que cet acte ne seroit point la voix de Dieu , puis-
« qu'il ne voudroit point me manifester par là son jugement sur
« cet objet.

Si nous avions quelque parti à prendre dans cette dispute métaphysique , nous embrasserions le sentiment contraire , qui est de Suarez , de Granado , de Conink , de Salas &c. Nous dirions avec
« S'il n'est pas absolument certain , il est du moins
« beaucoup plus probable que Dieu ne peut pas mettre par lui-
« même dans l'esprit des liabirudes qui inclinent vers le faux ,
« encore moins des actes d'erreur , parceque cela est indigne de
« la Majesté & de la Sagesse Divine. » Il ne dit pas que le sen-
timent qu'il réfute soit contraire à la vérité Divine ; ce qu'il
est important de remarquer , parceque Platel & les autres ne l'ad-
mettent que par cette raison , qu'il n'en résulte rien qui fasse
tort à cette vérité , ni qui puisse ébranler la certitude de la Foi.

De fide, disp. 3.
sect. 5. n. 14.

De Bruyn dans une de ses Thèses , dit au sujet de la même question : *Par quel argument prouverez-vous que Dieu ne peut pas met-
tre dans l'esprit de l'homme une erreur positive?* Si c'est là une Affertion , nous sommes en droit de l'entendre dans le même sens que celle de Platel , jusqu'à ce qu'on nous montre par les cahiers même du Professeur , qu'il l'a entendue autrement.

Extr. Deuts non
puff. 189.

A la suite du même Extrait , de Bruyn dit que « La locution
« amphibologique n'est point contraire à la vérité de Dieu ; &
« que comme Dieu est la règle des actions humaines , il s'ensuit
« que l'homme ne pèche point contre la vérité , en se servant de
« même d'expressions amphibologiques. A Dieu ne plaise cepen-
« dant , ajoute-t-il , que nous l'exemptions de tout péché , si sans
« juste raison , il obscurcit par des paroles ambiguës le discours ,
« qui doit être simple suivant l'ordre de Dieu. »

Nous ne dirons rien ici de ce qui regarde l'usage des équivoques dans le commerce de la vie : cette matiere sera traitée dans l'article , *Parjure , Fausseté*. La seule chose qui ait pu faire mettre cette Affertion sous le titre , *Irréligion* , c'est que *la locution amphibologique n'est point contraire à la vérité Divine* : ce qui revient à ce qu'on a déjà entendu dire à Marin , que Dieu peut en parlant user d'équivoque pour de justes raisons. Outre ce qui a été dit

pour la justification de Marin , nous remarquerons en premier lieu , qu'il ne s'agit point d'équivoques employées sans juste raison , puisque de Bruyn les interdit aux hommes , ni d'équivoques dont on ne puisse découvrir le vrai sens , puisqu'elles induiroient infailliblement l'homme en erreur , & qu'elles seroient évidemment contraires à la vérité divine ; encore moins de restrictions purement mentales , que ni de Bruyn , ni aucun autre Jésuite n'a soutenu depuis le Décret d'Innocent XI. Ainsi il ne peut s'agir ici que de ces équivoques intelligibles & des restrictions non purement mentales , qui ne sont pas condamnées même en France par les Casuistes les plus sévères , comme nous le dirons ailleurs.

En second lieu , que la seule difficulté raisonnable qu'on puisse faire contre cette assertion , est de dire que le Clergé de France l'a condamnée en censurant la proposition suivante : *Les Patriarches & les Prophètes , les Anges , J. C. lui même , ont usé d'équivoques ou d'amphibologies & de restrictions mentales*. La censure en est conçue en ces termes. *Hæc propositio scandalosa est , temeraria , mysticè , propheticè , parabolicè sive æconomice ad insinuandam alius veritatem dicta vel tacita cum vulgaribus gestis confundit , Sanctorum Patrum acta ludibrio vertit , ipsis etiam Angelus injuriosa , erga Christum consumeliosa & impia*.

Pour juger sûrement du sens dans lequel le Clergé a entendu les équivoques & les restrictions mentales dont il est parlé dans la proposition , nous ne pouvons prendre de meilleur guide que M. Bossuet. Or voici ce qu'il en dit dans les extraits des Procès verbaux de 1700. » Monseigneur l'Evêque de Meaux a dit que » la plupart des qualifications sur les propositions qui avoient été » lues , portoient leurs raisons avec elles ; mais qu'il y en avoit » quelques-unes dignes d'une attention plus particulière , entre » autres , celles où l'on osoit attribuer des équivoques & des » restrictions mentales , non seulement aux Prophètes & aux » Anges , mais encore à J. C. même : que pour condamner cette » impiété , il suffit d'entendre d'abord , qu'user d'équivoques ou » de restrictions mentales , c'est donner aux mots & aux locutions » d'une langue , une intelligence arbitraire , forgée à sa fantaisie , » entendue seulement de celui qui parle , & qui est opposée à la signifi-

« cation ordinaire que leur donnent les autres hommes. » Qu'on prouve que de Bruyn a entendu parler d'équivoques de cette sorte, & nous conviendrons qu'il n'a pu dire sans impiété, qu'elles ne sont pas contraires à la vérité divine. Mais s'il est évident que, loin de dire que Dieu puisse en user, il les interdit même aux hommes, il faut que l'on avoue avec M. Bossuet, que son assertion n'a rien de commun pour le sens avec celui dans lequel le Clergé a condamné la proposition susdite.

En troisième lieu, l'assertion du P. de Bruyn est celle d'un très-grand nombre de Théologiens, qui ont cru trouver des exemples d'équivoques & de restrictions mentales telles que nous les avons expliquées, dans beaucoup de passages de l'Ecriture; tel a été le sentiment du Cardinal de la Palu, *in 4. dist. 21. qu. 3. art. 3.*, de Jean Major, *in 4. dist. 15. qu. 18.*, & *dist. 21. qu. 2. ad 2.*; d'Adrien depuis Pape, *in 4. Traët. de Confess.* de Dominique Soto, *lib. 5. de Just. & Jure qu. 6. art. 2. concl. 7.*, de Salonius, *in 2. 2. qu. 69. art. 2. controuv. 1.* d'Ange de Clavasio, *V. Confessio ult. n. 4.* de Sylvestre, *V. Mendacium. qu. 6.* & *V. Confissio 3. qu. 11.*, de S. Antonin, *2. p. tit. 10. cap. 1. §. 1.*; de Maldere, *2. 2. traët. 6. cap. 2. dub. 8.*, de Cabassut, *lib. 4. cap. 4. n. 11.*, & d'une infinité d'autres.

Les Peres eux-mêmes expliquent certains textes de l'Ecriture, de maniere qu'on ne peut douter qu'ils n'y aient supposé de l'équivoque ou de la restriction au sens que j'ai expliqué. J'en citerai qu'un seul, c'est celui où J. C. répond à ses Apôtres qu'il ne sçait pas le jour du Jugement. Comment le Sauveur qui sçavoit tout, même comme homme, a-t-il pu parler de la sorte avec vérité? S. Augustin répond, *Dies ille occultus judici dictus, non ad cognoscendum, sed ad prodendum.* S. Hilaire; *Non per naturam nescis, omnia sciens, quod idcirco tantum ut absconditum sis, nescis.* S. Athanase, *orat. 4. contr. Arian.* S. Basile, *lib. 4. cont. Eunom. S. Ambroise, lib. 5. de fid. cap. 8.* S. Jérôme, *in cap. 24. Matth. S. Anselme & le vénérable Bède, in cap. 13. Marci,* donnent la même réponse, qui est aussi celle de S. Thomas, & d'une foule de Scholastiques, *Dicitur ergo nescire diem & horam judicii, quia non facis scire.* Ainsi, selon les Saints Peres & les Docteurs, ce qui rend vraie la proposition de J. C. c'est que ce mot, *je ne sçais pas,*

In Psalm. 9.

Lib. 9. de Tainio

2. p. qu. 16. art. 1.
2. ad 1.

le jour du jugement, signifioit dans sa bouche, *je ne le sçais pas pour vous le dire* : & ils en font dépendre la vérité, de quelque chose qui n'étoit pas dans le discours, mais qui étoit retenu dans la pensée de J. C. & que les Apôtres pouvoient sans doute aisément comprendre. Ils ne juroient donc pas qu'une locution amphibologique de cette nature fut contraire à la vérité de J. C.

Ketr. Generale,
pag. 143.

Le Rédacteur attaque encore comme irrégulière la position suivante de Bruyn. « Les Conciles généraux, même légitimement assemblés, peuvent errer dans la décision des Controverses sur la Foi, avant la confirmation du Souverain Pontife. » S'il s'étoit borné à dire que cette doctrine n'est pas celle qu'on tient en France, nous l'ajouterions sans peine, & nous ajouterions que de Bruyn étant Flamand, & faisant soutenir sa Thèse à Louvain, étoit en droit de se conformer en ce point à l'enseignement le plus commun des Ecoles hors de France. Mais la taxer d'Irreligion, c'est ce que nous ne sçachions pas que personne ait fait avant le Rédacteur, & ce qui est certainement contraire à l'esprit du Clergé de France, comme on le peut voir par sa Déclaration, & par l'ouvrage que M. Bossuet a fait pour la défendre.

To. 2. trait de
suer. Rom. Pont.
tit. autorité.
pag. 240.

M. Duval qui établit l'Assertion contraire, convient qu'elle n'est pas certaine, & qu'elle a contre elle un grand nombre de Docteurs d'une grande autorité. Voici ses paroles. « Les Décrets des Conciles généraux portés du consentement unanime des Peres & des Légats, sont infaillibles, même avant la confirmation du Souverain Pontife, quoique lui-même n'ait donné sur ces Décrets aucune instruction à ses Légats. Cette conclusion n'est pas aussi certaine que la précédente, étant combattue par beaucoup de Docteurs qui ne sont pas d'une médiocre autorité. » La conclusion dont il parle, & qui précède celle-ci, est ainsi conçue : „ Les Décrets des Conciles généraux qui se font par les Peres & les Légats, en suivant exactement les Instructions du Souverain Pontife, sont d'une vérité infaillible, quoique le Pape ne les ait pas encore confirmés. „ Le P. de Bruyn ne parle des Conciles que comme légitimement assemblés; il ne dit rien des Instructions données par le Pape, ni de l'accord unanime des Peres & des Légats à suivre ces Instructions : auquel cas il n'eut pas

Ibid. p. 229.

balancé sans doute à dire la même chose que M. Duval , d'autant plus que des Décrets conformes de point en point aux Instructions du Pape , sont censés virtuellement & par avance revêtus de sa confirmation.



C H A P I T R E I I I .

Affertions qui contiennent une mauvaise doctrine , mais dont les auteurs ne peuvent sans injustice être accusés du dessein d'enseigner l'Irréligion.

Ces assertions sont au nombre de huit , quoique comprises sous quatorze extraits , dont plusieurs disent la même chose.

La première assertion est sur l'évidence de la vérité de la Religion Chrétienne : elle est tirée d'une Thèse du P. l'Honoré, Professeur à Caën en 1693. „ La Religion Chrétienne , dit-il „ dans l'extrait qu'en donne le Rédacteur , est évidemment croyable , mais non évidemment vraie. Elle est évidemment croyable ; car il est évident que quiconque l'embrasse est prudent. „ Elle n'est pas évidemment vraie ; car ou elle enseigne obscurément , ou elle enseigne des choses obscures. Bien plus ceux „ qui disent que la Religion Chrétienne est évidemment vraie , „ sont forcés d'avouer qu'elle est évidemment fausse.“

Cette position , qui est la cinquième de la Thèse , est tronquée dans le Recueil : elle commençoit ainsi : „ Hors de la Religion „ Chrétienne il n'y a point de salut : elle seule a tous les caractères de la vraie Religion , soit qu'on la considère en elle-même ; soit qu'on la compare avec celles dont nous avons quelque connoissance. Car elle a Dieu pour auteur , son dogme „ est divin , & il y a quelque chose de divin dans sa propagation.“

Essai. Rel. Chr.
Paris. pag. 130.

Page hier. Ibid.

La sixième position est ainsi conçue. „ Concluez de là qu'il n'est pas évident 1° qu'il y ait sur la terre quelque Religion véritable. Car d'où sçavez-vous que *toute chair n'a pas corrompu sa voie* ? „ 2° que de toutes les Religions qui existent, la Chrétienne soit la plus vraisemblable : car avez-vous parcouru tous les pays, ou sçavez-vous que d'autres les aient parcourus ? . . . 4° que les oracles des Prophètes aient été tendus par l'inspiration de Dieu : car que m'opposerez-vous, si je vous nie que ç'ait été de véritables Propheties, & que je soutienne que ce n'a été que des conjectures ? 5° que les miracles qu'on attribue à J. C. aient été véritables ; quoique personne ne puisse les nier prudemment. “

Le Rédacteur auroit dû continuer, & rapporter la septième position, que voici. „ Concluez encore que non seulement il y a de la prudence à embrasser cette Religion, mais de la folie à ne l'embrasser pas. “

Il faut entendre à présent la manière dont le P. l'Honoré explique sa pensée, & dont il se condamne lui-même, dans la rétractation qu'il adressa de la Flèche où il avoit été envoyé par ses Supérieurs, à M. Verel Doyen de la Faculté de Théologie de Caën ; rétractation dont la Faculté fut très-contente & le public très-édifié, comme le témoigne M. Verel dans sa Lettre au P. l'Honoré du 26 Juin 1693.

„ Ceux-mêmes qui ne font qu'entrer dans les Ecoles, dit le P. l'Honoré, sçavent qu'on distingue en Théologie & en Philosophie, deux sortes d'évidence, comme deux sortes de certitude ; l'une, métaphysique, & l'autre, morale ; l'une est à la vérité différente de l'autre dans sa nature, & dans ce qui la produit ; mais l'une & l'autre est véritablement & proprement évidence. “ Après avoir donné la définition de ces deux espèces d'évidence, il ajoute. „ Une chose qui n'est pas moins connue de tout le monde, c'est que quand les Théologiens établissent la différence qui se trouve entre la science & la Foi, sçavoir que celle-ci n'exige dans son objet que la certitude, & que celle-là exige de plus l'évidence, ils n'entendent que l'évidence métaphysique, laquelle excluroit l'obscurité nécessairement jointe à la Foi. Car pour l'évidence

„ l'évidence morale, les Théologiens assurent tous d'une voix,
 „ que cette évidence portée même au plus haut degré, convient à
 „ la Religion Chrétienne, c'est celle qui lui vient des argumens
 „ ou motifs de crédibilité.

Il assure ensuite avec serment que, quand il a dit qu'il ne falloit pas appeller évidente la vérité de la Religion Chrétienne, ou de la Divinité de J. C. ou des argumens qui établissent l'une & l'autre, il n'a point parlé de toute évidence en général, mais seulement de l'évidence métaphysique qui ne convient qu'à la science. „ Du reste, „ pourfuit-il, j'ai eu si peu dessein d'ôter à la Religion l'évidence morale, qu'au contraire j'ai toujours cru que, sans un excès d'aveuglement, on ne pouvoir nier, ni même douter qu'elle lui convint. Et „ s'il se trouvoit quelqu'un qui ne voulut pas me croire, même sur mon serment, touchant ce que j'affirme ici de mes sentimens: j'espère „ malgré cela que les Théologiens en seront persuadés par plus „ d'un endroit de ma Thèse, où je me suis expliqué d'une manière „ qui n'est point obscure. „ Ces endroits sont ceux où il dit qu'il y a non seulement de la prudence à embrasser la Religion Chrétienne, mais de la folie à ne pas l'embrasser, que, hors d'elle il n'y a point de salut &c. C'est encore la raison qu'il allègue pour prouver que la Religion n'est pas évidemment vraie, sçavoir, *parcequ'elle enseigne d'une manière obscure*, c'est-à-dire par le seul témoignage de Dieu, ou *parceque les choses qu'elle enseigne sont obscures*: raison qui exclut l'évidence métaphysique, mais qui n'exclut pas l'évidence morale.

Il finit par condamner la manière dont il s'est exprimé. „ A Dieu „ ne plaise, dit-il, que je pense qu'on puisse sans une grande faute „ soutenir ces propositions. *Il n'est pas évident qu'il existe une vraie Religion &c.* Car celui qui s'énonce avec cette généralité, est „ censé, à s'en tenir aux expressions, ne reconnoître dans la Religion aucune espèce d'évidence. C'est pourquoi je tombe d'accord que ces Assertions, & toutes celles qui ont avec elles une „ liaison nécessaire, sont fausses, téméraires, scandaleuses, de la „ manière dont elles sont énoncées; & à moins que par une bienigne interprétation on ne les restreigne au sens que j'ai dit, je les „ tiens même pour impies: qualifications dont elles ont été notées

Suite de la 111. Partie.

K

„ dans la censure qui en a été faite par quatre Théologiens choisis
 „ de notre Compagnie, aussi-tôt que la chose est venue à la con-
 „ noissance des Supérieurs. „

On voit par là que les Jésuites & le P. l'Honoré lui-même ont prévenu la censure que l'assemblée du Clergé fit en 1700 de ces propositions, les déclarant *impies & blasphématoires, erronnées & favorisant les ennemis de la Religion Chrétienne*. Le P. l'Honoré s'est trompé; mais il s'est expliqué, il s'est rétracté, il s'est condamné, il l'a été par ses Confreres; que le Lecteur équitable juge s'il y a fondement à accuser d'Irréligion sur une faute ainsi réparée le P. l'Honoré & tous les Jésuites.

La seconde Affertion a pour objet la fermeté de l'adhésion de l'acte de Foi à l'objet révélé. Le Rédacteur présente sur ce sujet trois Extraits du P. Estrix, Professeur en Théologie à Louvain, dont l'ouvrage intitulé, *Diatriba Theologica &c.* a été imprimé à Anvers en 1672. Ces Extraits ne sont gueres intelligibles dans le Recueil, où il est impossible de juger à quoi ils tiennent, & ce qu'Estrix se propose de prouver par-là. Ce sont des réponses aux objections que ce Théologien se fait contre deux Affertions, qu'il a eu tort d'avancer, & qu'Innocent XI condamna depuis dans la 21^e proposition de son Décret.

C'étoit ces deux Affertions uniquement que le Rédacteur devoit rapporter, puisque ce qu'il y a de répréhensible dans les réponses aux objections y est relatif, & n'est mauvais que par cet endroit. Voici ces Affertions.

ASSERTIO 33. *Judicium probabile ac verum de locutione divinâ, ceterisque ad fidem præcognoscendis, satis momenti habere potest, ut is qui ex illo dependet, assensus fidei sit supernaturalis, utilisque ad vitam æternam, saltem si nulla veniat in mentem contraria ratio, nullaque adfuit formido ne Deus non sit locutus.*

ASSERTIO 34. *Judicium probabile ac verum de locutione divinâ satis momenti habere potest, ut is, qui ex illo dependet, assensus fidei supernaturalis sit, etiamsi veniat in mentem contraria ratio, adfisque formido ne Deus non sit locutus.* Cette Affertion est la même que la proposition du Décret d'Innocent XI, & l'Affertion précédente en approche beaucoup.

Estrix , avec d'autres Théologiens , a soutenu de bonne foi cette doctrine , avant que le Pape l'eût censurée. Si nous avions eu nous-mêmes moins de bonne foi , nous aurions pû ne pas transcrire ces deux Assertions , qu'on ne voit pas dans le Recueil , & qui sont certainement plus mauvaises que ce qu'on y voit : nous aurions pu montrer que les Extraits considérés en eux-mêmes , & sans aucun rapport à cette doctrine condamnée , n'ont rien qui ne soit susceptible d'un sens favorable. Mais il nous a paru plus conforme à la sincérité d'exposer l'erreur où Estrix est tombé. On nous dispensera après un tel aveu , d'entrer dans un détail sur ces Extraits , qui n'offriroit que des discussions fort sèches & fort épineuses , & qui n'aboutiroit après tout qu'au résultat que présentent les deux Assertions.

Quant au dessein d'enseigner l'Irréligion , il est démontré par la lecture même du livre d'Estrix , qu'il ne l'a point eu , & qu'il en a même eu un contraire. Tout son crime est de n'avoir pas été infail-
lible. Il est certain encore par l'ouvrage de Pollenter que la plupart des Théologiens Jésuites , même avant le Décret d'Innocent XI , ont soutenu la doctrine contraire. C'est ce qu'il prouve par des passages formels de Hurtado , de Coninck , d'Oviédo , de Mé-
rat , d'Elizalde , d'Amicus , de Moya , de Perez , de de Rhodes , du Card. Pallavicin , de Suarez , de Platel , d'Arsdexin , d'Esparfa , du Card. de Lugo , de Tanner , de Valentia , de Granado , d'Arriaga , de Fabri , sans parler de beaucoup d'autres dont les principes con-
tradisent la proposition condamnée. Il est certain enfin que depuis le Décret , aucun Jésuite soit François , soit étranger , n'a enseigné cette proposition.

La troisième Assertion concerne le précepte de produire des actes des vertus Théologiques. Sur ce point il y a trois propositions con-
damnées : la première du Décret d'Alexandre VII en 1665 : *L'homme n'est obligé dans aucun tems de la vie de produire l'acte de Foi , d'Es-
pérance & de Charité , en vertu des préceptes Divins qui nous comman-
dent ces vertus.* La septième du Décret d'Innocent XI : *Le précepte de la Charité oblige seulement lorsque nous sommes tenus d'être justifiés , & que nous n'avons aucun autre moyen de parvenir à la justification.* La seizième du même Décret : *La Foi n'est pas censée tomber sous un pré-
cepte spécial , & qui oblige par lui-même.*

Extr. l'éd. de 1788
form. pag. 181
Goussier et al. ibid.

De ces trois propositions, Tamburini a enseigné la première & la seconde ; il a aussi enseigné la troisième, en tant qu'elle nie que le précepte de la Foi, oblige par lui-même & comme précepte spécial, à renouveler en certains tems les actes de Foi. Nous avouons que ce sont autant d'erreurs, & nous faisons hautement profession de tenir la doctrine contradictoire. Mais après cette déclaration, nous prions le lecteur de faite avec nous les réflexions suivantes.

Tib. 3. in Decal.
cap. 1. §. 7. n. 1.

1^o Tamburini n'a jamais eu la pensée de nier qu'il fut nécessaire pour le salut de faire quelque acte d'une Foi surnaturelle. Nous l'avons prouvé plus haut, & dans l'endroit même d'où les extraits sont tirés, voici un texte décisif, que le Rédacteur a supprimé. Il s'agit de l'acte de Foi de nécessité de moyen. „ On est „ obligé, dit-il, de produire cet acte, dès que les articles sont „ suffisamment proposés. Pour l'Infidèle adulte, ou même pour „ celui qui a été baptisé, mais non élevé parmi des Catholiques, „ cette obligation a lieu, lorsque instruit par la prédication de „ l'Evangile, il commence à juger prudemment que les Mystères „ qu'il a entendus, sont croyables, & que les Sectes contraires „ sont fausses. A l'égard du Fidèle élevé parmi d'autres Fidèles, „ l'obligation commence pour lui aussitôt qu'il acquiert l'usage „ de raison, parcequ'il commence alors à être obligé aux autres „ préceptes. Comme donc l'acte de Foi nécessaire au salut, de „ nécessité de moyen, l'est aussi de nécessité de précepte, ainsi „ que le remarquent les Théologiens, parceque nous sommes „ tous tenus de faire ce qui est nécessairement requis pour notre „ salut ; conséquemment nous serons obligés à faire cet acte le „ plutôt que nous pourrions ; & c'est ce que paroît exiger une si „ grande nécessité. “

2^o Cet auteur décide expressément dans son extrait que nous sommes obligés *très-souvent par accident*, c'est-à-dire, en vertu des autres préceptes, de produire l'acte de Foi ; il ne nie donc pas l'obligation d'accomplir ce précepte même très-souvent ; mais il se trompe en ce qu'il ne dérive point cette obligation du précepte même, & qu'il ne la fonde que sur la nécessité de remplir les autres préceptes, *vi aliorum præceptorum*. Or il y a bien de la

différence entre ôter un précepte, comme les PP. Baron & Concina en ont accusé Tamburini, & dire qu'il oblige très-souvent, mais non par lui-même.

3° Tamburini s'est trompé à la suite de Jean Sanchez, de Bannez, de Serra, & de quelques autres Théologiens célèbres non Jésuites; dans le tems même qu'il se trompe, il soumet sa pensée au jugement de l'Eglise Romaine : *Subdendo tamen, ut hoc, ita & alia omnia mea, Sancta Romana Ecclesia judicio* : ce sont ses propres paroles citées dans le Recueil. Que sa soumission fût sincère, nous en avons rapporté des preuves sans réplique, sous l'article *Probabilisme*.

Reg. 315, 316.

4° On prouvera sous l'assertion suivante, que la doctrine contraire est la doctrine commune des Jésuites, & que Tamburini s'en est écarté en ce point.

5° Il cite Azor comme enseignant que le précepte de la Charité n'oblige que quand nous sommes tenus d'être justifiés, & que nous n'avons pas d'autre voye pour l'être. C'est mot pour mot la septième proposition du Décret d'Innocent XI. Elle se trouve en effet dans l'Edition de 1600, de la première partie des Institutions d'Azor, Edition dont apparemment s'est servi Tamburini. Mais il y eut en 1602 du vivant d'Azor une autre Edition où cette doctrine est rectifiée. On y trouve qu'il faut raisonner des préceptes de la Charité & de l'Espérance comme de celui de la Foi, & que lors même qu'on est justifié, le précepte de la Foi oblige en tant qu'il est précepte d'une vertu théologale, quoiqu'il n'oblige point alors comme un remède pour obtenir la justification. *Non habet amplius vim obligandi ut remedium ad justificationem, habet tamen ut est præceptum virtutis theologicæ. Et idem juris est de præcepto Spei & Charitatis, ita ut certo tempore Fidei actum elicere debeamus &c.* Ainsi il est plus que vraisemblable que ces corrections sont d'Azor lui-même.

To. 1. lib. 2. cap.
7. qu. 6. Edit.
1602.

La quatrième assertion regarde en particulier le précepte de produire des actes d'amour de Dieu. Antoine Sirmond a enseigné qu'à la rigueur on observe ce commandement, pourvu qu'on observe tous les autres par des motifs chrétiens & vertueux, & que par lui-même il n'oblige point à produire des actes formels & in-

Extra. præceptum
obligans. pag.
177.

rières de Charité : en un mot que l'amour *effectif* est commandé, mais que l'amour *affectif* ne l'est point sous peine de damnation.

Voilà tout ce qu'il y a de vraiment répréhensible dans son extrait ; car pour ce qu'il dir *qu'il ne voit aucune nécessité de rapporter à la gloire de Dieu, toute action vertueuse*, l'accuser sur ce point, c'est justifier la doctrine de Luther, de Baius, de Jansénius & de Quesnel, condamnée par l'Eglise. Ce qu'il ajoute du sentiment de Suarez, touchant les momens précis de l'obligation d'aimer Dieu, a été discuté ailleurs. Quant à ces paroles de Sirmond au sujet de Suarez, que le Rédacteur a mises en majuscules : *ET NEANMOINS CE QUE CE DOCTEUR NE SCAIT POINT, JE NE SCAIS QUI LE SCAIT*, on seroit bien aise de sçavoir ce qu'elles contiennent d'irréligieux. C'est un éloge de Suarez : mais les Jésuites seront-ils les seuls exclus du droit de louer Suarez ? L'éloge est outré, dira-t-on. Soit. Qu'en peut-on conclure autre chose, sinon que Sirmond faisoit un cas singulier de Suarez ? Eût-ce donc là une raison d'écrire cette phrase en majuscules, comme une accusation capitale en fait d'Irréligion.

VII. Entretien.

Pour revenir à l'erreur du P. Sirmond, il est inutile d'ajouter rien ici à ce que le P. Daniel a dit dans ses Entretiens de Cléandre & d'Eudoxe, pour excuser ce Jésuite sur la droiture de ses intentions ; il suffira de remarquer d'après le P. Daniel qu'un Docteur de Louvain, nommé *Dubois*, cite en faveur de l'opinion de Sirmond, Bannez, le Cardinal Cajétan, Marchantius, Jean Sanchez, Jansénius Evêque de Gand, Molanus Docteur de Louvain ; & qu'un autre auteur qui s'est donné le nom de *Florimond Duplessis*, dit qu'elle a été soutenue par S. Antonin, Sylvestre, Almain Docteur de Paris, Toftar, Gerson & plusieurs autres. Il y a plus ; Sirmond a cru que S. Thomas étoit de son avis. „ S. „ Thomas, dit-il, 2. 2. qu. 44. art. 6. semble répondre que non, „ & se contenter, pour éviter la damnation, que nous ne fassions „ rien d'ailleurs contre la sacrée dilection. “ Voici en effet les paroles de S. Thomas. *Qui in viâ hoc præceptum non implet, nihil contra divinam dilectionem agens, non peccat mortaliter*. Sirmond n'a probablement pas bien pris le sens de S. Thomas ; mais ce S. Docteur a donné lieu à bien des méprises en plusieurs endroits,

où il faut un peu deviner sa pensée , & il n'est pas étonnant que Sirmond se soit mépris , après beaucoup d'autres plus habiles que lui.

Le P. Daniel ne se borne pas à excuser Sirmond ; il montre que c'est une calomnie d'imputer son opinion à tout le Corps des J. suites , comme faisoit Pascal , & comme fait aujourd'hui le Rédacteur. „ Je ne parle point , dit-il , des livres de Méditations , „ d'exercices spirituels , de Pratiques Chrésiennes , & d'une „ infinité d'autres ouvrages de dévotion , où les Jésuites ne prê- „ chent rien tant que l'amour de Dieu ; je laisse-là les Rodriguez , „ les Saint-Jure , les Hayneuve , les Suffren , les Dupont , & „ mille autres où cela se voit à l'ouverture du livre. Je me borne „ à leurs Théologiens dont la liste seroit encore trop longue. „ Vous la pouvez voir dans le livre imprimé à Louvain en 1689 , „ intitulé. *Sexaginta quinque propositiones nuper a SS. DD. Nostro In-* „ *nocentio XI proscriptæ , à Societatis Jesu Theologis diu ante SS. Do-* „ *mini Decretum consensu communissimo rejectæ*. On y en cite plus de „ trente de compte fait. „ Daniel rapporte ensuite au long les passages de Bellarmin , de Lugo , de Suarez , de Molina , de Tanner , de Valentia , de Laymann , de Thomas Sanchez.

Pollenter en cite donc trente au sujet du précepte de la Charité. Mais qu'on le lise sur les propositions 5. 6. 7. 16. 17. du Décret d'Innocent XI , qui toutes concernent les préceptes des vertus Théologiques , on en trouvera plus de cent qui ont enseigné , même avant la condamnation , la contradictoire de ces propositions , c'est-à-dire , qui ont établi l'obligation de produire souvent des actes formels & intérieurs de ces vertus , en particulier de la Charité.

La cinquième Assertion est touchant la feinte dans l'administration des Sacremens. Escobar demande si la crainte d'un mal considérable autorise à employer la feinte dans l'administration des Sacremens. Il rapporte le sentiment qui tient l'affirmative ; aucun des Auteurs qu'il cite pour ce sentiment n'est Jésuite ; mais les partisans de l'opinion contraire sont tous Jésuites. Il décide ensuite qu'il trouve trop rigide la censure de Castro-Palao Jésuite , qui qualifie le premier sentiment d'audacieux & de téméraire.

Extra. Hist. & non
hist. pag. 172.

Juger la censure d'une proposition trop rigide, ce n'est pas soutenir la proposition. Néanmoins Escobar n'eût pas porté ce jugement, s'il eût écrit vingt ans plus tard, & après la condamnation de cette proposition par Innocent XI: *Urgens metus gravis est causa iusta Sacramentorum administrationem simulandi*. Ce qui l'a déterminé à imputer la censure de Castro-Palao, c'est qu'il voyoit pour cette opinion de graves Docteurs, tels que S. Bonaventure, in 4. dist 9, Albert le Grand, dist 13. art. 20, Adrien, quodl. 3. art. 3. Guillaume d'Auxerre, lib. 5. summ. tract. 5. cap. 5. qu. 4. Jean Sanchez, in select. qu. 9. disp. 35. n. 6. Louis de S. Juan, part. 1. summ. sr. de Euch. qu. 7. art. 8. dist. 4. Villalobos. 10. 1. tract. 7. dist. 38. n. 7. &c.

Mais quelle que soit la faute d'Escobar, elle lui est personnelle. On ne peut l'attribuer ni à Castro-Palao, ni à Suarez, ni à Vasquez, nommés par Escobar comme partisans de l'opinion contraire, ni à vingt autres cités par Pollenter, sur la 29 proposition du Décret d'Innocent XI, ni à aucun des Jésuites qui ont écrit ou enseigné depuis ce Décret.

7. *Sunt. Crisostomus*
lib. 1. pag. 179.

Thol. mor. To.
1. lib. 1. sect. 2.
Prob. 27.

La sixième Assertion regarde la crainte par laquelle on s'abstient de recevoir le Sacrement de Baptême ou de Pénitence. Escobar demande si une crainte grave dispense d'accomplir le précepte Divin à cet égard. Les raisons qu'il apporte pour l'affirmative, sont que le précepte dont il s'agit n'oblige point par lui-même, si on ne peut l'accomplir sans s'exposer à un grand danger; qu'on n'est pas tenu par le soin qu'on doit avoir de son salut éternel, de prendre avec un tel risque les moyens les plus sûrs; que ne pas recevoir ces Sacramens n'est pas une chose si mauvaise de sa nature, que dans aucun cas cette omission ne puisse être permise; & qu'enfin il n'y a point de danger moral d'être damné, toutes les fois qu'on peut moralement s'assurer d'avoir la contrition. Telles sont, conclut-il, les raisons qui font adopter ce sentiment à Castro-Palao, à Diana & à Suarez.

Les raisons pour la négative rapportées par Escobar, sont que les Sacramens dont il est question sont d'une nécessité simplement dite pour le salut éternel; que bien que le vœu de les recevoir soit suffisant, quand on ne peut pas les recevoir réellement, cependant la vraie contrition est très-difficile, & qu'on ne peut pas être sûr d'a-

voir

voir réellement ce ~~un~~ nécessaire ; tandis que d'ailleurs on est obligé d'assurer son salut autant qu'on le peut. Voilà, dit Escobar , ce qui détermine Azor & d'autres à embrasser cette seconde opinion.

Ensuite il se décide pour le premier sentiment en ces termes.
 „ Pour moi , je pensois autrefois que , lorsque le précepte Divin de
 „ recevoir le Baptême ou la Pénitence pressoit , & qu'un Tyran
 „ nous empêchoir de les recevoir en nous menaçant de mort , il
 „ falloit néanmoins les recevoir , afin de mettre notre salut en as-
 „ surance , autant qu'il étoit possible. Mais aujourd'hui je m'atta-
 „ che au premier sentiment , sur ce que je vois que la réception du
 „ Sacrement ne fait pas cesser tout peril de damnation , n'étant pas
 „ absolument certain que le Sacrement a été bien reçu ou bien
 „ administré. Je ne suis pas tenu d'éviter tout danger de damna-
 „ tion , ce qui seroit impossible , mais seulement le danger moral ,
 „ ni d'employer les moyens les plus sûrs au péril de ma vie . „

Telle est la décision d'Escobar ; nous ne l'approuvons pas ; elle n'a cependant point été condamnée jusqu'ici , ni directement , ni indirectement , sur-tout si on y met deux limitations essentielles : l'une que l'omission de ces Sacremens n'est point exigée en haine de la Foi , & ne doit point tourner au deshonneur de la Religion. Escobar n'en a rien dit ici , parqu'il l'a formellement énoncée dans le Problème précédent. L'autre limitation est qu'outre le danger qui vient de la violence extérieure , il n'y a point d'autre danger de mort , comme si on étoit grièvement malade ; parcequ'il y auroit alors un danger moral de damnation , en ne recevant pas le Baptême ou la Pénitence. Cette limitation est supposée dans Escobar , lorsqu'il dit que nous sommes tenus d'éviter tout danger moral de damnation , & elle est exprimée bien nettement dans Castro-Palao & Suarez , auxquels il renvoie. La décision de Suarez en particulier , est que si l'adulte obligé de recevoir le Baptême , est à l'article de la mort , quelle que soit la violence qu'on veut lui faire pour l'empêcher de le recevoir , il est absolument tenu de n'en pas omettre la réception : mais que s'il n'y a point d'autre danger de mort pour lui , que celui qui vient de la violence extérieure , s'il ne laisse point d'ailleurs affaiblir sa Foi , & qu'il n'expose la Religion Chrétienne à aucun deshonneur , il peut sans péché différer son Baptême , parce-

In. 3. part. To. 1.
 disp. 21. sect. 3.

Suite de 111. Partie.

L

que ce n'est point alors une omission absolue, mais un délai fondé sur une cause raisonnable. Cette décision nous paroît exacte, & le tort d'Escobar est de ne s'être pas exprimé avec cette précision & cette justesse dans une matière aussi délicate.

Exit. En cavité
supr. pag 180.

La septième Assertion qui est encore d'Escobar, a pour objet l'excommunication encourue par un Religieux qui quitte son habit. Escobar demande s'il y a légèreté de matière pour un Religieux dans l'action de quitter son habit pour une cause deshonnête, & s'il encourt ou non l'excommunication. Il établit d'abord d'après le Chap. 2. *Ne Clerici vel Monachi in 6*, qu'un Religieux profès qui quitte témérairement l'habit de son état, est excommunié. Mais il demande s'il pèche grièvement & s'il encourt l'excommunication, s'il le quitte pour un peu de tems, même pour un sujet deshonnête.

Il expose à son ordinaire les deux sentimens pour & contre : le premier, que ce Religieux pèche grièvement, parceque la légèreté de cette faute ne doit point être estimée par la durée du tems ; mais que l'action de quitter son habit est par elle même une chose grave & suffisante au péché mortel, péché contraire à la Loi portée par le Droit Canon, & qui est la matière de la censure. Le second, qui excuse ce Religieux de péché mortel, & ne le soumet point à l'excommunication, pour avoir quitté son habit pour un peu de tems par un mauvais motif, parceque, quoique cette action de quitter son habit pour un court espace de tems, soit grave à raison de la malice d'une autre espèce qui y est jointe, c'est-à-dire, à raison de l'action mauvaise pour laquelle il quitte son habit ; néanmoins cette action de quitter son habit considérée comme *téméraire*, rapport sous lequel elle est soumise à la censure, est en matière légère.

„ Je suis de ce dernier sentiment, ajoute Escobar, & j'entends à
„ l'espace d'une heure ce court intervalle de tems. Ainsi un Reli-
„ gieux qui se dépouille de son habit pendant le tems que je viens
„ d'assigner, n'encourt point l'excommunication, le quittât-il pour
„ un mauvais motif, comme pour commettre la fornication ou pour
„ voler, & même pour entrer, sans être connu, dans un lieu de
„ débauche. „

Voilà le texte fidèle d'Escobar, tel que nous l'avons représenté

dans la première Partie de cette Réponse , pag. 201. Sur quoi il faut remarquer 1^o qu'il n'est point question de sçavoir si un Religieux qui vole , qui commet une action honteuse , avec son habit ou sans son habit pèche mortellement. Quand Escobar ne le diroit pas expressement , cela n'est pas douteux. 2^o Qu'il ne met pas non plus en problème , s'il y a péché mortel & excommunication pour un Religieux à quitter *témérairement* l'habit de son état ; puisqu'il décide que oui , sur l'autorité même du droit Canon. 3^o Qu'il examine uniquement si un Religieux qui quitte son habit pour une heure seulement , même à mauvais dessein , pèche grièvement & est sujet à l'excommunication , en cela même qu'il quitte son habit , indépendamment du péché grief qu'il y a dans le motif & l'action qui le portent à le quitter.

La faute d'Escobar n'est point d'avoir traité cette question , puisque beaucoup de Théologiens & de Canonistes lui en ont donné l'exemple , & que la chose est nécessaire pour l'instruction d'un Confesseur ; ni de l'avoir mise en problème , puisqu'il y a un assez grand nombre d'autorités pour & contre ; mais de l'avoir mal décidée , du moins à ce qu'il nous paroît ; car l'Eglise n'a pas encore prononcé sur ce point ; & il ne nous appartient pas de juger ce qu'elle laisse indécis.

Il faut de plus distinguer deux parties dans la décision d'Escobar , l'une où le Religieux quitte son habit , dans une vue criminelle à la vérité , mais sans aucun dessein de cacher ce qu'il est. L'autre , où ce dessein de n'être pas connu , & par-là de pécher plus librement , y entreroit pour quelque chose.

La décision d'Escobar quant à la première partie , est de Sylvestre , *V. Excommunicatio* 9, *casu* 24. n. 53. not. 3. , de Tabia , *v. Excomm.* 5. *casu* 23. qu. 1. n. 2. , de Navarre , *Enchir.* cap. 27. n. 131. , de Passarel , *in Privil. Minim.* cap. 24. , de Sayr , *de Censur.* lib. 3. cap. 33. n. 13. & 14. , de Confectius , *in Privil. mendic.* tit. 13. cap. 14. Voici les paroles de Navarre. *Declaratio tertia ; quod non incurritur (Excommunicatio) ob quamlibet dimissionem temerariam mortiferam , quia non incurritur ob dimissionem , ut expeditius fornicationi indulgeat.* Sylv. v. *Excomm.* 9. *Credens rectè , id quod Paludanus primò facie huic contrarium dicit , intelligi de eo qui relinquit , ut dissimulatus ad fornicandum vadat.*

In. 1. p. To. 1.
dép. 23. sect. 4.
n. 31.

S. Antonin & quelques autres, nommément Suarez & Castro-Palao font d'un sentiment contraire. La raison de Suarez, est que, si on considère l'esprit & la matière de la Loi, il est indifférent pour l'enfreindre, que le Religieux quitte son habit pour un tems plus long ou plus court, dès-là qu'il le quitte *témérairement* : ce qui se trouve certainement dans le cas dont il s'agit ; puisque c'est en particulier pour obvier à de piteux désordres, que la Loi défend au Religieux sous peine d'excommunication de quitter son habit. Nous embrassons volontiers ce sentiment ; mais nous n'osons condamner l'autre.

Part. 3. trait. de
dubité Regul.
Art. 115.

Quant à la seconde partie de la décision, Escobar l'a prise dans Diana, qui s'exprime ainsi. *Ego puto neque Religiosum incurrere in dictam excommunicationem, si habitum dimittat ut eat ad lupanar ad fornicandum, vel ut secreta furetur, statim habitum iterum sumpturus, & si habitum alium ad sic se occultandum eo brevi spatio assumat.* Cette décision est incontestablement plus mauvaise que la précédente ; cependant si on la prend, comme on le doit dans le sens de ces auteurs, qui n'ont jamais eu l'intention d'excuser de péché grief le motif ou l'action en vue de laquelle un Religieux se travestiroit ainsi, il nous semble qu'il y a de l'excès à la taxer d'Irrégion. Du reste nous pouvons assurer qu'aucun autre Jésuite ne l'a soutenue.

de. Entret. de
Cicéron. de d'Ug
tous.

Voici comme le P. Daniel s'explique sur cette matière au nom de sa Compagnie. „ Les Canonistes disent tous que ce Décret, „ comme tous les autres, doit être entendu selon l'intention du „ Législateur, c'est-à-dire, du Pape qui l'a fait ; que cette intention „ est manifeste par ces termes : *Ut periculosa Religiosis evagandi materia subtrahatur*, afin d'ôter aux Religieux l'occasion de courir „ hors de leurs Cloîtres avec danger de se perdre : qu'ainsi un Religieux qui se déguise, & va en cet équipage hors du Monastère „ se promener & se divertir est excommunié ; de sorte qu'à plus forte „ raison un Religieux qui quitteroit son habit pour aller *incognito* „ en des lieux de débauche, encourroit sans doute l'excommunication. “

La huitième assertion roule sur les précautions & les assurances suffisantes pour abattre un Hérétique à la mort. Il y a sur ce sujet six ou sept extraits de Trachala, de Gobat & de Reuter, qui en-

seignent à peu près la même chose sur la manière dont un Prêtre Catholique peut se conduire en cette rencontre. La matière de ces extraits peut se réduire à trois cas.

Premier cas. » Un Luthérien sur le point de mourir fait appeler un Ministre de sa secte. Ses gens amènent un Prêtre Catholique. Celui-ci sans se faire connoître pour ce qu'il est, instruit le moribond de la Foi de l'Eglise Romaine, entend sa Confession, & l'absout. Le fait-il validement ? »

Extr. Lutherique.
Tisch pag. 209.
Deferas à médecin.
Gobat pag. 191.

Trachala répond que oui, & cite Gobat qui est du même sentiment. Leur raison est que ce moribond ayant admis l'instruction Catholique, c'est une marque qu'il n'étoit Hérétique que matériellement : & comme d'ailleurs il n'a manqué ici aucune des conditions requises pour la validité du Sacrement de Pénitence, ils pensent que l'absolution a été valide, & n'a pu être viciée par la fausse opinion du Pénitent, touchant la personne du Confesseur.

Sur quoi j'observe en premier lieu, qu'il s'agit ici d'un Hérétique seulement *matériel*, c'est-à-dire, de celui qui auroit adhéré à une erreur, par exemple au Luthéranisme, par simplicité, par ignorance, à cause des idées fausses qu'il a prises avec l'éducation, étant d'ailleurs actuellement ou habituellement prêt à déposer son erreur, s'il connoissoit la vérité.

J'observe en second lieu, que non seulement les Jésuites, mais les autres Missionnaires, Confesseurs, & Théologiens Allemands, attestent comme un fait certain & dont ils sont assurés par l'expérience, qu'il y a en Allemagne de ces sortes d'Hérétiques matériels.

En troisième lieu, supposé la vérité de ce fait qu'on ne peut nier sans témérité, ces Hérétiques matériels appartiennent, de l'aveu des Théologiens, sinon au *Corps*, du moins à l'*Ame* de l'Eglise Catholique, en supposant qu'ils ont reçu quant à la substance, le Baptême tel que l'administre l'Eglise Catholique. Car par le Baptême ils ont été justifiés, & par conséquent ils ont reçu la Foi surnaturelle nécessaire au salut; après l'avoir reçue, ils ne l'ont jamais perdue, puisqu'on ne la perd que par une adhésion formelle à l'erreur. Ainsi leur erreur n'étant que matérielle, elle n'est point en eux un obstacle à l'Absolution, attendu qu'ils ne sont coupables d'aucun péché d'Hérésie, si d'ailleurs ils ont toutes les dispositions requises, & en

particulier la Foi des vérités qu'il faut croire de nécessité de moyen.

En quatrième lieu, c'est encore un principe reçu de tous les Théologiens, que quand un Pénitent est dans la bonne Foi & dans une ignorance invincible sur des choses dont la connoissance n'est pas nécessaire au salut, & qu'il est plus probable que cette connoissance lui sera nuisible, si on la lui donne, à raison de ses faux préjugés qu'il ne lui est pas libre de déposer, du moins de longtems ; alors le Confesseur peut & souvent doit ne pas donner cette connoissance au Pénitent ; ce qui est d'autant plus vrai dans la question présente, qu'il s'agit d'un fait, dont il n'est pas besoin que le Pénitent soit instruit pour avoir les dispositions requises, & que si on l'en instruisoit, on l'exposeroit à être privé d'un Sacrement nécessaire.

Enfin, il faut bien remarquer qu'il est question ici uniquement d'un moribond, & que la décision ne s'étend pas aux Hérétiques, même matériels, hors du danger de la mort. Or, à la mort ne suffit-il pas absolument pour la validité de l'absolution, que ceux dont ont parle appartiennent à l'ame de l'Eglise, & qu'ils soient d'ailleurs bien disposés ; vû qu'il est impossible alors, comme on le suppose, de les convaincre de la nécessité de renoncer à la profession extérieure d'une secte, à laquelle ils ne tiennent que de nom ? C'est sur quoi nous n'osons prononcer.

D'un autre côté manque-t-il quelque chose au Prêtre Catholique pour leur conférer valablement l'absolution ? Il paroît que non : car 1° l'Hérésie purement matérielle n'est pas réservée au Pape, & ne fait pas encourir l'excommunication. Les Evêques d'Allemagne ne réservent non plus que l'Hérésie formelle. *Si adversatur*, dit Reuter, *santum fuisse Hæreticus materialis, a quovis equidem absolvi potest.* 2° Pour Absoudre à la mort dans un cas de nécessité, tout Prêtre est approuvé, & l'est sans aucune réserve. 3° Pour la réconciliation des Hérétiques à l'Eglise, il y a des Diocèses d'Allemagne, où il n'est pas nécessaire de recourir à l'Evêque, parcequ'il ne l'exige pas : c'est encore Reuter qui nous l'apprend. *An pro admissione Hæresici ad Ecclesiam recurrendum sit ad Episcopum, attendenda est praxis Diocesis* ; & il ne s'agit ici que de l'absolution Sacramentelle, la réconciliation extérieure à l'Eglise étant impossible.

Sur ce qui vient d'être exposé, on a peine à croire que des Théologiens sages & éclairés jugent invalide l'absolution donnée dans le cas présent. Toute la difficulté est donc ici dans le fait : le Confesseur est-il suffisamment autorisé à croire que ce Luthérien est un Hérétique purement matériel ? Ce moribond a admis l'instruction Catholique, en tant qu'elle est opposée aux erreurs de Luther ; d'où il paroît qu'il n'étoit attaché que de nom à la secte, & qu'il n'avoit aucune aversion pour les Dogmes Catholiques, mais seulement pour le nom & la personne des Catholiques. De plus le Prêtre lui a fait produire des actes de Foi, d'Espérance de Charité, & de Contrition, comme Gobat le dit expressément. Peut on après cela trouver le jugement du Confesseur imprudent & précipité ? C'est ce que nous laissons à décider.

Il ne faut pas dissimuler une circonstance qu'ajoute Gobat, sçavoir que le Prêtre Catholique, loin de se faire connoître, donne lieu au moribond de juger qu'il est le Ministre Luthérien qu'il a demandé : *Le Prêtre arrive, dit-il : il fait au malade l'éloge de quelques bonnes qualités de Luther ; parlà il ménage son esprit, & l'instruit de la Foi Catholique.* Cette feinte indirecte, quoiqu'employée à une bonne fin, peut être répréhensible ; mais elle ne change rien au fond de la question, & c'est sur le fond même de la question que nous souhaiterions une décision de gens plus au fait & moins passionnés que le Rédacteur.

Second Cas. Reuter demande ce que doit faire un Prêtre qui apprend qu'un Hérétique est à l'extrémité ?

Il répond que ce Prêtre agira prudemment, si lorsqu'il le pourra, il va voir ce malade, sans se faire connoître pour Prêtre Catholique, & quand même il seroit pris pour un Ministre Protestant. Il veut qu'il fasse faire à cet homme d'abord un acte de Foi en général sur toutes les vérités que Dieu a révélées, puis un acte de Foi en particulier sur les vérités dont la Foi est nécessaire de nécessité de moyen, & des actes d'Espérance, de Contrition, de résignation &c. Ensuite qu'il lui parle seulement des vérités communes aux Catholiques & aux Hérétiques ; enfin qu'il lui demande si, supposé qu'il sçût ne pas croire quelque chose que Dieu a révélé, il voudroit le croire, & s'il le croit effectivement : s'il ne

Extr. Petrus quod
agendum. Reuter
p. 207.
Dissert. hæreticæ
Tisch. p. 210.

voudroit pas quitter sa Religion, s'il la jugeoit différente de celle que J. C. & les Apôtres ont enseignée : s'il ne veut pas faire tout ce qui est nécessaire au salut, se confesser même & recevoir l'absolution, supposé que J. C. l'ait exigé comme une chose nécessaire au salut. Si le moribond consent à tout, continue Reuter, le Prêtre lui fera répéter, comme auparavant, les actes de Foi, d'Espérance, de Contrition parfaite, de bon propos, & de la disposition où il est de faire à ce moment tout ce que J. C. a demandé pour le salut. Enfin il lui fera lever la main ou donner quelque autre signe, pour affirmer qu'il veut accomplir la volonté de Dieu en son entier. Si le malade fait tout cela, le Prêtre, selon Reuter, pourra l'absoudre sous condition, en prononçant la formule sans que le malade le sçache & sans autre signe. Mais s'il disoit, je ne peux pas me décider si je veux mourir Catholique ou Luthérien, on ne pourroit pas l'absoudre.

Trachala décide la même chose d'après Gobat. Leur raison est qu'il n'a rien manqué d'essentiel à la Confession, & que celui dont il s'agit ne paroît être que matériellement Hérétique. Le Confesseur, disent-ils, a bienfait de l'absoudre sous condition, s'il a douté qu'il répondit sincèrement à toutes ses interrogations : autrement il auroit pu l'absoudre d'une manière absolue, s'il n'avoit point de doute positif sur sa sincérité. Ces Auteurs supposent que le moribond étoit connu pour mener d'ailleurs une vie bien réglée & il faut entendre la même chose dans les deux autres Cas.

Trachala finit par cette règle générale. „ L'état des Hérétiques „ moribonds ne permettant point d'avoir avec eux de longues dis- „ putes, il faut les amener au point de vouloir mourir dans la Foi „ qui est la véritable, & que Dieu sçait être telle, & leur donner „ ensuite l'absolution ; parcequ'alors ils font tout ce qui dépend „ d'eux en cette extrémité. Il est même de la prudence du Con- „ fesseur de ne pas leur faire naître en ce moment plusieurs scrupules. “

Quand cette décision mériteroit des reproches, comme nous croyons qu'elle en mérite en effet à quelques égards, il nous paroît qu'on ne peut l'attribuer qu'à un zèle sincère, quoique moins prudent qu'il ne conviendrait, pour le salut de beaucoup d'âmes engagées

engagées dans l'erreur dès leur naissance , & qu'on suppose avoir passé toute leur vie dans une ignorance invincible de la Religion Catholique. Laisser mourir ces personnes sans Sacremens , lorsqu'on croit pouvoir les leur administrer valablement , c'est aller contre l'esprit de l'Eglise , qui ouvre , autant qu'il est en elle , tous ses trésors aux moribonds. Le point est de se conduire par des règles sages & sures dans une circonstance si délicate ; il est certain que ces règles sont difficiles à saisir , & qu'il est aisé d'aller en deçà ou au delà. Il nous semble que les trois Casuistes Allemands ont excédé : mais nous ne voyons pas d'Irréligion dans leur doctrine. Il seroit même à propos , pour en juger d'une manière plus exacte , de sçavoir quelle est sur ce point la pratique la plus usitée en Allemagne , & celle que le plus grand nombre des Evêques autorisent. Si Reuter , Gobat & Trachala s'y sont conformés dans leur décision , on n'a rien à leur reprocher , puisqu'en cette matière c'est principalement sur l'usage approuvé qu'on doit se régler , jusqu'à ce qu'il ait été autrement décidé.

Troisième Cas. Sigebert Luthérien se trouvant à la mort , des Hérétiques & des Catholiques viennent à lui ; les uns & les autres s'efforcent de l'attirer à eux. Lui s'écrie ; Seigneur , dans une affaire de si grande importance je ne puis pas me déterminer : je veux mourir dans la vraie Religion : j'ignore laquelle des deux l'est ; vous le sçavez ; soyez-moi propice , pécheur que je suis ! on demande si le Prêtre Catholique peut lui donner l'absolution.

„ Je réponds affirmativement , dit Trachala , parceque ses paroles „ font voir qu'il n'est pas obstiné dans le Luthéranisme , mais „ qu'il est seulement Hérétique matériel. Car il ne manque rien „ à sa Confession , qui bien qu'elle ne soit pas entière matériel- „ lement , l'est formellement. Si néanmoins Sigebert n'avoit pas „ ajouré à sa protestation ces paroles du Publicain ; *Seigneur , „ soyez-moi propice , pécheur que je suis* , il eût été incapable d'absolu- „ tion , selon Gobat. “ Gobat le dit en effet , & il se fonde sur ce que dans tout le reste de la protestation , il n'y a rien qui montre que le moribond ait une vraie douleur de ses péchés. Du reste Gobat ne décide pas sur l'absolution aussi affirmativement que Trachala : *Videtur potuisse absolvi* , dit-il. Cependant pour dire

Suite de la III. Partie.

M

ERR. Sigebert.
Trach. pag. 210.
Præf. morib.
sur. Gobat. pag.
191.

ici notre pensée , les preuves que Sigebert ne fût qu'Hérétique matériel nous paroissent insuffisantes. On peut avoir été pendant la vie Héretique formel & même opiniâtre , & se trouver à la mort dans les mêmes perplexités. Ainsi sur une pareille disposition , un Prêtre auroit tort de risquer l'absolution.

Ce seroit le lieu de parler des PP. Hardouin, Berruyer & Pichon, placés par le Rédacteur sous l'Irréligion. Mais que veut-il que nous en disions ? il se contente de mettre en titre leurs noms , & de rapporter sous ces noms les titres des Mandemens & des Instructions Pastorales , par lesquelles plusieurs Evêques ont censuré leurs ouvrages , sans en citer aucune assertion. Nous nous bornerons donc ici à dire que ces trois auteurs , les deux premiers sur-tout, ont enseigné des choses très-condamnables , que notre Compagnie les a condamnés & les condamne , qu'elle a pris toutes les mesures pour empêcher ou pour réparer le mal , qu'elle est prête à souscrire à toute censure légitime qui sera faite de leurs écrits , & que quelque tort qu'ayent pu avoir ces auteurs , il y auroit de l'injustice à l'en rendre responsable , & encore plus à lui attribuer leurs sentimens erronnés. La nature de cette Réponse , qui ne comporte point de grands détails sur des faits , ne nous permet pas d'en dire ici davantage. On aura peut-être occasion de donner ailleurs plus d'étendue à ce qu'on vient de dire.



CHAPITRE IV.

Extraits qu'on ne doit point qualifier du nom d'assertions.

IL y en a seize de cette nature ; dont sept n'énoncent proprement aucun enseignement des auteurs auxquels ils appartiennent : & les neuf autres ne sont gueres que des explications de faits , d'où il ne résulte rien contre la Foi , ni contre les mœurs.

ARTICLE PREMIER.

Extraits qui n'énoncent proprement aucun enseignement des Auteurs.

Cardenas dit qu'Alexandre VII a condamné la proposition, qui assure qu'en aucun tems de la vie, on n'est tenu à produire un acte de Foi, par la force même du précepte appartenant à la vertu de la Foi; qu'Innocent XI a été plus loin, & a censuré la proposition, qui affirme que c'est assez de faire un seul acte de Foi dans sa vie. Il ajoute que, pour l'intelligence de la manière, il faut remarquer que l'obligation de produire l'acte de Foi peut venir de deux sources, ou de la force même du précepte affirmatif de la Foi, ou de la force des autres préceptes qu'on ne peut accomplir, à moins qu'un acte de Foi ne précède. Il conclut de là que la doctrine de Suarez n'est pas comprise dans la censure de ces deux propositions; parceque Suarez désigne expressément quatre tems, où le précepte de la Foi oblige par lui-même & d'une manière urgente. Jamais conclusion ne fut plus évidente, & c'est uniquement ce que prétend Cardenas, qui d'ailleurs ne donne aucune approbation à la doctrine de Suarez.

Ecrit. Alexandre VII. & les autres suivans. pag. 192. 193.

Il y a plus : Cardenas ne dit pas seulement, que Suarez marque quatre tems où le précepte de la Foi oblige par lui-même; il dit encore que Suarez enseigne qu'en vertu des autres préceptes l'homme est obligé de faire fréquemment des actes de Foi dans sa vie, parceque les actes de Religion, de Charité ou d'Espérance qu'il est tenu de produire, sont accompagnés régulièrement parlant de l'exercice de la Foi.

Caussin, dans deux extraits, venge Suarez & Bauny des calomnies de M. Arnauld dans la *Théologie morale des Jésuites*. Arnauld accusoit Suarez d'avoir dit qu'un homme étant en péché mortel, peut faire cet acte positif & formel, sans aucun péché, même véniel; *Je ne veux pas maintenant me convertir à Dieu.*

Extraits. Cette proposition. pag. 178. Voilà une des plus blâmes.

La Réponse de Caussin se réduit à ceci; que jamais aucun Jésuite n'a nié qu'il ne fut très-salutaire de se convertir à Dieu à

toute heure ; mais que la question est de sçavoir, si un homme qui est tombé en péché mortel, & qui cesse de pécher, pèche néanmoins mortellement & par de nouveaux péchés, toutes les fois qu'il diffère à se confesser & à se convertir : que s'il n'y a point d'obligation à tout cela, ce n'est pas un péché de dire qu'on ne veut pas faire présentement, ce qu'on n'est pas obligé de faire présentement, n'y ayant danger de mort, ni autre raison extraordinaire qui l'exige ; mais qu'on veut prendre sa commodité pour s'acquitter de ce devoir avec plus de perfection.

In. 1. p. To. 4.
disp. 13. sect. 1.
n. 16. 17. 18.

Le sens de la Réponse de Caussin, & la fausseté de l'imputation faite par M. Arnauld, paroitra encore mieux par l'exposition du sentiment de Suarez. Suarez demande si le précepte de la Contrition oblige *aussitôt* qu'on est tombé dans le péché mortel, en sorte qu'on ne puisse différer d'un moment, de le faire, ou du moins à la première occasion qui se présente, sans commettre un nouveau péché. Il embrasse l'affirmative avec S. Thomas, contre S. Bonaventure qui paroît être du sentiment contraire.

En répondant aux difficultés, il convient d'abord que *vouloir directement & positivement la privation de la grace, ou l'état d'inimitié avec Dieu, est un péché mortel*. Voilà à très-peu près la contradiction de la proposition que lui prête M. Arnauld. Mais reprend Suarez, il ne suit pas delà qu'on soit obligé à faire l'acte de Contrition aussi-tôt après le péché ; parceque la volonté peut vouloir du moins indirectement ne pas faire l'acte de Contrition pour le moment présent, & en même tems ne pas vouloir directement & positivement demeurer dans l'inimitié de Dieu.

Il suppose ensuite un pécheur qui veut directement ne point s'exciter à la Contrition, en bornant cette volonté au moment présent ; & il décide que cette volonté ainsi limitée au tems présent, où le précepte n'oblige pas encore, comme on le suppose, n'est pas un péché, à considérer la chose en soi précisément, & par rapport à son objet ; parceque, quoique la Contrition soit une chose intrinsèquement bonne, cependant ne l'avoir pas n'est une chose intrinsèquement mauvaise, que lorsqu'on est obligé de l'avoir. Il convient néanmoins qu'un pareil acte sera presque toujours *par accident*, un péché véniel, parcequ'il est rare qu'on puisse avoir,

en le faisant , quelque fin honnête , quoique cela ne soit pas impossible.

Enfin voici deux Cas , où il excuse un tel acte de tout péché.
 „ Quelqu'un , pour le moment présent , peut être dans l'obligation de s'acquitter de quelques autres actions de vertu ; & pour
 „ y vacquer avec plus de soin & d'attention , il peut vouloir ne
 „ pas s'occuper actuellement du devoir que lui impose la vertu
 „ de Pénitence. De même , quelqu'un pourroit se sentir actuellement
 „ ment peu disposé à produire un acte de Contrition pour lors ,
 „ quoi qu'on suppose qu'il ne veuille pas directement au moment
 „ présent , faire ses efforts pour s'exciter à la Contrition , mais
 „ qu'il veuille lire quelque livre , ou consulter quelqu'homme de
 „ bien , qui l'aide & le dispose peu à peu à la Contrition , il ne
 „ commettra en cela aucun péché.

De cet exposé , il résulte qu'Arnauld a calomnié Suarez , & le Rédacteur en même tems Suarez & Caussin.

Pour l'autre passage , où Caussin prouve par le texte même de Bauny qu'on l'a calomnié , le Lecteur est prié de recourir au volume des Falsifications , pag. 197. Il y verra que Bauny n'enseigne nullement ce qu'on lui attribue , & que le texte de Caussin qui le justifie sur ce point , est falsifié. A l'égard de ce dernier , s'il est coupable d'Irréligion pour avoir repoussé de fausses accusations intentées à ses Confreres , il est facile de juger des reproches auxquels nous devons nous-mêmes nous attendre.

Moya est sur-tout celui auquel le Rédacteur s'est plu à attribuer ce qu'il n'enseigne pas. Tous les Extraits qu'on lit de lui dans le Recueil , tendent à ce but. On le cite sous l'Irréligion , comme ayant dit , d'après Laymann , que la Foi explicite des Mysteres de l'Incarnation & de la Trinité n'est pas un moyen nécessaire au salut. On donne de plus cette proposition comme tirée d'un Traité de la Foi composé par Moya. Tout cela n'est qu'un tissu d'impostures.
 Car en premier lieu , comme on l'a montré ailleurs , c'est Escalaps qui reproche à Laymann d'avoir enseigné la proposition susdite ; & Moya met cette proposition en titre , comme étant l'imputation d'Escalaps. 2.^o Laymann n'a avancé ce sentiment que comme probable , au lieu que dans l'énoncé d'Escalaps , il paroît

Extra. *Idem* suppl.
tota. pag. 184.

Voy. To. 1. pag.
204.

70 2. 100. 1.
4. 2 5 2. 5.

l'enseigner comme certaine. Voici les paroles de Laymann : *Contraria tamen sententia, quod explicita fides de SS. Trinitate & Incarnatione Christi, neque post factam Evangelii promulgationem, necessaria sit necessitate medii seu ad veram justificationem, seu ad gloriam aeternam consequendam, non minus probabiliter & facile defendi posse videtur.* Le Rédacteur a lu ce texte ; car Moya le cite. 3^e Moya se propose uniquement de montrer que cet enseignement n'est point particulier à Laymann, ni aux Jésuites ; & il le prouve par les textes de quantité d'auteurs étrangers à la Société : mais il ne prend lui-même aucun parti, comme il s'en étoit déclaré dès sa préface. *Presentis instituti non est propriam sententiam proferre.*

Il est vrai que dans l'Extrait il paroît être du sentiment de Jean de la Cruz Dominicain qui tient que la Foi explicite de l'Incarnation & de la Trinité n'est pas nécessaire de nécessité de moyen. *Ex quibus patet cum sodalibus sentire (Joan. de la Cruz) fidem explicitam Mysteriorum Trinitatis & Incarnationis, non esse necessariam ad salutem necessitate medii.... ET QUIDEM MERITO.* Mais dans le texte de Moya, ces paroles *ET QUIDEM MERITO*, ne tombent pas sur le sentiment de Jean de la Cruz : elles suivent immédiatement cette phrase que le Rédacteur a supprimée. *Dicunt esse probabilem Diana & Laymann, tenent que alii sapientissimi Magistri : & quidem merito.* La différence est grande, comme l'on voit. Moya dit que Diana, Laymann & d'autres tiennent avec raison ce sentiment comme probable ; & on lui fait dire que Jean de la Cruz a raison de l'enseigner purement & simplement, sans distinction de probable ni de certain. C'est une nouvelle falsification qu'on n'a point remarquée en son lieu : falsification d'autant plus marquée, qu'il paroît par la suite du texte, que Moya incline davantage vers le sentiment opposé qu'il prouve être de S. Thomas.

4^e Enfin la proposition n'est point tirée d'un Traité de la Foi qu'ait composé Moya ; mais afin de mettre quelque ordre dans une quantité de propositions qu'Esclapès reprochoit aux Jésuites, il les a rangées chacune sous le titre du Traité auquel elles appartiennent.

EXET. Præter Purgatorium. pag. 114.

Les mêmes falsifications & de plus grandes encore se trouvent dans un autre Extrait, où l'on attribue à Moya & à Bellarmin,

touchant un Purgatoire différent de celui que nous croyons par la Foi, deux propositions qu'ils n'enseignent ni l'un ni l'autre, & même qu'ils rejettent. On en peut voir la preuve à la page 206 du premier volume de cette Réponse.

Le long morceau que le Rédacteur rapporte sous le nom du Pere Ghezzi, ne sert qu'à prouver sa passion de décrier les Jésuites, sans aucun discernement. Ce Pere avoit composé un Livre sur les *Principes de la Philosophie morale*, où il lui étoit échappé des expressions & des propositions, que la Congrégation de l'Indice jugea devoir être corrigées : en conséquence il présenta une déclaration contre son propre Livre, qui fut acceptée & approuvée par la Congrégation. Voici le précis des articles inculpés dans le Recueil.

ERR. Nello stesso
avve le altre
sulle p. 201,
202 & 204.

Dans l'article II, Ghezzi parle d'une expression & d'une comparaison dont il s'étoit servi au sujet de la concupiscence ; il déclare qu'il n'a pas eu intention de s'écarter de l'enseignement de S. Augustin, & du Concile de Trente. Il explique en quel sens il a parlé, & il convient que cette comparaison absolument prise n'est point & ne peut être propre & exactement juste. Voyez ce qui a été dit sur cette article dans la seconde Partie, pag. 24.

Dans l'article VII, il convient que ce seroit irrévérence & témérité, d'avancer que les Saints Peres ont enseigné des opinions contraires, ou aux premiers principes ou aux conséquences prochaines & immédiates des premiers principes du droit naturel. « Mais, ajoute-t-il, quant aux conséquences éloignées qui se tirent du droit naturel, comme il y en a où l'ignorance invincible peut avoir lieu, c'est de celle-là que j'ai entendu parler dans mon livre, à l'endroit cité ci-dessus, & c'est en ce sens que je désire qu'il soit expliqué & entendu par quiconque le lira. »

Dans l'article VIII, il dit qu', en assurant que Dieu est la vraie forme & la véritable ame du monde, il n'a entendu dire autre chose, sinon que Dieu est la cause universelle, efficiente, infinie, laquelle par sa présence intime, par son immensité, par son concours immédiat, donne proprement & véritablement à toutes choses l'être, le mouvement & la vie. Néanmoins, pour-
« suit-il, comme je me suis exprimé d'une façon confuse & obscu-

« re, je rétracte & rejette toute expression qui pourroit paroître favorable au Système des Stoiciens, réprouvé par la Religion Catholique. »

Enfin dans l'article X, au sujet de ce qu'il avoit dit sur l'autorité des Peres, comparée avec celle des Casuistes des derniers siècles, pour les matieres de Morale; « Je ne voudrois pas, dit-il, qu'on en inférât que j'ai des sentimens peu respectueux pour les Peres & pour les Théologiens de l'antiquité. Je pense & déclare que s'il est question de comparer l'autorité, celle des Peres doit être absolument préférée à celle des Casuistes ou Sommisses de notre siècle; & il me semble que je m'en suis ainsi exprimé à la page 963. » Il ajoute que, quand il renvoye aux Docteurs modernes pour s'instruire, ce n'est que sur les questions que les Peres ou les anciens n'ont pas eu lieu de traiter, ou dans lesquelles les Loix Ecclesiastiques ont introduit du changement; que c'est en cela qu'il faut consulter les Docteurs modernes, & que c'est seulement en ce sens qu'il leur accorde quelque sorte de préférence sur les anciens. Voyez encore sur cet article la seconde Partie de cette Réponse, page 92.

Qu'est-ce que le Rédacteur s'est proposé de prouver ici? que Ghezzi a pu se tromper, & s'est trompé en effet? C'est l'appanage de l'humanité: que Ghezzi s'est rétracté avec docilité? C'est un éloge: que sa rétractation est insuffisante? Ce n'est plus à Ghezzi que s'adresse ce reproche, mais à la Congrégation qui a accepté & approuvé cette rétractation, de la netteté, de la simplicité & de la justesse de laquelle on fait juge tout homme instruit & équitable. Quelle vue a donc pu avoir le Rédacteur? probablement celles qu'on a exposées dans la seconde Partie aux endroits indiqués.

Mais que dire d'un Extrait, où sous le nom d'Alagona, on accuse d'Irréligion S. Thomas lui-même? Ce Jésuite a fait un abrégé de la Somme du S. Docteur; par la nature de son ouvrage, il est obligé d'en représenter la Doctrine telle qu'elle est, sans y rien changer; il a rempli son plan, & parcequ'il y a un texte où S. Thomas dit que l'ordre de Dieu rendroit permise une action, qui hors de là seroit un homicide, un vol, une fornication véritable; parceque Dieu étant le maître de la vie, de la mort & de toutes choses

choses, c'est toujours un devoir d'accomplir ce qu'il ordonne ; Alagona qui a resserré en peu de mots ce qu'on lit plus au long dans le Docteur Angélique, se voit flétri, & avec lui tout son Corps pour cette seule raison. Je ne demande pas ici où est la justice ; mais où est le respect que tout dénonciateur doit aux Juges & au Public.

A R T I C L E I I.

Extraits qui ne contiennent que des faits, d'où il ne résulte rien contre la Foi, ni contre les mœurs.

CAsnédi a dit qu'en appeller aux anciens Peres sur une matiere qu'ils n'ont pas traitée, & abandonner ceux qui l'ont traitée, c'est chercher les ténèbres, & abandonner la lumière. Il ajoure qu'il y a plusieurs questions, sur lesquelles on ne voit pas un seul mot dans les Saints Peres ; il en donne des exemples ; & il conclut qu'en ces sortes de questions qui n'ont pas été agitées par les anciens, & qui le sont par les modernes, il faut préférer ceux-ci ; de même qu'on préfère S. Jérôme à S. Augustin, dans une matiere que S. Augustin ne traite pas ; & réciproquement ; sans manquer en cela au respect dû à l'un & à l'autre. La vérité de ces réflexions est si palpable, que ce seroit faire injure au Lecteur d'y donner aucun développement.

Extr. App. 8^{me}.
Pag. 194.
Add. places, ibid.

Il en faut dire autant du premier Extrait de Francolini, dont le but est de montrer que, quoique les Peres soient infiniment préférables aux Théologiens modernes, & que S. Augustin vaille mieux lui seul que mille Suarez ; néanmoins les modernes ont aussi leur utilité, & ne sont pas aussi méprisables, que les Novateurs affectent de le dire ; il suffit d'avoir lu cet Extrait dans le premier volume de cette Réponse, avec le supplément qu'on y a donné, pour juger qu'il n'a aucun besoin de justification.

Extr. Emmer
jam. pag. 191.

Pag. 207, 208,
209.

Le second Extrait du même Auteur, contient des choses trop mortifiantes pour le Rédacteur & pour son Parti, pour qu'il fut oublié dans le Recueil. Francolini dir que c'est le propre des Novateurs, tels que Wicleff, Calvin, Baïus & Jansénius, de citer sans

Extr. Patres sem
per, ibid.

Suite de la 111. Partie.

N

cesse les Peres & les seuls Peres, de les opposer même aux décisions de l'Eglise, de se glorifier que S. Augustin est pour eux, & qu'ils ont en lui un garant infallible de la vérité de leur doctrine; de prendre à la lettre bien des expressions des Peres, qui ont besoin d'explication & d'adoucisement; & que c'est ce qui a jetté dans l'erreur une infinité d'Hérétiques. Voyez encore ce qu'on a dit sur cet Extrait dans la premiere Partie, pag. 209 & suivantes, & dans la seconde Partie, page 94 & 96, sur les raisons qui ont porté le Rédacteur à denoncer ces Extraits de Francolini & de Casnédi.

Extra. de l'Ess. sur
l'innocence, p. 179.

C'est encore la même querelle qu'il fait au P. Jean Adam. Ce Jésuite se propose de montrer contre Calvin, qui abusoit des textes de S. Augustin pour combattre le libre arbitre, que ce saint Docteur s'est laissé emporter à la chaleur de la dispute contre les Pélagiens, & qu'il est allé un peu plus loin qu'il ne prétendoit. Nous renvoyons le Lecteur à son texte, que nous avons représenté ailleurs en entier.

To. 1. p. 172.
179.

Il est bon néanmoins de montrer en peu de mots, qu'il n'est pas le seul qui ait ainsi parlé de S. Augustin. Cajétan dit de ce saint Docteur que, tandis qu'il employe toute la force de son génie & de ses expressions pour la défense de la grace divine, il paroît tomber dans un autre précipice, & accorder quelquefois au libre arbitre, moins qu'il ne lui est dû. *Dum toto spiritu & verborum ardore pro defensione divina gratie pugnat . . . in alteram quasi forcem delibet videtur, minusque interdum tribuere quam par sit libera hominis voluntati.* Gênébrard Archevêque d'Aix, dans une Epître à Charles IX mise à la tête des œuvres d'Origene, dit que S. Augustin n'est pas quelquefois assez favorable à la liberté, lorsqu'il attaque les Pélagiens: *Augustinus fuit iniquior interdum libero arbitrio, dum Pelagianos habet in precinctu.* Celui, dit S. Bonaventure, qui veut passer d'un des extrêmes au milieu, doit, pour ainsi dire, s'approcher de l'autre extrémité, comme l'enseigne le Philosophe. C'est ce qu'a fait S. Augustin pour extirper l'hérésie. *Qui vult ab uno extremorum pervenire ad medium, quasi debet declinare ad aliud extremum, sicut docet Philosophus. Sic etiam B. Augustinus, ut heresim extirparet.* Enfin S. Thomas dit que, quand S. Augustin a parlé de la peine des enfans morts sans Baptême, il ne faut pas

p. 27. 70. art.
3. § 2. de de.

In. 1. de de. 13.
u. 1. 3. qu. 1. ad
1.

prendre ses paroles dans le sens étroit qu'elles présentent : *Est largè accipiendum, ut ponatur species pro genere. Ideò autem Sancti tali modo loquendi nisi sunt, ut detestabilem redderent errorem Pelagianorum.* De ma'o. qu. 5.
art. 2.

Le P. Adam cite toutes ces autorités, & beaucoup d'autres que j'omets ; il n'est même aucun Controversiste, aucun Théologien Catholique qui n'établisse le même principe, quand il s'agit de répondre aux Hérétiques sur les passages de S. Augustin dont ils abusent, & qui ne soutienne qu'il faut les ramener au sens Catholique, par des explications plus précises que S. Augustin lui-même fournit. Au reste ce Jésuite ne prétend nullement que le Docteur de la grace ait mal pensé dans les endroits même qui ont besoin d'une interprétation favorable. Il prétend au contraire que les Calvinistes s'attachent opiniâtrément à la lettre qui tue, pour s'éloigner du sens qui anime & de l'esprit qui vivifie, & cela contre S. Augustin même, & contre le torrent des plus illustres Docteurs, qui n'ont jamais abandonné ou adouci la rigueur de ses termes, que pour suivre la modération de ses sentimens.

Si Adam n'attaquoit ici que Calvin & les Calvinistes, le Rédacteur lui auroit fait grace sans doute : mais il attaque en même tems Jansenius, & les prétendus Disciples de S. Augustin, qui ferment depuis si long-tems l'oreille aux décisions de l'Eglise, & s'en tiennent non au vrai sens de S. Augustin, mais à celui qu'ils lui prêtent. Comment le Rédacteur, étant aussi zélé qu'il l'est pour les intérêts du parti, lui auroit-il pardonné de porter à sa Secte le coup mortel.

Il ne reste plus que trois extraits tirés de l'*Imago primi saculì*, qui ont été suffisamment justifiés dans la première Partie, pages 194, 195, 196. Il faut seulement dire encore un mot d'une Estampe, ou plutôt d'un Emblème qui représente la Communion générale. „ L'Estampe, dir le Rédacteur, représente un monstre qui vomit „ des flammes, le Chien Cerbere avec ses trois têtes qui écoute „ attentivement Orphée qui joue de la Lyre, & qui retire d:s „ Enfers son épouse Eurydice. Au bas de l'Estampe, continue le „ Rédacteur, on lit :

*Si potuit manes arcessere conjugi Orpheus
Threiciâ fretus citharâ fidibusque canoris.*

Et cette Anagramme, *Cithara Jesu Eucharistia.*

Dans cet Emblème qui ne peut être que la production de quelque jeune Régent, il y a sans doute du mauvais goût, à cause du mélange inlécent qu'on y fait du Sacré & du Profane. Sannazar est tombé dans le même défaut dans son Poème de *Partu Virginis*; & la même faute est arrivée à une infinité d'autres Poètes. Mais une accusation de mauvais gout & une accusation d'Irréligion sont deux choses. Nous convenons que la première a sa place ici : mais nous nous récrions contre la seconde avec tout ce qu'il y a de gens sensés. Car enfin, qu'à voulu dire l'Auteur de cet emblème : qu'une Communion bien faite, & précédée de toutes les dispositions requises, retiendroit une ame de l'Enter, c'est à-dire, l'empêchoit d'y tomber en l'éloignant du péché. Voilà le sens de l'emblème, & sur quoi il faut juger de la Religion de l'Auteur, comme il faut juger de son goût sur sa plate & indécente allusion, & sa mauvaise Anagramme.

Présentement pour apprécier en deux mots l'accusation intentée sous ce titre contre une quarantaine d'Auteurs Jésuites, il résulte de la discussion des Assertions, qu'il n'y en a que huit qui ne soient pas d'une doctrine saine, ou assez autorisée, & que parmi ces huit, cinq seulement rentrent dans des propositions condamnées par les Papes & le Clergé de France; il résulte encore que les Auteurs qui les ont soutenues, ont écrit avant les condamnations; qu'il n'y a aucun fondement légitime d'accuser leur intention; qu'au contraire, tout porte à juger qu'ils se sont trompés de bonne foi; & qu'enfin la faute de ces Ecrivains ne rejaillit point sur le Corps de leur Compagnie, dont l'esprit réproouve toute doctrine relâchée, & dont les Théologiens les plus célèbres & en plus grand nombre, ont constamment enseigné les sentimens contraires.





I D O L A T R I E.

CET article est un des plus longs, de tout le Recueil, puisqu'il occupe 76 pages ; c'est en même tems un des moins remplis ; car il ne contient que trois ou quatre assertions de Jésuites, qui ne paroissent prouver quelque chose, qu'au moyen des suppressions & des falsifications mises en œuvre par le Rédacteur. Le reste n'est qu'un amas de différentes pièces citées sans choix, sans équité, dans la seule vuë de faire illusion à ceux qui mesurent la force & le nombre des preuves sur le nombre des pages, & incapables d'opérer aucune conviction sur quiconque lit, & entend ce qu'il lit.

Si nous n'écrivions que pour cette dernière sorte de Lecteurs, nous n'aurions rien à ajouter à ce qui a été dit sur cette matière dans la première partie de cette Réponse. Mais comme l'accusation présente est sans contredit la plus grave de toutes, & que tout Chrétien, à plus forte raison tout Catholique, tout Religieux, à plus forte raison encore, tout un Corps de Religieux, destinés par état à la propagation de la Foi & à la destruction de l'Idolatrie, a besoin d'une réputation nette & au-dessus de tout soupçon sur un article si important, nous allons montrer aussi brièvement qu'il sera possible, qu'aucune des pièces alléguées par le Rédacteur, & qui occupent la septième partie de sa collection, ne prouve absolument rien ni directement ni indirectement de ce qu'il impute aux Jésuites, 1^o touchant l'Idolatrie en général, 2^o touchant l'Idolatrie Chinoise, 3^o touchant l'Idolatrie Malabar. Qu'on ne s'imagine pas au reste que nous soyons fort inquiets de ce que le Public pense de nous sur ce point : nous sommes bien persuadés que le Rédacteur ne l'accoutumera jamais à nous regarder comme des Docteurs ou des fauteurs de l'Idolatrie. Nous ne prétendons pas non plus tirer vanité de notre parfaite innocence à cet égard ; c'est peu de chose pour des Religieux, d'être

à l'abri de tout reproche sur un crime de la nature de celui-ci. Mais notre but est de forcer nos adversaires eux-mêmes à convenir du peu de fondement d'une si atroce imputation ; & notre unique délit est que la confusion qu'ils se font si justement attirée, leur soit salutaire.

CHAPITRE PREMIER.

De l'Idolatrie en général.

Toute cette accusation ne porte que sur deux extraits, l'un de Vasquez, l'autre de Fagundez.

Ess. *Proter fecu*
tertia, pag. 211.
212, 213.

La question que se propose Vasquez est de sçavoir, s'il y a une manière légitime & exempte de superstition, dont on puisse honorer d'un culte religieux des créatures même inanimées & dépourvues de raison, & qui ne sont pas spécialement consacrées, & exposées à la vénération publique, comme le sont les Croix, les Images, les Reliques &c. Il répond qu'à prendre la chose en soi, & pourvu qu'on évite tout danger de scandale, on peut par un seul & même acte adorer Dieu, & une créature quelconque, en tant qu'elle représente Dieu, qu'elle nous rappelle la présence, les divers attributs & les bienfaits de Dieu.

Pour bien entendre le sens de l'Affertion de Vasquez, il faut remarquer 1^o, que le mot *Adoratio* dont se sert Vasquez, a en latin une signification plus étendue, que le terme *Adoration* en notre langue : que l'expression françoise est consacrée, pour signifier le culte de Latrie qui n'est dû qu'à Dieu, ou du moins que c'est ainsi qu'on l'entend vulgairement : au lieu que l'expression latine s'étend non seulement à tout culte religieux, rendu soit à Dieu, soit aux Saints, aux Reliques, aux Images &c. mais encore à de certaines marques extérieures de respect rendues aux personnes constituées en dignité, ou que nous voulons honorer. Et c'est ainsi que Vasquez l'entend, comme il le déclare en plusieurs endroits de son Traité.

2^o Que l'Adoration prise dans cette dernière acception, dit

deux choses, une action extérieure, comme de s'incliner, de baiser respectueusement &c, & des sentimens intérieurs, qui accompagnent l'action extérieure, sans quoi ce ne seroit qu'une vaine grimace ou une dérision : que l'acte extérieur est le *matériel* de l'Adoration, & qu'il est commun à toute espèce d'Adoration ; c'est ainsi que l'on encense le Saint Sacrement, les Reliques des Saints, le Prêtre qui officie, le Clergé qui l'assiste, les Laïques même : que les sentimens intérieurs en sont le *formel* ; & que ce sont ces sentimens qui caractérisent l'acte d'Adoration, qui en font tantôt un culte de Latrerie, tantôt un culte de Dulie, tantôt une simple marque d'honneur & de respect.

3° Que dans le culte religieux qu'on rend, par exemple, aux Images, l'action extérieure se termine à l'Image, de manière cependant qu'elle se rapporte au Saint qu'on honore dans l'Image, & que les sentimens intérieurs se rapportent uniquement au Saint, & ultérieurement à Dieu, qui est la sainteté par excellence, & le principe de toute la sainteté de ses créatures.

Cela posé, le sentiment de Vasquez est fort aisé à entendre. Comme Dieu est présent dans toutes ses créatures & que chacune d'elles nous rappelle quelque-une de ses perfections, il dit qu'à ne considérer que la nature de la chose, *ex natura rei*, & pourvu qu'il n'y ait aucun danger accidentel, *secluso periculo*, on peut adorer Dieu dans toute créature même inanimée & incapable de raison, de manière que l'acte extérieur d'Adoration, comme de se découvrir, de s'incliner, de fléchir les genoux, ait pour objet immédiat la créature, & que les sentimens intérieurs de respect, de dévouement, d'amour, de reconnaissance, se rapportent à Dieu seul. Or il est évident que dans cette pratique il n'y a rien en soi de superstitieux, ni d'idolatrique : rien d'idolatrique, puisque tout se termine au seul vrai Dieu ; rien qui ressemblé la superstition, à moins qu'il ne s'y en mêle par le fait de ceux qui en usent.

Aussi Vasquez va-t-il au-devant de tous les abus qu'elle pourroit produire. Il déclare & répète plusieurs fois, qu'en usant de cette pratique, on doit éviter tout danger de superstition, *secluso periculo* : il n'en permet l'usage qu'en particulier, pour ne point causer de scandale aux foibles, & à ceux qui ne seroient point instruits.

De Ador. lib. 3.
disp. 1. cap. 2.
n. 41.

Ibid.

Ibid.

Expos. in Psalm.
91.

Ibid. n. 10.

de la pureté de nos intentions: *Cum adorare res inanissimas, specimen habeat superstitionis, non debet id publice fieri.* Il exige comme une condition essentielle, que les choses auxquelles on rendra ces marques extérieures de respect, soient telles que rien n'empêche de les unir par la pensée avec Dieu ou avec les Saints; *si eos cum rebus illis cogitatione nostra possimus conjungere.* Enfin il ne veut pas qu'on propose à la vénération publique d'autres choses, que celles qui sont saintes par leur destination, & propres à élever à Dieu l'esprit & le cœur des personnes grossières & ignorantes; ce qu'on ne pourroit faire sans danger à l'égard des créatures ordinaires: *Effet enim multis manifesta causa periculi; neque enim ita facile in aliis omnibus rebus ignorantes & rudes possunt Deum apprehendere, sicut in imagine & in aliis rebus sacris, quæ in Dei cultum constituta sunt.*

Les autorités dont Vasquez appuie son opinion, sont 1^o celle de S. Augustin, dont voici les paroles: " Dieu lui-même parlant
" de ce qui doit rendre la terre recommandable à nos yeux, a dit:
" *C'est l'esprit qui vivifie, & la chair ne sert de rien*: c'est pourquoi
" lorsque vous vous inclinez vers la terre; & que vous vous prof-
" tenez en quelque lieu que ce soit, ne la regardez point comme
" de la terre, mais ayez en vue le Dieu Saint, des pieds duquel
" la terre est l'escabeau que vous adorez; car c'est à cause de
" Dieu que vous l'adorez: & par cette raison il ajoute ici: *Adorez*
" *l'escabeau de ses pieds parce qu'il est saint. Idè & ad terram quamlibet*
" *cum te inclinas atque prosterneis, non quasi terram intuearis, sed illum*
" *Sanctum, cujus pedum scabellum est quod adoras: propter ipsum enim*
" *adoras. Idè & hic subjecit: Adorate scabellum pedum ejus, quoniam*
" *Sanctum est.* " D'où Vasquez conclut que tout fidèle considérant
en soi-même que cette terre sur laquelle nous marchons, est
l'escabeau des pieds du Seigneur, peut s'incliner & se prosterner
à terre, enforte néanmoins que son esprit & son affection se porte
vers Dieu.

La seconde autorité est celle de S. Léon le grand, qui blâme la coutume qu'avoient les fidèles de son tems, de s'incliner vers le Soleil levant, avant que d'entrer dans la Basilique de S. Pierre, non qu'il crût cette pratique mauvaise de soi; mais parceque l'exemple des Chrétiens pouvoit être pour les Payens nouvelle-
ment

ment convertis, une raison de conserver cet usage, qui dans l'esprit du Paganisme étoit infecté de superstition : *Quia etsi quidam foris Creatorem potius pulchri luminis, quam ipsum lumen quod est creatura venerantur; abstinendum tamen est ab ipsâ hujusmodi specie officii, quam cum in nostris invenit qui Deorum cultum relinquit, nonne hanc secum partem opinionis vetusta tanquam probabilem retentabit, quam Christianus & impius viderit esse communem.* C'est dans le même esprit que S. Léon, que Vasquez, qui ctoit cette pratique exempte en soi de superstition, ne veut pas qu'on en use en public.

Serm. 7. de Nativ. Domini.

La troisième autorité est celle de Léonce cité dans le septième Concile œcumenique contre les Iconoclastes. Nous avons rapporté son texte tout au long dans la première partie de cette Réponse.

V. Falsif. pag. 211.

Vasquez fait encore valoir deux preuves tirées, l'une du culte des Images & des Reliques, l'autre de la nature du jurement. Je les rapporterai ici, parcequ'elles montrent de plus en plus combien Vasquez est éloigné d'enseigner rien qui favorise l'Idolatrie.

„ Si nous rendons, dit-il, des honneurs légitimes à une peinture, qui est sans raison & sans vie, parceque nous l'unissons par l'esprit à l'exemplaire qu'elle représente : bien plus, si nous faisons la même chose à l'égard des habits du Roi, quoique séparés de sa personne, & que nous lui unissons par la pensée : de même que Jacob en baisant la Robe de son fils Joseph, honoroit par-là Joseph & lui témoignoit son amour ; qui nous empêche pareillement d'unir par la pensée quelque créature que ce soit avec Dieu, qui est présent en elle par son essence, qui la conserve continuellement par sa puissance, & de donner à cette créature des marques extérieures d'honneur & de respect, s'il n'y a d'ailleurs aucun danger ; de nous incliner devant elle, & de la baiser, nous portant en même tems de tout notre esprit vers Dieu son auteur, & l'exemplaire dont elle est l'image ?

Et un peu plus bas : „ Comme les créatures sont l'ouvrage de Dieu, qui est dans elles & y opere continuellement, nous pouvons le regarder comme présent en chacune d'elles, plus facilement que nous ne considérons un Saint dans le vêtement

Suite de la III. Partie.

O

„ qu'il a porté. Si donc alors , ne faisant aucune attention à la dignité de la créature en elle-même , nous dirigeons nos sentimens vers Dieu , en même tems que nous donnons à la créature le signe & la marque extérieure de notre soumission par le baiser ou le prosternement , ce ne sera pas une pratique vaine & superstitieuse , mais un acte d'une excellente piété. “

Moid. n. 10.

La seconde preuve est conçue en ces termes. „ La créature irraisonnable & inanimée peut être la matiere du jurement , qui est acte de Religion ; en sorte que quand nous jurons par cette créature , nous ne reconnoissons en elle d'autre vérité que la vérité de Dieu même , & que ce n'est point elle que nous prenons à témoin , comme si elle avoit quelque supériorité sur nous , mais que nous attestons Dieu dont la vérité reluit en elle : ce qui fait dire à notre Seigneur ; *Ne jurez point par le Ciel , parce qu'il est le trône de Dieu , ni par la terre &c.* Donc pareillement toute créature pourra être la matiere de l'Adoration , qui ne se termine pas à la créature regardée en elle-même , mais qui a Dieu pour terme & pour objet. “

Tel est le sentiment de Vasquez avec ses limitations , ses autorités & ses preuves. Plus on l'examine , moins on y trouve de fondement à l'imputation d'Idolâtrie. Le Rédacteur n'est pas le seul qui ait calomnié ce Théologien à ce sujet. Pierre Dumoulin , dans son *Catalogue des Traditions Romaines* , est le premier qui l'ait fait en 1632 , non dans le dessein de décrier en particulier les Jésuites , mais l'Eglise Romaine. *Vasquez Jésuite* , dit-il , *soutient que toute créature peut être adorée en Dieu , voire jusqu'à un fœtu.* Dix ans après , l'Auteur de la *Théologie morale des Jésuites* , qu'on a toujours cru être M. Arnauld , répéta la même accusation en ces termes : *Vasquez dit qu'on peut adorer non seulement les Images , mais aussi toutes les créatures , même inanimées , comme représentant Dieu.*

Théol. mor.
lib. 3. prop. 1.
pag. 12.

Extr. *Contra des-*
inimum. p. 213.

Fagundez après avoir défini l'Idolâtrie , un culte Divin rendu à une fausse divinité , se propose l'objection suivante , qui avec la réponse fait la matiere de l'Extrait. „ Les Gentils & les Payens , en adorant une Idole , croient qu'elle est le vrai Dieu : donc selon leur intention , ce culte tend au vrai Dieu : donc il est faux que l'Idolâtrie soit le culte dû au vrai Dieu , rendu à une fausse di-

„ vinité. Je réponds, dit Fagundez, qu'il importe peu que dans
 „ leur intention, cette adoration tende au vrai Dieu, puisque
 „ dans la vérité elle est rendue à un faux Dieu. Car cette vaine per-
 „ suasion ne rend pas l'acte absolument licite, quoiqu'*au regard des*
 „ *Gentils qui sont dans une ignorance invincible du vrai Dieu, elle ne*
 „ *soit point un péché formel, mais seulement matériel.* (Ici finit l'Ex-
 „ trait.) „ C'est pourquoi cette persuasion seule ne prouve pas qu'ils
 „ dirigent leur culte vers le Dieu vrai & incréé, mais vers une
 „ créature qu'ils croient follement & stupidement être le vrai
 „ Dieu. „

On voit par le caractère italique, que la proposition qu'attaque le Rédacteur est celle-ci. *A l'égard des Gentils qui ignorent invinciblement le vrai Dieu, leur Idolatrie n'est point un péché formel, mais seulement matériel.* Cette proposition se résout en deux, l'une principale, l'autre incidente. La principale exprime un Dogme de Foi qui s'appe par le fondement une erreur proscrite dans les Hérétiques modernes : ce Dogme est que toute ignorance, quel qu'en soit l'objet, dèsqu'elle est véritablement invincible, excuse de péché formel celui qui agit par cette ignorance. Cette-matiere a été suffisamment traitée ailleurs dans la seconde Partie, & dans celle-ci sous le titre, *Péché Philosophique.*

La proposition incidente est celle-ci : *l'ignorance invincible peut avoir lieu, non à l'égard de la Divinité en général, mais du vrai Dieu.* Sur quoi il est à remarquer, 1^o que du texte de Fagundez on ne sçauroit conclure qu'il admette cette ignorance *du vrai Dieu*, comme une chose commune à beaucoup de Payens, ou qui puisse durer longtems, 2^o que s'il ne l'admet que comme très-rare, & pour un court espace de tems, il est en cela de l'avis d'un très-grand nombre de Théologiens. Nous nous contenterons de citer ici M. Duval. „ S'il s'agit, dit-il, de la créance d'un seul Dieu, „ à peine peut-il se faire qu'un Infidèle soit longtems dans cette „ ignorance sans qu'il y ait de sa faute : je dis, pour un longtems ; „ parcequ'on peut ignorer ce point d'une maniere non coupable „ pour un court espace de tems, sur-tout dans la premiere jeunesse, où le jugement est encore foible. La raison en est que „ l'unité de Dieu n'est point une proposition qui nous soit telle-

„ ment connuë par elle-même, qu'il ne soit besoin de quelque
 „ raisonnement & de quelque recherche pour la connoître. C'est
 „ pourquoi si, un enfant adoroit les Idoles, ayant été ainsi élevé
 „ par ses parens, il seroit excusé de péché pour un court espace
 „ de tems, mais non pour un tems considérable, ou pour toute
 „ la vie. „ (a)

In. 1. Præcept.
 Decal. lib. 1.
 cap. 13. n. 4.

Si l'on veut sçavoir comme Fagundez enseigne l'Idolatrie, on n'a qu'à le consulter à l'endroit même d'où le Rédacteur a tiré son Extrait; on y lira ces paroles. *La vertu de Religion à laquelle l'Idolatrie est opposée, étant la plus excellente des vertus morales, il s'ensuit que l'Idolatrie est le plus grief de tous les péchés qui se commettent contre les vertus morales.*



CHAPITRE II.

De l'Idolatrie Chinoise.

CLément XI, dans son Décret du 25 Septembre 1710, défend à toutes sortes de personnes, de quelque Ordre, rang, état & profession qu'elles soient, sous peine d'excommunication encourue par le seul fait, de faire imprimer ou de mettre au jour, sous quelque prétexte & en quelque manière que ce puisse être, des Livres, Opuscules, Relations, Thèses, feuilles volantes, écrits quelconques, où l'on traite, soit directement & de dessein formé, soit incidemment & par occasion, des Rits de la Chine, ou des disputes qui se sont élevées à ce sujet, à moins que préalablement on n'en ait obtenu une expresse & spéciale permission de sa Sainteté dans la Congrégation de l'Inquisition.

(a) Si loquamur de Fide unius Dei, vix fieri potest ut quis sine culpâ ad longum tempus in eâ sit infidelis: dico, ad longum tempus, quia ad breve potest quis inculpabiliter, præsertim in ætate puerili, ubi iudicium est imbecillum, unum esse Deum ignorare. Ratio est, quia unitas Dei non est propositio ita per se nobis nota, ut ratio-

cognatione & perquisitione aliquâ ad illam cognoscendam non sit opus. Quò fit, ut si puer Idola veneraretur, ita educatus à parentibus, ad breve aliquod tempus excusaretur à peccato, non tamen ad longum, vel per totam vitam. To. 2. in 2. tract. de Fide. qu. 7. pag. 295. Edit. Paris. 1636.

Le même Pape dans un autre Décret porté en 1704, défend expressement de traier de fauteurs d'Idolatrie, ceux qui avoient permis jusqu'alors l'usage des cérémonies Chinoises.

Le Rédacteur a violé l'une & l'autre de ces défenses, dont la seconde suffit seule pour la justification personnelle des Missionnaires Jésuites & autres, qui jusqu'à ce que le S. Siège eur. prononcé, ont regardé les cérémonies Chinoises, comme purement civiles, & ont permis l'usage de celles qu'ils croyoient ne pouvoir abolir, sans exposer la Religion à une entière destruction dans l'Empire de la Chine.

Nous n'entrerons ici dans aucune discussion sur la nature de ces Rits, ni sur les raisons qui engagerent les premiers Missionnaires de la Chine à les tolérer; ni même dans un long détail Historique touchant ce qui s'est passé à ce sujet. Outre la défense du S. Siège que nous nous faisons une loi de respecter, cela n'est nullement nécessaire pour réfuter le Rédacteur.

S'il avoit voulu attaquer les Jésuites en règle, & de manière à leur ôter toute réplique, il se seroit attaché à prouver une de ces quatre Propositions; ou que les Jésuites n'ont pas regardé comme purement civiles les cérémonies dont ils toléroient l'usage; ou que se trompant comme ils faisoient sur cette matière, leur erreur étoit grossière & coupable; ou qu'ils furent les seuls dans cette erreur; ou enfin qu'ils ne se sont point soumis aux Décrets du S. Siège, & qu'ils ont continué à permettre ce que le S. Siège a défendu comme illicite & infecté de superstition. Or s'il paroît, je ne dis pas prouver, mais donner quelque couleur de vraisemblance à quelque-une de ces imputations, ce n'est qu'à la faveur des artifices, des suppressions & des falsifications qu'il a employés dans cet article, & dont nous l'avons convaincu ailleurs. Tout ce qu'il a ramassé à ce sujet est si peu concluant, que sans nous y arrêter, nous nous bornerons à démontrer en peu de mots les quatre Propositions contraires à celles qu'on vient d'énoncer, & qui décident la question en faveur de l'innocence des Jésuites.

PREMIERE PROPOSITION.

Les Jésuites n'ont toléré l'usage des Cérémonies Chinoises, que parcequ'ils les regardoient comme purement civiles.

LA chose est évidente tant par la lecture des écrits des Jésuites dans toute cette dispute, que par celle des écrits de leurs adversaires. Les Jésuites ont toujours dit que s'il y avoit dans les Cérémonies de la Chine quelque chose qui ressentit la superstition, on ne pouvoit pas absolument les permettre ; mais que si les honneurs rendus à Confucius & aux Ancêtres étoient purement civils, il n'étoit pas prudent ni nécessaire de les défendre & de les abolir, vû l'attachement prodigieux des Chinois pour ces sortes de pratiques. Jamais ils n'ont rien dit, rien écrit, rien insinué, qui pût faire soupçonner, ni qu'ils tinssent ces Cérémonies pour un culte Religieux, ni qu'on dût les souffrir, quoiqu'elles fussent superstitieuses. Les adversaires des Jésuites de leur côté, (je mets à part les Jansénistes) ne les ont jamais accusé d'avoir de telles pensées ; mais ils croyoient voir de la superstition dans ces pratiques, & en conséquence ils ne vouloient pas qu'on les permit.

La dispute rouloit donc uniquement sur la nature des Cérémonies ; & la question si on devoit les permettre ou non, dépendoit de celle-ci : sont-elles ou non superstitieuses ? Et de même que les adversaires des Jésuites convenoient qu'il falloit les tolérer, si elles n'étoient pas superstitieuses ; les Jésuites convenoient aussi qu'au cas qu'elles le fussent, on devoit les abolir. Sur quel fondement donc peut-on les accuser d'avoir enseigné ou favorisé l'Idolatrie ? Ce n'est pas sur ce qu'ils ne permettoient ces Cérémonies, que parcequ'ils ne les regardoient point comme Idolatriques. Ce n'est pas non plus précisément parcequ'ils ne croyoient pas qu'elles fussent telles ; puisqu'en cela ils pouvoient agir de bonne foi. C'est donc parceque leur erreur sur ce point étoit grossière & coupable.

S E C O N D E P R O P O S I T I O N .

*L'erreur des Jésuites sur le fait des Cérémonies Chinoises
n'étoit ni grossière , ni coupable.*

IL seroit facile de montrer par les écrits pour & contre sur cette matiere , avant que Rome eût prononcé , que les raisons des adversaires des Jésuites n'étoient pas telles qu'elles dussent les convaincre qu'ils étoient dans l'erreur , ni qu'elles demeurassent sans réponse solide. Mais cela nous engageroit dans une discussion sur la nature des Rits Chinois , discussion qui seroit trop longue , & que nous voulons éviter. On remarquera seulement que pour bien juger de la nature de ces Cérémonies , il ne falloit pas tant en considérer l'extérieur , que l'esprit dans lesquelles Chinois les pratiquoient , qu'il falloit remonter jusqu'à leur institution , consulter les livres Classiques & les Sçavans ; que la question générale sur les honneurs rendus à Confucius & aux Ancêtres , en supposoit un grand nombre de particulieres , sur la force & l'usage tant ancien que moderne de certains termes , sur l'idée que les Chinois avoient de Confucius , & de leurs parens morts , s'ils regardoient les lieux où se pratiquoient les Cérémonies , comme des Temples proprement dits , ou seulement comme des Salles ; si c'étoit sur des Autels ou sur des Tables qu'on plaçoit des Bougies , & qu'on brûloit des parfums &c. Toutes questions qu'on ne pouvoit bien éclaircir , sans s'être rendu habile dans la langue Chinoise , la plus étendue peut-être & la plus difficile de toutes les langues , sans avoir étudié les mœurs & les usages du pays , sans une certaine connoissance des différentes sectes qui partagent cet Empire , en un mot sans beaucoup de réflexions , de comparaisons des différentes Cérémonies entre elles , des honneurs rendus aux vivans , & des honneurs rendus aux morts.

Cette matiere étoit donc très-épineuse , & telle qu'après un examen , des Européans , même d'ailleurs très-habiles , pouvoient encore s'y méprendre. Il n'étoit pas aussi clair , comme les adversaires des Jésuites l'ont publié , que ces Cérémonies fussent Idolatriques , qu'il est clair que la Seine passe à Paris ; & le grand nombre d'ou-

vrages écrits pour les attaquer ou pour les défendre, suffit seul pour le prouver. Voyons donc si les premiers Jésuites qui arrivèrent à la Chine, firent à ce sujet toutes les recherches que suggéroit la prudence, prirent leur parti avec sagesse, & si l'on a rendu justice en ce point à leur droiture & à leur bonne foi.

Les premiers Missionnaires qui ayent annoncé aux Chinois le nom de Jésus-Christ, furent deux Jésuites Italiens, le P. Michel Rogeri, & le P. Mathieu Ricci. Ce fut l'an 1581, vingt-huit ans après la mort de S. François Xavier, qu'ils entrèrent dans ce vaste Empire. Ils crurent voir dans la Nation de grandes dispositions à goûter l'Evangile; ils remarquèrent que la Secte des Lettrés qui est la dominante, & dont l'Empereur est le chef, regardoit avec le dernier mépris les superstitions & les idolatries des Bonzes: mais ils furent surpris de voir ces Lettrés eux-mêmes rendre à Confucius leur Maître & le Docteur de la Nation, & à leurs Ancêtres morts, des honneurs qui considérés avec des yeux Européans, leur sembloient infectés de superstition. Cependant sans se laisser aller à ce préjugé, ils s'appliquèrent à découvrir l'esprit dans lequel on les rendoit; ils parcoururent plusieurs Provinces, ils conférèrent avec les Sçavans de la Nation; ils étudièrent les livres qui pouvoient les mettre au fait de l'institution de ces Cérémonies & de l'intention avec laquelle on les pratiquoit. Ils trouverent dans un Cérémonial fort autorisé dans le Pays, un Edit porté en 1384, par lequel l'Empereur défendoit d'ériger des statues à Confucius, & de lui rendre le culte que les Idolâtres de la Chine rendent à certains personnages dont on a fait autrefois l'Apothéose. Ils observoient encore qu'on pratiquoit à l'égard de l'Empereur & des Mandarins vivans, les mêmes Cérémonies à peu près que celles qui sont en usage pour honorer Confucius & les Ancêtres morts; & que c'étoit une maxime chez les Chinois, qu'il falloit rendre aux morts les mêmes honneurs qu'aux vivans.

Sur ces observations & beaucoup d'autres semblables qu'il est inutile de détailler, ils se persuadèrent que ces cérémonies n'étoient que civiles & de pure police, d'autant plus qu'ils n'ignoroient pas qu'elles étoient plus anciennes à la Chine que le culte des Idoles. Néanmoins, comme toutes leurs difficultés n'étoient pas encore levées,

vées & que certaines particularités de ces cérémonies, que plusieurs coutumes superstitieuses que les Chinois Idolâtres y avoient ajoutées, que la diversité même avec laquelle les livres Chinois s'expliquoient là dessus, laissoient encore bien des nuages sur cette matiere, ils employerent dix-huit ans entiers à leur examen. Enfin après une infinité de réflexions & de recherches, après bien des conférences entre-eux, après soixante & quatorze Consultations envoyées en différens endroits de l'Europe & de l'Asie, après bien des prieres adressées à Dieu pour qu'il daignât les éclairer, ils se confirmèrent dans la pensée, que plusieurs de ces cérémonies établies par les Loix du pays, étoient indifférentes, & vû l'attachement prodigieux que les Chinois témoignent pour elles, ils ne crurent pas devoir fermer à cette Nation l'entrée du Royaume de Dieu, en les interdisant absolument.

Mais pour ne pas étendre la condescendance au delà des bornes de la pûte nécessité, ils partagerent ces cérémonies en trois Classes; ils proscrivirent & défendirent à leurs Néophytes celles où ils reconnurent quelque superstition; ils interdisent aussi celles qui n'étoient point prescrites par les Loix de l'Empire, quoi qu'ils les jugeassent purement civiles, & ils ne permirent que celles qui étoient absolument indispensables. Ils ne voulurent même jamais qu'on assistât à celles qui se font avec plus de solennité aux Equinoxes en l'honneur de Confucius, quoiqu'elles leurs parussent aussi de simple police. Ce dernier fait est attesté par le P. Navarrette lui-même, dans un acte qu'il donna à Canton au P. Govea, Vice-Propriétaire des Jésuites à la Chine. *A l'égard de Confucius, dit-il, ce que vous permettez, nous le permettons aussi, en retranchant les deux cérémonies solennelles, que la Compagnie ne souffre pas non plus.* Sur quoi le P. Govea répondant à sa déclaration lui dit: *Pour les deux cérémonies solennelles qui se pratiquent dans la Salle de Confucius, afin d'éviter jusqu'au moindre danger, & jusqu'à l'apparence même de superstition, nous nous en tenons à ce qu'ont observé nos anciens Peres, qui est d'en interdire l'usage aux Chrétiens, & de leur défendre même d'y assister.* Ces actes sont de l'année 1669.

Pour plus grande sûreté, les Jésuites ne voulurent pas s'en rapporter à leur seul jugement, & comme ils étoient alors seuls à la

Suite de la 111. Partie.

P

Chine, ils envoyèrent le résultat de leurs délibérations à l'Evêque de Macao & du Japon, & à des Théologiens de Rome : il fut approuvé ; & après cette Approbation, ils crurent pouvoir suivre ce qu'ils avoient jugé selon Dieu de plus expédient & de plus favorable au progrès de l'Evangile chez cette Nation.

Sur ce récit dont la vérité est incontestable, la première réflexion qui se présente, est que si ces Missionnaires se sont trompés, il n'y a point eu de leur faute, & qu'ils ont pris pour découvrir la vérité, toutes les mesures que la prudence exige. Aussi verrons-nous que durant plus d'un siècle, une multitude de Missionnaires tant de la Société que des autres Ordres, après avoir examiné & discuté ces faits par eux-mêmes, après quantité d'écrits composés sur cette matière, crurent devoir s'en tenir au parti que les Jésuites avoient d'abord embrassé ; marque certaine que ceux-ci ne s'étoient point déterminés légèrement & à l'aveugle, mais sur des raisons plausibles, & capables de faire impression sur des esprits droits, raisonnables, éclairez.

Leur résolution une fois prise, eux & les autres Jésuites qui se joignirent à eux ou qui les remplacèrent, travaillèrent sur le même plan de conduite. Durant plus de cinquante ans qu'ils furent seuls à la Chine, le concert avec lequel ils agissoient, ne contribuoit pas peu à avancer l'œuvre du Seigneur. Ce ne fut qu'en 1633, que quelques Religieux de divers Ordres étant arrivés à la Chine, & s'y étant pris d'une manière toute différente, ils éprouverent combien il seroit difficile d'amener les Chinois à la Religion, si l'on commençoit par leur faire abjurer toutes leurs cérémonies. Quelques-uns ayant considéré les choses de plus près, crurent devoir suivre la méthode des Jésuites ; mais d'autres, particulièrement entre les Dominicains, persistèrent dans leurs premiers sentimens.

L'un d'entre eux, ce fut le P. Jean-Baptiste Moralez, qui avoit paru d'abord vouloir s'éclaircir de ses doutes avec les Jésuites, & qui leur avoit proposé douze difficultés, partit de Macao sans attendre leur réponse ; & ne leur ayant fait part ni de son voyage ni de son dessein, il s'embarqua pour Rome, où il arriva sous le Pontificat d'Urbain VIII. Il y présenta un mémoire contenant ses

difficultés sur les cérémonies Chinoises & sur d'autres points de discipline en dix-sept articles. Le Pape étant mort sur ces entre-faites, ce fut sous Innocent X. que la Congrégation des Cardinaux répondit à ce Mémoire le 12 Septembre 1645. Le P. Moralez l'avoit intitulé, *Questions des Missionnaires de la Chine proposées à la sacrée Congrégation de la Propagande*, comme s'il eût été député à cet effet d'un consentement commun, & que tous les Missionnaires Jésuites & autres convinssent des faits énoncés dans son Mémoire, & demandassent par sa bouche la résolution de leurs doutes.

Extr. des affect.
pag. 216.

Du reste la décision de ses doutes n'avoit rien d'embarrassant, & il n'étoit aucun Missionnaire à la Chine qui ne fût convenu que ce qu'il proposoit comme une chose contestée, n'étoit permis en nulle manière. Est-il en effet quelqu'un qui, supposé que les Edifices où l'on honore Confucius & les Ancêtres soient de vrais Temples érigés en leur honneur, que les offrandes qui s'y font, soient des Sacrifices proprement dits, en un mot que tout ce qui s'y pratique soit un culte de Religion; est-il, dis-je, quelqu'un qui hésite à prononcer que rien de tout cela n'est licite, & ne peut être toléré.

Or voilà sur quoi Moralez consulta la Congrégation; c'est-à-dire qu'il proposa comme douteux ce dont personne ne doutoit, & qu'il supposa comme certain & avoué ce qui seul étoit en contestation. Aussi la Congrégation supposant la vérité de son exposé dont elle n'étoit pas à portée de s'éclaircir, donna une réponse provisoire & conditionnelle, où déclarant d'une part que rien de ce qui étoit contenu dans le Mémoire du P. Moralez n'étoit permis, & ne pouvoit se souffrir dans les Chrétiens sous aucun des prétextes allégués, elle laisse entendre d'une autre part qu'elle ne garantit point les faits avancés par le P. Moralez. Car quel autre sens peut avoir cette clause du Décret? *Jusqu'à ce que sa Sainteté, ou le S. Siège Apostolique en ait autrement ordonné.* Elle ne peut signifier que le Pape dût permettre un jour, ce que la Congrégation déclaroit pour lors illicite, supposé que les choses se passassent comme le disoit le P. Moralez: elle signifie donc, que si son exposé n'étoit pas fidèle, & que sa Sainteté fut un jour mieux informée, elle pourroit prononcer autrement.

Extr. des affect.
pag. 216, 217.

Le P. Moralez de retour à la Chine publia ce Décret ; mais il ne rapporta ni la Requête qu'il avoit présentée au Pape, ni aucune des demandes qu'il avoit proposées, & qui dans l'original du Décret se trouvent jointes aux Réponses ; de plus, de dix-sept Réponses que contient le Décret, il en supprima neuf, & il abrégéa & modifia les huit autres soit pour le sens, soit pour les paroles. On laisse à juger des motifs qui le portèrent à agir ainsi.

Quelque surprise qu'une pareille conduite causât & dur causât aux Jésuites, ils ne prirent aucune allarme d'un Décret qui ne portoit que sur des faits dont ils ne reconnoissoient pas la vérité, & qui par conséquent ne les regardoit pas. Mais ayant appris quelques années après, qu'on en abusoit dans l'Europe & dans les Indes, pour décrier leur Compagnie, & qu'on publioit qu'il avoit été porté contre eux ; ils firent partir le P. Martini pour Rome, afin d'informer le S. Siège de l'état des choses, de la manière qu'ils jugeoient plus conforme à la vérité. Ce Pere arriva à Rome en 1655, & présenta de très-amples Mémoires qu'il avoit apportés sur cette affaire. Ils furent communiqués à ceux qui tenoient pour le P. Moralez, & examinés pendant plusieurs mois avec application. Enfin la Congrégation de l'Inquisition donna ses Réponses le 23 Mars 1656, & Alexandre VII les approuva le même jour par un Décret, qui servit depuis de règle aux Jésuites & à d'autres Missionnaires, jusqu'à ce qu'il eût été révoqué par le S. Siège.

Ce Décret au reste n'est point contradictoire à celui de 1645 ; comme le déclara en 1669 la Congrégation de l'Inquisition, aussi bien que Clément IX. La raison en est que l'un & l'autre supposent la vérité des exposés, sans rien décider à cet égard, & que leur différence vient uniquement de la manière dont le P. Moralez & les Jésuites envisageoient les mêmes choses. C'est pourquoi la Congrégation décida en 1669, qu'il falloit les observer tous les deux, chacun selon les occurrences & les circonstances qui y étoient exprimées.

Il faut remarquer 1° que dans les réponses données au P. Martini, avec ses demandes & ses doutes, on inféra aussi les demandes & les doutes du P. Moralez. 2° qu'on marqua expressément qu'en 1645 les Missionnaires Jésuites n'avoient point été entendus :

Cum Missionarii Societatis Jesu in prædicto Regno, tunc temporis auditi non fuissent. 3° que de tout ce qui se pratique à la Chine en l'honneur de Confucius, le P. Martini ne proposa sa demande que sur ce qui se passe à la Cérémonie des Gradués, parceque, comme dit M. de Leonissa dans sa réponse au Cardinal Casanate, *il ne vouloit proposer seulement que ce qu'il jugeoit se pouvoir permettre aux Chrétiens, & rien plus.* 4° mais qu'il s'étendit bien plus sur ce qui regarde les ancêtres; qu'il exposa les trois tems & les trois manières d'honorer les morts; la première avant la sépulture; la seconde aux équinoxes, où tout se fait avec un appareil assez semblable à celui des Cérémonies solennelles de Confucius; la troisième une seule fois l'année. Le P. Martini ne dissimula aucune des circonstances qui ont quelque chose de choquant selon nos idées; les génuflexions, les prosternemens devant le tableau des morts, les parfums qu'on y brûle, les bougies qu'on y allume, les viandes qu'on y présente. Il ne cacha point que dans les derniers tems on avoit ajouté à ces cérémonies des pratiques superstitieuses, que les Chrétiens s'y trouvoient quelquefois avec des Infidèles, mais qu'ils ne prenoient aucune part à ces pratiques, ni ne les autorisoient: il avertit en même tems que les lieux où se font les cérémonies pour les Gradués, & où on honore les ancêtres, ne sont pas des temples proprement dits, mais des Salles destinées à ces usages, que les Chinois n'attribuent aucune divinité aux ames des morts, qu'ils n'en espèrent rien, & ne leur demandent rien.

Là-dessus la Congrégation jugea qu'on devoit permettre les cérémonies susdites en l'honneur de Confucius, parcequ'il paroïssoit que c'étoit un culte purement civil & de police: & que pour celles des morts, suivant ce qui avoit été proposé, on pouvoit souffrir que les Chrétiens s'y trouvaissent & les pratiquassent, même en compagnie des Payens, en observant les conditions & les précautions que le P. Martini avoit exprimées dans ses demandes.

Le Rédacteur dit dans l'avertissement, que *les Dominicains crurent devoir répondre à ce Décret de 1656.* Il auroit dû ajouter qu'ils s'y prirent bien tard pour cela, qu'ils attendirent jusqu'à l'année 1699, & qu'ils choisirent pour leur Ecrivain le P. Alexandre,

Loc. cit. p. 118.

Num. 25.

Ibid. pag. 119.

Ibid. pag. 114.

Ibid. 116 & suiv.

Voy. *Paléf.*
Pag. 243.

que ses démêlés avec le P. Daniel, & bien d'autres raisons rendent très-suspect sur le compte des Jésuites. Le Rédacteur transcrit quatre grandes pages in 4° de l'apologie des Dominicains, où l'on accuse le P. Martini d'avoir fait un exposé faux dans plusieurs points essentiels, & d'avoir obtenu le Décret de 1656 par subreption. On a répondu ailleurs en très-peu de mots, & d'une manière décisive à ce long morceau qui ne prouve rien. Nous ajouterons seulement ici que la Congrégation de 1626 n'ignoroit rien de ce que le P. Alexandre allègue en faveur de son Confrere le P. Moralez; qu'elle avoit son exposé sous les yeux, que les Mémoires du P. Martini avoient été remis entre des mains qui ne devoient pas lui être favorables, & qui ne le furent pas en effet; que les Cardinaux de la Congrégation écouterent sans doute toutes les réflexions & les représentations que les partisans du P. Moralez jugerent à propos de faire; qu'ainsi, puisque les Cardinaux ne taxerent point de fausseté l'exposé du P. Martini, les objections qu'on ne manqua pas alors de faire valoir, ne furent pas jugées décisives.

Nonobstant les Décrets de 1645 & de 1656, les Missionnaires des divers Ordres ne purent se réunir dans les mêmes sentimens, parcequ'ils considéroient toujours les cérémonies Chinoises avec des yeux différens. On fit des écrits, on en vint à des conférences; en 1665 sur-tout, dans une grande persécution qui s'éleva contre les Chrétiens, les Missionnaires ayant été relégués à Canton, & renfermés dans une même demeure, il y eut quelque espérance que par des éclaircissemens mutuels, ils pourroient en venir à une même façon de penser. Il y avoit là dix-neuf Jésuites, un Franciscain & trois Dominicains, dont un étoit le P. Navarrette. Après plusieurs conférences, de vingt-trois qu'ils étoient, vingt & un, du nombre desquels étoit Navarrette, conclurent qu'il falloit s'en tenir aux Réponses & au Décret de 1656, mais Navarrette s'étant ravié, revint sur ses pas. Il fit ses objections; on y répondit. Satisfaire des réponses, il donna par écrit une déclaration que nous rapporterons ailleurs, par laquelle il témoigne qu'il embrasse le sentiment des Jésuites. Ce qui ne l'empêcha pas de changer de nouveau, & d'écrire ces ouvrages dont les ennemis

des Jésuites ont tiré & tirent encore la plupart de leurs accusations. Ce ne fut pas la dernière de ses variations : devenu Archevêque de S. Domingue, il rassura les Jésuites qui, au premier bruit de sa nomination, vouloient se retirer, il écrivit au Roi d'Espagne pour les engager à rester, il les protégea & les combla d'amitiés jusqu'à sa mort.

J'interromps ce récit, que je reprendrai dans la suite ; & je demande s'il n'est pas évident par tout ce que je viens d'exposer, que l'erreur des Jésuites sur la nature des cérémonies Chinoises, ne fut ni grossière ni coupable, qu'il n'y eut aucune mauvaise foi dans leur procédé, que jusqu'à 1645 ils firent prudemment de s'en tenir à ce que les premiers Jésuites avoient arrêté, que le Décret de 1645 ne dut point les faire changer d'avis, & qu'ils furent bien fondés à ne point s'écarter depuis du Décret de 1656.

En confirmation de tout ceci, je citerai en premier lieu l'aveu de M. Maigrot lui-même. Le Rédacteur qui a rapporté tout au long son Mandement de 1693, a supprimé sans en avertir par des points, la dernière phrase qui est décisive pour l'innocence des Jésuites : la voici. « Au reste par le présent Mandement nous ne
 „ prétendons pas condamner ceux qui ont pensé autrement, ou
 „ ont suivi jusqu'ici une pratique contraire à celle que nous érablissons pour la suite. Car il ne doit point paroître étonnant si
 „ dans des choses de cette nature, tous les Missionnaires n'ont pas
 „ été d'un même avis, & si chacun a suivi dans la pratique ce qui
 „ lui a paru selon Dieu plus conforme à la vérité. (a)

Entr. des Affr.
 pag. 220 & suiv.

Ce retranchement en a entraîné un autre dans le Décret de Clément XI en 1704, qui n'est pas moins essentiel. Il y est parlé de la déclaration de M. Maigrot qu'on vient de lire, & la Congrégation de l'Inquisition s'en explique en ces termes. „ La sacrée
 „ Congrégation a répondu qu'on devoit louer la déclaration ajoutée
 „ à la fin du susdit Mandement, laquelle porte qu'il ne faut pas bla-

Entr. des Affr.
 pag. 220 & suiv.

(a) Neque tamen hac presentis declaratione & Mandato eos culpae intendimus, qui aliter antea censuerunt, aliamve praxim secuti sunt ab ea quam in posterum sequendam esse statuimus. Mirum enim videri non

debet, si in rebus hujusmodi Missionarii omnes unius ejusdemque sententiae non fuerint, & eam unusquisque praxim amplexus sit, quae sibi in Domino magis veritati consona videbatur.

„ mer les Missionnaires, qui ont cru jusqu'ici devoir suivre une
 „ pratique différente de celle qui est prescrite dans ce Mandement; puisqu'il ne doit point paroître étonnant que, dans une
 „ matiere discutée durant tant d'années, sur laquelle le S. Siège
 „ a donné ci-devant différentes réponses selon les différens exposés des circonstances, tous les esprits ne se soient pas réunis
 „ dans le même sentiment; & qu'ainsi il faudra charger M. le
 „ Patriarche d'Antioche, ou tout autre à qui on donnera le soin
 „ de faire exécuter ces réponses, d'écarter d'une part toute apparence, & suivant l'expression de Tertullien, jusqu'au moindre
 „ souffle de superstition payenne; mais en même tems, de mettre à couvert l'honneur & la réputation des ouvriers Evangéliques, qui travaillent avec autant d'ardeur que d'assiduité dans
 „ la vigne du Seigneur, & qui, avant que les questions susdites
 „ fussent décidées par la prudence & la droiture ordinaire du S. Siège, ont été dans d'autres sentimens; en sorte qu'on ne les
 „ fasse point passer pour des fauteurs d'Idolatrie: d'autant plus
 „ qu'ils ont déclaré que *jamais ils n'avoient permis la plupart des choses, dont on vient de dire qu'elles ne doivent jamais être permises aux Chrétiens*; & que d'ailleurs il est hors de doute qu'à présent que la cause est finie, ils se soumettront avec l'humilité
 „ & l'obéissance convenables aux décisions & aux ordres du S. Siège. „

Si le Rédacteur avoit eu à produire contre notre Compagnie un texte aussi défavorable que celui-ci lui est favorable, ne l'auroit-il pas consigné dans toutes les pages de sa Collection? Quelle mauvaise foi, quelle injustice de sa part, de supprimer précisément ce qu'il y a d'essentiel dans le Décret de 1704, pour diriger le jugement des Magistrats & du Public sur la conduite des Missionnaires Jésuites, & des autres qui ont permis certaines cérémonies Chinoises! On peut voir encore d'autres suppressions de certe nature dans le Tome des Falsifications.

Une autre chose à considérer dans la conduite du S. Siège à l'égard des Jésuites de la Chine & de ceux qui étoient dans les mêmes sentimens, est que les adversaires de leur Compagnie, n'ayant rien omis pour les traduire à la Cour de Rome comme des fauteurs de

de l'Idolatrie, si le Pape en avoit été persuadé, il auroit procédé contre eux par des Interdits & des Anathêmes, il les auroit obligés à quitter leur Mission, ou du moins il auroit défendu aux Supérieurs d'y envoyer de nouveaux ouvriers. Il n'y avoit point d'autre parti à prendre, au cas que les accusations dont on les chargeoit fussent vraies. Au lieu de cela, on ne voit dans les Décrets & les Bulles des Papes que des éloges de leur zèle, que des exhortations à persévérer ; nulle part on ne les blâme du parti qu'ils ont embrassé, & du moment qu'ils seront instruits des décisions du S. Siège, on ne balance point à déclarer que l'on compte avec la plus parfaite assurance sur leur docilité & leur soumission.

Je ne puis omettre de parler ici d'un Bref d'Innocent XI. au P. Ferdinand Verbiest. On sçait que ce Jésuite étoit fort considéré de l'Empereur Cam-hi pour sa science, qu'il succéda au P. Adam Schall dans la charge de Président du Tribunal des Mathématiques, qu'il obtint le rappel des Missionnaires qui avoient été relégués à Canton durant la minorité de l'Empereur, & que s'il n'eût pas le bonheur de faire embrasser la Religion Chrétienne à ce Prince, il l'engagea à s'en déclarer le zèle protecteur. Innocent XI sentit toute l'importance de ce que faisoit ce Jésuite pour la propagation de l'Evangile, & il le lui témoigna par un Bref du 3 Décembre 1681, où entre autres choses il le félicite du bon usage qu'il faisoit des sciences profanes pour l'avancement de la Foi, & pour gagner l'affection de l'Empereur. „ Par-là, ajoute-t-il, „ non seulement vous êtes délivrés des facheuses persécutions que „ vous avez souffertes si long-tems, mais vous avez fait rappeler „ tous les Missionnaires de leur exil ; non seulement vous avez „ rétabli la Religion dans sa première liberté, & son premier éclat ; „ mais vous l'avez mise en état de faire chaque jour de nouveaux „ progrès. Il n'est rien qu'on ne doive attendre de vos soins, & „ de ceux qui travaillent avec vous pour la Religion en ce pays. „ Il lui promettait ensuite pour appuyer son zèle tous les secours de l'autorité Pontificale, & il finit en souhaitant les plus heureux succès à ses travaux & à ceux de ses Compagnons.

Innocent XI n'ignoroit assurément pas quel étoit au sujet des Cérémonies Chinoises le sentiment & la pratique du P. Verbiest

Suite de la III. Partie.

Q

& de ses Confreres : Rome retentissoit encore des clameurs des PP. Polanco & Navarrette à ce sujet. Et c'est au milieu de ces clameurs que le Souverain Pontife adresse au P. Verbieft le Bref le plus honorable pour lui & ses Compagnons , témoigne qu'il n'y a rien qu'on ne doive attendre de leurs soins , canonise leurs travaux , & leur donne à tous très-afféctueusement sa Bénédiction.

TROISIEME PROPOSITION.

Les Jésuites ne sont pas les seuls qui se soient trompés au sujet des Cérémonies Chinoises.

SI tous les autres Missionnaires , quoiqu'en beaucoup plus petit nombre que les Jésuites , avoient été d'un autre sentiment qu'eux sur les Cérémonies de la Chine , ce seroit un puissant préjugé contre eux , & une raison de les soupçonner de mauvaise foi & d'opiniâtreté. Mais si parmi les Franciscains , les Augustins , les Dominicains même & MM. des Missions étrangères , plusieurs ont pensé constamment comme les Jésuites , & ont permis ce qu'ils permettoient : si d'autres après avoir suivi d'abord une autre pratique , sont revenus à la leur ; si ceux mêmes qui les attaquoient sur ce point avec plus de violence , se sont démentis en plusieurs occasions importantes , c'est une nécessité d'en conclure , en premier lieu que la faute , s'il y en a eu , ne doit pas retomber sur les seuls Jésuites ; en second lieu que s'ils se sont trompés , c'a été innocemment & de bonne foi , puisque tant de Missionnaires , à qui on ne peut refuser la justice , du moins d'avoir détesté la superstition & l'Idolatrie , ont été dans la même erreur.

On n'attend pas de moi que je rapporte ici tous les noms , & que je transcrive toutes les Lettres ou autres écrits de ceux qui ont été de même avis que les Jésuites. Dix à douze témoignages suffiront.

En 1639 le P. Garcias Dominicain , un des premiers de cet Ordre , qui étoient entrés à la Chine , écrivoit ainsi au P. Aleni Jésuite. « Ma pensée est que d'ici à plusieurs années , il n'est pas » avantageux pour le service de notre Seigneur , qu'on prenne

„ d'autre méthode de prêcher l'Evangile en ce Royaume , que
 „ celle dont vos Peres se servent & se sont servis jusqu'à présent.
 „ C'est ce que j'en ai écrit à mes Supérieurs. A Fogan le 16 No-
 „ vembre 1639. „

Ce P. Garcias fut ensuite Supérieur de la Mission de la Chine pour ceux de son Ordre. Il est évident que s'il avoit cru que les Cérémonies à l'égard de Confucius & des ancêtres fussent pleines de superstition & d'Idolatrie , il n'auroit pas dit qu'il *n'étoit pas avantageux pour le service de notre Seigneur* , qu'on se servît pour prêcher l'Evangile d'une autre méthode que celle des Jésuites.

La Lettre du P. Timothée de S. Antonin Dominicain au P. Brancati Jésuite , écrite en 1660 , en dit bien davantage. Qu'on fasse sur-tout attention aux premières paroles. „ Tous nos Peres conçoivent
 „ maintenant que la vraie manière de travailler à la conversion des
 „ Chinois , est celle dont a usé votre Compagnie , & dont elle use
 „ encore à présent. Que si dans les commencemens il y a eu diver-
 „ sité d'opinions sur ce sujet entre nos premiers Missionnaires , cela
 „ ne venoit d'aucune mauvaise intention qu'ils eussent , mais de
 „ ce qu'ils avoient été mal informés par certaines gens. Mais à
 „ l'heure qu'il est nous reconnoissons par expérience , & nous
 „ touchons , pour ainsi dire , au doigt la vérité de cette affaire.
 „ Ainsi nous sommes persuadés qu'il n'y a point d'autre voye à
 „ tenir pour la conversion de ces peuples C'est pourquoi ,
 „ encore qu'il y ait deux de nos anciens Peres qui hésitent là-dessus ,
 „ non seulement je suis résolu pour moi de suivre désormais le sen-
 „ timent & la pratique de votre Compagnie , mais je supplie très-
 „ humblement votre Révérence de m'envoyer par écrit la méthode
 „ que vous gardez , tant pour conduite vos Néophytes , que pour
 „ convertir les Payens &c.

Ce Pere fut Vicaire - Provincial de la Mission des Dominicains à la Chine , aussi bien que le P. Dominique Coronado , qui écrivit l'année suivante à peu près de la même manière au P. Brancati.
 „ J'aurois bien de la joie de me voir avec V. R. pour pouvoir con-
 „ sérer ensemble sur quelques-unes des matières , dont on a dis-
 „ puté : car je fais plus de cas de votre jugement , que de tou-
 „ tes les raisons qu'on allègue au contraire. „

En 1669, dans les Assemblées qui se tinrent entre les Missionnaires relegués à Canton, le P. Navarrette, qui s'étoit d'abord rangé du parti des Jésuites, & qui avoit ensuite écrit contre leur sentiment, *après avoir lu*, dit le P. Sarpétri Dominicain qui étoit présent, & qui a fait la Relation de ce qui se passa alors, *après avoir lu les Traités du Li-Ky, à la faveur de l'ouverture que le P. Brancati lui avoit donnée, s'en alla de son propre mouvement faire l'accord avec le P. Vice Provincial des Jésuites.* Il en donna par écrit l'acte suivant, dont l'original est à Rome, & fut produit au procès.

„ Mon Reverend Pere, comme votre Paternité sera peut-être
 „ bien aise de communiquer cette affaire au R. P. Visiteur, je mets
 „ ici par écrit ce que je vous ai dit aujourd'hui de vive voix, sçavoir, que pour ce qui regarde les morts, les écritures & les cérémonies funèbres, nous suivons au pied de la lettre, sans nous en écarter d'un seul point, tout ce qui fut arrêté dans l'Assemblée de vos Peres, qui se tint à *Han-Tcheou* au mois d'Avril de l'année 1642. A l'égard de Confucius, nous permettons ce que vos Peres permettent de pratiquer, en retranchant les deux cérémonies solennelles, *que la Compagnie ne permet pas non plus.* Et afin que tout se passe dans un esprit de charité, & que l'on voye que nous sommes dans les mêmes sentimens, il semble qu'il est à propos de spécifier tout ceci dans l'accord que nous faisons &c. „

Cette déclaration causa beaucoup de joye aux autres Missionnaires, & en particulier au P. Sarpétri, qui donna ensuite la sienne en ces termes au même Vice-Provincial des Jésuites.

„ Mon Révérend Pere, j'ai une extrême joie, & je suis très-édifié des bonnes intentions, & de la sainte résolution de mon Supérieur le R. P. Navarrette, sur ce qui regarde la matiere dont nous avons disputé... Je déclare donc & je promets en la présence de Dieu & de Jesus-Christ, à votre Paternité & aux autres Peres, que j'exécuterai ponctuellement ce que mon dit Pere Supérieur promet dans cet écrit, parceque c'est sa volonté, & celle du Pere Vice-Provincial (des Dominicains) qui s'en est rapporté à lui pour son suffrage; & parceque je suis persuadé que cette résolution est très-avantageuse pour la propagation de notre sainte Foi, & pour l'union entre les Missionnaires des deux Ordres, &

„ très utile pour remédier au scandale que l'usage contraire a fait
 „ naître; & que cette pratique s'accorde parfaitement avec le juge-
 „ ment de ma conscience, les Décrets de nos Chapitres généraux,
 „ la Lettre de notre R. P. Général aux Missionnaires de la Chine,
 „ qui est imprimée; & qu'elle est conforme à ce que nous a
 „ conseillé & ordonné le R. P. François de Paule, Commissaire du
 „ saint Office, alors Provincial de notre Province, & à ce qui a
 „ été résolu à la pluralité des voix dans l'Assemblée que nous tin-
 „ mes à *Lan-Ki*, tout ce que nous étions de Missionnaires de l'Or-
 „ dre de S. Dominique: enfin parceque c'est une chose que j'ai ar-
 „ demment désirée, & que j'ai demandée avec beaucoup d'instance
 „ par mes Lettres à notre R. P. Général, & à Nosseigneurs les
 „ Eminentissimes Cardinaux de la Propagation de la Foi. Fait dans
 „ cette maison de *Conan-Cheou-Fou*, le 4 d'Octobre de l'année 1669.

Dès l'année précédente, le même Pere Sarpétri avoir rendu un
 témoignage public sur la manière dont les Jésuites ont prêché l'E-
 vangile à la Chine. Il y certifie, 1^o qu'ayant été envoyé „ par les
 „ Supérieurs de la Province du Rosaire des Philippines de son Or-
 „ dre, pour prêcher l'Evangile dans le Royaume de la Chine, &
 „ s'étant appliqué par l'ordre des mêmes Supérieurs avec tout le
 „ soin qu'il a pu durant l'espace de huit ans, à examiner les super-
 „ stitions des sectes des Chinois: il est persuadé que ce que les Pe-
 „ res de la Compagnie de Jésus Missionnaires en ce Royaume font
 „ profession de pratiquer, en permettant ou tolérant certaines
 „ Cérémonies, dont usent les Chinois Chrétiens pour honorer le
 „ Philosophe Confucius, & leurs Ancêtres défunts, non seule-
 „ ment est sans danger de péché, puisque leur sentiment a été
 „ approuvé par la sacrée Congrégation de l'Inquisition générale;
 „ mais qu'à considérer les principes des principales sectes de la
 „ Chine, cette opinion est plus probable que l'opinion contraire;
 „ & d'ailleurs très-utile, pour ne pas dire nécessaire, afin d'ouvrir
 „ aux Infidèles la porte de l'Evangile &c.

Il certifie 2^o „ que les Peres Jésuites ont annoncé dans le Royau-
 „ me de la Chine Jésus Crucifié, & cela non seulement de vive
 „ voix, mais dans les Livres qu'ils y ont faits en grand nombre,
 „ qu'ils expliquent avec beaucoup de soin les Mystères de la Pas-

„ sion à leurs Neophytes ; que dans quelques maisons de ces Peres ,
 „ il y a des Confréries de la Passion ; & que depuis peu *Tam-Quam-*
 „ *Sien* ce fameux Persécuteur de notre sainte Loi, n'a rien tant
 „ reproché aux Prédicateurs de l'Evangile, que de ce qu'ils ado-
 „ rent comme le Dieu du Ciel & de la Terre , un homme cruci-
 „ fié : ce qu'il prouvoit par les Livres des Peres de la Compagnie. „
 „ Il certifie en troisième lien, & autant qu'il en est besoin, il
 „ proteste avec serment, que ce n'est ni à la priere ni à la persua-
 „ sion de qui que ce soit, mais par le seul amour de la vérité,
 „ qu'il s'est porté à leur rendre le double témoignage qu'on vient
 „ de voir &c. „

Le P. Sarpétri a encore fait un Traité sur les Cérémonies Chi-
 noises, dans lequel il s'attache à prouver les deux propositions sui-
 vantes : la première que „ L'opinion la plus probable en elle-même
 „ est que les Cérémonies qui ont été permises par la sacrée Congrèga-
 „ tion, sous le Pape Alexandre VII, aux Neophytes de la Chine
 „ pour honorer Confucius & leurs parens défunts, telles que les
 „ Jésuites avoient les avoir permises, renferment un culte pure-
 „ ment civil ; & que soutenir que ce culte est superstitieux, c'est
 „ l'opinion la moins probable. „ La seconde que „ Pour ce qui re-
 „ garde la probabilité qu'on nomme extrinsèque, fondée sur l'au-
 „ torité, l'opinion des Jésuites est plus probable que l'opinion
 „ contraire. „

Je sçais que pour infirmer l'autorité du P. Sarpétri, l'Apologie
 des Dominicains le représente comme un homme de peu d'esprit &
 de sçavoir. Mais 1° l'Auteur de l'Histoire de la Province des Phi-
 lippines, Dominicain, mieux instruit que le P. Alexandre des ta-
 lens & de la capacité du P. Sarpétri, quoiqu'il pense d'ailleurs d'u-
 ne maniere bien différente des Jésuites, sur le fait des Cérémonies
 Chinoises, en parle comme d'un Religieux du premier mérite. M.
 de Leonissa lui rend aussi le même témoignage dans sa réponse au
 Cardinal Casanate. 2° Il faut que la passion de décrier les Jésuites
 aille bien loin, quand elle porte un Dominicain à déprimer un de
 ses Confreres, parcequ'il a été sur certains points du même senti-
 ment que les Jésuites. 3° Le P. Navarrette que l'Apologiste des Do-
 minicains vante si fort, étoit sans doute aussi un homme de peu

d'esprit & de sçavoir, lorsqu'il passa avec le Vice-Provincial des Jésuites l'acte que j'ai rapporté plus haut; & son mérite a éprouvé apparemment les mêmes variations que sa conduite.

Un autre Dominicain, appelé le P. Pierre d'Alcala écrivoit ainsi au P. Intorcetta Jésuite en 1680. „ Autant que j'ai reçu de joye „ de ce côté-là (*il parle de la guérison de ce Pere :*) autant ai-je „ été rempli de douleur par les nouvelles qui me sont venues du li- „ vre du P. Navarrette, qui avoit renouvelé les contestations pas- „ sées sur les Cérémonies Chinoises. Dieu m'est témoin combien „ j'en suis indigné, & que, si cela étoit en mon pouvoir, je l'effa- „ cerois de mon propre sang. Dieu nous fasse la grace d'examiner „ nos esprits à la faveur de la lumière du sien, afin d'accorder la „ science que nous acquérons par le moyen de l'étude, avec une „ douceur semblable à la sienne, & avec une sainte discipline; au- „ trement nous sommes exposés à de grandes fautes, qui causent „ ensuite bien de l'amertume. Pour ce qui est de moi, j'ai déjà „ écrit à ceux de notre Ordre & aux autres, les grands travaux de „ de la Compagnie dans ce Royaume, & comme c'est à la faveur „ de son crédit que nous avons la liberté d'y demeurer tout ce „ que nous sommes d'autres Missionnaires, & d'y travailler au sa- „ lut des âmes. Enfin j'ai fait mention des grandes & illustres Egli- „ ses de Chrétiens, que la Société entretient dans cet Empire. On „ a déjà envoyé les Lettres que j'ai écrites là dessus, c'est ainsi que „ j'en parlerai & que j'en écrirai toujours, sans croire que la Com- „ pagnie me soit obligée pour cela, ni qu'elle en ait besoin; mais „ parceque je n'estime rien tant que de dire les choses comme je les „ connois, & que si j'en parlois autrement, ce seroit combattre „ la vérité &c. „

Je ne citerai plus que deux Dominicains, l'un est le P. Jean de Paz qui dans ses Réponses aux demandes des Missionnaires du Tun-quin, touchant les honneurs qu'on y rend à Confucius, dit qu'à la Chine on ne lui attribue ni la Divinité, ni aucune puissance plus qu'humaine, suivant la créance commune de ceux du pays : que c'est ce qu'il a sçu avec certitude par plusieurs relations des Reli- gieux de son Ordre, qui demeurent dans ce Royaume-là. Que ces relations assurent en premier lieu, que quand les Chrétiens protec-

tent en présence des Gentils, de nereconnoître Confucius, ni comme un Dieu ni comme ayant aucun pouvoir, mais simplement de l'honorer comme Docteur, ceux-ci les écoutent sans s'offenser d'un tel discours. En second lieu, qu'un Néophyte ayant protesté un jour en présence de plusieurs Infidèles, qu'il ne prétendoit rendre à Confucius que ce qu'un disciple tend à son maître, & non pas l'honorer comme si c'étoit un Dieu, ou qu'il pût quelque chose : à ce discours les Chinois éclatant de rire, *Pensez-vous donc*, lui dirent-ils, *qu'aucun de nous attribue rien de tout cela à Confucius ? Nous savons assez que c'étoit un homme comme nous : & si nous lui rendons nos respects, c'est simplement comme des disciples à leur Maître, en vûe de la doctrine excellente qu'il nous a laissée* : en troisième lieu, que si quelque Chrétien du nombre des gens de Lettres, ne se trouve pas selon la coutume pour faire ses inclinations profondes devant le nom de Confucius, les Gentils à la vérité l'accusent d'être ingrat envers leur Maître, mais non pas d'avoir peu de religion, ni d'être infidèle selon les principes de leur secte.

Il est manifeste que les Religieux Dominicains, auteurs de ces relations, pensant comme les Jésuites sur la nature des honneurs tendus à Confucius, permettoient aussi ce que les Jésuites croyoient pouvoir permettre.

L'autre Dominicain est le fameux Grégoire Lopez, Chinois de Nation, le premier qui se soit fait Religieux, & qui ait été honoré du Sacerdoce, qui fut ensuite Vicaire Apostolique, Evêque de Basilée & enfin Evêque titulaire de Pékin. Il travailla dans les Missions de la Chine par toutes les Provinces durant près de cinquante ans : il avoit été chargé par son Supérieur de recueillir ce qu'il pourroit trouver sur les Cérémonies dans les Livres classiques Chinois. Il en composa dans sa langue un Traité qui fut achevé sur la fin de 1681, dans le tems même que ses Bulles arriverent à la Chine. Depuis son Sacre il retoucha ce Traité : le P. de Leonissa Franciscain en fit une traduction latine qui fut envoyée à Rome en 1686, signée de la main de l'auteur & du traducteur. Il y rapporte de bonne foi tout ce qu'il a trouvé pour & contre dans les Livres Chinois. Pour le fond des choses, il est du sentiment des Jésuites, quoiqu'il fût d'un autre avis sur différens points, comme il le marque dans sa

Lettre

Lettre aux Cardinaux de la Congrégation pour la propagation de la Foi. Quant à la pratique, il se conforma toujours à l'opinion qui ne reconnoissoit qu'un culte de police & purement civil, dans les honneurs rendus à Confucius & aux ancêtres.

S'il y eut jamais un Missionnaire à portée de bien entendre les Livres Chinois, & de bien connoître les idées communes de sa Nation, l'institution des Cérémonies & l'esprit dans lequel on les pratiquoit, ce fut sans doute Grégoire Lopez. On ne peut pas supposer d'ailleurs qu'aucun intérêt d'Ordre, l'exemple des siens, la crainte de s'attirer leur disgrâce, l'ait entraîné dans un parti, qu'il voyoit combattre avec tant de chaleur par plusieurs Dominicains. Que doit on donc inferer de son sentiment & de sa conduite? c'est que si un Chinois même, homme habile au jugement de ses Supérieurs, après avoir étudié la matière dans les sources, & ne manquant d'aucun des secours nécessaires pour l'éclaircir, s'y est néanmoins trompé, il ne doit point paroître étrange que les Jésuites & tant d'autres Missionnaires se soient trompés aussi.

L'Apologiste des Dominicains défigure encore étrangement le portrait de Grégoire Lopez, afin de rendre son autorité méprisable; mais l'histoire de son Ordre l'appelle *l'honneur de son Pays*: le P. Navarrette, dans une Relation qu'il donna à la Congrégation de la Propagande, dit de lui qu'il étoit très-verse dans les sciences sacrées, & d'une prudence exquise dans le maniement des affaires: *Sacris studiis probè excultus . . . ad negotia tractanda exquisitissimè prudentiâ.*

Hist. Ord. S. Do.
min. part. 1.
pag. 179.

Monum. Domi-
nicana. p. 691.

J'ai oublié de parler d'une Lettre du P. Sarpétri, adressée à son Provincial & aux Définites du Chapitre de sa Province, par laquelle il témoigne que deux Provinciaux de son Ordre dans les Philippines, sçavoir les Peres François de Paule & Philippe Pardo, avoient plusieurs fois recommandé à leurs Missionnaires de la Chine, par l'autorité qu'ils avoient sur eux, de se conformer absolument à la pratique des Jésuites, en ce qui regarde le Décret d'Alexandre VII, leur défendant de rien écrire qui y fût contraire. Les choses changerent bien depuis à cet égard, à l'arrivée des Vicaires Apostoliques François, qui entrèrent à la Chine sur la fin de 1684. Les Supérieurs des Dominicains ne leur

Suite de la 111. Partie.

R

permirent plus alors d'avoir d'autre sentiment que celui qui étoit contraire à ce Décret , jusques-là qu'un Provincial des Philippines déclara que , s'il étoit vrai que quelques-uns des siens fussent de l'avis des Jésuites , il concluroit à les bruler tous. *No hallo otro remedio que quemar todos.* Ce sont ses propres paroles dans l'*Apologie des Dominicains de la Chine*. On peut juger si depuis ce tems-là jusqu'à l'entière conclusion de l'affaire, c'est bien librement qu'ils se sont déclarés contre le Décret d'Alexandre VII , & si on doit avoir égard à des suffrages ainsi commandés , & arrachés avec violence.

Le P. Alvare Benaventi Augustin , d'abord Provincial de son Ordre aux Philippines , ensuite Evêque d'Ascalon & Vicaire Apostolique dans la Province de Kiang-si , écrivant en 1700 à la Congrégation de la Propagande , explique ainsi son sentiment au sujet des Cérémonies. » Quant à ce qui regarde la pratique pour » cette Province de Kiang-si , je vais exposer à vos Eminences » avec la sincérité convenable, ce que je crois à propos que l'on fasse, » en le soumettant toujours à votre correction. L'année 1683 & » la suivante , après m'être déjà appliqué de tout mon pouvoir » pendant trois ou quatre ans , à l'étude de la langue & des caractères Chinois , étant un des premiers d'entre ceux de mon Ordre qui étoient venus à cette Mission , & leur Supérieur , & » ayant déjà commencé à avoir des Chrétiens sous ma direction , » je formai le dessein d'examiner sérieusement quelle pratique je » devois suivre , celle des Peres Jésuites , qui permettent le culte » de Confucius & des ancêtres défunts , comme civil & de pure » police , ou celle des Peres Dominicains , qui rejettent ce même » culte comme superstitieux. J'ai donc lû à ce sujet presque tous » les traités composés de part & d'autre , j'ai consulté les Chinois » de la plus grande autorité , que j'ai eus à ma portée , & entr'autres l'illustissime Evêque de Basilée , Chinois de nation , Dominicain de profession , dont l'autorité dans les choses de fait » me sera toujours d'un grand poids , & le P. Blaise Verbiest aussi » Chinois de nation , fait Prêtre depuis peu dans la Société , & » qui pour lors étoit encore dans le siècle , mais assez estimé de » tout le monde pour la candeur de ses mœurs , & son zèle pour » la propagation de la Religion Catholique , habile en même tems

„ non seulement dans les sciences Chinoises , mais aussi dans les
 „ nôtres , parcequ'il a lu & relu tous les livres traitant de la Re-
 „ ligion , qui sont écrits en caractère Chinois ; j'en ai aussi con-
 „ sulté d'autres moins sçavans par moi-même ou par d'autres ;
 „ j'ai aussi examiné par moi-même le sens de plusieurs Livres
 „ Chinois sur la matiere en question : & toutes choses s'ensui-
 „ vent pesées , j'ai jugé avec l'Evêque de Basile & le P. Blaise
 „ Verbiest , que je devois suivre la pratique de la Société , non
 „ seulement parcequ'elle est évidemment plus favorable à la pro-
 „ pagation de la Foi , mais parceque le sentiment qui assure que
 „ le culte susdit est civil & politique dans son institution , & re-
 „ gardé comme tel d'un commun consentement , (quoiqu'il
 „ panche quelquefois vers la superstition par l'ignorance du petit
 „ peuple , qui s'en forme une fausse idée) m'a paru , ainsi qu'à
 „ beaucoup d'autres , plus probable , plus sûr , & plus clairement
 „ exprimé dans les livres & les auteurs anciens , que le sentiment
 „ contraire.

„ C'est ainsi que je pensois & que je pense encore. Mais je n'ose
 „ point assurer qu'après une discussion plus exacte & une plus
 „ grande étude , je persévérerai dans cette pensée ; parceque l'o-
 „ pinion contraire qui étoit déjà presque abolie , durant le cours
 „ de ces années a repris des forces , & a été renouvelée par les
 „ Evêques de Conon & de Rosalie (MM. Maigrot & de Lionne)
 „ &c. “

On voit par cette même Lettre , & par une autre écrite au Roi
 d'Espagne en 1707 que la plupart des Augustins & des Franciscains
 étoient dans les mêmes sentimens que les Jésuites.

Le P. de Leonissa Franciscain , depuis Evêque de Béryste , dont
 le rapport fut d'un si grand poids dans la décision de cette impor-
 tante affaire , pensoit comme Grégoire Lopez , dans le tems qu'il
 traduisoit son livre : il ne le dissimule pas dans sa réponse au Car-
 dinal Casanare , art. 96 , où il ajoute que „ Quelques Missionnai-
 „ res des Ordres de S. Dominique , de S. François & d'autres ,
 „ ont suivi en plusieurs choses , l'opinion des Jésuites , dans la
 „ pratique sur le culte & les Cérémonies Chinoises , au moins
 „ pendant un certain tems , quoiqu'il ne puisse assurer qu'ils

“ l'ayent suivie en tout. “ Il changea depuis à la vérité , comme il le dit au même endroit ; mais enfin il est toujours vrai que tandis qu'il fut grand Vicaire de Grégoire Lopez , il n'eut pas d'autres sentimens que les siens.

M. de Cicé du Séminaire des Missions étrangères , & Evêque de Sabula , fut aussi de même avis que les Jésuites pendant tout le tems qu'il fut à la Chine , & encore depuis son retour à Paris. On en tire la preuve d'une Lettre qu'il écrivit étant à Paris à un de ses amis , du 24 Octobre 1698. „ Nos Missionnaires , dit-il , „ au sujet des honneurs qu'on rend à la Chine à Confucius & „ aux ancêtres , ont tenu en cela une conduite bien différente „ de la mienne : ils ont embrassé le parti des Dominicains , & „ moi celui des Jésuites ; ils ont eu leurs raisons & moi les „ miennes. Le S. Siège à qui le jugement de cette dispute , en „ laquelle je veux croire que les deux parties ne cherchent que „ l'honneur de Dieu & le salut des ames , a été remis , pronon- „ cera sur cela , & ses arrêts en feront la décision. „ M. de Cicé se déclara depuis contre les Jésuites , lorsque le procès se pouvoit le plus vivement ; mais ce ne fut certainement pas sur de nouvelles lumières qu'il eut acquises en France.

Enfin M. Maigrot qui avoit été neuf ans à la Chine en qualité de Vicaire Apostolique dans la Province de *Foxien* , sans y inquiéter les Jésuites sur leurs sentimens & leur pratique ; M. Maigrot qui ne donna son Mandement qu'après qu'on lui eût signifié que la Commission avoit cessé par l'érection des Evêques titulaires , & par l'établissement d'un grand Vicaire nommé par l'Archevêque de Goa , lequel en qualité de Primat de l'Inde , prétendoit que c'étoit à lui à gouverner ces Eglises , pendant la vacance des Sièges ; M. Maigrot , depuis ce Mandement-là même , depuis qu'il eut été nommé Evêque de Conon , après qu'il eut interdit les Jésuites Portugais dans le *Foxien* , leur rendit tous les pouvoirs le 15 de Mai l'an 1700 , & par un acte authentique leur permit d'absoudre les Chrétiens Chinois , sans les obliger à renoncer à leurs Cérémonies , ni grandes ni petites. Bien plus , il avoit pratiqué lui-même l'année précédente à *Fo-tcheou* les mêmes Cérémonies en l'honneur des morts , qu'il condamnoit de superstition , & qu'il avoit déferées à Rome comme Idolatriques.

C'est aussi ce que toute la Ville de Canton avoit vû faire au P. Varo Dominicain, qui a tant écrit contre le sentiment des Jésuites. Lui & ceux de son Ordre qui étoient de son opinion, lorsque la bienséance ou le respect dû à quelque mort d'un rang distingué, demandoit qu'ils allassent selon la coutume faire les complimens de condoléance, ne se faisoient aucun scrupule de se prosterner devant l'image ou l'écriteau qui représentoit la personne du défunt, & de se conformer aux autres pratiques usitées en ces rencontres. Ils ne le devoient pas sans doute, ils ne le pouvoient pas, au cas qu'ils fussent vraiment persuadés qu'on regardoit à la Chine les Ancêtres & les morts comme des divinités, & que leurs Tableaux étoient de véritables Idoles : ce qu'on peut donc conclure de plus favorable à leur égard, c'est qu'ils n'avoient rien de fixe & de certain à ce sujet, & qu'ils ne sçavoient trop qu'en penser.

Tous ces témoignages, & mille autres de cette nature, que les Jésuites faisoient valoir au commencement de ce siècle en faveur de leur sentiment, avant que le S. Siège eût prononcé ; aujourd'hui que la cause est jugée, & qu'ils ont été les premiers à reconnoître qu'ils s'étoient trompés, ils s'en servent uniquement pour la justification personnelle de leurs Missionnaires ; ils demandent qu'on porte de leurs Confreres le même jugement, que l'équité & la charité chrétienne obligent à porter de tant de Dominicains, d'Augustins & de Franciscains, dans le procédé desquels on ne peut s'empêcher de reconnoître beaucoup de droiture & de bonne foi. Ils demandent qu'on ne fasse point passer les uns plutôt que les autres, pour des hommes sans conscience, sans religion, pour des fauteurs de la superstition & de l'Idolatrie. Si cette demande est juste & raisonnable à l'égard des autres, pourquoi ne le seroit-elle pas à l'égard des Jésuites ? Je sçais que le Rédacteur & ceux qui les attaquent aujourd'hui ont des raisons particulières de leur vouloir du mal ; mais si ces raisons avoient leur source dans le zèle pour la Religion & la saine doctrine, elles ne leur permettroient point d'avoir deux poids & deux mesures.

Quoi qu'il en soit, sur la multitude & la qualité des personnes qui se sont trompées comme les Jésuites sur la nature des Cérémonies Chinoises, il résulte qu'il n'étoit pas si manifeste que ces Gé-

rémonies fussent infectées de superstition, qu'avant le jugement du S. Siège, il ne fut très-permis d'en douter, & que ceux qui les en ont cru exemptes, ne pussent le croire de bonne foi. Il résulte encore que, tandis qu'on a pu de bonne foi & sans imprudence, être dans la persuasion que ces Cérémonies étoient des devoirs de pure police, on ne devoit pas en interdire la pratique aux Néophytes, vû sur-tout qu'une pareille défense étoit de l'aveu universel, d'une très-dangereuse conséquence pour le bien de la Religion. C'est la règle que la Congrégation de la propagation de la Foi a donnée aux Missionnaires des pays Orientaux. *Nullum studium ponite nullaque ratione suadete illis populis, ut ritus suos, consuetudines & mores mutant, modo ne sint apertissime religioni & bonis moribus contraria. Quid enim absurdius, quam Galliam, Hispaniam, aut Italiam, aut aliam Europæ partem in Sinas invehere? &c.*

Er. R. ad Vinea.
Apoll. pag. 14.

Ce fut la considération des inconveniens auxquels seroient exposés les nouveaux Chrétiens, s'ils refusoient de se trouver aux Cérémonies, où leurs parens infidèles pouvoient mêler quelque chose de superstitieux, qui détermina en 1656 la Congrégation à leur permettre d'y assister. Ce fut aussi la crainte d'éloigner de notre Religion ceux qui ne l'avoient pas encore embrassée, qui empêcha les Missionnaires Jésuites de retrancher tout à fait ces pratiques, comme ils auroient souhaité de le faire, par la raison qu'elles avoient l'apparence d'un culte de Religion, quoiqu'au fond ils les crussent indifférentes. Voici comme ils s'en expliquoient en 1700, dans une Lettre qu'ils écrivirent à Clément XI. *Nous souhaiterions de tout notre cœur qu'il fût en notre pouvoir d'abolir toutes les coutumes & les Rits des Payens, où l'on pourroit appercevoir le moindre soupçon de mal. Mais dans la crainte de fermer par cette sévérité l'entrée de l'Evangile & la porte du Ciel à un grand nombre d'ames, nous sommes obligés, à l'exemple des Saints Peres dans la Primitive Eglise, de tolérer les Cérémonies des Gentils qui sont de pure police. De manière cependant qu'autant que la chose peut se faire sans danger, nous les retranchons peu à peu, en y substituant des Cérémonies Chrétiennes.*

Cette raison parut si forte au Souverain Pontife, qu'avant que de donner le Décret de 1704, pour mettre fin à des contestations qui alloient à ruiner l'œuvre de Dieu, & pour réunir tous les Million-

naires dans les mêmes sentimens & la même pratique, il prit la précaution de s'informer, si c'étoit absolument mettre obstacle à la conversion des Chinois, que d'interdire toutes les Cérémonies ; & qu'il ne se refolût à porter le Décret, qu'après qu'on l'eut assuré que les Missionnaires qui rejetoient ces pratiques, ne laissoient pas de faire quelque fruit. C'est ce qu'on peut voir dans les Réponses de M. de Leonissa aux points que lui avoit proposé le Cardinal Casanate.

QUATRIEME PROPOSITION

Les Jésuites ont été pleinement soumis aux Décrets du S. Siège, & n'ont point permis depuis ce qu'il a défendu comme illicite & infecté de superstition.

ON a vu plus haut pourquoi les Jésuites & les autres Missionnaires qui étoient dans leurs sentimens, ne crurent point que le Décret rendu en 1645 sur l'exposé du P. Moralez, les regardât ; & pourquoi ils s'en tinrent au Décret de 1656 porté par Alexandre VII sur l'exposé du P. Martini. La chose demeura dans ces termes l'espace de trente ans ; & l'opinion contraire à celle des Jésuites étoit presque entièrement tombée, comme dit M. de Benaventé, *contraria sententia jam erat pene antiquata*, lorsqu'elle reprit des forces à l'arrivée de M. Maigrot en 1684. C'est à cette époque que j'ai interrompu le fil de ma narration : je vais le reprendre, & montrer que depuis ce moment, jusqu'aujourd'hui les Jésuites de la Chine n'ont manqué en rien à l'obéissance qu'ils devoient au S. Siège.

M. Maigrot étant arrivé à la Chine en qualité de Vicaire Apostolique dans la Province de Fokien, fut, comme j'ai dit, neuf ans entiers sans inquiéter les Jésuites & les autres qui se conformoient au Décret d'Alexandre VII. Ce ne fut qu'en 1693 qu'il publia son Mandement, à l'occasion que je vais dire.

Sur la fin du seizième siècle, le Pape avoit établi à Macao un Evêque à la nomination du Roi de Portugal, & dont la juridiction s'étendoit sur toute la Chine. Les Jésuites Missionnaires avoient toujours pris de lui, comme ils le devoient, les pouvoirs

nécessaires pour leurs fonctions. L'Eglise de Macao ayant été fort longtems sans Evêque, pour des raisons qui ne font rien à notre sujet, le Diocèse fut gouverné durant tout ce tems-là par des grands-Vicaires. Dans ces conjonctures arrivèrent les Vicaires Apostoliques, à qui la sacrée Congrégation de la Propagation de la Foi avoit fait donner une juridiction très-ample sur la Chine. Cette juridiction fut d'abord contestée par le Vicaire-général de l'Evêché de Macao, & le Roi de Portugal comme Patron de cette Eglise appuya l'opposition de tout son pouvoir. Le procès qui se poursuivoit à Rome, dura jusques au Pontificat d'Alexandre VIII, sous lequel il fut terminé de cette manière. Le Pape voulut bien créer pour la Chine, outre l'Evêque de Macao, deux autres Evêques Titulaires à la nomination du Roi de Portugal, qui de son côté se chargea de doter ces deux nouvelles Eglises, l'une de Pékin, l'autre de Nankin.

Tout le monde fut alors persuadé que le pouvoir des Vicaires Apostoliques expiroit par la création de ces nouveaux Evêques : les Vicaires Apostoliques le supposoient eux-mêmes ; ils prétendoient seulement que leur révocation devoit leur être notifiée par le Tribunal même qui les avoit établis, & ils attendoient de mois en mois des Lettres de Rome sur ce sujet. Mais l'Archevêque de Goa crut que cette formalité n'étoit point requise, & que les Bulles d'erection ayant été publiées à la Chine, il pouvoit dès-lors commencer à exercer la juridiction que l'usage & le droit lui donnoient en qualité de Métropolitain pendant la Vacance du Siège, & jusqu'à ce que les Evêques nommés fussent en possession. Il nomma donc entre autres le P. Joseph de Monteiro Jésuite Vicaire-général de la Province de Fokien, & les Lettres en furent publiées dans les Eglises. Ensuite de quoi on signifia à M. Maigrot qu'on ne le reconnoissoit plus pour Vicaire Apostolique. Il répondit que ce n'étoit point-là la forme dans laquelle sa révocation devoit lui être notifiée, & il continua d'exercer ses fonctions à l'ordinaire.

Ce fut dans ce conflit de juridiction, & dix jours après la signification qu'on vient de dire, qu'il publia le fameux Mandement qui abroge le Décret d'Alexandre VII. Sans examiner ici ce qu'on

qu'on doit penser du procédé de M. Maigrot, ni des autres sujets de mécontentement qu'il avoit donnés, non seulement aux Jésuites, mais aux Augustins & aux Franciscains, comme on le peut voir dans la Lettre de M. de Benaventé aux Cardinaux de la Congrégation de la Propagande; je me contenterai de rapporter les raisons pour lesquelles les Jésuites & les autres se crurent dispensés d'obéir à son Mandement. La première est qu'il étoit au moins douteux qu'il eût encore quelque juridiction. La seconde est que, quand même sa juridiction eût été incontestable, un simple Vicaire Apostolique n'avoit point le droit de casser un Décret porté par un Pape, & confirmé par un autre Pape, je veux dire, par Clément IX en 1669, Décret reçu & mis en pratique depuis près de quarante ans; sur-tout M. Maigrot étant le seul qui eût osé y donner atteinte. Ce refus donna occasion à la Lettre que M. Maigrot écrivit cette même année au Pape; il n'est pas surprenant que son style & ses plaintes se ressentent de la mauvaise humeur où il étoit contre les Jésuites, qui après tout ne pouvoient guères tenir une autre conduite à son égard: ainsi ce Mandement & cette Lettre que le Rédacteur a placés dans son Recueil, ne déposent point contre leur soumission.

Extra. des affiches.
pag. 220 & suiv.

Cependant Innocent XII qui avoit succédé à Alexandre VIII, trouvant les nouveaux Diocèses de la Chine d'une trop grande étendue, jugea à propos d'en démembrer plusieurs Provinces, qu'il assigna aux Vicaires Apostoliques. Par-là M. Maigrot se trouva de rechef Vicaire Apostolique de Fokien, & peu de tems après il fut nommé Evêque de Conon. Comme il avoit continué ses fonctions malgré la nomination des Evêques titulaires, par la raison qu'il n'avoit point encore reçu de Rome une révocation dans les formes; les Jésuites Portugais refuserent cette seconde fois de le reconnaître, & de se soustraire à la juridiction de leur Evêque établi par le S. Siège, jusqu'à ce qu'ils en eussent aussi reçu de Rome l'ordre dans les formes. Sitôt qu'ils l'eurent reçu, ils allèrent se jeter à ses pieds, le reconnurent pour leur Evêque, & lui demandèrent le pouvoir d'administrer les Sacremens. Il jugea à propos de le leur refuser; mais ce ne fut pas, comme on pourroit le croire, à cause qu'ils continuoient à se conformer au Décret d'Alexandre VII

Suite de la III. Partie.

S

malgré son Mandement; car il les releva de cet interdit en 1700, le 15 de Mai, sans exiger d'eux qu'ils renonçassent à leurs sentimens & à leur pratique.

Extr. des aff. de
Pag. 224. 225.

Le Rédacteur a placé après la Lettre de M. Maigrot, les propositions du Livre du P. le Comte, intitulé *Nouveaux Mémoires de la Chine*, & la Censure qu'en a fait la Sorbone, sans attendre le jugement de la Cour de Rome, à qui elles avoient d'abord été déferées, & qui jusqu'ici ne les a point condamnées. Comme ces propositions ne regardent en rien les Rits Chinois, & que ce qu'elles contiennent est absolument éloigné de favoriser l'Idolâtrie, il étoit fort inutile d'en faire mention sous ce titre; & ce seroit à pure perte que nous travaillerions ici à les justifier.

Je passe également sous silence tout ce qui s'est passé à l'égard de M. Maigrot, & je viens à la Légation de M. de Tournon, & au Décret de Clément XI en 1704.

M. Thomas Maillard de Tournon créé par le Pape, Patriarche d'Antioche dans un Consistoire du 5 Décembre 1701, fut envoyé à la Chine en qualité de Légat, & le dessein de Clément XI en l'envoyant étoit, *afin que le S. Siège fut informé du véritable état de ces Missions*. Ce sont les propres paroles du Souverain Pontife. Il partit de Rome avec les plus amples pouvoirs en 1703, avant qu'il y eut encore rien de décidé sur les affaires de la Chine. Après avoir séjourné quelque tems à Pondichéry & à Manille, il aborda à la Chine au commencement d'Avril 1705.

Pendant qu'il étoit en chemin, le Pape tendit enfin en 1704 un Décret sur les Cérémonies Chinoises. Ce Décret n'accordoit pas à beaucoup près à M. Maigrot & à ses partisans tout ce qu'ils avoient demandé. 1° Il déclaroit superstitieuses toutes les Cérémonies grandes & petites suivant l'exposé. Or M. Maigrot avoit cru qu'on pouvoit tolérer les petites. 2° Il défendoit expressément de traiter de fauteurs d'Idolâtrie ceux qui avoient permis l'usage de ces Cérémonies; & cette défense étoit une Censure visible de tout ce qu'on avoit écrit d'injurieux à ce sujet contre les Jésuites. 3° Enfin il y est dit que le S. Siège ne prononçoit point sur la vérité des exposés. Ce Décret au reste fut tenu longtems secret, & Clément XI ne voulut point qu'il fut publié en Europe; il se

contenta de l'envoyer en Chine à son Légat, qui s'y comporta à son arrivée d'une manière qui causa bien du bruit.

Les Jésuites consentent volontiers qu'on ne juge point sur leur témoignage, de la conduite de M. de Tournon : mais ils sont en droit d'exiger qu'on n'ajoute point foi à ce que leurs adversaires en ont écrit. Ce qu'on en va dire est tiré d'une Lettre de M. de Benavente Evêque d'Ascalon, écrite de Canton le 7. Décembre 1707 au Roi de Portugal.

Il y est peint comme un homme qui se livra tout en arrivant aux conseils des adversaires des Jésuites, & qui quoiqu'envoyé pour informer le S. Siège de l'état véritable de ces Missions, avoit pris son parti, avant que de faire aucune information juridique. Envain le pressa-t-on d'écouter les parties pour s'instruire à fond de la vérité. » Rien de tout cela, dit l'Evêque d'Ascalon, ne fit impression sur son esprit, parce qu'il étoit venu préoccupé des idées qu'on lui avoit données à Rome, que les Jésuites n'avoient pas pris la vraie manière de planter la Foi à la Chine, & qu'ils vouloient à présent mettre à couvert leur honneur, en soutenir les erreurs dans lesquelles leurs premiers Missionnaires étoient tombés ; que personne ne suivoit leurs sentimens, si ce n'est ceux qui les craignent ou qui en espèrent quelque chose. A quoi M. le Patriarche semble ajouter foi : comme si les Religieux de mon Ordre, & presque tous ceux de S. François, qui suivent les mêmes sentimens que les Jésuites, étoient capables de trahir leur conscience par complaisance pour ces Peres. »

Il n'est pas surprenant qu'un homme imbu de ces préjugés, qui ne sont pas toujours incompatibles avec la piété dont il faisoit profession, n'ait tenu aucun compte des conseils des Jésuites, qui par leur nombre & la connoissance qu'ils avoient de l'état des choses, méritoient du moins d'être consultés & écoutés sans partialité. Il fut cependant obligé de s'adresser à eux pour obtenir la permission d'aller à la Capitale. Les Jésuites quoique bien instruits de sa manière de penser à leur égard, obéirent aussitôt à ses ordres, ils s'adressèrent à l'Empereur ; mais ils furent refusés deux fois ; & l'Empereur leur dit qu'il étoit dangereux de faire venir à la Cour ce Légat, parce qu'il ne pouvoit avoir nulle expérience des coutumes de l'Em-

pire. Dans toute autre circonstance les Jésuites n'auroient osé insister ; mais craignant qu'on ne les rendit responsables de ce refus , comme on le faisoit déjà , ils firent tant d'instances , qu'enfin l'Empereur donna ordre de faire venir à Pékin M. le Patriarche & tous les gens de sa suite : ce qui s'exécuta avec les honneurs convenables à sa dignité. Il partit de Canton le 9 Septembre 1705.

„ Au mois de Juin, dit M. de Benaventé , je m'y étois rendu
 „ pour saluer M. le Patriarche , & je restai près de trois semaines
 „ avec lui. Pendant ce tems-là je remarquai que dans sa maniere de
 „ procéder , il ne suivoit pas les règles ordinaires ; qu'il ne faisoit
 „ pas d'abord des informations générales touchant les personnes &
 „ les matieres importantes de sa commission , en obligeant par ser-
 „ ment & par la crainte des Censures les Missionnaires à dire la vé-
 „ rité , pour descendre ensuite à une recherche plus exacte & plus
 „ particuliere , comme c'est la coutume de tous les Tribunaux Ec-
 „ clésiastiques.

„ La pratique de M. le Patriarche étoit de demander simplement
 „ & sans rien écrire , quel étoit l'usage des Cérémonies de la Chine ,
 „ & des Mariages qui s'y font ; insinuant ensuite aux Missionnaires
 „ qu'il ne falloit point permettre aux Chrétiens ces Cérémonies ,
 „ que le S. Siège les avoit condamnées , & qu'il étoit venu faire
 „ exécuter le Décret de sa Sainteté. Les plus sages Missionnaires
 „ lui représentoient qu'ils n'osoient rien innover d'eux-mêmes sur
 „ les Cérémonies qui avoient été permises par le S. Siège , & qu'on
 „ ne pouvoit défendre sans faire un nombre infini d'Apostats , &
 „ ruiner entierement la Chrétienté de cet Empire , *comme l'expé-
 „ rience nous le fait connoître.* C'est pourquoi ces Missionnaires prie-
 „ rent M. le Patriarche de produire le Décret du S. Siège , afin que
 „ chacun pût s'y conformer exactement , ou bien que se servant de
 „ l'autorité de Légal Apostolique , il fit un règlement par lequel il
 „ leur expliquât lui-même en termes précis ce qu'ils devoient faire ;
 „ afin que ce règlement pût mettre leur conscience en repos dans une
 „ affaire si délicate. Mais M. le Patriarche ne répondoit qu'en termes
 „ généraux , & se contentoit de dire que le S. Siège n'approuvoit
 „ point ces Cérémonies : en quoi il ne gardoit point de son côté
 „ à l'égard des Missionnaires un procédé tel qu'on l'eût pu désirer.

„ Il s'expliqua à moi sur cette matiere à peu près dans les mêmes
 „ termes : mais comme mon caractère me donnoit la liberté de lui
 „ représenter tous les inconveniens que pouvoit produire la defen-
 „ se des Cérémonies, il me dit expressement qu'il étoit venu pour
 „ exécuter les intentions de sa Sainteté sur les points en question :
 „ que néanmoins *s'il trouvoit des raisons suffisantes pour tolérer les*
 „ *Cérémonies de la Chine, il ne changeroit rien*, mais qu'il feroit part
 „ à sa Sainteté des connoissances qu'il auroit eues. “ Ce fut sur
 cela que M. de Benaventé l'engagea à faire des informations juri-
 diques ; à quoi le Légat ne voulut jamais consentir.

Il arriva à Pékin au mois de Décembre 1705, & il y fut reçu
 de l'Empereur avec des honneurs extraordinaires. Ce qui lui fit
 concevoir l'espérance de réussir dans le dessein qu'il avoit d'établir
 un Nonce à Pékin, pour être le Supérieur de tous les Missionnai-
 res de cet Empire, & pour entretenir une espèce de correspon-
 dance entre le Pape & l'Empereur : *Ce qu'il cachoit avec soin aux*
Jésuites, dit M. de Benaventé, *dont il paroissoit en tout se désier*.
 Mais il fut bien surpris, lorsque l'Empereur ayant examiné avec
 attention ce qu'on lui propoisoit, il le refusa entièrement ; ce qui
 occasionna des plaintes assez vives de la part du Légat.

Cependant le 31 Décembre 1705, l'Empereur lui donna une
 Audience publique, où il le reçut avec tant de distinction & lui
 donna tant de marques de bienveillance, que jamais on n'avoit
 rien vu de semblable à la Chine, & que toute la Cour en fut
 étonnée. Ce Prince lui expliqua les raisons qu'il avoit eues de ne
 pas accorder la demande qu'il lui faisoit, d'établir un Nonce à
 Pékin, en qualité de Supérieur de tous les Missionnaires de l'Em-
 pire. “ Ces raisons en effet (ce sont les termes de la Lettre) sont
 „ si solides, que les plus anciens & les plus expérimentés Mission-
 „ naires sont persuadés que, quand même l'Empereur de son
 „ propre mouvement le voudroit établir, il ne feroit pas du bien
 „ de la Mission de l'accepter. Rien au fond ne seroit plus propre à
 „ en causer la ruine entière, qu'une pareille nouveauté dans un
 „ Empire tel que celui-ci. Tout ce qu'on put représenter à M. le
 „ Patriarche ne fut pas capable de le calmer. Il persista dans ses
 „ plaintes, & dans le soupçon où il étoit, que les Jésuites avoient

„ contribué à faire échoûter un dessein qu'il regardoit comme
 „ d'une extrême conséquence : ce qui augmenta l'éloignement
 „ & la défiance qu'il avoit déjà marquée à leur égard. „

Les six mois qui s'écoulerent depuis cette audience jusqu'à la
 seconde & la plus solennelle, à laquelle il fut admis le 29 Juin
 1706 se passerent de la part du Légat à donner de nouvelles mar-
 ques de sa prévention sur le compte des Jésuites, & de nouveaux
 sujets de mécontentement à l'Empereur. „ Peu de jours après son
 „ arrivée à Pekin, les Gentils-hommes de l'Empereur, par un or-
 „ dre secret qu'il leur avoit donné, comme on le scût depuis, lui
 „ demanderent si on avoit vu à Rome la déclaration que l'Empe-
 „ reur leur Maître avoit donnée sur les cérémonies de la Chine.
 „ M. le Patriarche répondit qu'on avoit vû en effet la déclaration
 „ dont ils parloient ; mais qu'il y avoit encore quelque difficulté
 „ sur le sens qu'on pouvoit y donner. Si cela est, repartirent les
 „ Mandarins, vous avez une belle occasion de consulter notre
 „ Maître sur ces difficultés ; il y satisfera sans doute avec sa péné-
 „ tration ordinaire. Mais M. le Patriarche évita dans la suite de
 „ parler de cette matiere, craignant que l'explication de l'Empe-
 „ reur ne le mît hors d'état d'abolir par voie de fait, & sans atten-
 „ tion à aucun droit, les cérémonies en questiou. Cependant
 „ l'Empereur comptoit toujours, & souhaitoit même d'être con-
 „ sulté sur cela par M. le Patriarche. “

Dans le même tems le Légat engagea M. Appiani & un Reli-
 gieux de S. François Italien, à dire aux Chrétiens de Pékin,
 qu'ils eussent à s'abstenir désormais des cérémonies qui faisoient
 le sujet des contestations. Il a dit depuis que ce n'avoit été *qu'un*
conseil, & non pas un ordre ; mais ces conseils s'expliquoient en les
 donnant, comme des ordres très-pressans ; car on disoit en même
 tems aux Chrétiens que ces Cérémonies étoient mauvaises ; que
 le Pape vouloit les détruire, & qu'il falloit obéir à M. le Patriar-
 che comme à Dieu-même. La plupart de ces Chrétiens firent con-
 noître combien ce qu'on vouloit exiger d'eux, leur faisoit de
 peine. Ils furent encore bien plus irrités, lorsqu'ayant présenté à
 M. le Légat des Mémoires, où ils lui faisoient quelques représen-
 tations sur sa défense, il les déchira & les foula aux pieds en leur

présence , leur défendant de lui en jamais présenter d'autres.
„ Il n'y a , dit la Lettre , que ceux qui ont vécu quelque tems à
„ la Chine , qui puissent comprendre à quel point une action
„ semblable peut irriter les Chinois. Ils en furent en effet si cho-
„ qués , qu'ils résolurent de porter leur accusation contre M. le
„ Patriarche au Tribunal des Rits , lequel est un des six Tribu-
„ naux Souverains de la Cour. Mais les Jésuites , après beaucoup
„ de peines , les apaisèrent enfin , & l'accusation ne fut point
„ présentée L'Empereur dit aussi aux Jésuites , que si M. le
„ Patriarche prétendoit abolir les anciennes coutumes de l'Em-
„ pire , la Religion Chrétienne ne pourroit plus se permettre.

„ Il arriva d'autres incidens , où les choses se passèrent d'une
„ maniere fort désagréable à l'Empereur & aux Princes ses fils :
„ sur-tout lorsque M. le Patriarche mal conseillé , présenta une
„ accusation par écrit à l'Empereur contre quelques Jésuites
„ François & contre toute la Nation Portugaise. Mais comme il
„ étoit évident à ce Prince , que la première accusation n'avoit
„ nul fondement , parcequ'elle tomboit sur une chose qu'il avoit
„ lui-même ordonnée , cela ôta toute créance à la seconde ; à
„ laquelle si l'Empereur avoit eu quelque égard , on ne devoit pas
„ moins appréhender que la ruine entière du Port de Macao ; &
„ cette Ville qui a été jusqu'ici la porte la plus sûre pour l'entrée
„ de ces Missions , auroit été enlevée aux Portugais. “

Enfin le 29 Juin 1706 , comme l'Empereur se dispoisoit à faire
un voyage en Tartarie , il donna à M. le Patriarche une audience
publique. Dans cette audience il lui dit qu'il n'étoit pas à propos
de vouloir rien changer dans les coutumes de la Chine , celles
dont on dispuoit ne paroissant pas contraires à la Loi Chrétienne ;
& après lui avoir fait des présens pour lui & pour ceux de sa suite ,
il l'invita à venir voir le lendemain ses Jardins avec tous les Eu-
ropéens. Quand M. le Patriarche retourna chez lui , il y trouva
M. l'Evêque de Conon , qui étoit venu par ses ordres de la Pro-
vince de Fokien , pour répondre à ce que les Jésuites propoioient
contre ses sentimens sur les points controversés. Le jour suivant
étant retourné chez l'Empereur , il lui fit sçavoir l'arrivée de ce
Prélat , & il lui dit que c'étoit un homme très-habile dans la lec-

ture & dans l'intelligence des livres Chinois. L'Empereur fit venir M. de Conon, & dans l'entretien qu'il eut avec lui, il connut par lui-même son peu de capacité dans les sciences Chinoises. Voici comme il s'en exprime dans le Décret qu'il donna en Tartarie le 2 Août 1706, & signifié le même jour à M. de Conon. » Tolo » (c'est le nom Chinois de M. le Patriarche) m'a fait entendre » que vous aviez une intelligence parfaite des livres Chinois. Moi » Empereur, je vous ai mandé ici de la Ville Royale, pour en » faire moi-même l'épreuve. Vous n'avez pu me recirer un seul » endroit des Livres appellés *Su-xu*; & vous m'avez dit que ce » n'étoit point la coutume en Europe d'apprendre les Livres par » cœur. Quand je vous ais dit de m'expliquer une Inscription qui » ne contenoit que quatre caractères, & que vous aviez devant » les yeux, vous n'avez pu l'entendre ni l'interpréter, & même de ces caractères, il y en a deux qui vous étoient inconnus. » Bien plus je vous ai ordonné de m'expliquer l'écrit que vous m'avez présenté vous-même, & vous n'avez pu en venir à bout. Sur » quoi fondé donc Tolo a-t-il pu me dire que vous entendiez parfaitement les Livres Chinois? » Le reste du Décret contient l'Approbation du sentiment des Jésuites sur le *King-tien* & les Cérémonies Chinoises: l'Empereur finit par menacer M. Maigrot de le chasser de la Chine, disant qu'il n'y est pas venu tant pour y prêcher la Loi Chrétienne, que pour y brouiller; & qu'il cherche moins à étendre sa Religion, qu'à la ruiner de gaieté de cœur.

Le lendemain, c'est-à-dire le 3 Août, l'Empereur donna un autre Décret pour M. le Patriarche, qui lui fut signifié à Pékin le 21 du même mois. Il y est parlé encore du peu d'habileté de M. Maigrot dans les sciences de la Chine; l'Empereur y dit que puisqu'il n'entend pas les Livres, il est sûr qu'on ne doit pas juger que les choses soient comme il le dit; que si le Patriarche s'opiniâtre à le croire, il fera en cela une nouvelle faute, que les Européens qui n'entendent point parfaitement le sens des Livres Chinois, ressemblent à ceux qui étant hors de la porte voudroient disputer des choses qui se passent dans l'intérieur de la maison. L'Empereur se plaint ensuite du peu d'union qui règne entre les Missionnaires; il déclare qu'il va désormais faire examiner avec soin dans les

les Provinces, s'il y en a d'opposés à ses sentimens sur les Cérémonies; & s'il s'en trouve, il veut qu'ils soient chassés aussitôt, & qu'on sçache dans tous les Royaumes de l'Europe comment ces sortes de gens méritent d'être traités. Le Légat avoit demandé la permission d'examiner tous les Européens qui étoient dans les Provinces : l'Empereur la lui refuse, & lui nomme deux ou trois Provinces méridionales, où il peut donner rendez-vous aux Européens, & en chemin faisant, visiter ceux qu'il trouvera sur sa route.

L'Evêque de Conon écouta avec soumission le Décret qui le concernoit. Pour le Patriarche, il répondit au sien d'une manière si peu mesurée, que l'Empereur irrité lui donna un ordre précis de sortir de Pékin le 28 d'Août. Il partit sans faire aucune satisfaction à ce Prince, qui en conséquence fit revenir de Canton les présens qu'il avoit destinés pour le Pape. Il ne rejetta point cependant sur le Pape les démarches de son Légat. *Par-tout*, dit-il un jour, *il se trouve des Ministres qui aiment mieux suivre leur propre sens, que de bien faire les affaires de leurs Maîtres : ils se croient en quelque sorte souverains & indépendans.*

Peu de jours après, l'Empereur fit traduire en Latin par les Européens qui demeuroient à Pékin, les actes & les Décrets qui concernoient M. le Patriarche & M. de Conon; & après les avoir fait sceller de son sceau Impérial, il chargea les Peres Beauvillier & de Barros Jésuites, de les porter au Pape de sa part. Ils partirent au commencement de l'année 1707. On avoit vu paroître au mois de Décembre 1706 un Décret par lequel M. de Conon avec deux autres étoient bannis de la Chine, & qui finissoit par ordonner que tous les Missionnaires répandus dans la Chine, qui n'auroient point par écrit une permission expresse de l'Empereur d'y demeurer, fussent chassés de l'Empire.

« Tout cela, dit l'Evêque d'Ascalon, s'est déjà exécuté, excepté le dernier article, parceque les Jésuites qui sont auprès
 « de l'Empereur, s'étant jettés à ses pieds les larmes aux yeux, lui
 « représenterent qu'il sçavoit bien qu'entre les Missionnaires qui
 « étoient hors de la Cour, très-peu, ou même aucun n'avoient
 « par écrit la permission de Sa Majesté pour demeurer à la Chi-

Suite de la III. Partie.

T

„ ne ; & que sans qu'il y eût de leur faute , ils seroient infail-
 „ blement chassés par les Gouverneurs , qu'il étoit de son équiré
 „ de suspendre pour quelque tems l'exécution de cet article , jus-
 „ qu'à ce que les Missionnaires eussent pu demander cette per-
 „ mission. Les Jésuites obtinrent , quoiqu'avec peine , le délai
 „ qu'ils demandoient ; & l'Empereur leur ayant dit qu'il accor-
 „ doit à tous les Missionnaires le tems de venir se présenter de-
 „ vant lui , pour avoir la permission de rester à la Chine , & qu'il
 „ vouloit les connoître tous par lui-même , & examiner leurs senti-
 „ mens touchant les Cérémonies : *Ecrivez-leur* , ajoura-t-il , *que*
 „ *ceux qui ne voudront pas venir prendre cette permission , sortent in-*
 „ *continent de la Chine , avant que d'en être chassés d'une manière hon-*
 „ *teuse , & pour eux-mêmes , & pour la Foi Chrétienne , par les Gou-*
 „ *verneurs des Provinces.*

„ Les Jésuites écrivirent aussi tôt à tous les Missionnaires ; & un
 „ des premiers qui se rendit à Peking , fut l'Evêque de Peking Dom
 „ Bernardin de l'Eglise ; ce Prélat obtint sa permission sans déclai-
 „ rer sa dignité. Elle fut pareillement obtenue par d'autres Missi-
 „ onnaires peu éloignés de la Cour , après qu'ils eurent été exa-
 „ minés sur les points controversés ; & tous déclarerent dans leurs
 „ Requêtes qu'ils avoient permis la pratique des Cérémonies en
 „ question , & qu'ils promettoient de les permettre encore à l'ave-
 „ nir. Ils firent leur protestation sans aucun scrupule , cette prati-
 „ que ayant été permise par Alexandre VII en 1656 , comme je l'ai
 „ marqué. Ils ajouterent à cette protestation une promesse de ne
 „ plus retourner en Europe. „

Remarquez que jusqu'alors le Décret de 1704 n'avoit été ni
 publié ni notifié juridiquement par M. le Légat à aucun Mission-
 naire. Cela est certain par toute la suite de la relation de M. de
 Benaventé , & par ce qu'on va dire.

M. le Légat reçut au mois de Février 1707 à Nankin des Lettres.
 qui l'instruisoient de toutes ces choses ; il envoya querir sur le
 champ le Provincial des Jésuites qui étoit dans la même Ville , &
 il se plaignit à lui que quelques Jésuites sçachant qu'il étoit en-
 core à la Chine , avoient osé promettre de ne plus retourner en
 Europe , & cela sans lui demander sa permission , ajoutant que

cela étoit contre l'obéissance due au S. Siège Apostolique. Le Provincial disculpa ces Peres sur l'éloignement où ils se trouvoient, Pékin étant à un mois de chemin de Nankin : il lui représenta que dans une conjoncture aussi pressante, ils avoient dû présumer qu'il trouveroit bon qu'ils en usassent ainsi, afin que la Chine ne demeurât point sans Ministres Evangéliques ; qu'il espéroit que Sa Sainteté l'approuveroit aussi. Il demanda ensuite à M. le Patriarche sa permission pour les autres Jesuites, qu'il accorda enfin, mais en des termes un peu ambigus.

Ce ne fut que quelque tems après que M. le Patriarche publia son Mandement daté du 25 Janvier de la même année ; dans lequel sous peine d'excommunication réservée à lui seul, il prescrivit quelques règles pour répondre à l'examen de l'Empereur ou de ses Commissaires. Quelques-unes de ces règles sont sur des matieres sur lesquelles il n'y avoit nulle dispute à la Chine parmi les Missionnaires, ni aucun engagement de la part de l'Empereur de dire son sentiment. Les autres sont directement opposées aux Déclarations données par ce Prince sur les Cérémonies. Dans ce Mandement, il défend de se prévaloir du Décret d'Alexandre VII, pour éluder ou interpréter les règles qu'il prescrit ; & il ajoute qu'elles sont conformes à la pensée de Sa Sainteté, & à ce qui a été défini le 26 Novembre 1704. Voilà la premiere mention juridique que M. de Tournon ait faite de ce Décret de Clement XI. Du reste il n'en rapporte aucune parole, & il se contente de dire que les règles prescrites par son Mandement y sont conformes. « Ce qui est certain, dit à ce sujet M. de Benaventé, c'est » que ces règles n'étoient propres qu'à aigrir l'esprit de l'Empe- » reur, & à perdre la Religion à la Chine ; au lieu qu'on pouvoit » trouver des moyens de répondre sans exciter la colere de ce » Prince, & sans porter aucun préjudice à la Loi Evangélique. » Non content des censures dont on vient de parler, M. de Tournon ordonna que chaque Missionnaire feroit serment d'observer exactement les règles qu'il avoit prescrites. Dans l'état où étoient les choses, c'étoit les mettre évidemment dans la nécessité de sortir de la Chine, & de renoncer pour jamais à l'espérance d'y faire fleurir la Religion Chrétienne, s'il n'avoient pris presque

Entr. des affect.
pag. 214, 215,
216.

tous l'unique parti qu'il y eût à prendre pour parer à ce malheur ; & qui étoit d'interjeter appel au Pape du Mandement de son Légat. Le Rédacteur qui copie ce Mandement dans sa Collection, place immédiatement après, l'acte d'appel interjetté par les Jésuites. Mais 1^o il eût été de l'équité de mettre les Lecteurs au fait des circonstances que je viens de rapporter, & qui rendoient, j'ose le dire, cet appel presque indispensable pour empêcher la ruine de la Mission. 2^o Le Rédacteur a supprimé plus des deux tiers du contenu de cet appel ; par exemple, que le P. de Monteiro Vice-Provincial des Jésuites ayant demandé qu'on lui montrât la décision du Souverain Pontife, dont le Mandement paroïssoit être la copie, M. de Tournon l'avoit absolument refusé ; que le Vicaire Apostolique de Nankin ayant fait la même demande, avoit essuyé le même refus ; qu'il avoit pareillement demandé envain qu'on lui donnât l'acte de ce refus ; que cinq Jésuites ayant prétexté l'autorité de ce Mandement, pour ne pas se rendre aux ordres de l'Empereur, avoient été sur le champ exilés à Canton ; & que l'exil de plusieurs autres Missionnaires menaçoit prochainement les Chrétiens Chinois de se voir privés de tous leurs Pasteurs.

Dira-t-on qu'il falloit passer par-dessus tous ces inconvéniens ; dès que le Souverain Pontife parloit ? oui sans doute, si le Décret de Rome eût été juridiquement notifié, & si le Patriarche, quelques instances qu'on pût lui faire, n'avoit constamment refusé de le montrer.

3^o Falloit-il encore que le Rédacteur laissât ignorer que l'appel des Jésuites avoit été précédé par celui de l'Evêque d'Ascalon, de l'Evêque titulaire de Macao, & suivi de celui de plusieurs Missionnaires des Ordres de S. François & de S. Augustin. Voici en quels termes M. l'Evêque d'Ascalon parle de son Appel au Roi de Portugal. „ Comme je n'avois eu encore aucune connoissance du „ Mandement de M. le Patriarche, je partis le premier d'Avril avec „ trois Religieux de S. François, pour aller prendre les Patentes de „ l'Empereur, & j'aurois trouvé ce Prince à Nankin. Mais le qua- „ trième jour de mon voyage je reçus le Mandement, avec ordre „ de faire prêter serment aux Missionnaires qu'ils l'observeroient. Je „ m'étonnai d'abord qu'une résolution de cette nature, qui pouvoit

„ causer la ruine entière du Christianisme à la Chine , & en faire
 „ chasser tous les Missionnaires, eût été prise par un-Prélat qui n'a-
 „ voit encore aucune connoissance des Loix & des usages de l'Em-
 „ pire, & qui ne pouvoit pas juger des matieres qui font le sujet
 „ des disputes. Mais je m'étonnai sur-tout de ce qu'il marquoit dans
 „ son Mandement, que les règles qu'il ordonnoit de suivre, avoient
 „ été prescrites par le S. Siège, & que cependant *il ne montrait aucun*
 „ *Décret, quoique plusieurs le lui eussent demandé.*

„ Malgre cela je me déterminai d'abord à ne me point opposer
 „ au Mandement, laissant tomber sur celui qui en étoit l'auteur les
 „ suites qu'il pourroit avoir. Mais considérant ensuite que j'étois
 „ Vicaire Apostolique de la Province de Kiang-si, où il y avoit en-
 „ viron sept mille Chrétiens & trois principales Eglises; je
 „ crus qu'il étoit de mon devoir de m'y opposer en la maniere que
 „ je le pourrois, & que si je ne le faisois pas, je paroitrais digne de
 „ blâme, non seulement à la sacrée Congrégation de la Propagan-
 „ de, mais encore au suprême Conseil de V. M. laquelle fournit à
 „ mon entretien. C'est pourquoi en présence des trois Missionnai-
 „ res qui étoient avec moi, j'interjettai Appel au S. Siège du Man-
 „ dement & de l'excommunication, & j'envoyai l'acte d'Appel par
 „ un exprès à M. le Patriarche.

„ Il reçut mon acte d'Appel environ le 20 Avril, & il en parut
 „ fort mécontent. Le 17 Mai il arriva à l'Eglise où j'étois. Aussi-tôt
 „ il mit en œuvre les caresses, les menaces, & tous les autres
 „ moyens dont il put se servir, pour m'engager à me désister de la
 „ démarche que j'avois faite. Mais n'en pouvant venir à bout, il
 „ *me pria de supprimer du moins, ou de changer les causes que j'allé-*
 „ *guois de cet Appel.*

„ Elles se réduisoient à dire que l'Empereur étoit en quelque sor-
 „ te intéressé dans cette affaire: que la défense ou la permission des
 „ Coutumes & des Cérémonies de son Empire le regardoit plus que
 „ personne; que par le droit des gens il étoit l'interprète des Loix
 „ & des usages qui doivent s'observer dans ses Etats, & des Livres
 „ où ces Loix sont expliquées; que M. le Patriarche avoit porté lui-
 „ même devant ce Prince la cause dont il s'agit, lui ayant présenté:
 „ M. de Canon pour la soutenir & la défendre; & que ce Prélat,

„ non seulement n'avoir pas satisfait l'Empereur , mais qu'au con-
„ traire il l'avoit confirmé encore davantage dans son sentiment ;
„ que l'Empereur avoit eu recours au Pape , en chargeant M. le Pa-
„ triarche d'instruire sa Sainteté de tout ce qui s'étoit passé devant
„ lui : que non content de cela , comme il se désoit de M. le Pa-
„ triarche , à cause des engagements où il le voyoit , il avoit dépê-
„ ché des Missionnaires à Rome avec les actes authentiques ; ce qui
„ avoit en quelque sorte force d'Appel , & devoit empêcher M. le
„ Patriarche de faire aucun changement dans l'affaire dont il s'agit-
„ soit ; que si ce qu'avoit fait l'Empereur ne devoit pas être nom-
„ mé en toute rigueur un Appel , du moins c'étoit un recours au
„ S. Siège , & que la bienséance demandoit qu'un Prince , à qui les
„ Européens avoient tant d'obligations , qui marquoit tant de dé-
„ férence pour le Souverain Pontife , & qui pendant plusieurs an-
„ nées avoit protégé avec tant de bonté la Religion Chrétienne ,
„ ne fût pas ainsi méprisé sans l'entendre , & sans avoir aucun égard
„ à son sentiment , puisqu'il laissoit à sa Sainteté tout ce qui regar-
„ de le droit , & qu'il demandoit seulement d'être entendu dans ce
„ qui concerne le fait : que quand même il y auroit un Décret , &
„ que le S. Siège par ce Décret auroit défendu les Cérémonies , ce
„ n'étoit point alors le tems de le publier ; suivant les instructions
„ que la sacrée Congrégation de la Propagande a elle-même don-
„ nées , que quand on craint de grands maux en publiant un Dé-
„ cret , il faut en suspendre la publication , & instruire de ces maux
„ le S. Siège , pour en éviter de plus grands : que si cette instruction
„ n'avoit pas de lieu dans les circonstances présentes , où toute une
„ Chrétienté étoit en danger , aussi bien que tous les Missionnaires ,
„ on ne voyoit pas quand elle pourroit en avoir.
„ Il y avoit encore d'autres raisons moins essentielles dans cet
„ écrit : mais ni les unes ni les autres ne furent goûtées par M. le
„ Patriarche , lequel sans rien écouter , procédoit toujours par voye
„ de fait , & ne suivoit en tout que ses idées. Voyant que je ne me
„ délistois pas de l'Appel interjeté , il ne voulut jamais me dire ni
„ par écrit ni de vive voix , s'il le recevoit ou non , ni me donner
„ des députés pour le poursuivre , ni même une attestation comme
„ je l'avois présenté. „

Cependant l'Empereur, ayant oui parler du Mandement de M. de Tournon, porta un Décret, & dépêcha un de ses Officiers pour lui signifier l'ordre de passer à Macao, & pour le mettre sous la garde des Portugais, avec défense de le laisser sortir, sans un nouvel ordre de sa part. La chose s'exécuta à la fin de Juin, comme l'Empereur l'avoit ordonné, les Portugais le reçurent, & mirent auprès de lui des gens pour observer sa conduite; ensorte que ni lui, ni aucun de ses domestiques ne pouvoit aller nulle part sans être accompagné d'un ou deux valets Chinois, qui avoient soin de leur fournir les choses nécessaires. On examinoit pareillement les personnes qui entroient chez M. le Patriarche.

L'ordre de l'Empereur fut observé exactement, 1^o parcequ'il eût été dangereux aux Portugais de n'y pas obéir, la Ville de Macao étant aussi dépendante de ce Prince qu'elle l'est : 2^o parce qu'ils étoient indignés de l'accusation dont M. de Tournon les avoit chargés à Pékin. De plus, ils avoient eu ordre du Viceroi de Goa, sous peine de rébellion, de ne pas permettre à M. le Patriarche d'exercer aucun acte de Jurisdiction dans les lieux dépendans du Portugal. L'Archevêque de Goa & l'Evêque de Macao se joignirent au Viceroi, & défendirent par des actes juridiques à M. le Patriarche l'exercice de toute jurisdiction en qualité de Visiteur & de Légat *a latere*, ordonnant aux Pasteurs de déclarer au peuple qu'on ne devoit pas le reconnoître. Lui de son côté fit afficher de nuit dans la Ville des excommunications contre l'Evêque de Macao, contre le Provincial des Jésuites, à qui le Viceroi de Goa avoit expressement défendu de reconnoître la jurisdiction de ce Prélat, contre le Capitaine général, l'Auditeur, un Capitaine & deux ou trois autres Portugais.

Il trouva moyen de faire instruire le Pape de l'état des choses; & il est aisé de juger, que prévenu & aigri comme il l'étoit, il ne les lui exposa que de la maniere dont il en étoit affecté : sûrement il se garda bien de faire concevoir au Pape que la condamnation des Cérémonies devoit causer à la Chine la ruine de la Religion. Sur ces nouvelles, Clement XI donna le 25 Septembre 1710 un second Décret, par lequel il confirme celui de 1704, ainsi que le Mandement de son Légat, en rejetant tous les appels qu'on en avoit faits. Il le restreint néanmoins, & comme le Légat étoit

descendu dans un détail qui alloit au delà du Décret, il déclare que le Mandement doit être censé n'y rien ajouter, ni y rien retrancher.

Entr. des aff. etc.
pag. 227, 228.

Le Rédacteur, selon sa coutume, a supprimé la seconde partie de ce Décret, parcequ'elle étoit contraire à son but. Le Public y auroit vu la défense expresse que le Pape fait à quiconque d'imprimer quoi que ce soit sur cette matière, & cela sous peine d'excommunication encourue par le seul fait. L'auteur qui a donné en 1734 les Anecdotes sur l'état de la Religion à la Chine, & qui dans tout cet ouvrage déclame avec autant de force contre la Bulle *Unigenitus* que contre les Jésuites, se plaint amèrement de cette défense : à l'entendre, c'est étouffer la voix de la vérité, qui sans doute ne sort que de la bouche des gens de son Parti.

Tom. 3. p. 149.

Entr. des aff. etc.
pag. 228.

En même tems le Pape fit écrire par l'Assesseur du S. Office une Lettre, qui, à ne consulter que les Extraits des assertions, paroît seulement adressée au Général des Jésuites, mais qui le fut en même tems aux Généraux des Dominicains, des Franciscains & des Augustins. Le Général des Jésuites y répondit le jour même, & assura sa Sainteté qu'il se conformeroit à ses ordres, qu'il les exécuteroit avec la plus grande arrention, & qu'il feroit tout le possible, afin qu'ils fussent aussi exécutés avec la même ponctualité par tous les Jésuites.

1701. pag. 229.

Les raisons qui portèrent le Pape à publier ce second Décret, sont manifestes par tout ce qu'on vient de dire. Le premier Décret n'avoit pas été juridiquement notifié à la Chine. Les Evêques, les Vicaires Apostoliques, les Augustins, les Franciscains, les Jésuites avoient appelé à Rome du Mandement de M. de Tournon : l'Archevêque de Goa, l'Evêque de Macao avoient défendu de reconnoître sa juridiction ; le Viceroi de Goa avoit porté la même défense, sous peine de rébellion pour les contrevenans. En de pareilles circonstances, n'étoit-ce pas une nécessité pour le Pape de confirmer ce Décret, & de soutenir le Mandement de son Légat, s'il ne vouloit voir l'un & l'autre presque sans effet ?

Avant que ce second Décret fut arrivé à la Chine, le Pape reçut la nouvelle de la mort de M. de Tournon, qu'il venoit d'élever en son absence au Cardinalat. Il fit à ce sujet un discours au Con-

sistoire

l'histoire le 14 Octobre 1711. On en lit un lambeau dans les extraits des Affertions ; on ne voit pas à quel autre dessein le Rédacteur a pu le rapporter , sinon pour réveiller un soupçon aussi atroce que calomnieux , que les ennemis des Jésuites firent courir alors contre eux , comme s'ils étoient coupables de la mort de ce Cardinal , qui mourut le 8 de Juin 1710 d'une maladie que son Médecin assura être le scorbut.

Pag. 219. 240.

Au mois de Novembre 1711 , les Procureurs Jésuites envoyés à Rome de chaque Province pour leur Congrégation ordinaire , demanderent au Pere Général , qu'au nom de toute la Compagnie , il confirmât , protestât & déclarât par un acte solennel & juridique la fidélité très-constante , immuable & inaltérable de la Compagnie à embrasser , recevoir & exécuter jusqu'au dernier soupir , tout ce qui seroit ou auroit été prescrit , ordonné & commandé par le S. Siège , nommément les Décrets de 1704 & de 1711. En conséquence le Général Michel-Ange Tamburini accompagné des Procureurs de toutes les Provinces , & de ses Assistans , alla se jeter aux pieds du Pape , & lui fit la déclaration qui se voit dans le Recueil des Affertions , & qui , quelque usage qu'en ait prétendu faire le Rédacteur , sera un monument éternel du dévouement des Jésuites au S. Siège. Clément XI à cette vue ne put retenir ses larmes , & dans cette circonstance il sentit , comme il l'avoit lui-même , la différence qu'il y avoit pour l'obéissance & la soumission entre les Jésuites & leurs ennemis.

Ibid pag. 240
& suiv.

Après cette déclaration , vient dans le Recueil un Extrait de l'Histoire du P. Jouvency , où le Rédacteur prétend que ce Jésuite renouvelle quelques propositions du P. le Comte ; quand cela seroit , & quand ces propositions condamnées par la Sorbonne , seroient en effet condamnables ; comme le S. Siège à qui elles avoient d'abord été déferées , ne les avoit pas censurées , Jouvency pouvoit les rapporter sans blesser le respect qu'il lui devoit : d'autant plus qu'elles n'ont aucun rapport aux Cérémonies Chinoises. D'ailleurs la composition & l'impression de son Histoire est antérieure au Décret de 1710 ; & on n'y trouve rien de contraire ni à ce Décret , ni à celui de 1704 , que le Pape avoit tenu secret en Europe.

Ibid pag. 245

Suite de la III. Partie.

V

ibid pag. 246
& suiv.

A l'égard du Décret de 1715, je trouve dans ce Décret même les causes qui ont engagé à le porter & l'ont rendu comme nécessaire. On y lit les difficultés, les raisons ou les prétextes, sur lesquels la plupart ne s'empressoient pas beaucoup à mettre en exécution les Décrets précédens. Le bruit s'étoit répandu à la Chine que le Souverain Pontife lui-même avoit suspendu ses ordres; que la promulgation du Décret n'avoit pas été faite dans les règles. On ajoutoit que le Décret de 1704 & les suivans n'étoient que conditionnels, & que pour en presser l'exécution, il falloit que les conditions eussent été vérifiées aussi bien que les faits sur lesquels les réponses avoient été rendues. Enfin on se flattoit que la vue des dangers considérables où alloient être exposés les Missionnaires & la Mission, si les Décrets s'exécutoient, engageroit le Pape à les modifier par de nouvelles déclarations. Qu'on fasse encore attention qu'entre le Décret de 1710, le premier qui ait été publié à la Chine, & celui dont il s'agit, qui est du 19 Mars 1715, il n'y a que quatre ans & demi; dont plus de la moitié a dû s'écouler dans l'espace de tems nécessaire pour envoyer à la Chine le Décret de 1710, & pour recevoir à Rome des avis de son inexécution; qu'il a fallu encore du tems pour prendre l'avis des Cardinaux, pour délibérer sur les mesures les plus convenables & pour dresser la Constitution dont nous parlons. Après cela on pourra juger si dans l'espace de deux ans au plus, il étoit aisé à la plupart des Missionnaires dispersés au loin dans les diverses Provinces de ce vaste Empire, de se convaincre du peu de fondement des bruits rapportés ci-dessus, & auxquels la crainte des inconvéniens terribles qu'on se figuroit, avoit fait donner trop aisément créance. Ceux même qui désiroient le plus tenir la main à l'exécution de ces Décrets, pouvoient-ils abolir en si peu de tems, des usages reçus dans la plus nombreuse partie de ces Missions depuis plus d'un siècle? Si l'on dit que les Jésuites étoient les auteurs de ces bruits qui retardoient l'exécution des Décrets, je demande d'où on le sçait, & sur quelles preuves on se fonde. Ce n'est pas sur la Bulle *Ex illâ die*, où il n'y a pas un mot qui regarde spécialement les Jésuites. Certainement, si tous les Evêques & les Vicaires Apostoliques de ces contrées, eussent été d'accord

dans l'acceptation & l'exécution des Décrets, de simples Missionnaires n'y autoient pas formé de résistance. Aussi Clément XI commence t-il par enjoindre sous les plus grièves peines aux Archevêques, Evêques, & autres Ordinaires Vicaires Apostoliques, ainsi qu'aux Missionnaires Ecclésiastiques & Réguliers, d'observer & de faire observer en entier & inviolablement les Réponses de 1704 insérées dans le présent Décret.

Le Souverain Pontife envoya en même tems à l'Evêque de Pékin un précepte Apostolique, par lequel il prescrivait la conduite que devoient tenir les Missionnaires à l'égard des Cérémonies, celles qu'il falloit défendre au Chrétiens, & celles qu'on pouvoit permettre, si elles n'étoient que civiles & politiques : ordonnant que pour faire ce discernement, on s'en rapportât au jugement, tant du Commissaire & Visiteur général du S. Siège, qui seroit pour lors à la Chine, que des Evêques & des Vicaires Apostoliques.

Ce Décret & ce precepte fut communiqué aux Missionnaires de la Chine en 1716. Mais lorsqu'il en fallut venir au discernement des Cérémonies, les avis furent partagés, les uns jugeant permis ce que d'autres croyoient défendu. On suivit donc à la lettre le précepte, & on s'adressa aux Evêques & aux Vicaires Apostoliques, qui eux-mêmes n'osèrent décider. On fit passer à Rome les doutes & les difficultés des Missionnaires; & ce fut sur cela que Clément XI prit le parti d'envoyer à la Chine un nouveau Légat, chargé d'une instruction qui contenoit les adoucissmens & les permissions que le Pape accorderoit aux Chrétiens par rapport aux usages de leur pays, & les précautions qu'on devoit prendre, afin que dans ces usages il ne se glissât rien de superstitieux.

Le choix du S. Pere tomba sur M. Charles-Ambroise Mezzabarba, qu'il fit Patriarche d'Alexandrie. Il partit de Rome au mois de Mai 1719, & aborda à la Chine en Septembre 1720. Le jour même de son arrivée, Le P. Laureati Visiteur des Jésuites se présenta à lui, & lui remit en main la protestation suivante. « Moi
 » Jean Laureati de la Compagnie de Jésus, dans la vuë d'ôter
 » tout soupçon qu'on pourroit avoir de mes sentimens, je pro-
 » mets devant Dieu qui pénètre le fond des cœurs, & jure que
 » j'en'empêcherai jamais directement ni indirectement, ni par moi

„ ni par d'autres, ni en quelque maniere que ce soit, l'exécution
 „ des ordres de Notre Saint Pere le Pape Clément XI, au sujet
 „ des cultes Chinois. Je jure encore de les exécuter moi-même
 „ avec sincérité, & d'employer toutes mes forces & mes lumieres,
 „ pour aider Monseigneur Charles-Ambroise de Mezzabarba en-
 „ voyé pour ce sujet à la Chine en qualité de Légat *à latere*. Tel-
 „ le est la promesse, le serment & le vœu que je fais de moi-mê-
 „ me & sans être interpellé. Ainsi Dieu me soit en aide & les
 „ Saints Evangiles. *Signé, JEAN LAUREATI.*

Ce Pere tint parole, & aida le Légat, au point des'attirer l'in-
 dignation de l'Empereur, qui le fit charger de chaînes & mettre
 en prison. Ce Prince ne permit au nouveau Légat de venir à Pé-
 kin, qu'après bien des questions qu'on lui fit sur le sujet de sa Lé-
 gation. Il y fut traité d'abord avec beaucoup de distinction : mais
 les choses se brouillerent, parceque les permissions qu'il appor-
 toit aux Chrétiens n'étoient pas aussi étendues que le vouloit l'Em-
 pereur. Il s'emporta jusqu'à menacer de mort le P. Péreira Jésuite,
 interprète du Légat, pour lui avoir assuré que ce Prélat n'avoit
 rien que d'agréable à lui dire. „ Je vais, ajouta-t-il, faire dresser un
 „ manifeste de tout ce qui s'est passé sur cette affaire, depuis l'ar-
 „ rivée de M. de Tournon à la Chine jusqu'à présent. Je le ferai
 „ traduire en trois Langues, pour être envoyé dans tous les Roy-
 „ aumes du monde. Je ne veux pas juger moi-même ce dislérend ;
 „ je veux m'en rapporter au jugement que les Européens en por-
 „ teront. „

Tout cela jeta le Légat & les Missionnaires dans la plus grande
 consternation. Le Légat fit présenter au Prince un Placet, où il le
 supplioit de suspendre la publication de son Manifeste, jusqu'à ce
 qu'il eût rendu un compte exact au Pape de ce qui s'étoit passé, &
 cependant de laisser jusqu'à son retour les choses dans le même
 état où elles étoient. *Allez, répondit l'Empereur, le plus promptement*
que vous pourrez ; je vous attends au plus tard dans trois ans. Le Légat
 avant que de s'embarquer, le 4 Novembre 1721, donna de Macao
 une Ordonnance, où il énonçoit les permissions accordées aux
 Chrétiens Chinois, & défendoit sous peine d'excommunication

de la traduire en langue Chinoise ou Tartare , voulant qu'on n'en fit part qu'aux seuls Missionnaires.

Pendant que M. de Mezzabarba étoit en chemin pour l'Europe , la Religion déjà ébranlée à la Chine , y perdit sa dernière ressource dans la personne de l'Empereur qui mourut le 20 Décembre 1722. Yong-tching son successeur , aux premières plaintes qu'on lui porta contre les Chrétiens , proscrivit le Christianisme de l'Empire. Tous les Missionnaires sans distinction furent chassés de leurs Eglises , & conduits à Pékin ou à Canton. Plus de 300 Eglises furent détruites ou destinées à des usages profanes ; & plus de trois cens mille Chrétiens déstitués de Pasteurs. Les Jésuites ont fait ce qu'ils ont pu pour conserver les débris d'une Mission si florissante. Leur conduite par rapport aux Cérémonies Chinoises , a été de s'en tenir aux permissions données par M. de Mezzabarba , jusqu'à ce qu'elles aient été révoquées par la Bulle *Ex quo singulari* de Benoit XIV du 9 Août 1742.

On ne sçauroit deviner à quel propos le Rédacteur rapporte un long morceau de cette Bulle , non plus que le Bref de Clement XII , qui contient la révocation & la cassation de deux Lettres Pastorales de l'Evêque de Peking.

Entr. des affr.
pag. 251 & suiv.

Ibid. pag. 249.

Si l'on veut sçavoir avec quelle exactitude les Jésuites ont observé depuis , cette Bulle de Benoit XIV , & la Bulle , *Omnium sollicitudinum* du même Pape donnée en 1744 , sur les Rits Malabares , voici ce que le R. P. Jean de S. Facond Raulin de Sarragosse , Ex-général des Augustins en écrivit & en publia à Rome en 1745 , dans un ouvrage dédié à Benoit XIV , & intitulé , *Histoire de l'Eglise Malabare* &c. Cet auteur après avoir transcrit tout au long la Bulle *Omnium sollicitudinum* ; après avoir observé que ce nouveau Décret réunira probablement tous les Missionnaires dans l'obéissance qu'ils doivent aux ordonnances du S. Siège ; d'autant plus que ladite Bulle marque qu'on a reçu à Rome les témoignages de l'obéissance de tous les Missionnaires de l'Inde , avec la promesse de se conformer aux Bulles *Comperitum* & *Concredita* , l'une & l'autre de Clement XII : tout ceci observé , cet auteur ajoute , que jusqu'à présent il n'a pu voir que les témoignages envoyés par les PP. de la Compagnie de Jésus , nommément par ceux qui sont à Macao , à Pékin , à Su-cheu ,

Pag. 507.

(voilà pour la Chine) à la Côte de la Pêcheurie dans le Malabar, à Méliapor, au Maduré, dans la Cochinchine, à Siam, & dans les autres endroits du Malabar & de la Chine. Les paroles latines sont trop importantes, pour être omises ici. *Quantumvis aliorum Religiosorum ceterum persona exempla à Summo Pontifice exacta observantia Decretorum, ac propria manu subscripta suis Superioribus generalibus transmissis: mihi tantum videre licuit quæ à Patribus Societatis Jesu transmissæ sunt, & signanter ab existentibus Macai, Pekini, Su-cheu, ad oram Piscaria in Malabaria, Meliaporis, in Madurey, in Regno Marravense in Cochinchina, in Regno Siamense, & paucis aliis Malabaria & Sinarum partibus; una cum Epistola P. Cajetani Barreto Provincialis Malabaria, datâ Tale 13 Augusti 1741, ad R. P. Generalem, cum quâ transmissis illi reliquis juramentorum formulas, quæ anno elapso ob locorum distantiam habere non potuerat, vel quia Missionarium aliquos, Maratarum manus aufugientes, sylva tenebant.*

Examinons toutes les qualites de ce témoignage. 1^o C'est un Augustin & un homme d'un très-grand poids dans son Ordre, dont il avoit été Général, qui le rend. 2^o il le consigne dans un Livre dogmatique imprimé à Rome en 1745, & dédié au Pape Benoît XIV. 3^o Il parle d'après l'inspection même & l'examen de toutes les signatures des Jésuites, envoyées des Indes & de la Chine: il avoit vû la Lettre du Provincial des Jésuites de la Côte de Malabar; il en cite la datte & le contenu. 4^o Par cette datte qui est du 13 Août 1741, il est manifeste que les Jésuites n'ont pas attendu pour prêter le serment exigé, les Bulles, *Ex quo singulari* de 1742, & *Omnium sollicitudinum* de 1745, puisque le Provincial des Jésuites du Malabar envoyoit à Rome en 1741, les dernières signatures que la distance des lieux ou d'autres raisons l'avoient empêché de recueillir à tems & de faire partir avec les autres; & par conséquent que ces deux Bulles n'ont pas été portées par le Pape pour réduire les Jésuites à l'obéissance, dont il avoit en main les preuves les plus authentiques.

Ce témoignage auquel les plus difficiles ne peuvent se refuser, disposera le Lecteur à croire ce qu'un Jésuite écrivoit de la Chine en 1748. *À l'égard de la dernière Bulle, nous l'observons en toute rigueur; & nous voyons ceux de nos Néophytes, que nous renvoyons parce qu'ils*

ne veulent pas obéir, reçus à bras ouverts par des gens qui nous diffament à Rome, comme des rebelles aux Décrets du S. Siège. Que voulez-vous ? Dieu nous jugera tous.

Enfin pour conclure cet article par un argument court, mais sans réplique : le S. Siège croit, ou ne croit pas que les Jésuites soit à la Chine soit ailleurs, favorisent l'Idolatrie. S'il ne le croit pas, qui sont donc les gens mieux instruits que le S. Siège, qui les accusent de la favoriser, & qui s'autorisent en cela des Décrets mêmes & des Bulles du S. Siège ? s'il le croit, pourquoi part-il encore tous les jours des Jésuites pour la Chine & le Malabar ? Le S. Siège peut-il le permettre sans se rendre complice de leurs pratiques idolatriques & superstitieuses ? & qu'auroit-il à répondre à un Calviniste qui se serviroit des Extraits des assertions, pour prouver que l'Eglise Romaine, le sachant, le voyant & pouvant y remédier, souffre dans son sein les superstitions payennes ?



CHAPITRE III.

De l'Idolatrie Malabare.

Après le témoignage du P. Jean de S. Facond qu'on vient de lire, & ce qui a déjà été dit dans la première partie de cet ouvrage sur l'Idolatrie Malabare, il ne reste presque rien à en dire ici.

Parcourons en peu de mots les différentes superstitions qu'on accuse les Jésuites de permettre en ce pays.

1°. Le *Taly* est une Médaille d'or que toute femme mariée porte au cou ; sans quoi elle passe dans le Public pour une veuve ou pour une prostituée. C'est donc la marque du mariage ; *Contrac-ti sesseratrimonii*, dit la Bulle *Omnium sollicitudinum*. Le *Taly* des femmes payennes est chargé d'une figure informe & peu distincte, qui est, à ce qu'on dit, le Dieu *Pulcar*. Celui des femmes Chrétiennes ne porte l'empreinte d'aucune Idole ; mais on y voit des deux côtés l'image de la Croix bien gravée. Ce n'est pas sur des

Extr. des aff. m.
pag. 263, in fine.

rapports douteux , mais sur l'inspektion de vrais *Talys* qu'est fondée cette description. Or il n'y a aucun mal que des femmes Chrétiennes portent au cou l'image de la Croix , & M. de Tournon le permet expressement dans son Mandement.

Ibid.

2° Le cordon auquel le *Taly* est attaché , n'est pas , dit-on , plus exempt de superstition : on prétend qu'il est composé de 108 fils de couleur jaune : ce qui est de certain , c'est que ce nombre de fils & cette couleur ont été défendus par le Cardinal de Tournon. Les Jésuites pour se conformer aux ordres du Légat , ont fait différencier ce cordon par le mélange de diverses couleurs ; quant au nombre des fils , il n'y a presque pas d'Indien qui en ait connoissance ; & si on en trouve qui aient cette attention à un nombre fixe & déterminé , on est bien éloigné de la leur permettre.

Ibid. pag. 264.

3° Le *Coco* est un fruit superstitieusement employé dans les Noces , pour y trouver , en le rompant , des présages heureux ou malheureux. M. de Tournon défend cet usage , où il ne le permet qu'en secret , & à des personnes instruites des vérités de l'Evangile , & qui ne croyent point à ces sortes d'augures. Les Missionnaires Jésuites ont pris le parti de ne le permettre à personne & dans aucune rencontre.

Extr. des aff. m.
pag. 279, 275.

4° Les Indiens promettent quelquefois leurs Filles en mariage , quoiqu'elles soient dans un âge tendre ; mais elles restent toujours dans la maison de la Mere jusqu'à l'âge de puberté ; & jamais le mariage ne se termine & ne devient indissoluble , qu'après avoir été célébré à l'Eglise , avec les mêmes cérémonies & de la même maniere qu'en France. Mais une Fille eût-elle célébré son mariage à la face des Autels , jamais il ne se consomme , qu'elle n'ait donné les premières marques de puberté ; jusques-là elle demeure dans la maison maternelle. Ce moment arrivé , on appelle le Mari ; les Parens s'assemblent ; c'est proprement le jour des Noces , qui ne répond pas toujours dans l'Inde au jour du mariage. Or la Bulle de Clément XII permet cette Fête , *Sub titulo nuptiarum* : & c'est une calomnie d'accuser les Missionnaires de l'avoir permis sous un autre titre.

Pour le nombre des mets qu'on sert dans ces festins de Noces , c'est

c'est la qualité & les richesses des parens qui en décident. Quelques perquisitions qu'ayent fait les Missionnaires, ils n'ont pu y découvrir autre chose. Cependant ils défendent tout ce qui pourroit en cela approcher de la superstition, aussi bien que les cercles qu'on fait sur la tête des mariés pour ôter les maléfices. S'ils ne sont pas toujours obéis, est-ce à eux qu'on doit s'en prendre ? d'autant plus que dans les Fêtes dont il s'agit, ils ont soin d'envoyer un Catéchiste & un Brâme Chrétien pour faire observer les règles du Christianisme, & empêcher qu'il ne s'y passe rien de mauvais & de superstitieux.

5° Pour les cendres de bouze de Vaches, qu'on prétend que les Missionnaires bénissent, & qu'ils mettent sur le front des Chrétiens, le fait est faux. Les Jésuites ne bénissent de cendres que le premier jour du Carême, & selon les Rits de l'Eglise : ils ont absolument défendu à leurs Chrétiens de mettre jamais à l'imitation des Gentils des cendres sur leur front. C'est la protestation qu'ils font eux-mêmes dans les Lettres écrites de Pondichéry en 1742. J'en dis autant du bois appelé *Sandal*, que les Jésuites ne permettent, comme l'a marqué Grégoire XV, que pour l'ornement du corps seulement.

6° Les Castes nobles chez les Indiens dédaignent à un tel point la Caste ignoble des *Pareas*, qu'on ne peut communiquer avec ceux-ci, sans être déshonoré pour toujours. Se livrer sans précaution à l'instruction de cette Caste, c'eût été renoncer à la conversion des Nobles. Les Jésuites usèrent donc de ménagement ; mais la Caste des *Pareas* a été si peu négligée, que c'est précisément celle qui leur a fourni dans tous les tems un plus grand nombre de Chrétiens : & leur attention pour les Nobles en ce point a été suivie d'un si heureux succès, qu'ils en ont attiré beaucoup à J. C. ; tandis que les Missionnaires qui n'ont pas eu les mêmes égards, n'en ont pu convertir un seul. Benoit XIV en 1744 permit ces ménagemens encore pour cinq ans, & il accepta l'offre que lui firent les Jésuites, de consacrer quelques-uns de leurs Missionnaires uniquement aux *Pareas*, tandis que les autres travailleroient au salut des Castes supérieures.

7°. Les cérémonies du Baptême furent encore un grand obstacle

Suite de la 111. Partie.

X

à la conversion des Indiens : l'horreur qu'ils ont pour la salive & pour le soufflé est si grande , que les Jésuites firent en vain tous leurs efforts pour la surmonter. Ils crurent donc de concert avec l'Evêque Diocésain , pouvoir s'abstenir pendant quelque tems. dans l'administration du Baptême, de l'insufflation & de la salive, qui n'en sont pas des parties essentielles. Cette conduite souffrit des contradictions : mais Clément XII l'autorisa pour dix ans, & Benoit XIV en 1744 pour dix autres années.

8° Il est faux que les Jésuites ayent jamais refusé aux femmes l'entrée des Eglises & l'usage des Sacremens , durant le tems, qu'elles éprouvent l'accident ordinaire à leur Sexe.

Voilà la justification des Jésuites sur les principaux chefs d'accusation. Je rapporterai encore quelques preuves de leur soumission. En 1734, Clément XII porta un Décret concernant les Rits Malabares. A peine les Jésuites des Indes en eurent-ils connoissance, qu'ils donnerent à M. Dumas, Gouverneur de Pondichéry, une déclaration dont ils le rendirent dépositaire, & qui est conçue en ces termes. *Nous soussignés, déclarons que nous recevons très-volontiers le Décret de notre S. P. Clément XII, que nous le garderons purement & simplement, & que nous le ferons observer dans nos Missions. Fait à Pondichéry le 23, Décembre 1735.* Cet acte est signé par les PP. le Gac, Lalane, de Montalambert, Turpin & Vicary. Ce fut à cette occasion que M. de Visdelou, malgré ses préventions, contre les Jésuites, ne put s'empêcher d'écrire à la sacrée Congrégation, le 5. Janvier 1736. *Enfin l'orage excité sur les Rits malabares vient d'être calmé par le Décret du S. Siège, auquel tout le monde, & les RR. PP. de la Société en particulier, se sont soumis.*

Jusqu'à ce moment, il est certain qu'il n'y avoit point eu de Décret absolu sur cette matière ; & depuis ce moment la, pleine & entière obéissance des Jésuites est constatée, & par l'acte qu'on vient de rapporter, & par la Bulle *Omnium sollicitudinum* de Benoit XIV, & par le témoignage du R. P. Jean de S. Facondi Raulin.

Il faut encore dire ici un mot de la longue citation du Dominicain Thomas Hurtado, laquelle occupe six pages dans le Recueil. Quatre les remarques déjà faites à ce sujet dans le Tome des Faits.

fications, on observera 1° qu'il est faux que, comme le dit le Rédacteur, dans la Congrégation de 1645, tenuë au sujet des demandes du P. Motalez, on ait agité *plusieurs questions relativement aux coutumes des Jésuites en prêchant l'Evangile aux Malabares*; 2° qu'il est faux encore que les prétendues résolutions & décisions données à ce sujet par la Propagande, aient été *transmises par Thomas Hurtado*. Ce Dominicain dans les six pages qu'on cite de lui parle uniquement de ce qui regarde la Chine; 3° que le Mémoire prétendu des PP. Franciscains des Philippines, cité en preuve par Thomas Hurtado, est un libelle supposé & faussement attribué aux PP. Franciscains par un certain Diégo Collado Dominicain qui l'a fabriqué, & dont on peut voir le caractère dans le cinquième entretien de Cléandre & d'Eudoxe, d'après ce que le P. Navarrette lui-même en a écrit dans son Histoire de la Chine.

Extra. pag. 360.
361.

Une dernière remarque qu'il ne faut pas omettre, c'est que le Rédacteur, en transcrivant le Mandement de M. de Tournon, a supprimé l'éloge que ce Prélat fait de deux Missionnaires Jésuites, en ces termes. „ Ce que nous n'avons pu faire immédiatement par „ nous-mêmes, a été heureusement suppléé par la fidélité que le „ P. Venant Bouchet Supérieur de la Mission de Carnate, & le P. „ Michel Bertrand Missionnaire de Maduré, tous les deux recom- „ mandables par leur doctrine, par leur zèle pour la Propagation „ de la Foi, ont eu à exécuter nos ordres & ceux du S. Siège. Ces „ deux Missionnaires qui sont depuis longtems instruits des mœurs, „ de la Langue & de la Religion de ces peuples, par le long séjour „ qu'ils ont fait parmi eux, nous ayant fait connoître divers abus „ qui rendent les branches de cette Vigne languissantes & stériles &c.

Ibid. pag. 360.

TEXTE DU P. DANIEL.

Le Rédacteur qui a placé un court extrait de ce Jésuite à la fin de cet Article, a mis en titre ces paroles : *Jugement du P. Daniel Jésuite, sur l'Idolatrie Chinoise*; puis il rapporte l'extrait en ces termes. „ Cet article de l'Idolatrie est l'endroit de toutes les Provinciales le plus cruel pour les Jésuites, & je leur ai souvent

« dit que c'étoit en quelque façon un point décisif pour tout le
 « reste ; car étant une fois supposé vrai, tout ce qui suit devient croya-
 « ble, ou du moins ne paroît pas si incroyable. » Pour mettre dans
 le plus grand jour la falsification que le Rédacteur s'est permise
 ici, & la justification du P. Daniel, soit qu'on l'accuse d'avoir
 lui-même enseigné l'Idolatrie, comme le donne à entendre la
 Table générale du Recueil, soit plutôt qu'on se serve de son au-
 torité comme d'un témoignage & d'un aveu de la vérité du repro-
 che fait à ses Confreres, d'avoir permis des pratiques supersti-
 tieuses & idolatriques ; pour remplir, dis-je, ce double objet,
 nous avons cru qu'il suffisoit de remarquer que sa phrase est tron-
 quée, qu'après l'extrait, au lieu d'un point, il faut mettre un
 point & une virgule, & continuer à lire : *Mais la fausseté de ce
 point étant clairement prouvée, rien ne fait voir plus évidemment & d'une
 manière plus capable d'indigner les gens de bien, la rage & la fureur
 obstinée des ennemis de notre Compagnie.*

Cette addition parle en effet d'elle-même, & dit plus que
 toutes les réflexions possibles. C'est aussi sur cela que M. l'Arche-
 vêque de Paris conclut dans son Instruction Pastorale que, *si l'on
 avoit transcrit ces trois ou quatre dernières lignes, le texte du P. Daniel
 eût réfuté les Compilateurs des assertions. Pour obvier à cet inconvénient,*
*ajoute-t-il, on les supprime : & voilà les lumières que ce grand Recueil
 répand dans le Public ; disons plutôt, voilà l'illusion qu'il fait aux sim-
 ples ; voilà les pièges qu'il tend au monde entier.*

Jamais conclusion ne fut plus évidente, ni reproche mieux
 fondé. On auroit peine à croire que le Parlement de Paris eût
 entrepris de justifier le Rédacteur sur ce point : il le fait néanmoins
 dans le Procès-verbal dont nous examinerons les moyens de dé-
 fense en son lieu.





I M P U D I C I T É.

C E n'est qu'avec la plus grande peine , & parceque la nécessité d'une juste défense nous y contraint , que nous allons mettre sous les yeux des Lecteurs une matiere dont les Confesseurs eux-mêmes ne doivent s'instruire qu'en tremblant , & en prenant toutes sortes de précautions. Mais il faut répondre sur cet article comme sur tous les autres , avec plus de soin même que sur les autres ; parceque rien n'est plus cher à notre Compagnie & aux membres qui la composent , que l'intégrité soit de la doctrine , soit de la conduite , soit de la réputation en tout ce qui concerne la pureté , La même raison qui nous oblige à nous défendre , nous engage à prendre toutes les mesures pour ne dire précisément que le nécessaire , & ménager autant qu'il est possible nos expressions dans un sujet si délicat.

Il nous paroît superflu de justifier nos Auteurs , sur ce qu'ils ont traité cette matiere. Elle est une des plus importantes de la Morale , tant par la nature des fautes qui sont toujours graves à raison de la matiere , que par la malheureuse facilité avec laquelle on se les permet à tout âge , dans toutes les conditions , & encore par la multitude des espèces de péchés qu'on peut commettre en ce genre. Ainsi un Casuiste ne peut pas plus se dispenser d'en parler , qu'un Medecin de certaines maladies. Les plus grands Saints , comme un S. Thomas , un S. Bonaventure , un S. Antonin en ont parlé , & ils ont cru devoir le faire : les Jésuites en ont usé de même ; & on peut dire que ce n'a point été avec moins de circonspection , de prudence & d'exactitude que les autres Théologiens.

Nous partagerons les extraits rapportés sous cet article en sept classes. La premiere contiendra ceux qu'on accuse de justifier ou d'excuser des fautes contre la pureté. La seconde , ceux qui en-

seignent que l'ignorance ou l'erreur invincible peut avoir lieu en cette matiere. La troisieme comprendra les extraits sur la coopération. La quatrieme, ceux où l'on traite de la résistance qu'on doit faire pour conserver son honneur. La cinquieme, les extraits sur les occasions prochaines. La sixieme, les extraits sur la restitution des gains honteux. La septieme, ceux où l'on parle des peines portées contre certains excès d'impudicité.

*Extraits tirés de justifier ou d'excuser des fautes
contre la pureté.*

Nous avons parlé suffisamment dans la premiere Partie des assertions d'Emmanuel Sa & de Hurtado sur l'usage du Mariage avant la bénédiction nuptiale. Cette bénédiction, comme on l'a montré, est une cérémonie qui suit la célébration du Mariage, & qui en est quelquefois séparée par un long intervalle de tems. Basile Ponce nous apprend qu'en certains pays elle ne se reçoit souvent qu'un an après que le Mariage est célébré. Il n'est donc pas étonnant que ces auteurs décident qu'il n'y a point de péché, ou qu'il n'y a qu'un léger péché pour les Epoux à cohabiter avant que de l'avoir reçue.

Dans l'Edition corrigée d'Emmanuel Sa, son Aphorisme est ainsi conçu : *Copulari ante benedictionem leve peccatum est : quin etiam expedit, si multum illa differatur, & sit periculum incontinentia.* Cet aphorisme est bien différent de celui que présente le Recueil : *Copulari ante benedictionem aut nullum aut leve peccatum est, etsi quidam mortale esse putant : quin etiam expedit, si multum illa differatur.*

Hurtado dit que l'acte conjugal n'est point illicite avant la bénédiction nuptiale, parcequ'aucune Loi ne le défend, & que le Concile de Trente se contente d'exhorter les Epoux à ne point habiter dans la même maison avant qu'ils l'aient reçue. Navarre, Sanchez, Ochagavia, Vera-Cruz & Basile Ponce sont du même avis. Pontas cite de plus Cajetan, Ange de Clavasio, Soro, Covarruvias, Tolet & plusieurs autres; la restitution qu'il met à sa décision prouve de plus en plus que s'il y a en cela quelque péché, ce n'est point contre la pureté : à moins, dit-il, qu'on n'y ajoute le mépris, ou qu'il n'y eût un scandale fort considérable.

Essai Copulari.
pag. 257.
no 131 diffinitur.
p. 257. 258.

De Matrim lib.
no cap. 4. n. 6.

Voy. Falc. pag.
257. 258.

Scil. 14. cap. 1.

An mot Dicitur
de peccat. cas 2.

Il y a peu de chose à dire sur les Extraits de Sanchez, tant à raison de la manière qui ne permet pas qu'on s'y arrête, qu'à raison même des décisions qui n'ont pas besoin de justification.

Le premier Extrait de cet Auteur regarde une question purement physique sur la conformation du Mariage; il a dû la traiter, comme on l'a dit ailleurs; & il a embrassé le parti qui lui a paru plus probable, sans néanmoins l'assurer comme vrai; & quand il l'auroit fait, cela n'intéresse en rien la Morale: à l'égard de ce qu'il ajoute sur la Conception de Jesus-Christ dans le sein de Marie, ni lui ni Suarez qu'il cite n'adoptent ce sentiment, qui après tout de la manière dont les partisans l'expliquent, n'a rien d'injurieux à la parfaite pureté de la Mere de Dieu. Des Théologiens, dira-t-on, ne devoient point entrer dans ces questions; cela peut être: mais qu'on s'en prenne à S. Thomas & aux anciens Scholastiques qui les ont introduites dans les Ecoles. Suarez n'en a parlé que d'après eux; & si on veut se donner la peine de le lire, on verra que son plus grand soin a été de se préserver & de rendre respectable tout ce qui concerne Marie.

Extr. Titul. con-
fictur. pag. 292.
293.

In. 3. p. Di. Tho.
qa. 32. ar. 1.
disp. 10. scilicet. 1.

Extr. Quæst. 1. 2
avec l'alinéa
pag. 293.

Dans le second Extrait Sanchez combat ceux qui voudroient exempter de péché mortel certains excès dans lesquels peuvent tomber des personnes mariées. La dernière partie de cet Extrait, à commencer par ces mots, *hoc tamen libenter fatebor*, contiendrait une décision irrépréhensible, si on ne devoit à l'auteur la justice d'interpréter ses paroles favorablement: je dis la justice, parceque dans ce qui précède il établit un principe inconciliable avec la décision dont je parle, à moins d'une interprétation favorable. Ce principe est: *Verum tenendum est nullo modo licere uxori pati copulam sodomiticam, aut effusionem seminis extra vas, licet aliis mors sibi comminatur abunde sit*. Ainsi ce qu'il ajoute ne doit s'entendre que d'une Epouse qui a sujet de craindre certains abus de la part du Mari, mais qui n'est pas assurée qu'ils arriveront. La même décision se lit dans Roncas.

Au mot Fictur
conjugal. Cas
penult.

Le troisième Extrait contient une Falsification si avérée, que MM. les Commissaires vérificateurs, malgré l'envie qu'ils montrent de justifier le Rédacteur, n'ont pu en disconvenir. On peut consulter là-dessus la première Partie page 283.

Extr. Quæst. 1. 2
sec. pag. 293.

Le quatrième Extrait contient un cas dont la décision dépend

Extr. Prima tan-
ten conjugal. p.
293.

uniquement des principes de la Médecine , Sanchez y suit ce qui étoit le plus reçu de son tems en cette matiere. Ce n'est point a nous à l'approuver ni à le désapprouver. Si jamais les premiers Pasteurs témoignent que son sentiment est blâmable , nous feront les premiers à le rejeter.

Extraits qui enseignent que l'ignorance ou l'erreur invincible peuvent avoir lieu en certaines fautes contre la pureté.

NOTE. Suit l'extrait ;
L'on verra que ;
pag. 192.

Ce sont deux Extraits que l'on dit tirés , l'un des Cahiers du P. Charli, l'autre de sa Réponse à la dénonciation. On y fait entendre que des Infidèles peuvent ignorer invinciblement que la fornication , lorsqu'on prend soin des enfans qui en sont le fruit , & les corruptions secrètes sont défendues par la Loi naturelle , comme tous les Docteurs conviennent qu'elles le sont. C'est le fond de l'Extrait Latin , qui est tout entrecoupé de points ; nous y répondrons quand on nous en aura prouvé l'authenticité. L'extrait François pris de la Réponse à la dénonciation porte un trait visible de falsification dans le point essentiel. „ L'on verra , fait-on dire au P. Charli , que „ ces Docteurs de l'Eglise (S. Chrysostome , S. Ambroise , S. Tho- „ mas) étoient persuadés non seulement qu'on peut être dans une „ ignorance invincible à l'égard des articles en question , (la for- „ nication &c ;) mais encore qu'on peut mériter en suivant cette „ conscience erronée. „

Il est plus que vraisemblable que la petite parenthèse (*la fornication &c.*) qui est la seule raison pour laquelle cet Extrait est placé sous le titre *Impudicité* , est une addition du Rédacteur. La raison en est 1^o que Charli ne parle dans son Cahier que des Infidèles , du moins si on en croit le Rédacteur ; & que ce qu'il dit dans cette Réponse à la dénonciation , suppose qu'il parle des Fidèles , puisqu'il n'y a qu'eux qui puissent mériter ; 2^o que M. de Tourouvre qui n'étoit pas disposé à épargner à la doctrine d'un Jésuite les qualifications odieuses , n'a flétri d'aucune censure cette proposition vraiment répréhensible ; *Les Fidèles peuvent être dans une ignorance invincible sur la malice de la fornication &c.* & mériter en suivant cette conscience

conscience erronée : lui qui taxe de fausse & de scandaleuse la première partie de cette proposition par rapport aux Infidèles.

L'Extrait d'Escobar sur les actions qui se commettent dans l'Yvresse, n'appartient pas plus au titre *Impudicité* qu'à tout autre titre; & la doctrine qu'il contient, soit vraie, soit fausse, a été examinée au sujet du Pêché Philosophique, chap. 2. art. 3.

Extr. Opera in
obscure. p. 289.
Voy. Falis. pag.
272, 274.

Extraits sur la coopération aux actions criminelles.

Ce sont tous ceux qu'on cite de Castro-Palao. Ce Théologien à l'endroit d'où ces Extraits sont tirés, ne parle pas plus de l'impudicité que de tout autre vice. La question générale qu'il se propose est celle-ci. „ Quelles sortes de services les Enfans, les Domestiques & les Esclaves peuvent-ils rendre à leurs Parens ou à leurs Maîtres, lorsque ceux-ci pèchent; & que faut-il dire des Captifs, qui tirent à la rampe dans une guerre injuste? „ Il examine d'abord en quels cas on peut innocemment fournir à un autre une chose indifférente, mais dont on prévoit qu'il abusera pour pécher : ensuite en quelle occasion des Inférieurs peuvent sans coopérer formellement au péché d'un Supérieur, lui rendre certains services qu'il exige, & qui sont indifférens d'eux-mêmes, quoi qu'on sçache qu'il ne les exige qu'en vue de quelque mauvaise action.

Extrait. pag.
287, 288.

Part. 2. de Cha-
rit. traé. 6. disp.
6. pundo 11. n.
1°. & seqq.

Il établit pour premier principe que „ si le service qu'on rend consiste en une chose mauvaise de soi & contraire au devoir, il est „ hors de doute, que c'est un péché grief. *Nemini dubium est esse „ grave peccatum.* „ Ces mots Latins sont supprimés dans l'Extrait.) Les exemples qu'il en donne sont d'aller chercher une concubine, de l'inviter à se rendre aux désirs du Maître que l'on sert, de servir de second à ce Maître dans une querelle, où il en veut à la vie de son ennemi &c.

Extr. Si ministras
in.

Il restreint donc la question aux services indifférens par eux-mêmes, & aux cas où celui qui s'y prête n'a aucune mauvaise intention : & il dit qu'il s'agit de sçavoir si, à raison de sa dépendance en qualité de fils, de domestique, d'esclave, on est excusable de rendre à un Père, à un Maître ces sortes de services, quoiqu'on prévoye qu'ils en abuseront pour pécher.

Extr. Quare d. f.
culas.

Suite de la 111. Partie.

Y

Extr. Distinguen-
dum.

Avant que d'en venir à son second principe, il distingue les services tout à fait indifférens à un bon ou à un mauvais usage, de ceux qui, quoique indifférens en eux-mêmes, servent prochainement à un mauvais usage : & encore les actions qui portent préjudice à un innocent, de celles qui ne nuisent qu'à celui qui pèche. Après quoi il établit que si les services sont indifférens par eux-mêmes, & n'ont qu'un rapport éloigné à la mauvaise action de celui auquel on les rend, la qualité de fils, de domestique, d'esclave suffit pour excuser : mais que si ces mêmes services ont un rapport plus prochain avec l'action, il faut des raisons encore plus pressantes, pour pouvoir les rendre sans péché.

Extr. Si minus det.

Extr. Si indiffi-
rentia.

Jusqu'ici rien à reprendre dans la doctrine de Castro-Palao. Mais c'est dans l'application de ces principes qu'il se trompe ; & il n'y a rien en cela qui surprenne ceux qui savent qu'une des choses les plus difficiles en morale, est d'assigner au juste jusqu'où peut aller la coopération en tel ou tel cas, sans être criminelle ; & que cela dépend d'un concours de circonstances extrêmement délicates. Bien d'autres que Castro-Palao ont échoué à cet écueil. Je ne citerai que le Docteur Martin Navarre, cet homme que M. de Gondrin Archevêque de Sens compte parmi les trois Casuistes auxquels *il trouve le moins à redire*. On n'a qu'à le consulter ; on verra qu'il excuse de péché certains exemples de services, qui sont ou les mêmes, ou plus forts encore que ceux dont l'Auteur Jésuite fait mention.

Lib. 1. consil.
tit. d. Penit. &
consil. consil. 68

Nous n'avons garde de dire que l'autorité, ni de Navarre, ni de quelqu'autre Casuiste que ce puisse être, soit une excuse légitime pour Castro-Palao ; mais nous ne croyons pas que pour de bons principes appliqués mal à-propos à quelques exemples, ni l'un ni l'autre méritent le nom de Docteurs de l'Impudicité ; ni que la qualité de Jésuite doive rendre l'un plus coupable que l'autre. Les Jésuites qui ont écrit depuis le Décret d'Innocent XI, & la condamnation de la 51^e proposition qui a rapport à cette matière, ont été plus circonspects & plus exacts dans leurs décisions. Pour s'en assurer, on peut lire Pollenter, Viva, Lacroix, Antoine &c. On ne sauroit trop le redire : la meilleure justification des Jésuites est qu'ils n'ont jamais enseigné aucune proposition depuis sa condamnation, ni même rien de bien approchant.

Lacroix To. 1.
lib. 2. de Charit.
n. 254.
Antoine To. 1.
p. 123. 3. de Char-
tit. cap. 6. §. de
scandalo, q. 6.

*Extraits sur la résistance qu'on doit faire pour sauver
son honneur.*

Il y en a cinq sur cette matière : un de Corneille de la Pierre, un autre de Dicastille, un troisième de Tirin, un quatrième de Taberna, & un cinquième de Lacroix.

Corneille de la Pierre dit que Susanne, dans l'extrémité où elle étoit réduire, eût pû sans péché, se comporter d'une manière purement négative à l'égard des deux Vicillards, & souffrir leur brutalité, pourvu que loin d'y consentir par un acte intérieur, elle le détestât & l'eût en horreur. A la vérité ce Jésuite ne parle que d'après Soto & Navarre, & il donne d'ailleurs les plus grands éloges à la généreuse résolution de Susanne : mais le fond de cette décision n'en est pas pour cela moins répréhensible. C'est une de ces taches qu'on ne manque gueres de rencontrer dans les meilleurs ouvrages, sur-tout quand ils sont d'une aussi longue haleine que les Commentaires de ce Jésuite sur l'Ecriture. Il semble qu'en faveur d'un travail si utile pour l'intelligence des Livres Saints, de tant de volumes où l'auteur a rassemblé une érudition si vaste & si variée, & quantité d'excellens morceaux de Morale, tout autre que le Rédacteur lui auroit fait grace, & ne l'auroit pas rangé parmi les fauteurs de l'impudicité ; d'autant plus que dans ce procédé il n'y a pas moins d'injustice que de mauvaise volonté. Il n'y a point d'apparence que la flétrissure qu'on a voulu imprimer à ce Jésuite, lui fassie rien perdre de la grande réputation qu'il s'est acquise par ses Commentaires.

Extr. de l'ouvrage
de. pag. 287.

L'extrait de Dicastille contient à peu près la même doctrine, & par conséquent n'est pas moins condamnable. Ce qui a trompé ces Auteurs, & avant eux quantité d'autres non Jésuites, c'est que supposant d'une part une extrême horreur pour le crime dans la personne à qui on fait violence, ils se sont persuadés qu'il n'y alloit pour elle que de la perte d'une intégrité purement corporelle, sans que la pureté de l'ame en reçût aucune atteinte ; suivant la maxime de S. Jérôme rapportée dans le Droit : *Corpus mulieris non vis maculat, sed voluntas* ; & que d'une autre part comparant la perte de

Extr. de l'ouvrage
de. pag. 289.

cette intégrité avec celle de la réputation, réputation souvent plus chère aux personnes du sexe que la vie même ; ils ont cru que le danger prochain & certain de la perdre , étoit une raison pour elles de n'être point obligées à crier , à appeler du secours , lorsqu'elles ne pouvoient le faire sans se diffamer.

Deut. 22. §. 24.

Mais ils auroient dû faire attention que Dieu lui-même dans l'ancienne Loi avoit prescrit de ne point avoir égard à ces sortes d'excuses ; & c'est ce qui a déterminé le Clergé de France à les déclarer insuffisantes. Ajoutez à cela qu'il y auroit un souverain danger qu'on n'abusât de cette doctrine, pour ne pas résister aussi efficacement qu'il convient à la brutale passion d'un libertin. Telles sont les raisons pour lesquelles l'Assemblée de 1700 a condamné la proposition touchant Susanne , telle que Navarre, Soto, Corneille de la Pierre & d'autres l'ont enseignée.

441 Interpropol.
dama.

Extr. Quæst. 2.
p. 294.

Taberna n'est pas non plus assez exact sur ce point. Il a raison en ce qu'il dit d'abord qu'une fille dans cette extrémité , n'est exempte de péché, qu'aurant qu'elle fait tout ce qui est moralement en son pouvoir pour résister à la violence. Mais en ce qu'il ajoute que *le péril évident d'une très-grande infamie* , aussi bien que le danger de la mort , peut en rigueur la dispenser d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir , & que la violence qu'elle éprouve alors ne lui est point imputée, pourvu qu'elle ne consente point au péché ; nous reconnoissons volontiers avec M. l'Archevêque de Paris que cette décision *est très-relâchée*. Et c'est sans doute sous ce rapport que M. de Sève Evêque d'Arras censura la proposition de Taberna en 1703. L'auteur néanmoins pour prévenir tout abus , dit que „ dans la pratique il faut en toutes manieres „ racher d'engager les personnes du sexe à prendre tous les moyens „ physiquement possibles pour résister à leur agresseur , dût-il „ leur en coûter la vie & la perte de leur réputation. „ Un Casuiste qui parle de la sorte , peut-il passer pour donner des leçons d'Impudicité ?

Cette Proposition
L'union. p. 291.

V. Vallet. p. 277.

Pour Tirin, le sentiment qu'on lui attribue , est une objection qu'il se fait , & à laquelle il répond, comme on peut voir dans la première Partie de cet Ouvrage. Qu'on relise son texte , & qu'on juge, je ne dis pas avec quelle vérité , mais avec quelle vrai-

semblance MM. les Commissaires vérificateurs ont pu dire dans leur procès verbal „ que Tirin admet ainsi que Soto & Navarre, „ qu'il n'y a point d'obligation à préférer la chasteté à la réputation & à la vie, & que la seule différence entre Tirin, Soto „ & Navarre, est que Tirin louë la chasteté de Susanne comme „ éminente & vertu héroïque. „ Et encore que „ Tirin ne rapporte pas une objection à laquelle il répond ; mais un sentiment „ auquel il adhère. „

Lacroix se contente de rapporter le sentiment de Taberna, sans l'approuver ni le rejeter. Il dit que, quoique plus de cinquante Auteurs l'aient soutenu dans des Ouvrages imprimés, on ne doit ni le proposer ni le soutenir publiquement, à cause des abus qu'il est propre à occasionner.

EXT. Taberna di-
cité. pag. 124.

Extraits sur les occasions prochaines.

Les Extraits qu'on produit sur cette matière demandent l'éclaircissement de trois points. 1^o En quels cas une occasion de péché doit être censée prochaine. 2^o Jusqu'où va l'obligation de sortir de l'occasion prochaine. 3^o Quelle conduite doit tenir le Confesseur à l'égard des Pénitens qui sont dans l'occasion prochaine.

Sur le premier point, c'est mal définir l'occasion prochaine que de dire que c'est celle où l'on pèche presque autant de fois qu'on s'y rencontre, ou du moins dans laquelle on tombe plus souvent qu'on ne résiste : car, comme remarque fort bien Platel, dira-t-on d'un homme qui vit dans la même maison avec une personne du sexe, qui se trouve avec elle plusieurs fois le jour, & qui pèche avec elle deux ou trois fois par semaine, qu'il n'est pas dans l'occasion prochaine, parceque le nombre des chutes est beaucoup moindre que celui des entrevues ?

Part. 3. to. 5.
col. 6. §. 7. in
814.

C'est pourquoi, supposé qu'on veuille désigner la proximité de l'occasion, plutôt par le nombre des chutes que par la force de l'attrait ou la présence du danger, j'aimerois mieux dire avec cet Auteur que l'occasion prochaine est celle où l'on tombe fréquemment dans le péché ; & pour parler encore avec plus de précision,

Garner. de off.
Confess. sect. 2.
act. 2 § 2. n. 3.

je distinguerois avec un autre Jésuite trois degrés dans l'occasion ; l'éloignée, la prochaine & la très prochaine : je dirois que l'occasion éloignée est celle où l'on pèche à la vérité, mais très rarement, eut égard au nombre de fois qu'on s'y trouve : la prochaine, celle où l'on résiste au péché plus souvent qu'on n'y succombe : la très-prochaine, celle où l'on pèche plus souvent qu'on ne résiste.

Extr. Resp. du
Jen. pag. 295.

Trachala, ou l'inconnu auteur de la compilation qui porte le nom de Trachala, a donc eu tort de définir l'occasion prochaine, *celle où selon la prudente estimation des hommes, il y a une certitude morale que l'on tombera*. Cette certitude morale prise dans son exacte signification n'est nullement nécessaire pour que l'occasion soit censée prochaine ; il suffit pour cela que le danger du péché soit vraiment probable. C'est l'idée qu'en donne S. Charles Borrominée dans son Instruction aux Confesseurs. « On appelle occasions prochaines de péché mortel, dit-il, tout ce qui induit au péché, ou de sa nature, ou à raison de la faiblesse du Pénitent, qui lorsqu'il se trouve en ces occasions a tellement coutume de pécher, qu'il est *probable* que cette mauvaise habitude de le fera retomber dans les mêmes fautes, s'il continué à demeurer dans l'occasion. »

Instr. Confess.
Part. 4.

Telle est aussi la doctrine des Auteurs les plus distingués de notre Compagnie. Suarez définit l'occasion prochaine. « Celle qui par sa nature est telle, qu'elle fait tomber souvent dans la même faute les personnes de même condition ; ou du moins que l'on sçait par expérience produire cet effet sur une certaine personne. » (a)

Sanchez rapporte & adopte cette définition : c'est dans un endroit où il examine en quel cas une action ou vénielle ou même indifférente devient mortelle, à raison du danger où elle expose de tomber dans le péché mortel. Il décide qu'elle est telle, lorsqu'elle nous expose à une occasion si prochaine, qu'elle nous met dans un danger moral & prochain de pécher mortellement.

(a) Quæ ex genere suo talis sit, quæ frequenter inducat homines similia conditionis ad tale peccatum ; vel certè experi-

mento constet in homine habere talem effectum. *Th. 4. in 3. p. disp. 32. sect. 2. n. 4.*

„ C'est une vérité certaine , ajoute-t-il , comme il paroît par ce
 „ passage , *Celui qui aime le danger y périra* ; & la raison en est , que
 „ c'est une preuve manifeste qu'on méprise le salut de son ame ,
 „ lorsqu'on s'expose à un danger *si probable* de la perdre. (b) Le
 Cardinal de Lugo est aussi du même avis que Suarez , à la défini-
 tion duquel il souscrit. Et rien ne montre mieux combien ce senti-
 ment a toujours été le sentiment universel , que la réflexion que
 fait Cardenas à ce sujet. „ Tous les Auteurs , dit-il , qui attaquent
 „ le Probabilisme , se fondent sur ce que , lorsqu'on agit suivant
 „ l'opinion la moins sûre , on s'expose au *danger probable* de pécher
 „ mortellement : supposant que c'est un péché mortel de s'exposer
 „ au *danger probable* de pécher mortellement. Ceux au contraire qui
 „ soutiennent qu'il est permis de suivre toute opinion probable en
 „ pratique , quoique moins probable , supposent pareillement qu'il
 „ y a péché mortel à s'exposer au *danger probable* de pécher mor-
 „ tellement : c'est pourquoi ils répondent que celui qui suit une
 „ opinion moins probable , ne s'expose point au *danger probable* de
 „ pécher , à cause de ce jugement réflexe certain : il est permis de
 „ suivre toute opinion probable. „

Crit. Theol. diff.
 40. cap. 3. art.
 1. n. 10.

Nous passons donc condamnation sur la définition de Trachala ,
 quoique la certitude morale dont il parle ne doive pas être prise à
 la rigueur , comme il paroît par la suite de son texte , & par le Sup-
 plement que nous y avons ajouté. Il a eu tort au reste de s'appuyer
 de l'autorité du Cardinal de Lugo , de Dicastille & de Gobat : car
 Gobat dit seulement par manière de récit que Navarre & d'autres
 Auteurs appellent occasions prochaines , celles où l'on ne se trou-
 ve jamais ou presque jamais sans commettre un nouveau péché ; &
 que de Lugo & Dicastille ne nient point que ce ne soit l'opinion
 de Navarre , comme ce l'est en effet. (c)

Gob. to. 1. n. 7.
 c. 16. n. 53.

Sur le second article , qui est l'obligation de sortir de l'occasion

(b) Et ratio est , quia salutem spiritua-
 lem temere convincitur , se tam probabili
 ejus amittende periculo objiciens. *Lib. 1. in*
Decal. cap. 3. n. 1.

(c) Respondemus quod occasio propin-
 qua hujusmodi à qua Pœnitens necessitas
 debet abstinere , atque statuere se nunquam

eâ usurum , ut à Confessorio absolvi possit ,
 est omnia illa & sola quæ est peccatum mor-
 tale ; aut talis occasio peculiaris quæ credit
 vel debet credere Confessorius vel Pœnitens ,
 unquam vel raro se usurum eâ sine peccato
 mortali bene perpensis ejus circumstantiis.
Navarr. Enchir. cap. 3. n. 14.

Lec. cit. cap. 4.
art. 1. n. 32.

prochaine ; tous les Théologiens , dit encore Cardenas , conviennent ,, que celui qui se trouve volontairement dans une occasion prochaine de pécher mortellement , est obligé d'une obligation grave de la quitter. C'est ce que Jesus-Christ lui-même ,, nous a enseigné par ces paroles , *Si votre œil droit vous scandalise , arrachez-le & jetez le loin de vous &c.* „

Mais comme cette obligation ne s'entend que de l'occasion qui est volontaire , c'est-à-dire , de celle où l'on demeure , quoi qu'il n'y ait point d'impossibilité Physique ni morale de s'en retirer : cette exception a donné lieu aux Docteurs d'examiner quels sont les cas , où l'on est , & ceux où l'on n'est pas dans une telle impossibilité. La plupart traitent cette question principalement par rapport au concubinage , parce que c'est l'espèce d'occasion prochaine où les chutes sont plus inévitables , & que l'exemple est un des plus intelligibles. Mais leur intention est que ce qu'ils disent sur cette matière , s'applique à toutes les autres.

Il est constant que la cessation d'un gain ou d'un grand profit ne constitue pas l'impossibilité morale dont il s'agit , & qu'il faut pour cela qu'il y ait un inconvénient ou un préjudice très-considérable ; tel qu'est pour tout homme le danger évident de perdre la vie , pour un homme d'honneur , d'être exposé à une grande infamie , pour une famille honnête & aisée , d'être réduite à la mendicité : tel est encore un grand scandale &c. Mais il faut observer que lorsqu'il y a une impossibilité morale à se séparer réellement de l'objet , on est toujours obligé d'employer toutes sortes de moyens pour en ôter le danger prochain ; & que si ces moyens ne réussissent pas , alors quelque chose qu'il en doive coûter , il faut en venir à la séparation réelle , suivant le précepte de l'Evangile.

scil. §. disp. 10.
num. 20.

prop. 41. Inter
dum.

Quelques Auteurs entr'autres Jean Sanchez , qu'il ne faut point confondre avec le Jésuite de ce nom , s'étant expliqués d'une manière fort relâchée au sujet de cette impuissance morale , & ayant prétendu que certains inconvénients qui suivroient de la séparation réelle , suffisoient pour en dispenser , quoi qu'au fond ils ne fussent pas suffisans ; Alexandre VII condamna la proposition suivante : *Non est obligandus concubinaris ad ejiciendam concubinam , si hac nimis utilis esset ad oblectamentum concubinarum , vulgò Regalo , dum deficiente illo*

illo nimis agere ageret vitam, & alia epula radio magno concubinarium afficerent, & alia famula nimis difficile inveniretur. Innocent XI. en condamna depuis une autre qui porte qu', on n'est pas tenu de fuir „ l'occasion prochaine de pécher, lorsqu'il y a quelque raison utile „ ou honnête de ne la pas fuir. „ Mais les Jésuites n'avoient pas attendu la condamnation de ces propositions, pour en rejeter & en combattre la doctrine, comme on le peut voir dans Pollenter, qui cite un très-grand nombre de leurs Assertions contraires à la proposition censurée par Innocent XI.

Prop. 61. in sec. dama.

Cap. 18.

C'est ce qui rend d'autant plus surprenante l'imprudence ou la témérité de Gobat, d'avoir abandonné le sentiment commun de ses Confreres, pour s'attacher à un Docteur aussi relâché en cette matiere que Jean Sanchez. La décision de Gobat n'est pas tolérable: ce qui pourroit l'excuser à quelques égards, c'est qu'il a écrit l'ouvrage où elle se trouve, avant qu'on eût censuré aucune proposition en cette matiere.

Extrait, fait avec l'auteur avec l'auteur suiv. pag. 291.

Nous n'avons pas les ouvrages d'Oviédo, pour voir s'il ne met point à la doctrine de Jean Sanchez d'autre limitation que celle ci qui est rapportée par Gobat: sçavoir que, si celui qui perdrait cent écus d'or en se séparant de sa concubine, étoit un homme qui n'eût que le nécessaire pour vivre à l'étroit, il ne seroit point obligé de s'en séparer. Cette limitation n'est pas suffisante, non plus que celle de Castro-Palao, qui excepte le cas, où pour recouvrer la somme prêtée, on ne seroit pas obligé de garder longtems cette concubine auprès de soi, en demeurant exposé à une grande tentation: car pour pouvoir la garder dans cette dernière supposition, il faudroit qu'il n'y eût aucun scandale, & que le délai fut si court & les mesures si bien prises, qu'on ne fut exposé à aucun péril probable de pécher.

Le troisième point regarde la conduite que doit tenir un Confesseur à l'égard de son Pénitent engagé dans une occasion prochaine. Voici comme s'exprime à ce sujet le Jésuite Auteur du Livre des devoirs du Confesseur. „ Celui qui est dans l'occasion très-pro- „ chaine (c'est-à-dire, celle à laquelle il succombe plus souvent „ qu'il ne résiste) sans vouloir la quitter ni en tant qu'elle est oc- „ casion (par la séparation réelle & effective de l'objet) ni en

Garner. de off. Confess. scilicet. 1. art. 2. §. 2. n. 6.

Suite de la III. Partie.

Z

„ tant qu'elle est très-prochaine (par l'usage des moyens propres
 „ à en ôter le danger) ne doit pas être ablous ; il ne peut pas mê-
 „ me l'être validement , parcequ'il n'a pas un bon propos suffisant
 „ de se corriger. “

Avant ce Jésuite , & avant aucun Décret des Papes à ce sujet. Réginald avoit écrit „ que quand l'occasion du péché est prochain-
 „ ne , il faut dire avec Navarre & avec d'autres , qu'on ne doit
 „ point absoudre les Pénitens , quoiqu'ils ayent confessé tous leurs.
 „ péchés avec quelque douleur , tandis qu'ils persévèrent dans.
 „ quelque occasion prochaine de pécher mortellement : parce-
 „ qu'ils sont dans un état de péché mortel par l'attache virtuelle
 „ qu'ils ont au péché , c'est-à-dire , par cet amour du danger dans
 „ lequel ils périront. “ (d)

Prop. 61. inter
 41ma.

Cap. 17.

Cette doctrine est la contradictoire de celle qu'Innocent XI. a condamnée dans la proposition suivante. „ On peut quelquefois
 „ absoudre celui qui est dans l'occasion prochaine du péché , qu'il
 „ peut & qu'il ne veut pas quitter ; dans l'occasion même qu'il
 „ cherche directement & de dessein formé. “ Pollenter rapporte les textes de 31 Jésuites qui ont combattu cette proposition , avant qu'elle fut frappée d'Anathème ; & la pratique des Confesseurs Jésuites sur ce point a toujours été si constante & si uniforme , que nous ne craignons pas d'en appeler au témoignage de tous ceux qui se sont adressés à eux au Tribunal de la Pénitence. Comment donc le Rédacteur , sur deux Extraits , l'un de Hurtado , l'autre de Trachala , a-t-il pu se flatter de convaincre les Jésuites d'un enseignement contraire & persévérant ?

Extrait. Prem.
 2ndi. pag. 228.

Hurtado décide d'abord qu'il ne faut pas donner l'absolution au Pénitent qui est dans une occasion prochaine & continuelle de pécher ; parceque malgré les protestations qu'il fait de sa bonne disposition , on a sujet de croire qu'elle n'est pas suffisante , à moins qu'il ne prenne une ferme résolution de la quitter. Jus-

(d) Quando verò occasio peccati mortalis fuerit ante dicto modo proxima , tenendum cum Navarro & aliis Pœnitentibus , quinvis cum aliqua dolore confiteantur omnia sua peccata , non esse absolvendos , si in aliquâ proxima occasione mortaliter.

peccandi perseverent ; tanquam qui immineant in statu peccati mortalis per hujus virtutalem affectionem , tanquam amore periculi in quo peribunt. *Trax. fur. Paul. l. 5. c. 5. sed. 3.*

qu'ici il n'y a rien que le Rédacteur puisse censurer. Mais si un Pénitent se repentait sincèrement de ses péchés, & qu'il fût déterminé non seulement à n'y plus retomber, mais à éviter ou à éloigner au plutôt tout ce qui lui est une occasion de chute, peut-on lui accorder l'absolution avant qu'il ait effectué sa promesse? Dans le cas de concubinage, qui est celui que propose Hurtado, régulièrement parlant on ne peut pas l'absoudre, à cause du danger très-pressant de cette occasion; & Hurtado a eu tort de dire le contraire. Mais pour d'autres occasions qui ne sont pas aussi pressantes, quoique d'elles-mêmes elles portent au péché, il n'est pas nécessaire pour absoudre un Pénitent, d'attendre l'effet de ce qu'il a promis: il suffit qu'on n'ait pas sujet de se défier de lui, comme il arriveroit s'il avoit déjà promis, & qu'il n'eût pas tenu sa parole. C'est la conduite que S. Charles prescrit aux Confesseurs.

Hurtado dit ensuite que, si ce Pénitent manquant au propos qu'il avoit fait de quitter l'occasion prochaine, vient à retomber dans son péché, il ne faut plus l'absoudre, qu'il n'ait en effet quitté cette occasion. Cette règle est très-sage; mais nous trouvons à redire à la limitation qu'y met Hurtado, « à moins qu'un » inconvénient grave, ou même très-grave, *gravissimo incommodo*, » n'oblige d'en user autrement. « Car il n'y a point d'exception à faire par rapport à une occasion telle que le concubinage; & à l'égard des autres occasions, il faudroit que cet inconvénient fût tel, qu'on pût le regarder comme une impossibilité morale: c'est ce qu'Hurtado auroit dû spécifier. D'ailleurs il ne parle point de ce que le Confesseur auroit à faire, supposé que les moyens qu'il auroit prescrits pour prévenir le danger de l'occasion, eussent été inutiles. Il est néanmoins constant qu'en ce cas on ne doit point absoudre le Pénitent qu'il n'en soit venu à une séparation réelle, quelque préjudice qu'elle doive lui causer.

Pour ce qui est de Trachala, nous condamnons absolument sa décision, quoique moins mauvaise dans son texte, que dans l'extrait.

Si on ne dit rien d'un extrait du P. de Lessau qui appartient à la matière présente, c'est qu'il n'a nulle authenticité pour les

Extr. Schellae,
pag. 294.

Extrait. Mor-
lue, pag. 200.

raisons que l'on a exposées dans le Discours préliminaire & ailleurs.

Extraits sur la restitution des gains honteux.

En traitant des obligations qu'impose la vertu de justice, il est indispensable d'examiner ce qui concerne les biens acquis par des voyes illicites, & si on est tenu de les restituer. L'impudicité est une de ces voyes illicites, & par malheur elle n'est d'un usage que trop fréquent & trop étendu.

Établissons l'état de la question, & commençons par en écarter tout ce qui y est étranger. 1^o Il ne s'agit point de sçavoir ce qu'on doit penser des stipulations par lesquelles on s'engage à faire ou à souffrir une chose mauvaise & défendue. Il n'y a qu'une voix pour condamner ceux qui proposent ces sortes de conventions & ceux qui les acceptent. 2^o On convient encore qu'elles sont nulles de plein droit avant l'exécution de la mauvaise action, & que celui qui a reçu de l'argent pour faire cette action, est tenu à restituer & à dégager sa parole. C'est une vérité que dicte le bon sens, puisqu'on ne peut contracter l'obligation de mal faire.

La question ne doit s'entendre que du tems qui suit l'exécution de la mauvaise action stipulée; & il s'agit de sçavoir si celui qui l'a exécutée, peut recevoir le prix convenu, & s'il l'a reçu, le garder sans injustice.

Je dis sans injustice, parcequ'on ne considère point ici ce que pourroit prescrire à cet égard toute autre vertu que la justice. Telle est, par exemple, la pénitence qui ne manque gueres de porter à se défaire de ce qui a été le prix de l'iniquité; parcequ'elle hait tout ce qui y a donné occasion, & qu'elle s'efforce de réparer l'injure faite à Dieu, par le sacrifice d'un gain qu'on avoit si indigne-ment préféré à son amitié. Telle est encore la charité qu'on se doit à soi même, & qui nous excite à renoncer à des avantages temporels provenans du crime, de peur qu'on ne soit tenté de le commettre de nouveau, & que l'attachement à une fortune criminelle n'entretienne dans le cœur quelque complaisance pour ce qui l'a produite. Aussi si le Pénitent ne se portoit pas de son gré à se dépouiller de ce qu'il a acquis par le péché, il seroit de la prudence

du Confesseur de l'y engager , & même , hors le cas d'un pressant besoin , de le lui imposer pour pénitence. Le P. Antoine entr'autres donne ce sage avertissement en traitant la matiere présente.

De Just. & Jure.
part. 1. cap. 3.
qu. 16.

Enfin il est certains crimes pour lesquels la loi défend de rien donner à celui qui les a commis , quelque promesse qu'on lui ait faite auparavant , & rend celui qui auroit reçu inhabile à retenir & à posséder la chose donnée. Ainsi il est hors de doute qu'on est obligé à restituer ce qu'on a acquis par ces sortes de crimes.

Le vrai point de la question consiste donc à sçavoir si on est obligé par justice à restituer ce qu'on a reçu après avoir commis un crime , pour lequel aucune Loi , soit divine , soit humaine ne défend de donner , ou ne rend incapable de recevoir , dès qu'une fois il est commis. Nous ne toucherons cette question que par rapport aux crimes contre la pureté.

Voyons d'abord ce que pensent à ce sujet les Théologiens les plus distingués des différentes Ecoles.

Saint Thomas , après avoir distingué trois manieres d'acquérir illicitement , dit que la troisième est , lorsque l'acquisition elle-même n'est pas illicite , mais que la voye par laquelle on acquiert est défendue ; comme on le voit dans ce qu'une femme publique acquiert par un mauvais commerce ; & c'est ce qu'on appelle proprement un gain honteux. Car le commerce qu'elle exerce est contre l'honnêteté & la Loi divine ; mais en ce qu'elle reçoit , elle n'agit ni contre la justice , ni contre la loi. C'est pourquoi on peut garder ce qui est acquis de cette maniere. (e)

2. 2. qu. 13. art.
7. in corp.

Dans la même question , S. Thomas parlant de deux manieres illicites de donner , dit que la seconde maniere est , lorsqu'on donne pour une chose illicite , quoique le don en lui-même ne soit pas défendu ; c'est ainsi que l'on donne à une femme publique pour le commerce qu'on a eu avec elle. D'où il suit qu'elle peut garder ce qu'on lui a donné. Mais si par fraude & par artifice

(e) Tertio modo est aliquid illicitè acquisitum , non quidem quia ipsa acquisitio sit illicita , sed quia id ex quo acquiritur est illicitum : sicut patet de eo quod mulier acquirit per meretricium ; & hoc propriè vocatur turpe lucrum ; quod enim mulier

meretricium exercent , turpiter agit & contra Legem Dei : sed in eo quod accipit , non injustè agit , nec contra Legem. Unde quod sic illicitè acquisitum est , retineri potest.

elle avoit tiré plus qu'il ne lui est dû, elle seroit obligée à restitution. (f)

Il est visible que ce que le Docteur Angélique dit des femmes publiques, doit s'appliquer à toute autre espèce de crime en matière de pureté, si rien ne s'oppose d'ailleurs à cette application : & il s'en explique assez en deux endroits de son Commentaire sur le Maître des Sentences, où on lit ces paroles : *Sicut cum quis de lenocinio vel meretricio lucratur. Sicut est in meretricio vel similibus.* Aussi le Cardinal Cajétan expliquant les textes qu'on vient de citer, dit qu'il n'importe en rien, que ce soit pour la fornication, pour l'adultère, ou pour toute autre espèce de luxure que l'on donne : *Non refert in proposito an propter fornicationem, an propter adulterium, aut aliam speciem luxuria desur.* Et Habert qui enseigne la même chose, dit que le texte de S. Thomas doit s'entendre également des lieux où les femmes publiques sont tolérées, & de ceux où elles ne le sont pas.

S. Antonin s'appuyant de l'autorité de S. Thomas & de S. Raymond de Pégnafort, décide pareillement qu'on peut donner l'aumône des biens acquis de cette manière ; & qu'on peut aussi les garder, si ce n'est que par fraude & par tromperie une femme eût tiré plus qu'il ne falloit : auquel cas elle seroit obligée à restituer ce surplus. (g)

Sylvius donne absolument la même décision, & outre S. Thomas, S. Bonaventure, Richard de S. Victor & Durand, il cite Cajétan, Bannez, Valentia, Adrien, Dom. Soto, Lessius, Azor, Covarruvias, Sanchez, Tolet, Antoine de Cordouë, Rodriguez & Lopez. On peut voir aussi cette doctrine établie dans M. Duval, qui atteste que tous les Théologiens tiennent pour certain qu'on peut posséder les biens acquis de cette manière : *Quod verò ad bona tertii generis, constat apud omnes juxta possideri.*

(f) Alio modo aliquis illicitè dat, quin propter rem illicitam dat, licet ipsa datio non sit illicita : sicut cum quis dat meretrici propter fornicationem. Unde & mulier potest sibi retinere quod ei datum est, sed si superfluum per fraudem vel dolum extorsisset, tenetur ei restituere. *Ibid. art. 5. ad 2.*

(g) De illicitis ergo tertio isto modo, secundum Thomam & Raymundum, potest dari elemosyna & potest etiam retineri, nisi superfluum per fraudem & dolum mulier extorsisset; quia illud esset restituendum; & ad hoc pertinent lucra facta ex histrionatu illicito, ex duello &c. 2. pars. tit. 2. cap. 5.

In. 4. di. 15.
qu. 2. art. 4.
quæstione. 2. in
corp. & quæsti-
onulâ 3.

Comm. in qu.
62. art. 3. ad 2.

To. 4. de injust.
& restit. part. 2.
cap. 5. qu. 4.

In. 2. 2. qu. 38.
art. 7. concl. 2.

Duv. To. 2. disp.
3. qu. 3. art. 6.

Citons encore l'Auteur de la Morale de Grenoble. « Si au contraire, dit-il, celui qui a reçu de l'argent pour une action défendue, n'a rien fait contre les Loix, qui en défendant cette action, ne défendent pas cependant de recevoir de l'argent de ceux qui la font, il peut en conscience le garder. Par ex. une femme débauchée n'est pas obligée de rendre ce qu'on lui a donné pour le prix de son péché, si ce n'est que par fraude ou tromperie, elle eût porté ces personnes à lui donner plus qu'elles n'auroient fait, comme le dit S. Thomas. »

To. 1. tit. 6. chap.
2. 4^e demandé.

Qui n'admireroit après cela la hardiesse du Rédacteur, de se servir d'une doctrine si autorisée, si universellement reçue, comme d'un titre légitime d'accusation contre quelques Jésuites qui se sont conformés à l'enseignement général ? Est-il donc si ignorant qu'il n'ait pas su que tous les Docteurs anciens & modernes étoient compromis dans cette imputation dont il charge personnellement les Auteurs de notre Compagnie ? Ou a-t-il cru que le Public prenant ses sentimens, seroit assez partial, pour condamner dans les seuls Jésuites, ce qu'il approuve dans les autres ?

Emmanuel Sa a dit : *Potest & femina quaque & mas pro turpi corporis usu pretium accipere & petere ; & qui promisit tenetur solvere.* L'aphorisme corrigé ajoute cette remarque qui va au-devant de toute maligne imputation. « Observez cependant qu'une femme débauchée ne peut sans crime avant le péché commis en recevoir le prix ; parceque l'action de recevoir tend alors au péché : & qu'elle ne le peut pas non plus après le péché commis, si cela se fait avec une approbation du péché. (h) »

Extr. pag. 217.

Sur l'Extrait de Gordon, le Lecteur est prié de recourir à la première Partie de cette Réponse ; il y trouvera la doctrine de l'Auteur fidèlement exposée, & justifiée par son exposition même du moins aux yeux de ceux qui aimeront mieux croire un Jésuite innocent, que de faire le procès à S. Thomas, à S. Antonin, à S. Raymond de Pégnafort & à toute la Théologie, pour avoir le plaisir de le condamner.

Extr. Facile 17.
P28. 219.
V. Fallu. p. 277.

(h) Adverte tamen ante crimen non passio meretricem pretium accipere sine scelere ; nam illa acceptio in crimen dirigitur neque post, si id fiat cum patrum scelere approbatione. Emm: Sa. Apor. V. Eucuria, Edis. Rom. 1607. Lugd. 1612. Duacens 1623. &c.

probatione. Emm: Sa. Apor. V. Eucuria, Edis. Rom. 1607. Lugd. 1612. Duacens 1623. &c.

Il est vrai que Gordon ne parle pas seulement des femmes publiques, mais encore des Vierges & des femmes mariées; & que par le même principe il les exempte de l'obligation de restituer. Mais outre qu'en effet la même raison a lieu pour les personnes de tout état, il pouvoit encore s'autoriser du témoignage d'Adrien, de Sylvestre, de Covarruvias, de Soto, de Medina, de Navarre &c. & de la pratique de nos Parlemens, qui tous les jours condamnent un homme libre à épouser ou du moins à doter une fille qu'il a séduite par une promesse de mariage.

Quant à ce que Gordon ajoute qu'une femme mariée doit mettre dans la Communauté ce qu'elle a gagné par son libertinage, c'est ce que nous n'examinons point : mais cette décision n'est pas propre à irriter la passion d'une femme qui se prostitueroit en vue de s'enrichir.

*Mett. Ad postéri-
orem. pag. 190.*

Tamburini, après avoir établi le sentiment commun, & supposant après S. Thomas, S. Antonin & les autres, qu'il peut y avoir en ces sortes de gains quelque péché contre la justice, soit à raison du prix exorbitant qu'on auroit exigé, soit à raison de la fraude qu'on auroit mise en œuvre pour se le procurer; se propose d'examiner combien une femme est en droit de recevoir ou même d'exiger pour prix du sacrifice qu'elle fait de son corps. Cette question paroît bizarre; elle seroit même fort déplacée dans un Théologien, si son dessein étoit ou pouvoit être d'écrire pour d'autres que des Confesseurs, auxquels il doit donner des règles qui conviennent à toutes sortes de cas & de personnes.

Tamburini cite le Cardinal de Lugo comme ayant aussi traité la même question, & quoiqu'ils conviennent l'un & l'autre en plusieurs points, ils ne sont pas néanmoins d'accord en tout. Voyons en quoi ils s'accordent, ou ne s'accordent pas, & sur quoi le Rédacteur les a jugés coupables.

1^o De Lugo & Tamburini conviennent qu'il est permis à une femme de recevoir & même d'exiger le prix du crime qu'elle a commis avec un homme. 2^o qu'elle n'est pas en droit, même de recevoir ce qu'on lui a promis, si elle a usé de tromperie pour l'obtenir. 3^o qu'une fille qui fait pour la première fois le sacrifice de son honneur, est en droit de recevoir tout ce que lui a promis celui qui l'a séduite ;

séduire ; parceque l'honneur d'une fille n'a point d'autre prix que celui qu'elle y veut mettre. Il n'y a rien en tout cela qui doive scandaliser le Rédacteur.

Le point sur lequel ces Auteurs ne s'accordent pas , est que de Lugo prétend qu'une femme publique ne peut pas tant exiger qu'une autre , ni plus exiger de celui-ci que de celui-là : au lieu que Tamburini veut qu'on regarde l'honneur d'une femme quelle qu'elle soit , comme mille autres choses qui n'ont d'autre prix que celui de l'affection , & qu'ainsi toute femme , même publique , est en droit de recevoir & d'exiger tout ce qui lui a été promis , & de demander plus ou moins , ou plus de l'un que de l'autre , pourvu qu'elle n'use point de fraude & de mensonge. Lequel de ces deux sentimens doit-il être préféré ? C'est une discussion que nous abandonnons à la sagacité du Rédacteur. Mais de quelque côté qu'il panche , la morale Chrétienne n'y gagnera pas plus qu'elle n'y perdra ; parceque si la décision de Tamburini paroît favoriser l'avarice des femmes débauchées , celle du Cardinal ne paroît pas moins favorable aux libertins qui les engagent au péché.

A ces Extraits il en faut joindre un de Fégéli , qui y a quelque rapport. Fégéli demande à quoi est obligé celui qui a ôté l'honneur à une Vierge. Il donne à cette question trois réponses qui embrassent les trois espèces de cas appartenans à cette matière. Le Rédacteur a supprimé les deux dernières , dont l'une regarde celui qui a deshonoré une fille en employant la fraude & la violence , sans cependant lui promettre de l'épouser ; & l'autre celui qui par promesse de mariage vraie ou feinte , l'a engagée à consentir à sa passion. Sans doute qu'il les a supprimées , parcequ'il n'y trouvoit rien à censurer. Il ne devoit cependant pas laisser croire que la réponse qu'il transcrit , fut la seule que donne Fégéli. Il y est dit que si la fille a consenti à son deshonneur , celui qui l'a deshonorée n'est obligé à rien , si ce n'est à faire pénitence de son péché ; & la raison qu'il en apporte est qu'il n'a commis aucune injustice envers cette fille , qui s'est prêtée librement à ses desirs ; & que la fille de son côté n'en a commise aucune envers ses parens , qui ont bien le droit de veiller à ce que leurs enfans n'offensent pas Dieu , sans avoir cependant un droit de justice proprement dite sur l'intégrité de leurs corps , ni sur

Est-ce Cui obligatus.
tom. pag. 294.

Suite de la 111. Partie.

A a

l'usage qu'ils en peuvent faire. D'où il laisse à conclure que si la fille elle-même n'est point obligée à dédommager ses parens, celui qui l'a deshonorée ne l'est pas davantage.

Part. 4. exp. 1.
Qu. 5. n. 129.

Au reste Fégéli déclare dans la question suivante, que s'il naît quelque enfant de ce commerce, c'est au Pere à le nourrir. Cette obligation supposée, sa décision se réduit à deux points : le premier, que le corrupteur n'est tenu, du moins par justice, à aucun dédommagement envers la fille : le second, qu'il ne doit rien non plus à ses parens.

Au mot *Refren-*
sur cas 154.

Pour le premier point, c'est l'enseignement de presque tous les Théologiens. Il suffira de citer Ponras & l'Auteur des Conférences d'Angers, dont le témoignage renferme celui de plusieurs autres.

» Si Daniel, dit Pontas, n'a débauché Jeanne, que parceque
» celle-ci y a librement consenti, sans se faire beaucoup presser ;
» & qu'il n'ait usé envers elle d'aucune fraude ni d'aucune vio-
» lence ; il n'est obligé envers elle à aucune restitution, n'ayant
» pas péché en cela contre la justice, suivant cette règle de Droit,
» *Scienti & consentienti non fit injuria neque dolus*. C'est ce qu'en-
» seigneur Sylvestre, Mozolin, Dominique Soto, Navarre & Tolet
» après S. Antonin. »

To. 1. sur les
Comm. p. 179.
Edit. de 1755.

» Quand un homme, disent les Conférences d'Angers, n'a usé
» ni de tromperie, ni de contraindre, ni d'instances importunes,
» ni du prétexte de mariage pour débaucher une fille, & qu'il a
» seulement employé des prières auxquelles la fille a consenti ai-
» sément & d'une volonté libre, il n'est pas obligé en justice à
» l'épouser ou à la doter, parceque suivant la règle du Droit, *Scien-*
» *ti & consentienti non fit injuria* : quoique quelquefois on doit
» l'obliger *par un principe de charité* à la doter en tout ou en par-
» tie, quand il est riche & que la fille est pauvre, & qu'il y a sujet
» d'appréhender qu'elle ne se perde, comme le dit M. de Ste.
» Beuve dans le Tome 1. de ses résolutions, cas 47, après le Car-
» dinal Tolet liv. 5. Chap. 11. »

Quant à l'autre point qui concerne l'obligation de satisfaire aux parens, il est visible qu'il ne peut s'agir que d'un dédommagement pécuniaire, toute autre espèce de satisfaction par des excuses, des marques d'honneur &c, étant comprise dans l'obligation

de faire pénitence, que Fégéli impose au corrupteur. Ecoutons sur ce point un des plus sçavans & des plus judicieux Théologiens ; c'est Sylvius. Il décide & prouve d'abord que dans l'espèce dont il s'agit, le corrupteur n'est obligé à rien restituer ni à la fille, ni à ses parens. Ensuite sur ce qu'on lui objecte, que le pere de la fille en souffre dans ses biens de fortune, attendu qu'il est réduit à lui faire une dot plus forte pour lui trouver un parti fortable ; il répond que rien n'oblige le pere à augmenter la dot, que la fille peut demeurer dans le célibat, & qu'après tout s'il souffre quelque dommage, c'est à sa fille qu'il doit l'imputer. Il cite pour ce sentiment Soto, Bannez, Salenius, Toler, Sanchez, Azor & Navarre. En un mot il n'exige d'autre satisfaction du corrupteur envers le pere, que de lui demander pardon de l'injure qu'il lui a faite, de lui rendre des marques d'honneur &c.

In 2. 2. qu. 68.
art. 2. qu. 1.
concl. 1.

La décision de Sylvius est conforme à celle de S. Antonin, que Pontas citoit tout à l'heure. „ Dans le for de la conscience, dit „ ce Saint, voici la conduite qu'il semble qu'on doit tenir. Si la „ fille a consenti librement à la perte de son honneur, le corrupteur n'est tenu à rien envers elle. Mais il est tenu à quelque „ chose envers le pere, parcequ'il lui a fait injure : c'est pourquoi „ il lui doit quelque sorte de satisfaction, du moins il faut qu'il „ l'appaise. (1)

Le Rédacteur prétendra peut-être que de décharger ainsi le corrupteur de toute obligation de restituer, c'est donner une nouvelle amorce au libertinage. Je lui prouverai que c'est plutôt le réprimer ; puisque c'est rendre les filles moins accessibles à la séduction, & les parens plus vigilans sur la conduite de leurs enfans. L'auteur des Conférences d'Angers remarque à ce sujet, qu'autrefois le Parlement de Paris condamnoit à la mort celui qui n'étant point marié avoit eu avec une fille un mauvais commerce, dont elle étoit devenue enceinte, s'il n'aimoit mieux l'épouser, quand les parties étoient à peu près de condition égale. Mais qu'ayant depuis reconnu que de là les filles prenoient la licence de s'abandon-

Ibid. pag. 171.

(1) In foro autem conscientie sic agendum videtur secundum Guillelmum. Si desolat eam voluntariam, non tenetur. Patri

autem tenetur, quia injuriatus est ei : unde in aliquo satisfaciat, vel saltem eam placeat. 2. part. tit. 5. cap. 6. §. 1.

ner plus facilement pour se donner des Maris, il s'est relâché de cette rigueur, & ne condamne ordinairement le corrupteur qu'à des dommages & intérêts plus ou moins grands, suivant les qualités des parties & les circonstances du fait. Ainsi au jugement de cette Cour, c'est souvent à la licence des filles qu'il faut mettre un frein pour arrêter ou diminuer le libertinage.

Extraits qui traitent des peines portées contre certains crimes en cette matiere.

Extraits p. 290.

Vide Bonacin,
de Matr. q. 2.
4. puncto 11.
propos. 2.

Ces Extraits sont au nombre de six, & tirés d'Escobar. Nous ne salirons pas cette Réponse du détail de ce qu'ils contiennent. Escobar a dû traiter ces questions, par la même raison qui oblige tous les Jurisconsultes & les Canonistes à interpréter les Loix ; & il n'est pas plus coupable d'avoir nommé plusieurs fois un certain crime, que le Saint Pape Pie V qui a porté une Bulle contre les Clercs coupables de ce crime. Pour le Rédacteur, il semble qu'il s'est proposé uniquement, dans ces Extraits & dans ceux de Sanchez, de faire rougir la pudeur ; & de soulever les esprits contre ces deux Jésuites, par la nature des matieres dont ils n'ont parlé que par l'engagement indispensable de leur profession. Je ne répéterai pas ce que j'ai dit là-dessus dans la premiere partie de cet Ouvrage : ce que je dois observer ici, est que si la doctrine d'Escobar mérite quelque reproche, ce ne peut être celui de favoriser l'impudicité ; & qu'il y auroit en cela autant d'injustice, que si on taxoit d'autoriser le vol & la rapine, celui qui interprétant les Loix portées contre les voleurs de grands chemins, diroit qu'elles ne concernent pas les Concussionnaires publics.

V. Fa'ff. T. 274.
& suiv.

Que conclure de la discussion de ces Extraits ? que les Jésuites n'ont pas été infaillibles sur la doctrine de l'impudicité non plus que tant d'autres Docteurs de tous les Ordres, qui ont écrit avant eux, & de leurs tems ; que sur certains points extrêmement délicats, tels que le cas de Susanne, & les occasions prochaines, quelques-uns de leurs Auteurs, n'ont pas décidé exactement, avant que les souverains Pontifes & les Evêques de France par-

lassent. Mais dans ces justes reproches qu'on peut faire à trois ou quatre particuliers, y a-t-il rien qui interesse le moins du monde la réputation du Corps entier ? & ce Corps représenté dans la personne de ses Supérieurs n'a-t-il pas donné une preuve sans réplique de son extrême délicatesse en tout ce qui concerne la pureté, par cette défense portée par le Général Aquaviva, sous les peines les plus rigoureuses, d'enseigner soit en public soit en particulier, comme une opinion tolérable en aucune façon, que la légèreté de la matière puisse excuser de péché mortel la plus petite délectation impure recherchée avec délibération : défense renouvelée par l'onzième Congrégation, & étendue à toute délectation admise délibérément, quand même on ne se la seroit pas procurée ? Défense fidèlement observée par les Casuistes de notre Compagnie, puisque le Rédacteur n'en taxe aucun de l'avoir violée. Défense par conséquent qui suffit seule pour mettre le Corps de la Société, & même les particuliers qui se sont trompés en quelques points, à l'abri du soupçon d'avoir voulu favoriser l'impureté.

V. Falisf. pag.
266, 267.

Le Rédacteur & les autres adversaires des Jésuites ont lu cette défense. Et comment ne l'auroient-ils pas lue ? elle est dans l'Institut à côté du Décret de ce même Aquaviva sur le Tyrannicide, Décret dont il est parlé dans presque tous les ouvrages faits contre eux. Si l'impartialité faisoit le caractère de leurs accusateurs, pourquoi ne produit-on point cette défense si décisive pour la justification de la Société, cette défense faite par celui qu'on représente comme le plus absolu, le plus despotique, le mieux obéi de tous ses Généraux, cette défense confirmée & étendue par une Congrégation entière ; pourquoi, dis-je, ne paroît-elle, ni dans le Recueil, ni dans aucun Requisitoire, aucun Compte rendu, aucun Arrêt ? Quelle source de réflexions, si la modération ne nous faisoit un devoir de les étouffer ?



PARJURE, FAUSSETÉ, FAUX TÉMOIGNAGE.

QUELLE idée ce titre présente-t-il au Lecteur ? qu'annonce-t-il ? il annonce que les Jésuites dans leurs décisions de morale, ruinent la bonne foi qui doit régner entre les hommes, & qui est le lien de toute Société ; qu'ils permettent, qu'ils autorisent le mensonge ; qu'ils apprennent aux hommes à se tromper les uns les autres, & à se joier de la vérité. Néanmoins, dans cette foule d'assertions rassemblées sous un titre si odieux, il n'en est pas une seule qui laisse entrevoir que le mensonge, même le plus léger, soit permis en aucun cas ; s'agit-il de sauver la vie à son pere, ou d'empêcher la ruine d'un Etat : & il n'est pas un seul Jésuite qui ne dise formellement le contraire, dans des textes que le Rédacteur n'a eu garde de rapporter.

Il annonce que, selon les principes établis par les Casuistes de notre Compagnie, il est permis non seulement de mentir, mais d'affirmer le mensonge avec serment, mais de se parjurer à la face du Juge, qui nous interroge sur une vérité qu'il a droit de savoir. Cependant il n'est aucun Jésuite qui ne soutienne en termes exprès, que le parjure est un péché mortel de sa nature, & même un péché mortel des plus griefs ; aucun qui n'établisse qu'assurer le faux avec serment, soit en justice, soit ailleurs, est un crime détestable aux yeux de Dieu & des hommes.

Il annonce enfin qu'un témoin interpellé en justice, après avoir fait serment de dire vérité, peut déposer que l'innocent est coupable & le coupable innocent, lors même que le Juge interroge juridiquement, & qu'aucune raison ne dispense le témoin de l'obligation de répondre. Doctrine abominable, que les Jésuites

n'ont jamais enseignée ; c'est trop peu dire : doctrine qu'ils ont tous en exécution , & qu'on ne peut leur imputer que par la plus noire des calomnies.

De quoi s'agit-il donc dans cet article du Recueil , puisqu'il n'y est question ni de parjure , ni de fausseté , ni de faux témoignage ? A la réserve d'un petit nombre d'affertions , la plupart étrangères au sujet , toutes les autres regardent les équivoques & les restrictions mentales , dont les Jésuites , avec la foule des Docteurs de toutes les Ecoles , ont jugé l'usage licite en certains cas. Voilà à quoi se réduit l'accusation : ainsi le vrai titre de cet article est celui-ci : *Equivoque, Restriction mentale.*

Je sçais que ce second titre , quoique moins révoltant que le premier , a encore de quoi rendre les Jésuites odieux dans l'esprit d'une infinité de personnes , qui sans avoir jamais étudié la matière , ou par un rigorisme outré dans la spéculation , mais qui ne les gêne gueres dans la pratique , condamnent de mensonge toute espèce d'équivoque , & en interdisent l'usage en quelque circonstance que ce puisse être. Mais il s'en faut bien que le plus grand nombre des Théologiens sensés & habiles soit de cet avis : & puisque c'est une chose contestée , il n'appartenoit point au Rédacteur de supposer comme certain , que par tout où il y a équivoque , il y a fausseté & mensonge ; que tout serment fait avec équivoque est un parjure , & qu'un témoin qui ne répond pas toujours conformément à la pensée du Juge qui l'interroge , rend toujours un faux témoignage.

Il est aisé de pénétrer les raisons pour lesquelles il a préféré le titre qu'il a mis , à celui qu'il auroit dû mettre. Outre que le titre dont il s'est servi est bien plus propre à soulever les esprits contre les Jésuites , & par là même plus conforme à ses desseins : il craignoit avec raison que s'il attaquoit ouvertement en eux la doctrine des équivoques & des restrictions mentales , le Public instruit des falsifications sans nombre dont les extraits des assertions sont remplis , ne lui dît : Vous accusez les Jésuites d'enseigner qu'il est quelquefois permis d'user de paroles ambiguës ; & voilà que dans une accusation juridique & solemnelle , vous vous rendez vous-même coupable à leur égard des faussetés les plus criantes

& les plus notoires : vous les poursuivez en justice ; comme s'ils étoient les seuls ou les principaux auteurs de cet enseignement ; & par des suppressions constantes & affectées, vous nous dissimulez les noms des Théologiens respectables qui ont servi de guides aux Jésuites.

Mais abandonnons le Rédacteur aux justes reproches du Public & de sa conscience , & voyons jusqu'à quel point les Jésuites dénoncés dans la matiere présente sont innocens ou coupables. Les assertions qui remplissent ce titre , ont rapport à différens objets, qu'il est nécessaire de séparer , pour jeter plus d'ordre & de clarté dans cette discussion. Ainsi nous parlerons 1° des assertions qui regardent le serment en général ; 2° de celles qui appartiennent à l'équivoque ; 3° de celles qui traitent de la restriction mentale ; 4° enfin , de trois assertions , dont une sur le crime de faux , & deux sur la restitution.

CHAPITRE PREMIER.

Du Serment en général.

Entr. Proposée
25 avec les deux
autres suivans.
pag. 223.

C Ardenas examinant la vingt-cinquième des propositions condamnées par Innocent XI, laquelle est conçue en ces termes : *Il est permis pour de justes raisons, soit en matiere grave, soit en matiere légère, de faire un serment sans en avoir intention* ; demande si l'on peut inferer de la condamnation de cette proposition , que ce soit toujours un péché mortel , de faire un serment sans intention de jurer , lors même que ce qu'on assure sous la foi d'un tel serment est vrai. Il se fait cette question au sujet de deux auteurs, Filguera & Lumbier , qui paroissent d'avis différens sur ce point.

Pour la résoudre , il suppose en premier lieu , (& c'est cette supposition que nous allons considérer d'abord , remettant à discuter ensuite la question principale :) il suppose , dis-je , qu'il n'y a pas de serment véritable & proprement dit, si l'on n'a pas intention de jurer. „ La chose , ajoute-t-il , est si constante , que Sanchez assure

„ assure que tous les Docteurs en conviennent , & que Suarez dit ,
 „ que tous la tiennent pour certaine. La raison qu'ils en donnent
 „ est que l'intention intérieure est comme l'ame des paroles ; que
 „ par conséquent les paroles seront comme mortes , & le serment
 „ perdra toute sa force , si celui qui le fait n'a pas intention de
 „ jurer. De plus , les actions humaines en vertu desquelles on
 „ contracte une obligation , requierent le consentement de la
 „ volonté , & ce consentement ne peut se donner , à moins qu'on
 „ n'ait intention de faire ce qui produit l'obligation. C'est pour-
 „ quoi , comme le serment est l'action qui produit l'obligation ,
 „ soit de dire la vérité , soit de garder sa promesse ; il requiert
 „ un plein consentement de la volonté , & conséquemment l'in-
 „ tention de faire un serment. „

Cardenas suppose en second lieu , ce que le Rédacteur a jugé à propos de supprimer , que le serment prononcé extérieurement sans intention de jurer , contient une irrévérence au regard de Dieu , & de son saint Nom que l'on invoque. Pourquoi cette suppression ? auroit-on voulu faire croire que l'auteur exempté de péché celui qui profère ce serment illusoire ? si cela est , c'est un soupçon calomnieux jetté malignement sur sa doctrine.

„ Afin qu'il y ait un véritable serment , dit Laymann , il ne suffit
 „ pas de proférer matériellement les paroles qui expriment le ser-
 „ ment ; à moins qu'on n'ait en même tems l'intention & la vo-
 „ lonté de jurer , & de prendre à témoin le vrai Dieu. Autrement
 „ ce ne sera point un serment véritable , mais feint & propre à
 „ induire en erreur , qui oblige quelquefois à raison du scandale ,
 „ ou d'un dommage qu'on doit empêcher ; mais qui n'a point une
 „ obligation propre , résultante de la vertu de Religion. „

Extr. *Ad verum
ratiorem*, p. 314.

Il nous seroit aisé d'accumuler ici les citations , pour justifier cette assertion ; il nous suffira d'en produire trois ou quatre.

Sylvius parlant du cas où quelqu'un fait semblant extérieurement de jurer , & profère les paroles du serment de la même manière qu'ont coutume de faire ceux qui jurent , sans avoir cependant intention de jurer , ou de s'obliger , décide que , quoiqu'il pèche mortellement , il n'est pourtant pas obligé en vertu du serment de faire ce qu'il a promis , parcequ'un pareil serment n'est

Suite de la III^e Partie.

B b

pas valide. Il excepte, ainsi que Laymann, le cas où il y auroit du scandale à craindre, ou quelque dommage pour le prochain. (a)

Le serment feint, dit M. Bail, & fait sans intention de jurer, ou de s'obliger, n'oblige point par lui-même à exécution, sauf le préjudice d'un tiers. (b)

Sayr soutient après Cajétan, Soto, Arragonius, Valentia, Covarruvias, Corduba, Philarchus & Louïs Lopez, que celui qui feint de jurer, & qui n'en a pas la volonté, n'encourt aucune obligation en vertu du serment, de quelque manière qu'il soit requis de jurer, soit justement, soit injustement. Il en rend la même raison que Laymann, & il y appose les mêmes exceptions du scandale & du dommage. (c)

Pom. 2. disp. 4.
qu. 1. puncto 7.
prop. 1.

Bonacina enseigne la même Doctrine ; en un mot il n'y a pas de partage d'opinions sur ce point entre les Docteurs ; & le fondement de leur décision, sçavoir qu'il n'y a point d'obligation en vertu du serment, là où il n'y a pas de serment, & qu'il ne peut y avoir de serment, où l'intention de jurer ne se trouve point ; ce fondement, dis-je, est un principe reçu de tous les Théologiens.

Sur les Comm.
de Dieu, To. 1.
p. 150. l'edit. de
1758.

Écoutez encore l'auteur des Conférences d'Angers. « Nous disons bien plus, que si un homme jure extérieurement sans avoir intention de jurer, ou sans avoir dessein de s'obliger, ou sans vouloir faire la chose à laquelle il s'oblige, il est néanmoins tenu en conscience d'exécuter la chose qu'il a promise : car encore qu'il n'y soit pas précisément obligé en vertu du serment qu'il paroît avoir fait, qui n'est pas proprement un jurement ; 1^o l'ordre de la justice l'y oblige, si la tromperie dont il a usé, cause quelque dommage au prochain. 2^o il y est obligé à raison du scandale qui s'ensuivroit de l'inexé-

(a) Qui juxta primum modum dolose jurat, cum rationabiliter & legitime sit interrogatus, mortaliter peccat. . . . Et quavis ex vi juramenti non tenetur implere quod promissit, quoniam ejusmodi juramentum non est validum ; si tamen aliquod scandalum, vel alicujus damnum immineat, nisi juramentum taliter prædictum servetur servandum est. *Sylv. in 2. 2. qu. 89. art. 7. quas. 3. concl. 4.*

(b) Fictum juramentum & factum sine animo jurandi aut se obligandi, per se non obligat ad executionem, salvo præjudicio alterius. *Bail de exam. Pœnit. qu. 45. n. 5.*

(c) Tertia propositio. Qui fingit se jurare, animum tamen jurandi non habet, nullam ex natura juramenti obligationem incurrit, sive jure, sive injuria requisitus juret. *Sayr Clas. rez. lib. 5. cap. 6.*

„ cution de son serment. 3° la vertu de Religion l'y oblige ,
 „ puisqu'en violant ce serment apparent , il commettrait une
 „ irrévérence contre Dieu. ”

Il faut remarquer que les deux auteurs inculpés , ne parlent que du seul cas , où l'on jure extérieurement , sans avoir la volonté de jurer ; & non de celui où l'on jureroit sans intention de s'obliger ; cette remarque est nécessaire , parceque le Clergé de France condamna en 1700 la proposition suivante : *Celui qui fait un serment avec intention de ne se point obliger , n'est pas obligé en vertu du serment.* Ainsi nous n'approuvons pas quant à ce point , ceux des auteurs que nous venons de citer , dont les passages contiennent la doctrine de la proposition condamnée , & ce n'est pas non plus pour cet objet que nous les citons.

Gordon a une assertion sur le vœu , semblable à celle de Laymann & de Cardenas sur le serment. Il dit que celui qui sçachant ce que c'est qu'un vœu , a eu en le faisant intention de promettre , & en même tems , intention expresse de ne se point obliger , n'a point fait un vœu valide , ni qui l'oblige , hors du cas de scandale , ou de celui où l'Eglise , suivant le pouvoir qu'elle en a , l'obligeroit à l'accomplir. Et la raison qu'il en donne après Suarez , est que l'intention de faire un vœu est incompatible avec celle de ne se pas obliger.

Extr. Insuper
difficultat. p. 210.

Cette décision est celle de Sylvius ; il demande si on doit regarder comme véritable un vœu fait avec intention de vouer , mais sans intention de s'obliger : & il répond que le sentiment le plus conforme à la vérité est que ce n'est point un vœu ; parceque la volonté de vouer est détruite par une autre volonté contraire à la substance du vœu ; & que par conséquent cette volonté prétendue de faire un vœu , n'est qu'une feinte. (d)

Le Continuateur de Tournély dir pareillement que cette expression , *Je fais vœu* , ne renferme un vœu proprement dit , que dans le cas où l'on a une intention expresse ou implicite de s'obliger en

(d) Petes an sit votum , si quis velit vovere , non tamen velit se obligare. Ex his quæ diximus illâ quæstione. 66. art. 2. quæsito 4. verius est non esse votum , quia per voluntatem quâ id vult quod est contra

voti substantiam , destruitur voluntas vovendi ; ac proinde talis revera non vult vovere , sed fingit se illam voluntatem habere. Sylv. in 2. 2. qu. 88. art. 1.

B b 2

To. 1. sur les
Comm. de Dieu.
pag. 277.

promettant. (e) „ Si on faisoit une promesse à Dieu, disent les
„ Conférences d'Angers, seulement de bouche, sans un consen-
„ tement intérieur, c'est-à-dire, sans intention de s'obliger, on ne
„ feroit pas un vœu, quand même ce ne seroit point la crainte
„ qui auroit porté un homme à user de cette dissimulation, très-
„ criminelle par elle-même, étant une irrévérence contre Dieu. “

ERR. En son fon-
dation, Ibid.

De ce principe, Gordon conclut, 1° que celui qui en recevant le Soudiaconat, auquel l'Eglise a annexé le vœu de chasteté, a une intention expresse de ne point s'obliger à la chasteté, n'y est point tenu en vertu du vœu; quoiqu'il puisse y être obligé par le précepte de l'Eglise, & que s'il venoit à se marier, son mariage puisse être annulé. 2° qu'il en est de même du Religieux, qui fait ses vœux, d'une manière feinte, & de celui qu'une crainte grave auroit porté à vouer la chasteté; car telle est la crainte dont parle Gordon, au nombre 14 auquel il renvoie.

To. 2. disp. 4.
puncto 1. num.
32.

Ces corollaires n'étant qu'une application de l'assertion principale n'ont pas besoin d'une justification particulière. Le premier cas se trouve dans Bonacina, qui dit que celui qui a reçu les Ordres sacrés avec intention de ne pas s'engager à garder la chasteté, y est néanmoins obligé par les Statuts de l'Eglise. La raison est que l'Eglise ayant annexé le vœu de chasteté au Soudiaconat, il n'est pas libre au particulier qui prend les Ordres, de séparer ces deux choses par son intention secrète & privée. Le second cas qui est celui du Religieux est nettement exprimé dans Fumus, qui décide qu'une profession de cette nature est nulle en conscience; *Totum nullum est in conscientia*: quoiqu'on doive obliger d'ailleurs ce Religieux à garder ce qu'il a voué de bouche à Dieu, parcequ'il a trompé l'Eglise, & que la fraude ne doit pas tourner au profit de son auteur.

Pour ce qui est du vœu fait par une crainte grave; il faut distinguer. Ou c'est une crainte causée injustement à une personne, à dessein de lui faire faire un vœu; comme lorsqu'un Père fait de mauvais traitemens & des menaces violentes à sa fille, pour l'engager à se faire Religieuse. Le vœu solennel qui a été fait par cette

(e) Ille porro repētam verbum hoc,
Vœu, tunc tantum veri nominis votum
importare, cum quis expresse vel impli-

cité se se promittendo obligare intendit.
Tract. de Relig. parti. 2a de Vœu art. 6.
pag. 172.

crainte est nul : cela est décidé par le Chap. *Perlatum*, & par le Chap. *Cum dilectus. De iis qua-vi metusve &c.* & par le Concile de Trente, Session 25, chap. 17. *de Regularibus*. Cependant pour se dégager de ce vœu, il faut qu'il soit déclaré nul par une Sentence du Juge Ecclésiastique ; de sorte qu'un Religieux qui connoit la nullité de sa profession, ne peut de son chef & sans autre formalité, quitter son Ordre & se rétablir dans son premier état, selon le même Concile à l'endroit cité chap. 19.

S'il s'agit du vœu simple, extorqué par une semblable crainte, les sentimens sont partagés ; & sur ce partage les Conférences d'Angers décident avec raison, que le plus sûr & le plus prudent dans ces rencontres est de recourir à l'autorité Ecclésiastique.

Ibid. pag. 292.

Cardenas, à la suite de l'Extrait déjà cité, dit que les Docteurs ne s'accordent pas sur la question, sçavoir, si c'est toujours un péché mortel, de faire un serment extérieur sans intention de jurer. Le Rédacteur qui termine là son Extrait, seroit fort embarrassé, si on lui demandoit ce qu'il trouve de pernicieux & de dangereux dans cette Assertion purement historique.

Extr. Différentes. pag. 124.

L'Auteur continue : « Sur cette question plusieurs ont enseigné
 « qu'il y a toujours péché mortel : c'est le sentiment de Cajétan,
 « de Fumus, de Covarruvias. D'autres prétendent qu'il y a seulement un péché véniel à jurer vrai sans intention de jurer,
 « pourvu que le serment ne se fasse point au sujet d'un contrat,
 « ou dans un interrogatoire juridique. Ainsi l'enseignent Sanchez,
 « Soto, Aragonius, Pierre de Ledesma. »

Différent. 19. cap. 1. prop. 25. n. 14.

Cardenas ne prend aucun parti entre ces deux sentimens ; mais il se borne à montrer, suivant le but qu'il s'est proposé, que le second n'est pas compris dans la condamnation de la 25 proposition du Décret d'Innocent XI ; & voici comme il le prouve. Innocent XI condamne dans la proposition 25, la doctrine qui enseigne qu'il est permis de jurer extérieurement ou seulement de bouche, sans avoir intention de faire un véritable serment : cela est évident par les termes de la proposition. Or les partisans de la seconde opinion ne disent pas que la chose soit permise en aucun cas ; puisqu'ils soutiennent au contraire qu'il y a toujours un péché, soit mortel, soit véniel. Il faut que le Compé-

lateur ait jugé cette preuve décisive, puisqu'il l'a supprimée.

Extr. Nec enim
n. et alior. pag.
3-1.

Sanchez dit dans un Extrait qui commence & finit par des points, que celui-là ne pécheroit pas mortellement, qui sans aucune fraude, mais par respect pour le serment & par scrupule, feroit semblant de jurer, de sorte que les assistants & le Tabellion croiroient qu'il a juré. La raison qu'en donne Sanchez, & qui est omise dans le Recueil, est que, comme il conste de ce serment dans le for extérieur, il n'en résulte aucun dommage pour le jugement ni pour le contrat; & que d'ailleurs celui qui le prête en apparence, déclare la vérité toute entière, & n'a en vue aucune fraude: *Quia cum in foro constet de eo juramento, nullum damnum sequitur judicio aut contractui; & ex aliâ parte integrè veritatem fatetur, nec aliquam fraudem molitur.*

Sanch. in Decal.
part. 2. lib. 1.
cap. 7. n. 2.

Cette décision est une exception à la règle générale posée par Sanchez, que c'est un péché mortel de cacher sous des équivoques une vérité de quelque importance, lorsque le Juge interroge juridiquement, ou qu'une personne privée exige le serment, à raison d'un contrat qui l'intéresse. Suit l'espèce particulière proposée dans l'Extrait. Sur quoi je demande au Rigoriste le plus outré, s'il oseroit condamner de péché mortel, un homme qui par respect pour le serment, par une excessive délicatesse de conscience, ne croit pas pouvoir prononcer les paroles sacrées du serment, qui néanmoins par l'obéissance qu'il doit au Juge, fait semblant de les prononcer, & déclare en conséquence la vérité, telle qu'il la sçait, sans aucune fraude, sans aucun déguisement, tant à la charge qu'à la décharge de l'accusé; en un mot qui remplit toute l'attente du Juge & de celui qui l'a cité. Où est ici l'enseignement du Parjure ou du mensonge?

Extr. Quod. 4.
que & quanta.
pag. 111.

Taberna examinant quelle est l'obligation du serment promissoire, dit premierement, que s'il a pour objet une chose honnête & considérable, il oblige sous peine de péché mortel, comme il est évident: qu'il en est de même quand le serment regarde des choses légères, comme l'enseignent Gabriel, Cajétan, Valentia, Lessius.

Probabile tamen.
ibid.
Dande intinuit.
ibid.

Jusqu'ici il n'y a rien que la critique la plus sévère puisse reprendre; mais comme les Théologiens ne sont pas d'accord sur l'obligation qui résulte du serment promissoire en matière légère, Ta-

berna ajoute qu'il est probable, suivant la doctrine de Sylvestre, de Soto, de Suarez, de Sanchez & de Tanner, que le serment n'oblige alors que sous péché véniel. Il expose les raisons de ces auteurs, mais sans les adopter ; comme il est clair par les paroles suivantes : „ Selon ce sentiment, si vous avez juré de ne pas boire de vin, „ ce ne sera pas un péché mortel, à cause de la légèreté de la „ matière, si vous en buvez une fois par hazard en très-petite „ quantité ; ou si ayant juré d'observer tous les Statuts d'une Com- „ munauté, vous en violez un de légère importance : *Juxta hanc „ sententiam, si juraveris &c.*

Si c'est un crime à Taberna d'avoir dit d'une opinion qu'il ne suit pas, qu'elle est probable ; il faudra condamner aussi Bonacina, qui après avoir exposé trois sentimens sur cette matière, dit que tous les trois sont probables, mais que le dernier qui est celui qu'embrace Taberna, lui paroît plus probable & plus sûr. *Ista tres sententia sunt probabiles, sed tertia tutior & mihi probabilior videtur.* Il faudra condamner aussi l'Auteur des Conférences d'Angers, qui décide que le violement du serment promissoire est de sa nature un péché mortel ; & qui ajoute que les Théologiens ne conviennent pas que ce violement puisse devenir péché véniel par la petitesse de la chose promise qu'on n'exécute pas. En un mot il faut condamner tout Casuiste qui dans une manière controversée, ne déclare pas que le sentiment qu'il embrasse est le seul probable.

Au reste, Sylvestre, Soto, Suarez, Sanchez & Tanner ne sont pas les seuls de leur avis. Sylvius décide expressément que le vœu d'observer tous les Statuts d'une Communauté, n'oblige pas tellement qu'il y ait péché mortel dans la transgression de quelque Statut que ce soit ; mais qu'il faut juger de la qualité de l'obligation par la gravité ou la légèreté de la matière du Statut : en sorte qu'on ne pèche que véniellement, si la matière en est légère, & mortellement, si elle est grave. (f) Voyez aussi Navarre dans son Manuel chap. 12. n. 10.

Taberna dit en second lieu, que si la chose promise avec serment

(f) *Ejusmodi jamentum non ita obligat, ut transgressor cujusvis statuti peccet mortaliter ; sed intelligendum est obligare pro gravitate aut levitate rei quæ conti-*

netur in statuto ; ita ut si transgrediarne statutum de re levi, venialiter tantum peccet ; si de re gravi, mortaliter. Sylv. in 2. 2. qu. 89. art. 7. questio 4. concl. 2.

To. 2. disp. 4.
qu. 1. puncto.
1. B. 2.

Ibid. pag. 247.

Ext. Res. 2. B.
res. Ibid.

est indifférente, il n'y a aucune obligation de l'accomplir, à moins que le serment n'ait été fait en faveur d'un autre; parcequ'alors la chose cesse d'être indifférente. La raison de cette décision, dont on ne voit nul vestige dans l'Extrait, est que le serment promissoire oblige seulement par manière de vœu; & que le vœu qui a pour objet une chose indifférente n'oblige pas.

Navarre propose le cas d'une chose indifférente en soi, mais bonne à raison de quelque circonstance accidentelle; & il décide qu'il y a péché mortel à ne pas l'accomplir; mais il ajoute que si on avoit promis avec serment une chose indifférente, sans avoir en vuë aucune fin bonne, honnête ou utile, on ne pécheroit point mortellement en y contrevenant, parceque le serment seroit vain, suivant l'enseignement de Cajétan & de S. Antonin. Voici ses paroles: *Duo-decimò (peccat mortaliter) qui juravis se non iturum aut non transi-turum per illum aut illum locum, ne libidinis aut illiciti ludi occasione ten-teur, & post, eadem occasione permanente, pertransit: quamvis qui hoc jurares absque alicujus finis boni & honesti aut utilis intuitu, non peccaret mortaliter contra faciundo, quia juramentum esset vanum, jux-ta Cajet. in summâ V. Perjurium, & mentem S. Antonini ubi supra.*

Navar. Manucl.
cap. 12. n. 12.

Loc. cit. p. 155

L'Auteur des Conférences d'Angers, enseigne la même doctrine:
 „ Si la matière du jurement, dit-il, est purement indifférente & inu-
 „ tile, & que la promesse n'ait été faite qu'à Dieu seul, il n'y a
 „ aucune obligation de faire la chose, quoi qu'on ait pris Dieu
 „ pour témoin; parceque cette chose ne tourneroit en aucune ma-
 „ nière à l'honneur ni à la gloire de Dieu; mais si cette chose qui
 „ étoit indifférente d'elle-même a rapport à une bonne fin, il y
 „ a obligation de l'exécuter: par exemple, si on a juré de ne point
 „ parler à une telle personne, afin d'éviter de pécher, on doit
 „ garder ce serment. » Il ajoute que „ si on avoit juré en faveur de
 „ quelqu'un de faire une chose indifférente, on y seroit obligé,
 „ pourvu qu'on la pût exécuter sans péché; parceque dans les pro-
 „ messes faites aux hommes, on ne regarde pas ce qui est de
 „ meilleur en soi, mais ce qui leur est plus agréable. »

Enfin, c'est un principe reçu des Théologiens & des Canonistes, qu'en ce qui concerne la vertu d'obliger, il faut raisonner du serment promissoire comme du vœu. Or le vœu qui a pour objet

une

V. Fontes, du
mot, Vœu, Cas
12.

une matière absolument indifférente n'oblige point, ou pour mieux dire, ce n'est point un vœu. Il en est donc de même du serment promissoire, à moins, comme le remarque Taberna, qu'il ne soit fait en faveur d'un autre.

Taberna applique la même doctrine au serment qui n'est pas promissoire, mais simplement assertoire ; *Par exemple, si quelqu'un par un mouvement de colere ou de quelqu'autre passion, juroit qu'il n'ira point ce jour-là à la promenade, qu'il n'entrera point en telle maison, sans se proposer en cela aucune fin honnête.* Le retranchement frauduleux que le Rédacteur a fait de ces paroles, rend la proposition de Taberna générale, de particulière qu'elle est, & change une Assertion universellement reçue, en une autre vraiment pernicieuse & dangereuse, sçavoir que l'assurance donnée avec serment de faire une chose, n'oblige point.

Extr. Idemque de
cerdum. libid.

Tout serment promissoire qui a pour objet une matière contraire au plus grand bien, par exemple, aux Conseils évangéliques, est nul & n'oblige à rien. On pèche donc en faisant un tel serment, parcequ'il est destitué d'une de ses trois qualités, qui est la justice. Mais ce péché est-il mortel ? Emmanuel Sa dit que non. Navarre se déclare pour le même sentiment avec Cajétan & Jean de Tabia ; il assure que S. Thomas & S. Antonin ne mettent point de péché mortel dans un pareil serment ; & il se fonde sur cette raison que le serment de faire un péché véniel, n'est qu'un péché véniel, & qu'il y a néanmoins plus de mal dans un tel serment, que dans celui de ne pas faire ce qu'il est mieux de faire.

Extr. Non est mortale. pag. 296.
Navarre Manuel.
cap. 12. n. 16.

L'auteur des Conférences d'Angers dit à la vérité que celui qui jure de ne jamais faire ce qui n'est que de perfection & de conseil, pèche en faisant ce jurement, parcequ'il jure de faire une chose qui empêche un plus grand bien ; mais il ne décide pas que ce soit un péché mortel.

Enc. cit. p. 144.

Bonacina dit positivement que celui-là pèche véniellement, qui jure qu'il ne fera point ce qui est de conseil, dans le dessein de ne pas le faire en effet, par exemple, de ne pas entrer en religion ; parcequ'en cela il commet quelque irrévérence envers Dieu, en le prenant à témoin contre ses conseils. *Item peccat venialiter, qui jurat se non facturum ea que sunt de consilio, animo ea non faciendi :*

To. 2. disp. 4.
qu. 1. par. 2.
n. 9.

Suite de la III. Partie.

C 6

us si juret se non ingressurum Religionem : facit enim aliquam irreverentiam Deo , ipsum adducendo in testem contra ipsius consilia.

Clav. Reg. lib. 5.
cap. 4. n. 30.

Sayr se déclare pour la même opinion , & outre les autorités alléguées par Navarre , il cite Médina , Soro , Covarruvias , Louis Lopez , Arragonius , Valentia , Corona & Toler. Il réfute le sentiment contraire enseigné par Gabriel , Ange de Clavasio , Sylvestre & Catharin.

Extr. Potest. quib.
pag. 256.

Emmanuel Sa est encore traduit comme un fauteur du parjure , parcequ'il a dit que dans une nécessité urgente , qui ne permet pas de recourir au Supérieur , on peut violer un serment qu'on a fait , & croire que dans la conjoncture où l'on se trouve , il n'oblige point.

Cap. 5. ergo. 1.
qu. 1. Acumilla V.
dispensatio § 15.
Sayr. lib. 5. cap.
1. n. 13 in fine.

Si jamais il y eut une doctrine généralement reçue chez les Théologiens & les Canonistes , c'est celle-ci : tous s'accordent à dire que dans le cas d'une nécessité pressante , qui ôte tout moyen de recours au Supérieur , chacun devient à lui-même son supérieur , & peut s'accorder une dispense , qu'on ne lui refuseroit pas , s'il pouvoit la demander : ce qui n'empêche pas néanmoins que , pour plus grande sûreté , il ne doive exposer la chose au Supérieur ou à son Confesseur , lorsqu'il le pourra. L'assertion de Sa se lit en propres termes dans Sylvestre , qui s'appuye de l'autorité d'Innocent : *Selon Innocent , dit-il , il est permis pour une juste cause de contrevenir de sa propre autorité aux sermens qui ont pour objet des choses licites , lorsque la nécessité presse , & qu'on n'est point à portée d'en demander l'absolution au Supérieur.*

Sylv. V. Juramentum. § qu.
2.

Telles sont les assertions qui regardent le serment en général : je ne crois pas qu'il y en ait une seule qu'on puisse avec justice taxer de relâchement. Mais quand cela seroit , il est du moins certain qu'aucune n'autorise le Parjure. Passons à la matière des Equivoques.





CHAPITRE II.

De l'Equivoque.

Avant que d'en venir à l'examen détaillé des extraits, il est nécessaire de faire ici, ce qu'on a déjà fait ailleurs; je veux dire, de mettre les Lecteurs au fait de l'état de la question. Car outre qu'elle est une des plus difficiles de toute la Morale, c'est aussi une de celles que les ennemis des Jésuites ont le plus embrouillée & défigurée. Notre intention n'est pas de prendre parti ni pour ni contre; mais d'examiner sans prévention les motifs qui ont fait admettre en certaines circonstances l'usage des équivoques & des restrictions mentales, ce que les Souverains Pontifes & le Clergé de France ont condamné en cette matière, & les raisons de ceux qui croient devoir absolument les rejeter.

ARTICLE PREMIER.

Exposition du système des Equivoques & des Restrictions mentales.

Ni le Rédacteur, ni Pascal, ni M. Arnauld ne sont les premiers qui aient attaqué les Jésuites sur la doctrine des équivoques. Un Calviniste l'avoit fait avant eux dès l'an 1609, dans un écrit intitulé; *Articles de la doctrine des Jésuites & de quelques autres Docteurs du parti du Pape*. La différence est que sur ce point comme sur les autres, l'auteur Protestant ne s'en prenoit pas aux seuls Jésuites, & ne craignoit pas de dire que leur enseignement étoit celui du Pape & de l'Eglise Romaine: au lieu que dans les Provinciales & dans le Recueil, il n'y a que les Jésuites qui soient mis en jeu, comme s'ils étoient les inventeurs, & les principaux Docteurs des opinions qu'on leur reproche.

Lettre 9.

„ Je veux maintenant , dit le Jésuite des Lettres Provinciales ,
 „ vous parler des facilités que *nous avons apportées* pour faire éviter
 „ les péchés dans les conversations & dans les intrigues du monde.
 „ Une chose des plus embarrassantes qui s'y trouve , est d'éviter
 „ le mensonge , & sur-tout quand on voudroit bien faire accroire
 „ une chose fausse. C'est à quoi sert admirablement *notre doctrine*
 „ des équivoques , par laquelle il est permis d'user de termes
 „ ambigus , en les faisant entendre en un autre sens qu'on ne les
 „ entend soi-même , comme dit Sanchez , *Op. mor. p. 2. l. 3. c.*
 „ *6. n. 13.* . . . Nous l'avons tant publié , qu'à la fin tout le monde
 „ en est instruit. Mais sçavez-vous bien comment il faut faire
 „ quand on ne trouve point de mots équivoques ? . . . *cela est*
 „ *nouveau* : c'est la doctrine des restrictions mentales. „

Je ne relève point ici le tour également faux & malin que prend Pascal pour exposer cette doctrine. Mais ce que j'y reprends comme une impudente calomnie , c'est qu'il la donne comme nouvelle & propre aux Jésuites. Pascal , ou du moins ceux qui lui fournissoient des Mémoires , pouvoient-ils ignorer qu'elle étoit consignée dans les écrits de S. Antonin , de S. Raymond de Pégnafort & d'une infinité de Théologiens antérieurs à l'existence de notre Compagnie ? pouvoient-ils ignorer qu'au tems où les Jésuites commencèrent à écrire , c'étoit le sentiment le plus universellement reçu dans les Ecoles ? jusques-là que je ne sçais si en remontant jusqu'au milieu du siècle passé , on pourroit nommer quatre ou cinq Théologiens qui rejettassent avant cette époque tout usage des équivoques & des restrictions.

Je ne suis pas surpris que Pascal ait parlé de la sorte ; il vouloit faire un libelle : ce qui m'étonne , c'est qu'un Auteur François assez estimé traite de *Docteurs nouveaux* les partisans de cette opinion , comme si elle n'étoit née que depuis un siècle ou deux : c'est qu'on ose avancer que *les équivoques & les restrictions mentales sont condamnées par tous les bons Théologiens*. Les égards que nous devons à ceux qui ont tenu ce langage , ne nous permettent pas de les nommer. Mais la vérité nous oblige à dire , que par-là on réduit à bien peu de chose le nombre des bons Théologiens. Nous aurons occasion dans la suite de citer en faveur de ce système , assez

d'autorités respectables, pour forcer les plus prévenus de convenir, qu'il n'est ni nouveau, ni particulier à la Société, ni aussi généralement abandonné, même en France, que de certaines gens voudroient le faire croire.

Commençons cette exposition par définir les termes. L'équivoque est un mot ou une proposition qui a plusieurs sens, & dont on se sert en prévoyant que celui qui nous écoute y donnera un sens différent de celui que nous y donnons dans notre esprit. Tel fut la réponse d'Abraham, lorsqu'il dit aux Egyptiens que Sara étoit sa Sœur, prévoyant qu'ils prendroient ce mot de *Sœur* dans une signification différente de celle qu'il lui donnoit lui-même. Je parle ici de l'équivoque proprement dite, fondée sur la double acception qu'un terme peut avoir dans une langue, soit que les deux acceptions soient également usitées ou que l'une le soit plus que l'autre.

La restriction mentale se trouve dans une proposition qui prise dans son énoncé est fausse, mais qui étant restreinte par quelque chose que l'on retient dans son esprit, devient vraie. Par exemple, un homme à qui on demande de l'argent à emprunt, répond *je n'en ai point*, quoi qu'il en ait ; cette réponse est fausse ; elle devient vraie, si on la joint à ces mots, *à vous prêter*, qu'il a dans la pensée, mais qu'il ne profère pas. On distingue deux sortes de restrictions ; l'une purement mentale, c'est-à-dire, telle que celui à qui on parle, ne peut ni s'en appercevoir, ni la soupçonner humainement, au moyen des circonstances, ou de quelque autre signe extérieur : l'autre sensible, ou non purement mentale, que les circonstances ou quelque signe extérieur peuvent faire connaître à celui qui nous écoute, quoique le plus souvent il ne la découvre pas.

Tous les Théologiens conviennent que la première sorte de restriction a été justement condamnée par Innocent XI, & depuis par le Clergé de France. La raison est qu'elle induit en erreur, sans qu'on puisse ni s'en douter, ni s'en garantir : elle est donc mauvaise de sa nature, & il n'est permis en aucun cas de s'en servir. Aucun Jésuite n'a enseigné le contraire depuis le Décret du Pape ; & parmi tant d'Extraits d'Auteurs qui ont écrit avant ce tems, à

peine y en a-t-il deux ou trois où l'on trouve quelque vestige de cet enseignement.

La plupart de ceux qui admettent les équivoques , s'accordent à les rejeter si on entend par-là des expressions ou locutions dont l'intelligence est arbitraire, forgées à plaisir , & détournées à une signification qu'elles n'ont point par elles-mêmes. Ils ne permettent que les équivoques sensibles, c'est à-dire , que les expressions qui dans l'usage même de la langue ont un double sens, ou du moins qui sont déterminées par les circonstances même à signifier autre chose que ce qu'elles signifient ordinairement. Ils reconnoissent encore qu'il n'est jamais permis d'en user à dessein de tromper & de *faire accroire une chose fausse* ; que dès que la Religion , la Justice ou la Charité y sont interressées, il y auroit du péché à s'en servir ; que quand même l'intérêt de ces vertus capitales seroit à couvert , on ne peut le faire sans un sujet grave & légitime ; la chose étant contraire à la simplicité chrétienne, tandis qu'une raison importante ne prévaut point, & n'ôte pas à l'équivoque ou à la restriction un certain caractère de duplicité, qu'elle auroit d'ailleurs. Pour peu qu'on ait lu les écrits des Théologiens sur cette matiere, nommément ceux des Jésuites, on ne sçautroit leur refuser la justice d'avouer que telles sont les bornes qu'ils ont fixées, & qu'ils ne permettent jamais de franchir.

Si on veut connoître les raisons sur lesquelles ils se sont déterminés à embrasser ce système, les voici. C'est un principe avoué de tous les Docteurs Catholiques qu'il n'est jamais permis de mentir , pour quelque sujet que ce puisse être, & quelque léger que soit le mensonge. D'un autre côté, il est incontestable qu'il y a des occasions, où l'on doit tenir secrète la vérité qu'on sçait, & où étant interrogé curieusement, injustement, par imprudence ou par malice, on ne peut en conscience répondre selon la pensée de ceux qui nous interrogent. Les cas de cette nature ne sont pas rares : j'en vais proposer quelques-uns.

Un homme a le secret de l'Etat. La découverte de ce secret auroit les suites les plus funestes pour le Prince, pour les sujets & pour la Religion : il est interrogé par un espion ou par un traître, qu'il connoit pour tel, & qu'il sçait d'ailleurs être un homme adroit,

clairvoyant, & infiniment pénétrant. Les circonstances sont telles, que s'il se tait, s'il hésite, s'il paroît vouloir éluder les questions qu'on lui fait, il n'en faut pas davantage à l'autre pour pénétrer ce qu'on lui cache. Il ne peut ni mentir, ni trahir son secret; quel parti prendra-t-il?

Un innocent poursuivi à mort par des furieux, se réfugie chez moi, & me prie de le cacher. Je lui rends ce devoir de charité. Ses ennemis surviennent les armes à la main, & me demandent si je n'ai pas vu cet homme, s'il n'est point dans ma maison. Que je ne réponde rien, mon silence leur fera naître des soupçons; ils entre-ront de force chez moi, & ce sera un grand hazard s'ils ne décou-vrent la retraite de ce malheureux, qu'ils massacreront infaillible-ment. Que ferai-je? N'y a-t-il aucun milieu pour moi entre mentir, ou livrer mon prochain à une mort certaine?

Tous les jours dans les procédures criminelles, il arrive qu'il y a de si fortes présomptions contre des personnes accusées d'un crime qu'elles n'ont point commis, que si elles reconnoissent la vérité des faits qui donnent lieu à ces présomptions, ne pouvant d'ailleurs prouver leur innocence, elles courent risque d'être condamnées à mort. Nier ces faits purement & simplement c'est mentir, c'est se parjurer si on y joint le serment. Les avouer, c'est prononcer, pour ainsi dire, contre soi même une sentence de mort, malgré la conviction intime de son innocence. Le cas des témoins dans une pareille circonstance, lorsqu'ils savent que l'accusé n'est point cou-pable, n'est pas moins embarrassant. A quelle voye aura-t-on ré-cours en cette extrémité?

Un homme a découvert le crime secret d'un autre : s'il ne se ré-tracte, il y va des biens, de l'honneur, de la vie de celui qu'il a dif-famé. Son Confesseur lui refuse l'absolution, à moins qu'il ne re-médie au mal qu'il a causé. Mais comment y remédier? Ce qu'il a dit est vrai, & une rétractation pure & simple seroit un mensonge.

Enfin je suppose un Confesseur interrogé sur le péché de son Pé-nitent. On aura tiré de lui, sans qu'il y pensât, certaines choses qu'il croyoit indifférentes, & n'avoir aucun rapport à ce qu'il a ap-pris par la Confession; mais qui sont telles néanmoins, qu'elles fon-dent quelque soupçon contre le Pénitent. On pousse plus loin les

questions : s'il hésite, s'il use de réponses générales, en un mot s'il ne déclare nettement qu'on ne lui a pas dit tel péché, il expose le secret de la Confession, & la personne qui s'est confessée à lui. Comment sortira-t-il de cet embarras sans intéresser sa conscience ?

Outre ces circonstances, il en est une infinité d'autres où quoiqu'on puisse sans péché répondre à la pensée de ceux qui nous interrogent, on n'y est cependant pas obligé, soit parce qu'ils n'ont nul droit à la chose qu'ils désirent sçavoir de nous, soit que des raisons importantes nous autorisent à la cacher. Sans doute que si on peut alors garder le silence sans se trahir, ou jeter adroitement la conversation sur d'autres matières, c'est ce qu'il y a de mieux à faire : mais le peut-on toujours ? Et lorsqu'on ne le peut pas, seroit-on réduit à la fâcheuse alternative de mentir, ou de découvrir ce qu'on est en droit de tenir secret ?

Telles sont les difficultés dont la solution a obligé les Casuistes à recourir aux équivoques & aux restrictions mentales. Par cet expédient, disent-ils, on ne ment point, parce qu'on ne parle point contre sa pensée ; on ne manque point à la sincérité que l'on doit au prochain ; parceque dans les rencontres dont il s'agit, la vérité qu'il veut sçavoir ne lui est pas due, & qu'on pécheroit même quelquefois en la lui disant : on ne l'induit pas nécessairement en erreur, puisque les réponses ambiguës qu'on lui fait, sont telles par elles mêmes ou par les circonstances, qu'il peut en découvrir le sens véritable, & que s'il se trompe, c'est sa faute, après tout, c'est son imprudence ou sa malignité qui y donne occasion ; sans que de notre part nous ayions aucun dessein de le tromper, mais seulement de lui cacher ce que nous ne pouvons & ne devons pas lui faire connoître. On ne donne nulle atteinte à la sûreté du commerce de la vie, puisque c'est au contraire pour se maintenir soi-même ou le prochain dans ses droits, qu'on a recours à cet expédient, que l'on convient être défendu en toute autre rencontre.

C'est ainsi, dis-je, que les Casuistes ont raisonné, c'est sur ces motifs qu'ils se sont déterminés, tout prêts à abandonner leur système, au cas qu'on en imaginât un autre qui remédiât aux inconvéniens pour lesquels ils ont cru devoir l'adopter, ou si l'Eglise jugeoit

jugeoit à propos de le condamner. Du reste ils ne lui ont point donné d'autres bornes, que celles que je lui ai assignées. M. de Condren, ce sçavant & pieux Général de l'Oratoire, le reconnoit dans un petit Traité qu'il composa sur cette matiere, à la priere du Cardinal de Richelieu. *Ceux qui approuvent le plus les équivoques*, dit-il, *avouent qu'on n'en doit pas user sans sujet & à tout propos, & que la facilité trop grande de s'en servir est une véritable illusion, & une sorte de duplicité odieuse aux hommes de bon sens, & même insupportable & contraire à la droite raison, & bien souvent à l'équité & à la justice que nous nous devons les uns aux autres, par fois à la charité, & quasi toujours à la simplicité chrétienne : qui détruiroit la foi publique & particulière & même la Société, & ruineroit la sincérité absolument, si cette licence n'avoit des loix qui en réglassent l'usage.*

Ainsi parlent les personnes équitables, qui ne pensent pas que désapprouver un sentiment, soit pour elles une raison de le déguiser, de le défigurer en l'exposant, & de s'en servir ensuite comme d'un épouvantail pour effaroucher les esprits, & par-là noircir ceux qu'ils ont intérêt de décrier. Si les ennemis des Jésuites avoient eu la droiture de M. de Condren, ils n'auroient point fait tant de portraits affreux & si peu ressemblans de la doctrine des équivoques, & n'en auroient pas rejeté tout l'odieux sur les Théologiens de leur Compagnie.

Rien ne fera mieux sentir leur injustice à cet égard, que l'exposition des différens systêmes qu'on a proposés pour remplacer celui des équivoques & des restrictions mentales.

Le premier est celui de la fiction, que M. de Condren explique en ces termes. « Toute la difficulté vient de ce qu'on confond le
 „ mensonge avec la fiction, & de ce qu'on comprend sous le nom
 „ de ce péché odieux, toutes les apparences qui se peuvent donner
 „ légitimement, sans violer ni la justice, ni la charité, ni la sim-
 „ plicité, ni aucune autre vertu ; & qui en plusieurs rencontres
 „ sont d'obligation pour conserver la justice, & obéir à la charité
 „ qui l'ordonne ainsi . . . Les Ecritures Saintes sont pleines de
 „ telles fictions, que nous devons honorer & ne pouvons pas

Suite de la III. Partie.

D d

„ reprendre. Mais afin que personne n'abuse de cette vérité, quelles règles sont à observer.

„ 1. Il n'est pas permis de feindre, ou donner des apparences, pour tromper personne, si ce n'est ou pour son bien, ou qu'on ait droit de le tromper, ou par délectation licite & innocente, ou pour quelqu'autre juste sujet. Pour son bien : ainsi l'Archange Raphaël feignit être de la Tribu de Nephthali, & tâcha de le persuader même de paroles à Tobie, en nommant son Père un certain Ananias, encore qu'il n'en fût pas. . .

„ 2. Quand on a droit de tromper. Ainsi Judith abusa Holoferne, & le tua : ainsi Jacob fit accroire à son Père qu'il étoit son aîné, parcequ'il l'étoit de droit.

„ 3. Quand c'est par récréation, en tems & lieu : car pour être juste, elle ne doit pas être continuelle, mais selon la nécessité. qu'on en a, & que la fiction est innocente. Il y a plusieurs autres sujets qui donnent droit de feindre, où il faut toujours observer que la justice & la charité n'y soient pas lésées, ni les autres vertus.

Je remarque d'abord que ce système donne autant ou même plus de prise à la censure, que celui des équivoques & des restrictions mentales ; qu'il autorise & justifie tout ce qui est autorisé & justifié par l'autre, & même davantage, sur-tout en ce qu'il permet d'employer la fiction par récréation ; qu'il est sujet aux mêmes difficultés, & peut-être à de plus grandes ; enfin que si un Jésuite en étoit l'auteur, il ne l'auroit pas proposé impunément.

Je remarque de plus qu'il ne pare pas au principal inconvénient, en vue duquel on a eu recours aux équivoques. Cet inconvénient est que, selon S. Augustin suivi en cela de tous les Docteurs, l'essence du mensonge consiste à parler contre sa pensée. Or la fiction, si on n'y ajoute rien de plus, n'empêche pas qu'on ne parle contre sa pensée : il semble donc que ce soit un vrai mensonge. Il n'en est pas de même par rapport aux équivoques & aux restrictions mentales : celui qui s'en sert ne parle jamais contre sa pensée ; parceque la proposition ambiguë qu'il énonce, a un sens vrai & déterminé dans son esprit, & que ce qu'il ne dit pas, mais qu'il pense, rend vraie la proposition qu'il ne profère qu'en partie. Ainsi l'inconvé-

nient de parler contre la pensée d'autrui se rencontre dans l'un & dans l'autre système ; avec cette différence encore que l'équivoque, telle que je l'ai expliquée, est toujours plus aisée à appercevoir que la fiction : mais celui de parler contre sa pensée est propre au système de la fiction.

Le système des figures, comme des métaphores, des hyperboles, des ironies & des antiphrases, suppose qu'il diffère de celui des équivoques autrement que de nom, n'est pas moins défectueux. Car il ne peut pas servir dans tous les cas ; il ne paroît pas plus conforme à la simplicité Chrétienne ; il n'est pas à l'abri des difficultés qu'on forme contre les équivoques, & l'usage n'en est pas moins criminel dans les mêmes circonstances où l'on veut qu'il y ait du mal à se servir de l'équivoque.

Quant au système du sens formel & de précision, c'est un raffinement de la nouvelle Morale, à la faveur duquel on palliera, quand on voudra, tous les mensonges. Il n'y a personne qui ne puisse être considéré sous plusieurs titres ou rapports : jamais je ne sçaurai si un tel me parle ou me répond en qualité d'homme précisément, ou comme Père, comme Chrétien, comme Magistrat. Me voilà donc dans une incertitude perpétuelle ; je ne puis plus prendre confiance en qui que ce soit ; tout le commerce de la vie civile est détruit ; ce ne sera plus que duplicité & dissimulation.

D'ailleurs, aux termes près qui sont différens, tous ces systèmes ne reviennent-ils pas à celui des équivoques ? ne sera-ce pas toujours la même réponse, que l'un appellera fiction, l'autre expression figurée, celui-ci, sens formel & précisif, celui-là, équivoque ou restriction mentale ? comme il est manifeste par l'application que les partisans de ces diverses opinions, en font aux mêmes traits de l'Écriture pour les excuser de mensonge. L'effet de cacher la vérité sera toujours le même.

Cependant, comme si le mal de ces systèmes consistoit dans le nom qu'on leur donne, & non pas dans la chose, combien se sont fait la réputation d'une morale austère, en admettant sous un nom ce qu'ils rejettoient sous un autre ? combien dans le tems même qu'ils écrivoient avec le plus de chaleur contre les équivoques & les restrictions, les ont soutenus d'une manière aussi claire

&c. aussi formelle, que les Théologiens qu'ils attaquoient ?

To. 3. part. 3.
faculo 4. dissert.
91.

Je n'en veux point d'autre preuve que le P. Alexandre. A la tête d'une dissertation sur cette matiere, qu'il a placée dans son Histoire Ecclesiastique, il met cette proposition : *Tout mensonge est défendu par la Loi de Dieu, & conséquemment les restrictions mentales, qui sont de vrais mensonges.* Et dans le cours de sa dissertation il parle des équivoques, comme des restrictions. Il accumule pour prouver sa Thèse, les passages de l'Ecriture & des Peres : mais lorsqu'il s'agit d'expliquer certains textes qu'on allègue contre lui, il ne les justifie de mensonge, qu'en recourant à ces mêmes restrictions & à ces équivoques, qu'il taxe de mensonges.

Par exemple, Jacob n'a pas menti, selon lui, quand il dit à Isaac, *Je suis Esau votre fils aîné.* Pourquoi ? parceque, quoiqu'il ne fût point aîné par la naissance, il l'étoit par la cession qu'Esau lui avoit faite de son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. Voilà évidemment une équivoque sur le mot *Primogenitus*. Il ne mentir point, lorsqu'il dit : *Je suis Esau* ; parcequ'il l'étoit non en personne, mais par représentation ; non en effet, mais par privilège. Comme le mot *Esau* n'est point par lui-même sujet à équivoque, la proposition de Jacob, *Je suis Esau*, n'étoit donc vraie, selon le P. Alexandre, que parcequ'il y joignoit par la pensée ces mots, *par représentation, par privilège* : & voilà une restriction mentale.

La suite du discours de Jacob est expliquée de la même maniere. *J'ai fait ce que vous m'avez ordonné* : „ Cette proposition est vraie, „ dit le P. Alexandre, si on a égard à la premiere intention d'Isaac, „ quoiqu'elle ne le soit pas, si on a égard à une autre intention „ moins principale. Car en faisant à son fils aîné ce commandement „ d'aller à la chasse, Isaac avoit principalement en vuë de lui faire „ mériter par cette action sa dernière bénédiction : mais son intention moins principale étoit d'adresser cet ordre à Esau qu'il „ croyoit être son fils aîné, ne sçachant pas encore le mystere & „ le dessein de Dieu. Ainsi Jacob ayant suivi la principale intention „ de son pere, lui dit sans mensonge, *J'ai fait ce que vous m'avez „ ordonné.*

Je veux bien supposer qu'Isaac ait eu en effet les deux intentions qu'on lui attribue, & que ces intentions fussent connues de Jacob ;

il est certain du moins qu'en proferant ces paroles, *J'ai fait ce que vous m'avez ordonné*, il les entendoit, suivant le P. Alexandre, dans un autre sens qu'Isaac ; qu'il les appliquoit à l'intention principale de son Pere, & cela d'une maniere exclusive ; tandis qu'Isaac les entendoit conformément à la double intention qu'on lui prête, & qu'il n'excluoit certainement pas l'intention moins principale. C'est encore là une équivoque, ou si l'on veut, une restriction des plus subtils, & des plus mal-aisées à appercevoir qui furent jamais.

Enfin si l'on en croit le même Théologien, ces paroles, *manger de ma chasse*, n'avoient rien non plus que de vrai. Car Jacob avoit apporté deux chevreaux qu'il avoit été chercher, & qu'il avoit choisis dans l'étable : & il entendoit par le mot de *Chasse* ou de *Venaison* ces chevreaux qu'il avoit pris lui-même, & que sa Mere avoit apprêtés. N'est-ce pas là donner aux mots une intelligence *arbitraire & forgée à plaisir*, pour me servir des paroles de M. Bossuet, & excuser de mensonge l'espèce d'équivoque qui en approche davantage ? Qu'autoit dit le P. Alexandre d'un Jésuite qui auroit donné les mêmes explications ? Ou aucune équivoque, aucune restriction n'est mensonge, si celles-ci ne le sont pas, ou le P. Alexandre se contredit de la maniere la plus palpable.

Je viens aux raisons de ceux qui rejettent absolument toute espèce d'équivoque & de restriction. Je les proposerai par forme d'objections, en y comprenant celle qu'ils tirent de la censure des propositions sur cette matiere ; & j'y donnerai les réponses que font les partisans des équivoques, sans les adopter ni en garantissant la solidité, abandonnant le tout au jugement des Lecteurs.

La premiere objection est que les équivoques & restrictions mentales sont des mensonges proprement dits ; & qu'ainsi il n'est jamais permis de s'en servir pour quelque raison que ce soit.

Les partisans de l'équivoque conviennent qu'elle ne seroit jamais permise, si elle étoit un mensonge : mais ils croient pouvoir prouver que ce n'en est pas un. Mentir, disent-ils, c'est parler contre sa pensée. Telle est la définition la plus commune du mensonge : car on ne regarde point comme un menteur, précisément celui qui parle contre la vérité, mais celui qui parle contre ce

qu'il croit être la vérité. Or en usant d'équivoque ou de restriction mentale, on ne ment point.

Cette réponse, toute spécieuse qu'elle est n'est pas suffisante : puisqu'elle iroit à excuser de mensonge la restriction même purement mentale ; attendu que celui qui s'en sert ne parle point contre sa pensée. Elle exempteroit encore de mensonge l'équivoque, dans les cas où l'on n'a absolument aucune raison légitime des'en servir : ce qui paroit faux ; un pareil procédé étant contraire à la droiture & à la sincérité.

Les Casuistes dont je parle ajoutent donc que le huitième précepte a deux faces, & qu'il renferme une double obligation : qu'entant qu'il est négatif, il nous oblige à ne parler jamais contre ce que nous croyons être la vérité, ou ce qui revient au même, à ne rien dire qui n'ait un sens vrai dans notre esprit : qu'entant qu'il est affirmatif, il nous impose l'obligation de ne point cacher au prochain ce que nous sçavons ou nous croyons être la vérité, lorsqu'il a droit de la sçavoir, & que nous n'avons aucun droit, aucun motif légitime de la lui cacher : & par conséquent il nous défend de nous servir d'expressions ambiguës ou restrictives, que le prochain prendroit ou pourroit prendre dans un sens faux, & contraire à celui que nous avons dans l'esprit. Ainsi nous devons à Dieu, qui est la vérité par essence, de ne jamais blesser de propos délibéré cette vérité dans nos discours. Nous devons au prochain toute la sincérité qui est nécessaire pour la sûreté du commerce de la vie, toute l'ouverture & la franchise qu'exige l'entretien de la charité chrétienne, qui doit régner entre les hommes.

Mais il est évident, que quand les intérêts du prochain ou les nôtres, quand la charité, la religion, la justice, la prudence, ou quelque autre vertu ne nous permettent pas de lui dire les choses telles qu'elles sont, ce n'est pas pécher alors contre la droiture & la sincérité, que de lui céler la vérité, ou en gardant le silence, lorsqu'on le peut, ou en usant de réponses ambiguës, suivant les règles & les précautions expliquées ci-dessus, & qu'en cela il n'y a point de mensonge ; parceque, comme dit S. Augustin, quoique tout homme qui ment veuille cacher la vérité, cependant tout homme qui veut cacher la vérité n'est pas pour cela un menteur. *Quamvis enim omnis qui mentitur velit celare quod*

verum est; non tamen omnis qui vult celare quod verum est mentitur

Ces Casuistes reconnoissent donc qu'il est contre la sincérité & la simplicité chrétienne de se servir de l'équivoque à tout propos & sans de justes raisons ; & qu'on pèche en cela contre le huitième Commandement, entant qu'il est affirmatif. Mais ils prétendent qu'en ces cas là même, on ne viole point le précepte, entant qu'il est négatif ; & de plus qu'on n'y contrevient en aucune manière, lorsqu'on ne répond pas conformément à la pensée du prochain, dans les occasions que nous venons de marquer.

L'auteur de la Morale de Grenoble, quoique déclaré contre les équivoques, convient que le Confesseur interrogé, soit en Jugement, soit ailleurs, peut toujours refuser de dire ce qu'il ne sait que par la Confession, & même répondre hardiment *qu'il ne sait pas* ce qu'il ne sait que par ce Sacrement. Il ajoute qu'„ en cela il „ n'y a point d'équivoque ; parcequ'il répond conformément à „ l'intention de ceux qui l'interrogent, qu'on ne doit pas croire „ être assez injustes ou ignorans, pour désirer qu'on leur découvre „ les choses qu'on a apprises dans le Tribunal. “

Tom. 6. Traité
9. chap. 3. pag.
575 & 576.

Ainsi, selon cet auteur, il n'y a point d'équivoque ni par conséquent de mensonge, dans toute réponse conforme à la pensée, ou réelle, ou justement présumée de ceux qui interrogent. Cependant cette réponse du Confesseur, *Je ne sçais pas*, prise quant aux termes, est fautive, puisqu'il sçait ; & s'il n'y ajoute rien intérieurement, elle est contre sa pensée. Ahn donc, disent les partisans de l'équivoque, qu'elle soit vraie, conforme à la pensée du Confesseur, & conséquemment exempte de mensonge, il faut qu'il la restreigne par quelque chose qu'il retient en son esprit ; par exemple, *Je ne sçais pas ce que vous me demandez, en sorte que je puisse en que je doive vous le dire* : & en cela il y a une restriction mentale. Supposé que l'essence du mensonge consiste à parler contre sa pensée, lequel raisonne plus conséquemment, de celui qui dit qu'une proposition fautive quant aux termes, devient vraie par quelque chose qui la modifie & la restreint dans l'esprit de la personne qui la profère ; ou de celui qui soutient qu'elle est vraie sans aucune restriction ? Du reste il est aisé d'appliquer la décision de l'auteur de la Morale de Grenoble, à presque tous les cas où d'autres Théolo-

giens permettent l'usage de l'équivoque ; & toute la différence entre ces deux sentimens ne consistera que dans les termes, ceux-ci trouvant de l'équivoque, où celui-là juge qu'il n'y en a pas, demeurant d'ailleurs d'accord avec eux qu'il n'y a point de mensonge.

Seconde objection. L'effet des équivoques & des restrictions est de tromper ceux qui nous écoutent, & de les engager dans l'erreur.

La réponse est facile dans les principes du système que j'expose. L'objection auroit lieu, si on permettoit l'usage des équivoques en toutes sortes de rencontres, & si celui à qui nous parlons, par la nature des choses sur lesquelles il nous interroge, ou par d'autres raisons, ne devoit pas présumer que nous ne pouvons ou que nous ne devons pas répondre sincèrement à sa question. Est-ce tromper quelqu'un, que de frustrer sa curiosité sur ce qu'il n'a nul droit de savoir ? Dans les idées ordinaires du monde regarde-t-on comme un trompeur ou comme un menteur, celui qui enveloppe sous des expressions ambiguës un secret qu'on s'efforce de tirer de lui, & qu'il ne peut révéler ni en honneur ni en conscience ? ne passeroit-on pas au contraire pour imprudent, si on disoit la chose telle qu'on la sçait ; & seroit-on reçu à dire qu'on n'a pas voulu tromper, ni induire en erreur celui qui nous interrogeoit ? ne nous répondroit-on pas qu'il falloit tout faire, plutôt que de trahir le secret important qu'on nous avoit confié ; que dire en pareil cas qu'on ignore, ce qu'il n'est pas permis de révéler, ce n'est point mentir ; & qu'après tout si cette réponse induit l'autre en erreur, il ne doit pas s'en prendre à nous, mais à lui-même, & à son indiscrète ou maligne curiosité.

Ainsi, à parler proprement, on ne trompe point alors. Mais les Casuistes qu'on a le plus fortement attaqués sur cette matière vont plus loin. Lors même qu'il est le plus nécessaire d'user d'équivoques, ils ne permettent pas d'avoir en cela intention de tromper le prochain ; ils exigent qu'on n'ait point d'autre vuë que de cacher la vérité, qu'il n'est pas expédient de découvrir. De sorte que si un homme se servant d'une équivoque pour cacher, par exemple, le secret de l'Etat, ou un péché qu'on lui auroit dit en Confession, avoit une autre vuë que celle-là précisément, & qu'il cherchât à tromper son prochain, il seroit un péché. Les paroles de Sanchez
sont

sont expressees sur ce point. *Quoties adest justa causa his utendi aquisitionibus, animus utentis non debet esse ad fallendum proximum, sed ad occultandam veritatem, quam non expedit revelare.* Opera mor. lib. 1. cap. 6.

La troisième objection qui est une suite de la seconde, consiste en ce que l'usage des équivoques va à détruire le commerce de la vie civile.

Ce qu'on a répondu à la difficulté précédente renferme la solution de celle-ci. Et il est si peu vrai que cet usage resserré dans ses justes bornes apporte aucun préjudice à la sûreté du commerce entre les hommes, qu'au contraire c'est uniquement pour le maintenir, & pour conserver à chacun ses droits légitimes, que les Théologiens ont eu recours à cette doctrine. Ce seroit bien plutôt le sentiment opposé qui étant pris à la rigueur, produiroit ces funestes effets. Car les hommes étant ce qu'ils sont, curieux, imprudens, injustes, méchans, disposés à user de leurs connoissances pour se nuire les uns aux autres, & se supplanter mutuellement, s'il n'y avoit pas un moyen innocent d'éluder leurs questions, si toutes les fois qu'on est interrogé sur quoi que ce puisse être, on étoit réduit à répondre conformément à leurs interrogations, ou à garder un silence qui les confirmeroit dans leurs soupçons; tout seroit plein de trouble & de confusion, aucun secret ne seroit en sûreté, & les méchans qui ne se feroient nul scrupule de mentir, abuseroient de la délicatesse de conscience des gens de bien, pour tirer d'eux par des questions artificieuses tout ce qu'ils auroient intérêt d'en apprendre pour l'exécution de leurs pernicieux desseins.

Quatrième objection. Cette doctrine est nouvelle & inconnue à l'antiquité. On produit en preuve quelques passages des Saints Pères, dont voici les plus forts, tels que les citent Pontas & l'auteur de la Morale de Grenoble.

„ Celui-là ment, dit S. Augustin, *cont. mend. cap. 3.* qui a une
 „ chose dans la pensée, & qui en énonce une autre par ses paroles,
 „ ou par tout autre signe extérieur. C'est pourquoi il est dit de
 „ l'homme qui ment, qu'il a un cœur double, c'est-à-dire,
 „ une double pensée, l'une de la chose qu'il sçait ou qu'il croit
 „ être vraie, & qu'il ne profère point; l'autre de la chose qu'il
 „ profère au lieu de la première, la sçachant ou la croyant fautive..

Suite de la 111. Partie.

E c

« Ceux-là sont parjures , dit le même Saint , *Epist. 224 ad Alip.* » qui en conservant les paroles sous lesquelles on leur défère le serment , trompent l'attente de ceux à qui ils jurent. »

Et ailleurs , *Enchir. cap. 22.* » Les paroles ayant été instituées , non afin que les hommes s'en servent pour se tromper mutuellement , mais afin que chacun puisse par-là faire connoître aux autres ses pensées ; c'est un péché de s'en servir pour tromper , & non pas selon la fin de leur institution. » La même pensée se lit dans S. Thomas 2. 2. *qu. 110. art. in corp.* » Les paroles , dit-il , étant naturellement les signes de nos pensées , il est contre l'ordre de la nature & du devoir , de s'en servir pour signifier une chose que l'on n'a point dans la pensée. »

Saint Isidore , *lib. 2. de sum. bono cap. 31* , déclare que , » Quelque adresse qu'on emploie pour arranger ses paroles en prêtant un serment , Dieu qui voit ce qui se passe dans la conscience , les interprète de la même manière que les entend celui à qui on jure. »

Au premier texte de S. Augustin , les partisans de l'équivoque répondent que celui qui use d'équivoque , n'énonce pas une chose différente de celle qu'il a dans la pensée : mais que les paroles ambiguës dont il se sert expriment en même tems & ce qu'il pense & ce qu'il ne pense pas ; que son dessein n'étant pas de tromper , mais de cacher une vérité que la justice , la charité , ou quelque autre vertu l'oblige à ne pas révéler , il ne ment pas en s'exprimant de manière qu'avec la chose qu'il pense , il en dit une autre qu'il ne pense pas , & en sauvant ainsi son secret à la faveur de cette équivoque. Car , comme dit S. Augustin , cacher la vérité n'est pas la même chose que proférer un mensonge : *Non enim hoc est occultare veritatem , quod est proferre mendacium.*

Lib. contr. mendac. cap. 10.

Ils ajoutent qu'à la vérité celui qui use de restriction mentale , énonce autre chose que ce qu'il a dans la pensée ; mais que les circonstances où il parle ainsi sont telles , que celui qui interroge doit ou peut du moins présumer qu'on ne répond pas conformément à sa demande , qu'il sçait être injuste ou indiscret ; & qu'ainsi on ne ment point en ces occasions , parceque si le prochain est induit en erreur , c'est faute de faire attention aux circonstances , qui

l'empêcheroient d'y tomber, & de croire sincère une réponse qu'on doit ou qu'on peut en conscience ne pas donner telle qu'il la souhaite.

A l'égard du second texte, ils conviennent qu'en effet on est parjure, lorsqu'en jurant on trompe la *juste* attente de ceux à qui on jure; quoi qu'on emploie les mêmes termes dans lesquels le serment nous est déferé. Mais ils disent qu'il n'en est pas de même lorsque cette attente est *injuste*, lorsque c'est sans justice ou sans raison qu'on exige de nous le serment, ou qu'on ne le défereroit point, si on étoit instruit de certaines choses que nous ne sommes point tenus de découvrir; & que ce n'est qu'en ces rencontres qu'ils permettent de jurer vrai, mais de manière que cette attente injuste, ou mal fondée puisse être trompée: que sans cela un Confesseur qu'on obligeroit à faire serment qu'il ne sçait pas tel péché dont il a eu connoissance par la Confession, commettrait un parjure; qu'il en seroit de même d'un témoin sommé par le Juge de dire vérité sur un crime occulte, & de plusieurs cas semblables; que S. Augustin n'a prétendu parler que des cas où, sciemment & à dessein de tromper, on prête un serment ambigu sur des choses, au sujet desquelles on a droit d'attendre & d'exiger de nous une entière & parfaite sincérité.

Au troisième texte de S. Augustin & à celui de S. Thomas, on répond que c'est une maxime générale que nos paroles sont les signes naturels de nos pensées; mais que cette maxime a ses exceptions dans certains cas de nécessité, où on ne parle que malgré soi, & que les paroles forcées que l'on prononce alors, ne doivent pas être prises pour un signe naturel de nos pensées, puisqu'il est contre nature d'obliger un homme à s'expliquer sur ce qu'il a un juste & légitime sujet de taire.

Enfin, au passage de S. Isidore, ils opposent ces paroles de S. Grégoire le grand. Les hommes jugent de nos paroles par le sens qu'elles présentent lorsqu'elles frappent leurs oreilles; au lieu que Dieu en juge par l'intention intérieure avec laquelle on les profère. Chez les hommes le cœur s'estime par les paroles; Dieu au contraire estime les paroles par le cœur. *Humana aures talia verba nostra judicant, qualia foris sonant: divina verò judicia talia foris audiunt, qualia ex intimis*

Lib. 26. Moral.
cap. 7.

*proferuntur. Apud homines cor ex verbis; apud Deum verò verba pen-
santur ex corde.*

Ces deux textes sont manifestement contraires l'un à l'autre, si on les prend dans un sens général & absolu : mais si on les entend dans un sens moral, il est aisé de les concilier. Le texte de S. Ilidore sera vrai par rapport à ceux qui, de mauvaise foi, & dans le dessein de tromper & de nuire, déguisent leur mauvaise volonté sous des paroles artificieuses : la pensée de S. Grégoire s'appliquera à ceux qu'un motif juste & raisonnable contraint de cacher sous des paroles ambiguës & vraies en un certain sens, des vérités que l'injustice ou l'imprudence s'obstine à leur arracher. Cabassur qui rapporte & adopte cette manière de concilier ces deux passages, dit qu'elle n'est pas de lui, mais de S. Thomas. Et s'il m'est permis de dire ma pensée, il me paroît que cette voye de conciliation n'a rien que de naturel & de conforme au bon sens. Il est d'ailleurs d'autant plus nécessaire de recourir à quelque explication qui les accorde, qu'ils sont inférés l'un & l'autre dans le droit Canon, 22. qu. 5.

Les partisans de l'équivoque se flattent d'avoir répondu d'une manière satisfaisante aux textes qu'on leur oppose, pour prouver que leur doctrine est contraire à l'esprit de l'antiquité. A leur tour ils en allèguent d'autres, d'où ils se croient en droit de conclure qu'elle n'a rien qui n'y soit conforme.

S. Augustin, disent-ils, dans son livre contre le mensonge, soutient qu'Abraham ne mentit pas en disant que Sara étoit sa Sœur, parcequ'elle étoit fille de son Frere, quoique les Egyptiens comprissent qu'elle étoit sa propre Sœur, en sorte qu'elle ne pouvoit être son épouse; & qu'il prévint qu'ils le comprendroient ainsi. Il ajoûte que la règle de vérité à laquelle on doit réduire la réponse du saint Patriarche, & les autres de cette nature, lui paroît être celle-ci : sçavoir, de montrer que ce qu'on croit être un mensonge, n'en est pas un, soit parce qu'on tait ce qui est vrai, sans rien dire de faux, soit parce que la signification véritable des termes veut qu'on entende une chose par une autre. *Ad hanc veritatis regulam mihi videntur non solum ista, verum etiam si qua sunt alia redigenda, ut quod esse creditur, ostendatur non esse mendacium, sive ubi tacetur verum nec dicitur falsum, sive ubi significatio verax aliud ex alio vult intelligi.*

Lib. 4. cap. 4.
n. 12.

1. 2. qu. 19. art.
7. ad 4.

Contra mendac.
cap. 17.

Cette règle est aisée à appliquer à la réponse d'Abraham. Il ne disoit rien de faux, puisque Sara étoit la Sœur, 'en ce sens qu'elle étoit Fille de son Frere : *Soror enim dicitur, quia Filia Fratris erat* : & il faisoit ce qui étoit vrai, sçavoir, qu'elle fût son épouse : *Indicavit Sororem, non negavit uxorem : tacuit aliquid veri non dixit aliquid falsi*. La signification qu'il donnoit en son esprit au mot de Sœur, n'étoit ni la seule, ni la plus usitée ; mais elle étoit vraie, & les Egyptiens qui n'ignoroient pas que ce terme étoit équivoque, pouvoient n'y être pas trompés, & parvenir par leurs réflexions à découvrir que Sara pouvoit être Sœur d'Abraham en un sens qui ne l'empêchoit pas d'être son épouse. C'est ce que S. Augustin a voulu exprimer par ces paroles ; *Siue ubi significatio verax aliud ex alio vult intelligi*.

August. in Genes.
quæst. 26.
Lib. 22. contr.
Fausst. cap. 11.

Non seulement S. Augustin pense qu'Abraham ne mentit point en se servant d'une équivoque en cette occasion : mais il décide qu'il auroit tenté Dieu s'il eût agi autrement, & qu'il eût déclaré que Sara étoit son épouse. *Et in hoc ostenditur quod nemo debet tentare Deum, dum habet quod rationabili consilio faciat. Fecit quod potuit ; quod non potuit, Deo commisit in quem speravit*. Les cas où les Théologiens permettent l'équivoque sont, ou de la nature de celui d'Abraham, ou même plus pressans encore. Ainsi ils se croient autorisés à regarder ce saint Docteur comme leur étant favorable. C'est la conclusion que tire Cabassut des textes qu'on vient de rapporter. *Itaque nulli dubium esse debet, usum amphibologiarum, ubi iusta urget ratio, esse doctrinæ Augustiniana.*

In Genes. qu. 26

Ubi supr. n. 11

On a vu plus haut le passage de S. Grégoire, & l'explication qu'en donne S. Thomas. Ils citent encore en leur faveur le Chapitre *utilem* tiré de S. Jérôme, & adopté par le droit Canon, qui porte que *la feinte est utile, & qu'on doit en user dans l'occasion*.

22. qu. 2.

A l'égard de la restriction mentale, ils montrent que les Saints Peres l'ont admise, sinon quant aux termes, du moins quant à la chose, dans l'explication qu'ils donnent à certains passages de l'Ecriture, en particulier à celui où Jésus-Christ dit qu'il ne scait pas le jour du jugement : paroles qui prises à la lettre sont fausses, mais qui deviennent vraies, si on les entend ainsi ; Jésus-Christ ne sçavoit pas ce jour pour nous le dire. *Ipsi judici*, dit S. Augustin,

In Psalm. 9.

occulum esse dictum est, non ad cognoscendum, sed ad prodendum. Voilà une formule de restriction mentale toute semblable à celle que proposent les Théologiens. Et il faut bien que cette explication des paroles de Jésus-Christ soit la plus naturelle, puisque le P. Alexandre, quoique déclaré contre les restrictions, ne peut s'empêcher de l'admettre. *Respondeo 3^o.* dit-il, *Christum nescivisse diem judicii nobis, non sibi, id est, licet absolute sciveris, nescivit tamen illum ut nobis revelares.* Or ce sens restreint étant celui dans lequel il reconnoit que la proposition de Jésus-Christ est vraie, par une suite nécessaire il faut qu'il convienne que Jésus-Christ a eu ce sens en vuë.

Ils ne se bornent point à prouver que leur Systême n'a rien d'opposé à la doctrine des Saints Peres; ils montrent par des exemples que les Saints ont usé quelquefois pour de justes raisons d'équivoques & de restrictions. Ils rapportent le trait de S. François, qui interrogé, s'il n'avoit point vu passer un homme qu'on poursuivoit pour un meurtre, répondit en mettant la main dans sa manche; *il n'a point passé par-là.* Je ne dois pas dissimuler que quelques-uns révoquent en doute la certitude de ce trait: mais du moins personne ne conteste celui de S. Athanase, qui fuyant sur le Nil, échappa par une réponse à peu près semblable, des mains de ceux que Julien l'Apostat avoit envoyés pour se saisir de lui.

Ils s'appuyent encore sur ce que S. Paulin rapporte de S. Felix de Nole, qu'étant sur le point d'être arrêté comme Chrétien par des Payens qui le cherchoient, Dieu par un miracle permit qu'ils ne le reconnussent point; & que lui ayant demandé à lui-même où ils trouveroient Felix, ce Saint s'apercevant du prodige que Dieu opéroit en sa faveur, leur répondit en riant: *Je ne connois point ce Felix que vous cherchez;* ce qui les fit passer outre.

persensit & ipse faventis

Consilium Christi, vidensque rogantibus inquit:

Nescio Felicem quem quaritis; illicet illi

Prætereunt ipsum.

A moins d'une équivoque sur le mot *Felix*, il est difficile d'assigner quelque sens vrai à la réponse du Saint.

Enfin il ne se peut d'équivoque plus expresse que celle de S.

Fulgence, racontée dans sa vie écrite par le Diacre Ferrand. Ce Saint étant encore Moine, & ayant souffert une rude persécution en Afrique, résolut d'aller visiter les Solitaires d'Egypte : il s'embarqua, & aborda à Syracuse, dont S. Eulalius étoit Evêque. Ce saint Prélat lui ayant demandé la cause de son voyage en Egypte, Fulgence qui appréhendoit la vanité, s'il lui découvroit la chose telle qu'elle étoit, lui répondit en ces termes : *Parentes meos requiro, quos illis in partibus vivere peregrinos audiui*. Réponse qui ne peut s'excuser de mensonge qu'à la faveur d'une double équivoque sur le mot *Parentes*, & sur le mot *Peregrinos*.

Il paroît dur, concluent-ils, de soutenir qu'il y a du mensonge en ces diverses réponses. Pourquoi y en auroit-il plutôt que dans la réponse d'Abraham, que S. Augustin en exempte si expressément ? & si ces Saints n'ont pas menti, ce ne peut être que parce qu'ils ont usé d'équivoque ou de restriction.

Cinquième & dernière objection. Pontas & l'auteur de la Morale de Grenoble, allèguent contre tout usage quelconque des équivoques & des restrictions mentales, les propositions condamnées sur cette matière par Innocent XI & par le Clergé de France.

Am mot *Parjure*,
Cas 1.
To. 6. rr. 9.
chap. 2. p. 347.
142.

Ces propositions sont la vingt-cinquième : Lorsqu'on a une raison, il est permis de jurer sans avoir intention de jurer, soit que la chose soit légère ou considérable. *Cum causâ licitum est jurare sine animo jurandi, siue res sit levis siue gravis*.

La vingt-sixième ; Si quelqu'un jure qu'il n'a pas fait ce qu'il a fait effectivement, soit qu'il jure seul ou en présence d'autres personnes, soit étant interrogé, soit de son propre mouvement, soit pour se divertir, soit pour quelque autre fin que ce soit ; en sous-entendant intérieurement quelque autre chose qu'il n'a pas faite, ou une manière différente de celle dont il l'a faite, ou quelque autre addition véritable, il ne ment point en effet, & n'est point parjure. *Si quis vel solus, vel coram aliis, siue interrogatus, siue propria sponte, siue recreationis causâ, siue quocumque alio fine, iuret se non fecisse aliquid quod reverâ fecit, intelligendo intrâ se aliquid aliud quod non fecit, vel aliam viam ab eâ in quâ fecit, vel quodvis aliud additum verum, reverâ non mentitur, nec est perjurus*.

La vingt-septième : On a un juste sujet d'user de ces amphibo-

logies, toutes les fois que cela est nécessaire ou utile pour conserver sa vie, son honneur, ses biens, ou pour exercer quelque autre acte de vertu que ce soit, enforte qu'il est censé alors expédient de cacher la vérité, & qu'on peut la cacher de propos délibéré. *Causa justa utendi his amphibologiis est quoties id necessarium aut utile est ad salutem corporis, honorem, res familiares tuendas, vel ad quemlibet alium virtutis actum, ita ut veritatis occultatio censeatur tunc expediens & studiosa.*

La vingt-huitième : Celui qui par recommandation ou par des présens, est parvenu à une Magistrature ou à un Office public, pourra avec une restriction mentale prêter le serment qu'on a coutume d'exiger en pareil cas par ordre du Roi, sans avoir égard à l'intention de celui qui l'exige, parcequ'il n'est pas tenu d'avouer un crime caché. *Qui mediante commendatione vel munere, ad Magistratum vel Officium publicum promotus est, poterit cum restrictione mentali præstare juramentum, quod de mandato Regis à similibus solet exigi, non habito respectu ad intentionem exigentis, quia non tenetur fateri crimen occultum.*

A l'argument qu'on prétend tirer de la censure de ces propositions, on répond en premier lieu, que depuis quatre-vingt ans, qu'elles ont été condamnées pour la première fois, il seroit bien étonnant que le plus grand nombre sans comparaison des Théologiens de l'Eglise Catholique, ne se fussent point apperçus que la condamnation de ces propositions emportoit celle du sentiment qui permet en quelque manière & avec quelque modification que ce puisse être, l'usage des équivoques & des restrictions mentales, & que cette découverte eût été réservée à très-peu d'Ecrivains, qui se contentent d'affirmer la chose sans la prouver.

En second lieu, qu'il est encore plus étrange que le Pape & presque tous les Evêques du monde Chrétien aient souffert l'enseignement d'une doctrine, qui auroit été hautement & authentiquement réprouvée par le S. Siège : que le Clergé de France en particulier voye sans le désapprouver, cet enseignement consigné dans des ouvrages, tels que ceux du Continuateur de Tournely, & de l'auteur des Conférences d'Angers, lesquels loin de rejeter tout usage des équivoques & des restrictions mentales, recon-

noissent

noissent qu'il est admis avec les limitations convenables par les Théologiens les plus exacts.

Quod spectat ad restrictiones latè mentales, dit M. Collet, *cas Theologi ETIAM STRICTIORES, pro licitiis habent : quia nempe vel ex consuetudine vel modo loquendi, vel ex circumstantiis deprehendi possunt : unde non impediunt quominus sermo exterior, assensus omnibus circumstantiis omnino verus sit & cum animo consentiat.*

Trad. de Rehg.
part. 2. cap. 4.
art. 4.

L'Auteur des Conférences d'Angers, après avoir remarqué qu'Innocent XI & le Clergé de France ont condamné cette proposition : *Cum causâ licitum est jurare sine animo jurandi, sive res sit levis, sive gravis*; ajoute. " Nous ne prétendons pas néanmoins
" soutenir que ce soit toujours un parjure, quand celui qui est in-
" terrogé par un Juge, ne jure pas conformément à l'intention du
" Juge qui l'interroge. Plusieurs Auteurs dont la Morale ne pa-
" roit pas relâchée, comme S. Raymond, S. Antonin, Angelus,
" Major, Sylvestre, Adrien VI, Cajétan, Soto, Victoria, Medi-
" na, Bannez, Navarre, Tolet, estiment que quand un homme
" est interrogé par un Juge contre l'ordre de la justice, par exem-
" ple, lorsqu'un Juge interroge quelqu'un sur des choses sur les-
" quelles il ne peut répondre suivant l'intention de ce Juge, sans
" révéler des vérités dont la déclaration est nuisible au Public, ou
" au prochain, ou à lui même; que la religion, la justice, ou la
" charité défendent de publier, & que par conséquent il ne peut
" découvrir sans blesser ces vertus, il n'est pas possible de se con-
" former à l'intention de ce Juge; car, pour qu'on soit obligé de
" répondre suivant l'intention de celui qui nous interroge, il faut
" qu'elle soit juste & légitime, & qu'il ait droit de nous interro-
" ger sur les choses dont il s'agit, si bien qu'on puisse se confor-
" mer à son intention sans intéresser la religion, la justice ou la
" charité; si cela n'étoit pas ainsi, par exemple, si un Juge inter-
" rogeoit un homme public sur une chose qu'il doit tenir secret-
" te, ces Auteurs croient que celui qui est interrogé, peut en
" répondant se servir de paroles ambiguës qui aient plusieurs
" sens, & qu'il entendra dans un sens auquel il prévoit que celui
" à qui il parle ne les prendra pas; & qu'en cela il ne fait point
" injure au Juge, puisqu'un Juge n'a droit d'interroger son jus-

Confer. sur le
second Comm.
qu. 2. pag. 216.

Suite de la III. Partie.

F f

« ticia ble , que d'une maniere juste & juridique , & seulement
 « sur les choses qui sont de sa compétence : enfin qu'il ne com-
 « met pas un parjure , puisqu'il ne fait pas un mensonge. Car le
 « mensonge ne consiste que dans l'opposition de la pensée & de
 « la parole ; & cet homme ne parle pas contre sa pensée. »

Voilà tout le fonds du système que je viens d'exposer : même cas , même décision , mêmes raisons. Ceux qui l'établissent sont des Théologiens dont la morale *ne paroît point relâchée*. L'auteur des Conférences d'Angers l'adopte , en avertissant sagement d'après ces mêmes Théologiens , qu'« il faut prendre garde d'abuser
 « de ce principe , & de l'étendre à des cas où la Religion , la
 « Justice , la Charité , l'intérêt public ou particulier , non seule-
 « ment ne défendroient pas d'aller à révélation , & de répondre
 « conformément à l'intention du Juge , mais exigeroient souvent
 « le contraire. »

On répond en troisième lieu , que si par la censure des quatre propositions susdites , tout usage des équivoques & des restrictions étoit interdit absolument & sans réserve , le système de la plupart des auteurs sur cette matiere seroit nécessairement compris dans ces propositions , dont ils auroient par conséquent enseigné une ou plusieurs en propres termes , ou tout au moins , quant au sens. Or , sans vouloir en aucune maniere pallier ou excuser les abus où sont tombés à cet égard plusieurs Casuistes , Jésuites & autres , on peut assurer que très-peu ont soutenu quelque une des propositions condamnées , & que toutes ont été rejetées par le plus grand nombre. Je n'avance rien de trop , & les accusateurs des Jésuites ne peuvent pas récuser la preuve que m'en fournira l'examen de leurs extraits. Donc l'enseignement de ce système n'est pas nécessairement lié avec l'enseignement des propositions en question , qui n'en sont qu'un excès & qu'un abus. Donc on ne peut rien conclure de leur condamnation contre le système en lui-même , tel que je l'ai développé.

On répond enfin , que si on examine chaque proposition séparément , la première qui permet , lorsqu'on en a une raison , de jurer sans intention de jurer , n'a aucun rapport aux équivoques & aux restrictions mentales ; puisque celui qui use en jurant d'é-

quivoque ou de restriction , a intention de jurer conformément au sens vrai qu'il donne à sa proposition ambiguë ou restreinte.

Que la seconde permet indistinctement toute restriction , même purement mentale , en toute circonstance , soit qu'on soit juridiquement interrogé ou non , soit qu'on parle de son propre mouvement , ou par maniere de récréation , ou par quelque autre fin que ce soit : ce qui est absolument contraire aux règles établies par presque tous les Casuistes , & nommément par ceux de notre Compagnie , comme on le verra par le détail de leurs Assertions.

Que l'on peut dire la même chose de la troisième , laquelle de plus ne mesure l'usage licite des Amphibologies , que sur l'utilité particuliere de celui qui s'en sert , sans avoir égard à l'intérêt public souvent opposé à celui des particuliers , ni aux autres exceptions apposées par les Théologiens : comme si notre avantage personnel pouvoit être une raison légitime d'user de paroles ambiguës , lorsque la religion , la justice ou la charité s'y opposent.

Que la quatrième enfin autorise le serment avec restriction mentale , dans un cas où le bien public , la Loi du Prince ou du Supérieur , & les bonnes mœurs exigent un serment pur & simple ; qu'elle abuse du principe qu'on n'est pas tenu d'avouer un crime caché , principe qui ne scauroit avoir lieu dans les circonstances dont il s'agit , parcequ'il favoriseroit les brigues , les présens , & les autres mauvaises voyes de parvenir aux charges publiques : que de plus la restriction mentale permise par la proposition , sans aucun égard à l'intention de celui qui exige le serment , ne peut être qu'une restriction purement mentale , que presque tous les Casuistes s'accordent à rejeter comme essentiellement mauvaise dans tous les cas , & à plus forte raison dans celui dont il est question.

Tel est l'exposé fidèle du système qui permet les équivoques & les restrictions mentales : tels sont les principes , les règles & les bornes établies sur cette matière par la plupart des Théologiens , & sur-tout par ceux de la Société. Nous ne prenons ici aucun parti , comme nous l'avons déjà déclaré. Mais 1^o nous laissons au Lecteur à juger si ce système est en effet aussi odieux , aussi contraire à la bonne foi , aussi nuisible aux bonnes mœurs , & à la gran-

quillité publique , que de certaines gens affectent de le représenter ; & si les raisons par lesquelles on l'attaque , sont aussi solides , aussi décisives , que le pensent ou paroissent le penser ceux qui les font valoir. 2° Nous demandons que dans la discussion des Extraits qui va suivre , on nous permette de ne regarder comme condamné , que ce qui est condamné en effet , qu'on n'exige pas que nous allions plus loin que l'Eglise , que sur les points où l'autorité n'a pas prononcé , on ne traite pas de doctrine pernicieuse & dangereuse , l'enseignement ancien & presque unanime des Docteurs de toutes les Ecoles , enfin qu'on ne pense pas que nous approuvions toutes les Affertions , que nous n'imputerions pas formellement.

ARTICLE II.

Affertions sur l'Equivoque.

§ 311. *Amphibologie*
§ 312. *pag. 226.*

SToz définit l'Amphibologie « une façon de parler ambiguë qui peut avoir deux sens , l'un desquels étant vrai , si c'est le sens qu'a en vuë celui qui parle , il ne ment point , quoiqu'il prévoie que celui qui l'écoute , l'entendra dans l'autre sens qui est faux , & par conséquent qu'il sera trompé ; d'autant plus que par les paroles dont il use , il n'est pas l'auteur de cet erreur , mais qu'il la permet. Or , poursuit-il , que celui qui parle ainsi ne mente point , cela est évident parce qu'il ne parle pas contre sa pensée , à laquelle il doit conformer ses paroles , & non à la pensée d'autrui , pour éviter le mensonge : car ses paroles n'annoncent point le pensée d'autrui , mais la sienne. »

Ce n'est pas sans doute la définition de l'Amphibologie que le Rédacteur attaque ici , puisque c'est la définition commune , & même qu'il n'y en a pas d'autre : c'est donc ce que Stoz ajoute , que quand on a en vuë en parlant le sens vrai d'une proposition Amphibologique , on ne ment pas , quoi qu'on prévoie que celui qui nous écoute la prendra dans l'autre sens qui est faux. Mais Stoz raisonne ici sur l'idée même du mensonge , dont l'essence consiste selon la plupart des Théologiens à parler contre sa propre pensée. D'où il conclut que dans le cas proposé il n'y a pas de

menfonge , parce qu'on prend les paroles que l'on profere , dans un sens vrai qu'elles ont par elles-mêmes , & qu'on a dans la pensée. Du reste il ne dit pas que l'on ne pèche point toutes les fois qu'on use d'Amphibologie , mais seulement qu'on ne ment point ; ce qui est bien différent : car si on mentoit , l'Amphibologie seroit intrinsèquement mauvaise , & on ne pourroit jamais l'employer sans péché : au lieu que si elle n'est pas essentiellement un menfonge , on ne pèche pas lorsqu'on en use pour de justes raisons , & avec les précautions requises. Ce principe est la base du système des équivoques.

Ce que Stoz vient de dire des paroles , il l'applique aux signes proprement dits , qui outre la signification morale qu'ils ont par la coutume ou l'institution des hommes , conservent néanmoins leur usage & leur commodité naturelle : ce qui ne signifie autre chose , sinon que les signes , ainsi que les paroles , ont quelquefois par eux-mêmes un double sens.

Suarez établit la même Assertion que Stoz , sçavoir , que l'Amphibologie n'est point intrinsèquement mauvaise , même dans le serment , & que ce n'est point toujours un parjure de jurer de la sorte ; & il la prouve de la même manière par un argument de raison. Il s'autorise de plus du sentiment de S. Augustin , qui dans son Livre contre le menfonge , chap. 10 , rapporte diverses réponses des Saints , qu'il montre n'être pas des mensonges , à cause des sens différens que présentent les paroles dont ils se sont servis. Mais si l'équivoque n'est pas intrinsèquement mauvaise , ni essentiellement un menfonge , c'est une suite nécessaire qu'il n'y ait pas toujours de parjure à jurer avec équivoque. On peut revoir le passage des Conférences d'Angers , que nous avons cité plus haut.

Il faut remarquer que Suarez ne parle ici que des équivoques dont le double sens porte sur la signification des termes , ou sur des circonstances connues de l'auditeur. La même assertion est relevée par le Rédacteur dans Filliucius.

De ce principe reconnu pour vrai & certain par tous les partisans de l'Equivoque , il suit que l'usage en est permis pour de justes raisons ; c'est de quoi ces mêmes Théologiens conviennent , & avec eux Réginald , Extr. *Quaritur* , p. 306 ; Filliucius , Extr. *Dico*

Extr. *Dico ergo*
rini. pag. 300.

Extr. *Dico penitus*
pag. 301.

secundo, quando exterior, p. 309; Gordon, Extr. *Ex hoc facto*, pag. 311; Stoz, extr. *Et amphibologias*, p. 336, & Eudémon-Jean, extr. *Atque huc demum*, pag. 298. Nous verrons bientôt quelles sont ces justes raisons, & si nos auteurs ont excédé en ce point, & se sont écartés de l'enseignement commun. Les assertions que j'indique ici sont générales, & ne présentent encore aucun cas particulier, à la réserve de celle d'Eudémon-Jean, qui déclare qu'il ne permet pas à tout propos & sans choix l'usage des équivoques, mais lorsque, par la juste nécessité de garder un secret, on s'enonce de telle sorte, qu'en répondant avec vérité, on échappe à la pénétration de celui qui nous interroge, & qui n'a aucun droit sur notre secret. Il est encore superflu que j'accumule ici les autorités.

Extr. Neque scri
& les autres suiv.
pag. 298, 299.

Eudémon-Jean répond ensuite aux objections que les Protestans ses adversaires formoient contre cette doctrine : ce sont les mêmes que j'ai exposées dans l'article précédent. Il montre que les équivoques dont il parle ayant par elles-mêmes un double sens, & celui qui s'en sert les prenant dans un sens vrai, on ne peut pas dire qu'il mente, puisqu'il ne parle pas contre sa pensée ; que si l'auditeur est induit en erreur, on ne peut rien conclure de-là contre ce sentiment, parcequ'il s'est mis par sa faute dans le cas d'être trompé, & qu'il n'a nul droit à la vérité qu'il veut sçavoir : que bien loin que l'usage des équivoques réduise à ses justes bornes, bannisse toute bonne foi du commerce & de la société humaine, rien au contraire ne seroit plus pernicieux ni plus funeste, que de ne laisser à personne la liberté de conserver ce qui est à lui, en lui ôtant le droit de garder son secret ; qu'à proportion que quelqu'un sera plus curieux à contre tems, il lui sera plus aisé d'espier & de découvrir toutes les actions, les paroles & les desseins d'autrui ; tandis que les gens de bien auront du scrupule de ne pas répondre à toutes les questions qu'on leur fera, & révéleront ainsi ce qu'ils ont de plus caché : enfin que pour ce qui est des abus, l'abus que l'on fait d'une chose n'est pas une preuve qu'elle soit mauvaise, puisqu'il n'y a rien de si bon-dans la nature, dont on ne puisse abuser quand on voudra.

Si le Rédacteur juge ces réponses d'Eudémon-Jean peu solides, qu'il entreprenne de les réfuter ; mais qu'il ne forte point du cas

particulier dont il s'agit , & qui a mis la plume à la main de ce Jésuite : le voici. La Reine Elizabeth avoit déclaré par une loi, criminel de Lèze-Majesté, quiconque retireroit chez lui un Prêtre, se réconcilieroit à l'Eglise ou conseilleroit à un autre de le faire, se confesseroit suivant le rit Catholique, ou feroit quelque autre exercice semblable de la Religion Romaine. En conséquence, sur les plus légers indices, souvent même sans qu'il y en eût aucun, les Catholiques étoient interrogés par les Hérétiques ; d'où il arrivoit que craignant, ou de mentir, ou de perdre la vie s'ils avoient la vérité, ils ne sçavoient quel parti prendre.

Extr. Calumnies,
pag. 191.

Telle est la circonstance dans laquelle Eudémon-Jean prétend que les Catholiques étoient en droit d'user de paroles ambiguës vis-à-vis des Hérétiques attachés à les épier dans la vue de les démoncer & de les perdre, & avec eux la Religion Catholique ; pourvu toutefois que les paroles dont ils se servoient eussent par elles-mêmes un sens vrai, & qu'ils leur donnassent ce sens dans leur esprit. *Qui autem utitur equivocatione, eam omnino verbis suis sententiam subiciat, quam conceptam tenet animo, quamque verba ipsa significare possunt.* Ce sont les termes exprès de ce Jésuite, tels qu'on les lit dans le Recueil.

On distingue différentes manieres de cacher la vérité sans mentir ; mais il n'est pas permis, dit Fénelon, d'en user en toutes sortes de rencontres, parceque cela seroit contraire au bien de la société humaine. Néanmoins, ajoute-t-il, si on a une bonne intention, une raison considérable, & plus considérable encore, lorsqu'on y joint le serment, il est permis de les employer, non dans l'intention de tromper les autres, mais en permettant qu'ils se trompent ; pourvu que d'ailleurs, par exemple, à raison du scandale, il n'y ait point d'obligation de ne pas tenir la vérité cachée. Peut-on exiger plus de précautions dans une matiere aussi délicate ? S. Raymond, S. Antonin, Ange de Clavasio, Major, Sylvestre, Adrien VI, Cajétan, Soto, Victoria, Medina, Bannez, Navarre, Tolet, ces Théologiens dont la Morale ne paroît pas relâchée au jugement de l'Auteur des Conférences d'Angers, s'expliquent-ils avec plus de réserve & de circonspection ?

Extr. Universum,
pag. 313.

La première maniere, continuë Fénelon, est l'usage de l'équivo-

Extr. Primæ vol.
n.º. 116.

que avec une restriction qui puisse s'en remarquer au dehors; (car la restriction purement mentale n'est jamais permise;) c'est-à-dire, lorsqu'on use des termes dans un sens qui peut être aperçu de celui à qui on parle, quoiqu'il ne l'aperçoive point. Cette espèce de restriction est celle que M. Collet témoigne être permise par les Théologiens les plus sévères. *Quod spectat ad restrictiones latè mentales, eas Theologi etiam strictiores pro licitis habent.*

ERR. Patr. Thom. Sanchez, pag. 124.

Cardenas la propose aussi d'après Sanchez, & il dit que, quoique cette Amphibologie ne soit pas un mensonge, elle est néanmoins illicite, lorsqu'on n'a pas une juste raison de s'en servir. Un des exemples qu'il en donne est tiré en propres termes de la Glose sur le chap. Nequis 22. qu. 2. *Per equivocationem cautè deludat interrogantem, dicendo, non est hic, id est, non comedit hic.* Il est aussi mort pour mort dans S. Raymond de Pegnafort, dont voici les paroles. *Si reum qui queratur ad necem domi occultaverim, nec ad redimendam ejus vitam aliud suppetat remedium, quàm interrogantibus qui volunt interficere respondere, non est hic; respondendum aliquod verbum equivocum; non est hic putè in mensâ vel aliquid simile.*

Summ. lib. 2. tit. de mend. circa finem.

ERR. Hunc non dicit, pag. 124.

Cardenas ajoute qu'il est certain que cette sorte d'Amphibologie n'a point été condamnée par Innocent XI. Cela paroît certain en effet par les raisons que j'ai dites plus haut, en discutant les propositions censurées par ce Pape, & presque tous les Auteurs en conviennent.

La seconde maniere de cacher la vérité sans mensonge, & quelquefois sans péché, est lorsque les mots ne sont point ambigus par leur propre signification; mais que les circonstances du lieu, du tems, de la personne, les déterminent à un sens différent de leur sens naturel. C'est la définition qu'en donne Cardenas, & après lui Fénelon, qui en propose cet exemple. „ Celui qui est tenu de cacher la vérité, & à qui on demande si le voleur a passé par ce chemin, peut dire, en mettant le pied sur une pierre, *il n'a point passé par ici*, c'est-à-dire, sur cette pierre. „ C'est précisément le trait de S. François, rapporté & approuvé par Ange de Perouse, Jean d'Anagnin & Martin Navarre dans son Manuel chap. 12. nomb. 9. On lit la même décision dans S. Antonin. „ Il paroît, „ dit-il, que l'on peut sans mensonge, se servir de paroles ambiguës

ERR. Secundus invidus, p. 225. Secundus est, pag. 122.

„ gués pour obvier à de certains maux : sçavoir lorsqu'on use d'ex-
 „ pressions qui peuvent s'entendre en deux manieres, & qu'on les
 „ prend dans un sens, avec intention que celui à qui on parle les
 „ prenne dans un autre sens : par exemple, lorsqu'étant interro-
 „ gé si quelqu'un que l'on cherche pour le mettre à mort, a passé
 „ par tel chemin, on répond, il n'a point passé par-là, en enten-
 „ dant le lieu même où l'on est, ce qui est vrai. (a)

Marin a eu en vuë cette seconde sorte d'équivoque dans l'Ex-
 trait, où il dit que, quand on a un juste sujet de cacher une cho-
 se, l'expression, *je ne sçais pas*, par la convention des hommes &
 par le droit des gens, équivaut à cette proposition : *je ne sçais point*
cette chose d'une science qui me permet de le dire.

Le Rédacteur qui trouve cette Assertion pernicieuse & dange-
 reuse, est donc déterminé à condamner Ange de Pérouse, Jean
 d'Anagnie, Adrien VI, Navarre & Sylvestre, qui décident que
 celui qui est interrogé injustement peut très-bien répondre qu'il
 ne sçait pas, en sous-entendant, de maniere qu'il soit tenu de
 dire la chose : il est donc déterminé à condamner l'Auteur de la
 Morale de Grenoble, qui assure qu'un Confesseur peut dire har-
 diment qu'il ne sçait pas ce qu'il ne sçait que par la Confession,
 & le Continuateur de Tournely, dont nous venons de citer les
 paroles.

Casnédi & Stoz, après Tanner, proposent une troisième ma-
 niere de cacher la vérité sans mensonge : c'est de proférer les
 paroles matériellement, & sans intention de leur faire tien
 signifier.

Si le Compilateur avoit été de bonne foi, il auroit averti que
 ces Auteurs le sont proposé uniquement de trouver un moyen fa-
 cile & à la portée de tout le monde, de sauver sans mensonge
 un secret qu'il importe ou qu'on est obligé de cacher; & que

(a) Videtur etiam posse absque vitio
 mendacii uti verbis sophisticis, seu locutione
 duplici, ad obviandum malis; cum scilicet
 quis dicat aliqua verba quæ intelligi possunt
 dupliciter, & ad unum quidem intellectum
 dicat, alium intellectum intendit imprimere
 in mente auditoris: ut, si de aliquo qui ad

mortem quaeritur interrogatus, verum
 transierit per illam viam, qui hoc novit
 dicit, *Non transiit hæc*, intendens loqui
 de loco in quo ipse est; quod utique verum
 est. *S. Anton. 2. p. tit. 10. §. Videtur.*

Voyez aussi Sylvestre, *In Summâ V.*
Mendacium, n. 6.

Suite de la III. Partie.

G g

Extr. Suppos 19
 pag. 327.

Extr. Unum na-
 vum, avec les huit
 autres suiv. pag.
 325 &c.
 Quæritur modus,
 pag. 116.

ce moyen ne peut être employé dans l'usage ordinaire. Les Théologiens ont eu recours dans cette vuë, les uns aux équivoques & aux restrictions mentales, les autres au sens formel & de précision, ceux-ci aux figures, ceux-là à la fiction. Mais tous ces moyens ont paru trop recherchés & trop difficiles dans la pratique à Casnédi, pour faire éviter le mensonge aux personnes grossières, qui sont quelquefois obligées en conscience, ou qui peuvent ne pas répondre selon l'intention de ceux qui les interrogent. C'est ce qui l'a engagé à proposer sa méthode, qui consiste à ne répondre que matériellement, c'est-à-dire, à prononcer les paroles comme un son purement matériel, sans intention de leur attacher aucune signification.

2. 2. qn. 70. art
2. in corp.

Il la fonde sur ce que décide S. Thomas, qu'une interrogation injuste n'oblige à rien celui qui est interrogé. D'où Casnédi infère que n'étant pas tenu de répondre à la pensée de celui qui l'interroge, & ne pouvant d'ailleurs garder le silence, il peut prononcer telles paroles qu'il voudra, sans leur attacher aucun sens ; & que si celui qui l'écoute est induit par-là en erreur, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même. Il ne nous paroît pas que cette illation soit juste : de ce qu'on n'est pas tenu de répondre, il ne s'ensuit pas qu'on puisse abuser des paroles, qui sont nécessairement significatives de leur nature, & faire tomber par-là dans une erreur inévitable ceux à qui nous parlons ; si cette méthode étoit permise, on ne voit pas pourquoi les restrictions purement mentales seroient défendues. Cependant elle a été soutenue en présence de Benoit XIV par le P. Cattaneo ; Orsi, depuis Cardinal, l'a vivement combattuë, & ni le souverain Pontife, ni le Clergé de Rome ne l'ont condamnée. Nous rapportons ce fait, sans préjudice de notre manière de penser que nous venons d'expliquer.

EXE. *Incitum est.*
pag. 117.
Jurans materialiter. Ibid.

Casnédi étend l'usage de sa méthode au cas où les autres permettent le serment avec une équivoque ou une restriction non purement mentale : & il dit qu'alors celui qui jure matériellement, ne jure pas, parcequ'il ne donne aucune signification au mot, *je jure*. Quand son système seroit tolérable d'ailleurs, ce qui n'est pas, il pécheroit en ce point, n'étant jamais permis de prononcer d'une manière purement matérielle des paroles où l'on prend Dieu à témoin, à cause du respect dû à son Saint Nom.

Une quatrième méthode que propose Stoz d'après Valentia , est de donner aux paroles le sens que l'on veut. Elle revient à la précédente ; nous la rejettons également , & pour les mêmes raisons.

Extr. Tertius mada, pag. 117.

Les précautions nécessaires dans l'usage de l'Amphibologie pour éviter le mensonge, sont marquées dans deux Extraits, l'un de Sanchez, l'autre de Filliucius, „ Il faut, dit Sanchez, que celui qui use „ des équivoques susdites, ait en vuë un sens que les paroles peu- „ vent avoir véritablement ; & ainsi c'est une nécessité qu'il sçache „ qu'il peut les prononcer dans quelque sens vrai, quoi qu'il ne sça- „ che pas quel est ce sens en particulier : mais il suffira qu'il se pro- „ pose le sens que lui suggere un homme docte , & que celui-ci a „ dans l'esprit. „

Extr. Asportet pag. 101.
4^e Quere quid cantela. p. 109.

Filliucius dit que pour les personnes qui ont du jugement , on peut assigner deux manieres d'énoncer l'Amphibologie sans mensonge. La première est d'avoir intention de prêter les paroles dans un sens purement matériel ; en quoi il a tort : ou tandis qu'on prononce à voix haute le serment prescrit, d'ajouter tout bas quelque parole qui le restreigne. Il n'est pas prouvé qu'on doive interpréter ceci de la restriction purement mentale, plutôt que de celle qui ne l'est pas : ainsi nous sommes autorisés à l'expliquer dans un sens favorable. La seconde maniere consiste à avoir l'intention de joindre ce qu'on dit avec ce qu'on retient dans la pensée, pour faire un sens complet.

Pour les ignorans, ajoute-il , qui ne sçavent pas énoncer déterminément une Amphibologie, il suffit qu'ils aient intention d'affirmer ou de nier dans un sens vrai : & pour cela il est nécessaire qu'ils sçachent, du moins en général, qu'ils peuvent nier la chose en un sens véritable.

L'usage des équivoques, dans les cas où les circonstances le rendent licite, n'étant permis qu'autant qu'on prend les mesures nécessaires pour ne rien dire que de vrai & de conforme à sa pensée , il a bien fallu que les Casuistes prescrivissent les règles qu'il falloit observer. Celles qu'on vient de lire ne sont point particulières à Filliucius & à Sanchez ; on les trouvera dans tous les Théologiens qui tiennent pour l'équivoque, & qui sont entrés à ce sujet dans quelque détail.

La réponse de Filliucius a deux parties : voici la seconde que le Rédacteur a supprimée. „ Je dis en second lieu que cette maniere de „ parler par Amphibologie, sur-tout avec une restriction mentale, „ ne doit point être employée sans une juste cause. Sans quoi on „ commet une faute ; & cette faute sera griève, si on y ajoute le „ serment ; parce qu'on iroit alors contre les bonnes mœurs, & „ contre cette simplicité de discours, nécessaire dans le commerce „ de la vie. „ (b)

Extr. 1^{re}. Quæst.
avec les deux
autres suiv. pag.
308.

Dans un autre Extrait, Filliucius demande si c'est un mal d'user d'Amphibologie dans le serment. A cette question il fait deux réponses : la première que ce n'est pas une chose intrinsèquement mauvaise ; & que par conséquent il n'y a point toujours de péché à s'en servir. La seconde, que souvent il peut y avoir du péché à parler avec Amphibologie ; comme lorsqu'on le fait sans un sujet raisonnable, ou à dessein de tromper le prochain. *Dico 2^o sepe posse esse peccatum uti Amphibologiā ; ut si absque rationabili causā, vel ad decipiendum proximum.*

Le sens unique & nécessaire de cette décision, est qu'il y a toujours péché à user d'équivoque sans une cause légitime, ou pour tromper le prochain. La version des Extraits, par la suppression de la particule, *ut*, dit précisément la contradictoire. *Je dis en second lieu, que souvent ce peut être un péché d'user d'Amphibologie, lorsqu'on le fait sans cause raisonnable, ou pour tromper le prochain.* La fraude est subtile, & il n'est pas étonnant qu'elle nous soit échappée dans la recherche des Fallifications. Cette fausseté mise à part, l'Assertion de Filliucius ne contient rien que de certain dans le système des partisans de l'équivoque.

Extr. Sanchez &
Carden. p. 341.

Enfin Lacroix resserrant de plus en plus l'usage licite de l'Amphibologie, donne cette règle générale. „ Sanchez & Cardenas pensent que, lorsqu'on en a un juste sujet, il est toujours permis d'employer en un certain sens des termes équivoques, quoique celui „ à qui on parle s'imagine qu'on les prend dans un autre sens...

(b) Dico secundò, locutionem hanc per amphibologiam præsertim cùm restrictione mentali ; non esse usurpantem nisi iustā de causā : alioquin committitur culpa, & si confirmatur juramento, erit culpa

gravis : quin aliàs effectus contra bonos mores, & contra sermonis simplicitatem, quæ necessaria est humano convictui. Filliuc. loc. cit. 2^o. pp. 25. cap. 11. n. 329.

„ Mais je crois qu'il faut entendre cette doctrine de la manière sui-
 „ vante : on peut licitement user de paroles ambiguës , quand on
 „ en a une raison légitime, pourvu que par quelque signe extérieur,
 „ ou quelques circonstances humainement reconnoissables, on puis-
 „ se conclure que ces paroles sont déterminées à signifier la pensée
 „ que celui qui parle a dans l'esprit. „ Par là Lacroix exclut & in-
 „ terdit toute restriction purement mentale ; & son Assertion est pré-
 „ cisément celle que soutiennent, au témoignage de M. Collet, les
 Théologiens les plus sévères.

ARTICLE III.

De l'Equivoque dans le Serment.

F Agundez décide que dans les promesses & les Sermens, person-
 ne ne peut licitement se servir d'Amphibologies & d'expressions à
 double sens, s'il n'en a un grand sujet, & s'il n'y est contraint par
 l'injustice d'autrui. Suarez, Extr. *Dico secundò*, pag. 301, Réginald,
 Extr. *Sexta propositio*, pag. 305, Filliucius, Extr. 2^o *Quæro* pag. 308,
 & Busenbaum, Extr. *An in iuramento*, pag. 339, disent la même
 chose, aussi bien qu'Emmanuel Sa, Extr. *Non est mortale*, pag. 296.
 Ce dernier ne parle pas en son nom, mais au nom d'autres Théo-
 logiens qui n'étoient pas Jésuites.

Qu'on prenne la peine de relire le texte déjà cité des Conférences
 d'Angers ; on verra que ce sentiment est celui de S. Raymond, de
 S. Antonin, & de beaucoup d'autres Théologiens, dont la Morale
 ne paroît pas relâchée. Voici les paroles de Cabassut qui tient aussi
 pour cette opinion. *Hoc denique post Augustinum & Gregorium asse-*
runt communiter inter Scholasticos & Summistas sapientissimi, hoc ad-
ducentes, in casu necessitatis posse suscipi delatum iuramentum, ad confir-
mationem oculis illius verborum exterius prolatorum intelligentia. Il cite
 ensuite quatorze Auteurs, dont trois seulement sont Jésuites. Ce
 passage n'us dispense d'en produire d'autres.

Le Recueil rapporte comme de Gobat une Assertion qui n'est
 pas de lui, mais de Diana, & à laquelle il ne donne aucun signe
 d'approbation, si ce n'est dans l'Extrait & dans la traduction

Extr. *Amphibolo-*
gicæ, pag. 114.

Lib. 4. cap. 4.
 n. 127.

Extr. in interrogato-
 riis, vers le
 fin p. 122, 123.

Françoise, qui contiennent l'un & l'autre une insigne falsification. Cette Assertion porte qu'il est plus probable que celui qui jure avec équivoque ou amphibologie pèche mortellement quoique le contraire soit probable aussi, quand il n'en résulte aucun dommage pour personne. La seule chose qu'on puisse reprocher à Gobat, c'est de n'avoir pas improuvé formellement le sentiment de Diana, qui n'est pas soutenable de la manière générale dont il est conçu.

Extr. 2^e & 3^e mm
q^u 228. 121.

La même Assertion, mais considérablement limitée, se lit dans Escobar. Il suppose comme incontestable, 1^o qu'un Serment fait avec équivoque en justice, lorsque le Juge interroge légitimement, ou prêté pour assurer la validité d'un contrat, est toujours un péché mortel. 2^o que même hors de ces deux cas, il y a toujours du péché à parler, & à plus forte raison à jurer sans nécessité ou sans une utilité spéciale, dans un sens différent de celui où les Assistans nous entendent, parceque cette manière de parler est contraire au commerce de la vie civile & politique. Mais il demande si un tel Serment est toujours un péché mortel, lorsqu'il n'est accompagné d'ailleurs d'aucune injustice, ni d'aucune autre circonstance aggravante.

Il répond que les Docteurs sont partagés sur ce point : qu'Ange de Clavasio, Sylvestre, Navarre, Tolet, Lessius, Sayr & Philiarclus tiennent pour l'affirmative; que Cajétan, Castro-Palao, Sanchez & Diana sont pour la négative. Il balance les raisons des uns & des autres, & il se détermine pour ces derniers. Le sentiment des premiers nous paroît plus vrai, & plus conforme au respect dû au Serment.

Extr. 1^o Quarr.
p^{ar} 228. 109.

Filliucius examinant quel péché c'est d'user d'Amphibologie sans juste raison, répond en premier lieu, qu'il est probable que c'est un mensonge, & conséquemment un parjure, si l'on ajoute le Serment. Il répond en second lieu qu'il paroît plus probable qu'en rigueur ce n'est ni un mensonge ni un parjure, mais un péché contre la vertu de Religion; & que s'il y a scandale à cause de l'apparence extérieure de parjure, l'acte contractera la malice de ce crime; ce qui a lieu sur-tout dans l'Amphibologie avec restriction mentale.

Cette Assertion n'est pas à approuver : il ne faut pas néanmoins

la confondre avec la vingt-sixième proposition condamnée par Innocent XI. Car Filliucius ne parle que des Amphibologies qui consistent dans des paroles à double sens ; & à l'égard des Sermens faits sans juste raison avec restriction mentale , il déclare qu'ils contractent la malice du parjure, sinon toujours du moins ordinairement : *Quod maximè locum habet in Amphibologiâ cum restrictione mentali*. Au lieu que la proposition condamnée parle de la restriction mentale , sans distinguer si elle est purement mentale ou non , & prononce qu'un Serment fait sans aucune raison avec une pareille restriction , n'est ni un mensonge ni un parjure. De plus elle ne donne pas même à entendre que ce soit d'ailleurs un péché. Filliucius au contraire décide que c'est toujours un péché contre la vertu de Religion. Enfin elle ne fait aucune mention du scandale ; & Filliucius dit qu'en ce cas de scandale , le Serment contracte la malice du parjure.

Ce qui a trompé Filliucius, c'est qu'il n'a pas fait attention que le précepte qui défend le mensonge a un double objet. 1^o Il défend de parler contre sa pensée , ce qui constitue l'essence du mensonge proprement dit. 2^o Il ordonne de parler toujours avec sincérité & simplicité , lorsqu'aucune raison ne nous autorise à en user autrement. D'où il suit que celui qui se sert d'équivoque sans raison , quoiqu'il parle conformément à sa pensée , & que le sens qu'il a dans l'esprit puisse être apperçu de celui qui l'écoute , pèche contre cette seconde partie du précepte , parcequ'il ne dit point la vérité toute nue comme il le doit. Il commet donc un mensonge improprement dit , & il fait un parjure , s'il ajoute le Serment à l'équivoque. Cependant il ne pèche pas contre la première partie du précepte , parcequ'il ne dit rien de faux ni de contraire à sa pensée. C'est sans doute en ce sens qu'il faut entendre Filliucius , & l'expression *in rigore* le montre assez : en effet dans la rigueur Théologique , le mensonge proprement dit consiste à parler , & le parjure proprement dit à jurer contre sa pensée.



ARTICLE IV.

De la Promesse feinte ou extorquée.

Extra. 6. *quid pro-*
mi. 2. pag. 101.
Ejus qui promittit,
pag. 102.
Siquis querit,
pag. 116.
adit Sanchez,
pag. 118.

Suarez, Filliucius, Fagundez & Marin disent que, si quelqu'un a promis ou contracté sans intention de promettre, étant interrogé par le Juge sous la foi du Serment, s'il a promis ou contracté, il peut dire simplement que non, parceque la réponse peut avoir ce sens légitime : *Je n'ai point promis d'une promesse qui m'oblige*. Ils ajoutent qu'il a une juste raison de répondre de la sorte ; en ce que ne pouvant prouver le défaut d'intention, il seroit condamné à payer ce qu'il ne doit pas, ou à cohabiter avec une personne avec laquelle il n'a pas véritablement contracté, s'il répondoit autrement. Marin suppose de plus avec Sanchez que celui qui a fait une promesse feinte de Mariage, n'est point obligé d'ailleurs à épouser la personne dont il s'agit ou à la dédommager. Fagundez pareillement ne parle que du cas où celui qui a promis avec feinte est exempt de l'obligation du Mariage : *Quando fidei promittens inmundus est à matrimonii obligatione* : il n'en est donc pas toujours déchargé, selon cet Auteur. La version françoise des Extraits lui fait dire au contraire que la promesse feinte de Mariage n'oblige jamais ; ce qui est une décision tout à fait fausse & mauvaise. Voici cette traduction. *Celui qui n'ayant fait qu'une promesse feinte de Mariage, n'est point tenu de l'effectuer &c.*

La raison sur laquelle s'appuyent ces Auteurs, est qu'alors on répond conformément à l'intention du Juge, dont le but en interrogeant est de savoir si on a fait une promesse qui oblige ; & qu'on lui dit avec vérité qu'on n'a point fait de promesse de cette nature : & ce qui autorise, selon eux, à répondre ainsi, c'est que le défaut d'intention ne pouvant se prouver en justice, on seroit injustement condamné, si on avouoit qu'on a promis, quoiqu'on ajoutât que la promesse étoit feinte.

Ils ne décident pas ainsi de leur chef. Suarez appuie sa décision sur l'autorité de Martin Navarre, qui cite lui-même S. Jérôme, S. Grégoire, S. Thomas, Scot, Pierre de la Palu, Richard, Major, Adrien VI, & beaucoup d'autres. Marin y ajoute Manuel, Covarruvias,

ruvias, Sylvestre & Pierre Navarre. Voilà des noms & des autorités bien capables d'excuser les Jésuites qui ont marché sur leurs traces. Le Rédacteur l'a senti; c'est pourquoi il a pris le parti de n'en rapporter que deux ou trois, & de supprimer les autres.

Sanchez décide sur le même fondement, que lorsqu'on a fait une véritable promesse de mariage, dont on se trouve ensuite dispensé par quelque raison qui est survenue, on peut répondre au Juge qu'on n'a point promis, en sous-entendant, de façon qu'on soit tenu d'accomplir la promesse. Castro-Palao & Tamburini disent la même chose. Sanchez & Castro-Palao ajoutent qu'il n'est pas nécessaire que la raison qui survient nous dispense de notre promesse d'une manière certaine & incontestable; mais qu'il suffit qu'au jugement de personnes sages, il soit probable que nous ne sommes pas tenus de l'observer.

Dans le système même de ceux qui pensent que les équivoques & les restrictions ne sont pas toujours défendues, nous croyons qu'il faut user ici d'une distinction. Ou la raison qui nous dégage de notre promesse est telle qu'elle peut cesser, en sorte que l'obligation d'accomplir notre parole n'est que suspendue; & alors on ne peut pas sans mensonge répondre au Juge qu'on n'a point promis, en sous-entendant, de façon qu'on ne soit point obligé: car la promesse est réelle, & elle oblige, quoique ce ne soit pas pour le moment présent: & l'intention du Juge n'est pas de savoir s'il y a une promesse obligatoire *hic & nunc*, mais simplement s'il y a une promesse obligatoire. Ou la raison de dispense est telle qu'elle subsistera toujours, & alors si on peut sans se faire tort à soi-même ou au prochain, avouer la promesse & déclarer la raison qui l'annule, il ne paroît pas qu'on soit autorisé à dire avec restriction que l'on n'a point promis. Cela ne seroit donc permis (je parle toujours dans le sentiment des partisans de l'équivoque;) qu'aux cas où la raison de dispense subsisteroit toujours, & où l'on auroit un sujet légitime de ne pas la déclarer.

Quant à ce que Sanchez & Castro-Palao ajoutent, qu'il suffit que la raison de dispense soit probable au jugement de personne sages, cela ne peut avoir lieu lorsqu'il est question du préjudice d'un tiers. Ainsi si la Fille à qui on a fait une promesse de Mariage se trouvoit

Suite de la III. Partie.

H h

Extr. *Article 45*
dans le *casuiste*,
pag. 303.

Extr. *Quinté re-*
gates p. 332.
Sous-entendant que
l'autre se prom-
ette. pag. 335.

l'écrite, il ne paroît pas que sur une probabilité, quelque réelle qu'elle soit, on puisse se croire dégagé de sa parole, & encore moins répondre au Juge que l'on n'a point promis.

DELL. *Telle motus.*
pag. 128.
Traité. 23. disp.
11. sect. 10. pag.
494.

Le Rédacteur présente un Extrait de Marin, tellement tronqué qu'il faut recourir au texte pour l'entendre. Marin se propose cette question. Un Mariage invalide à raison de la crainte grave & injuste qui l'a fait contracter, devient-il valide à raison du Serment qu'on a fait par l'impression de cette même crainte; & est-on obligé de se faire relever d'un tel Serment?

A la première partie de cette question, il répond qu'il est certain qu'un serment extorqué par une crainte grave & injuste, ne donne aucune force à un contrat d'ailleurs invalide. Cette décision ne souffre aucune difficulté; & le Recueil n'en parle pas.

Sur la seconde partie de la question, il dit que les Docteurs sont partagés, & il se déclare pour le sentiment qui décharge de l'obligation de demander la dispense d'un tel Serment. Ce n'est pas non plus à cette assertion que le Rédacteur en veut; il ne l'a pas transcrite.

Marin apporte ensuite trois preuves en faveur de l'opinion qu'il embrasse. Voici la troisième qui fait la matière de l'Extrait. „ La „ crainte telle qu'on l'a supposée, est une circonstance dans laquelle „ il est permis de jurer avec feinte, ou bien dans laquelle ces paro- „ les, *je jure que je contracterai*, signifient, *je jure que je ferai sem- „ blant de contracter*, comme il a déjà été dit. Cette crainte sera „ donc aussi une circonstance où le Serment, quoique fait avec „ intention de jurer n'oblige point, ainsi que nous l'avons dit du „ contrat en pareil cas. „

Civ. Reg. lib. 5.
cap. 6 n. 13.
Navarr. Manual.
cap. 10. n. 24.

Tout se réduit ici à savoir si lorsqu'on nous force à jurer par une crainte grave & injuste, la circonstance est telle qu'elle rend licite le Serment fait avec une restriction mentale, dont celui qui exige le Serment ne peut point ne pas s'apercevoir. Or rien de plus licite dans le sentiment qui permet les équivoques. Sayr décide de la même manière, & il cite Soto, Sylvestre, Navarre, Valentia, Rodriguez, Lopez & Tolet. Voici les paroles de Navarre. „ Si lorsque la crainte a fait faire un Serment, on a eu in- „ tention d'accomplir ce qu'on a juré en quelque sens vrai, quoi-

„ que différent du sens qu'avoit dans l'esprit celui qui nous a
 „ contraint de jurer ; il est plus conforme à la vérité qu'on n'a
 „ point péché en jurant , non plus qu'en accomplissant pas sa pro-
 „ messe , au-delà des termes dans lesquels on l'a entendu. Ainsi
 „ celui qui jure à un voleur de lui donner cent écus d'or , sous-
 „ entendant à parr soi cette condition , *si je les lui dois* , n'est pas
 „ tenu de les lui payer , s'il ne les doit point d'ailleurs. C'est le sen-
 „ timent de Sylvestre. Et quoique l'exemple proposé ne soit pas
 „ du gout de Cajétan , on peut néanmoins très-bien le soutenir ,
 „ parcequ'on n'y jure rien de faux comme il est évident. »

Sanchez propose un cas semblable à celui de Navarre , où il s'a-
 git d'une promesse injustement extorquée avec serment , de payer
 une certaine somme ; & il dit qu'on peut user en jurant de l'é-
 quivoque ; suivante : *juro tibi me numeraturum pecuniam* ; en sorte
 que *tibi* soit régi par *juro* , & que le sens soit : je vous jure de
 payer cet argent , soit à vous , soit à un autre ; parceque le discours
 souffre ce double sens. Il dit encore que si le nom de Dieu a di-
 verses significations dans la langue en laquelle on jure , il sera per-
 mis de jurer par le nom de Dieu , en prenant ce nom dans une autre
 signification.

Extr. Deimé des
 dautar , p. 104.

Cette assertion est la même pour le fond que celle du cas précé-
 dent. Les deux exemples d'équivoque qui y sont énoncés , ne sont
 point de Sanchez , mais de Dominique Soto , dont le Rédacteur a
 supprimé la citation. Le premier exemple n'a rien qu'un partisan
 de l'équivoque ne puisse admettre , puisque c'est une amphibologie
 sensible , & fondée uniquement sur la construction de la
 phrase. Il n'en est pas de même du second. Supposé que le nom
 de Dieu soit équivoque en quelque langue , il ne paroît pas qu'on
 puisse s'en servir dans un serment , en le prenant dans un sens
 différent de l'ordinaire ; parceque dès qu'on jure par le nom de
 Dieu , quelque chose que ce nom signifie d'ailleurs , il est dé-
 terminé par la nature même du serment à signifier l'Être suprême.



ARTICLE V.

Des Equivoques en Justice.

C'Est un principe reçu universellement , & par ceux qui admettent les equivoques , & par ceux qui les rejettent , que quand le Juge interroge d'une maniere juridique & conforme à l'ordre judiciaire , l'accusé est tenu de dire la vérité. Sur quel fondement donc le Rédacteur dénonce-t-il comme pernicieuse & dangereuse une assertion de Dicastille , qui contient ce principe , & qui ne contient que cela ?

C'est encore une vérité reconnue , que la procédure juridique consiste en ce que le Juge découvre à l'accusé , lorsqu'il le lui demande , l'état du procès , les preuves , les témoins , les indices , si ce n'est en certains cas où la procédure doit être tenue secrète. Je ne citerai pas sur ce point les Théologiens & les Canonistes ; ce seroit une chose infinie , mais le bon sens & l'équité naturelle dictent que tout accusé est en droit de se défendre , que le Juge doit lui en fournir tous les moyens , & par conséquent l'instruire des charges qu'il y a contre lui , lui proposer les témoins & les lui confronter , afin qu'il puisse les récuser ou les confondre &c.

Or Fagundez, Dicastille, Reuter & Antoine ne disent rien autre chose dans quatre assertions qu'on rapporte d'eux. » Le Juge, dit » Reuter , interroge juridiquement , lorsque l'interrogatoire se » fait conformément à l'ordre judiciaire , & qu'il y a une demie » preuve administrée ou par un témoin oculaire , ou par des indices équivalens , ou par des bruits publics prouvés en justice. » Les trois autres disent que le Juge doit exposer à l'accusé l'état de la Cause , les preuves , les indices , les témoins , afin qu'il sçache qu'on l'interroge juridiquement , & que s'il a quelque chose à opposer pour sa défense , il puisse le faire.

Par la raison contraire le Juge ne procède point par les voyes de Droit , lorsqu'il interroge sur un crime caché , dont le coupable n'est chargé ni par le bruit public , ni par des indices compétens ; ou si c'est l'accusé lui-même qu'il interroge , lorsque le crime n'est pas à demi prouvé. C'est la doctrine expresse de Saint

Entr. Affers fe-
noudi , p. 117.

Entr. En d'ist se-
quid. p. 114.
Adversum : pag.
117.
Entr à Justice,
pag. 143.
Mare Judea ?
Ede 144.

Thomas , & après lui de toute la Théologie : & c'est aussi ce qu'expriment mot pour mot deux assertions , l'une de Fagundez , Extr. *Tunc autem* , pag. 314 , & l'autre de Dicastille , Extr. *Respondéo* , *tunc juris* , pag. 317.

s. 1. qu. 70. art.
1. in corp.

Que dans le cas où l'ordre judiciaire n'est pas gardé , l'accusé ou le témoin ne soit pas tenu de répondre , tous les Docteurs en conviennent. Qu'il puisse alors user d'équivoque , c'est l'enseignement général de tous ceux qui en permettent l'usage. Les Jésuites dénoncés pour avoir suivi en ce point la doctrine commune , sont Emmanuel Sa , Extr. *Non legitime* , pag. 295 ; Tolet , Extr. *Adhuc in reo* , pag. 296 ; Réginald , Extr. *Eadem ratione* , pag. 305 ; Filliucius , Extr. *Denique* , pag. 309 ; Castro-Palao , Extr. *Primo rogatus* , & *Secundo rogatus* , pag. 311 ; Fagundez , Extr. *Unde is qui jurat* , pag. 314 ; Dicastille , Extr. *Affero primo* , pag. 317 ; Taberna , Extr. *An & quando* , pag. 330 , Tamburini , Extr. *Si non legitime* , & , *Hinc excusant communiter* , pag. 334 ; Buscbaum , Extr. *Licet equivocè* , pag. 339 , & , *An & quando* , pag. 342 ; Reuter , Extr. *Reus sciens* , pag. 343 , & Antoine , Extr. *Respondéo primo* , pag. 344.

Il faut prouver une bonne fois pour toutes , que cet enseignement est sans comparaison le plus suivi dans toutes les Ecoles. Nous ne citerons pas la dixième partie des Théologiens & des Canonistes qui ont soutenu la même chose ; mais la liste que nous allons donner sera assez longue , pour fermer la bouche au Rédacteur , & le forcer à convenir , qu'il faut absoudre les Jésuites , ou faire le procès à la plupart des Docteurs.

1. Le Cardinal Cajétan , *To. 1. Opusc. tract. 31. resp. 5.* dit : Ceux qui sont interrogés ne péchent pas , s'ils ne découvrent point leurs complices secrets , ou s'ils disent qu'ils n'ont point de complices , lorsqu'ils n'en ont que de cachés. *Non peccant inquisiti , si omnino occultos tacent , aut dicunt se non habere complices aliquos , habendo occultos tantum.*

2. Pierre de la Palu , Patriarche de Jérusalem *in 4. dist. 2.* dit : Si celui qui parle a intention d'user de restriction mentale , & que celui qui l'écoute doive s'en appercevoir , il n'y a point de mensonge. *Si loquens intendat se restringere , & audiens debeat similiter intelligere , non esse mendacium.* Ce principe s'applique de lui-même au cas du Juge qui interroge contre l'ordre judiciaire.

3. Pierre de Tapia, Archevêque de Séville, *To. 2. pars. 1. art. 10. n. 9.* dit : Dans les cas où le témoin n'est pas tenu à rendre témoignage, il n'y est point obligé, quand même il en seroit interpellé sous la foi du serment ; & il pourra se servir de paroles amphibologiques avec la restriction susdite. *In casibus quibus non tenetur testis testimonium ferre, non tenetur etiam si sub juramento interrogetur, . . . & poterit uti verbis amphibologicis cum dictâ restrictione.*

4. Covarruvias, Evêque de Ségovie, *Lib. 1. variar. resol. cap. 2. n. 5.* parlant de l'accusé interrogé injustement, dit qu'il pourra tromper par des paroles ambiguës celui qui l'interroge, & nier en un certain sens ce qu'on lui objecte, en sorte qu'il assure que la chose est fautive ; de la manière dont on la lui propose, parcequ'en effet elle est fautive en ce sens : ainsi il ne sera point parjure. *Poterit ex superius adductis, verbis ambiguis fallere interrogantem, & negare positionem eo animo & sensu ut eam falsam esse assereret, prout ponitur : nam verissime in hunc sensum falsa est : igitur perjurus non erit.*

5. Jacques Almain, Docteur de Paris, *in Scot. dist. 15. qu. 4.* dit au sujet de celui qui étant interrogé injustement, nie ce qu'on lui impute : s'il entend simplement & sans restriction ces paroles, *Je n'ai pas fait ce que vous m'objectez*, il pèche, mais si en disant, *Je ne l'ai pas fait*, il sous entend, *en public, comme vous m'en accusez*, il ne pèche point en se proposant de repousser ainsi ce qu'on lui objecte. *Si intelligat simpliciter, dicendo : non feci quod in me objicis, peccat. Sed si intelligat, non feci, supple, ita publicè sicut imponis, non peccat sic intendendo refellere.*

6. Jean Major, autre Docteur de Paris, *in-4. dist. 15.* dit : Je suppose qu'un Juge séculier, ou quelqu'autre dise à un homme accusé d'un crime occulte, *répondez aux interrogations qu'on vous fait* : & que celui-ci réponde, *je nie ce que vous m'objectez*, entendant ces paroles en ce sens ; *je nie que j'aie fait cela en sorte que je doive vous le dire* : pèche-t-il ? je répons en premier lieu qu'il ne ment pas. Mais est-il coupable de tromper ainsi ? il paroît que non. *Pone quod Judex secularis vel alius dicat nempe accusato occulti criminis, responde ad interrogata & ipse dicat, nego proposita, intelligens, me fecisse hæc ad tibi aperiendum ; an iste peccat ? dico imprimis quod non mentiat. Sed an fallat imputabiliter ? apparet quod non.*

7. Martin Navarre, *in cap. Humana aures, qu. 2. n. 12.* dit : il est certain qu'on peut user d'amphibologie, en répondant même à un Juge, même à un Supérieur, même au Supérieur spirituel, même lorsqu'on nous défere le serment, & qu'on nous oblige à répondre en vertu d'obéissance : & cela, quoique l'amphibologie ne résulte point du double sens des paroles dont on se sert, mais de la diversité de la pensée & de l'intention de celui qui interroge & de celui qui répond, pourvu que la réponse soit vraie dans la pensée de celui qui la fait, quoiqu'elle soit fautive dans la pensée de celui qui interroge. *Constat posse quem uti amphibologiam, etiam cum respondet Judici, etiam Superiori, etiam spirituali, etiam adjuratus & per obedientiam adactus, etiam si ea amphibologia non contingat ex diversâ verbi significatione, sed ex diversâ interrogantis & respondentis mente ac intentione : modo dicat verum secundum suam mentem, licet falsum sit secundum mentem interrogantis.*

8. Philarchus, Théologal de Florence, *To. 1. de Off. Sacerd. part. 2. lib. 3. cap. 14.* dit au sujet de l'accusé qui n'est pas interrogé juridiquement, qu'il peut tellement arranger ses paroles, qu'elles soient vraies dans son intention, & fautes dans l'intention de celui qui exige le serment ; qu'il peut répondre qu'il ne sçait point, qu'il n'a point fait, point vu, point entendu ce dont il s'agit, en sous-entendant, pour le dire ; & qu'en répondant de la sorte, il n'est ni menteur ni parjure. *Potest ita accommodare verba, quod sint vera secundum propriam intentionem, & falsa secundum intentionem juramentum exigentis : potest respondere se nescire, se non fecisse, nec vidisse, nec audivisse, intelligendo, ut illi dicat : & sic respondendo, non mentitur, nec est perjurus.*

9. Bonacina, Docteur en Théologie & en Droit Canon à Milan ; *To. 2. disp. 10. qu. 3. prop. 1. n. 8.* parlant de ceux qui ne sont pas tenus à rendre témoignage, dit que si on les interroge, ils peuvent user d'équivoque, jurer & témoigner conformément à un sens qu'ils restreignent dans leur esprit ; parcequ'ils en ont alors un juste sujet. *Quod si interrogentur, possunt uti aquivocatione, & juxta restrictionem mente conceptam jurare & testari : habent enim justam aquivocandi causam.*

10. Hesselius, Docteur & Professeur de Louvain, *Catech. to. 1. part. 2. cap. 57.* dit : Lorsque je suis interrogé par le Juge, si je suis

seul à sçavoir une chose , je puis dire que je ne la sçais pas. *Poss. m. dicere qui solus ea scio, me illa nescire, quando à Judice examinor.*

11. Jean Molanus, autre Docteur & Professeur de Louvain, *Tract. 2. cap. 7.* dir : il est quelquefois permis de jurer avec équivoque contre l'intention prochaine de celui qui nous interroge. *Licet aliquando contra propinquam interrogantis intentionem jurare aquivocè.*

12. François Sylvius, Docteur & Professeur de Douai, *in 2. 2. qu. 69. art. 2.* dit au sujet de l'accusé qu'on interroge contre l'ordre du Droit, que c'est une chose certaine qu'il peut taire la vérité, ou user de paroles vraiment amphibologiques, qu'il prendra en un sens, quand même le Juge les prendroit dans un autre. *Certum est quod veritatem tacere possit, vel etiam uti oratione qua verè sit amphibologica, & quam ipse uno sensu accipiat, etiamsi Judex aliter intelligat.* Et encore : Lorsque quelqu'un est injustement contraint de jurer, il n'est pas tenu de se conformer en jurant à la pensée de celui qui l'interroge : il peut se servir de paroles vraiment ambiguës, & les entendre dans un sens autre que ne le pense peut-être celui qui l'interroge. *Cum enim aliquis injustè compellitur jurare, non tenetur jurare ad mentem interrogantis : potest uti verbis qua verè sint ambigua, eaque intelligere in uno alio sensu, quàm interrogans fortasse pntet.*

13. Cabassut, *Theor. & prax. lib. 4. cap. 6. n. 1.* après avoir établi qu'un accusé qui n'est pas interrogé selon les formes de droit, n'est point tenu d'avouer son crime, ajoute : il suit de là qu'il peut dissimuler la vérité : néanmoins il ne lui est jamais permis de mentir en aucun cas ; mais il peut répondre d'une manière ambiguë, & jurer, si le Juge le lui ordonne, mais non selon la pensée du Juge qui l'y contraint injustement : car dans cet état de contrainte injuste l'accusé n'a point d'autre recours. *Hinc sequitur reum interrogatum à Judice, sed non secundum ordinem juris, posse veritatem dissimulare : non tamen mentiri ei licet ullo casu, sed ambignè respondere, atque à Judice jussum jurare, sed non secundum Judicis injustè adagentis mentem : nec enim alius superest reo injustè adactò recursus.*

Et au Chapitre précédent, n. 1. parlant des cas où les témoins ne sont pas tenus de rendre témoignage, quoique requis, cités & contraints sous peine d'excommunication : Il faut sçavoir, dit-il, que tous ceux qu'on vient de dire, étant cités par le Juge, & interrogés

terrogés après avoir prêté serment, peuvent & doivent même en vertu du secret naturel, tenir secrète & cachée la vérité dont ils ont connoissance, en usant d'équivoques & de restrictions mentales; par exemple, en niant qu'ils sçachent la chose dont il s'agit, & en sous-entendant, que cette chose soit telle qu'ils soient tenus de la déclarer, sous peine d'offenser Dieu. *Sciendum verò prædictos à Judice citatos, & præmisso juramento interrogatos, posse, imò etiam secreto naturali adstrictos teneri secreti fidem servare, & quam sciunt veritatem occultare, utendo equivocationibus & restrictionibus mentalibus, qualis hac esset, negando se rem scire, apud se cogitando, quam teneantur cum offensa Dei declarare.*

14. Barthelemi Fumus, Dominicain, *V. accusatio n. 22*, dit: Si le Juge exige la vérité de l'accusé contre la forme de droit, ou qu'il l'exige de personnes, desquelles il n'est pas autorisé à l'exiger, on n'est pas obligé de répondre, mais on peut prudemment décliner son interrogatoire, ou par la voye d'appel, ou de quelque autre manière, en ne répondant pas conformément à son intention; mais on ne doit jamais mentir, parceque tout mensonge est un péché. *Si verò Judex non exigat secundum formam juris, vel exigat de quibus non potest, non tenetur respondere, sed potest prudenter subterfugere, vel per appellationem, vel alio modo ad ejus intentionem non respondendo: nunquam tamen mentiri debet, quia omne mendacium peccatum est.*

15. Sylvestre de Prieras Dominicain, Maître du Sacré Palais, & Général de son Ordre, *V. accusatio n. 10*, dit au sujet de l'accusé qu'on n'interroge pas selon l'ordre judiciaire, qu'il ne commet pas même un péché veniel, s'il répond au Juge d'une manière cauteleuse & sophistique, en disant une chose fautive dans la pensée du Juge, mais vraie dans la sienne; parcequ'en ce cas n'étant point son sujet, il n'est pas obligé de dire la vérité conformément à son intention. *Imò non erit etiam veniale, si respondendo cautelosè, & ut aiunt, sophisticè, dicat aliquid falsum apud sensum Judicis, & apud suum, verum: quia eo casu, cum non sit ejus subiectus, non tenetur dicere veritatem ad ejus intentionem.*

16. Pierre de Ledefma, Dominicain, *Theol. mor. tract. 8. cap. 25. dub. 12.* dit que le témoin injustement interrogé peut bien re-

Suite de la III. Partie.

I i

pondre qu'il ne sçait point ce qu'il sçait en effet, qu'il ne se souvient point de ce qu'il a sçu, qu'il n'a point vû ce qu'il a vû, ni entendu ce qu'il a entendu. *Benè potest dicere se nescire quod revera scit, se non recordari ejus quod scivit aliquando, se non vidisse quod revera vidit, nec audivisse quod audivit.*

17. Barthelemi de Medina Dominicain, *Instr. Conf. lib. 1. cap. 14. §. 4.* dit que dans le cas d'une interrogation injuste, si le Supérieur ou le Juge exige le serment, on pourra user de paroles équivoques, & répondre, par exemple, je ne sçais rien de ce que vous me demandez. *Si Prælati aut Judex subditum ad jurandum coegerit, uti poteris æquivocis verbis, velut si diceret, de hoc nihil scio.*

18. Dominique Soto Dominicain, *De Jure & Jusit. lib. 8. qu. 1. art. 7. ad 4.* dit : Lorsque le serment est exigé par violence, on peut éluder celui qui l'exige par cet artifice, c'est-à-dire, en usant d'équivoque : *Quando verò juramentum vi illatâ petitur, licitum est eâ fraude, nempe æquivoco, petentem deludere.*

19. Dominique Bannez Dominicain, 2. 2. qu. 69. art. 2. dit : Quand le Juge demande contre l'ordre du Droit à l'accusé ou au témoin s'il sçait une certaine chose, il est permis de répondre, je ne la sçais pas, & de jurer qu'on ne la sçait pas, quand même on la sçauroit secrètement. *Cum Judex interrogat contra ordinem juris, sive reum, sive testem, an scias aliquid, licitum est respondere, nescio, & jurare quod nescis, etiamsi secretò cognoveris.*

20. François Lopez Dominicain, 1. parte cap. 42. dit : Celui qu'un Juge ou un homme privé interroge en lui causant une crainte injuste, peut répondre une chose vraie selon sa pensée, quoique fausse dans la pensée de celui qui l'interroge. *Rogatus à Judice vel privato per metum injustum, respondere potest quod verum est secundum mentem rogati, licet sit falsum secundum mentem interrogantis.*

21. François de la Torre Dominicain, To. 2. qu. 98. art. 3. dist. 4. dit : Si quelqu'un a promis ou contracté extérieurement, sans intention de promettre ou de contracter, & qu'il soit interrogé injustement par le Juge sous la foi du serment, il peut nier simplement la chose, parceque sa réponse peut avoir ce sens légitime ; je ne l'ai point promise d'une promesse qui m'oblige. *Si quis promisit aut contraxit exterius sine intentione promittendi vel contrahendi, &*

injuste interrogetur à Juge sub juramento, simpliciter negare potest, quia potest habere legitimum sensum : non promissi promissione me obligante.

22. Jean de la Cruz Dominicain, *De octav. praecepto qu. 3. art. 3. n. 1. concl. 1.* dit : Toutes les fois qu'un accusé ne peut prouver son innocence, il peut user de paroles équivoques. *Quoties reum non potest suam innocentiam probare, poterit uti verbisquivocis.*

23. Barthelemy Maltro Franciscain, *disph. 6. qu. 2. art. 4. n. 52.* dit : Les Docteurs conviennent communément qu'il est permis de jurer avec équivoque, lorsqu'on en a un juste sujet ; parceque, quand on a droit de cacher la vérité, on ne commet en cela aucune irrévérence envers le serment. *Doctores communiter conveniunt quòd liceat jurare cumquivocatione, quando justa causa est ; quia ubi est jus occultandi veritatem, nulla irreverentia fit juramento.*

24. Patrice Sporer, Franciscain, *Tract. 5. in oct. praecept. cap. 4. sect. 3. n. 52.* dit : Toutes les fois qu'on n'est pas tenu de répondre à celui qui interroge, il est permis de dissimuler la vérité au moyen de l'équivoque ou de la restriction mentale. *Quotiescumque quis non tenetur respondere interroganti, licetè potest dissimulare veritatem amphibologiâ vel reservatione mentali.*

25. Villalobos Capucin, *Tr. 36. dist. 6. n. 6.* dit „ Quand le Juge „ exige serment contre le Droit, celui qui est contraint de jurer, „ peut user de paroles équivoques ou de restriction. “

26. Salonius Augustin, *2. 2. qu. 69.* dit : Il est certain que l'accusé ainsi que le témoin étant interrogés injustement, peuvent se servir de paroles ambiguës : *Certum est posse tam reum quàm testem iniquè interrogatum uti verbis ambiguis.*

27. Grégoire Sayr, Bénédictin, *Clav. Regia lib. 12. cap. 17. n. 21.* dit que quand la voye d'appel ne sert de rien, ou qu'il n'est pas à propos d'y recourir pour de justes raisons à cause de la dureté du Juge, il est permis pour éluder ses questions d'user de paroles équivoques ou amphibologiques, c'est à dire, qu'on peut donner une réponse qui ait un sens vrai dans notre esprit, quoique le Juge la prenne dans un autre sens ; que ce n'est point là tromper le Juge, mais permettre qu'il se trompe ; que l'accusé n'est point obligé à lui découvrir le vrai sens de son équivoque ; & que cela a lieu quand

même le Juge lui défereroit le serment. Il ajoute que c'est le sentiment de tous les Docteurs, si on en excepte le seul Sépulveda. *Quando non prodest aut expedit appellatio iustâ de causâ ob savitiam Iudicis, licitum est nisi verbis aquivocis & amphibologicis ad eludendum Iudicem, hoc est, proferre potest aliquod verbum juxta mentem suam quod verum sensum habet, quamvis Iudex alio in sensu illud accipiat: hoc enim non est fallere Iudicem, sed permittere ut fallatur ex se Iudex; nec amphibologiam ipsam reus explicare tenetur. Id quod procedit, etiam si Iudex ad respondendum cum juramento compulerit. Sic omnes uno excepto Genesio Sepulveda.*

28. Jacques de Grassis Benedictin, *Decis. aurear. part. 1. lib. 2. cap. 17. n. 9.* dit: Celui qui est interrogé par un Juge ou par tout autre sur des choses dont il n'est pas obligé de rendre témoignage, & qui est contraint de jurer, pourra en jurant penser à quelque autre chose, & tromper ainsi le Juge: il pourra aussi dire qu'il ne sçait rien, qu'il soit tenu de lui déclarer. *Qui à Iudice vel ab alio interrogatur de iis de quibus ferre testimonium non cogitur, & jurare compellitur, poterit secum aliud, dum jurat, cogitare, & ita illum decipere, vel etiam dicere se nescire, quod illi manifestare teneatur.*

29. Philippe de la Sainte Trinité, Général des Carmes Deschaussés, *To. 3. disp. 8. qu. 70.* dit: Toutes les fois qu'un témoin n'est point obligé de déposer, si on lui défer le serment, il doit user de restriction mentale, en sorte qu'il ait intention de témoigner selon qu'il y est tenu par le droit, & non autrement. *Quotiescumque testis non tenetur testificari, si ei desur juramentum, debet mentem restringere, ut intendat testificari secundum quod de jure tenetur, & non alio modo.*

Après cette liste, qui n'est pas à beaucoup près aussi longue qu'elle pourroit l'être, nous avons lieu d'espérer que les gens sensés & qui se piquent d'impartialité, n'attribueront pas aux Jésuites exclusivement la doctrine des équivoques & des restrictions mentales, qu'ils ne les tireront pas de la foule pour leur faire leur procès, & qu'ils douteront au moins si un sentiment aussi universellement reçu mérite la qualification de dangereux & de pernicieux que lui donne le Rédacteur. Car enfin il n'est pas vraisemblable que presque tous les Théologiens Catholiques aient été

dans l'erreur pendant quatre siècles sur un point de cette importance ; encore moins se persuadera-t-on, qu'ils aient enseigné une pareille doctrine, convaincus qu'elle étoit mauvaise. Reprenons la suite des Extraits.

Dicaſtille & Reuter ne ſe borne point à dire qu'on peut uſer d'équivoque, quand le Juge n'interroge pas juridiquement ; ils ajoutent que cela eſt encore permis, lorsqu'on doute avec fondement ſi l'interrogatoire eſt juridique. Caballut enſeigne la même choſe après beaucoup d'autres. » L'accuſé, dit-il, n'eſt pas tenu d'avouer ſon crime, lorsqu'il doute ſi le Juge interroge ſelon les » formes de Droit : car perſonne n'eſt obligé d'obéir au Supérieur » avec un dommage conſidérable pour ſoi ou pour autrui, à moins » qu'il ne conſiſte que le Supérieur a une autorité légitime par rapport au point dont il ſ'agit ; de plus, dans le doute il faut décider en faveur de l'accuſé. »

Extr. Affers præmiæ, pag. 117.
2.º Reut ſerms pag. 141.

Fagundez & Dicaſtille étendent la même doctrine au cas où l'on auroit fait ſerment de dire vérité. C'eſt dans le fond la même aſſertion que celle pour laquelle on vient de citer vingt-neuf Auteurs. Car le ſerment que prêtent en juſtice l'accuſé ou le témoin, n'a pas d'autre objet, que de dire la vérité. Fagundez d'ailleurs n'énonce point ici ſa doctrine, mais celle de Henri de Gand, qu'il dit être la plus commune dans les Ecoles, & qu'il prouve par deux Chapitres du droit Canon. La raiſon ſur laquelle il ſe fonde eſt que quand le Juge ne procède point dans les formes, il n'eſt pas Juge, il n'a aucune force, aucune autorité pour obliger, & qu'il eſt alors comme un homme privé qui n'a nul pouvoir pour impoſer un précepte.

Extr. Si quis inraſſ. 2.º pag. 314.
ſed modo, p. 319.

Enfin Fagundez établit cette règle générale : On peut en conſcience jurer avec équivoque & uſer d'Amphibologie, toutes les fois que le Juge ne défère le ſerment, que parcequ'il ignore un point de fait dont la connoiſſance l'empêcheroit de procéder ultérieurement. Par exemple, dit-il, le Juge veut ſçavoir ſi Pierre a parlé à Paul de choſes qui concernent la rébellion, & pour cela il lui demande abſolument, ſous la foi du ſerment, ſ'il a parlé à Paul. Pierre peut licitement jurer qu'il ne lui a point parlé, en entendant, de ce qui concerne la rébellion, quoiqu'il lui ait parlé

Extr. Requirit decons, pag. 316.

d'autre chose. La raison de Fagundez , est qu'on répond à l'intention du Juge, dont la question quoique absolue quant aux termes, est restreinte pour le sens, & équivaut à celle-ci : Avez-vous parlé à Paul de choses qui touchent la rébellion ; & que la réponse de Pierre qui est absolue quant aux termes, est pareillement restreinte quant au sens. Nous citerons ailleurs des Auteurs dont l'enseignement s'accorde avec celui de Fagundez.

Extr. Ex his jam.
p. 25. 317.

Dicastille répond à une objection à ce sujet ; & sa réponse est très infidèlement exposée dans le Recueil, comme on le peut voir dans la première Partie de cet Ouvrage, page 325, où Dicastille est justifié aux dépens de la bonne foi du Rédacteur.

Extr. Ex duñe
sequitur primò,
pag. 306.

On prête à Lessius un sentiment qui n'est pas le sien, touchant l'obligation où est l'accusé d'avouer son crime, lorsqu'il est interrogé juridiquement. Ce Jésuite établit & prouve d'après S. Thomas, Cajétan, la Palu, Gabriel, Soto, Navarre, Covarruvias & Antoine Gomez, que quand le Juge procède selon l'ordre judiciaire, & que l'accusé ne l'ignore pas, il est tenu d'avouer la vérité, quand même il devrait lui en coûter la vie. *Si judex juridicè interroget, idque reo notum sit, tenetur veritatem fateri, etiamsi capite plectendus esset. Est communior sententia Doctorum, D. Thoma &c.* Les deux exceptions qu'il met à cette assertion sont 1^o que quand la chose est de peu d'importance, cacher la vérité ou mentir en jugement n'est pas un péché mortel, pourvu qu'on n'y ajoute point le serment. 2^o que quand le crime a été commis innocemment, rien n'oblige à l'avouer. Nous parlerons de cette seconde exception en son lieu.

De Just & Jure,
lib. 2. cap. 21.
dub. 2.

Lessius expose ensuite le sentiment opposé, qui est celui du Panormitaïn, de Sylvestre, & d'autres Auteurs d'un grand poids ; & par respect pour eux, il dit qu'il n'est pas improbable que l'accusé ne pèche point mortellement en niant son crime, sur-tout lorsqu'il y va de la vie, tandis qu'il a encore espérance d'échapper, quand même il seroit interrogé juridiquement. D'où il conclut, comme dans l'Extrait, qu'au sentiment de ces Auteurs, l'accusé n'est pas tenu de jurer suivant l'intention du Juge ; mais qu'il peut user d'Amphibologie & de restriction mentale. Il ajoute que ce même sentiment ne paroît pas improbable, par rapport aux Causes non capitales, où il s'agiroit d'une peine très-grave, telle que les Galeres, la prison perpétuelle, la confiscation des biens &c.

Ce Jésuite a donc tenu la doctrine la plus reçue, la plus conforme à la vérité, & à l'obéissance due aux Magistrats : c'est un fait certain, quoique le Rédacteur, par ses infidèles suppressions, mette ses Lecteurs dans le cas de croire le contraire. Tout le tort de Lessius est de n'avoir point déclaré l'opinion contraire improbable, par égard pour les grandes autorités qu'elle a de son côté. Il a sans doute poulé la déférence trop loin ; mais la modestie & la réserve y ont plus de part, que le penchant pour un sentiment relâché. Du reste il n'exempte pas l'accusé de tout péché, mais seulement du péché mortel ; *reum non peccare mortifere negando crimen* ; & en cela il resserre la doctrine du Panormitain, de Sylvestre & des autres.

Castro-Palao, Dicastille, Escobar, Casnédi & Stoz sont en ce point plus coupables que Lessius, puisqu'ils embrassent l'opinion que celui-ci rejette, quoiqu'il n'ose pas dire qu'elle soit dénuée de toute probabilité. Nous ne prétendons pas les justifier, ni même les excuser. Mais il y auroit de l'injustice à étendre leur faute aux autres Théologiens Jésuites, qui se sont déclarés en bien plus grand nombre pour le sentiment opposé : il n'y en auroit pas moins à les en rendre seuls responsables, tandis qu'ils ont eu pour guides l'Archevêque de Palerme, Ange de Clavasio, Sylvestre, Fumus &c. Ce dernier distingue entre la peine spirituelle & la corporelle ; & il dit que, par rapport à la première, l'accusé juridiquement interrogé, doit sous peine de péché mortel répondre la vérité : mais qu'il n'en est pas de même, lorsqu'il s'agit d'une peine corporelle. *Et hoc verum est quando agitur ad penam spiritualem ... non ad aliam.* Sylvestre dit la même chose & en même termes. M. Bail a traité la même question, & après avoir dit que les Auteurs sont partagés, il ne prend lui-même aucun parti, & se contente d'exhorter le Confesseur à ne rien précipiter dans un point de cette importance, où il y va de la vie. *Quare in re tanti momenti, in qua agitur de vitâ, ne sit preceps Confessarius.*

Les Docteurs examinent si un coupable, lorsqu'il est encore sous la puissance du Juge, & que la Sentence n'est pas portée, est tenu en conscience de s'offrir à dire la vérité, avant même qu'on l'interroge. Les uns pensent que oui, les autres que non. Sanchez

Extr. *Primi reg. a-*
tius, pag. 311.
Secundo regatus,
ibid
Inferius secundo.
pag. 317.
Quatuor probatio-
pag. 323.
Utra quid R. as.
pag. 327.
Reus iudicet,
pag. 337.
V. Conf. sio de.
ibid, n. 8.

V. Conf. sio de
excommunicato, n. 2.

De Exam. Foris
qu. 32, in h. c.

Extr. *Quando ob-*
hoc, pag. 105.

embrasse le second sentiment, comme plus probable. Qu'est-ce que le Rédacteur a pu trouver ici de répréhensible? Tout coupable doit être dans la disposition de dire la vérité, lorsqu'on l'interrogera juridiquement; mais il paroît dur de l'obliger sous peine de péché mortel à prévenir les Juges, & à confesser son crime avant qu'on l'interroge.

La Sentence portée, le criminel étant sur le point de subir la mort ou quelque autre peine, Sanchez pense qu'il n'est pas tenu de s'offrir à dire la vérité, qu'on ne lui demande plus, à moins que son silence ne fût préjudiciable à un tiers.

Entre autres Auteurs qui sont de l'avis de Sanchez, je ne citeras que M. Bail, dont voici les paroles. « L'accusé qui étant inter-
rogé selon les formes de Droit, a nié le crime qu'il étoit tenu
d'avouer, & pour lequel il a été condamné à mort, n'est pas obli-
gé de l'avouer, lorsqu'il est sur le point d'être conduit au sup-
plice, si son silence ne porte aucun préjudice à personne; par-
ce que le Jugement fini, aucun droit ne l'oblige à cet aveu; &
la Confession Sacramentelle secrete tant de son crime que
de son parjure lui suffit pour le salut. C'est pourquoi il n'y a
non plus nulle obligation pour le Confesseur à contraindre le
Patient de déclarer son crime, lorsqu'il est sur le point de
mourir. (c)

Les raisons de Sanchez que le Rédacteur a supprimées, sont
1° que la Sentence une fois portée, l'interrogatoire cesse, & même le Juge ne peut plus interroger, parcequ'il a fait le dû de sa charge, & qu'il est réputé personne privée, selon la Loi *Judex 55. ff. de re judicat.*, le Juge après qu'il a prononcé sa sentence, cesse d'être Juge; 2° que le jugement étant terminé & le criminel condamné, la fin de l'interrogatoire institué pour condamner ou pour absoudre, cesse aussi; 3° que la réputation du Juge, de l'accusateur

ou

(c) Reus autem qui interrogatus servato ordine juris, negavit crimen quod tenebatur faceri, & propter quod morti adjudicatus est, si aliis nullum notabile damnum ex recitanti sequatur, non tenetur illud faceri, cum jam suspendendus est, aut alii morte plectendus; quia nullo jure ad id obligatur

post finitum judicium; & sufficit ei ad salutem secreta Sacramentalis Confessio tantum criminis quam perjurii. Unde nec Confessorius tenetur reum cogere ad fatendum crimen, cum morti proximus est. Bail ubi supra.

Exit. Quando
jam reus, ibid.

ou des témoins n'y est point intéressée , parceque la présomption est en faveur de la sentence ; 4^o enfin , que le sentiment le plus commun des Théologiens est que l'accusé n'est point tenu de déclarer la vérité , à moins qu'on ne lui expose l'état de la Cause , ce que les Juges fondés sur l'opinion de quelques Jurisconsultes ne font presque jamais. Il s'appuie de l'autorité de Navarre , de Segura , de Salcedo , de Manuel , de Sayr & de Philarchus.

Du sentiment qui dispense le coupable de l'obligation d'avouer son crime , tant qu'il a espérance d'échapper , Lessius & Dicastille concluent que le Confesseur n'est pas tenu de le contraindre à en faire l'aveu par le refus de l'absolution. Lessius qui tient , comme on l'a vû , pour l'opinion contraire , ne donne à cette conclusion que le même degré de probabilité qu'il accorde à l'assertion principale , laquelle il dit n'être pas improbable. Pour Dicastille qui n'est pas de même avis que Lessius , c'est autre chose.

Il est hors de doute que si le criminel est dans la bonne foi & dans une ignorance non coupable , le Confesseur peut se dispenser de l'avertir de l'état où il est , s'il a un juste sujet de croire que son avertissement n'aura aucun succès ; c'est la règle que prescrit Soto.

Si autem ignorantia sit eorum , qua non omnes tenentur scire , sive sit Juris divini , sive humani , tunc si Sacerdos viderit quod possit prodesse , idque sine gravi scandalo , tunc tenetur rem detegere : si vero videt quod nullatenus prodesse potest , aut sine gravi scandalo , tunc tenetur tacere aut dissimulare. C'est aussi la doctrine de Navarre , de Corradus , de Sylvius , de Bail & de l'auteur des Conférences d'Agde , *Confer. 11. qu. 8.* qui montre clairement que le Confesseur , lorsqu'il n'est ni consulté ni interrogé par le criminel , & qu'il voit que celui-ci n'a sur ce point ni doute , ni scrupule , doit absolument garder le silence. Aussi Dicastille convient-il que le Confesseur seroit tenu de déclarer la vérité au coupable , s'il l'interrogeoit sur cette action ou ce cas particulier.

Les sentimens étant donc partagés sur ce point , des auteurs de nom & dont la morale ne passe point pour relâchée , tels que Sylvestre , Ange de Clavasio &c. s'étant déclarés pour celui qui est en effet le moins probable ; le Rédacteur est-il en droit de traduire pour cette raison Dicastille au Tribunal du public , comme un

Suite de la III. Partie.

K k

Exte Es hispani.
pag. 307.
Colloquium iustit.
pag. 311.

In. 4. dñ. 11.
qu. 2. dñ. 4.

fauteur du parjure & du faux témoignage : Ce Jésuite s'est trompé ; il a mal pris son parti sur un point qui n'est pas absolument décidé : voilà , ce semble , ce qu'on peut dire de plus fort contre lui. Si on va audelà , on exagere , on montre de la passion.

Du sentiment encore qui décharge le coupable de l'obligation d'avouer son crime , après que la sentence est portée , Dicastille , Escobar & Reuter inferent que le Confesseur en ce cas n'est point obligé de contraindre un coupable qui a nié la vérité , à se rétracter. Il nous seroit aisé d'accumuler ici les citations. Il suffira de nommer Navarre (d) & Sylvius. (e)

Exit. Respondo
non teneri, pag.
318.
Non obstat.
Pag. 318.
Positum senten-
tiam, pag. 343.

ARTICLE VI.

Du Crime occulte.

C'Est une chose avouée de tous les auteurs , à commencer par S. Thomas , qu'on n'est pas tenu de répondre , ni comme accusé , ni comme témoin , lorsqu'il n'y a contre le coupable , ni indices , ni demie preuve , ni infamie publique ; & même qu'en ce cas il n'est pas permis au Juge de commencer la procédure. Delà ils concluent que , tandis que le crime est occulte , le coupable n'est point obligé de l'avouer , parcequ'alors il n'est pas interrogé juridiquement. Tamburini , Extr. *Hinc excusant negantem se adulterium*, p. 335 , Marin , Extr. *Ex hoc sequitur*, pag. 328 , Stoz , Extr. *Potest quis*, p. 336 , & Lacroix , Extr. *Neque in illis*, p. 340 , se sont conformés en ce point au sentiment commun. C'est au Rédacteur qui les attraque , à produire quelque Théologien ou Canoniste qui ait

(d) Respondo , eum qui rite interrogatus negavit delictum quod confiteri tenebatur , & nihilominus damnatus ducitur ad supplicium , non teneri ad constituendum illud , nisi notabile damnum inde aliqui probabiliter sequeretur , quia nullo jure contrarium evinci potest , cum ad ejus animæ salutem sufficiat iusta confessio cum absolutione sacramentali. Cap. quem Poenitet , de Poenit. dist. 1. Navarr. *Manual*, cap. 25. n. 38.

(e) Quod si contingat eum non am-

plius interrogari juridicè , non videtur Confessarius posse illum urgere , ut quod antea negavit retractet , verumque suum crimen sponte fateatur. Nam reus ne quidem ad supplicium ductus , teneretur sponte fateri id quod innè negavit , nisi notabile damnum alioquin sequatur alteri , cuius ipse per negationem suam causa esset : quia nullo jure contrarium evinci potest , cum ad ejus animæ salutem sufficiat poenitere præteritorum & sacramentaliter absolvi. Sylv. in 2. 2. qu. 69. art. 1.

pensé autrement : nous pouvons protester que nous n'en connoissons pas un seul.

Dicaſtille & Reuter ajoutent qu'à l'exception de certains crimes, il n'eſt pas permis de révéler les complices d'un crime occulte. Reuter ſuppoſe que ces complices ne pourroient être convaincus d'ailleurs par d'autres indices , ni d'autres témoignages. La raiſon de ſa déciſion eſt qu'on les diffameroit inutilement. A quoi ſerviroit-il en effet d'accuſer quelqu'un devant les Juges, lorsqu'il eſt certain qu'on ne ſçauroit le convaincre ; & quel intérêt les Juges peuvent-ils avoir à prendre connoiſſance d'un crime qu'ils ne ſçauroient punir ?

Pour l'aſſertion de Dicaſtille , il eſt impoſſible d'en bien juger, ſi on ne la lit que dans le Recueil, où l'état de la queſtion n'eſt point expoſé. Il demande ſi un coupable interrogé injuſtement pèche en ſe déclarant lui & ſes complices. Sur cela il avance après Pierre Navarre & Dominique Soto, 1^o qu'à prendre la choſe en foi, il ne paroit pas pécher en déclarant par zèle pour la juſtice un crime caché qu'il a commis. Il dit, à prendre la choſe en foi, parcequ'elle ne paroitroit ni convenable ni permife, ſ'il en réſultoit du ſcandale ou du dommage pour le prochain. Il avance en ſecond lieu, & cette aſſertion fait la matiere de l'Extrait, que, hors les crimes exceptés, tels que ceux de Lèze-Majeſté Divine & humaine, & ceux qui portent un préjudice conſidérable au bien Public, il n'eſt pas permis de révéler les complices d'un crime occulte. Il ajoute, ce que l'Extrait ſupprime, que c'eſt l'opinion commune, fondée ſur ce que les complices ont droit de ſe mettre à couvert, tandis que le délit eſt caché ; & que néanmoins le ſentiment contraire enſeigné par Henricquez & Tanner, a auſſi ſa probabilité.

Il eſt donc queſtion ici d'un crime caché, & d'un Juge qui interroge injuſtement. Je demande là-deſſus au Compilateur ce qu'il penſeroit de quiconque déclareroit à une perſonne privée le crime ſecrèt de qui que ce ſoit : il le taxeroit ſans doute de péché, & l'obligeroit à réparer le dommage. Or de l'aveu de tous les Auteurs, un Juge qui interroge injuſtement eſt à cet égard comme une perſonne privée, & n'a pas plus de droit à la connoiſſance du crime ou de la complicité dont il s'agit.

Extr. *Advers.*
pag. 113.
Non perſi. p. 142

Lib. 2. w. 1.
diſp. 6. dub. 1.
n. 49.

Extr. tout à fait,
Pag. 119.

Dicaſtille ſuppoſe au même endroit que le coupable ſoit forcé à la révélation des complices d'un crime occulte, par une crainte grave, telle que celle de la Queſtion; & ſelon lui, il eſt probable que le coupable peut en ce cas aller à révélation, quand même le crime lui auroit été confié ſous le ſecret, parceque perſonne n'eſt obligé à tenir un ſecret caché avec un ſi grand préjudice pour ſoi. Cette aſſertion eſt fondée ſur ce qu'on n'eſt cenſé s'obliger à garder un ſecret, que ſous la condition tacite qu'on le pourra faire, ſans en ſouffrir un dommage conſidérable, comme le remarque Pontas. Dicaſtille excepte néanmoins les cas où il réſulteroit d'une pareille manifeſtation un grand ſcandale, ou un tort conſidérable pour le Public ou pour une Communauté, & il dit qu'alors, la crainte ceſſant, on ſeroit tenu de rétracter ce qu'on auroit révélé par l'appréhension des tourmens, ſelon la décilion de Navarre.

Il paroît que l'envie de tout condamner fait tomber ici le Rédacteur en contradiction avec lui-même. Dicaſtille ſoutient qu'on ne peut pas révéler les complices d'un crime occulte, lorsque le Juge interroge injuſtement: il cenſure cette décilion. Dicaſtille ajoute que que le ſentiment contraire eſt probable, ſi on ſe porte à cette révélation par zèle pour la Juſtice: cela eſt encore cenſuré. Enfin Dicaſtille tient comme probable, que pour ſe ſouſtraire à la Queſtion, on peut déclarer les complices d'un crime occulte, quand même on le ſçauroit ſous le ſecret: cette exception à l'aſſertion principale n'eſt pas plus épargnée que le reſte.

Manual. cap. 19.
n. 28.

Navarre cité par Dicaſtille établit que régulièrement & à l'exception des cas exprimés dans la Loi, l'accuſé ne doit pas révéler les complices d'un crime occulte. *Regulariter non debet, ſed ſolùm in caſibus expreſſis*. Voilà pour la juſtification de l'aſſertion principale. Qu'il ſoit probable qu'il n'y a point de péché dans une pareille révélation, lorsqu'on la fait à bonne intention & par zèle pour la Juſtice, la choſe paroît évidente. Enfin que, forcé par la crainte des tourmens, on puiſſe découvrir le crime caché d'autrui, l'eût-on appris ſous le ſecret, cela eſt du moins vraisemblable par le principe qu'établit S. Thomas & après lui les Théologiens, qu'on n'eſt pas obligé à garder un ſecret, lorsqu'on ne le peut ſans un notable préjudice pour ſoi, ou pour le prochain. Quant à l'obligation de ſe

2. 2. qm. 70.
art. 1.

rétracter lorsque ce qu'on a ainsi révélé par la crainte de la Question, est de nature à causer un grand scandale ou un grand dommage au public, nous allons en parler en discutant l'affertion suivante.

Castro-Palao & Tamburini disent, que si on a découvert ses complices, lorsqu'on ne le devoit pas, on est obligé de se rétracter en usant d'un serment Amphibologique, pour empêcher le dommage que notre déclaration pourroit leur causer. Il faut raisonner du serment équivoque en ce cas, comme dans celui où on seroit injustement interrogé sur un fait dont la découverte seroit nuisible au prochain; l'obligation de réparer le tort qu'on a causé étant de même nature que celle de ne le point causer. Or nous avons vu que presque tous les Théologiens prescrivent d'user d'équivoque, avec le serment même si on l'exige, pour ne pas découvrir une vérité qui nuirait au prochain, lorsque celui qui nous interroge n'a aucun droit de la sçavoir. Ainsi Dicassille, Castro-Palao & Tamburini ne se sont pas écartés en cela de la doctrine reçue de leur tems.

Navarre parlant de ces sortes d'interrogations injustes sur des crimes occultes, condamne de péché quiconque les révèle, à moins qu'ils ne soient nuisibles au prochain; il ajoute que, quoiqu'on jure alors de dire ce qu'on sçait, on peut répondre avec vérité sans crainte de parjure, qu'on ne sçait point ces crimes, en sous-entendant, de manière qu'on soit tenu de les découvrir. *Quamvis juret se dicturum quod scit, verè respondere potest se illa nescire, absque perjurii metu, intelligendo intra se illud se non ita scire, ut detegere teneatur.* Ce qu'on peut nier avec serment sans crainte de parjure, il est évident qu'on peut pareillement le rétracter avec serment, sans appréhender de se parjurer. L'enseignement des trois Jésuites est donc une suite de l'enseignement commun sur la matière des équivoques. Nous n'en voulons pas davantage; notre dessein n'étant pas de prendre patti sur cette question.

Stoz n'a parlé aussi que d'après plusieurs graves Théologiens, lorsqu'il a dit que, pour éviter les tourmens de la Question, un accusé peut s'imposer un crime capital, même faux, pour la preuve duquel on produit des témoins: & qu'alors pour ne point tomber dans le mensonge, il doit user de la plus commode des équivoques, qui est celle-ci: j'avoue que j'ai commis ce crime, autant que le fait

Extra. *Ad id* §
juris, pag. 113.
Iam obligatur,
pag. 114.

Manual. cap. 19.
n. 62.

Extra. *Rem potest*,
pag. 117.

vous est connu par la déposition des témoins. Tabia, Ange de Clavasio, & Sayr qui cite Pierre Navarre & Pierre Lédésma tiennent le même sentiment. Sylvius n'ose pas tout à fait le condamner ; voici comme il s'en explique. *Qua quicumque se habeant, propter auctoritatem tamen Doctorum qui sic loquuntur, ea probabilem faciunt hanc opinionem.* Néanmoins l'opinion contraire nous paroît mieux fondée, par la raison que personne n'a droit de se diffamer en s'impulsant un crime qu'il n'a pas commis.

Varlet. refol. V
fornicatus. t.
concl. a.

ARTICLE VII.

Du Crime commis innocemment.

UN des cas où les partisans des équivoques permettent généralement d'en user, c'est lorsque le crime sur lequel on interroge l'accusé où les témoins a été commis innocemment. Par exemple, vous avez tué un injuste agresseur à votre corps défendant : on vous interroge là-dessus ; vous ne pouvez prouver que la nécessité d'une juste défense vous a mis en droit de faire ce que vous avez fait ; si vous vous reconnoissiez auteur de l'homicide, le Juge vous condamneroit sur une fausse présomption. Vous n'êtes point obligé à un tel aveu ; mais vous pouvez user d'équivoques, & répondre que vous n'avez point tué celui dont il s'agit, en sous-entendant, d'une manière criminelle. La raison est que vous ne dites rien en cela contre l'intention du Juge, qui ne vous interrogeroit pas, s'il sçavoit que nous n'avez ôté la vie à cet homme qu'en défendant la votre. Lessius, Extr. *secundo*, pag. 306. Fagundez, Extr. *sequitur secundo*, pag. 314 ; Gobat, Extr. *In interrogationibus*, pag. 322, Tamburini, Extr. *Hinc excusant negantem se commississe*, pag. 335, & Sroz, Extr. *Potest à iudice* pag. 337. sont coupables aux yeux du Rédacteur pour avoir enseigné cette doctrine. Voyons si c'est avec raison.

Pontas au mot *Témoin*, se propose le cas suivant, qui est le septième. « Henri étant témoin oculaire que Jérôme a tué Gautier, « d'où il s'est ensuivi un très-grand dommage à la famille du dé-
« funt, est assigné pour déposer devant le Juge la vérité du fait,
« sur quoi il demande s'il est tenu à la déclarer, supposé que Je-

« rôme n'a tué Gautier qui l'avoit attaqué le premier, qu'en
 « gardant les règles d'une juste défense, & ne pouvant sauver
 « autrement sa vie. Nous estimons répond-il, qu'Henri n'est pas
 « obligé en conscience à déposer contre Jérôme. La raison est que
 « Jérôme n'a pas mérité d'être puni de la peine capitale pour l'ho-
 « micide qu'il a commis. Jérôme n'a pas péché, parcequ'il est
 « permis par le droit naturel de défendre sa vie contre un assail-
 « lant, & de le tuer, quand on ne peut la sauver autrement. . .
 « C'est poutquoi, puisque Jérôme n'est pas criminel pour avoir
 « tué Gautier, de la violence duquel il ne se pouvoit garantir au-
 « trement sans perdre la vie, Henri n'est pas tenu devant Dieu à
 « déposer contre lui sur cet homicide. »

Il est donc certain au jugement de Pontas, que ni le témoin, ni à plus forte raison l'accusé ne sont obligés à déposer en ce cas. Pontas ne dit pas comment ils doivent faire l'un & l'autre pour échapper aux questions du Juge, qui ne sachant pas la maniere dont l'homicide a été commis, les presse de répondre. Le parti qu'a pris cet Auteur de condamner de mensonge tout usage des équivoques, ne lui permettoit pas de s'expliquer davantage.

Cabassut qui, comme on l'a vû plus-haut, est un des partisans de l'équivoque, après avoir décidé la même chose que Pontas, ajoute : *sciendum verò prædictos a judice citatos, & præmisso jramento interrogatos, posse, imò etiam secreto naturali adstrictos teneri secreti fidei servare, & quam sciunt veritatem occultare, utendo equivocationibus & restrictionibus mentalibus, qualis hac esset, negando se rem scire, apud se cogitando, quam teneantur cum offensâ Dei declarare.*

Theor. & pract.
lib. 4. cap. 5.
n. 1.

„ Celui, dit M. Bail, qui a tué un injuste agresseur, en se tenant dans les bornes d'une juste défense, s'il ne peut prouver
 „ qu'en effet il n'a point passé ces bornes, peut nient qu'il ait commis l'homicide, en sous-entendant, d'une maniere injuste, &
 „ pour laquelle le Juge ait droit de punir : *negare potest se occidisse, scilicet injustâ occasione, & super quam iudex habeat jus puniendi.*

De Exam. Ponto.
q. 11.

Il faut avouer que s'il est un cas où il soit permis d'user d'équivoque, c'est celui-ci. L'accusé est innocent : le témoin le sait ; si le Juge étoit instruit de la maniere dont la chose s'est passée, il ne se porteroit jamais à condamner l'accusé. Il le condamnera cepen-

dant sur sa déposition ou sur celle du témoin. Dans le fond on ne le trompe pas en se servant d'équivoque; on répond même selon son intention, & conformément au véritable sens de sa question, La bonne foi ni le bien public ne souffrent aucun préjudice de la réponse ambiguë de l'accusé ou du témoin.

Extr. *Quinté de-
ducteur*, p. 503.
Hoc si quis pag.
114.

Sanchez & Tamburini étendent cette décision au cas de celui à qui il est permis de cacher quelques biens, dont il a besoin pour vivre, de peur qu'ils ne soient saisis par ses créanciers, & qu'il ne soit réduit à la mendicité; ils disent que cet homme interrogé par le Juge peut jurer qu'il n'a aucuns biens cachés, & que ceux qui le sçavent, pourvu qu'ils soient certains qu'il les a cachés licitement pour cette fin, peuvent jurer la même chose, en sous-entendant, qu'il n'a aucun bien caché qu'il soit tenu de manifester au Juge.

V. *Juratus*, n. 16.

Je suppose d'abord ici que l'action de cet homme est licite, non seulement en conscience, mais même selon les Loix, comme on le prouvera sous l'article du Vol. Cela posé, le sens de la demande du Juge est celui-ci: n'avez-vous caché aucuns biens qui soient dus à vos créanciers? La réponse que Sanchez & Tamburini permettent de faire est conforme à cette demande: ainsi elle ne contient rien que de vrai; & si on y ajoute le serment, il n'y aura point de parjure. Tout cela est certain, dans les principes des partisans de l'équivoque. Lorsque celui qui exige le serment, dit Fumus, en a le droit, & qu'il est dans la bonne foi, on doit le prêter conformément à son intention; autrement c'est un péché mortel. *Jurans alicui qui est in bonâ fide & potest præcipere juramentum, debet jurare secundum intentionem ejus cui juratur; aliter est peccatum mortale.* Or dans le cas proposé, on répond & on jure suivant l'intention du Juge.

Extr. *Sequitur
quærit*, p. 215.

Fagundez suppose une femme qui n'ayant point de témoins par lesquels elle puisse prouver en justice le dû de sa dot, ou craignant de ne pouvoir la recouvrer qu'avec de grandes difficultés, détourne sur un legs fait à un autre par son mari, jusqu'à la concurrence de ce qui lui est dû. Il décide qu'elle le peut faire en conscience, & que si le Juge l'interroge, elle peut jurer que les biens du défunt ne montent pas plus haut, en sous-entendant, déduction faite de ce qui m'est dû.

Cette

Cette décision a deux objets. Le premier est, si cette femme peut détourner sur un legs fait par son Mari le montant de sa dot, lorsqu'elle ne peut pas ou ne peut que difficilement prouver en Justice que sa dot lui est due. Il paroît constant qu'elle peut dans le cas proposé retirer toute sa dot, parceque les Loix ne rendent le Mari maître de la dot de la femme que pour la lui conserver, & qu'après la mort du Mari, elle a droit de la retirer par préférence sur tous les créanciers : à plus forte raison le peut-elle vis-à-vis d'un légataire ou d'un héritier, qui n'a droit au legs ou à la succession qu'après les créanciers.

Le second objet est, si cette Veuve interrogée par le Juge, peut assurer que les biens du défunt ne montent pas plus haut, en sous-entendant déduction faite de sa dot. Ce cas est le même que le précédent. & doit se décider par les mêmes principes. Elle n'assure rien que de vrai, puisque sa dot ne fait plus partie des biens du Mari, dès qu'il est mort : elle ne dit rien que de conforme à la pensée du Juge, dont l'intention n'est pas de comprendre la dot de la femme dans les biens du Mari, & qui lui demande uniquement si les biens propres du défunt ne sont pas plus considérables.

Fagundez fait une autre supposition. Il suppose qu'une femme en se mariant a fait cette convention, qu'après la mort de son Mari elle retireroit sa dot & son augment : & il dit qu'elle peut prendre sur les biens du Mari, de quoi mettre à couvert la dot & l'augment, si elle craint d'avoir beaucoup de peine à les recouvrer, son Mari étant mort : & que si elle ne peut mettre à couvert la totalité de la dot & de l'augment, elle pourra du moins en sauver une partie, quand même le Mari auroit d'autres dettes antérieures, parceque ce qui est dû à titre de dot passe devant les autres dettes plus anciennes, & qu'à cause du privilège des biens dotaux, elle a la préférence sur tous les autres créanciers.

Cet auteur ne parle de la sorte qu'après Corduba qu'il cite ; & il ne dit rien qui ne soit fondé sur les loix. Car si le Mari n'est que le conservateur de la dot de sa femme, s'il ne peut en disposer sans son gré, si ses biens propres sont naturellement hypothéqués pour la sûreté de sa dot, la femme est donc autorisée & par les loix & par la convention faite avec son Mari, à reprendre sur les

Extr. loi f. ad.
que, ibid.

Suite de la III. Partie.

L 1

biens de celui-ci sa dot & son augment, lorsqu'elle craint avec raison, que le Mari mort, elle ne puisse les recouvrer qu'avec beaucoup de peine; en cela elle ne fait injustice à personne.

Il ajoute qu'elle a ce droit, quand même le Mari auroit des dettes plus anciennes. J'avoue que quelques-uns exceptent les dettes hypothécaires expressees & antérieures au mariage: mais cette exception qui n'est pas généralement admise, parceque les loix & les coutumes varient à cet égard selon les pays, ne fait que confirmer la décision de Fagundez. Car indépendamment de cette exception, tous conviennent 1^o, que la femme a de droit son hypothèque tacite sur tous les biens de son Mari défunt; 2^o que son hypothèque a la préférence sur toutes les autres hypothèques antérieures qui ne sont que tacites, de même que sur celles qui seroient expressees, mais postérieures au mariage. Quelle a le même droit sur toutes les dettes chirographaires contractées par son Mari, pourvu qu'elle ne s'y soit pas obligée conjointement avec lui.

Fagundez dit de plus qu'elle n'est pas tenue de répondre aux monitoires que l'on publie, ni au serment qu'on lui défère, pour l'obliger à déclarer si elle a caché quelque chose; non plus que les témoins qui seroient instruits de la vérité du fait, quand même on fulminerait à ce sujet l'excommunication. La raison est que cette femme n'ayant fait que ce qu'elle avoit droit de faire, & les témoins ne l'ignorant pas, ni le Monitoire, ni le serment déféré, ni l'excommunication ne les obligent d'aller à révélation. C'est Cabassut qui le décide. *Non tenetur aliquis testificari etiam requisitus, citatus, & sub pœna excommunicationis obtestatus... Quinidò, qui scit rem de quâ inquiritur, factam fuisse sine culpa saltem mortali.* Et ce cas est un de ceux où il autorise à user d'équivoques & de restrictions mentales.

Il faut remarquer que Fagundez a mis à son assertion deux limitations, que le Rédacteur a eu soin de supprimer. Tout ceci, dit-il, doit s'entendre d'une Veuve, qui ne s'est point obligée à payer sur sa dot & son augment les dettes de son mari; ou qui du vivant du mari n'a pas consumé ce qui est à elle dans l'entretien de la famille, & en portant les charges du mariage: auquel cas elle ne pourroit pas se compenser au préjudice des créanciers

du Mari. Cette matiere reviendra encore sous l'article du Vol & de la Compensation.

Ce qu'on vient de dire doit s'appliquer à l'affertion suivante de Stoz. « Si une femme , après la confiscation des biens de son Mari , a réservé sa dot , & qu'on l'interroge si elle n'a rien retenu » de ces biens , elle peut répondre qu'elle n'a rien retenu , en sous-entendant , qui appartient à autrui : « & à celle-ci de Castro-Palao : » on peut jurer qu'on n'a point volé , ce qu'on n'a pris » que par forme de compensation occulte. »

Extr. de la révision,
pag. 116.

Tribu. revocatur.
pag. 116.

Cette dernière décision est de Bail *De Exam. Penit. qu. 82* ; de Navarre, *Manual. cap. 25. n. 46.* de Cabassut, *Lib. 4. cap. 5. n. 1.* & de Sylvius, *in 2. 2. qu. 66. art. 3. in fine.* Dans le cas, dit Sylvius, où l'on contraindrait celui qui a pris ce qui lui appartient , de jurer s'il connoit celui qui a pris , il pourroit répondre qu'il n'en sçait rien , parceque le Juge interroge sur une action injuste , & que celui qu'il interroge ne connoit personne qui ait pris injustement. *Si is qui bene accepit , cogeretur jurare an scires quis accepisset , posset respondere se nescire ; quia Iudex interrogat de injusta acceptatione ; qui autem rogatur neminem scis injuste accepisse.*

Lessius & Tamburini permettent de nier certaines circonstances d'un crime dont on n'est pas l'auteur , lorsque l'aveu qu'on en feroit , donneroit lieu à de violens soupçons contre notre innocence , & pourroit nous faire condamner sur de fausses présomptions. Ils disent qu'en ce cas on peut user de restrictions mentales , l'intention du Juge qui interroge sur ces circonstances , n'étant pas précisément de les sçavoir , mais de parvenir par elles à la connoissance du véritable auteur du crime. Ceci est une suite de la doctrine des parrisans de l'équivoque sur un crime commis innocemment. On peut nier la circonstance qui nous exposeroit , quoiqu'innocens , à passer pour criminels , comme on peut nier le corps même du délit , par exemple , l'homicide , lorsqu'on l'a commis sans péché , & qu'on ne peut d'ailleurs prouver son innocence : parceque le Juge n'interrogeroit point sur ces sortes de choses , s'il sçavoit qu'elles se sont passées de manière , qu'il n'y a point matiere à punition.

Extr. Parimodo,
pag. 106.
Hinc excusant negantem aliquando,
pag. 113.

Bail est de l'avis de Lessius & de Tamburini. Celui , dit-il , qui

Loco citato.

n'est pas l'auteur d'un crime, n'est point tenu d'en avouer certaines circonstances qui feroient naître contre lui de violens soupçons, par exemple, qu'il s'est trouvé en tel lieu, qu'il a proféré de telles paroles avec menaces. *Qui non est autor criminis non tenetur confiteri aliquas ejus circumstantias, ex quibus oriretur vehemens suspicio contra ipsum, ut, verbi gratia, se fuisse in tali loco, se talia verba minando protulisse.*

Extr. Hec & alia,
pag. 111.

Enfin Tamburini donne cette règle générale, qui n'est applicable qu'aux cas ci-dessus énoncés, ou à d'autres semblables. On peut, lorsqu'on y est contraint, jurer avec équivoque, quand le Juge procédant contre les loix, n'est pas supérieur, ou quand il procède selon les loix quant à la présomption extérieure, mais que l'accusé, à raison de son innocence, a droit de ne point répondre selon la vérité de la chose : auquel cas il répondra toujours suivant l'intention d'un bon & juste Juge. Cette règle n'a pas besoin d'une justification particulière ; puisqu'elle n'est qu'un résultat des différens cas où la plupart des auteurs permettent à l'accusé ou au témoin l'usage des équivoques.

ARTICLE VIII.

Du Témoin.

Parmi les assertions qu'on vient de discuter, il y en a plusieurs qui conviennent également à l'accusé & au témoin : en voici quelques-unes qui regardent spécialement le témoin.

Taberna, Extr. *An testis*, p. 330, & Fégéli, Extr. *quid peculiariter*, p. 333, décident que le témoin est obligé de répondre, quand le Juge interroge juridiquement. Il n'est pas aisé de deviner quel est le danger de cette décision.

A cette assertion générale, Taberna met trois exceptions. La première, lorsque le témoin sait que l'action sur laquelle on l'interroge est exempte de faute. Il n'est pas un Auteur qui ne dispense en ce cas de l'obligation de répondre. La seconde, qui est aussi de Sanchez, lorsqu'il résulteroit de sa déposition quelque grand dommage pour lui ou pour les siens. Cette exception est admise par

Extr. *Argue po-*
testis, pag. 104.

Navarre. „Celui, dit-il, qui a un sujet probable de craindre que son témoignage ne lui apporte quelque grand préjudice spirituel ou temporel, dans sa personne, son honneur ou ses biens, est dispensé de témoigner, selon Baldus. „ (f) Elle est admise par Bonacina, par Cabassut, & la plupart des Théologiens.

Romsc. disp. 70.
q. 1. par. 2.
prop. 1. n. 1.
Cabass. lib. 4.
cap. 5. n. 1.

La troisième exception est, si la personne appelée en témoignage est privilégiée, par exemple, Clerc ; un Clerc ne pouvant être forcé à rendre témoignage devant un Juge laïc, quoiqu'il le puisse faire au défaut d'autres témoins, & du consentement de son propre Juge. Taberna a parlé ici selon le droit commun, & n'a nullement prétendu que cette exception eut lieu pour la France.

Emmanuel Sa & Tamburini se sont aussi conformés au droit commun, lorsqu'ils ont dit qu'un Laïc ne peut être témoin contre un Clerc en matière criminelle, à moins qu'il ne s'agisse d'un crime notoire, ou d'Hérésie, de Simonie & de Lèze-Majesté.

Extr. Laicor.
pag. 296.
Hinc non solum
pag. 314.

„ Le témoin, dit encore Emmanuel Sa, n'est pas tenu de répondre à moins qu'il ne sçache qu'il y est tenu ; quoique dans le doute si sa déposition ne causera point à un tiers un dommage considérable, sur lequel le dommage de l'Etat ne l'emporte pas, il doit présumer en faveur du Juge. Lors donc que l'on procède par voye d'inquisition, il faut qu'il sçache que l'infamie est prouvée, ou qu'il y a des indices suffisans ; & qu'il y a une demié preuve, lorsqu'on procède par voye d'accusation. Néanmoins, il peut déposer touchant un crime occulte, s'il le veut. „ Nous donnons ici l'assertion de Sa, suivant l'Edition corrigée.

Extr. Testis non
pag. 291.

Elle se réduit à ces deux points. 1° Le témoin n'est pas tenu de déposer, s'il est certain que le Juge ne procède pas juridiquement. 2° La procédure n'est pas juridique, lorsqu'il n'y a ni infamie prouvée, ni indices suffisans, ni demié preuve. Or ces deux points sont la doctrine constante & universelle de tous les Auteurs. „ Si on exige, dit S. Thomas le témoignage de quelqu'un par autorité du Supérieur, auquel il est tenu d'obéir en ce qui concerne la justice, il n'est pas douteux qu'il ne doive témoigner par

2. 2. q. 7.
art. 1.

(f) Excusatur qui probabiliter timet sibi ex suo testimonio aliquod magnum damnum spirituale, aut temporarium per-

sonæ, honoris aut honorum eventurum, secundum Baldum &c. Navarr. Man. cap. 25. n. 47.

„ rapport aux choses, fut lesquelles on exige son témoignage selon l'ordre du droit, comme, dans les crimes manifestes & dans ceux qui ont été précédés d'infamie. Mais si on exige qu'il dépose sur d'autres crimes, par exemple, occultes, & qui n'ont été précédés d'aucune infamie, il n'est pas tenu de témoigner. *Si autem exigitur ab eo testimonium in aliis, puta in occultis, & de quibus infamia non precessit, non tenetur ad testificandum.* „

2. p. tit. 1. cap.
19. §. 4 & 7.

S. Antonin dit la même chose, & parlant également de l'accusé & du témoin, il décide qu'on n'est pas obligé de déclarer toute vérité, mais seulement celle que le Juge peut & doit exiger selon l'ordre du droit, c'est-à-dire, lorsque le crime a été précédé de quelque infamie, ou qu'on en a quelques indices, ou une demi preuve. *Non enim quis tenetur omnem veritatem dicere, sed illam quam ab eo potest & debet exigere iudex secundum juris ordinem, puta cum precessit infamia super aliquo crimine, vel aliqua indicia apparuerunt, vel cum precessit probatio semiplena.* Il est inutile d'ajouter d'autres citations : on peut consulter sur ce point quel Auteur on voudra.

Ext. de etiam.
pag. 135.

C'est sur le même fondement que Cardenas avance que „ Quand le Juge procède par voye générale d'inquisition, dans laquelle on ne peut dénoncer un crime, à moins qu'il n'ait été précédé d'infamie, (hors les cas de l'exception) celui qui sçait sous le secret le crime d'un autre, qui n'a été précédé d'aucune infamie, peut nier avec vérité ce crime caché, parcequ'il répond à l'intention du Juge, qui l'interroge sur des crimes dont le bruit s'est répandu. „

Que le témoin en ce cas ne soit pas tenu de déposer, cela est incontestable, vu sur-tout l'exception qu'ajoute Cardenas. Voyez Pontas, au mot *témoin*, Cas IV. Qu'il puisse user d'équivoque ou de restriction, lorsqu'il est contraint de répondre, c'est la doctrine de tous ceux qui en permettent quelquefois l'usage ; on en a donné des preuves suffisantes.

Ext. de etiam.
pag. 295.

Emmanuel Sa dit que ce que l'on sçait seulement par oui-dire, on peut déposer qu'on ne le sçait pas. Cette décision est de Soto, de just. & jur. lib. 5. art. 2. *si tantum illud auditu teneret, dubium non est quin possit respondere se nescire.* Elle est de l'Auteur de la Glôse sur

le chap. *quoniam 21. 15. qu. 7. vers. ut rumore*, qui dit que ce qu'on ne sçait que par des bruits d'une maniere vague & incertaine, on n'est pas obligé de le déclarer : d'autant plus, comme le remarque Pontas, au mot *Monitoire*, Cas 23, que de pareilles dépositions seroient inutiles au Juge pour parvenir à la découverte du crime. Ce cas est aussi le septième des dix où Cabassut permet au témoin d'user d'équivoque & de restriction mentale. *Septimò, si quis rem audivisset à levibus nec fide dignis hominibus*. Lib. 4. cap. 5. n. 1.

Enfin le même Jésuite décide qu'un entremetteur ne peut être forcé de déposer au sujet d'un contrat dont il a été médiateur, à moins que les deux parties n'y consentent. Sylvestre, au mot *Proxenetæ*, donne la même décision, & il la prouve par le droit. Elle paroît d'ailleurs si conforme à l'équité, qu'à moins que quelques circonstances particulieres n'exigent le contraire, il y auroit de l'injustice à en user autrement.

Extr. Proxenetæ,
Pag. 291.

ARTICLE IX.

Différens Cas particuliers.

SUAREZ, Extr. *si quis mutuo*, pag. 301, Sanchez, Extr. *sexto deducitur*, pag. 302. Castro-Palao, Extr. *tertiò rogatus*, pag. 312. Fagundez, Extr. *sequitur 7º* p. 316. Filliucius, Extr. *ejus qui mutuo*, pag. 308. & Tamburini, Extr. *Hinc negantem se debere*, pag. 335, supposent un homme, qui ayant payé une somme qu'il avoit empruntée, est intimé en justice pour la payer une seconde fois, & qui ne peut prouver ni par billet ni par témoins qu'il ne doit plus rien. Ils disent qu'étant interrogé par le Juge, il peut nier qu'il ait emprunté la somme dont il s'agit, en sous-entendant, ou qu'il ne l'a pas empruntée, depuis qu'il l'a payée, ou de maniere qu'il la doive, ou en sorte qu'il soit tenu de le déclarer.

Cette Assertion est une conséquence du principe admis par les partisans de l'équivoque, sçavoir, qu'il est permis de s'en servir, quand on répond conformément à l'intention du Juge, & qu'il n'y a point d'autre voye d'éviter un tort injuste qu'on veut nous faire. Ainsi il est superflu d'alléguer des autorités.

Sanchez & Castro-Palao étendent la décision susdite au cas où la dette étant réelle, le Créancier presseroit de payer avant l'échéance du terme. Mais il paroît que cela ne peut se soutenir, même dans le système des équivoques; car la réponse avec restriction dont on useroit alors : *Je n'ai point emprunté, en sous-entendant, en sorte que je doive payer actuellement, ou que le terme soit échu*, cette réponse, dis-je, seroit abusive, & tromperoit le Juge, dont l'intention est de savoir s'il y a une dette réelle & qu'on soit tenu de payer : d'ailleurs qui empêche d'avouer la dette, & d'ajouter que le terme du paiement n'est pas expiré ?

Castro-Palao permet la même réponse, lorsque la pauvreté met hors d'état de payer ; en quoi il nous semble encore qu'il se trompe. La pauvreté n'empêche pas la réalité de l'emprunt & de la dette. Nier l'emprunt sous prétexte qu'on est insolvable, c'est user d'une restriction dont le Juge ne sauroit se douter, qui est contraire au sens de sa demande, & par conséquent un mensonge.

Extr. Man. de droit
civ. pag. 103.
Sensu Creditor,
pag. 112.

Ces deux Jésuites décident de plus qu'un Créancier qui en vertu d'un acte authentique exige une dette en justice, peut assurer avec serment que la somme contenue en cet acte lui est due, quoiqu'on lui en ait payé une partie, si on lui doit d'ailleurs l'équivalent de ce qu'on lui a payé, & qu'il n'ait point d'acte en vertu duquel il puisse répéter cette partie. La raison qu'ils apportent, est que toute la somme qu'il répète lui est vraiment due, & qu'il ne jure point qu'elle lui soit due en vertu du billet qu'il présente ; & qu'ainsi son serment est vrai, conforme à l'intention principale du Juge, & ne fait tort à personne. L'un & l'autre exceptent la circonstance où l'on porteroit préjudice à un autre Créancier, qui auroit une dette antérieure à celle qui n'est pas comprise dans l'acte authentique.

Extr. Septim. t.
contra, p. 111.

Nous justifierons cette assertion par une décision de Bail & de Pontas sur le cas suivant qui est de même nature, & que propose Castro-Palao. C'est celui d'un homme à qui on demande une dette en vertu d'un acte qui contient une somme plus grande que celle qu'il doit. Ce Jésuite dit qu'il peut absolument nier qu'il doive toute cette somme ; que même il peut nier cette partie de la dette dont il est redevable, s'il craint probablement que fut l'a-

ven

veu qu'il en feroit, on ne l'obligeât à payer ce qu'il ne doit pas. Il ajourne néanmoins que le débiteur doit prendre les mesures pour que le Créancier ne souffre aucun dommage dans ce qui lui est dû, & que par cette raison il est tenu de le satisfaire, & de le rembourser même des frais qu'il pourroit faire à ce sujet.

L'affertion a deux parties. Voici comme Bail décide la premiere. *Decem. Pontas, qu. 22.*
Qui cum debeat tantum decem, vocatur coram Iudice ad solvendum viginti, videns si fateatur se decem debere, condemnatum iri ad solvendum viginti, potest totum debitum negare, cum intentione solvendi id quod verè debetur.

Pontas se propose le cas suivant. « Fabien doit cent livres à Sempronius, qui l'a fait assigner pour se voir condamné à lui payer deux cens livres, qu'il suppose que Fabien lui doit. Le Juge prend à son serment Fabien, qui nie qu'il doive deux cens livres à Sempronius; sur quoi le Juge le décharge de l'assignation à lui donnée. Fabien est-il coupable de parjure? Il est certain, répond Pontas, que Fabien seroit coupable de parjure, s'il avoit affirmé qu'il ne doit rien à Sempronius, puisqu'il lui doit véritablement cent livres. Mais en affirmant simplement qu'il ne lui doit pas les deux cens livres qu'il demande, il n'affirme rien contre la vérité, puisqu'il ne les lui doit pas, quoiqu'il doive en effier une moindre somme, sur laquelle il n'est pas interrogé. C'étoit au Juge à l'interroger d'une manière plus précise, & il n'étoit obligé en vertu de l'ordre du Juge, que de répondre à la demande qu'il lui faisoit. Cependant, quoique ce débiteur soit déchargé de payer dans le for extérieur, il ne laisse pas d'être obligé de payer à Sempronius les cent livres qu'il lui doit. Certe décision, continue Pontas, est de Balde, disciple du célèbre Barthole, de Jean Imola, disciple du même Balde, & qui écrivoit sur les Décretales en 1430, de Philippe Décius, & de Bail qui les cite avec André Alciar.

Cette réponse à laquelle nous souscrivons en son entier, est aussi favorable à la premiere partie de l'affertion de Castro-Palao, qu'elle est contraire à la seconde, qui permet de nier la portion due de la somme qu'on répète sur nous, lorsqu'on a raison de

Suite de la III. Partie.

M 14

craindre que l'avou qu'on en feroit , ne nous fit condamner au paiement de la somme entiere.

Sanchez , extr. *Et eadem ratione* , pag. 303 ; Filliucius , extr. 3^o , *exempti* , pag. 308 ; Castro-Palao , extr. *quinto* , *exempti* , pag. 312 , Fagundez , extr. *Sequitur sextò* , pag. 316 , & Gobat , extr. *Item recepta* , pag. 322 , enseignent que les Clercs étant exempts de Gabelle , au cas que les gardes les interrogent pour sçavoir s'ils ne porrent rien , dans la vue de leur faire payer la gabelle ; ils peuvent répondre qu'ils ne portent rien , en sous-entendant , dont ils doivent payer les droirs.

Le Rédacteur voudroit-il faire un crime à ces Jésuites étrangers , d'avoir enseigné , suivant le droit commun reçu dans les pays où ils écrivoient , que les Clercs sont exempts de Gabelle : si cela est , c'est une injustice manifeste. Pour ce qui est de l'équivoque ou de la restriction qu'ils permettent aux Clercs dans le cas proposé ; qu'il écoute S. Antonin , dont voici les paroles. *Similiter si quis Clericus interrogatus in portâ civitatis utrùm habeas aliquid de quo debet solvi gabella , & ille habens respondet quòd non , intendens quia non obligatur ipse ad solvendam gabellam , non dicit mendacium , quamvis ille aliter intelligat verbum , quàm proficiens*. Qu'il écoute Sylvestre , qui parlant des cas où il est permis de cacher la vérité , en donne cet exemple. *Si Clericus interrogatus in portâ , an aliquid habeat de quo fit solvenda Gabella , & ille respondeat quòd non , scilicet , de quo fit solvenda à Clerico*.

Sanchez , extr. *Septimò deducitur* , pag. 303 , & Castro-Palao , extr. *Undecimò Scholasticum* , pag. 313 , enseignent que des Ecoliers interrogés s'ils ont conversé avec quelqu'un des Candidats qui disputent une Chaire , peuvent en sûreté de conscience jurer qu'ils ne leur ont point parlé , s'il n'a été question dans leur entretien que de choses indifférentes , & qui ne tendoient point à les suborner , en sous-entendant , qu'ils n'ont point parlé de ce qui est contraire aux statuts. La même décision se lit mot pour mot dans Navarre , *Manual. cap. 12. n. 19* ; dans Sayr , *Clav. Reg. lib. 5. cap. 4. n. 24* ; dans Emmanuel Rodriguez , *1. part. sum. cap. 191. concl. 4.*

Castro-Palao dir pareillement que les Chanoines & les Juges , obligés à garder le secret sur les affaires qui se traitent dans leurs

a. P. tit. 10.
cap. 1. §. 1.

V. Mendacium,
n. 6.

Ymo. Duedimò
Lamentis , p. 613.

assemblées, peuvent jurer qu'ils n'ont pas violé le secret, & qu'ils n'ont communiqué à personne ce qui s'y est passé, s'ils n'ont rien révélé des choses qu'ils étoient tenu de cacher, sous peine de péché grief; parceque le Juge n'est censé interroger que sur ces sortes de choses. Ce Jésuite n'a encore fait que transcrire Sayr, à l'endroit que je viens d'indiquer, & Philarchus, *de offic. Sacerd.* *part 2. lib. 3. cap. 14.*

Ces Auteurs & ceux qui sont dans les mêmes principes sur l'usage des équivoques, se fondent sur ce qu'on ne parle point & qu'on ne jure point contre la vérité, lorsqu'on ne dit rien que de conforme à sa pensée, & à l'intention principale de celui qui interroge. Or l'intention du Juge qui demande aux Ecoliers s'ils ont conversé avec quelqu'un des prétendans à une chaire, est de savoir si on n'a point parlé de choses tendantes à les suborner & à gagner leur suffrage. De même l'intention de ceux qui interrogent les Chanoines ou les Juges sur ce qui concerne le secret des assemblées, n'est point de savoir s'ils ont dit des choses légères & de nulle importance, parceque ce n'est point sur cela que tombe l'obligation du secret. Ainsi les uns & les autres répondent & jurent conformément à l'intention de celui qui exige le serment.

Mais dira-t-on, pourquoi n'avoient-ils pas qu'ils n'ont parlé que de choses indifférentes, & qu'ils n'ont révélé que des secrets de nulle conséquence? C'est, répondent Navarre & Sayr, que sur la présomption du contraire, & en vertu des Statuts, les Ecoliers perdroient leur droit de suffrage, & les Juges & Chanoines seroient exclus des assemblées.

C'est encore conséquemment au même principe, on ne ment pas lorsqu'on répond à l'intention principale de celui qui interroge, que Sa, Extr. *Non est mortale*, pag. 296, Sanchez, Extr. *Ostendit deducitur*, pag. 303. Filliucius, Extr. 4° *Ejus qui*, pag. 308, CastroPalao, Extr. *Decimo rogatus*, pag. 312, & Fagundez, Extr. *Sequitur tertio*, pag. 315, décident que, si on nous demande si nous venons d'un lieu, qu'on croit faussement infecté de la peste, ou si nous y avons passé, il est permis de répondre que nous n'en venons point. Ces Auteurs supposent que ce sont les gardes d'une Ville qui font cette Question, qu'ils sont tellement persuadés que

la peste est en tel endroit, qu'en vain essayeroit-on de les détromper, & que si on avoüoit qu'on vient de cet endroit, les portes de la Ville nous seroient fermées.

Cette décision est de Navarre, *Manual. cap. 12. n. 19.* de Sylvestre, V. *Juramentum. 3. qu. 2. in fine*, de Sayr, *Clav. reg. lib. 5. cap. 4. n. 22.* de Philarchus, *part. 2. lib. 3. cap. 14.* de Rodriguez, *part. 1. sum. cap. 191. concl. 4.* Voici les paroles de Navarre. *Vigesimo (peccat) qui tempore pestis jurat verum ad portas civitatis, sed dolose contra intentionem interrogantium, Sylv. V. Juram. 3. qu. 2. Quoniam ad ingrediendum civitatem sponte se offert; nisi forte custodes civitatis crederent aliquam urbem esse infectam à peste, qua reverà non erat, vel ingressurus rationabiliter credit neque se, neque aliquid suum esse peste contaminatum & subinde verum jurat se non transisse per talem civitatem, vel per talem locum secundum præcipuam intentionem, licet remotam ipsorum custodum.*

Ces Auteurs, ainsi que Filliucius & Castro-Palao, ont tort, ce me semble, de supposer que si le lieu est vraiment infecté de peste, on puisse être moralement certain qu'on ne l'a pas contractée, & jurer en conséquence qu'on ne vient pas de ce lieu, en sous-entendant, en sorte qu'on y ait contracté la peste. C'est la remarque de Fagundez supprimée par le Rédacteur. « Je juge, dit-il, ce sentiment probable, si celui qui a passé par un lieu infecté de peste, est sûr de ne l'avoir pas gagnée. Mais qui peut avoir quelque assurance sur ce point, ce fléau s'attachant aux habits avec tant de facilité, comme l'expérience l'a souvent fait voir? C'est pourquoi le cas proposé me paroît à peine possible. »

Il faut encore remarquer que Sa ne prend point de parti, mais qu'il dit seulement. *Ita quidam probabiliter: quod mihi non admodum tutum videtur; nec probarim faciendum, nec tamen factum improbarim.*

Édit. Origine,
pag. 120, 121.

François de Lugo, frère du Cardinal de ce nom rapporte une difficulté proposée par Soto. Ce Dominicain suppose un Prêtre assez méchant, pour refuser de conférer un Sacrement, à moins qu'on ne l'achète: & il décide que, quand le Prêtre n'agit point ainsi par mépris, ni pour tourner en dérision le Sacrement ou la Religion Chrétienne, mais par avarice ou par haine, voulant rendre quelqu'un complice de son crime, on peut donner de l'argent

pour prix du Sacrement, & jurer qu'on le donne à cette intention. Mais, pourfuir de Lugo, Suarez juge que cette doctrine de Soro est singulière, improbable & horrible. Car l'assistance donnée surtout avec serment qu'on a une pareille intention, renferme une injure très-grande faite au Sacrement. C'est pourquoi Suarez avoue avec Hugolin & Tabia, qu'on peut user en ces cas de paroles amphibologiques, ou de restriction mentale, qui excluent l'intention d'acheter, & qui rendent la réponse véritable dans le sens de celui qui la fait, lequel ajoute intérieurement, qu'il donne de l'argent pour prix du Sacrement, s'il est permis d'en donner ainsi, & non autrement. Bonacina & Filliucius, continué de Lugo, donnent la même décision : mais le cas sera rare ; & la pratique est sûre, parcequ'on a véritablement une très-juste raison de se servir de cette restriction mentale, ou de quelque autre semblable.

Tout ce qu'on peut dire sur ce cas, qui ne peut être qu'extrêmement rare, c'est que beaucoup d'Auteurs graves ont pensé comme Suarez & de Lugo, & que d'autres, comme Sylvius, ont pensé le contraire. Pour nous, il nous paroît qu'indépendamment de l'usage licite ou non licite de la restriction mentale, il n'est pas permis de jurer qu'on donne de l'argent comme prix d'un Sacrement ; parceque dans ce serment & dans l'action qui l'accompagne, il y a une profession bien marquée d'une injure faite à Dieu. Mais après tout est-il surprenant que quelques Casuistes aient mal pris leur parti sur un cas aussi extraordinaire : & peut-on les accuser avec justice, d'avoir voulu favoriser en cela le mensonge & le parjure ?

Tamburini dit que les Docteurs excusent communément de péché celui qui nie qu'il ait vendu au dessus de la taxe, lorsqu'elle est injuste, pourvu qu'il ait vendu à juste prix. Le fondement sur lequel s'appuyent ces Docteurs, est que le Vendeur ayant droit de vendre à un juste prix, il n'est point obligé de suivre la taxe, quand elle n'est pas assez forte, & qu'il y a de l'injustice à l'interroger sur ce point, comme il y auroit du danger pour lui à répondre qu'il n'a point suivi la taxe. Il paroît néanmoins que nier précisément qu'il ait vendu au delà de la taxe, est un mensonge ; & il n'est pas aisé de deviner quelle équivoque, ou quelle restric-

2. 2. qu. 100.
art. 2. concl. 2.

Extr. *Non excusant negationem se vendidisse.* pag. 111.

tion mentale pourroit empêcher cette réponse d'être fautive : car on ne peut gueres recourir en ce cas qu'à une restriction purement mentale , laquelle est toujours défendue.

Extr. de l'Œuvre
générale, p. 121.

Le Rédacteur fait dire à Gobat que le Vendeur dont on vient de parler, peut user de faux poids , & assurer avec serment qu'il ne s'en est pas servi, en sous-entendant , avec un dommage injuste pour l'Acheteur. Cette décision plus mauvaise encore que la précédente, est de Diana ; Gobat qui la rapporte ne lui donne aucune marque d'approbation ; nous convenons qu'il a mal fait de ne pas la condamner.



CHAPITRE III.

De la Restriction mentale.

ON distingue, comme nous avons dit, deux sortes de Restrictions mentales ; l'une, dont celui à qui on parle ne peut s'apercevoir, & qu'il n'a même aucune raison de soupçonner : on l'appelle purement mentale. L'autre qui n'est pas purement mentale, peut s'apercevoir, & l'Auditeur doit la présumer à raison des paroles mêmes dont on se sert, des circonstances du lieu, du tems, ou par d'autres indices de cette nature.

Les Restrictions purement mentales engageant par elles-mêmes l'Auditeur en erreur, sans qu'il ait aucun moyen de l'éviter, ne sont jamais permises. Tous les Casuistes sans exception en conviennent depuis le Décret d'Innocent XI. Si le Rédacteur est de leur avis, pourquoi dénonce-t-il comme dangereuse & pernicieuse une assertion de Platel & de Marin, laquelle se réduit à dire, que Dieu ne peut point, & que l'homme ne doit jamais, pour quelque sujet que ce soit, se servir de la Restriction purement mentale.

Pour les Restrictions qui ne sont pas purement mentales, les Théologiens même les plus sévères les tiennent pour licites, selon le témoignage du Continuateur de Tournély : *Quod spectat ad*

Extr. de l'Œuvre
p. 122.
supplément 1^{er} p. 125.
127.

Restrictiones latè mentales, eas Theologi etiam strictiores pro licitis habent. Ils les tiennent, dis-je, pour licites, non en toute occasion, mais quand on a une raison légitime d'y avoir recours. C'est donc un excès de sévérité dans le Rédacteur, d'avoir attaqué Parel & Gordon pour ce sujet.

Supr. cit.

Extr. *Potestatem*
n. 22, p. 322.
Quæstio 10, § 12.
311.

Lacroix, Extr. *Unde universaliter*, pag. 340, donne cette règle générale pour discerner la Restriction qui n'est pas purement mentale. « Quoique les termes, dit-il, ne soient pas ambigus par eux-mêmes, & qu'ils dussent signifier déterminément une chose; néanmoins si, eu égard aux circonstances du lieu, du tems, de la personne, soit de celui qui interroge, soit de celui qui répond, ou si par quelque autre signe qu'on puisse humainement appercevoir, ils sont restraints à la signification d'une autre chose; ce n'est pas une Restriction purement mentale, & il n'est pas défendu de s'en servir, quand on en a une raison considérable. »

Les Théologiens n'ont point donné une autre notion de cette espèce de Restriction. Le Continuateur de Tournély, à l'endroit qu'on vient de citer, après avoir dit que ces Restrictions sont permises, en rend cette raison, sçavoir que l'usage, la manière de s'exprimer, ou les circonstances peuvent les faire appercevoir; & qu'ainsi elles n'empêchent point que le discours extérieur, si on fait attention à toutes les circonstances, ne soit vrai, & ne s'accorde avec la pensée de celui qui parle. *Quia nempe vel ex consuetudine vel modo loquendi, vel ex circumstantiis deprehendi possunt: unde non impediunt quominus sermo exterior, attentis omnibus circumstantiis, omnino verus sit & cum animo consentiat.*

Sur cette notion Lacroix décide qu'il n'y a point de Restriction purement mentale à répondre à la pensée de celui qui interroge, quoique les paroles que l'on profère fussent fausses en elles-mêmes, si elles étoient proférées en d'autres circonstances. Par exemple, dit-il, vous me demandez si j'ai tué Caius; je réponds que non, quoique je l'aye tué; & je ne mens point, je ne pêche point; parceque dans les circonstances de la supposition, où le crime est entièrement occulte, & où ma vie est en danger, si je l'avoüe, je ne dois point présumer, à moins que je n'en aye

Extr. *Non est*
negotium, p. 313.

„ des preuves d'ailleurs, que vous me demandiez absolument si
 „ j'ai commis ce crime, n'ayant aucun droit de m'interroger ainsi
 „ d'une maniere absolue, & moi de mon côté, n'étant pas obli-
 „ gé dans ces circonstances, où il n'y a pas même une demie
 „ preuve du crime, de vous le révéler avec un péril certain pour
 „ ma vie, quand même vous seriez mon Juge. »

Nous avons cité ci-dessus tant d'Auteurs qui donnent la même décision, qu'on ne peut douter que ce ne soit la doctrine commune. D'ailleurs que dans la réponse dont il s'agit, il n'y ait point de Restriction purement mentale, c'est ce qui est évident par la définition de cette sorte de Restriction.

Extr. des obs.
 p. 141.

Lacroix dit encore que dans les cas où la Restriction & l'équivoque sont permises, ce n'est pas un parjure d'y ajouter le serment. La raison en est claire. Quand la Restriction ou l'équivoque sont permises, il n'y a point de mensonge à s'en servir : or point de parjure sans mensonge. Remarquez cependant que Lacroix ne dit point qu'en cela il n'y a jamais de péché, parcequ'il n'est permis d'ajouter le serment, que lorsqu'on ne peut s'en dispenser.

Il est question de voir présentement, si parmi les assertions qui nous restent à examiner, il y en a quelqu'une qui autorise la Restriction purement mentale.

Extr. Réponse
 question, p. 302.

Suarez donne comme certain que l'amphibologie mentale est permise avec de certaines limitations. „ Ce sentiment, dit-il, est
 „ très sûr dans la pratique, & il est vrai en rigueur, pourvu qu'on
 „ ne parle pas d'une maniere arbitraire, & que l'on conçoive une
 „ Restriction proportionnée aux paroles & à la matiere dont on
 „ parle, ou du moins une Restriction telle, que si on l'exprimoit
 „ en paroles, & qu'on la joignît avec l'autre partie du discours,
 „ elle formât un sens conforme & vrai, d'où il résulteroit une ré-
 „ ponse propre & convenable. »

Qu'on examine ce texte tant qu'on voudra, on n'y trouvera rien qui désigne la Restriction purement mentale. Si Suarez ne l'a point exclue d'une maniere nette & précise, c'est qu'il écrivoit dans un tems, où cette espèce de Restriction n'étoit pas encore condamnée, & où on ne l'avoit pas encore exactement distinguée de celle qui est permise.

Il en faut dire autant de l'Extrait suivant de Réginald. „ Re-
 „ marquez que l'amphibologie dont il s'agit n'est pas seulement
 „ celle qui résulte de la différente signification des termes ; mais
 „ aussi celle qui se rencontre , lorsque les paroles proferées prises
 „ en elles-mêmes & séparément , sont fausses ; mais qu'elles de-
 „ viennent vraies en y joignant d'autres paroles que sous-entend
 „ celui qui parle. “

Extr. *Adversus
 anan.* p. 106.

Il est clair que cette remarque peut s'entendre de la restriction
 qui n'est pas purement mentale , & dès-lors il y auroit de l'injustice
 à la prendre dans un mauvais sens , à moins qu'il ne soit prouvé
 d'ailleurs que Réginald a permis la restriction purement mentale.
 Car, suivant une des règles prescrites par Benoît XIV, „ S'il échappe
 „ quelques propositions ambiguës à un auteur d'ailleurs Catholi-
 „ que, & jouissant d'une réputation saine sur le fait de la Religion
 „ & de la Doctrine, l'équité semble demander qu'autant qu'il sera
 „ possible, on l'explique favorablement, & on prenne en bonne
 „ part ce qu'il aura dit. “ Je sçais qu'il ne tient pas au Rédacteur
 qu'on ne regarde Réginald & tous les Jésuites, comme des hommes
 décriés sur la Religion & la doctrine. Mais je sçais aussi que la voie
 qu'il a prise pour y réussir , est plus propre à le diffamer lui-même,
 qu'à diffamer les Théologiens qu'il attaque.

L'auteur du Livre intitulé, *Manuale Sodalitatis*, n'a rien avancé
 non-plus qui autorise la restriction purement mentale, lorsqu'il a dit :
 „ Toutes les fois qu'en répondant conformément à la pensée de
 „ celui qui vous interroge injustement , vous seriez exposé à quel-
 „ que mal que vous pouvez éviter par l'adresse susdite ; autant de
 „ fois il vous est permis d'user en parlant de secrettes restrictions
 „ mentales. “ Dès-là que celui qui interroge , interroge injuste-
 ment, il a une raison de présumer qu'on ne répondra pas d'une
 manière conforme à son intention : ainsi la restriction dont on usera
 en lui répondant , considérée sous ce point de vuë , ne sera pas
 purement mentale.

Extr. *Quæst. 5.
 pag. 101.*

Sanchez demande si dans le cas d'une promesse extorquée, il est
 permis de jurer en retenant dans son esprit cette restriction : Je jure
 que je vous payerai, si indépendamment du serment que je fais , je
 suis votre débiteur. Quelques-uns le nient, ajoute-t-il, par la raison

Extr. *Ibid. en li-
 cent. pag. 304.
 Undecimus dedu-
 citur ibid.*

Suite de la 111. Partie.

N n

que les patoles, suivant la maniere commune de les entendre, ne sont pas compatibles avec une telle amphibologie : mais il faut dire que cela est permis.

Il ne donne cette décision que sur l'autorité d'Ange de Clavasio, *V. Juramentum* 5. n. 8. casu 9 : de Navarre, in *Cap. Humana* autres : de Sylvestre, *V. Juramentum* 4. n. 7. Les paroles de Sylvestre sont expresses. *Si verò in aliquo sensu intendebat facere quod jurabat, licet non in sensu ejus cui jurabat : ut quia juravit dare centum, subaudiendo in animo suo, si debuerit, tunc non peccat, quia non tenetur jurare secundum intentionem ejus, cum non sit suus Iudex, sed utitur simulatione licitâ.*

Dela Sanchez infere que celui qu'on forçetoit à prendre pour épouse une personne qu'il ne seroit pas tenu d'épouser, pourroit jurer qu'il l'épousera, en sous-entendant, si j'y suis tenu, ou, si elle me plaît dans la suite. Ce cas est de même nature que le précédent, & sa solution dépend des mêmes principes. Si l'on juge que dans l'un & dans l'autre la restriction est purement mentale, il n'est pas douteux qu'il ne faille abandonner la décision. Si au contraire celui à qui on jure forcément, peut & doit présumer qu'on usera de la restriction marquée dans l'espèce proposée, ou de quelque autre semblable, la restriction n'étant pas alors purement mentale, il ne paroît point qu'à cet égard la décision soit condamnable.

Voici un autre cas proposé par Sanchez, où les plus grands Casuistes, tels qu'Angelus, *V. Juramentum*, 4 ; Sylvestre, *V. Juram.* 3. n. 2 ; Navarre, *Manual. cap. 12. n. 9* ; Philarchus, *to. 1. p. 2. lib. 3. cap. 14* ; Sayr, *Clav. Reg. lib. 5. cap. 6. n. 23* ; & Louis Lopez, *Part. 1. cap. 42* ; ont cru avant Sanchez, pouvoir permettre la restriction mentale. Une femme excommuniée pour ne vouloir pas cohabiter avec son mari, qu'elle sçait ne l'être pas à cause de quelque empêchement secret, se trouve à l'article de la mort. Le Confesseur, avant que de l'absoudre, juge qu'il est de son devoir de l'obliger à promettre avec serment qu'elle cohabitera avec son mari, si elle revient en santé. Peut-elle faire cette promesse, en sous-entendant, si cela m'est permis ? Sanchez le pense. Navarre va plus loin, & dit qu'elle le doit. *Tunc temporis potest & debet jurare se id futurum, concipiendo intra se conditionem illam, si id sine peccato fieri*

pōssit : & ob hoc , si postea convalesceris ex infirmitate , & ad maritum nequaquam redieris , perjuri rea nullatenus eris. Remarquez que ces Théologiens supposent que l'empêchement est tel , que la femme ne scauroit le prouver ; *quia non potest probare*, dit Sylvestre. Il ne nous appartient pas de porter notre jugement sur un cas aussi difficile : c'est à ceux qui ont l'autorité à prononcer.

Emmanuel Sa dit que , selon des Théologiens , lorsqu'on n'est pas tenu de jurer conformément à l'intention de celui qui nous interroge , on peut le faire en se conformant à la sienne propre : ce que d'autres Théologiens nient , sur ce que des paroles qui prises absolument sont fausses , ne sont pas excusées de mensonge par cette réserve mentale. Les uns & les autres , ajoute Sa , sont habiles , & leurs décisions respectives sont probables. Il ne se déclare , comme l'on voit , pour aucun parti. Filliucius dit quelque chose de plus : il se déclare pour le sentiment des premiers , comme étant plus probable ; quoiqu'il reconnoisse en même tems que l'autre sentiment est probable.

Extr. Nov. in
mortalis p. 296.

Extr. 1^o Quæst.
p. 109.

Il n'y a rien dans ces deux extraits qui engage à les entendre de la restriction purement mentale ; & sur ce pied , on ne voit pas pourquoi on feroit un crime à ces auteurs d'avoir dit d'une opinion enseignée par le torrent des Théologiens , qu'elle est probable , ou même plus probable.

Castro-Palao donne pour règle générale que toutes les fois qu'on a un sujet légitime de cacher la vérité , & qu'on exige de nous le serment , on peut sans péché user de serment amphibologique ; un tel serment étant accompagné de vérité & de justice , & la troisième qualité , qui est le jugement , s'y trouvant aussi , parce qu'une raison d'utilité engage à le prêter. Il suppose que cette raison d'utilité est telle , qu'elle ne porte aucun préjudice au prochain , ni au bien public. Cette règle est le principe de toutes les décisions qu'on a vues sur cette matière , & qui sont données par bien d'autres que des Jésuites.

Extr. Dignus , p.
113 & 114.

Il ajoute que , si celui qui nous interroge veut exclure toute équivoque , & exigeoit de nous un serment de dire la vérité sincèrement & sans aucune ambiguïté ; on pourroit encore user d'amphibologie & de restriction , en sous-entendant , que l'on jurera sans équivoque injuste.

N n 2

Il ne paroît pas que cette assertion ait rien de plus mauvais que celle qui précède. Supposons un accusé injustement interrogé par un Juge. Un très grand nombre de Théologiens conviennent qu'il peut nier avec restriction le crime dont on l'accuse. Mais si le Juge qui présume avec raison qu'il lui cachera la vérité, parcequ'il n'est point obligé de l'avouer, l'oblige à jurer qu'il parlera sincèrement & sans restriction, l'accusé sera-t-il tenu de faire ce serment dans la forme qui lui est prescrite par le Juge, sans y rien ajouter mentalement ? Si cela étoit, tout Juge auroit un moyen sûr de tirer la vérité de ceux qu'il interroge contre les formes de droit. Quel parti prendra donc l'accusé ? Il ne peut refuser de jurer ; on l'y contraint. Il n'est pas tenu de jurer purement & simplement qu'il dira la vérité sans équivoque ni restriction : car le Juge n'a pas plus de droit d'exiger de lui un tel serment, qu'il n'en a de sçavoir le fait sur lequel il l'interroge. Reste donc qu'il jure de ne point user d'équivoque injuste. Telle est la conclusion que les partisans de l'équivoque ne peuvent se dispenser de tirer de leurs principes.

Le dernier Extrait que nous ayons à examiner sur cette matière, est de Marin. Il n'est pas possible de le faire entendre, sans suppléer à ce que le Rédacteur a supprimé,

Tit. 11. disp.
de. scilicet. l. 1. m. 40.
m. seqq.

Marin se fait cette Question. Lorsque des parens ou des alliés demandant une dispense pour s'épouser, taisent un mauvais commerce qu'ils ont eu ensemble, la dispense est-elle nulle ? Il rapporte les deux sentimens opposés ; l'un de Sanchez & de quelques autres qui assurent qu'on doit faire mention de ce mauvais commerce ; l'autre de Navarre, de Salcedo, de Diaz, d'Ovandus, de Sa, de Henriquez, de Pierre de Ledesma, de Rodriguez, de Vega, de Basile Ponce, de Hurtado, de Cevallos, de Villalobos, de Diana & de Léandre, qui pensent le contraire. Il ajoute un troisième sentiment mitoyen : après quoi il se déclare pour le second sentiment, & il en donne les preuves.

Tit. 11. obj. 2^a Ex
de. scilicet. l. 1. m. 40.
m. seqq.

Il répond ensuite aux objections : la seconde objection avec sa réponse fait la matière de l'Extrait. Marin s'objeete donc. „ Il suit „ de là que, si dans la dispense on n'a point mis de condition, ni „ cette clause, *pourvu que les contractans n'aient point habité en- „ semble*, l'Ordinaire venant à les interroger là-dessus, ils pour-

„ roient nier la chose ; ce qui paroît difficile à soutenir , sur-tout s'il
 „ les interrogeoit sous la foi du serment. „ Ici le Rédacteur jette
 une suite de points.

Marin continuë. „ Navarre, Hentiquez & Pierre de Ledesma
 „ disent que les Contractans peuvent nier sans parjure leur mau-
 „ vais commerce pourvu qu'il ait été secret, & qu'il n'y ait eu ni
 „ indices , ni scandale, ni infamie ; parcequ'alors le Juge n'interro-
 „ ge pas juridiquement. Navarre & Vega soutiennent que soit qu'il
 „ soit licite ou non de nier ce commerce, s'il a été secret, la dis-
 „ pense est valide. Ovandus ajoute, que cela est vrai, quand même
 „ on seroit assuré que l'Ordinaire ne dispenserait point, s'il avoit
 „ connoissance du mauvais commerce. „

„ Je répons (Le Rédacteur reprend ici le texte) par ce que j'ai dit
 „ sur la Pénitence, disp. 3. sect. 4. & disp. 5. sur la Foi, & souvent
 „ ailleurs avec Sanchez & Chrysol, que nier l'inceste, quoiqu'avec
 „ serment, ce peut être une chose exempte de toute faute, *potest
 carere omni culpa*. Ce sont les propres paroles de Marin dans son Ex-
 trait ; voici comme on les rend dans la Version françoise ; *il n'y a
 aucune faute*. La falsification saute aux yeux.

La raison que Marin rend de sa décision est qu'en ce cas le ser-
 ment est vrai, & qu'il a ce sens, ou quelque autre semblable ; *je
 n'ai point commis d'inceste qui soit soumis au for externe, où le Juge
 m'interroge*.

Par la supposition de Marin, l'inceste est secret ; la dispense est
 valide, quoiqu'on n'en ait pas fait mention en la demandant ; le
 Juge n'interroge pas juridiquement. Ainsi il paroît qu'en ce cas la
 restriction n'est pas purement mentale, puisque le Juge qui sçait
 qu'on n'est pas tenu d'avouer l'inceste, peut & doit présumer qu'on
 ne l'avouera pas.



CHAPITRE IV.

Du crime de faux & de la Restitution.

Not. Falsariæ,
pag. 295.

V. Falsariæ,
qu. 1.

Summ. V. Falsariæ
vini.

Sur le crime de faux il n'y a qu'une assertion d'Emmanuel Sa, laquelle est ainsi conçue. „ On ne commet point un faux, ni un péché mortel, lorsqu'on fabrique un nouveau titre d'hérédité ou de „ Noblesse, à la place de celui qu'on a perdu. „

Ce Jésuite s'est fondé sur la définition commune du crime de faux, telle que la donnent les Canonistes & les Jurisconsultes; *mutatio veritatis cum dolo & jactura*. D'où Sylvestre conclut après le Cardinal d'Osie, Azon & Tancrede, que ces trois choses, sçavoir l'altération de la vérité, le dol & le préjudice causé au prochain, doivent concourir pour qu'il y ait un faux. Or il ne paroît pas qu'elles se rencontrent dans l'espèce proposée. Sur ce qu'il ajoute que ce n'est point un péché mortel, il n'a parlé que d'après Cajétan, qui dit que le crime de faux est de sa nature un péché mortel, mais qu'il se peut faire qu'il n'y ait qu'un péché véniel, ou à raison de la petitesse du dommage, ou pour d'autres causes. *Possent tamen propter imperfectionem actûs veniale tantum intervenire peccatum, vel ratione minimi nocuenti, vel &c.* Or dans le cas dont il s'agit, on ne fait tort à personne.

Ce que nous disons ici n'est pas tant pour justifier la proposition de Sa, que nous croyons mauvaise, que pour montrer qu'il l'a déduite assez vraisemblablement des principes reçus en cette matière. Quoiqu'il en soit, voici l'assertion qu'on y a substituée dans l'Edition corrigée des Aphorismes de cet Auteur. *Non licet amissa scriptura de hereditate aut nobilitate, aliam similem facere, etiamsi nulli fiat injuria.*

Sur la restitution il y a deux assertions, l'une de Sa, l'autre de Taberna.

Not. Testis nihil,
pag. 295.

Sa dit qu'un témoin ne peut rien recevoir pour la déposition de la vérité; mais que s'il souffre à cette occasion quelque préjudice,

il est en droit de se faire dédommager. Il ajoute que s'il reçoit quelque chose pour porter un faux témoignage, il n'est pas tenu de restituer ce qu'il a reçu.

La première partie de cette décision ne souffre aucune difficulté. Quant à la seconde, c'est la doctrine expresse de S. Antonin. Si le témoin, dit-il, reçoit de l'argent pour rendre témoignage, qu'il le restitue à celui de qui il l'a reçu, à moins qu'il ne le lui eût donné pour le corrompre : *Accipiendo autem pecuniam pro testimonio, restituas ei à quo accepit, nisi ille dedisset ad corrupendum testem.*

2. p. tit. 1. cap. 19. §. 7.

C'est la doctrine de Navarre. Celui là pèche, dit-il, qui reçoit un salaire pour déposer la vérité, & il est obligé de le restituer à celui de qui il l'a reçu. Celui-là pèche aussi qui reçoit de l'argent pour rendre un faux témoignage : mais il n'est pas obligé à restituer ; il y a seulement pour lui une obligation de conseil de donner cet argent aux pauvres. *Et qui accipit ut falsum testetur, (peccat) sine tamen necessitate restituendi nisi de consilio pauperibus.*

Manuel. cap. 37. n. 45.

C'est aussi la doctrine de Fumus. *V. testis. n. 12.* de Sylvestre, *ibid. n. 8.* & d'une infinité d'autres.

Taberna dit que celui qui refuse de déposer, lorsqu'il le peut & qu'il le doit, n'est point obligé à restitution précisément en vertu de ce refus ; parceque le violement de la Justice légale & de la charité, d'où dérive ordinairement l'obligation de déposer, n'emporte point celle de restituer.

Extr. Notarum, pag. 110.

Voici la même assertion dans Sylvius. 2. 2. q. 70. art. 1. *quest. 1. concl. 5.* *Qui sciens vocandum à judice ut testificetur, fugit vel se occultat, peccat contra charitatem, non tamen contra justitiam, ideoque non est restitutioni obnoxius.* La raison qu'il en donne est qu'on n'est obligé ni envers le Juge, ni envers la Partie à témoigner en vertu de la Justice commutative, & que, selon S. Thomas, la restitution est un acte de justice commutative. Il cite pour cette décision Soto & Salonijs.

Il va plus loin, *ibid. concl. 6.* & il prouve contre Navarre, Salonijs & Azor, que si celui à qui l'ordre du Juge a été légitimement intimé, évite de comparoître, ou s'il comparoit, & qu'il refuse de témoigner, il est plus probable qu'il n'est point obligé à restitution.

PRÉVARICATION

DE JUGES.

LEs six ou sept Extraits qu'on lit sous ce titre, se rapportent à trois Questions.

Premiere Question. Le Juge est-il obligé à restituer ce qu'il a reçu pour porter une Sentence injuste, après qu'elle est portée?

V. Pañf. pag.
355 - 357.

Fabri dans son vrai texte, que le Rédacteur a horriblement mutilé, dit que Cajétan & Covarruvias assurent qu'il y est obligé; mais qu'un nombre presque infini d'Auteurs, après Bartole, S. Antonin, Ange de Clavasio, Sylvestre, Navarre &c. tiennent pour l'opinion contraire. Il rapporte la raison sur laquelle s'appuyent ces derniers, & il dit qu'elle n'est pas frivole. Pour lui, non seulement il ne prend point de parti, mais il a grand soin d'avertir dès la Préface qu'il n'adopte point le second sentiment, quoiqu'il dise que la raison qu'on en apporte n'est pas frivole.

Exit. Quæst. 1.
pag. 345.

Taberna répond que si le Juge a reçu quelque chose pour rendre une Sentence juste & due, il est tenu de restituer, dans le cas où il a un honoraire raisonnable; parceque le droit naturel dicte qu'on ne peut pas vendre à autrui ce qui lui étoit déjà dû par justice; mais que s'il a reçu de l'argent pour rendre une Sentence injuste, il est probable qu'il peut le garder, & que ce sentiment est soutenu par cinquante-huit Docteurs.

Exit. Sed quid si,
pag. 347.

Fégeli, dont il est à propos de voir le texte avec les réflexions qui l'accompagnent dans le premier Tome de cette Réponse, pag. 357, dit que ceux qui donnent ou reçoivent des présens à titre de prix pour une chose licite, mais non injuste, ou pour une chose due à quelque autre titre qu'à celui de justice, se rendent coupables de péché; & que néanmoins, après l'action faite, ils ne contractent point l'obligation de restituer, pourvu qu'ils aient reçu pour une chose estimable à prix d'argent, & qu'on excepte certains

certain cas. Sa raison est qu'alors en vertu du contrat passé entre celui qui donne & celui qui reçoit, celui qui donne acquiert un droit véritable & de rigueur étroite à l'action qui lui est utile, & qui ne lui est pas due par justice ; & que celui qui reçoit s'oblige à faire une chose qui lui est onéreuse à cause des peines, par exemple, celles auxquelles s'expose un Juge qui reçoit quelque présent pour porter une Sentence illicite. Cet auteur, comme l'on voit ne parle du Juge qu'incidemment, & par manière d'exemple. Il l'exempte néanmoins de l'obligation de restituer.

Lacroix dit seulement par forme de récit que S. Thomas, Bannez, Sanchez &c. enseignent, qu'à ne considérer que le Droit naturel, le Juge n'est point tenu de restituer ce qu'il a reçu pour une Sentence injuste. Il dir, à ne considérer que le Droit naturel, parceque si les loix en avoient disposé autrement, le Juge seroit obligé à restitution.

EXT. Au Juge.
p. 143.

Sur cela, presque tous les Théologiens, ayant à leur tête S. Thomas, S. Raymond de Pegnafort & S. Antonin, enseignent que, quoiqu'on ne puisse sans péché s'engager à une action illicite ; néanmoins l'action une fois faite, on n'est point obligé à restituer ce qu'on a reçu comme prix de cette action. *Si autem Lex*, dit le Docteur Angélique, *prohibuit actum ex quo quis lucratur, sed non lucrum supposito actu, tunc quamvis acquirendo contra legem fecerit, tamen tenendo non facit contra legem, sicut cum quis de lenocinio vel meretricio lucratur, & idè hæc retineri possunt.*

In. 4. dist. 15.
qu. 2. art. 4.

„ Il est vrai, dit Pontas, qu'on peut objecter que ces sortes de
„ conventions qui sont contre les bonnes mœurs, n'ont point de
„ force avant que le péché soit commis, parcequ'on ne peut obli-
„ ger ni être obligé à le commettre, & même qu'elles sont inva-
„ lides après le péché commis, quant au for extérieur, parcequ'on
„ n'y est pas admis à faire la demande de la chose promise ; mais
„ on répond qu'elles ne laissent pas d'être valides quant à l'effet de
„ la recevoir & de la retenir, tant qu'il n'y aura point de condam-
„ nation contraire. Et c'est dans ce sens qu'il faut entendre la Loi :
„ *Pacta qua contra leges, constitutiones, vel contra bonos mores fiunt,*
„ *nullam vim habere indubitati juris est ;* & cette autre Loi : *Si flagitii*
„ *faciendi vel facti causâ concepta sit stipulatio, ab initio non valet.*

AU MOT Restitu-
tion, cas 110.

Suite de la III. Partie.

O o

Voilà pour la justification de l'assertion de Féneli, à l'exception de ce qui regarde le Juge.

Si l'action illicite est en même tems injuste, ou contraire aux droits d'un tiers, comme lorsqu'un Juge reçoit quelque chose pour rendre une Sentence injuste, tous les Théologiens conviennent qu'il est obligé de réparer le tort qu'il a fait à ce tiers; mais en même tems ils prétendent pour la plupart qu'à s'en tenir au droit naturel, ce Juge acquiert le domaine de ce qu'il a reçu, & la Sentence injuste une fois portée, n'est point tenu de le restituer à celui en faveur de qui il a porté la Sentence. *Attento jure naturali & divino, id quod acquiritur per actus malos & qui sunt peccata, non est restituendum, sed est ejus qui illud lucratur. Exemplum est in pretio quod datur. . . Judex ut ferat Sententiam injustam: hac est sententia omnium Thomistarum.* Ce sont les paroles de Pierre de Ledesma. Lacroix ne fait que rapporter ce sentiment, sans marquer qu'il l'adopte. Quand il l'adopteroit, quel pourroit être son crime?

Toute la question se réduit donc à savoir si le Juge en ce cas est obligé à restituer par le Droit positif. Pierre de Ledesma dit encore que l'opinion commune des Disciples de S. Thomas, est qu'il n'y est point tenu, avant qu'il intervienne un jugement qui l'ordonne; *Hoc tamen non obstante multò probabilius esse judico, quando ante sententiam Judicis non sit facienda restitutio. Ita communiter Thomista.* On peut voir la même décision dans Sylvestre, *V. Judex 1. qu. 12.* & dans Jacques de Grassis, *Lib. 2. cap. 122. n. 5.* Les Jésuites dénoncés n'en ont pas tant dit.

S'il est inique de les dénoncer à ce sujet, comme des corrupteurs de la Morale, il l'est bien davantage d'érédre cette accusation à tout le Corps des Jésuites, tandis que plusieurs de leurs Théologiens, tels que Valentia, Comitulus, Anroine &c. sont d'un sentiment contraire, & pensent que non seulement le droit positif, mais même le droit naturel oblige le Juge à restituer. Je ne citerai que les paroles d'Antoine. Il se demande s'il est permis à un Juge de recevoir des présents des Parties. Et il répond qu'il n'est point permis de recevoir quelque chose que ce soit, pour une Sentence, soit juste soit injuste; & qu'à considérer le droit naturel, il est tenu de restituer ce qu'il a reçu de la sorte à celui qui le lui

De Jur. & Just.
tract. 2. cap. 11.
concl. 6.

Ubi suprà.

Val. To. 3. disp.
5. qu. 6. puncto.
5.
Comit. lib. 4.
qu. 6. n. 4.
Antoine, trad.
de obligat. cap.
5. qu. 4.

a donné. *Et sic accepta restituere tenetur spectato jure naturali ei qui dedit.*

Seconde question. Le Juge peut-il recevoir des présens? Taberna & Laymann répondent 1^o que cela leur est défendu par la loi positive. Taberna excepte seulement les présens de choses comestibles, qui peuvent se consumer en peu de jours. Cette exception est marquée en termes exprès dans la loi. *Plebiscito continetur ut ne quis Praesidium munus donum caperet, nisi esculentum poculentumve, quod intra dies proximos prodigatur.* ff. lib. 1. tit. 12. leg. 18; & dans le Droit Canonique au chap. *Statutum de Rescriptis in 6. Insuper ut gratis & cum omni puritate iudicium coram ipso (iudice delegato) procedat, nulum munus vel quidpiam aliud (nisi forsan esculentum vel poculentum merà liberalitate oblatum... quod paucis consumi possit diebus...) recipere ab iisdem partibus, qualitercumque presumat.*

Enr. Question.
p. 2. 145.
Lect. Juris.
p. 2. 146.

Ils répondent en second lieu que pour l'ordinaire ils pèchent grièvement, soit à cause du scandale, soit à raison du péril où ils s'exposent de pervertir la Justice; & que c'est pour cela que l'Ecriture Sainte blâme en beaucoup d'endroits les Juges qui reçoivent des présens. Nous supposons qu'il n'y a encore en ceci rien de pernicieux & de dangereux.

Enfin ils répondent que précision faite des Loix positives, du scandale, & du danger de se laisser corrompre, & à ne considérer que le Droit naturel, il n'est pas défendu au Juge de recevoir des présens, & qu'il en acquiert le domaine, quoiqu'il ne fasse rien en faveur de la partie qui a donné, & qu'il juge même contre elle, n'ayant égard qu'à la nature de la Cause.

Il nous seroit aisé de produire un grand nombre d'autorités en faveur de ce sentiment, qui n'est à proprement parler, qu'une opinion métaphysique, & qui ne peut avoir aucune influence dans la pratique, puisque les Loix Civiles & Canoniques qui défendent aux Juges de recevoir, les obligent en conscience, comme Taberna le reconnoît; & que le scandale ou le péril de se laisser corrompre est moralement inséparable de l'acceptation de ces sortes de présens. Néanmoins nous croyons avec Viva, le Cardinal de Lugo, Haunolde, & plusieurs autres Jésuites que l'opinion contraire est vraie, & que le Droit naturel interdit aux Ju-

Viva in prop. 22
ab Alex. d. Vil
damm. n. 11.
De Lugo, disp.
17. n. 129 de
Jure & Just.
Haunold. Te. 1.
trait. 2. n. 61.

ges ces sortes de présens , à moins qu'ils ne soient de peu de valeur , & qu'ils ne puissent en aucune maniere engager le Juge à faire pancher la balance du côté de celui qui les lui offre. *Quod spectat ad munera*, ce sont les termes de Viva, *qua dari solent judici aut electori ad alliciendum animum ut tibi potius quam alteri faveat*, *dicendum ea non solum contra leges positivas accipi, sed etiam contra legem naturalem, nisi sint parvi valoris, qua censeantur dari omnino liberaliter, ita ut donans non censeatur conqueri, si deinde alteri favor tribuatur*. Nous croyons avec Anroine, que les Docteurs étant partagés sur l'obligation de restituer avant toute Sentence, les présens offerts de plein gré & libéralement, & nullement pour se racheter d'une vexation injuste, le Confesseur doit toujours obliger à restitution.

Antoine, ubi
supr.

Witt. Anterren-
tur, pag. 147.

La troisième question est, si des Grands ou des Sénateurs qui auroient donné un suffrage injuste, seroient tenus à restitution, lorsqu'il se seroit trouvé sans eux un nombre suffisant de suffrages pour la même injustice.

Fégeli répond dans l'Extrait qu'ils seroient tenus à restituer, s'ils étoient des premiers à donner leur suffrage; mais non pas, s'ils étoient des derniers, par la raison que dans le premier cas, ils sont censés influencer efficacement dans le dommage qu'a causé leur suffrage injuste, & qu'ils ne sont pas censés y influencer dans le second.

V. Falck. p. 359.

Cette réponse est insuffisante; aussi Fégeli ajoute-t-il dans son texte, 1^o que dans le second cas même, ils se rendent coupables de péché mortel en matière grave contre la justice. 2^o qu'ils sont obligés à restituer, s'ils espèrent qu'en portant un juste suffrage, ils feront changer ou révoquer les premiers suffrages injustes; & encore, si par leur injustice, ils contribuent à augmenter le dommage ou la peine que souffrira contre toute équité celui contre qui est portée la Sentence.

Le résultat de cette décision est que l'obligation de restituer n'a lieu que quand on a coopéré efficacement en quelque manière que ce soit au dommage d'autrui. Or c'est la doctrine reçue de tous les Théologiens. Il suffira de citer l'Auteur des Conférences d'Angers.
„ Les personnes qui coopèrent à un dommage en quelqu'une des six
„ premières manières (*jussio, consilium, consensus &c.*) qui sont directes

To. 1. sur les
Comm. p. 370.

„ & positives, sont coupables & obligées à restitution, si leur coopération a réellement influé dans le dommage : mais si leur coopération „ a été sans effet, quelque coupables qu'elles soient d'avoir dit ou fait „ une chose capable de nuire au prochain, elles ne sont pourtant obligées à aucune restitution, puisqu'elles n'ont causé aucune perte. “

Et un peu plus bas, „ Par le consentement (qui oblige à restitution) on n'entend, selon S. Thomas, que celui qui est absolument nécessaire, & sans lequel le dommage ne se feroit pas ; „ comme est celui d'un Juge qui donne sa voix pour faire perdre „ la Cause à une partie qui avoit bon droit. „



VOL, COMPENSATION OCCULTE, RECELÉ &c.

S'IL est un article sur lequel le Rédacteur paroît plus déterminé à attaquer dans les écrits des Jésuites la doctrine reçue dans toutes les Ecoles, même les principes & les décisions puisés dans les lumières du bon sens, c'est celui-ci. Le vol n'est point une de ces matières obscures & embarrassées, sur lesquelles il est donné à peu de personnes de connoître au juste le vrai ou le faux : presque tout le monde est en état de juger de ce qui est vol, & de ce qui ne l'est pas, de ce qui en constitue l'essence, de ce qui en augmente ou en diminue la grièveté. L'examen de cet article n'aura donc presque aucune de ces épines qui environnent la plupart des points de la Morale ; & tout lecteur, avec un peu de jugement & de droiture de raison, pourra discerner les assertions condamnables de celles qui sont exemptes de tout reproche.

L'article sera divisé en trois Chapitres. Le premier traitera du Vol. Le second de la Compensation occulte. Le troisième devoit parler du Recelé. Mais le Recueil ne produit aucun extrait sur cette matière, en revanche il en rapporte plusieurs qui appartiennent à la Restitution, & qui feront la matière du troisième Chapitre.

CHAPITRE PREMIER.

Du Vol.

LES assertions rapportées sous ce titre , ont pour objet ou la nature du Vol , ou la quantité nécessaire pour qu'il y ait péché mortel en matière de Vol , ou les petits vols , ou les vols domestiques , ou la nécessité qui excuse le vol. Autant de points qui demandent chacun un article séparé. On ne fera pas mention des extraits de Thèses & de Cahiers pour les raisons tant de fois expliquées.

ARTICLE PREMIER.

Nature du Vol.

LA justesse de presque toutes les décisions sur le vol , dépend de sa définition. Il est donc essentiel de s'en former une juste idée. Le vol consiste à *prendre en cachette ou à retenir le bien d'autrui, contre la volonté raisonnable du maître*. C'est la notion qu'en donnent toutes les loix , tous les Jurisconsultes , tous les Théologiens ; & chez toutes les Nations il n'est personne qui ne conçoive que le vol est cela & n'est que cela.

C'est la *prise ou la détention du bien d'autrui*. La chose est évidente : personne n'a jamais été réputé voleur , lorsqu'il a pris ou retenu ce qui lui appartenait.

Le vol , en tant qu'il est distingué de la rapine , comme on le considère ici , doit être fait *en cachette* : au lieu que la rapine renferme toujours de la violence , & se fait à la vue & malgré la résistance du maître.

Afin qu'il y ait vol , il faut que la chose soit prise *contre le gré* du maître : car s'il étoit consentant , & que celui qui prend eût connoissance de sa disposition , il ne seroit pas censé le voler ; le consentement du maître étant alors une donation ou une cession qu'il fait de la chose qu'on lui prend.

Enfin l'opposition du maître à la prise ou à la détention de son bien, doit être *raisonnable*, c'est-à-dire, fondée en droit : parce-que s'il n'avoit nulle raison, nul droit de s'y opposer, on ne lui feroit aucune injustice en lui prenant la chose, & par conséquent il n'y auroit point de vol. De plus l'opposition du maître n'est juste, qu'autant que la chose lui appartient, & que celui qui la prend, n'y a point un droit supérieur au sien.

Tout cela étant si clair & si incontestable, on ne conçoit pas comment le Rédacteur a placé dans son Recueil l'assertion suivante qui est de Taberna. « Voler, c'est prendre le bien d'autrui » secrètement sans le consentement du maître. Le vol est diffé- » rent de la rapine, en ce que celle-ci ne se fait pas en secret, » mais sous les yeux & malgré la résistance du maître. « Et cette autre qui est de Fénelon : « Le vol, selon la décision commune, » consiste à prendre en secret ou à retenir le bien d'autrui, malgré » la volonté raisonnable du propriétaire. « Ce seroit faire injure aux Lecteurs, que de citer ici des autorités à l'appui de ces assertions.

De la définition reçue, Taberna déduit cette conséquence im- » médiate, condamnée aussi dans le Recueil, que « L'essence du » vol ne consiste pas précisément dans la prise du bien d'autrui » considérée en elle-même, & dans un état d'abstraction, mais » en tant qu'elle est jointe à une opposition plus ou moins grande, » & en même tems raisonnable du maître. » (a) Tamburini en conclut aussi que « La malice du vol consiste en deux choses, » dans le tort qu'on fait au prochain, & dans l'opposition raison- » nable qu'il forme au tort qu'on lui fait. »

Si le Rédacteur s'étoit donné la peine de consulter avant que de rien statuer sur ces Extraits, il auroit lu dans le Digeste que » L'on n'est point coupable de vol, lorsqu'on se persuade que le

(a) Le Latin porte : *Cum enim essentia furti non consistat praevis in ablatio rei alienae spectat : velut in abstracto.* Ce qui est ainsi rendu dans le Recueil : « Car le vol » ne consiste pas essentiellement à prendre » le bien d'autrui en général. « Il y a ici deux fautes. Il est faux que le vol ne con- » siste pas essentiellement à prendre le bien

d'autrui : il est vrai au contraire, comme le dit Taberna, que l'essence du vol ne con- » siste pas précisément en cela, ou que ce n'est pas tout ce qui constitue l'essence du vol. Il n'est pas question non plus du bien d'au- » trui en général ; mais de l'action de le pren- » dre, considérée en elle-même, & précision faite de tout le reste.

Extr. Fortum. q. 1.
p. 374.

Dans le corps de
l'Extr. R. de Jus-
titiarum. p. 379.

Dans Pense. Nota
quoniam. p. 375.

Extr. Semp. mi-
bi. p. 120.

„ maître ne s'oppose point à ce qu'on prenne ce qui lui appartient ;
 „ ou qu'il le permettroit. „ (b) Il auroit lû dans S. Antonin, que
 „ Si l'on croit, & si l'on a un juste sujet de croire que le maître de la
 „ chose permettroit de la prendre, on ne vole point. „ (c) Il auroit
 „ lû dans Sylvius, que selon S. Thomas. „ Le vol contracte la qualité de
 „ péché, de ce que la volonté de celui à qui on prend quelque cho-
 „ se, s'y oppose. „ Et encore „ qu'il n'y a point d'injustice ni de
 „ vol à user de bonne foi du bien d'autrui, en présumant le con-
 „ sentement du maître. „ (d) Il auroit lû dans Covarruvias „ Que
 „ si celui qui prend la chose d'autrui, est autorisé à penser & à
 „ juger sans aucune fraude, que le maître y consent & ne s'y op-
 „ pose pas, il ne commet point de vol. „ (e) Il auroit lû la même
 chose dans Navarre, dans le Continuateur de Tournély, en un
 mot dans tous les Auteurs qui ont traité cette matiere.

Comp. Nav. V.
 furtum, p. 106.
 Edit. Venet.

1798.
 Continuât. 20.
 3. tract. de Jur.
 part. 1. cap. 4.
 pag. 457.

Ext. Si quis pru-
 dent, p. 185.

Ext. Deu...
 verat, p. 268.

Taberna & Tamburini ont donc eu raison de dire ou de supposer
 qu'il n'y a point de vol à prendre une chose du consentement de
 celui à qui elle appartient. Et il n'est pas nécessaire que ce con-
 sentement soit toujours formellement notifié ; mais le Digeste &
 les Auteurs qu'on vient de citer, décident qu'il suffit que ce con-
 sentement soit prudemment présumé. Lacroix n'a donc point eu
 tort de dire que „ Si l'on présume prudemment que le maître de
 „ la chose est tout-à-fait content, ou que l'on sçache avec certi-
 „ tude qu'il la donneroit, si on la lui demandoit, on ne pèche
 „ point du moins grièvement en la prenant. „

Il faut encore parler ici de deux Extraits, l'un de Casnédi,
 l'autre faussement attribué à Guiménius autrement Moya. Casné-
 di

(b) Si quis arbitretur dominum invi-
 tum non esse, aut permissurum ut res sua
 contractetur, furti reus non est. L. 1. ff. de
 furtis. lege, inter omnes.

(c) Quinto, invito domino dicitur, quis
 si credit dominum permissurum, & subest
 justa causa credendi, non tenetur : secus,
 si non subest. S. Antonin, pars. 2. tit. 1.
 cap. 15.

(d) Huc etiam facit quod D. Tho. art.
 4. dicit, furtum ex hoc habere rationem pec-
 cati, quod est acceptio involuntaria ex parte
 ejus, cui aliquid subtrahitur. Sylv. in 2. x.

to. 3. qu. 66. art. 3.

Notandum verò tribus modis fieri posse,
 ut rei alienæ acceptio vel usurpatio non
 sit injusta, idèdque nec furtum... Ex mo-
 do, ut cum quis bonâ fide utitur re alienâ
 præsumens domini consensum. Id. ibid.

(e) Alioqui si rem alienam contractans
 justè possit existimare, & absque fraude
 existimet Dominum consentire, nec esse
 invitum, furtum ab eo minimè commit-
 titur. Covarr. pars. 2. Releâ. 10. 1. §. 1.
 num. 1.

di parlant de l'ignorance invincible, suppose que quelqu'un ignore invinciblement que le vol soit un mal, & qu'il croit même invinciblement que c'est un bien. Il dit que dans cette supposition, qu'il n'admet pas comme pouvant être réalisée, la volition du vol cru invinciblement un bien, ne répugne point à la bonté de Dieu, parceque *Dieu ne défend le vol qu'en tant qu'il est connu comme mal, & non en tant qu'il seroit connu comme bien.* Je ne vois pas le rapport que cette Assertion métaphysique peut avoir avec la Morale, ni en quoi elle favorise le vol; à moins qu'on ne montre que Casnédi a cru qu'on pouvoit croire invinciblement que le vol fut une bonne action. N'est-il pas vrai du reste, comme on l'a montré sous le péché Philosophique, que la Loi de Dieu ne peut être appliquée à nos actions, que par notre entendement, selon la connoissance qu'il en a ou qu'il en peut avoir; & qu'ainsi Dieu ne nous défend le vol, qu'autant qu'on peut y soupçonner du mal?

Sur l'autre Extrait qui est attribué calomnieusement à Guiménius, & qu'on a placé sous le titre *Vol* en dépit du bon sens, voyez ce qui en a été dit dans la première Partie. Pour ce qui est de la proposition de Vasquez, laquelle est un peu différente de celle que l'Extrait présente comme de lui, elle se réduit à ceci, que la justice étant la plus excellente des vertus morales, les péchés opposés à cette vertu, comme le vol, sont plus graves de leur nature, que les péchés opposés aux autres vertus morales, par exemple, à la tempérance. Que cette proposition soit vraie ou fausse, & bien ou mal déduite des principes posés par S. Thomas, quelle influence peut-elle avoir dans la Morale, & quel danger pour la pratique?

Extr. *Fœderum* 1716
p. 165.
V. *Palid.* p. 365.

ARTICLE II.

*De la quantité nécessaire pour qu'il y ait péché mortel
en matière de Vol.*

A Moins que de dire comme les Stoiciens que tous les péchés sont égaux, ce qui est contraire aux principes de la saine Morale, & aux lumières du bon sens; il faut nécessairement convenir que,

Suite de la III. Partie.

P p

Extr. *Coriam eff.*
pag. 114.

toutes choses d'ailleurs égales, la matiere plus ou moins considérable rend le péché plus ou moins grief. De plus à l'égard du Vol en particulier, il faut reconnoître, comme dit Gordon, dénoncé pour ce sujet par le Rédacteur, qu'il y a une quantité si petite, par exemple un liard, qu'elle ne suffit point par elle-même pour faire un péché mortel en matiere de Vol; & qu'au contraire il y en a une si grande, qu'elle excède visiblement les bornes nécessaires pour le péché mortel. D'où il suit en premier lieu, qu'à raison de la matiere le Vol peut quelquefois n'être que véniel : ce qui est avoué de tous les Théologiens, & ce que le Rédacteur semble nier, en condamnant comme il fait l'Extrait de Gordon. En second lieu, qu'il y a un terme où la matiere cesse d'être ce qu'on appelle légère & devient grave, c'est-à-dire, suffisante par elle-même pour le Vol mortel.

Sur ces principes, les Théologiens se sont beaucoup tourmentés pour assigner au juste ce terme précis qui constitue la quantité suffisante & requise pour le péché mortel; ils se sont partagés en divers sentimens, les uns reculant ce terme, les autres l'avancant plus ou moins, selon l'idée qu'ils se formoient du préjudice que portoit au prochain, eu égard à sa condition & à sa situation, la soustraction de telle ou telle quantité : & il est certain que comme la chose dépend d'une certaine estimation morale, qu'il n'est pas aisé de fixer, ils ont dû être dans un grand embarras, & dans une grande variété d'opinions à cet égard. Ajoutées à cela qu'étant obligés d'estimer cette quantité en argent, & la valeur de la monnoye haussant ou baissant en différens tems & en différens lieux, selon que les espèces y sont plus rares ou plus communes, cette mobilité continuelle de l'argent a dû jeter encore une plus grande variété dans leurs décisions. Nous verrons bientôt ce que la plupart reconnoissent comme plus certain ou du moins plus vraisemblable en cette matiere.

Extr. *In definitio-*
da, pag. 114.

Pour en venir aux Extraits, Gordon a dit que „Quand il s'agit „ de définir la quantité suffisante pour rendre le Vol un péché mortel, c'est l'embarras, c'est la difficulté; comme il paroît assez „ par la diversité des opinions de tant d'Auteurs sur ce sujet.

Extr. *Circa aff-*
quendam, pag.
116.

Cardenas a dit que „ Les Théologiens ont porté différens juge-

„ mens sur la détermination de la quantité considérable, suffisante pour qu'il y ait péché mortel. „

Marin a dit que „ Quant à la quantité suffisante pour le péché mortel, les Auteurs l'assignent différemment suivant les différentes conditions des personnes. „

Extr. Circa quanta
tatem, p. 169.

Enfin Stoz a dit : „ Quelle est la matière qui en genre de Vol est considérable & suffisante pour constituer un péché mortel ? quel est le est la matière légère ? C'est ce qui n'est décidé par aucun droit naturel, Divin ou humain, & qui par conséquent est laissé au jugement & à la décision d'un homme prudent. „

Extr. Quatenam
tati, pag. 181.

Avec quelle pudeur le Rédacteur a-t-il osé flétrir de telles assertions ? N'est-ce pas un fait avoué de tous les Théologiens, que l'assignation de cette quantité requise & suffisante pour le péché mortel en fait de Vol est un point extrêmement difficile ? Peut-on ouvrir un seul de leurs Livres, sans y voir l'embarras & le conflit d'opinions où cela les jette ? Or il n'y auroit aucune difficulté sur ce point, s'ils croyoient que tout Vol fût un péché mortel, quelque petite qu'en soit la matière, ne fût-ce qu'un liard volé à un Roi. Car voilà encore une fois où le Rédacteur en veut venir. Il ne reconnoît point de quantité légère ; ou s'il en reconnoît, il faut qu'il avoue que ces quatre Extraits sont du nombre de ceux qu'on n'incolpe pas.

Qu'il écoute ce que dit la Morale de Grenoble. „ Comme la grièveté du crime de larcin se prend du dommage que l'on cause injustement au prochain, il s'ensuit qu'on ne peut pas généralement assigner quelle quantité est nécessaire pour faire un péché mortel ; parceque ce qui n'apporteroit qu'un très-petit dommage à un homme riche, causera souvent un dommage très-considérable à un pauvre. La seule règle que nous pouvons donner avec S. Thomas que nous venons de rapporter, c'est que le péché de larcin n'est que véniel, lorsque la chose qu'on a dérobée est de si peu de conséquence, que ce Vol ne porte point ou fort peu d'incommodité au prochain ; enforte que celui qui l'a fait a sujet de croire, que le maître de la chose ne seroit pas fort fâché d'apprendre qu'on la lui eût dérobée, & qu'il consentiroit facilement d'en être privé. „

To. 4. tr. 2. c. 10.
2. pag. 288.

To. 2. sur les
Contum. p. 137.

Qu'il écoute les Conférences d'Angers. „ Il n'est pas aisé de fixer la valeur dont doit être une chose volée, pour qu'elle soit la matière d'un péché mortel. Cela n'est déterminé ni par le droit naturel, ni par le Droit divin ou humain; mais il doit être réglé suivant l'avis d'un homme sage & prudent. Pour en juger, il faut non-seulement regarder la chose en elle-même, mais encore faire attention aux circonstances de la personne à qui la chose appartient, du tems & du lieu, & particulièrement à celle de la personne: parceque la grièveté du larcin se mesure par le dommage qu'il cause au prochain en les biens, & par la répugnance ou opposition que le maître d'une chose. peut raisonnablement avoir à ce qu'on la lui dérobe. „ Qu'on y prenne garde: ce seul texte contient & justifie toutes les assertions rapportées jusqu'ici.

Tr. de Jur. & in-
jur. part. 3. cap.
4. pag. 461.

Qu'il écoute enfin le Continuateur de Tournély. „ Il est certain que les Auteurs sont tellement partagés de sentimens sur le point qui nous occupe, qu'on ne peut en conclure rien de sûr, pour fixer la gravité de la matière suffisante au Vol. „

Arrêt du 3. Mars
1764, & Procès
verbal, pag. 17.

Le Parlement de Paris condamne Tamburini, parcequ'il décide que, *pour qu'il y ait péché mortel, il faut voler plus à un riche, qu'à une personne de l'état moyen ou à un pauvre; & parcequ'il fixe la somme que l'on peut voler à chaque personne, suivant son état, déclarant que si on vole moins qu'il ne vient d'établir, le péché n'est que véniel.* Il condamne encore Taberna, parcequ'il excuse ou qualifie le vol de péché mortel, suivant la quotité de la chose & la qualité de la personne. Le Parlement de Paris peut sur ce pied là condamner tous les Théologiens sans exception.

ibid. p. 71.

Passons aux Extraits qui déterminent la quantité requise & suffisante pour que le vol soit péché mortel.

Essai. Réponses
secondes, p. 135.

Gordon, après avoir rapporté les différens sentimens, adopte „ comme plus probable celui de Pierre Navarre, qui pense qu'abstraction faite du dommage extérieur, la quantité requise & suffisante par rapport aux riches est d'un écu d'or environ, ou de douze réaux: de quatre réaux pour les personnes d'un état commun, & de sept à huit sols ou d'une réale & demie, lorsqu'il s'agit des pauvres.

Ainsi Gordon n'est point l'Auteur de cette règle, mais Pierre

Navarre. De plus il ne la donne pas comme une règle d'une justesse mathématique, ni qui doit être suivie dans tous les lieux & dans tous les tems; mais comme un à peu près & comme conforme à l'estimation des choses requë de son tems en Europe. Il exclut les cas où une somme bien plus petite causeroit par accident un dommage considérable : *si secludas externum damnum, de quo postea* : & en parlant de ces dommages accidentels, il dit que la chose peut être d'un très-vil prix, & au-dessous de la valeur d'un sol de France, & néanmoins causer à son maître un dommage si grand, qu'il y ait vraiment un péché mortel à la voler. *Dico rem qua surripitur posse esse exigui pretii, ac infra valorem unius assis gallici, & tamen domino tantum asserre damnum, ut verè in hoc mortale sit peccatum.* Il évalue une réale & demie à sept ou huit sols. Ainsi la réale en valoit de son tems environ cinq, & l'écu d'or ou les douze réaux, environ soixante.

L'ib. 2. qu. 9.
cap. 2.

Cardenas rapporte trois sentimens : le premier de Sanchez, qui dit en général que de son tems l'opinion la plus commune est qu'il faut en Espagne un vol de quatre réaux pour qu'il soit péché mortel; ajoutant qu'à l'égard d'un Prince la quantité doit être plus grande. Le second de Bonacina, qui distingue quatre classes de personnes; 1^o les personnes de qualité qui entretiennent leur maison avec magnificence. 2^o celles qui vivent de leurs revenus, comme le commun des riches. 3^o celles qui vivent de leur métier ou de leur peine. 4^o celles qui demandent l'aumône pour vivre : & qui dit qu'à l'égard des premiers l'écu d'or est une quantité grave, quatre réaux à l'égard des seconds; deux pour les troisièmes & une pour les derniers. Le troisième sentiment du Cardinal de Lugo, qui met pareillement un écu d'or pour les Rois, & les grands Seigneurs opulens; six ou sept réaux pour les riches; quatre pour les artisans, & pour les pauvres la valeur de leur nourriture journalière, ou le salaire moyen que gagne par jour un homme qui travaille à la terre entre l'hiver & l'été.

Entr. Prima op.
m. pag. 166.

Entr. Grandecap.
m. ibid.

Entr. Tertia op.
m. ibid.

Cardenas dit ensuite que ces trois sentimens ne différant guères entr'eux, on peut suivre dans la pratique lequel des trois on voudra; avec ces deux limitations néanmoins qui sont supprimées dans le Recueil; l'une que les riches qui n'ont point de superflu, & qui

Entr. Et quidam
pag. 167.

Differt. 23. cap.
3. tit. 2. de
num. 107 & 110.

n'ont que ce qu'il leur faut pour s'entretenir selon leur condition ; doivent être réputés de la même classe que les artisans qui ne sont pas dans le besoin , & à l'égard desquels un vol de quatre réaux est un péché mortel. L'autre , qu'il ne faut point aligner un peu plus , un peu moins , mais déterminer au juste la quantité qui fait que le vol est en matière grave.

Extr. *Circa quinquiesimum*, p. 369.

Marin juge qu'un écu d'or suffit pour que le vol soit mortel vis-à-vis de qui que ce soit , même d'un Roi : huit réaux pour les personnes médiocrement riches , & qui ne vivent pas de leur travail : quatre réaux pour ceux qui ont une paye journalière , tels que sont les Officiers ; enfin deux réaux , & peut-être une réelle pour les personnes très-pauvres , qui vivent d'aumônes.

Extr. *Missi sententiam*, ibid. *Angel. in moral.* pag. 370.

Extr. *Proter paritibus*, p. 375.

L'auteur rapporte dans les deux extraits suivans d'autres sentimens , mais sans les adopter ni les approuver.

Taberna donne comme une règle établie par plusieurs , que pour un Roi , un Prince , ou toute autre personne très-riche , leur voler un écu est un péché mortel : à un riche Marchand , 30 ou 40 sols : à un ouvrier ordinaire ou à un petit Marchand , 15 sols : à un pauvre ouvrier , par ex. à un homme qui travaille à la terre , 10 sols , ou le prix de sa journée : à un mendiant , 4 ou 5 sols.

Extr. *Hec posui*, pag. 380.

Tamburini distingue trois états , & dit que vous péchez mortellement si vous prenez à un pauvre une réelle , ou deux reaux ou Jules : à un homme très-riche , *valde divite* , & non pas simplement à un riche , comme rend le traducteur , environ un écu d'or , & que peut être on ne pêche pas mortellement , à moins qu'on ne prenne deux ou trois écus d'or à un Prince très-riche.

Extr. *Si Quatuordecim*, p. 393.

Enfin Antoine met un péché mortel à voler un écu , même aux Rois : aux riches , 30 sols ; aux gens médiocrement riches , 20 sols ; à un artisan qui n'est pas pauvre , 12 sols , ou le prix de sa journée : à un pauvre , six sols , ou ce qui lui suffit pour vivre un jour.

Tous ces sentimens conviennent pour l'essentiel : les deux termes extrêmes sont à peu près les mêmes : tous assignent un écu pour le plus haut terme , excepté Tamburini qui dit que *peut être* il en faut deux ou trois vis-à-vis d'un Prince très-riche ; en quoi nous ne balançons pas à l'abandonner.

Extr. *Si Quatuordecim*, p. 393.

On peut joindre encore ici un extrait où Trachala décide que

fix Creutzers, c'est-à-dire, environ quatre sols & demi, volés à un homme, dont il ne dit pas qu'il soit riche ou pauvre, ne font pas un péché mortel.

On a déjà dit, & on le répète, que ces règles doivent se prendre dans une estimation morale; que les Casuistes n'ont pas prétendu qu'absolument & en toute rigueur le péché mortel ne se trouvât ni en deçà ni au delà; & qu'enfin ils mettent à part certains cas extraordinaires, où une très-petite quantité porte par accident un fort grand préjudice à la personne volée. Ceci supposé, l'estimation qu'on vient de lire est-elle raisonnable? ne donne-t-elle ni dans l'excès ni dans le relâchement? c'est aux personnes sages à en juger. Entre un grand nombre d'autorités qu'il nous seroit aisé d'alléguer pour la justifier, nous nous bornons à deux.

L'auteur des Conférences d'Angers s'exprime ainsi. » Les Docteurs conviennent presque tous qu'un écu de soixante sols, est » une matière suffisante de péché mortel, quand même on le » voleroit à un Prince Souverain: car, quoiqu'un écu soit une » chose de peu de conséquence par rapport à la personne d'un » Prince; néanmoins il est considérable par rapport à l'utilité que » ce Prince en peut retirer; puisqu'un écu peut suffire pour la » solde d'un soldat, ou pour les gages d'un domestique pendant » quelques jours.

Plusieurs proposent comme une règle générale que ce qui » suffit pour l'entretien d'une personne selon sa condition durant » une journée, ou pour le salaire d'un ouvrier pendant un jour, » est une somme notable & suffisante, pour que le larcin de celui » qui l'a dérobé, soit un péché mortel. Mais comme, suivant » cette règle, on ne peut pas dire que dans tous les larcins la » même somme soit une matière notable, puisque sa perte peut » causer un dommage considérable à une personne, & n'en point » causer à une autre, à cause de ses grands biens, & que les » personnes font plus ou moins de dépense pour leur entretien, » selon les différentes conditions; ces auteurs distinguent les » personnes en cinq classes.

» Dans la première sont les Princes & les grands Seigneurs qui » sont en état de faire une grosse dépense; à leur égard, un écu » qu'on leur dérobe est une somme notable.

To. 2. sur les
Comm. p. 337.
311.

„ Dans la seconde sont les personnes de qualité qui ont de
 „ grands revenus , les Marchands fort opulens , les Financiers qui
 „ vivent splendidement : à l'égard de ceux-là quarante ou cin-
 „ quante sols peuvent passer pour une somme notable.

„ Dans la troisième sont les Bourgeois & les Marchands riches ,
 „ à l'égard desquels vingt ou vingt-cinq sols sont une somme
 „ assez notable.

„ Dans la quatrième sont les Marchands un peu accommodés ,
 „ & les ouvriers qui sont à leur aise , dont il y en a à l'égard
 „ desquels dix ou douze sols sont une somme notable ; il y en a
 „ d'autres à l'égard desquels sept ou huit sols peuvent l'être.

„ Dans la cinquième , sont les pauvres , comme les journaliers ,
 „ les manœuvres , à l'égard desquels quatre sols & même moins
 „ peuvent être une somme notable , puisqu'ils en peuvent vivre
 „ durant un jour , & qu'ils ne gagnent gueres davantage. „

Le Continuateur de Tournéy, après avoir rapporté la division de Habert & de Grandin, des diverses conditions en quatre classes, & avoir montré que cette division n'est point *adéquate*, comme en effet elle ne l'est pas & ne peut pas même l'être, puisqu'il y a un nombre infini de degrés dans l'opulence, la richesse, l'aisance, la pauvreté; ajoute qu'il donne cette règle, non comme quelque chose de certain; mais comme propre à diriger les Confesseurs jusqu'à un certain point. Il n'est aucun des Casuistes qui n'en ait dit ou supposé autant de ces différentes distinctions de classes, où il n'est pas possible de ne point mettre sur la même ligne, des degrés très éloignés soit d'opulence, soit d'aisance ou de pauvreté; à moins qu'on ne pousse la division à l'infini, & qu'on ne divise l'écu en autant de portions: ce qui seroit trop minutieux & trop embarrassant pour la pratique.

Le Continuateur de Tournéy dit donc „ qu'un écu de France
 „ de la valeur de soixante sols est suffisant pour rendre mortel un
 „ Vol fait à qui que ce soit, même aux Rois: que quarante sols
 „ suffisent vis-à-vis de ceux qui vivent de leurs revenus d'une
 „ manière médiocrement splendide: vingt sols vis-à-vis des gens
 „ de métier, dont l'Art est d'un plus grand rapport; dix sols pour

les

„ les Arts d'un moindre profit ; vis-à-vis des pauvres, cinq ou six
„ sols & souvent moins. „ (f)

S'il y a de la différence entre ces règles, & celles que donnent les cinq ou six Jésuites dénoncés, il est certain qu'elle n'est pas assez notable, pour que les uns soient condamnés comme fauteurs du Vol, tandis que les autres jouissent d'une réputation entière. Que le Rédacteur qui fait main basse sur toutes ces divisions, assigne la sienne, s'il en a une : mais qu'il ne vienne pas heurter le bon sens, en disant que Rois, riches, pauvres, tout est égal en ce point, & que la moindre quantité volée à toute personne, de quelque condition qu'elle soit, suffit pour que le larcin soit mortel.

ARTICLE III.

Des petits Vols.

LA simple exposition des assertions qui appartiennent à cet article suffira pour les justifier la plupart.

„ Il est certain, dit Tamburini, que celui qui vole peu de chose, se, mais à plusieurs reprises, dans le dessein de parvenir à une somme notable, pèche mortellement, même dès le premier Vol. „ Voilà une assertion dont on est forcé de dire, bon gré malgré, *qu'on ne l'inculpe pas*, tant elle est exacte & irrépréhensible. Cependant elle compose seule un Extrait : il faudra donc trouver une raison pourquoi, toute exacte qu'elle est, elle a place dans un Recueil d'assertions pernicieuses & dangereuses. Nous verrons tout à l'heure qu'on l'a trouvée.

Extr. Ce crime est commun, p. 210.

Il en faut dire autant de l'assertion suivante du même Auteur : „ Il est certain en second lieu que celui qui dérobe de la même manière à quelqu'un des choses de peu de valeur, quoiqu'il

Extr. Ce crime est second, ibid.

(f) Dico igitur nummum francicum, assibus scilicet sexaginta constantem, satis esse ad constituendum furtum mortale respectu omnium, etiam Regum : unde etiam mortaliter peccabant, qui alium, quisquis ille sit, in valore trium librarum damnum faciebant.

Dico secundò, sufficiunt asses quadraginta

ad mortale, respectu eorum qui ex redditibus suis vivunt non ita splendide ; respectu artificum, si ars sit majoris lucris, asses viginti ; si lucris minoris, asses decem : respectu pauperum, asses quinque aut sex, & saepe minus. To. 1. tract. de Jure Jure. part. 3. cap. 4. pag. 461, 462.

Suite de la III. Partie.

Q 9

„ n'ait pas dessein de parvenir à une quantité grave ; si cependant
 „ en répétant ces petits Vols , il parvient en effet à une quantité
 „ notable , & qu'il s'en apperçoive , il pèche mortellement. J'ai
 „ dit , s'il s'en apperçoit , : car si son attention ne se porte point
 „ sur les Vols précédens , parceque , sans qu'il y ait de sa faute ,
 „ il ne s'en souvient plus , ou bien il n'y pense pas , le dernier
 „ petit Vol ne lui est pas imputé à péché mortel. „

Extr. Resp. 2 qui
 sap. p. 103.
 Resp. 1. qui per
 fort. ibid.

La même décision est censurée dans le P. Antoine , qui oblige
 sous peine de péché mortel à une prompte restitution , quiconque
 par de petits Vols , est parvenu à une quantité notable , c'est-à-dire ,
 suffisante par elle-même pour rendre un Vol mortel , & qui se fonde
 sur la condamnation d'une des propositions censurées par In-
 nocent XI , laquelle enseigne le contraire en propres termes.

Extr. Tiburcius ,
 pag. 191.

Trachala se propose le cas suivant : „ Tiburce s'accuse d'avoir
 „ fait tort à son maître par plusieurs petits Vols , sans intention de
 „ joindre ces petits Vols l'un à l'autre. „ Il demande ensuite , s'il
 „ a péché grièvement , & à qui il est tenu de restituer. Il répond en
 premier lieu que „ si Tiburce n'a jamais eu intention de parvenir à
 „ une matiere grave par ces petits Vols , il n'a jamais péché mor-
 „ tellement , mais toujours venielement. Ainsi le décident commu-
 „ nément les Docteurs , parcequ'en ce cas ces petits Vols demeurent
 „ toujours détachés les uns des autres. „ Cette réponse paroît d'abord
 défectueuse en ce qu'elle n'explique pas si Tiburce , quoiqu'il n'eût pas
 inrention de parvenir à une quantité notable , s'est apperçu ou non
 qu'il y parvenoit , par le petit Vol qui a complété cette quantité.
 Mais ce que Trachala ne dit pas dans cette premiere réponse , il le
 dit dans la seconde que le Rédacteur a supprimée.

Extr. Conf. tit.
 23. Cui 20. pag.
 102.

„ Je réponds en second lieu , dit-il , que si Tiburce , quoiqu'il
 „ n'ait point eu intention de voler une quantité notable , s'est ap-
 „ perçu néanmoins qu'il y parvenoit par le dernier vol , il est tenu
 „ alors de la restituer sous peine de péché mortel. Ainsi le décide San-
 „ chez ; parceque retenir le bien d'autrui en matiere grave est tou-
 „ jours un péché grief. „ (Remarquez que cette raison prouve que
 quand Tiburce ne se seroit apperçu que longtems après les petits
 vols commis , qu'il est détenteur d'une quantité notable apparte-
 nante à son maître ; il seroit obligé sous peine de péché mortel de

la restituer.) „ Je répons encore qu'il a péché mortellement par le „ dernier vol quoique léger en soi. Ainsi pense Palao avec d'autres. „ *Item peccasse eundem mortaliter per ultimum furtum in se alioquin mi-* „ *nutum*. La raison est que par ce dernier vol il complète la som- „ me qui devient par là une matiere grave. „ La suppression de „ cette seconde réponse est une falsification bien sensible , qu'on a „ oublié de remarquer en son lieu , parceque toute l'attention s'est „ porté sur la version françoise qui fourmille d'infidélités.

V. Falsif. p. 406.
407.

Si l'on veut quelques autorités pour justifier ces assertions, voici „ ce que disent les Conférences d'Angers. „ Ceux qui en faisant de „ petits larcins ont dessein de prendre à différentes fois une somme „ notable, péchent mortellement *ratione injusta acceptionis*. (Cette „ décision est mot pour mot la même que la première de Tamburini.) „ car suivant le Canon *Fur autem*. c. 14. q. 6. qui est tiré de S. Je- „ rôme , pour juger si un larcin est un péché mortel, il ne faut pas „ seulement considérer la valeur de la chose dérobée , mais encore „ l'intention & la volonté de celui qui l'a prise : ainsi chacun de „ ces petits larcins, quoique peu considérable en soi , est un péché „ mortel , à cause de la mauvaise volonté avec laquelle on le fait. „ La Morale de Grenoble dit absolument la même chose , ainsi „ qu'une infinité d'autres Auteurs qu'il est inutile de citer.

To. 8. sur les
Comm. p. 119.

A l'égard des petits vols faits sans intention de parvenir à une „ quantité notable ; les Conférences d'Angers disent au même endroit : „ Ceux aussi qui font plusieurs petits larcins , sans toutefois „ avoir intention de prendre au prochain une somme considéra- „ ble , ou de lui causer un dommage notable , péchent mortelle- „ ment *ratione injusta detentionis* , lorsqu'ils s'aperçoivent que leurs „ petits larcins parviennent à une somme notable , sans qu'ils aient „ restitué , le pouvant faire : car ils retiennent injustement le bien „ d'autrui dans une quantité notable. „

To. 6. p. 170.

Ibid. pag. 140.

„ Il est indubitable , dit la Morale de Grenoble , que si lorsqu'on „ reconnoît que par ces petits larcins la somme est devenue consi- „ dérable , on néglige d'en faire restitution , quoiqu'on en ait le „ moyen , on se rend par là coupable d'un péché mortel. „

To. 4. tit. 1. chap.
2. pag. 171.

Faites attention à ces expressions , lorsqu'ils s'aperçoivent , lorsqu'on reconnoît : elles justifient l'assertion de Tamburini sur l'inad-

vertence non coupable, aussi bien que celle de Trachala.

C'est encore une doctrine reçue des Casuistes, & fondée sur la nature du vol, dont la malice, tout le reste égal, est plus ou moins grande, à proportion du dommage fait au prochain, qu'afin qu'il y ait une union morale entre les petits vols, il ne doit point y avoir entr'eux un intervalle considérable; qu'il faut une plus grande quantité pour que les petits vols faits de loin à loin soient un péché mortel, que s'ils étoient continués; & encore s'ils sont faits à plusieurs, que si c'étoit à une même personne: enfin que quand plusieurs sont ensemble, chacun par de petits vols, un tort notable au prochain, s'il n'y a eu entr'eux aucun concert, & qu'il ne se soient donné mutuellement ni secours, ni conseil; chacun d'eux ne pèche que véniellement, & n'est obligé qu'à la restitution de ce qu'il a pris. Tout cela est puisé dans le bon sens, & il faut être bien aveuglé par la passion pour dénoncer des assertions qui ne disent que cela.

Font. Qui hoc
dicit, p. 314.

Cependant Stoz est dénoncé parcequ'il a dit, „ que celui qui sans in-
„ tenton de parvenir à une quantité notable, y parvient par de
„ petits vols, pèche mortellement dans le dernier petit vol, à
„ moins qu'entre celui-ci & les précédens il n'y ait un intervalle consi-
„ dérable. Ces derniers mots sont en caractère italique dans la ver-
„ sion du Recueil.

Font. Certum est
certin, p. 315.

Tamburini dir pareillement qu'il est certain que les petits vols, pour faire un péché mortel, doivent être faits de suite, & non à des intervalles de tems éloignés. „ il faut prendre garde pourtant que Tamburini ne prétend pas pour cela, que la grande distance entre les petits vols les exempte absolument de péché mortel; mais seulement lorsque la quantité volée est précisément celle qui suffit pour rendre un seul vol mortel; car il ajoure dans l'Extrait suivant:

Font. Certum est
quatuor, ibid.

„ Il est certain en quatrième lieu, que la quantité volée doit être
„ plus grande, afin que ces petits vols répétés ainsi à longs inter-
„ valles, soient mortels, qu'elle ne devoit l'être, s'ils étoient faits
„ de suite. *Certum est, quatuor majorem quantitatem requiri ut accepti-*
„ *uncula sic repetita sint mortales, quam si sint simul.* „ Qu'on remar-
„ que bien l'expression *quam si sint simul*, qui répond au *tempore conti-*
„ *nuato*, & qui suppose un intervalle assez court entre chaque vol,

pour qu'on puisse les regarder comme faisant une suite : & l'on reconnoitra une falsification très-adroite , mais très-importante dans la traduction de cet Extrait. „ Quatrièmement, il est certain „ que la quantité volée doit être plus grande , pour que les petits „ vols répétés soient mortels, qu'elle ne devoit l'être, *si le vol „ se faisoit en une seule fois.* „ Tamburini compare les petits vols faits à quelque distance les uns des autres , avec ceux qui sont faits de suite ; & la version compare *les petits vols répétés*, sans dire s'ils sont faits de suite & à longs intervalles , quoique le Latin porte , *acceptiuncula sic repetita*, & que le mot *sic* ait rapport aux intervalles de quatre ans , d'un an , de six mois , de quinze jours , dont il est parlé dans l'Extrait qui précède immédiatement : elle les compare , dis-je avec le vol qui se feroit *en une seule fois*.

La même falsification se trouve dans le premier Extrait du même Auteur. Tamburini dit : *propterea mox ex communi sententiâ dicemus , majorem requiri quantitatem ad mortale , quando furtum committitur per modica , PERQUE INTERPOLATAS VICES , quam quando simul.* Ici nous convenons que Tamburini compare le vol fait en une seule fois , au vol fait par petites parties , mais à des distances assez éloignées : car ces mots *per interpolatas vices* ne peuvent signifier autre chose : cependant le Traducteur les rend ainsi : & à *différentes fois*. Expression insuffisante , puisqu'elle ne fait nullement sentir , si ces petits vols sont éloignés , ou s'ils se touchent. Ce qui démontre que Tamburini suppose une certaine distance entre ces petits vols ; c'est qu'il fonde son assertion sur ce que la malice du vol consistant en partie dans le dommage fait au prochain , le dommage est plus grand , lorsque le vol se fait en une fois , que lorsqu'il se fait par petites parties : ce qui ne seroit pas vrai , si les petits vols étoient si rapprochés , qu'ils fissent une espèce de continuité , *tempore continuato* : & ce qui est vrai au contraire , si les reprises sont à un intervalle assez considérable les unes des autres , *perque interpolatas vices*. On voit que les découvertes en matière de falsifications ne sont pas épuisées.

Trachala a la même assertion que Tamburini : „ soit qu'on vole , „ dit-il : à un seul ou à plusieurs , il faut pareillement une plus grande „ quantité , lorsque les petits vols se font à longs intervalles. „ Si „ *uni vel pluribus furvis , majore rursus quantitate opus est , ad peccatum*

Extr. *Semper mihi*, pag. 160.

Dans l'extr. *Op. serva*, pag. 170.

„ mortale, si furta modica per majora temporum intervalla fiant. La traduction du Recueil présente encore ici deux falsifications. „ Si vous volez une ou plusieurs personnes, il faut „ encore une plus grande „ quantité, lorsque les vols se font à de longs intervalles. „ Trachala dans l'assertion précédente avoit dit. „ Il faut une plus grande „ de quantité pour le péché mortel, quand les petits vols se font „ à plusieurs personnes différentes, que lorsqu'ils se font à une seule & „ même personne. „ Puis il ajoute; *majora rursus quantitate opus est &c.* où il est évident que *rursus* signifie *pareillement, aussi*, & que dans l'un, comme dans l'autre cas il faut une plus grande quantité; mais non pas, comme la version du Recueil le fait entendre, qu'il faille encore une plus grande quantité pour le second cas, que pour le premier. La seconde falsification est manifeste. *Modica furta; les vols.*

Antoine est dénoncé pour avoir dit: „ Remarquez que, selon „ plusieurs, il faut pour qu'il y ait péché mortel, une plus grande „ quantité dans les petits vols, qu'on fait à plusieurs, que dans „ ceux qu'on fait à une seule personne. „

Il se demande encore, „ Si, lorsque plusieurs par des vols légers, „ font un tort considérable à un seul homme, ils pèchent chacun „ mortellement, & sont obligés à restitution, quoique chacun „ prenne peu de chose. „

Pour première réponse, qui a été supprimée par le Rédacteur, il dit que „ si la chose s'est faite d'un commun conseil, d'un commun secours, ou qu'ils ayent concouru ensemble, ils pèchent chacun mortellement, & sont obligés chacun solidairement à la „ restitution du dommage entier: *singuli peccant mortaliter, & tenentur ad restitutionem in solidum.* „

Il ajoute comme dans l'Extrait que „ s'ils font attention que par „ ces petits vols ils causeront un tort notable, & que cependant „ chacun d'eux prenne peu de chose, mais sans aucun concert, „ sans se prêter secours; en sorte qu'aucun d'eux ne soit par son „ exemple, ou ses exhortations la cause du vol d'un autre, chacun d'eux ne pèche que véniellement: „ Ici finit l'Extrait. L'Auteur continue: „ & n'est obligé qu'à la restitution du léger „ dommage qu'il cause, parcequ'aucun n'est la cause physique

XXII. Nota. Sc.
cundum malitiam,
Pag. 174.

XXII. Questio 71.
No 4.

„ ou morale, d'un dommage grave, mais seulement léger. Car
 „ chacun par son vol n'a causé qu'un tort léger, & n'a point été
 „ pour les autres, comme on le suppose, la cause du vol qu'ils
 „ ont commis, ni par son conseil, ni par son secours, & n'a
 „ coopéré moralement en aucune autre maniere au dommage fait
 „ par les autres &c.

La même Affertion se lit dans Trachala. „ Si plusieurs person-
 „ nes font en même tems, ou successivement plusieurs vols à
 „ quelqu'un, lesquels pris ensemble lui causent un dommage
 „ grave, alors si les voleurs ne sçavent rien du vol l'un de l'au-
 „ tre, aucun ne pèche grièvement; mais s'ils conspirentensem-
 „ ble, chacun d'eux commet un péché grief: si enfin ils ont con-
 „ noissance de leurs vols respectifs, mais qu'aucun d'eux ne soit
 „ la cause du vol de l'autre, il est plus probable qu'il n'y a point
 „ de péché mortel. „

Dans l'extr. 64-
 fers 4, 372.

Cardenas a aussi trois Affertions qui comprennent toute la doc-
 trine précédente à peu près. Il dit dans la première, que „ quand
 „ le vol est fait à la même personne, & que celui qui vole, prend
 „ plusieurs quantités légères, à peu de distance de tems entre un
 „ vol & le vol suivant, ce qui suffiroit pris à la fois pour qu'il y
 „ ait péché mortel, suffit aussi pris successivement. „ Dans cet
 Extrait, on traduit *quinquaginta argenteos, cinquante écus* au lieu de
cinquante réaux.

Extr. Dies primus,
 225, 227.

Dans la seconde, il décide que „ quand les petits vols se font
 „ à des distances considérables les uns des autres, à une même per-
 „ sonne, pour qu'il y ait péché mortel, & obligation de resti-
 „ tuer sous peine de péché mortel, il faut le double de ce qui
 „ suffiroit pris à la fois. „

Extr. Dies secundus,
 ibid.

Dans la troisième que lorsque l'on vole à différentes personnes,
 „ il faut encore une plus grande quantité en ce cas, pour qu'il
 „ y ait obligation de restituer sous peine de péché mortel, que
 „ dans les deux cas précédens. „ Il ajoute avec Sanchez & Re-
 „ bellus qu'en conséquence il est vraisemblable qu'il n'y a point
 „ de péché mortel, ni d'obligation de restituer sous peine de pé-
 „ ché mortel, pour un voleur qui auroit pris une quantité moin-
 „ dre qu'un écu d'or (c'est-à-dire, moins de douze réaux) à tou-

Extr. Circa 22,
 ibid.

„ te la Communauté d'une Ville telle qu'Evora ou Coimbra ;
 „ ou quelqu'autre aussi peuplée. Où on doit remarquer qu'il faut
 „ assigner moins d'un écu d'or , à proportion que le nombre des
 „ personnes à qui on prend ces petites quantités , est moins
 „ dre ; & qu'il faut une plus grande quantité , à proportion que
 „ le nombre de ces personnes est plus grand , pourvu que le
 „ dernier terme du péché mortel , soit un écu d'or. „

Le Traducteur a rendu ces mots , *à totâ communitate civitatis Ebo-*
rensis. A toute une Communauté dans une Ville comme Evora , il y a bien
 de la différence pour le nombre des personnes duquel il s'agit ici ,
 entre voler à toute la Communauté d'une Ville , & voler à toute une Com-
 munitâté dans une Ville.

To. 2. p. 149

Voyons à présent ce que disent les Conférences d'Angers. „ On
 „ remarquera qu'une somme dérobée à diverses fois , doit être plus
 „ notable , pour être la matière suffisante d'un péché mortel , que si
 „ elle avoit été dérobée à une seule fois ; parceque celui à qui
 „ elle aura été prise , n'en aura pas été si fâché , & n'en aura pas
 „ tant souffert de dommage , comme si on la lui avoit dérobée
 „ tout ensemble. „ L'Auteur des Conférences parle seulement
 d'une somme dérobée à diverses fois , sans spécifier l'intervalle plus
 ou moins long qui sépare chaque petit vol ; en quoi nos auteurs ,
 entr'autres Cardenas , sont plus exacts.

Ibid. p. 147.

„ Si quelqu'un , dit encore l'Auteur des Conférences , en faisant
 „ un petit larcin à une personne à qui il sçait qu'on en a fait
 „ d'autres , achève par ce petit larcin de rendre la somme volée
 „ notable , & suffisante pour être la matière d'un péché mortel ;
 „ il ne pêche pas mortellement , s'il n'a point fait ce larcin de
 „ concert avec ceux qui avoient fait les vols précédens , parcequ'on
 „ ne peut pas dire qu'il ait coopéré à ces vols. Le Continuateur
 de Tournély enseigne précisément la même chose.

Tract. de Jur.
 part. 3. cap. 4.
 pag. 466.

La première proposition de Cardenas n'a pas besoin de justifi-
 cation , puisqu'elle est aussi sévère qu'elle puisse être en cette ma-
 tière ; à moins qu'on ne dise qu'afin qu'il y ait péché mortel , il
 faut une moindre somme quand le vol est fait en une seule fois ,
 que quand il se fait par parties , ce qui est contre le sens commun.

La seconde proposition qui demande le double pour les petits
 vols

vols faits à longues distances , porte sur ce principe ; que plus les vols sont faits de loin à loin , moins le préjudice est grand pour la personne volée ; & qu'un homme à qui on prendroit tous les jours cinq sols , souffriroit plus dans dix jours , qu'il ne souffriroit au bout de dix ans , si on lui prenoit cinq sols tous les ans. Il est vrai que l'augmentation de la quantité qui doit croître pour le péché mortel , en même raison que la distance des petits vols , n'est pas une chose qu'on puisse fixer au juste ; & il y auroit de l'injustice à prendre au pied de la lettre la décision de Cardenas , qui se réduit au fond à celle des Conférences d'Angers. Au reste l'auteur avertit , ce que le Rédacteur n'auroit pas dû supprimer , que dans le doute si la distance est longue ou courte , le Confesseur doit toujours décider en faveur de celui qui souffre le dommage , & non pour le voleur , qu'il faut en ce cas obliger à restituer. *Semper standum est pro eo qui patitur detrimentum , & non pro fure ; & ideo in simili dubio sur obligandus est ad restitutionem.* Diff. 10. cap. 1.
n. 126.

La dernière proposition de Cardenas , sçavoir que les petits vols doivent monter plus haut , lorsqu'ils sont faits à plusieurs , en sorte que si on prenoit une quantité moindre qu'un écu d'or , ou douze réaux à la Communauté d'une Ville telle qu'Evora ou Conimbre , il n'y auroit vraisemblablement pas de péché mortel , ni d'obligation grave de restituer ; cette proposition est pareillement fondée sur la légèreté du dommage causé à chacune des personnes volées. Le seul inconvénient qu'elle pourroit avoir , ce seroit de faire monter trop haut la somme de ces petits vols , lorsque le nombre des personnes seroit extrêmement considérable. Mais cet inconvénient n'a point lieu dans la décision de Cardenas , qui ne veut pas que le plus haut terme aille jamais jusqu'à un écu d'or.

L'extrait de Bauny ne peut être justifié : mais il est bon de montrer les infidélités dont le Rédacteur s'est rendu coupable par ses suppressions. On mettra entre des guillemets ce qui a été retranché dans le Recueil.

Dixième question : si de plusieurs larcins petits en soi , il en peut résulter un qui soit mortel ? exemple. On aura pris d'une ou diverses personnes à fois réitérées un sol : l'on demande si de ces

Somm. des pé-
chés, chap. 10.
qu. 10.

Suite de la 111. Partie.

R r

sommes legeres & menuës , se fait une faute qui soit mortelle, & quand ?

L'opinion commune porte que l'action dernière par laquelle l'on usurpe ce qui est nécessaire à achever la somme , qui en fait de larcin le rend mortel , que telle action , dis-je , est capable de priver l'homme de l'amitié de Dieu , & conséquemment qu'il la faut mettre au nombre des mortelles. Ainsi en parle Salas To. 2. qu. 88. tract. 13. disp. 16, sect. 27. Filliuc. ro. 2. tr. 31. ch. 10. n. 45. „ Sotus, liv. 5. qu. 3. art. 3. „ Leur raison est que par elle „ l'on fait une injure notable à celui au préjudice & intérêt du „ quel on l'exerce ; & qui s'en donne la liberté, *incipit*, disent „ ces auteurs, *detinere alienum notabili quantitate*. „ Néanmoins avec leur permission j'oserais dire 1^o que le dernier larcin , que l'on suppose être léger comme ceux qui l'ont devancé , n'est que véniel. „ Navarre chap. 17. n. 13. „ car l'action prend son essence de l'objet , & le larcin de l'injure qui se commet par icelui contre la personne „ à qui l'on nuit en la privant de ce qui est à elle. Or „ l'un & l'autre au fait présent ne sont que peu ou point considérable ; autrement notre hypothèse seroit fautive , que le dernier larcin par lequel s'achève & s'accomplit la somme , qui „ doit être l'objet d'une offense mortelle , est de même nature „ & qualité que les précédens , léger & véniel. „ Sa, *verbo, furtum*, n. 8. appuyé sur ce fondement , dit qu'il est fort probable que celui qui *per vires pauca alicui est furatus, cum ad notabilem quantitatem pervenerit*, n'est obligé sous peine de damnation éternelle à rien restituer. „ Berarducius en sa Somme part. 1. ch. 1. n. 28. „ tient le même : voici comme il parle. *Si actus furandi procedunt „ à voluntate intercisâ, hoc est, dum homo furatur illud parum, non intendit furari majus, nec alio tempore ; & postea de novo subvenit alia occasio furandi, tunc quantumcumque reiseret hujusmodi furtum sic condisonata, semper est veniale, nec tenetur de necessitate salutis restituere illa*. La raison en est forte : car à réparer le tort dont „ on auroit été la cause , nul n'est tenu sous peine d'encourir la „ damnation éternelle , quand à le faire l'on n'auroit péché que „ véniellement ; d'autant que telle obligation n'est l'effet d'autre „ coulpe , que mortelle. „ Or ces menus larcins qui se font à di-

vers jours & reprises à un homme ou plusieurs, quelque grande que puisse être la somme dont on se seroit accommodé ne sont jamais mortels. » *Et consequenter, dit Berarducius, non parient obligationem restituendi, quia semper remanent in sua natura venialia ratione parva quantitatis.* »

Les plus considérables omissions du Rédacteur sont celles des autorités de Navarre & de Berarducius. Il n'a pas voulu qu'un aussi grand Casuiste & Canoniste que Navarre, se trouvât dans la compagnie du P. Bauny. Pour rectifier du moins en partie la décision de ce Jésuite, le Rédacteur auroit bien dû rapporter ce que Bauny décide dans la question suivante, sçavoir qu' » afin » que ceux qui prennent d'un ou plusieurs à fois répétées, choses » de petit prix, n'offensent Dieu mortellement, leurs larcins » doivent être séparés & distingués l'un de l'autre de quelque » tems notable; car s'ils s'entresuivoient, qu'ils ne fussent éloignés d'entre eux que de fort peu de tems, ils tiendroient lieu, » non de plusieurs larcins, mais d'un seul que l'on auroit morale- » ment continué par autant d'actions, que l'on auroit de fois » blessé la charité & la justice en s'usurpant l'autrui. » Cette importante restriction met quelque différence entre le sentiment de Bauny, & la proposition condamnée par Innocent XI : *Non tenetur quis sub pena peccati mortalis restituere quod ablatum est per pauca furta, quantumcumque sit magna summa totalis* : proposition qui ne met nulle distinction entre les vols qui s'entresuivent, & les vols éloignés les uns des autres. Il n'est pas besoin que pour excuser la personne de Bauny, j'avertisse qu'il a écrit longtems avant le Décret d'Innocent XI.

Prop. 11. ex
damo.

Mais une remarque qui embarrassera le Rédacteur, c'est que si l'assertion de Bauny est mauvaise, comme elle l'est en effet, les assertions contradictoires de Tamburini, d'Antoine, de Trachala, de Stoz sont nécessairement bonnes, & par conséquent ne devoient pas avoir place dans le Recueil.



ARTICLE IV.

Des Vols Domestiques.

IL est moralement certain qu'un Pere, un Mari, un Maître ont pour l'ordinaire moins d'opposition à ce que leurs enfans, une femme, des domestiques pourroient leur prendre, que si c'étoient des étrangers ; & qu'à l'égard de certaines petites choses qu'ils leur prennent pour certains usages, ils ont souvent raison de présumer qu'ils y consentent. D'où il suit qu'afin qu'il y ait un péché mortel dans les vols qu'ils commettent, il faut une plus grande quantité, que pour des étrangers ; & qu'en plusieurs rencontres où ceux-ci pécheroient ceux-là ne péchent pas, & ne sont pas obligés à restitution.

Extr. *Clam à viro.*
Pag. 349.

C'est sur ce fondement qu'Emmanuel Sa a dit : „ Prendre en „ cachette une chose de peu de conséquence à son Mari ou à son „ pere, ce n'est point un vol : si elle est considérable, il la faut „ restituer. „

Pe Just. & Jur.
lib 5. qu 7. pag.
149. Edit. Lug.
1762.

Ce Jésuite n'a parlé de la sorte que d'après Soto, qui donne cette décision pour un sentiment reçu sans contestation. „ Quel- „ qu'un m'objectera peut-être, dit-il, qu'un fils qui prend quel- „ que chose en cachette à son pere, ou une femme à son mari, „ sans qu'il en sçache rien, prend le bien d'autrui, & que cepen- „ dant ni l'un ni l'autre n'est censé voler. Je répons que lorsque „ la chose n'est pas d'un si grand prix, cette action du fils n'est „ pas censée un vol, parcequ'elle ne se fait pas contre le gré du „ maitre. *Respondetur quod ubi res non est tanti pretii, non censetur „ filii acceptio furtum, eo quod non fiat invito domino.* Car, poursuit- „ il, tout homme en qualité de pere, est présumé accorder à „ son fils certaines menues dépenses selon sa condition & son „ état ; à plus forte raison un mari à sa femme. „ Si l'assertion d'Emmanuel Sa n'est pas si développée, c'est qu'il se proposoit d'écrire de simples Aphorismes.

Extr. *Certum est*
interdum p. 356.

Sur le même fondement Gordon a dit qu'un fils de famille est excusé de péché mortel, lorsqu'il juge avec probabilité que son pere lui accorderoit sans peine la chose qu'il prend, s'il la lui

demandoit : parcequ'alors l'opposicion du maître ne tombe pas sur la substance même de la chose , mais sur la maniere dont on la lui prend. Nous avons vu plus haut que cette présomption prudente de la bonne volonté du maître , avoit lieu même à l'égard des étrangers.

En second lieu , poursuit Gordon , lorsque la quantité que prend ce fils de famille n'est pas censée notable, ou suffisante pour le péché mortel , à raison de son état. Soto vient de décider la même chose : & il paroît qu'il n'y a qu'un Rigorisme outré qui puisse trouver en cela du péché mortel.

En troisième lieu , si dans une nécessité grave du prochain , il prend quelque chose pour faire une pieuse aumône : parcequ'en ce cas le pere n'est point opposant avec raison : enfin , lorsque ce qu'il prend est destiné à un divertissement honnête , conforme à son état ; c'est encore parcequ'on présume prudemment que le pere lui accorde ces sortes de choses.

Gordon excuse aussi de péché mortel dans les trois premiers cas une femme qui prendroit quelque chose à son mari ; il ajoute qu'elle peut faire quelque donation selon son état , & la coutume des autres femmes , donner quelque aumône , soit pour la nécessité spirituelle de son mari ; parcequ'en cela elle fait du bien de son mari un usage utile pour lui : soit encore selon la coutume des autres femmes ; & que si le mari le lui défend , il est censé ne lui en défendre que l'excès , comme les Docteurs l'enseignent communément.

Taberna décide en général qu'à l'égard des fils de famille , la quantité qu'ils volent à leurs parens doit être plus grande , afin que le vol soit péché mortel ; & il apporte ces deux raisons ; l'une que les biens des parens sont censés être moins biens d'autrui par rapport aux enfans ; l'autre que les parens sont réputés avoir moins de regret & d'opposition.

„ Lessius , dit-il ensuite , pense en conséquence , que si un en-
 „ fant vole à son Pere qui est fort riche deux ou trois écus d'or ,
 „ il ne faut pas pour cela le condamner aussitôt de péché mortel ;
 „ mais qu'il n'en seroit pas de même si le pere étoit artisan. “
 Taberna ne condamne ni n'adopte cette décision : Il fait seulement à ce sujet une réflexion fort judicieuse , sçavoir ,

Extr. Quid dicitur-
 dum , pag. 176.

Extr. Illic putat ,
 ibid.

„ qu'il faut avoir égard non seulement à la quantité de la chose
 „ dérobée, mais aux facultés du pere, à sa libéralité, à son indul-
 „ gence pour ses enfans &c. & que si, tout considéré, on juge que
 „ la somme prise est notable, & que le pere n'y consent en aucune
 „ maniere, ce sera un péché mortel, qui emporte l'obligation
 „ de restituer au pere ou aux cohéritiers; à moins que le pere
 „ ne soit censé remettre la somme. «A quel titre a-t-on pu mettre
 une pareille réflexion avec la décision qui l'accompagne, dans un
 Recueil d'assertions pernicieuses & dangereuses?

Extr. *Idem cum
propositione*, ibid.

Enfin Taberna ajoute qu'il faut dire la même chose avec quel-
 que proportion, des domestiques, des parens & des amis.

Extr. *Reliq. Indu.
de ratione*, p. 379.

Fégéli se fondant sur la définition ordinaire du vol, dit qu'il
 est indubitable, que les domestiques se rendent coupables de vol,
 lorsqu'ils dérobent une chose qui appartient à leur maître, contre
 sa volonté raisonnable; qu'il n'y a point de règle certaine pour
 déterminer quelle est la qualité requise & suffisante pour le péché
 mortel; mais que pour l'ordinaire cette quantité doit être plus
 grande, que si le vol étoit fait à des étrangers, & qu'on doit
 l'estimer prudemment en pesant bien toutes les circonstances, &
 en faisant attention si le maître est fort libéral ou s'il l'est peu,
 s'il est bien ou mal disposé à l'égard de celui qui le vole, s'il est
 riche ou pauvre.

Extr. *Continuans*,
 pag. 381.

Tamburini enseigne aussi qu'à l'égard des parens & des domes-
 tiques, il faut pour qu'il y ait péché mortel, que la quantité volée
 soit plus grande, que si c'étoit des étrangers; qu'il est difficile &
 embarrassant de fixer la quantité requise & nécessaire pour le pé-
 ché mortel; & que les plus sages concluent à s'en tenir à la
 décision d'un homme prudent.

Extr. *Quoad fam-
mulos*, pag. 382.

A l'égard des serviteurs, il distingue les serviteurs gagés pour
 un tems de ceux qui sont à demeure, ou des esclaves entièrement
 attachés à leurs maîtres; & en parlant de ces derniers, il dit. „ Je
 „ pense que s'ils prennent, en cas de refus du maître, de petites
 „ choses qui leur conviennent pour la nourriture & le vêtement,
 „ selon leur condition de serviteurs, il peut à peine arriver
 „ qu'ils commettent un péché mortel, & quelquefois cela ne va
 „ pas même jusqu'au véniel. Que pour ce qui est de l'argent & des

„ autres biens, la condition d'esclave ne differe presque pas de
 „ celle des étrangers : qu'il faut cependant avoir égard à l'amour
 „ que son maître lui porte , à son utilité , à ses soins , & aux
 „ services qu'il lui a rendus. „

Enfin Reuter dit qu'un Fils qui prendroit à son Pere quelque chose de considérable, qu'il croit avec raison que son Pere ne lui refuseroit pas , s'il le lui demandoit , ne pèche pas mortellement ; mais qu'il n'en est pas de même, si on présume avec raison que le Pere refuseroit, & que la chose seroit prise contré son gré , comme s'il déroboit pour jouer à des jeux défendus , pour boire , pour vivre dans le luxe. Il ajoute qu'à l'égard de la quantité nécessaire pour faire une matiere grave dans le vol d'un Fils vis-à-vis de son Pere , c'est sur quoi on ne peut donner aucune règle uniforme ; mais qu'il faut faire attention à l'état des parens , à leurs facultés , au nombre de leurs enfans , à l'affection qu'ils ont pour eux , à la fin pour laquelle ceux-ci dérobent : que si les parens sont riches , libéraux envers leurs enfans , si ceux-ci prennent pour des fins honnêtes , s'ils sont en petit nombre , l'opposition des parens est moins grande , du moins quant à la substance de la chose volée , que s'ils étoient d'une fortune médiocre , économes , qu'ils eussent beaucoup d'enfans , & qu'on leur dérobat pour des usages contraires à l'honnêteté : que toutes ces circonstances doivent être pesées mûrement , de peur que d'une part on ne fasse naître trop aisément dans l'esprit des enfans l'idée qu'ils ont commis un péché mortel , & que de l'autre , on ne leur laisse point la liberté de dérober.

Extr. de *la fin* ,
 pag. 119.

Il est étrange que par la malice ou l'impudence du Rédacteur , nous soyons réduits à justifier des assertions, telles que celles-ci , qui ne contiennent que des décisions fondées sur la nature même de la chose , sur la définition du vol , adoptées par le torrent des Théologiens ; & des réflexions très-sages , propres à former le discernement des Confesseurs dans une matiere très-délicate , où à raison de la variété & de la multiplicité des circonstances , il est moralement impossible de fixer rien d'une maniere uniforme & certaine. Craindroit-on que les Femmes , les Enfans , les Domestiques n'abusassent de cette doctrine ? Mais 1° jamais les Casuistes

n'ont écrit pour eux; ils n'ont eu en vuë que les Confesseurs; ils supposent les péchés commis & portés au Tribunal de la Pénitence; & leur unique but est d'instruire les Confesseurs sur le jugement qu'ils en doivent porter, & la conduite qu'ils ont à tenir envers les Pénitens. D'ailleurs quand ils traitent de la prudence du Ministre du Sacrement, ils ont grand soin de l'avertir de ne jamais rien laisser entrevoir qui puisse diminuer aux yeux du Pénitent la grièveté de sa faute, ou l'enhardir à la commettre. 2° L'abus qu'on pourroit faire d'une doctrine, s'il ne naît pas du fond même de la doctrine, mais de la mauvaise disposition de l'homme, ne prouve pas qu'une doctrine soit mauvaise, ni même dangereuse. 3° Enfin si une chose est vraie, la crainte ou le danger de l'abus, ne doit point empêcher de la dire, lorsqu'il est nécessaire qu'on la dise, & qu'on ne la dit qu'à ceux qui par état n'en peuvent pas abuser, & sont chargés d'empêcher que d'autres n'en abusent.

Quoiqu'il en soit, les Auteurs François les moins suspects de relâchement, se sont exprimés sur ce point comme les Jésuites. » Il paroît dit le Continuateur de Tournély, que c'est *une chose* » *reconnue pour certaine par tous les Théologiens*, qu'afin que le vol » soit mortel, il faut une plus grande quantité dans les vols faits » par les enfans & même par les domestiques, que dans les vols » commis par des étrangers. Et pour pouvoir déterminer cette » quantité, il faut avoir égard à l'état, à la qualité, aux richesses, » à la disposition des parens. » (g)

Ensuite après avoir décidé que les femmes péchent grièvement, lorsqu'elles disposent contre le gré de leurs Maris des biens communs, où dont l'administration appartient au Mari, il ajoute : » Cependant Habert, Decoq & d'autres exceptent différens cas, » où une femme n'est pas coupable de larcin, quoiqu'elle dérobe » une quantité assez notable. 1° Si elle prend quelque chose pour » faire des aumônes, ou des donations telles qu'elles sont en usage

(g) Ceterum hoc certum apud omnes esse videtur, majorem in filiis, imò & in domesticis ad furtum mortale requiri quantitatem, quam in extraneis : ut autem hæc

quantitas definiri possit, considerari debent status, qualitas, divitiarum, dispositio parentum &c. *De Jur. & injur. part. 3. cap. 4. pag. 470.*

„ ge parmi les femmes du même état , à moins toutefois que le
 „ Mari ne donne suffisamment ; à moins encore qu'elles n'excé-
 „ dent : car S. Augustin rapporté dans le Chapitre *Quod Deo 33.*
 „ *qn. 5.* condamne l'excès en ce genre. 2° Si elle prend quelque
 „ chose , pour détourner le dommage de sa famille ou de son
 „ Mari , soit temporel , comme fit Abigail , soit spirituel , en pro-
 „ curant sa conversion par des prières , des aumônes & des sacri-
 „ fices. 3° Si elle employe ce qu'elle a pris à des divertissemens
 „ honnêtes , & à des ajustemens convenables à son état ; ce qu'el-
 „ le n'est pas censée faire , si elle expose au jeu une somme nota-
 „ ble. 4° Si le Mari est un prodigue & un dissipateur , la femme
 „ pourra lui dérober en cachette ce qui lui sera nécessaire pour
 „ s'entretenir elle & les siens : puisque d'ailleurs son Mari auroit
 „ tort de s'y opposer , „ (h) On prie le Lecteur de comparer ce
 „ texte avec celui de Gordon sur la même mariete.

„ Il paroît certain , dit-il encore , qu'il faut une plus grande
 „ quantité afin qu'il y ait péché mortel pour les enfans , que pour
 „ les domestiques ; & encore qu'à l'égard de ceux-ci , elle doit
 „ être plus grande pour qu'ils péchent en dérobant les choses
 „ qui se consomment par le boire & le manger , lorsque c'est pour
 „ leur propre usage , que dans les choses qu'ils prennent pour les
 „ donner à d'autres ; parcequ'il y a plus d'opposition de la part
 „ des parens ou des maîtres dans un cas que dans l'autre. „ (i)

„ Il faut dirent les Conférences d'Angers , que les choses que
 „ les Femmes prennent à leurs Maris & les Enfans à leurs Peres ,

To. 1. p. 110.

(h) Excipiuntur ab Haberto, Decoq & aliis, varii casus in quibus uxor furti rea non sit, etiam cum quantitatem facis notabilem subripit. Ut 1° si quid capiat ut faciat elemosynam, & donationes quæ apud similes conditionis faminas in usu sunt; nisi tamen vitæ sufficientes largiatur; nisi etiam ipsa excedat: nam excessum damnat Augustinus relatus cap. *Quod Deo 33. qn. 5. 2°*. Si quid sumat, ut lumina aut mariti damnum avertat, vel temporale, ut fecit Abigail, vel spirituale, procurando ejus conversionem per preces, elemosynas & sacrificia. 3° Si in honestâ recreatione, & in decentem sui ornatum & starum hoc expendat:

quod facere non censetur si summam notabilem ludo exponat. 4° Si maritus prodigus sit & decoctor, poterit mulier clanculò ea surripere, quæ sibi suisve necessaria erunt, aliqui enim maritus esset irrationabiliter invitus &c. *Id. Ibid.*

(i) Quamquam certum esse videtur majorem requiri quantitatem ut liberi mortaliter peccent, quàm & famuli; inò majorem ut hi peccent in poculentis & esculentis quæ proprios in usus adhibent, quàm hi qui aliis donant; quia parentes aut Domini in uno magis quàm in alio casu sunt inviti. *Idem pag. 465.*

Suite de la 111. Partie.

S s

„ soient plus considérables que celles qu'un étranger leur pren-
 „ droit, pour les rendre coupables de péché mortel ; parcequ'un
 „ Mari ou un Pere sont censés ne pas trouver si mauvais le vol
 „ d'une Femme ou d'un Enfant que celui d'un étranger, & le
 „ souffrir avec moins de répugnance. Souvent ils ne sont pas si
 „ chagrins de la perte de la chose qu'on leur prend, que de la
 „ maniere qu'on leur prend, ou de la fin pour laquelle on leur
 „ prend : en un mot, pour juger quand il y a matiere suffisante
 „ pour faire le péché mortel, il ne faut pas seulement faire at-
 „ tention à la valeur de la chose volée, mais encore aux qualités
 „ du Pere & du Mari qui ont été volés : car si le Pere ou le Ma-
 „ ri est riche & libéral, & qu'il aime beaucoup sa Femme & ses
 „ Enfans, & que la Femme ou les Enfans fassent bon usage de ce
 „ qu'ils prennent, ou qu'ils ne le prennent pas d'une maniere in-
 „ jurieuse, on peut présumer qu'il ne se fâchera pas beaucoup
 „ s'il vient à sçavoir le vol ; ainsi l'on peut juger que le péché n'est
 „ que véniel, la chose volée n'étant pas très-considérable d'elle-mê-
 „ me. On doit au contraire juger que le péché est mortel, si le Pere
 „ ou le Mari est pauvre, ou fort attaché au bien, ou s'il n'aime
 „ pas tendrement sa Femme ou ses Enfans, ou si ceux-ci font un
 „ mauvais usage de ce qu'ils prennent, comme s'ils le dépensent
 „ au jeu ou à la débauche, ou s'ils le prennent d'une maniere of-
 „ fenseante, quand même la chose volée ne seroit pas d'une fort
 „ grande conséquence. „

Ibid. p. 341.

Ces mêmes Conférences avoient dit un peu auparavant, que
 „ si un Mari à qui une femme a porté une dot considérable, lui re-
 „ fusoit ce qui est nécessaire pour s'entretenir modestement selon
 „ sa condition, & ne lui donnoit rien du tout pour se divertir,
 „ on ne la croiroit pas coupable de péché, si elle prenoit quelque
 „ chose à son Mari pour l'employer à son entretien, & à un di-
 „ vertissement honnête & modéré. „

Ne sont-ce pas là les mêmes décisions, & surtout les mêmes
 principes que le Rédacteur inculpe dans les Jésuites ? & si on ne
 sçavoit pas d'ailleurs que c'est la doctrine commune, ne s'imagi-
 neroit-on pas sur la comparaison des textes, que les Casuistes
 françois qu'on vient de citer, avoient sous les yeux Gordon,

Taberna & les autres, quand ils écrivoient ? Chicannera-t-on Lessius, cité par Taberna, parcequ'il a dit qu'il ne croyoit pas qu'il fallût condamner tout aussitôt de péché mortel un enfant qui auroit volé deux ou trois écus d'or à son pere fort riche ? car c'est la seule décision qui ne se trouve pas presque terme pour terme dans les deux auteurs françois que j'ai rapportés. Je conviens que Lessius auroit mieux fait de ne point déterminer la quantité, & de ne pas la porter si haut. Mais 1° ce n'est point proprement une décision qu'il prononce, mais une opinion qu'il donne comme vraisemblable : *Putat Lessius*. 2° Il n'exempte point cet enfant de péché mortel ; mais il dit seulement qu'il ne faut pas tout de suite, & sans autre examen, le condamner de péché mortel : *Non esse statim condemnandum peccati mortalis*. Le Traducteur du Recueil ne dit donc pas assez lorsqu'il traduit ; *il ne faut pas le taxer pour cela de péché mortel*. Car le sens du latin est qu'il se peut faire, absolument parlant, que cet enfant n'ait pas péché mortellement ; & le sens du françois est qu'il n'y a point en ce vol de maniere à péché mortel : ce qui est un contresens & une falsification qui mérite bien d'être relevée. 3° Ne peut-il pas se faire qu'un pere très-riche, soit en même tems si liberal, si affectionné à son fils, qu'il ne trouvât pas mauvais que ce fils lui prît sept à huit francs, dont il feroit d'ailleurs un usage honnête ; & qu'en effet ce fils ne les eût pris que sur une présomption raisonnable de la bonne volonté de son pere ? Certainement bien d'habiles Casuistes n'oseroient pas décider sur le champ qu'il y eut là péché mortel. Or tel est le cas de Lessius, & les termes de son assertion autorisent à le présenter sous un jour plus favorable encore, s'il est possible.

ARTICLE V.

De la nécessité qui excuse le Vol.

Tout homme qui a droit à la vie, a droit aussi à tout ce qui lui est absolument nécessaire pour la sustenter ; & s'il est dans le cas que les Théologiens appellent d'*extrême nécessité*, manquant de tout, & ne pouvant se procurer rien par aucune des voyes

ordinaires, soit en travaillant, soit en mandiant son pain ; il peut prendre ce dont il a un besoin très-pressant & indispensable pour conserver ses jours : ce qu'il prend alors , à proprement parler, il ne le vole point parcequ'il y a droit , & que le partage des biens qui assigne à chacun la propriété de ce qu'il possède , n'a point lieu par rapport à lui : il rentre pour ce moment dans le droit de nature , où tout étoit commun ; en un mot son titre est plus fort que le titre de propriété. Ainsi le maître de la chose ne peut pas raisonnablement s'opposer à ce qu'il la prenne ; & s'il s'y oppose, s'il résiste, l'autre est autorisé à le regarder comme un injuste agresseur qui en veut à sa vie , & de repousser la force par la force.

Cette doctrine est fondée sur les principes même du Droit civil, quoique la Police fasse quelquefois des exemples sur ceux qui prennent de la sorte , soit pour des raisons de bien public & de bon ordre, soit qu'elle croye avoir suffisamment pourvu à ce que personne ne se trouve jamais réduit à une si extrême nécessité : elle est encore fondée sur le Droit Canon , sur l'enseignement de Saint Thomas , & après lui de toute l'Ecole.

TO. 2. *for les*
Comm. p. 342.

„ C'est une maxime reçue de tout le monde , disent les Con-
„ ferences d'Angers , que l'extrême nécessité fait que ceux qui
„ s'y trouvent réduits , peuvent sans violer le septième Com-
„ mandement , prendre par-tout où ils trouvent de quoi soulager
„ leurs besoins , parceque dans l'extrême nécessité tous les biens
„ sont communs , suivant la doctrine du Canon , *Sicut ii* dist. 47.
„ ainsi l'on ne prend pas le bien d'autrui. „

EXTR. *des leçons*,
Pag. 227.

D. Thom. 2. 2.
q. 66.

L'extrait du Jésuite Alagona , dont l'ouvrage n'est qu'un simple abrégé de la Somme de St. Thomas , nous fait connoître la pensée du S. Docteur sur ce sujet. Il y est dit que lorsqu'on ne peut subvenir autrement à ses besoins , on peut prendre soit en cachette , soit ouvertement ; & qu'il n'y a en cela ni vol ni rapine , parcequ'alors toutes choses sont communes par le droit de nature. Qu'il est permis aussi de prendre en cachette le bien d'autrui , pour se-courir le prochain en pareil cas.

EXTR. *Extremé*
parce p. 111.

Lacroix n'a donc fait que marcher sur les traces de S. Thomas , lorsqu'il dit que dans la nécessité extrême , il est permis de dérober le nécessaire ; & que ce qu'on peut pour soi , on le peut aussi pour un autre réduit à une pareille extrémité.

Lactox dit ensuite, que selon Coninx, Lessius, Dicastille, Tamburini, un pauvre dans cette conjoncture pourroit tuer celui qui l'empêcheroit de prendre ce qui lui est ainsi nécessaire; comme on peut tuer un ravisseur qui nous enlève, ou qui retient violemment des biens d'une grande conséquence du moins nécessaires. Cet extrait appartient à la matière de l'homicide. En attendant ce que nous dirons en cet endroit, voici un texte du Continuateur de Tournely qui contient à peu près la même décision. „ Si lorsque „ contraint par une extrême nécessité, vous êtes réduit à enlever le „ bien d'autrui, le maître de la chose vouloit par une trop grande „ dureté vous repousser, vous pourriez l'attaquer & le repousser à „ votre tour, comme un injuste agresseur d'un droit qui vous „ appartient. “ (κ)

Quant à ce que Lactox ajoute; „ Il est plus probable qu'un „ particulier ne peut pas dans une extrême nécessité prendre une „ chose de grand prix, par exemple, trois mille écus, sur-tout si „ cette somme étoit nécessaire pour soutenir l'état de celui qui „ vole, comme l'observe de Lugo; ou si celui-ci devoit en conséquence tomber dans de grands maux, comme dit Tamburini: „ néanmoins comme le sentiment contraire a aussi la probabilité, „ le pauvre peut, en se tenant à ce dernier sentiment, comme „ assez certain pour lui dans le moment actuel; *Veluti sibi hic & „ nunc satis certum*, (le Traducteur rend, *assez probable*) prendre „ même des choses de prix; & le riche de son côté s'y opposeroit „ licitement, en suivant l'autre sentiment. “ Nous croyons qu'il n'est nullement probable, qu'un pauvre, en quelque nécessité qu'il se trouve, puisse prendre soit en argent, soit en chose de prix, la valeur de trois mille écus, lorsqu'il lui est libre de prendre beaucoup moins; parcequ'il n'a pas besoin d'une si grosse somme, pour soulager son extrême misère; quand même il prévertoit qu'après un certain tems il dût se retrouver dans le même embarras.

Emmanuel Sa a dit que celui qui dans une nécessité urgente, *Extr. Accente, pag. 249.* urgente necessitate, & non pas, dans la nécessité, comme porte la

(κ) Quod si dominus durior te, dum extremâ necessitate victus, bonum ejus invadere cogeris, repellere vellet, posses

eundem tanquam juris tui invasorem injustum agredi & vicissim repellere. De Jur. & Lujur. pag. 474.

version du Recueil ; ou sans faire beaucoup de tort , prend du bois sur la montagne d'autrui , n'est point obligé à restitution.

Il y a deux cas dans ce court extrait , 1^o celui de la nécessité urgente, 2^o celui où le tort n'est pas considérable. Dans le second, où Emmanuel Sa suppose que la quantité de bois ne va point jusqu'à rendre le vol un péché mortel ; il est évident que l'obligation de restituer ne peut aller non plus jusqu'au péché mortel. Sur le premier cas , les Conférences d'Angers disent que „ Quand les „ pauvres sont dans une nécessité très-pressante , il leur est permis „ par un tacite ou exprès consentement des propriétaires des forêts, „ de prendre pour leur nécessité du bois mort tombé à terre , qui „ ne peut servir qu'à brûler , & des brossailles. “ Si Emmanuel Sa pour l'un est l'autre cas a voulu dire autre chose , nous l'abandonnons.

To. 2. p 145.



CHAPITRE II.

De la Compensation occulte.

ON traitera d'abord de la notion , & des conditions nécessaires pour la légitimité de la Compensation occulte. 2^o De la Compensation occulte par rapport à la femme. 3^o Par rapport aux enfans. 4^o Par rapport aux domestiques.

ARTICLE PREMIER.

Notions de la Compensation occulte , & conditions nécessaires pour qu'elle soit permise.

U Ser de compensation secrète , c'est prendre en cachette au prochain l'équivalent de ce qu'il nous doit , ou de ce qu'il nous a pris & qu'il retient injustement , pour nous dédommager du tort qu'il nous cause. Par cette Notion , qui est admise de tous les Casuistes , on voit que la différence essentielle du vol & de la compensation , est que dans celle-ci ce n'est jamais le bien d'autrui que l'on prend ,

mais le sien que l'on reprend, & qu'ainsi l'injustice qui caractérise le vol ne se trouve jamais dans la compensation, ou que si elle s'y rencontre, dès-lors elle cesse d'être compensation. On voit encore que la restitution proprement dite n'a point lieu par elle-même dans la compensation, lors même qu'il y auroit d'ailleurs péché à en user; je dis par elle-même; parcequ'il se peut faire par accident, qu'en reprenant secrètement au prochain ce qui nous appartient, on lui cause un dommage injuste, à la réparation duquel on soit obligé. Mais précision faite de toutes circonstances, comme par la compensation on ne reprend que son propre bien, on ne peut jamais être tenu de restituer ce qui est à soi.

Quoique la compensation occulte considérée spéculativement n'emporte aucune idée de vol, ni d'injustice; néanmoins dans la pratique elle seroit sujette à de très-grands abus, si on la permettoit en toutes rencontres & sans limitation. On a donc assigné des conditions avec lesquelles l'usage de la compensation est légitime, & sans lesquelles il ne l'est pas. Mais quelles sont ces conditions? Écoutons sur ce point deux Casuistes françois qu'on n'accuse point de relâchement.

„ Tous les Théologiens conviennent, dit l'Auteur des Confé-
 „ rences de Paris, que les compensations sont exemptes de
 „ péché, & n'obligent pas à restitution, quand elles sont accom-
 „ pagnées de cinq conditions, qui se trouvent très rarement dans
 „ la pratique. 1° Que la dette soit certaine & sans aucun doute...
 „ 2° Qu'on n'ait point d'autre voye pour la recouvrer.... Si on pou-
 „ voit la recouvrer en la demandant, ou par voye de justice, quoi-
 „ qu'avec quelque difficulté, on ne pourroit pas user de compen-
 „ sation... 3° Qu'on ne cause point de scandale... 4° Qu'on ne
 „ donne point lieu de faire soupçonner qu'un autre l'aura prise....
 „ 5° On doit prendre des mesures pour que la chose ne soit pas
 „ payée deux fois. „

To. 1 liv. 2 pag.
71. de suite.

„ Afin que cette compensation soit exempte de péché, dit la
 „ Morale de Grenoble, il faut qu'elle ait trois conditions, il faut
 „ premièrement que la dette soit certaine & non pas douteuse....
 „ En second lieu, il faut qu'on n'ait point d'autre voye pour re-
 „ couvrer la chose qui est detenuë injustement, que celle d'une

To. 6. de 7e.
precepte p. 290.
de suite.

„ compensation occulte : car si on pouvoit la recouvrer en la de-
 „ mandant, ou par la voye de la justice, quoiqu'avec quelque dif-
 „ ficulté, on ne pourroit sans péché user de compensation, com-
 „ me nous venons de dire avec S. Thomas de celui qui prend
 „ secrètement ce qui lui appartient, lequel pèche parcequ'il agit
 „ contre le droit de la justice : néanmoins celui qui se seroit ainsi
 „ payé de ses mains, ne seroit pas obligé à restitution quoiqu'il
 „ ait péché grièvement en prenant de sa propre autorité, ce qu'il
 „ auroit pû recouvrer par l'autorité du Juge; parcequ'il n'est pas
 „ permis de se faire justice à soi-même. Que s'il ne pouvoit pas
 „ recouvrer son bien en justice, ou parcequ'il n'auroit pas de preu-
 „ ves suffisantes, ou à cause de la tyrannie & de la puissance de
 „ celui qui le lui retenoit, alors celui qui a pris son bien ainsi en
 „ cachette n'a point péché, pourvu qu'il l'ait fait sans scandale;
 „ & c'est la troisième condition nécessaire pour justifier les com-
 „ pensations occultes, parcequ'on ne doit pas donner occasion de
 „ chute à son prochain : par la même raison, il faut bien prendre
 „ garde qu'en usant d'une telle compensation, on ne cause quel-
 „ que dommage au prochain, en donnant lieu de soupçonner
 „ qu'un tiers n'ait dérobé la chose qu'on prend ainsi en secret.„

Comparons présentement la doctrine de nos Auteurs avec celle
 qu'on vient de lire; & si c'est presque par-tout le même ensei-
 gnement, qu'on cesse de condamner les Jésuites de relâchement,
 ou qu'on fasse aussi le procès à ce que la France a produit de Ca-
 suistes les plus sévères.

Extr. Camille
 pag. 149. 150.

Tolet parlant de cinq manieres de prendre, où il n'entre point
 d'injustice, ni conséquemment de vol, dit : „ La cinquième ma-
 „ niere est lorsque quelqu'un prend ce qui d'ailleurs lui est dû,
 „ & que son débiteur refuse de le lui payer. D'où il suit que celui
 „ qui prendroit secrètement à son débiteur une somme que celui-
 „ ci lui doit, ne vole point & n'est pas tenu à restitution; quoi-
 „ qu'en la prenant il pèche quelquefois, quelquefois aussi il ne
 „ péchera pas, pourvu qu'il observe certaines conditions.

„ La première est qu'il soit certain que la somme lui est due.

„ La seconde, qu'il ne puisse commodément en exiger le paye-
 „ ment en justice, soit parceque son débiteur est un homme
 puissant,

„ puiffant , foit parcequ'il ne peut pas prouver fa créance ,
 „ foit parcequ'il craint qu'il ne lui arrive quelque mal de la part
 „ de fon débiteur , ou que cela ne faffe quelque fcandale.

„ La troifième, qu'il ne s'enfuive aucun fcandale ou dommage
 „ pour d'autres.

„ En quatrième lieu , il doit prendre toutes les précautions qui
 „ dépendent de lui , pour que le débiteur à qui il a déjà pris le
 „ montant de fa dette , & qui la lui a ainfi payée malgré lui , ne
 „ la lui paye pas une féconde fois.

„ En cinquième lieu , il ne doit rien prendre au-delà de ce qui
 „ lui étoit dû. „

Qu'est-ce que le Rédacteur reprend ici dans Tolet ? Est-ce d'avoir dit qu'on ne vole point , & qu'on n'est point rendu à restitution , lorsqu'on prend fecrettement à autrui une fomme qu'il nous doit , quoiqu'il y ait quelquefois en cela du péché ? Mais le fens commun dicte que prendre fon bien n'est pas voler , & qu'on n'est pas tenu de reftituer ce qui eft à foi. Est-ce l'infuffifance des conditions affignées par Tolet , pour rendre la compenfation licite ? Mais la première condition de Tolet eft la même que la première des Conférences de Paris & de la Morale de Grenoble. Il n'y a d'autre différence entre la féconde condition de Tolet , & la féconde de la Morale de Grenoble , finon que Tolet , outre le pouvoir du débiteur , l'impuiffance où l'on eft de prouver fa créance en juftice , & la tyrannie du débiteur qui fait juftement appréhender quelque mal de fa part , fi on lui intente procès , ajoute la crainte du fcandale , comme une raifon légitime qui difpenfe le créancier de répéter fa créance en juftice. Mais la raifon du fcandale n'est-elle pas au moins auffi forte que celle qui naît de la puiffance ou de la tyrannie du débiteur ? Tolet fuppose d'ailleurs qu'on a demandé la fomme , puifqu'il fuppose que le débiteur refufe de la payer. Ainfi il étoit inutile qu'en parlant des conditions , il fit mention de cette voye de recouvrement.

La troifième condition du Cardinal Tolet renferme la troifième & la quatrième des Conférences de Paris ; la quatrième refemble pareillement à la cinquième des Conférences ; enfin la cinquième de Tolet retombe dans la première : car ce qui eft au-delà de la

Suite de la III. Partie.

T c

dette n'est pas dû, & la premiere condition est que la dette soit certaine.

EXT. *Si la men*
PAG. 351.

Selon Rebellus, „ La compensation qui se fait de la seconde
„ maniere est licite, c'est-à-dire, celle qui se fait, non par la force
„ employée d'autorité privée, mais par une soustraction secrète,
„ pourvu que les circonstances requises s'y trouvent; à sçavoir,
„ que le créancier ait certitude de son dû, qu'il ne puisse le re-
„ couvrir par la voye de la Justice, qu'il n'y ait point de raison
„ probable d'appréhender aucun scandale; enfin que l'on pré-
„ vienne également le tort temporel & spirituel qu'en pourroit
„ souffrir le débiteur, en le mettant à l'abri de restituer une
„ seconde fois, ou de croire qu'il doit encore ce qu'il ne doit
„ plus. „

La ressemblance de cet extrait avec les autorités citées, est si manifeste, qu'il est inutile de s'y arrêter.

EXT. *Substitutio*
PAG. 361.

Le Cardinal de Lugo dans un de ses extraits refute & rejette comme singulière & contraire au sentiment de tous les Docteurs, l'opinion de Henri de Gand, qui prétendoit qu'il n'est permis à personne de prendre ni publiquement ni en cachette une chose qui est chez le débiteur, & dont il a le domaine, lorsqu'il n'y a point d'autre remède pour se faire payer: c'est-à-dire, qu'Henri de Gand tenoit la compensation occulte comme absolument illícite. De Lugo soutient au contraire qu'elle est licite, moyennant de certaines conditions, pour lesquelles il renvoye à Vasquez. Le Rédacteur se déclare-t-il pour Henri de Gand contre tous les Théologiens qui depuis cinq cens ans, à commencer par S. Thomas, sont d'un avis contraire? Il n'a qu'à le dire; la cause du Cardinal de Lugo n'en sera pas plus mauvaise pour cela.

EXT. *Quidquid*
Id. ibid.

Dans l'extrait suivant, de Lugo donne comme un sentiment probable celui de quelques Docteurs, qui prétendent qu'un créancier peut se compenser avant le tems, pour une dette future, c'est-à-dire, qui n'est pas encore échue, pourvu que le terme de l'échéance ne soit pas reculé au delà d'un mois; & il suppose deux conditions; la premiere que si le débiteur souffre quelque perte par cette compensation anticipée, elle doit être ou déduite en entier sur le principal, ou restituée au débiteur. La seconde,

qu'il y ait réellement un danger moral que le débiteur ne paye pas ce qu'il doit au tems de l'échéance. De Lugo accompagne ces deux conditions de preuves qu'on peut lire chez lui, & sur lesquelles nous laissons à juger si son sentiment est probable.

De Jc B. & Jere
T. 2. disp. 16
sec. 5. n. 23.

Taberna demande si, & à quelles conditions il est permis d'user d'une secresse compensation. Ces mots, *quibus conditionibus liceat*, sont ainsi rendus dans la version du Recueil : *A qui est-il permis ?*

Extr. An O'que
luc. pag. 174.

Il donne d'abord la définition de la compensation occulte en ces termes : „ On appelle ici compensation secresse, lorsqu'à l'insçu „ de celui qui vous doit, vous prenez ou retenez de votre autorité „ privée autant de son bien qu'il vous en doit. „ Si cette définition déplaît au Rédacteur, qu'il apprenne donc à toute la Théologie comment on doit définir la compensation occulte ; car jusqu'ici personne ne l'a défini autrement.

Taberna répond ensuite : „ Elle est permise aux conditions „ suivantes : 1^o que votre bien soit chez un autre sans un titre „ juste ; car s'il le dérient à un juste titre, comme de gage, de „ prêt &c. vous ne pouvez pas le reprendre secrètement, & si „ vous le faites, vous êtes obligé de le restituer. „ Les autorités que nous avons vuës ne font pas une menrion expresse de cette condition, qui est cependant renfermée dans la première, sçavoir que la chose soit certainement due : parceque quoi qu'une chose que j'ai engagée ou prêtée, soit à moi ; elle ne m'est due pourtant que quand le terme de l'engagement ou du prêt est expiré ; jusques-là l'autre a droit de la garder ou d'en user ; & si, hors de certains cas, je la lui repréens secrètement, je lui fais une injustice.

„ 2^o Que vous ne puissiez pas ravoïr votre bien ou votre dette „ par une autre voye, par exemple, en justice, ou sans beaucoup „ de peine. Il y a pourrunt differens Auteurs qui croyent que ce- „ lui qui n'observeroit pas cette condition, n'est pas obligé en „ conscience de restituer. Diana ajoute *part. 2. tr. 2. Miscell. Resol.* „ 48, que quelquefois même il ne pêche pas. „

C'est la seconde condition des Conférences de Paris & de la Morale de Grenoble, qui veulent qu'on ait recours à la justice, quand on peut le faire, *quoiqu'avec quelque difficulté* ; mais qui n'y

justice, mais à celle de la charité. Cette même raison doit servir pour Taberna, qui n'a pas fait mention non plus du scandale, ni du dommage d'un tiers. La condition, de prendre garde que le débiteur ne paye deux fois, n'a pas besoin d'être exprimée; parcequ'il n'est personne qui n'en sente l'obligation: aussi la Morale de Grenoble n'en dit-elle rien.

Fégeli dit qu'en général la compensation occulte est défendue, Ent. *Quæstio hinc*
cent, pag. 171.
à moins que les conditions suivantes ne s'y rencontrent. 1^o Que la dette soit une dette de justice, entièrement certaine & actuelle. Le Rédacteur a supprimé la seconde & la troisième condition, sans doute parcequ'il n'y trouvoit rien à redire. 4^o Qu'on évite tant son propre dommage, que celui du débiteur & de tout autre; parceque, quoique la justice ne l'exige point, la charité le demande ainsi. C'est pourquoi celui qui use de compensation, doit prendre garde de n'être point pris sur le fait, ou qu'un autre ne passe pour voleur; que le débiteur, croyant que la dette n'est point éteinte, ne reste pas dans un état de péché, en refusant de payer, ou qu'il ne paye une seconde fois, soit par lui-même, soit par un autre, par exemple, son héritier; & si cela arrivoit, on seroit assurément obligé de restituer, ce qui auroit été donné une seconde fois. Mais il y a divers moyens d'empêcher que cela n'arrive: par exemple, le créancier peut dire au débiteur qu'il est actuellement satisfait, ou que la dette est payée. 5^o Il faut que la dette ne puisse être recouvrée commodément par une autre voye, soit judiciairement, soit extraordinairement: cependant l'omission de cette condition précisément ne paroît pas d'ordinaire former une faute qui aille au-delà du péché véniel; elle n'en forme même aucune, si on est excusé par le défaut de preuves, par la malice du débiteur, par les frais considérables qu'il faudroit faire, par la perte d'une amitié ou d'une faveur qui seroient fort utiles.

La seule chose qu'on peut reprendre dans Fégeli, c'est d'avoir dit que l'omission de la cinquième condition précisément ne paroît pas excéder pour l'ordinaire le péché véniel; & nous convenons qu'en cela sa décision est relâchée.

Tamburini se fait cette question: „Celui qui par compensation Ent. *As si fieri*
pag. 113.

„ occulte prend ce qui lui est dû, doit-il être réputé voleur? Il ré-
 „ pond : il est aujourd'hui certain par tous les Auteurs , que cet
 „ homme n'est point voleur dans le for de la conscience , qu'il ne
 „ pèche pas, qu'il n'encourt point l'excommunication qui pour-
 „ roit être portée contre les voleurs , & qu'il peut jurer , même
 „ devant le Juge qu'il n'a rien pris, en sous-entendant , qui ne lui fût
 „ dû; quand même la chose qu'il prend lui auroit été donnée en dé-
 „ pôt par le débiteur. Voyez Molina, Lessius, de Lugo & les au-
 „ tres que je vais citer ; ajoutez-y Dicastille. „

Qu'on ne soit point voleur pour prendre son propre bien , & que
 par conséquent on n'encoure pas les excommunications portés con-
 tre les voleurs , c'est une chose si incontestable, qu'il n'y a que le
 Rédacteur qui puisse le nier. Mais il faut l'accabler d'autorités : qu'il
 écoute donc Sylvius ; Bail & Pontas.

„ On peut dit Sylvius, observer deux choses : la première que
 „ l'excommunication lancée par l'Evêque contre ceux qui scau-
 „ roient & qui ne révéleroient pas un larcin fait à quelqu'un qui
 „ n'en connoitroit pas l'Auteur, n'oblige pas celui qui par cette
 „ soustraction secrète auroit recouvré son bien, ni ceux qui le scau-
 „ roient pourvu qu'ils fussent certains que la chose soustraite est à
 „ celui qui l'a prise. Et ceci a lieu quand même l'Evêque ordonne-
 „ roit qu'on déclarât ceux qui ont pris une chose qui leur appar-
 „ tient, pour le recouvrement de leur propre bien ; parceque l'ex-
 „ communication majeure ne lie point celui qui ne pèche pas mor-
 „ tellement ; & encore parceque personne n'est tenu à son dam &
 „ préjudice de se découvrir lui-même s'il est innocent, ni un au-
 „ tre qui est dans le même cas. Consultez Navarre *chap. 17. n. 115.* „ (1)

„ L'excommunication, dit M. Bail, que l'on porte contre ceux
 „ qui ont dérobé, ne s'étend point à ceux qui ont pris en cachet-
 „ te par le droit d'une compensation secrète : & on n'est pas tenu
 „ de découvrir ceux que l'on sçait avoir pris par forme de com-

(1) Ex his duo possunt observari. Unum quod excommunicatio Episcopi, quæ excommunicat scientes & non revelantes res substractas alicui nescienti quis eas subtraxerit, non obligaret eum qui rem suam recuperavit, neque etiam id scientes, modò pro comperto haberent illam fuisse accipiens. Quæ procedunt, etiam Episcopus

juberet revelari eos qui rem suam pro recuperatione suorum rerum acceperunt: tum quia excommunicatio major non ligat eum qui non peccat mortaliter; tum quia nemo se vel alium innocentem tenetur prodere ad suum damnum & præjudicium. Videatur Navarrus cap. 17. n. 115. Sylv. in 2. 2. Th. 3. q. 66. art. 3.

„ pensation secrète les biens au sujet desquels l'excommunication „ est lancée. „ (m)

Pontas décide qu'un domestique qui a usé de compensation , n'est pas obligé de venir à révélation sur un Monitoire , quand la compensation est juste. Il appuie sa décision sur celle de seize Auteurs qu'il cite , & qui tous conviennent , dit-il , que dans un pareil cas , il n'y a aucune obligation de révéler sur un tel Monitoire ; quand même le Supérieur Ecclésiastique auroit exprimé & compris ceux qui se feroient emparés de quelque chose par la voye d'une juste compensation : puisque non seulement on ne retient pas le bien d'autrui ; mais encore parceque le Monitoire qui contiendrait une telle chose , seroit injuste à cet égard , & contraire à ce que permet le droit naturel. D'où il s'ensuit par une conséquence nécessaire que si quelques-uns sçavent que Publius &c , ils ne sont pas non plus que lui obligés à aucune révélation.

AN MOT MONITOIRE
CAS 21.

Quand Tamburini dit ensuite qu'on ne pèche pas , eu usant de compensation secrète , il suppose qu'on observera les conditions que nous rapporterons tout à l'heure.

Pour ce qu'il ajoute qu'on peut même jurer devant le Juge qu'on n'a rien pris , en sous-entendant , qui ne fut dû ; cette décision appartient au titre *Parjure , fausseté* ; & les cas semblables y ont été suffisamment discutés. Cependant , comme Sylvius & Bail que nous avons actuellement sous les yeux , nous fournissent une décision semblable à celle de Tamburini , nous ne pouvons nous dispenser de les citer.

Sylvius dit que , si celui qui a pris d'une manière légitime , étoit contraint par serment de déposer s'il connoit celui qui a pris , il pourroit répondre qu'il n'en sçait rien ; parceque l'interrogation du Juge tombe sur une chose prise injustement ; & que celui qu'il interroge , ne connoit personne qui ait pris la chose injustement. Et il n'importe en rien , continue-t-il , que peut-être , il ait péché dans la manière de prendre ; puisque son péché ne consiste point

(m) Nec enim extenditur excommunicatio quæ fertur in furripientes aliqua bona , in eos qui jure secretæ compensationis furripuerunt ; nec tenetur aliquis revelare eos

quos novit per secretam compensationem aliqua bona rapuisse propter quæ fertur excommunicatio. *Dial. par. 2. qu. 46.*

à avoir pris le bien d'autrui, ou à le retenir injustement ; & que l'intention du Juge est, ou doit être uniquement de connoître & de punir l'injuste détenteur. (n)

„ Si le Juge, dit Bail à l'endroit cité, leur demande s'ils ont pris quelque chose, ils pourront répondre que non, en entendant, qu'ils n'ont rien pris injustement, comme le Juge doit l'entendre. „ (o)

„ Mais pour que la compensation soit juste, continue Tamburini, il faut observer trois conditions. La première, qu'elle se fasse de liquide à liquide, c'est-à-dire, qu'il soit certain que vous êtes actuellement créancier d'une telle somme, & que l'autre est actuellement votre débiteur. „ Cette explication est supprimée dans l'Extrait.

„ La seconde, que vous ne puissiez pas, du moins facilement, recouvrer par autorité publique ce qui est à vous. Mais cette condition marque seulement l'ordre que l'on doit raisonnablement observer, sans obliger sous peine de péché mortel, suivant Molina & Diana. Et au siècle où nous vivons, à peine a-t-elle lieu dans la pratique ; car il est toujours difficile de recouvrer le sien par autorité publique. „

Part. 4. qq. 46.

Tamburini parle ainsi pour la Sicile & pour son tems : c'est à ceux qui plaident aujourd'hui en France, à décider si on en peut dire la même chose. M. Bail expliquant cette même condition, dit que „ l'on est censé n'avoir pu recouvrer son bien sans une grande difficulté, s'il eût été nécessaire pour cela d'avoir un procès, ou d'encourir la haine des autres. *Porro censetur non potuisse sine gravi molestia rem suam recuperare si necesse illi fuisset litem habere, aut odium grave aliorum incurrere.* S'adresser à la justice, ce pour se faire payer, ou intenter procès à son débiteur, n'est-

„ ce

(n) Alterum, si is qui bene accepit cogere iurare, an sciret quis accepisset, posset respondere se nescire ; quia Judex interrogat de injusta acceptione, qui autem rogatur, neminem scit injuste accepisse. Neque refert quid fortasse peccaverit in modo accipiendi ; quandoquidem non peccaverit per hoc quod accepit alienum,

neque peccaverit injuste detinendo ; iudex autem solum intendat aut intendere debet scire & punire injustum detentorem. *Sylv. loc. cit.*

(o) Si Judex interroget num surripuerint, negare poterunt ; intelligendo se non injuste quidquam surripuisse, ut debet intelligere Judex. *Bail loc. cit.*

„ ce pas la même chose? Et intenter procès n'est-ce pas d'ordinaire s'exposer à tant de peines, d'inquiétudes &c, que plusieurs aiment mieux perdre en tout ou en partie ce qui leur est dû, que de le recouvrer par cette voye?

„ La troisième condition est qu'il faut éloigner tout danger que la même dette ne soit payée deux fois à vous ou à votre héritier : ce qui se fera en feignant que vous avez remis la dette, ou en usant de quelqu'autre équivoque semblable. “ Ce qui regarde l'usage de l'équivoque a été traité ailleurs. Si Tamburini ne dit rien du scandale qu'il faut éviter, c'est qu'il suppose qu'on est suffisamment instruit là-dessus parcequ'il a dit ailleurs sur le précepte de la charité.

„ La compensation occulte, dit Lacroix, si elle est accompagnée de certaines conditions, n'est pas un vol, mais elle est licite absolument; ainsi l'enseignent contre Henri & Elizalde tous les autres auteurs, suivant le témoignage de Lugo. “ Cette proposition est irrépréhensible; elle est fondée sur la nature même de la compensation, & sur l'autorité de tous les Théologiens, à l'exception de deux ou trois.

Lacroix demande neuf conditions pour que la compensation secrète soit permise. Le Rédacteur n'en a rapporté que cinq; apparemment que les quatre autres n'ont point offert de matière à la critique. La seconde condition est donc que la dette soit certaine, non d'une certitude infaillible, mais humaine, & telle que des personnes prudentes ne doutent point & ne croient pas qu'on puisse douter prudemment du contraire. Dans les affaires de la vie, soit en justice soit ailleurs, exige-t-on, peut-on même exiger d'autre certitude que celle-là, pour constater & assurer le droit de quelqu'un?

Sur cette seconde condition, il examine une question controversée, sçavoir si quand le contrat est tel, qu'il peut être annulé par sentence du Juge, il est permis avant cette sentence d'user de la compensation occulte, & de se mettre en possession de la chose. Sanchez, dit-il, & Lessius cité par de Lugo, l'affirment, lorsque vous ne pouvez autrement recouvrer la chose, & que l'autre est tenu de vous la restituer avant la sentence du Juge;

Suite de la III. Partie.

V v

Ent. Occulta non profane, p. 116.

Ent. 29. De hoc debitor, ibid.

Ent. Deum ab hac, ibid.

„ parceque dès que le contrat peut certainement être annullé par
 „ le Juge, il paroît que votre droit est déjà assez certain. Basile
 „ Ponce au contraire & Diana tiennent pour la négative, par la
 „ raison que tant que le contrat n'est pas cassé, le droit dans la
 „ chose demeure acquis à l'autre. Mais le premier sentiment pa-
 „ roît vrai, parceque pour rendre licite la compensation occulte,
 „ un droit certain à la chose d'autrui suffit; sans quoi jamais il
 „ ne seroit permis d'user de compensation pour un droit certain,
 „ en retenant ou en prenant la chose d'autrui. „

Que Lacroix ait pris bien ou mal son parti sur ce cas qui est embarrassant, il est certain que le sentiment pour lequel il se déclare n'a point été condamné, & que les raisons qui l'appuyent, balancent pour le moins celles du sentiment contraire. Il est libre au Rédacteur d'être d'un autre avis; mais il ne lui appartient pas de prononcer comme il fait, & de taxer comme il lui plaît, un sentiment de dangereux & de pernicieux. Qu'il attende que l'Eglise ait parlé, & qu'il fasse après cela valoir ses décisions, quand elles ne seront pas favorables à l'enseignement de quelques Jésuites.

Extr. 3^e *De delin-*
am : p. 187.

La troisième condition qu'exige Lacroix, est que la dette soit actuelle. Il rapporte ensuite le sentiment qui permet quelquefois de prévenir l'échéance; mais il ne l'adopte ni ne le rejette.

Extr. 4^e. *De res,*
ibid.

La quatrième condition est que la chose que vous prenez soit à votre débiteur. Il permet de prendre ce que le débiteur envoie à un autre en don ou en payement d'une dette, pourvu qu'elle n'ait point encore été acceptée par l'autre, mais qu'elle soit encore en la possession du débiteur. Il ne peut y avoir ici de difficulté, que quand la chose est envoyée *en payement d'une dette*; & nous ne croyons pas qu'on puisse la prendre pour se compenser, à moins que notre créance ne soit de nature à être préférée à la créance de l'autre: car hors delà on iroit contre l'ordre justement établi, & on commettrait une injustice envers l'autre créancier.

Extr. 5^e *De rem*
ibid., *ibid.*

„ La cinquième condition est que vous ne puissiez pas obtenir
 „ aisément par une autre voye la chose qui vous est due. Or vous
 „ ne pouvez pas l'obtenir aisément, s'il vous falloit contraindre
 „ votre débiteur par un procès ou par l'autorité publique avec de

„ grands frais , ou en perdant l'amitié & les bonnes grâces de
 „ quelqu'un qui vous est fort utile. » Lacroix ne dir ici que ce
 que disent les auteurs non Jésuites cités ci-dessus.

„ La huitième est que la compensation se fasse sans le dommage
 „ d'un tiers , comme il arriveroit si quelqu'un passoit pour avoir Extr. 1^o de l'art.
ib. d.
 „ volé la chose , & étoit contraint de la restituer. » Ce n'est pas
 sans doute cette condition que le Rédacteur attaque ; mais la
 restriction suivante qu'y met Lacroix. » Cependant comme ce n'est
 „ là qu'un inconvénient accidentel, si vous ne pouviez sans vous
 „ faire un tort notable , omettre la compensation , vous ne pé-
 „ cheriez point en la pratiquant , quand même cet inconvénient
 „ s'ensuivroit. Mais si vous pouviez , sans un tort notable , omettre
 „ ou différer la compensation , vous pécheriez en vous en servant ,
 „ mais seulement contre la charité , selon l'opinion commune. »

Lacroix s'est fondé sur l'axiome du Droit , *Nemo damnum facit, nisi qui id fecit, quod facere jus non habet*. A-t-on droit de se garantir par une compensation secrète d'un dommage notable , qu'on ne peut éviter autrement , lors même qu'on prévoit qu'il en arrivera quelque préjudice à un tiers , & qu'on ne peut ni omettre ni différer la compensation sans se nuire considérablement ? Lacroix le décide , & il paroît en effet que le tort que cela cause à un tiers doit plutôt retomber sur celui envers qui on use de compensation , que sur celui qui en use. Cependant il semble qu'il y a quelque chose de plus qu'un péché contre la charité , dans le cas où l'on pourroit omettre ou différer la compensation ; & qu'on est obligé à dédommager en partie , par exemple , par moitié , le prochain qui a été condamné à restituer ce que nous avons pris. On suppose que le débiteur ignore qu'on a usé à son égard de compensation ; car s'il venoit à le sçavoir , ce seroit à lui de dédommager le prochain , puisqu'il y a donné occasion en refusant de payer. Du reste nous soumettons la décision de Lacroix à ceux auxquels il appartient de prononcer en matière de doctrine.

„ Pour que la compensation occulte soit permise , dit Reuter , Dans l'Extr. 2^o
de l'art. 2. 350,
391.
 „ on requiert les conditions suivantes. 1^o La dette doit être de
 „ justice & certaine , actuelle ou du moins très-prochaine ; parce-
 „ que dans le doute si un autre me doit , je le priverois injustement

„ de son bien. 2° La chose que l'on prend doit appartenir au débiteur, & non pas à un autre qui la lui auroit prêtée, ou l'auroit déposée chez lui. 3° La chose prise doit être, autant qu'il se peut, de même espèce que celle qui m'est due, afin que le maître ne soit pas obligé de changer contre une autre chose celle dont il m'est redevable. 4° La compensation doit se faire sans dommage, ni pour le débiteur ni pour un tiers. 5° Il faut qu'il n'y ait pas d'autre moyen d'obtenir facilement ce qui nous est dû. “ Reuter n'est certainement pas moins sévère que les autres dans les conditions qu'il exige.

Dans l'Extr. *Ultimum documentum*, pag. 352.

Dans l'Extr. *Quære*, pag. 354.

Le Rédacteur condamne encore Réginalde, pour avoir dit qu'une des conditions qui sont requises pour une compensation licite, est qu'on ne puisse recouvrer son bien autrement que par là : & Filliucius, qui décide que lorsqu'on ne peut implorer le secours du Juge, il est permis de recouvrer son bien d'autorité privée par une compensation légitime.

ARTICLE II.

Compensation par rapport à la Femme.

UN mari qui dissipe les biens de la Communauté est-il obligé par lui-même ou par ses héritiers de restituer à sa femme ; & si la femme craint des difficultés de la part des héritiers, peut-elle user secrètement de compensation, en prenant sur les biens de la Communauté de quoi mettre sa part à couvert ? Gordon & Dicastille pensent qu'elle le peut.

Extr. *Præsumptio si maritus*, p. 356.

Maritus si sacris, pag. 359.

De Jure & Injuz. pag. 471 &c.

Cette question est une de celles où les Docteurs sont partagés. Le Continuateur de Tournely, après avoir rapporté quelques cas, où le mari est obligé à restitution à l'égard de sa femme, se propose celui-ci. Si le mari donnoit ou dépensoit sans le consentement de sa femme une grande partie des biens de la Communauté, ou les employoit au jeu ou à de mauvais usages, quoique la femme, comme il arrive d'ordinaire, s'y opposât de toutes ses forces, que faut-il décider ? Les Docteurs françois, répond-il, ne s'accordent pas ici entre eux. Les uns obligent ce mari à restituer, parceque quoique l'administration des biens de la communauté appartienne au

mari, qui par conséquent peut passer des contrats sur ces biens, & les exposer au gain & à la perte; néanmoins la propriété de la moitié appartient à la femme; ainsi le mari pêche contre la justice qu'il doit à sa femme, en dissipant malgré son opposition raisonnable. Et il n'importe pas, disent-ils, que le mari ait la principale part au travail dans la famille; car la femme a aussi sa part dans ce travail: ainsi le partage doit être égal entre celui qui va au combar, & celui qui reste pour garder le bagage. Il cite pour ce sentiment l'auteur des Conférences d'Angers, Hennon, & Ferrière qui dit que le mari est purement administrateur des biens de la communauté, & que par conséquent il ne peut ni tout donner entre vifs, ni transporter à d'autres en cas de mort plus de sa moitié. D'autres, comme Habert, veulent que le mari, quoique grièvement coupable, ne soit sujet à aucune restitution, parcequ'il est maître des biens de la Communauté, & qu'ainsi lorsqu'il les dissipe, il dissipe ce qui est à lui. Cet avis est aussi celui d'Argou & de Claude de Livonière.

„ Pour moi, reprend le Continuateur, ayant été interrogé un
 „ jour à ce sujet, par un Evêque, je répondis 1^o que le premier
 „ sentiment me paroissloit plus conforme aux loix de la justice. 2^o
 „ Qu'il falloit néanmoins exiger moins du mari que d'un voleur
 „ étranger, parcequ'à cause du partage des opinions entre les Doc-
 „ teurs, la chose ne laissoit pas d'avoir quelque doute. 3^o Qu'un
 „ Confesseur ne pouvoit abloudre le mari en question, à moins
 „ qu'il ne réparât tout le tort qu'il a fait, lorsqu'il le peut en redou-
 „ blant de travail & de soins; parcequ'il a violé du moins la charité
 „ & une espèce de justice légale, à laquelle il ne paroît pas qu'il
 „ puisse satisfaire par une autre voye. Mais conclut-il, je soumets
 „ ceci à la censure de ceux qui sont plus habiles que moi.“

Selon le premier sentiment pour lequel le Continuateur incline davantage, la moitié des biens de la communauté appartient à la femme, le mari n'en est que l'économe. C'est précisément ce que disent Gordon & Dicastille; d'où ils inferent que si la femme n'a d'autre moyen de mettre sa part à couvert que celui d'une compensation légitime, elle peut y avoir recours.

Les Conférences d'Angers disent expressément, „ qu'une femme
 „ dont le mari est un dissipateur peut faire secrètement des réserves

v. Talleyr. p. 171;
 174.

To. 2. sur les
 Comm. p. 148.

„ absolument nécessaires pour entretenir honnêtement sa famille,
 „ ou pour mettre à couvert sa dot, qu'elle se voit en danger de
 „ perdre à cause des débauches de son mari. Pourquoi peut-elle
 faire ces réserves secrettes pour sauver sa dot ? parcequ'elle lui ap-
 partient. Donc dans le sentiment de ceux qui disent qu'elle est maî-
 tresse de la moitié des biens de la communauté, elle peut user des
 mêmes réserves, quand cela est absolument nécessaire pour la con-
 server. Si ce sentiment paroît favoriser un peu trop les droits de la
 femme, il est certain qu'en bien des occasions il est avantageux au
 maintien des familles. L'autre opinion au contraire a le double in-
 convenient, de donner trop au mari, & de ne laisser aucun remède
 aux maux domestiques que la dissipation peut entraîner.

Extr. si maritus
 mortuus, p. 339.

Une femme dont le mari laisse en mourant des dettes au delà de
 ses biens, peut-elle soustraire ce qui lui est nécessaire pour sa subsis-
 tance & pour celle de ses enfans? Reuter prétend qu'en ce cas la subsis-
 tance de la femme & des enfans est due par privilège sur tous les
 créanciers; que le mari vivant, en faisant cession de ses biens, au-
 roit pû soustraire ce qui étoit nécessaire pour cela, pourvu qu'il ne
 les eût pas dissipés de propos délibéré; & qu'ainsi la femme peut en
 faire autant après la mort de son mari.

§ De pri il. cre-
 dit. lib. 4. tit. 6.

Ulpien décide la même chose par rapport au pupille. *Si pupillus ex
 contractu suo non defendatur, ideòque bona ejus creditores possidere ca-
 perint; diminutio ex his bonis fieri debet vestendi pupilli causâ*; si la
 substance du pupille est due par privilège sur tous les créanciers,
 pourquoi celle de la mere se trouvant dans la même situation, ne
 seroit-elle pas également privilégiée?

Lodet Lettre A.
 n. 17.
 V Pontas sur mot
 R. Pension, c. 18
 191.

Lodet rapporte deux Arrêts du Parlement de Paris, dont l'un fut
 rendu en la Grand'chambre le 14 Août 1599, en faveur de deux
 filles du sieur des Arpentis, auxquelles il fut adjugé une pension
 alimentaire préférentiellement au paiement des créanciers de leur pere
 défunt, encore qu'elles n'eussent aucune infirmité de corps ni d'es-
 prit; & l'autre fut rendu en 1604 en faveur d'un fils insensé.

au mot Cession de
 biens, cas 2.

Pontas décide qu'un homme qui par le malheur des tems, ou
 par des banqueroutes qu'on lui a faites, ou enfin par quelqu'autre
 accident, est contraint de faire cession de ses biens à ses créanciers,
 peut sans péché se réserver secrètement de quoi subsister avec sa
 femme & deux enfans; quoique cette grace ne lui fût pas accordée

dans le for extérieur, où l'on présume toujours contre les débiteurs en faveur des créanciers, à cause principalement du mauvais usage que la plupart des débiteurs feroient de cette liberté, si les Juges la leur accordoient. Il se fonde sur ces deux maximes de droit : *Placuit in omnibus rebus precipuam esse justitiam aequitatisque, quam stricti juris rationem*, &c. : *In omnibus quidem, maxime tamen in jure, aequitas spectanda*. C'est précisément la décision de Renter. Or ce que le mari peut faire en conscience pour lui & pour sa famille, pourquoi le mari étant mort, sa femme ne le pourroit-elle pas faire pour sa subsistance & celle de ses enfans ?

1. Cod. d. Ju-
dis lib. 1. tit. 1.
Reg. 90. ff. de
div. Reg. jur.
aut.

Les Conférences de Paris sont du même avis que Pontas. „ Quand
„ on dit qu'un homme qui fait cession de ses biens, ne peut se
„ rien réserver à l'inscû de ses créanciers, on ne prétend pas avan-
„ cer qu'il soit défendu à cet homme de se conserver à l'inscû de
„ ses créanciers, un somme modique pour subsister lui & sa famille :
„ cela lui est permis, avant que la Justice ait saisi & mis la main
„ sur ses biens ; car dès que la Justice par un scellé les a pris sous
„ sa garde, cela ne se peut plus sans la permission de ses créanciers ;
„ ces biens ne sont plus à lui, il s'en est dépouillé, & il fait un vol
„ s'il en distrait quelque partie. L'intérêt public demande que ses
„ créanciers contentent à cette modique soustraction, avant qu'il
„ leur fasse l'abandonnement de ses biens, afin que cet homme ne
„ soit pas à la charge de la republique ; il n'y a pas même de men-
„ songe, parceque la cession de tous ses biens suppose toujours
„ cette condition, excepté ceux qui lui sont absolument néces-
„ saires pour vivre. “

Conf. de Paris
sur l'usure, to. 1.
liv. 2. pag. 59.

ARTICLE III.

Compensation par rapport au Fils.

UN fils qui gere les biens ou les affaires de son pere, peut-il prendre quelque chose des biens de son pere, pour récompenser son travail & son industrie ?

Fagundez répond qu'un fils peut en ce cas retenir pour lui autant que son pere donneroit à un domestique étranger pour le même travail ; mais avec ces conditions, 1° qu'il n'ait point intention de

Extr. Du Sarrasin
Jurispr. T. 157.

rendre gratuitement ces services à son pere ; & qu'il proteste du moins tacitement, qu'il ne le sert qu'à condition qu'il en tirera un salaire tel qu'on le donneroit à un serviteur étranger. 2^o Qu'il consiste que le pere ne peut point faire par lui-même la chose dont il s'agit, & qu'il ne trouvera personne qui veuille s'en charger gratuitement & pour la seule nourriture. 3^o Que le fils ne s'attribue pas l'usufruit de la chose qu'il a achetée de cet argent ; parcequ'avant la mort du pere, ce gain est censé du nombre des biens adventices, dont l'usufruit appartient au pere durant sa vie.

Extr. Filles fami-
liai, pag. 164.

Extr. Endemania

Pag. 154.

Extr. Si filius...
§ 4. parum. p. 190.

Escobar décide la même chose avec les mêmes conditions, que le Rédacteur a supprimées, comme il a fait pour Fagundez. La même décision se lit dans Stoz. Reuter dit qu'il est trop dangereux dans un cas pareil de permettre à ce fils de se compenser par ses mains ; que le pere étant mort, il ne doit rien faire que de l'avis des parens ou de ses freres : mais que s'il a déjà usé de compensation, le Confesseur peut, à cause des Docteurs qui décident en faveur de ce fils, le traiter plus doucement, & ne pas l'obliger à restituer, s'il n'a rien pris au delà de ce qui lui étoit dû. On voit que Reuter tient le sentiment contraire à celui de Fagundez, qu'il ne veut pas qu'on permette la chose, si on étoit consulté là-dessus ; mais que si la chose étoit faite, comme ce n'est pas une opinion généralement reçue que le fils soit obligé à restitution, le Confesseur peut l'en dispenser.

De Jur. & Injur.
part. 1. cap. 2.
tit. 3. pag. 127.
& seqq.

Voyons ce que pense sur cette matiere le Continuateur de Tournély. „ On a coutume, dit il, d'agiter ici une question importante „ & d'une pratique journaliere, sçavoir si ce qu'un fils de famille „ gagne dans la maison paternelle, appartient à lui, ou à son pere, „ & si travaillant plus que ses autres freres, il ne peut pas retenir „ quelque chose à titre de salaire. “

Lib. 6. Theor. &
prax. cap. 4. n. 6.

Il rapporte d'abord une premiere réponse de Cabassut, qui est que si le fils d'un artisan, assiste son pere de son travail, sans aucune mention expresse ou tacite de salaire, il est présumé remettre ce salaire à son pere à titre de piété ; & que si, à la mort du pere, il vouloit le répéter sur ses freres, il ne doit pas être écouté. Mais que si cette présomption n'a pas lieu pour le for de la conscience, si le fils est certain d'avoir eu une volonté contraire, qu'il n'a osé manifester

manifester à son pere par respect ou par crainte : *Cessat samen hac prasumptio in foro conscientia , si filius certus est de sua contraria voluntate , quam patri ex reverentia vel metu non sit ausus significare.* Ce texte est décisif en faveur des trois Jésuites inculpés.

Il ajoute que Decocq & d'autres Théologiens d'un grand mérite sont du même avis ; & qu'il paroît qu'on doit le tenir pour certain dans la France *coutumière* , parcequ'en cette partie du Royaume , il ne revient au Pere des biens adventices du Fils , que la commodité , & tandis que le Fils est mineur , l'administration , qui passe à un Curateur au refus du Pere ; comme le remarquent Bouchard & Fetryere.

La seconde réponse de Cabassut & de beaucoup d'autres , est que le Fils d'un Forgeron , par exemple , d'un Cabaretier ou d'un Marchand , qui fait profiter les biens de son Pere , sous le nom & sous l'autorité du Pere , a droit à une partie du gain : *jus habere in hujusce lucri partem* ; que si par une crainte respectueuse , il n'osoit point répéter ce droit , ou s'il sçavoit qu'en ce cas il esquiveroit un refus , & qu'on ne lui en tiendra aucun compte , il peut prendre en cachette de quoi se dédommager de sa peine , soit du vivant de son Pere , soit après sa mort. *Addunt iidem filium , si pra metu reverentiali jus illud suum petere non ausit , aut sciat se , si repeteret , passurum repulsam , nec sibi jus illud computatum iri , posse sibi clam assumere unde operam suam compenses , sive vivente , sive mortuo patre.*

« Cependant , ajoute le Continuateur de Tournély , les Auteurs
 « cités exigent de certaines condicions. La premiere , que le Fils
 « déduise les dépenses que son Pere a faites pendant ce tems-là
 « pour le nourrir & le vêtir. La seconde , qu'il ne s'attribuë pas
 « l'usufruit de ce gain avant son émancipation ou la mort de son
 « pere. La troisième , que le Pere n'eût pu faire à moindre prix
 « par lui-même ou par un autre ce qu'a fait le Fils. La quatrième ,
 « que le Fils ne soit pas obligé de travailler gratuitement & à ti-
 « tre de piété , pour assister son Pere ou sa Mere dans leur indi-
 « gence. La cinquième , que les Loix locales n'y résistent point. »

La premiere condition qu'exigent ces Auteurs semble mettre quelque différence entre leur décision , & celle des trois Jésuites. Mais cette différence dispaeroit , lorsqu'on fait attention que les

Suite de la III. Partie.

X x

Jésuites supposent qu'on donneroit d'abord la nourriture à un étranger qui feroit ce que fait le Fils, & outre cela des gages ; & qu'ils ne permettent au Fils de prendre , que ce que cet étranger recevroit à titre de gages. C'est ce qui est formellement exprimé dans l'Extrait d'Escobar ; comme la quatrième condition, l'est dans ces paroles qui suivent immédiatement l'Extrait : « Les enfans ne » sont obligés à travailler pour leurs parens, que quand ceux-ci » sont dans le besoin , & quand leurs autres Freres les servent de » même gratuitement. » Pour la cinquième condition il n'est pas nécessaire de l'exprimer , parceque dans toute décision on suppose toujours, qu'aucune Loi ne s'y oppose , & que sans cela la décision n'auroit point lieu : c'est poutquoi Cabassut & beaucoup d'autres Auteurs n'en font nulle mention..

ARTICLE IV.

Compensation par rapport aux Domestiques.

PResque tous les Extraits sur la compensation occulte regardent les Domestiques : plus de vingt Auteurs ont place dans le Recueil pour ce sujet. Ce qui a engagé le Rédacteur à accumuler ici tant de textes , c'est qu'Innocent XI en 1679 , & le Clergé de France en 1700, ont condamné la proposition suivante : *Les Domestiques & les Servantes peuvent prendre en cachette à leurs Maîtres de quoi se compenser de leur travail qu'ils jugent plus grand que le salaire qu'ils reçoivent.*

Le Rédacteur voudroit faire croire que le Pape & le Clergé de France en condamnant cette proposition , ont condamné toute espèce de compensation occulte, de quelques conditions qu'elle soit revêtuë. Mais ce qui montre qu'il se trompe ou qu'il veut rompre, c'est que même depuis les censures, tous les Docteurs s'accordent à enseigner que la compensation occulte est licite à l'égard de toutes sortes de personnes , pourvu qu'on y observe certaines conditions. Ils disent donc que la raison principale qui a porté le Pape & les Evêques à condamner la proposition susdite, c'est qu'elle abandonne au jugement des Serviteurs & des Servantes l'estimation de leur travail , & leur permet suivant cette estimation de prendre en cachette par forme de compensation ce qui s'en manqueroit dans le salaire qu'on leur donne.

Cette explication, toute naturelle qu'elle est, est dénoncée comme pernicieuse & dangeteuse dans un Extrait de Viva. Ce Jésuite dit que ce qui est proscrit dans la proposition „ C'est la liberté qu'on „ y laisse aux Serviteurs, de retenir par compensation occulte ce „ qu'eux-mêmes jugent leur être dû à titre de justice pour leur sa- „ laire : ce qui est certainement scandaleux, & ouvre la porte à „ des vols sans nombre. „ Mais si Viva est coupable en cela, la Faculté de Théologie de Louvain l'est aussi dans la censure qu'elle porra en 1657 de la même proposition, & qui est rapportée dans la Morale de Grenoble. „ Cette assertion, dit la Faculté, est „ fausse, elle induit au vol l'homme déjà assez porté au mal par „ sa nature, & trouble la paix domestique ; *principalement* en ce „ que cette compensation est laissée au jugement des serviteurs „ & servantes. „ (p) Le principal motif de la censure est donc le même que Viva assigne. Et en effet s'il étoit permis aux domestiques d'estimer la valeur de leurs services, & de se dédommager du tort qu'ils croient souffrir, il n'est aucun maître dont le bien fût en sûreté, toutes les conventions seroient inutiles, parcequ'à peine y a-t-il un domestique qui n'estime plus son travail que le salaire qu'il en reçoit.

Extr. *Quid io bar*
Thol. pag. 668.

Tom. 6. trait. 1.
pag. 215.

Mais pourquoi d'autre part la compensation occulte permise à de certaines conditions aux créanciers, à la femme, aux enfans, à toutes sortes de personnes, seroit-elle interdite aux seuls domestiques ? Ce ne peut être parcequ'elle est mauvaise de sa nature : autrement personne n'auroit droit d'en user. Est-ce parcequ'il est plus dangereux que les domestiques n'en abusent ? mais le danger est-il beaucoup moindre par rapport à la femme & aux enfans ? & d'ailleurs le danger doit seulement porter à prendre à leur égard de plus grandes précautions, à exiger plus de conditions, & à les excuser plus difficilement. Est-ce que les domestiques ne sont jamais dans le cas de souffrir d'injustices de la part de leurs maîtres ? Pourquoi donc seroient-ils seuls exclus du droit de ravoir ce qui leur appartient ? Qu'on dise, si l'on veut, que la compen-

(p) Hæc assertio falsa est, naturam hominis de se prorsum ad malum precipitans in furta, ac domesticam pacem perturbans ; eò vel potissimum quòd ista compensatio ipsorummet famulorum & famularum judicio relinquatur.

bans ; eò vel potissimum quòd ista compensatio ipsorummet famulorum & famularum judicio relinquatur.

sation est rarement innocente par rapport à eux , parcequ'ils n'ont pas aussi souvent droit de s'en servir qu'ils se l'imaginent , parcequ'ils remplissent rarement les conditions prescrites pour qu'elle soit licite , parcequ'ils prennent presque toujours au delà de ce qui leur est dû , parcequ'ils sont plus exposés à se faire payer deux fois , & à ne pas restituer. Tout cela est vrai , & nous y souscrivons volontiers. Mais il ne suit pas delà qu'elle soit toujours illicite pour eux , qu'ils commettent toujours un vol , qu'ils soient toujours obligés à restitution , quoiqu'ils n'en usent qu'avec les conditions que la conscience la plus délicate peut exiger. En tout cas il est certain qu'en bonne Logique , on ne peut l'inférer de la condamnation de la proposition dont il s'agit ; & que jusqu'à ce que les Supérieurs Ecclésiastiques aient prononcé sur ce point , il n'est pas permis de donner à leur censure plus d'étendue qu'elle n'en a par elle-même , & de s'autoriser d'une interprétation arbitraire pour flétrir une doctrine qui n'est pas comprise dans la censure.

Voyons donc si de tous les auteurs cités dans les assertions , il en est un seul qui laisse aux domestiques la liberté de taxer leur travail , un seul qui leur permette la compensation , sinon pour ce qui leur est dû en justice , & lorsqu'ils n'ont point d'autre voye pour le recouvrer.

WITT. RIVIERE, *id.*
M. lemoine, p. 350.

Toler établit d'abord que s'il y a eu une convention faite entre le maître & le domestique , celui-ci ne peut rien prendre au delà du prix convenu , & que s'il le fait , il est tenu de restituer ; quand même le prix ou le salaire convenu ne seroit pas suffisant ; pourvu que la convention ait été faite librement de sa part , & qu'il n'ait point été forcé de servir à ce prix ; pourvu encore que le maître ne l'ait pas contraint ensuite de rendre d'autres services , dont on n'étoit pas convenu. Car en ce cas , ajoute Tolet , le maître est tenu de donner quelque chose au delà du prix convenu ; s'il le refusoit , le domestique pourroit le prendre ; & le terme de la convention étant expiré , en faire une nouvelle où seroit compris ce surcroît de nouveaux services ; mais tandis que la convention demeure , le domestique ne peut plus rien prendre , à moins qu'on ne le contraigne à des services qu'il ne doit pas. Lorsqu'il n'y a

point eu de prix fait, & qu'il a été laissé à la volonté du maître, alors le prix doit se régler sur la somme que les autres ont coutume de demander pour de semblables services.

Telle est la doctrine de Tolet, bien différente de celle que présente l'infidèle version des Extraits. Ainsi, selon ce Cardinal, 1^o il n'est pas permis au domestique de rien prendre au delà du prix convenu que le maître lui paye, *quand même ce prix ne seroit point réellement suffisant*, si la convention a été faite librement & sans violence. C'est la contradictoire de la proposition condamnée, entendue même en ce sens, que le domestique estimerait avec raison son travail plus grand que le salaire qu'il reçoit. 2^o Il permet à la vérité au domestique de se compenser : mais en quel cas ? lorsque son droit a évidemment été lésé ; lorsque le maître l'a forcé de servir pour un salaire qui n'est réellement pas suffisant, ou qu'il a exigé de lui d'autres services, outre ceux dont ils étoient convenus, ce qui n'est certainement point le cas de la proposition. D'ailleurs il n'y a pas un mot dans Tolet qui fasse entendre, qu'il laisse au domestique à estimer ce qu'il doit prendre alors pour se compenser. 3^o Encore suppose-t-il que le serviteur a demandé au maître un dédommagement ; & que s'il vient à faire une nouvelle convention, ou s'il laisse subsister l'ancienne, il ne pourra plus user de compensation. 4^o Enfin quand le prix n'est pas convenu, mais laissé à la disposition du maître, ce prix doit se régler, non par le domestique, mais par le maître, sur le pied qu'on paye les autres domestiques pour les mêmes services.

Rébellus ne permet au Domestique d'user de compensation, que lorsqu'il est constant que son salaire n'égale pas ses services. Or il est certain que la chose ne sçauroit passer pour constante sur la seule estimation du Domestique, comme le contraire ne l'est pas davantage sur la seule estimation du Maître ; puisque l'un & l'autre sont parties intéressées. De plus il veut que le Domestique ne puisse pas recouvrer aisément son dû par voye de justice ; que la compensation se fasse sans scandale, en prenant toutes les précautions possibles pour empêcher que le Maître ne paye deux fois, ou que sa conscience ne soit en un mauvais état, par la persuasion qu'il doit encore ce qu'il ne doit plus. Il n'autorise cette compensation que jusqu'à la

V. F. lib. p. 164.

Extra. H. n. sampe :
pag. 111.

Part. 2. de oblig.
Just. lib. 14. qu.
15. n. 12. 13. &c.

concurrency du juste prix le plus bas. Il ajoute, ce que le Rédacteur a supprimé, que si le Maître, lorsqu'il a loué ce Domestique, étoit dans la disposition de ne point le louer, s'il avoit dû le faire à un plus haut prix, le Domestique doit diminuer quelque chose du plus bas juste prix; & encore, qu'il ne lui est pas permis de continuer son service, avec le dessein d'user de compensation secrète, jusqu'à la concurrence du juste prix le plus bas. Une telle doctrine favorise-t-elle en rien l'avarice des Domestiques? N'est elle pas plutôt propre à faire naître des remords dans l'ame de ceux qui autoient commis la moindre injustice envers leurs Maîtres.

Extr. Intelligitur,
pag. 132.

Réginald expliquant les conditions nécessaires pour que la compensation ne soit pas un larcin, dit que la première est qu'on ait une assurance certaine que la chose nous est due à titre de justice; d'où il conclut que les Domestiques ne peuvent prendre en cachette des biens de leurs Maîtres à titre de compensation, sous prétexte que leurs gages sont trop modiques; jusqu'ici c'est la contradictoire de la proposition condamnée. *A moins*, continue Réginald, *qu'il ne soit certain au jugement d'un homme prudent que la chose est ainsi*. Cette limitation ne rapproche nullement l'assertion de Réginald de la doctrine proscrire, à moins que le Rédacteur ne prouve que toute compensation est défendue aux domestiques, lors même qu'il est constant au jugement d'un homme prudent que ce qu'ils veulent prendre leur appartient à titre de justice.

Extr. *Utrumque*
documentum, lib.

v. falsif. p. 167.
& suiv.

La même doctrine est inculquée dans l'Extrait suivant du même Auteur, tel qu'on le présente dans la première Partie de cette Réponse. Il ajoute seulement que les domestiques sont exempts de péché & de l'obligation de restituer, lorsqu'ils ne prennent que par une juste compensation, c'est-à-dire, quand leurs Maîtres ne leur fournissant pas les choses nécessaires pour la vie & le vêtement, telles qu'on a coutume dans les autres maisons, & qu'on doit les fournir à de semblables domestiques, ils prennent autant des biens de leurs Maîtres, qu'il est nécessaire pour la compensation d'une pareille injustice, & rien au-delà. Et remarquez, continue Réginald, que cela n'a lieu que quand les domestiques ne peuvent sans une très grande confusion, ou un notable dommage, demander ce qui leur est nécessaire pour le vivre & le vêtir, & que leur Maître ne leur refuseroit pas.

Y a-t-il quelque rapport entre cet enseignement , & celui de la proposition condamnée, que Réginald combat formellement? Qu'on le fasse voir; & de ce qu'il y a une mauvaise décision sur une matière, qu'on n'en infère pas, comme fait le Rédacteur, que toutes les décisions sur cette matière sont mauvaises, lors même qu'elles ne permettent rien qui puisse favoriser le vol & l'injustice.

Filliucius décide qu'un homme pris dans une guerre injuste, qui a éprouvé des traitemens contraires aux Loix , ou qui a souffert quelque dommage de la part de son Maître, peut prendre en cachette autant qu'il est nécessaire pour compenser le mauvais traitement, le dommage ou les services qu'il a rendus sans salaire. Il ajoute que c'est la doctrine commune, au témoignage d'Azor; & la raison qu'il en donne, est que, lorsqu'on ne peut implorer le secours de la justice, il est permis de reprendre le bien de son autorité privée, en usant d'une compensation légitime.

EXT. QUÆST.
PAG. 354.

Cette Assertion ne regarde point proprement les domestiques; elle entre dans ce qui a été dit au premier Article sur les conditions de la compensation, & elle se justifie par les principes qu'on y a établis. On pourroit faire ici une objection prise des Israélites qui, selon S. Augustin, n'auroient pas pu sans un commandement de Dieu enlever les vases des Egyptiens. Mais leur situation étoit fort différente de celle du prisonnier de guerre dont parle Filliucius. Ceux à qui les Israélites prirent les vases d'argent, n'étoient pas personnellement leurs débiteurs; c'étoit pour Pharaon qu'ils avoient travaillé sans salaire, & non pas pour ses sujets.

Gordon suppose un domestique qui est déterminé à ne pas servir gratuitement, ni pour la seule nourriture, mais qui s'engage sans un salaire fixe, ou pour un salaire moindre qu'il ne convient. Il répond qu'en vertu du contrat de location, le Maître est tenu de lui payer le juste salaire, *sel qu'il aura été estimé par un homme de bien*; & que s'il refuse de payer, le domestique peut user de compensation. Ce n'est point le domestique qui règle, ni qui estime ce qui lui est dû: ainsi cette assertion n'a rien de commun avec la proposition censurée; cependant Gordon auroit dû expliquer si ce domestique s'engage librement, ou par force, par crainte, par ignorance pour un salaire trop modique; car s'il s'est engagé libre-

EXT. QUÆST. II.
PAG. 357.

ment, il ne lui est rien dû au-delà du prix convenu, comme l'enseignent Tolet & d'autres que nous verrons cy-après.

EXT. Tenetur
etiam, pag. 157.

L'extrait de Fagundez revient à celui de Tolet, qu'on a discuté plus haut : ainsi il est inutile de s'y arrêter.

EXT. Si quis con-
venit, pag. 158.

Dicaſtille a trois assertions sur ce sujet. Dans la première il établit comme une chose avouée de tous les auteurs, que si quelqu'un est convenu & s'est engagé à servir pour des gages au dessous du juste prix, & qu'il l'ait fait par ignorance, par crainte ou par force, celui qui l'a engagé est obligé à lui restituer le surplus, jusqu'à la concurrence du juste prix. Molina, continue-t-il, ajoute avec raison que la restitution doit aller du moins jusqu'à la concurrence du juste prix moyen ; tant parceque le domestique a pu ne pas vouloir s'obliger pour le plus bas prix juste, & que c'est son droit ; qu'à cause qu'il a été contraint injustement de s'engager même pour ce prix, c'est pourquoi si ce domestique ne peut sans un inconvénient considérable recouvrer ce qui lui est dû, il pourra licitement user de compensation.

Que le maître ait commis une injustice envers le domestique, en abusant de son ignorance, ou en l'obligeant par crainte ou par force à servir pour des gages trop modiques, & qu'il soit par conséquent obligé à restitution ; cela est incontestable. Il ne paroît pas moins certain qu'en ce cas le domestique a droit au juste prix moyen. Ainsi la dette étant liquide & certaine, & le domestique ne pouvant la recouvrer par une autre voie, on ne voit pas pourquoi la compensation ne lui seroit pas permise, en gardant les autres conditions requises, que Dicaſtille a détaillées dans le doute précédent.

Lib. 2. de Just.
& Jure, tract. 2.
disp. 9. dub. 6.

On objectera peut-être que Dicaſtille ne dit pas positivement que la compensation du domestique doit être réglée par un homme prudent : cela est vrai ; mais il le dit équivalement. Car s'il est nécessaire de recourir à l'arbitrage d'un tiers pour estimer si le salaire du domestique est trop modique, & quel est le juste prix moyen auquel il a droit de prétendre, si cela, dis-je, est nécessaire, afin que la dette soit liquide & certaine, telle qu'elle est requise pour la compensation ; *quia tale debitum non est liquidum & certum, quale requiritur, ad compensationem* ; il s'ensuit que Dicaſtille qui veut que

3^{re} cit.

la

la dette soit liquide & certaine, n'en laisse l'estimation ni au jugement du domestique ni à celui du Maître, qui ont intérêt l'un à demander plus, l'autre à donner moins que le juste prix.

La seconde assertion de Dicastille est exactement la même pour le sens & pour la doctrine que le second Extrait de Réginald, *ultimum documentum*, qu'on vient d'exposer il n'y a qu'un moment.

Extr. Colligend
1^o ibid.

La troisième est prise presque mot pour mot de Molina, dont l'Extrait *solent* cité par Dicastille se lit à la page 372 du Recueil des Assertions. Le cas dont il s'agit n'a pas le moindre rapport à la compensation occulte des domestiques, comme on va le voir. Il est question des domestiques, qui en servant leurs Maîtres ont coutume de prendre en cachette plusieurs choses de leurs biens, & de les consumer en de mauvais usages. Il s'agit donc ici de larcin & nullement de compensation. Sur cela Dicastille & Molina décident trois choses : 1^o que les Confesseurs doivent commencer par reprendre vivement & sérieusement ces domestiques de leur faute, afin qu'ils n'y retombent plus : parceque s'il y a raison de croire que leurs Maîtres les doivent payer dans le tems, en dérobant ainsi ils péchent contre la fidélité, la justice vindicative, & encore plus grièvement contre la justice commutative, s'ils n'ont point intention de déduire sur leurs gages ce qu'ils prennent de la sorte. 2^o qu'on fasse en sorte qu'ils restituent, autant qu'il sera possible, le dommage qu'ils ont causé à leurs Maîtres ; à cause du danger qu'il y a que les Maîtres ne payent les gages deux fois, si ces domestiques étoient morts ou absens, ou si la cupidité ou la honte les empêchoit de dire qu'il leur est moins dû, parcequ'ils ont pris le reste en cachette. 3^o Mais si le Confesseur croit vraisemblablement que le Maître ne payera pas entièrement *intégrè* (le Traducteur a supprimé ce mot) en son tems les gages qu'il doit ; alors il doit souffrir qu'ils déduisent ce qu'ils ont pris sur le salaire qu'ils ont gagné & qui leur est dû à titre de justice ; à condition toutefois qu'ils prendront garde que les Maîtres ne payent deux fois à eux ou à leurs successeurs. Il en faut dire autant, lorsque les domestiques ne peuvent pas restituer aisément ce qu'ils ont pris, quand même on croiroit que le Maître les payera en son tems sans la moindre difficulté.

Extr. Colligend
2^o ibid.

Suite de la 111. Partie.

Y y

Dans la premiere partie de cette décision, on déclare que les domestiques dont il s'agit, péchent grièvement. Dans la seconde, qu'ils doivent restituer. Dans la troisieme que, si pour de bonnes raisons ils sont dispensés de restituer ouvertement, ils doivent le faire d'une maniere indirecte, en déduisant ce qu'ils ont pris, sur le salaire qu'ils ont déjà gagné, & en empêchant que leurs Maîtres ne payent en entier une somme qu'ils ne doivent qu'en partie. Il est difficile d'imaginer ce que le Rédacteur avec toute sa mauvaise volonté peut reprendre ici.

EXTR. EX-^{tra} de l'IMP
PAGE 381.

De Lugo dit, comme Tolet & d'autres ci-dessus, qu'on excuse quelquefois les domestiques qui prennent en cachette les biens de leurs Maîtres à titre de compensation, ou parcequ'on les a obligés à des services qu'ils ne devoient pas, ou parcequ'ils ne reçoivent de gages qu'au dessous du plus bas prix juste, & qu'ils n'ont accepté cette condition que par nécessité. » Il faut néanmoins, » ajoute de Lugo, que le Maître ait réellement besoin du service de » ce domestique : car si touché par ses prieres il a pris à son service » quelqu'un dont il n'avoit pas besoin, il n'est tenu à rien au-delà du » salaire convenu, parceque les marchandises que le vendeur offre » de lui-même diminuent de prix; si ce n'est que le Maître eût tiré un » grand avantage des services de cet homme : sur quoi on peut » voir Lessius chap. 12, où il remarque avec raison que quelque- » fois les serviteurs remettent gratuitement à leurs maitres ce » qui mériterait un juste salaire. » Comme cette limitation que le Rédacteur a passée sous silence, ne fait que rendre plus exacte & plus sévère la décision du Cardinal de Lugo, il a encore moins besoin de justification, que Tolet, Gordon & Dicastille.

EXTR. Grande fa
maison, pag. 349

Escobar se propose la question, si lorsqu'un domestique peut recouvrer par voye de justice ce que son maître lui doit & refuse de payer, il lui est permis de prendre en secret ce qui lui est dû; sans se rendre coupable de vol. Après avoir proposé les opinions & les raisons pour & contre, il décide qu'il n'est point coupable de vol, parceque ce qu'il prend est à lui : mais il ajoute, ce que le Rédacteur a eu grand soin d'omettre, qu'il pêche, & même qu'il pêche mortellement contre la charité, parcequ'il pouvoit aisément recouvrer son bien d'une autre maniere. Voyez son texte tout au long dans le tome des Falifications.

PAGE 329, 330.

Voici un extrait tout entier de Cardenas. On jugera de ce qu'il peut avoir de pernicieux & de dangereux. » La trente-septième des propositions condamnées est celle-ci : *Les valets & les servantes peuvent prendre secrètement à leurs maîtres en compensation de leur travail, qu'ils jugent plus grand que le salaire qu'ils en retiennent* : laquelle proposition est condamnée avec raison comme scandaleuse ; car elle induit les domestiques à quantité de vols. »

Extr. Trigesima Septima p. 151.

Dans l'extrait suivant, Cardenas dit : » Il faut remarquer que dans cette condamnation le Souverain Pontife ne parle point des cas où il est plus clair que la lumière du soleil en plein midi, que les maîtres commettent une injustice, soit en diminuant le salaire qu'ils doivent à titre de justice, soit en refusant de payer le prix dont ils sont convenus. En effet dans le cas d'une injustice si évidente, il est permis aux domestiques de répéter en jugement la portion du salaire qui leur est dû, & si par quelque raison ils ne peuvent obtenir par cette voye qu'on leur fasse droit, ils pourront extrajudiciairement user de compensation secrète. »

Extr. Sed imprimum, pag. 166.

Où attend, & selon les apparences on attendra longtems que le Rédacteur prouve que les cas dont parle Cardenas sont compris dans la condamnation de la trente-septième proposition. Bien d'autres Casuistes que ceux de notre Compagnie sont ininteressés à cette découverte importante qui changera les idées de tous ou presque tous les Théologiens sur ce point de Morale.

Viva expliquant la condamnation de la trente-septième proposition, dit qu'il est contre toute raison que les domestiques jugent eux-mêmes si leur travail est égal au salaire qu'ils reçoivent ; qu'il est déraisonnable que dans une matiere aussi délicate le domestique s'en rapporte à son propre jugement ; qu'ainsi il ne lui est pas permis d'user de compensation occulte, précisément sur ce qu'il juge que son travail est digne d'un salaire plus considérable. Quelle injustice de mettre un pareil extrait au rang des assertions pernicieuses & dangereuses ! quel aveuglement d'espérer qu'on fera illusion sur ce point au Public éclairé !

Extr. Irregularitate, pag. 168.

Dans les deux extraits suivans, Viva enseigne que si un domestique contraint par la nécessité a loué son service au dessous du juste prix le plus bas, il peut sans injustice suppléer à ce qui y

Extr. Irregularitate, pag. 169.

manque par une compensation secrète. A cette assertion fondée fut l'injustice du maître qui abuse de l'état d'indigence du domestique, pour lui donner moins qu'il ne doit en rigueur, Viva mer deux limitations dont l'extrait ne fait nulle mention : la première, que s'il se trouvoit d'autres personnes dans la même nécessité, & disposées à servir pour le même prix, alors le juste prix le plus bas d'un tel service doit être moindre qu'il ne le seroit sans cela. La seconde, qu'il doit pareillement diminuer, si la personne s'offre d'elle-même à servir, & si le maître la loue, sans en avoir besoin, & touché de compassion pour son état. (q)

Extr. *Mod. in cas.*
11, 12, 13.

Mais que si le serviteur n'a pas été contraint par sa propre indigence, mais par une cause étrangère, telle que la violence ou la crainte, à accepter un salaire qui ne répond pas à ses services, il peut en suppléer le défaut par la compensation occulte, non seulement jusqu'à la concurrence du juste prix le plus bas, mais même du juste prix moyen, parcequ'en pareil cas il auroit facilement trouvé un salaire au prix moyen, s'il n'avoit pas eu cette crainte. La doctrine de ces deux extraits a déjà été discutée.

Extr. *Proc. edom.*
amerum, p. 371.

Il en est de même de l'extrait suivant de Molina. „ Lorsque
„ selon la convention faite dès le commencement, outre un sa-
„ laire fixe, on doit au domestique la nourriture, il faut qu'elle
„ soit la même que celle qu'on a coutume de donner à de sem-
„ blables domestiques. C'est pourquoi si elle n'atteint pas au degré
„ moyen, ou du moins au plus bas degré de celle qu'on donne
„ ordinairement, *il ne faut pas faire un crime à ce valet*, si après
„ en avoir demandé une suffisante (pourvu qu'il le puisse faire
„ sans honte ou sans quelqu'autre danger,) & ne l'ayant pas ob-
„ tenue, *il prend secrètement quelque chose qui lui serve de compen-*
„ *sation* : puisqu'il prend ce qui lui est dû & qu'on ne lui paye
„ pas ; & que s'il le demandoit en jugement, ou il ne seroit pas
„ écouté, ou il lui en coûteroit plus pour l'obtenir, & il éprou-

(q) Notandum tamen quoddam ob consimilem necessitatem alii reperirentur, qui pariter eodem parvo pretio inservirent, tunc pretium iustum talis famularatus deberet esse minus ; ac eodem modo sicut decreverit pretium mercium ultionarum, ita pretium famularatus,

quando famuli sponte se offerunt ad inservendum, & dominus eis utitur non quia eis indiget, sed misericordiam motus erga illorum necessitatem. *Præf. part. 2. prop. 37. num. 13.*

„ veroit plus de désagrément de la part de son maître , que la „ chose ne vaut. “

Le caractère italique fait connoître ce que le Rédacteur blâme dans cet Extrait. Il veut donc qu'on fasse un crime à ces domestiques de suppléer par la compensation à ce qui manque à leur nourriture , lorsqu'elle ne va pas au plus bas degré de celle qui leur est dûë. Mais quel crime commettent-ils ? Est-ce un vol ? Non , puisqu'ils ne prennent que ce qu'on leur doit en toute rigueur de justice , sçavoir leur nourriture dans le plus bas degré. Péchent-ils contre la fidélité ? Non , c'est plutôt le Maître qui est en faute à leur égard. Ils lui ont demandé ce qu'il est obligé de leur donner , & il le leur refuse ; ou s'ils ne le lui ont pas demandé , c'est que la honte ou la crainte de quelque danger les en a empêchés. Péchent-ils dans la manière dont ils prennent ? Mais on suppose qu'ils n'ont pas d'autre moyen de recouvrer ce qui leur appartient. Sous prétexte de fermer la porte à tous les larcins auxquels les Maîtres sont exposés de la part des domestiques , faut-il immoler ceux-ci à la cruauté de certains Maîtres avarés & impitoyables ; faut-il leur ôter la seule ressource qui leur reste pour obtenir le plus bas prix juste de leurs services ?

Ce qu'on vient de dire doit s'appliquer à un autre Extrait de Molina, qui contient la même doctrine.

Extr. *Ibid est ab-
servandum*, pag.
373.

Taberna se fait cette question : Celui qui croit n'être pas assez payé , peut-il user de compensation occulte ? Il répond , qu'il le peut , s'il a une assurance certaine , qu'il lui est dû davantage à titre de justice , & s'il ne peut l'obtenir autrement. Mais qu'il n'en est pas de même , si on lui paye ce qui lui est dû , quelque petite que soit la somme.

Extr. *Quæstio 6*
pag. 174.

Il est évident par cette assertion que Taberna ne laisse pas les domestiques maîtres de juger si leurs gages égalent leur travail ; on va voir qu'il ne leur permet pas d'user de compensation , précisément par cette raison que leur travail est au-dessus de leurs gages.

„ Si un domestique , dit il dans l'Extrait suivant , s'est loué de „ lui-même , *ultrà* ; (ce mot n'est pas tendu dans la version du Re- „ cûeil :) pour un prix juste , mais le plus bas , il ne peut pas user de „ compensation , quoiqu'il voye qu'il gagneroit plus ailleurs avec le „ même travail. „

Extr. *Hinc si sa-
mulus*, ib. d.

A cette assertion, il met les exceptions suivantes, 1^o que si le Maître par une crainte injuste avoit forcé le domestique à s'engager à lui plutôt qu'à un autre, auprès duquel il auroit fait un profit juste, mais plus considérable, *ubi justè plus lucratus fuisset* : (le mot *justè* qui est essentiel, est omis dans la version Françoisse ;) le Maître est alors obligé de le dédommager ; & que s'il refuse de le faire en étant prié, le serviteur peut en ce cas lui prendre en cachette de quoi se compenser. 2^o que si le Maître n'a point forcé le domestique à le servir, mais que celui-ci y ait été contraint par la pauvreté, le Maître est tenu alors de lui donner le plus bas prix juste, à moins qu'il n'ait nul besoin de ses services, qu'il l'ait pris par pure charité & compassion, & qu'il le lui ait déclaré.

Que si tout considéré, ajoute Taberna, le salaire est à la vérité petit, mais qu'on n'ait pas promis davantage, & qu'il se trouve des gens prêts à rendre les mêmes services au même prix, c'est une marque qu'en toute justice on ne doit rien davantage ; ce qu'il est bon de remarquer par rapport aux Ouvriers & aux Serviteurs, qui pour excuser leurs vols, prétextent qu'on ne les paye pas comme ils le méritent ; & il ne faut pas, dit de Lugo, ajouter aisément foi aux Serviteurs qui se plaignent qu'on ne leur donne pas un juste salaire.

EXT. Col. mercat.,
pag. 174.

C'est donc avec raison, conclut Taberna, qu'Innocent XI, entre soixante-cinq propositions, a condamné celle-ci qui est la trente-septième : *Les Serviteurs & les Servantes peuvent prendre secrètement à leurs Maîtres, en compensation de leur travail qu'ils jugent plus grand que le salaire qu'ils reçoivent.*

Il faudroit à chaque fois répéter les mêmes réflexions : car le Rédacteur répète toujours les mêmes accusations.

EXT. Aque honor,
pag. 177.

Laymann ne permet aux domestiques d'user de la compensation occulte, que quand il est certainement évident que le salaire n'est point proportionné à leur travail, & à l'avantage que les Maîtres tirent de leurs services. Outre Molina & Lessius, il cite pour cette décision Navarre, Lopez & Diaz.

EXT. Jam ut di-
recte, pag. 178.
Dictionarium
pag. 179.

Fégéli, après avoir marqué les conditions qui rendent permise la compensation occulte, dit que quand ces conditions se rencontrent, il n'y a aucune raison d'en défendre l'usage soit aux domestiques, soit aux autres personnes ; mais que, comme il y a du danger à user de

compensation, lorsqu'on ne prend conseil que de son propre intérêt, on ne doit par cette raison permettre à personne d'user de ce moyen, avant que d'avoir pris conseil d'un homme prudent, de probité, & bien éclairé; & que celui-ci ne doit y donner les mains, que quand, tout bien examiné, il jugera devant Dieu que la chose est licite.

Tamburini permet aussi la compensation occulte aux domestiques avec les conditions requises, quand les maîtres leur refusent le salaire qui leur est dû en Justice.

Stoz dit que la compensation occulte n'a pas lieu, lorsqu'on n'est pas absolument certain que le salaire qui est permis est au-dessous du plus bas prix juste; mais qu'on peut s'en servir, si le salaire réglé est évidemment injuste: que d'ailleurs il faut pour cela qu'on n'ait point d'autre voye de recouvrer ce qui nous est dû, qu'on ne doit rien prendre au delà, ni causer du scandale à un autre, ou quelque autre inconvénient considérable: que cette doctrine est très-différente de celle de la proposition trente-septième.

Busenbaum décide que ce n'est point un vol de prendre en juste compensation, lorsqu'on ne peut autrement se faire payer de son dû: par exemple, lorsqu'un domestique ne peut obtenir par une autre voye le salaire qui lui est dû par justice, ou lorsque par des moyens iniques on l'a induit à servir à un prix injuste.

Lacroix dit d'après Cardenas, que si un domestique où tout autre serviteur, même en conséquence d'une erreur invincible, & agissant de bonne foi, par exemple, en suivant le conseil d'un Confesseur qui n'est pas assez éclairé, a soustrait à son maître quelque chose qu'il jugeoit lui appartenir par dessus son salaire, il est obligé de restituer la chose, s'il l'a encore; ou s'il en est devenu plus riche, ou du moins il doit la déduire sur le contrat qu'il a passé avec son maître.

Cette décision est irrépréhensible; mais Lacroix a eu tort d'y ajouter la restriction suivante: « Ce sentiment est vrai, si le domestique » que a eu intention de s'obliger à ne rien prendre au-delà de ses » gages; mais s'il est convenu de dix, en se réservant *tacitement*, » ou en n'excluant point le droit de prendre plus, au cas qu'il

Extr. Quarta, en
famula, p. 181.

Extr. Ceterum si
q. 2. ad 10, p. 184.

Extr. Nec item,
186. 187.

Extr. si famulus,
186. 187.

„ jugeât prudemment qu'il lui est dû davantage , il paroît qu'on „ doit l'excuser à cause de sa bonne foi , si ce surcroît n'existe „ plus , & qu'il n'en soit pas devenu plus riche. “

Le seul reproche qu'on puisse faire à Lacroix , est de n'avoir pas obligé ce serviteur à déduire le surplus qu'il a pris sur le contrat passé entre son maître & lui : car si ce surplus existe , ou s'il en est devenu plus riche, Lacroix ne le dispense pas de la restitution. Quant à cette *réserve tacite* , que le Rédacteur relève par le caractère italique , Lacroix bien loin de l'approuver , ne l'excuse de péché qu'à raison de la bonne foi & de l'erreur invincible. Enfin il ne donne son opinion que comme probable , & non comme certaine , *videtur excusandum*.

Au reste il est si éloigné d'enseigner rien d'approchant de la proposition condamnée , qu'il déclare au même endroit , qu'afin que la compensation occulte soit licite à l'égard de ces sortes de personnes , il ne suffit pas qu'ils pensent qu'on leur fait une injustice manifeste : car l'amour propre nous fait prendre pour évident , ce qui souvent est à peine probable : que le jugement même d'un Confesseur médiocrement sçavant ne suffit pas ; mais qu'il est nécessaire que ce soit un homme fort habile , fort prudent & très-versé dans la Morale , qui juge qu'il est certain qu'on fait à cet homme une injustice. (1)

Reuter décide que si un domestique , non content du salaire juste , mais le plus bas , dont il est convenu , prétend qu'il en mérite davantage , & use de compensation occulte , il pèche ordinairement selon la grièveté de la matière.

Feroit-on un crime à Reuter d'avoir dit que ce domestique pèche *ordinairement* ; & non pas qu'il pèche toujours ? comme si les circonstances ne pouvoient pas quelquefois être telles , qu'il ne pèche point , quoique dans le cas énoncé il soit toujours obligé à restituer.

L'auteur

(1) Ut ejusmodi hominibus sit licita occultæ compensatio , non sufficit quod possent sibi irrogari evidentem injuriam : amor enim proprius facit credi evidens , quod sæpe vix est probabile ; immò non sufficit judi-

cium Confessarii mediocriter docti ; sed requiritur ut vir valdè doctus , multùm prudens ac versatus in re morali judicet certum esse quod tali homini fiat injuria. Lacroix , loc. cit. n. 974.

Vo. 1. lib. 3.
Part. 1. tit. 5. qu.
2. §. 4.

Reuter, de salario,
pag. 390.

V. Pentar. au
mot Compensatio.
cas 10.

L'auteur expose ensuite les conditions requises pour la légitimité de la compensation secrète, dont la première est que la dette doit être de justice, certaine, actuelle, ou presque actuelle : & sur cette première condition il dir : „ La première condition qui „ est la principale a rarement lieu par rapport aux domestiques. „ Il est ordinaire qu'aveuglés par l'amour du gain, ils se persuadent qu'ils reçoivent moins qu'il ne leur est dû, tandis qu'il „ s'en trouveroit d'autres prêts à servir au même prix. Souvent „ la cherté des tems diminue le salaire : ce qui y manque est „ compensé par d'autres faveurs, par l'instruction, par l'espérance de quelque avantage, en vue duquel ils ont renoncé dès „ le commencement à des gages plus forts. Et comme souvent on „ ignore toutes ces choses, il ne faut point permettre aux domestiques la compensation occulte, quoiqu'ils disent qu'il leur „ est évident qu'on leur donne moins qu'il ne leur est dû : mais „ on doit leur prescrire d'exposer la chose à leurs maîtres, & de „ s'accorder avec eux, afin qu'ils leur donnent davantage, ou „ qu'ils leur permettent de chercher une autre condition. Car „ Innocent XI a condamné &c. (s)

*Non ut occulte
ibid.*

Le Rédacteur a supprimé ces importantes paroles, qui prouvent que Reuter est aussi rigide qu'on peut l'être sur cette matière, sans être outré : & nous avons oublié de relever cette suppression dans la première Partie.

Par tout ce qu'on vient de dire sur cet article, il est constant que de tant de Jésuites dénoncés, aucun n'a soutenu la proposition condamnée; aucun ne permet aux domestiques d'user de compensation, que dans le cas d'une injustice certaine & évidente de la part du Maître.

(s) Prima autem conditio quæ præcipua est, rursus adest in famulis: hi enim sæpe amore lucri excecati, persuadent sibi se minus iusto accipere, dum interim essent alii qui eadem mercede servirent. Caritas temporum sæpe imminuit salarium: hoc quod illi decedit non rursus compensatur per alios favores, instructionem, spem commodi, cuius intuitu ab initio renuntiarunt majori salario: quæ omnia eum sæpè sint ignorata, non permittenda famulis occulta compensatio, etsi dicant sibi esse evidens quod

iusto minus accipiant; sed jubeantur dominis rem suam exponere, & cum illis convenire ut aut plus accipiant, aut permittantur quærere alium dominum. Innocentius enim XI damnavit hanc propositionem ordine trigessimam septimam: *Famuli & famula domestica possunt occultè heris suis surripere ad compensandam operam suam, quam majorem judicant salario quod recipiunt: hæc propositio, si vera foret, aperiret ostium furtis plurimis.* Reuter, *part. 2. cap. 6. qu. 2.*

Suite de la 111. Partie.

Z z

tre, évidente dis-je à d'autres yeux que ceux des domestiques, dont le jugement en leur propre cause ne sçauroit constater l'injustice du Maître. Encore faut-il remarquer 1^o que ce n'est pas aux domestiques qu'ils parlent, mais aux Confesseurs à qui ils donnent des règles pour juger quand les domestiques ont péché ou non en usant de compensation, & sont obligés ou non à restitution. 2^o que la plupart n'examinent la compensation occulte des domestiques que par rapport à la première condition requise pour la rendre légitime, sçavoir la justice & la certitude de la dette; & qu'ils assujettissent d'ailleurs les domestiques aux autres conditions marquées, ni plus ni moins que les autres personnes. 3^o qu'exigeant toujours que la dette soit juste & certaine, on ne peut pas les taxer de favoriser le vol, puisque jamais il n'y a de vol, quand on ne prend que le sien.

La décision du cas où le domestique est forcé par la nécessité d'accepter un salaire au dessous du prix juste le plus bas, paroît la plus exposée à la critique. Le Cardinal de Lugo, Viva & Taberna tolèrent en ce cas la compensation jusqu'au plus bas prix juste; mais ils supposent que le Maître a véritablement besoin du service de ce domestique, que ce n'est point par compassion, ni par prières qu'il l'a gagé, & qu'il n'a aucune raison de croire que le domestique veuille lui faire présent d'une partie de ce que mérite son travail taxé au plus bas prix juste. Sur cela voici comme ils raisonnent. Tout contrat de location exige un prix juste, à moins qu'il n'y ait donation: or il y a ici un contrat de location sans donation: ainsi le domestique a droit à un prix juste, & si on ne le lui paye pas, la première condition requise pour la compensation légitime, qui est que la dette soit une dette de justice & certaine, se rencontre à son égard; il ne commet donc point de vol, si la compensation se borne précisément au prix juste le plus bas, & il ne pêche point, si elle a d'ailleurs les autres qualités nécessaires pour qu'elle soit licite.

Vo. 1. tr. 5. ch.
4. pag. 491.

Voici ce que pense l'Auteur de la Morale de Grenoble sur cette matière.

„ D. Quand un serviteur par nécessité s'est loué à fort vil prix,
 „ qu'il s'est offert & a prié instamment son Maître de le prendre,
 „ le Maître est-il obligé en conscience de lui payer le juste prix de
 „ son travail, ou seulement ce qu'il lui a promis.

« R. Il faut raisonner de la même façon de celui qui loue un
 « serviteur, que nous ferions d'une personne qui achèteroit quel-
 « que chose : parceque, comme il est dit dans le troisième livre des
 « Instituts de Justinien titre 25, il y a une grande ressemblance entre
 « le contrat d'achat & de vente, & le contrat de loüage, & dans ces
 « contrats on garde les mêmes règles de Droit. Puis donc, comme dit
 « S. Thomas, que celui-là commet une injustice, qui vend la chose
 « plus qu'elle ne vaut, ou qui l'achète moins que le juste prix; nous
 « pouvons dire aussi de la même façon, que celui-là commet une
 « injustice, qui se prévaut de la nécessité de son serviteur, pour ne
 « lui payer pas le juste prix du service qu'il lui rend. Que si celui
 « qui prend ce serviteur n'en avoit pas autrement besoin, & ne le
 « prenoir que pour faire plaisir à celui qui le prioit instamment
 « de le prendre à son service, en sorte qu'il n'estime pas plus le
 « service que lui rend son serviteur, que la récompense qu'il lui a
 « promise, attendu qu'il pouvoit s'en passer; dans ce cas il n'est
 « pas obligé de lui donner davantage qu'il ne lui a promis; de la
 « même façon que S. Thomas dans le lieu cité dit, que quand
 « quelqu'un a grande nécessité d'avoir quelque chose d'autrui, &
 « que cela porte un grand dommage au Maître, pour lors le juste
 « prix n'est pas seulement ce que vaut la chose, mais encore il faut
 « l'estimer à proportion du dommage que souffre celui qui s'en pri-
 « ve. Tout de même dans le cas proposé, il ne faut pas estimer
 « le service que rend un valet à son Maître par la valeur du ser-
 « vice, mais seulement par rapport à l'utilité que le Maître en
 « reçoit. En tout cas la petitesse du salaire dont on est convenu
 « ne doit pas donner lieu aux serviteurs de dérober à leurs Maî-
 « tres sous prétexte de compensation, puisque le saint Siège a
 « condamné cette proposition : *les serviteurs & les servantes &c.*

L'Auteur de la Morale de Grenoble, convient que le Maître
 commet une injustice, s'il se prévaut de la nécessité de son servi-
 teur pour ne lui payer pas le juste prix de son service : il lui doit
 donc par justice un juste prix, & le surplus de ce qui y manque est
 donc une dette de justice. Malgré cela il défend au domestique
 d'user de compensation; & toute la raison qu'il en apporte, c'est
 que le Souverain Pontife a condamné la 37^e Proposition. Mais il

2. 2. qu. 77. art.
 1. in corp.

n'est personne qui ne voye la différence qu'il y a entre la Proposition condamnée, & celle-ci : *Les serviteurs & les servantes peuvent quelquefois user de compensation, pour suppléer à ce qui manque au plus bas prix juste que mérite leur travail.* Car selon la Faculté de Théologie de Louvain, le venin de la Proposition condamnée comme nous l'avons dit, consiste principalement en ce qu'on y laisse aux domestiques le droit d'estimer leur travail, de taxer la compensation qui leur est due, & que par là on les autorise à une infinité de larcins : aulieu que l'autre proposition suppose comme une chose constante, indépendamment de l'estimation du domestique, que le salaire n'est point proportionné au travail, qu'il y a injustice de la part du Maître, qu'il est obligé à restitution du moins jusqu'à la concurrence du plus bas prix juste ; & qu'elle fixe à ce plus bas prix la compensation du domestique ; elle ne l'autorise donc point, elle ne l'expose pas même à voler ; d'ailleurs elle lui fait une loi d'observer les autres conditions requises pour la compensation légitime. Ainsi il paroît que le domestique en observant exactement toutes ces conditions ne pêche point.

Au reste tout ce que nous prétendons ici, c'est que la condamnation de la proposition 37^e, n'emporte point celle du sentiment du Cardinal de Lugo, de Viva & de Taberna. Pour nous, nous pencherions plutôt pour le sentiment contraire qui est celui de Reuter & de beaucoup d'autres Jéuites, en particulier de Lacroix, qui réfute ceux qui soutiennent qu'un domestique que la pauvreté a contraint de s'engager pour un salaire qui n'égale pas son travail, peut user de compensation secrète ; & qui décide qu'il faut s'en tenir absolument à l'opinion opposée ; parcequ'en ce cas il n'y a aucune faute de la part du Maître, & que par la convention le domestique a renoncé à son droit : *sed oppositum est omnino tenendum, quia hic nulla domini culpa intervenit, & ipse per contractum cessit jure suo.*

Quant à l'autre cas où l'on contraint un domestique par la crainte ou la violence de servir à un prix injuste, on pourroit citer quantité d'Auteurs respectables qui décident comme plusieurs Jéuites cités dans le Recueil.

Il reste encore un Extrait sur la compensation par rapport à celui qui sans aucun contrat gere les affaires d'un autre. L'extrait est de Granado, & il est tiré d'une dispute où cet Auteur examine si, &

Ibid. n. 975 §. 5.
pag. 244. Edit.
Ven.

Extr. Nonesulani.
pag. 353.

jusqu'à quel point la justice commutative se trouve en Dieu. Voici ses paroles; „ J'ajoute seulement pour le présent que dans certains „ autres contrats humains, il a coutume d'intervenir un pacte ou „ une promesse, qui n'est ni implicite, ni explicite, mais de droit, „ & qui suffit pour fonder une obligation de justice; par exemple, „ lorsque quelqu'un gere utilement l'affaire d'un autre, qu'il n'y „ est point d'ailleurs obligé, & qu'il ne veut point le faire gratuitement; cet autre est tenu de le récompenser de son travail par „ un salaire; & s'il y manque, il est permis à celui qui a géré son „ affaire, de prendre ce salaire en secret, s'il ne le peut autrement: „ car quoiqu'aucune promesse ne soit intervenue à ce sujet, elle „ devoit cependant intervenir, & celui que l'affaire concernoit, „ étoit tenu d'offrir un salaire ou une récompense. „

Tout consiste à savoir si celui qui a géré ainsi avec utilité l'affaire d'autrui a un droit certain & de justice à un dédommagement pour ses peines: car s'il a ce droit, il est incontestable qu'il lui est permis de se compenser en secret, quand il n'a pas d'autre voye pour recouvrer ce qui lui est dû. Or il peut y avoir deux cas; ou bien il gere l'affaire au vû & au sçu de l'autre; ou il la gere à son insçu & en son absence. Dans le premier cas, celui dont on gere l'affaire à son avantage, accepte par un consentement tacite le travail de l'autre, & s'engage à lui payer ses peines, sachant bien qu'il n'y a aucun droit, & n'ayant d'ailleurs aucune raison de croire que l'autre veuille le servir gratuitement. Dans le second cas, voici ce que disent les Loix. „ Si quelqu'un a géré les affaires d'un absent, „ quoiqu'à son insçu, il aura action contre lui, pour tout ce qu'il „ aura dépensé utilement pour ses affaires. „ Et encore: „ Comme „ il est juste qu'il rende compte de sa gestion, & qu'il soit condamné pour tout ce qu'il n'aura pas géré comme il falloit, ou „ ce qu'il auroit détourné à son profit: il est juste pareillement, „ s'il a géré l'affaire au profit de l'autre, qu'on le dédommage „ des pertes qu'il a faites ou doit faire à ce titre. „ (t)

(t) Si quis absentis negotiorum gesserit, licet ignorantis, tamen quicquid utiliter in rem ejus impenderit . . . habet eo nomine actionem: L. 2. ff. de neg. gest. sane sicut aquum est ipsi in actus sui rationem reddere, & eo nomine condemnari, quid-

quid vel ut non oportuit gessit, vel ex his negotiis retinet; ita ex diverso justum est, si utiliter gessit, praestari eo nomine ei quicquid eo nomine vel absenti ei vel absurarum est. *Ibid.*

CHAPITRE III.

De la Restitution.

NOUS allons parcourir les extraits sur cette matiere, suivant l'ordre des auteurs.

Extr. Nouv. Jour.
sacré, pag. 149.

Il y a quatre aphorismes d'Emmanuel Sa à ce sujet. Le premier est : „ Ce n'est pas un péché mortel de prendre en cachette à „ quelqu'un ce qu'il donneroit si on le lui demandoit, quoiqu'il „ ne veuille pas qu'on le lui prenne en secret, & il n'y a pas d'o- „ bligation de restituer : *Nec oportet restituere.* „ La version des extraits traduit mal, & *il ne faut pas restituer.*

Il paroît évident que le vol est un moindre péché, lorsqu'on présume avec raison que le maître accorderoit la chose si on la lui demandoit. Mais le péché, de mortel qu'il eût été sans ce consentement présumé, devient-il seulement véniel par la présomption du consentement ; c'est le sentiment de plusieurs fondés sur ce qu'alors ce n'est point la prise de la chose en elle-même, mais la maniere de la prendre qui forme le péché, & que cette maniere ne paroît pas être une injure mortelle. Sur le même fondement ils exemptent de la restitution, parceque le péché n'étant que dans la maniere de prendre, le déplaisir que cela peut causer au maître ne suppose aucune obligation de restituer.

Cette décision est prise de Navarre : nous ne prétendons pas la justifier. Mais il est bon de remarquer que l'ouvrage d'Emmanuel Sa ayant été revû, corrigé & réimprimé à Rome avec l'approbation du Maître du Sacré Palais, de son Vice-gérant, & la permission du Pape Clement VIII, on n'a fait aucun changement à cet aphorisme.

Extr. Synopsi,
ibid.

Le second aphorisme est : „ Si vous avez pris une chose dans le „ doute si elle étoit à vous, les uns disent que vous êtes obligé de „ la restituer : les autres le nient, parceque dans le doute, la con- „ dition de celui qui possède est la meilleure. „ L'Edition corrigée ajoute : *Cette dernière opinion n'a pas lieu, lorsque la chose étoit déjà dans la possession d'un autre.*

Avec ce correctif l'aphorisme est tout à fait différent. Emmanuel Sa se contente de rapporter les sentimens pour & contre, il ne prend aucun parti ; il laisse par conséquent la liberté d'embrasser un sentiment mitoyen qui consiste à dire, qu'il faut éclaircir le doute, autant qu'il est possible, & s'il subsiste toujours malgré cela, qu'on doit restituer plus ou moins à proportion du doute. C'est celui des Docteurs de Salamanque, & du Continuateur de Tournély.

To. 1. de Just. &c
Injur. p. 1. cap.
1. pag. 161.

Le troisième aphorisme est celui-ci. „ Celui qui n'a fait aucun „ tort en prenant une chose qui ne lui appartient pas, parceque „ le propriétaire n'en tiroit aucun usage, n'est point obligé de la „ restituer, si d'ailleurs le maître n'est pas dans le cas de s'en „ servir. “

Quelle obligation pourroit-il y avoir de restituer, puisqu'on suppose que le maître ne tire ni ne doit tirer aucun usage de la chose, qu'il n'en souffre aucun dommage, & qu'il est par conséquent censé l'abandonner au premier venu : ceci peut s'entendre des fruits sauvages qui viennent dans les forêts, & que les propriétaires qui ne s'en servent point, sont censés laisser aux pauvres qui les ramassent.

Enfin le quatrième aphorisme est ainsi conçu : „ Celui qui vole „ par différentes fois peu de chose à quelqu'un, est obligé à „ restitution, lorsqu'il est parvenu à une somme notable ; c'est- „ à-dire, suffisante pour faire un péché mortel en matière de „ vol : quoique quelques-uns le nient avec probabilité. “

Emmanuel Sa a eu tort de dire qu'il y eût quelque probabilité à nier l'obligation de restituer dans le cas proposé. Sa déférence en ce point pour les auteurs qui ont tenu ce sentiment, est blâmable. Mais du reste, puisqu'il tient pour l'opinion contraire, on ne peut en être lui reprocher qu'une déférence mal placée.

Amicus décide que „ Celui qui a volé une quantité notable „ n'est pas tenu sous peine de péché mortel de la restituer en „ entier ; mais que c'est assez, qu'il restitue autant qu'il est né- „ cessaire pour que le dommage fait au prochain cesse d'être no- „ table ; par exemple, que si la matière notable d'un vol est un „ florin, le voleur n'est pas obligé sous peine de péché mortel de

Extr. Inferior,
pag. 160.

„ restituer le florin entier , mais que ce sera assez qu'il restitue
 „ quatre ou cinq gros , par la restitution desquels le dommage
 „ causé par le vol , cesse d'être notable. “

ENTR. *Demique no-
 66. pag. 381.*

Tamburini & Lacroix décident pareillement que ce sentiment est très-probable , plus probable que l'opposé.

ENTR. *Quest. 19.
 pag. 388.*

Voici le raisonnement sur lequel se fondent ces auteurs & beaucoup d'autres Jésuites & non Jésuites. L'obligation de restituer est proportionnée à la grandeur du dommage : si le dommage est grave , la restitution oblige sous peine de péché mortel ; si le dommage est léger , elle n'oblige que sous peine de péché véniel. Donc si l'on restitue autant qu'il faut pour que le dommage cesse d'être grave , on n'est point obligé sous peine de péché mortel de restituer la somme légère que l'on garde.

En toute rigueur de Logique ce raisonnement est juste : mais si on le suivoit au pied de la lettre dans la pratique , il occasionneroit des abus assez considérables : car si trente sols suffisent & sont requis pour le péché mortel , il s'ensuivroit que celui qui les a volés , & qui en restitue un , peut garder les vingt-neuf autres sans péché mortel. Ce qui moralement parlant paroît faux. La raison en est que quand on fixe la matiere grave du vol à trente sols , par exemple , on ne prétend pas que cette règle soit si juste , que s'il s'en manque très-peu de chose , la matiere cesse d'être grave ; mais on prétend seulement qu'il y a certainement péché mortel , quand le vol monte à trente sols. Comme donc il n'est pas sûr que 29 sols ne fassent point un péché mortel , lorsque trente suffisent , il n'est pas sûr non plus qu'on ne soit pas obligé sous peine de péché mortel de les restituer , & dans le doute il faut restituer. Cependant si ce que l'on garde étoit en effet peu de chose , comme cinq à six sols , dans le cas proposé , le raisonnement susdit auroit lieu , & on ne seroit obligé à les restituer que sous peine de péché véniel. C'est ici un des cas où bien des Casuistes ont manqué de cette Epikie morale , qui confond avec le terme tout ce qui en approche de très-près.

ENTR. *An infans
 pag 394.*

Escobar demande si lorsqu'on fait à quelqu'un un dommage , qui est impuré à une tierce personne , on est obligé à la restitution du tort que cette tierce personne souffre en conséquence : par exemple ,

exemple, Pierre a tué ou volé Jean : on impute à Antoine ce vol ou ce meurtre commis par Pierre : Pierre est-il tenu de restituer à Antoine le dommage que lui cause cette imputation ? Plusieurs Auteurs, entre autres Vasquez, Pierre Navarre, Rébellus & Turrianus disent qu'il y est obligé dans le cas où il a jugé probablement que ce dommage arriveroit à Antoine, & n'a pas pris de mesures pour l'empêcher. Nous sommes en cela de leur avis. Soto, Corduba, Molina, Pedrazza, Lopez, Lessius, Laymann & Bonacina pensent qu'il n'y est point obligé, lorsque ce dommage n'arrive à Antoine que par la malice ou l'ignorance des témoins ou du Juge : ce que nous croyons vrai aussi, lorsque Pierre n'a ni eu en vue, ni prévu le dommage d'Antoine. Escobar s'attache à ce second sentiment ; mais il ajoute, & en cela il a tort, que Pierre n'est tenu à rien envers Antoine, quoiqu'il ait eu intention que ce dommage arrivât à Antoine, parceque, dit-il, la seule intention de commettre une injustice, sans l'exécution extérieure, n'oblige point à restituer. Escobar suppose faussement qu'il n'y a point eu d'exécution extérieure, parceque Pierre n'a point causé directement de dommage à Antoine. Il suffit qu'il en ait causé indirectement, & qu'il ait voulu en causer ; il est donc cause coupable de ce dommage, & obligé par conséquent de le réparer.

V. Falisf. pag. 100 & suiv.

Le même Auteur demande si dans le cas où il est permis de conseiller un moindre vol sans encourir l'obligation de restituer, on peut sans contracter la même obligation conseiller un vol égal, à quelqu'un qui est déjà disposé à en faire un autre.

Extra. de sa réponse. pag. 166.

Voici la décision d'Escobar dont le Rédacteur n'a rapporté que ce qu'il a jugé propre à le faire paroître coupable. „ Je crois plus „ véritable, non seulement qu'on n'est pas obligé à restitution, „ comme Sanchez en convient ; mais encore que l'on ne pèche „ pas, lorsque l'on conseille un vol égal par rapport à la même „ personne. Ce que je crois pareillement vrai dans les vols d'é- „ gale valeur par rapport à différentes personnes, quand le vo- „ leur a déjà en vue l'une & l'autre personne. „ Ici le Rédacteur s'arrête, & abandonne Escobar à la censure du Lecteur, qui ne peut s'empêcher de le condamner ; parcequ'il paroît décider qu'on peut sans péché & sans être obligé à restituer, conseiller directe-

V. Falisf. p. 104.

Suite de la 111. Partie.

A a a

ment à un voleur qui a dessein de prendre une certaine somme à Pierre ou à Paul, de la prendre plutôt à Pierre qu'à Paul, & de l'incliner positivement plutôt à voler l'un que l'autre : ce qui est absolument faux.

Mais qu'on écoute la suite de la réponse d'Escobar. „ Lorsque
 „ les vols égaux regardent la même personne, je ne vois aucune
 „ raison de douter. Mais il pourroit y avoir plus de sujet de dou-
 „ ter, lorsque ces vols regardent diverses personnes, parcequ'alors
 „ celui qui donne un tel conseil, paroît incliner positivement le
 „ voleur à causer du dommage à Pierre. C'est pourquoi il semble
 „ que Pierre a raison de s'opposer à ce conseil, & qu'il peut se
 „ plaindre de ce qu'on a incliné le voleur à lui faire du tort,
 „ tandis qu'il étoit en suspens. Mais à prendre la chose en rigueur,
 „ il ne paroît pas que cela soit contre la justice, parceque j'ai droit
 „ en ce cas de détourner le voleur, autant que je puis, de me
 „ voler moi ou mon ami : donc je puis le prier absolument qu'il
 „ ne vole point mon ami : donc je puis le prier que, s'il a à faire un
 „ vol, il ne le fasse point à mon ami à cause de moi : car par-là
 „ je ne l'incline pas directement à voler l'autre : mais je le détourne de
 „ faire du tort à mon ami, quoique le dommage de l'autre doive s'en-
 „ suivre indirectement, à cause de la ferme résolution où est le voleur de
 „ voler l'un ou l'autre.

Escobar suppose encore qu'on a fait tous ses efforts pour détourner le voleur de nuire à aucun des deux, & qu'on n'a pu y réussir : *Et non potest dimoveri à furto alteri ex illis inferendo.*

Sa décision se réduit donc à ceci. Quand il s'agit de vols d'égale valeur de deux personnes, que le voleur est déterminé à voler l'un ou l'autre, & qu'on a fait en vain tout ce qu'on a pu pour le détourner absolument de voler; on n'est point obligé à restitution, & on ne péche point, lorsqu'on se borne à le prier de ne point voler un des deux qui est notre ami, & qu'on ne l'incline ni directement ni positivement à voler l'autre, quoique cela doive arriver en conséquence de la résolution inébranlable où est le voleur de voler l'un des deux. C'est au Rédacteur à montrer ce que ce sentiment a de répréhensible.

Exit Qui occidit,
 pag. 168.

Lacroix dit : „ Celui qui a tué un homme, lequel devoit
 „ mourir bientôt après d'une mort naturelle ou justement méri-

„ tée, n'est point tenu à restituer, parcequ'il n'est point censé
 „ avoir causé un grand dommage dans les biens de fortune: ainsi
 „ le décident Navarre, Vasquez, & Bonacina. „ Tel est l'Extrait:
 l'Auteur ajoute: „ Néanmoins dans le doute si la chose devoit ainsi
 „ arriver, la possession est pour les héritiers du mort, dont la vie
 „ étoit à eux. Mais s'il tuoit quelqu'un qui devoit mourir bientôt
 „ après d'une mort injuste, par exemple, être tué par un voleur,
 „ il seroit obligé à restitution, comme il est certain par ce qui a
 „ été dit, n. 49, parcequ'il auroit causé le premier un dommage
 „ considérable. „

Il ne s'agit point ici de sçavoir si cet homme est coupable d'homicide; cela n'est pas douteux; mais s'il est redevable de quelque dédommagement envers les héritiers du mort. Il est certain que si celui dont on abrège la vie de quelques momens, étoit mort d'une mort naturelle ou justement méritée, les héritiers n'auroient eu aucun dédommagement à prétendre: on ne leur fait donc aucun tort considérable, en avançant de quelques momens la mort de cet homme; à moins, comme le remarque Lacroix, qu'il ne fût douteux que cet homme dût bientôt mourir. On n'est donc point tenu à les indemniser d'un tort qu'ils ne souffrent point. Si au contraire il étoit mort par la main d'un assassin, les héritiers auroient pu avoir leur recours sur l'assassin: donc ils l'ont partiellement sur celui qui a prévenu l'assassin.*

Reuter a dit. „ L'obligation de restituer étant fort onéreuse, EST. COM. NUIS; pag. 191.
 „ & le Pénitent étant en possession de sa fortune & de sa réputation, s'il y a une opinion réputée communément probable,
 „ qui favorise le Pénitent, on ne doit pas ordinairement l'obliger
 „ à restitution; parceque dans le doute on doit favoriser celui qui
 „ possède, & qu'une obligation douteuse n'exige point un payement certain. „

La matière de cet Extrait appartient au Probabilisme; & comme les Probabilistes les plus réservés n'en admettent point l'usage, lorsqu'il s'agit du préjudice d'un tiers; si l'opinion favorable au Pénitent est la moins probable, on doit l'obliger à restituer. Si elle est aussi probable que l'opposée, il ne paroît pas qu'on l'y doive ordinairement obliger; parcequ'il n'est pas plus sûr que la chose soit à un

autre qu'à lui, & qu'il est d'ailleurs en possession. L'opinion probable dont parle Reuter, est-elle également ou moins probable que l'opposée, c'est ce qu'on ne sçauroit décider sur son texte : ainsi il est douteux si sa décision est bonne ou mauvaise ; mais par son Extrait rapporté sous le Probabilisme, & tiré du même endroit, on voit qu'il s'agit d'une opinion vraiment probable, quoique moins probable aux yeux du Confesseur. Remarquez en passant l'adresse du Rédacteur, qui a séparé deux textes appartenans à la même matière, pour placer l'un sous un titre, l'autre sous un autre, & grossir ainsi à peu de frais la liste des Auteurs sous chaque titre.

REUT. *Quæst. au.*
PAG. 391.

Trachala dit que probablement vous n'êtes point obligé à restitution, dans le cas où quelqu'un étant déjà déterminé à causer du dommage, vous l'avez encouragé par vos conseils ou vos exhortations, afin qu'il dérobat plus promptement ou plus facilement.

IN. 4. dist. 15.
qu. 2. art. 3. ad
1.

Il se décide ainsi sur l'autorité de S. Thomas, qui dit que celui qui conseille une chose injuste n'est pas toujours obligé à restitution, si ce n'est en certains cas, où il croit probablement que son conseil a été efficace, & que sans cela le vol n'auroit point été commis : *quando probabiliter credit quod consilium suum fuit efficax, & quod aliàs injusta ablatio commissæ non fuisset*. Or Trachala suppose que le conseil n'a point été efficace quant à la substance du dommage, & que le voleur étoit déjà déterminé à commettre le crime. La preuve en est manifeste par ce qu'il dit un peu plus bas, que si on a été cause par le conseil qu'on a donné, d'un dommage plus considérable, on est tenu à restituer ce qui excède le dommage qui auroit été fait sans cela. *Sed quid si causa consilio fuisti, ut majus damnum inferretur? Resp. teneris ad excessum.*

REUT. *Sed quid, si*
ibid.

„ Mais, reprend Trachala, si vous aviez été seulement cause
„ matérielle du dommage, par exemple, si vous aviez tenu l'échelle
„ au voleur tandis qu'il montoit pour faire son vol, quoiqu'il fût
„ monté également, quand même personne n'auroit tenu l'échelle ;
„ ou si appelé par votre Maître, vous l'aidiez à porter une cassette
„ par lui dérobée, & qu'il eût d'ailleurs emportée sans vous ? Jérè-
„ pons que vous n'êtes tenu à rien. C'est encote le sentiment de
„ Laymann : cependant au for externe on a coutume de punir ces
„ sortes d'actions, & avec raison à cause du délit. „

Trachala suppose toujours ici qu'on n'a point été cause efficace du vol, qui se seroit également commis sans nous ; & dans cette supposition il est certain que, quoiqu'on se soit rendu coupable d'un péché grief, on n'est tenu à aucune réparation de dommage. Mais il ne nous paroît pas que les exemples qu'il apporte, s'accordent avec la supposition. Car enfin, en tenant l'échelle au voleur, je diminue le risque qu'il court en volant ; il auroit pu craindre sans cela de tomber, & peut-être cette crainte l'auroit-elle détourné de voler ; & je le rassure entierement à cet égard. Ainsi je coopere en quelque chose d'une maniere efficace à son vol. De même ce Maître qui appelle son domestique pour l'aider à transporter une cassette qu'il a dérobée, ne la transporterait pas si aisément ni si promptement étant seul ; autrement qu'avoit-il besoin de l'appeler ? Mais en facilitant ainsi le transport, ce domestique coopere efficacement au vol de son Maître ; il est donc tenu de restituer. La faute de Trachala est donc qu'il applique mal de bons principes qui sont de S. Thomas.

Il reste encore deux extraits, l'un du Cardinal Tolet, l'autre de Fégeli qui disent à peu près la même chose. » Quelqu'un, dit Tolet, ne peut vendre son vin à juste prix, soit à cause de l'injustice du Juge, soit à cause de la malice des acheteurs, qui conviennent entr'eux de se présenter en petit nombre pour acheter, afin de faire baisser le prix du vin, soit que ce marchand ait quelqu'autre cause raisonnable. Il peut alors diminuer la mesure, ou mêler un peu d'eau, & vendre le vin pour pur, & comme si la mesure étoit bonne, en exigeant un prix proportionné, pourvu qu'il ne fasse point de mensonge ; & s'il en fait, ce ne sera pas un mensonge pernicieux, ni mortel, ni qui l'oblige à restituer. »

Extr. 2^e assigné.
Pag. 310.
Causa qua reddit,
Pag. 179.

Fégeli ne parle que du mélange de l'eau avec le vin ; il ne dit rien du mensonge ; & il ajoute cette clause, en excluant toujours tout dommage du prochain, *Secluso semper aliorum damno*.

L'un & l'autre supposent une injustice évidente faite au marchand, qui ne peut vendre son vin au prix qu'il vaut : il ne paroît pas improbable qu'il puisse en ce cas diminuer un peu la mesure, à proportion que les acheteurs diminuent du juste prix

du vin ; puisque dans le fond le marchand n'y gagne pas , & que ceux-ci n'y perdent rien ; & qu'il n'a pas d'autre moyen de se défaire de son vin. Mais il n'en est pas de même du mélange de l'eau : ce mélange dénature le vin , & en diminue le prix , non seulement à raison de la quantité d'eau qu'on y mêle , mais encore à raison de l'altération du vin : car dix pintes de vin mêlées avec deux pintes d'eau , ne valent pas dix pintes de vin pur. Je ne dis rien de bien d'autres inconvéniens qui sont ou peuvent être une suite de ce mélange. Tolet & Fénel ont donc eu tort en ce point. Tolet a tort encore de dire que le mensonge qu'on feroit en ce cas , ne seroit pas pernicieux : mais on a peine à croire que ce mensonge pris en lui-même , & indépendamment du dommage causé par l'altération du vin , fût un péché mortel.

PONTAS sur mot
Pente, cas X.

Il faut remarquer néanmoins que Pontas, après S. Antonin, excuse de péché & d'obligation de restituer un marchand d'eau-de-vie , qui y mêle environ un cinquième ou un sixième d'eau commune , en diminuant le prix à proportion du mélange ; lorsque les raisons qui le portent à cela sont , 1^o que tous ou presque tous les marchands de sa profession font la même chose : 2^o que s'il ne le faisoit pas , il ne pourroit presque rien gagner dans ce commerce : 3^o que le mélange ne préjudicie en rien à la santé de ceux qui usent de cette liqueur.



H O M I C I D E.

T O U S les Extraits sur cette matiere se réduisent à sept questions. La première , si on peut licitement tuer un injuste agresseur qui en veut à notre vie , lorsqu'on ne peut la défendre autrement. La seconde , s'il est permis , en tuant cet injuste agresseur , d'avoir intention de le tuer. La troisième , si on peut prévenir celui qui nous ôtera injustement la vie , si nous ne la lui ôtons. La quatrième , s'il est permis de tuer pour la juste défense de son honneur ou de ses biens. La cinquième , si on peut défendre

le prochain, jusqu'à tuer celui qui l'attaque injustement, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen, & au cas que cela soit permis, si on y est obligé. La sixième, si on encourt l'irrégularité par l'homicide commis dans les cas précédens. La septième enfin, si l'on peut sans péché souhaiter la mort de quelqu'un, ou s'en réjouir, lorsqu'elle arrive.

Nous allons traiter séparément chacune de ces questions, après que nous aurons examiné un extrait d'Emmanuel Sa, qui n'appartient à aucune d'elles.

Ce Jésuite définissant l'homicide volontaire, dit que c'est celui qui en soi & directement est fait avec intention, ou de propos délibéré. Mais que c'est autre chose, c'est-à-dire, que l'homicide n'est pas appelé volontaire, lorsque sans intention de tuer, on fait ce qui le plus souvent donne la mort, & qu'en effet elle s'est ensuivie: comme si ne voulant que frapper quelqu'un avec une grosse pièce de bois, ou avec une pierre, il arrive qu'on le tue.

Emmanuel Sa ne parle point ici de l'homicide en tant qu'il est péché, & qu'il appartient au for de la conscience & au Tribunal de la Pénitence, comme le Rédacteur voudroit le faire accroire aux personnes peu instruites: mais il parle de l'homicide en tant qu'il appartient au for extérieur, & qu'il est soumis aux peines Canoniques. A la vérité, à ces mots, *Homicidium voluntarium dicitur*, il n'a point ajouté ceux-ci, *In jure Canonico*, qu'on lit dans l'Edition corrigée de ses aphorismes, & qui ôtent toute équivoque. Mais il est certain qu'il les a sous-entendus, puisqu'à l'endroit même d'où est tiré son extrait, il décide avec Navarre, que l'homicide commis par accident, & sans avoir pris toutes les mesures nécessaires pour le prévenir & l'empêcher, est un péché mortel. *Casu occidere non adhibita diligentia necessariâ, mortale esse Navar- rum ait*. Il est encore certain, qu'il a eu droit de les sous-entendre, parcequ'aucun Théologien, aucun Canoniste ne peut se méprendre sur le sens de sa définition, & qu'il n'a écrit que pour eux.

Or cette définition est de S. Basile, que cite Emmanuel Sa, & dont nous avons rapporté ailleurs les paroles. Elle est de S. Thomas qui nomme casuel l'homicide commis par celui qui frapperoit une femme enceinte, quoique la mort de l'enfant soit la suite

Eutr. Homici-
dium, pag. 325.

V. Falsif. p. 470.

ordinaire d'une pareille action ; *Cum ex tali percussione in promptu sit ut mors sequatur*. 2. 2. qn. 64. art. 8. ad 2. Elle est de tous les Canonistes, selon Cajétan, « Remarquez, dit-il, dans son Commentaire, mental sur l'endroit de S. Thomas qu'on vient de citer, que S. Thomas, ainsi que les auteurs qui ont travaillé sur les Décrets, distinguent l'homicide volontaire de l'homicide casuel, non point en ce que le premier est volontaire, & que le second ne l'est point ; mais en ce que le premier est voulu pour lui-même & que le second, ou n'est point voulu du tout, ou n'est volontaire que dans la cause & d'une manière indirecte. » (a)

Elle est de la plupart des Théologiens & en particulier de Navarre, *Manual*, cap. 27. n. 240 ; d'Ange de Clavasio, *V. Homicidium* ; de Sayr, *Clavis Reg. lib. 7. cap. 14. n. 1* ; de Jacques de Graffius, *Lib. 2. cap. 61. n. 1* ; de Pontas au mot *Tuer*, cas, 1 ; de l'Auteur des Conférences d'Angers, *Tom. 3. pag. 124* ; & du Continuateur de Tournély, *Traité de Decal. cap. 11. art. 3. p. 167*. « L'homicide est volontaire, dit ce dernier, lorsque quelqu'un tue parcequ'il veut tuer, soit qu'il veuille la mort d'autrui en elle-même, soit qu'il la veuille dans une cause absolument inséparable de cette mort. *Voluntarium* (est), *cum quis occidit quia occidere vult, sive mortem alterius in seipsa velit, sive eam velit in causa ab eadem morte prorsus inseparabili*. » Donc si la cause n'a pas une liaison essentielle avec son effet, la mort en fut-elle une suite ordinaire, l'homicide n'est pas celui qu'on appelle simplement volontaire. *L'homicide est volontaire*, disent les Conférences d'Angers, *lorsque de propos délibéré ou avec dessein on tue un homme*. L'homicide, fait sans dessein ou sans intention de tuer, quelque coupable qu'il puisse être d'ailleurs, n'est donc point ce qu'on entend ordinairement par *homicide volontaire*.

Enfin elle est du Concile de Trente, qui dans la Session 14 chap. 7, opposant l'homicide volontaire, à l'homicide casuel, & à l'homicide nécessaire, c'est-à-dire, commis par la nécessité de repousser

(a) Adverte quod tam Author, quam alii in Decretis ... distinguunt homicidium voluntarium à casuali, non propter hoc quod illud est volitum, & hoc non est

volitum sed propter hoc quod illud est volitum per se, hoc autem aut nullo modo, aut in causa tantum & indirectè habet rationem voluntarii. *Cajet. loc. cit.*

repousser la force par la force , définit le premier , celui qui est commis de propos délibéré. *Qui suâ voluntate homicidium perpetraverit &c. Si verò homicidium non ex proposito , sed casu , vel vim vi repellendo &c.*

Mais pourquoy , dira-t-on , restreindre ainsi la signification d'*Homicide volontaire* , à celui qui est fait avec dessein ? C'est que les peines de cette espèce d'Homicide & celles de l'homicide commis sans dessein ne sont , ne furent jamais , & n'ont jamais dû être les mêmes , tant dans le Droit Canonique , que dans le Droit Civil ; & qu'il étoit très-important par rapport à ces peines & au for extérieur , de bien distinguer ces deux sortes d'Homicides , & fort indifférent d'ailleurs quel nom on donnât à celui qui est commis sans dessein , pourvu qu'on distinguât ensuite comme le font tous les Théologiens , l'Homicide casuel coupable , de celui qui ne l'est pas , en appelant celui ci , *purement casuel* , & celui-là , *Casuel mixte*.

Que devient après cette explication , l'imputation faite à Emmanuel Sa d'enseigner l'Homicide ? Qu'elle est fautive cette imputation ! mais en même tems qu'elle est atroce ! puisque dans le sens que le Rédacteur prête à l'Extrait de ce Jésuite , l'Homicide volontaire étant pris pour l'Homicide libre & coupable , il s'ensuivroit qu'on ne pecheroit que lorsqu'on tueroit avec une intention directe de tuer & de propos délibéré.

P R E M I E R E Q U E S T I O N .

Peut-on licitement tuer un injuste agresseur qui en veut à notre vie , lorsqu'on ne peut la défendre autrement.

LE droit de défendre sa vie au péril , aux dépens même de celle d'un injuste agresseur , qui nous met dans la nécessité ou de périr ou de le faire périr , a toujours été regardé comme dicté par la loi naturelle. Pour nous borner à ce qu'ont dit sur ce point les Loix civiles & Canoniques , on trouve dans les premières que la nature nous donne le droit de repousser la force par la force ; *Vim vi repellere licere Cassius scribit , idque jure naturâ comparatur : ff. lib. 4. tit. 16. l. 1* ; d'où elles concluent que ce qu'on fait pour la

Suite de la III. Partie.

B b b

défense de son corps , doit être regardé comme licite & permis : *Jure hoc evenit , ut quod quisque ob tutelam sui corporis fecerit jure fecisse existimetur ; ff. lib. 1. tit. 1. leg. 3.* qu'il n'y a aucun doute qu'on ne soit en droit d'orer la vie à celui qui le premier vouloit nous l'orer ; que celui qui tue pour défendre sa vie , n'est point homicide , & n'est coupable en aucune maniere ; que lorsqu'on n'a pu se garantir autrement , on n'est point responsable du dommage qu'on a causé ; parceque toutes les loix & tous les droits permettent de se défendre de la force par la force. *Vim enim vi defendere omnes leges omniaque jura permittunt.*

On trouve dans les Loix Canoniques , que l'action de repousser la violence par la violence nous est permise par le droit naturel , *Jus naturale est. . . violentia per vim repulso.* Er c'est sur ce principe qu'Erienne V. écrivant à l'Evêque de Corse, *dist. 50. can. 38*, lui dit : „ On ne sauroit que vous louer de ce que vous vous regardez comme coupable , „ en ce qu'enveloppé par les Sarrazins , vous en avez tué quelques- „ uns : mais comme il paroît assez que c'est malgré vous que vous „ l'avez fait , il n'y a aucun Canon qui vous condamne. „ Er qu'au „ Chapitre 2. de l'Homicide volontaire , il est dit : „ Vous avez tué „ un voleur ou un brigand que vous pouviez arrêter sans le tuer , „ expiez votre crime par la pénitence. Mais si vous l'avez tué „ sans aucun dessein de haine , & uniquement pour vous défendre „ vous & ce qui vous appartient , vous n'êtes tenu d'en faire aucun. „ Le Droit Canon est plein de semblables décisions.

N'est-il pas étrange qu'une maxime si conforme aux lumières du bon sens soit rangée par le Rédacteur parmi les Assertions pernicieuses & dangereuses , & qu'Emmanuel Sa, de Bruyn, Dicastille , & plusieurs autres soient traduits comme auteurs de l'Homicide , pour avoir dit qu'il est permis de tuer à son corps défendant ; que les Loix nous autorisent à repousser la force par la force ; qu'en se tenant dans les bornes d'une juste défense , on peut tuer sans crime l'injuste agresseur qui attente à notre vie ; & que c'est un sentiment très reçu que celui qui enseigne qu'on peut tuer un ennemi qui nous attaque injustement , lorsqu'on ne peut conserver sa propre vie , qu'en lui ôtant la sienne.

Il faut que cette Doctrine soit bien autorisée , puisqu'on la trouve

Extr. *Legis acci-*
dere , pag. 395.
Vim vi repulso ,
pag. 421.
Accepissimus , p.
113.

consignée, même dans le compte rendu de M. de Monéiar; même dans l'endroit où il attaque le plus fortement les Jésuites sur l'Homicide. Ce Magistrat soutient qu'aucun homme ne peut ôter la vie à un autre, quelque méchant qu'il soit; mais en même tems il excepte le cas où on le feroit *par autorité publique, ou pour la légitime défense de soi-même* & il reconnoît que rien n'est *si légitime & si naturel à l'homme*, que ce droit de défendre sa vie.

Compte rendu.
pag. 165 & 167.

Mais si cette défense est permise, c'est sur-tout avec les conditions qu'exigent Dicastille & les autres Jésuites dénoncés. Après l'extrait que nous venons de rapporter, Dicastille ajoute: „ Mais, avant que de rien établir, il faut expliquer en détail plusieurs choses touchant la défense de soi-même. Ainsi il faut observer, avec Molina & beaucoup d'autres, que pour se tenir dans les bornes d'une défense permise, on ne doit faire précisément que ce qui est nécessaire pour conserver & défendre sa vie, & sans quoi on ne pourroit repousser la violence. D'où il suit que si on employe une plus grande force qu'il n'est requis pour cela, on n'est plus dans les termes d'une défense légitime. C'est donc en sortir que de frapper grièvement son adversaire, lorsqu'on voit qu'on peut se défendre en lui portant un coup léger.

De Just. & Juste,
lib. 2. tract. 1.
disp. 10. dub. 2.
n. 22.

Après ce sage préambule que le Dénonciateur a eu soin de retrancher, l'Auteur développe au long les conditions qu'il demande pour que la défense soit légitime. La première est que l'Agresseur soit injuste, & nous fasse une injuste violence. „ Car, dit-il, (& ceci a encore été supprimé:) la nature ne nous accorde le droit d'opposer la force à la force, que quand & autant que cette force est injuste; si la violence qui nous est faite n'est point injuste, nous n'avons aucun droit d'employer la violence de notre côté. „ Il ajoute avec Molina une remarque dont nous parlerons ailleurs.

Extr. Quæstus,
pag. 445.

La seconde condition qui suit, dit-il, de la première, & qu'on soit actuellement attaqué, & qu'on ne prévienne point son ennemi; parceque ce n'est qu'alors qu'il est vrai de dire qu'on repousse la force par la force.

Secunda conditio,
ibid.

La troisième condition est qu'on ne doit point tuer par la raison précisément qu'on a été frappé; & que si après le coup porté, notre adversaire s'enfuit, & cesse par conséquent de nous en porter de nou-

Tertia quæstus,
pag. 445.

veaux, il ne nous est pas permis de le frapper à notre tour ; parceque ce ne seroit point alors se défendre, mais se venger. Il excepte le cas où il s'agit de la défense de l'honneur, que nous examinerons en son lieu. Puis il ajoute avec Rodriguez, Pierre Navarre & plusieurs autres Auteurs qu'il cite plus bas, que si l'Aggresseur, après avoir d'abord frappé, vouloit redoubler les coups, & paroïssoit dans la disposition de ne pas cesser, il seroit permis de le frapper à son tour sur le champ, si on ne peut parer les coups autrement.

In gradatim, ibid.

La quatrième & la cinquième condition consistent à ne frapper qu'avec la modération d'une juste défense, de peur que ce ne soit une vengeance plutôt qu'une défense ; & à avoir un sujet probable de croire qu'on sera grièvement blessé ou même tué, si on ne repousse la violence de l'Aggresseur, ou même si on ne lui ôte la vie. *Nempe ut percussio fiat cum moderamine inculpata tate, ne sit potius ultio quam defensio.* Voilà la quatrième condition. *Et ut probabiliter credatur graviter lacerandus, seu occidendus, si vim non repellas, aut nisi iniuriam occidas.* Voilà la cinquième. Qu'on fasse attention à la manière dont on a traduit ceci dans le Recueil, en rendant & ut, par, *pourvu que*, & en substituant une virgule au point & la virgule qui est après *defensio*. „ Dans ce qui précède est renfermée „ la quatrième & la cinquième condition, qui consistent à ne frapper „ per son ennemi qu'avec la modération d'une juste défense, de „ peur qu'on ne cherche plutôt à se venger qu'à se défendre, *pour-* „ *vu qu'on* ait lieu de croire probablement qu'on seroit grièvement „ blessé, ou même tué, si on ne repoussoit la violence de l'Aggres- „ seur, ou même si on ne lui ôtoit la vie.

Que signifie ce *pourvu que* ? à quoi se rapporte-t-il, ne jette-t-il pas dans la phrase de l'auteur, qui est très-claire, une obscurité qui laisse soupçonner qu'on peut, selon lui, chercher plutôt à se venger qu'à se défendre, lorsqu'on n'a pas lieu de croire probablement qu'on sera tué, si on ne tue ?

Barro. Affirm. p. 101, 246. 414.

Ce n'est qu'avec ces conditions requises, que Dicastille avance qu'il est permis à un homme d'en tuer un autre, pour la défense de sa vie ; il ajoute, & pour celle de ses membres. Nous ver- rons ailleurs ce qu'on doit entendre par-là. Il prouve ensuite son assertion par l'autorité des Docteurs & des loix. Ces preuves ont disparu dans le Recueil.

Citons encore au Rédacteur pour appuyer cette assertion fondamentale, S. Thomas, S. Bonaventure & S. Antonin. Les loix permettent, dit le premier, de repousser la force par la force, avec la modération d'une juste défense, & il n'est pas nécessaire au salut, c'est-à-dire, ce n'est point un précepte d'omettre l'usage d'une défense modérée, pour éviter de tuer celui qui nous attaque. (b) Si c'est, dit S. Bonaventure, une nécessité inévitable pour un homme d'en tuer un autre, & qu'il le fasse en se tenant dans les bornes d'une défense exempte de tout reproche, cela est permis non seulement aux imparfaits, mais encore aux parfaits. (c) Lorsque forcé par une nécessité inévitable, dit S. Antonin, c'est-à-dire, lorsqu'étant attaqué par quelqu'un qui veut nous tuer, ou nous blesser grièvement, on se tue en se défendant & en gardant la modération requise, ne pouvant échapper autrement à sa violence, on n'est pas proprement coupable d'homicide, en tant que c'est un péché. (d)

Dicaftille s'objeete certains textes de l'Ecriture, qu'on a coutume d'alléguer pour prouver qu'il n'est jamais permis de tuer un homme pour sa propre défense; par exemple, le passage de S. Matthieu, où Jésus-Christ dit à S. Pierre qui vouloit défendre son divin Maître, & se défendre lui-même; *Quiconque aura pris le glaive, périra par le glaive*, & celui de S. Paul aux Romains: *Ne vous défendez pas, mes très chers; mais donnez lieu à la colere*. Il répond que ces textes & autres semblables ont différens sens; qu'on peut les entendre ou de la vengeance, ou d'une défense non nécessaire, telle qu'étoit celle de S. Pierre, ou d'une véritable attaque, comme l'explique S. Augustin, & que dans les saintes Lettres le mot, *se défendre* signifie souvent, attaquer & com-

Entr. Solam objici,
P. 16-17.

(b) Secundum Jura vim vi repellere licet cum moderamine inculpatae tutelae; nec est necessarium ad salutem ut homo actum moderatae tutelae praetermittat, ad evitandum occisionem alterius. D. Thom. 2. 2. qu. 64. art. 7.

(c) Si autem sit necessitas inevitabilis, ut homo occidat alium hominem... & hoc fiat cum moderamine inculpatae tutelae, hoc concessum est peccatis etiam perfectis.

non solum imperfectis. S. Bonav. Serm. 6. de decem precibus.

(d) Cum quis occidit alium necessitate ductus inevitabili, quia scilicet inusui ab alio volente occidere vel graviter vulnerare, se defendendo occidit, tenet de iure moderamine, cum alius non possit condere manus ejus, non est propriè homicida; proinde licet homicidium dicimus peccatum. D. Augustinus 2. p. 118. 7. c. 3. q. 1.

mencer la guerre. L'auteur en donne deux exemples, que le Rédacteur a supprimés. „ C'est ainsi, poursuit-il, qu'au Chap. 1. de „ Judith, Nabuchodonosor voulant commencer la guerre par „ subjuguier les nations qui ne lui étoient point soumises, appelle „ *défense* l'attaque à laquelle il se préparer : *Et il jura, dir l'E-* „ *criture, par son Trône & par son Empire, qu'il se défendrait de ces* „ *régions &c.* Et au Chap. 2 ; *Il fut dit dans le Palais de Nabuchodo-* „ *nosor Roi des Assyriens, qu'il se défendrait ;* quoique personne ne „ l'attaquât & ne violât les droits. “

Le Rédacteur voudroit sans doute faire croire que Dicastille force ici le sens des paroles de l'Ecriture, pour les adapter à sa doctrine. Mais ce reproche tombe plutôt sur les Rigoristes qui refusant à l'homme le droit de se défendre, & de tuer, s'il le faut pour sauver sa vie, un injuste agresseur, droit que lui donnent toutes les loix divines & humaines, prennent à la lettre & dans le sens le plus étroit certains textes de l'Ecriture, qu'il faut entendre avec quelque explication. Tel est le passage de S. Matthieu, lequel, selon l'interprétation de S. Augustin, doit s'appliquer à celui qui s'arme contre la vie d'un autre, sans y être autorisé par aucune puissance légitime, qui le lui ordonne, ou le lui permette. *Ille utitur gladio male, qui nullâ superioris ac legitimâ potestate, vel jubente, vel concedente, in sanguinem alicujus armatur.* Or l'autorité de la Loi naturelle, de la Loi civile, de la Loi canonique, en un mot de toutes les loix, qui permettent de se servir du glaive pour défendre sa vie contre un agresseur injuste, est sans doute une autorité légitime.

Venons aux conséquences que les Théologiens & les Jurisconsultes tirent du principe de la défense de soi-même.

Première conséquence. Dès que la défense de soi-même est de droit naturel, il s'ensuit, ou il paroît s'ensuivre, que tout homme jouit de ce droit, & qu'il ne peut en être dépouillé dans aucune circonstance de lieu ni de tems ; parceque ce qui est de droit naturel, l'est pour tout le monde, dans tous les lieux & dans tous les tems ; & qu'ainsi un Prêtre même & un Prêtre actuellement occupé à l'Autel, a droit de se défendre contre un scélérat qui viendrait subitement l'assaillir ; que s'il le tuoit en se défendant, on ne pourroit lui en faire un crime, supposé qu'il n'eût point eu d'autre moyen

d'éviter la mort, qu'il n'encourroit aucune irrégularité, parcequ'il seroit dans le cas de la Clementine, *si furiosus*, & qu'il pourroit par conséquent, à prendre la chose en soi, & en faisant précision de toute autre circonstance accidentelle, achever le sacrifice qu'il auroit interrompu.

Cette décision est de presque tous les Théologiens, suivant le témoignage de Binsfeld; (e) & je ne crois pas même qu'elle ait été contredite par aucun de ceux qui admettent le principe d'où elle dérive: S. Antonin est exprès sur cette matière. „ La défense susdite „ est permise, dit-il, en tout lieu, même dans l'Eglise, à quelque „ office que l'on soit occupé; en sorte que si un Prêtre célébrant la „ Messe est attaqué, & qu'il ne puisse échapper autrement, il lui „ est permis de se défendre & de tuer son Agresseur; & en ce cas „ il peut reprendre le sacrifice, pourvu que toutes les circonstances „ dont parle la Clémentine, *si furiosus*, se soient rencontrées dans sa „ défense: car il ne commet en cela aucun péché, & il n'est point „ irrégulier, comme il est prouvé dans ladite Clémentine, (f) .

La Clémentine dont il s'agit, est si souvent citée par les Théologiens & les Canonistes, que nous ne pouvons nous dispenser de la rapporter ici, La voici. „ Si un furieux, un enfant, ou un homme „ dans le sommeil, mutile ou tue un autre homme, il n'encourt „ pas pour cela l'irrégularité; & nous jugeons qu'il en est de même de celui qui ne pouvant éviter la mort autrement, tue ou „ mutile son Agresseur. *Si furiosus, aut infans seu dormiens hominem mutilis seu occidat, nullam ex hoc irregularitatem incurrit: Et idem de illo censemus, qui mortem aliter vitare non valens, suum occidit vel mutilis invasorem.*

(e) Unde contingit quod Doctores ita dunt, si quis injustè Sacerdotem invadat statum in altari & divina celebrantem; Sacerdos potest interrumpere officium, & se defendere; & si cum moderamine iusto talem offendentem occidat, Missam perficere licitum est ei. S. Antoninus . . . Angelus, Sylvester, Joannes à Liguano, Panormitanus, Marinus Socinus, Marfall. Andreas Gail: Ratio assignatur, quoniam talis Sacerdos nec peccat, nec irregularitatem incurrit. Binsfeld de injur. & damno dato cap. 1. qu. 5. concl. 3.

(f) Item licet est prædicta defensio in omni loco, etiam in Ecclesia . . . in quocumque officio occupato; ita quod etiam Celebrans, si invadatur & aliter evadere non potest, licitum est se defendere & occidere . . . Et si sic se defendendo occiderit, potest etiam reassumpto officio celebrare, dum modò adfuerint ea de quibus loquitur Clementina, *Si furiosus*: nam nullum peccatum in hoc facit, nec irregularitatem incurrit, ut probatur in dicta Clementina. D. Anton. 3. part. tit. 4. cap. 3.

Il est vrai que le cas du Prêtre à l'Autel a quelque chose de fort choquant au premier aspect : mais il faut faire attention que les Théologiens, de même que les Philosophes, prennent souvent les objets dans un état de précision, qui n'a lieu que rarement dans la pratique; que dans le cas en question, ils supposent, quelque difficile que cela soit, qu'on n'a en vue que de se défendre, qu'on n'est point sorti des bornes de la modération, & que les circonstances sont telles qu'il ne peut résulter aucun scandale de voir à l'Autel un Prêtre qui, malgré lui & à son corps défendant, s'est souillé du sang d'un injuste & violent agresseur.

Or en prenant la chose dans cet état de précision, cette première conséquence paroît liée avec le principe; & jusqu'à ce que le Rédacteur ait prouvé le contraire, il n'est point en droit de dénoncer pour ce sujet Fagundez, Extrait, *si Sacerdos*, pag. 404, Azor, Extrait, *quaretur an sit*, pag. 459, 460, & Lessius, Extrait, *notandum*, pag. 485. Encore moins est il en droit de condamner Azor, Extrait 3^o *quaritur*, pag. 459, & Lessius dans l'Extrait cité, qui étendent aux Clercs & aux Religieux le droit de défendre leur vie, aux dépens de celle d'un injuste Agresseur : d'autant plus qu'ils ont suivi en cela S. Antonin & le torrent des Théologiens. *Præterea autem defensio*, dit le Saint Archevêque de Florence, *modo prædicto licita est universaliter non solum Laicis, sed etiam Clericis & Religiosis*.

Du droit de la défense de soi-même les Théologiens inferent en second lieu qu'un malfaiteur même peut défendre sa vie contre ceux qui de leur autorité privée voudroient la lui ôter; parceque nul particulier n'a droit sur la vie d'un autre, quelque coupable qu'il soit. Où est donc le crime d'Amicus, pour avoir dit, Extrait, *insertur 2^o* pag. 410, *qu'un malfaiteur a le même droit* (de défendre sa vie,) *contre ceux qui l'attaquent de leur autorité privée*? Ce droit a paru si incontestable aux Théologiens & aux Jurisconsultes, qu'un très-grand nombre de moins de ces derniers, ont prétendu, au rapport de Julius Clarus, qu'un homme pros crit avec pouvoir à quiconque de le tuer, pourroit se défendre contre ceux qui entreprendroient de le faire; ce qui est absolument insoutenable, & ce qui n'a été soutenu par aucun Jésuite.

Ils inferent en troisième lieu, que quand même on auroit donné personnellement

personnellement sujet de nous attaquer, on conserve le droit de défendre ses jours; & qu'ainsi un adultere, par exemple, surpris même en flagrant délit, peut disputer sa vie contre le mari ou le pere de la femme avec qui il a péché, si ceux-ci veulent la lui ravir; parceque par l'injure qu'il a faite au pere ou au mari il n'a pas perdu le droit naturel de défendre sa vie, & qu'ils n'ont point acquis celui de la lui ôter.

Cette conséquence a été contredite par quelques auteurs, entre autres, par les Jésuites Toler & Comitulus; mais elle est soutenue par le commun des Théologiens, selon le témoignage de Sylvius, (g) & du Cardinal Capisucchi. Tostat veut même que dans ce cas l'adultere soit obligé de tuer l'assaillant, sous peine de péché mortel & d'être homicide de soi-même; ce qui est manifestement un excès. Mais pour la conclusion en elle-même, telle qu'on vient de l'énoncer, si l'on condamne Amicus pour l'avoir soutenue dans l'Extrait *Inferieur* 29, pag. 410, on ne peut se dispenser de condamner avec lui la plupart des Casuistes. Nous l'avons déjà dit cent fois, ce droit de condamner des décisions de Morale, n'appartient ni à nous, ni au Rédacteur, mais aux premiers Pasteurs: nous répondons de notre pleine & entière soumission, dès qu'ils auront prononcé.

Les Théologiens & Jurisconsultes inferent en quatrième lieu, que la défense de soi-même étant de droit naturel, il est permis de résister à un agresseur injuste quelconque, & de mettre sa vie à couvert au péril de la sienne, lorsqu'on n'a pas d'autre moyen. C'est la décision expresse de la Loi. *Sed etsi quicumque ferro se petentem quis occiderit, non videtur injuriâ fecisse.*

Il auroit été à souhaiter que les auteurs eussent eu assez de discrétion pour s'en tenir au principe général, sans en faire l'ap-

Tol. in l. r. Sacerd.
lib. 2. cap. 1.
Comit. quest.
mor. lib. 4. qu.
10. n. 11.
Abulens in cap.
11. Joſue qu. 22.

lib. 9. tit. 2.
l. 1.

(g) Queritur 2^a utrum is qui suâ culpâ invaditur possit se defendendo occidere invasorem, si aliter non possit evadere. Respondeo posse, quia is qui injustè invaditur, potest se tueri etiam occidendo invasorem; quando non est aliud remedium evadendi: quamvis autem ille qui suâ culpâ invaditur, peccet faciendo id quod agit,

injustè tamen invaditur, cum aggreſſor non habet jus ipsam occidendi. Ergo potest se tueri etiam invasorem occidendo. Ita Bannes, Petr. Navarr. & alii communiter. Unde sequitur quod qui ad alienam mulierem &c. Sylvius in 2. 2. qu. 64. art. 7. Capisucchi qu. 5. p. 244. et qu. 10. p. 3. 2.

Suite de la III. Partie.

C c c

plication à plusieurs cas particuliers pour lesquels il est plus avantageux d'ignorer qu'on peut user de ce droit , quand même il seroit permis d'en user. Les détails sur certaines matieres sont toujours dangereux , sur-tout dans la matiere dont il s'agit , qui intéresse de si près l'ordre & le bien public. En supposant le principe vrai , l'application n'en est pas toujours juste ; il se peut faire que ceux qui lisent ces décisions , les prennent dans une extension qu'elles n'ont pas , & qu'ils en abusent , en se croyant faussement dans les circonstances où la chose seroit permise. Aussi les livres où ces sortes de détails sont consignés , n'ont-ils jamais été composés pour être mis entre les mains de tout le monde : ils sont destinés à l'instruction des seuls Confesseurs , qui n'ont garde d'ouvrir la bouche devant leurs Pénitens sur ces matieres, & qui n'ont occasion d'user de ces connoissances que dans des cas très-rares.

L'imprudence , le scandale même est donc tout entier du côté du Rédacteur , qui a tiré ces détails des gros volumes où ils étoient cachés , pour les exposer aux yeux du public , non seulement en latin , mais en langue vulgaire. Pour nous , les inconvéniens inévitables dans ces sortes de discussions , nous ont fait balancer longtems si nous ne les ensevelirions pas dans un profond silence , dûssions-nous sacrifier en ce point les droits que nous donne une défense d'autant plus légitime , qu'elle est forcée. Le parti que nous avons pris , est de n'en parler qu'autant qu'il est nécessaire , non pour justifier la doctrine de quelques-uns de nos auteurs , mais pour excuser leur personne.

Amicus donc , Dicastille , Azor , Lessius & Busenbaum disent qu'un fils contraint par la barbarie d'un pere dénaturé , qui porte sur lui des mains parricides , peut au défaut de tout autre moyen , employer la voye de défense , & que dans les tristes suites de l'usage de ce droit , il est plus à plaindre qu'à condamner , au cas qu'il n'ait eu d'autre motif que celui de se défendre , & qu'il l'ait fait avec toute la modération requise. Ils ne sont pas les auteurs de cette décision , qui se lit dans S. Antonin , *part. 3. tit. 4. cap. 3.* & dans une foule de Théologiens & de Jurisconsultes , qu'il est superflu de citer. M. de Monclar dit lui-même qu'à l'exception d'un cas dont nous parlerons tout à l'heure , la défense de soi même est légitime

& naturelle dans tout autre , & par conséquent dans celui dont il est ici question. L'équité demande donc qu'on excuse nos auteurs, qui n'ont parlé qu'après une infinité d'autres ; du reste , quoiqu'il en puisse être de cette décision dans la spéculation , il est certain que dans la pratique il est presque impossible à un fils de se défendre de la sorte , sans aller au delà des bornes rigoureusement prescrites , pour qu'il n'y ait point de péché , qu'un sage Confesseur est toujours autorisé à présumer qu'une telle action , fût-elle innocente en elle-même , est coupable dans ses circonstances ; & qu'enfin lorsqu'il a à craindre que les divisions entre un pere d'un caractère violent & brutal , & son fils , n'aboutissent de la part du pere à des excès qui révoltent la nature , son devoir est de prescrire au fils la douceur , la soumission , l'obéissance , & de ne jamais lui laisser entrevoir , qu'à quelque extrémité que les choses soient portées , il puisse opposer la violence à la violence.

Ce qu'on vient de dire doit s'appliquer à ce qu'enseignent ces mêmes auteurs, touchant la défense d'un serviteur vis-à-vis de son maître , & d'un Religieux vis-à-vis de son supérieur.

Pour ce qui est des ministres de la Justice , quelqu'innocent qu'on soit , quelqu'injuste que soit en elle-même la Sentence qui nous condamne à perdre la vie , dès-là que les apparences sont contre nous , & que le Juge ne nous condamne que *secundum allegata & probata* , on est obligé de se soumettre à ce qu'il a jugé , si on ne peut s'y soustraire sans violence. L'ordre public le demande ; le droit naturel nous dicte que le bien public doit être préféré au bien particulier ; & d'ailleurs les ministres de la Justice ne peuvent alors être censés injustes agresseurs , suivant l'axiome , *Juris executio non habet injuriam*. Aussi ne reproche-t-on à aucun auteur Jésuite d'avoir enseigné le contraire de cette doctrine.

Ce qu'on reproche à cinq d'entr'eux , c'est d'avoir dit que si ceux qui doivent protéger l'innocence , se servent de leur pouvoir pour l'opprimer , si sans raison légitime , sans observer les formalités de la Justice , sans qu'on ait produit aucune charge , ou que le crime ait été juridiquement prouvé , les Juges vouloient mettre la main sur quelqu'un pour lui ôter la vie , ou le livroient à l'exécuteur public , il seroit en droit de se défendre , supposé qu'il le pût faire sans scandale.

Ccc 2

Ce cas, de la maniere dont il est énoncé, ne peut avoir lieu que très rarement, nous convenons que si les décisions des Casuistes étoient faïres pour d'autres que pour les Confesseurs, on pourroit abuser de celle-ci, faure de prendre la pensée de ces Auteurs dans toute la précision nécessaire. Mais ce n'est point à eux à répondre des abus que leur doctrine n'auroit jamais causés, si l'imprudent Compilateur ne l'avoit divulguée. Ils ont suivi en cela le torrent des Théologiens & des Jurisconsultes. Sayr donne cette décision comme certaine & indubitable : *pramissam certa & indubitata*. S. Thomas traitant cette question, dit que si on est condamné à mort contre les règles de la justice, une telle Sentence est semblable à la violence des brigands, selon ces paroles d'Ezéchiel, *ses chefs*, c'est-à-dire ses Juges, *sont au milieu d'elle, comme des loups qui ravissent une proie pour repandre le sang*. C'est pourquoi, poursuit le S. Docteur, de même qu'on peut résister à des brigands, ainsi il est permis en ce cas de résister à des Juges iniques. Si ce n'est peut être qu'il y eût du scandale auquel il faudroit obvier, à raison de quelque grand désordre qu'il seroit à craindre que cette résistance ne fit naître. *Et idèd sicut licet resistere latronibus, ita licet resistere in tali casu malis principibus. Nisi forte propter scandalum vitandum, cum ex hoc aliqua gravis turbatio timeretur.*

Les Magistrats qui ont écrit sur cette matiere, parlent comme S. Thomas. „ Il faut entendre, dit Barthélemy de Chasseneux, disciple du célèbre Jason, & premier Président au Parlement de Provence, „ ce que j'ai dit, qu'il n'est pas permis de résister à un Officier de justice qui exécute une Sentence, dans le cas où il l'exécute justement ; car si l'exécution est injuste, on peut impunément lui résister. „ Il cite là-dessus les Jurisconsultes les plus fameux, & ce que ne font point les Jésuites, il va jusqu'à donner à un tiers ce droit de résistance en faveur de l'innocent opprimé par les Juges.

Farinace dit que tous les Auteurs admettent qu'on peut résister à un Juge ou à ses Officiers & exécuteurs, dans les cas d'une injustice notoire. *Judici injuste exequenti, ejus officialibus & executoribus posse de facto resisti admittunt omnes.*

M. de Monclar lui-même ne convient-il pas, comme on l'a déjà

Blav. reg. lib.
12. cap. 19. n. 1.
2. 1.

2. 2. qu. 69.
22. 4.

In consuet. Burg.
Rub. 137. vacu
mandat, n. 3.

Flax. Crimin.
tom. 2. n. 93.

vû, que la défense de soi-même est légitime & naturelle dans toute autre circonstance que celle où l'injuste agresseur est le Souverain même auquel on obéit. En admettant ce principe, peut-il condamner Azor, Extrait, *Si tamen Iudex*, pag. 397, & Fagundez, extrait, *Si Iudex iniquus*, pag. 406, pour avoir dit que si un Juge mettoit par lui-même ou par ses ministres la main sur nous, pour nous ôter la vie contre toute justice, & tout ordre judiciaire, la défense seroit légitime ? Peut-il condamner cette décision de Dicastille, extrait, *Deinde etiam*, pag. 434, & de Lacroix, extr. *Innocens*, pag. 443, que si les satellites & autres ministres de Justice vouloient traîner au supplice un innocent qu'ils reconnoitroient pour tel, & dont l'innocence seroit d'ailleurs notoire & manifeste, il seroit en droit de résister à leur violence ? Peut-il condamner Amicus, parcequ'il a dit dans l'extrait *Infertur* 2^o pag. 410, que si quelqu'un vouloit de son autorité privée ôter la vie à un malfaiteur, ou sans observer les formes de droit, ou pour un crime qui ne pourroit être prouvé en justice, il seroit autorisé à se défendre ?

Ces auteurs ne permettent donc que ce que permet le Magistrat même qui les accuse. Du reste, ils nient formellement qu'on puisse se défendre contre les ministres de la Justice, quelqu'innocent qu'on soit, lorsqu'ils observent les formalités prescrites. C'est-là proprement l'assertion d'Azor; l'extrait rapporté par le Rédacteur n'en est que l'exception & encore l'exception défigurée par d'infidèles suppositions: voyez la première Partie, p. 416. Fagundez, Dicastille, Amicus, & Lacroix sont du même sentiment qu'Azor. Il étoit d'autant plus conforme à l'équité de leur tenir compte de cet enseignement, qu'il s'est trouvé plusieurs célèbres Théologiens & Jurisconsultes, qui ont prétendu qu'un innocent jugé coupable, *secundum allegata & probata*, pouvoit défendre sa vie contre les Juges & les autres ministres de la justice, pourvu qu'il n'y eût point de scandale à craindre : opinion fautive & scandaleuse, dont on ne trouvera aucun vestige dans les Jésuites dénoncés.

Ces mêmes Jésuites nient de plus avec S. Thomas, qu'on soit en droit de se défendre, lorsque par une iniquité formelle & réfléchie les Juges en veulent à notre vie, s'il y avoit du scandale à

craindre : c'est-à-dire , qu'ils exigent que l'injustice soit notoire & manifeste à tout le monde, du moins par le défaut de formalités: pat exemple, dit Azor , » Si sans accusateur , sans partie ou dé- » nonciateur , sans témoins , sans jugement , sans diffamation , » sans preuve , les Juges vouloient nous ôter la vie. »

Fagundes exige pareillement que le Juge soit inique , & qu'il n'ait point procédé selon l'ordre judiciaire : *Si tamen Iudex iniquus esset , & processisset juris ordine non servato*. Il veut qu'il ne puisse provenir aucun scandale de la résistance qu'on lui opposeroit ; parceque la raison du scandale , dit-il , oblige souvent à s'interdire bien des choses , d'ailleurs permises en rigueur de droit. *Quia propter scandalum multa sunt saepe omittenda , quæ de rigore Juris fieri possunt.*

De Just. & Jur.
lib. 2. disp. 6.
n. 103.

Dicastille à la suite de son Extrait s'exprime ainsi. » J'ai dit , le » scandale mis à part , parcequ'en plusieurs rencontres , mais sur- » tout lorsqu'on ne peut se défendre que par la force contre le » Juge ou ses ministres , il ne sera pas permis d'employer cette » voye , à cause du scandale qui en résulteroit , & du trouble » qu'on causeroit à la République & au bien commun préférable » au bien particulier. »

Lib. 4. n. 2525

Lacroix dit pareillement qu'une des raisons pour lesquelles il n'est pas permis de résister positivement au Juge , dans la vue de se soustraire à une Sentence matériellement injuste , c'est celle du scandale : *Tum ob scandalum* : raison qui a lieu également dans le cas où l'injustice seroit formelle , sans être notoire. S'il permet même de fuir pour éviter la mort à laquelle on est injustement condamné , ce n'est qu'autant que le bien public n'y est point intéressé : *Nisi tamen bonum publicum aliud postulet.*

To. 5. disp. 16.
scd. 4. n. 62.

Amicus , après avoir dit qu'à prendre la chose en soi , un innocent condamné injustement pour un crime supposé , n'est point tenu d'obéir au Juge qui a porté une Sentence inique , ajoute qu'il y est obligé à cause du scandale. *Insertur 6° innocentem ob falsum crimen damnatum injuste , per se non teneri Judici injuste damnanti obedire. Dixi per se , quia ratione scandali tenetur.*

Si le Rédacteur n'avoit point supprimé cette importante limitation , tout Lecteur instruit auroit vu que ces Ecrivains , en

admettant une doctrine généralement reçue , ont eu soin de prévenir l'abus qu'on en pourroit faire contre l'ordre public.

Deux Jésuites cités sous l'homicide , & huit ou neuf autres cités sous le Régicide , ont étendu le droit de la défense de soi-même , au cas où le Prince est l'injuste agresseur , lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de garantir ses jours de sa violence.

Sur cela nous ne balançons point à les condamner. La personne du Prince doit toujours être sacrée & inviolable. Il est l'Oingt du Seigneur , & ce caractère fait un devoir au sujet de respecter ses jours , même aux dépens des siens propres. De ce que le Prince n'a point le droit de l'attaquer violemment dans sa vie , il ne s'ensuit pas qu'il puisse la défendre en mettant en danger celle de son Souverain. De plus , la raison du bien public , & des troubles toujours à craindre dans un Etat , à la mort d'un Prince , quelque méchant qu'on le suppose , oblige tout sujet à s'immoler en ce cas pour le bien public.

Après cette déclaration , on ne peut pas trouver mauvais que nous fassions remarquer , 1^o que les Jésuites ne sont pas les auteurs de cette décision. Ils l'ont trouvée sans aucune restriction dans S. Antonin , *part. 3. tit. 4. cap. 3.* dans Gerson , *part. 2. tit. Regula morales* , §. de *Præceptis Decalogi* , pag. 28 , & dans beaucoup de Théologiens & de Jurisconsultes dont la prudence ne nous permet pas de rapporter , ni même d'indiquer les paroles.

2^o Que presque tous ces Jésuites ont mis à leur assertion , une restriction , qui rend infiniment rare , ou même impossible dans la pratique , ce cas que M. de Monclar lui-même reconnoît être *Métaphysique*. Cette limitation a pour objet le scandale , les troubles , les défordres que la mort du Prince pourroit causer dans l'Etat , scandales , troubles & défordres presque inévitables & toujours à craindre.

Note 70. pag. 117.

On la lit cette exception dans l'extrait *Ad defensionem* , pag. 535 de Busembaum : *Nisi fortè propter mortem illius securura essent nimis magna incommoda*. On la lit dans l'extrait d'Azor , *Quæritur quis* pag. 460. *Nisi magna in Rempublicam damna ex occisione illius timerentur*. On la trouve dans l'extrait de Tanner , *Affertio 2^a* , pag. 489 : *Habita imprimis ratione boni communis , & Reipublica tranquilli-*

tatis secundum ordinem charitatis : On la trouve dans l'extrait d'Amicus, *Inferitur* 1^o pag. 410 : *Nisi, ut notavit Sotus, quando ex morte superioris aut publica persona magnum aliquod damnum timeretur Reipublica*. La raison qu'en apporte Amicus, & qu'on a supprimée dans le Recueil, est que „ Comme dans un pareil cas chaque particulier est obligé de souffrir la mort pour le bien & la tranquillité publique ; de même celui qui est attaqué doit se laisser tuer, „ plutôt que de tuer l'agresseur, de la vie duquel dépend cette „ tranquillité. “

Si on ne voit point cette limitation dans l'extrait de Dicastille, *Colligitur ulterius*, pag. 434, c'est qu'il l'avoit exprimée plus haut au nombre 25, où il dit : Pourvu que l'agresseur ne soit pas tellement utile à la République, que sa mort doive lui causer un grand préjudice ; auquel cas il faut plutôt souffrir la mort que la donner, à cause du bien public qu'on doit préférer au bien particulier. *Dummodo invasor non sit isa utilis Reipublica, ut ex ejus morte sequatur magnum Reipublica damnum : quo casu debet potius, propter bonum publicum privato praferendum, mortem pati quam occidere.*

C'est par une raison semblable qu'elle ne se lit point dans l'extrait *Scripturus*, pag. 476, de Keller. Cet auteur avoit dit à la page précédente 118, que si le danger du Prince injuste agresseur, exposoit la patrie à quelque péril, les Théologiens décidoient qu'on est obligé de donner sa vie, plutôt que de se défendre contre lui. *Pro-nuntiant Theologi tibi potius tolerandum gladium, quam ut in autorem convertas ; quia tu & alii ex debito vitam impendis pro bono patria cum discrimine Principis periclitatura.*

Suarez qui dans l'extrait *Italique*, pag. 481, sur-tout dans la traduction où le mot *ordinariè* est supprimé, paroît permettre sans limitation à un sujet de défendre sa vie contre son Prince, qui veut la lui ravir de force ; Suarez, dis-je, dans son texte s'exprime d'une manière bien différente. *Dico autem, ORDINARIE' : nam si ex morte Regis Respublica perturbanda esset, aliave magna incommoda contra commune bonum esset passura, tunc charitas patria & boni communis obligaret ad non interficiendum Regem, etiam cum mortis propria discrimine.*

Lessius, immédiatement après ce qu'on lit dans l'extrait *Notandum*,
pag.

pag. 485, ajoute : *Unde, quod Sotus ait, si invasor sit Princeps, vel persona admodum utilis Reipublice, teneri me perpetui mortem, tantum verum est eo eventu, quo ex interitu alterius sequeretur magnum Reipublice damnum.*

A l'égard de Comitulus qui dans l'extrait *sciscitari* pag. 515, paroît rejeter la limitation précédente mise par Soto, il est clair qu'il n'a jamais prétendu qu'on ne fût point obligé de souffrir la mort, plutôt que de la donner à un injuste agresseur, lorsque le bien de l'Etat nous en fait un devoir. Car il établit que le droit naturel nous impose une obligation étroite de préférer le bien public au bien particulier. De plus dans l'endroit même cité par le Rédacteur, il rapporte & adopte le texte de S. Thomas, qu'on a vu plus haut, *Sicut licet resistere latronibus* &c. Enfin il ajoute que la décision de S. Thomas avec sa limitation, n'est contredite par aucun Théologien ou Sommistes. Lors donc qu'il déclare que le sentiment de Soto lui paroît douteux, & qu'il ne se souvient point d'avoir lu aucun auteur, qui traitant de la défense de soi-même, ait jamais fait un devoir de souffrir la mort à une personne injustement attaquée, il est manifeste qu'il ne parle point du cas où l'intérêt de l'Etat l'exige : puisqu'autrement il seroit en contradiction avec lui-même.

De onze auteurs Jésuites il n'y en a que deux, Lotin & Bécán, qui n'ayent point exprimé la limitation dont il s'agit. L'un & l'autre établissent comme certain, qu'il n'est jamais permis à aucun particulier de tuer un tyran, fut-il, dit Bécán, le plus cruel de tous les tyrans, si ce n'est dans le cas où cela seroit nécessaire pour la défense de sa propre vie. Bécán ajoute un *peut-être*, qui montre qu'il tient la seconde partie de cette décision pour douteuse. *Nisi forte ob necessariam visam suam defensionem.* Le Rédacteur, comme nous l'avons remarqué ailleurs, a sçu faire disparaître habilement le mot *forse* de la traduction du Recueil.

Je sçais qu'avec cette limitation l'assertion ne laisse pas d'être fautive & condamnable ; mais encore faut-il sçavoir gré à ces auteurs de l'avoir mise ; tandis qu'elle ne se trouve ni dans S. Antonin, ni dans Gerson, ni dans beaucoup d'autres ; tandis que quelques-uns, comme le Cardinal Capisucchi, disent qu'il

Suite de la 111. Partie.

D d d

Exce. Ceteris mor.
pag. 484.
Qu. autem est.
pag. 491.
Qu. est tyrannus.
pag. 494.

Qu. 1. p. 240.
Rouze 1484.

ne fuffit pas que les défordres qui doivent réfultcr de la mort du Prince foient probablement à craindre, mais qu'il faut qu'ils foient certains & inévitables, pour que l'innocent foit obligé de fubir une mort injufte; ce qui eft incomparablement plus mauvais que la propofition de Busembaum; tandis enfin que tout récemment Concina vient de combattre de toute fa force cette même limitation, prétendant qu'un Prince qui attaque la vie de fes fujets, ne peut être d'aucune utilité à la République, non pas même à raifon des malheurs que fa mort pourroit entraîner: ce qui eft abfolument faux, puifque la mort de Neron même occafionna des guerres civiles qui couterent plus de fang à l'Italie & à l'Empire Romain, que vingt Empereurs tels que Neron n'en auroient fait répandre.

Voilà ce que nous avions à dire pour excufer la perfonne des Jéfuites accufés. Pour leur doctrine, il y auroit de l'injuftice à l'attribuer à leurs Confreres. Car 1^o Filliucius, Fagundez & Antoine la réprouvent expreffément. La mort du Prince dans le cas même dont il s'agit, eft toujours, dit Filliucius, par elle-même & de fa nature un grand mal pour la République. *Magnum enim damnum per fe & ex naturâ rei creatur Reipublica, cum Princeps occiditur.* Il n'héfite pas à prononcer, que fi l'injufté aggreffeur eft le Roi, un Prince, ou une perfonne très-utile au bien public, celui qu'on attaque, s'il eft d'un rang ordinaire, ou d'une moindre utilité pour l'Etat, eft obligé de fouffrir la mort plutôt que de la donner: *Tenetur non occidere inuaforem.*

Fagundez dit auffi que les fcandales & les défordres qui fuivroient de la mort du Prince, étant à craindre dans le cours ordinaire des chofes, régulièrement & communément parlant, il fera toujours illicite de mettre fa vie à couvert aux dépens de celle du Prince: *Qua cum regulariter timeantur, regulariter & communiter loquendo femper hoc erit illicitum.* Il ajoure que la perfonne d'un injufte aggreffeur quelconque peut être d'une telle utilité pour le bien commun de l'Etat, que felon les loix de la prudence & de la charité, chacun foit obligé de fouffrir plutôt une mort injufte, pour fauver la vie à beaucoup d'autres, que de tuer celui qui l'attaque contre toute juftice: le droit naturel dictant qu'on doit préférer le bien commun à fon bien propre & perfonnel.

Tom. 4. lib. 7.
in Decal. diff. de
homic. cap. 5. n.
2. Venet. 1756.
& Romæ 1758.

Trad. 29. cap.
3. n. 42.

M. 5. P. xcrp.
local. lib. 5. cap.
3. n. 1.

Antoine , après avoir dit que pour la défense de la vie , on peut tuer un injuste agresseur actuel , exige plusieurs conditions pour que cela soit permis. La quatrième est que l'agresseur ne soit pas une personne nécessaire ou très-utile à la république , comme le Prince , un Général d'armée &c. parceque , selon l'ordre de la charité , le bien commun doit être préféré au bien d'un seul , ou d'un petit nombre de personnes. *Ut aggressor non sit persona Reipublica necessaria vel valde utilis , ut Princeps , Dux exercitus &c : quia ex ordine charitatis , bonum commune , utpote bonum multorum , præferri debet privato , quod est bonum unius vel paucorum.*

2° Bussembaum est le dernier que le Rédacteur cite comme ayant enseigné cette proposition , & Bussembaum est mort en 1668.

3° Certe même année 1668 , les Jésuites de France assemblés en Congrégation à Paris , écrivirent au Général , afin qu'il ordonnât que cette proposition fût corrigée ou retranchée ; & le Général répondit qu'il en avoit déjà averti l'auteur , mais que la mort l'avoit empêché de corriger l'endroit en question ; qu'il auroit soin qu'on mit un carton aux exemplaires de l'Edition de Lyon 1668 , qui n'étoient pas encore débités , & qu'il avoit recommandé qu'on fit de même pour les Editions suivantes. On peut voir ceci plus au long dans la Notice qui est à la fin de ce Volume , pag. lxxiv.

4° En 1757 les Jésuites de Paris & de Toulouse donnèrent une déclaration par laquelle ils désavouent & réprouvent dans les termes les plus formels la proposition susdite , & les autres jugées répréhensibles dans Bussembaum & Lacroix. Cette déclaration est rapportée plus bas sous l'article Régicide , chap. 3. art. 2.

Les Théologiens inferent en cinquième lieu , que comme on peut tuer un injuste agresseur , pour la défense de sa vie , on le peut aussi pour conserver l'intégrité de ses membres. Pierre Navarre garantit que c'est le sentiment de tous. *Colligo idem etiam licere ad vitandam mutilationem , ut fassentur omnes.* Que Tanner , *Assertio 1^a* , pag. 400 ; Dicastille , *Assertio primò* , p. 434 ; Lessius , *Notandum* , pag. 485 , & Bussembaum , *sua natura* , pag. 535 , ayent eu tort ou non d'enseigner la même chose , c'est ce qu'il ne nous appartient pas de décider ; mais l'équité ne permet pas de leur faire un crime personnel du sentiment commun.

D d d 2

De Jov. & Jud.
cap. 1. q. 6.

L. 1. c. 1.
n. 146.

Les Théologiens inferent en sixième lieu, que s'il n'y a pas d'autre moyen de mettre sa vie en sureré, on peut la défendre au péril même de celle d'un innocent qui se trouveroit interposé entre l'injuste agresseur & nous; pourvu qu'on n'ait pas intention de tuer cet innocent, & qu'on n'ait en vue que sa propre défense.

C'est aussi la disposition expresse de la Loi. Si quelqu'un, dit-elle, se trouvant en danger de perdre la vie, tue son injuste agresseur, ou un autre quelconque, soit, ajoute la Glose, que cet autre soit le compagnon de l'agresseur, ou non; il ne doit pas craindre qu'on lui en fasse un crime: *Si quis aggressorem, vel quicumque alium, in dubio vita discrimine constitutus occideris, nullam ob id factum metuere calumniam debet.* Fagundez dans l'extrait, *Unde licet*, pag. 406, n'a dit que cela; en quoi il est d'accord avec la Loi & le commun des auteurs, comme l'attestent Décimus & Julius Clarus. Aussi ce Jésuite cite-t-il ces autorités avec celles de plusieurs autres Jurisconsultes, dont on ne voit nulle trace dans l'extrait, non plus que des modifications qu'il met à son assertion, & des preuves dont il l'appuie. Dans l'extrait, *Esque adè*, pag. 406. du même auteur, où il dit que la défense de notre vie est licite, quand même il y auroit du danger pour la vie d'un innocent interposé, *Cum periculo vita alicujus alterius innocentis interpositi*; le mot, *interposé*, tout essentiel qu'il est au sens, a disparu de la version françoise du Recueil.

Examinons ici quelques Extraits de Marin qui ont rapport à cette sixième conséquence, & que le Rédacteur a détournés de leur véritable sens par une exposition pleine d'artifice.

Extra. Suppl. 3.
pag. 413.

Qui ne croiroit en effet à la lecture du premier de ces Extraits, que si Marin veut bien supposer qu'Innocent XI a condamné avec raison la trente-quatrième proposition que voici: *Il est permis de procurer l'avortement avant que le fœtus soit animé, de peur que la grosseffe de la fille étant découverte, elle ne soit mise à mort ou diffamée*; il pense cependant qu'on pourroit douter de la légitimité de cette condamnation? Et à quelle autre fin auroit-on rapporté cet Extrait, & l'auroit-on tronqué, comme on a fait, si on n'avoit voulu insinuer que telle est la pensée de cet Auteur?

Extra. Suppl. 4.
Id.

Qui ne croiroit en lisant le second, que Marin doute du moins s'il

ne seroit pas permis de procurer directement l'avortement d'un fœtus inanimé, pour éviter un danger certain de la Mère qui mourroit de maladie, si elle continuoit d'avancer dans la grossesse ?

Qui ne se persuadetoit encore à la lecture du troisieme, que Marin mer- Extr. lui sert,
ib. d.
en problème, si dans le cas où l'avortement seroit un moyen unique & nécessaire pour cacher le crime & éviter l'infamie, on ne pourroit pas admettre la doctrine de la proposition condamnée ?

Enfin qui ne s'imagineroit en lisant le quatrième, que cet Auteur Extr. Et sert,
ibid.
regarde aussi comme douteux s'il n'est pas permis de procurer l'avortement d'un fœtus inanimé, pour éviter non sa propre infamie, mais celle d'une Communauté Religieuse ?

Rien cependant de plus faux & de plus calomnieux que ces imputations : & il ne faut pas aller bien loin pour en trouver la preuve ; elle se tire de ce qui suit immédiatement dans l'Auteur. La question qu'il traite est celle-ci. Est-il permis à une femme de procurer directement l'avortement du fœtus inanimé, pour éviter le danger de mourir de maladie, & indirectement l'avortement du fœtus animé pour la même fin. Après quelques préambules, d'où le Rédacteur a tiré les Extraits qu'on vient de voir, Marin répond que les sentimens sont partagés sur cette question. „ Le premier sentiment, dit-il, veut qu'il soit permis de procurer directement l'avortement d'un fœtus certainement inanimé, pour éviter la mort dont on est certainement menacé par la maladie, ou par la difficulté de l'enfantement. C'est le sentiment de S. Antonin, de Sylvestre, de Fumus, de Jean de Naples, de Navarre, de Covarruvias &c. La seconde opinion nie que cela soit permis. Ainsi le pensent Vasquez, Pierre Navarre, Basile Ponce, Sayr, Castro-Palao, Comitulus, Amicus, Filliucius, de Lugo, Lessius &c.

Marin déclare qu'il s'attache à ce second sentiment : *placet mihi hac sententia* ; & il le prouve par deux raisons qu'on peut lire chez lui ; ensuite il répond aux objections que font les partisans de l'autre opinion.

Il est donc évident que Marin est bien éloigné dans le premier Extrait, d'infinuer qu'on puisse douter que la proposition 34 ait été justement condamnée par Innocent XI. Il est évident que lorsqu'il dit dans le second, que celui-là n'est pas dans le cas de la condam-

nation, & n'encourt pas les peines & censures du Décret qui croit, soit à tort, soit avec raison, qu'il est permis de procurer directement l'avortement d'un fœtus inanimé, pour éviter le danger certain de la Mere qui inouroit de maladie, si elle continuoit d'avancer dans sa grossesse; il est, dis-je, évident, que cette expression, *soit à tort, soit avec raison*, ne signifie pas que Marin laisse en doute si la chose est permise ou non, puisque, lorsqu'il est question de décider, il se déclare pour la négative; mais qu'elle signifie seulement que l'opinion qui permet l'avortement en ce cas, fût-elle fautive, comme le pense Marin, n'est pas comprise dans la condamnation de la proposition 34.

Il est encore évident que lorsqu'il dit qu'on pourroit peut-être admettre la doctrine de la proposition condamnée, pour éviter l'infamie, dans le cas où ce seroit le moyen unique & nécessaire pour cacher le crime & éviter l'infamie; il n'exprime pas son propre sentiment, puisqu'il nie expressément qu'il soit jamais licite de se procurer l'avortement, non seulement pour éviter l'infamie, mais la mort même, & une mort qu'on n'auroit pas méritée d'ailleurs. Cet auteur ne paroit douter si dans ce cas on encourroit les peines du Décret, que parcequ'il y a eu des Théologiens qu'il cite, & dont le Rédacteur a supprimé les noms, qui ont pensé que ce cas n'étoit point compris dans la proposition condamnée. J'en dis autant de ce qu'on lit dans le quatrième extrait, qui contient à peu près la même calomnie.

Mais, dira-t-on, Marin décide du moins dans le second extrait, qu'on n'encourt pas les peines du Décret, si l'on croit l'avortement du fœtus inanimé permis, pour sauver la vie à la mere. Il est vrai; Marin le décide, & il ne pouvoit pas en dire moins d'un sentiment qu'il rejette, mais qui n'est pas condamné, & qui a pour lui de très-grandes autorités. Habert qui n'est pas accusé de relâchement, assure que le commun des Théologiens, après S. Antonin, affirment que si le fœtus n'est point animé, il est permis d'en débarrasser la mere, lorsqu'elle court risque de perdre la vie. Il ajoute avec Jean de Naples, que le Médecin peut & doit même procurer l'avortement, si on ne peut sauver autrement la vie de la mere. *Medicinus non solum possit, sed etiam debere factum ejicere, si saluti matris aliter consuli non possit.*

L'imputation faite à Marin dans le cinquième & dernier extrait n'est gueres moins calomnieuse. Il décide à la vérité qu'une femme enceinte qui est en danger de mort, peut user de la saignée & des autres remèdes propres à lui sauver la vie, quoique son fruit soit probablement animé, & qu'il y ait danger qu'il ne périsse ; mais ce n'est qu'après avoir décidé, comme on vient de voir, qu'il n'est jamais permis, lors même que le fœtus n'est pas encore animé, de rien faire qui tende directement à l'avortement : ce n'est qu'en supposant 1° que si la mort du fœtus s'ensuit, c'est par accident, & contre l'intention de la mere, qui n'a nullement en vue cette mort, ni comme fin, ni comme un moyen de sortir du danger extrême où elle se trouve. *Quia mors fœtus in eo casu consideranda est per accidens contingere, non solum quoad intentionem matris, sed etiam quoad executionem.* 2° qu'il n'y a pas d'autre moyen de sauver la vie de la mere, & que les remèdes sont jugés nécessaires pour cette fin. *Habet jus utendi remediis qua judicantur necessaria ad ejus conservationem.* Ainsi le traducteur a commis une falsification, en rendant jusqu'à deux fois ces mots, *medicamentis salutaris*, par, *remèdes utiles*, tandis qu'ils signifient dans la pensée de Marin, & par la suite de son texte, *des remèdes nécessaires à la conservation de la mere.* 3° qu'il n'y a aucune espérance que la mere venant à mourir, l'enfant puisse survivre, & recevoir le Baptême, ou du moins, que cela est très-incertain ; *Quia id est incertissimum.* Car du reste il décide que s'il y a une espérance bien fondée que l'enfant puisse recevoir le Baptême, la mere doit sacrifier sa vie pour le lui procurer. *Puella tenetur ex justitia vel ex charitate subvenire infanti ne decedat sine Baptismo, non solum cum jactura honoris & fame, sed vite.*

Extr. G. avis. d'a.
lum., avec l'abo-
néé suiv. p. 414.

Trad. 19. de
Bapt. scd. 7. m.
107.

Or avec ces restrictions & ces modifications, Marin ne dit que ce qu'enseignent la plupart des Théologiens, (h) fondés sur ce que la mere venant à mourir, le fœtus ne peut moralement lui survivre ; & qu'au contraire en sauvant la mere, il se peut faire

(h) Si prægnans post fœtus animationem in periculosum morbum incideret, nec aliud remedium esset, possunt illi præberi pharmaca tendentia in curationem illius, ut sectio venæ, pharmaca purgativa,

Balnea &c. licet per accidens sequatur abortus ; quin mater habet jus ad servandam vitam talibus remediis. Ita Doctores communiter contra Pontium. Summa Divina. H. abortus. n. 14.

qu'on sauve aussi son fruit : & encore sur ce que , quand même le fœtus devoit périr , il vaut mieux sauver la mere , que de laisser mourir l'un & l'autre ; pourvu qu'en cherchant à la sauver , on ne fasse rien qui tende directement à procurer l'avortement , & qu'on n'ait en vue que de sauver la mere ; le remède qu'on emploie pour cela fût-il d'ailleurs aussi nuisible au fœtus que salutaire à la mere. Ils ajoutent que personne ne feroit un crime à une femme enceinte , de fuir avec un danger même évident de se faire avorter , pour éviter d'être dévorée par une bête féroce ; qu'enfin la mere a droit de défendre sa vie contre la maladie , pourvu qu'elle n'ait en vue en aucune maniere de procurer l'avortement de l'enfant qu'elle porte : qu'à la vérité la justice ou du moins la charité l'oblige à donner sa vie , pour lui procurer le Baptême , s'il y a espérance qu'il puisse le recevoir ; mais que s'il n'y a aucune espérance , ou si elle est très-incertaine , elle n'est point tenue de souffrir une mort certaine.

Il y a même plusieurs auteurs, entr'autres Sayr, Pierre Navarre, Sylvius & Diana, qui prétendent que pour que la mere ait droit d'user des remèdes propres à lui sauver la vie , il suffit qu'il soit probable que l'enfant ne pourroit recevoir le Baptême , quand même elle s'abstiendrait de les prendre. Il est vrai que Sayr & Sylvius nient en même tems qu'elle puisse les prendre , si par eux-mêmes , ils sont aussi nuisibles au fœtus que salutaires à la mere. Mais Marin de son côté exige , pour le permettre , qu'il soit au moins très-incertain que l'enfant survive & puisse être baptisé.

Il n'y a pas plus d'équité dans le reproche qu'on fait à Azor sur un autre objet , qui a aussi rapport à la sixième conséquence. Pour mettre le Lecteur en état d'en juger , il suffit de rétablir le texte de cet auteur , qui est très-altéré dans le Recueil. « On demande , » dit Azor , s'il est permis à la République pour éviter sa ruine , » de livrer un citoyen innocent entre les mains de l'ennemi , » qu'elle sçait devoir le mettre à mort. Par exemple , l'ennemi » porte par tout le fer & le carnage , ou bien il est aux portes de » la ville qu'il serre de fort près , & il dit : Je réduirai cette ville » en cendres , si vous ne me livrez un tel citoyen. Est-il permis » à la République , pour se mettre à couvert du mal qui la menace , » de livrer ce citoyen innocent à l'ennemi ? » Il

« Il y a , poursuit Azor , deux opinions sur ce point. La première est de ceux qui assurent que la République peut licitement dans une pareille extrémité , livrer l'innocent. « Et il expose les raisons de ce sentiment. » La seconde est de ceux qui prétendent que cela n'est point permis , « & il en rapporte aussi les raisons.

« Mais , reprend-il , il me paroît plus probable qu'il est licite de livrer le citoyen au tyran , non pour qu'il le mette à mort ; car cela n'est pas permis ; mais afin de sauver l'Etat , quoique la République en le livrant , sçache que le tyran le fera mourir : parceque livrer un innocent à l'ennemi , n'est pas contribuer directement à sa mort , ni le livrer pour qu'il soit mis à mort ; mais faire une chose indifférente par sa nature , dont le tyran peut bien user , s'il le veut. Or faire une chose indifférente de sa nature pour éviter la ruine de l'Etat , n'est point faire une chose illicite. »

« Il n'en seroit pas de même , continue-t-il , si la demande du tyran étoit telle ; Otez-lui la vie , ou livrez-le-moi pour la lui ôter : car alors il ne seroit permis ni de le tuer ni de le livrer ; parceque le tyran demanderoit une chose mauvaise par elle-même. Mais lorsqu'il demande seulement que la République le lui livre , il fait une demande indifférente de sa nature , dont il peut user bien ou mal. D'ailleurs la République a droit dans le cas proposé de forcer ce citoyen à se livrer lui-même à l'ennemi. »

Que le sentiment d'Azor soit vrai ou faux , ce que nous n'examinons point ; il est certain qu'aucune personne impartiale ne peut lui en faire un crime , puisqu'il n'a suivi en cela que le sentiment reçu communément parmi les Théologiens (i) qu'il ne donne pas cette opinion pour certaine , mais comme lui paroissant plus probable , *probabilius videtur* : & qu'enfin elle est appuyée sur des raisons , sinon convaincantes , du moins très-fortes & très-plau-

(i) Hinc si tyrannus velit Urbem evertere , nisi innocens ei tradatur , potest Respublica ex communi sententia , traditione innocentis se indemnem præstare , modò cum non tradat eo sine ut à tyranno occi-

distur , sed ut illius traditione communi civium saluti consulat. P. à S. Joseph. Summula cas. conf. cap. 5. de 5. præcepto. art. 2. d. 1.

Suite de la III. Partie.

E c c

sibles. C'est sans doute ce que le Rédacteur a senti lui-même, & ce qui l'a engagé à supprimer ces raisons, & à ne donner qu'une très-petite partie du texte d'Azot.

Peut-être aussi s'est-il aperçu que ce que dit cet Auteur, qu'il n'est pas permis de mettre à mort un innocent, ni de le livrer à ce dessein, fût ce pour sauver l'Etat, & que c'est une chose mauvaise par elle-même, qui par conséquent n'est licite en aucun cas, contrediroit trop ouvertement un sentiment qu'il attribue ailleurs à Escobar, & en sa personne à tous les Jésuites, sçavoir que, "tuer un", innocent est une chose absolument défendue, à moins qu'elle ne", soit nécessaire dans quelque cas pour le bien de la République. " Sans doute qu'il veut faire entendre par-là que, suivant Escobar, il est permis en quelque cas d'ôter, même directement & avec intention, la vie à un innocent. Nouvelle calomnie : rien n'est plus éloigné de la pensée d'Escobar, qui déclare en plusieurs endroits des ouvrages que cela n'est jamais permis : *Directè & ex intentione innocentem occidere per se malum est, & adversatur non modò charitati, sed etiam justitiæ.*

La pensée d'Escobar dans l'Extrait dénoncé, est donc que, si dans certains cas, il est nécessaire pour le bien de l'Etat, de faire quelque chose d'où il puisse résulter contre l'intention de l'Etat, la mort d'un citoyen innocent, il n'y a rien en cela d'illicite, par exemple, qu'il est permis à une Ville assiégée qui soutient une juste guerre, de tirer sur l'ennemi dont elle est vivement pressée, sans avoir égard à quelque innocent qui se trouve par hazard entre deux : ce que je ne erois pas qui ait été nié par aucun Théologien.

SECONDE QUESTION.

Lorsqu'on ne peut défendre sa vie qu'en tuant un injuste agresseur, est-il permis d'avoir intention de le tuer ?

Cette question semble d'abord ne souffrir aucune difficulté, elle ne paroît même différer de la précédente que dans les termes. Car demander s'il est permis de tuer un injuste agresseur, lorsqu'on ne peut autrement éviter soi-même d'être tué, c'est demander si on

Hist. Annotée,
pag. 513.

Theol. Mor. lib.
21. n. 103.

peut lui porter directement & avec dessein tel coup qu'on sçait être mortel, plutôt que tel autre coup qui ne nous tireroit pas de danger. Or n'est-ce pas là demander s'il est permis de tuer avec intention de tuer ?

Cette question cependant partage les Théologiens, & ceux de la Société comme les autres. Si Azor, Tanner & quelques autres sont pour l'affirmative, Comitoulus, Lacroix, Antoine &c. tiennent pour le sentiment contraire. Mais la distinction sur laquelle se fondent ces derniers ne seroit-elle pas plus subtile que solide, comme le remarque Pierre Navarre, & ne porteroit-elle pas uniquement sur une obscurité Métaphysique, selon l'expression de Soto ? C'est ce qu'il faut examiner.

P. Nav. lib. 2. c.
p. n. 219.
Soto lib. 5. qn.
1. m. 6.

On convient d'abord de part & d'autre, 1^o que lorsqu'on peut éviter la mort, il n'est point permis, & il ne peut jamais l'être de tuer un agresseur, quelque injuste qu'il soit, ni par conséquent d'avoir intention de le tuer, sous quelque rapport qu'on envisage sa mort. 2^o que dans le cas même dont il s'agit, on ne peut en se défendant, se proposer d'autre fin que celle de se défendre, ni agir par un autre motif. La question se réduit donc à sçavoir si on peut avoir intention de tuer, l'injuste agresseur, précisément en vuë de se défendre, & en tant que c'est comme on le suppose, l'unique moyen de défense que l'on ait.

Les raisons de ceux qui disent qu'on ne le peut pas, sont que cette intention n'est point nécessaire à la défense de celui qui est attaqué, & que dès-lors elle ne lui est pas permise; que d'ailleurs la mort de l'agresseur n'est point un moyen de défense nécessaire par lui-même, & qu'enfin ce qui d'abord étoit ou paroissoit un moyen nécessaire, peut ne pas l'être ou cesser de l'être par l'événement.

Les autres répondent qu'à la vérité si l'intention de tuer n'est pas nécessaire à la défense, elle n'est pas permise; mais ils soutiennent qu'elle est nécessaire dans le cas proposé, puisqu'elle n'est pas séparable de l'intention de porter un coup qu'on sçait être mortel, & que l'intention de porter ce coup est jointe à celle de se défendre, ce coup étant l'unique moyen de défense que l'on ait.

Ils répondent en second lieu, qu'il importe peu que la mort de l'ag-

E e e 2

gresseur soit un moyen de défense nécessaire par lui-même, ou par les circonstances & la malice de l'agresseur; que les mêmes circonstances qui rendent l'action de tuer licite, tendent licite l'intention de tuer; que prétendre qu'on puisse tuer l'injuste agresseur, & le tuer directement, en lui portant un coup au cœur, par exemple, comme les partisans de l'opinion opposée en conviennent; & prétendre en même tems qu'on puisse le percer ainsi à dessein & par choix, sans avoir intention de le tuer, ou que cette intention peut être séparée d'une pareille action, ou que l'une n'est pas aussi nécessaire que l'autre, c'est dire une chose absolument intelligible & même absurde. *Absurdum omnino videtur*, dit Sayt. En effet Cajétan lui-même convient qu'il est ridicule & insensé de dire qu'un homme puisse se frapper au cœur de propos délibéré, jusqu'à se donner la mort, & qu'il n'ait pas intention de mourir. Il se contredit donc, lorsqu'il prétend qu'on peut ainsi en frapper un autre directement jusqu'à le tuer, & cela sans avoir intention de le tuer. Ce qu'on peut dire de moins fort, c'est qu'il ne paroît pas possible de concilier ces deux choses.

Qu'on dise qu'il peut arriver qu'on perce un innocent interposé entre l'injuste agresseur & nous, sans avoir intention de le tuer, cela peut se concevoir; parceque ce n'est pas à lui qu'on en veut, ni proprement contre lui qu'est dirigé le coup. Mais qu'il en soit de même par rapport à l'injuste agresseur, c'est ce qu'on ne sauroit comprendre, quelque effort que l'on fasse; & les exemples qu'on apporte pour rendre la chose intelligible, sont absolument hors de propos.

On conçoit aisément qu'un Médecin qui ordonne une médecine à son malade, peut ne pas avoir en vue l'affoiblissement qui en fera la suite; qu'une personne qui boit en grande quantité, d'excellent vin pour se fortifier l'estomac, peut n'avoir pas intention de s'enivrer; que celui qui pour sauver la vie à une femme enceinte, lui donne un remède qui par sa nature ne tend pas, à la faire avorter, mais dont l'avortement peut s'ensuivre, n'est pas censé vouloir cet avortement. Mais l'affoiblissement du malade, dans le premier cas, l'ivresse dans le second, l'avortement dans le troisième, ne sont pas des moyens qu'on employe pour parve-

Quar. Reg. lib. 7.
cap. 10. n. 20.
Cajet. 2. 2. qu.
224. art. 1. ad 2.

nir à la fin qu'on se propose : au lieu que la mort de l'agresseur est le moyen & même l'unique moyen de garantir sa vie dans le cas proposé.

D'ailleurs quand l'intention de tuer seroit, absolument parlant, séparable de l'action même, pourroit-on la séparer dans une circonstance où la présence du danger ne laisse aucun lieu à la réflexion, & moins encore à une distinction si métaphysique ?

C'est donc, continuent les mêmes Théologiens, exiger une chose moralement impossible, que de vouloir qu'on n'ait point alors intention de tuer ; c'est anéantir le droit qu'accordent toutes les Loix de préférer sa vie à celle d'un injuste agresseur ; c'est livrer l'innocent qui ne manquera pas d'être opprimé s'il est obligé avant que de se mettre en défense, de s'assurer qu'il ne veut la mort de l'agresseur, que comme la suite d'une défense légitime, & non comme le seul moyen qu'il ait de mettre ses jours à couvert, ou même qu'il ne la veut & qu'il ne l'a en vue en aucune manière, comme le prétendent Bannez & Capisucchi ; en un mot c'est retirer d'une part le droit de tuer en se défendant, qu'on accorde d'une autre part.

Tout ce que les Loix exigent pour empêcher l'abus de ce droit, c'est qu'on n'ait point d'autre motif que celui de repousser la violence, *ad propulsandam, non ad vindicandam injuriam*. Mais elles n'exigent jamais qu'en employant les moyens qu'une juste défense rend nécessaires, on n'ait pas intention de les employer.

A ces raisons on oppose l'autorité de S. Thomas, qui dit en effet « qu'il n'est pas permis à un homme d'avoir intention d'en tuer un autre, à moins qu'il n'agisse par autorité publique, »

2. 2. q. 64. art. 7.

Mais les Théologiens qui permettent cette intention répliquent 1^o que quand le texte de S. Thomas ne seroit susceptible d'aucune interprétation, son autorité touchant un sentiment nouveau & inconnu jusqu'à lui, ne doit pas l'emporter sur l'évidence des raisons qui prouvent le sentiment contraire ; d'autant plus qu'elle est contrebalancée par celle d'Alexandre de Halès, de S. Antonin, de Sylvestre, de Soto, d'Ange de Clavasio, de Martin & Pierre Navarre, de Sayr, de Graffis, de Binsfeld, de Louis Lopez, d'Emmanuel Rodriguez, de Victoria, de Jean de la Cruz, de Chapcaville, de Villalobos, & du plus grand nombre des Théologiens.

Ils répondent en second lieu que le mot *intendere*, dont S. Thomas se sert en cet endroit, signifie *avoir pour motif ou pour fin* du moins partielle; & qu'ainsi le S. Docteur ne veut dire autre chose que ce que disent tous les Théologiens, sçavoir qu'en tuant un injuste agresseur, on ne doit pas avoir d'autre motif ni d'autre fin que celle de se défendre: que c'est là toute la différence que S. Thomas met entre ceux qui tuent d'autorité privée pour se défendre, & ceux qui tuent par autorité publique pour d'autres fins: que Cajétan

V. Homicidium.

lui-même adopte cette explication, lorsqu'il dit dans sa Somme: ceux-là sont homicides qui se défendent dans la vue de tuer, ou qui ne sont point contents de se défendre, à moins qu'ils ne tuent; *qui idè se defendunt ut occidant, vel non sunt defensione contenti, nisi occidant*; tandis qu'il ne leur est permis de tuer, que parcequ'ils se défendent, & qu'ils ne peuvent se défendre autrement. Que si l'intention de tuer, lorsqu'on le fait d'autorité privée, étoit illicite, parcequ'elle n'est pas nécessaire, & qu'elle est séparable de l'action; elle seroit également illicite lorsqu'on le fait par autorité publique, puisqu'elle n'est ni plus nécessaire, ni moins séparable de l'action: qu'ainsi le S. Docteur se seroit contredit. D'où ils concluent que sa pensée n'a jamais été de nier qu'on pût se proposer la mort d'un injuste agresseur, comme un moyen légitime & nécessaire de défense, mais de se la proposer pour objet & pour fin, ce qui n'est permis que quand on met quelqu'un à mort par autorité publique.

Compte rendu
pag. 271.

Une chose singulière, c'est que M. de Monclar reconnoît que selon S. Thomas même, il est permis d'avoir intention de tuer dans le sens dont il s'agit ici. « Si le Chrétien tue, dit-il, c'est » contre sa volonté, étant forcé de se défendre, & n'ayant intention de faire que ce qui est nécessaire pour une juste défense. » *S. Th. 2. 2. qu. 6. art. 7. »*

Ce Magistrat justifie donc encore ici sans le vouloir, Azor, extrait, *Si occiso*, pag. 398, Tanner, extrait, *docet S. Thomas*, pag. 399, de Lugo, extrait, *Id totum*, pag. 414, & Dicastille, extrait, *Hic tamen* avec l'alinéa suivant, pag. 435, qui disent qu'il est licite, ou *honnête*, c'est-à-dire, exempt de mal, de tuer un injuste agresseur avec intention de le tuer, lorsque sa mort est un moyen nécessaire pour sauver notre vie.

Il justifie Gordon dénoncé (extrait *In hac verò*, pag. 496) pour avoir dit qu'on peut tuer un injuste agresseur sans péché & sans obligation de restituer, pourvu qu'on ne sorte point des bornes d'une juste défense, & qu'on n'ait point en vue cette mort en elle-même ni pour elle-même, mais seulement en sa cause.

Il justifie de Bruyn, qui dans l'extrait, *Vim vi*, pag. 421, ne dit autre chose sinon qu'il est permis de vouloir percer l'agresseur, ou lui porter, si cela est nécessaire, un coup que l'on sçait certainement devoir être mortel, selon le cours de la nature. Cet auteur en effet ne permet que ce que permettent ceux-mêmes qui nient qu'on puisse avoir intention de tuer.

Il justifie à plus forte raison Lacroix qui dans l'extrait, *Probabile est*, p. 443, tient pour le sentiment qui défend à tout Particulier de se proposer par une intention directe la mort d'autrui, quoiqu'il convienne en même tems que l'opinion contraire est plus commune & assez probable, *Satis probabilis*. M. de Monclar calomnie ici doublement Lacroix. Lacroix, dit-il *rapporte l'opinion de S. Thomas* : non seulement il la rapporte, mais il l'adopte, & il réfute les objections du sentiment opposé, comme on peut s'en convaincre par la lecture de son texte rapporté dans la première Partie de cet ouvrage, page 457. Mais l'opinion contraire, ajoute M. de Monclar, lui paroît plus commune & très-probable : c'est ainsi qu'il traduit *satis probabilis*.

Compte rendu,
pag. 271.

Quant au fond du sentiment, c'est au lecteur à prononcer, & nous ne prenons aucun parti. Il nous suffira de dire qu'il roule sur une subtilité purement métaphysique, & que, quelque opinion que l'on embrasse, cela ne peut augmenter ni diminuer le nombre des homicides. En effet puisque dans l'un & dans l'autre sentiment on permet de tuer, qu'importe pour la pratique qu'on dirige son intention de manière qu'on veuille la mort de l'agresseur, comme un moyen nécessaire de défense, ou qu'on la veuille comme l'effet de la fin qu'on se propose, qui est la défense de sa vie, ou même qu'on ne la veuille point du tout, dans le tems même qu'on veut directement porter un coup mortel.

Nous terminerons cette question par relever quelques infidélités de la version des extraits qui nous sont échappées. Dans les extraits

d'Azor & de Gordon, on rend jusqu'à trois fois le mot *occiso*, par celui de *meurtre* : l'expression françoise porte avec elle quelque chose d'odieux & d'injuste, qui ne se trouve pas dans l'expression latine, qu'on auroit rendue d'une manière plus juste & moins révoltante par l'*action de tuer*.

Dans l'extrait d'Azor encore, cette phrase, *Si occiso alterius intendatur ut medium necessarium ad sui defensionem*, est ainsi rendue : *Si on envisage le meurtre d'un autre comme un moyen nécessaire pour sa propre défense*. Et par là on fait entendre que, suivant Azor, le meurtre est licite ou illicite, selon la manière dont on l'envisage. Il falloit traduire ; *Si on a en vue la mort d'un autre en tant qu'elle est un moyen nécessaire pour sa propre défense*. Cette version suppose que la mort de l'agresseur est un moyen nécessaire de défense, au lieu que celle du Recueil ne suppose pas qu'elle le soit, mais qu'on l'envisage comme si elle l'étoit.

Dans l'extrait du Cardinal de Lugo, on substitue dans la traduction le futur au présent, & l'on fait dire à ce Théologien, que la mort de notre ennemi est quelquefois nécessaire pour notre défense, parcequ'à raison de l'obstination de son esprit, *il ne cesseroit de nous attaquer ou par lui-même ou par d'autres, s'il n'étoit lui-même mis à mort*, tandis qu'il suppose l'attaque présente, & qu'il dit, *Non desistis à te invadendo*.

Dans l'extrait de Gordon on traduit *in causâ*, pour la cause qui le fait faire : moyennant quoi on fait dire à cet Auteur qu'il est licite, d'avoir en vue le meurtre non en lui-même & pour lui-même, mais pour la cause qui le fait faire : ce qui est une des plus insignes falsifications : le sens unique de cet Auteur étant que l'action de tuer un injuste agresseur n'est permise qu'autant qu'on la veut non en elle-même & pour elle-même, mais dans sa cause, c'est-à-dire, en tant qu'elle est nécessaire pour sauver sa vie.

Bett. Usque h.
mat. pag. 415.

J'oubliois un extrait de Lessius, conçu en ces termes : *Est-il permis d'en tuer un autre pour défendre sa vie ?* S. Thomas art. 7. S. Thomas répond que cela est permis dans la nécessité, pourvu qu'on n'ait pas intention de tuer celui qui nous attaque.

La passion a aveuglé ici le Rédacteur, au point qu'il dénonce 1^o la propre doctrine de S. Thomas, 2^o la contradictoire de l'opinion

pinion qu'il donne 'pour dangereuse & pernicieuse dans Azor; Tanner, de Lugo, & les autres cités ci-dessus.

T R O I S I E M E Q U E S T I O N.

Est-il permis de prévenir celui qui en veut injustement à notre vie, si on ne peut autrement éviter de la perdre.

Pour résoudre cette Question, il faut distinguer trois cas. Car ou celui qui en veut à notre vie, nous attaque actuellement, ou il est en voye & sur le point de le faire, ou l'instant de l'attaque est encore éloigné ou du moins incertain.

Dans le premier cas, si on nous attaque actuellement, & que nous n'ayons de ressource que dans la mort de l'agresseur, toutes les Loix, comme nous l'avons vu, déclarent qu'il est permis de le tuer, pour n'en être pas tués nous mêmes. Elles déclarent donc qu'il nous est permis en ce sens de le prévenir.

Ainsi Laymann ne parle que d'après toutes les Loix; lorsqu'il dit, *Extrait, assertio 1^a, pag. 427*, que „ toute personne attaquée peut „ dans le for même de la conscience, prévenir & tuer celui qui attaque actuellement & injustement à sa vie, en se tenant dans les „ bornes d'une défense exempte de tout reproche. „ Le texte latin porte, *actualement aggressorem injuste occidere volentem*. Le Traducteur des Extraits supprime le mot *injuste* sans lequel l'Assertion est très criminelle.

A l'égard de ce que Laymann ajoute dans l'extrait que „ l'Abbé dit avec raison qu'il faut laisser au jugement d'un homme de „ bien à décider en quoi consiste la modération d'une défense innocente „, c'est une supercherie du Rédacteur de représenter Laymann comme laissant pour incertain ce qui fixe les bornes d'une défense exempte de tout reproche; tandis qu'il décide avec tous les Auteurs, que ces bornes consistent à ne faire précisément que ce qui est nécessaire pour se soustraire à la violence de l'injuste agresseur. Qu'est-ce donc qu'il abandonne avec l'Abbé de Palerme au jugement d'un homme de bien? C'est de décider si eu égard aux circonstances du lieu, du tems, des personnes &c. on ne peut se dé-

Suite de la III. Partie.

F f f

fendre autrement qu'en tuant celui qui nous attaque. *Si videlicet*, dit Laymann à la suite de l'Extrait, *aliquis consideratis circumstantiis loci, temporis, personarum, &c. contra aggressorem vel insidiatorem modo faciliori & benigniori defendere se non posse rationabiliter existimet, quàm, ita resistendo & preveniendo.* Et voilà en effet sur quoi on ne sçauoit donner aucune règle fixe, & ce qu'il faut laisser à la prudence des gens de bien. Cette suppression d'une explication importante & même nécessaire n'a pas été indiquée en son lieu.

Le second cas, où l'agresseur est en voye & sur le point de nous attaquer, ne paroît pas moins clairement décidé par les Loix que le premier. „ Si quelqu'un, dit la troisième Loi du Code, *ad leg. „ Corn. de sicariis, lib. 9 tit. 16.* repousse avec l'épée celui qui vient „ à lui pour le frapper, il n'est point regardé comme homicide, „ parceque celui qui défend sa vie ne paroît coupable en aucune „ maniere. *Si quis percussorem ad se venientem gladio repulerit, non ut homicida tenetur: quia defensor propria salutis in nullo peccasse videtur.* Et cela, ajoute la Glose, quoiqu'il ait prévenu son adversaire, sans attendre qu'il le frappât le premier; parceque la terreur des armes suffit, selon la Loi *idem est* &c. pour mettre l'assaillant dans son tort.

Aussi selon une autre Loi, n'est-il pas même nécessaire que l'agresseur vienne actuellement à nous: il suffit qu'il mette actuellement notre vie en péril par les embûches qu'il nous tend. „ Si „ je tue, dit-elle, votre esclave, qui est un brigand, au moment „ qu'il tend des pièges à ma vie, je n'ai rien à craindre; car la „ raison naturelle permet de se défendre contre le danger. „ *Itaque Si servum tuum latronem, insidiantem mihi occidero, securus ero: nam adversus periculum naturalis ratio permittit se defendere ff. lib. 9. tit. 2. l. 4.* Et c'est sur le même fondement qu'il est dit dans l'Exode & dans le droit Canon, que „ celui qui tue un voleur „ qu'il surprend la nuit enfonçant sa porte, ou perçant sa mai- „ son, & qui prévient par-là les mauvais desseins, ne doit point „ être regardé comme coupable d'homicide: „ ce qui doit toujours s'entendre dans la supposition qu'on n'ait point d'autre moyen de détourner le danger dont on est menacé, comme le Droit Canon le dit expressément.

Qu'on juge après cela, si on a dû faire un crime à Lessius d'a-

Exod. cap. 22.
Cap. homicidii,
2. de homici-
volunt.

voir dit, *Extrait, si accedas*, pag. 401, que si dans le cas où l'agresseur vient à moi, pour me frapper, je ne puis fuir sans danger de perdre la vie, j'ai droit de le prévenir, en me tenant, comme il l'a expliqué plus haut, dans les bornes d'une défense légitime. Nous parlerons dans la question suivante de ce que le même Auteur ajoute par rapport à ceux, qui à la vérité pourroient fuir, mais qui eu égard à leur état, ne pourroient le faire sans se déshonorer.

Qu'on juge si on peut faire au même Auteur un crime d'avoir dit dans l'Extrait suivant, *si per famulum, ibid.*, „ Si vous êtes dé-
 „ terminé à m'ôter la vie par un domestique ou par un assassin,
 „ & que je n'aye point d'autre espérance d'éviter la mort qu'en
 „ vous prévenant, il paroît qu'il m'est permis en ce cas de le faire,
 „ si le danger est présent, comme si actuellement vous leur don-
 „ niez la commission, ou le conseil de me tuer. » Outre les fal-
 sifications déjà relevées dans cet extrait, il faut remarquer que la
 traduction de ces mots, *Si per famulum vel sicarium me statueris occi-* Prem. Part. pag. 437.
dere: Si vous avez résolu d'aposter votre domestique ou un assassin pour
me tuer, que cette traduction, dis-je, présente un sens tout oppo-
 sé à celui de l'Auteur: car Lessius suppose le péril présent & actuel;
si periculum sit præsens, ut si actu mandes; & la résolution d'aposter
 un domestique ou un assassin ne présente qu'un danger éloigné,
 contre lequel on peut se prémunir, sans prévenir l'agresseur.

Qu'on juge si on a dû reprocher à Molina, d'avoir dit, *extrait circa hoc*, pag. 425, que quelque forts que soient les indices qu'on a que quelqu'un en veut injustement à votre vie; cependant il n'est pas permis de le tuer, tant que la chose est douteuse. Il y a encore ici une falsification. Molina dit, *il faut d'abord répondre: Circa hoc dubium imprimis dicens* *est*; & on lui fait dire, *on peut répondre*; comme s'il ne donnoit sa décision que pour un peut-être.

Il ajoute dans l'extrait suivant, *Ceterum, ibid.*, „ Au reste cela n'em-
 „ pêche pas que lorsqu'un homme fait quelque chose, qui nous auto-
 „ rise à craindre raisonnablement qu'il n'en veuille à nos jours,
 „ ou s'il s'approchoit de nous, de manière qu'on pût raisonna-
 „ blement présumer qu'il a une sinistre intention, on ne pût l'a-
 „ vertir de cesser de faire ce qu'il fait, ou de ne point approcher,

„ en lui signifiant les justes raisons qu'on a de craindre qu'il n'ait
 „ quelque mauvaise intention ; que si étant averti , il ne vouloit
 „ point se désister , *ni donner de sa conduite aucune raison qui pût*
 „ *nous satisfaire & calmer nos craintes* , & qu'il y eût danger de ne
 „ pouvoir autrement éviter la mort , on pourroit alors le tuer ,
 „ comme un injuste agresseur , *sans qu'il pût imputer sa perte qu'à*
 „ *lui-même ; parceque nous ne sommes point obligés d'attendre qu'il nous*
 „ *ait donné le coup de la mort pour pourvoir à notre défense*. Ce qu'on
 voit ici en italique a été supprimé dans l'extrait , quoique cela soit
 nécessaire pour montrer que le danger est présent , & que Molina
 ne permet de prévenir , que dans le cas où on seroit prévenu , &
 où il y auroit un véritable danger de ne pouvoir échapper.

Ce cas est donc tout semblable à celui du voleur de nuit de l'Exo-
 de ; & Molina ne dit rien que ce que dit Sylvius , tout éloigné
 qu'il est de permettre qu'on prévienne celui qui ne nous attaque
 pas actuellement. *Caterum*, dir-il , *hac non ita sunt accipienda , quasi*
is qui justè est se defensurus , teneatur expectare ut prius percussatur ab
invasore.

Qu'on juge enfin si on auroit dû reprocher à Emmanuel Sa ,
 extrair *Potes paratum* , pag. 395 , d'avoir dit , „ Vous pouvez tuer
 „ celui qui est prêt à vous ruer , avant qu'il ne vous assaille , si
 „ vous ne pouvez autrement vous soustraire à la mort. Car c'est
 „ précisément vous défendre : ainsi on ne doit point condamner
 „ ceux qui tuent celui qui sans cela les tuera. “

Cette décision est de S. Anronin , qui dit : Si les agresseurs
 sont audacieux & prompts à frapper , lorsque je les vois prêts à por-
 ter le coup , je ne suis pas tenu d'attendre qu'ils l'ayent porté , mais
 je puis les prévenir & empêcher qu'ils ne me frappent. *Si aggre-*
dientes sunt audaces , & prompti ad percutiendum , cum video eos para-
tos ad percutiendum , non teneor expectare , sed eos prevenire possum
impediendo ne percussant. Elle est de tous les Docteurs , selon Pierre
 Nivarre & Julius Clarus , dont nous citerons les textes un peu plus
 bas. Elle est de Sylvius , comme on vient de le voir : elle est du
 Continuateur de Tournely , qui dit qu'on tient pour agresseur ,
 non seulement celui qui s'approche pour frapper , mais celui qui
 dans le moment même se prépare à nous attaquer actuellement.

78. 2. 3. qn. 64.
art. 7. quæst. 6.

728. 3. th. 4.
cap. 3.

Aggressor samen censor, non modo qui ad feriendum accedit, sed qui jam in praesentia paras se ad actu invadendum. Et le bon sens d'ailleurs ne dit-il pas que celui qui tire l'épée contre moi ; n'est pas moins mon agresseur, que celui qui vient sur moi l'épée haute pour me percer ? le prévenir alors, si je n'ai pas d'autre moyen d'échapper, est-ce le *tuer d'avance*, comme s'exprime la version du Recueil, qui tend ainsi ces mots, *prinsquàm se invadas occidere* : & ceux-ci, *paratum te occidere*, par, *celui qui se prépare à vous tuer* : ce qui laisse à douter si le péril est prochain & imminent, ou seulement éloigné.

To. 4. p. 181.

Le troisième cas qui nous reste à examiner, est celui où l'instant de l'attaque est encore éloigné ou du moins incertain. C'est le seul sur lequel les Théologiens soient partagés. Néanmoins les Docteurs conviennent, selon Pierre Navarre, que si l'agresseur par ses démarches & par les embuches qu'il nous tend, & pour me servir de leur expression, qu'il nous prépare, met notre vie en péril, on peut le tuer, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen d'échapper. *Doctores planè fatentur, quod etiamsi non sit prius offensus neque laesus, sed tantùm videas inimicum irruentem, vel arma parantem atque insidias, potest occidere, si aliud non restat remedium evadendi.* Et il cite pour ce sentiment Soto, Gomez, Sylvestre, Martin Navarre, & Corduba : Martin Navarre donne en particulier l'exemple d'une femme qui auroit trouvé sous le chevet de son lit, un poignard, dont son mari auroit résolu de la percer tandis qu'elle dormiroit. Sayr assure que le sentiment le plus commun est que dans ce cas on n'encourt aucune irrégularité ; Parceque, dit-il, celui qui cherche ainsi à nous „ attracher la vie, est réellement agresseur. Mais, ajoute-t il, il faut „ examiner en cette conjoncture, comme l'observent très-bien „ Covarruvias & Pierre Navarre, quelle est la nature du péril dont „ ces embuches nous menacent. Car s'il est tel que l'on sera tué, „ si l'on ne tue, il est hors de doute qu'on n'est point irrégulier ; „ parceque n'y ayant point d'autre moyen de sauver sa vie, on ne „ fait alors véritablement que se défendre. „ D'où il conclut avec Navarre & Corduba, que si on veut nous empoisonner, & que nous ne puissions échapper autrement, il est permis de tourner le poison contre l'agresseur. Et il cite à cette occasion ces paroles de l'Orateur Romain aux Juges de Milon ; *Vou ne pouvez oublier*

De rellit. lib. 2.
cap. 5. n. 349.

qu'on a droit de tuer celui qui tend des pièges à notre vie. (κ)

Mais l'hypothèse dans laquelle parlent ces auteurs, peut-elle avoir lieu hors du cas où le danger seroit actuel & présent, où l'on seroit, pour ainsi dire, pris dans les pièges de son ennemi, & où l'on ne pourroit reculer sans un péril évident ? Ce qui est de certain, c'est qu'il est bien rare qu'on ne puisse trouver quelque moyen de mettre sa vie à couvert, lorsque le danger est encore éloigné ; & que par conséquent il doit être alors généralement défendu, comme le dit Antoine, & équivalement Lessius, de prévenir son adversaire ; fût-il vrai d'ailleurs qu'on ne peut autrement éviter la mort qu'en le prévenant.

A plus forte raison doit-il être défendu de le prévenir, lorsqu'il n'a rien fait qu'on puisse prendre pour un commencement d'attaque, ou qu'il n'a encore formé que la simple résolution d'attenter sur nos jours ; ne nous restât-il, vu son caractère qui nous est connu, & les circonstances où nous nous trouvons, d'autre ressource que dans la mort. La raison est que, malgré la certitude du danger dont notre vie est menacée, on ne nous a fait encore aucune violence, & qu'il n'y a que la violence actuelle, comme Fabri le décide, qui donne lieu à une juste défense : *Vis illata dimittat praebes justa defensionem locum*. Aussi n'hésite-t-il point à réprocher l'opinion qui permet de tuer en ces conjonctures. Et nous avons vu dans la première question Dicastille exiger comme une des conditions nécessaires pour la juste défense, qu'on fût actuellement attaqué, en sorte qu'on ne prévint pas son ennemi. 2^e *Conditio . . . ut occiso fiat, quando actu invasus est, ita ut non praeveniat inimicus.*

Sur ces principes, nous ne balançons pas à décider comme Ré-

(κ) Dubium quintum. An sit irregularis qui paratim sibi insidias, ut eum interceat, ipsum occidit. Navarrus significare videtur, & faver Michael Salomius . . . Communiorem tamen opinio est quam sequitur Sorus, P. Navarra, Covarruvias, Baldus, Henriquez citans Cordub. Simanch, Villadiego & alios, non esse irregularem ; quia verè talis est invasor. Sed, ut rectè notant Covarr. & P. Navarr. in hujusmodi eventum considerandum est periculum quod ex insidiis imminabat. Si enim tale sit periculum,

ut nisi occidat, ipse postea occidatur, sine dubio irregularis non erit. Cum enim vulgum aliud remedium sit salvandi vitam, vera est defensio. Quare Navarra ait licitum esse telem veneno aut alio modo occidere, sicut licitum esse docet Corduba, quem citat, convertere venenum in propinantem, cum non sit aliud remedium. Unde Cicero in oratione pro Milone ait : Non possis oblitisci, Judices, insidiatorem jure occidi posse. Sayr. *Thesauri lib. 6. cap. 27. n. 13.*

Antoine de Just.
& Jure, part. 2.
cap. 2. qu. 7.

Fabri Dial. 16.
n. 129.

ginald, non dans l'extrait falsifié, *Si parasti*, pag. 399, mais dans son vrai texte, qu'on peut voir dans le tome des Falsifications, pag. 419, que sans examiner s'il est probable ou non en spéculation, si on peut tourner le poison contre celui qui nous l'a préparé, quand on n'a pas d'autre moyen d'éviter la mort, il faut dans la pratique embrasser le sentiment contraire : *In praxi tamen negans est sequenda*, quelque chose qu'ayent pu dire au contraire Sayr & les auteurs qu'il cite dans le texte qu'on vient de rapporter.

Nous ne balançons pas à décider avec Lessius dans son texte fidèlement rapporté ailleurs, contre Bannez & ceux qui ont suivi l'opinion de ce Dominicain, que quand le péril est éloigné, quelque certain qu'il puisse être d'ailleurs, il n'est pas permis de prévenir celui qui doit nous ôter la vie.

Nous convenons encore que Tanner, extrait, *Assertio* 7^e. pag. 400, Molina, extrait, *Dicendum*, pag. 425, & de Lugo, extrait, *Non sufficit*, & *Hinc infertur*, pag. 414, sont allés trop loin, lorsqu'ils ont dit qu'il est permis de tuer ou de prévenir celui qui est résolu ou qui a formé la volonté efficace de nous tuer injustement, si on ne peut autrement se soustraire à la mort ou *au danger imminent* de la mort. Il est cependant vrai qu'ils n'ont parlé ainsi qu'à près quantité de Théologiens des plus célèbres. „ Je crois, dit Navarre, qu'on peut appeller agresseur celui qui a résolu d'ôter la „ vie à un autre, si celui-ci n'a pas d'autre moyen d'éviter la mort, „ que de le prévenir avant que d'en être attaqué. *Credimus autem* dici posse quoad hoc eum aggressorem qui decrevit occidere alium, cui nullum est diffugium evadendi mortem, nisi praeveniat eum antequam aggrediatur.

On trouvera la même décision dans Jacques de Grassis, *lib. 2. chap. 64. n. 2* ; dans Corradus, *Resp. cas. consc. qu. 76* ; dans Diana, *Summa v. occidere* ; dans Jean Pontius, *disp. 52, qu. 5. n. 28* ; dans Jean de Lacruz, *part. 1. direct. cap. 5. qu. 1. art. 1. dub. 5*, qui cite S. Antonin, Cajetan, Covarruvias & Soro ; dans Jean de S. Thomas, *in 2. 2. qu. 64. disp. 17. art. 7.* qui a porté cette opinion jusqu'à dire, qu'il suffit qu'on ait une raison probable de croire qu'on sera attaqué, & qui applique très-mal à cette décision, l'axiome, *In dubiis melior est conditio possidentis*. J'en omets beaucoup d'autres

Voy. To. 1 pag.
425 & suiv.

Manuel. cap.
11. n. 2.

qui se sont écartés du vrai pour le moins autant que les trois Jésuites en question, & qui n'ont rien à craindre pour leur réputation ni pour celle de leur Corps, parcequ'ils ne sont pas Jésuites.

Compte rendu,
p. 8. 174.

Monsieur de Monclar n'étoit pas sans doute au fait de ce que les Théologiens ont pensé sur ce point, lorsqu'il a dit dans son Compte rendu ; « C'est un principe de la Société qu'on peut prévenir celui qui est déterminé à nous donner la mort, *De quo certò constat quod de facto parat insidias ad mortem.* » Mais en premier lieu le texte latin que l'on cite comme étant de Bussembaum & de Bécán, signifie-t-il la même chose que le françois ? Ces deux auteurs ne disent-ils pas qu'il faut qu'il soit certain & constant que de fait on nous dresse des embuches pour nous ôter la vie ? Première falsification qui saute aux yeux à la lecture même du texte de M. de Monclar. En second lieu, Bussembaum & Bécán, aussi bien que Valentia & Tamburini que ce Magistrat accuse du même enseignement, ajoutent expressément cette limitation, *Si non potest effugere . . . nec possum effugere.* Pourquoi la supprimer ? quelle prodigieuse différence entre cette assertion, *On peut prévenir celui qui est déterminé à nous donner la mort* : & celle-ci ; *On peut prévenir celui dont il conste certainement que de fait il tend des pièges à notre vie, s'il n'y a pas d'autre moyen d'échapper !* Seconde falsification. En troisième lieu, cette dernière assertion est si peu un principe de la Société, qu'elle est consignée dans les loix mêmes, comme nous l'avons montré, & que le Jurisconsulte Julius Clarus atteste avec Plaça, que les Docteurs l'approuvent d'un commun consentement. (1) Avant donc qu'il y eût des Jésuites, c'étoit la doctrine commune. Troisième falsification. Enfin c'est si peu un principe de la Société, que comme on vient de le voir, Fabri & Dicastille exigent que l'attaque soit actuelle ; que Réginald, Lessius & Antoine nient que cela soit permis dans la pratique. Quatrième falsification.

De

(1) Potest etiam homicidium se excusare, si probet illum qui ab ipso interfectus est, fuisse in insidiis positum, & ipsum expectasse ut interficeret : nam licitum est tales insidiatores prævenire & eos interficere. Et hanc sententiam approbant communi

consensu Doctores, ut dicit Plaça . . . quod tamen intellige, ut procedat dummodò ex hujusmodi insidiis tale periculum & adeò præsens immineret, ut non sitis tutò vitari posset, nisi insidiator occideretur. Jul. Clarus. lib. 5. Sens. 5. homic. n. 36.

De quelle certitude encore prétend parler M. de Monclar, lorsque immédiatement après ce qu'on vient de lire, il ajoute : « *La volonté de l'homme étant sujette au changement, on ne conçoit pas trop d'où peut venir cette certitude.* » Les Auteurs qu'il inculpe parlent d'une certitude qui a pour objet un fait & des embuches actuelles. *De quo certo constat quod de facto paret insidias ad mortem.* Et M. de Monclar parle d'une certitude qui porte uniquement sur la détermination de la volonté. Or ces Auteurs n'ont jamais dit que fut une telle certitude, on pût prévenir son ennemi ; ils n'ont jamais dit qu'on pût avoir la certitude que cette volonté de nous tuer ne changera pas : & le Commentateur de Bussembaum dit positivement que, tant que l'attaque n'est point actuelle, & que la volonté peut changer, on ne peut pas tuer celui qui nous dresse des embuches, ne pût-on échapper à sa violence qu'en s'expatriant. *Si quis mihi struat insidias, ita ut manus ejus tandem non sin evasurus, nisi à patria profugiam, non videtur licitum jam occidere, quia necdum est actu aggressor, poteritque mutari voluntas malitiosa.* Lect. 11. n. 118.

« Cependant, ajoute M. de Monclar, les Jésuites regardent « cette maxime, ou comme sûre, ou comme probable : sûre, « lorsque le danger est prochain ; probable, lorsque le danger est « plus éloigné : *qui veluti remotè parat me de medio tollere.* » Et là-dessus, il cite Tamburini. Mais est-ce-là ce que dit Tamburini ? On en jugera par le texte que voici. *Alterum dubium an liceat interficere eum qui veluti remotè parat me de medio tollere... Dico quamvis aliqui id concedant, ego cum aliis sic pronuntio: etsi speculativè hac fieri posse probabile appareat, tamen in praxi nullo modo sunt excipienda.* On le voit : cet Auteur ne reconnoît dans l'opinion dont il s'agit aucune probabilité pratique, c'est-à-dire, aucune probabilité qui autorise à agir. Il ne lui accorde même qu'une apparence de probabilité spéculative ; probabilité absolument insuffisante en matière de Morale, lorsque ce qui est probable en spéculation, ne l'est pas en même tems en pratique.

Et pourquoi cette opinion n'est-elle point probable en pratique ? Parcequ'il est moralement impossible que, dans le cas d'un danger seulement éloigné, on n'ait pas d'autre moyen de défense, que de prévenir son adversaire ; parceque ce sentiment, si on l'ad-

Suite de la 111. Partie.

G g g

mettoit dans la pratique, porteroit infailliblement le trouble dans les Etats, & ouvriroit la porte à une infinité de meurtres secrets, chacun se persuadant aisément qu'il ne peut échapper au danger qui le menace : inconvénients plus que suffisans pour rendre une pareille décision absolument improbable en pratique, quelque hypothèse que l'on fasse, & l'innocent dût-il quelquefois succomber. *Tamen in praxi nullo modo sunt excipienda.*

Une chose encore digne de remarque, c'est que M. de Monclar, après la citation de Tamburini, continue ainsi : « Cette Faculté de tuer celui qui nous prépare la mort, s'applique au Juge inique ; aux faux témoins &c. » Par qui s'applique cette Faculté ? Par Tamburini sans doute. Cependant cet Auteur, à l'endroit même que cite M. de Monclar, applique nommément au faux témoin & à l'injuste accusateur, la décision générale, & il refuse nettement la faculté de les tuer, quand même on devroit périr en conséquence de l'injuste accusation & du faux témoignage.

Ce seroit avec aussi peu de raison que M. de Monclar, par la manière générale dont il s'exprime, voudroit insinuer que tous les Jésuites sont dans l'opinion qui applique au faux témoin & au Juge inique, la faculté de tuer celui qui nous prépare la mort. On le défie de citer aucun Jésuite, en remontant à plus de cent ans, je ne dis pas qui ait enseigné cette doctrine, mais qui ne l'ait formellement rejetée : tels sont la plupart de ceux mêmes qui sont dénoncés sous le titre, Homicide, comme Fabri, Platel, Cardenas, Casnédi, Marin, Taberna &c.

Que penseroit-on de celui qui prétendrait prouver que les Dominicains appliquent au faux témoin la faculté de tuer celui qui nous prépare la mort, parceque Bannès, Cajétan cité par Bannès, Serra, Paul de Blanchis, Jean de Lacruz & quelques autres Auteurs de leur Ordre ont soutenu cette doctrine, quoique sans doute il n'y ait aujourd'hui aucun Dominicain qui ne la rejette ? Que penseroit-on de celui qui diroit que c'est aujourd'hui la doctrine commune des Disciples de S. Thomas, que, le scandale mis à part, un criminel pourroit se défendre contre les Ministres de la justice, exécuteurs d'une Sentence rendue même juridiquement, *Secundum allegata & probata* ; si dans le fond cette Sentence

Bann. in 2. 2.
qu. 64. art. 7.
dub. 4.

Serra. in 2. 2.
qu. 64. art. 7.
dub. 1.

De Blanch. in
Disc. cas. conf.
fol. 450.

Jean de la Cruz.
Direct. part. 1.
de 3. precepto.

qu. 1. art. 1.
Et de ord. pre-
cepto art. 3.
dub. 2.

étoit injuste , pour être appuyée sur un faux témoignage ? On crie-
roit sans doute à la calomnie. Néanmoins Villalobos atteste sur la
garantie de Ledefina fameux Thomiste , qu'autrefois c'étoit un
sentiment commun parmi les Thomistes.

Part. 2. tit. 20. c. 6
dilig. 9.

Ne seroit-il pas même contre toute équité de vouloir prouver
par un pareil argument , que les Jésuites ont autrefois tenu géné-
ralement la doctrine dont M. de Monclar les accuse , tandis que
le Rédacteur lui-même produit imprudemment des preuves sans
réplique , que si quelques Jésuites l'ont adoptée , le plus grand
nombre , & les plus estimés de leurs Théologiens l'ont rejetée ,
longtems avant qu'elle eût été condamnée par le S. Siège ?

Car si Amicus paroît pancher pour ce sentiment , dans l'extrait ,
addunt aliqui , pag. 409 ; il reconnoît en même tems que Vasquez
& Lessius ne l'approuvent pas , & ne cite aucun autre Jésuite qui
l'enseigne.

Si Busembaum dans l'extrait , *hinc etiam* , pag. 440 , nomme
Sanchez , comme ayant soutenu cette opinion , il cite Lessius ,
Filliucius & Laymann pour l'opinion opposée , & la suite de son
texte montre qu'il embrasse leur parti.

Si l'on n'avoit pas tronqué l'extrait , *de eo qui falsis* , pag. 415 ,
du Cardinal de Lugo , on auroit vu que s'il produit pour l'affir-
mative , Bannès , Pierre Navarre , Bonacina & Molina , il cite pour
la négative , Vasquez , Lessius & Turrianus , tous trois Jésuites.

Azor dans son vrai texte décide que dans le cas proposé , il n'est
pas permis à un innocent de tuer ni les Ministres de la Justice ni
les témoins.

V. Talb. 2-416

„ La calomnie , dit Suarez , ne se repousse point par la force ,
„ mais par la manifestation de la vérité ; que s'il est impossible de
„ de la faire connoître , il n'est pas permis pour cela de recourir
„ à des moyens contraires au bon ordre , qui ne sont pas vérita-
„ blement des moyens ; mais il faut souffrir patiemment la mort ,
„ comme doit la souffrir un innocent prouvé coupable par de
„ faux témoignages. *Sed patienter ferenda est mors , non secus ac si in-*
nocens probaretur nocens per falsos testes.

Suaz. de Vir-
tueol. trad. 1.
disp. 13. sec.
ult. n. 3.

On a pu voir dans la première Partie de cette Réponse pag.
419 , que Reginald , un des Auteurs déserés pour le point dont il

G g g 2

s'agit, accorde à peine à ce sentiment quelque probabilité s'écultative, & qu'il veut, comme Tamburini, qu'on suive dans la pratique le sentiment opposé : *in praxi tamen negans est sequenda*.

L'extrait même, *dubitari potest*, pag. 406, de Fagundez, montre qu'il n'admet pas plus cette opinion dans la pratique, que Réginald; parceque dans la pratique, dit-il, elle sera toujours dangereuse. *Formidamus illam admittere in praxi, quia semper in ea periculosa erit*. N'est-ce pas là qualifier cet enseignement comme il l'a été depuis par Alexandre VII? Aussi Dubois, Docteur & Professeur de Louvain compte-t-il, Fagundez parmi ceux qui ont rejeté la proposition condamnée.

A la vérité Sa paroît inclinet pour l'affirmative sur la fin de l'extrait *Potes paratum*, pag. 395, lorsqu'après avoir dit : „ Soto „ veut cependant qu'on excepte le Juge & les témoins qui nous „ préparent injustement une mort certaine, „ qu'on ne peut éviter qu'en les prévenant; il ajoute; „ Voyez si cela s'accorde avec „ son sentiment qu'on vient de rapporter, „ Mais il est sûr qu'il ne décide rien; en quoi il a été plus réservé que Pierre Navarre, qui dit que Soto ne parle point en cela conséquemment; & que le P. Milhard, qui prononce nettement que „ Pierre peut tout à „ fait procurer la mort à un faux témoin, qui est prêt & assuré de „ déposer au préjudice de sa vie, de son honneur & moyens nobles temporels, chose qu'icelui Pierre ne peut autrement éviter qu'en le tuant ou le faisant tuer en secret. „

Airaut dans l'extrait, *an si nomini*, pag. 413, ne fait que rapporter le sentiment de Bannez, sans l'improver à la vérité, mais aussi sans l'approuver. C'est ce qu'on auroit vu clairement par la manière dont il s'exprime en rendant raison de ce sentiment : car il ne dit pas, *ratio est*, mais *ratio illius est*, expression que le Rédacteur a eu soin de faire disparaître, quoiqu'on la trouve dans la source où il a puisé, quelque suspecte qu'elle soit d'ailleurs. Cet extrait en effet, & tous les autres du même Auteur, ont été tirés du Procès-verbal dressé par le Commissaire Charles &c. sous la dictée du fameux Louis de S. Amour, si connu par son attachement au Parti. Qui nous garantira qu'Airaut ne rejette par forme le sentiment de Bannès, comme a fait Lessius, de qui

il emprunte presque mot pour mot ce qu'on lit dans son extrait ?

Amicus dans l'extrait, *addunt aliqui*, pag. 409, ne goûte pas les raisons sur lesquelles s'appuyent Vasquez & Lessius pour rejeter l'opinion de Bannez ; mais il paroît la rejeter à raison du scandale inséparable d'une pareille manière de défendre sa vie. Aussi ne dit-il pas ; *caterum si fieri possit absque scandalo, illicita non erit* ; mais *caterum si fieri possit absque scandalo, illicita non esset*. Ce qui montre qu'il la tient pour illicite, comme étant toujours accompagnée de scandale. Il est bon d'observer que le Rédacteur a supprimé l'hypothèse dans laquelle parle Amicus, *si alia spes evadendi non esset*.

Il ne reste donc de tant d'Auteurs dénoncés, que Dicastille, extraits *utrum autem &c*, *hæc tamen*, pag. 408. 409, de Lugo, extrait de *eo qui* pag. 415, Escobar, extrait, *hoc probabilius*, pag. 416, & *licitum est, profecto sententia*, pag. 418, & Molina, extrait, *dicendum... arbitror*, pag. 425, qu'on puisse dire avoir effectivement tenu comme probable ou plus probable le sentiment qui permet de prévenir un faux témoin, ou un injuste accusateur, supposé que nous n'ayions aucune autre voye pour échapper ; cas chimérique ou presque chimérique auquel néanmoins ils restreignent tous leur assertion. Aussi de Lugo conclut-il qu'il est à peine possible que dans la pratique il se rencontre une conjoncture où cette manière de se défendre soit nécessaire & licite. *In praxi tamen vix potest occurrere casus in quo id necessarium & licitum sit*. Cette conclusion qui auroit fait voir que si l'assertion susdite favorise l'homicide, ce n'est gueres qu'en spéculation, a été retranchée par le Compilateur.

Malgré cela ces Auteurs sont condamnables ; Bussembaum, Sa & Airault, (si l'extrait de ce dernier est fidèle) ont pareillement eu tort de ne pas improuver positivement cette opinion. Mais encore une fois ils écrivoient dans un tems où elle étoit controversée parmi les Théologiens, & avant la condamnation d'Alexandre VII. Il est certain d'ailleurs qu'il n'en est aucun qui ne l'eût expressément rejetée ; s'il avoit écrit depuis le Décret de ce Souverain Pontife. En faut-il davantage pour leur faire trouver quelque indulgence auprès des personnes équitables ?

Pour le Rédacteur, il ne s'est pas borné à les accuser ; il les ca-

l'omnie encore en tronquant leurs textes, & en supprimant des limitations & des explications essentielles. Il achève d'empoisonner leur doctrine par une traduction infidèle, qui présente de nouvelles falsifications, chaque fois qu'on l'envisage de près.

C'est ainsi que dans l'extrait, *dubium est* de Molina, où cet Auteur ne parle que de la mort, où du danger imminent de la mort, on a glissé dans la version Françoisé, le mot de *réputation*, qui n'est pas dans le Latin; au moyen de quoi on fait dire à cet Auteur qu'on peut tuer celui qui est déterminé à nuire à notre réputation.

C'est ainsi que dans l'extrait *De eo qui*, du Cardinal de Lugo, on a supprimé le mot *immédiatement* qui est dans le latin, *Si aliquis injuste velit tibi immediate auferre* &c. & qui doit y être, à moins qu'on ne veuille que cet auteur déraisonne, en prouvant une chose contestée par une autre qui l'est encore davantage.

C'est ainsi que dans l'extrait de Aitault, cette phrase, *Affirmat Bannez, addens idem dicendum*, est traduite en cette manière; *Ous, selon Bannez, & même encore que le crime* &c. Expression plus qu'équivoque, & qu'on n'a pas choisie sans dessein, tandis qu'il étoit naturel de traduire; *Bannez l'affirme, ajoutant qu'il faut dire la même chose*; ce tour plus conforme au latin auroit fait voir que le Jésuite ne fait qu'exposer le sentiment du Dominicain.

C'est ainsi qu'on a rendu ces dernières paroles qui sont la suite de l'exposition du sentiment de Bannez, *Ratione scandali non esset apertè occidendus, sed clam*; IL SEROIT A PROPOS de le tuer, non publiquement, à cause du scandale, mais en secret. Aulieu qu'on devoit traduire; *Il ne faudroit pas, à raison du scandale, le tuer publiquement, mais en secret.*

C'est ainsi enfin que dans l'extrait, *Respondeo affirmativè*, du même auteur, on traduit, *ut convenienter vivamus, pour vivre commodément*, & que dans l'extrait, *an pro defensione*, on rend le mot *invasorem*, qui signifie un ravisseur, par, *Celui qui vient pour prendre notre bien.*

Que de supercheries n'a-t-on pas accumulées dans l'extrait d'Escobar, *Placet mihi*, pag. 419 ! on les a exposées ailleurs, & on a montré que le sentiment de cet auteur se réduit à dire qu'il est plus probable qu'un homme injustement condamné à mort, peut accep-

ter le duel qui lui est proposé contre son calomniateur , par le Prince , ou par le Juge , en échange de la Sentence de mort. A ce qui a été dit ailleurs sur un cas si extraordinaire , nous ajouterons qu'Escobar n'a décidé ainsi qu'après Major , Lyranus , Ange de Clavasio , Bannez qui cite Cajétan , Martin & Pierre Navarre , Velasco , Raphaël de la Torre , Viguerius , Binsfeld , Sayr , Sylvius , Chapeville , Bonacina , Benedicti , Thomas Hurtado , Léandre du S. Sacrement &c. que M. Duval qui embrasse avec raison le sentiment contraire , reconnoit que l'autorité & les raisons des auteurs très-graves qui sont pour l'opinion d'Escobar , fussent pour la rendre probable , même en pratique , *in praxi*.

Traité de Charité.
Qui. 17. Art. 1.

Une chose qui paroitra singulière , c'est que M. Duval qui tient pour la négative avec Suarez , admet cependant de même qu'Escobar , Bannez , Pierre Navarre , Milhard , Léandre du S. Sacrement &c. que dans le cas proposé , on peut tuer secrètement le calomniateur , si on n'a pas d'autre moyen d'échapper. Ce que Suarez est bien éloigné d'admettre , lui qui nie qu'on ait droit de tuer pour se défendre , celui qui ne nous attaque pas immédiatement , & par lui même ; à plus forte raison celui qui ne le fait que par les voyes de la Justice.

Traité de Vert.
Theol. disp. 17.
sect. ult. num. 9.

Je reviens , en finissant cette question , à M. de Monclar. „ La „ maniere peu Chrétienne , dit-il , dont les Jésuites ont envisagé la „ défense de soi-même , a été un premier faux pas qui les a con- „ duits à d'autres erreurs. On a perdu de vue la mesure qu'on doit „ garder dans la défense , & on a étendu le droit de repousser la „ force par la force , à la faculté de se défendre avec des armes „ meurtrières contre ceux qui n'en ont pas. *Molina l. 4. tr. 3. disp. 11. n. 5. p. 164.*“

Compte rendu,
Pag. 172.

Qui oseroit douter sur la foi d'un Procureur général , qui porte l'exacitude jusqu'à citer le livre , le traité , la dispute , le nombre & la page , que Molina ne soit coupable des excès qu'on lui impute , & qu'il n'ait accordé indéfiniment la faculté d'employer pour la défense des armes meurtrières contre ceux qui n'en ont pas. J'ouvre Molina à l'endroit marqué , & j'y trouve à la vérité que cet auteur dit : „ Qu'ainsi qu'on soit censé se défendre avec la modération qu'exige „ une légitime défense , il n'est pas nécessaire ou essentiel qu'on ne

„ se serve point d'armes contre ceux qui n'en ont point. “ Mais il ne parle ainsi qu'après avoir établi dans la même page , qu'il n'est permis de repousser la force par la force , qu'autant qu'on ne fait que ce qui est nécessaire pour défendre & conserver sa vie. *id tunc precise efficiendo , quod expediens & necessarium judicatur ad vitam nostram conservandam ac defendendam , quod est servare moderamen inculpate tutele :* & il rappelle cette règle dans l'endroit même que cite M. de Monclar , *Juxta regulam à nobis traditam.*

Molina permet donc de compenser l'inégalité des forces par celle des armes , autant qu'il est nécessaire précisément pour que la défense soit proportionnée à l'attaque. Et en cela il ne dit rien qui ne soit dicté par le sens commun , & appuyé du suffrage de tous les Théologiens. S. Antonin demande s'il est permis à un homme foible de se défendre avec des armes contre un agresseur beaucoup plus fort qui peut l'assommer d'un coup de poing ; & il répond que cela lui est permis , s'il ne peut éviter la mort autrement ; & *cum armis & qualitercumque licet.*

Molina ne dit rien que ce qu'on lit dans la Glose de la Loi , *Unde vi* , qui se propose la même question & y répond de même. *Queritur , quid si pugnus unius plusquam alterius ensis percussit ? Resp. defendat se ense propter inaequalitatem virium , eum vim vi repellere licere omnia jura proclamant.*

Il ne dit rien enfin que ce que M. de Monclar lui-même dit équivalement , lorsqu'il reconnoit non seulement qu'on peut tuer pour la légitime défense de soi-même , mais qu'on peut faire & avoir intention de faire tout ce qui est absolument nécessaire pour cela. Il est donc faux que Molina dans ce qu'il autorise , ait perdu de vue la mesure qu'on doit garder dans la défense : il y a plus ; la mesure & la proportion souvent ne seroient pas gardées , s'il n'étoit jamais permis d'user d'armes meurtrières contre ceux qui n'en ont pas.

QUATRIÈME



QUATRIEME QUESTION.

Peut-on tuer pour la défense de son honneur ou de son bien?

Nous n'avons pas de meilleure règle à suivre dans l'examen des extraits qui concernent cette question sur laquelle il y a plusieurs propositions condamnées, que de rejeter toute Doctrine qui approcheroit de celle de ces propositions, & sur-tout le reste, de nous en tenir à la Loi que nous nous sommes faite, de ne point approuver ni censurer légèrement, & d'exposer avec fidélité les autorités & les raisons pour & contre.

Pour commencer par l'honneur, la premiere Assertion qui se présente est celle de Tanner. Cet Auteur dit, extrait *Assertio 1^a* pag. 400, qu'il est permis de tuer un agresseur pour la défense de sa chasteté. Il suppose, comme on doit toujours le sous-entendre, qu'il n'y a point d'autre moyen d'échapper à la violence, soit en résistant, soit en appelant du secours, soit de quelque autre maniere.

Voyons ce que les Loix & les Docteurs ont décidé sur ce sujet. Il est marqué dans le Digeste que l'Empereur Adrien consulté là-dessus, répondit qu'il falloit renvoyer absous celui qui auroit tué un homme, pour se défendre lui ou les siens de la violence qu'on auroit voulu faire à sa pudicité. *D. Adrianus rescripsit eum qui stuprum sibi vel suis per vim inferentem occidit, dimittendum.* On sçait le trait de ce jeune Soldat de l'armée de Marius, & les éloges que Cicéron donne à son action dans la Harangue pour Milon. Ce qui montre que l'esprit des Loix Romaines, de ces Loix puisées dans le bon sens, n'étoit point qu'on regardât comme coupable l'homicide commis dans une si facheuse extrémité.

Pierre Navarre, (m) Fernandez (n) Binsfeld, (o) Villalobos, (p)

(m) Sexta dubitatio sit, utrum pro defensione castitatis liceat interficere invasorem. Responderetur ex omnium sententiâ licitum esse. *P. Nav. l. 2. c. 3. n. 393.*

(n) Licetne praeter ad ruendam castitatem invasorem occidere. Resp. constans est Doctorum omnium sententiâ quæ affirmat, *Teru. p. 1. Exam. c. 9. n. 18.*

(o) Tam in foro fori quam conscientie licitum est occidere pro defensione virginis & castitatis, quando fugiendo, clamando, aut alio modo salvari non potest &c. *Binsfeld de injur. l. 6. damno dato. cap. 1. qn. 6. concl. 9.*

(p) Villalobos, liv. 2. rr. 12. diff. 12. n. 1. ainsi l'enseignent Sylvestre, P. Navarre,

Suite de la III. Partie.

H h h

ff. lib. 48. tit. 8. l. 1.

Syl' in 2. 2. q.
et ait 2. qu. 9.

& plusieurs assurent que c'est le sentiment de tous les Théologiens, Binsfeld cite en particulier S. Antonin, Caétan, Valentia, Arragonius, Soto, Fumius, Martin & Pierre Navire. Sylvius dit pareillement que c'est l'opinion commune. Le Cardinal Capucchi q. 37. 12. Assert. 3. demande s'il est permis à une femme de défendre sa chasteté aux dépens de la vie de l'agresseur ; il répond qu'elle le peut, suivant la Doctrine commune des Théologiens. *Prima pars hujus assertionis communis est inter Doctores.* Il va plus loin, & il assure qu'elle y est obligée, si en n'employant pas ce moyen de résistance, qu'on suppose nécessaire, elle craint de consentir au péché. *Imò ad illam etiam cum occisione tenetur, si sibi timeat consensum in peccatum, & delectationem venream, & aliter aggressorem repellere nequeat.* Il ajoute que cette seconde Partie de son Assertion doit aussi être commune entre les Docteurs. *Communis etiam esse debet inter Doctores.* Enfin il dit que quand cette femme pourroit présumer qu'elle ne consentira pas au péché, il lui seroit encore permis, au défaut d'autre moyen de tuer l'agresseur. *Et si ei liceat aggressorem occidere, si alio modo eum à se repellere non possit.*

Écoutons encore le P. Gonet qui ne passa jamais pour un partisan de la Morale relâchée. „ Si une femme, dit il, craint probablement d'être exposée au péril de consentir, elle est tenue de résister en toutes manières, même aux dépens de sa vie & de sa réputation, en criant & en faisant les efforts pour tuer l'agresseur, parceque le précepte négatif de ne pas consentir au péché, oblige toujours & pour toujours. C'est pourquoi, comme il est rare qu'en ce cas on ne soit exposé au danger de consentir, on doit décider avec Curiel, qu'elle est obligée de résister en toute manière, & c'est toujours ainsi qu'il faut répondre, quand on est consulté sur ce point. (q)

Cette Assertion est la seule qu'il y ait sur la matière de la chaste-

Lessius, & généralement tous les Théologiens.

(q) Si verò credit probabiliter se esse expulsum periculo consentiendi, tenetur omnibus modis, etiam cum vitæ & famæ dispendio, resistere clamando & aggressorem occidere tentando, quia præceptum

negans de non consentiendo obligat semper pro semper. Unde tandem consulendum est cum Curiele quod, quia raro contingit ut in tali casu non imminet periculum, debet tunc omnibus modis resistere, & ita semper est ipsis consulendum. Gonet. tom. 3. tract. 2. disp. 1. n. 39.

té, sous le titre Homicide, quant à la défense de ce qu'on appelle proprement honneur, il y en a un assez grand nombre, qu'il faut considérer séparément suivant les différens cas qu'elles expriment.

Les extraits de Lugo de Guimenius, ou Moya, de Pomey, de Laymann, de Bussembaum, & de l'Apologie des Casuistes, supposent en général qu'il est permis de tuer pour la défense de son honneur, & n'entrent dans aucun détail.

Cette doctrine n'est gueres admise que par les Théologiens étrangers; ils la fondent sur ce que le danger de l'infamie équivaut au danger de perdre la vie. *Infamia; quod simile est periculo vite*, dit la Glose sur la Loi, *iusta causa* ff. lib. 40. tit. 2. *Periculum fama*, dit encore Julius Clarus, *aquiparatur periculo vite*. Et idè, conclut-il, *si imminet periculum injuria cujuscumque personalis, poteris quis licite aggressorem interficere*. Ce jurisconsulte va beaucoup plus loin que les Casuistes, qui ne permettent pas de tuer pour repousser une injure quelconque, mais qui exigent que l'injure soit telle, qu'elle fasse un tort considérable à notre honneur. *Si quis auferat honorem valde notabilem*, dit Bussembaum.

Une autre raison qu'ils apportent est que, selon les Loix & les Jurisconsultes, le tort qu'on fait à une personne dans son honneur, est de plus grande conséquence que celui qu'on lui fait dans ses biens. *Solus fustium ictus*, dit la Loi *in favorem* ff. lib. 48. tit. 19. *gravior est quam pecunia damnatio*. Bartole & Navarre se servent de cette Loi, pour prouver que toute injure personnelle est plus grave que toute injure réelle. D'où il suit qu'étant permis, suivant la plupart des Théologiens, de tuer pour la défense de ses biens, il doit l'être à plus forte raison de tuer pour la défense de son honneur.

Aussi presque tous ces auteurs joignent ensemble la défense de l'honneur & celle des biens. On peut s'en assurer en consultant Bannez, Ledesma, Jean de la Cruz, Jean de S. Thomas, Henri de Stroverdorf, Pierre de Tapia, & une infinité d'autres. Fernandez demande s'il est permis de tuer un agresseur pour la conservation de son honneur; & il répond que le sentiment commun est que cela est permis. *Licet, ut tenet communis sententia*. Maldere, de *Jur. & Just. tract.* 3. cap. 1. dub. 14. Trullench, *Tract.* 2. cap. 4. dub. 5. n. 6. Lilius Zechus, in *Cas. Episc. reserv. casu* 13. de

Extr. De eo qui,
pag. 415
Jame distilla, p.
419.
Si quelqu'un, p.
420.
Alertio 32 pag.
427.
Nou hert, pag.
440.
Jus natura, p.
535.
Quis si non n'ave,
pag. 518.
Lib. 5. sect. 6.
homic. n. 16.

Part. 1. Bkann.
cap. p. n. 14.

homic. Vivalde, *de irreg. ex homic. n. 229*, Patrice Sporer, *tract. 5. part. 5. cap. 2. assert. 3. §. 3. n. 149*. Cantarellus, *variar. quest. lib. 2. cap. 9. n. 48* Marchantius, *part. 5. qu. 7*. Chapeaville, *de Cas. reserv. part. 2. cap. 3. qu. 1. diff. 9*. Villalobos, *To. 2. traité 12. diff. 12.* & Bonacina, *tract. de rebus disp. 2. qu. ult. sect. 1. pñcto 10. n. 5.* disent pareillement que c'est l'opinion commune.

Puisque les auteurs Jésuites qu'on a cités plus haut ne se sont pas écartés de l'enseignement reçu dans leur pays, on ne peut pas leur faire un crime personnel de cet enseignement ?

Pour descendre de cette thèse générale à quelques cas particuliers, ils demandent en premier lieu, si une personne qui est attaquée dans sa vie, & qui peut fuir, est obligée de le faire, lorsqu'il y auroit pour lui du déshonneur en cela, ou s'il peut tuer celui qui l'attaque, pour ne pas s'exposer à une fuite qui lui seroit ignominieuse. Azor, extrait, *Decimo quartò*, p. 398. Lessius, extrait, *Si accedas*, pag. 401, Lacroix, extrait, *Non teneris*, pag. 441. disent qu'en ce cas on n'est point obligé de fuir, mais qu'on peut repousser l'agresseur, & le tuer, si la nécessité de nous défendre l'exige.

Toutes les autorités s'accordent encore sur ce point. La Glose sur la Clémentine, *Si furiosus*, après avoir dit qu'on peut repousser la force par la force, & qu'on n'est pas obligé de fuir, lorsqu'on est d'une condition qui ne permet pas de recourir à la fuite sans se déshonorer, ajoute qu'on encourt l'irrégularité, si on tue l'agresseur en lui résistant ; & elle en rend cette raison que cette sorte d'irrégularité s'encourt sans qu'il y ait aucune faute de notre part, & même en faisant une action de devoir, comme on le voit dans l'exemple du Juge qui condamne justement à mort. (1)

Tiraqueau dit qu'un homme noble attaqué par un autre, & pouvant fuir sans aucun danger, n'est point obligé de le faire, parcequ'il ne le pourroit pas sans se déshonorer. Il s'appuye sur le témoignage de plusieurs grands Jurisconsultes, & en particu-

(1) Nota quodd licet sit licitum alicui vim illatam repellere, ita quodd non teneatur fugere, cum esset honesta persona, cui non esset honestum fugere, si resistendo occidit,

incurrit irregularitatem . . . Irregularitas enim ista incurritur sine culpa, etiam ex merito, ut in iudice iuste occidente.

liet fut le texte de la Loi, *In eadem causâ*, ff. lib. 4. tit. 6. leg. 10. qui déclare qu'on tient pour impossible, ce qu'on ne peut faire sans infamie. D'où Baldus conclut, qu'un homme insulté n'est pas tenu de fuir, lorsqu'il y auroit du deshonneur pour lui à le faire. (s)

Sayr atteste que l'opinion commune des Théologiens, est qu'on peut tuer un agresseur pour la défense de son honneur, & qu'on n'est point obligé de prendre la fuite, lorsqu'on ne le peut sans se deshonnorer. Il cite à ce sujet seize tant Théologiens que Jurisconsultes; entre autres, Bartole, Balde, Imola, Cajétan, Sylvestre & Soto. (t)

Le célèbre Docteur de Louvain, Wiggers, dit pareillement que c'est le sentiment de presque tous les Docteurs, & qu'on doit faire un grand cas de leur autorité en cette matière. (u) Ce qu'il y a de remarquable, c'est que les Jésuites sont peut-être les premiers qui ayent nié contre l'opinion commune, que cela fut permis. *Hac est communis*, dit Jean Ponce, *contra Tannerum*. Tanner en effiet, to. 3. disp. 4. qu. 8. concl. 4. ne permet point à un homme noble à qui l'on veut donner un soufflet ou des coups de bâton, de tuer l'injuste agresseur, quoiqu'il n'ait que ce moyen d'éviter son deshonneur. Bussembaum qui n'ose pas condamner absolument le sentiment contraire, dit qu'il est dangereux dans la pratique. *Verum & hoc in praxi periculosum*. Il seroit sans doute à sou-

Disp. 18. qu. 1.
n. 28.

(s) Nobilis ab alio imperitus, etsi potest fugere sine periculo, non tamen tenetur fugere, cum id sine dedecore non possit facere; ut voluit Cyn. Flori. Bald. Bartol. Anan. Ang. Hyppol. Marfill. & inter ceteros est optimus textus supra ad aliud propositum allegatus in L. *in eadem causâ* ff. ex quibus causis, ubi dicitur non posse fieri quod sine dedecore fieri non potest. Ex quo & ipse Baldus notat quod insultatus non tenetur fugere, quando sine dedecore fugere non possit. *Tirao. de nobilit. cap. 20. n. 63.*

(t) Communis Doctorum opinio est quod non tenetur fugere (nobilis vir aut miles) sed inimicum in honoris tui defensionem occidere potest. *Sayr. Clar. reg. lib.*

7. cap. 10. n. 27.

(u) Probabile est viris secularibus qui ratione status vel nobilis familiaris solent & assuantur excellere in armorum contumacitate & fortitudine bellica quibusve illa quodammodo debita sunt inesse, licere repellere aggressorem etiam cum illius occasione, qui ignominiosè illos invadit, ut v. g. pugnus vel baculo, si aliter ejus ictus avertere nequeant; neque eos obligari ad fugam, quamvis se possint per fugam ab illius invasione eripere. Probatur primò auctoritate omnium pene Doctorum, tam Theologorum quàm Jurisperitorum, quæ in hujusmodi re morali magni est faciendæ. *Wiggers de Jure & Just. inst. 2. cap. 2. n. 64.*

haïr que tous les Casuistes eussent suivi la décision de ces deux Jésuites, & qu'ils n'eussent pas trop accordé au préjugé général sur la matiere de l'honneur. Mais après tout quel reproche particulier peut-on faire aux Jésuites, puisqu'ils se sont conformés en ce point à la doctrine appuyée de tant d'autorités.

Lessius & Lacroix déclarent positivement que les Clercs & Religieux attaqués dans leur vie, doivent fuir, s'ils le peuvent, plutôt que de tuer l'injuste agresseur, parceque la fuite, loin d'être un sujet d'opprobre pour eux, leur fait honneur. Le premier ajoute que néanmoins ils ne pécheront pas contre la justice, s'ils ne veulent pas fuir. La raison en est évidente; c'est que ce n'est point à titre de justice qu'ils sont obligés de fuir; mais à raison de leur état, à raison de scandale, & ils n'en péchent pas moins, quoique ce ne soit pas contre la justice. Lacroix met à son assertion la restriction *ordinairement*, parceque, dit-il, si à raison des circonstances, les Clercs & les Religieux se trouvoient exposés en fuyant à une grande infamie, il ne seroient pas obligés de fuir. Il est difficile d'imaginer quel déshonneur il peut y avoir à fuir pour un Clerc & sur tout pour un Religieux. Ainsi cette restriction est tout-à-fait déplacée.

Escobar dans l'extrait, *Persona ignobiles*, pag. 418, tient à la vérité comme plus probable avec Suarez, Tolet & Lessius, que les personnes ignobles & de profession mécanique, attaquées par un autre, sont obligées de fuir pour ne pas mettre à mort l'agresseur. Mais il avoue en même-temps qu'il incline vers le sentiment opposé; & cela, dit-il, parcequ'il y a toujours du déshonneur à fuir, pour toute sorte de personnes, nobles ou non; & encote parcequ'en fuyant, on peut s'exposer au péril de faire une chure, qui donnetoit à l'agresseur la facilité de nous frapper ou de nous tuer.

Ni l'une ni l'autre de ces raisons ne sont assurément d'aucun poids; car quand la première seroit vraie, le déshonneur de fuir pour des personnes de cette profession, est si peu de chose, qu'il doit être compté pour rien. Quant au danger de tomber, c'est un danger si éloigné, qu'il seroit ridicule de l'alléguer pour motiver une semblable décision. Aussi Escobar, toutes choses examinées, n'y a-t-il eu aucun égard.

Roberts lib. 4. de
Just & Jur part.
2. esp. p. 1. l.
qu. 3.

Si Escobar est coupable d'avoir montré quelque penchant pour une opinion qu'il n'adopte pas, combien plus le sont les Jurisconsultes & Canonistes cités en grand nombre par Tiraqueau, qui ont décidé que, comme il est toujours ignominieux & souvent dangereux de fuir, personne soit noble, soit ignoble n'y est obligé. *Sed & sunt multi qui tenent fugere semper esse ignominiosum, & praterea saepe periculosum; ac propterea neminem, sive sit nobilis, sive ignobilis, teneri fugere.* Tiraqueau ajoute que c'est le sentiment commun, au rapport de Felinus & d'Alexandre de Nevo. Nous pourrions citer aussi plusieurs Théologiens qui ont donné dans cet excès, entre autres, Fumus, *V. Defensio n. 3.* & Sylvestre, *v. Bellum 2. n. 4.* Loc. cit. n. 64.

On demande en second lieu, s'il est permis de tuer celui qui s'enfuit, lorsque cela est nécessaire pour la défense de l'honneur, qui souffriroit sans cela un dommage considérable. Emmanuel Sa, extrait, *Fugientem*, pag. 395, propose le pour & le contre, & il ne décide rien. Dicastille dans l'extrait, *Tertia quoque*, pag. 434, paroît le permettre, lorsque traitant de la troisième condition nécessaire pour rendre légitime la défense de soi-même, il dit que si quelqu'un nous a frappé, mais qu'il fuyé, & qu'il cesse par conséquent de nous frapper, il ne nous est pas permis de le frapper à notre tour; parceque ce ne seroit point alors se défendre, mais se venger, *si ce n'est peut être*, ajoute-t-il dans une parenthèse, *qu'il s'agit de la défense de l'honneur, dont je parlerai ailleurs.* Mais dans l'endroit où il renvoye, il s'attache avec Lessius & Molina, au sentiment opposé, du moins quant à la pratique, & il n'accorde à l'autre opinion tout au plus qu'une probabilité spéculative. *Lessius dicit speculative esse probabilem, sed in praxi non admittendam propter periculum odii & excessus: eamque improbat Molina, quia revera est vindicta. Hac sententia saltem practice mihi magis placet, quamvis oppositum, saltem speculative, ut ait Lessius, non careat omni probabilitate.* Disp. 17. capit. 4
Concl. 2. n. 4. 2

Ce qui a empêché Sa de prononcer, & Dicastille de refuser toute probabilité même spéculative, à cette opinion condamnée depuis dans la proposition, *Fac est viro honorato*, qui est la trentième du Decret d'Innocent XI, c'est qu'ils l'ont vu soutenue par Mar-

tin Navarre, *Man. cap. 15. n. 3*, par Pierre Navarre, *Lib. 2. de restit. cap. 3. n. 353*, par Fernandez, *1. p. exam. cap. 9. n. 15*, par Victoria, *Relect. 6. de jure belli, n. 5*, par Louis Lopez, *pars. 1. Instr. cap. 62*, qui dit qu'à la vérité il n'approuve pas qu'on le fasse, mais aussi qu'il ne condamne pas celui qui l'a fait. *Ante factum non probo, sicut nec factum damnabo*. Ces auteurs ont été suivis depuis de plusieurs autres qu'il est inutile de citer.

On peut se convaincre en lisant Pollenter sur la trentième proposition du Decret d'Innocent XI, que cette doctrine a été constamment & unanimement rejetée par les Jésuites, même avant sa condamnation, entre autres par Vasquez, *Opusc. de restit. cap. 2. §. 1. concl. 9. n. 37*, par Turrianus, *disp. 27. concl. 3*, par de Lugo, *de Jur. & Just. disp. 10. n. 189*, par Amicus, *disp. 36, sect. 7. n. 113*. Les paroles de Vasquez sont trop belles pour les omettre ici. « Cette doctrine, dit il, n'est pas chrétienne, mais elle me paroît respirer le Paganisme. En effet il s'ensuivroit delà qu'il est permis à celui qui a reçu un soufflet, de donner, s'il le peut, des coups de bâton à son ennemi, ce que la loi du monde exige pour la réparation de l'honneur, & qu'un homme qui auroit reçu des coups de bâton, pourroit sur le champ poursuivre celui qui l'a frappé, & lui ôter la vie, ou lui nuire en quelque autre manière, parcequ'il ne peut satisfaire autrement à son honneur. Mais si on admet cette morale, on détruit l'Evangile & même le Décalogue. *Quod est Evangelium, imò & Decalogum destruere*.

On demande en troisième lieu, si lorsqu'avec l'honneur, on a à défendre son bien, ou à garantir son corps de quelque violence, il est permis de résister jusqu'à tuer l'injuste agresseur, si cela est nécessaire.

C'est le vrai sens de l'extrait de Lessius, *dixi in propositione*, p. 402, où parlant de la défense des biens, il dit qu'il seroit tout à fait injuste d'ôter la vie à quelqu'un pour un bien de très-petite conséquence, comme pour une pomme ou pour un écu d'or : mais que si notre honneur étoit intéressé à la conservation de ce bien, on pourroit l'arracher au voleur, & le mettre à mort, s'il résistoit de manière qu'on ne pût le r'avoir autrement ; parceque cette défense auroit moins pour objet la chose volée que l'honneur.

Lessius

Lessius ne parle ainsi que d'après Soto, dont la citation a été supprimée dans l'extrait. Cette décision ne contient que ce qu'ont dit tant d'Auteurs non Jésuites pour la défense de l'honneur ; & c'est calomnier Lessius, que de dire, comme a fait Pascal, qu'il permet de tuer pour une pomme. Ne dissimulons pas cependant que cette assertion a quelque chose de révoltant, & que Lessius a mal fait de la répéter après Soto, d'autant plus qu'elle ne peut être que dangereuse dans la pratique.

C'est encore le sens des deux extraits de Cardenas, *nempe regulariter & , Probatur 4^o pag. 422*, où cet Auteur prouve qu'il ne faut pas confondre la proposition condamnée, *je ne puis régulièrement parler tuer un voleur pour conserver un écu d'or*, avec le sentiment de ceux qui permettent de se défendre contre un voleur, qui avec cet écu d'or, veut nous ravir l'honneur. *Quia cum re illâ honorem etiam auferre vult*. La différence est évidente en effet, puisque la proposition ne parle point du cas où l'honneur seroit compromis. Ainsi on ne voit pas quel reproche mérite Cardenas, d'avoir appuyé sur cette différence, pour montrer que la condamnation de ce sentiment n'est pas une suite de celle de la proposition.

Il en faut dire autant à plus forte raison de l'extrait de Lacroix ; *idem est in similibus*, p. 441. Ce Jésuite joint ensemble la défense de l'honneur, & celle d'un bien de grande importance ; il ne permet point de défendre l'honneur seul, ni les biens seuls ; *ubi non solus honor defenditur, sed etiam aliud bonum magni momenti*. Il y a donc un contre-sens dans la version du Recueil qui sépare ces deux objets, & qui permet de tuer pour la défense de l'un ou de l'autre ; « Il en est de même, fait-elle dire à Lacroix, dans tous les autres cas semblables, dans lesquels on ne défend pas seulement son honneur, ou même (*sed etiam*) quelque autre bien de grande conséquence. »

Lacroix ne permet point de tuer pour se garantir d'un affront ; mais il veut que cet affront soit joint à quelque autre violence qu'on veut faire à notre personne : *Neque tantum defenditur à contumeliâ, sed etiam ab aliâ violentiâ*. Nouveau contre-sens dans la version françoise qui sépare encore ces deux choses. « Mais encore, » poursuit-elle, de ceux dans lesquels il s'agit de se garantir d'un

Suite de la 111. Partie.

I i i

affront , ou de toute autre violence. » Comment des Auteurs ne se trouveroient-ils pas coupables , lorsqu'on se permet ainsi de leur faire dire le contraire de ce qu'ils disent ?

On a calomnié Lacroix , lorsqu'on lui fait dire , extrait *quavis seculari* , pag. 441. » Quoi qu'il fut permis à un Séculier Laïc de tuer celui qu'il sçait certainement être tout prêt à l'attaquer » par une calomnie , supposé qu'il ne pût pas l'empêcher autrement ; cependant cela ne seroit permis que dans le cas où le » calomniateur agiroit extrajudiciairement , & non pas s'il vouloit porter la calomnie devant les Juges. »

Car en premier lieu , Lacroix ne dit point , *quoiqu'il fût permis* ; mais , quand bien même il seroit permis , *quavis licitum esset*. En second lieu immédiatement avant l'extrait , il décide qu'il faut tenir absolument qu'il n'est jamais permis , même à un Laïc , de tuer quelqu'un , précisément parcequ'il attaque notre honneur ou notre réputation. *Hinc absolute tenendum est nunquam , etiam Laico , licitum esse occidere aliquem , eo quod invadat præcise famam vel honorem*. Les raisons qu'il donne de cette décision , sont que la mort de celui qui attaque notre réputation , n'est pas un moyen sûr de la réparer ; qu'au contraire on ne fait le plus souvent que lui nuire davantage par-là ; & que cette manière de défendre sa réputation , seroit inmanquablement très-funeste à la République , comme le démontre Cardenas. Il répond ensuite avec l'usage autre Jésuite , aux raisons du sentiment opposé. En troisième lieu , dans le Paragraphe qui suit l'extrait , il déclare expressément avec Cardenas , qu'on ne peut tuer pour la défense de son honneur , qu'autant qu'elle se trouve jointe à celle de la vie , ou de quelque autre bien équivalent. *Non ad defendendum solum honorem , sed etiam vitam vel aliud bonum equiparabile*. Ce Jésuite tient donc sur cette matière le sentiment le plus exact.

On a encore calomnié Tanner , extrait *Affertio 4^a* p. 400 où on lui fait dire que Toler excepte les personnes Ecclésiastiques du droit de défendre leur honneur , en tuant l'injuste agresseur ; mais que Sylvestre & Lessius enseignent avec plus de vérité le contraire à l'égard des Clercs en général , & que Lessius assure spécialement la même chose par rapport aux Religieux.

Lib. 3. part. 1.
de Homic. n.
200. §. 1.

ibid. n. 202.
§. 2.

Car voici comment s'exprime ce Casuiste à l'en droit même d'où l'extrait est tiré. « Quant à ce qui regarde la défense de l'honneur, quoique les personnes Religieuses n'aient point perdu le droit à leur honneur, & qu'au contraire ce soit pour eux une raison & un devoir de soutenir plus qu'aucun autre leur réputation, parcequ'elle leur est nécessaire pour le bien commun : néanmoins il y a cette différence entre eux & les Séculiers, que les personnes Nobles ou de profession militaire, ne sont pas obligées de fuir, lorsqu'il s'agit de défendre leur vie, pour ne point bleiser leur honneur par cette fuite; mais qu'ils peuvent repousser la force par la force; au lieu qu'il n'en est pas ainsi des Clercs & des Religieux, lesquels doivent fuir s'ils le peuvent, parce qu'ils ne mettent point leur gloire dans la bravoure militaire. *Cum aliter se res habeant cum Clericis & Religiosis, qui, cum ex fortitudine militari laudes non quarant, fugere tenentur, si possunt.* Voilà pour la nécessité de fuir, s'ils le peuvent, quand on attaque leur vie.

À l'égard de la défense de l'honneur qui n'est pas joint au danger de perdre la vie, Tanner décide qu'aucun Clerc ou Religieux ne peut tuer celui qui le frappe, ou qui lui dit des injures. En effet, dit-il, comme ils font profession de pratiquer la douceur & la patience chrétienne, que c'est-là leur état, & qu'ils ne sont point gens de guerre, il n'y a point d'ignominie pour eux à souffrir patiemment une injure, au contraire cela leur fait honneur auprès des personnes du monde. *Item nullus Clericus aut Religiosus potest ob defensionem honoris sine periculo corporis percussentem seu verbis injuriantem occidere. Cum enim Christiana mansuetudinis & patientie cultores se profiteantur ac certi esse debeant, non milites; ideo ex injuriâ patienter toleratâ nullam ignominiam referunt, sed honores etiam apud mundanos, quod etiam notat Lessius.* Aussi Lessius, comme on le peut voir dans l'extrait, si accedas, pag. 401, dit-il que les Religieux & les Ecclesiastiques sont obligés de fuir.

C'est pourquoi Tanner ne dit pas simplement que les Religieux n'ont point du tout renoncé au droit naturel d'une défense modérée, comme la traduction du Recueil le lui fait dire; mais qu'à prendre la chose en elle-même, c'est-à-dire, précision faite des circonstances

personnelles, ils n'y ont point renoncé: *cui per se minime renuntiaverunt Religiosi.*

On a calomnié Amicus, lorsqu'on donne comme une assertion de ce Jésuite, extrait *negari samen.* pag. 410, qu'un Clerc ou un Religieux peut licitement tuer un calomniateur qui menace de répandre des accusations atroces contre lui ou son Ordre, lorsqu'il n'a point d'autre voie pour se défendre. Ce qui est en propres termes la dix-septième des Propositions condamnées par Alexandre VII. En effet Amicus déclare qu'il ne propose ce qu'il dit à ce sujet, que par forme de dispute, & qu'il n'a nullement en vûe de s'écarter par-là de l'opinion commune. *Nolumus à nobis (hæc) ita sint dicta, ut communi Sententia adversentur, sed tantum disputandi gratia proposita.* C'est une insigne falsification du Rédacteur d'avoir supprimé ces paroles, sans avertir par des points que l'extrait étoit tronqué. C'est une adresse de sa part d'avoir rejeté cent pages plus bas, sous le Régicide, un extrait d'Escobar tout à-fait étranger à ce titre, où ce Jésuite s'étant fait cette question: Est-il permis à un Religieux de tuer un calomniateur qui répand des accusations graves contre son Ordre? Il répond que le P. Amicus n'ose point embrasser l'affirmative, pour ne point paroître s'opposer au sentiment commun; mais que, par forme de dispute, il l'a fortifiée par une raison qu'Escobar rapporte. Ces mots, *arguendi gratia*, qui répondent à ceux d'Amicus, *sed tantum disputandi gratia*, sont ainsi rendus dans le Recueil; *il la fortifie néanmoins par cet argument.* Cet extrait d'Escobar est, comme je l'ai dit, un vrai hors-d'œuvre sous le Régicide, mais si on l'avoit mis à sa place avec les autres extraits du même Auteur sur l'homicide, il auroit été trop voisin de celui d'Amicus, & le Lecteur auroit pu s'apercevoir de la fraude.

M. de Monclar a bien recherché ici sur le Rédacteur; après avoir accusé tous les Casuistes de la Société, d'autoriser le fer & le poison contre ceux qui nous déclarent par des calomnies ou par des médianees, il représente Amicus comme ayant poussé ce principe, *jusqu'à permettre à un Religieux qui auroit accordé des faveurs à une femme vile, de la tuer, si elle avoit la vanité de s'en vanter.*

Not. Utinam ne,
pag. 333.

Compte rendu,
pag. 373.

Au reste Amicus & Escobar ont eu tort, l'un d'avoir mis en avant l'opinion dont il s'agit, même par maniere de dispute; l'autre de l'avoir rapportée, quoique sans l'embrasser. Mais il faut remarquer 1° qu'elle n'avoit pas encore été condamnée & qu'elle avoit été soutenue par Pierre Navarre, par Sayr Benedictin, par Michel Zanard Dominicain, par Léandre du S. Sacrement Trinitaire, & par plusieurs autres, dont on peut voir les noms & les textes dans le traité de Dubois Professeur de Louvain, sur les propositions condamnées par Alexandre VII. 2° que l'extrait d'Amicus ne se trouve que dans la premiere édition de ses ouvrages, & que le Rédacteur n'a pû ignorer qu'il avoit été supprimé dans les éditions suivantes, même avant le Décret d'Alexandre VII; puisque Sorwel fait mention de cette suppression dans l'endroit même que cite le Rédacteur comme contenant l'éloge des écrits d'Amicus. 3° Enfin qu'à l'exception d'Amicus & d'Escobar qui ont parlé de cette proposition sans l'adopter, il n'est aucun Jésuite, soit avant, soit depuis le Décret d'Alexandre VII, qui en ait fait mention, si ce n'est pour la rejeter & la condamner. Avec quelle vérité donc M. de Monclar a-t-il pu dire que les Casuistes de la Société autorisent le fer & le poison contre ceux qui nous déchirent par des calomnies ou par des médisances?

Ce n'est pas le seul endroit où ce Magistrat ait porté les choses plus loin que le Rédacteur. Dans l'extrait de l'Apologie pour les Casuistes, pag. 512, on lit ces paroles; „Souffrez que nous nous servions de la même raison naturelle, pour juger si une personne „particuliere PEUT tuer celui qui l'attaque, non-seulement en sa „vie, mais encore en son honneur & en ses biens: „ M. de Monclar fait dire à l'Auteur de cette Apologie, que *la raison naturelle armant le bras de celui qu'on attaque, lui dicte qu'il DOIT ôter la vie à son adversaire.*

Ibid. p. 271.

Venons à ce qui concerne la défense des biens, & commençons par voir ce que les loix enseignent à ce sujet.

1° Selon les Loix tant Civiles que Canoniques, il est permis de tuer un voleur de nuit, & cela, soit qu'il se défende avec des armes ou non; *quoquo modo*: du moins si on ne peut l'épargner sans danger; *Si parcere ei sine suo periculo non potuit*: c'est-à-dire,

C. si periculum
de homic. vo-
lunt.
L. Furtum ff. ad L.
Corn. de Siciis.

selon la glose, sans péril ou pour sa personne ou pour son bien, *sine periculo, scilicet persona vel rerum suarum.*

L. t. c. Unde dicitur.
C. De furtis de
hæc. Excomm.
in 6.

2^o S'il s'agit d'un voleur de jour, la maxime qui permet de repousser la force par la force, a encore lieu selon les mêmes Loix Civiles & Canoniques : car elles l'appliquent expressément à la défense des biens, même dans le cas où le voleur n'en veut qu'à nos biens, pourvu que cela se fasse avec la moderation d'une défense exempte de tout reproche ; c'est-à-dire, comme l'explique la glose sur le chap. *Significasti 2. de homic. volunt.* pourvu qu'on ne fasse précisément que ce qui est nécessaire pour repousser la violence : *Servatur moderamen si id tantum fiat, quo omisso violentia repelli non potest.* On peut donc suivant les loix ruer l'agresseur dans le cas de la question, si la violence est telle, qu'on ne puisse la repousser autrement.

L. Itaque si fur
venit. ff. ad leg.
Aquil.
C. si proficiamus.
Glossa in Can.
Causa hinc 22. qu.
5.

Et c'est aussi ce qu'elles disent formellement ailleurs, puisqu'elles permettent de tuer le voleur qui se défend avec des armes. *Si se telo defendat.* Qu'on remarque cette expression : elles ne disent pas, si le voleur nous attaque avec des armes, mais s'il oppose la violence à celui qui voudroit l'empêcher de faire son coup, ou l'arrêter après qu'il l'a fait, ainsi que l'explique la Glose, *Si se telo defendat ut non capiatur.* Elles étendent cette permission, non seulement jusqu'à défendre son bien les armes à la main contre un injuste ravisseur ; mais jusqu'à l'attaquer pour le recouvrer lorsqu'il s'en est emparé, pourvu qu'on le fasse incontinent après. (x) Et il est bon d'observer que par *armes* les loix entendent fer, bâton, pierre, & généralement tout ce avec quoi on peut nuire ou blesser. *Teli autem appellatione, & ferrum, & fustis, & lapis, & denique omne quod nocendi causâ habetur, significatur.*

L. si pignus ff.
de pignus.

Il y a plus. C'est que quoiqu'elles ne permettent d'une manière expresse de tuer le voleur de jour, que dans le cas où il se défendrait avec des armes, & qu'elles paroissent par-là restreindre à ce cas le droit de défendre son bien au péril de la vie de l'injuste

(x) Non solum resistere permittitur, sed et si quis dejectus fuerit, eundem dejicere non ex intervallo, sed ex continenti. L. idem. ff. de vi, & vi armata.

Omnes pariter ad domum accessibus capi-

dem, & eos quos invenisti ibidem ad domum custodiam, eâ vim vi, sicut omnia jura permittunt, licet repellentes &c Cap. Olim. 2. de resist. spoliat.

ravisseur ; il n'en est pas moins vrai qu'elles ne tiennent point pour coupable celui qui tueroit un voleur , qui n'a point d'armes , supposé qu'il ne pût l'arrêter , ni recouvrer autrement son bien. Car en décidant , comme elles font , qu'on est coupable , si pouvant arrêter le voleur on aime mieux le tuer , *Si autem cum posses apprehendere , maluit occidere , magis est ut injuria fecisse videatur* ; elles décident équivalement qu'on ne l'est point , si on n'a pu l'arrêter , & si on n'avoit point d'espérance de recouvrer autrement son bien.

L. Sed et si ff. ad leg. Aquil.

Quelle est donc la différence qu'elles mettent entre le voleur de jour & le voleur de nuit , & pourquoi permettent-elles de tuer celui-ci , soit qu'il se défende ou non avec des armes , si on ne peut l'épargner sans danger pour sa personne ou pour ses biens , ou même , comme dit encore la Glose de la Loi *Furem* , lorsqu'il se retire & qu'il s'enfuit avec notre bien , tandis qu'elles n'accordent pas aussi facilement le droit de tuer un voleur de jour ? c'est , répond la même Glose , parceque si on laisse échapper le voleur de nuit , on ne pourra pas le reconnoître , au lieu que le voleur de jour peut être reconnu , & qu'on peut se pourvoir contre lui en Justice , *Quia nocturnum , si recedat , postea non recognoscimus ; quod secus est de diurno , qui poterit accusari , & sic non facile occidi*.

Bartole , le plus célèbre Jurisconsulte de son siècle , apporte la même raison de cette différence ; d'où il conclut avec les Docteurs , que si de nuit on connoissoit le voleur , il ne seroit pas permis de le tuer , & qu'au contraire si on ne peut le reconnoître , il est permis de le tuer de même que si c'étoit un voleur de nuit. *Propter hoc dicunt Doctores nostri , attentâ istâ ratione , quod si de nocte cognoscerem furem , non liceret eum occidere , & à contrario si eum non possum cognoscere , eum tanquam nocturnum licet occidere. Ita tenent Doctores*.

Ln. L. Furem

C. En. L. si ut allegas.

Ainsi de deux choses l'une ; ou les auteurs dénoncés pour avoir dit qu'il est permis de tuer un voleur ou un injuste agresseur pour la défense de ses biens , lorsqu'ils sont de grande conséquence , & qu'on n'a pas d'autre voie de les défendre , ni d'espérance de les recouvrer ; & ceux qui ont prétendu qu'on pouvoit le tuer lorsqu'il s'enfuit , n'ont rien enseigné en cela de pernicieux.

& de dangereux ; ou bien il faut dire que les loix qu'on vient de citer, & qui ont servi de garans à ces auteurs, sont des loix pernicieuses & dangereuses. L'alternative est embarrassante, mais elle est nécessaire.

Il est certain que les Magistrats en proscrivant les extraits dont il s'agit ici, n'ont pas cru que la chose dût aller si loin. On peut en juger par cet espèce de défi que fait un des Magistrats chargés de rendre compte de la doctrine des Jésuites. Emmanuel Sa dans l'Extrait *Dicunt*, pag. 395, dit qu'il n'oseroit condamner l'opinion de ceux qui prétendent qu'on peut tuer pour la défense de ses biens, vû sur-tout que le Droit civil, selon quelques-uns, paroît le permettre. *Ce Casuiste*, dit là-dessus le Magistrat, *aurait bien dû apporter un texte du droit qui autorisât une décision aussi scandaleuse.*

Il est un peu étrange qu'on appelle *décision* & *décision scandaleuse* la réserve d'un auteur qui n'ose pas prononcer. Il l'est pour le moins autant qu'on dise que *cet auteur soutient affirmativement qu'il est permis de tuer pour la défense de son bien.* C'est là falsifier le Recueil même des Assertions. Mais il est bien plus étonnant qu'un Magistrat qui par son état & par la commission dont il s'étoit chargé, devoit être mieux instruit que tout autre de ce que les Loix enseignent sur la défense des biens, ait ignoré quelles sont leurs dispositions à cet égard. S'il s'étoit donné la peine de les consulter, il y auroit trouvé, non pas un texte, mais plusieurs, qui ont paru à presque tous les Jurisconsultes, & à la plupart des Théologiens, autoriser la décision que Sa n'ose point condamner. La chose est incontestable, qu'un des plus illustres Disciples de S. Thomas, Victorius, n'a pas craint de dire, que quand même il ne seroit pas permis par le droit naturel de tuer pour la défense de ses biens, il paroît qu'il le seroit en vertu du Droit Civil. *Unde, etiamsi jure naturali non liceret occidere pro defensione rerum, videtur quòd jure civili factum sit licitum :* Et que ceux même qui comme Toftat, ont nié que cela fût permis dans le for de la conscience, conviennent qu'il est manifeste que cela est licite dans le for extérieur, ou selon la Loi humaine. *Si tamen acriter instas, (latro) ita ut non possis defendi res sine occisione latronis,*

Compte rendu à
Dion, p. 17.

Relat. s. de Ju-
re belli n. 4.

Abul. in esp. 3.
Manb. qu. 110.

latronis, dicendum quòd secundùm legem humanam manifestum est quòd licet occidere eum. Tostat n'en demeure pas là, & il soutient que les Loix humaines ont dû le permettre; parceque sans cela les méchans dépouilleroient bientôt les bons de tout ce qu'ils possèdent, lorsqu'ils sçauroient qu'ils n'ont rien à craindre de leur part; & qu'ainsi aucune Société ne pourroit subsister même durant un jour. Ibid. qu. III.

Le seul moyen de justifier les qualifications données aux extraits sur cette matiere, seroit donc de dire avec le même Tostat, que la permission accordée par les Loix ne regarde que le for extérieur, & nullement celui de la conscience.

Mais 1^o il n'en seroit pas moins vrai que les Magistrats ont frappé d'Anathème leurs propres Loix, en qualifiant de dangereuses & pernicieuses les Assertions dont il s'agit. 2^o Est-il bien certain que ces Loix ne regardent point le for de la conscience? Il faudroit pour cela qu'elles ne fussent que de pure économie, & que la permission qu'elles accordent ne fût qu'une tolérance. Car si la permission qu'elles donnent est expresse & positive, & si elles sont justes, comme on en convient, il semble qu'on peut en conscience user de cette concession, suivant la maxime de S. Augustin; *Ille utitur gladio mali, qui nullâ superioris ac legitimâ potestate jubente vel concedente in sanguinem alicujus armatur.* Or des Loix qui appliquent à la défense des biens le droit que nous donne la nature de repousser la force par la force, peuvent-elle passer pour des concessions de tolérance & de police? D'ailleurs les Loix Canoniques paroissent s'accorder parfaitement sur ce point avec les Loix Civiles; & les dispositions du Droit Canon appartiennent certainement au for de la conscience.

Aussi ce sentiment ne souffriroit aucune difficulté, si ceux qui soutiennent l'opinion opposée, ne citoient d'autres textes du Droit Canon qui paroissent dire le contraire, & ne prétendoient qu'il n'est permis de tuer pour la défense de ses biens, qu'autant qu'on auroit en même tems à défendre sa personne. Ce qu'ils prouvent 1^o par le chap. *interfeci*, où celui qui a tué un voleur n'est déclaré exempt de l'obligation de faire pénitence, qu'aurant que sans aucun dessein de haine, il l'auroit tué pour défendre sa personne & ses biens, *Te tuâque liberando.* 2^o par le chap. *Si perfodiens,*

Suite de la III. Partie.

K k k

où il est dit d'après l'Exode, que si de jour on tue un voleur, on est coupable d'homicide, parceque, dit S. Augustin de qui ce chapitre est tiré, on pouvoit discerner qu'il venoit pour voler & non pour tuer, 3^o par le chapitre *Suscepimus*, où le Pape Alexandre III. déclare que deux Bénédictins qui avoient arrêté & lié deux voleurs, & dont l'un avoit tué ces deux voleurs, lorsqu'ils vouloient se délier, dans la crainte d'en être tué lui-même, avoient encouru l'irrégularité; parcequ'il valoit mieux avec sa tunique abandonner encore son manteau, & souffrir la perte de ses biens, que de s'emporter, comme ils l'avoient fait, pour conserver des choses viles & périssables; & qu'ainsi l'Auteur de l'homicide devoit s'abstenir du Ministère de l'Autel, & qu'ils devoient l'un & l'autre expier leur péché, 4^o par la Glose du même chapitre qui en conclut que personne ne doit tuer pour éviter la perte des biens: *Pro amissione rerum temporalium nullus debet homicidium incurrere*, 5^o enfin ils se fondent sur cette raison, que la vie du prochain étant d'un ordre supérieur à celui de nos biens temporels, la charité exige qu'on les sacrifie, si on ne peut les conserver qu'aux dépens ou au péril de la vie d'un autre.

Ces difficultés, quelque fortes qu'elles paroissent, ne font pas changer d'avis les partisans de l'autre sentiment. Ils répondent à la première que l'expression *te tuaque liberando*, loin de leur être contraire, fait pour eux. Car, disent-ils, s'il n'est permis de tuer que pour défendre sa vie, & non pour défendre ses biens, pourquoi cette addition *tuaque*? Il suffisoit de dire simplement, *te liberando*. De plus le contexte montre que ces paroles *te tuaque* doivent se prendre disjonctivement. Dans la première Partie de ce chapitre il est dit qu'on est coupable si on tue un voleur ou un brigand qu'on pouvoit arrêter. Dans la seconde on prétend dire qu'on ne l'est point, si on ne le peut arrêter, ou défendre & recouvrer ses biens d'une autre manière qu'en le tuant. Sans cela il n'y auroit aucune opposition entre les deux parties de ce chapitre; quoique la particule adverbative *sed* qui les joint, montre clairement qu'il doit y en avoir une. Et c'est ainsi en effet que le sens de ce chapitre est rendu dans les Institutions du Droit Canonique imprimées à la suite des Décretales, composées & revuës par ordre du Souverain

Pontife. Enfin le Canon *Si fur aut latro* 13. q. 2. d'où est pris le chapitre *interfecisti*, ne laisse aucun doute que ce ne soit là le sens de ces paroles, puisqu'après les mots *te tuagne liberando*, on y lit ceux-ci, & *capit non posuerant*, qui ne peuvent concerner la défense des biens.

Ils répondent aux textes objectés du chapitre *si perfodians*, que la Loi de l'Exode qui y est rapportée, étant à la fois judiciaire & morale, elle présume avec raison, de même que les Loix Civiles, que lorsqu'il s'agit d'un voleur de jour, on peut, sans le tuer, défendre son bien, soit en appellant du secours, ou autrement ; & que le jour mettant en état de reconnoître le voleur, on conserve du moins l'espérance de recouvrer par les voies juridiques ce qu'il nous a pris ; que ce même chapitre permettant de tuer le voleur, s'il se défend avec des armes, présuppose qu'on peut employer la force contre lui pour ravoir son bien, & proportionner l'attaque aux efforts qu'il fait pour le retenir ; que dans le Canon *Si fur*, il est dit que si on pouvoit prouver par la déposition de témoins véridiques, que ne pouvant arrêter le voleur, on l'a tué sans dessein de haine pour sauver sa vie & ses biens, on n'est point coupable d'homicide. Donc, concluent-ils, quand même on ne pourroit le prouver, si dans le fond on n'a pu autrement défendre ses biens, ni espérer de les recouvrer, quoique la présomption soit contre nous, ou n'est point coupable dans le for de la conscience, où la présomption n'a pas lieu.

A la Décrétale *Suscepimus*, quelques-uns répondent qu'il suit delà qu'il n'est point permis aux Ecclésiastiques & aux Religieux de tuer pour la défense de leurs biens ; mais qu'on n'en peut conclure autre chose, comme la Glose en convient, & comme il est manifeste par ces paroles de la Décrétale : *Constat enim eos contra mansuetudinem Ecclesiasticam utriusque ope esse interemptos*. Mais la plupart disent que les deux Bénédictins dont il s'agit ne sont déclarés coupables, que parcequ'ils avoient excédé les bornes d'une défense légitime ; 1^o en arrêtant & en liant les voleurs, quoiqu'ils eussent déjà recouvré ce qu'on leur avoit enlevé ; 2^o en les tuant, lorsqu'ils cherchoient à se délier, quoiqu'il ne fût nullement vraisemblable qu'ils eussent d'autre dessein en se déliant que de se sauver, vû qu'un des

deux Bénédictins étoit allé avertir l'Abbé & les autres Religieux ; & que celui qui étoit resté pouvoit aisément se mettre en sûreté, s'il craignoit pour sa vie. A quoi ils ajoutent qu'on est d'autant plus fondé à expliquer ainsi cette Décretale, qu'il est évident que le chap. *dilecto* permet à quiconque, *cunctis*, & même aux Clercs, puisque c'est au Doyen d'un Chapitre qu'il est adressé, de repousser la force par la force, lorsqu'il est question de la défense des biens.

Ils répondent à la Glose objectée qu'elle n'est nullement fondée, par les raisons qu'on vient de voir, & que le Glossateur n'a pas pris le sens de la décision qu'il commente.

Enfin à l'argument tiré de l'ordre de la charité, ils répondent que cette vertu ne nous fait un devoir de préférer la vie du prochain à nos biens temporels, que lorsqu'il est réellement dans la nécessité, & qu'il ne peut subsister sans notre secours ; que ce n'est point le cas où se trouve l'injuste agresseur ; qu'on a tort d'insister sur la disproportion qu'il y a entre la vie & les biens, parceque cette inégalité est compensée d'un côté par la justice qui parle en faveur de l'innocent, & de l'autre par l'iniquité du ravisseur : qu'enfin s'il met sa vie & même son salut en péril, c'est un pur effet de sa malice.

Mais, dit on, voudrions-nous qu'en pareil cas on en usât ainsi à notre égard ? non sans doute ; & si nous étions assez malheureux pour attenter à la vie d'autrui, nous ne voudrions pas qu'il la défendit au péril de la notre. Il s'ensuivra donc de cette charité mal entendue, qu'aucun homme attaqué en sa vie n'aura droit de la défendre ; & à quelles conclusions ne meneroit pas un pareil principe ? On prouveroit par de semblables raisons que route guerre qui auroit uniquement pour objet de recouvrer des possessions injustement enlevées, ou de défendre celles qu'on peut nous ravir, seroit une guerre illicite ; car tout paroît égal de part & d'autre ; puisqu'on suppose que celui qui défend ses biens aux dépens de la vie de l'injuste agresseur, n'a pas d'autre moyen de les conserver, ni d'autre voie pour les recouvrer ; & que d'ailleurs il est du bien public, que les méchans ne puissent pas impunément dépouiller les gens de bien.

Quelque plausibles que paroissent ces réponses, nous sommes

bien éloignés de les regarder comme démonstratives. Mais il en résulte du moins que la question dont il s'agit, est une question controversée, & que le Compilateur n'a aucun droit de son autorité privée de traiter de pernicieux & dangereux le sentiment qui embrasse l'affirmative. Il en résulte incontestablement que Réginald a eu raison de dire qu'il est permis de tuer pour la défense nécessaire de la personne en même-tems & de ses biens, *Sui simul & rerum suarum*, lorsqu'on se renferme d'ailleurs dans les bornes d'une juste défense. Le mot *simul* qui est essentiel, a disparu de la version du Recueil. Lacroix a une assertion toute semblable.

Extr. *Dusse flammatus*, p. 159.

Extr. *Si agrestis*, pag. 444.

A l'égard de la défense des biens proprement dite, Valentia, extrait *Quaritur*, pag. 397; Réginald, extrait *Posterior*, pag. 399; Tanner, extrait *Licet etiam*, p. 400; Lessius, extrait *Utrum liceat*, pag. 402; Baldel, extrait *Pro defensione*, pag. 404; Fagundez, extrait *Quarta & ultima*, pag. 405; Dicastille, extrait *An liceat*, pag. 407; Amicus, extrait *An licitum*, pag. 411; Aitault, extrait *An pro defensione*, pag. 413; de Lugo, extrait *Utrum ob defensionem*, pag. 415; Longuet & de Lessau, pag. 416; Escobar, extrait *Licitum est & non est*, pag. 417; Pomey, pag. 420; Platel, extrait *Licet alterum*, pag. 420; de Bruyn, pag. 421; Charli, pag. 424; Molina, extrait *Aggressor injustus*, pag. 426; Taberna, extrait *An liceat*, pag. 426; Laymann, extrait *Affertio tertia*, pag. 427; Fégéli, extrait *Non prohibetur*, pag. 428, & Tamburini, extrait *Licet occidere*, pag. 429, décident qu'on peut tuer pour la défense de ses biens un injuste agresseur. Presque tous mettent à leur décision les conditions suivantes, que les biens qu'on veut nous ravir soient de grande importance, qu'on ne puisse les défendre autrement, ni les recouvrer par voie de Justice.

Si on ne les voit pas exprimées dans l'extrait de Valentia, ce n'est pas la faute de cet auteur, qui dit au même endroit : *Quod si viâ juridicâ posses quâ res suas recuperare, ut si v. g. posses invasorem domus sue retinere, omnes negant eum posse licitè interficere. Item si res essent parvi momenti, similiter omnes negant posse invasorem occidi.*

Réginald dans son texte suppose aussi qu'on ne peut recouvrer ses biens par une autre voie : *Neque aliâ viâ juris valeant recuperari.*

Fagundez déclare pareillement dans son texte, qu'il ne parle que

du cas, où l'on ne peut recouvrer son bien autrement. *Nos autem loquimur, quando aliter res recuperari non potest.*

Baldel, dans la dispute 12. n. 10, où il traite *ex professo* de la défense des biens, suppose qu'on ne peut les conserver ni les recouvrer par une autre voie: *quando non possunt aliter salvari aut recuperari.*

J'en dis autant d'Escobar & de Molina, qui ne permettent point de tuer, s'il y a quelque autre moyen de conserver les biens, ou de les recouvrer.

Si quelques-uns n'ont pas marqué expressément des conditions, il n'en est aucun qui les excluent. & par conséquent on a droit de croire qu'ils les supposent, parceque la permission de tuer n'est accordant jamais qu'à toute extrémité, & au défaut d'autre moyen, elle est toujours censée nulle, dès qu'on n'est pas absolument obligé d'en user.

Or cette décision ainsi limitée est la doctrine commune & constante des Théologiens. C'est, dit Bannès, une conclusion reçue du consentement des Philosophes, & de presque tous les Théologiens: *hac conclusio est consensus Philosophorum & ferè omnium Theologorum.* Pierre de Ledesma atteste que c'est le sentiment commun des Thomistes; *ita communiter Thomista*: Corradus, que Sylvestre, Cajétan, S. Thomas, en un mot tous les Docteurs conviennent dans cet enseignement, *omnes conveniunt in eandem sententiam ut liceat percutere & occidere.*

Martinez de Prado déclare que le commun des Théologiens, la plupart des Canonistes, S. Thomas, Cajétan, tous les Thomistes, Commentateurs & Sommités affirment qu'il est permis de tuer un agresseur pour la défense des biens temporels. *Communis Theologorum & plurium Canonistarum opinio affirmat pro defensione bonorum temporalium licitum esse invasorem occidere, servato moderamine inculpata telata. Sumitur ex D. Thom. 2. 2. qu. art. 7.... ut ibi ponderat Cajetanus, & omnes Thomista, expositores & Summistæ.*

On trouvera la même décision, donnée pour l'opinion commune des Ecoles, dans Barbosa Evêque d'Ugento, *in c. interfecisti, n. 4.* dans Binsfeld suffragant de Treves, *de injur. & damno dato. cap. 2. qu. 6. concl. 3.* Dans Guillaume Herinx Evêque d'Ypres, *part. 3. tr. 2. disp. 2. 53.* dans Pierre de Tapia Archevêque de Séville,

In 2. 2. qu. 64.
art. 7.

Theol. mor.
t. 2. l. 1. cap. 12.
concl. 9.
R. disp. cas. conf. 42.

To. 2. cap. 20.
qu. 4. § 1. n. 2.

To. 2. part. 1 lib. 5. qu. 7. art. 11. dans Covarruvias Evêque de Ségovie, nommé par le Concile de Trente pour dresser les Décrets de la réforme, *in Clement. si furiosus. p. 3. § unico. n. 19.* dans Sylvius, *in 2. 2. qu. 64 art. 7. quas. 8.* dans Wiggers, *de Jur. & just. tr. 2. cap. 2. n. 50.* dans M. Duval, *ro. 2. tract. de charit. qu. 27. art. 1. pag. 670.* dans Pierre Navarre, *lib. 2. de reslit cap. 3. n. 404.* dans Martin Navarre, *man. cap. 15. n. 2.* dans Pierre de Lorca Cistercien, Général de son Ordre en Espagne, *2. 2. qu. 26. art. 5. sect. 3. disp. 28. n. 43.* dans Henri de Stroverdorff Augustin, Commissaire général de son Ordre dans la Turinge & la Saxe, *de jur. & just. qu. 64. disp. ult. art. 7. concl. 7.* dans Philippe de la Trinité, Général des Carmes déchaussés, *disp. 7. de hom. concl. 7.* dans Léandre du S. Sacrement, Général des Trinitaires déchaussés, *lib. de irregul. disp. 13. qu. 3.* dans Diana Théatin, Examineur des Evêques à Rome, *in summa V. occidere n. 19.* dans Sayr Bénédictin, *Clav. reg. lib. 7. cap. 10. n. 30.* dans Martin de Torrecella Franciscain, *Tom. 1. tr. 3. disp. 2. cap. 2. sect. 1. §. 2. n. 53.*

Est-il concevable que le Rédacteur ait ignoré ce concert presque unanime des Docteurs? Et s'il ne l'a pas ignoré, est-il concevable qu'il ait osé déferer cette doctrine comme pernicieuse & dangereuse, sachant qu'elle n'a point été condamnée, & qu'avant qu'il y eût des Jésuites au monde, elles s'enseignoient dans presque toutes les Ecoles?

Plusieurs Jésuites, comme Tanner, Extrait *Affertio* 4^a pag. 400, Lessius, extrait *dico* 2^o p. 402, Fagundez, extr. *quarta & ultima* pag. 405, Dicastille, extrait *Afferendum est* p. 407. Amicus, extrait *tertia sententia*, p. 411. Airault, extrait *Respondeo affirmativè*, pag. 413. Escobar, extrait *Religiosi* p. 417. Platel, extrait *licet alterum*, pag. 20, Molina, extrait *Aggressor injustus* pag. 426, Laymann, extrait *extendi debet*, pag. 427, Busembaum, extrait *Probabilius est* pag. 440, & Lacroix, extrait *multi docent*, p. 442. sont accusés d'avoir étendu les uns aux Clercs, les autres, aux Clercs & aux Religieux, la faculté de tuer pour la défense des biens temporels.

Mais 1^o de ce nombre il faut retrancher Tanner, qui convient à la vérité qu'à prendre la chose en soi, les Clercs & les Religieux ont comme les Laïques, la faculté de défendre leurs biens au peril

de la vie de l'injuste agresseur ; mais qui ajoute que souvent à raison du scandale , de ce qu'ils ne possèdent rien , ou peu de chose en propre , & de ce qu'ils doivent être moins attachés à ce qu'ils ont , cette faculté n'a pas lieu à leur égard comme à l'égard des Laïques : *qui proinde etiam hac ratione non ita possunt ob defensionem bonorum invasorem occidere* : & qui va jusqu'à dire qu'il leur est beaucoup plus convenable de souffrir la mort , que de mettre leur propre vie à couvert par la mort de l'agresseur. *Melius istis est mortem sustinere , quàm cum alterius morte propriam vitam tueri*. Il en faut retrancher Lessius , du moins quant aux Religieux ; car en décidant qu'ils ne pèchent pas contre la justice , il décide qu'ils pèchent contre la Charité , ou contre quelque autre vertu.

2^o Nous avons vu que le Droit Canon , sur-tout dans le Chapitre *dilecto* , est exprès pour les Clercs , & que la plupart des Canonistes & des Théologiens prétendent qu'il n'y a aucune disposition qui ôte cette faculté aux Religieux.

3^o Quoique l'accord des Docteurs sur ce point ne soit pas tout-à-fait aussi unanime que par rapport aux Laïcs ; néanmoins le Cardinal Capisucchi dit que le sentiment commun est que la chose est permise aux Clercs : parceque le droit naturel leur accorde cette faculté , & qu'elle n'a jamais été révoquée par le droit Ecclésiastique. *Quia facultas hac de jure naturali competit , neque unquam jure Ecclesiastico revocata est , ut docent alii omnes communiter*. Philippe de la Sainte Trinité atteste pareillement que c'est l'opinion commune des Théologiens , des Jurisconsultes & des Casuistes. *Respondeo , dicendum quòd licet non tantum Laicis , sed etiam Clericis occidere furem pro defensione suarum facultatum &c. Ita communiter docent autores quoad omnes partes tam Theologi in presenti , quàm jurisperiti & Casuista*. Louis de Béja , var. resol. pars. 2. cas 23 , Binsfeld , loc. cit. concl. 4. Bassæus , V. Homic. 1. n. 19. Sayr à l'endroit cité ; Bosco , To. 1. de matrim. disp. 11. sect. 7. concl. 5. n. 218 , & la plupart des Auteurs qu'on a cités plus haut , attestent la même chose.

Pour ce qui est des Religieux , François de Bonne-espérance dit que l'opinion commune est que cela leur est permis , ainsi qu'aux Clercs & aux Laïques. *Cum communi , omnibus etiam Clericis & Religiosis licet occidere suarum magni momenti facultatum injustum invasorem* ,

Qu. 11. p. 310.

Risp. 7. de homic. concl. 7

De Jur. & Just. disp. 11. n. 41.

vens, si aliter salvari aut recuperari facile non possint. La même décision se lit dans Sayr, *Clav. reg. lib. 7. cap. 10. n. 34* ; dans Pierre Navarre, *lib. 2. de restit. cap. 3. n. 414. & 415* ; dans Louis de Beza, *part. 2. casu 22. dub. 1.*

Mais pourroit-on tuer le voleur, lors-même qu'il s'enfuit avec notre bien, s'il est de grande conséquence, & que nous n'ayons pas d'autre moyen de le recouvrer ? S. Antonin, Cajetan, Sylvestre, Soto, Arragonius, Jacques de Grassis, Sayr, & presque tous les Docteurs disent que oui. La raison, dit Sayr, est que, tandis que le voleur fuit avec ce qu'il a pris, l'acte d'invasion subsiste, & il est en flagrant délit : *Durat autem (invasio) non solum quando latro actu & per vim rapit, sed etiam quando fugiendo rem secum defert, toto enim eo tempore est in flagranti delicto.* Il vous est permis, dit Jean de la Cruz, d'après Sylvestre, Soto, Bannez & le commun des Théologiens avec S. Thomas, de percer d'une fleche le voleur qui fuit avec votre cheval, ou avec d'autres choses de quelque conséquence, qui vous appartiennent, & que vous ne pourrez certainement recouvrer d'une autre maniere. *Itaque fugientem cum equo tuo aut rebus aliquanti pretii, que aliter certo non recuperabis, licet sagittâ confodere. Ita Sylvestre, Soto, Bannez & communiter cum S. Thoma.*

Loc. cit. n. 11.

Dir. & conf. s.
precept. art. 1.
concl. 6.

Loc. cit.

Le recouvrement des biens, dit Philippe de la Sainte Trinité, par la mort du voleur, a lieu dans le tems même qu'il fuit en les emportant ; & c'est encore selon lui le sentiment commun des Théologiens, des Jurisconsultes & des Casuistes. Fernandès, *1. part. exam. cap. 9. n. 17.* Nicolas de Rebbe Docteur de Louvain, Wiggers & Herinx, aux endroits cités, sont du même avis ; & de Rebbe dit que sans aucun doute, c'est l'opinion commune : *Et sine dubio est communis Theologorum.*

De Rebbe de
Jus. person. lib.
2. cap. 5.

En faut-il davantage pour justifier ce que dit Emmanuel Sa ; „ Les uns assurent, les autres nient qu'il soit permis de tuer avec „ une flèche celui qui fuit avec votre cheval, si vous ne pouvez le „ ravoier autrement ; & encore de tuer le voleur qui s'enfuit avec „ vos biens. “ Sa ne décide rien ; il énonce le partage des sentimens, & nous venons de voir que le plus grand nombre sans comparaison est pour l'affirmative.

Extr. Fugientem,
Pag. 191.

Azor, extrait *Si bona*, pag. 398 ; Tanner, extr. *Affertio 6^a* pag.

Suite de la III. Partie.

L 11

400; Dicaſtille, extrait *Ex tradiſſa*, pag. 407, Fabri, extrait *Furem*, pag. 420; Laymann, extrait *Extendi debet*, pag. 427; Tamburini, extrait *Secundus nodus*, pag. 430, & Lacroix, extrait *Licere occidere*, pag. 442, n'ont donc enseigné que la doctrine la plus universellement reçue, lorsqu'ils ont dit qu'on peut tuer un voleur qui fuit avec notre bien, s'il est de conséquence, & qu'on ne puisse la recouvrer par quelque autre voie.

Du reste tous ces auteurs conviennent que si le voleur avoit déjà caché la chose prise, & qu'il en fût, pour ainsi dire, possesseur, on ne pourroit pas le tuer. Escobar, dans l'extrait, *Licet & non licet latronem*, pag. 418, le décide comme les autres. Il est vrai qu'il veut que quelques jours se soient écoulés depuis le vol; mais qu'on écoute ce qui suit immédiatement, & qu'on a supprimé dans l'extrait. „ Si „ vous poursuivez le voleur, & que celui-ci échappant à vos re- „ gards, cache ce qu'il a volé, & se remontre ensuite à vous dissi- „ mulant son crime; si de votre côté vous n'avez pas encore cessé „ de le poursuivre, je crois qu'il vous est permis de le tuer, au „ cas qu'il refuse de vous rendre ce qui vous appartient, & que „ vous ne puissiez le recouvrer autrement.“ Dans le même nombre il répète jusqu'à deux fois que si on tue le voleur après quelque intervalle, ce ne sera plus répéter son bien, mais se venger de l'injure qu'on a reçue. *In continenti, inquam, quia si ex intervallo fiat occisio, jam non eris rei vindicatio, sed injuria vindicta.*

S. Antonin, Jean de Lignano, Ange de Clavasio, Sylvestre, Bartole, Victoria, Corradus & Diana avec quantité d'autres, expliquent de la même manière l'expression du Droit, *Ex continente*, & ils entendent par là, avant qu'on se soit détourné à d'autres objets, eût-on d'ailleurs employé plusieurs jours à rassembler ses amis s'il est nécessaire, & à se mettre en état d'attaquer l'injuste ravisseur. Ils se fondent en cela sur la loi *Idem*, citée ci-dessus, & sur sa glose qui explique ainsi l'*Ex continente*, sur la Loi, *Quod meo nomine*, & la Décrétale, *Olim*, selon lesquelles il suffit d'attaquer le voleur aussitôt qu'on est instruit de l'usurpation, & enfin sur la glose du Chap. *Significasti*, qui s'exprime en ces termes. *Si autem vis inferaribus, licetum est repellere illam vim in continenti, & inferendam, vel quam citius poterit collectis amicis.*

Tamburini à l'extrait cité dit pareillement qu'on ne peut pas tuer le voleur, lorsqu'il possède tranquillement chez lui ce qu'il a volé, parceque ce seroit pure vengeance. Quant à ce qu'il ajoute, qu'il est probable que si on n'a point d'autre espérance de recouvrer son bien, ou si on craint de ne le recouvrer qu'avec de grandes difficultés, on peut essayer de le reprendre, soit que ce soit un meuble ou un immeuble; & que si le voleur résiste, & fait des efforts pour se maintenir dans son injuste possession, on peut le tuer, parcequ'alors il nous fait injustement obstacle, qu'il nous attaque moralement ou équivalement, & qu'il nous fait par conséquent une violence qu'il nous est permis de repousser; il ne seroit pas difficile d'alléguer plusieurs autorités en faveur de cette opinion: mais il est plus court de dire que Tamburini a eu tort de la juger probable, lui qui tient le sentiment opposé.

Extr. Faure 683
mem. pag. 430.

Une des conditions nécessairement requises, est, comme nous l'avons vu, qu'on ne puisse recouvrer la chose volée, par la voie de la Justice; parceque les voies de fait ne sont jamais permises qu'au défaut de toute autre. On pèche donc, lorsqu'on manque à cette condition; mais pèche-t-on contre la Justice, en sorte qu'on soit tenu à restitution, ensuite de l'homicide commis? Rebellus, extrait *sed quid* pag. 396, Lessius extrait *Petes au sit*, pag. 402, & Airault, extrait *Respondes*, pag. 413, décident qu'il est plus vraisemblable que non, quoiqu'ils déclarent en même-tems qu'on pèche contre la charité.

Il y a eu en effet plusieurs Auteurs qui ont soutenu ce sentiment: Barthelemi de S. Fauste dit dans son Miroir des Confesseurs, *disp.* 25. que celui qui tue le ravisseur de ses biens, pouvant les recouvrer, ne pèche point contre la justice & n'est pas tenu à restitution, s'il n'avoit pas d'autre moyen de les défendre; *non peccas contra justitiam, nec ad restitutionem teneris*. Diana donne la même décision, & s'appuye de l'autorité de Cajétan. Arragonius, Corradus & d'autres pensent aussi qu'on peut tuer en défendant son bien, quand même on pourroit le recouvrer ensuite: *etiam si res esset recuperabilis*.

Summ. v. homic.
mic. n. 14.

Il nous paroît cependant qu'on pèche en ce cas contre la justice, & qu'on est obligé à la réparation des dommages causés par l'homicide, parceque la défense n'est juste qu'autant qu'elle est nécessaire, & qu'elle n'est pas nécessaire, lorsqu'on a une voie légale de se maintenir dans la possession ou de la recouvrer.

LII 2

Extr. Colligitur
2^o, pag. 407.

Dicaſtille décide qu'on ne pêche point contre la charité, en tuant un voleur qui enleve notre bien, lorsqu'on voit qu'on ne peut le recouvrer en juſtice qu'avec de grandes peines. Tanner, ſi on ne peut le recouvrer facilement; de Lugo, ſi on ne croit pas pouvoir le recouvrer autrement, ou du moins qu'on ne puiſſe le faire que difficilement, & à grands frais; ou enfin ſi le recouvrement en eſt douteux.

Les mêmes expreſſions ſe liſent dans la plûpart des Auteurs. *Si aliter ſalvari aut recuperari facile non poſſint*, dit François de bonne eſperance; *nec ſit aliunde ſpes eas facile recuperandi*, dit Philippe de la Sainte Trinité. *Si aliter ſibi commode providendi non poteſt*, dit Antoine de Cordoue. Si l'eſperance de recouvrer ſon bien par la voie de Droit, eſt incertaine & douteuſe, dit Louiſ de Beja, on ne pêche point en tuant le voleur. *Si ſpes ſit incerta & dubia, non peccat occidendo*. La raiſon qu'il en apporte eſt que dans les choſes douteuſes, il eſt permis à chacun d'uſer de ſon droit, & que la condition de celui qui ſouffre l'injure eſt meilleure que celle de celui qui la fait. C'eſt auſſi la doctrine de Sayr & de Pierre Navarre, aux endroits cités, de Jacques de Graſſiis, *lib. 2. cap. 64. n. 18.* de Maldere, *de jur. & juſt. tract. 3. cap. 1. concl. 13.* d'Arragonius, *in 2. 2. qu. 64. art. 7.* de Soto, *lib. 5. qu. 1. art. 8.* de Bonacina, *tract. de reſſit. diſp. 2. qu. ult. ſect. 1. puncto 10. n. 1. &c.*

Les Caſuiſtes ne ſe ſont pas bornés à dire en général, que pour être autoriſé à défendre nos biens au péril de la vie de l'injuſte raviſſeur, il falloit que ces biens fuſſent conſidérables, quelques-uns ont cherché quelle étoit la quantité requiſe: & ſur cela, voici ce qu'on peut dire, ce ſemble, de plus raiſonnable.

1^o Il n'eſt pas néceſſaire que les biens qu'on a à défendre, ſoient tels que, ſi on nous les ravit, nous ne puiſſions abſolument vivre. Car ſi on ne pouvoit défendre ſes biens, que dans le cas où ils ſont d'une néceſſité indiſpenſable pour vivre, ce ne ſeroit plus défendre ſes biens, mais défendre ſa vie. Ainſi Azor & Airault n'ont pas eu tort de permettre la déſenſe des biens non ſeulement lorsqu'ils ſont abſolument néceſſaires à la vie, mais lorsqu'ils le ſont pour nous maintenir dans notre état, ou comme dit Airault, pour vivre d'une manière convenable & honnête. Le Cardinal Capifucchi paroît avoir emprunté les paroles mêmes de ce Jéſuite, lorsqu'il dit, *ſicut licet*

Reu. B. Sane,
p. 2. 191.

Reſponſes, p. 413.

Qu. 11. p. 816.

vitam tueri, ita etiam hac (bona) qua vite sunt necessaria non solum precisè ut vivamus, sed etiam ut honestè & convenienter vivamus. Il est bon de remarquer que l'Ouvrage de ce Cardinal est dédié à Innocent XI, & qu'il est probable qu'avant que d'être Cardinal, il avoit assisté à la censure des 65 propositions condamnées par ce Pape.

2° Comme la quantité requise pour que le vol soit péché mortel, est relative à la condition des personnes; aussi afin qu'une personne riche & aisée soit autorisée à défendre ses biens contre le ravisseur, faut-il qu'ils soient beaucoup plus considérables, que si c'étoit une personne pauvre. Lactox a donc raison de dire qu'une somme au-dessous de quarante impériales, c'est-à-dire, d'environ deux cens francs, peut-être regardée comme de grande importance par rapport à un pauvre, à qui par l'enlèvement d'une moindre somme on ôteroit ce qui lui est nécessaire pour vivre; & qu'un ou deux écus d'or sont de grande conséquence pour un pauvre, dont tout le bien consisteroit en cela, tandis que vingt écus d'or seroient de peu d'importance pour un riche.

Extr. Carden. . .
vol. 2. pag. 491.

3° Il suit de la proposition condamnée par Innocent XI, *régulièrement je puis tuer un voleur pour un écu d'or*, que cette somme régulièrement parlant, n'est pas suffisante; parcequ'il y a beaucoup de personnes pour qui c'est un petit objet. Mais comment fixer ce qui est requis au delà, eu égard aux circonstances des personnes, des tems, des lieux & des choses? C'est ce qui paroît impossible. Dicastille dit que quelques-uns assignent trois, quatre ou cinq écus d'or; mais que pour lui il croit qu'il faut laisser cette estimation au jugement d'un homme sage & prudent; que ce qu'il peut assurer, c'est que cette quantité doit être incomparablement plus grande, *longissimè majorem*, pour autoriser à tuer l'agresseur, que pour rendre mortel le péché dans le cas du vol. Il n'est pas aisé de découvrir ce que le Rédacteur trouve à redire dans ces deux règles.

Extr. Qua autem.
pag. 407.

Le Cardinal de Lugo dit qu'il n'est pas permis de tuer un homme pour défendre une chose quelconque; mais qu'elle doit être assez considérable pour que de sa perte, il en résulte pour le maître un tort notable.

Extr. Adversary.
pag. 415.

Casnédi veut qu'on règle sur le jugement des sages, quelle quantité de bien est nécessaire pour qu'on puisse licitement, ou non, tuer un voleur.

Extr. Adh. cit.
tom. 2. pag. 427.

Barr. Fœderum
Pag. 429.

Tamburini, après avoir rapporté différens sentimens, dit que cette quantité doit se déterminer par les circonstances ; que comme un ou deux écus d'or font un objet considérable pour un pauvre, dont ils constituent tout le patrimoine ; aussi dix & vingt écus d'or seront peu de chose pour un Roi ou une personne très-riche ; en un mot, que les biens pour la défense desquels on peut tuer un voleur, doivent être considérables ou en eux-mêmes, ou dans leur estimation, ou par le dommage qui en résulte.

Barr. Non licet.
Pag. 430.

Busembaum décide seulement qu'il n'est pas permis de tuer un voleur pour des choses de peu d'importance ; mais il fait dire à Molina ce qu'il ne dit point, lorsqu'il prétend que, selon cet auteur, il faut que ce qu'on veut nous voler, vaille au moins un écu d'or. Molina suppose qu'on veut faire violence à celui à qui cette somme appartient, & qu'il a en même-tems à défendre son bien & sa personne : & il est si éloigné de penser qu'une pareille somme fûtée par elle-même, qu'il décide qu'on ne peut pas tuer un voleur pour une chose qui ne vaudroit que trois, quatre ou cinq Ducats ; *Molina n. 6. dicit si res solum valeat tria, quatuor, aut quinque Ducata, non posse pro ea occidi forem.* On auroit lu ces paroles de Molina à la suite de l'extrait du Cardinal de Lugo, si le Rédacteur n'avoit eu l'attention de les supprimer.

Barr. Carden.
Pag. 431.

Enfin Cardenas cité par Lacroix, dit qu'absolument & pour toutes sortes de personnes, quarante impériaux sont une quantité de grande conséquence, & que toute somme au-dessous de celle-là, est absolument de peu de conséquence.

Il n'y a rien, comme on le voit, dans tous ces auteurs qui approche de la proposition condamnée ; rien par conséquent que le Rédacteur eût droit de censurer comme pernicieux & dangereux ; puisqu'il n'ayant aucun caractère, aucune autorité pour cela, il ne peut aller au-delà de ce qui a été jugé par l'Eglise.

Au surplus, il s'en faut beaucoup que tous les auteurs se soient expliqués sur cette matière avec la même réserve que les Jésuites. On nous dispensera d'en donner la preuve ; & nous la supprimons d'autant plus volontiers, qu'elle n'est pas nécessaire pour la justification des extraits qu'on vient de lire, & qui renferment ce que les Théologiens qui permettent de tuer pour la défense des biens,

ont dit de plus sensé & de plus exact. Cardenas est le seul qui fixe la quantité, & je doute qu'on en produise beaucoup qui l'aient fait monter plus haut.

Le Cardinal Capisucchi n'est certainement pas plus sévère qu'aucun des Jésuites inculpés. On a déjà vu un de ses textes sur cette matière. En voici un autre. » La seconde limitation de l'opinion commune est qu'il n'est pas permis de tuer un voleur » pour une chose quelconque. Car il y auroit de l'injustice à ôter » la vie à un homme pour un écu d'argent, ou même d'or. C'est » pourquoi N. S. P. Innocent XI, dans son Décret du 2 Mars » 1679, a condamné la 31^e proposition. Afin donc qu'il soit licite » de tuer un voleur, il faut que ce qu'il veut nous prendre soit » d'une grande valeur, en sorte qu'il en résulte un grand » dommage de sa perte pour celui à qui elle appartient : à plus » forte raison cela sera-t-il permis, si la chose enlevée est nécessaire au maître pour sa subsistance & celle de sa famille. (y)

Il nous reste à parler de deux extraits d'Amicus. Le premier contient mot pour mot la 32^e & la 33^e proposition condamnée, 28 ans après la mort d'Amicus, par Innocent XI; excepté qu'on ne lit point dans cet Auteur ces mots, *defensione occisiva*. Suivant cet extrait, on peut défendre non seulement les biens qu'on possède actuellement, mais ceux auxquels on a un droit commencé, & qu'on espère posséder. Avec quelle équité attribue-t-on au Corps des Jésuites cette doctrine d'Amicus, puisqu'il est certain qu'aucun Jésuite ne l'a soutenue avant lui, & que depuis il n'en est aucun qui ne l'ait formellement rejetée ?

Le second extrait autorise un créancier à agir de sa propre autorité contre celui qui empêcheroit le débiteur de payer, s'il n'y avoit pas d'autre moyen, & qu'il y eût à craindre qu'un tel empêchement ne lui fit perdre sa créance. Cette assertion qu'Amicus a

Extr. *Infirmitas*
1679, pag. 472.

Infirmitas quare,

(y) Secunda limitatio sententiae communis est non pro quacunque re licere occidere furem : iniquum enim esset pro uno nummo argenteo aut etiam auro hominem perimere Unde à S. D. N. Innocentio XI. in Decreto 2 Martii 1679. damnata fuit propositio 31 quae est haec : Regulariter occidere possumus furem pro conservatione

unius auri. Ut ergo facis occisio licita sit, debet esse ob furtum magni valoris, ita ut notabile damnum inde domino sequatur ex illius amissione ; & multo magis, si res ablata sit ei cui est ablata, etiam si furtum quo sustentationem necessarii. Capisucchi, qu. 11. p. 307-

prise de Pierre Navarre, *Lib. 2. de reſtit. cap. 3. n. 386*, & qui eſt très-condamnable, a été expreſſément réfutée par pluſieurs Jéſuites, entr'autres par Tamburini, *lib. 5. in Decal. cap. 1. §. 2. n. 15* ; par Eſcobar, *lib. 32. ſect. 2. probl. 23* ; par Fagundez, *in Decal. lib. 5. cap. 6. n. 24* ; & par Henriquez, *lib. 14. de irregul. cap. 10. in gloſſâ litt. R.*

A la ſuite de ces deux extraits on fait dire à Amicus ; *Or je nie que notre ſentiment ſoit contraire à aucun droit. Il ne eſt point au droit naturel ; il n'eſt point contraire au droit divin ni au droit humain.* Il eſt naturel de s'imaginer qu'Amicus parle ici de la doctrine des deux extraits précédens, & que cette doctrine eſt celle des Jéſuites, à cauſe de ces mots *notre ſentiment*. Rien de plus faux. Le ſentiment dont il parle eſt celui qui permet de tuer un voleur pour la déſenſe des biens ; & le rapprochement que fait ici le Rédacteur, moyennant la ſuppreſſion de deux nombres entiers, eſt un des plus frauduleux de tout le Recueil.

Nous avons rejeté ici quelques infidélités de la traduction, qui n'ont pas été relevées ailleurs.

1° Dans l'extrait *aſſerendum eſt* de Dicaſtille, pag. 407, on traduit ces mots par *il faut tenir pour certain*, & l'on fait dire à cet Auteur que le ſentiment qui permet à tous, même aux Clercs, de tuer pour défendre des biens d'une grande conſéquence, eſt un ſentiment qu'on doit tenir pour certain. C'eſt un contrefens ; car Dicaſtille ne le donne dans l'extrait précédent que comme l'opinion commune & plus probable.

2° Dans l'extrait *tertia ſententia* d'Amicus, pag. 411, ces mots, *non eſt maſſandus*, ſont rendus de la maniere la plus odieuſe par ceux-ci : *il ne faut pas le maſſacrer*, quoiqu'ils ſignifient ſimplement, *il ne faut pas le tuer*.

3° Dans l'extrait *utrum* de de Lugo, pag. 415, on traduit, *communis eſt, eſt plus commune*.

4° Dans l'extrait de Leſſau, pag. 416, *ſurem* eſt rendu par *un filou*. Dans l'extrait *Aſſertio 3^a* de Laymann, pag. 427, on rend *rap-torem* par un voleur.

5° Eſcobar dans l'extrait *ego quidem exiſtimo*, pag. 418, permet de tuer pour la déſenſe de ſon bien, ſous deux conditions, qui ſont

sont qu'on ne puisse empêcher le vol, ni recouvrer son bien que par la mort du voleur; *nec aliâ ratione possim impedire ac recuperare quàm tuâ necesse*. Ces mots *ac recuperare* sont supprimés dans le françois.

6° Dans l'extrait *non licet* de Busembaum, pag. 440, ces mots, *incipiat ferro invadere*, sont ainsi rendus, *se préparois à se servir de l'épée*. L'expression latine parle d'un commencement d'attaque, & non d'une préparation à attaquer.

CINQUIÈME QUESTION.

Est-il permis de défendre la vie, la Chasteté, les biens, l'honneur du prochain, jusqu'à tuer son injuste agresseur, si on ne peut le défendre autrement; & de plus y est-on obligé?

Cette question a deux parties. La solution de la première dépend de celle des questions précédentes : car la charité chrétienne nous ordonne d'aimer notre prochain comme nous-mêmes ; la Loi naturelle nous engage à faire pour autrui ce que nous voudrions qu'on fit pour nous ; enfin l'intérêt général de la Société exige que les membres qui la composent, trouvent les uns dans les autres un appui contre l'injustice.

Aussi tout ce que les Loix Civiles & Canoniques nous permettent pour notre défense, elles nous le permettent également pour la défense du prochain. Si les Loix Civiles nous autorisent à tuer celui qui attaque injustement notre propre vie, elles ne nous autorisent pas moins à tuer ceux qui attentent sur la vie des passants. Si elles veulent qu'on renvoie absous celui qui a tué pour défendre sa pudicité, elles veulent qu'il en soit de même par rapport à celui qui a tué pour défendre la pudicité de ses proches. Si elles déclarent qu'il est permis de repousser les armes à la main celui qui veut s'emparer par force de nos biens, elles accordent le même droit à quiconque est à portée de s'opposer le premier au facrilège usurpateur.

Le droit Canon paroît aller encore plus loin. Non-seulement il décide qu'il est licite de défendre le prochain contre la violence

Suite de la III. Partie.

M m m

L. 1. §. 2. C.
Quando licet.

L. Item. D. Hadrianus ff. ad L. Corn. de Sic.

L. Devorum. C. de homiciis.

23. qu. 3. c. 5.

faite à sa vie ou à ses biens ; mais il dit de plus avec S. Ambroise , que la force qui défend la Patrie contre l'ennemi , ou les foibles pendant la paix , ou les citoyens contre les brigands , & les voleurs , est pleine de justice ; *fortitudo qua vel in bello tuetur à barbaris patriam vel domi defendit infirmos , vel à latronibus socios , plena iustitia est* ; que celui qui ne repousse pas l'injure faite à son frere lorsqu'il

Ibid. cap. 7.

le peur , est aussi coupable que celui qui la fait ; *qui enim non repellit à socio injuriam cum potest , tam est in vitio quam qui facit*. Il cite l'exemple de Moysè qui voyant un Hébreu injustement attaqué par un Egyptien , tua celui-ci , & cacha son corps dans le sable ; il s'autorise de ce qui est dit au livre des Proverbes ; *arrachez à la mors celui qu'on y conduit injustement* ; enfin dans un cas où il ne s'agissoit que de la défense des biens il décide que chacun a la faculté de repousser l'injure faite à son voisin ou au prochain , en lui prêtant du secours , & que si on néglige de le faire lorsqu'on le peur , on paroît favoriser la violence , & la partager avec celui qui la commet. *Imò si potest & negligit , videatur injuriam fovere , & esse particeps ejus culpa*.

C. Dilatè de sent. excomm. in 69.

C'est pourquoi Estius n'a pas craint de dire que la Loi naturelle , & la Loi positive Civile & Canonique , constituoient celui qui est attaqué , ou son compagnon , c'est-à-dire , quiconque est à portée de le secourir , Ministre de la justice , non pour exercer la vengeance , mais pour défendre sa personne & ses biens de la violence de l'agresseur , lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen d'échapper. (2)

C'est pourquoi encore tous les Théologiens enseignent que dans le cas où l'on peut tuer pour la défense de sa propre vie , la même chose est permise pour la défense de la vie du prochain. Et ceux qui tiennent qu'on peut tuer un injuste agresseur pour la défense de son honneur & de ses biens , tiennent aussi que cela est permis pour défendre l'honneur & les biens du prochain.

Où est donc le crime de Sa , extrait , *licet occidere* , pag. 395 , de Tanner , extrait , *Afertio* 5^a ; pag. 400 de Lessius , extrait , *utrum pro* , pag. 403 , de Fagundez , extrait , *prima conclusio* , pag. 405 ,

(2) Et lex naturæ & lex positiva eum qui invaditur vel ejus socium , si aliter evadere non potest , facit ministrum justitiæ ,

non quidem ad vindicandum , sed ad defendendum se vel suum ab injuriâ invadentis. Estius in 4. sent. dist. 37.

de Dicastille, extrait, *circa primum*, pag. 408, de Laymann, extrait, *Affertio 4a* pag. 427; de Tamburini, extrait, *tertius nodus*, pag. 431, d'Antoine, extrait, *Respondeo primò*, pag. 432, de Bufenbaum, extrait, *quandocumque*, pag. 441, & 531, & de Gorden, extrait, *queritur* pag. 496, qui permettent de tuer pour la défense de la vie du prochain? Le Rédacteur ne sçavoit-il point que c'est la doctrine généralement reçue? & s'il le sçavoit, de quel front l'impute-t-il aux Jésuites comme dangereuse & pernicieuse?

Qu'il consulte Pierre Navarre: il y trouvera que le sentiment de tous les Docteurs, est qu'en ce cas on ne pèche point, & qu'on n'est obligé à aucune restitution. *Ex omnium sententiâ breviser est dicendum, quòd occidens invasorem proximi innocentis, nec peccat, nec restituere quidquam tenetur.*

Lib. 2. de censu.
cap. 1. n. 419.

Qu'il consulte Binsfeld; il y verra la même décision, avec le témoignage d'André Alciat qui dit qu'elle est approuvée de tous les Docteurs. *Licetum est etiam cum moderamine inculcata tutela privato occidere in defensionem alterius non solum sanguine juncti, sed etiam extranei, quando injuste invaditur ab inimico... & testatur Andreas Alciatus quòd hac conclusio ab omnibus Doctoribus sit approbata.*

De injur. & damno dato, qu. 7. concl. 2.

Trouveroit-il à redire à ce qu'ajoutent Fagundez & Tamburini, que cela a lieu quand même le prochain injustement attaqué, ne voudroit pas qu'on le défendît? Mais c'est la décision expresse du Continuateur de Tournely. J'aimerois mieux, dit-il, qu'on laissât celui qui est attaqué exercer un acte excellent de vertu, plutôt que d'occasionner une mort éternelle à son agresseur. Cependant je ne tiendrois pas pour coupable celui qui le défendrait même en ce cas, *Haec tamen reus videtur qui cum etiam tunc defenderet.*

To. 6. pag. 198.

Trouveroit-il à redire aussi à ce qu'on lit dans l'extrait de Sa, *cui licet* pag. 396, & dans l'extrait de Fagundez, *si loquamur* pag. 406, que dans le cas où il est permis de tuer, on peut s'associer d'autres personnes à cette fin, & que si on est chargé de secourir l'innocent opprimé, on peut confier ce soin à un autre. Mais 1^o Emmanuel Sa n'a parlé qu'après une foule de Jurisconsultes cités par Covarruvias; Baldus, Capola, Paulus, Jason, Felinus & Hippolytus *fatentur eum cui licet alium occidere, posse ad id facinus socios & amicos assumere, & sic intelligunt glossam in l. cum fundum, ff. de vi &*

Covarr. de Matrim. part. 2. cap. 7. §. 7. n. 6.

M m m 2

vi armata. Au surplus cet Aphorisme ne se lit que dans la premiere Edition de cet Auteur. 2° Pour Fagundez, il se fonde avec les autres Théologiens sur l'axiome de Droit : *Potest quis per alium quod potest facere per seipsum.*

Ce que disent Azor, extrait *vigesimo secundo*, pag. 398 ; Tanner extrait, *Affertio 5a*, pag. 400, Lessius, extrait, *idem dicendum* pag. 403, Fagundez, extrait, *secunda conclusio*, pag. 405, Dicastille, extrait *circa primum*, pag. 408, Tamburini, extrait *verum*, pag. 431, sur la défense des biens, de la chasteté ou de l'honneur du prochain, est encore l'opinion commune des Théologiens. *Licet etiam*, dit Jean Pontius, *interficere invasorem vita, bonorum & honoris proximi, ut impediatur, si non potest alio modo impediri... Hac est communis.* Tous conviennent, dit Pierre Navarre, qu'on peut tuer un injuste agresseur pour défendre l'honneur d'une vierge, ou d'une femme, pourvu qu'elle veuille se défendre elle même, ou qu'on lui donne du secours : il en faut dire autant de la défense d'autrui dans son honneur & dans ses biens. *Et omnes ita fatentur.*

Que tous ces Auteurs se soient trompés, nous ne ferons pas les derniers à le reconnoître, lorsqu'une autorité légitime l'aura décidé, mais il n'en sera pas moins vrai, que les Jésuites n'ont fait que marcher sur les traces de ceux qui les ont précédés, & que, selon leur règle, ils se sont conformés aux opinions les plus reçues dans les tems & dans les Pays où ils écrivoient. S'ils ont mal enseigné, qu'on s'en prenne à leurs guides : si cette opinion peut être encore tenue pour controversée, puisqu'elle n'a essuyé aucune flétrissure, qu'on n'exige pas de nous que nous souscrivions à la censure incompétente du Rédacteur.

La seconde partie de la question proposée, sçavoir si de plus on est obligé à défendre la vie, l'honneur, les biens du prochain, partage davantage les Théologiens. Néanmoins s'il ne s'agit que de la défense des biens, la plupart nient cette obligation contre Sylvestre, Soto, Victoria, Covarruvias, Barbosa, & quantité d'autres cités par ce dernier, qui soit d'un sentiment contraire. Mais s'il est question de sauver la vie au prochain, l'opinion commune est qu'on y est obligé. Ainsi le décident entr'autres S. Antonin, Jacques Almain, Major, Sylvestre, Victoria, Bannès, Jean de S.

Thép. 32. qu. 5.
n. 11.

Lec. cit. n. 410.

Barbosa in Can.
Nem in inferendâ.
B. 2.

Thomas , Pierre Navarre , Bonacina , Chapeaville , Jean Ponce &c.

Les Théologiens de la Societé ne s'accordent pas plus sur cette question que les autres. Si Fagundez, extrait *qui vivans* p. 405, Dicastille extrait, *circa secundum* pag. 408, Laymann, extrait *assertio* 4^a pag. 427, Tamburini, extrait, *Respondeo*, pag. 431, reconnoissent cette obligation, du moins en certaines circonstances : Sa, dans l'extrait, *non licere*, pag. 396, Tanner, Lessius, Filliucius, Suarez, de Lugo, Escobar, Amicus sont d'un autre sentiment, & ce parrage est encore une preuve de la fausseté du Systême d'unité de sentimens, qu'on attribué à la Societé.

Il faut observer que Fagundez est le seul des quatre qui ait étendu cette obligation à la défense de l'honneur & des biens : car Dicastille se proposant au num. 91, la question si on est obligé de défendre la vie ou les biens du prochain, lorsqu'on ne le peut faire sans donner la mort à l'agresseur ; il répond qu'on n'y est point tenu, par la raison qu'on n'est pas obligé à faire pour la vie du prochain, ce qu'on n'est pas obligé à faire pour la sienne propre : *Respondeo non teneri : ut enim non tenemur cum morte invasoris propriam vitam tueri... ita non tenemur tueri vitam alterius privati, si non potest defendi nisi cum morte invasoris*. Il ajoute à la vérité que le sentiment opposé lui paroît fort probable, lorsqu'il est question de la vie du prochain, & que tout bien considéré, il incline pour ce sentiment avec Molina : mais il le rejette avec le même Molina, lorsqu'il ne s'agit que de la défense des biens.

Laymann ne parle non plus que de la défense de la vie du prochain, & Dicastille ne le cite que dans ce sens. Le Rédacteur n'a pu réussir à faire entendre le contraire, qu'en tronquant le texte de Laymann. La première phrase de l'extrait est aussi traduite d'une manière très infidèle. Cet Auteur dit : lorsque quelqu'un a droit pour sa propre défense de mutiler ou de tuer un agresseur ou un ravisseur, il est aussi permis aux autres &c. *Cum quis jus habet defensionis causâ aggressorem vel raptorem mutilare vel occidere, aliis quoque &c.* Voici comme cela est rendu dans le Recueil : « Chacun ayant droit » pour sa propre défense de mutiler ou de tuer un agresseur ou » un voleur &c.

Quant à Tamburini, outre qu'il ne s'agit dans son extrait que

de la défense de la vie, il est certain par l'endroit auquel il renvoie, qu'il ne fait une obligation de défendre la vie du prochain, jusqu'à tuer l'injuste agresseur, que quand il s'agit de secourir un pere, une mere, une épouse, un fils, son Prince, ou quelque autre personne qu'on est obligé de défendre par état & à titre de justice. Mais si celui qui est attaqué ne nous est uni que par les liens communs de la charité, il décide nettement qu'on n'est point obligé de le défendre jusqu'à tuer l'injuste agresseur. *Distinguendum est : nam si invasus est pater, mater, filius, uxor, Princeps, subditus, imò solum Vassallus, vel simili modo mihi conjunctus, nec mihi ex defensione imminet grave periculum, obligor.... si verò unus ex communi proximo, non obligor.*

Explic. Decal.
lib. 6. cap. 1. §.
2. R. 11.

SIXIÈME QUESTION.

Celui qui dans l'hypothèse des questions précédentes, tue un injuste agresseur pour la défense de sa vie, de son honneur, de son bien ou de la vie, de l'honneur, des biens du prochain, est-il irrégulier ?

Extr. Post Clementinam, pag.
403.

DEpuis la Clémentine, si furiosus, dit Hurtado, les Docteurs conviennent que celui qui pour défendre sa propre vie, tue son agresseur, en se tenant dans les bornes d'une légitime défense, c'est-à-dire lorsqu'il est nécessaire de donner la mort à l'agresseur pour défendre sa propre vie, n'est point irrégulier.

Qui s'attendroit à voir une pareille Assertion qualifiée de pernicieuse & dangereuse ? Oui sans doute, les Docteurs conviennent que dans ce cas on n'encourt aucune irrégularité ; (a) & comment n'en conviendroient-ils pas après une décision aussi formelle que celle de la Clémentine ? Le Rédacteur lui-même en conviendrait, s'il n'étoit aveuglé par la passion de décrier les Jésuites. Il dira peut-

(a) Primum est certum esse ex Clementinâ, Si furiosus, de Homicidio, non incurri irregularitatem, si quis occidat vel mutilet defendendo suam vitam ab in-

justo invasore cum moderamine inculpatae tutelæ ; & communis est omnium recentiorum sententia. Sayr lib. 6. Theol. cap. 17. n. 1.

être avec quelques anciens Auteurs dont le sentiment n'a plus aujourd'hui de partisans, que le Concile de Trente a dérogé à cette Clémentine, dans la session 14. chap. 7. Mais il est clair par les termes mêmes du Concile, qu'il n'assujettit à demander une dispense pour le ministère des Saints Ordres, qu'autant qu'on auroit excédé dans la défense. De plus la Congrégation interprète du Concile a décidé que, par ce qui est dit dans ce Chapitre, le Concile n'a pas prétendu introduire de nouvelle irrégularité. *Fuit dictum quod istud caput non inducebat novam irregularitatem.*

Farinac. declar.
cum decision.
Caus. Trid. part.
4. lib. 14. c. 7.

Il y a plus de difficulté dans ce qu'ajoute Hurtado, extrait *Prædictam* pag. 403, qu'il tient pour vraie la doctrine susdite, quand même celui qui tue auroit donné occasion à l'autre de l'attaquer, comme en commettant l'adultère avec la femme de l'agresseur, ou en lui disant des paroles outrageantes : & encore plus dans ce que dir Henriquez, extrait, *si adulter*, pag. 396, " Si un adultère, „ même Clerc, appercevant le danger, est entré chez la femme „ adultère, & qu'écarté par le Mari, il le tue pour la défense „ se nécessaire (ce mot est omis dans la version du Recueil ;) de „ sa vie ou de ses membres, il ne paroît pas encourir l'irrégularité. „

Mais enfin ces deux Auteurs, sur-tout le premier, n'ont encore fait que suivre le sentiment commun, ou du moins le plus commun, selon Sayr, qui cite à ce sujet un très-grand nombre de Docteurs, & qui le suit lui-même comme celui qui lui paroît le plus vrai. (b)

Les raisons de ces Théologiens sont que, quelque coupable que soit l'adultère, il ne perd pas pour cela le droit de défendre sa vie contre celui qui entreprend de la lui ôter de son autorité privée ; qu'à la vérité il est obligé de fuir s'il le peut, quelque honteuse que cette fuite puisse être pour lui ; c'est ce que Hurrado & Henriquez décident expressément ; mais que s'il ne peut

(b) Dubium nonum est an irregularis sit, quando quis suis culpa se ingesserit in hanc necessitatem, ut ad defendendam vitam suam opus sit occidere invasorem... Exemplum etiam est in adultero qui à marito deprehensus in adulterio, ut vitam defendat occidit alterum volentem se occidere. Prima opinio est... esse irregularem. 2a opinio est non esse irregularem;

sic Sotus, Castro, Petr. Navarrus, Covarruvias, Frat. Barth. Medina, Henriquez, Alphons. Vivalda, qui etiam citat Victorium & Canum & Mancium, & alios, Michael Salonijs, Tabiena, Armilla. Et licet prima opinio probabilis sit, hæc tamen secunda communior & verior mihi videtur. Sayr loc. cit. n. 12.

sauver sa vie ni par la fuite, ni autrement, il est dans le cas de la Clémentine, qui ne distingue pas si on a donné occasion ou non à l'attaque, & qu'on ne doit pas distinguer où la Loi ne distingue pas, *Ubi lex non distinguit, neque nos distinguere debemus*; sur-tout en fait de peines, selon cet autre axiome de Droit, *Odia restringi, favores convenis ampliari*. Ces raisons ont paru si fortes à un Magistrat, que dans un ouvrage où il démontre l'illégalité de toutes les procédures faites contre les Jésuites, ouvrage dont l'impression est suspendue pour les raisons qu'on devine assez, il n'hésite point à prononcer que l'affertion d'Henriquez, qui loin d'approuver l'adultère, décide seulement qu'il n'en court pas l'irrégularité, est exacte.

Nous ne sommes cependant pas tout-à-fait de son avis; parcequ'il nous paroît que l'homicide emporte l'irrégularité, dès qu'il est la suite d'une action illicite, & qu'on a prévu le danger, comme le suppose Henriquez. Il est vrai que les Théologiens qui tiennent pour son sentiment, disent que cela a lieu dans le cas uniquement où l'action tend par elle-même & par sa nature à l'homicide; ce qu'on ne peut pas dire, selon eux, de l'adultère qui donne occasion à l'homicide; & que d'ailleurs il y a une grande différence entre ce cas, & ceux où, suivant les Canons, on est irrégulier; lorsque vacant à une chose illicite, on est cause d'un homicide; parceque dans ces cas l'action qui donne la mort est supposée illicite, au lieu que celle du Clerc adultère qui défend sa propre vie ne l'est pas.

Mais si ces raisons fussent pour excuser Henriquez & les autres Théologiens, elles ne nous paroissent pas assez décisives pour justifier leur assertion; & je doute fort que dans la pratique, Henriquez lui-même n'eût pas obligé celui dont il s'agit, à se faire relever de l'irrégularité, du moins ad *cantelam*, d'autant plus qu'il ne prononce pas absolument qu'il ne soit point irrégulier, mais qu'il ne lui paroît pas qu'il le soit; *non videtur irregularis*. Réserve dont n'ont point usé Bonacina, le P. Millhard & plusieurs autres. Mais ces auteurs ne sont pas Jésuites, Henriquez l'étoit: c'en est assez pour qu'il soit coupable & inexcusable lui & tous ses confreres.

Cependant

Cependant aucun des auteurs cités sous l'homicide , ne soutient le sentiment d'Henriquez , tel qu'il l'énonce , & Suarez , Laymann , de Lugo , Coninx , Filliucius , Tanner , Taberna , Antoine &c. décident que dans ce cas on encourt l'irrégularité ; quelques-uns même , comme Tolet & Comitulus prétendent que dès qu'on a donné à un autre un juste sujet de nous attaquer , on perd le droit de se défendre , enforte qu'on ne peut tuer l'agresseur , non seulement sans être irrégulier , mais sans être homicide de fait. Ajoutez que l'ouvrage d'Henriquez n'a jamais été imprimé avec approbation ni permission des Supérieurs.

Les extraits dont il nous reste à parler , sont ceux , *Quam doctrinam & , Observandum est* ; de Hurtado , p. 404 , *Prima conclusio* ; de Fagundez , pag. 405 , & , *Licet alterum* , de Plarel , pag. 420. Le premier dit que celui qui tue pour la défense nécessaire d'un innocent , ou pour celle de ses propres biens & de son honneur , n'est point irrégulier ; le second dit la même chose de celui qui tue pour la défense nécessaire de la vie , des biens & de l'honneur du prochain ; & le troisième dit qu'il est probable que les Clercs qui tuent pour la défense de leurs biens avec les conditions requises , ne le sont pas non plus. L'assertion de Fagundez s'étend aussi aux Clercs & aux Religieux.

On peut considérer ces assertions sous deux rapports ; ou en tant qu'elles supposent qu'il est permis de tuer en ces rencontres , & qu'ainsi on n'encourt point l'irrégularité qu'on nomme *ex defectu* ; ou en tant qu'elles nient qu'on encoure la seconde espèce d'irrégularité , appellée *ex defectu lenitatis* : car il est certain que ces extraits excluent l'une & l'autre.

Ce qui concerne le premier de ces rapports a été examiné dans les questions précédentes , où l'on a fait voir que ces auteurs n'ont fait que suivre le commun des Théologiens.

À l'égard du second , il paroît d'abord fort surprenant que , tandis qu'un Juge encourt cette espèce d'irrégularité , par cela seul qu'il condamne à mort un criminel , les Théologiens mettent en question , si on est irrégulier de la même manière , lorsqu'on tue de sa propre main pour la défense d'un autre ou pour celle de ses biens. Mais ni les argumens de parité , ni même les argu-

Suite de la III. Partie.

N n n

Lib. 1. cap. 3.
n. 305.

mens à *fortiori*, ne concluent rien dans la matiere présente. Car c'est un principe reçu que l'on n'encourt point l'irrégularité, à moins que cela ne soit exprimé dans le Droit : *Ex omnium sententia*, dit Pierre Navarre, *non incurritur irregularitas, nisi in jure expressum sit* : & c'est ce que le droit même déclare expressément. Or, disent les Théologiens qui sont du même sentiment que les trois Jésuites cités, quoiqu'il soit décidé par les Canons, qu'un Juge & tout autre Ministre public, qui concourt par le dû de sa charge à la mort d'un autre, est irrégulier, il n'y en a aucun qui prononce qu'on le soit dans le cas proposé ; il paroît même qu'on peut conclure le contraire du Chap. *Interfecisti*, & du Chap. *Dilecto*, & ceux qu'on allègue au contraire ne parlent que du cas où l'on auroit excédé dans la défense. On peut consulter sur ce point Covarruvias, in *Clem. si furiosus*, part. 3. §. unico n. 4. 5. 6. Pierre Navarre, lib. 2. cap. 3. n. 418. Bonacina, de *Censuris*, disp. 7. qn. 4. puncto 6. Sayr, lib. 2. thes. cap. 17. n. 21 & 22. les Docteurs de Salamanque, *Theol. mor.* 10. 2. tract. 10. cap. 8. & M. Duval, *Th.* 2. tract. de *Charitate*, qu. 16. art. 7. pag. 665. La différence de la disposition des Canons à cet égard vient, selon ces Théologiens, de ce que le Ministre public agit de dessein prémédité, avec une pleine connoissance & une entiere liberté, s'étant volontairement chargé de l'emploi qu'il exerce ; au lieu que dans le cas d'une défense nécessaire, on est censé agir par un premier mouvement, & sans avoir le tems de réfléchir sur les suites de son action.

SEPTIÈME QUESTION.

Peut-on quelquefois sans péché souhaiter la mort de quelqu'un, ou s'en réjouir lorsqu'elle arrive ?

C'est une chose certaine qu'il n'est jamais permis de souhaiter le moindre mal, & à plus forte raison la mort à qui que ce soit, fût-ce à notre plus cruel ennemi, ni de se réjouir du mal qui lui arrive, en tant que c'est un mal pour lui. Rien n'est plus diamétralement opposé à la charité chrétienne. Mais si ce mal est en même tems un bien soit pour la personne qui l'éprouve ou à qui on le souhaite,

soit pour l'Eglise ou pour l'Etat, soit pour nous ou pour quelqu'autre que nous devons aimer davantage, selon l'ordre de la charité ; ne peut-on pas sans péché le souhaiter inefficacement ou s'en réjouir, en le considérant non sous le rapport de mal, mais sous le rapport de bien.

Tel est l'état de la question que les Théologiens agitent après l'Ange de l'Ecole. Car il ne s'agit point de sçavoir si, dans le cas où il seroit à craindre que quelque motif de haine, de vengeance, de cupidité, ne se glissât dans notre cœur, on peut se permettre ces sortes de désirs ou de complaisances; ni s'il n'est point à propos d'être toujours en garde contre soi-même pour ne pas s'y livrer; nous verrons bientôt ce que pensent sur ce point les Auteurs dont la doctrine est l'objet de la censure du Rédacteur; & combien ils sont éloignés d'autoriser en ce genre aucun désir qui pourroit être dangereux. D'ailleurs leur but unique est d'instruire les Confesseurs sur le jugement qu'ils doivent porter de ces sortes de désirs, lorsqu'on vient s'en accuser, & de les mettre en état de discerner en quels cas ce sont ou ce ne sont pas des péchés.

Or tous les Théologiens conviennent en premier lieu, que si ce qui est sous un certain rapport un mal pour le prochain, est en même tems pour lui sous un autre rapport, un bien d'un ordre supérieur, on peut sans blesser la charité lui souhaiter ce mal ou s'en réjouir, en tant que c'est un bien pour lui : en effet ce n'est pas là proprement lui vouloir du mal mais du bien. On peut donc, comme le dit Fénelon, *alind est*, pag. 428, souhaiter par un acte inefficace la mort de celui, à qui il seroit expédient de mourir pour le bien spirituel de son ame. Un pere peut donc du moins sans péché mortel, souhaiter la mort de son enfant, pour ne pas le voir tomber dans la suite dans quelque désordre honteux. Ce n'est point pécher contre la charité que de souhaiter à un autre, ce qu'on pourroit demander à Dieu avec mérite pour soi-même : & jamais on ne s'avisa d'accuser d'homicide la pieuse Mere de S. Louis, lorsqu'elle lui disoit : *Mon fils, j'aimerois mieux vous voir mort que souillé d'un péché mortel*.

On peut donc encore, comme le dit Dicastille, *assertio* *tertio*, pag. 435, souhaiter sans péché mortel un mal au prochain,

N n n 2

en vûë du bien honnête ou utile de celui à qui on fait ce souhait. Ainli on peut souhaiter une infirmité au pécheur, afin qu'il se corrige, & qu'il cesse d'offenser Dieu : c'est l'exemple qu'apporte Dicastille, & qu'on a supprimé dans le Recueil. *Sic licet desiderare agri- tudinem peccatori ut emendetur & à peccato desistat : quâ ratione potest absque peccato puella desiderare agri tudinem juveni à quo sollicitatur, ut desistat.*

Tous les Théologiens conviennent en second lieu, que si ce qui est un mal pour le prochain, est en même-tems un bien & un très-grand bien pour l'Eglise ou pour l'Etat, du moins en ce qu'il délivre l'un ou l'autre d'un très-grand mal qu'ils souffrent ou qui les menace, on peut désirer ce mal, ou s'en réjouir quand il est arrivé, toujours précisément en vûë du bien. La raison est que le bien général de l'Eglise & de l'Etat doit être préféré au bien particulier : que chacun doit être prêt de donner sa vie, lorsque l'intérêt commun l'exige, & que personne, soit citoyen soit étranger, ne peut trouver mauvais, que le bien de l'Etat dont nous sommes membres, ou de l'Eglise & de la Religion, nous soit plus cher que sa propre conservation.

On peut donc sans péché du moins mortel, souhaiter en vûë du bien commun, que les Tures, les Hérétiques & les Tyrans se convertissent ou meurent. Ce sont les paroles de Dicastille dans l'extrait déjà cité. On peut licitement désirer la mort du Turc, plutôt que de le voir subjugué l'Eglise ou l'Empire Romain : ce sont les paroles de Lacroix, dans l'extrait, *licitum est*, pag. 431. Il n'est pas concevable que dans le Christianisme il se trouve des hommes qui fassent un crime à des Chrétiens d'avoir dit qu'un pareil souhait étoit licite. l'Eglise seroit-elle coupable, lorsqu'elle demande à Dieu, que les Nations Payennes qui se confient dans leur ferocité, soient écrasées par la droite de sa puissance : *Ut gentes Paganorum quæ in suâ feritate confidunt dexterâ ejus potentia conterantur.*

Il est donc permis en général de désirer inefficacement la mort d'un autre, lorsqu'elle tourne à l'avantage de l'Etat, & qu'on n'a en vûë précisément que cet avantage ; ou lorsqu'il en doit résulter un très-grand bien même temporel pour le Public ou pour l'Eglise. Ainli s'expriment Lacroix, Féneli aux endroits qu'on vient de citer,

& Cardenas dans l'extrait, *Suppono tertio*, pag. 421, suppose comme dit Lacroix, que la mort de cette personne soit l'unique moyen de procurer le bien de l'Eglise ou de l'Etat : *Quod aliàs haberi non posset*, & s'il est permis de la souhaiter, il l'est aussi de s'en réjouir pour la même fin, lorsqu'elle est arrivée. A-t-on jamais douté qu'il fût permis aux Israélites de chanter, comme ils firent, des cantiques d'allégresse, lorsqu'ils virent leurs ennemis engloutis dans la Mer rouge; ou aux Chrétiens de faire retentir les Temples d'actions de grâces, lorsqu'ils apprirent la défaite des Turcs à Lépante; ou aux François & à toute autre nation, de faire éclater leur joie à la nouvelle d'une victoire dont il résulte un grand bien pour l'Etat?

Y a-t-on bien pensé, lorsqu'on a déferé aux Magistrats de tels extraits, ou celui-ci de Bauny : „ Semblablement, l'on peut sans faute „ souhaiter au méchant quelque mal, comme la mort, *Non quidem „ id optando quatenus malum ipsius est, sed quatenus boni rationem „ habet* ; mais en tant que par elle il verra ses desseins à néant, & „ les occasions qu'il avoit d'offenser Dieu au vent. “ Il est à propos de lire la suite du texte de Bauny rapportée dans la première partie de cette Réponse, pag. 439.

Recueil p. 416.

Quant à ce qu'il dit sur l'autorité de Bonacina, qu'une mere est exempte de toute faute, lorsqu'elle souhaite la mort à ses filles, parcequ'elle ne peut les placer aussi avantageusement qu'elle souhaiteroit, à cause de leur difformité ou de leur pauvreté, ou parcequ'à leur occasion elle est maltraitée de leur pere; nous n'approuvons pas cette décision, non plus qu'une toute semblable de Féglé, qui se borne néanmoins à dire qu'en ce cas il n'y a point de péché mortel. Viva décide positivement que cela n'est pas permis.

Damm. Prop. .
Part. 2. p. 71.

Tous les Théologiens conviennent en troisième lieu, que si ce qui est un mal pour le prochain, est en même-tems pour nous ou pour d'autres qui doivent nous être plus chers selon l'ordre de la charité, un grand bien, en ce sens qu'il nous met à couvert d'un grand mal dont nous étions menacés injustement de sa part, ce n'est point un péché de lui souhaiter ce mal, entant qu'il est un obstacle certain au mal qu'il veut nous faire, & de nous réjouir s'il lui est déjà arrivé.

C'est la décision expresse de S. Thomas, qui dit que „ Comme

In. 2. sent. dist.
10. art. 1. ad 4.

„ selon l'ordre de la charité , chacun doit s'aimer plus que tout
 „ autre , & ses parens plus que les étrangers , & ses amis plus que
 „ ses ennemis , & le bien commun plus que le bien particulier ;
 „ on peut désirer à quelqu'un , sans blesser la charité , un mal tem-
 „ porel , non entant que c'est le mal d'autrui , mais en tant que
 „ c'est un empêchement au mal d'une autre personne qu'on est
 „ obligé d'aimer davantage ; & qu'à prendre la chose en soi , ce
 „ n'est point alors se réjouir du mal , mais du bien qui s'y trouve
 „ joint : *Sed hoc non est per se de malo gaudere , sed de bono quod*
 „ *adjunctum est malo.*

2. part. tit. 8.
cap. 1.

C'est la décision de S. Antonin. La tristesse , dit-il , peut avoir lieu ,
 1^o lorsqu'on s'afflige du bien d'autrui , par la raison qu'on en ap-
 préhende quelque dommage pour soi ou pour d'autres personnes
 de bien ; cette tristesse n'est point envie , & elle peut être sans pé-
 ché , lorsqu'elle est modérée. *Et talis tristitia non est invidia , & potest*
esse sine peccato , scilicet cum moderata est.

Lib. 22. Moral.
cap. 11.

C'est la décision de S. Grégoire , dont les paroles perdroient à
 être traduites. *Evenire plerumque solet* , dir ce grand Pape , *ut non*
amissâ charitate , & inimici nos ruina latifaces , & rursus ejus gloria
sine invidia culpâ nos contristet ; cum & ruente eo quosdam bene erigi
credimus , & proficiente illo plerosque injuste opprimi formidamus.

De pareilles autorités nous dispensent d'en citer d'autres. On
 peut encore consulter à ce sujet Gerfon dans ses Règles morales ,
 §. de *Præcept. Decal.* Pontas , au mot , *Désir* , cas second , & l'Auteur
 de la Morale de Grenoble , tome 6. page 101.

Quint. Affor. 100.
18. p. 411.

Quel est donc le danger de cette assertion de Dicastille ? „ On
 „ peut du moins sans péché mortel , souhaiter un mal au pro-
 „ chain , en vûe d'un bien utile qui doit en résulter pour un au-
 „ tre , si celui à qui on souhaite ce mal mer obstacle par sa malice
 „ au bien dont il s'agit. Par exemple , celui qui est persécuté in-
 „ justement peut souhaiter la pauvreté à son persécuteur , qui
 „ abuse de son abondance pour lui nuire. *Is qui injustè vexatur*
 „ *potest desiderare paupertatem ei à quo ex abundantia vexatur injustè.* „
 Cer exemple , ainsi que plusieurs autres , a été supprimé.

Quint. Manet pro-
belle , p. 412.

Quel est encore le danger de cette assertion de Lacroix ? „ Il
 „ est probable qu'un homme peut désirer la mort du prochain ,

« pour éviter quelque mal considérable qui le menace lui ou quelqu'autre , & qui ne peut être évité autrement ; par exemple , pour n'en être pas tué injustement , ou pour n'être pas dépouillé de ses biens par sa violence ; ce qui arriveroit sans cela : *Quod aliquin futurum est.* » Le traducteur fait dire à Lacroix , lorsque sans cela il y auroit à craindre &c. Ce que Lacroix ne donne que comme probable , est soutenu par Navarre , *Man. cap. 15. n. 10* ; par Soto , *lib. 5. de Jur. & Just. qu. 9. art. 3* ; par Cajetan , *Sum. v. Maledictio* ; par Louis Lopez , *Instr. Conf. part. 1. cap. 64* ; par Jean de la Cruz , *Direct. conf. part. 1. de 5. prac. qu. 1. art. 1. dub. 3* , & par d'autres qu'ils eurent. Je ne puis omettre les paroles de Gerson qui sont expressees. Il m'est permis , dit-il , de souhaiter à mon ennemi qui est incorrigible , qu'il lui arrive & par rapport à la vie & par rapport aux biens ce qui suffit pour qu'il ne puisse causer aucun dommage injuste ni à moi ni au public. *Inimico meo incorrigibili optare fas est , ut taliter sibi sit in animâ & in rebus , qualiter sufficit ad hoc quòd neque mihi neque Reipublica injustum damnum possit inferre.*

Loc. cit.

Ces autorités sont suffisantes pour excuser Cardenas qui tient ce sentiment pour vrai ; & qui ajoute qu'un pere peut licitement désirer inefficacement la mort de son Gendre , qui maltraite extrêmement sa Fille , lorsqu'il n'y a aucune espérance qu'il se corrige ; parcequ'un Pere est plus obligé d'aimer sa Fille que son gendre , & que ce mauvais traitement continuel fait à sa Fille est un grand mal , qui l'autorise à former ce désir inefficace , pour qu'elle en soit délivrée.

ERIT Suppon op.
pag. 422.

Elles fussent encore pour excuser Fégeli , lorsqu'après avoir exposé les cas où l'on pèche mortellement en souhaitant la mort à quelqu'un , il dit qu'il n'en est pas de même , c'est-à-dire , qu'il n'y a point de péché mortel , si on désire inefficacement la mort d'un autre précisément parcequ'il en résulte pour nous un bien proportionné à ce mal ; pourvu qu'il ne s'agisse pas d'un bien que nous espérons seulement de posséder , mais d'un bien qui est actuellement à nous , & que nous perdriions sans cela.

Mais dira-t-on , n'est-il pas dangereux de se permettre de pareils souhaits , & par conséquent de dire qu'il est licite de les con-

cevoir? Oui sans doute, il est très-dangereux de se les permettre, parcequ'il n'est que trop ordinaire que la haine ou quelque autre affection déréglée n'en soit le principe, ou du moins n'y entre pour quelque chose. Et l'on ne pourroit en aucune maniere excuser les Théologiens qui ont dit que ces sortes de desirs étoient licites, s'ils avoient eu en vûe d'autoriser les hommes à en former de pareils. Mais comme nous l'avons déjà dit, ils n'ont écrit que pour les Confesseurs; & ils ont grand soin d'avertir que cette matiere est délicate, & qu'on ne sçauroit trop recommander aux Pénitens de veiller à cet égard sur les mouvemens de leur cœur. *Il faut avouer, dit Fénelon, qu'il peut aisément se glisser en tout ceci de la haine, ou quelque autre mauvaise affection, c'est pourquoi dans la pratique on fait bien de s'abstenir de ces sortes de desirs, & de remettre pour le mieux toute la chose entre les mains de Dieu.* Lacroix dit pareillement qu'il est expédient de ne point admettre ces sortes de desirs dans la pratique à cause du danger de pécher. Mais ces sages réflexions n'ont point trouvé place dans le Recueil.

En quatrième lieu, le point le plus difficile de cette question est de sçavoir si lorsqu'un événement a deux faces, & qu'il est en même-tems avantageux pour nous non-seulement parcequ'il éloigne un mal, mais parcequ'il nous procure un bien & facheux pour un autre, on peut le désirer ou se réjouir de ce qu'il est arrivé, uniquement par rapport au bien qui nous en revient. Sur quoi il faut remarquer, 1^o que quoique l'entendement puisse absolument séparer ces deux rapports, & n'en considérer qu'un, néanmoins ces sortes de précisions ont rarement lieu dans la pratique, & qu'il est toujours très-dangereux de les faire servir de fondement à une décision de morale, où l'on doit moins avoir égard à la spéculation qu'à la pratique. 2^o qu'Innocent XI a condamné les trois propositions suivantes. La treizième du Décret, « Si vous le faites avec la » modération requise, vous pouvez sans péché mortel vous affli- » ger de la vie de quelqu'un, & vous réjouir de sa mort naturelle, » la demander & la souhaiter d'un désir inefficace, non parce- » que la personne vous déplaît, mais à cause de quelque avantage » temporel. » La quatorzième. « Il est permis de souhaiter d'un » désir absolu la mort de son pere, non en tant qu'elle est un mal » pour

pour lui, mais en tant qu'elle est un bien pour nous, parce qu'elle nous procurera une bonne succession. » La quinziesme. Il est permis à un Fils de se réjouir de la mort de son Pere qu'il a tué dans l'yvresse, de s'en réjouir, dis-je, à cause des grandes richesses qu'il en a héritées. » Ces propositions font horreur ; & on ne conçoit pas comment quelques Casuistes ont pu les avancer.

Ainsi quelque jugement qu'on puisse porter des Assertions suivantes considérées spéculativement, nous les désapprouvons dans la pratique.

« Un Fils, dit Tamburini, peut-il souhaiter la mort de son Pere, ou s'en réjouir, non en tant qu'elle est un mal pour son Pere, car ce seroit une haine exécrable ; mais en vûë de jouir de son hérédité ? Une Mere peut-elle désirer la mort de sa Fille, pour n'être point obligée de la nourrir ou de la doter ? Un inférieur peut-il souhaiter la mort de son Supérieur, pour lui succéder, ou pour être délivré de ce Supérieur qui est son ennemi, & autres cas semblables. Si vous désirez ou si vous apprenez avec joye ces effets précisément, sçavoir la succession, la fin de vos chagrins, la supériorité &c. la réponse est aisée ; vous souhaitez & vous recevez ces choses licitement, parceque vous ne vous réjouissez pas du mal d'autrui, mais de votre bien propre. »

Extr. de *la page*,
pag. 429.

Cette Assertion a deux parties, qu'il ne faut pas confondre. La premiere qui regarde le souhaiteroit bien dangereuse dans la pratique, parcequ'il est difficile de souhaiter l'effet, en excluant positivement le désir de ce qui en est la seule cause. Il n'en est pas de même de la seconde qui regarde la joie qu'on ressent du bon effet que nous procure un événement dont nous sommes fâchés d'ailleurs. Un Fils peut être très affligé de la mort de son Pere, souhaiter même ardemment qu'il revive, & se réjouir à la vûë de la succession qu'il lui a laissée. Cardenas n'a donc point eu tort de dire qu'il est permis à un Fils de se réjouir de l'héritage qui lui vient par la mort de son Pere, pourvu qu'il ne se réjouisse pas de cette mort, & que cela n'est point compris dans la condamnation de la quatorzième proposition.

Extr. *Suppl.*,
pag. 422.

Mais Casnédi ne nous paroît pas plus excusable que Tamburini, lorsqu'il dit qu'on peut souhaiter la mort de son Pere, en se

Extr. *Suppl.* *pag.*
sup., p. 421.

Suite de la 111. Partie.

O o o

complaissant précisément dans le seul bien qui nous arrive par sa mort, & non dans sa mort qui nous le procure ; parcequ'alors on fait abstraction de cette mort , qu'on ne s'y complait point , & qu'on se réjouit uniquement du bien qui en arrive.

Ent. Dix-septiesm,
pag. 431.

Dicaſtelle n'en dit pas tant que Tamburini & Caſnédi ; nous regardons cependant sa décision comme mauvaise. Il dit qu'il ne condamneroit point de péché mortel la joie qu'un Fils auroit de la succession qui lui seroit venue par la mort de son Pere ; & en cela nous croyons qu'il a tort de supposer que cette joie puisse se borner là ; qu'il porteroit le même jugement du délir que cette mort arrive par une voie licite , c'est-à-dire , par la volonté de Dieu , non en tant qu'elle seroit un mal pour le Pere , mais en tant qu'il en revient un bien pour le Fils. Sa décision est encore plus mauvaise en ce point.

Ent. Patre Fa-
gundez, p. 437.

Gobat rapporte une assertion de Fagundez , qui est mot pour mot la quinzième proposition du Decret d'Innocent XI , & il dit que cette doctrine qui peut paroître paradoxique , est vraie en spéculation , quoique dangereuse dans la pratique. Gobat a tort ; & Fagundez encore plus. Mais le Rédacteur est pour le moins aussi coupable qu'eux , d'attribuer contre sa conscience , cette affreuse doctrine à toute notre Compagnie. Il me suffira de citer ici Suarez à qui personne , soit Jésuite , soit autre , ne s'est jamais avisé de comparer Gobat ni Fagundez. Il n'est pas permis , dit ce Théologien , de se réjouir d'une action passée , qui est mauvaise par elle-même , quoiqu'à raison de l'ignorance (invincible) ou par quelqu'autre cause , elle ait été commise innocemment ; & la raison est que cette action est par elle-même un objet mauvais , qu'il n'est par conséquent jamais permis de vouloir. (c) L'endroit de Fagundez cité par Gobat prouve qu'il n'a pas voulu dire autre chose que Suarez , quoiqu'il se soit très-mal exprimé. (d)

(c) Sequitur non esse licitum delectari de actu præterito qui per se malus est, licet ex ignorantia vel aliâ ratione fuerit emissus sine culpa : & ratio est quia ille actus per se est prævum obiectum ; & ideo nunquam licet illum velle. *Suar. de vitis & pecc. diſp. 5. ſect. 7. n. 140.*

(d) Et conſequenter licitum est filio gaudere de parricidio parentis à se in ebrietate perpetrato , propter ingentes divitias inde ex hereditate consecutas ; & puellæ de copulâ per violentiam commiſſâ propter aliquem bonum finem ; verbi cauſâ propter quod ipſa exiuit filium ſuſcepit Epif-

Gobat est encore très-repréhensible, lorsqu'après avoir dit qu'on se tromperoit, si on inféroit de ce qu'il vient de dire, qu'il est permis de souhaiter l'yvresse volontaire, ou de s'en réjouir à cause de ces événemens ; il ajoute ; *On concluroit plus juste en disant qu'il est quelquefois permis de souhaiter de s'enivrer innocemment, si de cette yvresse il devoit arriver un grand bien.* L'yvresse étant mauvaise de sa nature, & ne pouvant être exempte de péché que par accident, il n'est jamais permis de la souhaiter.

Extr. Extrait à
pag. 417.

Stoz enseigne aussi quelque chose d'approchant de la treizième proposition du Decret d'Innocent XI, lorsqu'il dit, extrait *Non igitur* pag. 438 ; « Il ne faut pas regarder comme coupable de péché, celui qui s'afflige & s'attriste du bien d'autrui, en tant qu'il diminue le sien propre : car il ne s'afflige point alors du bien d'autrui, parceque c'est le bien d'autrui, ce qui seroit un trait de haine ; mais parcequ'il est la cause immédiate & prochaine de son propre mal, en diminuant ses avantages personnels. Il en est de même, lorsque quelqu'un se réjouit du mal d'autrui, non parceque c'est le mal d'autrui ; car ce seroit encore un trait de haine & une chose illicite ; mais parcequ'il est la cause immédiate & prochaine de son propre bien ; par exemple, d'une riche succession qui lui revient par la mort de son Pere ; alors ce n'est point se réjouir du mal d'autrui, mais de son propre bien. »

Il ne reste plus qu'un extrait de Lacroix qui n'a pû trouver place dans aucune des questions précédentes : il appartient à la matiere de la restitution ; le voici. « Si Caius ayant empoisonné du vin, l'a mis devant Sempronius, à dessein de le faire périr ; si Titius, ne sçachant rien de cela, prend la coupe, & que Caius, pour que son crime ne soit pas découvert, le laisse faire ; Caius n'est point homicide dans l'effet, & il n'est point obligé de réparer les dommages qui se sont ensuivis de la mort de Titius ; parceque, que cette mort n'a point été volontaire de la part de Caius, qui

Extr. Si Caius,
pag. 411.

scopum, aut virtutum postea & miraculorum ac sanctitatis splendore clarum ; ita ut illud gaudium non referatur ad ipsum actum, sed ad finem bonum inde provenientem. Quo pacto fuit licitum Jacobi complacere

de filio ex actu Lix suscepto, non tamen de actu ipso, & copulâ etiam per ignorantiam cum Liâ de noctu habita. Fagundes lib. 9. in Decal.

„ n'a pû prévoir ce cas , & qui n'étoit pas obligé de l'empêcher „ avec un si grand péril pour sa personne. „

Cette décision porte sur une fausse application du principe reçu de tous les Casuistes , que l'homicide qui n'est pas volontaire n'oblige point à restitution. Nous ne balançons point à la condamner.

Les extraits rapportés sous cette question sont pleins d'infidélités dans la traduction du Recueil ; voici celles qu'on n'a pas relevées dans la première partie de cet Ouvrage.

1^o Gobat parle d'un crime qui n'est point coupable , parcequ'il a été commis pendant l'ivresse , & qu'on n'a point prévu auparavant qu'on seroit exposé à le commettre. *Inculpabile ob defectum tam deliberationis impedita per ebrietatem , quam praviſionis non antegreſſa* : ces derniers mots sont ainsi rendus ; & qu'il n'a point été prémédité auparavant. Pour qu'une action mauvaise commise dans l'ivresse , soit coupable , il n'est pas nécessaire qu'elle ait été préméditée , il suffit qu'on ait prévu qu'on pouvoit la commettre. Gobat encore assure d'un sentiment , qu'il est dangereux dans la pratique , *practice periculosa* & on lui fait dire , *quoiqu'il puisse être dangereux dans la pratique*.

2^o Casnodi ne permet précisément de se réjouir que du seul bien qui nous arrive par la mort d'un Pere. *Complacendo praeſe in ſolo bono proveniente mihi ex morte patris*. On traduit : je puis me réjouir pleinement du bien qui m'arrive par la mort de mon Pere.

3^o Cardenas dans l'extrait *ſuppono* 4^o pag. 421 dit : *Iſta Pater poſſe licite deſiderare inefficaciter mortem mariti &c.* On traduit : ainſi un Pere peut licitement deſirer la mort d'un Mari &c. Le mot *inefficacem* est ſupprimé

4^o Fégeli dit qu'on peut ſouhaiter inefficacement la mort à quelqu'un précisément en vue d'un bien proportionné au mal qu'on lui ſouhaite ; pourvu qu'il ne s'agiſſe pas d'un bien qu'on eſpere purement d'obtenir , mais qu'on poſſède actuellement. *Non quidem merè obtinendum , ſed aſſu illius qui deſiderat*. On traduit : bien qu'il ne doit pas ſe propoſer à la vérité de ſe procurer , mais qu'il ſe contente de deſirer : ce qui n'a abſololument aucun rapport avec le latin. Cependant Fégeli n'a fait cette diſtinction entre le bien qu'on poſſède ac-

ruellement, & celui qu'on espere d'obtenir, que pour ne rien enseigner de relatif aux propositions condamnées par Innocent XI.



PARRICIDE ET HOMICIDE.

LE Parricide offre peu d'extraits qui appartiennent à ce titre. Les autres ont été traités sous la matière de l'homicide : ce qui en reste se réduit à trois, auxquels nous en joindront quelques autres, soit de l'Homicide, soit du Régicide, qui y ont rapport.

Dicaftille dans l'endroit d'où est tiré l'extrait, *quari... potest* pag. 433, établit par l'écriture, les Peres & la raison le pouvoir qu'a l'autorité publique de punir de mort les malfaiteurs ? D'où il conclut que quand pour des raisons très-graves l'autorité publique commet l'exercice de ce pouvoir aux particuliers, pour purger l'État d'un scélérat qu'elle a pros crit, chacun peut en conscience l'exercer, pourvu qu'il n'agisse point en cela par un principe de haine ou de vengeance, mais par zèle pour le bien public. Cette conclusion est si bien liée avec le principe, & si bien prouvée par raison & par autorité, que Scot est le seul Théologien qui l'ait révoquée en doute. En effet, comme le remarque le Continuateur de Tournély après S. Anronin, dès que la Sentence de proscription accorde à chacun le pouvoir de tuer le pros crit, celui qui le tue n'agit point comme particulier, mais comme Ministre public; *jam non privatâ, sed publicâ autoritate interficitur.*

To. 6. m. 8. de
Deal. art. 2.
scil. 1. p. 140.

Cela posé, que fait dans le Recueil, sur-tout sous le titre *Lèse-Majesté & Régicide*, l'extrait suivant d'Escobar ? „ Est-il permis de
„ tuer un pros crit ? Oui, quand la République en donne la faculté
„ à tout le monde. Néanmoins le pros crit ne peut être tué, selon
„ Filiucius, hors du territoire du Prince qui l'a pros crit, si l'on
„ n'a le consentement du moins t. cite ou raisonnablement présumé du Prince, dans le territoire duquel il se trouve. „

Ext. lict. 177.
pag. 313.

Est, licetum est,
et non est homici-
dium, p. 417.

Traët. 6. exam.
q. n. 35.

Que fait encore dans le Recueil cet autre extrait d'Escobar, où il décide qu'on peut employer la ruse & l'artifice pour tuer un proscrit, c'est à-dire, le tuer lorsqu'il est le moins sur ses gardes? Car c'est-là ce qu'il entend par les mots, *proditorie interimere. Dicitur oditorie occidere*, dit-il ailleurs, *qui aliquem id minime suspicantem interficit*. La question se réduit à savoir si, de même qu'un Ministre nécessaire de la justice, par exemple, un Cavalier de la Maréchaussée, peut user d'adresse pour arrêter & surprendre un brigand, tout autre peut en faire autant, avec la faculté de l'autorité publique, & tuer le malfaiteur, s'il n'y a pas d'autre moyen d'en défaire l'Etat. Ce qui fait toute la difficulté, est que le scélérat qu'on arrête dans le premier cas, a le tems de mettre ordre à sa conscience, avant que d'aller au supplice, au lieu qu'il ne l'a pas dans le second.

Les Théologiens qui tiennent pour le sentiment d'Escobar, répondent que s'il n'étoit pas permis de le tuer par cette raison, il ne resteroit aucune ressource à l'Etat pour se défaire d'un brigand, dont on suppose qu'il ne peut se défaire autrement : que par la même raison un Juge ne pourroit faire mettre à mort un criminel qui ne voudroit pas se reconnoître, ni entendre parler de Confession; que les Loix & les Juges qui permettent de le tuer, & qui promettent même des récompenses à quiconque le tuera de quelque manière que ce soit, seroient iniques. Enfin si le proscrit, dit Escobar, sait qu'il est proscrit, il est dans le cas d'un homme contre qui l'Arrêt de mort vient d'être rendu; par conséquent il doit rentrer en lui-même & changer de vie, s'il ne veut s'exposer au péril d'une damnation certaine : si au contraire il ignore qu'il soit proscrit, celui qui le tue par surprise ignore pareillement qu'il n'a pas mis ordre à sa conscience.

Ces raisons montrent qu'il n'est pas aussi aisé qu'on se l'imagineroit d'abord, de prononcer sur cette question : aussi a-t-elle partagé les Jurisconsultes & les Théologiens, comme on le peut voir dans Julius Clarus, *lib. 5. sent. §. homic. n. 61.* dans Bonacina, *traët. de restit. disp. 2. qu. ultimâ. Scilicet. 1. puncto 2. n. 3.* dans Riccius, *Prax. Cleric. decis. 487*, & dans Diana, *pars. 5. traët. 4. resol. 25.* Julius Clarus assure qu'en Italie l'usage est que celui qui peut impunément tuer un proscrit, peut aussi le tuer par surprise. *Apud nos ser-*

vatur, quod qui potest impune interfici, potest proditoriè occidi. Ce qu'il y a de certain, comme le dit le même Auteur, & après lui Fagundes, c'est que, si quelqu'un avoit promis au proscrit de ne lui faire aucun mal, & que nonobstant cette promesse il l'attaquât & le tuât, soit par surprise ou autrement, il seroit certainement digne du dernier supplice, parcequ'on doit garder la parole donnée à un ennemi. *Dignus profectè esset supplicio extremo, ut optime docet Clarus quia fides data hosti servanda est.* Ce principe est reconnu par tous les Théologiens, & en particulier par Escobar. » Ne point « tenir sa promesse, dit-il, même en matiere légère, est tout au « moins un péché véniel. »

Fagundes, lib. 4.
in Decal. cap.
16, n. 2.
Theol. mor. lib.
15, n. 166.

Quant à ce qu'il ajoute dans son extrait, que celui qui tue le proscrit par zèle pour le bien commun, n'est pas obligé de faire attention au bien particulier, il est évident qu'il ne parle que du cas où l'un seroit incompatible avec l'autre. Aussi dit-il, ce qu'on ne lit dans aucun des Auteurs qui décident comme lui, que s'il lui étoit facile de s'affujettir le proscrit, de maniere qu'il pût l'avertir, avant que de le frapper, de faire un acte de contrition, il y auroit de la piété, à le faire, & peut-être y seroit-on obligé. Il auroit dû encore ajouter, que si on pouvoit, sans aucun danger pour soi, le saisir & le remettre entre les mains de la Justice, la charité exigeroit qu'on ne le tuât point.

Dicaftille qui se déclare avec Soto pour le sentiment contraire à celui d'Escobar, a principalement en vû le danger de la damnation éternelle auquel seroit exposé le proscrit, si on le tuoit par surprise. *Solus quidem non probat ejusmodi usum: nec videtur approbandus, cum sit gravissimum periculum damnationis, si bannitus occidatur in hoc statu, saltem proditoriè.* Nous préférons cette décision à celle d'Escobar, comme plus conforme à l'intérêt que nous devons prendre au salut éternel de nos freres.

L'auteur des Conférences d'Angers, sans entrer dans la discussion du cas où l'on tueroit par surprise, dit qu'on n'est pas coupable d'homicide, « Quand on tue un criminel qui a fui, dont la « tête a été mise à prix par un jugement légitime; parcequ'alors « on ne le tue que comme Ministre de justice, & par l'autorité « publique. Mais il faut, continue-t-il, 1^o qu'il n'y ait point

To. 2. ser. 1^{re}
Comm. p. 212.

„ d'appel pendant devant un Juge supérieur. 2° que cette exécution se fassé dans le territoire ou ressort de celui par l'autorité duquel le criminel a été pros crit. » Escobar exige le consentement du moins tacite ou raisonnablement présumé du Prince dans le territoire duquel le criminel se seroit sauvé ; ce qui revient à peu près au même. „ 3° que ce criminel ne soit ni le „ Pere ni l'Enfant, ni la Femme de celui qui ôte la vie ; car ce „ seroit violer le droit naturel. „

NOTE. Quatri. po.
177, 208. 433.

Dicastille admet aussi cette troisième condition, parcequ'un Fils, dit-il, par la raison que son Pere est pros crit, ne cesse pas d'être Fils, & n'est pas dispensé de l'obligation naturelle envers son Pere. Il est vrai qu'il se contente de dire que ce sentiment est le plus probable. Mais est-il surprenant que ce Jésuite voyant l'opinion contraire tenue par un grand nombre de Docteurs, voyant que Julius Clarus lui-même en la rejettant, avoue que c'est l'opinion commune des Jurisconsultes, & qu'elle est conforme à la décision de la Faculté de Pérouse, (a) ait dit avec Bonacina & quantité d'autres, que le sentiment contraire étoit plus probable, au lieu de dire, comme il le devoit, que c'est le seul vrai ? Il auroit mieux fait sans doute de dire comme Emmanuel Sa, qu'un Fils ne peut pas tuer son Pere pros crit, comme Réginald, *lib. 21. cap. 2. p. 2. n. 18.* qu'une des conditions nécessaires est que le pros crit ne soit pas le Pere de celui qui le tue ; comme Laymann. *lib. 3. tit. 3. p. 3. n. 2. qu. 1.* qu'il faut excepter les parens, les enfans, la femme, & que ceux-ci, loin de pouvoir tuer le pros crit, sont obligés de le nourrir ; comme Lacroix *lib. 3. part. 1. dub. 2. qu. 178*, & Tamburini cité par Lacroix, qu'un Fils qui tueroit son Pere pros crit, pécheroit mortellement. Mais ce seroit évidemment poulter les choses trop loin, que d'accuser Dicastille d'enseigner le Parricide, pour n'avoir donné que comme plus probable, ce qui est certain.

Pl. v. Benoitier,
n. 4.

N'est il

(a) Sed hic quæro nunquid, stante hoc statuto, possit filius occidere Patrem ban nitum ? Responden. Bartol. tenuit quodd sic, & est communis opinio, ut ait Marfil. Gomez, Berous, quem refert Vivius, & ita determinatum fuisse per Collegium Perulii refert Ang. . . Ex quo enim Pater

virtute dicti statuti, censetur effectus hostis patriæ, ut dixi supra, meritis etiam videtur licere filio eum interficere, juxta textum. l. *minime ff. . .* Mihi quidem hæc opinio nunquam placuit. *Jul. Clar. lib. 5. serv. §. homic. n. 59.*

N'est-il pas du moins condamnable d'avoir dit qu'il approuveroit le sentiment de ceux qui permettent à un Fils de tuer son Pere proscrit, si le Pere étoit nuisible à la République & à l'Etat, & qu'il n'y eût point d'autre remède pour détourner le dommage qu'il cause? Emmanuel Sa n'est il point pareillement condamnable d'avoir dit, que pour la défense de la Patrie, on peut tuer même son Pere?

Recit. Cas. Sec. ,
pag. 196.

Mais avant que de faire le Procès à ces deux Jésuites, il faut commencer par le faire à tous les Jurisconsultes, sans en excepter Julius Clarus qui parlant du cas où le Pere seroit armé contre la Patrie, dit : *in eo casu filius qui in eo actu patrem occideret, esset excusandus* ; à tous les Théologiens, dont nous ne connoissons aucun parmi ceux qui traitent cette question, qui ne dise la même chose ou ne la suppose comme certaine. Voyez en particulier BARRÈS 2. 2. qu. 3. art. 3. de GRAFFIUS, lib. 2. cap. 68. n. 33. NAVARRE, de lege penali n. 19. COVARRUVIAS, de matrim. part. 2. cap. 7. §. 7. n. 8. à la Glose du chap. fortitudo, qui dit : *hoc casu non tenetur qui proximum patrem interfecit* ; enfin aux Loix mêmes qui décident formellement qu'en ce cas un Fils n'est point coupable, & qu'il mérite même des récompenses. *Minimè majores legendum putaverunt eum, qui ad patriam delendam, & parentes & liberos interficiendos venerit : quem si filius patrem, aut pater filium occidisset, sine crimine, etiam pramio afficiendum omnes constituerunt.*

Leg. 11. R. 10.
ll. tit. 1.

L'extrait, *filius tenetur* d'Escobar, pag. 436, & l'extrait, *filii christiani*, de Fagundez, placé sous l'homicide, pag. 404, disent trois choses, 1^o qu'un Fils peut refuser les alimens à son Pere infidèle ou hérétique, si celui-ci s'obstine à vouloir le faire renoncer à la Foi, & *nolit ab eâ intentione resipire*. 2^o qu'il peut accuser son pere du crime d'hérésie, quand même il sçauroit qu'on le condamnera au feu pour cela. 3^o qu'il pourroit le tuer en se tenant dans les bornes d'une juste défense, si le Pere employoit la violence pour le faire renoncer à la Foi, c'est à dire, s'il n'y avoit pas de milieu pour le Fils entre perdre la vie, ou la Foi.

La troisième partie de cette assertion a été discutée sous l'article Homicide, première question.

La seconde est admise sans contestation par les Jurisconsultes & les Théologiens, si on en excepte Tostat. Ils conviennent tous

Suite de la III. Partie.

P p p

qu'un Fils peut accuser son Pere du crime d'hérésie, lorsqu'il cherche à la répandre, & qu'elle peut être pernicieuse aux autres. Ce n'est que dans cette supposition que parlent Escobar & Fagundes, & sur-tout ce dernier, comme on le peut voir à la pag. 436. du tome des Falsifications. Leurs raisons sont que le bien commun de la Religion & de la Foi ne doit pas moins que celui de l'Etat, l'emporter sur le bien particulier; qu'un Fils peut pour le crime d'hérésie qui attaque la Majesté Divine, ce qu'il peut & même ce qu'il doit dans le cas d'une conjuration tramée par son Pere contre le Prince & la Patrie; que l'intérêt & l'honneur de Dieu doivent nous être plus chers que nos parens & que nous-mêmes: que d'ailleurs les Loix de l'Eglise n'exceptent personne de l'obligation de dénoncer ceux qui sont coupables de ce crime; que les Loix Civiles y sont expressees, & qu'on lit dans une des Constitutions de l'Empereur Frédéric les paroles suivantes. » Comme ce » crime qui attaque Dieu même est plus grand que le crime de » Lèze-Majesté, nous voulons que les enfans des hérétiques jus- » qu'à la seconde génération, soient privés de tous bénéfices tem- » porels, & de tous Offices publics, à moins qu'ils ne se rendent » dénonciateurs de leurs Peres : » que Dieu même avoit parlé ainsi à son peuple dans le Deuteronome, chap. 3. » Si votre frere fils de votre Mere, si votre fils ou votre fille, ou votre épou- » se qui est dans votre sein, ou votre ami qui vous est plus cher » que votre ame, s'efforçoient de vous persuader en vous disant » en cachette, *allons & servons des Dieux étrangers*; ne l'écoutez » point, & que votre œil ne l'épargne pas, jusqu'à avoir compas- » sion de lui & tenir sa faute cachée; mais vous le tuez sur le » champ. Que votre main premierement soit sur lui; & que tout » le peuple après vous mette la main sur lui: qu'il meure acca- » blé de pierres, parcequ'il a voulu vous détacher du Seigneur » votre Dieu. » C'est de toutes ces raisons que les Théologiens concluent que quand l'hérésie du Pere n'est pas secrète, & qu'elle peut nuire aux autres, il peut être dénoncé par son Fils, lorsque celui-ci court lui-même du danger pour sa Foi.

Ajoutez à cela qu'en Espagne, où Fagundes & Escobar écrivoient, il y a une Loi de l'Inquisition qui ordonne à qui que ce

soit qui sçaura que quelqu'un est hérétique de le dénoncer sur le cliamp, quand même il le jugeroit susceptible d'amendement, s'il l'avertissoit. *Sanctissimi Inquisitores iusserunt ut quilibet sciens aliquem hereticum, quamvis juxta suam scientiam dignoscat emendabilem illum fore, si de hoc pramonitus esset, nihilominus statim debeat sanctissima Inquisitionis officio denunciare*: toutes ces décisions sont, comme on le voit, de Théologiens qui écrivent dans des Pays d'Inquisition.

Bazh. Médica.
lib. 1. sum. cap.
14. §. 16.

Une chose bien digne de remarque, c'est qu'Esclapès ne crut pas pouvoir mieux calomnier Fagundez, qu'en lui attribuant d'avoir enseigné, " que personne n'est tenu de dénoncer un hérétique, que, s'il craint prudemment pour lui-même quelque tort considérable de cette dénonciation; & que par conséquent on n'est obligé dans aucun cas de dénoncer les personnes qui nous sont étroitement liées, comme un Pere, une Mere, des Enfants, une Epouse, des Freres. „ Voilà comme les ennemis des Jésuites font valoir contre eux des accusations contradictoires, suivant les dispositions des Tribunaux devant lesquels ils les traînent.

Voy. Guimenas,
prop. 2. de hère.

Ce qui regarde le cas où un Fils pourroit refuser les alimens à son Pere, fût-il dans l'extrême nécessité, & dût-il mourir de faim, s'il vouloit avec obstination faire abandonner la Foi à son Fils, paroitroit avoir quelque chose de fort dur & même d'inhumain. Néanmoins si un Fils, comme l'enseignent les Théologiens, n'est pas obligé d'exposer sa vie à un danger probable pour sauver celle de son Pere, du moins lorsque le danger du Pere n'est qu'éloigné, & qu'il peut aisément en sortir: à plus forte raison n'est-il pas obligé d'exposer son salut pour la même fin, sur-tout si la vie du Pere ne se trouve exposée que par sa malice & son obstination. Il n'est donc pas tenu de le nourrir chez-lui, ou de demeurer avec lui pour pourvoir à sa subsistance: & il ne doit point s'exposer au danger de perdre la Foi, en nourrissant dans sa maison un Pere qui fait tous ses efforts pour l'amener à l'hérésie. C'est ce que disent Fagundez & Escobar, qui d'ailleurs enseignent que, hors de ce cas, des Enfants catholiques sont obligés en vertu du droit naturel de fournir des alimens à leurs Parens fussent-ils hérétiques ou même payens, s'ils sont dans une nécessité extrême ou comme extrême. *Jure naturali teneri filios Catholicos alimenta parentibus, here-*

Lib. 4. in Decal.
cap. 2. n. 12.

To. 4. lib. 11.
G. 2. n. 62.
61. de.

In Matth. 2. qu.
67.

ricis etiam & ethnicis donare, si sint in extrema necessitate constituti. Ce sont les paroles de Fagundes, qui ajoute quelques lignes après, *aut quasi extrema.* Escobar l'a copié presque mot pour mot dans la Section même d'où son extrait est tiré. Toftat lui-même, tout sérieusement qu'il est sur cette matière, décide la même chose. *In dicta causa*, dit-il, *fugiendum est & non maxendum ad providendam ei (Patri) etiam si fame moriturus sit.* Il nous semble que le danger de séduction pour le Fils, ne peut gueres être tel, qu'il oblige le Fils à quitter son Pere.

On a vu dans la premiere Partie, pag. 451, que l'extrait d'Escobar, *quando jure civili*, rapporté dans le Recueil pag. 436, ne contient qu'une question de Droit, & non une décision de cas de conscience. Il s'agit de sçavoir si, quand le Droit Civil permet à un Pere de tuer sa Fille, & à un Mari son Epouse, qu'ils surprennent en adultère, ils peuvent impunément, c'est-à-dire, sans avoir rien à craindre des Loix, donner cette commission à d'autres.

L'ib. 1. sent. 5.
homic. n. 33.

Escobar dit que le sentiment commun des Jurisconsultes, est qu'ils le peuvent; & il ne parle ainsi que d'après les Jurisconsultes eux-mêmes, & en particulier d'après Julius Clarus, qu'il n'a fait que copier, & auquel il a dû s'en rapporter sur cette matière, comme à un homme qui avoit fait une étude particulière des sentimens reçus parmi les Auteurs de Droit, ainsi que l'annonce le titre même de son Livre.

To. 4. lib. 11.
G. 2. n. 173.

Ce Jésuite est si éloigné d'étendre au for de la conscience la permission de tuer ou de faire tuer une Fille ou une Epouse surprise en adultère, permission qu'accordent certaines Loix Civiles, que dans la même Section, s'étant proposé la question suivante : *Quæstio est an sicut in foro Soli potest maritus impunè uxorem adulteram simul cum adultero, & pater filiam perimere, ut vidimus: ita possint licitè in foro Poli id efficere*; il décide qu'on ne le peut point, qu'en cela on pèche toujours mortellement, non-seulement contre la charité, mais contre la justice : *quamvis impunè id fiat in foro Soli, non tamen licitè fit in Poli seu conscientia foro: idè semper mortaliter id agens delinquit & contra justitiam operatur*; & il ajoute que c'est le sentiment le plus commun, le plus vrai, le plus probable, en un mot qu'il le juge absolument certain. *Hæc sententia communior, vetior, probabilior, imò certa mihi omninò videtur.*

Peut-être le Rédacteur auroit-il voulu faire un crime à Escobar auprès des ignorans, d'avoir supposé que le Droit Civil accordât au Pere ou au Mari une telle permission, d'autant plus que ces mors, *quando jure civili permittitur*, sont ainsi traduits, *le Droit Civil permettant*, comme si Escobar supposoit que ce fût une chose universellement permise. Mais il n'a pu faire illusion qu'à des ignorans. Car il n'est point de Jurisconsulte, ni de Théologien qui ne fasse mention de ces Loix; & sans recourir à celles du Pays où écrivoit Escobar, il n'y a qu'à ouvrir le Digeste ou le Code *ad legem Juliam de adulteris*, ou les Novelles, *authentica ut liceat matri & avia*, pour se convaincre qu'il en existe de telles dans le Droit commun. Encore aujourd'hui, en France même, un Mari qui tue sur le champ sa Femme qu'il surprend en adultère & son complice, est regardé comme ne faisant que suivre les mouvemens d'une juste colere... & obtient facilement en conséquence des lettres de grace.

Suppl. au Thes.
public. de Do-
m. liv. 1. tit.
7. § 6.

Il faut rapporter ici un extrait de Filliucius placé sous l'Homicide. Filliucius demande s'il est défendu par le cinquième Commandement à un Mari de tuer sa Femme surprise en adultère, & à un Pere de tuer sa Fille pour la même cause. Il répond en premier lieu, qu'avant la Sentence du Juge, le Mari pèche mortellement en tuant sa Femme, quand même il la surprendroit en flagrant délit. Il s'appuie de l'autorité du chap. *interfectores*, de celle de S. Thomas, 2. 2. qu. 64. art. 3. d'Azor, & du commun des Théologiens : & il en donne cette raison, qu'il n'est permis à personne d'en tuer un autre, quelque coupable qu'il soit, de son autorité privée, & que, quoique les Loix ne punissent point en ce cas le Mari, eu égard à la juste douleur & au violent mouvement dont il est alors agité, cependant elles n'autorisent point une pareille action. Cette preuve & ces autorités ont été supprimées dans l'extrait.

Extr. Decret,
pag. 403.

Il répond en second lieu, qu'après la sentence du Juge, qui livre la Femme adultère au Mari, pour lui ôter la vie, s'il le veut, il peut la mettre à mort sans péché, pourvu qu'il n'agisse point par un esprit de haine & de vengeance : condition très-difficile à remplir dans la pratique. Il cite à ce sujet Soto, Covarruvias, Medina & Azor, dont les noms ont disparu du Recueil. » La

„ raison en est, ajoute-t-il, qu'alors le Mari est constitué ministre
 „ volontaire par le Juge, pour mettre à mort sa Femme, s'il le
 „ veut : quelque chose que disent au contraire d'autres auteurs,
 „ qui prétendent que cela est seulement permis par les loix, mais
 „ non licite. *Quidquid contra alii, dicentes tantum id esse permissum,*
 „ *at non licitum.*

Cette dernière phrase est ainsi traduite dans le Recueil. *Quelque chose que disent au contraire les autres Docteurs, qui prétendent que cela n'est pas permis, mais seulement toléré.* 1° Il y a ici un contresens : car ces Docteurs prétendent bien que les loix le permettent, mais ils disent en même-tems que ce qu'elles permettent n'est point licite de sa nature. 2° Qui ne s'imagineroit en lisant ces mots, *Quelque chose que, disent au contraire les autres Docteurs*, que Filliucius est seul de son sentiment contre les autres Docteurs ; sur-tout lorsqu'on ne voit dans l'extrait aucun garant de son assertion ? Cependant ces autres Docteurs se réduisent à un si petit nombre, & sont si peu considérables, que Soto qui en parle, se contente de dire, *Sunt qui hoc negant, quidam Jurisperiti asseruerunt*, sans en nommer aucun ; & que les autres, comme Estius, Sylvius, Covarruvias, Chapeaville, Sayr, Bonacina qui cite Bannez, Salonius, Arragonius, P. Navarre, Sylvestre &c. ne daignent faire aucune mention de ceux qui sont d'un sentiment opposé, & décident qu'un Mari, après la sentence du Juge, peut licitement tuer sa Femme adultere. (b) C'est, dit Chapeaville, la décision de tous les Théologiens : *Ita omnes Theologi in 4. disp. 37.* Si le Mari dit Sayr, exécute la Sentence du Juge contre sa Femme adultere, sans haine, ni vengeance, mais par zèle pour la justice, il ne péche ni mortellement, ni véniellement : c'est le sentiment de tous les Docteurs que j'ai cités plus haut : *Sic Doctores omnes quos supra citavimus.* Et au nombre 6 auquel il renvoie, il a cité jusqu'à treize Théologiens, ajoutant qu'il alloit exposer le sentiment commun. Arragonius dit aussi : *eandem etiam sententiam tenent commu-*

Id. p. qu. 1.
art. 1.

De nat. reſer.
cap. 3. de homic.
qu. 1. p. 282.

Clav. reg. lib. 7.
cap. 10. n. 11.

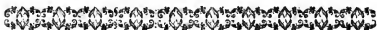
In 3. c. qu. 69.
art. 2.

(b) Quod si verò publicè auctoritate
 maritus uxorem occiderit, ut quarundam
 regionum habet consuetudo, nullo crimine
 per hoc in conscientia reuehatur. Estius in
 4. sen. disp. 37. §. 3.

Sylvius annot. ad 3. p. D. Thom. qu. 60.
art. 1. Covarruvias, de marit. part. 2.
cap. 7. §. 7. n. 27. Bonacina, de reſer.
disp. 2. qu. ultimè. §. 3. 1. p. 210 n. 5.

niser omnes Theologi. Il paroît chimérique de supposer qu'il n'entre aucun motif de haine ou de vengeance dans une pareille action de la part du Mari.

L'usage dont il s'agit ici n'est point dans nos mœurs; & c'est sans doute une des raisons qui a engagé le Rédacteur à donner cet extrait, prévoyant qu'il révolteroit beaucoup de monde. Mais cet usage est reçu en Espagne, où le génie de la Nation l'exige, dit Soto, *Hispanorum hæc de re ingenio vix fieri aliter posses satis*; il est reçu en plusieurs autres Pays où les Loix l'autorisent, & où par conséquent le Juge, en livrant la Femme adultere au Mari, & le Mari en la mettant à mort s'il le veut, ne font; l'un que se conformer aux Loix qui l'ordonnent, & l'autre qu'exécuter ce qu'elles lui permettent. Il ne faut pas oublier une falsification bien marquée dans la traduction de l'extrait, *filius tenetur*, d'Escobar. Cet Auteur dit: *Filii Catholici possunt de hæresis crimine parentes accusare*. On traduit: les Enfans Catholiques sont obligés de dénoncer leurs peres on parens coupables d'hérésie.



SUICIDE ET HOMICIDE.

Les Jésuites inculpés sur la matière du Suicide sont Laymann, Bussembaum & Lacroix.

L'affertion de Laymann supprimée par le Rédacteur est celle-ci: il est toujours illicite, & c'est une injure faite à Dieu, de se tuer soi-même, excepté dans le cas unique, où Dieu lui-même l'ordonneroit. *Affertio tertia. Seipsum interimere semper illicitum est & injuria in Deum, uno excepto casu, si Deus ipse jubeat*. Ce n'est qu'après avoir employé une page & demie in-folio à prouver cette affertion par la raison, l'Ecriture, les Peres, les Conciles, & les Auteurs Payens même qui ont eu une raison plus épurée, qu'il ajoute: „ Au reste, quoique cette doctrine de S. Augustin soit vraie, qu'il n'est permis en aucun cas de se tuer soi-même, à

Extrait, l. 1. p. 419.

„ moins que Dieu ne l'ordonne; néanmoins elle n'est pas telle-
 „ ment évidente, qu'elle ne puisse échapper à la connoissance de
 „ personnes prudentes, si quelque motif puissant les déterminoit
 „ à une action si contraire à l'humanité. Car les Stoiciens ont cru
 „ qu'il étoit glorieux de se tuer pour le salut de la Patrie; c'est
 „ pourquoi aussi plusieurs ont vanté l'action de Caton, qui se tua
 „ à Utique, pour n'être point contraint de voir César devenu ty-
 „ ran par sa victoire.

Il faut distinguer trois choses dans cet extrait. 1^o L'affertion principale: il est vrai que dans aucun cas il n'est permis de se tuer soi-même, à moins d'un ordre de Dieu. Ce n'est pas sans doute pour cela qu'on accuse Laymann de Suicide.

2^o Une autre affertion moins principale. Sçavoir que, toute vraie qu'est cette doctrine, son évidence n'est pas telle, qu'elle ne puisse échapper à des personnes même éclairées. Cela n'est-il pas certain; & sans parler de Sénèque & de tous les Stoiciens, ne pourroit-on pas citer un grand nombre d'Auteurs qui ont cru qu'on pouvoit en certains cas se donner la mort à soi-même? L'énoncé de ce fait a-t-il rien qui autorise la doctrine du Suicide?

3^o Les preuves de cette seconde affertion, qui consistent en deux faits incontestables, l'un, que les Stoiciens ont cru qu'il étoit glorieux de se donner la mort pour sa Patrie; l'autre, que le Suicide de Caton a été vanté par plusieurs, vanté même, si l'on veut, comme digne d'être imité. Quand Laymann l'auroit dit, & quand le mot *commendatum* ne présenteroit pas d'autre idée, il n'auroit rien dit qui ne soit prouvé par une foule d'éloges donnés à cette action.

Si quelqu'un s'avisoit de traduire d'Héricourt, un de nos plus habiles Jurisconsultes & Canonistes, en docteur ou du moins en fauteur du Suicide, parcequ'il a dit que *le Suicide étoit autorisé chez les Romains par des exemples illustres & par les Philosophes*, & que *les Romains le regardoient comme une grandeur d'ame*; n'auroit-on pas raison de le traiter de calomniateur, en lui disant que cet auteur ne rapporte là qu'un fait qui est vrai, & que bien loin de l'approuver, il dit au contraire que les loix qui autrefois ne punissoient point ceux qui s'étoient tués par dégoût de la vie, sont aujourd'hui très-

très-fondées à les punir, la raison & la Religion nous ayant fait connoître que notre vie n'est point à nous, mais à Dieu dont nous l'avons reçue, & à l'Etat; qu'il n'y a pas moins de barbarie à se tuer soi-même, qu'à tuer une autre personne; & qu'enfin ce que les Romains regardoient comme une grandeur d'ame, est une foiblesse des plus indignes d'un homme de cœur? L'application est aisée à faire, puisque Laymann ne condamne pas moins ce qu'il rapporte des Stoiciens & de ceux qui ont loué l'action de Caton, & qu'il prouve fort au long & d'une manière invincible que la raison & la Religion s'accordent à condamner le Suicide.

En vain se rejetteroit-on sur ce que Laymann admet qu'on peut être dans l'ignorance à cet égard. Car il ne dit point que ce soit une ignorance invincible & non coupable; & quand il le diroit, il ne parleroit qu'après quantité de Théologiens, tels qu'Adrien, *Quodlibeto* 4^o, Sylvius, in 2. 2. qu. 64. art. 5. ad 5, Bannès & Salomius cités par Sylvius, Pierre Navarre, lib. 2. cap. 3. n. 30. Covarruvias, lib. 2. variar. resol. cap. 2. n. 19. Soto, lib. 5. qu. 1. art. 6. & le Continuateur de Tournély, tom. 5. pag. 119.

Busembaum & Lacroix établissent aussi l'un & l'autre, qu'à moins d'un ordre de Dieu, il n'est jamais permis de s'ôter la vie directement & avec intention de le faire. *Absque divinâ autoritate non licet seipsum directe & ex intentione occidere.*

Le premier sera-t-il donc un docteur du Suicide, parcequ'il dit que „ Quoique Navarre & plusieurs autres prétendent qu'on ne peut „ se souhaiter la mort sans péché mortel; cependant Sanchez, So- „ to, Granado, Diana disent que cela est permis, pour éviter de „ grands malheurs, par exemple une affliction intérieure; & que Trul- „ lencus Docteur Espagnol excuse une Femme qui se souhaite la „ mort, afin d'éviter par-là une grande maladie, une vie amère, „ la mendicité, & autres maux semblables, que son Mari, par exem- „ ple, lui fait ou lui fera souffrir : *insistita vel infligenda*. La version du Recueil porte : *lui fais souffrir, ou pourrais lui faire souffrir*: ce n'est pas tendre exactement le Latin. Busembaum ajoute, qu'à l'égard de celles qui pour les moindres chagrins se souhaitent la mort, Diana les condamne de péché mortel, à moins, comme il arrive

Suite de la III. Partie.

Q q q

Lib. 6. n. 4. sup.
1. dub. 1. de ibid.
n. 770.
Note. Et si non.
pag. 499.

très-souvent, que le défaut d'avertence ou de délibération ne les en excuse.

BRIT. Mout. ...
Pag. 419.

Lacroix esluiera-t-il aussi le même reproche, pour avoir dit, „ qu'il „ est permis de se souhaiter la mort, pour éviter un grand mal spi- „ rituel ou temporel, par exemple, s'il n'y a pas d'autre moyen „ d'éviter le péché ou une dure & perpétuelle prison. „

1. Reg. 19.

Mais je demanderois volontiers au Rédacteur, si Elie commit un péché mortel, lorsqu'il désira la mort & la demanda à Dieu, pour n'être plus exposé aux embûches & à la fureur de l'impie Jézabel qui avoit juré sa perte. *Petiit anima sua ut moreretur, & ait, sufficit, Domine, tolle animam meam.* Je lui demanderois si Moïse ne put sans crime conjurer Dieu de l'ôter de cette vie, plutôt que de le laisser chargé de la conduite d'un peuple ingrat, qui par ses murmures continuels lui étoit devenu insupportable : *Sin aliter tibi videtur,*

Nombr. 17.

obsecro ut interficias me, & inveniam gratiam coram oculis tuis, ne tantis afficiar malis : si Jonas pécha mortellement, lorsqu'il fit la même prière, dans la crainte d'être regardé comme un faux Prophète & un perturbateur du repos public : *Et nunc, Domine, tolle quæso*

Jonas 4.

animam meam à me, quia melius est mihi mors quam vita : d'autant plus que Dieu ne l'en reprend pas, mais seulement de s'être affligé du pardon accordé aux Ninivites : si Judas Macchabée ne put désirer licitement de mourir dans le combat, plutôt que d'être témoin des maux de sa Nation : *Melius est nos mori in bello quàm videre mala*

1. Mach. 9.

nostra gentis : enfin si S. Augustin pécha, lorsqu'il pria Dieu de le retirer de cette vie, pour n'avoir pas la douleur de voir sa Ville Episcopale pillée, & son troupeau massacré par les Vandales, & si Dieu en exauçant cette prière, exauça un crime.

Eccl. 10.

Busembaum a donc pu, sans mériter aucun reproche, ne pas condamner Soto, Sanchez, & les autres qui veulent qu'il soit permis de désirer la mort, pour éviter de grands maux. L'Ecriture elle-même ne nous dit-elle pas que la mort est préférable à une vie amère. *Melior est mors quàm vita amara :* Et par conséquent qu'on ne fait rien alors contre l'ordre en souhaitant de mourir, pourvu que ce désir soit, comme on le suppose, subordonné à la volonté de Dieu. Une grande maladie ou une infirmité habituelle, la nécessité de mandier son pain, une dure & perpétuelle prison, ou d'autres maux sembla-

bles, ne peuvent-ils pas nous rendre la vie assez amère, pour nous faire juger la mort préférable? Bufembaum n'est donc pas coupable d'avoir rapporté le sentiment de Trullencus, sans l'approuver ni le désapprouver.

Fégeli n'est donc pas coupable d'avoir dit qu'il n'y a pas de pé-
ché du moins mortel à désirer de mourir, lorsque la mort nous est plus dure que la vie, ou pour éviter de grands maux, tels qu'une affliction intérieure, la mendicité, une vie pénale, c'est-à-dire, condamnée à une dure prison, aux Galeres, aux Mines &c. *Vitam pa-nalem*, & non pas simplement *une vie pénible*, comme l'a rendu le Rédacteur : d'autant plus que cet Auteur ajoute, ce qu'on a supprimé, qu'il ne paroît pas qu'on puisse excuser de péché mortel, celui qui désireroit la mort pour se soustraire aux afflictions légères & communes de cette vie.

Extra. d'Alod. 1.
pag. 421.

Mais quand ces Auteurs seroient en effet répréhensibles, n'y a-t-il pas une très-grande distance entre désirer inefficacement la mort, & se tuer soi-même. Quoi de plus ordinaire, sur-tout parmi les femmes, & les personnes pauvres, malades, affligées, que de souhaiter la mort? Et quoi de plus rare que de se la donner? Ce seroit encore une injustice criante de dénoncer ces Auteurs comme coupables de l'enseignement du Suicide, quand leurs assertions seroient aussi mauvaises qu'elles le sont peu.

Mais le comble de l'injustice, c'est d'avoir placé Lacroix sous ce titre odieux, parcequ'il a dit qu'il est permis de souhaiter la mort pour éviter un grand mal spirituel, par exemple, le péché, dont on ne peut moralement se garantir autrement; & d'avoir donné comme pernicieuse & dangereuse cette assertion de Fégeli sous l'Homicide: on peut désirer inefficacement la mort, si cela est expédient pour le bien spirituel de notre ame. Que ne dénonçoit-on aussi tant d'Ouvrages de piété où les Jésuites enseignent à demander à Dieu de mourir plutôt que de l'offenser?

Les autres extraits dont le Rédacteur a grossi l'article du Suicide jusqu'à en faire cinq pages in-4°. ont été discutés sous la matiere de l'Homicide, à laquelle ils appartiennent. Qu'on juge maintenant du poids de cette accusation, sur-tout si on veut l'étendre à tout le Corps des Jésuites, suivant l'intention du Compilateur.

Quel coup de partie pour lui, si dans la disette de preuves où il se trouvoit, il avoit pu attribuer à quelque Jésuite la fameuse question Royale de S. Cyran ? Quelle riche moisson n'auroit-il pas faite dans l'ouvrage de ce Chef des Réformateurs modernes, où on lit ; „ Que le manquement de propriété sur sa vie n'empêche pas qu'on „ ne puisse se tuer soi-même : que se tuer soi-même n'est pas une „ action... qui ait sa malice si enracinée, qu'une bonne intention „ ne puisse arracher ; que cette action peut être plus familière à „ l'homme de bien, que quelques hommes ne s'imaginent : „ où après avoir enseigné de son mieux qu'on peut se tuer, l'Auteur apprend à le faire de la manière la plus douce, *comme par rétention d'haleine, par la suffocation des eaux, par l'ouverture de la veine* ; ou enfin supposant que la partie peut être obligée de se détruire pour conserver le tout, il pose de plus pour principe, que c'est à la raison qu'il appartient de décider quand on y est obligé ? Principe affreux, avec lequel, comme l'observe l'Auteur des Mémoires Chronologiques, un homme pourra peut-être se croire obligé de se tuer ; mais avec lequel il lui sera bien plus aisé de se croire obligé d'en tuer un autre.

TOM. 2. 80.
1634. pag. 218.



LEZE-MAJESTÉ ET RÉGICIDE.

SOIXANTE & douze Jésuites sont accusés du crime de Lèze-Majesté & Régicide, les uns, pour avoir enseigné l'immunité des Clercs, les autres, pour avoir soutenu les opinions ultramontaines sur le pouvoir des Papes ; ceux-ci, pour avoir dit que le droit naturel de la défense de soi-même s'étendoit jusqu'à pouvoir tuer un Prince agresseur injuste, s'il n'y avoit pas d'autre moyen de garantir nos jours contre sa violence, & que sa mort ne dût pas être suivie de grands troubles dans l'Etat : ceux-là, qu'un

ennemi public du Prince & de la Patrie , qu'un tyran d'usurpation peut être mis à mort par tout particulier dans le moment de son invasion ; & qu'un tyran d'administration peut être déposé & condamné à mort par autorité publique : d'autres sont déclarés coupables pour d'autres causes particulières qui n'ont aucun rapport à l'enseignement.

Avant que de discuter les assertions comprises sous les quatre chefs qu'on vient d'énoncer, il est nécessaire de montrer, que presque aucun des extraits n'a pu être inséré dans le Recueil sans mauvaise foi & sans conséquence de la part du Rédacteur. De-là on passera à l'examen de la doctrine, & aux qualifications qu'elle mérite. Ensuite on examinera ce qui peut résulter de cette doctrine au préjudice de notre Compagnie en général, & des Jésuites de France en particulier.

CHAPITRE PREMIER.

La plupart des Extraits placés sous le titre de Lèze-Majesté & Régicide, n'ont pu être insérés dans le Recueil sans mauvaise foi & sans conséquence.

LE titre particulier de cet article joint au titre général de la Collection du Rédacteur, annonce 1° des Assertions, 2° des Assertions soutenues par les Jésuites, 3° des Assertions publiées dans leurs livres, 4° des Assertions soutenues & enseignées dans tous les tems & persévéramment, 5° des Assertions soutenues & publiées avec l'approbation des Supérieurs & Généraux, 6° enfin des Assertions favorables au crime de Lèze-Majesté & Régicide. Tout extrait auquel il manque un de ces caractères, n'a pas dû entrer dans le Recueil ; & nous allons prouver qu'il n'en est aucun ou presque aucun qui les réunisse tous.

ARTICLE PREMIER.

Extraits qui ne sont pas des Affertions.

L'Extrait, *Sed odisti Marianam*, qui occupe les pages 470, 471 du Recueil, n'est qu'une Réponse de Heissius à l'objection ridicule d'un Calviniste sur la doctrine de Mariana. Ce Calviniste prétendoit en premier lieu, que, lorsque Mariana, pour qu'on pût faire mourir un tyran, exige la voix publique de la nation & l'avis de personnages sçavans & graves; par ces *personnages sçavans & graves*, il faut entendre les Jésuites. Heissius fait à cette objection la seule réponse qu'elle mérite, sçavoir que par-tout où il sera fait mention de personnages sçavans & graves, il faudra donc y substituer les Jésuites.

Il prétendoit en second lieu que, selon Mariana, une de ces deux choses, la voix publique de la nation, ou l'avis d'hommes graves & sçavans, suffisoit pour autoriser un particulier à mettre à mort un tyran. Heissius répond que cela est faux, & il prouve par le texte même de Mariana, qu'il exige l'une & l'autre ensemble.

Enfin il prétendoit que cette Doctrine qu'il attribuoit faussement à Mariana, étoit la doctrine des Jésuites. Heissius répond que le sentiment qui est véritablement celui de Mariana, ne peut sans mensonge être attribué aux Jésuites, & qu'il est propre & particulier à cet auteur.

Voilà tout ce qui résulte de cet extrait de Heissius, si on en juge par le latin seul; car la version françoise du Recueil est pleine de faussetés, comme on l'a fait voir ailleurs. Repousser des objections ridicules & calomnieuses, est donc ici tout le crime de Heissius.

C'est aussi tout le crime d'Eudémon-Jean dans son extrait rapporté pages 473 & 474. Ce Jésuite se borne à montrer contre Coock, Protestant Anglois, qui accusoit le Jésuite Hamond au sujet de la conjuration des poudres: qu'on ne prouve pas que Hamond ait eu connoissance de cette conspiration: ni qu'après qu'elle eut été découverte, il ait conseillé aux conjurés de pren-

dre les armes contre le Roi ; ni que ce Jésuite n'ait pas déclaré aux conjurés qu'ils étoient obligés en conscience de mettre bas les armes.

Ce qu'on a supprimé du texte d'Eudémon-Jean montre de plus qu'il tenoit les bons principes. Il ne se contente pas d'avancer qu'un coupable ne peut se défendre par les armes contre ses Juges ; il le prouve en disant que le Magistrat ayant droit de saisir & de punir le coupable , celui-ci ne peut opposer la violence à l'exercice de ce droit. *Nam cum Magistratus jure suo comprehendere solum atque punire possit , vis ei propter jure suo utenti inferri jure non potest.* Dans les Chapitres précédens il avoit réfuté une opinion de Cajétan dangereuse pour l'autorité & même pour la sûreté des Souverains ; il rappelle ici cette réfutation , & il dit que cette opinion est fautive & contraire au sentiment commun : *Falsam atque à communi Scriptorum sensu alienam* : Pourquoi des points cachent-ils ces connoissances au Lecteur ? Eudémon-Jean, lorsqu'il dit encore au sujet des Conjurés qu'ils avoient d'ailleurs une conscience très-religieuse , faire voir qu'il n'approuvoit pas leur projet , & qu'en ce point il les regardoit du moins comme étant dans l'illusion. *Certissimum porro est conjuratos , cum aliqui religiosâ admodum conscientia essent* &c. Le Traducteur en transposant adroitement le mot d'ailleurs , nous dérobe le vrai sens de la pensée d'Eudémon-Jean. *Il est très-certain d'ailleurs*, dit-il, *que les conjurés avoient une conscience délicate & religieuse* &c. De plus, Eudémon-Jean dit expressément que la doctrine qui permet d'arrender à l'autorité ou à la vie des Souverains, même sous prétexte d'hérésie, est fautive, pernicieuse aux Etats , opposée à la pratique & au sentiment de l'Eglise Catholique.

Enfin il rapporte dans son Extrait même que Greenwel Jésuite en refusant les raisons par lesquelles les Conjurés s'autorisoient à prendre les armes , fit tous ses efforts pour les en détourner.

Au sujet du P. Garnet, le même auteur fait voir contre le Comte de Salisbury , que Garnet qui n'avoit appris la conspiration que par la voie de la Confession , a pu , en offrant le Sacrifice pour que ce projet ne réussît pas , détester la cruauté de cet attentat , & cependant laisser le tour au soin de la Providence , au cas que Dieu voulût tirer le bien du mal pour l'avantage de la Religion .

Apol. pro Henrico Garneto, cap. 10. p. 174.

Page. 274.

Apol. Garn. cap. 4. pag. 101.

Catholique en Angleterre : d'autant plus que Garnet, ne pouvoit révéler la conjuration, & qu'il s'étoit efforcé en vain de détourner les Conjurés de leur dessein. Et ces mots : *Pourquoi Garnet, quoiqu'il détestât dans son cœur ce grand carnage dans la République, n'auroit-il pas cru devoir souffrir qu'il arrivât, s'il devoit en résulter un grand bien pour l'Eglise ?* ces mots, dis-je, ne prouvent point, comme le Traducteur le donne à entendre, que Garnet soléra vis-à-vis des Conjurés leur horrible complot ; mais que seul vis-à-vis de Dieu, au même tems qu'il le prioit d'arrêter cette funeste entreprise, il acquiesçoit à ce que sa providence en ordonneroit. C'est ce qui est évident par les paroles suivantes d'Eudémon-Jean qui ont disparu dans l'extrait. *Viro bono qui rem omnibus modis avertere aggressus nihil profecisset, quid aliud reliquum fuit nisi ut Deum oraret, quidquid demum evenisset, id felix ac faustum Ecclesia esse vellet ?*

Ibid. cap. 12.
pag. 119.

Quel est encore le but de Keller dans les extraits, *Generatim Theologi*, & *alterius generis*, pag. 475, 476, sinon de montrer que le Calviniste qu'il rétute, calomnie les Catholiques sur la doctrine du Tytaannicide. Ces extraits contiennent la distinction que font les Théologiens entre le tyran d'usurpation & celui d'administration, & l'enseignement commun des Ecoles au sujet de ces sortes de tyrans : d'où Keller conclut que cet enseignement ne peut allarmer aucun Souverain, aucun Prince légitime. Il ne fait qu'en écarter les fausses couleurs que le Calviniste veut lui donner ; il en montre les bornes, les limitations, & marque les précautions qu'ont pris les Théologiens pour en empêcher l'abus. Du reste, tout cet endroit n'est que récit & exposition ; comme on peut s'en convaincre par ce que nous avons dit dans la première partie, pag. 477 & suivantes.

Quant au sentiment particulier de Keller, jamais auteur ne fut plus éloigné de la doctrine du Régicide. „ Un Monarque, dit-il, ou un „ moindre Souverain, quelque cruauté qu'il exerce sur ses sujets, „ est toujours souverain, & par conséquent ses sujets n'ont sur lui „ aucune autorité ; autrement il ne seroit pas souverain. Et plus „ son rang est élevé & illustre, plus on lui doit de respects & „ d'hommages, parcequ'il participe d'autant plus au pouvoir de
Dieu,

„ Dieu , dont il est dépositaire. “ Et ailleurs , après avoir supposé que la tyrannie est montée à son comble , & qu'il ne reste absolument aucune ressource aux sujets pour s'en délivrer ; „ Ils ont ce , pendant encore , dit-il , ils ont un bouclier contre toutes les „ tyrannies imaginables ; il est unique , mais il est de diamant : C'est „ LA PATIENCE. “ Ces passages cités dans la première Partie , & beaucoup d'autres qu'il seroit inutile d'accumuler , sont une preuve sans réplique que Keller abhorre toute doctrine qui arme le bras des sujets contre leur Prince.

A la page 497 commence une longue suite d'extraits de l'*Imago primi seculi* , qui occupent plus de dix pages. Nous les avons lus & relus , & nous ne craignons pas d'assurer qu'ils ne contiennent rien qui ait rapport au titre *Lèze-Majesté & Regicide*. Les auteurs de cet Ouvrage y traitent de ce qui se passa en France par rapport aux Jésuites , depuis leur établissement jusqu'à leur rappel sous Henri IV. Ils promettent de ne point parler d'après les écrits de leurs Confrères , mais d'après ceux de Dupleix , de Mathieu , de Favin , de M. de Thou , & des ennemis de la Société , pour donner plus de poids à leur récit , & de jour à la vérité.

Les cinq premières pages de ces extraits ne sont qu'une exposition de la bienveillance dont les Rois Henri II. François II. & Charles IX. honorèrent notre Compagnie dès son entrée en France ; des difficultés qu'elle éprouva pour s'y établir , & de ce qui en fut la cause ; du procès que l'Université de Paris lui intenta , & qui fut d'abord suspendu par un Arrêt du Parlement , & renouvelé trente ans après. Dans tout ce récit pas un seul mot de favorable au Régicide : au contraire on y parle du meurtre d'Henri III. comme d'un crime exécrationnable ; *Nefaria Henrici IIIiis cedes* ; on y représente Henri IV. comme l'héritier légitime du Trône de France , quoiqu'il fut encore engagé dans l'hérésie. *Successio Henrici IVi tunc quidem à Catholicâ Religione alieni*.

Les quatre pages suivantes roulent sur les malheurs de notre Compagnie en France , après le Parricide de Jean Châtel , & sur son rappel par Henri le Grand. Tout y est historique ; tout y est même respectueux pour le Parlement de Paris. On dit que ce Corps fut induit en erreur par quelques-uns de ses membres infectés d'He-

Suite de la III. Partie.

R r r

réfie; que ces Hérétiques entreprirent de décrier les Jésuites par la plus atroce calomnie, & portèrent la haine contre-eux jusqu'à la fureur.

Au surplus on y peint la doctrine du Régicide de ses véritables couleurs : *existalem doctrinam de Regibus mactandis*. Le crime de Châtel y est appelé un Attentat, un Parricide, dont la calomnie osoit charger la Compagnie : *illam Attentati, ream Parricidii vulgatum*. On détruit cette calomnie, & on dissipe les préjugés que pouvoit faire naître l'Arrêt du Parlement contre les Jésuites. On y dit d'après les Auteurs contemporains qu'on ne donna pas aux Jésuites le tems de se défendre; que de l'aveu de M. de Harlay assigné dans M. de Thou, on ne suivit aucune forme de Droit, on n'entendit point les Parties, on procéda comme dans une sédition & une émeute populaire. La postérité, demande-t-on, pourra-t-elle croire les Jésuites coupables d'un crime si atroce, lorsqu'elle lira dans les écrits mêmes de leurs ennemis, que Châtel n'en chargea aucun dans l'horreur des tourmens.

Si c'est enseigner le Régicide, que de se purger d'avoir eu aucune part à l'attentat de Jean Châtel, les Jésuites seront coupables de cet enseignement tant qu'ils existeront, parcequ'ils ne cesseront jamais de se défendre d'avoir eu la moindre part au meurtre d'un de nos plus grands Rois, & de leur plus illustre bienfaiteur.

Nulle trace non plus de cette doctrine meurtrière dans les motifs de consolation que les Auteurs de l'*imago* présentent à leurs Freres, & qu'ils tirent de l'exemple de Jesus-Christ même, que ses bienfaits, ses Vertus, ses Miracles ne mirent point à l'abri de la Calomnie. Ces motifs qui sont aujourd'hui toute notre force & notre soutien, ces motifs qui nous combtent de joie au milieu des souffrances, parceque nous voyons dans notre disgrâce présente un trait de ressemblance avec l'Homme Dieu, dans la Compagnie duquel nous nous sommes enrôlés, nous rendroient-ils suspects de Régicide au Réd.œur? Ils le doivent; il ne seroit calomniateur qu'à demi, s'il ne s'efforçoit pas de tout empoisonner.

Il rapporte encore quelques lignes du même Ouvrage sur la mort du P. Henri Garnet. On y justifie ce Jésuite du crime de Régicide, que les Hérétiques lui ont imputé, sans réussir à l'en convaincre.

Si le Miracle par lequel le Ciel même fit connoître l'innocence du P. Garnet, paroît équivoque au Rédacteur, qui sans doute n'en a fait mention dans son Recueil, que pour faire entendre que les Jésuites canonisent des Parricides, qu'il prouve, s'il le peut, que ce Miracle est controuvé, mais qu'il le prouve par d'autres témoignages que par celui des Hérétiques, qui ont intérêt à ne reconnoître aucun Miracle dans un Piêtre de l'Eglise Romaine martyrisé pour la Foi.

L'extrait que le Rédacteur rapporte de Serrarius à la page 477, prouve seulement que l'Auteur s'abstient d'examiner la question, s'il est permis de tuer un tyran, & qu'il s'en abstient dans la crainte que le tems ne lui permette pas d'achever ses Commentaires sur l'Ecriture, s'il s'arrête à toutes les questions incidentes.

Il se borne donc à justifier le meurtre commis par Aod dans la personne d'Eglon, par ces paroles de S. Thomas : *magis judicandus est Aod hostem interemisse, quam populi rectorem licet tyrannum*; & par ces autres paroles du même S. Docteur, que de pareilles actions ne sont permises que par autorité publique. Il ajoute un texte d'Azor qui porte, qu'Aod no tua point de son autorité privée le Roi Eglon, mais par autorité publique, comme choisi de Dieu & envoyé par le peuple pour le tuer.

„ Le récit de la mort d'Eglon, dit M. de Monclar, est communément une pierre de touche pour connoître les Sectateurs de „ la doctrine meurtrière. „ Et il met de ce nombre plusieurs Jésuites, parcequ'ils ont justifié Aod par le Droit naturel, & non par l'inspiration divine. Qu'il mette donc S. Thomas à la tête de ces Sectateurs de la doctrine meurtrière; mais qu'il n'y comprenne ni Azor ni Serrarius qui font une mention expresse du choix & de l'inspiration de Dieu : *electus à Deo*.

Les extraits du P. de Jouvençy qui occupent quatre pages, ne sont qu'un récit d'événemens que cet Auteur ne pouvoit omettre. Ils roulent sur les raisons qu'apportoient les Jésuites de Lyon, pour différer de prêter serment à Henri IV. sur l'Arrêt du Parlement de Paris contre le P. Guignard & les Jésuites; sur la mort des PP. Garnet & Oldecorne; sur l'Arrêt du Parlement de Paris qui condamna au feu le Livre de la défense de la Foi Catholique de Suarez, & sur

Lib. 1. de Reg.
Princ. cap. 6.

D. Th. Opusc.
10.

Comptes rendus
nos 70.

Recueil p. 316.

les mouvemens qu'un Ouvrage de Bécán excita dans l'Université & dans le Parlement.

II. B. Soc. Paris.
5. L. 12. p. 7.

Il raconte tous ces faits de manière à inspirer de l'horreur pour le crime de Lèze-Majesté & de Régicide. Jean Châtel assassin d'Henri IV. est un monstre dont le nom doit être enseveli dans un éternel oubli : *Huic monstro nomen aeternâ sepeliendum oblivione, Joannes Castellus*. C'étoit un jeune homme d'un caractère noir & mélancolique, de mauvaises mœurs, & Bourrelé par les remords de sa conscience. *Indoles juveni tristis ac tetrica, mores improbi, mens anxia recordatione criminum*. Un furieux que le souvenir de ses crimes poursuivoit par-tout.

Ibid. p. 34, 35.

Et parlant de la doctrine du Régicide : que l'on regarde comme criminelle, dit Jouvençy, quiconque l'a approuve dans son esprit, ou l'a consignée dans ses écrits. *Reus ille sanè dicatur qui cogitavit hac vel scripserit*. Mais on a tort, ajoute-t-il de l'attribuer à notre Compagnie : aucun ne l'enseigne dans nos Ecoles ; elle en est proscrite par les Loix les plus sévères : *Hanc enim in Scholis nostris nemo docet ; hac nostris legibus severissimè vetatur*. Nous la détestons comme contraire à toutes les Loix Divines & humaines : *Hanc verò doctrinam & detestamur ut divinis humanisque legibus vetitam*.

Les extraits de d'Avrigny, depuis la pag. 519, jusqu'à la page 522, ne sont encore que des récits de ce qui se passa au Parlement de Paris, au sujet des Livres de Suarez, de Santarelli & de Jouvençy. On n'y voit pas un seul mot qui marque de la part de l'Auteur la moindre approbation donnée à ce que le Parlement a jugé répréhensible dans ces Livres. Et le Rédacteur ne peut en tirer absolument aucune preuve de Régicide contre d'Avrigny ou contre sa Compagnie.

Au contraire ces extraits contiennent la justification de la Compagnie sur l'accusation dont il s'agit. On y lit qu'à l'occasion du Livre de Suarez, „ Les Jésuites trouverent des Apologistes dans „ leur Compagnie & ailleurs ; que le P. Louis Richeome, hom- „ me habile & qui écrire bien pour ce tems-là, les défendit „ avec d'autant plus de succès, qu'il n'étoit nullement dans les „ principes ultramontains sur la puissance du Pape par rapport au „ temporel. “

On y lit qu'au sujet du Livre de Santarel, le Parlement ayant mandé le Provincial & les Supérieurs des trois Maisons de Paris, le premier Président de Verdun leur demanda „ pourquoi ils n'écrivoient pas contre la doctrine de beaucoup de méchans Livres, & en particulier de celui de Santarel : à quoi le P. Coton répondit que l'affaire présente justifioit bien qu'il étoit de la sagesse de ne rien publier sur ces matieres, puisque les mêmes vûes qui faisoient agir le Parlement, remueroient Rome, où l'on ne manqueroit pas de traiter l'Ecrivain François, comme on avoit fait à Paris l'Ouvrage du Jésuites Italien. La réponse, ajoute d'Avrigny, étoit juste, & satisfit tous ceux qui n'étoient pas dans la disposition de ne se contenter pas des meilleures raisons. „

Tout ce qu'on peut conclure des détails historiques de d'Avrigny, c'est qu'il étoit convaincu que plusieurs membres du Parlement avoient montré de l'humeur & de la mauvaise disposition contre les Jésuites de France dans les affaires qu'ils leur suscitoient au sujet des écrits de leurs Confreres étrangers ; comme si les Jésuites François devoient porter la peine de ce qui s'écrit ailleurs de contraire aux Maximes du Royaume, ou qu'il leur fût libre d'engager tous les Jésuites du monde à penser comme on pense en France.

Mais quand d'Avrigny exprime ses propres sentimens, il fait bien voir qu'aucun François n'a plus en horreur que lui l'enseignement du Régicide. „ Il n'y a peut-être pas, dit-il, de doctrine plus révoltante, que celle qui enseigne qu'il est quelquefois permis de tuer les Rois, qui sont toujours les Oints du Seigneur, quelque déréglés qu'ils puissent être. David n'attenta point à la vie de Saul son persécuteur ; & l'exemple de cet homme selon le cœur de Dieu auroit dû instruire tous les Docteurs Chrétiens. Cependant il y en a un grand nombre & chez les Sectaires, & chez les Catholiques, qui ont trouvé dans les passions de leur cœur, ou dans les vaines subtilités de l'Ecole, qu'on peut tremper ses mains meurtrieres dans le sang d'un Prince revêtu du titre odieux de tyran. „

Nous mettrons ailleurs dans un plus grand jour les sentimens

Mem. Chronol.
t. 1. p. 229. 226.
Edit. de 1719.

de d'Avrigny sur cette matiere. Il nous suffira de dire ici que c'est se jouer du public & de la vérité, que de placer cet auteur sous le Régicide, sur des extraits qui tels qu'ils sont, ne permettent pas de former le plus léger soupçon contre lui.

Turfellin dans ce qu'on transcrit de son Histoire universelle, aux pages 522, 523 & 524 du Recueil, ne rapporte que des faits : celui de Grégoire II. & de Grégoire III. qui excommunierent Léon l'Isaurien, Empereur Iconoclaste ; & défendirent de le reconnoître pour Empereur en Italie. Celui de S. Léon III. qui donna à Charlemagne la qualité d'Empereur ; celui de Boniface VIII. qui excommunia Philippe-le-Bel, & le déclara déchu de ses droits à la Couronne ; celui du massacre de la S. Barthelemi ; celui de Grégoire XIII. qui excommunia Henri IV. Le récit de la mort des Guises, de l'emprisonnement du Cardinal de Bourbon & du Duc de Nemours par ordre d'Henri III. de l'assassinat de ce Prince par Jacques Clement, du siège de Paris par Henri IV. de sa conversion, de la manière dont la Noblesse de France le reconnut pour Roi, de l'absolution qu'il reçut du S. Siège. Ces faits sont racontés simplement, sans aucune marque d'approbation donnée par l'Historien à ce qui auroit trait à la doctrine meurtriere.

Depuis la page 525, jusqu'à la page 530, le Rédacteur entasse inutilement un grand nombre d'extraits de Gretzer, qui ne sont qu'une répétition continuelle des mêmes choses, & dont plusieurs ne contiennent aucune assertion. Tels sont en particulier les extraits, *Quaritur in scholis* pag. 528, *Mariana*, pag. 529, *Rex non est*, ibid, *Alterum eorum*, ibid. *Quamquam, ut rectè monet*, pag. 530.

Le second, le quatrième & le cinquième de ces extraits ne sont qu'une réfutation de la calomnie d'un Protestant, qui outroit le sentiment de Mariana, & qui pour décrier l'Eglise Romaine, ajoûtoit qu'il étoit conforme aux Décrets & aux Décretales des Papes. Gretzer lui soutient que cela est très-faux, & que l'opinion même de Mariana, telle qu'il l'a enseignée, lui est particulière.

Pour l'extrait, *Rex non est tyrannus*, il est si défiguré qu'on n'y connoit rien. Voici le texte entier de Gretzer. « Vous dites que, » cette doctrine est contraire au commandement de S. Pierre, » *Craignez Dieu, honorez le Roi*. Vous êtes par-tout le même, » un

„ Prédicant qui veut prouver sans appotter de preuve. S. Pierre
 „ ne dit pas , *Honorez le tyran* , mais , *honorez le Roi* ; *Un Roi*
 „ *n'est pas un tyran* , sur-tout si on prend ce mot de tyran selon la seconde
 „ notion , (c'est-à-dire , si on l'entend du Tyran d'usurpation ;)
 „ *Et un tyran n'est pas un Roi*. Si celui qui est vraiment Roi , se
 „ laisse aller à la tyrannie , & par-là devient tyran d'administra-
 „ tion ; S. Thomas & les autres Théologiens vous ont dit qu'au-
 „ cun particulier n'a pouvoir sur lui ; que ce pouvoir appartient
 „ à toute la République , & qu'un particulier ne l'a qu'autant
 „ qu'il l'a reçu de la République , de la même maniere qu'il peut
 „ l'avoir sur tout autre malfaiteur. *Ne vous mettez point en peine*
 „ *de la mort du P. Guignard ; il faut l'attribuer au tems , & non à sa*
 „ *faute ; vous ne serez jamais pendu sans l'avoir mieux mérité que lui.*

Le Rédacteur n'a rapporté de ce texte , que ce qu'on voit ici en italique. Lorsqu'on entend dire à Gretzer dans l'extrait qu'un tyran n'est pas un Roi , il est naturel de l'entendre du tyran d'administration , & si on n'avoit pas voulu qu'on l'entendit ainsi , pourquoi auroit-on mis en caractère italique ces mots , *Nec tyrannus est Rex ?* cependant il est manifeste par la suite du texte que cela ne peut s'expliquer que du tyran d'usurpation , à qui le titre de Roi ne sauroit convenir , jusqu'à ce qu'il l'ait obtenu du consentement exprès ou tacite de ceux sur qui il l'a usurpé.

Enfin on voit , *Quartus in Scholis* , n'est qu'une réponse à l'argument par lequel le Calviniste prétendoit conclure que les Jésuites sont ennemis de tous les Rois & de tous les Royaumes , de ce qu'un Jésuite avoit dit que les Ecoles de Théologie & de Droit examinoient cette question : *Est il permis à un particulier de mettre à mort un tyran*. Gretzer répond en substance que ce n'est point par la nature de la question , mais par la maniere dont on la décide , qu'il faut juger si quelqu'un est ou n'est pas ennemi des Rois & des Royaumes. Cette réponse est concluante contre l'argument du Calviniste , & on ne voit pas ce que le Rédacteur peut en inférer contre la doctrine de Gretzer , si ce n'est peut-être qu'il trouve mauvais qu'un Jésuite ait prouvé à un Calviniste qu'il ne savoit pas raisonner.

Gretzer s'explique sur le respect dû aux Rois , d'une maniere

TOM. II. p. 149.

Ibid. pag. 101.

qui auroit dû empêcher le Rédacteur de le calomnier. Le Calviniste objectoit que les Jésuites n'honorent que les Rois reconnus par le Pape pour tels, & pour Fils aînés de l'Eglise. Gretzer réplique qu'ils honorent ceux-là, & tous ceux qui portent légitimement le sceptre : qu'ils leur doivent à tous l'honneur & l'obéissance, & qu'ils leur rendent à tous ce tribut de grand cœur : que personne n'a jamais agité s'il est permis de tuer les Rois, & que si quelqu'un proposoit cette question, il rejetteroit & réfuterait comme une doctrine exécrationnable & abominable, celle qui enseigneroit que cela est permis. *Affirmativam tanquam execrabilem omnibusque diris devovendam repudiaret & profligaret.* Il ne faut pas demander si ces paroles décilives ont disparu du Recueil.

Voilà déjà pour un seul article vingt-cinq pages qu'il faut retrancher des quatre-vingt dix-huit qu'occupe dans le Recueil le titre *Lèze-Majesté & Régicide.*

ARTICLE II.

Assertions qu'on attribue sans preuve, ou faussement aux Jésuites.

A la page 444 du Recueil, les extraits, *Clerici rebellio, & Tyrannicè gubernans*, sont attribués à Emmanuel Sa. Quelle preuve juridique le Rédacteur peut-il apporter qu'ils sont de ce Jésuite ? Il dira sans doute qu'il les a lus dans l'Edition qu'il cite, & qui porte le nom d'Emmanuel Sa. Mais 1^o cette Edition n'a paru qu'après la mort d'Emmanuel Sa, 2^o elle n'est revêtue d'aucune approbation ni permission des Supérieurs : d'où il suit qu'il n'est pas sûr que les Aphorismes ayent été imprimés tels qu'ils sont sortis de la main de l'auteur, & qu'on puisse en bonne justice lui imputer les deux extraits dont il s'agit.

Que cette Edition ait paru après la mort d'Emmanuel Sa, c'est ce qui est évident par la date de l'approbation de Sylvestre Pardo Chanoine & Censeur des Livres à Anvers. Cette approbation est du mois de Décembre 1597, & Emmanuel Sa est mort en 1596. Il est vrai que la première Edition qui a été faite à Cologne, où se lit cette approbation, porte la date de 1590. Ainsi il y a nécessairement une faute d'impression

ou dans la date de l'approbation, ou dans celle de l'Edition. Ce qui nous fonde à soutenir que la faute d'impression est dans la date de l'Edition, c'est en premier lieu que parmi un grand nombre d'Editions que nous avons consultées, nous n'avons trouvé dans aucune l'approbation de Sylvestre Pardo datée de 1590, ou de quelque année antérieure. C'est en second lieu que dans la prétendue Edition de 1590 que nous avons sous les yeux, la date de 1590 a été effacée comme une faute, & qu'on y a substitué la date de 1600.

Pour ce qui est d'approbation ou de permission des Supérieurs Jésuites, il est certain que la première Edition d'Emmanuel Sa n'en offre aucune; & c'est une preuve nouvelle que cette Edition s'est faite après la mort.

A la page 483, on présente les deux assertions suivantes, comme étant de Suarez : La première : „ Un Roi légitimement „ déposé n'est plus Roi désormais, ni Prince légitime : bien plus, „ si après une déposition légitime, il persévère dans son obstina- „ tion, & retient le Royaume par violence, il commence dès- „ lors à porter le titre de tyran : *Incipit esse tyrannus in titulo* : “ il falloit traduire ; *il commence à être un tyran d'usurpation.*

La seconde : „ Après que sa sentence est prononcée, il est en- „ tièrement dépouillé de son Royaume, en sorte qu'il ne peut „ plus le posséder à juste titre. Donc il pourra désormais être „ traité en toutes manières comme un tyran, *Tanquam omnino „ tyrannus* ; (il falloit traduire, *comme un tyran proprement dit*) „ & par conséquent il sera permis à tout particulier de le tuer. “

Or ces deux assertions ne furent jamais de Suarez : au contraire ce sont des objections qu'il réfute. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à ouvrir la *Défense de la Foi*, au livre 6, chap. 4, nombre 14, on verra que ce nombre entier qui a fourni la matière des deux extraits, est une difficulté que Suarez se propose ; que le sommaire de ce nombre porte ces mots, *Altera difficultas*, & que la première phrase est celle-ci : *Hinc verò nascitur nova difficultas presenti instituto necessaria* : enfin que Suarez dans les nombres 15, 16, 17, 18 & 19, résout cette difficulté, & établit qu'un Prince même légitimement déposé ne peut être tué par aucun particulier.

Suite de la III. Partie.

S s s

de son autorité privée ; ce qui est la contradictoire de la doctrine qu'on lui impute.

Cette importante falsification nous avoit d'abord échappée dans la première Partie. Il est d'aurant plus essentiel de la relever, qu'outre qu'il s'agit de la réparation de Suarez, on cite ces deux extraits dans le Procès-verbal de vérification, pour prouver à M. l'Archevêque de Paris que le P. d'Avrigny a loué dans Suarez un Docteur du Régicide, & que M. de la Chalotais dans son premier Compte rendu, pag. 79, & M. de Monclar dans sa note 36, pag. 457, font usage de ces mêmes extraits pour imputer la plus exécrationnable doctrine à notre Compagnie, dans la personne de ses principaux Théologiens.

A la page 497 du Recueil, on donne sous le nom d'Alagona, une doctrine qui est de S. Thomas, dont Alagona n'a fait que mettre la Somme en abrégé, comme nous l'avons dit ailleurs, sans qu'il lui arrive jamais de porter son jugement sur aucune des décisions du S. Docteur. Et si l'on veut s'assurer qu'il a fidèlement rendu la pensée de S. Thomas, on n'a qu'à comparer son extrait avec l'article second, question 12 de la seconde-Second.

Voyez le Tome
d. Feltz. pag.
519.

ARTICLE III.

Extraits qui ne sont tirés d'aucun Ouvrage de Jésuites.

A la page 450, on cite un morceau de la remontrance de M. de Harlay à Henri IV. du 24 Décembre 1603, en preuve de la doctrine Régicide de Varade, de Guignard & d'Odon Pigenat. Si le discours d'un des plus grands adversaires qu'ait eu la Société prouve quelque chose contre elle, la réponse qu'Henri IV. fit sur le champ à ce discours, la justifie ; & le Rédacteur n'a pû, sans mettre en évidence sa partialité & son injustice, alléguer le témoignage d'un Magistrat & supprimer celui d'un grand Roi.

A la page 462 neuf Jésuites Anglois sont accusés de Régicide sur la foi du Protestant Edouard Cook, du discours duquel on transcrit huit colonnes in-4^o.

A la page 538, on rapporte une sentence du Présidial de Nantes

contre le P. de Dessus-le-Pont : à la même page & la suivante un extrait des Registres du Parlement *séant* à Rouen, qui contient une sentence contre le P. Mamaki; enfin les trois dernières pages du Recueil contiennent des Lambeaux de jugement rendu par la Junte de l'Inconfiance contre les PP. Malagrida, Matos & Alexandre.

Sont-ce donc là des Assertions extraites de Livres de Jésuites? à l'exception de la matière de Vers du P. Mamaki, qui occupe trois lignes, ces quatorze pages ne renferment pas un seul mot qui soit sorti de la plume ou de la bouche d'un Jésuite.

Si le Rédacteur objecte que ces pièces sont des actes authentiques, je répons que quand cela seroit, il faut selon le titre de son Recueil, que ce soient des actes authentiques sur lesquels ont ait pu vérifier & collationner des assertions publiées par les Jésuites dans leurs Livres, Thèses & Cahiers: or ces pièces n'ont jamais pu servir à une pareille vérification.

ARTICLE IV.

Extraits & Assertions qui n'ont été ni enseignées ni publiées avec l'Approbation des Supérieurs & Généraux.

Sous cette Classe il faut ranger 1° l'extrait, *Planè tyrannum* pag. 444, de Delrio. On a prouvé ailleurs que cet Auteur n'étoit pas encore Jésuite, quand il publia ses Notes sur Sénèque le Tragique, qui ont fourni la matière de cet extrait.

2° Les extraits sous le nom d'André Philopater, pag. 445, & ceux sous le nom de Jean Bridgwater, pag. 446. Les ouvrages d'où ces extraits sont tirés, quel qu'en soit l'Auteur, ne sont revêtus d'aucune Approbation ou permission des Supérieurs & Généraux Jésuites.

3° L'extrait de Tolet, *Sicut Rex terrenus*, pag. 449, celui de Bellarmin, *non pertinet*, pag. 473, tous ceux de Jean de Lugo, pag. 510 & 511. Tolet étoit Cardinal dès l'an 1593, & son Commentaire sur l'Épître aux Romains ne parut qu'en 1602, Bellarmin étoit Cardinal depuis treize ans, lorsque son Livre, *de Potestate summi Pontificis*, fut imprimé. De Lugo fut fait Cardinal en

1643, & son Traité de la Foi ne parut qu'en 1646. Ces ouvrages que le Rédacteur cite dans son Recueil, n'avoient pas besoin pour être publiés de l'Approbation des Supérieurs Jésuites; aussi n'en voit-on aucun vestige.

4° Les extraits sous le faux nom de Clarus Bonarscius, pag. 458, 459; celui de l'Apologie pour les Casuistes, pag. 512, & celui de Muska, pag. 533. Les Supérieurs Jésuites n'ont en aucune part à la publication des Livres d'où l'on a pris ces extraits.

5° L'extrait *Respondeo minime* que l'on dit être tiré des Cahiers du P. Airault.

6° Enfin, l'extrait *est unus casus* pag. 486, tiré de l'Instruction des Prêtres du Cardinal Tolet, laquelle ne parut qu'en 1618, long tems après la mort de ce Cardinal, sans approbation ni permission de la Société.

ARTICLE V.

Extraits d'Affertions qu'on dit faussement avoir été soutenues dans tous les tems & persévéramment.

Commençons par l'extrait de Mariana, *hæc sunt utriusque* pag. 453. Mariana supposant qu'un tyran d'administration a porté l'injustice à son comble, & que la Nation ne peut s'assembler pour le juger & le punir, dit qu'au défaut de cette assemblée, la voix publique de la Nation, jointe à l'avis de personnes graves & sçavantes, suffit pour autoriser un particulier à mettre le tyran à mort, au nom de la République. Ce sentiment que Mariana avoue lui être particulier, n'est celui d'aucun des Jésuites cités dans le Recueil: tous s'accordent à le réfuter sur ce point.

Valencia dans son extrait, pag. 449, dit qu'aucun particulier n'a droit sur la vie du tyran d'administration, & qu'il n'appartient qu'à la République seule de le réprimer. Heissius à la page 472, Keller à la page 476, Gretzer à la page 530, Salas, à la page 478, disent la même chose. Ce dernier cite à la vérité Mariana; mais dans l'endroit qu'il cite, il ne s'agit que de l'autorité de la République ou de l'État pris en Corps, & agissant par une délibération

commune. Suarez est le seul qui paroisse penser comme Mariana; mais l'extrait qui fait porter de lui ce faux jugement, contient, comme nous l'avons dit, une falsification insigne, où l'on présente comme le sentiment de cet Auteur une objection qu'il réfute.

Bien plus, comme les Protestans avoient reproché plusieurs fois aux Jésuites l'opinion de Mariana, prétendant que c'étoit celle de leur Société: Heilius leur répond qu'on ne peut la leur attribuer sans calomnie; Gretzer, que cette opinion a été particulière à Mariana; Keller, que Mariana a raison de l'appeller son opinion; & qu'il ne se rappelle pas de l'avoir lue dans aucun autre Jésuite. Et nous désirons le Rédacteur d'en citer un seul, antérieur ou postérieur à Mariana, qui ait enseigné la même chose.

L'affertion de Berruyer sur Aod, Recueil pag. 522, se lit à la vérité dans la première Edition de l'Histoire du Peuple de Dieu en 1728; mais les Supérieurs en exigèrent la correction, dès qu'on la leur eut fait remarquer, & elle fut corrigée par l'Auteur lui-même.

Il en faut dire autant de l'affertion de Bussembaum, *ad defensionem* pag. 335. Le Général de la Compagnie écrivit à l'Auteur même pour lui ordonner de la retrancher; & commanda en même-temps qu'on la supprimât dans toutes les Editions subséquentes. Nous avons sous les yeux neuf Editions de cet Auteur, où elle ne se trouve point.

Il est vrai qu'elle se lit dans les Editions de Lacroix son Commentateur; mais 1° Lacroix ne fait aucun commentaire sur cette proposition: & il déclare de plus qu'il ne donne le texte de Bussembaum, tel qu'il est sorti des mains de cet auteur, qu'afin d'ôter aux censeurs tout prétexte d'exagérer le nombre des fautes de Bussembaum. *Ne cavillatores dicerent pluribus vitiis scatuiffe*; 2° il avertit qu'il mettra le correctif nécessaire à quelques propositions soutenues par Bussembaum, & condamnées depuis sa mort; & qu'il ne suivra pas toujours son sentiment en beaucoup d'autres points. *Nec in aliis semper sententiam Patris Bussembaum.*

A l'égard des autres assertions qui concernent ou le tyrannicide enseigné même selon la doctrine commune, ou le pouvoir des Papes quant au temporel, les Supérieurs Généraux & le Corps

même de la Compagnie, ont fait les plus sévères défenses à tous les Jésuites de traiter l'une ou l'autre de ces matieres, & ces défenses ont été si bien observées, que depuis l'année 1626, le Recueil des assertions ne cite qu'un seul ouvrage, où à l'occasion du péché de sédition, on donne un précis de la doctrine commune sur le droit attribué à la République d'ôter le gouvernement à celui qui en abuse pour la ruine de l'Erat; & un extrait de Lacroix, où il dit que le Pape a par tout le monde une juridiction du moins indirecte sur le temporel, autant qu'il est nécessaire pour l'administration du spirituel.

Rec. Bannier,
p. 115.

On pourroit peut-être objecter le troisième tome de Tanner dont le frontispice porte la date de 1627. Mais ce troisième tome étoit composé auparavant, puisque la permission d'imprimer du Provincial, est du 28. Août 1626, & que dans le premier volume dont la permission est de 1625, on donne un précis de tout l'ouvrage, & en particulier des matieres contenues dans le troisième volume.

Par le détail où nous venons d'entrer dans ce premier Chapitre, on voit déjà combien est illusoire & calomnieuse l'imputation que le Rédacteur fait aux Jésuites d'avoir enseigné constamment & persévéramment, avec l'approbation & permission de leurs Supérieurs & Généraux des assertions qui favorisent le crime de Lèze-Majesté & le Régicide. Le Chapitre suivant où l'on examinera si les assertions que le Rédacteur range sous ce titre méritent cette odieuse qualification, portera la démonstration à son comble.





CHAPITRE II.

Examen de la doctrine qualifiée par le Rédacteur d'enseignement favorable au crime de Lèze-Majesté & de Régicide.

Nous diviserons ce Chapitre en cinq articles, dont l'un regardera l'immunité des Clercs, le second, le pouvoir des Papes sur le temporel des Rois, le troisième, la défense de soi-même, le quatrième & le cinquième le tyrannicide.

ARTICLE PREMIER.

De l'Immunité des Clercs.

ONze auteurs sont dénoncés comme ayant enseigné sur ce qui concerne l'immunité Ecclésiastique, une doctrine qui blesse l'autorité des Princes, ou compromet la sûreté de leur personne. Cependant il ne s'agit dans leurs extraits que du privilège dont jouissent les Clercs d'être exempts de la juridiction des Princes & des Magistrats séculiers, de n'être point soumis aux impôts & aux charges publiques, de n'être point justiciables des Tribunaux laïcs, & de ne pouvoir être jugés & punis que par leurs Supérieurs dans l'ordre de la Hierarchie ecclésiastique; privilège dont les Auteurs accusés ne parlent que conformément aux dispositions du Droit Canonique, reconnus & avoués par les Souverains, par les Magistrats, par les Canonistes, même séculiers, des pays où ces Auteurs écrivoient. Une discussion succincte de ces assertions suffira pour en convaincre.

La première tirée de la première Edition des Aphorismes d'Emmanuel Sa, offre dans son énoncé quelque chose d'odieux & de révoltant. *La révolte d'un Clerc contre le Roi, dit-elle, n'est pas un crime de Lèze-Majesté, parceque le Clerc n'est pas soumis au Roi.* Cet.

Extra. Clerici rebel.
l. 1. pag. 449.

Aphorisme qui a été retranché des Editions suivantes d'Emmanuel Sa, nous paroît faux & insoutenable. Les Ecclésiastiques ne cessent point en vertu du privilège Clérical, quelque étendue qu'on lui donne, d'être sujets des Princes dans la domination desquels ils sont nés, & par conséquent la révolte de leur part est un véritable crime de Lèze-Majesté.

Mais 1^o on auroit tort de faire Emmanuel Sa l'Auteur de cette décision; il l'a prise dans Julius Clarus qui cite lui-même pour ce sentiment d'autres Canonistes. Julius Clarus demande si un Clerc qui commet un crime de Lèze-Majesté, peut être puni par le Prince ou le Juge séculier auquel il est soumis pour le temporel; & il répond que non, à s'en tenir au Droit. La raison qu'il en donne est qu'à parler proprement, un Clerc ne commet point le crime de Lèze-Majesté, parcequ'il n'est pas véritablement sujet. *Clericus enim non dicitur propriè committere crimen Læse Majestatis, cum non sit verè subditus*. Et ailleurs, il dit que les Clercs, depuis leur entrée dans l'état Clérical, ne pouvant pas être dits vraiment sujets du Prince dans les Etats duquel ils sont nés, on ne peut pas dire non plus qu'ils commettent contre lui le crime de Lèze-Majesté. *Cum reverà post Clericatum jam non possint verè dici subditi ipsius Principis, non possunt dici contra eum committere crimen Læse Majestatis*. Il ajoute que c'est l'opinion commune, selon le témoignage du Cardinal Alexandre, & que le Sénat de Milan rendit en 1554 une Sentence en conformité. C'est un Magistrat, un célèbre Jurisconsulte qui parle de la sorte dans un ouvrage dédié à Philippe II. qui l'avoit établi chef de son Conseil à Milan: il se fonde sur l'opinion commune & sur l'autorité du Sénat de Milan. C'est déjà un préjugé que ce sentiment, que d'ailleurs nous jugeons faux, n'est cependant point aussi contraire à l'autorité des Princes, qu'on le croiroit du premier coup d'œil.

2^o Quel est l'esprit de cette décision? Les Canonistes prétendent-ils par là autoriser la révolte des Ecclésiastiques, ou les soustraire à la punition que mérite ce crime? Rien n'est plus éloigné de leur pensée. Mais s'appuyant sur certains principes du Droit Canon touchant l'exemption des Clercs, ils ont cru mal à propos pouvoir en inférer que bien des crimes contre les Princes, qui par rapport aux autres

L. 6. l. 1. cent. 9.
n. 27.

Mé. n. 7.

autres sujets seroient des crimes de Lèze-Majesté, n'ont point cette qualification par rapport aux Clercs, & que par cette raison, c'est à l'Eglise & non aux Juges séculiers qu'il appartient d'en connoître. Ainsi que la révolte du Clerc soit ou non un crime de Lèze-Majesté dans les principes des Casuistes, ils conviennent que c'est un crime, & on ne peut sans injustice les accuser de favoriser cette révolte, sous prétexte qu'ils en réservent la connoissance au Juge Ecclésiastique.

Le but de Tolet dans l'extrait, *sicut Rex terrenus*, pag. 449, est de répondre aux fausses déclamations des Hérétiques contre les exemptions des Ecclésiastiques, qu'ils soutenoient être contraires au Droit Divin. Ils abusoient pour le prouver de ces paroles de S. Paul aux Romains: *omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit*. Tolet prend occasion de ce passage, pour les réfuter : c'est ce qu'on auroit vu, si le Rédacteur avoit rapporté les paroles qui précèdent immédiatement l'extrait. Mais il n'a eu garde de laisser appercevoir qu'il faisoit cause commune avec les Hérétiques que Tolet combat.

Du reste comment peut-il accuser Tolet de diminuer en cet endroit l'autorité des Rois, puisque le contraire est évident par l'extrait même? N'y lit-on pas les paroles suivantes? *Le Roi de la Terre à qui Dieu a donné pouvoir sur les choses qui appartiennent aux corps, peut en vertu du droit de la Royauté, & pour l'utilité de la République sur laquelle il régit, ainsi qu'il est dit au Chap. 18. du Livre 1. des Rois, prendre les Fils de ses Sujets pour en faire ses Gardes & ses Conueurs, les Filles pour en faire ses Cuisinieres & ses Boulangeres, leurs Champs, leurs Vignes, & leurs plans d'Oliviers, pour les donner à ses serviteurs.* Combien d'Interprètes de l'Ecriture n'expliquent pas d'une manière si favorable à l'autorité Royale, le texte du premier Livre des Rois?

Et au même endroit expliquant les paroles de l'Apôtre, *omnis anima &c.*, „ C'est, dit il, une sentence générale qui fait connoître à „ tout le monde, qu'on doit obéir aux Princes séculiers, & qu'on „ ne fait rien en cela de contraire à l'Evangile, & S. Paul s'est ser- „ vi, à dessein de cette expression, *que toute ame soit soumise &c.* „ pour nous apprendre que cette soumission doit être dans le cœur, „ & non purement extérieure, feinte ou simulée; & pour appaiser

Suite de la III. Partie.

T t t

„ par une obéissance si grande les esprits irrités des Princes Payens, & les rendre favorables à l'Evangile. „

Par ces paroles que le Rédacteur a supprimées, on voit que c'est une supercherie de sa part d'avoir donné à entendre par le caractère italique dont il a relevé ces mots, *non verò sacularibus*, que Tolet explique le texte de l'Apôtre, de la soumission due aux Supérieurs Ecclésiastiques, à l'exclusion des Puissances séculières; tandis qu'au contraire c'étoit les Hérétiques qui les expliquoient de la soumission due aux Puissances séculières exclusivement, & que Tolet prétend qu'ils doivent s'entendre de manière qu'on n'ôte point à l'Eglise le droit d'exempter ses Ministres pour de justes raisons, de la Jurisdiction séculière. C'est uniquement ce droit que Tolet assure à l'Eglise contre les Hérétiques.

L'extrait de Castro-Palao, *si de potestate*, pag. 491, n'exprime autre chose, sinon qu'en vertu des dispositions du Droit Canon, les Clercs sont exempts de la Puissance séculière, en tant qu'elle est coercitive, ou par rapport aux peines.

Cet Auteur établit d'abord contre Martin Navarre, que les Clercs & les Religieux sont obligés en conscience à l'observation des Loix Civiles, & entr'autres Auteurs sur lesquels il s'appuie, il cite Vasquez, Suarez, de Salas, Molina & Bellarmin. Ensuite examinant la source de cette obligation, il expose deux sentimens adoptés, l'un par Vasquez, & l'autre par Suarez, après beaucoup d'autres, tant Canonistes que Théologiens, & il les réfute pour s'attacher à un troisième sentiment, le plus favorable de tous à l'autorité des Princes, savoir, que les Loix Civiles obligent les Clercs directement & par elles-mêmes, & il emploie un nombre entier à le prouver.

Ce n'est qu'après avoir prouvé cette obligation qu'il fonde sur la nature même de l'autorité séculière, que dans le nombre suivant, il ajoute cette modification : Mais si nous parlons de la puissance séculière, en tant qu'elle est coercitive, il est certain que les Clercs en sont exempts par le Droit Canon. *Verum si de potestate coercitiva seu punitiva loquamur, certum est Clericos. Jure canonico exemptos esse.* Le mot *verum* qui indique la liaison de cette assertion avec l'assertion précédente, par laquelle Castro-Palao déclare les Clercs obligés en conscience à l'observation des Loix civiles, & cela en vertu mé-

Tom. I. trait 1.
à p. 1. puéto.
24 f. 6.

voir à 6.

me de ces Loix, a disparu du Recueil ; & les points qui suivent la première phrase de l'extrait, cachent la citation de cinq chapitres du Droit Canon ; des chapitres *At si Clerici ; Clerici ; Qualiter*, de Judiciis ; du chapitre *Ecclesia S. Maria*, de Constitutionibus & du chapitre *Decernimus*, de re judicata. Castro-Palao ajoute qu'il y en a beaucoup d'autres, qui sont cités par-tout dans les Livres des Docteurs. Il auroit pû produire en particulier ce Canon d'un Concile de Paris. *Nullus Judicum, neque Presbyterum, neque Diaconum, aut Clericum ullum, aut Minores Ecclesia, sine permisso Pontificis, per se distringere aut condemnare presumas ; quod si feceris, ab Ecclesia Dei, cui injurias irrogare dignoscitur, tamdiu sit sequestratus, quousque reatum suum cognoscens emendet.*

Decret. Grev.
lib. 1. de fou-
compet. cap.
Nolus.

Ce n'est donc point Castro-Palao, ce sont les Papes & les Evêques auteurs de ces Canons, que le Rédacteur accuse ici du crime de Lèze-Majesté. En vain diroit il que ces dispositions ne sont pas entièrement reçues ni suivies en France. Castro-Palao n'écrivoit point en France, ni pour la France ; il parle néanmoins de nos usages, mais avec ménagement, sans les condamner ; & à l'exemple de Navarre, il en laisse le jugement au Souverain Pontife. Cette discrétion n'est-elle pas digne de louange dans un Ecrivain étranger ?

Il y a dans cet extrait un sens faux qui résulte des suppressions faites par le Rédacteur, & qu'on n'a pas remarqué dans la première Partie. Cette phrase, *Cum autem Clericus, quia Clericus est, & quatenus est persona particularis, exemptus sit à Jurisdictione laica . . . efficitur sane ligari non posse penâ per Judicem laicum statutâ* ; donne clairement à entendre que les Clercs sont tout à fait exempts de la Jurisdiction laïque, & qu'en conséquence ils ne sont point sujets aux peines portées par le Juge laïc. Castro-Palao est bien éloigné d'admettre cette entière exemption des Clercs ; il déclare au contraire qu'on doit la restreindre à la force coercitive. *Quare cum persona Ecclesiastica dicuntur exempta à Jurisdictione laicorum, intelligi debet quoad vim coercitivam seu punitionem.*

De plus il y a deux fautes dans la traduction. Ces mots, *Si de potestate coercitivâ seu punitivâ loquamur*, sont ainsi rendus, " Si nous parlons de la puissance coercitive, c'est-à-dire, de celle

» qui est établie pour punir. « Ce n'est pas là le sens du latin. La puissance établie pour commander est aussi établie pour punir ; c'est absolument la même puissance ; & Castro-Palao n'a jamais prétendu que les Clercs ne fussent point soumis à cette puissance : mais il la considère sous deux rapports, en tant qu'elle commande, & en tant qu'elle punit. Sous le premier rapport, il y soumet les Clercs ; sous le second, il les en déclare exempts par le Droit Canon. Il falloit donc traduire, *Si nous parlons de la puissance, en tant qu'elle est coercitive ou qu'elle punit.*

Cette autre phrase ; *Per se enim & ex naturâ rei tam Clerici quam laici transgredientes leges politicas puniri à Rege poterant*, ne signifient point : « Par eux-mêmes & par la nature de la chose, tant » les Clercs que les Laïques qui transgressent les Loix Civiles, *pour-* » roient être punis par le Roi. « Il falloit traduire : « A prendre la » chose en soi & dans sa nature, les Clercs transgressant les Loix » Civiles *pourroient* être punis par le Roi, aussi bien que les Laï- » ques. « Ce n'est pas sans dessein, qu'on a rendu *poterant*, par *pourroient*, & quelques lignes plus bas, *pœnam quæ imposita erat*, par *la même peine qui seroit imposée.*

Err. Préf. sur
l'art. 255. 433.

Gordon n'enseigne pareillement que ce qui est établi par le Droit commun sur l'immunité des Clercs. Il suppose d'abord comme certain & prouvé par les Théologiens, que les personnes Ecclésiastiques sont exemptes de la Puissance civile, c'est-à-dire, qu'elles ne peuvent être jugées par les Laïques ; & il se fonde sur les Chapitres, *Si diligenti, & significasti*, de foro compet. & sur le Concile de Trente, Sess. 25. chap. 20. *De reformatione*. Il ajoute que leurs biens sont aussi exempts de tributs & de charge temporelle ; & il le prouve par les Chapitres *Non minus*, & *adversus*, de Immun. Ecclesiasticis l'un du 3^e, l'autre du 4^e Concile général de Latran. Des points remplacent dans le Recueil ces importantes citations.

Err. 2^e édit.
l'art. 255.

Après avoir excepté ce qui concerne les Causes Ecclésiastiques & le paiement des tributs ordinaires, il demande si dans tout le reste les Clercs doivent obéir aux loix des Princes séculiers, communes à tout le peuple, justes, dont il ne résulte aucune charge injuste contre les Clercs ; & dont la matière est commune aux Clercs : telles sont, dit-il, les loix qui ont seulement pour objet le gouvernement

& la tranquillité de l'Etat, & qui ne sont contraires ni à l'état des Clercs, ni aux Canons de l'Eglise.

Il décide qu'ils sont obligés en conscience à l'observation de ces Loix, & il le prouve par les Canons & par l'usage de l'Eglise, & par l'enseignement des Théologiens, dont il cite pour garant Suarez auquel il renvoie. A la place de cette preuve, on ne voit dans l'extrait que des points. Mais d'où cette obligation prend-elle sa source ? Gordon répond que les Théologiens sont partagés à ce sujet. Il expose d'abord le sentiment de ceux qui disent que les Clercs ne sont point exempts de la juridiction des Rois temporels, & qu'ils sont tenus comme les autres sujets à l'observation des Loix, en vertu de l'obéissance. L'exposition de ce premier sentiment est supprimé dans le Recueil, sans doute parcequ'il est favorable à l'autorité temporelle. Il rapporte ensuite le second sentiment qui fonde cette obligation sur la conformité qui doit régner entre les membres de l'Etat. Il ne se déclare ni pour l'un ni pour l'autre ; mais il décide que ce qui prouve son assertion, c'est du moins que les Canons approuvent cette nécessité d'obéir dans les Clercs, ce qu'il prouve par quelques Canons qu'on a supprimés, & que cette obéissance est établie par un usage constant, sans que l'Eglise y mette aucune opposition.

Extr. *Discours*,
ibid.

Par rapport à la force coactive, il dit que les Clercs ne sont pas soumis en ce point à l'Autorité séculière, & qu'ils ne sont point tenus en conscience à la peine portée par les Loix, à moins qu'ils n'y soient contraints par leur propre Juge, c'est-à-dire, par le Juge Ecclésiastique, *per judicem suum*. Cette expression que le Rédacteur note du caractère italique, est l'expression ordinaire des Canons ; c'est celle du Clergé de France, qui a adopté cette maxime de Grégoire IX. *Clerici in judicem non suum, nisi forè sit persona Ecclesiastica, & Episcopi voluntas accedat, consentire non possunt*. Censurer cette expression, c'est flatter les Magistrats séculiers au préjudice de l'Eglise ; c'est insinuer l'erreur qu'on ne craint pas d'avancer aujourd'hui, & que M. Omer Joly de Fleury établit comme un principe dans son Réquisitoire du 3 Mars 1764, sçavoir que l'Eglise n'a par elle même aucune Jurisdiction proprement dite.

Extr. *Discours*
français, p. 496.

Abtr. des *Mém.*
du Clergé, au
mot Clercs, §. 1.
n. 17.

Gordon dit un mot en passant de ce qu'on appelle en France

délits privilégiés. Il ne prononce point à cet égard , & il se contente de renvoyer à Navarre & aux autres qui ont traité cette matiere pour & contre. *Pour moi*, dit-il, *mon intention en écrivant n'est point & n'a jamais été d'aigrir les esprits.* Il ajoute néanmoins à son assertion touchant la force coactive, une limitation importante, & propre à satisfaire les Magistrats François les plus jaloux de leur Jurisdiction. Ce que je viens de décider au sujet des peines, dit-il , a lieu dans les Pays où les Princes séculiers n'ont ou le droit ou le privilège de punir les Clercs' qui transgressent les Loix Civiles. *Hæc autem hic de pœnis definita locum habent, ubi Principes saculares non habent aut jus aut privilegium puniendi eos Clericos qui delinquant in leges Civiles.* Des points tiennent encore la place de cette limitation.

Err. De Origine
fr, ibid.

Enfin Gordon soumet aux Loix Civiles , & même Synodales , les Religieux , pourvu qu'elles n'aient rien d'incompatible avec leur état.

Err. Quel seroit,
pag. 508.

Dicastille, lorsqu'il dit que les Clercs sont exempts de l'autorité laïque dans les choses temporelles, ne parle non plus que des peines. Ses preuves , telles qu'on les lit dans le Recueil, sont celles-ci. „ Personne n'est directement soumis à celui qui n'a pas jurisdiction „ sur lui... Or le Prince laïc n'a pas jurisdiction sur les Clercs ou „ Ecclesiastiques....

„ On le prouve en second lieu par la raison que celui auquel „ un autre est soumis, a le droit de le punir, attendu que la Jurisdiction sans force coactive paroît inutile..... Or le Prince séculier „ ne peut infliger de punition à l'Ecclesiastique, suivant le chap. „ cité ci-dessus : donc les Ecclesiastiques ne sont point soumis aux „ Princes laïcs. „

Au moyen des trois suites de points que le Rédacteur a jettées dans cet extrait , il n'est personne qui ne juge que Dicastille parle de son chef; cependant il ne dit rien qui ne soit appuyé sur le Droit Civil & le Droit Canon.

Il prouve que „ personne n'est directement soumis à celui qui „ n'a pas jurisdiction sur lui „ par le Digeste, *l. fin. ff. de jurisd. omni. judicium.*

Il prouve que „ le Prince laïc n'a pas jurisdiction sur les Clercs „ ou Ecclesiastiques „ par le chap. *Decernimus, de re judic.* par le

chap. *Ecclesia S. Maria, de Constit.* dont voici les paroles: *Nos attendentes quòd Laicis, etiam Religiosis, super Ecclesiis & personis Ecclesiasticis nulla sit attributa facultas; quos obsequendi manet necessitas, non auctoritas imperandi:* par le chap. *Saculares, de foro compes.* dont voici la teneur. *Saculares iudices, qui licet ipsis nulla competat jurisdictio in hac parte, personas Ecclesiasticas ad solvendum debita, super quibus coram eis contra ipsas earum exhibentur littera, vel probationes, alia, damnabili præsumptione compellunt, à temeritate hujusmodi per locorum Ordinarios, censurâ Ecclesiasticâ decernimus compescendos.*

Il prouve que « celui auquel un autre est soumis a le droit de » le punir » par le Digeste. *L. fin. de eo cui mandata est jurisdictio.*

Il prouve enfin que « le Prince séculier ne peut infliger de » punition à l'Ecclesiastique » par le chap. *Ecclesia S. Maria.*

Que Dicastille n'étende pas au delà des peines l'exemption des Clercs de la Jurisdiction temporelle, c'est ce qu'on infère des paroles suivantes que le Rédacteur a supprimées. Je ne prétens pas nier que les Clercs ne puissent être obligés aux Loix Civiles, qui concernent le bien commun, & qui ne répugnent point à la liberté ecclésiastique, quoiqu'ils n'y soient pas tenus par la force coactive. *Non tamen negaverim, quamvis ex vi coactivâ non teneantur, posse nihilominus teneri legibus civilibus bonum commune spectantibus, nec repugnantibus libertati ecclesiastica.* On ne le chicaniera pas sur le mot *posse*, comme s'il ne parloit pas d'une obligation de conscience, réelle & de fait, si on prend la peine de le consulter lui & les Auteurs dont il s'appuie, entre autres Valentia, Suarez, Azor, Molina, Bellarmin, Vasquez & de Salas.

Le même auteur a un autre extrait qui est ainsi conçu. *Les Clercs sont exempts de la puissance laïque par le Droit humain, civil & canonique, & même par le Droit divin.*

On n'a qu'à ouvrir le Code de Justinien, & le Droit Canon, pour s'assurer que rien n'y est plus expressément établi que cette exemption des Clercs. Quant à ce qui concerne le Droit divin, c'est une question controversée entre les Théologiens. Dicastille croit que l'exemption de Droit divin est énoncée dans les Chapitres, *Si Imperator*, 96 dist. *Quamquam*, de censibus: *Continua*, 11. qu. 1.

De Just. & Jur.
tract. 1. disp. 4.
dub. 1. n. 27.

Extr. d'effr. Jec.
censurâ, ibid.

Sess. 25. cap. 20.
de reform.

S. S. 9.

Futuram, 12. qu. 1. & dans le Concile de Trente, dont il cite les paroles : *Ecclesia & personarum ecclesiasticarum immunitatem Dei ordinatione & Canonicis sanctionibus institutam esse*. Il auroit pu ajouter ces paroles du Concile de Latran tenu sous Léon X. *Cum à Jure tam divino quàm humano Laïcis potestas nulla in Ecclesiasticas personas attributa sit, innovamus omnes & singulas constitutiones &c.*

Mais il ne dissimule point l'opinion contraire, selon laquelle cette exemption, quoique établie par le Droit Civil & Canonique, n'est pas de Droit Divin : il en expose les preuves, il en cite les partisans, parmi lesquels on compte plusieurs Jésuites. Le Rédacteur a dissimulé tout cela, afin de faire prendre aux Lecteurs pour l'enseignement unanime des seuls Jésuites, des maximes du Droit Civil & Canonique, ou des opinions débattues en Théologie, sur lesquelles les Jésuites sont pataqués comme les autres.

Platel dans l'extrait *Clerici* pag. 514, Taberna, dans l'extrait *Queritur 7^o* pag. 525, Gretzer, dans l'extrait, *Prima est*, pag. 526, & dans tous ceux de la page suivante, Laymann dans tous les extraits des pages 531 & 532, Muzka, dans l'extrait *Tertio*, pag. 533, & Bussembaum, dans les extraits, *Clerici*, & *Personale*, pag. 534, ne disent que ce qu'ont dit les auteurs précédens. Ce que j'y vois de particulier, c'est que, selon Bussembaum, *c'est un sacrilège personnel de frapper un Clerc, ou de le traîner à un Tribunal séculier*. En vain chercheroit-on ici l'enseignement favorable au crime de Lèze-Majesté. Frapper un Clerc est une action universellement reconnue pour un sacrilège, même en France. Le traîner par force devant les Tribunaux séculiers, dans les pays où il jouit du privilège de ne pouvoir y être cité, c'est violer le respect dû à une personne consacrée à Dieu, & commettre par conséquent un sacrilège personnel, suivant la notion qu'en donne S. Thomas, 2. 2. qu. 99. art. 3, & après lui les Théologiens.

Je ne crois pas non plus qu'on fasse à Laymann un crime d'avoir dit après S. Grégoire de Nazianze, S. Chrysostome, & Innocent III. dont le Rédacteur a supprimé la citation, que la Puissance civile doit être subordonnée à la Puissance ecclésiastique, comme le corps l'est à l'ame. Le pouvoir que j'ai de juger, disoit S. Grégoire

» S. Grégoire de Nazianze au Préfet de Constantinople , est au-
 » tant supérieur au vôtre que l'esprit l'est à la chair , & le Ciel à
 » la Terre: ni qu'on lui reproche d'avoir cité la fameuse Décréta-
 » le, *Unam Sanctam* de Boniface VIII. dont on fut si offensé en
 France. Car 1^o cette Décrétale fait partie du Corps de Droit
 Canon reçu & suivi en Allemagne , où écrivoit Laymann. 2^o
 on ne peut soupçonner ni Laymann ni les autres Théologiens
 étrangers qui la citent , d'avoir intention de porter atteinte aux
 droits du Roi de France ; d'autant plus qu'ils reçoivent également
 la Décrétale *Mernit* de Clément V. par laquelle ces droits sont
 mis à couvert.

Outre les suppressions qui ont été indiquées ailleurs , nous en
 releverons deux qui méritent attention. Laymann après avoir dit
 que la Puissance temporelle doit être subordonnée à la spirituelle ,
 ajoute que cela n'empêche pas *la distinction des deux Puissances qui
 doivent être l'une & l'autre parfaites en leur genre , & suffisantes par
 elles mêmes.* Busembaum apporte un exemple de l'obligation où
 sont les Clercs de garder les Loix civiles , & il décide après Mo-
 lina , Suarez , de Salas , Tanner & Laymann , qu'ils *péchent contre
 la justice , & sont tenus de restituer , s'ils vendent des blés ou toute
 autre denrée , au dessus du prix fixé par le Prince.*

Maintenant , pour faire sentir en peu de mots l'injustice & l'il-
 lusion de l'accusation du Rédacteur , je me borne à deux ou trois
 réflexions entre un plus grand nombre que je pourrais faire.

C'est un fait que les Immunités des Ecclésiastiques sont établies
 dans le Droit Civil & Canonique , appuyées de l'autorité des
 Papes , des Evêques & des Conciles généraux. Si les auteurs Jé-
 suites qui les ont soutenuës avec la foule des Théologiens , des
 Canonistes & des Jurisconsultes , sont criminels de Lèze-Majesté ,
 il faudra dire que l'Eglise & presque tous les Docteurs sont cou-
 pables du même crime. Premier excès où la passion de décrier les
 Jésuites a fait tomber le Rédacteur.

C'est encore un fait que ces Immunités sont admises , & ont
 passé en usage dans tous les pays Catholiques , si ce n'est en France ,
 où elles sont beaucoup plus resserrées. On ne peut pas douter que
 les Princes n'y consentent , puisqu'eux-mêmes les maintiennent

Suite de la III. Partie.

V v v

& les appuient par leurs Loix. C'est donc une chose absurde de dire qu'un privilège dont les Clercs jouissent du consentement & sous la protection des Princes, soit une atteinte donnée à leur autorité. Que ce soit une concession ou non de la part des Princes, peu importe. Jamais l'usage d'une faveur du Prince, diminuât-elle en quelque chose son autorité, ne fut un crime de Lèze-Majesté.

De plus l'Immunité des Clercs, quoique restreinte en France, y a néanmoins lieu a plusieurs égards. On ne s'avisa jamais d'accuser du crime de Lèze-Majesté, ceux qui la soutiennent en se tenant dans ces bornes ; pourquoi donc en accuseroit-on des Jésuites étrangers, qui ne lui donnent d'autre étendue, que celle qu'elle a dans les Pays où ils écrivent.

Enfin, ceux de ces Auteurs qui ont parlé de nos usages, ne l'ont fait qu'avec le respect & le ménagement convenables : ils n'ont décidé ni pour ni contre, parcequ'ils n'ont voulu choquer ni les Papes ni nos Rois, & parceque d'ailleurs la décision d'une matière si importante & si délicate n'appartient pas à des Docteurs particuliers. Cette sage conduite auroit dû apprendre au Rédacteur à traiter avec le même ménagement les usages reçus ailleurs qu'en France.

J'ajoute que l'Eglise n'a pas cessé de réclamer contre plusieurs des restrictions mises par nos Rois eux-mêmes à l'Immunité de ses membres, & en particulier contre plusieurs dispositions de l'Edit d'Avril 1695. Nos Rois ont-ils jamais regardé pour cela les Evêques comme criminels de Lèze-Majesté ? Ils le seroient cependant, & même à plus juste titre, que les Jésuites dénoncés dans le Recueil, si l'accusation du Rédacteur étoit légitime.

Tu 2. 2. tom. 2.
de discip. Ecclési.
qu. 2. pag. 719.

Concluons cet article par les paroles de M. Duval, qui a réfuté les imputations de Simon Vigor sur le même objet. « Il est constant, dit ce célèbre Docteur, que tout ceci n'est qu'une pure calomnie » de la part de quelques Schismatiques, & sur-tout de Vigor, » qui traduisent & poursuivent en tous lieux ceux qui vengent & » assurent les droits de l'Eglise & du Souverain Pontife, comme » autant d'ennemis de la Puissance Royale, & comme voulant » soustraire tous les Clercs à son obéissance & à ses Loix. Je sou- » haiterois de tout mon cœur, poursuit-il, qu'ils fussent à l'é-

„ gard de l'Eglise & de celui qui la gouverne , dans les mêmes
 „ sentimens où ils se piquent d'être à l'égard du Roi & de l'E-
 „ tat. Toutes choses en seroient bien plus tranquilles ; & depuis
 „ quelques années nous n'aurions pas vû s'exciter entre les Catho-
 „ liques tant de différends , par lesquels on ouvre aux Hérétiques
 „ une voie très-large à la ruine de l'Eglise. »

Ces paroles conviennent encore mieux au Rédacteur qu'à Vi-
 gor, & aux circonstances présentes, qu'à celles où écrivoit M.
 Duval. Il appelloit son siècle, un *siècle de fer*, un siècle où il
 voyoit de toutes parts s'élever des rempètes contre l'Eglise, & se
 répandre une foule de libelles qui ne respiroient que le Schisme.
 Qu'auroit-il dit du siècle où nous vivons, des attentats multipliés
 à l'infini contre l'autorité & les droits de l'Eglise, & du Recueil
 des Affertions qui, sous quelque jour qu'on le regarde, réunit en
 lui seul tout ce que l'Hérésie à jamais imaginé de plus atroce & de
 plus calomnieux contre l'Eglise & les Docteurs Catholiques.

ARTICLE II.

Du Pouvoir des Papes sur les Souverains.

Tous les extraits qui concernent cette matiere sont l'extrait,
Hinc infert, pag. 445, de Philopater; *Ne quis forsè* & les alinéa sui-
 vans, pag. 446, de Bridgwater, *Spiritualis potestas*; *Non licet Chris-*
tianis; *Quod si Christiani*, pag. 447. *Non pertinet ad Monachos*, pag.
 473, de Bellarmin, *Tertiam potestatem*, pag. 448, *A loiada Sacerdote*,
 pag. 451. de Salmeron; *Quid vos non agnoscitis*, pag. 458, de
 Bonarscius, ou Scribani; *Clavium potestas*; *Cum expedit*, pag. 461,
 d'Ozorius; *Patre delinquente*, pag. 479, de Vasquez; *Sic ait Jaco-*
bus, pag. 483, de Suarez; *Papa potest*, pag. 487, de Santarelli;
Sacerdotale pag. 490, de Corneille de la Pierre; *Itaque summus*; *Sapè*
etiam, pag. 490, de Lessius; *Potestas spiritualis*, pag. 524, de Mo-
 lina, & les six extraits suivans de Gretzer; *Qui juramentum*; *Quod*
astinet; *Non adeò insolens*, pag. 526; *In nullo enim* pag. 528; *At si Pon-*
tifex; *Tam timidi*, pag. 529.

Voilà, comme l'on voit, treize Auteurs dont aucun n'est Fran-

çois, aucun n'a écrit en France, & qui ont tous écrit il y a plus d'un siècle.

Il s'agit d'exposer la doctrine enseignée par ces Ecrivains, telle qu'elle est, sans prétendre l'appuyer, ni nous déclarer pour elle en aucune manière, & d'examiner ensuite si on peut avec fondement la qualifier de Lèze-Majesté & Régicide.

L'enseignement de ces treize Jésuites se réduit à cette proposition : l'autorité spirituelle donnée par Jésus-Christ à son Eglise, & au Pape qui en est le Chef, s'étend jusqu'à pouvoir, non-seulement excommunier les Princes temporels pour des causes légitimes, mais les déposer, les priver de leurs Etats, & délier leurs sujets du serment de fidélité, si cela est nécessaire pour le bien de l'Eglise & le salut des âmes.

11. qu. 6. cap.
6. 11.

Cette doctrine étoit déjà fort ancienne à la naissance de la Société. On lisoit depuis plusieurs siècles dans le Décret de Gratien, que le Pape Zacharie avoit déposé le dernier de nos Rois de la première race, qu'il avoit mis à sa place Pépin, Pere de l'Empereur Charlemagne, & avoit absous tous les François du serment de fidélité qu'ils avoient prêté au Roi déposé.

S. Thomas l'avoit enseignée dans plusieurs de ses Ouvrages. Nous nous contentons d'en citer quelques passages. « La distinction des fidèles & des infidèles, dit-il, 2. 2. qu. 10. art. 10, considérée en elle-même, n'ôte point aux infidèles le domaine, & l'autorité sur les fidèles. Cependant ce droit de Domaine & de Supériorité peut justement leur être ôté par une Sentence ou une Ordonnance de l'Eglise, qui en a reçu l'autorité de Dieu ; parceque les infidèles méritent par leur infidélité de perdre le domaine qu'ils avoient sur les Fidèles, lesquels deviennent enfans de Dieu ; & c'est ce que l'Eglise fait quelquefois, mais non toujours. »

S. Thomas dans cet article comprend les Hérétiques parmi les Infidèles, puisque dans l'article 6. de la même question, après avoir fait l'énumération & la comparaison des différentes espèces d'infidélité, il décide que l'infidélité des Hérétiques est la pire de toutes : *Simpliciter loquendo, infidelitas Hæreticorum est pessima.*

« L'Eglise, dit-il ailleurs, 2. 2. qu. 12. art. 2. peut punir par

„ Sentence l'infidélité de ceux qui ont reçu la Foi , & le châti-
 „ ment convenable est qu'ils ne puissent plus exercer l'autorité sur
 „ leurs sujets fidèles. C'est pourquoi aussi-tôt que quelqu'un a été
 „ dénoncé par Sentence excommunié pour avoir renoncé à la Foi ,
 „ par le seul fait ses sujets sont soustraits à son domaine , & absous
 „ du serment de fidélité qui les lioit à lui. » *Et idè quàm citò ali-
 quis per sententiam denunciatur excommunicatus , propter apostasiam à
 Fide , ipso facto ejus subditi sunt absoluti à dominio ejus , & juramento
 fidelitatis quo ei tenebantur.*

Et comme il s'étoit objecté que l'Eglise n'avoit pas soustrait les
 Fidèles à l'obéissance de Julien l'Apostat , il répond qu'alors l'E-
 glise ne faisant que de naître , n'avoit pas encore la puissance
 nécessaire pour réprimer les Princes de la Terre ; & que pour certe
 raison , afin de ne pas exposer la Foi à un plus grand péril , elle
 avoit toléré que les Fidèles obéissent à Julien l'Apostat dans les
 choses qui n'étoient pas encore contre la Foi. *Ad primum ergo di-
 cendum quòd illo tempore Ecclesia , in sui novitate , nondum habebat po-
 testatem utrenos Principes compescendi : & idè toleravit Fideles Juliano
 Apostata obedire in his que nondum erant contra Fidem , ut majus
 periculum Fidei vitaretur.*

Ces dernières paroles sont d'autant plus remarquables , que le
 Rédacteur , & après lui M. de la Chalotais , 1^{er} Compte rendu p.
 72 , font un crime à Bellarmin d'avoir dit précisément la même
 chose.

Dans sa Somme encore , le S. Docteur dit que la Puissance
 temporelle est soumise à la spiriuelle , comme le corps l'est à
 l'ame ; & qu'ainsi ce n'est point une usurpation , lorsque le Supé-
 rieur spirituel s'entremet dans les affaires temporelles , au regard
 des choses dans lesquelles la Puissance séculière lui est soumise.

Enfin dans son Commentaire sur le Livre des Sentences , il dit
 que le Pape possède au plus haut degré l'une & l'autre Puissance : *in 1. dist. 44.
 in fine.*

Apicem utriusque potestatis.
 S. Bonaventure , l'ami & le contemporain de S. Thomas , ne
 s'exprime pas d'une manière moins décisive. Les Prêtres , dit-il ,
 & les Pontifes peuvent pour de justes causes déposer les Rois &
 les Empereurs , comme il est arrivé & qu'on l'a vu souvent ,

2. 2. qu. 40. 22.
 6. ad 1.

1. de Eccl. G.
1. de Eccl. G.
1. de Eccl. G.

lorque leur malice l'exige , & que le besoin de l'Etat le requiert ainsi. *Jam verò possunt Sacerdotes & Pontifices ex causâ amovere Reges & deponere Imperatores, sicut sapius accidit & visum est, quando scilicet eorum malitia hoc exigit, & Reipublica necessitas sic requirit.*

Ces Saints Docteurs se fondoient sur le Décret de Gratien, sur l'autorité & l'exemple de plusieurs Papes, en particulier sur ces paroles du Pape S. Grégoire VII. rapportées par S. Thomas lui-même, 2. 2. qu. 12. art. 2. *Nos Sanctorum Prædecessorum statuta tenentes, eos qui excommunicatis fidelitate aut juramenti Sacramento sunt constricti, Apostolicæ autoritate à Sacramento absolvimus, & ne sibi fidelitatem observent omnibus modis prohibemus, quousque ad satisfactionem veniant.*

Le Décret de Gratien étant devenu le livre classique pour les Ecoles de Droit Canon ; & les ouvrages de S. Thomas & de S. Bonaventure pour les Ecoles de Théologie, il est aisé de juger que la doctrine dont il s'agit a dû devenir la doctrine commune & universelle, sur-tout ayant été manifestement supposée dans le Concile général de Latran tenu sous Innocent III. en 1215. & mise en pratique contre l'Empereur Frideric II. dans le Concile Général de Lyon en 1245, sans aucune réclamation de la part des Princes qui assistèrent à ces Conciles par eux-mêmes ou par leurs Ambassadeurs.

Il n'est donc pas étonnant qu'elle ait été adoptée par le torrent des Canonistes & des Théologiens. Ce seroit une chose infinie d'en donner une liste complète, sur-tout s'il falloit y joindre leurs passages. Il nous suffira d'indiquer les noms des auteurs que Bellarmin cite contre Barclay. Si l'on est curieux de voir leurs textes, on peut recourir à l'Ouvrage de ce Cardinal.

Il cite parmi les Italiens, Gilles Romain de l'Ordre de Saint Augustin Archevêque, Augustin d'Ancône, le Bienheureux Jean de Capistran, S. Antonin Archevêque de Florence, Isidore de Milan Dominicain, Gabriël Biel, le Cardinal Cajétan Dominicain, Alexandre de S. Elvide Augustin, Pierre Dumont Evêque de Bresse, Pierre Ancharanus, Sylvestre de Prieras Dominicain, l'auteur de la Somme appelée *Astensis*, Nicolas Abbé de Palerme, Jean d'Anagnie, Bartole, Balde, Gambara, Castaldus & le Cardinal Tufco.

Parmi les François , Pierre de la Palu Patriarche de Jérusalem , Durand Evêque de Meaux , Hervée Brito Général des Dominicains , Jacques Almain Docteur de Paris , Henri Cardinal d'Osie , Pierre Bertrand Cardinal & Evêque d'Autun , Jean de Sylva , Etienne Aufrieri , Guillaume Durand Evêque de Mende , Jean le Fevre , Gilles de Bellamere Evêque d'Avignon , Jean Quentin , Raimond Ruffe.

Parmi les Espagnols , S. Raimond de Pégnafort Dominicain , Pelage Alvare Evêque de l'Ordre des Mineurs , Jean de Turre-Cremata , Cardinal , Cyprien Beneto d'Arragon , François Victoria , Dominique Soto Dominicains , Alphonse de Castro de l'Ordre des Mineurs , Jacques Simança Evêque , Dominique Bannez , Martin Ledesma , Guillaume de Montferrat , Alphonse Alvaret , Antoine de Cordoue de l'Ordre des Mineurs , Covarruvias Evêque de Ségovie , Ferdinand Vasquez , Michel de Annyon & Martin Navarre.

Parmi les Allemands , Etienne Evêque d'Albestat , Hugues de S. Victor Saxon d'origine , Henri de Gand , Ulric , Denys le Chartreux , Jean Driedo , Albert Pighius , Jacques Latomus , Conrad Brunus.

Parmi les Anglois , Aléxandre de Halez de l'ordre des Mineurs , qui a été le maître de S. Thomas & de S. Bonaventure , Robert Olkor , François Mairon Ecoissois , Jean Bacon de l'Ordre des Carmes , Thomas Walden du même Ordre , le Cardinal Polus , Nicolas Sanderus.

Outre cette foule d'Ecrivains cités par Bellarmin , on trouvera la même doctrine soutenue par les Canonistes & Jurisconsultes : Paul de Castro , Prosper Farinace , Pierre de Plaça , Julius Clarus , Philippe Decius , Hippolyte de Marillis , Jacques Menochius , Paul Voët , Antoine Gomez , Martha , André Zoëzius , le Chancelier Thomas Morus , Tiraqueau & Louis d'Orléans. Combien d'autres pourrions-nous citer , mais nous ne parlons que de ceux qui ont écrit avant les Auteurs Jésuites.

C'est ce concert unanime d'un enseignement non interrompu pendant plus de cinq cens ans , appuyé sur l'autorité & l'exemple des Papes & des Conciles généraux , qui faisoit dire à Bellarmin

D. P. neq. Sam.
Punul. cap. 1.

contre Barclay que ce n'étoit point une opinion , mais une doctrine certaine parmi les Catholiques. *De potestate in temporalibus, quod ea sit in Papa, non opinio, sed certitudo apud Catholicos est.*

En France, ce pouvoir étoit contesté aux Papes, lorsque les Jésuites y parurent. Aussi le Rédacteur ne reproche-t-il à aucun Jésuite François de l'avoir enseigné. En 1626, Murio Vitellefchi défendit à tous les Jésuites d'écrire sur cette matiere. Sanctarel à l'occasion duquel cette défense fut portée, a écrit en 1625, & c'est le plus récent des treize Auteurs dénoncés pour ce sujet dans le Recueil. Avant cette défense, quelle autre doctrine veut-on que les Jésuites étrangers soutinssent, sinon celle qu'ils voyoient universellement établie, & pourquoi l'erreur commune leur seroit-elle attribuée exclusivement, eux qui ont paru les derniers en Théologie, qui font profession de n'avoir aucune opinion propre, & d'embrasser celles qui ont le plus de vogue parmi les Docteurs Catholiques? Prétendrait-on qu'à leur arrivée ils dussent réformer toutes les Ecoles de Théologie? Quelle autorité avoient-ils pour cela? ou qu'ils devoient écrire selon les maximes reçues en France? Mais 1° en ce tems-là, le Clergé ne s'étoit point encore expliqué. 2° depuis 1626, ils ont eu l'attention de ne point écrire sur ces matieres, pour ne point choquer la France.

Que pouvoient-ils faire de plus? Qu'on cite un seul Ordre dont les sujets étrangers aient eu les mêmes ménagemens pour la France? Un peu d'équité, & les invectives atroces dont on charge les Jésuites se changeront en louanges; ou du moins on ne leur fera leur procès qu'après l'avoir fait à bien d'autres, & on les traitera même plus favorablement que les autres.

Il y a plus. Des treize Auteurs dénoncés, il n'y en a pas un qui soutienne que le Pape a un Pouvoir direct sur le temporel des Rois; aucun ne lui accorde que le Pouvoir indirect. On en jugera par l'exposition du sentiment de Salmeron, de Bellarmin, de Molina, de Suarez & de Vasquez sur cette question. Ce sont les seuls qui l'aient traitée avec quelque étendue, & les neuf autres ne disent rien qui ne se rapporte à leur sentiment. Et en ce sens il est vrai de dire qu'ils ont resserré la doctrine Ultramontaine, autant qu'il est permis à des Ultramontains de la resserrer.

Le

Le pouvoir qu'ils attribuent au Pape n'est point un pouvoir temporel, ni qui ait rapport à une fin temporelle : c'est un pouvoir spirituel, & qui ne tend qu'à une fin spirituelle ; c'est-à-dire, que le Pape, en qualité de Pasteur universel, ayant reçu de Jésus-Christ toute l'autorité nécessaire pour le salut du troupeau, il peut écarter tous les obstacles qui l'empêchent de parvenir à ce but, & ne peut rien que relativement à cet objet.

De là ils concluent que le pouvoir du Pape n'est point direct & ordinaire, ce pouvoir n'étant pas nécessaire pour la fin spirituelle ; mais qu'il est indirect, & que le Pape peut en user extraordinairement, c'est-à-dire, dans les seuls cas où sans cela il ne pourroit procurer aux Fidèles le bien spirituel qu'il est obligé par sa charge de leur procurer. En quoi ces auteurs s'écartent de la foule des Canonistes & de beaucoup de Théologiens, qui accordent au Pape une puissance directe & ordinaire sur le temporel des Souverains. Bellarmin, Molina, Salmeron, Suarez & Vasquez, attaquent cette opinion par les raisons les plus fortes. Et c'est un fait si certain que M. de la Chalotais est obligé d'en convenir, jusques-là qu'il fait entendre que Salmeron fut le premier qui réduisit l'autorité du Pape au pouvoir indirect. « Quelques-uns plus réservés, dit-il, & je crois, sans l'affirmer cependant, que ce fut le » Jésuite Salmeron, voulurent déguiser cette prétention sur le » temporel des Rois, & la rendre moins odieuse en ne la confis- » derant que comme indirecte. » Un témoin infiniment plus respectable, Henri IV. lui-même assure dans sa réponse aux Remontrances de M. de Harlay, « Que le Pape voulut faire saisir à » Rome les livres de M. Bellarmin, parcequ'il n'a voulu donner » tant de juridiction au Saint Pere, que font communément les » autres. »

v. Corneille Hen-
du, pag. 61.

Voy. Merc. Fran.
rév. les Mem.
de Villeroi,
Mathieu &c.

Au reste il n'est pas vrai, comme le prétend M. de la Chalotais au même endroit, que cette opinion d'une puissance indirecte du Pape & de l'Eglise, soit aussi pernicieuse à l'Eglise & à l'Etat, aussi capable de remplir la République de séditions & de troubles, que la chimère d'une autorité directe sur le temporel des Rois.

La puissance directe seroit du Pape un Monarque de tous les Etats, un Souverain du monde entier, dont tous les Princes ne

Suite de la III. Partie.

X x x

seroient que les feudataires & les lieutenans. Il n'en est pas de même du pouvoir indirect, qui laisse aux Princes une souveraineté pleine & indépendante du Pape même, en tout ce qui n'intéresse pas le salut éternel des Princes ou de leurs sujets. « La puissance spirituelle, dit Bellarmin dans un de ses extraits, ne se mêle pas des choses temporelles; mais elle les laisse aller toutes, comme elles alloient avant l'union de ces deux puissances, pourvu qu'elles ne soient pas un obstacle à la fin spirituelle, ou qu'elles ne soient pas nécessaires pour y arriver. A l'égard des loix, dit-il encore, le Pape, en tant que Pape, ne peut pas d'un pouvoir ordinaire faire une loi civile, ni confirmer ou infirmer celles des Princes, parcequ'il n'est pas Prince politique, de l'Eglise. Il ne peut pas non plus d'un pouvoir ordinaire juger des choses temporelles. »

To. 1. Connex.
liv. 5. cap. 6.

Dans le cas même où, en vertu de ce pouvoir, le Pape se croiroit obligé de déposer un Roi hérétique qui pervertiroit les peuples, il ne peut pas déroger à la loi de succession établie dans les Etats, & il ne peut placer sur le trône un Roi Catholique que l'ordre de la succession n'appelle pas à la Couronne, qu'en supposant qu'il n'y auroit aucun Catholique parmi ceux qui ont droit de succéder. Bien plus, à moins que le Royaume ne fût entièrement hérétique, il ne pourroit pas lui ôter le droit qu'il auroit d'ailleurs de se choisir un Souverain. Vasquez le dit formellement dans son extrait, & la même chose se trouve dans Molina & dans Suarez.

Selon le cours ordinaire des choses, cette puissance dont on fait en France un si grand épouvantail aux Souverains, n'a pas beaucoup de quoi les allarmer. Car en premier lieu, les cas où la conduite des Princes mettroit le salut de leurs peuples en danger, sont les seuls où le Pape puisse en user. En second lieu, il ne suffiroit pas pour cela qu'un Prince fût hérétique ou impie en son particulier, si d'ailleurs il n'emploie pas son autorité & les voies de force pour attirer ses sujets à son hérésie ou à son impiété. *Si ille comesur, dit Bellarmin, pertrahere subditos ad suam heresim vel infidelitatem.* Ce ne seroit pas même alléz d'un danger ordinaire & commun pour le salut des peuples : il faut que le peril soit extrême, & que d'autre côté il n'y ait pas plus ou autant d'inconveniens pour l'Eglise

& le salut des ames dans le remède que dans le mal. En troisiè^me lieu, ce remède ne doit être employé qu'après que tous les autres ont été épuisés inutilement. Il faut que le Prince ait été averti paternellement & juridiquement à plusieurs reprises, & qu'il ait résisté à tous les avertissements; qu'il ait été retranché comme opiniâtre de la communion des Fidèles, & qu'on l'ait jugé incorrigible. En quatrième lieu, ce n'est pas aux sujets à juger si la conduite du Souverain est telle qu'il mérite d'être déposé, ou si le danger de la Religion & de leur salut est au point qu'ils soient obligés d'y apporter remède. C'est au Souverain Pontife à en décider avec toute la maturité & la prudence qu'exige une affaire de cette importance, en ne consultant que le bien de la Religion. *Judicare*, dit encore Bellarmin, *an Rex pertrahat ad hæresim necne, pertinet ad Pontificem cui commissæ est cura Religionis.*

Un seul des auteurs accusés paroît dire le contraire sur ce dernier point, c'est Philopater. Dans son extrait il paroît dire que les Fidèles sont obligés d'ôter le gouvernement au Prince apostat ou hérétique, qui entreprend de pervertir leur Foi; & cela avant toute Sentence du Pasteur & du Juge suprême prononcée contre lui. Mais dans son texte il dit que, si la chose étoit douteuse & incertaine, ou si le Prince ne pensoit mal de la Religion, n'étoit hérétique & ne pervertissoit les autres qu'en secret, les sujets ne seroient pas dans cette obligation qui ne les regarde que quand le crime est public, & le danger de l'Etat manifeste, sur-tout lorsque la chose a déjà été jugée telle par l'Eglise, & par son Chef suprême le Pontife Romain, auquel il appartient d'office de pourvoir à la sûreté de la Religion & du Culte divin. *Cum res jam ab Ecclesiâ ac supremo ejus Moderatore, Pontifice nimirum Romano, judicata est: ad illum enim ex officio pertinet Religionis ac divini Cultus incolumitati prospicere.*

Enfin le Pape n'a ce pouvoir que pour empêcher des maux extrêmes de l'Eglise, *in extremis Ecclesiæ periculis*, dit Gretzer, & sur-tout pour empêcher la perte de la Foi dans les sujets d'un Prince hérétique. Philopater, Bridgwater, Bellarmin, Salmeron & Scribani sont exprès sur ce point: Vasquez ne l'autorise que pour le bien de la conservation de la Foi: *Bonum conservanda Fidei*: Suarez le restreint aux Rois hérétiques, incorrigibles, & pernicieux à leurs sujets en ce

Resp. au 1^{er} Edit.
pag. 109.

X x x 2

qui concerne la Foi Catholique : *Regum non omnium, sed hæreticorum & in-irrigibilium : qui emendari nolunt, & subditis suis in rebus ad Fidem Catholicam pertinentibus perniciosi sunt.*

Molina ne borne pas si expressément son assertion au cas du Prince hérétique, séducteur & persécuteur. Mais il limite très-distinctement dans son extrait même ce pouvoir du Pape, au seul cas où la fin surnaturelle exige qu'il en fasse usage : *Præciè tamen quantum postulat finis supernaturalis ad quem spiritalis potestas ordinatur.* Il dit encore que le Pape peut exécuter entre tous les Chrétiens toutes les choses qui au jugement de la prudence seront jugées nécessaires, non en quelque manière, mais simplement & absolument, à la fin surnaturelle, & au salut spirituel commun. Je vais rapporter les paroles latines, afin qu'on juge avec quelle malignité & quelle infidélité elles sont traduites dans le Recueil. *Potest... reliqua omnia inter Christianos exequi, quæ ad supernalem finem, salutemque communem spiritualem, non utcumque, sed simpliciter, prudentis arbitrio judicata fuerint necessaria.* Voici la version des extraits. „ Il peut... exécuter parmi tous les Chrétiens tout „ ce qu'il juge être nécessaire pour la fin surnaturelle & le salut „ commun, non par toutes sortes de voies, mais simplement par „ celles qu'une personne prudente aura jugé nécessaires. “

Les défauts de cette Version sont visibles. 1° Molina ne dit point le salut commun, mais, le salut spirituel commun ; ce qui fait un sens bien différent 2° *Non utcumque, sed simpliciter* ne se rapporte point à *exequi*, mais à *necessaria* : il y a donc un contresens, & un contresens ménagé exprès dans cette traduction. *Il peut exécuter, non par toutes sortes de voies, mais simplement par celles qu'une personne prudente aura jugé nécessaires.* 3° Molina ne permet au Souverain Pontife que ce qui est absolument nécessaire, *simpliciter necessaria* : le Traducteur a dénaturé le sens du mot *simpliciter*, en le rendant par *seulement*, & en le plaçant de manière qu'il signifie, *seulement* : ainsi, selon le Traducteur, le pouvoir du Pape au temporel seroit un pouvoir arbitraire, dont l'usage ne seroit réglé que par le jugement du Pape, & par celui d'une personne prudente sur les voies nécessaires pour l'exécution : au lieu que, selon Molina, ce pouvoir est borné en lui-même aux seuls cas de nécessité pour le sa-

lut éternel des Fidèles de tout un Royaume, nécessité qui doit être absolue, selon toutes les règles de la prudence. Car c'est-là ce que les Auteurs entendent par, *prudens arbitrio*.

Enfin Gretzer borne ce pouvoir aux Princes, non-seulement hérétiques, mais persécuteurs de la Religion Catholique; pour qu'il soit permis au Souverain Pontife de les déposer, il faut que ce soient des Nérons, des Dioclétiens qui ravagent l'Eglise de Dieu; & que de brebis dociles, ils soient devenus des loups ravissans, qui attaquent également le troupeau & les Pasteurs. Voilà ce que présente son premier extrait, tout tronqué qu'il est. Les deux suivans ne contiennent qu'un argument *ad hominem* contre le Roi Jacques I. auquel Gretzer prouve qu'il ne peut sans contradiction se déchaîner, comme il fait, contre le pouvoir que les Catholiques attribuent au Pape, tandis que lui-même se déclare le Chef d'une Secte qui déclame avec fureur contre quiconque s'oppose à la Prédication de ses erreurs, qui arme les peuples contre leurs Princes légitimes, & qui autorise une multitude aveugle & fanatique à traîner ses Rois au gibet.

Voy. Faldé pag. 117. 118.

Quelques uns même, comme Philopater & Bellarmin, disent expressément que le pouvoir dont il s'agit n'a pas lieu à l'égard des Princes, qui n'entreprennent point sur la Foi de leurs Sujets; & Bellarmin déclare qu'il pense en cela différemment de S. Thomas. *Quamquam contrarium sentit B. Thomas in 2. 2. q. 10. art. 10.*

Controv. 20. l. 1. lib. 5. cap. 7.

Il ne s'en écarte pas moins, lui & les autres Auteurs dénoncés, en ce qui concerne l'excommunication & ses suites. Nous avons cité plus-haut les paroles par lesquelles le S. Docteur décide que „dès „qu'un Prince est déclaré excommunié par Sentence pour crime „d'Apostatie, par le seul fait, *ipso facto*, ses Sujets sont soustraits à „son domaine, & absous du serment de fidélité qui les lioit à lui. „Bellarmin au contraire supposant le Prince excommunié, ne le suppose pas pour cela déchu de son autorité, dont il ne regarde l'exercice que comme suspendu par l'excommunication. S'il n'est pas touché des censures, dit-il, & si les besoins nécessaires de l'Eglise l'exigent ainsi, le Pape dégagera ses Sujets de son obéissance, & lui ôtera l'Empire. *Et si censuræ non movebuntur, & Ecclesia necessitas id requirat, liberabis subditos ejus ab obedientia, eique imperium abrogabis.*

Adv. Parel. cap. 19. p. 115.

Dei T. d. lib. 6.
cap. 6. n. 44.

Suarez dit pareillement qu'en vertu de la seule excommunication, on n'a pas droit sur la vie de l'excommunié, & qu'on ne peut pas le priver du domaine de ce qui lui appartient. *Excommunicatio sola & nuda non dat potestatem occidendi excommunicatum, nec privandi illum dominio rerum suarum, sed sola communicatione.*

To. 1. de Just.
w. 2. disp. 39.

Molina dit qu'il ne faut point ôter au Prince le glaive de la Jurisdiction temporelle, jusqu'à ce qu'on soit assuré par l'expérience que les forces du glaive spirituel ne suffisent point. Donc il ne pense pas, comme S. Thomas, que cette jurisdiction lui soit ôtée *ipsa facto* par la Sentence d'excommunication. *Non prius eximendus est gladius jurisdictionis temporalis, quam experimento compertum sit non sufficere vires gladii spiritualis.*

Voyez. huet.
To. 2. p. 812.
col. 2.

Gretzer montre que le Pape n'use pas de ce pouvoir à l'égard de tous les Princes qui lui refusent l'obéissance, & qui sont les ennemis de la Foi Catholique, parcequ'il usage en doit être réglé par la prudence & la vûe du bien. Ainsi, après avoir dit ce qu'on lit dans l'extrait, *Tam trepidi*, pag. 529, que le Pape fait une œuvre méritoire, lorsque dans le cas de nécessité & avec la prudence & la circonspection requises, il absout du serment de fidélité les Sujets Catholiques d'un Prince qui détruit la véritable Religion, il ajoute, ce que le Rédacteur auroit dû ajouter aussi, si son but n'étoit pas de rendre les Papes aussi odieux que les Jésuites :
 « Mais le Souverain Pontife use-t-il pour cela de cette puissance
 « en route occasion, & contre tous les Princes indociles & ennemis de la Religion Catholique? Ne se souvient-il pas de ces
 « paroles de l'Apôtre : *Omnia mihi licent, sed non omnia expediunt.*
 « Combien de Rois & de Princes ont ruiné de fond en comble
 « dans leurs Etats l'ancienne Religion, la Religion de leurs Peres,
 « & ont entraîné de force leurs Sujets dans les erreurs de Luther
 « & de Calvin? Le Pape a-t-il voulu pour cela user de ce remède
 « de contre-eux? A-t-il pour cela délié leurs Sujets du serment
 « de fidélité? » Gretzer suppose donc ici que la Sentence d'excommunication n'emporte pas avec elle la privation du domaine, & l'absolution du serment de fidélité.

C'est ainsi que ces Auteurs Jésuites ont réduit à des bornes plus étroites ce que S. Thomas, & un grand nombre de Théologiens & de Canonistes avoient enseigné sur le pouvoir des Papes au temporel.

Une remarque qu'il ne faut pas omettre, c'est que la plupart d'entre-eux, comme Bellarmin, Suarez, Scribani, Philopater, Bridgwater, Gretzer, n'ont écrit sur ces matières que par la nécessité où ils étoient de répondre sur ce sujet aux invectives & aux calomnies des Hérétiques contre le Pape, les Catholiques & les Jésuites.

Il est question d'examiner maintenant, si c'est avec raison qu'on traite de criminels de Lèze-Majesté & de Régicide les Auteurs qui ont enseigné cette doctrine.

Si nous n'avions affaire qu'à M. de Monclar, & qu'à ceux auxquels il suffit que ce Magistrat ait avancé une chose, pour qu'ils la croient absolument certaine, il nous seroit aisé de prouver sans réplique que non : car, selon M. de Monclar, *Ce qu'il y a d'évident dans les écrits de S. Thomas, c'est la condamnation du Régicide en tous ses Chefs.* Or S. Thomas a enseigné autant & plus fortement qu'aucun Jésuite le pouvoir qu'a le Pape d'excommunier les Souverains, de les déposer & d'absoudre leurs Sujets du serment de fidélité : donc cet enseignement est compatible avec la condamnation du Régicide en tous ses Chefs. Note - a. p. 140.

M. de Monclar ne peut se tirer de cette conséquence, qu'en niant que la doctrine de S. Thomas sur le pouvoir des Papes au temporel soit telle que nous le prétendons, & que nous l'avons démontré au commencement de cet article, & nous ne croyons pas qu'il entreprenne de le faire. Mais ce raisonnement n'est concluant que par rapport à lui : en voici d'autres tirés en partie de l'autorité, en partie du fond même de la chose.

Premier argument. La doctrine dont il s'agit a été pendant plusieurs siècles le sentiment commun & presque unanime des Théologiens & des Canonistes, c'est un fait incontestable, & dont M. Boulier lui-même convient dans sa Défense de la Déclaration du Clergé de France. Lorsque cette Déclaration parut, elle fut attaquée sur tous les articles par les Théologiens des autres Nations ; & jusqu'à nos jours ils ont continué de la combattre. Oseroit-on dire qu'un enseignement aussi constant, aussi universel, fût favorable au crime de Lèze-Majesté & au Régicide ? Si cela étoit, comment tant de personnalités illustres par leur science & par leur ver-

To. 1. part. 1.
lib. 4. cap. 18.

tu, un S. Thomas, un S. Bonaventure, un S. Raymond de Pégnafort, un S. Antonin, ne s'en seroient-ils pas apperçus, ou se seroient-ils obstinés malgré cela à le soutenir ? si c'est prévention de la part de ses partisans, comment depuis le tems qu'on écrit en France contre cette opinion, n'ont-ils pas ouvert les yeux, & n'ont-ils pas vu, ce qu'on dit être évident, qu'elle est contraire au Droit divin & naturel sur un des points qui intéresse le plus toutes les Nations : L'Eglise à la face de laquelle elle a été publiée pendant tant de siècles, seroit-elle sujette à la même prévention, ou auroit-elle souffert si long-tems dans ses Docteurs une opinion qu'elle auroit sçû être la racine du Régicide ?

S'il y a de l'équité à donner aux opinions ultamontaines la qualification odieuse de favorables au Régicide, *Il suivroit de là, dit M. de Sarlat dans son Instruction Pastorale, que tous les Royaumes, Principautés & Républiques, où ces opinions sont reçues, l'Etat Ecclesiastique, le Peuple, le Clergé Séculier & Régulier de Rome, les Prélats, les Evêques, les Cardinaux, le Souverain Pontife même sont autant de Régicides. A quels excès ne conduit pas la passion, lorsqu'on la prend pour guide !*

Second argument. Plusieurs Princes ont eux-mêmes reconnu dans l'Eglise le pouvoir dont il s'agit. On ne conteste point ce fait dans la Défense de la Déclaration du Clergé, & on se retranche à dire qu'ils ne l'ont reconnu que pour cause d'hérésie. Dans l'acte où Philippe II. donnoit les Provinces des Pays-Bas à sa Fille Isabelle & à toute sa postérité, il est dit expressément que, si quelqu'un des descendans de cette Princesse venoit à tomber dans l'hérésie, il seroit privé de ses Etats, & ses sujets dispensés de lui obéir, dès qu'une fois il auroit été déclaré hérétique par le Pape.

Un autre fait qui n'est pas moins décisif, c'est la publication des Ouvrages où ce pouvoir de l'Eglise & du Pape est enseigné. Si les Rois d'Espagne, de Portugal, les Empereurs, les Souverains d'Allemagne ne consentoient point à cet enseignement, il est évident qu'il leur seroit aussi facile de l'arrêter, qu'il l'est en France. Il faut donc dire, ou que ces Princes sont aveugles sur une doctrine qui les attaque dans ce qu'ils ont de plus cher, l'autorité & la vie, ce qui est absurde ; ou que par une lâche complaisance

plaisance pour les Papes, ils souffrent ce qu'il leur seroit si aisé d'empêcher ; ce qui n'est pas moins absurde ; ou que cette doctrine n'est point sujette par elle-même aux affreuses conséquences que le Rédacteur, les Comptes rendus & les Arrêts lui attribuent.

J'omets diverses autres preuves que je pourrois tirer de faits particuliers à la France ; & je viens à un troisième argument fondé sur la qualité d'opinion attribuée à cette doctrine. L'Assemblée de 1682. dans sa Déclaration sur les quatre articles, ne les tira point du rang des opinions ; & la Déclaration ayant été attaquée de toutes parts, comme un acte par lequel on sembloit condamner la manière de penser des autres Eglises, M. Bossuet la défendit, en prouvant par les actes mêmes que l'Assemblée n'avoit pas prétendu faire une décision de Foi. *Gallicanam Declarationem immerito impugnata tamquam esset Decretum Fidei, ex actis demonstratur.* Il rapporte ces propres paroles de l'Assemblée, *Que l'on ne prétendoit pas en faire une décision de Foi, mais en adopter l'opinion.* Et on ne pouvoit pas en effet les ériger en dogmes, sans faire schisme avec l'Eglise universelle, que l'on sçavoit être en d'autres sentimens. Depuis peu, M. l'Evêque de Soissons (Fitz-James) ayant avancé que les quatre Articles sont des vérités saintes qui appartiennent à la Révélation, qui sont partie du sacré dépôt que Jésus Christ a confié à ses Apôtres ; M. l'Evêque de S. Pons l'a fortement réfuté sur ce point, & entre autres preuves, lui a mis sous les yeux ces paroles de M. Bossuet : *Nihil nempe decretum quod spectaret ad Fidem, nihil eo animo ut conscientias constringeres, aut alterius sententia damnationem induceres... id enim nec per somnium cogitabant.* M. l'Archevêque de Paris, MM. les Evêques de Langres & de Sarlat ont tenu le même langage.

DECRET. dissent. to.
1. P. 7. B. VI.

Or si les quatre Articles ne sont que des opinions ; s'il est permis sans aucun danger pour la Foi de penser le contraire, il résulte évidemment que l'opinion du pouvoir des Papes sur le temporel des Souverains, ne peut être qualifiée d'enseignement favorable au Régicide ; puisqu'en cette qualité elle seroit contraire au Droit divin & naturel, & mériteroit d'être proscrite autant & plus qu'aucune autre mauvaise proposition.

Je passe à un quatrième argument que me fournit la doctrine des auteurs dénoncés sur le respect dû aux Souverains. Ils recon-

Suite de la 111. Partie.

Y y y

noissent tous que leur autorité vient de Dieu ; que résister à leurs ordres , c'est résister à Dieu ; que de la part des Sujets, l'hommage, la fidélité , l'obéissance sont des devoirs sacrés & indispensables : ils ne parlent des attentats qu'on oseroit commettre contre leur personne , que comme d'un crime horrible, digne de tous les supplices. A la vérité ils croient qu'il peut se trouver des cas où par le Jugement d'une autorité légitime , & pour des causes très-graves & extraordinaires, ils cessent d'être Rois.

Ils se trompent à la vérité dans le principe ; mais il sera toujours vrai de dire qu'ils n'enseignent pas qu'on puisse méconnoître un Souverain légitime, ni lui désobéir , ni rien entreprendre contre son Etat, ses intérêts , sa personne ; parceque , quand cette conséquence suivroit du sentiment qu'ils soutiennent, il est certain qu'ils la nient, & qu'on ne pourroit la leur imputer sans injustice. En un mot dans ce qu'ils enseignent , ils n'ont point en vue d'attaquer, ni de diminuer le moins du monde la Majesté des Souverains ; leur but unique est le bien & la conservation de la Foi : ce n'est que dans le concours de ces deux choses, l'indépendance des Souverains, & la ruine inévitable de la Religion pour tout un Royaume, qu'ils jugent que le Souverain Pontife, en qualité de Pasteur universel, est alors revêtu d'un pouvoir extraordinaire pour maintenir la Religion aux dépens de l'autorité du Prince qui veut la détruire.

Enfin , & c'est le dernier argument , dans le système de ces auteurs, lors même qu'un Prince est légitimement déposé par le Souverain Pontife, il n'est pas permis pour cela à qui que ce soit de rien entreprendre contre sa personne ou sa vie ; aucun des Jésuites dénoncés n'a rien écrit qui tende à insinuer le contraire de cette proposition ; & elle est formellement établie dans Suarez , qui a traité la matière *ex professo*, & par lequel on peut juger du fond de la doctrine en elle-même.

Mais, dira-t-on, on avouë, au moins dans ce sentiment que le Pape peut donner ordre ou commission de tuer le Prince déposé. Je répons qu'il ne s'agit point ici d'aucune Sentence de mort portée par le Pape. , Il n'appartient pas, dit Bellarmin dans sa réponse à Barclay, qui lui objectoit que si le Pape avoit crû qu'il lui fût permis de déposer l'Empereur Constance , il auroit trouvé assez de Moines

pour le faire mourir : „ Il n'appartient pas aux Moines ni aux autres Ecclésiastiques de faire mourir personne , comme le marquent les Canons ; encore moins de tuer les Rois en leur dressant des embûches. Et ce ne sont pas non plus ces voies que les Souverains Pontifes emploient pour réprimer les Princes. Leur usage est d'abord de les reprendre paternellement, ensuite de les priver de la communion des Sacremens par censure Ecclésiastique ; enfin de dégager leurs Sujets du serment de fidélité , & si le cas l'exige, de les priver de la dignité & de l'autorité Royale. Quant à l'exécution , elle appartient à d'autres. “

Ces paroles de Bellarmin font la matière d'un extrait , où l'on a supprimé l'objection de Barclay. Bellarmin continue : „ C'est pour quoi on rapporte qu'au Concile de Lyon , Innocent dit après avoir ôté l'Empire à Frédéric II ; *J'ai fait ce qui est de mon devoir ; que Dieu en ordonne pour le reste ce qu'il jugera à propos.* “ Le même Cardinal écrivoit en ces termes à Blacwell : „ Depuis la naissance de l'Eglise jusqu'à nos jours , il est inouï qu'aucun Pape ait ordonné , ou approuvé le meurtre d'aucun Prince , fût-il hérétique , payen , persécuteur. “

Au reste , ce n'est point , comme l'objectent MM. de Monclar & de la Chalorais , en vue de flatter les Papes , que les Jésuites étrangers ont reconnu en eux avec toutes les Nations Catholiques , à la France près , ce pouvoir de déposer les Rois hérétiques. Gerson , dans son Traité de la Puissance Ecclésiastique , Almain , dans son Traité de la Puissance suprême Laïque , & beaucoup d'autres Français , qu'on n'accuse point d'avoir voulu faire leur cour aux Papes , lui ont accordé le même pouvoir sur les Rois , dans le cas d'hérésie , ou de danger du salut éternel de leurs Sujets.

Bien plus , ces mêmes Jésuites , je dis Bellarmin , Suarez , Gretzer , tiennent que le Pape lui-même peut être déposé pour la même cause , pour laquelle ils disent qu'il peut déposer les Rois. Voici les propres paroles de Gretzer , que le Rédacteur n'a pu s'empêcher de lire , puisqu'elles se trouvent quelques lignes au dessous de l'extrait , *Non adeò insolens* ; „ Les Docteurs Catholiques enseignent que „ le Souverain Pontife lui-même , si comme Docteur particulier , „ il venoit à tomber dans l'hérésie (cas que quelques-uns admettent

Comm. Ereg.
cap. 7.

Y y y. 2

„ comme possible) peut être déposé , ou plutôt être déclaré tel ,
 „ être excommunié & puni par l'Eglise , parceque de Pasteur il
 „ seroit devenu loup. „

Enfin ce n'est point l'enseignement des Théologiens qui a donné lieu aux Papes de s'attribuer le pouvoir de déposer les Rois : c'est au contraire la manière dont les Papes se sont conduits à cet égard, qui a engagé les Théologiens & les Canonistes à examiner cette doctrine & à la recevoir. Avant qu'on écrivit sur ces matières, Grégoire II. avoit excommunié Léon l'Isaurien , & défendu de le reconnoître pour Empereur en Italie, Grégoire VII. avoit déposé l'Empereur Henri IV. & avoit établi dans ses Lettres le droit qu'il prétendoit avoir reçu de Jésus-Christ à cet égard.

Comme donc ce n'est point sur les décisions des Théologiens qu'est fondée la persuasion où sont les Papes de leur pouvoir au temporel , ce ne sont pas non plus ces décisions qui dans la pratique peuvent mettre en péril l'autorité ou même la vie des Souverains ; c'est la détermination que prendroit un Pape d'user du pouvoir qu'il croit attaché à sa place. Mais quel concours de circonstances n'est pas nécessaire pour qu'il se résolve à de telles extrémités ? Et quand il seroit vrai que quelques Papes , en supposant leur droit certain , en ont usé quelquefois avec trop peu de circonspection , est-ce sur ce que les Théologiens ont écrit qu'ils se sont réglés ? Cela même prouve l'inutilité de ces sortes de questions , & le danger même qu'il y a à les mettre dans des Livres où elles ne peuvent être d'aucun usage pour ceux qui les lisent.

Mais dire que cette doctrine expose la vie des Souverains jusqu'à leur donner des allarmes journalières , jusqu'à tenir les bons & fidèles Sujets dans des appréhensions continuelles pour les jours de ceux qui les gouvernent , n'est-ce point exciter des terreurs paniques ; n'est-ce pas sous prétexte de zèle pour les Souverains , travailler à rendre odieux les Souverains Pontifes , à en inspirer de la défiance , à diminuer le respect & la soumission qui leur est due , en leur prêtant des desseins & des vues , que l'esprit de Schisme & d'Hérésie est seul en possession de leur attribuer ? Jugeons , je ne dis pas du fond de cette doctrine , mais des mauvais effets qu'elle peut produire , comme en jugent les autres Nations Catholiques. Elle s'ensei-

gne, elle se publie librement chez elles; en sont-elles moins tranquilles sur la vie de leurs Princes, qu'en France où il n'est pas permis de l'enseigner? N'oublions pas que l'hérésie qui a donné à l'Univers des scènes sanglantes, qui a révolté les Peuples contre leurs Maîtres légitimes, qui a entraîné des Rois sur l'échafaut, & qui a changé en tant de Pays la forme du gouvernement, est la première qui ait accusé, non les Jésuites en particulier, mais les Catholiques & les Papes mêmes de Lèze-Majesté & de Régicide pour l'enseignement dont il s'agit.

Les réflexions sur cette matière me meneroient trop loin, si je voulois les épuiser. Mais sans remonter jusqu'au Luthéranisme & au Calvinisme, la secte Jansénienne, à laquelle le Rédacteur se montre si attaché, cette secte si souvent traitée par les Magistrats de faction & de cabale aussi dangereuse pour l'Etat que pour l'Eglise, a montré en plus d'une rencontre que, si elle n'a jusqu'à présent excité du trouble en France que par ses Libelles & ses intrigues sourdes, c'est que les forces lui ont manqué: elle a prouvé que semblable aux animaux sauvages, elle ne craignoit que l'autorité qui la domptoit; les invectives que ses Ecrivains se sont permises contre le gouvernement qui réprimoit leurs erreurs, montrent qu'elle n'est soumise qu'autant qu'on la flatte, qu'elle éclate en murmures, dès qu'on essaie de la réduire, & qu'elle ne plie qu'en faisant sans cesse des efforts pour se relever.

Et de qui sont ces vœux séditeux? *Il faut tâcher de mettre nos Rois hors d'état de pouvoir exercer de pareilles injustices, soit par eux, soit par leurs Ministres.* Ces plaintes amères, & qui ne respirent que la révolte? *Le gouvernement de France est mille fois plus cruel & plus injuste que les Tribunaux de l'Inquisition... Qui ne sçait pas les cruautés & les injustices qu'on exerce en France.... N'est-ce pas ce gouvernement tyrannique &c.* Je ne dis rien des discours affreux & des prariques des Convulsionnaires. Je tire le voile sur ce qui a été la suite & l'effet de tant de clameurs & d'écrits fanatiques. Le tems de la révélation n'est pas encore venu: on verra un jour ce qu'on n'a fait jusqu'ici qu'entrevoir; ce que la secte a pris tant de soin d'assourdir, & de détourner fut d'autres que sur les vrais coupables.

Voilà ceux qui, à l'imitation des Luthériens & des Calvinistes,

Dom. Thierry dans ses papiers qui sont à la Bibliothèque du Roi.

Dom Gréberon, dans l'Arch. de Meliner mal déjodé.

accusent les Jésuites de Régicide , avec cette différence , qu'ils n'attaquent sur ce point que les seuls Jésuites , au lieu que les Hérétiques du 16^e siècle attaquoient en eux & avec eux toute l'Eglise Romaine.

Tels sont les argumens d'où nous croyons pouvoir conclure que c'est outrer les choses, que de qualifier l'opinion du pouvoir des Papes au temporel, d'opinion qui est la racine & la source du Régicide. C'est tout ce que nous avons prétendu prouver. Pour la doctrine en elle-même, nous sommes très-éloignés d'entreprendre de la justifier. Le Recueil même des Assertions par le silence qu'il garde à ce sujet sur les Jésuites François, prouve qu'ils n'ont jamais pris la plume pour combattre en ce point nos maximes ; & nous prouverons ailleurs que plusieurs ont écrit sur cette matiere de la maniere la plus favorable à l'indépendance des Rois.

Nous ne pouvons mieux terminer cet article, que par une Lettre de S. François de Sales, qui fera connoître la sage réserve avec laquelle il croyoit qu'on devoit s'expliquer vis-à-vis des personnes du monde sur ce sujet. Une Dame lui avoit écrit pour sçavoir sa pensée touchant l'autorité des Papes dans les affaires temporelles. Voici sa réponse ; elle est un peu longue, mais on me sçaura gré de l'avoir rapportée toute entiere : plaise au Ciel qu'elle puisse servir de règle à tous ceux qu'une indiscrete & dangereuse curiosité porte à l'examen de cette question :

Eptre spirit. liv.
vii. Epit. 49.
Lyon 1634.

„ Je veux bien, ma très-chère Fille, répondre à la demande que
 „ vous me faites sur la fin de votre lettre : mais ayez agréable
 „ que je vous parle, comme le grand S. Grégoire fit à une ver-
 „ tueuse Dame, nommée comme lui, Grégoire, & laquelle étoit
 „ Dame de chambre de l'Impératrice. Elle l'avoit prié d'obtenir
 „ de Dieu la cognoissance de ce qu'elle devoit devenir, & il lui
 „ dit : *Quant à ce que votre douceur me demande, & qu'elle dis ne*
 „ *vonloir point cesser de m'importuner, jusques à tant que je le lay aye oc-*
 „ *troyé ; vous requerez de moy une chose esgalement difficile & inutile.*
 „ Je vous en dis de même, ma très-chère Fille, quant à ce que
 „ vous me demandez, quelle autorité le Pape a sur le temporel des
 „ Royaumes & des Principautez. Vous désirez de moy une résolution
 „ esgalement difficile & inutile : difficile, non pas certes en elle-

» mesme; car au contraire elle est fort aisée à rencontrer aux esprits
 » qui la cherchent par le chemin de la charité : mais difficile,
 » parcequ'en ceste aage qui redonde en cervelles chaudes, aiguës &
 » contentieuses, il est mal-aisé de dire chose qui n'offense ceux qui
 » faisant les bons valets, soit du Pape, soit des Princes, ne veu-
 » lent que jamais on s'arreste hors des extrémités; ne regardans pas
 » qu'on ne sçauroit faire pis pour un Pere, que de lui oster l'a-
 » mour de ses enfans, ny pour les enfans, que de leur oster le
 » respect qu'ils doivent à leur Pere.

» Mais je dis inutile; parceque le Pape ne demande rien aux Roys
 » & aux Princes pour ce regard; il les ayme tous tendrement; il
 » souhaite la fermeté & la stabilité de leurs Couronnes; il vit dou-
 » cement & amiablement avecques eux; il ne fait presque rien dans
 » leurs Estats, non pas mesme en ce qui regarde les choses pure-
 » ment Ecclesiastiques, qu'avec leur agréement & volonté. Qu'est-
 » il donc besoing de s'empresser maintenant à l'examen de son au-
 » thorité sur les choses temporelles, & par ce moyen ouvrir la por-
 » te à la dissension & discorde? Certes icy je suis dans l'estat d'un
 » Prince, qui a tousjours fait très-particuliere profession d'honorer
 » & réverer le Saint Siège Apostolique; & néanmoins nous n'oyons
 » nullement parler que le Pape se mesle, ny en gros, ni en detail,
 » de l'administration temporelle des choses du pays, ny qu'il inter-
 » pose, ou prenne aucune autorité temporelle sur le Prince, ny
 » sur les Officiers, ny sur les Subjects en façon quelconque. Nous
 » nous donnons plein & entier repos de ce costé-là, & n'avons
 » aucun sujet d'inquietude. A quel propos nous imaginer des pré-
 » tentions, pour nous porter à des contentions contre celui, que
 » nous devons filialement chérir, honorer & respecter, comme nos-
 » tre vray Pere & Pasteur spirituel?

» Je vous le dis sincèrement, ma très-chere Fille, j'ay une dou-
 » leur extreme au cœur, de sçavoir que ceste dispute de l'autorité
 » du Pape soit le jouët & sujet de la parlerie parmy tant de
 » gens, qui peu capables de la résolution qu'on y doit prendre,
 » en lieu de l'esclaircir, la troublent, & en lieu de la décider, la
 » deschirent; & ce qui est le pis, en la troublant, troublent la paix
 » de plusieurs ames, & en la deschiant, deschirent la très-sainte

„ unanimité des Catholiques , les divettissans d'autant , de penser
 „ à la conversion des Hérétique. „

„ Or , je vous ay dict rour cecy , pour conclurte que , quant à
 „ vous , vous ne devez en façon quelconque laisser courir vostre
 „ esprit après tous ces vains discours , qui se font indifferemment
 „ sur ceste autorité ; ains laisser toute cettere impertinente curio-
 „ sité aux esprits qui s'en veulent repaistre , comme les Chameléons
 „ du vent. Et pour vostre repos voicy des petits retranchemens ,
 „ dans lesquels vous retiterez vostre esprit à l'abry & à couvert. .

„ Le Pape est le Souverain Pasteur & Pere spirituel des
 „ Chrestiens , parcequ'il est le supreme Vicair de Jesus-Christ
 „ en terre : partant il a l'ordinaire Souveraine autorité spirituelle
 „ sur tous les Chrestiens , Empereurs , Roys , Princes & autres , qui
 „ sont en ceste qualité : lui doivent non seulement amour , honneur ,
 „ reverence & respect , mais aussi ayde , secours & assistance
 „ envers tous & contre tous ceux qui l'offencent ou l'Eglise en
 „ cette autorité spirituelle , & en l'administration d'icelle : si que ,
 „ comme par droit naturel , Divin & humain , chascun peut em-
 „ ployer ses forces & celles de ses alliez , pour sa juste défense contre
 „ l'inique & injuste agresseur & offenseur ; aussi l'Eglise ou le Pape ,
 „ (car c'est tour un) peut employer ses forces & celles de l'E-
 „ glise , & celles des Princes Chrestiens ses enfans spirituels , pour
 „ la juste défense & conservation des droits de l'Eglise , contre
 „ rous ceux qui les voudroient violer & détruite. Et d'autant que
 „ les Chrestiens , Princes & autres , ne sont pas alliez au Pape &
 „ à l'Eglise d'une simple alliance , mais d'une alliance la plus
 „ puissante en obligation , la plus excellente en dignité , qui puis-
 „ se estre ; comme le Pape & les autres Prélats de l'Eglise sont
 „ obligez de donner leur vie & subir la mort , pour donner
 „ la nourriture & pasture spirituelle aux Roys & Royaumes
 „ Chrestiens ; aussi les Roys & les Royaumes sont tenus & re-
 „ devables réciproquement de maintenir au péril de leurs vies
 „ & estats le Pape & l'Eglise , leur Pasteur & Pere spirituel .
 „ Grande mais réciproque obligation entre le Pape & les Roys ;
 „ obligation invariable , obligation qui s'estend jusques à la mort
 „ inclusivement , & obligation naturelle , divine & humaine ,
 par

„ par laquelle le Pape & l'Eglise doivent leurs forces spirituelles
 „ aux Roys & aux Royaumes , & les Roys leurs forces tempo-
 „ relles, au Pape & à l'Eglise. Le Pape & l'Eglise sont aux Roys
 „ pour les nourrir , conserver & défendre envers tous & contre
 „ tous , spirituellement : les Roys & les Royaumes sont à l'Eglise
 „ & au Pape , pour les nourrir , conserver & défendre envers
 „ tous , & contre tous temporellement. Car les peres sont aux
 „ enfans , & les enfans aux peres.

„ Les Roys & tous les Princes Souverains ont pourtant une
 „ Souveraineté temporelle , en laquelle le Pape ni l'Eglise ne pré-
 „ tendent rien , ni ne leur demandent aucune sorte de reconnoissân-
 „ ce temporelle : en sorte que , pour abréger , le Pape est très-sou-
 „ verain Pasteur & Pere spirituel ; le Roi est très-souverain Prin-
 „ ce & Seigneur temporel ; l'autorité de l'un n'est point con-
 „ traire à l'autre : ains elles s'entreportent l'une l'autre ; car le
 „ Pape & l'Eglise excommunient & tiennent pour hérétiques ,
 „ ceux qui nient l'autorité souveraine des Roys & Princes ; &
 „ les Roys frappent de leur espée ceux qui nient l'autorité du Pape
 „ & de l'Eglise , ou s'ils ne les frappent pas , c'est en attendant
 „ qu'ils s'amendent & humilient. Demeurez-là : soyez humble
 „ fille spirituelle de l'Eglise & du Pape : soyez humble subiecte
 „ & servante du Roy : priez pour l'un & pour l'autre : & croyez
 „ fermement, qu'ainsi faisant, vous aurez Dieu pour Pere & pour
 „ Roy. “

ARTICLE III.

De la défense de sa propre vie.

Tous les extraits concernans cette matiere , & rapportés sous le titre Leze-Majesté & Régicide, ont été traités dans l'Homicide sous la question de la défense de soi-même , à l'exception de l'extrait de Keller, *Scripturas in Heissum*, pag. 476.

Tout ce qu'on peut reprocher à Keller , c'est d'avoir dit que , si David n'avoit pas eu le moyen de fuir , lorsque Saül vouloit le percer avec sa lance , il auroit pu défendre sa vie aux dépens de celle de Saül ; ce qui rentre dans l'assertion générale touchant la

Suite de la III. Partie.

Z z z

défense de soi-même contre tout injuste agresseur , de quelquelrang & dignité qu'il soit.

Car, pour ce que Keller ajoute que dans une autre occasion où David étoit distant de Saül de quelques jets de pierre , cette distance qui mettoit la vie de David en sûreté pour le moment présent , étoit la raison pour laquelle il ne lui étoit pas permis de le tuer ; par où il insinué qu'il l'auroit pu faire , dans l'impossibilité d'éviter autrement la mort ; il ne dit rien en cela que sur la garantie de S. Augustin , qui suppose que Dieu avoit donné à David pouvoir sur les jours de Saül son ennemi & son persécuteur ; ce qui , selon le S. Docteur , ne tire point à conséquence pour les autres. Voici ses paroles qui sont tirées du livre contre Adimante le Manichéen , chap. 17. n. 6. *Certe inimicum & persecutorem summi nimis ingratum & nimis infestum Saül Regem accepit David in possessionem , ut ei faceret quod vellet ; & elegit parcere potius quam occidere : non enim erat iussus occidere , sed neque prohibitus.*

Nous renvoyons à ce qui a été dit à l'endroit indiqué sur la défense de soi-même , & nous nous bornerons ici à quelques réflexions relatives à l'accusation de Régicide.

La première est que des sept Auteurs qui permettent de défendre sa vie contre un Prince injuste agresseur , jusqu'à le tuer s'il est nécessaire , sçavoir Azor , Keller , Suarez , Lorin , Lessius , Comitulus & Bussembaum ; aucun n'est François , & que le plus récent , qui est Bussembaum , a écrit il y a au moins cent ans. Ainsi l'imputation faite à ce sujet d'une doctrine Régicide , ne tombe sur aucun Jésuite de France , ni même sur aucun des Jésuites existans depuis un siècle.

La seconde réflexion est qu'Azor , Lessius , Suarez & Bussembaum ont tellement limité cette doctrine , que le cas dont il s'agit , qui est déjà *métaphysique* en lui-même , & n'a pas beaucoup de danger dans la pratique , comme le reconnoit M. de Monclar , note 70 , devient , pour ainsi dire , impossible , avec la limitation qu'ils y mettent. Cette limitation est que s'il y a des inconvéniens à craindre pour l'Etat , de la mort du Prince , la charité & l'amour du bien public exigent qu'on se laisse tuer. Or quelque méchant qu'il puisse être un Prince , ces sortes d'inconvéniens dans ce cas

sont presque toujours à craindre : donc il y aura presque toujours obligation de se laisser tuer.

A la vérité , Lorin & Keller n'ont pas mis cette exception ; mais ils n'étoient Casuistes ni l'un ni l'autre , & ils n'ont traité la question qu'en passant. Comitulus ne l'exprime pas non plus formellement ; mais , comme nous l'avons fait voir , il paroît par ses principes & par toute la suite de son texte , qu'il la suppose. D'ailleurs on ne voit cette exception , ni dans S. Antonin , ni dans un grand nombre de Théologiens qui enseignent la même doctrine ; & le P. Concina lui-même , ce grand partisan du Rigorisme , le Héros de M. de Monclar , combat cette exception de toutes ses forces , & la rejette par la raison qu'un Prince qui tend des embûches à la vie de ses sujets , n'est d'aucune utilité pour la République , & doit plutôt être comparé à un loup qui dévore le troupeau. *Continuo apparebit evidens ratio qua concedis juri defendenda vita adversus quemcumque invasorem, sive Principem, sive Regem qui utilis Republica minime est. cum subditorum vita insidias struit, sed potius comparatur lupo devoranti gregem &c.*

Tom. 4 lib. 4
in Decal. distret.
de Homic. cap.
1. 2. 6.

Que nos adversaires disent après cela qu'ils ne font point exception de personnes , & que le pur zèle pour la sûreté des Rois les anime. Voilà Concina , pour ne rien dire des autres , qui enseigne une proposition bien plus révoltante que celle de Bussembaum , & qui s'élève contre la restriction par laquelle ce Jésuite adoucit son assertion : & cependant le nom de Bussembaum est en exécution , sa doctrine crée contre la vie des Rois un péril toujours présent ; il étoit arrêté que pour expier ce détestable enseignement , toute la Société devoit être exterminée en France ; Zaccaria , Fénelon , de Dessus-le-Pont , les Journalistes de Trévoux sont des Régicides pour avoir proféré le nom de Bussembaum , pour avoir dit que son Ouvrage étoit judicieux & méthodique , qu'il s'en étoit fait beaucoup d'Editions , & pour avoir conseillé de le lire sur des matières absolument étrangères au Régicide ; tandis que le nom de Concina est en vénération auprès du Rédacteur & de tout son parti , auprès de M. de Monclar & des Magistrats qui ont écrit contre la Société.

Ma troisième réflexion est que , quoique la doctrine des Jésuites

Arrêt de Paris du
6 Août 1762.
Pag. 18.

dont il s'agit, soit dangereuse, fausse, & même qu'elle se contredise en ce sens qu'elle suppose permis avec une limitation, ce qui moralement parlant est toujours défendu en vertu même de la limitation ; cependant c'est un abus & une illusion de qualifier leur décision de doctrine régicide. Car enfin, qu'est-ce qu'enseigner le Régicide ? c'est enseigner qu'en certains cas on peut attenter à la vie des Rois. C'est du moins tenir un enseignement tendant d'une manière indirecte à autoriser ces attentats. Or qu'on me dise, si enseigner précisément qu'on peut défendre sa vie, c'est enseigner à attenter à la vie d'autrui ; si enseigner qu'on ne peut la défendre contre un Prince, injuste & violent agresseur, que dans le cas où la mort de ce Prince ne pourroit entraîner aucunes mauvaises suites pour l'Etat, c'est *créer contre la vie des Princes un péril toujours présent*. Parler de la sorte, n'est-ce pas supposer que les Princes se font un jouet de la vie de leurs sujets, qu'ils ont toujours les armes à la main contre eux, & que semblables à des brigands, ils sont disposés à les attaquer par-tout où ils les rencontreront, & où ils se croiront les plus forts ? Que l'on explique comment dans une autre supposition, la doctrine de la défense de soi-même, expose les jours des Princes à un danger toujours présent. Par cette doctrine, il n'y a que la vie des voleurs de grand chemin, toujours en embuscade pour assassiner les passans, qui soit exposée à un pareil danger : encore seroit-ce mal s'exprimer que de dire, qu'autoriser les voyageurs à se défendre & à tuer, s'il est nécessaire, les brigands qui les attaquent, ce soit *créer* aucun danger contre la vie de ces brigands : ce n'est point celui qui se défend, mais celui qui attaque, qui *crée* le danger dont ses jours sont menacés. A-t-on senti l'injure qu'on faisoit aux Princes, en supposant qu'ils doivent prendre des allarmes continuelles, d'une doctrine qui ne peut faire trembler que des assassins de profession ?

Note 7e. p. 513.

La quatrième & dernière réflexion regarde M. de Monclar. Ce Magistrat pose pour principe que chez les Casuistes de la Société, *La pitié est admise entre l'agression actuelle, & l'oppression décidée, entre la vie, l'honneur & les biens*. Après quoi voici comme il raisonne. « Tout est dit, lorsqu'on a permis de tuer le Souverain, pour défendre ses jours. On ne pourroit excepter le Prince du fort commun à tout injuste oppresseur, que par trois motifs ;

„ ou à raison de la supériorité du rang, ou par le titre de Magist-
 „ trat politique, ou par rapport au préjudice que la République
 „ peut recevoir de sa perte. » La supériorité du rang, continue-
 „ t-il, n'est comptée pour rien par les Casuistes dans cette défense
 „ de la vie, des membres, de l'honneur & des biens . . . La
 „ même observation a lieu pour la seconde raison, qui est le ca-
 „ ractère de Magistrat politique . . . La troisième raison, qui est
 „ le tort fait à la République, peut se rétorquer, puisque le Prince
 „ est oppresseur & injuste. » M. de Monclar, pour donner plus de
 poids à son raisonnement, avertit qu'il est tiré des Lettres d'Eusè-
 be Eraniste, c'est-à-dire, du P. Dinelli Dominicain, qui sans
 doute par respect pour son Ordre, n'a pas voulu mettre son nom
 aux Lettres calomnieuses qu'il a composées contre l'enseignement
 des Jésuites.

Reprenons maintenant par parties tout ce morceau de M. de
 Monclar. 1° Où a-t-il vu que les Jésuites mettent de niveau toute
 agression actuelle, & l'oppression décidée ? les Jésuites, & tous les
 Casuistes avant & depuis eux ne permettent de tuer pour la propre
 défense, que dans le cas où l'agression actuelle est telle, qu'on
 fera infailliblement tué, si on ne tue pas ; quelle différence met-il
 entre cette agression & l'oppression décidée ?

2° Où a-t-il vu que lorsqu'il s'agit du Prince, la parité est admise
 par les Jésuites entre la vie, l'honneur & les biens. Qu'il cite, s'il
 le peut, un seul auteur Jésuite qui ait dit qu'on peut défendre son
 honneur ou ses biens aux dépens de la vie du Prince qui voudroit
 nous les ravir injustement. Et s'il ne peut en citer un seul, qu'il
 avoue que son guide Eusèbe Eraniste est un calomniateur.

3° Que signifient ces paroles, *Tout est dit, lorsqu'on a permis de
 tuer le Souverain pour défendre ses jours*. M. de Monclar voudroit-il
 insinuer par là, que cette doctrine crée contre la vie des Princes un péril
 toujours présent ? s'il a prétendu dire autre chose, qu'il s'explique.

4° Cette phrase, *La supériorité du rang n'est comptée pour rien par
 les Casuistes dans cette défense de la vie, des membres, de l'honneur & des
 biens*, renferme ou suppose la même fausseté qu'on vient de relever
 tout à l'heure ; il avoit que les Casuistes de la Société permettent de
 tuer le Prince injuste agresseur, pour la défense nécessaire de quel-
 que autre chose que la vie.

5° Que M. de Monclar fasse valoir, s'il le veut, contre Concina; ce qu'il dit, que *la troisième raison qui est le tort fait à la République, peut se rétorquer, puisque le Prince est injuste & oppresseur*. Qu'il fasse, dis-je, valoir cette rétorsion contre Concina, qui reconnoît expressément que cette 3^{me} raison a lieu; qu'il la fasse valoir contre le P. Billuard Dominicain, qui décide qu'il est rare que la vie d'un injuste agresseur, soit grandement nécessaire à la République; *Si vita invasoris sit summè Reipublica necessaria; quod rarò consingit*. Mais qu'il ne s'en serve point contre les Jésuites dont aucun ne s'est exprimé comme ces deux Dominicains; ou bien qu'il prouve que la mort d'un Prince, injuste agresseur, ne peut apporter aucun trouble, aucun dérangement dans l'Etat; les Jésuites supposent le contraire, & ils ont raison de le supposer.

Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que M. de Monclar présente la doctrine du Régicide, comme une dépendance du Probabilisme. „ *il faut* dit-il au même endroit, *abjurer le Probabilisme, ou souscrire à l'assassinat*. On ne pourroit croire, si on ne le voyoit de ses yeux, que l'envie de décrier les Jésuites ait porté un Magistrat à dire des choses si dépourvues de raison. *Le choix d'un Jésuite, ajoute-t-il, ne peut gueres floter entre ces deux extrémités*. C'est-à-dire qu'un Jésuite est déterminé à souscrire aux assassinats, au meurtre des Rois, plutôt qu'à abjurer le Probabilisme.

ARTICLE IV.

du Tyrannicide.

Nous rassemblerons sous cet article les Extraits qui attribuent quelque droit aux peuples sur les tyrans; tels sont les Extraits, *Tyrannicè gubernans*, pag. 444, d'Emmanuel Sa; *Planè tyrannum*, pag. 444, de Deltio; *Utrum liceat*, pag. 448, de Valentia; ceux de Mariana, pag. 452, 457; *Ego sanè*, pag. 472, de Hesiuss; *Cum solus Deus*, pag. 478, de Salas; *Utr autem. At verò si*, pag. 482, de Suarez; *Adde si*, pag. 484, de Lessius; *Est unus casus*, pag. 486, de Tolet; *Afferio secunda & tertia*, pag. 489, de Tanner; *Seditio est*, pag. 491, de Castro-Palao; *Quid Jesuita. Qui est tyrannus*, pag. 492, de Bécans; *Dices. Quid si*, pag. 494, du même; *Innocentis occiso. Quidnam*

est seditio, pag. 513, d'Escobar; *Non modò inclinamus*, pag. 528, de Gretzer.

Voilà quatorze Auteurs, tous étrangers, tous très-anciens, & dont le plus récent, qui est Escobar, a écrit il y a plus de cent ans. Mettons à part Mariana, & voyons quelle est la doctrine des autres.

Ils enseignent tous presque la même chose sur le droit des Peuples contre les tyrans, parceque sur cette question ils ne parlent qu'après la foule des Théologiens & des Jurisconsultes, qui leur ont frayé le chemin. Aucun homme tant soit peu versé dans la lecture des Livres de Droit ou de Théologie, soit Scholastique, soit Morale, ne nous contestera la vérité de ce fait, que long-tems avant qu'il y eût des Jésuites, cette question a été traitée dans les Ecoles, & décidée par les Docteurs, comme les Jésuites inculpés la décident, & même par plusieurs avec beaucoup moins de circonspection.

Ils distinguent tous deux sortes de tyrans, l'un d'usurpation, qu'ils appellent *tyran en titre*, *tyran quant à la substance*, *tyran proprement dit*; l'autre d'administration, qu'ils appellent, *tyran dans le Régime ou dans la manière de gouverner*. La différence entre l'un & l'autre tyran, consiste en ce que le premier n'a aucune autorité que celle qu'il usurpe, & que le second revêtu d'un pouvoir légitime, en abuse jusqu'à des excès intolérables. L'un est un Brigand qui attente à la liberté d'un Etat, qui veut envahir le Trône d'un Souverain légitime; ou un séditieux qui se révolte contre son Prince, ou qui veut donner des fers à sa Patrie. L'autre a droit de gouverner, mais il l'exerce d'une manière si tyrannique, qu'il est devenu aussi redoutable à ses Sujets qu'une bête féroce, qu'un monstre furieux.

Cette différence essentielle dans la nature de la tyrannie, en met une très-grande dans le droit que les Auteurs accordent aux Peuples sur ces deux espèces de tyrans.

Pour l'usurpateur, ils autotisent la République à lui faire la guerre, tout le tems que dure son usurpation. C'est un ennemi public contre lequel l'Etat ou le Prince peut ordonner ou permettre à chaque citoyen de défendre la Patrie; & en vertu de cette permission, ou de cet ordre toujours au moins présumé en pareil cas, chaque particulier a droit de chasser l'usurpateur, & d'en délivrer l'E-

tat, même en le tuant, s'il n'y a pas d'autre moyen : *Si tyrannis aliter tolli non possit*. Ils ne reconnoissent en cela ni crime de Lèze-Majesté, ni Régicide, parceque le tyran dont il s'agit n'a aucun titre de supériorité & d'autorité sur ceux qu'il veut opprimer.

Il n'en est pas ainsi du Prince tyran de ses propres Sujets. A quelque excès qu'il porte la tyrannie, aucun particulier, quel qu'il soit, sous quelque prétexte que ce soit, ne peut entreprendre sur lui, ni user à son égard d'aucune violence, de son autorité privée. Dire le contraire, c'est une proposition fautive, séditieuse, detestable & hérétique. Tous les Auteurs Jésuites cités insistent de toutes leurs forces sur ce point; ils s'appliquent à l'établir par les preuves les plus convaincantes, sur tout par le Décret du Concile de Constance contre la doctrine exécrationnable de Jean Petit; Décret qu'ils reconnoissent appartenir à la Foi, même en ce sens précis, qu'aucun particulier ne peut, de son autorité privée, attenter à la vie d'aucun Souverain légitime, sous quelque prétexte de tyrannie, ou pour quelque autre raison que ce puisse être.

Extr. *Solus*,
Pag. 491.

Mais il est vrai que dans le cas d'une tyrannie devenuë intolérable, ils permettent à l'Etat ou à la République de prendre des mesures pour s'en garantir. Les Sujets ne peuvent pas attaquer le Prince, parcequ'il est leur Souverain légitime; autrement ils se rendroient coupables du crime de sédition & de rébellion proprement dite. *Non illis licitum est*, ce sont les paroles de Castro-Palao, *sum Principem, ut verè Dominum aggredi; aliàs seditionem & rebellionem propriè committerent*. Mais selon eux, il y a une autorité publique supérieure au tyran; cette autorité réside dans le Corps de l'Etat, & il peut en faire usage, lorsque le Prince qui n'a été revêtu du pouvoir que pour le bien de la Nation, ne l'exerce que pour sa ruine & sa destruction. L'Etat en Corps ne peut en faire usage que dans une assemblée générale, & elle ne s'étend qu'aux moyens absolument nécessaires pour faire cesser la tyrannie. Si donc on peut mettre un frein à la violence du tyran, sans le déposer, il n'est pas permis de procéder à sa déposition. Si elle est indispensable, mais que d'ailleurs elle suffise, on ne peut aller au delà. Enfin si la violence du tyran continuë malgré sa déposition, ils permettent de porter contre lui une sentence de mort.

Mais

Mais par cette Sentence la vie du Prince est-elle abandonnée à quiconque voudra le tuer ? Nullement, à moins que ce ne soit une Sentence de proscription, qui en donne le pouvoir à quiconque : hors de là personne ne peut attenter sur lui, ni même lui faire aucune violence ; il n'y a que ceux à qui la Sentence en donne la commission, & on ne peut en venir là que dans la nécessité absoluë. *Non tamen statim*, dit Suarez, *posse Regem depositum à quilibet privam personam interficere, imò neque per vim repellere, donec ei precipiatur, vel generalis hac commissio in ipsâ sententiâ vel jure declaretur.*

Defens. Vid. 189.
4. cap. 4. n. 18.

Aussi plusieurs des Jésuites dénoncés ne parlent-ils que du droit de déposer le tyran d'administration, sans faire aucune mention du droit de le mettre à mort. *Potest deponi, si monitus non vult corrigi* ; c'est tout ce que dit Emmanuel Sa. *Sola (Respublica) posset jure oppugnare illum, & vocare in subsidium cives* ; c'est tout ce que dit Valentia, dont Gretzer cite & emprunte les paroles. *Tota Respublica illum regno privare potest.* C'est tout ce que dit Castro-Palao.

Escobar dit absolument du tyran d'administration qu'il n'est pas permis de le tuer. Et par rapport à celui d'usurpation, il ne le permet que dans le cas de l'invasion actuelle, ajoutant que s'il est déjà possesseur du Royaume, il faut un jugement public. Il enseigne la même chose dans son grand Ouvrage de la Théologie Morale. Je crois assez probable, dit-il, qu'il est permis de tuer un tyran d'usurpation, dans le tems qu'il veut s'emparer des Etats d'autrui, & dans l'acte même de l'invasion : car si ce tyran étoit en possession quelconque du Royaume, de la Province, de la Ville qu'il auroit envahi, je tiendrois ce sentiment pour douteux, suspect, & de nature à ne devoir être conseillé à personne ; parcequ'on ne peut ôter à personne ce qu'il possède, qu'auparavant on ne l'ait entendu, & qu'on n'ait jugé sa cause ; d'ailleurs une affaire de cette importance ne doit pas être abandonnée au jugement d'un particulier ; mais elle exige un jugement public ; & dans ce cas-là même, la mort de l'usurpateur ne peut être employée que comme un remède extrême, lorsque tous les autres moyens sont inutiles.

Extr. Innocentius.

To. 4. lib. 11.
sect. 2. Probl. 24.

Ainsi parle Escobar. On voit par-là qu'il est bien éloigné de permettre en aucun cas & en aucune manière le meurtre d'un tyran

Suite de la III. Partie.

A a a a

d'administration, puisque, par rapport au Tyran d'usurpation, il ne le permet que par autorité publique, & dans la dernière extrémité.

C'est pourquoi, lorsque dans l'extrait, *Quidam est seditio*, il dit que le soulèvement des Citoyens contre un Tyran, n'est ni un péché, ni une sédition proprement dite; parceque le gouvernement tyrannique n'est pas dirigé vers le bien commun; 1^o il est fort douteux qu'on doive l'entendre du Tyran d'administration; 2^o quand il s'agiroit du Tyran d'administration, il ne parle que de sa déposition, & il n'accorde ce droit qu'à la République; 3^o son assertion est exactement celle de S. Thomas, dont voici les paroles.

b. 2. qu. 41. art.
2. ad 1.

„ Il faut dire que le gouvernement tyrannique n'est pas juste, parce
„ qu'il n'est point dirigé au bien commun, mais au bien particulier
„ de celui qui gouverne: par conséquent ce n'est point une sédi-
„ tion de troubler un tel gouvernement: *Perturbatio hujus regi-*
„ *minis non habet rationem seditionis*; à moins qu'on ne se com-
„ portât en cela avec tant de désordre, que le peuple souffrit
„ plus de dommage du changement apporté à l'administration
„ tyrannique, que de cette administration même. C'est bien plutôt
„ le Tyran qui est séditieux, lui qui entretient des discordes &
„ des séditions parmi le peuple qui lui est soumis, afin de pouvoir
„ se l'assujettir plus vite: *Ut citius dominari possit*.

Ces dernières paroles montrent que S. Thomas ne parle ici que des Tyrans d'usurpation, qui pour assurer une domination injuste & chancelante, jettent des semences de division parmi les citoyens, pour les empêcher de se réunir contre lui. Or si S. Thomas n'a eu en vue que ces sortes de tyrans, il en faut dire autant d'Escobar, dont l'assertion est évidemment la même pour le fond que celle du S. Docteur.

Voilà l'exposé fidèle de la doctrine des treize auteurs Jésuites, ou plutôt de presque tous les Théologiens & les Jurisconsultes qui les ont précédés. Pour ne parler que du Tyran d'administration, & du droit que cette doctrine accorde au Corps de la Nation, de le déposer & de lui faire son procès, sans examiner si ce droit est conforme ou non à la constitution des autres États, nous le jugeons absolument incompatible avec la constitution de la Monarchie Française, notre Nation ne pouvant s'arroger, & ne s'étant jamais

arrogé aucune autorité pour juger le Roi, en quelque cas que ce soit, n'ayant pas même le droit de s'assembler, & lorsqu'elle est assemblée par ordre du Roi, n'ayant d'autre voie pour traiter avec lui des besoins du Royaume & des défauts dans l'administration, que la voie de remontrances & de représentations. Et notre douleur, puisqu'il faut le dire, est de voir que ces anciens principes de la Monarchie, toujours soutenus en France par les Jésuites, reçoivent aujourd'hui de mortelles atteintes par les écrits de nos nouveaux Philosophes, & que leurs maximes séditieuses aient passées jusque dans des ouvrages où l'on n'auroit jamais dû s'attendre à les voir.

Ce que nous disons encore, c'est qu'en quelque pays que ce soit, cet enseignement, fût-il vrai relativement à la constitution de quelque Etat, ne peut être que pernicieux & dangereux, si on le laisse parvenir jusqu'au peuple, si on le lui débite, si on le lui inculque, si on le lui présente revêtu de beaucoup d'autorités, comme a fait le Rédacteur, aussi coupable par cet endroit envers le Roi & envers l'Etat, qu'il l'est à d'autres égards envers la Religion, l'Eglise & les Jésuites. Jamais on ne doit parler aux Peuples, que d'obéissance, de soumission, de patience. L'Evangile, la raison, le bon ordre, la tranquillité publique ne permettent pas qu'on leur donne d'autres leçons, & l'expérience de tous les tems a appris que le bonheur d'une Nation est attaché à sa constante & inviolable fidélité envers ses Maîtres légitimes, de quelque manière qu'ils la gouvernent: qu'au contraire tous les malheurs sont venus fondre sur elle, lorsqu'elle a ébranlé le principe fondamental de la subordination, & qu'elle s'est arrogé le droit de juger ses Souverains. Ce droit, soit qu'on l'aie, ou qu'on croie l'avoir, lorsqu'on en use, est la source des plus funestes révolutions, qui aboutissent enfin à la ruine de l'Etat. Un silence éternel la-dessus vis-à-vis des peuples est donc ce qu'il y a de plus avantageux pour eux.

Qu'on nous montre que les Auteurs accusés se soient écartés d'une règle si sage & si indispensable. Si dans des Livres destinés aux Theologiens & aux sçavans, ils ont parlé du droit de la Nation contre un usurpateur, ou un Prince tyran, & s'ils en ont parlé con-

formément aux principes universellement reçus dans les Pays où ils écrivoient, ils ne l'ont fait les uns que par la nécessité d'une juste défense, & pour montrer l'énorme différence qu'il y a entre cette doctrine, & la doctrine meurtrière que les Héretiques imputoient plutôt à l'Eglise Catholique, qu'aux Jésuites; c'est ce qui a mis la plume à la main de Heissius, de Suarez, de Bécane, de Gretzer; les autres, tels qu'Emmanuel Sa, Valentia, Salas, Lessius, Toler, Castro-Palao, Tanner, Escobar, n'en ont parlé, que parcequ'il étoit d'usage de traiter ces questions dans les écrits Théologiques; quelques-uns ne pouvoient gueres se dispenser d'en parler en commentant S. Thomas, dont plusieurs articles ont rapport à cette matiere; & Delrio, dans ses Notes sur Sénèque, a plutôt écrit pour réfuter la maxime de ce Poëte tragique, que pour l'adopter.

Mais enfin, quelque fausse, quelque dangereuse que soit cette doctrine; quelque imprudence qu'il y ait eu de la part de ces Auteurs à traiter une matiere si odieuse & si délicate; est-ce là l'enseignement du Régicide, dans le sens que l'entendent le Rédacteur, les Arrêts & les Comptes-rendus? A-t-on prétendu que le crime des Jésuites en ce point consistoit en ce qu'ont dit quelques-uns d'entr'eux que, si un usurpateur venoit les armes à la main pour s'emparer d'un Etat, tout citoyen de cet Etat pouvoit le regarder comme un ennemi public, opposer la force à son entreprise, & le tuer dans le moment même de l'invasion, si cela étoit nécessaire pour garantir la Patrie? Mais comme je l'ai déjà remarqué, où est ici le crime de Lèze-Majesté? Où est le Régicide? Si dans une guerre juste, il est permis de tuer l'ennemi, qu'elle guerre plus juste que celle qui se fait contre un pareil tyran? Et quelle cause pourra armer le bras du citoyen, si ce n'est point la cause même de son Souverain qu'on veut détrôner, la cause de sa Patrie, à qui on veut ravir la liberté? Non, non, cet enseignement n'eût jamais rien de contraire à la sûreté de la vie des Princes; & il ne doit faire trembler que des Brigands & des Scélérats.

A-t-on même prétendu que le crime des Auteurs dénoncés consistoit à dire que si un Roi devenoit un Phalaris ou un Néron par sa cruauté à l'égard de ses propres sujets, les Etats généraux du

Royaume pourroient s'assembler, lui ôter le gouvernement, & même le condamner à mort, s'il n'y avoit pas d'autres moyens d'arrêter ses cruautés & d'empêcher la ruine de l'Erat? Nous nous sommes expliqués sur cette doctrine de maniere à en faire sentir tout le danger. Mais ce n'est pas d'elle qu'on a pu dire avec vérité, qu'elle *créoit contre la vie des Rois un péril toujours présent*, & qu'elle a produit *des effets sacrilèges qu'on n'a pu voir sans horreur*. Ce seroit faire la plus cruelle insulte aux Monarques, que de leur faire envisager dans cette doctrine un péril toujours présent pour leur personne; ce seroit supposer qu'ils sont autant de monstres, ou que leurs sujets les regardent comme tels. Or selon la reinarque de M. de Monclar, *il n'est point dans nos mœurs, ni dans ces*

Arrêt de Paris,
du 6 Août 1732.
Pag. 18.

Compte rendu,
pag. 225.

les d'aucune Nation policée, *que des Princes légitimes soient tyrans de fait de leurs sujets, & que les sujets arment leur bras contre leurs Souverains par le transport fanatique d'un faux patriotisme.*

Ce qu'on a voulu faire entendre & aux Princes & aux Peuples, c'est que la doctrine des Jésuites forme des Clément, des Châtel, des Ravaillac; qu'elle apprend qu'il y a des cas où il est permis d'attenter à la vie des Rois, qu'elle arme les fanatiques de toutes les Nations; que les principes de cet horrible fanatisme, qui livre le Prince le plus juste, le plus chéri, le plus Religieux à la fureur d'un assassin, ont été constamment répandus par les écrits des Jésuites; qu'ils n'ont pas dit aussi souvent des autres hommes que des Rois, qu'un simple particulier pouvoit les tuer de son autorité privée; que pour connoître quels étoient sur le Régicide les principes d'Aquaviva, il suffisoit d'observer que c'est sous son règne, que les Jésuites ont embrasé la France du feu de la ligue, qu'Henri III. & Henri IV. ont été poignardés, que les jours d'Elisabeth ont été sans cesse menacés, que Pierre Paine voulut assassiner le Prince d'Orange, que l'Angleterre a vu éclater la conspiration des poudres: ce qu'on a voulu faire entendre, c'est que l'enseignement & pratique d'attentats à l'autorité & à la vie des Princes de la part des Jésuites résulloit du Recueil des Assertions; que cet enseignement créoit contre la vie des Princes un péril toujours présent, & ne s'étoit que trop accrédité par les sacrilèges effets qu'on n'a pu voir sans horreur. Car voilà de quels traits MM. de la Chalotais &

La Chal. 1. C. R.
Pag. 161. 162.

Monclar. C. D.
pag. 226.

Pag. 243.

Pag. 447.

Arrêt du 6 Août
1702. pag. 12.

Ibid. pag. 18.

de Monelar , & l'Arrêt définitif de Paris caractérisent l'accusation du Régicide intenré contre les Jésuites.

Or j'en appelle à tout Juge équitable, y a-t-il rien de semblable dans aucun des Extraits q' on a vûs jusq'ici? N'est ce point là la calomnie la plus noire & la plus avérée? Mariana est le seul à qui on puisse faire une partie des reproches que contient cette affreuse imputation; & on ne peut sans injustice étendre sa faute à aucun de ses Confreres.

Le Rédacteur au reste fait dire à Mariana ce qu'il ne dir point. Ces paroles, *neque enim id in privati cujusquam arbitrio ponimus*, dont le sens est tout à fait exclusif, sont ainsi traduites: *Car nous n'abandonnons point la décision de ce point au jugement de TOUT particulier.*

Si la version Françoisse du Recueil paroît dire le contraire, c'est par un contresens, auquel le texte de Mariana se refuse absolument. Voici ce qu'on lui fait dire. *Car nous n'abandonnons point la décision de ce point au jugement de tout particulier*: comme s'il l'abandonnoit au jugement de quelques-uns, & que ces paroles, *non in privati cujusquam arbitrio ponimus*, n'eussent pas un sens tout à fait exclusif.

Ce n'est pas la seule falsification qu'on se soit permise dans la traduction des extraits de cet Auteur; si on ne les a pas relevées dans la premiere Partie, c'est qu'on n'a pu se persuader que le Rédacteur eût pris plaisir à envenimer davantage une doctrine déjà assez mauvaise d'elle-même.

Extra. Recueil, p. 452.

Tantôt on le représente comme insinuant qu'il faut *persuader aux Peuples, qu'il est permis aux Sujets de tirer vengeance des crimes de ceux qui les gouvernent*, tandis que Mariana ne parle que de la persuasion où seroient les Peuples, qu'il est permis aux Sujets de juger des fautes de leurs Princes: *si fueris populis persuasum, fas esse subditiis Principum peccata judicare.*

Extra. Mar. fust, pag. 453, 454.

Tantôt on lui fait dire; *je crois que les Philosophes & les Théologiens s'accordent en ce point, sçavoir*, qu'il est permis à toutes sortes de personnes de tuer un tyran d'usurpation; au lieu que Mariana dit qu'il voit que les Philosophes & les Théologiens s'accordent en ce point. *Equidem in eo consensire tum Philosophos, tum Theologos video.*

Même Recueil.

S'il dit que ce fut pour le crime d'avoir opprimé le Peuple de Dieu, & de l'avoir mis en servitude, qu'Aod tua Eglon; *quo merito*

Aod muneribus in Eglonis Moabitarum Regis gratiam insinuat, eum peremit : on empoisonne ces mots, quo merito, & on les traduit comme si ils signifioient que le mérite d'Aod consiste en ce qu'il a tué Eglon.

Mariana dit ; je ne croirai pas coupable d'une action injuste celui qui secondant les vœux de toute la Nation , tue un tyran d'administration , qui détruit la Religion , & qui attire l'ennemi dans ses Etats : *qui votis publicis favens eum perimere tentavit, handquaquam iniquè eum fecisse existimabo*. On supprime ces mots ; *votis publicis favens*, qui marquent que le particulier n'agit pas de son autorité privée , & on traduit : *Quiconque entreprendra sur la vie d'un tel Prince, jamais je ne le croirai coupable d'une action injuste*.

Ext. Sord,
Pag. 414. 415.

Enfin Mariana représentant la condition malheureuse d'un Tyran, qui s'est rendu odieux à ses Sujets, dit que par une suite inévitable, quiconque se fait craindre , a aussi à craindre pour lui-même : *Timentat videlicet necesse est, qui terret*. Maxime vraie en politique ; maxime que Racine met à la bouche de Burrhus , lorsqu'il lui fait dire à Néron ; *Craint de tout l'Univers, il vous faudra tout craindre*. Dans la traduction, on donne à ces paroles un tour fanatique qu'elles ne présentent pas. *Tremble donc, quiconque regne par la crainte*.

Ext. Miscom,
Pag. 450.

C'est par de tels artifices qu'on a réussi à augmenter l'odieux de la doctrine de Mariana : on en a usé de même à l'égard de Suarez, de Castro-Palao & d'Escobar. Suarez parle du droit qu'un Etat a de se défendre contre un Prince qui l'attaque actuellement, pour le détruire contre toute justice, *Ut illam injustè perdat*. On supprime dans le françois le mot *injustè*.

Ext. Arvini,
Pag. 412.

Castro Palao définit la sédition, la guerre qu'une partie de la République fait contre l'autre, ou contre son Prince. *Seditio est bellum aggressivum unius partis Reipublica adversus aliam, vel adversus suum Principem*. On traduit : „ La sédition est une guerre entre deux „ partis de la République qui s'attaquent réciproquement, ou qui „ attaquent le Prince. “ Comme s'il n'y avoit de sédition, que quand l'attaque est réciproque entre les deux partis, ou quand ils se réunissent pour attaquer le Prince : car voilà le sens que présente cette infidèle traduction. Plus bas on traduit, *Adversus Principem, contre un Tyran*, comme si dans la pensée de l'auteur, *Prince* & *Tyran* étoient synonymes.

Ext. Arvini,
Pag. 491.

Esco. *humoriste*,
pag. 518.

Escobar dit qu'il n'est jamais permis de tuer un Tyran d'administration, *Tyrannum gubernatione occidere non licet*. On traduit : *Il n'est pas permis de tuer un Tyran qui l'est par sa conduite.*

F. 178. *Quidam*,
ibid.

Il dir au sujet de la sédition qu'elle est un crime de Lèze-Majesté, si elle se fait pour soustraire une Ville à l'obéissance du Prince ; mais que c'est seulement une sédition, si elle a pour but la déposition des Magistrats : *Si autem ad deponendum magistratus, solummodo seditio est*. On transpose le *solummodo*, & on traduit : *Si elle n'a pour but que de déposer les Magistrats, c'est une sédition.*

ARTICLE V.

Suite de la même matière.

LEs extraits dont il nous reste à traiter, n'ont de rapport à la doctrine du Régicide, que celui qu'il a plu au Rédacteur d'y imaginer, & plus on les examine, moins on voit sur quel fondement il les a placés sous un titre si odieux. Il suffira pour le montrer de les parcourir rapidement.

A la page 409 du Recueil, on rapporte l'extrait suivant d'Ayrault. „ Est-il permis à un chacun de tuer celui qui est Souverain „ légitime, mais qui abuse de son pouvoir à la ruine de ses peuples ? „ Je réponds que non, & même que celui qui le soutiendrait opinerment, seroit hérétique, ainsi qu'il est décidé dans le Concile de Constance. “ Suit la proposition de Jean Petit condamnée par ce Concile. „ La raison, continuë Ayrault, est que l'action de „ mettre à mort les malfaiteurs, n'est permise, qu'autant que la „ chose est jugée convenable au bien public ; donc cela n'appartient qu'à celui qui est chargé du bien public, & par conséquent „ à celui-là seulement qui exerce l'autorité publique, tel que n'est „ aucun particulier. “

Voilà ce que dit Ayrault. Du reste il ne dit rien qui fasse entendre qu'aucune autorité publique puisse juger & punir le Souverain. C'est donc le Rédacteur qui tire faussement cette conséquence, en plaçant cet extrait sous le Régicide.

Jettons maintenant un coup d'œil sur la version françoise. On rend, *Occisio malefactorum* par le meurtre des malfaiteurs. Expression très-

rrès-impropre : car a-t-on jamais dit qu'un Juge eût commis un meurtre, en condamnant à mort un malfaiteur. Le meurtre porte avec soi l'idée de violence & d'injustice. On traduit encore, *Qui publicâ autoritate fungitur, qualis non est quilibet particularis : celui qui exerce cette autorité publique, que chaque particulier n'a pas* : quelle est cette autorité publique ? celle sans doute de mettre à mort les malfaiteurs, fussent-ils Princes. Voilà ce que signifie le pronom *Cette*, qui n'est pas, ni ne peut être dans le latin, puisque Ayrault ne suppose point qu'une telle autorité réside dans le l'ublic à l'égard des Princes. Pourquoi enfin le fait-on déraisonner, en traduisant, *Qualis non est quilibet particularis : que chaque particulier n'a pas ?* tandis que par toute la suite de son texte, il est évident qu'il veut dire qu'aucun particulier n'est revêtu de l'autorité publique nécessaire pour mettre à mort les malfaiteurs. C'est peu de le faire déraisonner ; on a voulu donner à entendre que s'il n'accordoit point à *chaque* particulier, il accorderoit du moins à quelques-uns l'exercice de *cette* autorité publique, qui met à mort les malfaiteurs, fussent-ils Princes : ce qui est une insigne falsification.

L'extrait de l'Apologie des Casuistes, qu'on lit à la page 512, se réduit à l'argument suivant, dont le but unique est de convaincre & de réfuter par ses propres paroles l'adversaire que combat l'auteur de l'Apologie. Quoique Dieu ait défendu à Noë & à ses enfans de verser le sang d'aucun homme, vous convenez qu'il faut excepter de cette défense les Souverains & les Républiques, à qui la loi naturelle donne le droit de faire mourir les malfaiteurs ; vous en exceptez encore les particuliers, dans le cas où un injuste agresseur veut leur ravir la vie ou la pudicité : cependant vous n'appuyez ces exceptions sur aucun texte de l'Ecriture, mais uniquement sur le droit naturel. Vous n'êtes donc pas fondé à récuser ce même droit naturel, lorsqu'il s'agit de décider quels sont les cas d'exception au précepte qui défend d'ôter la vie au prochain.

Tel est l'argument de l'Auteur : on défie le Rédacteur d'y montrer autre chose. C'est néanmoins de cet Extrait que M. de Montclar conclut que „ les Jésuites ont soutenu que les Souverains n'ont „ reçu de Dieu, ni par l'Ecriture, ni par la tradition, le droit de

Suite de la III. Partie.

B b b b

Note 7^e pag.
114.

„ de vie & de mort ; & que c'est la raison naturelle qui leur ap-
 „ prend qu'on doit en user. „

L'auteur de l'Apologie dit seulement à son Adversaire , “ Si vous
 „ ne justifiez pas mieux que vous avez fait jusqu'à présent , que c'est
 „ par une permission expresse de Dieu , que les Souverains ôtent la
 „ vie aux méchans. &c. „ Il n'y a aucun rapport entre cette phra-
 „ se , & l'Affertion que M. de Monclar prête non-seulement à cet Au-
 „ teur , mais à tous les Jésuites.

Exit. *Proverbia-
 rum*, pag. 486.
 in 4^o pag. 32.
 11.

Nous ne pouvons mieux justifier Fernandius , que par les propres
 paroles de M. de Sarlat dans son Instruction Pastorales. „ Ce Jésuite,
 „ dit-il, recherche dans son Commentaire sur les visions de l'an-
 „ cien Testament, pourquoi les Monarchies furent représentées à
 „ Daniel sous la figure d'une statuë humaine ; & se conformant à la
 „ pensée de Théodoret, qui remarque sur cet endroit de l'Ecriture
 „ Sainte, *qu'une statuë est une image de la chose, & non pas la chose*
 „ *même* ; il en conclut que cette figure de statuë annonce que les
 „ Monarchies n'ont point cette grandeur intrinsèque & essentielle,
 „ qui ne convient qu'à Dieu seul, & que c'est cette raison pour
 „ laquelle l'Ecriture dit que la grandeur d'un Roi est dans la mul-
 „ titude de son peuple ; que c'est aussi pour cette raison qu'Isaïe,
 „ après avoir parlé de la Supériorité essentielle de Dieu pardessus
 „ toutes les créatures, ajoute en parlant des Rois de la Terre, que
 „ *Dieu traite les scrutateurs des secrets, comme s'ils n'étoient pas, & les*
 „ *Juges de la terre, comme un néant ; qu'aussi leur Trône n'est ni plan-*
 „ *té, ni semé, ni enraciné dans la terre.*

„ D'après ces grandes idées de l'Ecriture toujours sublime, mais
 „ sur-tout lorsqu'elle parle des vanités du monde, Fernandius con-
 „ clud avec Théodoret que les Monarchies ont été montrées en
 „ songe au Prophète , parcequ'elles ne sont que des fantômes
 „ devant Dieu , & qu'elles n'ont de réalité que dans une pompe
 „ fidice.

„ Voilà , poursuit ce Prélat , la vanité des grandeurs humaines
 „ établie. Mais l'auteur a-t-il prétendu insulter aux Souverains,
 „ & anéantir leur pouvoir ? Ne cherchons que dans lui-même sa
 „ propre justification. Il demande pourquoi les Monarchies sont
 „ représentées dans cette vision sous l'emblème des métaux , que

„ la vertu du Soleil engendre dans les entrailles de la terre. Il
 „ répond que c'est parceque les Royaumes sont établis sur la terre,
 „ mais qu'ils sont arrangés par la Providence de Dieu dans le Ciel.
 „ Après des images tirées de l'Ecriture, qui expriment cette no-
 „ ble origine, il ajoute : *Ainsi, quoique le Roi par sa condition ne*
 „ *differe pas des autres hommes de la terre ; cependant son cœur, c'est-*
 „ *à-dire, ses loix, ses ordonnances, ses desseins, son administration sont*
 „ *régis par une conduite spéciale de la Providence.* Peut-on donner une
 „ plus belle idée du pouvoir des Rois & des motifs indispensables
 „ de leur obéir ? & auriez-vous crû qu'un auteur qui en a si bien
 „ parlé, pût être mis au rang des Régicides ? »

L'extrait de Justiniani n'a rien non plus qui blesse en aucune
 maniere le pouvoir des Rois. 1° en expliquant ces paroles de l'A-
 pôtre aux Romains, *Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit*,
 il combat l'erreur de ceux qui avoient prétendu autrefois que les
 Chrétiens n'étoient pas sujets aux loix civiles ; il dit que S. Paul
 dans le texte cité détruit cette idée fausse & impie : *Falsam atque*
impiam suspensionem. Il ajoute que S. Paul parle ici principalement
 de la puissance politique des Princes ; mais qu'on peut aussi l'en-
 tendre de l'autorité des Supérieurs Ecclésiastiques ; que d'ailleurs
 on n'en peut rien conclure contre l'immunité des Clercs, comme
 ont fait les hérétiques abusant de ce passage ; & que comme tout
 sujet doit obéir à son Prince légitime, c'est une conséquence que
 les Ecclésiastiques soient soumis à leurs Prélats ; que cependant
 ils ne s'uit pas évidemment de ces paroles de l'Apôtre, qu'ils soient
 soumis aux Laïcs & aux Princes politiques, dans le sens que le
 prétendoient les Hérétiques qu'il réfute. Il n'est donc question ici
 que de l'immunité des Clercs, telle qu'elle est établie dans le
 Droit commun : & quand Justiniani dit qu'il n'est pas évident
 que les Clercs soient soumis à la juridiction laïque, on ne peut
 & on ne doit l'entendre que par rapport à la force coercitive, &
 quant aux jugemens & aux peines.

2° Expliquant ces autres paroles, *Non est enim potestas nisi à Deo*,
 il établit après Théophylacte, que toutes les puissances sont insti-
 tuées de Dieu : ensuite il dit qu'il auroit bien des choses à dire
 en cet endroit contre les efforts peu sensés de ceux qui tâchent

de prouver que toute puissance politique vient immédiatement de Dieu, *proximè* ; & qu'elle ne peut être restreinte ni changée par qui que ce soit ; ceux qui pensent de la sorte, continue-t-il, s'unissent aux hérétiques, c'est-à-dire, aux ennemis de l'Eglise & de la vérité. Le Rédacteur s'arrête là, & laisse à entendre aux Lecteurs que, selon Justiniani, la puissance politique ne vient pas de Dieu : cependant cet auteur dans les paroles qu'on a rem-placées par des points, déclare qu'il faut obéir aux Magistrats, parcequ'ils tiennent de Dieu leur autorité. *Certè idcirco Magistratibus parendum est, quia auctoritatem divinam acceperunt.* Et il s'applique à prouver cette vérité, qu'il appuie de l'autorité de S. Pierre, de S. Irénée & de S. Augustin selon lequel la puissance même de ceux qui nuisent, vient de Dieu : *Etiam nocentium potestas non est nisi à Deo.* Il y a donc bien de la différence, dans la pensée de Justiniani, entre tenir son autorité de Dieu, & la tenir d'une manière immédiate & très-prochaine, *maximè*. Nous allons voir tout-à-l'heure ce qu'il entend par là ; le Rédacteur par des sup-pressions continuelles a mis tout en œuvre afin que l'on confondît ces deux choses ; & quel est le Lecteur, à moins qu'il ne soit très-versé dans les matières Théologiques, qui en lisant l'extrait de Justiniani, fasse attention au mot *proximè*, d'où dépend l'intelligence du sens de l'auteur, & qui ne soit scandalisé de lui entendre dire qu'aucune puissance politique ne vient immédia-tement de Dieu, parcequ'on lui cache ce que l'auteur a voulu dire par là ?

3^o Le Rédacteur présente encore cette phrase de Justiniani :
 „ A l'exception de la puissance Ecclésiastique, il n'y a aucune
 „ autre puissance parmi les hommes, qui ait reçu immédiate-
 „ ment de Dieu sa force & son autorité, & qui puisse affirmer
 „ avec vérité, qu'il lui est permis par autorité divine, de faire
 „ ceci ou cela. „

Voilà encore une phrase très-propre à scandaliser ceux qui ne sont pas au fait des questions Théologiques & du langage des Ecoles. Écoutons Justiniani lui-même ; il va se justifier d'une manière à lever tous les doutes que fait naître l'artificieux Compi-
 lateur.

Il explique ces paroles de S. Paul, *Itaque qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit*, qu'il rapproche de celles-ci de S. Pierre, *Quia sic est voluntas Dei.* Dans l'un & l'autre passage, dit-il, ces expressions présentent un ordre de Dieu. Car ceux qui violent les loix humaines, péchent non seulement contre les Princes, & les Législateurs, mais aussi contre Dieu, qui est le premier auteur de toute puissance. C'est pourquoi l'Apôtre ajoute avec raison ; *Ceux qui résistent, s'exposent d'eux-mêmes à la damnation* : ce qui explique en quel sens il vient de dire tout à l'heure, qu'il n'y a point de puissance qui ne soit de Dieu.

En effet dans la puissance on peut considérer quatre choses ; le droit de commander, l'application de la puissance, sa force & son autorité, & enfin son usage. Le droit de commander & l'obligation d'obéir viennent de Dieu qui, comme auteur de la nature, a donné aux hommes une intelligence, par laquelle ils comprennent que la société humaine ne peut se maintenir, ni aucun Etat être administré sans quelque principauté : en sorte que, quand l'état d'innocence auroit persévéré, il y auroit eu dans cet état des supérieurs & des inférieurs. L'application de la puissance vient de Dieu, soit parcequ'il veut que tel ou tel regne, soit parcequ'il permet qu'un homme soit élevé au commandement, ou par le suffrage du Peuple, ou par la force, ou par le droit de succession, ou par quelque autre voie humaine. Mais l'autorité du commandement renfermée dans telles ou telles bornes, dépend entièrement de la volonté des hommes ; & c'est pour cela que, selon la nature & la qualité du gouvernement, l'autorité est ici plus étendue, là plus resserrée. Enfin l'usage dépend de l'homme, qui en use quelquefois bien, quelquefois mal. "

Mais la puissance Ecclésiastique est la seule qui dépende de Dieu d'une manière très prochaine, c'est lui qui a donné aux Prêtres le pouvoir de remettre les péchés, de consacrer le Corps de Jesus-Christ &c. aux Evêques & au Souverain Pontife les Clés du Royaume des Cieux, c'est-à-dire, une certaine autorité suprême dans l'Eglise. "

Ce texte contient une explication bien précise de la pensée de

Justiniani; & non-seulement il ne contient rien de répréhensible, mais rien qui ne soit exactement vrai. Aussi le Rédacteur l'a-t-il supprimé, pour s'attacher à la phrase suivante, qui détachée de ce qui la précède & de ce qui la suit, peut donner lieu à une mauvaise interprétation. Je dis, de ce qui la suit; car cette phrase est tranchée par le milieu dans l'Extrait; & Justiniani, après avoir dit, qu'aucune puissance, excepté l'Ecclésiastique, n'a reçu son autorité immédiatement de Dieu, & ne peut affirmer avec vérité que telle ou telle chose lui est permise par l'autorité Divine, continué en ces termes :

„ D'autant que les bornes du pouvoir des Magistrats sont fixées par
 „ les Princes Souverains; & que ceux-ci n'ont pas tous les mêmes
 „ droits, la même autorité : car l'autorité du Roi de France n'est
 „ pas la même que celle du Roi d'Espagne; celle des Rois de Po-
 „ logne & de Hongrie est encore bien différente &c.

Toute la doctrine de Justiniani se réduit donc à ceci; l'étendue & les bornes du pouvoir Ecclésiastique viennent immédiatement de Dieu. Pour la Puissance Séculière, quoique Dieu en soit l'Auteur, & que ce soit lui qui donne les coutumes à qui il lui plaît, cependant elle n'a pas par-tout les mêmes droits, mais elle diffère selon les gouvernemens; & les Loix fondamentales qui dans chaque Etat fixent la nature de l'autorité, ont leur origine dans la volonté des hommes. Y a-t-il rien là qui mérite l'animadversion du Censeur le plus sévère ?

Recueil, p. 521.

Mais que penser de la matière de versification dictée par le P. Mamachi, & du bruit qu'a fait le Parlement de Rouën à ce sujet ? On ne pouvoit deviner dans le tems à quoi tendoit tout ce fracas pour six Vers dont la pensée se trouve dans tous les Auteurs anciens & modernes ; le dessein de perdre les Jésuites n'avoit pas encore éclaté. Cette affaire du P. Mamachi, celle du P. de Dessus-le-pont à Nantes, & celle du P. le Roux à Caën, en étoient les préliminaires.

Quoiqu'il en soit, la pensée de cette matière de Vers est celle-ci : les crimes heurtés font quelquefois les héros ; celui que la France appelle aujourd'hui du nom de brigand, elle l'appellera un Alexandre, s'il réussit dans ses projets ; le crime heureux cesse d'être crime. Ces Vers furent dictés à l'occasion de Mandrin.

L'innocence de l'Auteur paroît par sa déclaration, que le Patle-

ment de Rouën a insérée dans son Arrêt, & que le Rédacteur a supprimée; la voici. „ Je suis sensiblement affligé d'avoir dicté la
 „ matiere de six Vers, qui a occasionné l'animadversion de la Cour.
 „ Il me suffit qu'elle ait paru susceptible d'un mauvais sens, pour
 „ que je trouve de l'imprudence à l'avoir dictée. Je déclare que je
 „ n'ai entendu ni expliqué ladite matiere que dans le sens de criti-
 „ que qu'elle présente, ainsi que grand nombre d'Auteurs ont fait
 „ avant moi. Je condamne formellement & je déteste de tout mon
 „ cœur tout autre sens, toute autre interprétation qu'on a pû lui
 „ donner. & qui sont autant opposés à ma façon de penser, qu'ils
 „ sont contraires aux principes de la saine Morale & de la Religion. „

Pour ce qui est de la matiere en elle-même, il est certain qu'elle ne présente qu'une critique de l'aveuglement du vulgaire, qui juge ordinairement des actions par le succès; cette critique se trouve dans une foule d'Ecrivains, & il ne vient pas à l'esprit de lui donner un autre sens en la lisant. Le dessein de perdre & de détruire, peut seul bâtir une accusation de Régicide sur un pareil fondement. S'il y a eu de la faute dans le P. Mamachi, ce ne peut être qu'une faute d'imprudence, d'avoir donné à des enfans un Thème au-dessus de leur portée, & dont ils n'étoient pas en état de saisir au juste la pensée; c'est tout ce que les personnes sensées y ont trouvé à redire. Passons à d'autres Extraits.

Lorin dit que Pierre ayant eu plus de zèle que les autres Apôtres, lorsqu'à l'exemple de Phinées, comme l'a remarqué S. Ambroise, il frappa le serviteur du grand Prêtre, on peut croire que c'est pour cette raison entr'autres, que Jesus-Christ lui a confié le Souverain Sacerdoce.

Extr. Quenon,
 pag. 414.

Qu'est-ce que le Rédacteur blâme ici? Est-ce la maniere dont Lorin parle de l'action de Phinées, qu'il attribue à un vrai zèle? Cette action est louée dans l'Ecriture, & *reputatum est et in justitiam*; & Dieu la récompensa par le Sacerdoce dans la personne de Phinées & de ses descendans. Est-ce la comparaison du zèle de Phinées avec celui de S. Pierre, lorsqu'il frappa le serviteur du Grand Prêtre? Cette comparaison est de S. Ambroise cité par Lorin. Est-ce la conjecture que ce zèle de S. Pierre a pû être une des causes pour lesquelles Jesus-Christ lui a confié le souverain Sa-

Psalm. 103. 37.

In Luc. cap. 2.

cerdoce : Mais cette conjecture est fondée sur ce que le zèle de Phinées a été récompensé du Sacerdoce.

Lorin ajoute ; „ & s'il y a quelque lieu à la comparaison , nous „ pouvons assurer qu'Ignace a été choisi pour être le Chef de notre Ordre , parcequ'il vouloit tuer un Maure qui avoit blasphémé , de même que Moÿse qui tua l'Egyptien insolent , fut fait „ Chef du peuple Hébreu , & David qui tua le superbe Goliath , „ fut fait Roi. » La comparaison ne roule pas comme dans l'Extrait , où cette phrase est coupée par le milieu , entre le choix de S. Pierre pour le souverain Sacerdoce , & celui de S. Ignace , pour être le Fondateur de la Compagnie de Jésus ; mais entre ce même S. Ignace , & Moÿse conducteur du Peuple Hébreu , & David.

En vain chercheroit-on ici quelque vestige du Régicide. Ce qu'on pourroit reprocher à Lorin , c'est que sa doctrine paroît sanguinaire. Mais qu'on y prenne garde ; ce n'est point ce premier mouvement qui porta S. Ignace à tuer le Maure blasphémateur , que Lorin approuve ; il n'ignoroit pas que Massée & l'Historien de la Compagnie condamnent ce dessein , & le représentent comme une tentation du Démon ; que Massée dit en particulier qu'en cette occasion il évita avec plus de bonheur que de sagesse de commettre un péché mortel : *Lethalis noxa crimen felicius effugis quam sapientius*. Ce que Lorin approuve , c'est le motif qui animoit S. Ignace , c'est le zèle qui l'enflammoit pour l'honneur de Dieu & de la Sainte Vierge. Le lecteur auroit vû que tel est le but de cet Ecrivain , si on ne lui avoit pas dérobé la phrase qui précède immédiatement l'extrait. » Enfin dit-il , S. Cyprien nous exhorte „ par l'exemple de Phinées , si nous avons reçu l'esprit de Dieu , à „ être animés du zèle de la Foi divine ; parceque ce zèle plut à „ Dieu , le gagna , & apaisa sa colere & son indignation contre „ son peuple. Et s'il est des personnes qui doivent en être remplies plus que les autres , ce sont ceux qui ont embrasé l'Ordre Clérical. »

Du reste Lorin avertit que l'action de Phinées fut l'effet d'une inspiration particulière de Dieu , & que son exemple n'est point à imiter en cela. » Gralien , dit-il , nous apprend que cet exemple „ n'est point à suivre mais à admirer ; & ce qui fut réputé à justice dans

Mass. Vita S.
I, not. lib. 1.
cap. 3.

Hist. Soc. Lib. 1.
n. 16.

„ dans Phinées, seroit dans les Prêtres un crime absolument posé à la sainteté de leur état. „ Et quelques lignes plus bas : „ Gratien observe qu'en ce cas & dans les autres de même nature, il y eut une inspiration & un ordre de Dieu; que du reste, il est défendu à qui que ce soit de prendre les armes de son „ autorité privée pour donner la mort à quelqu'un. *Ceterum pro-* „ *hiberi ne quis sua autoritate in necem alicujus armetur.* „ Il suit de ce passage que Lorin condamne toute action de la nature de celle de Moïse, de Phinées, de S. Pierre, tout dessein semblable à celui de S. Ignace, à moins d'un ordre & d'une inspiration spéciale de Dieu. C'est donc à tort qu'on reprocheroit à ce Jésuite de favoriser l'homicide, & à plus forte raison le Régicide.

Tous les Extraits que l'on rapporte du Cardinal de Lugo, à la page 510 & 511, ne sont que des lambeaux d'un article où cet Auteur examine la puissance & le droit qu'a l'Eglise de prêcher la Foi aux Infidèles.

Tout le fond de sa doctrine se trouve dans S. Thomas lui-même, dont voici les paroles. „ Les Infidèles doivent être contraints par „ les Fidèles, si ceux-ci sont assez forts pour cela, à ne pas mettre „ obstacle à la Foi par leurs blasphèmes, leurs mauvais conseils, „ ou par des persécutions ouvertes. C'est pourquoi les Fidèles de „ Jesus-Christ font souvent la guerre aux Infidèles, non pour les „ forcer à croire, puisque quand même ils les auroient vaincus & „ réduits en captivité, ils les laisseroient libres d'embrasser la Foi; „ mais pour les contraindre de ne pas empêcher la prédication de „ l'Evangile; *sed propter hoc ut eos compellans ne fidem Christi im-* „ *pediant.*

p. 1. q. 10. 246;
1. de Rei Coar.

Mais sans nous arrêter à produire un plus grand nombre d'autorités en faveur de cette doctrine, notre objet direct n'étant pas de la justifier; nous demandons quel rapport elle a à l'accusation de Lèze-Majesté & de Régicide. Elle se réduit à cette proposition : *Il est permis au Pape pour le plus grand bien de la Religion, d'armer les Princes Chrétiens contre les Infidèles, afin de les réduire à ne pas empêcher la prédication de la Foi.* Comment conclure de là que les Sujets peuvent se révolter contre leurs Souverains, & qu'il est des cas où l'on peut attenter à la vie des Rois?

Suite de la III. Partie.

C c c c

Le Rédacteur prend en main les intérêts du Turc, contre ceux qui le mettent au rang des Usurpateurs, & qui le donnent pour exemple de ce qu'on appelle *Tyran d'usurpation*. Bécán & Gretzer ont essuyé pour cela la censure, aussi bien que celle de M. de Montclar, qui ne craint pas de dire qu'il *faudra presque remonter au Déluge, pour trouver un Roi qui ne soit pas le Grand Seigneur*.

Cependant l'Eglise même lui donne le titre de Tyran dans ses Offices. M. Bossuet n'en présente pas une autre idée, lorsqu'il dit dans la Défense de la Déclaration de 1682, que les Mahométans & les Turcs, depuis qu'ils existent, ayant toujours fait profession d'être en guerre contre les Royaumes Chrétiens, sont regardés avec raison comme des ennemis & des usurpateurs continuels; *merito ut perpetuos hostes & invasores haberi*. Et il n'y a gueres qu'un Luther qui ait condamné les guerres des Chrétiens contre les Turcs.

L'assertion de Lacroix, qu'un homme pros crit par le Pape peut être tué par tout, ne peut avec aucune apparence de raison s'appliquer aux Rois & aux Souverains. La preuve qu'il ne s'agit ici que des particuliers est que Diana, de qui Lacroix a emprunté sa décision, après avoir dit qu'un pros crit ne peut licitement être mis à mort, que dans le territoire de celui qui l'a pros crit, ajoute comme Lacroix cette exception; „ A moins qu'il n'ait été pros crit par le „ Souverain Pontife, qui ayant une Jurisdiction illimitée, & qui „ s'étend par tout l'Univers, peut ordonner que le pros crit soit mis „ à mort, même dans un territoire étranger. „ La même décision se lit aussi dans Filliucius & dans Escobar. Or ces Auteurs entendent par le terme de *proscrits*, les particuliers que les Princes permettent par une Sentence publique de mettre à mort par-tout où on les trouvera. D'ailleurs Lacroix les confond avec les brigands, les voleurs publics, les scélérats dont on ne peut se rendre maître, & qu'on ne peut condamner par un jugement en règle, *Publicus grassator, raptor, qui nec capi nec accusari possunt*. On ne peut sans extravagance soutenir qu'il ait désigné par de tels noms des Princes & des Souverains. Tout ce qu'on peut inférer de son extrait, c'est qu'il reconnoit le pouvoir indirect du Pape; & dans l'endroit où il parle de ce pouvoir, il ne dit rien qui fasse entendre qu'il s'étend à porter une sentence de mort contre un Souverain.

Krouen, p. 422,
de 1129.

Note 70. p. 612.

Philos. Ecole X.
contr. error.
Lacib. prop. 14.

Part. 1. trait. 4.
rech. 14.

Il n'y a pas plus de raison de taxer de Régicide ou de criminel de Lèze-Majesté Bussembaum, pour avoir dit que le Pape a le pouvoir de défendre les guerres aux Princes Chrétiens, quand le bien commun de la Foi ou de la Religion l'exige. Plusieurs Papes, & de très-saints Papes ont cru devoir prendre en plusieurs occasions sur les Princes Chrétiens l'autorité dont il s'agit : On ne s'est pas avisé pour cela de les traiter de criminels de Lèze-Majesté. Qu'ils aient ou non ce pouvoir, ce n'est pas à nous qu'il appartient de le décider, & ce seroit une décision inutile ; mais si Bussembaum est coupable, il faut condamner avec lui Lotca Cistercien, la Baslée Capucin, Diana Théatin, Soto Dominicain, cités par Martinez de Prado aussi Dominicain, qui tiennent le même sentiment. Il faut condamner Victoria, & avec lui la Palu, Durand, Henri de Gand & S. Thomas.

Enc. Papa habet,
pag. 115.

Quel enseignement du Régicide y a-t-il encore dans l'extrait de Lacroix, *Si Caius* p. 535. Ce Casuiste examinant les devoirs du Juge par rapport à l'information, dit d'après le Droit Canon, que le Juge ne peut pas informer en particulier contre personne, sans indices précédens ; ce qui a lieu sur-tout, ajoute-t-il, lorsqu'il s'agit moins de détourner un mal, que de punir un délit. Sur cela il dit que „ Si Caius a un dessein purement intérieur de tuer le „ Roi, & qu'il le manifeste à Tirius d'une manière purement „ spéculative, & non relativement à la coopération & à l'exécution, ce dessein demeure purement intérieur en genre de délit ; „ que par cette raison le Juge ne peut pas informer contre, quoi- „ que Titius le dénonce ; que cependant on peut prendre des „ précautions pour empêcher Caius de l'exécuter. „

To. 2. Théol.
Mor. cap. 15. q. 4.
n. 16.
Relect. de Indist.
sect. 2. n. 5.

Il y a certainement eu de l'imprudence dans Lacroix à appliquer sa doctrine générale à un cas de cette nature qui est d'une espèce particulière & privilégiée. Par la même raison, il y a un défaut de justesse dans sa décision : & nous ctroyons que lorsqu'il s'agit de la sûreté de la personne du Prince, le Juge sur une dénonciation de cette nature, peut & doit s'assurer de la personne de celui qui a formé un pareil dessein, & faire toutes les informations nécessaires en un cas de cette importance. Lacroix a donc eu tort en cela : mais n'est-ce pas pousser les choses trop

C c c c 2

loin, que de le placer pour cette raison parmi les Régicides ? approuve-t-il le dessein conçu par Caius ? non ; il suppose au contraire que c'est un crime. Il suppose aussi que Titius le dénoncera, puisqu'il dit que le Juge peut prendre des précautions pour empêcher l'exécution de ce dessein. Il autorise de plus le Juge à s'assurer de la personne de Caius, & à prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'un pareil dessein n'ait pas de suite.

Recueil, p. 509.

Bauny traitant des effets de l'excommunication dit que „ l'ex-
 „ communie dénoncé ne peut faire fonction aucune, qui appartienne
 „ à l'Office tant Civil qu'Ecclésiastique dont il est pourvu, qu'avec
 „ péché & nullité de tout ce qui en pourroit provenir ; que le Canon,
 „ *Nos Sanctorum*, exempté les sujets d'obéir à leur maître, quand pour
 „ quelque sienne faute il seroit excommunié ; qu'il ne peut donc les
 „ citer à comparoitre devant soi, ni les obliger à ce qu'il ordonne-
 „ roit d'eux & de leurs différends. Qu'il y aye aussi du péché pour
 „ lui, ajoute-t-il, (& cela est supprimé dans l'extrait) à exercer
 „ lesdites fonctions, appert de ce que le propre de cette Censure
 „ est de priver du bien de la Compagnie & Communion des Fi-
 „ dèles, celui qui par quelque sienne faute l'a encourue, comme
 „ il se lit au Canon *Engelstradam*.

Somm. chap. 30.
 p. 765. Paris
 1661.

Tout ceci est incontestablement du Droit commun ; & Bauny ne peut être répréhensible, qu'autant qu'il n'auroit pas reconnu les privilèges & usages de France à cet égard. Or il les reconnoit expressément, „ De ce principe, dit-il, est venu le privilège
 „ qu'on dit être donné au Roi de ne pouvoir être excommunié,
 „ *Ab ullo Regni sui Antistite*, ni ses Officiers, en ce qui concerne
 „ l'exercice de leurs Charges & Offices. “ Il en tend cette raison
 par rapport aux Officiers, que „ comme ils vaquent au bien public
 „ du Royaume, & que l'excommunication leur en interdiroit l'u-
 „ sage, en ce qu'elle les priveroit de leur juridiction, il a été, ce
 „ semble, expédient de leur bailler ce privilège, & aux Juges
 „ Royaux le pouvoir de contraindre, comme ils font, par peines
 „ & amendes, & par saisies de son temporel, celui qui l'auroit
 „ poursuivi, otes qu'il fût Ecclésiastique, de faire révoquer telle
 „ censure. “ Il cite à ce sujet sept à huit Jurisconsultes François.

Il est vrai qu'il n'exempte pas le Roi de la Jurisdiction du Pape

par rapport à l'excommunication : il paroît même supposer que le Roi peut être excommunié par le Pape , & en conséquence soumis aux suites de l'excommunication portées par le droit commun ; je dis qu'il paroît le supposer , parcequ'il ne traite point d'ailleurs cette question.

Mais le Prince de Condé parlant à Louis XIII. dans son Conseil en 1615, reconnoître comme une chose incontestable que le Pape peut excommunier le Roi. La Défense de la Déclaration de 1682. le reconnoît aussi. Quant aux suites de l'excommunication, nous ne savons pas si du tems de Bauny, on pensoit ou on écrivoit en France autrement que dans les autres Etats Catholiques. Ce qui est certain, c'est qu'on pensoit autrefois bien différemment d'aujourd'hui. Nous lisons dans nos Annales que le Pape Grégoire V. ordonna au Roi Robert de quitter Berthe sa parente qu'il avoit épousée sans dispense, & qu'il le condamne à sept ans de pénitence, suivant les degrés prescrits par l'Eglise, le tour sous peine d'anathème ; que le Roi ayant été plus d'un an sans satisfaire aux ordres du Pape, il demeura excommunié jusqu'à ce qu'il eût obéi, que, comme l'écrivit Pierre Damien, la censure fut si exactement observée, que personne ne voulut avoir commerce avec le Roi, excepté deux serviteurs pour les choses nécessaires à la vie ; encore jectioient-ils au feu tous les vases dont il s'étoit servi pour boire & pour manger. Mezerau qui rapporte les mêmes faits, ajoute qu'on jectoit aux chiens tout ce qu'on desservois de devant lui, personne ne voulant manger des choses qu'il avoit touchées. Je pourrois citer plusieurs exemples semblables.

A la vérité l'excommunication & ses effets sont réduits à des bornes bien plus étroites par l'Auteur de la Défense de la Déclaration du Clergé. Mais quand la doctrine ancienne & universelle, qui est celle de Banny, seroit fautive, s'ensuit-il que ce soit une doctrine de Léze-Majesté ? S'ensuit-il que les Sujets, quand il seroit vrai que leur obéissance fût suspendue tout le tems que dure l'excommunication, cessent d'être les Sujets du Prince, ni qu'ils puissent rien entreprendre contre le respect qui lui est dû & contre les droits de son autorité. Ce sentiment, tel que Bauny l'expose, a-t-il même trait à celui qui attribue au Pape le pouvoir de déposer les Rois ? Bauny ne dit-il pas au contraire au même endroit que *pour être excommunié, on ne décheoit point du domaine que l'on a sur ses biens* ?

Part. 1. lib. 1.
sect. 2. cap. 2.2.

Voy. Fleury, sous
l'année 991.
Mézer., to. 2.
pag. 122.

Recueil, p. 128.

Berruyer a eu tort sans doute de dire au sujet de la mort d'Eglon, que l'on convint que la ruse étoit légitime contre un violent oppresseur, qu'on n'étoit pas en état d'attaquer à force ouverte, avant que d'avoir mis le trouble dans ses Etats par quelque coup extraordinaire. L'action d'Aod ne peut se justifier que par l'inspiration de Dieu, qui en effet le suscita pour être le Sauveur de son peuple. *Clamaverunt ad Dominum, qui suscitavit eis salvatorem vocabulo Aod.* Berruyer lui même dans son extrait suppose cette inspiration, lorsqu'il dit qu'*Aod proposa l'expédient que l'esprit de Dieu lui suggeroit.* Il ne devoit donc pas recourir à une maxime de politique, fautive en elle même & dangereuse dans ses conséquences, ni dire sans aucun fondement, que le Peuple de Dieu agit alors conséquemment à cette maxime. Aussi a-t-il corrigé cet endroit dans les Editions suivantes, où on lit : *Aod proposa l'expédient qu'il méditoit, & en qualité de libérateur choisi de Dieu, il se chargea de l'exécution.* Il y a de l'injustice à donner pour le véritable sentiment d'un Auteur, une faute qu'il a corrigée. Il y a de la mauvaise foi à dissimuler cette correction. De plus, c'est aller contre l'Ecriture même, que de traiter, comme fait le Rédacteur, l'action d'Aod de *massacre*. L'idée de massacre emporte avec elle celle d'injustice & de cruauté, ce qu'on ne peut pas attribuer à une action que tous les Théologiens s'accordent à justifier, du moins à raison de l'inspiration.

Recueil, p. 130.

Le P. de la Sante dans une Harangue sur la naissance du Dauphin, à occasion de parler d'Henri IV. il se transporte pour un moment au tems où ce Prince faisoit encore profession du Calvinisme; il rappelle le nom de *Navarrois* que la Ligue lui donnoit alors: loin d'approuver ce nom, il le traite d'odieux, & il suppose que ses Auditeurs en ont la même idée: il n'attribue les erreurs de ce Prince qu'à l'éducation qu'il avoit reçue: tout son but dans ce morceau est de peindre les larmes ameres qu'Henri IV. coûta à la Religion, & les vœux ardens que les Catholiques firent pour sa conversion. Et le Rédacteur ne rougit point de placer de la Sante pour ce sujet parmi les Régicides. Où est le fondement d'une si affreuse imputation? Comment a-t-on si peu respecté le jugement honorable que portent encore aujourd'hui de ce Jésuite tous ceux qui ont été ses élèves ou qui l'ont pratiqué?

Zaccaria fait l'éloge de la Théologie Morale de Lacroix ; il dit qu'on n'a point publié jusqu'à présent d'Ouvrage plus utile ni plus usuel, pour l'ordre qui y règne, pour la multitude des cas particuliers, pour les citations des Sentences, des Bulles, des Décrets des sacrées Congrégations de Rome ; car c'est ainsi que Zaccaria lui-même explique le mot *usuel* : & dans cet éloge la malignité du Rédacteur prétend découvrir l'enseignement du Régicide. Nous n'avons rien à ajouter ici à ce qui a été dit dans la première Partie sur cette accusation plus absurde encore qu'elle n'est injuste.

Extr. *Revue*,
p. 236.

Il en est de même du reproche fait aux Journalistes de Trévoux, d'avoir appelé l'Ouvrage de Bussembaum, une Somme abrégée de cas de conscience, bien digérée & judicieuse. Cette louange tombe-t-elle & peut-elle tomber sur la proposition de Bussembaum, touchant la défense de soi-même ? Tous ceux qui ont loué la Somme de S. Antonin, où cette proposition se lit sans aucune modification, sont donc autant de Régicides ?

Recueil, p. 256.

Fégeli conseille de lire entre autres Auteurs, Bussembaum avec le Commentaire de Lacroix sur les matières de Morale les plus difficiles, telles que la Restitution, le Mariage, les Censures ; il dit qu'il s'est fait au moins cinquante Editions de Bussembaum. Où est encore ici le crime de Lèze-Majesté ou du Régicide ?

Ibid. p. 237.

Mais que penser de la dénonciation de deux Affertions de Lefsius & de Bécán, où l'on enseigne qu'un Prince, quelque tyranique que soit son administration, ne peut jamais être mis à mort par ses Sujets ? Qu'on ne dise point que ce n'est pas pour cela que ces Auteurs sont dénoncés, mais parcequ'ils ont excepté le cas de la défense de soi-même. Car à la page 488 on lit une Affertion de Tanner, où il établit d'après l'Ecriture Sainte, & le Concile de Constance, qu'aucun particulier ne peut attenter sur les jours d'un tyran d'administration, sans qu'il y soit fait mention du cas où l'on auroit à défendre sa propre vie. Si cet enseignement ne contient rien que de vrai, pourquoi le dénonce-t-on ?

Extr. *Principes*
t. 1. p. 416.
Quæ autem est
p. 422.

Tous les Extraits placés sous le Régicide, qui contiennent des Affertions ou quelque apparence d'Affertion, sont discutés : & il résulte de cette discussion, que cet titre le plus chargé de tout le Recueil, est un des plus illusoires ; qu'on y donne à tort pour la doc-

trine du Régicide, les décisions du Droit Canon sur les Immunités ecclésiastiques; les opinions ultramontaines sur le pouvoir des Papes au temporel, l'enseignement commun des Théologiens sur la défense de soi-même, sur le tyran d'usurpation & sur celui d'administration; que pas un seul Jésuite, non pas même Mariana, n'a enseigné qu'il fût permis à aucun particulier d'attenter de son autorité privée sur les jours d'un Souverain, sous quelque prétexte que ce soit de tyrannie; & que dans ce que quelques-uns de ces auteurs ont de répréhensible, c'est outrer les choses que de leur prêter de mauvaises intentions, & de supposer qu'ils aient eu en vûe de blesser le moins du monde les droits du Prince.

Passons à ce qui concerne plus particulièrement la justification du Corps de notre Compagnie & des Jésuites François sur cette accusation capitale.



CHAPITRE III.

L'accusation d'une doctrine Régicide n'intéresse en rien ni le Corps de la Compagnie, ni les Jésuites de France.

ICI plus que par tout ailleurs, il est nécessaire que nous nous bornions à ce qu'il y a d'essentiel. Un volume entier suffiroit à peine à un détail un peu étendu. La discussion de quelques points principaux suffira.



ARTICLE

ARTICLE PREMIER.

Conduite des Supérieurs de la Compagnie par rapport à l'enseignement touchant l'autorité ou la sûreté de la personne des Souverains.

Aucun Auteur Jésuite jusqu'à Mariana, n'avoit enseigné sur ces matieres que ce qui étoit le plus généralement reçu depuis plusieurs siècles dans les Écoles Catholiques. C'est un fait constant par ce qui a déjà été dit. Mariana, comme nous l'avons vu, ajouta par forme de conjecture à la doctrine commune, que sans assemblée des États, sans autorisation expresse de la Nation, un particulier pouvoit sur la voix publique & l'avis de personnes doctes & sages, mettre à mort un Prince dont la tyrannie iroit à des excès intolérables.

Cet enseignement vraiment pernicieux & dangereux fut condamné & proscrit dans la Compagnie, aussitôt que le Général en eut connoissance. Avant que personne eût remarqué ou relevé cet endroit du livre de Mariana, les Jésuites de France en informèrent Aquaviva, qui en ordonna sur le champ la correction. C'est un fait attesté par le P. Cocon dans sa *Lettre déclaratoire* présentée à la Reine Régente en 1610. « Quel préjudice, dit-il, peut
 „ apporter l'opinion de Mariana à la réputation de tout un Ordre,
 „ lequel étant, selon son Institut, extrêmement jaloux de la
 „ manutention des saintes Ordonnances de l'Eglise, & respectant
 „ la puissance & autorité des Rois, qui pour le temporel relèvent
 „ de Dieu seul, a dès longtems désavoué la légèreté d'une plume
 „ essorée, & nommément en la Congrégation Provinciale de
 „ France tenuë en cette Ville de Paris, l'an 1606; où d'abondant
 „ le R. P. Claude Aquaviva Général de notre Compagnie, fut
 „ requis que ceux qui avoient écrit au préjudice de la Couronne
 „ de France, fussent réprimés & leurs livres supprimés : ce que
 „ ledit Révérend Pere a fait depuis fort sérieusement & exacte-
 „ ment, très-marry que par mesgarde, en son absence & sans
 „ avoir vu l'œuvre, on se fût servi de son aveu. Les paroles dont

Page 15. & 16.
Paris, 1610.

Suite de la III. Partie.

D d d

„ il usa en sa réponse sont telles. *Nous avons approuvé le jugement & le soin de votre Congrégation, & avons été grandement attristés que l'on ne se soit aperçu de cela qu'après l'impression de tels livres : lesquels toutefois nous avons soudain commandé d'être corrigés, & aurons soin très-exact désormais que telles choses n'adviennent.*

„ De fait, continuë le P. Coton, à grand'peine trouveroit-on maintenant un seul exemplaire de Mariana, n'eust été la pèrnicieuse libéralité des héritiers de Wéchel, que l'on sçait être de la Religion prétendue Réformée, qui l'ont fait imprimer à leur propre coust, non tant poulvés, comme il est aisé à présumer, du désir de servir le public, que de nuire au particulier de nôtre compagnie. “

Aquaviva ne se contenta pas d'ordonner la correction du livre de Mariana : il prit les mesures les plus efficaces pour l'avenir. Le 6 Juillet 1610, il porta un décret, par lequel il défendoit sous les peines les plus sévères d'enseigner la proposition pour laquelle Mariana lui avoit été déféré, & il enjoignit aux Provinciaux de tenir la main à l'exécution. Voici ce Décret tout entier, tel qu'il est consigné dans les Registres de chacune des Maisons de la Compagnie, destinés à conserver ces sortes d'actes, & tel qu'on le lit dans l'Histoire de nôtre Compagnie *part. V. lib. 12. pag. 124.*

*Quandoquidem Societatis scriptoribus ac Theologis qui docent, cate-
risque omnibus operariis, haud satis est id solum pervidere quod in alio-
rum scriptorum libris reperitur, sed illud etiam apprime considerandum
sintne opiniones valdis nixæ fundamentis, tuta, probata, scandalis
aut aliis incommodis minime obnoxia : idèò sanè, justissimas ob causas
quæ ad hoc consilii nos impellunt, præsentî Decreto præcipimus in virtute
sanctæ obedientiæ, sub panâ excommunicationis & inhabilitatis ad quævis
officia, suspensionis à Divinis, & aliis arbitrio nostro reservatis, ne quis
deinceps Societatis nostra Religiosus, publicè aut privatim, prælegendo,
seu consulendo, multò etiam minùs libros conscribendo, affirmare præ-
sumas licitum esse cuicumque personas, quocumque prætextu tyrannidis,
Reges aut Principes occidere, seu mortem eis machinari : ne videlicet
istò prætextu ad perniciem Principum aperiatur via, atque ad turbân-
dam pacem, eorumve securitatem in dubium vocandam quos potius ex
Divino mandato revereri ac observare oporteat, tanquam personas sa-*

erac à Domino Deo pro felici populorum gubernatione constitutas. Provinciales autem qui aliquid horum resciverint, nec emendaverint, aut non prævenerint hujusmodi incommoda, efficiendo ut hoc Decretum sanctè observetur, volumus eos non modo prædictas penas incurrere, sed etiam officio privari, ut sic omnes intelligant quis sit eâ de re Societatis sensus, neque privati unius error suspectam reddat Societatem universam: quamquam apud æquos rerum aestimatores certum sit partis unius aut membri culpam toti corpori reliquo attribui jure non debere. Volumus præterea ut Provinciales de hoc accepto Decreto certiores nos faciant, idemque per suam quisque Provinciam curet promulgandum, & in singulis Domibus & Collegiis referendum in librum Ordinationum ad perpetuam rei memoriam. Romæ 6 Julii 1610. CLAUDIUS AQUAVIVA, Soc. Jesu Præp. Gener.

En voici la traduction publiée cette même année 1610. par le P. Coton dans sa réponse à l'Anti-Coton.

„ D'autant que ce n'est assez aux Théologiens de nôtre Compagnie, quand ils écrivent ou enseignent, de voir exactement ce
 „ qui a été écrit par les autres Docteurs; ains doivent encore bien
 „ considérer si les opinions de tels Docteurs sont appuyées sur fondemens solides, si elles sont sûres, approuvées, & non sujettes
 „ à scandales ou autres inconvéniens: à cette occasion, pour plusieurs justes raisons à ce nous mouvant, Nous enjoignons par ce
 „ présent Décret, en vertu de la sainte obéissance, sous peine d'excommunication & inhabilité à tous Offices, & de suspension à *divinis*, & autres peines arbitraires à nous réservées,
 „ qu'aucun Religieux de nôtre Compagnie, soit en public, soit en particulier, lisant ou donnant avis, & beaucoup plus mettant quelques œuvres en lumière, n'entreprenne de soutenir qu'il
 „ soit loisible à qui que ce soit, & sous quelconque prétexte de tyrannie, de tuer les Rois ou Princes, ou d'attenter sur leurs
 „ personnes; afin que telle doctrine n'ouvre le chemin à la ruine des Princes, & trouble la paix, ou révoque en doute la sûreté de ceux, lesquels selon l'Ordonnance de Dieu, nous devons
 „ honorer & respecter comme Personnes sacrées & établies de Dieu pour heureusement régir & gouverner son peuple. Partant, nous voulons que les Provinciaux qui auront eu la con-

D d d d 2

„ noiffance d'aucunes des fufdites chofes, & n'auront corrigées
 „ délinquans, ou n'auront pourvû à tels inconveniens, & procuré
 „ l'exaâte obfervation de ce Décret, non feulement encourent
 „ les fufdites peines, ains même foient privés de leurs Charges
 „ & Offices; à ce que chacun fçache quel eft le jugement de la
 „ Compagnie en tel cas, & que la faute d'un particulier ne réponde
 „ à tous les autres, & les rende fufpecte; jaçoit que devant tout
 „ homme de bon jugement, il eft notoire que la faute d'un mem-
 „ bre ne doit pas être attribuée à tout le Corps. En outre, nous
 „ voulons que tous les Provinciaux nous rendent compte de la
 „ réception du préfent Décret, & qu'ils le faffent fçavoir & an-
 „ noncer par toutes leurs Provinces, puis inférer ès Archives de
 „ chaque Maifon & Collège, afin que la mémoire & obfervation
 „ en demeure inviolable à perpétuité. A Rome le 6. Juillet 1610.
 „ *Claude Aquaviva.*

La date de ce Décret dans Jouvençy eft *VIII. Id. Quintiles*. Jou-
 vency n'a pas fait attention que les Ides de Juillet font le 15,
 & qu'ainfi le huitième d'avant les Ides, marque le 8. pour ce
 mois, comme il marque le 6 pour d'autres mois dont les Ides
 font le 13.

On a auffi rapporté le difpofitif du même Décret dans le fecond
 Tome de l'Institut, page 5. Edition de Prague 1757, où par l'inad-
 vertance, de celui qui a rédigé ce difpofitif, le mot *cuique* fur lequel
 on a tant incidenté, s'eft gliffé à la place de *cuiumque*. On le datte
 auffi du 1. Août 1614, parceque cette même année, à l'occafion du
 Livre de Suarez, le Parlement de Paris exigea des Jéfuites de
 France qu'ils fifsent renouveler ce Décret par leur Général.

Aquaviva le renouvela, comme on le fouhaitoit; & afin de pré-
 venir pour la fuite les fujets de mécontentement que pourroient
 caufier en France les ouvrages de la nature de celui de Suarez, il
 porta dès le lendemain, fecond jour d'Août un autre Décret par
 lequel „ il eft commandé aux Provinciaux en vertu de la Sainte
 „ obéiffance, de ne point laiffer publier dans leur Province, à
 „ quelque occafion ou en quelque langue que ce foit, aucun écrit
 „ où il foit traité du pouvoir du Souverain Pontife fur les Rois
 „ & les Princes, ou du tyrannicide, à moins que l'ouvrage n'ait

été auparavant revû & approuvé à Rome. Ce précepte est inséré comme le premier dans le second volume de l'Institut, & en vertu d'un Décret de la huitième Congrégation générale, on les intime tous les ans dans tous les Colléges ou Maisons de la Compagnie.

Il est étonnant que de nos jours on ait prétendu trouver dans ces deux Décrets la preuve de l'enseignement d'une doctrine meurtrière, non plus par les Auteurs Jésuites seulement, mais par les Supérieurs eux-mêmes, dans des Actes qui sont Loi chez les Jésuites. Car ce sont ces Décrets que le Parlement de Paris a en vûë dans son Arrêt du 6. Août 1761, lorsqu'il dit que *des articles plus précis encore des Constitutions concourent à porter atteinte à la sûreté de la personne des Rois*. MM. de la Chalotais & de Monclar dans leurs Compres rendus, ont soutenu que le Décret de 1610, défendoit uniquement d'enseigner *qu'il fût permis à toutes sortes de personnes indistinctement d'assassiner les Rois ou les Princes*. Mais qu'il ne défendoit pas d'enseigner que cela est permis à certaines personnes & en certains cas; & que par-là il autorisoit sous des expressions capricieuses l'enseignement du Régicide. Ils se sont épuisés l'un & l'autre en raisonnemens à ce sujet. Nous ne répondrons point ici article par article à leurs vaines objections, mais nous y opposerons un petit nombre de preuves si claires & si fortes, qu'elles feront évanouir toutes leurs chicanes & leurs subtilités.

1° On ne peut tirer aucun avantage du mot *cuique*, qui se lit au lieu de *cuiusque*, dans le second Volume de l'Institut. C'est une méprise de celui qui a rédigé le précis de ce Décret, comme il est certain par la teneur du Décret même, tel qu'on le trouve inscrit dans les Régistres de nos Maisons, par la manière dont le rapporte Jouvençy qui l'a copié sur l'original de Rome, & par la traduction du P. Coron, dont l'expression *à qui que ce soit*, démontre qu'il a lu *cuiusque*. Soutenir que cette faute est un changement fait à dessein, c'est une pure imputation & un soupçon dénué de toute raison.

Aussi M. de Monclar a-t-il abandonné le *cuique*; mais il dit qu'en lisant même *cuiusque*, le Décret n'est pas susceptible d'un autre sens que celui qu'il lui attribue. Cependant il est manifeste que le sens qui se présente naturellement & même uniquement à l'es-

prit, est celui qu'exprime la traduction du P. Coton , & que ces mots *cuiusque persona* excluent toutes les personnes , comme ceux ci , *quocumque prætèxtu* , excluent tous les prétextes sur lesquels on se croiroit permis d'attenter à la vie des Rois.

Si l'on s'obstine à trouver de l'équivoque dans l'expression *cuiusque* , c'est qu'on ignore ou qu'on affecte d'ignorer l'usage de la langue Latine , particulièrement dans le style législatif , où ce terme & les autres semblables ont une acception totalement exclusive. Entre mille exemples j'en choisirai deux que les Magistrats eux-mêmes ne peuvent récuser. Le premier est un texte de la Bulle *Salvatoris* cité dans l'Arrêt du 6. Août 1761 , que le Parlement a entendu comme nous entendons le Décret d'Aquaviva , & dont il s'est servi pour prouver qu'aucune personne , de quelque autorité qu'elle fût revêtue , sous quelque prétexte que ce fût , n'avoit droit de molester ou d'inquiéter les Jésuites. *Non permittentes, eos... per quoscumque... quacumque, etiam Pontificali, Regiâ, vel aliâ auctoritate fungantur, publicè vel occultè, directè vel indirectè, tacitè vel expresse, quovis quesito colore..., molestari vel inquietari.* Les Jésuites eussent-ils été bien venus à se défendre des fausses conséquences qu'on tiroit contre eux de cette clause de style , en répondant que ces mots *quoscumque, quacumque auctoritate, quovis quesito colore* , n'ont pas un sens absolument exclusif ? Ils y étoient autorisés par l'interprétation que leurs ennemis donnoient au Décret d'Aquaviva : cependant il ne leur est point venu à l'esprit de recourir à cette défaite , quoiqu'ils sentissent qu'elle avoit de quoi embarrasser leurs adversaires.

Le second exemple est tiré de la Bulle de Paul III. en 1538 , laquelle confirme les concessions d'Indult faites au Chancelier de France , aux Présidens & Conseillers du Parlement de Paris pour la réquisition des Bénéfices. Le Pape s'y exprime ainsi : *Non permittentes eos per quoscumque, contra eorundem tenorem, quomodolibet molestari.* Que penseroit-on de celui qui traduiroit : « Nous ne permettons pas qu'ils soient molestés par toutes sortes de personnes & en toutes sortes de manieres indistinctement ? » Cette traduction seroit fautive & absurde. L'application au Décret d'Aquaviva se fait d'elle-même.

J'ajoute que la raison pour laquelle on rejette en France ces clauses de style qui se trouve dans une infinité de Bulles. C'est que les expressions *quocumque*, *quomodolibet*, *quovis pretexto*, y ont toujours une signification exclusive, que l'on regarde comme contraire à nos usages & à nos libertés.

2° La Faculté de Théologie de Paris à la requête du Parlement, renouvelant en 1610 la Censure qu'elle avoit portée deux siècles auparavant contre la doctrine de Jean Petit, s'exprime ainsi: *Secundò, censet seditiosum, impium & hæreticum esse, quocumque quasito colore, à quocumque subdito, Vassallo aut extraneo, Sacris Regum aut Principum personis vim inferri.* Ces paroles répondent parfaitement à celles-ci d'Aquaviva: *Ne quis affirmare præsumat licitum esse cuicumque persona, quocumque pretexto tyrannidis, Reges aut Principes occidere, seu mortem eis machinari.* Et il est clair qu'en suivant la même règle d'interprétation, on pourroit chicaner de la même manière la Faculté, & dire qu'elle a voulu décider uniquement que c'est une doctrine hérétique de soutenir qu'il soit permis à toute personne & sous toute sorte de prétextes, d'arrêter à la vie des Rois. Mais le Parlement de Paris faisant mention de cette Censure dans son Arrêt contre le Livte de Mariana, n'admet point cette fautive interprétation, & il rend les termes de la Censure de la même manière que Coton a rendu le Décret d'Aquaviva. Voici les paroles de l'Arrêt. » Vu par la Cour, les grand'Chambre, Tournelle » & de l'Edit assemblées, le Décret de la Faculté de Théologie assemblée le 4. du présent mois de Juin, suivant l'Arrêt du 27. » Mai précédent, sur le renouvellement de la Censure doctrinale » de ladite Faculté en l'an 1413, confirmée par le Saint Concile » de Constance, que c'est hérésie pleine d'impiété de maintenir qu'il » soit loisible aux Sujets ou étrangers, sous quelque prétexte & occasion » que ce puisse être, d'assenter aux Personnes sacrées des Rois & Princes » Souverains.

3° Dans un Arrêt du 26. Juin 1614. Le Parlement de Paris ordonna aux PP. Ignace Armand, Coron, Fronton & Sirmond, de faire vers leur Général qu'il renouvelât & publiât le Décret de 1610.. Il ne le regardoit donc point alors comme un de ces articles plus précis des Constitutions, qui concourent à porter atteinte à la su-

Voy d'Argentré;
Collect. Judic.
T. 2. part. 2.

reté des Souverains. Il ne croyoit point alors que ces mots *cuiuscumque persona* eussent une signification restreinte, ni que ce Décret permît, du moins d'une manière indirecte, à quelque personne, d'attenter sur les jours des Souverains.

4° Aquaviva a certainement prétendu proscrire l'erreur reprochée au seul Mariana : c'est uniquement à l'occasion de ce Jésuite qu'on sollicita son Décret, & ces mots *Privati unius error*, ne désignent que lui; d'autant plus qu'aucun Jésuite n'avoit enseigné rien de semblable avant lui, comme aucun ne l'a fait depuis. Or ce qu'on reprochoit à Mariana, c'est d'avoir dit qu'un particulier, sans aucune autorisation expresse de la Nation, pouvoit dans le cas d'une tyrannie excessive & publique, se défaire du tyran. Aquaviva ne pouvoit donc rejeter & interdire cette erreur, qu'en disant, comme il a fait, qu'aucune personne, sous aucun prétexte de tyrannie, ne pouvoit porter ses mains sur les Rois ou les Princes, ni dresser des embûches à leur vie. Il seroit absurde de dire que ce Général se soit borné à proscrire une doctrine que Mariana n'a point enseignée, ou que dans une circonstance aussi critique, il se soit joué de la Cour de France, du Parlement & des Jésuites François.

De plus les motifs exprimés dans son Décret, sont de pourvoir à ce qu'on n'enseigne dans la Compagnie que des doctrines sûres, approuvées, non sujettes à scandales ou autres inconveniens; de proscrire tout sentiment qui ouvreroit le chemin à la ruine des Princes, qui troubleroit la paix, ou qui mettroit en péril la sûreté des Souverains, qui sont personnes sacrées & établies de Dieu pour heureusement régir & gouverner son peuple. Or ces motifs sont manifestement incompatibles avec l'interprétation restreinte que l'on donne au mot *cuiuscumque*, & ils exigent au contraire qu'on le prenne dans un sens totalement exclusif, aussi bien que ces mots, *quocumque prae-textu tyrannidis*. Et c'est ainsi que ce Décret a toujours été entendu par les Jésuites. Jamais il n'est permis, dit Mendo, de tuer un Prince sous prétexte de tyrannie. Le contraire ne peut se soutenir, & il est défendu sous les plus grièves peines dans la Compagnie de Jésus, de dire qu'on puisse le soutenir en aucune manière. *Nunquam licet occidere Principem prae-textu tyrannidis; oppositum nequit sustineri*

sustineri, & in Societate Jesu sub gravissimis penis prohibitum est ullo modo defendi posse. Et nous ne craignons pas qu'on nous cite aucun Jésuite qui ait contrevenu à cette défense. Suarez est le seul qui dans les assertions paroisse l'avoir enfreinte, parcequ'on lui fait dire positivement le contraire de ce qu'il dit.

5° Enfin le Cardinal de Richelieu dans la réponse qu'il fit aux très-graves accusations portées au trône de Louis le Juste par les quatre Ministres de Charenton, s'explique sur le sens de ce Décret d'une manière qui lève toute difficulté, & s'en sert pour justifier les Jésuites.

„ Quant à ce que vous dites, répond-il aux Ministres, de leur doctrine touchant la puissance qu'ils attribuent aux Papes sur les Rois, vous en eussiez parlé autrement que vous ne faites, si au lieu de l'apprendre des Ecrits de quelques particuliers, vous l'eussiez recueillie de la bouche de leur Général, qui en l'an 1610, fit une déclaration publique, par laquelle non seulement il im-
 „ prouve, mais il défend à ceux de son Ordre sous de très-grièves peines, de soutenir *Qu'il soit loisible, sous quelque prétexte de tyrannie que ce puisse être, d'attenter sur la personne des Princes & des Rois.* „

Nous croyons pouvoir sans aucun risque inviter les Lecteurs à comparer ces preuves, avec ce que MM. de la Chalotais, 1. Compte rendu pag. 167, & suiv. & 2. Compte rendu, pag. 109, & de Monclar, Compte rendu, pag. 236, & note 58, pag. 464, & Plaidoyer, pag. 214 & suiv. ont écrit pour combattre le sens que nous donnons à ce Décret.

Douze ans après le renouvellement du Décret d'Aquaviva, le P. Mutio Vitelleschi porta sur le même objet une défense entière & absolue, le 13 Août 1626. Après avoir rapporté ce qui avoit été réglé à ce sujet par son Prédécesseur, il ajoute : „ Nous ordonnons de plus
 „ en vertu de la sainte obéissance, que personne à l'avenir ne traite cette matière, soit dans les livres, soit dans les écrits quels qu'ils soient : nous défendons d'en disputer publiquement & de l'agiter dans les Ecoles, afin d'éloigner toutes les occasions de mécontentement & de plaintes. Nous voulons que cette ordonnance soit lue aux Professeurs & aux Peres, qu'on la mette aux mains

Suite de la III. Partie.

E c c c

„ des Censeurs des Livres, qui seront nommés dans les Provinces, „ & qu'elle reste chez les Reviseurs ordinaires. “

Non contente d'écarter toute occasion de mécontentement en interdisant de traiter la question du Tyranicide, la Compagnie a porté les mêmes défenses par rapport aux autres doctrines qui auroient quelque rapport à celle du Tyranicide, ou qui pourroient déplaire d'ailleurs. Telle est celle qui concerne le pouvoir des Papes sur le temporel des Rois. Telle est encore la doctrine touchant la défense de soi-même, dans le cas où le Prince seroit l'agresseur injuste. Il y a près d'un siècle que la Province de France demanda, & que le Général Oliva ordonna que la proposition de Busenbaum sur cette matière, fut retranchée de son livre, comme on le peut voir plus au long dans la Notice de cet Auteur.

Fig. LIII.

MM. de la Chalotais & de Monclar n'ont pas plus épargné le Décret de Vitelleschi, que celui d'Aquaviva. La Société, disent ils, ne permet pas à la vérité d'enseigner la doctrine rejetée en France; mais aussi elle ne prescrit pas d'enseigner celle qu'on y adopte; elle ordonne même de garder le silence à cet égard.

Remarquons d'abord que ces défenses n'étant pas seulement pour les Jésuites de France, mais aussi pour ceux d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne &c. il eût été peu convenable de prescrire à ceux ci l'enseignement d'une doctrine qui n'est pas reçue dans ces Pays, & qui les eût exposés à la censure, & probablement à essuyer les mêmes traitemens qu'ont essuyé en France les ouvrages qui ne sont pas conformes à nos maximes. On peut en juger par la vivacité avec laquelle les étrangers se souleverent contre les quatre articles de 1682. L'Inquisition d'Espagne déclara, comme l'on sçait, en 1683 un de ces articles ertonné & apptochant de l'hérésie, un autre, ertoné & schismatique. On ne pense gueres autrement en Italie. Que diroit on donc d'un Jésuite qui s'élèveroit contre les opinions reçues en ces pays, & de l'ordre du Général qui enjoindroit à tous de les combattre? Si les Jésuites de France doivent respecter nos maximes, les Jésuites étrangers doivent-ils moins d'égards à celles de leur Nation?

Remarquons en second lieu, que quand Vitelleschi porta son Décret, le Clergé de France ne s'étoit point expliqué définitive-

ment sur ces matieres ; & que depuis qu'il l'a fait , les Jésuites François se sont fait un devoir & dans leurs cahiers & dans leurs thèses , & dans leurs déclarations , quand on en a exigé d'eux , de conformer leur enseignement à celui des Evêques & Universités du Royaume , sans que jamais les Généraux aient donné à leur conduire le moindre signe d'improbation : ce qui montre qu'à cet égard la loi du silence n'a pas lieu pour les Jésuites de France.

En troisièmeliieu , l'année même que Vitelleschi porta son Décret , Louïs XIII. rendit en son Conseil un Arrêt qui contenoit les mêmes dispositions. En voici la teneur. *Fait Sa Majesté défense à tous ses Sujets , de quelque profession , qualité & condition qu'ils soient , de composer , traiter ni disputer de l'affirmative ou négative des propositions concernant le pouvoir & l'autorité souveraine de Sa Majesté , & des autres Rois & Souverains sans expresse permission de Sa Majesté , par ses Lettres-patentes & commandemens , à peine d'être punis comme séditieux & perturbateurs du repos public.* Que cette défense soit sage , conforme à la saine politique , nécessaire même à la tranquillité publique , c'est ce que ne prouve que trop l'expérience de tous les tems.

Collect. Judic.
co. 2. part. 2.
pag. 211.

D'ailleurs , il est bien vrai que parmi les doctrines ; il y en a de certaines , d'indubitables , qui entrent nécessairement dans le plan de la Religion & de la Morale , qui intéressent même le repos & la sûreté publique ; telle est celle qui prescrit l'obéissance & la soumission aux Souverains en tout ce qui n'est pas contraire à l'ordre de Dieu , quel que soit leur gouvernement , & celle qui enseigne qu'aucune personne au monde , sous quelque prétexte que ce soit , ne peut rien entreprendre contre leur Personne sacrée , sans se rendre digne des plus grands supplices dans cette vie & dans l'autre. Une loi qui se borneroit à prescrire le silence sur cette doctrine seroit sans doute insuffisante & blâmable.

Mais il est d'autres doctrines dont l'enseignement exprès n'est nullement nécessaire pour régler la conscience des particuliers , ni pour procurer le bon ordre & la tranquillité publique , ni pour assurer la vie & l'autorité des Souverains. Et les personnes sages & modérées conviendront sans peine que telle est celle qui interdit même au Corps de la Nation le droit de défense contre son Souverain , quelque tyrannie qu'il puisse exercer.

Eccc 2

On peut presque en dire autant de la question sur l'autorité des Papes, lorsqu'il s'agit d'examiner si elle va jusqu'à pouvoir déposer un Prince, pour empêcher la ruine de la Religion. Est ce une loi nécessaire pour assurer le repos des Etats & l'autorité des Souverains, que celle qui prescrirait d'enseigner qu'en aucun cas le Pape n'a ce pouvoir ? si elle l'étoit, comment tant de Souverains Catholiques l'autoient-ils jusqu'ici jugée inutile ?

Enfin rien ne prouve mieux la sagesse de ces Décrets prohibitifs d'Aquaviva & de Vitelleschi, que le jugement qu'en porta par avance Henri le Grand, lorsque le P. Coron & quelques autres Jésuites lui firent part des mesures qu'ils étoient résolus de prendre vis-à-vis de leur Général. „ J'ai été très aise, leur répondit-il, d'entendre que vous advisez à donner ordre qu'aucun livre ne s'imprime par personne des vôtres, qui puisse offenser : vous faites bien. Ce qui seroit bon en Italie, n'est pas bon ailleurs ; & ce qui seroit bon en France, seroit trouvé mauvais en Italie. Il faut vivre avec les vivans ; & vous devez fuir toutes occasions, voire les plus petites. “

On dira peut-être encore que ces Décrets ont été sans effet, que les auteurs Jésuites y ont contrevenu constamment, & que du moins s'ils n'ont pas toujours enseigné la mauvaise doctrine, ils ont toujours eu la bouche fermée sur la bonne. Voyons en peu de mots la preuve du contraire.

L'objet du premier Décret d'Aquaviva fut de réprimer & d'arrêter l'erreur de Mariana. Cet objet a été si bien rempli, que jamais depuis ce tems aucun Jésuite n'a enseigné rien de semblable, & même que tous ceux qui ont eu occasion de traiter la matière, ont combattu formellement sa doctrine.

En 1614, ce même Général défend aux Provinciaux de laisser imprimer aucun ouvrage, où il fût question du Tyrannicide, ou du pouvoir des Papes sur les Rois, à moins qu'il n'eût été revû & approuvé à Rome. Je ne sçache pas qu'il en ait paru aucun avant le livre de Santarelli, qui a pour titre, *De l'Hérésie, du Schisme, de l'Apostasie, de la sollicitation dans le Sacrement de Pénitence, & du pouvoir du Souverain Pontife dans la punition de ces délits*. Ce livre fut imprimé en 1625, onze ans après le Décret d'Aquaviva, qui

étoit mort ; & l'Auteur y attribuoit au Souverain Pontife le pouvoir de punir les Rois par des peines temporelles , & même par la privation de leurs Etats.

A la vérité cet Ectit avoit été revû à Rome par trois Théologiens Jésuites ; il avoit eu l'approbation du Vice-gérent du Pape & du Maître du Sacré Palais ; & Murio Vitelleschi qui n'en avoit probablement vû que le titre , & qui ne pouvoit soupçonner qu'il y fût question du pouvoir des Papes sur le temporel des Rois , donna sa permission d'imprimer. S'il y a eu de sa faure , c'est de s'en être tapporé trop légèrement aux Reviseurs , qui auroient dû faire attention que l'ouvrage de Santarelli étoit de nature à déplaire en France , & à y susciter des affaires aux Jésuites , qu'on rend toujours responsables de ce qu'écrivent leurs Confreres étrangers.

Mais à peine Vitelleschi eut-il appris l'éclar que ce livre faisoit en France , qu'il porta la défense absolue que nous avons rapportée ci-dessus , & qui a été si bien observée , que depuis 140. ans , on trouve à peine dans deux auteurs , Castro-Palao & Lacroix , quelques légères traces de la doctrine dont Vitelleschi interdit l'enseignement.

Ce qui n'a pas empêché au reste que les Jésuites François & étrangers n'aient saisi toutes les occasions d'inculquer la doctrine qui apprend aux Peuples à respecter l'autorité suprême des Rois , & à regarder leur Personne comme sacrée & inviolable. Nous rapporterons plus bas des passages de plusieurs Jésuites François ; ici nous ne citerons que quelques endroits du Commentaire du Général Oliva sur Esdras , dont on peut voir le morceau entier dans les *Témoignages remarquables*. « Un Prince , dit-il , peut quelquefois déposer lui-même sa Couronne ; mais il n'y a que Dieu ou une main sacrilège qui puisse la lui ôter. Après Dieu , le Roi est le premier à qui S. Pierre veut qu'on rende hommage : *Honorez le Roi*. Mais quel Roi , grand Dieu , l'Apôtre prescrivait-il alors à ses Disciples d'honorer ? Neron , cet infame farceur , cet homme plongé dans la crapule , l'horreur des Dieux , le fléau du genre humain , ce monstre qui déchire le sein de sa mere , l'Hydre de sa patrie , le tyran du monde entier'

Is I. 22. esp. 7.
tom. 1. Lugd.
1679.

„ *Avertissez-les*, dit S. Paul à Tite, *d'être soumis aux Princes & aux*
 „ *Puissances*. Puisque telles sont les leçons de Paul à Rome, &
 „ tels les exemples des Enfans dans la Fournaise, je ne sçais quelle
 „ peut être la rage phrénétique dont sont animées certaines gens,
 „ qui croient béat le Ciel, en médissant de ceux que les Prophètes
 „ ont honorés à Babylone, & que Paul à Rome a ordonné à Tite,
 „ & Pierre généralement à tous les Pasteurs de faire respecter. “
 „ Les Princes même corrompus, dit encore Oliva dans sa disser-
 „ tation sur les Evangiles, pag. 192, doivent être honorés de
 „ leurs sujets, & non en être méprisés. Ils sont toujours l'image
 „ de la Divinité, quoique cette image soit défigurée en eux.
 „ Samüel pleuroit Saül; il n'armoit point son bras contre lui :
 „ & ce n'est point dans le sang, mais dans les larmes que doivent
 „ être lavés les crimes des Rois, même par ceux qui les ont sa-
 „ crés Rois. “

Voilà comme se sont constamment exprimés les Jésuites dans
 tous les pays du monde. Aussi n'est-il jamais arrivé que les Princes
 Catholiques se soient plaint de leur enseignement à cet égard. Ce
 sont les hérétiques qui leur ont intenté les premiers, & qui ont
 perpétué cette accusation : & ce que nous ne sçaurions trop ré-
 péter, cette accusation dans les premiers tems embrassoit tous
 les Catholiques ; les Jésuites n'y étoient compris qu'à ce titre. Si
 depuis on a jugé à propos de les mettre seuls en cause, ce n'est
 pas qu'ils aient jamais été plus coupables que les autres, c'est
 qu'ils se sont déclarés avec plus de zèle, de persévérance &
 d'uniformité contre l'hérésie, qui n'a jamais pu ni les gagner, ni
 leur fermer la bouche.

ARTICLE II.

Justification des Jésuites François sur la doctrine du Tyrannicide.

IL est évident par la discussion des Extraits, qu'aucun Jésuite
 François, ni Airaut, ni Bauny, ni Piro, ni Jouvenci, ni d'Avri-
 gny, ni Berruyer, ni de la Sante, ni les Journalistes de Trévoux, ni

Colonia , ni Montaufan , ne peuvent être accusés avec quelque ombre de Justice d'avoir enseigné le tyrannicide. Cela seul fuffit pour justifier pleinement cette portion de la Société. Mais pour ne rien négliger dans une accusation de cette importance, nous tirerons de nouvelles preuves de leur innocence , 1° de la conduite qu'ils ont tenue , 2° des déclarations qu'ils ont faites , 3° de leurs Ouvrages , 4° des témoignages authentiques qu'on leur a rendus.

I.

Conduite des Jésuites François.

Si nous voulions remonter jusqu'au tems de la Ligue , il seroit aisé d'y trouver, sinon de quoi excuser entièrement les Jésuites , du moins de quoi les décharger de l'odieux qu'on jette aujourd'hui sur eux, contre la Foi des monumens qui attestent qu'ils furent moins coupables que les autres. Henri IV. mieux instruit & plus équitable que leurs accusateurs, dans sa Réponse à M. de Harlay , rejette sur *l'injure du tems*, le parti que prirent alors les Jésuites , comme presque tous les Corps du Royaume : *Je veux croire*, ajoute ce Prince , *que ç'a été avec moins de malice que les autres*. Et Maithieu parlant des emportemens des Prédicateurs de la Ligue , dit qu'on trouvoit dans les Sermons des Jésuites plus d'ordre , de modestie , de gravité & de tempérance , que dans quelques autres. Mais ce n'est point ici le lieu de discuter ce point ; il demanderoit un trop grand détail , qui pourra trouver sa place ailleurs. Voyons quelques autres faits plus personnels aux Jésuites.

Liv. II.

Le livre de Mariana paroît en 1598 : il pénètre en France. Les Jésuites François ont-ils vanté , publié , répandu cet ouvrage ? Tout au contraire, dès l'an 1599, le P. Richeome écrit au Général pour s'en plaindre & en demander la correction, qui fut ordonnée sur le champ. Quelques années après un Imprimeur Protestant , soit par des vûes d'intérêt, soit dans le dessein de nuire aux Jésuites, ayant donné une nouvelle Edition de Mariana, les Jésuites assemblés en Congrégation provinciale à Paris, en avertirent le P. Général, & le prièrent de remédier au mal ; ce qui fut fait , comme nous l'avons vu.

En 1614. paroît à Paris *la Défense de la Foi* de Suarez, ouvrage imprimé à Conimbre & réimprimé à Cologne. Reproche-t-on aux Jésuites François d'avoir introduit ce Livre en France? Non. M. Servin n'en dit rien dans sa *Plainte* au Parlement; il déclare qu'il n'en a eu connoissance, que parcequ'il *l'a vu parmi plusieurs Livres apportés par des Libraires venans de la dernière Foire de Francfort*. Les Jésuites se rendirent-ils difficiles à ce que le Parlement exigea d'eux en cette occasion? En aucune manière. Deux ans auparavant ils avoient déclaré qu'ils étoient conformes à la doctrine de Sorbonne en ce qui concerne la conservation de la personne & de l'autorité des Rois: on ne leur demanda point de nouvelle déclaration; on leur enjoignit seulement de faire renouveler le Décret porté en 1610, contre Mariana; ce Décret fut renouvelé cinq semaines après. Le Général même ne s'en tint pas là; il porta dans le même tems un autre Décret ayant pour objet d'empêcher que dans aucune Province de la Compagnie, il ne s'imprimât rien sur cette matiere qui pût déplaire en France: & quoique la sagesse d'Aquaviva ait pu suffire pour lui inspirer ce réglemeut, on ne peut douter qu'il n'y ait été excité par les Jésuites François.

En 1626, Cramoisy reçoit à Paris six exemplaires du Livre de Santarel imprimé à Rome l'année précédente. Quelques Jésuites qui avoient parcouru l'ouvrage chez ce Libraire, en donnerent avis au P. Coton leur Provincial. Les exemplaires furent enlevés sur le champ, & cet ouvrage auroit peut-être été ignoré, si un Docteur qui l'avoit vu avant les Jésuites chez Cramoisy, n'en eût fait quelques extraits qui coururent tout Paris. Comme il n'y avoit point d'exemplaire sur lequel on pût les vérifier, il fallut qu'un Président à Mortier envoyât à Lyon un exprès qui lui en rapporta un exemplaire en huit jours. Voilà comme les Jésuites de France ont contribué à répandre ce livre, qui faillit à les faire exiler une seconde fois.

Enfin, en 1669, dans un tems où la fameuse proposition de Bussembaum n'avoit encore fait aucun bruit, les Jésuites assemblés à Paris écrivirent à leur Général pour la faire effacer de la nouvelle Edition qu'on venoit de donner à Lyon, de la Morale de ce Jésuite Allemand; & en effet, depuis elle a disparu d'un grand nombre d'Éditions, dont neuf sont sous nos yeux.

Ces

Ces faits prouvent que les Jésuites de France, non contents de ne rien publier qui pût déplaire en ce Royaume, ont fait tous leurs efforts pour empêcher qu'il ne se glissât rien de contraire à nos maximes dans les écrits de leurs Confreres étrangers. S'ils n'y ont pas toujours réussi, la faute n'en retombe point sur eux, ni sur les Généraux; & on doit leur sçavoir gré des ordres qu'ils ont fait donner à ce sujet, & de l'exactitude avec laquelle, moralement parlant, ils ont été observés.

La seule objection qu'on puisse opposer à ces faits, est celle qu'on tire de la réimpression faite en France de plusieurs ouvrages des Jésuites étrangers, & de la permission d'imprimer donnée par quelques Provinciaux françois.

Pour répondre en peu de mots à cette objection, je dis 1^o que jamais on n'a réimprimé en France avec la permission des Supérieurs aucun Ouvrage de Jésuites, qui eût essuyé quelque flétrissure. 2^o que les Auteurs qu'on y a réimprimés, comme Azor, Justinien, Lapiere, Fernandus, ont été revûs & approuvés par les Censeurs ordinaires des livres. 3^o que ce ne sont point les Jésuites qui ont sollicité la réimpression; mais que les Libraires françois, de Lyon sur tout, instruits du succès qu'avoient ces Ouvrages, voyageoient jusqu'en Espagne & en Italie, pour se les procurer; & qu'après les avoir fait examiner par l'Ordinaire, en conséquence de la défense faite par Henri III. Henri IV. & Louis XIII. à tous Imprimeurs d'imprimer aucun livre de Jésuite sans permission des Supérieurs de la Société, ils demandoient cette permission aux Provinciaux.

J'ajoute, ce qui est essentiel, qu'à l'égard de ces Auteurs alors généralement estimés, & qu'aucun Arrêt, aucune Censure n'avoient flétris, les Provinciaux n'étoient nullement en faute en permettant qu'on les imprimât. Outre que le Censeur ordinaire y avoit passé, les Magistrats permettent en France qu'on imprime des Ouvrages composés par les Théologiens ultramontains, & contre la doctrine reçue dans le Royaume. J'en tire la preuve d'un fait rapporté par Richard Simon dans ses lettres.

„ Il y a quelques années, dit-il, que le P. Thomassin de l'Oratoire, Lettre 6. Edit. d'Amst. 1710.
 „ se composa en Latin un livre qui a pour titre, *Remarques sur les*
 „ *Conciles*, & où il ne traite presque d'autre chose que de l'auto-

Suite de la 111. Partie.

F f f f

„ rité du Pape au dessus des Conciles, lesquels il juge même peu
 „ nécessaires dans l'Eglise, parceque, selon lui, il suffit d'avoir re-
 „ cours aux Papes. On s'opposa fortement à cet Ouvrage. Le P.
 „ Thomassin représenta à M. le Procureur Général du Parlement
 „ de Paris, qu'on avoit imprimé en France les livres du Cardinal
 „ Bellarmin, & de plusieurs autres Théologiens de delà les
 „ Monts, qui étoient dans les mêmes opinions que lui. A quoi
 „ M. le Procureur Général répondit judicieusement que ces Au-
 „ teurs-là étoient Italiens, & que, pour cette raison, en France
 „ on soleroit leurs opinions, qui n'étoient de nulle conséquence,
 „ étant débitées par des étrangers; qu'au reste on permettoit d'im-
 „ primer leurs Ouvrages, qui étoient d'une grande utilité, & approuvés
 „ en toutes choses, à la réserve de certains articles; mais qu'il n'en
 „ étoit pas de même d'un livre de cette nature composé par un
 „ Théologien françois.

L'objection que l'on fait aujourd'hui pour la première fois est donc pleinement résolue par la réponse de ce Magistrat, dont nous pourrions encore tirer avantage pour d'autres objets.

I I.

Déclarations faites en différens tems par les Jésuites de France.

Les Jésuites de France n'ont jamais fait difficulté de déclarer leurs sentimens sur ce qui concerne l'autorité & la sûreté des Rois, toutes les fois qu'ils en ont été requis, & jamais on ne le leur a demandé pour aucune faute, qui leur fût personnelle. Voici ces Déclarations avec les occasions qui y ont donné lieu.

1° Dans la guerre de plus de trente ans que leur fit l'Université de Paris, les Avocats de l'Université taxerent leur doctrine de dangereuse à l'autorité & à la vie des Rois. On sçait avec quelle force M. Servin appuya ces accusations. On les laissa tranquilles, depuis leur rétablissement jusqu'à la mort d'Henri IV. après laquelle les attaques recommencerent. Les Jésuites présentèrent alors en 1611 au Parlement un acte authentique, par lequel ils déclaroient qu'ils étoient conformes à la doctrine de l'Ecole de Sorbonne, même en ce qui concerne la conservation de la personne sacrée des Rois, mainten-

tion de leur autorité Royale, & libertés de l'Eglise Gallicane, de tous tems & ancienneté gardées & observées en ce Royaume. Le Parlement leur donna acte de cette Déclaration, comme on le peut voir dans l'extrait de ses Registres du 22. Février 1612. Elle étoit signée du P. Balthazard Provincial, des PP. Jacquinot Supérieur de la Maison de S. Louis, Alexandre, Georges, Frontron du Duc, Jacques Sirmond & François Tacon.

2^o Au sujet du Livre de Santarel, les principaux Jésuites de France, ayant à leur tête le P. Coton Provincial, donnerent une Déclaration par laquelle ils désavouoient la doctrine contenue dans ce Livre, en ce qui concerne la personne des Rois, leur autorité & leurs Etats, reconnoissoient que les Souverains ne dépendent que de Dieu pour le temporel, & déclaroient qu'ils étoient prêts d'épan-
dre leur sang & exposer leur vie pour la confirmation de cette vérité,
 promettant de ne professer jamais opinion ni doctrine contraire à celle qui sera tenue en cette matière par le Clergé, les Universités du Royaume, & la Sorbonne. Cette Déclaration est du 16. Mars 1626. Entre autres signatures, on voit celle du P. Suffren Confesseur du Roi & de la Reine Mere, des PP. Armand & Petau.

Le lendemain, le Parlement ayant rendu un Arrêt qui ordonnoit aux Supérieurs des Maisons de Paris, aux Provinciaux, aux Recteurs & à six anciens de chaque Collège, de bailler acte par lequel ils désavoueroient & détesteroient le Livre de Santarellas, contenant propositions & maximes scandaleuses &c; l'Acte fut donné, & remis au Greffe de la Cour. Il étoit conçu dans les termes suivans dictés par l'Arrêt. « Comme il y a dans le Livre d'Antoine Santarel, intitulé, *De l'hérésie, de l'Apostasie & du Schisme*, lequel a été condamné depuis peu par la Cour de Parlement, quantité de choses scandaleuses, séditieuses, qui tendent au renversement des Etats, à retirer les sujets de l'obéissance due aux Rois, aux Princes & aux Souverains, qui touchent leurs Etats, & qui mettent même leurs personnes en grand danger & péril; nous les improuvons pareillement, rejettons & condamnons. »

3^o En 1713, la cinquième partie de l'Histoire de la Compagnie, composée à Rome par le P. Jouvency, ayant attiré l'attention du Parlement; lorsqu'il étoit assemblé pour prononcer contre ce livre,

F f f f 2

Collect. J. B.
 tom. 3. part. 2.
 p. 206.

Ibid. p. 207.

Mém. Chron.
& dogm. ann.
1711. tom. 4.
Pag. 101.

le Provincial & les Supérieurs des Maisons de Paris, lui présentèrent une Déclaration qui le satisfait. Elle portoit en substance, „ Que les Jésuites eux-mêmes ont reconnu qu'il est échappé à leur „ Historien de se servir d'expressions susceptibles d'un mauvais „ sens, & qui présentent à l'esprit une idée favorable à un Parti, „ (la Ligue) dont on ne doit parler qu'avec horreur; qu'il excuse „ ou diminue la faute des Auteurs justement condamnés en 1610 „ & les années suivantes, & qu'il donne lieu de croire à ceux „ qui ne le connoissent pas qu'il en approuve la doctrine; qu'en „ décrivant les tristes événemens des années 1594 & 1595, il „ attaque la justice des Arrêts de la Cour, donne atteinte à la „ réputation de ceux qui les ont rendus, en répandant des cou- „ leurs favorables sur les accusés, & odieuses sur les Juges. “
Les Jésuites expriment ensuite en ces termes leur attachement aux maximes & usages du Royaume. „ Nous tenons à grand „ honneur de déclarer devant la Cour, qu'on ne peut être ni plus „ soumis que nous le sommes, „ ni plus inviolablement attaché „ aux maximes & aux usages de ce Royaume, sur les droits de „ la Puissance Royale, qui pour le temporel ne dépend ni direc- „ tement ni indirectement d'aucune autre puissance qui soit sur „ la terre, & n'a que Dieu seul qui soit au-dessus d'elle; que „ nous condamnons la doctrine contraire dans les livres que vous „ avez condamnés, comme dans les autres livres semblables, & „ que nous serions très-fâchés qu'il y eût aucun des sujets du Roi, „ qui eût plus d'horreur que nous de toutes les maximes qui peu- „ vent donner atteinte directement ou indirectement à l'autorité „ & à la sûreté des Rois, & aux liens indissolubles par lesquels „ leurs sujets leur sont attachés. Vos Régîtres font encore foi „ des déclarations que nos Supérieurs donnerent autrefois à la „ Cour contre ces détestables maximes: elle en est demeurée „ contente. Nous n'avons point cessé depuis de les condamner, „ & nous les condamnons toujours. “

Dans l'Arrêt qui fut porté ensuite, la Cour donna acte au Provincial & aux trois autres Supérieurs de la déclaration par eux faite & laissée à la Cour, signée d'eux, & en conséquence ordonna que ladite déclaration seroit mise au Gresse de la Cour,

& annexée à la minute de l'Arrêt qui est du 24 Mats 1713.

4° Les Jésuites voyant le bruit que quelques propositions du Livre de Bussembaum commenté par Lacroix, commençoient à faire en 1757 après un silence de près de cent ans, présentèrent au Parlement de Paris le 5 Décembre de cette année le désaveu le plus formel & le plus précis du Livre de Bussembaum ; & de Lacroix son Commentateur.

Ils déclarent dans cet acte 1° „ Qu'ils n'ont jamais professé ni adop-
 „ té ; qu'ils ne professeront ni adopteront intérieurement ni exté-
 „ rieurement des maximes aussi fausses & aussi détestables, que celles
 „ qu'ils trouvent répandues dans le Livre de Bussembaum, & le
 „ Commentaire de Lacroix. 2° qu'ils ont toujours soutenu, & qu'ils
 „ soutiendront toujours l'entière indépendance des Rois pour le
 „ temporel, la soumission absolue que les Sujets doivent à leur
 „ Souverain, & qu'il n'est permis à personne de s'affranchir de
 „ cette soumission en aucun cas & sous aucun prétexte, directe-
 „ ment ni indirectement, & qu'en tout ils sont soumis à la Décla-
 „ ration du Clergé de France de 1682, & continueront de sou-
 „ tenir & d'enseigner la Doctrine y contenue. 3° qu'ils regardent
 „ comme un attentat horrible & exécrationnable la seule idée d'atter-
 „ ter à la personne Sacrée des Rois, sous aucun prétexte ; & qu'ils
 „ détestent les propositions qui l'autorisent ou semblent l'autori-
 „ ser, non-seulement dans Bussembaum & Lacroix, mais encore
 „ dans les Auteurs cités par eux, & dans tout autre Auteur où
 „ elles pourroient se trouver, dans quelque pays & sous quelque
 „ domination que lesdits Auteurs aient écrit ou publié des pro-
 „ positions aussi criminelles. „

Une semblable déclaration avoit été donnée à Toulouse & à Rennes par les Supérieurs. Ce fut à cette occasion qu'un des premiers Magistrats du Royaume écrivit au Recteur d'un Collège : *Voilà bien des canons encloués*, preuve que dès ce tems-là toutes les machines étoient dressées pour détruire la Société.

5° Sur la fin de 1761, lorsque les Jésuites étoient le plus fortement attaqués sur leur Institut & leur Doctrine, M. le Chancelier de Lamoignon envoya aux cinq Provinciaux de France un modèle de Déclaration, dont ils devoient lui renvoyer une copie si-

gnée de tous les Prêtres & jeunes Jésuites des Collèges & Maisons du Royaume. Toutes ces signatures furent en effet données & envoyées à M. le Chancelier. La Déclaration étoit ainsi conçue.

„ 1° Qu'ils tiennent & professent qu'ils tiendront & professeront toujours, qu'en aucun cas & en aucun lieu, sous quelque prétexte de tyrannie ou de trouble, de persécution ou de Religion, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être, il n'est ni ne peut être permis à personne de quelque état & condition qu'il soit, d'attenter directement ou indirectement à la personne des Souverains, & de dire, écrire, insinuer, favoriser ou faire rien qui puisse porter à attenter à leur sûreté; qu'ils condamnent & détestent comme pernicieuse & digne de l'exécration de tous les siècles, toute doctrine contraire dans tous les ouvrages qui auroient été composés, non seulement par aucun de leur Compagnie, mais encore par quelque auteur que ce soit. :

„ 2° Qu'ils tiennent & professent, tiendront & professeront toujours la doctrine du Clergé de France, déclarée dans son assemblée de 1682; qu'en conséquence ils enseignent & enseigneront toujours que la puissance donnée par Jésus-Christ à S. Pierre, à ses successeurs & à l'Eglise même, est purement spirituelle, & ne s'étend que sur ce qui appartient au salut éternel, qu'ils n'en ont aucune sur ce qui concerne le temporel, & qu'ainsi la puissance des Souverains au temporel est tellement indépendante de toute puissance spirituelle, qu'en aucun cas, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit, ils ne peuvent directement ni indirectement être par le pouvoir des Clefs déposés, ni leurs sujets déliés du serment de fidélité.

„ 3° Qu'ils sont & seront toujours soumis aux Loix, Ordonnances, Réglemens & usages du Royaume, ainsi que tous les autres sujets du Roi, tant Ecclésiastiques que séculiers, comme aussi aux règles de Discipline & de Droit commun ecclésiastique, ainsi qu'elles ont lieu dans le Royaume pour les autres Religieux, sans qu'il puisse rien entreprendre de contraire aux droits des Evêques, Curés, Universités & autres quelconques,

„ ni faire aucun usage d'aucun privilège quel qu'il soit, que conformément aux termes des loix & maximes du Royaume.

„ 4^o Que si, ce qu'à Dieu ne plaise, il leur étoit ordonné par le Général, ou autre revêtu de quelque autorité que ce soit, quelque chose de contraire aux déclarations portées ci-dessus, aux loix de l'Eglise & de l'Etat, à leur devoir envers leurs Souverains, au bien & à la tranquillité publique, ils déclarent qu'ils tiennent & tiendront toujours tels Décrets ou actes pour illegitimes & nuls de plein droit, & qu'ils seroient & se croiroient obligés de n'y pas obéir. “

Au mois de Mars de l'année suivante le Roi porta un Edit dans lequel il veut bien rappeler ces assurances que les Jésuites ses sujets venoient de lui donner de leurs sentimens, comme un titre sur lequel ils pouvoient espérer sa protection. Quoique cet Edit n'ait point été enrégistré, il a été envoyé pour l'être dans tous les Parlemens, & il suffit pour montrer que S. M. avoit été satisfaite de la Déclaration des Jésuites.

I I I.

Ouvrages des Jésuites de France.

LE détail seroit immense, s'il falloit faire le dénombrement de tous les Ouvrages en Vers & en Prose, où les Jésuites de France ont fait éclater en toutes manieres leur zèle pour la grandeur, la prospérité, la sûreté de nos Rois & de leur auguste Famille. Jamais matiere n'a plus exercé leur plume, ni celle de leurs élèves. Bornons-nous à quelques traits tirés de leurs plus illustres Ecrivains.

Bourdaloue, dans le Panégyrique de S. Louis, dit : „ La Cour de Rome, par des entreprises nouvelles, voulut donner quelque atteinte aux droits de sa Couronne ; vous sçavez avec quelle vigueur S. Louis agit pour les défendre ; nous en avons dans son Histoire des preuves authentiques. Mais du reste comment les défendoit-il ? avec un merveilleux tempéramment d'autorité & de piété ; c'est-à-dire, qu'il soutenoit les droits de sa Couronne, en Roi & en Fils aîné de l'Eglise : en Roi, avec autorité, & en Fils aîné de l'Eglise, avec un esprit de Religion & de

„ pitié , montrant bien qu'en qualité de Roi , il ne reconnoissoit
 „ point de supérieur sur la terre , & ne vouloit dépendre que de
 „ Dieu seul , quoiqu'en qualité de Fils aîné de l'Eglise , il fût
 „ toujours prêt à écouter l'Eglise comme sa mere & à l'honorer. „
 „ Le même, dans le Sermon sur le Jugement téméraire dits : „ Dans
 „ tous les tems , les personnes élevées , aux premières places , les
 „ Magistrats , les Princes , les Pasteurs des ames , ont eu leurs
 „ vices & leurs passions ; ce sont des hommes qu'il n'a pas plu à
 „ Dieu de rendre impeccables , & dont les erreurs & les foiblesses ,
 „ dans le dessein de sa Providence , doivent même servir à l'exer-
 „ cice de notre foi & de notre humilité. Mais pour cela il n'a
 „ jamais été permis aux Particuliers de s'ériger en censeurs de
 „ leur vie , beaucoup moins de leur gouvernement & de leurs
 „ ordres. „

Voyez encore le Sermon sur la Sainteté & la force de la Loi
 Chrétienne , à l'endroit où il Paraphrase le texte , *Deum time ,*
Regem honorificate.

Daniel dans son Histoire de France , *tom. 2. in folio* , après avoir
 rapporté les démêlés de S. Louis avec les Papes , finit par ces mots.

„ De sorte qu'il est vrai de dire que c'est lui qui a commencé à
 „ donner en France de justes bornes à l'autorité Ecclésiastique ,
 „ laquelle n'y en avoit point depuis plusieurs siècles , les Rois mê-
 „ me ayant souvent contribué à ce désordre & à cette confusion ,
 „ lorsqu'en certaines conjonctures , pressés par leurs ennemis ou
 „ par leurs Sujets rebelles , ils avoient eu recours aux armes spi-
 „ rituelles de l'Eglise. „

Bougeant dans son Exposition de la doctrine chrétienne , se-
 conde Partie. chap. 1. demande si on est obligé sous peine de pé-
 ché d'obéir aux Loix des Princes temporels ; & il répond : „ Oui ,
 „ parceque leur autorité vient de Dieu , & qu'ils sont les images
 „ de Dieu sur la terre. Ainsi quelque vicieux qu'ils puissent
 „ être , on est toujours également obligé de leur obéir en tout
 „ ce qui n'est point contraire à la Loi de Dieu , parceque c'est
 „ Dieu lui-même qui commande en leur personne.

Le P. Hayneuve , 1. part. Discours 14 , de l'Ordre , parle ainsi.
 „ Quand même , dit S. Augustin , les Princes s'oublieroient de ce
 qu'ils

„ qu'ils nous sont, nous ne devons pas pour cela oublier ce que
 „ nous leur sommes; & quoiqu'ils puissent excéder dans leurs com-
 „ mandemens, nous ne sommes pas pour cela dispensés de leur
 „ obéissance; car apprenons bien une fois que ce n'est point sur
 „ la vertu de leurs personnes que leur autorité est fondée, mais sur
 „ la toute-puissance de la personne de Dieu qu'ils représentent, qui
 „ n'étant point changeante comme leur volonté, les maintient iné-
 „ branlablement dedans leur trône, & nous doit maintenir invio-
 „ lablement dans la fidélité & dans l'assujettissement. Il n'y a donc
 „ jamais de rébellion qui ne soit punissable, quelque prétexte qu'on
 „ puisse prendre pour la couvrir &c.

Texier, dans son Sermon pour le second Dimanche d'après Pâ-
 ques. „ Serviteurs, rendez-vous obéissans avec tout le respect possi-
 „ ble, non-seulement à vos Maîtres qui sont bons, modestes & ver-
 „ tueux, mais encore à ceux qui sont rudes, difficiles & vicieux;
 „ vous souvenant que, quand il s'agit d'obéir, ce ne sont pas
 „ les mœurs que nous regardons, mais seulement l'autorité. C'est
 „ en cela que paroît la grace du Christianisme, si votre douceur
 „ & votre patience vous fait souffrir en vûe de Dieu les mauvaises
 „ humeurs, les emportemens déraisonnables, & les persécutions in-
 „ justes d'un Maître qui abuse de son pouvoir.

Le Moyne, dans son Traité de l'art de regner, 4. part. art. 4.
 „ Il n'y a point de raison, quelque spécieuse qu'elle semble, il
 „ ne peut y avoir de prétexte, de quelque couleur & de quelque
 „ forme qu'il soit, qui donne droit aux Sujets de prendre les ar-
 „ mes contre leur Prince..... Les Requêtes, les Remonstrances, les
 „ supplications sont les seules armes que le droit permet aux Su-
 „ jets pour se défendre de semblables violences: toutes autres
 „ armes entre leurs mains sont illégitimes, sont injustes, sont
 „ criminelles. »

Je ne citerai rien de Maimbourg. Tous ses Ouvrages sont pleins
 de traits & de réflexions, qui marquent son zèle pour nos maxi-
 mes, celles sur tout qui concernent l'autorité & la sûreté des Rois.

La Ruë, dans son Panégyrique de S. Pierre. „ De la Chaire où
 „ il est assis, Pierre porte la vûe dans toute l'Eglise Chrétienne,
 „ de l'Orient, au Septentrion, au Midy; & il ne voit rien, grands

Suite de la III. Partie.

G g g g

„ & petits, Rois & Sujets, qui ne soit soumis à sa domination,
 „ non point à une domination temporelle; le Royaume de Jésus-Christ n'est pas de ce monde, mais à une domination spirituelle. Les Princes & les Rois ont les clefs des Villes, des Provinces, des Empires; ils y ont leurs droits inaliénables, & ils y exercent leur pouvoir avec une indépendance absoluë.

M. de Thou dans son Histoire universelle, sous l'année 1584, racontant la conjuration de Parry contre la Reine Elisabeth, prouve par son récit combien les Jésuites sont éloignés d'approuver ces attentats.
 „ Lorsque Guillaume Parry, dit il, fut à Paris, il fut bien aisé pour
 „ s'affermir davantage dans la résolution qu'il avoit formée, d'en
 „ conférer avec un célèbre Théologien Anglois, nommé Guillaume Alain; mais comme il ne se trouva pas à Paris, il consulta
 „ un très-sçavant Jésuite, nommé le P. Wiar. Ce Pere n'étant pas
 „ du sentiment de Parry, lui fit presque abandonner son projet: il
 „ lui fit voir par quantité de passages de l'Ecriture & des Peres,
 „ qu'il n'étoit jamais permis de troubler la tranquillité publique,
 „ ni d'exciter des soulèvemens contre le Souverain, même quand il
 „ s'agit de la Religion, & lui cita beaucoup d'Auteurs Jésuites qui
 „ soutenoient cette opinion.

Richeome dans son Tableau votif pour le Roi, dit: „ qu'il n'y a
 „ jamais de juste cause de rébellion contre son Prince, ... que comme les Hébreux ne se révolterent jamais contre Pharaon, tyran;
 „ ainsi personne n'a droit de se révolter contre un Prince qui seroit un tyran. „ Et dans sa plainte Apologétique, il parle de la sorte. „ La distinction des deux Puissances est établie dans l'Ecriture; les Rois sont chefs temporels en leurs Royaumes, sans relever en leur temporalité des Successeurs de S. Pierre, à qui Jésus-Christ donna les Clefs du Royaume des Cieux, non de la Terre. „

Le P. Longueval, dans son Histoire de l'Eglise Gallicane, tom. 4. liv. 10, année 674, dit à l'occasion de l'assassinat de Childeric II.
 „ Un événement si tragique & si inopiné augmenta les troubles
 „ & les factions du Royaume. Car l'assassinat d'un Prince, quelque méchant qu'on le suppose, est toujours un plus grand mal, que tous ceux auxquels on s'est flatté de remédier par un si horrible attentat. „

Le P. Charlevoix, au livre 12. de son Histoire du Japon, traite de rebelles & de révoltés les Chrétiens d'Arima qui prirent les armes contre leur Souverain qui les persécutoit à cause de la Religion.

Brumoy, dans l'Histoire de l'Eglise Gallicane sous l'année 1303, dit de Boniface VIII. que „ c'étoit un génie extraordinaire & l'un „ des plus grands Papes, s'il n'eût paru vouloir s'attribuer l'autorité „ qui n'appartient qu'au Roi des Rois, maître unique du temporel „ des Souverains. „ Et sous l'année précédente, au sujet de cette définition d'un Concile tenu à Rome. *Nous déclarons, définissons qu'il est de nécessité de salut que tout homme soit soumis au Pape*, il fait cette réflexion : „ il seroit à souhaiter qu'on eût ajouté, *pour le spirituel*.

Le P. Carrou, dans l'Histoire Romaine, tom. 27. liv. 2. parlant du meurtre de César, dit : „ Brutus, Cassius & leur troupe ne se „ justifieront jamais d'avoir employé la trahison pour enlever à Ro- „ me, avec César, la tranquillité qu'il y faisoit regner. Aussi quoi- „ qu'en aient dit quelques Historiens de l'antiquité trop passion- „ nés pour l'Etat républicain, ses assassins furent de véritables Par- „ ricides dignes de toute la colere du Ciel & de la Terre &c. „ En vain chercheroit-on sur le même sujet de pareilles réflexions dans l'Histoire de M. Rollin.

Caussin, dans son Apologie, pag. 204, s'exprime en ces termes. „ Nous avons protesté mille fois, & nous le protestons encore à la „ face de l'Univers, que nous n'avons pas d'autre sentiment sur la „ personne Sacrée des Rois, que celui qui est commun à tout le „ Clergé de France, & que nous sommes prêts à le signer de nô- „ tre sang. „

Le P. Longueval encore, sous l'année 1074, parlant de l'excommunication dont le Pape menaçoit le Roi, dit : „ Mais l'excom- „ munication ne devoit empêcher les François d'obéir au Roi, „ qu'en ce que ce Prince auroit commandé contre la Loi de Dieu... „ Grégoire passoit visiblement les bornes de son autorité dans les „ menaces qu'il faisoit au Roi. „ Et ailleurs sous l'année 1085. „ Grégoire VII à qui on ne peut rien reprocher que d'avoir voulu „ étendre sur le temporel des Princes le pouvoir qu'il n'avoit reçu „ que pour le spirituel. „

Le P. d'Orléans dans ses Révolutions d'Espagne, parle d'un Do-

Tom. 3. p. 118.
Paris 1714. in 4^o

G g g 2

minicain, nommé Galbès, qui dans un livre adressé à Dom Jean Roi de Navarre & d'Arragon. „ Donnoit pour une doctrine sûre „ & orthodoxe cette maxime diabolique, que le fanatisme a re- „ nouvellée depuis à la honte de la Religion dont il prenoit le mas- „ que, que les Sujets sont en droit de déposer leurs Souverains, „ lorsqu'ils deviennent tyrans. La condamnation récente, conti- „ nue le P. d'Orléans, que le Concile de constance avoit faite d'u- „ ne proposition semblable, auroit dû le faire penser plus saine- „ ment ; mais dans tous les tems & dans tous les pays, il se trouve „ des scélérats ou des furieux, qui sans être arrêtés par les autori- „ tés les plus respectables, font servir la Religion aux plus crimi- „ nels attentats. „

Le P. Berthier, au tom. 15. de l'Histoire de l'Eglise Gallicane, s'exprime ainsi. „ Le Docteur Jean Petit le plus connu d'entr'eux „ & le plus détesté pour les plus affreuses maximes qu'il mit au jour „ dans cette occasion... Si nous gémissons d'une part qu'il y ait eu „ un tems où l'on ait publié une doctrine si pernicieuse, nous nous „ consolons de l'autre par les témoignages de zèle que donna l'E- „ glise Gallicane pour la faire condamner solennellement. „ Et au tome 16, après avoir dit que le Concile de Constance se contenta de condamner purement & simplement la proposition de Jean Petit, tandis que le Cardinal de Cambrai, Gerson &c. vouloient que la condamnation s'étendît à tout ce qui pouvoit tenir ou conduire à la doctrine du Tyrannicide ; le P. Berthier fait cette réflexion. „ Le parti le meilleur & le plus sage, qui étoit celui du Cardinal „ de Cambrai, de Gerson, & en général de tous les bons François, „ fut plusieurs mois dans une sorte de discrédit. „

Le P. Berruyer, dans la seconde Partie de l'Histoire du Peuple de Dieu, tom. 3. pag. 269 & 270, parle de la sorte. „ Il n'est pas „ nécessaire que nous examinions ici quelle est l'étendue de la „ prééminence que Jésus-Christ accorde à Pierre & à ses Succes- „ seurs. Nous présentons aux Fidèles les paroles du Fils de Dieu ; „ elles ne sont pas assez difficiles à entendre pour avoir besoin „ d'un commentaire, si ce n'est peut-être qu'il fût à propos de „ prévenir ici les Fidèles peu éclairés ou mal instruits, contre les „ prétentions odieuses de ceux qui étendent la promesse que Jésus-

„ Christ fait à Pierre, jusqu'à une supériorité directe ou indirecte
 „ sur les Puissances de ce monde, quant au gouvernement tem-
 „ porel de leur Empire. Dieu seul, dont ils ont reçu le pouvoir
 „ Souverain & indépendant qu'ils exercent sous son autorité,
 „ est en droit de leur faire rendre compte à son Tribunal de l'usa-
 „ ge qu'ils en font. Le Royaume de Jésus-Christ étoit une Monar-
 „ chie toute spirituelle; le Divin Législateur n'a prétendu com-
 „ muniquer à Pierre, qu'il a fait son Vicaire sur la terre, & à
 „ ses Successeurs après lui, que le pouvoir de former, de con-
 „ duire, d'étendre & de gouverner son Eglise par les moyens aussi
 „ spirituels qu'il a lui-même employés à l'établir, à la fonder, & à
 „ l'acquiescer au prix de tout son sang. „

Nous ne pousserons pas plus loin cette liste, qui n'est pas la vingtième partie de ce qu'elle pourroit être. On peut assurer que les Jésuites de France dans tous les sujets saints & profanes qu'ils ont traités dans leurs discours comme dans leurs écrits, non-seulement n'ont point manqué, mais ont constamment cherché l'occasion de témoigner leur attachement, leur respect, leur fidélité inviolable pour leurs Souverains, & d'inspirer les mêmes sentiments à tous ceux dont on leur a confié l'éducation & l'instruction. La voix publique de la nation n'a jamais été plus forte & plus unanime en leur faveur que sur cet article. Finissons par quelques témoignages que leur ont rendu à ce sujet les Rois eux-mêmes & les personnes en place.

I V.

Témoignages rendus en faveur des Jésuites de France.

JE ne répéterai point ce qui a déjà été dit sur cette matière dans les Chapitres 4. & 12. de l'examen du système d'unité. Mon dessein n'est pas non plus d'entasser ici témoignages sur témoignages; six ou sept suffiront.

Je commence par la Réponse d'Henri le Grand aux Remontrances du Parlement en 1603, au sujet du rétablissement des Jésuites. Je n'en transcrirai que ce qui est relatif à l'objet présent.
 „ De les appeler, dit ce grand Prince, Compagnie de factieux,
 „ pour ce qu'ils ont été de la Ligue, ça été l'injure du temps. Ils

„ croyoient y bien faire, comme plusieurs autres qui s'étoient mes-
 „ lés dans les affaires de ce tems-là ; mais ils ont été trompés & dé-
 „ çus avec eux, & ont reconnu tout le contraire de ce qu'ils avoient
 „ cru de mon intention : mais je veux croire que ç'a été avec
 „ moins de malice que les autres.... Touchant l'opinion qu'ils ont
 „ du Pape, je sçais qu'il les estime fort ; aussi fais-je moi. Mais
 „ vous ne direz pas qu'il a voulu faillir à Rome les Livres de M.
 „ Bellarmin, parcequ'il n'a voulu donner tant de Jurisdiction au
 „ Saint Pere, que font communément les autres. Vous ne dites
 „ pas aussi que ces jours passés les Jésuites ont soutenu que le Pape
 „ ne pouvoit errer, mais que Clément pouvoit faillir. En tout cas,
 „ je m'assure qu'ils ne disent rien davantage que les autres de l'au-
 „ torité du Pape, & crois que quand on en voudroit faire le procès
 „ aux opinions, il le faudroit faire à celle de l'Eglise Catholique. „

„ Quant à la doctrine d'émanciper les Ecclesiastiques de mon
 „ obéissance, ou d'enseigner à tuer les Rois, il faut voir d'une
 „ part ce qu'ils disent, & informer s'il est vrai qu'ils le montrent
 „ à la jeunesse. Une chose me fait croire qu'il n'en est rien ; c'est
 „ que depuis trente ans en ça qu'ils enseignent la jeunesse en
 „ France, plus de cinquante mille Ecoliers de toute sorte de con-
 „ ditions sont sortis de leurs Collèges, qui ont conversé & vécu
 „ avec eux, & que l'on n'en trouve un seul de ce grand nombre
 „ qui soutienne de leur avoir oui tenir ce langage, ni autre ap-
 „ prochant de ce qu'on leur reproche. De plus, il y a des Ministres
 „ qui ont été & étudié sous eux ; qu'on s'informe d'eux de leur
 „ vie ; il est à présumer qu'ils en diront le pis qu'ils pourront, ne
 „ fût-ce que pour s'excuser d'être sortis d'avec eux. Je sçais bien
 „ qu'on l'a fait, & n'a-t-on rien tiré autre raison, sinon que pour
 „ leurs mœurs il n'y a rien à dire. „

„ Quant à Barriere, tant s'en faut qu'un Jésuite l'ait confessé,
 „ comme vous dites, que je fus averti par un Jésuite de son en-
 „ treprise ; & un autre lui dit qu'il seroit damné, s'il osoit l'en-
 „ treprendre. Quant à Châtel, les tourmens ne purent lui arracher
 „ aucune accusation à l'encontre de Varade ou autre Jésuite ; &
 „ si aucun étoit, pourquoi l'autiez-vous épargné ; car celui qui
 „ fut arrêté, fut arrêté sur un autre sujet que l'on dit s'être trou-

„ vé dans ses écrits : & quand ainsi seroit qu'un Jésuite auroit
 „ fait ce coup , faut-il que tous les Apôtres patissent pour Judas ,
 „ ou que je réponde de tous les larcins & de toutes les fautes qu'ont
 „ faites & feront à l'avenir ceux qui auront été de mes Soldats ?

On peut voir cette Réponse en entier dans le Mercure françois de 1611 , dans les Mémoires de Villeroy , dans Matthieu qui écrivoit , pour ainsi dire , sous les yeux d'Henri IV. M. de Thou ne la rapporte pas , mais il la suppose , lorsqu'il dit qu'Henri IV. réfuta sans aigreur les raisons alléguées par M. de Harlay. *Allegata rationes citra acerbisatem elevata*. Il n'est pas étonnant que de nos jours , où l'on a fabriqué contre les Jésuites un Arrêt du Conseil , on ait nié l'authenticité de cette Réponse , qui est si décisive en leur faveur. Tout ce qu'on prouve par-là , c'est qu'on a un grand intérêt qu'elle soit fausse , mais on ne réussira pas à ôter aux monumens du tems la foi qu'ils méritent.

Le même Henri IV. fit aux Jésuites à Villers-Coterets , une réponse rapportée dans le Plaidoyer de Montholon , pag. 42. & suiv. En voici quelques traits. „ J'ai bien reconnu que ce n'étoit que ca-
 „ lomnies ce dont on vous chargeoit. Je vous ai toujours défendus ,
 „ & incontinent que j'ai scû quelque chose , je l'ai dit au P. Coton ,
 „ afin qu'en étant avertis , vous y puissiez mettre ordre , & pour
 „ vous faire connoître aussi que ce que je fais à votre endroit n'est
 „ par feintise & dissimulation , mais par vraie & sincère affection.
 „ J'ai voulu vous mettre en ma propre maison , en celle de mes
 „ Peres (la Flèche) pour donner exemple à mes Sujets d'en faire
 „ de même... Je vous ai aimés & chéris depuis que je vous ai con-
 „ nus , scachant bien que ceux qui vont à vous , soit pour leur
 „ instruction , soit pour leur conscience , en reçoivent de grands
 „ profits. Aussi ai-je toujours dit que ceux qui aiment & craignent
 „ vraiment Dieu , ne peuvent que bien faire , & qu'ils sont tou-
 „ jours les plus fidèles à leurs Princes. Gardez seulement vos rè-
 „ gles , elles sont bonnes. Je vous ai protégés , je le ferai encore...
 „ Vous autres qui êtes grands en doctrine & piété entre les Ser-
 „ viteurs de Dieu , vous pouvez faire de grands biens par vos Pré-
 „ dications , Confessions , écrits , leçons , disputes , bons avis &
 „ instructions ; que si vous veniez à manquer , & à vous detraquer

„ de vos devoirs , vous pourriez faire de grands maux pour la
 „ créance qu'on a en vous.... Si de douze mille que vous êtes ,
 „ quelques-uns viennent à faillir , ce ne sera pas grande merveil-
 „ le : ce sera plutôt un miracle qu'en un si grand nombre il ne
 „ s'en trouve pas davantage , vu qu'il s'est bien trouvé un Judas
 „ entre les douze Apôtres. Cependant si quelque Particulier faut ,
 „ je serai le premier à lui courir sus , & ne m'en prendrai point
 „ au Corps. „

Après la mort funeste de ce grand Prince , comme la calomnie chargeoit les Jésuites de cet horrible attentat , M. Henri de Gondy Evêque de Paris , publia pour leur justification la déclaration suivante.

„ Henry de Gondy Evêque de Paris , Conseiller du Roi en
 „ ses Conseils d'Etat & privé & Maître de l'Oratoire de S. M.
 „ Comme ainsi soit , que depuis le cruel Parricide commis en la
 „ personne du feu Roi que Dieu absolve , plusieurs bruits ayant
 „ couru par cette Ville de Paris au préjudice remarquable de
 „ l'Ordre des Peres Jésuites ; nous désireux de pourvoir à
 „ l'honneur & réputation dudit Ordre , ayant bien reconnu que
 „ tels bruits ne sont provenus que de mauvaises affections fondées
 „ en animosité contre lesdits Peres , déclarons par ces présentes
 „ à tous ceux qu'il appartiendra , lesdits bruits être imposture &
 „ calomnie , controuvées malicieusement contre eux , au détriment de la Religion Catholique , Apostolique & Romaine ; &
 „ que non-seulement les dits Peres sont entièrement nets de tels
 „ blâmes , mais encore que leur Ordre est , tant pour la doctrine
 „ que sa bonne vie , grandement utile à l'Eglise de Dieu , & profitable à cet Etat. En foi de quoi &c. à Paris ce 26. jour de
 „ Juin 1610.

Louis XIII. dans les Lettres Patentes en forme d'Edit qu'il donna au mois de Juillet 1610 , pour confirmer tout ce qu'Henri IV. avoit fait en faveur des Jésuites , déclare que leur rétablissement ordonné par Henri IV. „ a été fait & exécuté au grand contentement de nos Sujets , qui ont trouvé par l'institution de
 „ leurs enfans à la piété , conjointement avec les bonnes Lettres , tout ce qu'ils pouvoient désirer. Et nôtre dit feu Sieur &
 „ Pere ,

„Pere, continue-t-il, en a eu tel contentement, qu'il a voulu
 „configner son cœur entre leurs mains. „

En 1682, le Parlement de Paris enrégistra les Lettres parentes par lesquelles Louis XIV. se déclaroit le Fondateur du Collège des Jésuites à Paris, „ Pour favoriser, dir-il, les soins qu'ils „ prennent si utilement d'élever la Jeunesse dans la connoissance „ des bonnes Lettres, & lui apprendre ses véritables obligations „ envers Dieu, & envers ceux qui sont préposés pour gouverner les peuples. „ Il falloit bien que ce témoignage rendu aux Jésuites par Louis XIV. & confirmé par le Parlement, fût vrai, puisque depuis ce tems-là sur-tout, jusqu'à ces dernières années, la principale Noblesse du Royaume & les enfans des premiers Magistrats ont été élevés au Collège de Louis le Grand.

En 1713, M. Joly de Fleury portant la parole au sujet de l'Histoire du Pere Jouvençy, s'expliquoit ainsi sur les Jésuites de France. „ Attachés par les liens de leur naissance aux intérêts de leur „ Patrie, soumis comme le reste des sujets aux loix & aux maximes „ de ce Royaume, instruits de ce qu'ils doivent à la Majesté Royale, „ ils viennent reconnoître aux yeux de la Cour les fautes inexcusables d'un auteur qui, par ses fautes mêmes, montre assez „ qu'il ne les a pas consultés. Justement alarmés de l'impression „ que cet Ouvrage a faite dans le public, ils le désavouent expressément à la face de la Justice, & rappelant à la mémoire de „ la Cour le souvenir des déclarations qu'ils ont faites autrefois „ dans ce Tribunal, ils ajoutent un nouveau témoignage de la „ pureté de leurs sentimens, & ils veulent que la Postérité lise à „ jamais dans vos Régistres, que ce sont les Jésuites du Royaume „ qui ont été les premiers à condamner un livre qui étoit échappé „ à l'un de leurs Confreres. „

Dans le Mémoire présenté au Roi à la même occasion, par M. le Premier Président, on lit à la page 44 „ Si le P. Jouvençy les „ avoit consultés (les Jésuites de France) s'il s'étoit conduit par „ leur avis, s'il avoit toujours respiré l'air de ce Royaume, & si „ la contagion d'une Cour étrangère n'avoit pas effacé en lui les „ sages leçons de sa naissance, on ne doute pas qu'il n'eût évité „ les principes dans lesquels il a eu le malheur de tomber. „

Suite de la III. Partie,

H h h b

*Recueil depuis ces
 sentences touchant le livre du
 P. Jouvençy,
 1741.*

Enfin les ennemis ordinaires de notre Compagnie ayant fait paroître en 1726 des espèces d'Extraits d'assertions , pour décrier notre doctrine sur l'autorité des Princes , M. Gilbert de Voisin , alors Avocat Général , porta la parole pour faire condamner ce Libelle , & justifia en même-tems la Compagnie des imputations dont on s'efforçoit de la noircir. Il dit „ Que ces opinions avoient „ effrayé nos Peres autrefois , qu'ils les avoient étouffées comme „ des monstres ; que c'étoit une très-grande indiscretion de renouveller la mémoire d'opinions les plus dignes d'être condamnées à un éternel oubli , comme s'il étoit encore quelqu'un qui ôsât se les permettre aujourd'hui , & qu'il fût à craindre de les voir renaître impunément sous les yeux de la Cour. “

L'Arrêt donné en conséquence le 26 Août portoit , qu'attribuer aujourd'hui de telles maximes aux Jésuites , *c'étoit faire injure à une Société Religieuse toute entiere*. Le parallele de ces discours & de ces jugemens avec les discours & les jugemens qu'on tient & qu'on rend aujourd'hui contre les Jésuites , fait naître de lui-même une foule de réflexions qu'il n'est pas besoin de présenter au Lecteur.

Le Chapitre onzième de l'Examen du Système d'Unité , contient un grand nombre de témoignages du Clergé en faveur des Jésuites ; c'est ce qui nous a dispensés d'en produire ici de nouveaux ; d'autant plus que la maniere de penser du Corps Episcopal n'est ignorée de personne , & qu'il se fait lui-même honneur de la rendre publique.





RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

NOUS voici enfin parvenus au terme de la longue & pénible carrière où nous a engagés la discussion des Extraits. Il ne s'agit plus que de reprendre en peu de mots toute la suite de cette Réponse, & d'en rassembler toutes les parties sous un point de vue générale.

La première partie offre un tableau frappant & unique d'un nombre prodigieux de falsifications en tout genre. La Table générale placée à la tête du premier Volume, en présente 457. dans les Extraits latins, & 401. dans la traduction. Mais dans cette Table ne sont point comprises les suppressions & altérations au nombre de plus de 220, qu'on s'est contenté d'indiquer dans une liste qui est à la fin du même Volume. De plus, en revenant sur les mêmes Extraits dans la justification particulière, on a relevé plus de cent nouvelles infidélités, qui avoient échappé au premier examen. Voilà donc déjà pour les seuls extraits environ douze cens falsifications : ce nombre n'est point exagéré ; on peut même assurer qu'il est au dessous de la vérité.

Qu'on joigne à cela tous les autres artifices dont le Rédacteur a usé dans la composition de sa chaîne chronologique d'enseignement, dont les anneaux se démentent à chaque instant dans les articles les mieux remplis en apparence, comme le Probabilisme & le Régicide, & qui dans huit ou neuf articles, au lieu d'un enseignement constant & persévérant pendant deux cens ans, présente à peine les époques de deux, de trois, de cinq, de six années. Qu'on fasse le calcul des auteurs placés sous des années différentes, & quelquefois aux deux extrémités de la chaîne, des auteurs dont on recule l'enseignement plusieurs années, ou même plus d'un siècle après leur mort ; des ouvrages que l'on

H h h h z

donne faussement pour imprimés & publiés avec la permission & approbation des supérieurs ; des Extraits, des Thèses, des Cahiers produits comme authentiques. Qu'on y ajoute les approbations & permissions transportées d'une Edition ancienne à une autre plus récente, la suppression constante de toutes celles qui ont été données par d'autres que des Jésuites, les éloges prétendus des auteurs & de leurs ouvrages, qu'on attribue à Ribadeneira, Alegambe & Sorwell ; on aura une juste idée de toutes les infidélités accumulées à chaque page du Recueil.

Il est aisé de présent de sentir avec quelle vérité M. Joly de Fleury a pu dire que le Recueil des assertions, ce Recueil si amer pour la Société, prévaut par son exactitude & son authenticité contre les efforts impuissans qu'elle ou ses sectateurs feront à jamais pour le combattre. En vain, pour excuser ou pallier tant de fraudes, dira-t-il que ce sont des méprises inséparables de la condition de l'esprit humain, en vain fera-t-il entendre que, malgré la plus scrupuleuse attention, & sur-tout dans une compilation aussi longue & aussi sèche, les yeux des Rédacteurs auroient pu s'égarer quelques instans, sans qu'ils puissent être soupçonnés de mauvaise foi.

Ces défaites & quelques autres semblables, qu'aucun faussaire ne feroit valoir impunément au tribunal de M. Joly de Fleury, dans toute autre cause que celle des Jésuites, pouvoient avoir quelque leur de vraisemblance, avant que la réfutation complete de ce monstrueux Recueil fût publiée. Il a fallu du tems pour la composer ; il a fallu des soins & des précautions infinies pour la répandre, & pour en soustraire les exemplaires aux pièges que la vigilance de nos ennemis lui tendoit de tous côtés. Mais enfin elle a pénétré dans la Capitale, dans les Provinces du Royaume, & dans les pays étrangers ; désormais M. Joly de Fleury ne pourra plus dire qu'on annonce, sans le prouver, que l'on formeroit un Volume, si l'on devoit rendre compte de tous les défauts de cette Compilation. Ce Volume existe ; il est aussi gros que le Recueil ; il ne contient que des falsifications, & il ne les contient pas toutes : le fait parle, on n'en impose point en ce genre de preuve. Cette réponse unique, que M. de la Chalotais demandoit il y a trois

P. éq. du 22.
F. v. 1764.

P. éq. du 22
Janv. 1764.

M. id.

ans, on la lui met aujourd'hui sous les yeux. Il n'y a point de milieu, il faut ou la réfuter, ou désavouer le Recueil, réparer le mal qu'il a fait, & rétracter les Arrêts rendus en conséquence.

Ce n'est pas assez d'avoir convaincu le Rédacteur d'être un fauteur : on démontre dans la seconde Partie qu'il est un ennemi juré de l'Eglise, de ses Dogmes & de son autorité. On le démontre par le choix qu'il a fait d'un Tribunal laïc & essentiellement incompetent, pour y porter une cause dont le jugement n'appartient & ne peut appartenir qu'aux seuls Evêques; par son affectation à produire contre les Jésuites toutes les Dénonciations, Censures & Ordonnances, faites par des Curés, des Universités, des Prélats infectés du venin des nouvelles erreurs; par son attention à supprimer dans les Assertions qu'il cite, les noms de Luther, de Calvin, de Baius, de Jansenius, dans la crainte qu'on ne s'aperçoive que ces Assertions contiennent des vérités Catholiques opposées aux hérésies modernes.

On démontre plus particulièrement qu'il est sectateur de Jansénius, parcequ'il dénonce comme une doctrine pernicieuse & dangereuse, celle qui enseigne avec l'Eglise contre ce Novateur & ses Partisans, que la concupiscence n'impose aucune nécessité de pécher; que les actions faites avec nécessité n'ont ni mérite ni démérite, que l'ignorance invincible du droit naturel & du droit positif excuse de péché, aussi bien que la conscience invinciblement erronée, & l'inadvertence purement involontaire; qu'il n'y a point d'obligation d'agir en tout par le principe de l'amour de Dieu, & de lui rapporter tout par ce motif; qu'il y a des actes humains Théologiquement indifférens; que Dieu veut sauver tous les hommes; que les Décrets des premiers Pasteurs rendent improbables des opinions qui avoient paru probables avant qu'elles fussent condamnées; que l'autorité d'un Saint Pere, fût-ce S. Augustin, ne prévaut point à celle de l'Eglise; que l'Eglise est toujours sage dans les changemens qu'elle fait à sa discipline.

On démontre encore qu'il introduit le désordre dans la science des mœurs, en attaquant les Notions communes qui constituent la liberté & la moralité des actions humaines; en dénonçant un grand nombre de propositions très-exactes; en ôtant aux deux règles des mœurs, la Loi & la conscience, leur vrai & lé-

gitime usage; en détruisant entièrement les mœurs elles-mêmes; enfin en substituant à la vraie morale, une morale outrée & fanatique, & en voulant assujettir les hommes à suivre en toutes les occurrences le parti le plus sûr, fût-il le moins probable. Au reste, il s'en faut de beaucoup qu'on ait rassemblé dans cette seconde Partie toutes les Assertions qui prouvent que le Rédacteur veut introduire un Rigorisme désespérant.

La troisième partie roule sur deux objets, sçavoir la justification générale du Corps de la Compagnie de Jesus, & la discussion des Extraits dénoncés. On a rempli le premier objet par l'exposition du système d'unité de mauvais sentimens & de mauvaise doctrine attribué à tous les Jésuites. Ce système, si on s'en rapporte aux Arrêts des Parlemens, & aux Comptes rendus de MM. de la Chalotais & de Monclar, embrasse tous les lieux, tous les tems, toutes les personnes engagées dans la Société, même les Novices & les Coadjuteurs temporels, toutes les erreurs imaginables sur le Dogme, la Morale & la Discipline, toutes les hérésies en un mot, à l'exception du Jansénisme. Quelque absurde que soit ce système, il étoit nécessaire d'y recourir pour justifier l'Arrêt de proscription porté contre les Jésuites de France.

Pour le réfuter sans réplique, on a rassemblé les contradictions énormes & sans nombre où les Magistrats sont tombés sur tous les objets qui y ont rapport; on les met aux prises avec eux-mêmes sur les fins diverses & toutes opposées qu'ils attribuent à la Compagnie, & sur les moyens qu'ils lui font mettre en œuvre pour y parvenir; sur ce qu'ils ont écrit touchant la nature & l'uniformité de la doctrine chez les Jésuites, touchant le despotisme & l'obéissance, touchant ceux qu'ils représentent comme les Auteurs de cet affreux complot. On oppose à leurs accusations le Recueil même des Assertions, & l'Arrêt de Paris du 6 Août 1762; on prouve par la conduite même des Parlemens, & par les traitemens qu'ils ont faits aux Jésuites, que les Magistrats ne croient point que ce système ait la moindre apparence de réalité. On le compare avec ce que Pascal dit dans sa cinquième Provinciale, de l'esprit & de la politique de la Société au sujet de sa doctrine, & il résulte de cette comparaison que le système de Pascal, jugé faux & calomnieux par

les Magistrats d'alors, est incompatible avec celui qu'on a inventé de nos jours. Enfin par des réflexions tirées du fond même de la chose, on fait voir que le système d'unité est chimérique en lui-même & dans ses circonstances.

Ce seroit peu d'avoir justifié la Compagnie d'une imputation qui se détruit d'elle-même. On entre dans le détail de ce que les Constitutions prescrivent touchant la doctrine. La fin que les Jésuites doivent se proposer dans leurs études, leur manière d'enseigner & d'étudier, le choix de la doctrine la plus sûre & la plus approuvée, les ordres réitérés en plusieurs endroits de l'Institut, des Congrégations, du règlement pour les études, des Ordonnances des Généraux, de s'attacher spécialement à S. Thomas, de respecter tout ce qui tient au Dogme de près ou de loin, de recueillir avec soin tout ce qui sert à le prouver, & d'écarter tout ce qui pourroit l'ébranler; à l'égard des opinions, les nouveautés & le relâchement sévèrement défendus, du reste une honnête liberté permise dans le choix des sentimens; tout concourt à prouver que la Société a pris toutes les mesures possibles pour conserver la Foi & les mœurs dans toute leur pureté & intégrité. L'examen des textes de l'Institut & des autres textes allégués dans les Assertions en preuve du système d'unité, ne sert qu'à montrer de plus en plus la fausseté de cette accusation, & qu'à mettre dans tout son jour la sagesse & la sainteté des Constitutions. Les sentimens des Généraux sur la doctrine fortifient encore la démonstration. Enfin ce qui la porte à son comble, ce sont les témoignages authentiques d'une longue suite de Papes, depuis Paul III. jusqu'à Clément XIII. quinze Brefs du Pape actuellement régnant adressés en faveur des Jésuites, au Roi de France, au Roi de Pologne Stanislas I. aux Cardinaux, Archevêques & Evêques du Royaume, & une Constitution par laquelle l'Institut est confirmé de nouveau. Ce sont les témoignages des Prelats assemblés extraordinairement à Paris en 1761. de l'Archevêque de Paris, des Evêques de Grenoble, de Castres, de Lodève, d'Uzès, de Lavaur, du Puy, de S. Pons, de Langres, d'Amiens. Je ne dis rien de tant d'autres Evêques qui ont écrit au Pape, au Chancelier, pour se plaindre des traitemens faits aux Jésuites; ou à M. l'Archevêque de Paris,

pour déclarer qu'ils adhéroient à son Instruction Pastorale. Ces Lettres n'ont pas encore été rendues publiques. Mais tout le monde a lu les belles & solides Instructions Pastorales de M. l'Archevêque d'Ausich, de M. de Sarlat, de M. de Bayonne, de M. l'Archevêque de Tours & des Evêques ses Suffragans, excepté M. d'Angers, auquel M. de S. Pons s'est substitué par une Lettre d'adhésion du 14 Juillet 1765.

Il ne se peut rien de plus unanime, de plus complet, de plus glorieux pour les Jésuites, que la disposition de tant d'illustres témoins, qui joignent à la connoissance intime de leur enseignement, le droit exclusif de prononcer sur ce qu'il a de bon ou de mauvais. Trois Prélats seulement ont applaudi aux Arrêts des Magistrats, & ces trois Prélats ont été abandonnés & condamnés par le Pape & par leurs Confreres.

Il ne manquoit aux Jésuites pour leur entière justification, que le cri général de la Nation, & des étrangers. Et ce cri s'est fait entendre si haut, qu'il a étouffé les vaines clameurs de leurs ennemis : les regrets ont éclaté de toutes part ; la douleur de leur perte se renouvelle chaque jour, & les efforts qu'on a fait pour les remplacer, ne consolent point les gens de bien de leur absence. Voilà en raccourci ce que présente aux Lecteurs la justification générale.

Le premier article de la justification particuliere, est le Probabilisme. On y voit qu'il est contre la vérité & la justice d'attribuer cette doctrine en propre aux Jésuites, parcequ'elle n'est pas née chez-eux, qu'ils ne sont ni les premiers ni les seuls qui lui aient donné vogue, qu'elle a encore aujourd'hui des défenseurs ailleurs que chez eux, qu'ils ont été les premiers à la combattre, que peu de Théologiens l'ont fait avec plus de force & de succès, & que cette doctrine ne fut jamais chez eux la doctrine du Corps, beaucoup moins en France, où depuis que le Clergé s'est déclaré pour le Probabiliorisme, on ne trouve pas un seul Jésuite qui enseigne le Probabilisme.

On montre ensuite par une exposition fidèle du sentiment des Probabilistes, qu'il n'est pas aussi criminel en lui-même qu'on affecte de le représenter ; qu'à la vérité le Saint Siège & le Clergé de France

France ont condamné les excès & les abus qui s'introduisoient sous le nom du Probabilisme; mais que les Papes par leurs Décrets n'ont nullement touché au fond de cette doctrine, & que le Clergé en 1700 l'a désapprouvée, en a défendu l'usage, sans la flétrir néanmoins d'aucune Censure: qu'enfin le relâchement dans la Morale & la corruption des mœurs n'ont point leur source dans le Probabilisme.

La discussion des Extraits sur cette matière fait connoître que plusieurs Jésuites sont dénoncés comme Probabilistes sur des Affertions qui ne prouvent rien; que d'autres sont en effet Probabilioristes; que parmi ceux qui sont vraiment Probabilistes, il y en a très-peu qui aient enseigné quelque chose d'approchant des propositions condamnées sur cette matière, & ce qui est essentiel pour leur justification, qu'aucun d'eux, depuis les Décrets d'Alexandre VII. & d'Innocent XI. n'a enseigné une seule des propositions censurées par ces Décrets, sur la doctrine des opinions probables, & que le Recueil même fait foi que les Jésuites de France se sont fidèlement conformés à la déclaration du Clergé en 1700 touchant le Probabilisme.

Les Extraits de l'article, *Péché Philosophique*, n'offrent sur l'ignorance invincible, la conscience erronée, l'oubli, & la moralité des actes humains, que des décisions appuyées sur l'autorité de l'Eglise, ou sur celle des Théologiens les plus exacts: à peine en trouve-t-on cinq ou six où il y ait quelque chose de répréhensible. A l'égard de l'erreur du *Péché Philosophique*, ni de Lugo, ni Stoz, ni Platel, ni Lacroix, ni les PP. de Bruyn, de Brielle & Buffelot, ni Trachala, n'ont rien enseigné qui en approche: ce sont néanmoins les seuls dont les Extraits fassent mention du *Péché Philosophique*.

Sur la Simonie, il y peut-être trois ou quatre Affertions hazardées, encore n'ont-elles pour objet que des questions controversées entre les Théologiens & les Canonistes.

L'accusation du blasphème n'a pas plus de fondement. On ne peut reprocher à Amicus que d'avoir traité mal à propos une question purement Métaphysique agitée par les anciens Scholastiques, à commencer par S. Thomas, & que le bon goût a depuis

bannie des Ecoles ; à Stoz , que de ne s'être pas exprimé d'une maniere assez juste & précise.

François de Lugo , Gobat & avec eux Suarez , Tanner & le Cardinal de Lugo , ont enseigné sur le précepte de la Communion annuelle une proposition qui a été condamnée depuis. Mais dans le tems qu'ils l'ont soutenuë , beaucoup de Théologiens avoient enseigné & enseignoient encore la même chose ; ils ont été contredits par plusieurs de leurs Confreres ; & on ne peut sans injustice les soupçonner d'avoir voulu favoriser en cela le sacrilège.

L'imputation de Magie est destituée de toute vraisemblance , ainsi que celle d'Astrologie. Il n'y a gueres que deux Assertions de Laymann & d'Escobar touchant l'obligation de restituer en certains cas pour un Magicien ou un Devin , qui puissent faire quelque peine.

L'article *Irréligion* dont nous avons divisé les extraits en quatre classes , n'offre dans la premiere que des propositions qui appartiennent à la Foi , ou dont l'enseignement est exact & Catholique ; dans la seconde , que des décisions sur des questions controversées & abandonnées aux disputes des Ecoles ; dans la quatrième , que des extraits purement historiques , qu'on ne peut point qualifier d'assertions , encore moins d'assertions irréligieuses. La troisième classe contient huit assertions comprises en quatorze extraits , dont quelques-unes ont été condamnées , & les autres nous paroissent condamnables.

L'accusation d'Idolâtrie porte sur deux extraits , l'un de Vasquez , l'autre de Fagundez , qui prouvent plutôt le contraire de ce qu'on avance. Celle d'Idolâtrie Chinoise est détruite par quatre propositions qu'on établit sur les pièces & les faits les plus authentiques : la premiere , que les Jésuites n'ont toléré les Cérémonies Chinoises , que parcequ'ils les regardoient comme purement civiles ; la seconde , que leur erreur en ce point n'étoit ni grossiere ni coupable ; la troisième , qu'ils ne sont pas les seuls qui se soient trompés à ce sujet ; la quatrième enfin , qu'ils se sont pleinement soumis aux Décrets du S. Siège , & qu'ils n'ont point permis depuis ce qui a été défendu comme illicite & infecté de superstition. Les Jésuites sont également justifiés sur l'article des Superstitions Malabares.

comme on le montre par l'examen des principaux chefs d'accusation.

L'article *Impudicité*, offre à la vérité quelques décisions peu exactes, & quelques fausses applications de bons principes; mais les Jésuites à qui on reproche ces décisions, ne se sont égarés qu'à la suite de beaucoup d'autres; l'Eglise n'avoit pas encore prononcé sur certains points en cette matière, qui sont d'une extrême délicatesse; depuis aucun Jésuite n'a rien enseigné d'approchant des propositions condamnées; & l'esprit de la Compagnie est entièrement opposé aux moindres relâchemens qui pourroient s'introduire en ce genre, comme il paroît par un précepte d'Aquaviva, confirmé & énoncé par une Congrégation générale.

Le titre, *Parjure*, *Fausseté*, *faux Témoignage*, est absolument illusoire; puisqu'à la réserve d'un petit nombre d'assertions, la plupart étrangères au sujet, toutes les autres regardent les équivoques & les restrictions mentales, dont le torrent des Casuistes les moins relâchés permet l'usage en certaines rencontres, & moyennant certaines règles, sous lesquelles presque tous les Jésuites dénoncés se sont exprimés aussi exactement pour le moins que les autres. Il y a cependant un certain nombre de décisions que nous sommes très-éloignés d'approuver, quoiqu'elles soient appuyées d'un grand nombre d'autorités respectables.

Les cinq ou six extraits sur la Prévarication de Juges ne contiennent rien qui enseigne directement ou indirectement aux Ministres de la Justice à prévariquer.

L'article *Vol & Compensation* est peut être celui de tout le Recueil, où le Rédacteur attaque plus impudemment les principes & les décisions qui se lisent dans presque tous les Casuistes; principes & décisions qu'on ne peut contester pour la plupart, sans se déclarer contre le bon sens, & ce que dicte aux hommes l'équité naturelle.

L'*Homicide* présente plusieurs décisions dangereuses sur la défense de soi-même, sur celle de l'honneur & des biens, & sur la question, s'il est permis en certains cas de désirer la mort du prochain, ou de s'en réjouir: mais en cette matière plus qu'en aucune autre, les Jésuites n'ont parlé que d'après les Théologiens & les Jurisconsultes de tous les pays: & M. de Monclar les calomnie évidemment, lorsqu'il les accuse d'avoir *puisé leurs opinions parricides dans une*

Plaid. p. 109.

théorie horrible sur l'homicide qui est de leur invention. Au contraire ; il est certain que les Jésuites ont , généralement parlant , mis à cette théorie des bornes & des restrictions , que beaucoup d'autres auteurs , même des plus célèbres , n'y ont pas mises.

Quatre ou cinq décisions qui portent sur des usages reçus dans les pays d'Inquisition , ou autorisés par certaines loix civiles , décisions qui supposent ou qui exigent un concours de circonstances très-rares , ne prouveront jamais que les Jésuites enseignent ou autorisent le Parricide.

C'est avec encore plus d'injustice qu'on reproche à Laymann & à Bufenbaum la doctrine du Suicide ; au premier , parcequ'il a dit qu'en aucun cas il n'est permis de se tuer soi-même , à moins d'un ordre exprès de Dieu ; que néanmoins des gens éclairés , comme les Stoïciens & ceux qui ont loué l'action de Caton , ont été dans l'ignorance de cette vérité ; au second , parcequ'il a décidé qu'on peut se souhaiter inefficacement la mort , pour le bien spirituel de son ame , comme pour éviter le péché mortel , ou pour se soustraire à quelque grand mal temporel.

Il résulte de la discussion des extraits sur le Régicide , qu'en ce qui concerne l'immunité des Clercs & le pouvoir des Papes au temporel , les Jésuites accusés n'ont soutenu que la doctrine généralement reçue dans les pays où ils écrivoient : que sur le tyran d'usurpation & celui d'administration , ils se sont conformés à l'enseignement du plus grand nombre des Théologiens & Jurisconsultes étrangers ; qu'aucun Jésuite françois n'a de reproche à esluver sur ces matières ; qu'au contraire ce sont eux qui ont sollicité auprès de leur Général les défenses faites à tous les Jésuites de rien écrire qui pût blesser nos maximes , défenses très-exactement observées depuis cent quarante ans ; que de plus ils ont donné en divers tems les déclarations les plus expresses & les plus authentiques de leurs sentimens ; qu'ils n'ont négligé ni dans leurs discours ni dans leurs écrits aucune des occasions qui se sont présentées de marquer leur aversion pour toute doctrine tendante à compromettre la sûreté ou l'autorité des Princes , leur attachement aux bons principes , leur zèle , leur respect , leur dévouement pour nos Rois & leur auguste famille ; qu'enfin Henry IV. Louis XIII. Louis XIV. le Clergé ,

& les Parlemens même ont rendu justice à leurs sentimens sur ce point.

Tel est le précis des trois parties de cette Réponse. Outre les réflexions de détail qu'elle présente, elle en fait naître un grand nombre de générales, dont il suffira d'indiquer quelques-unes.

En premier lieu, il est évident que ce n'est point le zèle pour la pureté du dogme & de la Morale, mais la haine de l'Eglise, l'attachement aux nouvelles erreurs, & l'ostentation d'un Rigorisme proscrit qui a porté le Rédacteur à dénoncer les Casuilles de la Compagnie. Si les vues avoient été droites, il n'auroit point eu recours à tant de fraudes; il n'auroit point usé d'une procédure si irrégulière dans sa dénonciation; assuré de n'avoir rien à craindre de la part des Magistrats, il n'auroit point caché son nom, si d'ailleurs il n'avoit été persuadé que se faire connoître pour l'Auteur d'une telle compilation, c'étoit se dévouer à l'exécration publique: le caractère de son Ouvrage est parfaitement représenté dans un passage de S. Thomas, dont l'Ordre fut autrefois attaqué par les mêmes calomnies, quoiqu'avec moins de violence & moins de succès. Voici comment ce Saint Docteur s'exprime sur le procédé que les adversaires qu'il réfute, avoient tenu dans leurs libelles. Ce qu'il y a, dit-il, de répréhensible, ils l'érendent d'un seul à tous; ce qui est douteux, ils l'affirment, ils inventent des crimes faux; & ce qu'il y a de bon, ils le corrompent par leurs malignes interprétations. *In sua detractiōe quadrupliciter procedunt: mala, si qua sunt vera, extendunt: dubia asserunt; falsa confingunt; bona pervertunt.*

Opusc. 9. cap.
12.

En second lieu, il ne faut pas être surpris, si le nombre des propositions condamnées ou condamnables, est incomparablement moindre qu'il n'avoit paru d'abord à la première lecture du Recueil: cette illusion, contre laquelle plusieurs des Apologistes même de notre Compagnie n'ont pas été assez en garde, étoit une suite nécessaire, & de l'appareil avec lequel ce Recueil a été donné au public, & de l'impression que la seule inspection des titres a faite sur les esprits, & des falsifications qu'on ne soupçonnoit pas être en si grande quantité, & de ce que la plupart des Assertions étant séparées des principes, dépourvues des circonstan-

ces, des explications, des limitations, dénuées enfin des preuves & des autorités, offrent au premier aspect quelque chose de malsonnant & de révoltant.

En troisième lieu, puisqu'il est à peine une seule mauvaise proposition avancée par nos Auteurs, qui n'ait été soutenue avant & depuis eux par beaucoup d'autres Théologiens, comme nous l'avons prouvé, avec toute la réserve convenable pour ne scandaliser & ne choquer personne, il s'ensuit qu'il faut, ou faire grace aux Jésuites, ou accuser avec eux, & même avant eux, & pour le moins autant qu'eux, les autres Théologiens du dessein de corrompre la Morale Chrétienne: je sçais bien que cette considération n'arrêteroit pas le Rédacteur, & que s'il osoit, il déclareroit volontiers la guerre à tous les Casuistes, qui ne décident point selon les principes du Rigueurisme. Mais ce qui ne lui causeroit nul embarras, fera de la peine aux véritables Catholiques, qui ne s'accourrument point à voir un S. Thomas, un S. Bonaventure, un S. Antonin, & tant d'autres sçavans & pieux personnages à la tête des corrupteurs de la Morale, & qui ne croiroient jamais que depuis cinq ou six cens ans l'Eglise ait souffert que l'on donnât, comme de concert dans toutes les Ecoles, les plus mortelles atteintes à la sévérité des Maximes Evangéliques.

En quatrième lieu, aucun Jésuite n'a enseigné une seule mauvaise proposition, depuis qu'elle a été condamnée. De ce fait qui est certain, on ne peut se dispenser de conclure que ceux d'entre eux qui ont donné quelques décisions relâchées, n'ont point eu mauvaise intention, qu'ils se sont trompés, parcequ'il est presque impossible de ne pas se tromper quelquefois dans une science aussi vaste & aussi épineuse que celle des mœurs; sur-tout lorsqu'il s'agit d'appliquer les principes à des cas très-compiqués, & revêtus de circonstances capables d'embarrasser les meilleurs esprits: ce qu'on doit conclure encore, c'est qu'ils auroient été plus exacts, s'ils avoient écrit un siècle plus tard, comme nous voyons en effet que le sont ceux qui ont eu sous les yeux les Censures des Papes & du Clergé de France pour se diriger.

En cinquième lieu, si parmi une quantité prodigieuse de décisions, un Jésuite qui aura dix à douze fois pris mal son parti, mérite le

titre de Casuiste relâché, on pourra avec autant de justice faire le même reproche aux plus célèbres Ecrivains en ce genre. Navarre, par exemple, dans son seul Manuel, a un grand nombre de mauvaises décisions; & si on vouloit les recueillir toutes, on en feroit une liste plus considérable peut-être, que d'aucun Auteur Jésuite. Navarre cependant jouit d'une réputation entière; il est, au jugement de M. de Gondrin, un des trois Casuistes, où il y a le moins à redire; selon l'Auteur des Conférences d'Angers, c'est un des Auteurs dont la Morale ne paroît pas relâchée. J'en pourrois dire autant d'Angelus, de Soto, de Sylvestre, de Victoria, de Medina, de Bannez, à qui le Conférencier d'Angers accorde le même éloge. Si cet éloge est bien fondé à leur égard malgré quelques méprises où ils sont tombés, il ne l'est pas moins à l'égard de Suarez, de Sanchez, de Lessius, d'Azor, de Tanner, de Réginald, de Laymann, & des autres principaux Casuistes de notre Compagnie.

Enfin, quelque jugement que l'on porte des particuliers, il sera toujours vrai de dire que l'esprit du Corps chez les Jésuites a toujours été infiniment éloigné du relâchement en matière de Morale, comme de toute erreur en ce qui concerne le Dogme : que S. Ignace, que les Généraux ses Successeurs, que les Congrégations générales prescrivent à tous les membres de la Compagnie, d'enseigner la doctrine la plus solide, la plus sûre, la plus approuvée, que les réglemens sur ce sujet sont aussi sages, aussi sévères, j'ajoute, aussi exactement observés dans la Société, que nulle part ailleurs. Quelques fautes échappées à des particuliers, n'affoibliront jamais la force de cette preuve générale.





EXAMEN DU PROCÈS-VERBAL DE VÉRIFICATION

*Des textes des Affertions cités dans l'Instruction Pastorale
de M. l'Archevêque de Paris, du 28 Octobre 1763. dressé
en exécution de l'Arrêt de la Cour du 23 Janvier 1764.*

L'Examen de cette pièce est nécessairement annéxé à la Réponse aux Extraits des Affertions, & s'il y manquoit, on pourroit avec raison la regarder comme imparfaite. Le Procès-verbal a quelque chose de si imposant, soit que l'on considère l'appareil avec lequel il a été dressé, soit qu'on fasse attention à son objet & à sa destination, qu'en vain nous serions-nous défendus avec quelque avantage sur tout le reste, si nous n'étions pas en état de détruire l'impression qu'il a dû faire sur le public.

Il n'en est pas de cet Ouvrage comme de la Collection des Affertions, rédigée par des inconnus, & vérifiée par des Commissaires qui n'ont osé se nommer. Quarante quatre Commissaires ont dressé le Procès-verbal en sept séances, chacune de quatre ou cinq heures, & à la tête de chaque séance on voit les noms de ceux qui y ont assisté : ce sont cinq Princes du Sang, le Duc d'Orléans, le Prince de Condé, le Prince de Conty, le Comte de la Marche, le Comte de Clermont; quatre Ducs & Pairs de France, le Duc de Sully, le Duc de Villars-Brancas, le Duc de la Vallière, le Duc de Duras; M. le premier Président de Maupeou, & six autres Présidens en la Grand-Chambre, MM. Turgot, d'Aligre, Lefebvre, Bochart, de Lamoignon, Pinon: treize Conseillers en la Grand-Chambre, MM. Fermé, de Blair, Pasquier, le Riche, Maynaud, de Guillaume, de Bretignieres, de Gars, Poitevin, de Sahugnet, Chauvelin, Terray, Boucher; quinze autres Présidens ou Conseillers des Enquêtes

Enquêtes ou des Requêtes, MM. Charlet, de Malezieu, Cochin, Clement, Roualle, Lambert, de Murard, de Beze, Roussel, Boutin, le Duc, Peirenc, Hocquart, Droüin, Nouveau. Jamais acte ne fut dressé par des personnes d'un caractère plus respectable, ni d'une manière plus authentique & plus solennelle.

Son objet exigeoit qu'on y apportât toute l'exactitude, toute la solidité, toute la bonne foi dont on étoit capable. Il étoit question de répondre aux imputations les plus graves contre le Recueil des Affertions, ouvrage que le Parlement de Paris reconnoît pour sien, (a) Ouvrage qui sert de fondement principal à ses Arrêts contre les Jésuites; imputations telles, que si elles sont fondées, & si le Procès-verbal ne les détruit pas entièrement, il en résulte une tache ineffaçable pour la Magistrature: imputations faites par l'Archevêque de la Capitale, par un Prélat en qui tout concourt à rendre son témoignage considérable, non seulement en France, mais dans toute l'Europe; à qui ses ennemis mêmes sont forcés d'accorder des éloges, & que *ses vertus & son rang dans l'Eglise de France*, dit M. Joly de Fleury, *rendent respectable à tous les Fidéles*: imputations solennelles, faites à la face de l'Etat & de l'Eglise, dans une instruction Pastorale, publiée & répandue en tous lieux, avouée en plein Parlement par M. l'Archevêque, & à laquelle un grand nombre de Prélats ont adhéré: imputations enfin d'une telle nature, que la vérité ou la fausseté peut en être portée au plus haut degré d'évidence, & sur lesquelles, après toutes les précautions qu'on a dû prendre, & qu'on a prises en effet de part

Arch. du 3 Mars
1764. pag. 3.

(a) M. l'Avocat Général Joly de Fleury, dans le Réquisitoire qui est à la tête du Procès verbal, ne parle jamais du Recueil des assertions que comme de l'ouvrage du Parlement, & des reproches de M. l'Archevêque de Paris, que comme tombant directement sur le Parlement. *L'Instruction Pastorale*, dit-il, (pag. 3.) *prétend que dans le Recueil des assertions vous avez violé toutes les règles; que vous avez composé ce Recueil sans l'attention & sans l'exactitude convenable; on prétend prouver par un texte critiqué que vous n'avez pas observé la règle de l'impartialité; (pag. 4.) que vous avez*

donné assésine au dépôt de la sainte doctrine; qu'en attaquant la doctrine des Jésuites, vous n'avez pas bien suivi & présenté la suite & l'ensemble de leurs écrits. Cela est d'autant plus remarquable que M. l'Archevêque ne taxe nulle part les Magistrats d'être les auteurs du Recueil. N'est-il pas étonnant qu'ils aient puis sur eux la composition de cet ouvrage, dont ils ne peuvent se dissimuler la malignité & l'infidélité? d'autant plus que c'est un fait qui n'est ignoré de personne, qu'ils n'en sont pas les Rédacteurs.

Suite de la III. Partie.

K k k k

& d'autre, il n'est plus libre à la partie qui succombe de se retrancher sur sa bonne foi, de dire qu'elle a été surprise, & que son erreur est innocente.

De plus, ce Procès-verbal devoit être présenté au Roi par M. le premier Président, envoyé aux Archevêques & Evêques, aux Baillages & Sénéchaussées du Ressort, comme l'avoit été le Recueil des Assertions, & il a été en effet présenté & envoyé avec les mêmes formalités : nouvelle raison de le dresler de manière qu'il fût à l'épreuve de la critique la plus sévère.

Aussi les Magistrats ne craignent-ils pas de donner cet Acte, comme la preuve la plus complète de la fidélité du Recueil, du crime de la Société, de la vanité de ses Apologies, de l'équité, de l'impartialité & de l'exactitude des Tribunaux qui l'ont condamnée. Voici comme en parle M. Joly de Fleury aux Chambres assemblées. *1744 pag. 4.*

» Vous avez vérifié, Messieurs, tous ces textes : que
 » peut-on de plus fort que la solennité de cette vérification ?
 » Vous pouviez sans doute mépriser des clameurs qui avoient
 » déjà frappé les oreilles du Public, & dont l'effet, en les suppo-
 » sant même fondées en raison, ne pouvoit jamais rendre suppor-
 » table en France un Institut & des Constitutions qui répugnent aux
 » maximes du Royaume : mais vous n'avez pas voulu qu'il pût rester
 » le plus léger nuage sur une affaire que vous avez regardée comme
pag. 5.
 » importante à la tranquillité de l'Eglise & de l'Etat. » Et quel-
 » ques lignes plus bas » la Cour, dit-il, assistée des conseils des
 » Pairs, éclairée par leurs lumières, n'a pu se dispenser de peser
 » tout avec l'exactitude la plus scrupuleuse, & de connoître de
 » cette accusation... Avec cette impartialité que M. l'Archevêque
 » recommande lui-même, & que nous avons reconnu dans le
 » Procès-verbal que vous avez dressé : elle est l'ame de vos ju-
 » gemens. »

Il est donc indispensable pour nous d'entrer dans l'examen de ce Procès-verbal, dont la réfutation, si elle est solide, décidera sans retour de la bonté de notre défense. Nous suivrons pas à pas la marche des Commissaires, & nous ferons nos réflexions sur leurs réponses & leurs observations. Il n'est pas besoin d'avertir qu'on ne se permettra rien qui sorte des bornes de la plus exacte modération, & du respect dû au rang & à la qualité des Commissaires.

PREMIER TEXTE.

Instr. Publ. pag.
118, m. 12.

Il est d'Arsdekin sur la Simonie. » Richard Arsdekin, dit M.
« l'Archevêque, décide que, pour se rédimer de la vexation in-
« juste, on peut donner quelque chose à celui qui empêche
« *injustement* une élection, ou qui trouble la possession, lorsqu'on a un droit acquis à la chose. Le mot *injustement*, tout
« essentiel qu'il est ici, ne se trouve point dans la traduction. »
« Telle est la première infidélité que M. l'Archevêque relève,
« & que nous avons relevée aussi dans le premier Volume, page
142.

Sur ce reproche, les Commissaires observent qu'« il est vrai
« que le mot *iniquè*, qui se trouve dans le latin, n'a point été
« rendu littéralement dans la traduction française; mais qu'en
« premier lieu, le texte latin étant complet & fidèle, la proposition d'Arsdekin a été exactement citée. »

Nous répondons que cette première observation paroît tout-à-fait déplacée, parceque ce n'est pas sur l'exactitude de la citation du texte latin que l'on attaque ici le Recueil, mais sur la fidélité de la version française. De plus, en disant que le mot *iniquè* n'a pas été rendu *littéralement*, on fait entendre que la force du sens supplée à l'exactitude littérale. On va voir tout-à-l'heure qu'il n'en est rien.

Ils observent « en second lieu, que si le mot *iniquè* n'a point
« été rendu, c'est que dans la traduction du passage, il étoit déjà
« dit : *Il n'y a point de simonie à donner quelque chose pour se rédimer*
« *d'une vexation injuste* : par exemple, à celui qui refuse les Sacrements
« dans un cas de nécessité, ou qui empêche la légitime possession d'un
« Bénéfice : de même à celui qui empêche une élection, ou qui trouble &c.
« Que ces mots, *vexation injuste*, s'appliquant aux trois exemples cités par l'auteur, il étoit inutile d'insérer dans la traduction
« le mot *injustement*, quoiqu'il se trouve dans le latin. »

Nous répondons que cette remarque prouve le contraire de ce qu'on veut prouver. Car, puisque ces mots, *vexation injuste*, s'appliquent aux trois exemples cités par l'auteur, il étoit nécessaire

K k k k 2

faire que chacun de ces exemples contint une vexation injuste : Or empêcher précisément une élection , n'est pas une vexation injuste : au contraire , on est quelquefois obligé en conscience de le faire. Afin que la vexation soit injuste , il faut qu'il y ait de l'injustice dans l'empêchement qu'on apporte à l'élection. Il étoit donc indispensable , par la raison même qu'alléguent les Commissaires , d'insérer dans la traduction le mot *injustement* , qui se trouve dans le latin , & qui est essentiel au sens , comme M. l'Archevêque l'a remarqué :

Ils ajoutent , qu'il n'est personne qui , en lisant la phrase entière , ne convienne que la Traduction rend exactement la pensée d'Arsdexin ; que l'auteur de l'Instruction Pastorale n'a pu parvenir à donner à la Traduction une apparence d'infidélité ; qu'en retranchant comme il l'a fait , soit dans le Latin , soit dans le François , ainsi qu'il a été dit ci-dessus , la portion du passage qui détermine que les trois exemples donnés par Arsdexin , sont par lui donnés comme trois exemples d'une vexation injuste . »

Nous répondons qu'en lisant la phrase entière , il n'est personne qui ne soit forcé de convenir , ou qu'Arsdexin donne pour une vexation injuste , tout empêchement apporté à une élection , soit que cet empêchement soit juste , ou non ; ou que le mot *injustement* est nécessaire pour compléter le sens , & rendre l'exemple cité exact : de même que ces mots , dans un cas de nécessité , sont nécessaires pour caractériser la vexation injuste dans le refus des Sacramens , & le mot *légitimé* , pour caractériser l'injuste vexation de celui qui empêche la possession d'un Bénéfice. Ainsi le reproche d'infidélité touchant la suppression du mot *iniqué* dans la version françoise , est bien fondé.

Quant à la portion du passage , qu'on accuse M. l'Archevêque d'avoir supprimée , la voici : *ad redimendam iniquam vexam ; verbi gratia , neganti Sacramenta in necessitate , aut impediendi legitimam Beneficii possessionem*. Suarez, Lessius, Laymann, *vex*... Nous avoions que cette portion détermine que les trois exemples donnés par Arsdexin regardent une vexation injuste ; Mais ce n'est pas de quoi il s'agit. Le point de la question est de savoir si , moyennant la sup-

pression du mot *injustement*, Arsdekin dit que l'empêchement quelconque d'une élection est une vexation injuste, & s'il décide qu'il n'y a point de Simonie à donner de l'argent pour lever cet empêchement. Or il est évident que telle est la décision d'Arsdekin dans la Version Française, & que cette décision manifestement simoniaque n'est nullement celle du texte Latin; il est évident que le reproche de suppression fait à M. l'Archevêque, est sans fondement, puisqu'il a rapporté la partie du Texte suffisante pour faire sentir la falsification, & que ce qu'il a omis y est absolument étranger.

„ Le même Texte, continué M. l'Archevêque, présente plus
 „ bas une Traduction encore plus défectueuse. Arsdekin, pour
 „ motiver la décision, dit que ce qu'on donne alors (c'est-à-
 „ dire, dans le cas de la vexation injuste) a pour objet d'enga-
 „ ger la personne à *faire son devoir*; & les Rédacteurs lui font
 „ dire que c'est pour l'engager à *rendre service*. Traduction d'au-
 „ tant plus infidelle, qu'elle met Arsdekin dans la plus grossière
 „ contradiction avec lui-même. On lui fait dire qu'il est permis
 „ de donner quelque chose à une personne (dans le cas d'une
 „ élection Ecclésiastique) pour l'engager à *rendre service*, après
 „ qu'il a décidé formellement, qu'on ne peut rien donner à celui
 „ qui peut également *& servir & nuire*.

Voici quelle est à ce sujet la Réponse des Commissaires. „ A l'é-
 „ gard de la Traduction des termes, *ad officium ritè præstandum*,
 „ nous avons observé, qu'en examinant le texte entier du passage,
 „ en en combinant toutes les parties, ces mots, *ad officium ritè*
 „ *præstandum*, peuvent-être aussi bien rendus, & même mieux, par
 „ ces mots *rendre service*, que par ceux, *faire son devoir*; & que
 „ cette première Traduction paroît être plus conforme au sens de
 „ l'Auteur. En effet les termes, *sed ut alter ad officium ritè præstan-*
 „ *dum inducatur*, se rapportent à celui qui *& prodesse & obesse potest*.
 „ Arsdekin convient qu'on peut donner quelque chose à celui qui
 „ peut seulement nuire, *qui tantum potest obesse*; mais non à ce-
 „ lui qui peut également servir & nuire. Quelle en est la raison,
 „ suivant Arsdekin? C'est qu'en donnant à celui qui peut seulement
 „ nuire, ce qui est donné n'est pas le prix équivalent à la chose:

„ spirituelle; mais on donne *ut alter*, c'est-à-dire, celui qui peut
 „ également & servir & nuire, *inducatur*, soit engagé *ad officium*
 „ *ritè præstandum*, à vous servir, puisqu'il n'avoit que le pouvoir de
 „ nuire ou de servir. „

Notre Réponse est que jamais explication ne fut plus forcée, ni plus contraire au sens & aux paroles d'un Auteur. Le texte d'Arfdexin est si clair, qu'il résiste à tous les efforts qu'on fait pour l'embrouïller. Lorsqu'il s'agit de la possession d'un Bénéfice, si vous n'avez point encore un droit acquis dans la chose, *quòd si tale jus nondum habes*, quoique vous puissiez vous racheter de la vexation injuste vis-à-vis de celui qui peut seulement nuire, *etsi possis redimere vexam ab eo qui tantum potest obesse*; néanmoins vous ne le pouvez pas vis-à-vis de celui qui peut également & servir & nuire, *non tamen ab eo qui & prodesse & obesse potest*. Pourquoi dans le premier cas, c'est-à-dire, vis-à-vis de celui qui peut seulement nuire, peut-on sans Simonie donner de l'argent pour se racheter de la vexation injuste? C'est que ce qu'on donne alors n'est point donné comme un prix équivalent à la chose spirituelle; *quia in primo casu non datur tanquam pretium æquivalens rei spirituali*; mais que le motif qui nous y porte est d'engager celui auquel on donne, c'est-à-dire, celui qui ne peut que nuire, à s'acquitter, comme il convient, de son devoir, ou à cesser de nuire: *Sed ut alter inducatur ad officium ritè præstandum*.

Par la raison contraire, on ne peut sans Simonie donner de l'argent à celui qui peut également servir & nuire dans la possession d'un Bénéfice. Pourquoi? Parcequ'alors l'argent ne peut être censé donné uniquement pour l'engager à ne pas nous nuire injustement; mais qu'on peut aussi le regarder comme donné pour l'engager à nous rendre service, à nous aider à acquérir le Bénéfice: ce qui est la même chose que le donner comme prix équivalent au Bénéfice.

Cela est clair & sans réplique. Mais l'explication par laquelle le Procès-verbal rapporte le mot *alter* à celui qui peut également servir & nuire, est tout à la fois contraire à la construction de la phrase d'Arfdexin & au sens de sa décision. Car par la construction, il est évident qu'*alter* se rapporte à celui auquel on donne, & à qui seul il est permis de donner; or, suivant Arfdexin, on ne donne & il

n'est permis de donner qu'à celui qui peut seulement nuire. Il est encore évident que cette partie de son texte, *quia in primo casu*, contient la raison de la décision, qui permet de se racheter de la vexation injuste vis-à-vis de celui qui peut seulement nuire; & que cette raison ne peut avoir lieu vis-à-vis de celui qui peut également servir & nuire. Enfin ces mots *præstare ritè officium* signifient s'acquitter de son devoir selon les règles. Et si la traduction, *rendre service*, avoit lieu, il faudroit dire que, dans la pensée d'Arldexin, il est selon les règles de rendre à quelqu'un service pour de l'argent, lorsqu'il s'agit de l'acquisition d'un Bénéfice. Ce qui est une extravagance que le Rédacteur n'a osé mettre sur le compte d'Arldexin, puisque dans sa traduction il a fait disparaître le mot *ritè*.

„ Au surplus, ajoutent les Commissaires, c'est la proposition „ latine qui a été citée, & le latin est extrait exactement. “

Puisqu'on revient pour la seconde fois à dire que le latin est exact, lorsque M. l'Archevêque se plaint de l'infidélité de la traduction, il faut bien que l'on suppose qu'il est indifférent que la traduction soit fidèle ou non, pourvu que le texte latin soit exactement cité. C'est en effet le tour qu'on a pris pour s'exempter de justifier le Recueil sur ce nombre presque infini d'altérations que présente la version françoise. *Pourquoi*, dit M. Joly de Fleury, *saxer d'infidélité, même de mauvaise foi, le Recueil des Extraits des assertions, quand on a le texte sous les yeux, auquel on peut s'en rapporter, sans donner sa croyance à la traduction ?* Personne, dit-il encore, *n'est obligé, quand il a le texte latin, de se décider, s'il a du doute, sur la traduction.*

Réquis. du 27
Janv. 1794.

Rien n'est plus aisé que d'enlever à M. Joly de Fleury ce moyen de défense. Car, si l'on n'a pas prétendu grossir inutilement le Recueil des extraits, en y ajoutant une traduction, il est visible qu'on ne l'a faite qu'en faveur de ceux qui n'entendent pas le latin, ou qui ne le savent pas assez parfaitement, pour pouvoir se passer du secours d'une traduction; & il n'est pas douteux qu'un grand nombre de ceux qui ont lu ou parcouru les extraits ne soient dans ce cas. La version françoise représente donc pour ces sortes de per-

sonnes le texte authentique, & c'étoit une nécessité qu'elle fût exacte, afin de ne pas les induire en erreur. Comment M. Joly de Fleury veut-il qu'une personne qui ne sçait pas le latin, forme des doutes sur une traduction que le Parlement lui met en main, & dont il lui garantit la fidélité ?

D'ailleurs, c'est un fait que la traduction a été beaucoup plus luë que le texte latin, que les Evêques l'ont regardée comme infiniment plus dangereuse, & qu'en effet elle a produit beaucoup plus de mal, puisqu'elle ajoute de nouvelles falsifications à celles du texte latin ; il n'est pas moins certain, que si on n'avoit pas compté sur cet effet, loin de la composer avec tant d'artifice, on ne se seroit pas même donné la peine de la faire. M. l'Archevêque & tant d'autres Prélats ont donc été en droit d'en relever les infidélités, & ce n'est point se disculper, que de dire que le texte latin est cité exactement.

„ Enfin, continuent les Commissaires, quelle que doive être
 „ la traduction, la proposition d'Arfdekin n'en seroit pas moins
 „ répréhensible. « M. Joly de Fleury s'exprime de la même manière.
 „ Ce qui est certain, dir-il, c'est que par la faute de l'auteur
 „ qui s'est expliqué très-laconiquement, le texte de la raison qu'il
 „ donne n'étant pas net, la raison sur laquelle il appuie son sen-
 „ timent n'est pas assez développée, pour qu'elle ne soit pas sus-
 „ ceptible peut-être, & du sens que lui donne l'Instruction Pasto-
 „ rale, & du sens dans lequel vous avez pû l'entendre. Mais ce
 „ qui est également certain, c'est que, quelle que soit la raison
 „ de l'auteur pour penser ce qu'il pense, on ne persuadera pas
 „ que son sentiment ne soit pas également répréhensible ; & c'est
 „ ce sentiment répréhensible que vous avez voulu mettre en évi-
 „ dence dans le Recueil des assertions. »

On remarquera d'abord que les Commissaires & M. Joly de Fleury prononcent ici sur la doctrine, & sur une matière route spirituelle, quoiqu'ils aient déclaré ailleurs que ce n'étoit pas leur intention. Les Commissaires, pag. 103. disent au sujet de quelques propositions, qu'elles sont relatives à la doctrine sur laquelle la Cour n'a point entendu prononcer, mais uniquement désérer au jugement de l'Eglise ce qui lui a paru présenter un sens peu exact. M. Joly de

de Fleury dit la même chose , pag. 41 & 42. Pourquoi donc prononce-t-on ici qu'il est certain que la proposition d'Arfdekin est répréhensible , en quelque sens qu'on l'entende ? Pourquoi dans le titre du Recueil , qualifie-t-on tous & chacun des extraits de pernicieux & dangereux ?

En second lieu , nous défions qu'on cite un seul Théologien qui dise que c'est une chose également exempte de Simonie , de donner de l'argent à celui qui peut nous servir & nous nuire dans l'acquisition d'un Bénéfice , & d'en donner à celui qui ne peut que s'opposer injustement à cette acquisition. Il est incontestable & avoué de tous les Docteurs , qu'il y a Simonie dans le premier cas ; & la chose est évidente pour quiconque a idée de la Simonie : au lieu que , s'il n'est pas certain , il est du moins fort probable qu'il n'y en a point dans le second.

Pour ce qui est de la prétendue obscurité que M. l'Avocat Général attribue au texte d'Arfdekin , on peut juger par l'explication que nous en avons donnée , s'il est susceptible d'un autre sens.

S E C O N D T E X T E .

M. l'Archevêque , pag. 160 de son Instruction Pastorale , dit :
 „ Lessius déclare-t-il probable une opinion très-fausse ? sans prendre garde à la différence énorme qui est entre la simple probabilité & la certitude , les Traducteurs lui font dire que son opinion est *certaine* , & par là il paroît infiniment plus coupable aux yeux des lecteurs éclairés. “

Les Commissaires répondent. „ Nous avons reconnu que le mot *probable* , auroit dû être traduit par celui de *probable* , au lieu de celui de *certain* ce qui ne peut être imputé qu'à un défaut d'attention ou de copiste ; qu'au surplus , la proposition de Lessius citée par Trachala , est rapportée exactement dans le latin des Assertions , & qu'en rétablissant dans la traduction le mot de *probable* , au lieu de celui de *certain* , Lessius ne laisseroit pas d'être coupable , d'après même l'auteur de l'Instruction Pastorale. “

M. Joly de Fleury ajoute , pag. 7. „ Il est évident que l'on ne peut pas présenter sérieusement un reproche de cette

Suite de la III. Partie.

L I I I

« espèce ; il ne faut pas être versé dans la langue latine pour
 « assûter au mot latin *probable* sa signification véritable dans notre
 « langue ; & on ne comprend pas comment on a pu faire dire à
 « M. l'Archevêque de Paris , que par cette erreur de la simple
 « traduction , ce soit *aux yeux des Lecteurs éclairés* que Trachala
 « paroisse infiniment plus coupable , qu'il ne l'est en effet. »

On fait donc l'aveu de l'infidélité de la traduction. Mais 1^o on rejette cette faute sur le défaut d'attention, sur le Copiste, sur le Réviseur à l'impression. Nous répondons que les mots *probable* & *certain* n'ayant aucune affinité entre eux pour les lettres, il est difficile de concevoir qu'on ait écrit ou imprimé l'un pour l'autre ; que si cette faute étoit unique , ou s'il y en avoit plusieurs de cette nature , mais qui fussent tantôt à l'avantage , tantôt au désavantage des Auteurs Jésuites , on seroit peut-être recevable à dire que c'est une méprise, un pur défaut d'attention. Mais s'il y a un nombre infini de fautes semblables , si toutes tendent à représenter la doctrine des Jésuites comme plus mauvaise qu'elle n'est , si ces mêmes fautes se trouvent dans les différentes Editions des Extraits des Assertions, n'a-t-on pas droit d'en conclure qu'on les a faites à dessein , sur tout quand elles sont jointes dans le même ouvrage à quantité d'autres fautes , qu'on ne peut soupçonner d'être de simples défauts d'attention ?

2^o On dit que la proposition de Lessius citée par Trachala est rapportée exactement dans le latin des assertions. Encore un coup, ce n'est point de quoi il s'agit ; si l'extrait latin étoit infidèle, ce seroit une altération de plus. Mais on ne s'est jamais lavé d'une faute , en disant qu'on n'en a pas commis deux.

3^o On ajoute qu'en rétablissant dans la traduction le mot de *probable* , au lieu de celui de *certain* , Lessius ne laisseroit pas d'être coupable. M. l'Archevêque en convient , & nous en convenons aussi , s'il est vrai que Trachala ait cité fidèlement Lessius. Mais ce n'est pas là une excuse pour le Rédacteur. Il suffit , pour qu'on soit autorisé à l'accuser , qu'il ait représenté Lessius plus coupable qu'il ne l'est en effet. La falsification ne consiste pas seulement à changer une décision bonne en une mauvaise , mais encore à changer une mauvaise décision en une pite.

4° Quant à ce que dit M. Joly de Fleury, pourquoi ne pourroit-on pas présenter sérieusement un reproche de cette espèce ? n'est-il pas fondé, n'est-il pas grave ? Il ne faut pas, ajoute-t-il, être versé dans la langue latine, pour assurer au mot latin, *probabile*, la signification véritable dans notre langue. Cela est vrai : mais parceque la faute est grossière, parcequ'elle est aisée à remarquer, en est-ce moins une faute ? & le Traducteur des Extraits sera-t-il innocent, parcequ'il a joint l'impudence à l'imposture ? M. Joly de Fleury ne comprend pas comment on a pu faire dire à M. l'Archevêque, que par cette erreur de la simple traduction, Trachala paroît plus coupable *aux yeux des Lecteurs éclairés*. Mais dans un siècle tel que le notre, où l'étude du latin est si fort négligé, où tant de gens se mêlent de lire, n'y a-t-il de *Lecteurs éclairés* que ceux qui sont assez habiles pour corriger sur le texte latin les fautes de la version françoise ? Combien même parmi ceux qui savent le latin, auront parcouru rapidement quelques extraits françois, sans se mettre en peine de les confronter avec le texte original ? combien n'auront conçu aucune défiance d'une traduction dont les Magistrats leur garantissoient la fidélité ?

T R O I S I È M E T E X T E.

C'est celui de Laymann sur le Suicide. Le reproche de M. l'Archevêque est ainsi conçu : Instr. Past. p. 160. „ Laymann dit-il „ que plusieurs ont loué l'action de Caton ? Les Traducteurs font „ dire à ce Casuiste, que plusieurs ont vanté l'action de Caton „ *comme digne d'être imitée* : addition qui rend la décision de Laymann beaucoup plus odieuse. “

Les Commissaires observent 1° „ Que la Traduction indiquée par „ l'Instruction Pastorale du mot *commendatum*, par le mot françois „ *loué*, auroit été trop foible. “ M. Joly de Fleury ajoute, pag. 8. que „ pour peu que l'on connoisse la force des termes dans la langue „ latine, on sçait que ce mot ne peut se rendre exactement, sur „ tout dans un passage tel que celui de Laymann, que par une „ expression qui présente à l'esprit, indépendamment de l'éloge, „ une idée d'exemple ou de modèle. “

Nous répondons que les meilleurs Dictionnaires, tels que ceux de Calepin & de Robert Etienne, attribuent à *commendare* la même signification qu'à *laudare* ; que le mot *louer* tend exactement & dans toute la force celui de *commendare*, lorsqu'il s'agit d'éloge, & nous prenons à témoin tous ceux qui savent le latin.

Ils observent en second lieu « qu'en traduisant ce mot *commendatum* par celui *recommandable*, la pensée de l'auteur n'auroit pas été rendue. » On en convient : *recommandable* présente l'idée d'une action qui mérite des louanges ; & *commendatum*, celle d'une action à qui on donne des louanges, soit qu'elle les mérite ou non. Aussi M. l'Archevêque ne présente-t-il pas le mot *recommandable*, comme devant être substitué à ceux-ci, *vanté comme digne d'être imité*. » Que la traduction la plus analogue au sens de la phrase & à la force des termes, auroit été, *donnée pour exemple*, au lieu de laquelle on s'est servi des mots, *vanté comme digne d'être imité* : traduction équivalente, puisqu'on ne peut donner une action pour exemple, sans la proposer pour être imitée. » Nous répondons que *commendare* signifie directement *louer*, & que l'idée *donner pour exemple* n'est pas plus renfermée dans *commendare* que dans *louer* : qu'ainsi la traduction par le mot *loué* n'auroit pas été trop faible ; qu'il est certain que la traduction inculpée par M. l'Archevêque, quoiqu'elle ne soit pas contraire au sens de l'Auteur, encherit sur ses expressions, & que *vanté* rendoit très-bien *commendatum*, sans qu'il fut besoin d'ajouter ces mots, *comme digne d'être imité* : qu'au reste cette faute est une des moindres & peut être la moindre de plus de quatre cens qui se trouvent dans la version des Extraits.

Ils observent en troisième lieu, « que c'est la proposition Latine qui a été citée, & que le Latin est extrait exactement. » Cette observation est étrangère à l'objet présent. De plus il est si peu vrai que le Latin soit extrait exactement, qu'on n'a point présenté dans le Recueil l'Assertion de Laymann sur le Suicide, ni les preuves dont il l'appuie, & qu'on s'est contenté d'en rapporter une phrase incidente, qui détachée du reste, offre à l'esprit un sens qui fait peine. Les Commissaires ne peuvent donc pas tirer avantage de ce que dit M. l'Archevêque, que la décision de Laymann est odieuse en elle-

V. Justif. passé.
Suicide, p. 427.

même, puisque ce sont les suppressions du Rédacteur qui ont occasionné la critique que ce Prélat fait de cette décision.

QUATRIÈME TEXTE.

„Henriquez, dit M. l'Archevêque, Instr. Past. p. 160, & 161,
„parle-t-il d'une *défense nécessaire de la vie ou des membres*? On sup-
„prime dans la Traduction le terme *nécessaire* qui est néanmoins
„essentiel en cet endroit : au reste, l'infidélité du Traducteur n'af-
„foiblit pas à nos yeux l'horreur que mérite la décision du Ca-
„sulle. „

Sur ce reproche les Commissaires observent „ que le mot *neceffa-*
„*riâ* n'a point été grammaticalement rendu dans la Traduction ;
„mais que le sens de toute la phrase, le Tableau d'une attaque
„d'un côté, d'un péril imminent pour la vie, de l'autre, supplée
„suffisamment l'expression de la nécessité, dont l'idée se trouve
„d'ailleurs pleinement renfermée dans l'expression de la défense de
„la vie & des membres. „

Nous observons à notre tour qu'il ne suffit pas d'être attaqué dans sa vie & dans ses membres, pour être dans le cas de la défense *nécessaire* dont parle Henriquez ; mais qu'il faut être attaqué de telle manière, qu'on ne puisse défendre sa vie ou ses membres, qu'en ôtant la vie de l'injuste agresseur : & c'est ce qui rend absolument indispensable la Traduction du mot *necessariâ* dans le texte d'Henriquez.

Nous ajoutons que le reste du texte, tel qu'il est traduit en françois, ne présente nullement le *Tableau d'une attaque d'un côté, & d'un péril imminent pour la vie, de l'autre* ; & qu'aini c'est sans fondement qu'on dit que ce prétendu Tableau *supplée suffisamment l'expression de la nécessité*. Car voici le texte d'Henriquez, & la Traduction du Recueil. *Si adulter etiam Clericus, advertens periculum intra- vis domum adultera & invasus à marito illius, occidat invasorem pro necessariâ vita aut membrorum defensione, non videtur irregularis.*
„ Si un adultère, même Clerc, bien instruit du danger, est entré
„chez la femme adultère, & que surpris par le Mari, il tuë le Ma-
„ri pour défendre sa vie ou ses membres, il ne paroît pas encourir
„l'irrégularité. „ Le mot *surpris* dont on se sert pour rendre *inva-*

fus, présente-t-il le Tableau d'une attaque d'un côté, & d'un péril imminent pour la vie, de l'autre? Présente-t-il l'idée d'une alternative *nécessaire*, de perdre la vie ou les membres, ou de tuer celui qui nous attaque? Non sans doute, & cette Traduction infidèle d'*invasus* jointe à la suppression du mot *nécessaire*, dénature l'Affirmation d'Henriquez.

Nous avons fait remarquer en son lieu cette fausse interprétation du mot *invasus*, & nous ne craignons pas qu'on nous reproche cette observation comme minurieuse & futile. M. Joly de Fleury lui-même nous est garant de sa justesse. „ Le Mari, dit-il page 9, „ *invadit adulterum*; c'est bien plus que *surprendre*; c'est-à-dire qu'il „ se jette dessus lui, s'en empare, le saisit, le prend de force, & l'a- „ dultere frappe à mort *invasorem*, ce Mari qui s'est emparé de lui. „ C'est ainsi que ce Magistrat démontre lui-même contre le Traducteur des Extraits, qu'*invadere* dit beaucoup plus que *surprendre*, & nous autorise à conclure que l'idée d'une défense nécessaire n'étant point renfermée dans celle de la surprise, rien ne supplée la suppression du mot *nécessaria*.

Quant à ce qu'ajoutent les-Commissaires que l'expression de la nécessité se trouve pleinement renfermée dans l'expression de la défense de la vie & des membres, il n'y a aucun Théologien qui ne dise le contraire, & qui ne suppose qu'il y a beaucoup de cas, où pour mettre à couvert sa vie & ses membres, il n'est pas nécessaire de tuer celui qui nous attaque.

Ils observent encore „ que l'Auteur de l'Instruction Pastorale „ n'a pu se mettre en état de reprocher l'omission du mot *nécessaire* „ *faire* dans la Traduction du passage, qu'en omettant lui-même „ toute la portion du passage, qui présentait l'idée de la nécessité, „ & en rendoit l'expression superflue. „

On vient de voir que, bien loin qu'on puisse tirer delà avantage contre M. l'Archevêque, il auroit pu se servir du reste de l'Extrait françois, pour prouver qu'il ne présentait nulle part l'idée de la nécessité, & que le Traducteur s'est attaché à l'exclure.

Enfin ils observent „ que le Latin a été mis exactement sous „ les yeux des Lecteurs, & que la critique de l'Auteur de l'Instruction Pastorale est d'autant moins fondée, qu'il convient lui-

„ même de l'horreur que mérite la décision du Casuiste. „ Ceci
 „ n'excuse point l'infidélité de la version françoise , & n'empêche
 „ pas qu'elle n'augmente infiniment l'horreur de la décision
 „ d'Henriquez.

C I N Q U I E M E T E X T E.

Il est de Zaccaria sur le Probabilisme. „ Qu'elle est révoltante.
 „ M. T. C. F. , dit M. l'Archevêque , page, 181 & 182 , la par-
 „ tialité que nous indiquons ici ! C'est en soi un défaut assez lé-
 „ ger que la suppression de quatre noms , dans un livre aussi éten-
 „ du que celui des Assertions ; mais dans le cas présent , rien de
 „ plus propre à faire connoître la partialité extrême des Rédac-
 „ teurs de ce Volume : car voici deux choses qu'ils se permet-
 „ tent hardiment , comme si personne n'étoit capable de dévoiler
 „ cette infidélité. 1° Ils font raconter par Zaccaria , Jésuite
 „ Italien , ce trait de l'histoire du Probabilisme , tandis que c'est
 „ Concina qui le raconte en effet , & que Zaccaria rapporte sim-
 „ plement les paroles de ce Dominicain. 2° Ils font disparaître les
 „ quatre Théologiens célèbres de l'Ordre de S. Dominique , que
 „ leur Confrère place à la tête des partisans de la Probabilité , &
 „ ils ne parlent que des six Jésuites qui ne sont cependant nom-
 „ més qu'en second dans l'ouvrage de Concina. Or , d'après cette
 „ manière de citer , quel Lecteur ne conclura pas que les Jésui-
 „ tes sont les premiers Probabilistes , & qu'un de leurs Confreres
 „ est lui-même garant de ce fait ? Conclusion très-fausse , il est
 „ vrai , mais inévitable , si l'on s'en tient au texte des Assertions. „

Les Commissaires , après avoir rapporté le texte de Zaccaria ,
 tel qu'il est dans le Recueil , avec la Traduction françoise , disent
 qu'ils ont confronté ce texte avec ce qui se trouve au livre inti-
 tué , *Storia letteraria d'Italia : in Venezia 1753 , to. 5. liv. 2. chap. 3.*
 pag. 401 , & qu'ils les ont „ trouvés conformes ; observant néan-
 „ moins que les quatre noms de Medina , Mercado , Lopez &
 „ Bannez , n'ont pas été mis dans les Extraits des Assertions , mais
 „ que cette omission a été indiquée par des points intermédiaires. „

Les Commissaires font entendre qu'au retranchement près des
 noms des quatre Dominicains , l'Extrait du Recueil est confor-

me aux texte de Zaccaria. Il s'en faut bien que la chose soit ainsi. Car outre cette suppression, il y en a deux autres, l'une desquelles fait attribuer à Zaccaria les paroles de Concina, quoique Zaccaria cite l'Ouvrage, & la page de l'Ouvrage de Concina. On peut s'en assurer en jettant les yeux sur le vrai texte de Zaccaria rapporté au Volume des Falsifications page 74 & 75. Il est vrai que les suppressions ont été indiquées par des points intermédiaires : mais des points suppléent-ils à la citation du livre de Concina ? Des points sont-ils équivalens aux noms de quatre Dominicains, & en offrent-ils l'idée à l'esprit des Lecteurs ?

Ils observent ensuite „ que quoique le passage rapporté dans „ l'Instruction Pastorale, soit cité par Zaccaria, comme étant tiré „ d'un Ouvrage de Concina, néanmoins Zaccaria l'emploie „ pour autoriser son propre sentiment en faveur du Probabilisme. „

Les Commissaires reconnoissent donc la double falsification relevée par M. l'Archevêque. Cela posé, comment peuvent-ils se tirer de ce qu'il en infère, sçavoir que d'après cette maniere de citer, il n'est pas un Lecteur qui ne conclue que les Jésuites sont les premiers Probabilistes, & qu'un de leurs Confreres est garant de ce fait ? Car cette fausse conclusion suit nécessairement du texte de Zaccaria, tel que le présente le Recueil. En vain observe-t-on que Zaccaria emploie le passage de Concina pour autoriser son propre sentiment en faveur du Probabilisme. Quant la chose seroit vraie, cela ne répond nullement à l'objection de M. l'Archevêque. Il n'est point question de sçavoir si Zaccaria est Probabiliste ou non, mais si, à ne consulter que les Extraits, il atteste que six Jésuites, sans faire aucune mention des Dominicains, ont été un très-puissant motif aux Théologiens qui vinrent après eux, pour se déclarer partisans du Probabilisme. Or la vérité ou la fausseté de ce point, est absolument indépendante du sentiment de Zaccaria sur le Probabilisme.

Il n'est pas vrai d'ailleurs qu'il emploie le passage de Concina, pour autoriser son propre sentiment en faveur du Probabilisme. Qu'on prenne la peine de relire son texte, tel que nous l'avons présenté, on verra qu'il se sert des paroles de Concina, uniquement pour prouver contre Concina lui-même, que Vitelleschi ne recom-
mandoit

mandoit point aux Jésuites dans sa lettre d'être Tutoristes , comme ce Dominicain le prétendoit ; qu'au contraire on pourroit plutôt inférer des paroles de Vitell: schi rapprochées de celles de Concina , qu'il vouloit que les Jésuites fussent Probabilistes. Ce qui n'est , comme nous l'avons remarqué , qu'un argument *ad hominem*.

Les Commissaires observent encore „ que si les noms de Médina , Mercado , Lopez & Bannez , tous Dominicains , ont été „ retranchés de la citation , c'est qu'il n'étoit question que d'établir que les ci-devant soi-disans Jésuites avoient enseigné & „ soutenu le Probabilisme , & que les points intermédiaires ont „ annoncé qu'il y avoit une portion du texte de retranchée. “

Cette réponse laisse subsister l'objection dans toute sa force. Qu'importe qu'on ait voulu établir que les Jésuites ont enseigné & soutenu le Probabilisme ? cela autorisoit-il à faire des suppressions qui induisent le Lecteur à conclure contre la vérité du fait , que les Jésuites ont enseigné & soutenu les premiers le Probabilisme , que leur autorité a entraîné les Théologiens qui sont venus après eux , & que le Jésuite Zaccaria en rend le témoignage : quand on n'auroit pas supprimé les noms des quatre Dominicains qui ont été Probabilistes avant les Jésuites , en auroit-on moins établi que le Probabilisme a été soutenu chez les Jésuites ? non sans doute. Mais il en auroit résulté que ce sont les Dominicains qui leur ont donné le ton , & qu'il y a de la partialité à condamner ceux-ci & à faire grace à ceux-là.

„ Au surplus , poursuivent les Commissaires , on n'a point „ avancé ni prétendu prouver que les ci-devant soi-disans Jésuites „ avoient été les premiers à enseigner le Probabilisme , ni les „ seuls à le soutenir & à le défendre ; mais seulement qu'ils „ avoient embrassé , enseigné & soutenu jusqu'à présent cette „ opinion. “

Il faut bien qu'on ait avancé & prétendu prouver que les Jésuites ont été les premiers partisans du Probabilisme , puisqu'on a mutilé un texte de Zaccaria à ce dessein , & que l'on n'a pu se proposer d'autre objet en le mutilant. Chose singulière : on avoue la mutilation du texte , & on ne parle point de l'illusion qu'elle fait aux Lecteurs , quoique cette illusion soit le principal

Suite de la III. Partie.

M m m m

& même le seul grief objecté par M. l'Archevêque & par les Jésuites. On dit qu'on n'a point eu en vue cette illusion, tandis qu'on ne peut avoir eu d'autre motif d'altérer les paroles de Zaccaria, & qu'en ne les altérant pas, on n'auroit affaibli en rien le seul point qu'on vouloit, dit-on, établir.

Venons présentement à M. Joly de Fleury. „ Quant à l'autre „ reproche, dit-il, pag. 11. il tombe par une raison bien simple. „ Le Jésuite cite le Dominicain, il est vrai; non pas comme „ une autorité dont il veuille se prévaloir, mais pour combattre „ cet adversaire si connu du Probabilisme. “ On a déjà expliqué la raison pour laquelle Zaccaria cite Concina, & l'usage qu'il fait de ses paroles. Mais après tout, quel rapport cela a-t-il à l'objection de M. l'Archevêque?

„ Pourquoi, continue M. Joly de Fleury, le passage est-il cité „ dans le Recueil des assertions? c'est parceque le Jésuite, après „ avoir cité Concina qu'il réfute, expose son propre sentiment, „ en l'appuyant d'une conséquence qu'il tire du texte de ce „ Dominicain; & cette conséquence retranchée de l'Instruction „ Pastorale, parcequ'elle est à la charge du Jésuite & de la Société, „ porte : *Si donc le Général Vitelleschi* (c'étoit le Général de „ la Société) *vouloit que ses sujets* (dans la bouche d'un Jésuite „ le Général est un Souverain) *suivissent le sentiment qui se trouvoit „ appuyé du suffrage des Docteurs graves & des plus accrédités. . . . „ c'estoit vouloir qu'ils fussent Probabilistes.* “

Je ne releverai point quelques négligences de M. l'Avocat Général, qui rend *graviorum* par *graves*, & qui met des points après *accrédités*, quoiqu'il n'en faille pas; ni la maligne interprétation qu'il donne au mot *subditi*, qui signifie non seulement les sujets d'un Souverain, mais les inférieurs de toute espèce de supérieur. Je ne remarquerai pas non plus que, quand ce qu'il dit seroit vrai, cela ne détruit point le reproche de M. l'Archevêque. Venons au fait, & montrons une bonne fois que, dans le passage de Zaccaria, il n'est question ni d'établir le Probabilisme, ni de réfuter Concina, autant qu'adversaire du Probabilisme, mais de discuter un fait, sçavoir si Vitelleschi dans sa Lettre recommande aux siens d'être Tutoristes. Concina soutenoit que oui : Zaccaria lui

prouve par lui-même que non , & lui fait cet argument. Vitelleschi dit aux siens de suivre les sentimens les plus sûrs, ce qui ne signifie pas le Tutorisme moderne , mais , comme l'explique Vitelleschi lui-même , les sentimens appuyés sur les suffrages des Docteurs les plus graves & les plus accrédités. Or tel étoit alors le sentiment du Probabilisme , selon le P. Concina , qui avoue que l'autorité *très grave* de Medina , de Mercado , de Lopez , de Bannez , de Valencia , d'Azor , d'Henriquez , de Salas , de Suarez & de Sanchez , fut un motif très-efficace aux Théologiens postérieurs de se déclarer partisans du Probabilisme. Donc , suivant le P. Concina , si Vitelleschi vouloit que les siens suivissent les sentimens appuyés du suffrage des Docteurs les plus graves & les plus accrédités , il vouloit qu'ils fussent Probabilistes. Donc le P. Concina ne peut , sans se contredire , trouver le Tutorisme , ni même le Probabilisme dans la Lettre de Vitelleschi. Voilà à quoi se réduit tout le texte de Zaccaria , & quelque effort d'esprit que l'on fasse , on n'y trouvera rien autre chose.

SIXIEME TEXTE.

M. l'Archevêque de Paris se plaint dans son Instruction Pastorale , page 203 & 204 de ce „ qu'il a plu aux Compilateurs des „ Assertions de compter parmi les erreurs des Jésuites plusieurs „ propositions très-vraies & très-exactes. Le P. Pomey , dit-il , „ dans son petit Catéchisme Théologique , fait cette demande : „ *Quelle sera la source de ces sorrens de plaisirs éternels dont nous espé-* „ *rions de jouir dans le Ciel ?* Et il répond : *Ce sera Dieu même.* Est- „ il donc concevable que des Chrétiens aient pu trouver quelque „ chose de *dangeroux & de pernicieux* dans cette Réponse !

Sur cela les Commissaires transcrivent onze demandes consécutives du P. Pomey , avec les Réponses , telles qu'on peut les voir dans les Extraits , pag. 186 & 187 , à commencer par celle-ci : *Quels sont les plaisirs que nous aurons dans le Ciel ?* Puis ils observent „ Que l'Auteur de l'Instruction Pastorale , pour avoir occasion „ de se récrier contre la citation ci-dessus , n'en a rapporté que „ les deux premières questions confonduës en une , & la réponse „ qui y est faite , & qu'il a soustrait aux yeux du Lecteur par une

M m m m z

„ réticence affectée , toutes les questions & réponses suivantes ,
 „ dans lesquelles on trouve ce qui fait le seul & véritable objet
 „ de la citation employée dans les extraits des Assertions , les
 „ deux premières questions n'y ayant été mises , que parcequ'elles
 „ étoient essentielles à la liaison & à l'intelligence des demandes
 „ & des réponses suivantes ; ainsi qu'il fera prouvé dans l'article
 „ qui suit. »

Pour justifier le reproche de M. l'Archevêque , il suffit de montrer qu'il a été en droit de supposer qu'on présentoit dans le Recueil comme pernicieuse & dangereuse la demande & la réponse de Pomey , qu'il transcrit dans son Instruction Pastorale. Or cela est évident : car le Recueil en vertu de son titre , est censé ne contenir que des assertions pernicieuses & dangereuses ; & à moins d'un avertissement de la part des Compilateurs , qui donne à connoître qu'ils ont cité quelques extraits , quoiqu'ils ne les regardassent pas comme mauvais , on ne peut s'empêcher de juger qu'ils les tiennent tous & chacun pour tels. Mais il ne paroît nulle part aucun avertissement de cette nature. Ainsi M. l'Archevêque voyant une suite de demandes & de réponses , qui prises séparément contiennent des assertions , a été fondé à croire que chacune d'elles n'avoit place dans le Recueil qu'à titre de pernicieuse & dangereuse. Rien ne l'engageoit à conjecturer que les deux premières demandes de Pomey fussent rapportées uniquement pour la liaison , & que les neuf questions suivantes fussent *le seul & véritable objet de la citation*. Il est trop tard de le dire , lorsqu'on est attaqué , & qu'on n'a que ce moyen de défense. Il falloit en avertir , sinon à chaque fois , du moins dans une remarque générale : alors les lecteurs auroient été sur leurs gardes. Sans cela , s'il y a quelque méprise de leur part , les auteurs du Recueil en sont responsables. Nous allons examiner tout à l'heure s'il est vrai que les deux premières questions n'aient été mises , qu'à cause qu'elles étoient essentielles à la liaison & à l'intelligence des questions suivantes.

S E P T I E M E T E X T E.

„ A cette question , dit M. l'Archevêque , pag. 204 & 205 :
 „ *Les enfans des hérétiques & des schismatiques sont-ils hors du chemin.*

„ du salut ? ne seroient-ils pas sauvés s'ils mourroient ? le même auteur
 „ répond dans ce même Catéchisme : *Oùi, ils seroient sauvés,*
 „ *s'ils mourroient après avoir reçu le Baptême.* Si cette doctrine étoit
 „ *dangereuse & pernicieuse,* l'Eglise auroit donc erré, décidant
 „ contre les Donatistes la validité du Baptême conféré par les
 „ Hérétiques. “

Pour répondre à ce reproche, les Commissaires transcrivent les deux questions & réponses suivantes de Pomey. Après quoi ils observent „ que la critique que fait ici l'Auteur de l'Instruction Pastorale ne peut être de bonne foi, & que s'il avoit rapporté „ les passages entiers extraits du livre de Pomey, & insérés dans „ les assertions, le Public auroit été indigné de voir un Prélat „ (si M. l'Archevêque est l'auteur de ladite Instruction Pastorale) „ accuser le premier Tribunal de la Justice Souveraine du Roi, „ d'ignorer les élémens de la Religion, en indiquant comme ré- „ prehensibles des propositions écrites dans tous les Catéchismes. „

Je répons que le Public ne sçauroit être indigné, & que depuis la Publication même du Procès-verbal, il n'a nullement été indigné de voir que, dans un Extrait qui contient trois demandes & trois réponses, & par conséquent au moins trois Assertions bien séparées, M. l'Archevêque se soit attaché à une de ces demandes & de ces réponses, qu'il juge conforme à la doctrine de l'Eglise, & qu'il ait trouvé à redire qu'elle ait place dans un Recueil, qui ne doit contenir que des Assertions pernicieuses & dangereuses. Si quelque chose pouvoit indisposer le Public équitable, c'est qu'on se permette de dire que la critique de M. l'Archevêque ne peut être de bonne foi.

On a tort au reste de dire que ce Prélat accuse le premier Tribunal de la Justice Souveraine du Roi, en attaquant ceux qui ont rédigé les Extraits. Nulle part dans son Instruction Pastorale, il ne met cette compilation sur le compte des Magistrats ; ce Prélat sçavoit qu'ils n'en sont pas les auteurs ; & vû le décri où elle étoit, lorsque le Procès-verbal fut dressé, il est surprenant que les Magistrats se soient portés pour en être les Rédacteurs.

La Proposition de Pomey n'est pas la seule qui mette M. l'Archevêque en droit d'accuser ceux qui ont présidé à la composition

du Recueil, d'ignorer les élémens de la Religion, en indiquant comme répréhensibles des propositions écrites dans tous les Catéchismes. La seconde Partie de la Réponse aux Assertions relève un grand nombre de propositions de cette nature, présentées comme répréhensibles dans le Recueil, quoiqu'on les lise dans tous les Catéchismes, hormis celui de Mézengui & les autres semblables; & il s'en faut bien qu'on ait relevé toutes celles qui auroient pu y trouver place.

„ La réticence affectée, continuent les Commissaires, employée
 „ dans cet article & dans le précédent, l'exclamation de l'Instruc-
 „ tion Pastorale : *Est il donc concevable que des Chrétiens aient pu*
 „ *trouver quelque chose de dangereux & de pernicieux dans cette Ré-*
 „ *pense?* indiquent un dessein formé, & suivi par les voies les
 „ plus odieuses, de détruire la confiance que les Peuples doivent
 „ avoir dans les jugemens des Magistrats. „

Il y a dans cette observation trois faux-supposés 1° on suppose à faux que dans cet article & dans le précédent, M. l'Archevêque a usé d'une *réticence affectée*. Il étoit en droit d'examiner séparément chacune des Assertions reprochées aux Jésuites, & lorsqu'il en a trouvé d'irrépréhensibles, d'accuser d'injustice ceux qui les ont présentées au Public comme dangereuses & pernicieuses. C'est ce qu'il a fait : & il n'y a point d'affectation à relever certaines Assertions & à se taire sur les autres, attendu qu'il étoit maître du choix. 2° On suppose à faux qu'il ait voulu détruire la confiance due aux Magistrats. Il n'attaque point les Magistrats dans cette Partie de son Instruction qui regarde les Assertions, mais les Auteurs du Recueil. Il se propose de montrer l'innocence de plusieurs Jésuites dénoncés contre toute raison à titre de mauvaise doctrine, de prémunir les fidèles de son Diocèse contre les artifices des Rédacteurs, & de les garantir des pièges que l'erreur a tendus à leur crédulité, en confondant adroitement des vérités enseignées par l'Eglise, avec des propositions condamnées ou condamnables. Et-ce là suivre par les voies les plus odieuses le dessein de détruire la confiance que les Peuples doivent avoir dans les Magistrats? 3° On suppose à faux que les Peuples doivent avoir confiance dans les Jugemens rendus sans compétence par les Magistrats sur les matières de doctrine. Ce

font les premiers Pasteurs que les Peuples & les Magistrats eux-mêmes doivent écouter avec respect & soumission, dans ces rencontres.

„ Nous avons observé en outre, reprennent les Commissaires, que l'Auteur de l'Instruction Pastorale s'est préparé une réponse au reproche qu'il a prévu qu'on pourroit lui faire de réticence & d'infidélité, à l'occasion des deux objets dont on vient de parler, en mettant au bas de la page 204 de ladite Instruction Pastorale, une note dont voici les termes. *On recueille de ce petit Catéchisme plusieurs propositions répréhensibles; mais il ne falloit pas à ce sujet en transcrire d'autres qui sont vraies, telles que les deux qu'on lit ici: elles ne sont pas essentielles à la liaison des demandes & des réponses; les Rédacteurs ont bien osé en supprimer quelques-unes, qu'ils ont trouvé d'une vérité trop éclatante pour être rapportées dans leur Recueil. Que ne suppriment-ils pareillement celles-ci.*

„ L'auteur de l'Instruction Pastorale persiste dans cette note à vouloir persuader que plusieurs propositions vraies ont été rapportées dans l'Extrait des Assertions comme répréhensibles, & il prétend que ces propositions n'étant point essentielles à la liaison des demandes & des réponses, elles n'ont pu être citées que comme pernicieuses & dangereuses.

„ La lecture des demandes & des réponses extraites du Catéchisme de Pomey, suffit pour faire connoître que les premières sont nécessaires à la liaison des suivantes. La quatrième demande est: *Que verrons-nous donc des yeux du corps?* elle nécessite la précédente conçue en ces termes: *le verrons-nous des yeux du corps?* Et celle-ci ne pouvoit être entendue sans la question & la réponse qui la précèdent, dont voici les termes. *D. Quelle sera la source de ces torrens de plaisirs éternels. R. Ce sera Dieu même.* Il est facile de connoître que la nécessité de la liaison est le motif pour lequel les premières demandes ont été rapportées.

„ Il en est de même de la question & de la réponse au sujet du Baptême des Héretiques. La seconde demande rapportée dans l'Extrait des Assertions, est ainsi conçue: *D. Mais s'ils étoient en un âge avancé, où ils eussent pu offenser Dieu, & qu'effectivement ils l'eussent offensé mortellement, seroient-ils sauvés s'ils mouraient.* Cette demande ne pouvoit s'entendre que, ou par une phrase qui

„ auroit rendu compte de ce dont il étoit question , inconvenient
 „ que l'on a évité avec grand soin dans l'Extrait des Assertions ,
 „ afin de ne présenter que le texte des Auteurs qui y sont cités ;
 „ ou en rapportant toutes les parties du texte nécessaire à l'intelli-
 „ gence & à la liaison : c'est ce qui a été suivi. Ainsi, pour faire
 „ entendre cette demande, on a rapporté la précédente avec la ré-
 „ ponse, dont les termes sont : D. *Les Enfans &c. R. Oui, ils seroient*
 „ *saufés, s'ils mouroient après le Baptême.*

Voilà donc cette démonstration sur laquelle & les Commissai-
 res & M. Joly de Fleury prennent droit d'investiver amèrement
 contre M. l'Archevêque. Deux mots en vont faire sentir toute la
 foiblesse. Sans qu'il fût besoin de rapporter les deux questions qui
 précèdent celle-ci : *Que verrons-nous donc des yeux du corps ?* il suf-
 fisoit pour en donner l'intelligence, d'y insérer dans une parenthèse
 ces mots, *dans le Ciel*. De même, sans rapporter la question sur
 le Baptême des Hérétiques, il n'y avoit, pour faire entendre la
 question suivante, qu'à écrire. *Mais s'ils (les Enfans des Hérétiques*
& Schismatiques) étoient en un âge avancé &c.

Et il est si peu vrai que ce soit là un inconvenient qu'on a évité
 avec grand soin dans l'Extrait des Assertions, afin de ne présenter
 que le texte des Auteurs qui y sont cités, qu'au contraire le Re-
 cueil présente une foule d'Extraits où l'on a fait usage de ces sortes
 de parenthèses. En voici quelques exemples. A la page 14, Extrait,
quando non agitur, on a mis en parenthèse ces mots qui ne sont
 pas du texte de l'Auteur, (*scilicet probabiliorum aut minus probabi-*
lem.) A la pag. 136, Extrait. *Resp. 1.* On a pareillement inséré ces
 autres mots (*Divina legi contrarios*) à la pag. 173, Extrait, *quando*
obligat, ceux-ci, (*de diligendo Deo super omnia.*) à la page 366, Ex-
 trait, *circa assignandam*, le mot (*opinio*) à la page 483, Extrait, *sic*
ait; ces mots (*Jacobus Rex Anglia quasi Bellarminum irridens*) à la
 pag. 486, Extrait, *Prov. 14. dicitur*, ceux-ci, (*vidit Daniel*) & ce
 qu'il y a de remarquable, c'est que plusieurs de ces parenthèses sont
 contraires au sens de l'Auteur, comme on l'a prouvé en son lieu.

Quant à ce que le Procès-verbal ajoute, que dans l'Extrait des
 Assertions, on a rapporté les parties du texte nécessaires à l'intelli-
 gence & à la liaison, il est démontré presque à chaque page de nos

tre Réponse, qu'on a affecté au contraire de supprimer presque par tout, ce qui étoit essentiel à l'intelligence de la pensée des Auteurs, jusqu'à couper des phrases par le milieu, & à s'arrêter là où il n'y avoit ni point ni virgule.

HUITIÈME TEXTE.

Voici le reproche de M. l'Archevêque, Instr. Past. pag. 205.
 „ Le P. Thomas Tamburini Jésuite Italien a dit : il est certain
 „ que celui qui vole peu, mais à plusieurs reprises, dans le des-
 „ sein de voler une somme considérable, pèche mortellement,
 „ même au premier vol : & cette proposition a encore été mise
 „ au nombre des Assertions *dangerieuses & pernicieuses*. Mais elle
 „ est d'une vérité si certaine & si frappante, que pour la censu-
 „ rer il faut être déterminé à réprover la doctrine la plus irrè-
 „ prochable & la plus accréditée, dès qu'elle se trouve dans l'ou-
 „ vrage de quelque Jésuite. Ce sont donc ici les Rédacteurs eux-
 „ mêmes qui flétrissent les principes de la plus saine Morale, ou
 „ qui les confondent avec les décisions les plus relâchées, en les
 „ rangeant sans discernement & sans nécessité, parmi les Affir-
 „ mations qu'ils dévouent à l'exécration publique. „

Sur quoi les Commissaires observent „ que dans l'Instruction Pastorale, on présente la proposition comme si c'étoit la seule de „ Tamburini sur le vol, rapportée dans les Assertions. „

Il n'y a pas un mot dans l'Instruction Pastorale qui donne à penser rien de semblable. Mais que cette proposition soit, ou qu'elle ne soit pas la seule de Tamburini rapportée dans les Assertions, cela ne fait rien à la justesse du reproche de M. l'Archevêque. Il lui paroît que c'est à tort qu'on l'a placée dans le Recueil : n'est-il pas en droit de la relever, comme si elle étoit seule, quoi- qu'elle soit jointe à plusieurs autres ? Et cela quand même toutes les autres seroient répréhensibles, & que celle-là seule ne le seroit pas ?

„ On déguise, ajoutent-ils, qu'elle fait partie d'une suite de „ propositions, toutes favorables au vol. “ Quand cela seroit, si „ celle-ci n'y est point favorable, elle ne devoit pas être rangée

Suite de la III. Partie.

N n n n

„ parmi les autres , d'autant plus qu'elle n'est pas nécessaire à l'intelligence des propositions suivantes.

„ Dans les propositions qui précèdent , l'auteur , dit-on , favorise ce crime , en décidant que , pour qu'il y ait péché mortel , il faut voler plus à un riche qu'à une personne de l'état mi-troyen ou à un pauvre ; il fixe la somme que l'on peut voler , à chaque personne suivant son état , & déclare que si l'on vole moins qu'il ne vient d'établir , le péché n'est que véniel. “

Je veux bien supposer , ce qui est très-faux , comme on l'a prouvé ailleurs , que ces décisions favorisent le vol. Quel rapport ont-elles avec celle-ci , qui est la seule à laquelle M. l'Archevêque s'attache ? *Il est certain que celui qui vole peu , mais à plusieurs reprises , dans le dessein de voler une somme considérable , pèche mortellement , même au premier vol.*

„ Avons observé en outre , continuent les Commissaires , que l'Auteur de l'Instruction Pastorale donne à entendre que c'est la décision en elle-même que présente ce passage , que l'on donne comme comme répréhensible , tandis que ce n'est que le motif qu'en apporte Tamburini. Et quel est le motif ? le dessein de voler une somme considérable. En sorte que , suivant cet Auteur , la multiplicité des petits vols , faits sans intention de voler une somme considérable & sans y faire attention , ne seroit pas un péché mortel : ce qu'il décide formellement dans le passage qui , dans les assertions , suit immédiatement celui-ci.

Rien ne montre mieux que cette observation , combien tout l'esprit , toute la subtilité possible est faible contre la vérité. Examinons-la par parties.

L'Instruction Pastorale donne , dit-on , à entendre , que c'est la décision en elle-même que présente ce passage , que l'on donne comme répréhensible , tandis que ce n'est que le motif qu'en apporte Tamburini. La décision de Tamburini en elle-même n'est donc pas répréhensible ; & le Parlement est forcé d'en convenir. Mais quelle est la *décision en elle-même* ? n'est-ce pas la proposition toute entière , telle que la rapporte M. l'Archevêque ? *il est certain &c.* je dis la proposition toute entière : car si on en retranche quelque chose , ce n'est plus la décision en elle-même , mais une autre.

décision toute différente : elle ne renferme pas un mot inutile , pas un même qui ne soit essentiel.

Quel peut donc être le motif répréhensible , distingué de la décision qu'on avoué ne l'être pas ? c'est , dit le Procès-verbal , *le dessein de voler une somme considérable*. Mais comment le dessein de voler une somme considérable feroit-il le motif de la décision , puisqu'il fait partie de la décision , ou pour parler plus juste , du cas sur lequel tombe la décision ? car voici le cas. „ Un homme „ vole peu , mais à plusieurs reprises , dans le dessein de voler „ une somme considérable “ c'est-à-dire , suffisante par elle-même pour rendre un vol mortel : & voici la décision : „ Il est certain „ que cet homme pèche mortellement , même au premier vol. “ C'est donc mal à propos que les Commissaires donnent pour motif de la décision de Tamburini , ce qui est une circonstance essentielle du cas auquel s'applique la décision. C'est encore plus mal à propos qu'ils distinguent la décision de ce qu'ils disent en être le motif , comme si celui-ci étoit répréhensible , & que celle-là ne le fût pas. Séparons en effet pour un moment la décision du motif. La décision sera : *Un homme qui vole peu , mais à plusieurs reprises , pèche mortellement , même au premier vol*. Or cette décision ne fut jamais celle de Tamburini , ni celle que relève M. l'Archevêque comme injustement attaquée. Il n'auroit eu garde d'en prendre la défense , puisque , quoiqu'en disent les Commissaires , elle est répréhensible en ce qu'elle suppose qu'il n'y a point de matière légère en fait de vol , & qu'un fol volé à un Prince , même sans dessein d'en prendre davantage , suffit pour que le larcin soit péché mortel. Au lieu donc de dire que la décision en elle-même n'est pas répréhensible , & que le motif l'est , il faut dire que la décision sans le motif est répréhensible , & qu'avec le motif elle ne l'est pas.

On reproche de plus à Tamburini d'avoir dit que „ la multipli- „ cité de petits vols , faits sans intention de voler une somme consi- „ dérable , & sans y faire attention , ne seroit pas un péché mortel. “ Et on rapporte le texte qui contient cette décision : texte que M. Joly de Fleury accuse M. l'Archevêque d'avoir supprimé. Mais c'est à tort qu'on l'accuse d'une suppression , qu'il étoit fort en droit

N n n n z

de faire, ayant pris un texte entier & isolé, sur lequel il lui étoit libre de montrer l'injustice du Rédacteur, sans entrer dans la discussion d'un autre texte : d'autant plus que ce second texte, tel qu'on le lit dans Tamburini, & non tel que le Procès verbal le rapporte sur la foi du Recueil, est aussi irrépréhensible que le précédent.

Tamburini y dit deux choses. La première qu', il est certain que „ celui qui de la même manière, (c'est-à-dire, à plusieurs reprises) „ vole des choses de peu de conséquence, quoiqu'il n'ait pas dessein „ de parvenir à une quantité notable, si néanmoins en répétant ces „ petits vols, il parvient en effet & en y faisant attention à cette „ quantité notable, il pèche mortellement, & il est obligé sous „ peine de péché mortel à restituer. *Cum aquali obligatione restituendi.* Ces derniers mots sont remplacés par des points dans l'Extrait des assertions, & dans le Procès-verbal. On a aussi omis dans l'un & dans l'autre les paroles suivantes qui contiennent la raison de la décision. *Ratio est, quia de facto tunc grave damnum affert proximo.*

Ce n'est pas sans doute à cette première partie de la décision de Tamburini, que les Commissaires trouvent à redire; puisqu'elle est fondée sur ces deux principes incontestables : le premier, qu'il y a une quantité suffisante par elle-même au péché mortel en matière de vol, & une autre quantité qui ne l'est pas. Le second, que quand par un seul vol ou par de petits vols répétés, quoique sans intention de parvenir à cette quantité suffisante, on y parvient effectivement, il y a péché mortel dans le dernier petit vol qui complète la quantité, si on s'aperçoit qu'il la complète, & obligation de restituer sous peine de péché mortel. Aussi cette décision n'est elle point relevée dans le Procès-verbal, où l'on n'incolpe que la suivante.

„ J'ai dit, reprend Tamburini, si on y fait attention; car s'il ne „ fait pas attention aux vols précédens, parceque sans qu'il y ait „ de la faute, il ne s'en souvient point, ou n'y pense pas, le dernier petit vol n'est point imputé à péché mortel. *Dixi, advertens; nam si non advertat ad precedentia, quia scilicet precedentium inculpabilitatem non meminit, vel eadem non considerat, non imputatur ipsi ad peccatum mortale ultima producta exigua acceptio.* L'extrait & le Procès-verbal s'arrêtent-là. L'auteur continue en ces termes. “ La raison

„ est qu'à cause de l'inadvertence, ce dernier vol n'a point d'union morale avec les précédens, & que le dommage notable du prochain n'est point alors volontaire de la part de celui qui le cause, ni conséquemment un péché mortel. Quant à l'obligation où l'on est de restituer dès qu'on s'en appercevra, c'est une chose évidente d'elle-même, & nous en parlerons dans la suite. “

L'ignore ce que les Commisaires & le Rédacteur peuvent reprendre en cette assemblée, sinon la supposition que fait Tambutini, savoir que l'inadvertence invincible excuse de péché mortel le dernier petit vol qui complète la quantité notable : ce qui porte sur ce principe catholique, qu'une action qui seroit d'ailleurs un péché mortel, ne l'est point à raison de l'ignorance ou de l'inadvertence invincible. Il n'y a que les Novateurs modernes qui combattent cette vérité, que l'Eglise a confirmée par ses décisions.

Remarquez encore que ce qui rend l'assemblée de Tambutini exacte de tout point, c'est ce qu'il ajoute & qu'on a supprimé, touchant l'obligation manifeste où l'on est de restituer, lorsqu'on vient ensuite à s'appercevoir que ces petits vols montent à une quantité notable.

Nous avons dit que cette décision de Tambutini n'est point également irrépréhensible dans la version du Recueil rapportée & adoptée par le Procès-verbal. Voici comme on le fait parler. „ Je dis, „ en y faisant attention : car s'il ne réfléchit pas sur les petits vols précédens, comme il peut innocemment ne s'en pas souvenir, ou ne les pas considérer, le dernier petit vol ne lui est pas imputé, alors à péché mortel. “

Il y a plusieurs fautes dans cette version. 1^o Le mot *advertat* est très-mal rendu par *réfléchit*. L'advertance est une simple vue de l'esprit, laquelle n'est pas libre : la réflexion au contraire est non seulement une vue, mais une application de l'esprit commandée par la volonté. On peut détourner son esprit d'un objet qu'on appercevoit, pour n'y pas réfléchir ; mais l'*advertance* est une de ces pensées subites qui préviennent tout exercice de la volonté, & qui n'en dépendent pas. L'inadvertence invincible exclut la liberté, & par cette raison exempte de péché ; mais le défaut de réflexion est souvent libre, & alors il n'excuse jamais de péché ;

il rend même en quelque sorte le pécheur plus coupable. *Noluit intelligere ut male ageret.*

2^o Tamburini n'exempte le dernier petit vol de péché mortel, que sur une inadvertence non coupable, réelle & actuelle ; *Quia scilicet precedentium inculpabiliter non meministis, vel eadem non considerat.* Et le Traducteur le fait parler d'une inadvertence qui peut être innocente : *Comme il peut innocemment ne s'en pas souvenir, ou ne les pas considérer.* Substituer une inadvertence qui peut être innocente, à une inadvertence actuellement & réellement innocente, c'est substituer au plus honnête homme le plus grand frippon, parceque le plus grand frippon est un très-honnête homme possible.

3^o Ces paroles, *comme il peut innocemment ne les pas considérer*, donnent à entendre qu'on peut sans péché être dans une inadvertence involontaire, & détourner son attention ; ce qui est faux & contradictoire à la pensée de Tamburini.

Ces falsifications nous étoient échappées en écrivant la première Partie de cette Réponse. Nous sommes redevables au Procès-verbal de nous avoir fourni l'occasion de les remarquer.

N E U V I E M E T E X T E.

„ On fait, dit M. l'Archevêque, Instr. page 206, un crime
„ au P. Trachala, de distinguer avec une infinité de Théologiens
„ deux sortes de Simonie ; l'une de droit naturel, l'autre de droit
„ Ecclésiastique.

En réponse à ce reproche, les Commissaires observent, „ que sans
„ entrer dans la discussion de sçavoir si la distinction faite par
„ l'Auteur, d'une Simonie de droit Divin & naturel, & l'autre
„ de droit humain & Ecclésiastique, est exacte ; il est visible que
„ le passage dudit Auteur n'a été rapporté dans l'extrait des Af-
„ sertions, que pour servir d'éclaircissement aux propositions du
„ même Auteur qui ont été extraites, & qui sont rapportées com-
„ me favorisant la Simonie, desquelles propositions l'Auteur de
„ l'Instruction Pastorale se donne bien de garde de parler ici ni
„ de prendre la défense. „

Les Commissaires rapportent ensuite ces propositions telles

„ qu'on les lit dans les extraits des Affertions , page 160 ; puis ils continuent en ces termes. „ Il est aisé de sentir que la distinction faite par l'Auteur , de la Simonie , en Simonie de droit Divin , & naturel , & Simonie de droit humain & Ecclésiastique , étoit indispensable pour faire entendre cette décision de Trachala : „ *unde patet rursus quid ad propositum casum respondendum , quod scilicet sic pectere recognitionem obligationis auctorialis , nec juris divini nec humani Simonia sit.*

Laissons ce qui concerne la justesse de la distinction des deux espèces de Simonie ; nous en avons parlé ailleurs , & les Commissaires ne jugent pas à propos d'entrer dans cette discussion. Toute leur réponse à M. l'Archevêque consiste à dire qu'il est visible que ce passage n'a été rapporté que pour servir d'éclaircissement aux propositions suivantes. Sur quoi je dis en premier lieu , que cela est si peu visible , que de cent personnes à qui on demanderoit pourquoi l'Affertion en question a été mise dans le Recueil , il n'en est peut-être pas une seule à qui la raison alléguée par les Commissaires vint à l'esprit. On peut en faire l'épreuve vis-à-vis de ceux qui n'ont pas lu cette échappatoire du Procès-verbal. Je dis en second lieu que cette proposition ne sert en aucune sorte d'éclaircissement aux propositions suivantes , notamment à celle que le Procès-verbal donne pour exemple. Car l'éclaircissement ne pourroit tomber que sur ces mots , *nec juris divini nec humani* : & quel jour peuvent-ils recevoir de cette proposition : *nota Simoniam aliam esse juris divini & naturalis , aliam humani & Ecclesiastici* ? L'un n'est pas plus clair que l'autre pour ceux qui ne sont pas Théologiens , & pour ceux qui le sont , l'un n'est pas moins clair que l'autre.

A l'égard des autres propositions , qu'elles favorisent ou non la Simonie , ce n'est point de quoi il est question , & le silence de M. l'Archevêque ne prouve rien. Il n'a pas prétendu tout relever , mais prouver par quelques exemples que les Auteurs du Recueil n'ont observé aucune des règles prescrites en cette matière par Benoît XIV. Si l'Affertion justifiée par M. l'Archevêque ne favorise point la Simonie , ses reproches sont légitimes : si l'on soutient qu'elle y est favorable , qu'on le prouve ; c'est l'unique moyen de défense.

DIXIÈME TEXTE.

M. l'Archevêque se plaint, page 206, de ce qu'on reproche „ à Taberna d'être favorable aux voleurs, parcequ'il remarque , „ comme la plupart des Auteurs, la différence qui se trouve entre le vol & la rapine : *Furtum est occulta aliena rei ablatio : differt à rapina, quæ non fit occultè, sed vidente & renitente domino*. Extraits des Assert. p. 374.

L'observation des Commissaires à ce sujet est que „ l'Auteur de „ l'Instruction Pastorale veut faire entendre que Taberna n'a été „ cité comme favorable aux voleurs, que parcequ'il remarque la „ différence qui se trouve entre le vol & la rapine; tandis que la „ définition & distinction qu'il donne du vol & de la rapine dans „ ce passage, n'ont été mises avant la première question, que „ pour faire entendre que c'est du vol véritable que Taberna parle „ dans les questions suivantes, dans lesquelles il excuse ou „ qualifie le vol de péché mortel, suivant la quotité de la chose „ & la qualité de la personne volée : ce qui se vérifie par les passages suivans ainsi conçus. „ suivent deux pages d'Assertions de „ Taberna, qu'on peut voir dans le Recueil page 375, 376.

Il résulte d'abord de cette réponse que l'Assertion de Taberna sur la définition & distinction du vol & de la rapine, n'a pas été mise dans le Recueil comme dangereuse & pernicieuse. Cet aveu est important pour M. l'Archevêque & pour nous.

Mais pour se justifier de l'avoir rapportée, on dit 1° que M. l'Archevêque veut faire entendre que Taberna n'a été cité comme favorable aux voleurs, que parcequ'il remarque la différence qui se trouve entre le vol & la rapine. M. l'Archevêque ne veut faire entendre rien de semblable. Il a vu sous l'article *Vol* une proposition entr'autres de Taberna, qui lui a paru exempte de tout reproche; il l'a relevée sans parler des autres, sans dire que l'Auteur n'a été cité comme favorable aux voleurs que pour celle-là : mais il a dit, & avec raison, que c'est une de celles pour lesquelles Taberna est accusé de favoriser les voleurs.

On dit 2° que cette proposition n'a été mise avant la première question, que pour faire entendre que c'est du vol véritable que
Taberna

Taberna parle dans les questions suivantes. Mais cela étoit absolument inutile. Tout Lecteur voit très-bien sans cela, que dans la première question Taberna parle du vol véritable, lorsqu'il dit : *L'essence du vol ne consiste pas précisément à prendre le bien d'autrui.* Il n'est personne non plus à qui il vienne dans l'esprit que cette proposition de Taberna ; *C'est un péché mortel de voler à un Roi, à un Prince, à une personne très-riche la valeur d'un écu*, puisse s'entendre d'aucun autre vol que du vol véritable. En un mot dans toute cette première question, & dans la seconde transcrite au Procès-verbal jusqu'à *Idem cum proportionem dicendum* inclusivement, il n'y a pas un seul mot qui fasse soupçonner qu'on y parle d'autre chose que du vol véritable. C'est donc encore ici une pure défaite des Commissaires, qui n'osant inculper la proposition de Taberna, ont imaginé ce prétexte pour sauver l'honneur des Rédacteurs.

3° On fait un crime à Taberna de ce que dans les questions suivantes, il excuse ou qualifie le vol de péché mortel, suivant la quotité de la chose & la qualité de la personne volée. Ce n'est pas là-dessus que M. l'Archevêque justifie Taberna ; ainsi cette accusation, fut-elle d'ailleurs bien fondée, ne répond à rien. Mais il s'en faut bien qu'elle le soit. Le bon sens dicte qu'une quantité très-légère, par exemple un liard, n'est point une matière suffisante par elle-même au péché mortel en fait de vol. Le bon sens dicte encore que la griéveté du vol doit s'estimer par le tort plus ou moins considérable que l'on fait à la personne volée : en sorte que le même vol fait à un pauvre sera plus grief à raison du dommage qu'il en reçoit, que s'il étoit fait à un riche ; & que la matière suffisante pour le péché mortel sera moindre par rapport au pauvre, que par rapport au riche. Taberna a donc eu raison de faire attention à la quotité de la chose & à la qualité de la personne volée, pour excuser ou qualifier le vol de péché mortel. Il faut pour le condamner, être persuadé que tout vol est de sa nature péché mortel, & que la griéveté du tort ne doit jamais s'estimer par la fortune plus ou moins aisée de ceux qui le souffrent : ce qui révolte la raison.

Suite de la III. Partie.

○ ○ ○ ○

O N Z I E M E T E X T E.

„ Le P. Antoine, dit M. l'Archevêque, page 206 & 207 ;
 „ se présente dans le Recueil des assertions, comme un fauteur
 „ du parjure, parceque, d'après S. Thomas, il décide qu'un cri-
 „ minel, on légitimement interrogé, n'est pas obligé d'avouer
 „ son crime, pourvu toutefois qu'il évite le mensonge : décision
 „ qui se lit aussi dans le Dictionnaire de Pontas. “ Et dans une
 note au bas de la page, il dit : „ S. Thomas avoit enseigné la
 même doctrine en ces termes. *Si verò Judex hoc exquirat quod non*
potest secundum ordinem Juris, non tenetur ei accusatus respondere ;
sed potest vel per appellationem, vel aliter, licite subterfugere ; men-
dacium dicere non licet. 2. 2. q. 69.

„ Sur quoi, disent les Commissaires, nous avons observé
 „ que le reproche de l'Instruction Pastorale n'est fo- de que sur
 „ une réticence affectée & peu de bonne foi ; qu'il ne peut mieux
 „ être écarté qu'en présentant le texte entier d'Antoine, dont
 „ l'Auteur de l'Instruction Pastorale a retranché la portion qui fait
 „ connoître ce qu'Antoine exige pour qu'un criminel se croie in-
 „ terrogé légitimement & juridiquement, & obligé de dire vérité
 „ à son Juge. “

Suit le texte entier d'Antoine avec la traduction, d'après le
 Recueil, pag. 344. Puis les Commissaires reprennent ainsi leurs
 observations. „ Nous avons observé en outre, que c'est par
 „ une suite de la même infidélité, que l'Instruction Pastorale
 „ donne pour garant du sentiment du P. Antoine, l'autorité de
 „ S. Thomas, quoique ce Docteur s'explique d'une façon toute
 „ différente dans le passage que l'Instruction Pastorale rapporte.
 „ En effet S. Thomas dit que l'accusé n'est pas tenu de répondre
 „ au Juge qui l'interroge sur ce qu'il n'est pas autorisé par les
 „ règles de droit à lui demander ; mais qu'alors l'accusé peut,
 „ ou par l'appel, ou par toute autre voie permise, se soustraire
 „ à ce Juge : après quoi il ajoute, *mendacium dicere non licet.* Si
 „ Antoine dit que l'accusé peut éluder les interrogations du Juge
 „ qui n'interroge point légitimement & juridiquement, en évi-
 „ tant néanmoins de mentir, il n'indique pas à l'accusé, comme

„ S. Thomas , la voie de l'appel ou toute autre permise : mais
 „ il fait dépendre la question de sçavoir si l'interrogatoire est ju-
 „ ridique , non pas de l'autorité du Juge , mais du jugement de
 „ l'accusé. Il veut en effet que le Juge expose à l'accusé l'état de
 „ la cause , quelles sont les preuves , les indices , les témoins ,
 „ afin qu'il puisse discerner s'il est interrogé juridiquement , &
 „ faire usage pour sa défense de ce qu'il pourroit avoir à op-
 „ poser. La conséquence du sentiment d'Antoine , en cela bien
 „ différent de celui de S. Thomas , tend évidemment , ou à au-
 „ toriser les accusés à ne jamais répondre , ou à forcer le Juge
 „ de dévoiler le secret de la procédure , & de se soumettre lui-
 „ même au jugement de l'accusé. “

L'examen de cette réponse se réduit à deux chefs. Le premier : y a-t-il de la part de M. l'Archevêque une réticence affectée & peu de bonne foi , à ne citer du texte d'Antoine que ce qu'il en cite ? le second ; est-ce par une suite de la même infidélité , qu'il donne S. Thomas pour garant du sentiment du P. Antoine ? Nous ajouterons un troisième chef , où nous examinerons si les Commissaires ne se rendent pas complices de la réticence affectée & de l'infidélité du Rédacteur , en transcrivant & en adoptant la citation du texte d'Antoine & la version qu'en présente le Recueil des assertions.

Sur le premier chef , j'observe que la première réponse d'Antoine à cette question , *Un accusé est-il tenu de confesser la vérité ?* a trois parties , ou contient trois assertions. La première est : „ Si „ l'accusé n'est pas interrogé légitimement ou juridiquement , il n'est „ pas tenu d'avouer son crime ; mais il peut éluder le Juge , pourvu „ toutefois qu'il ne mente point : parceque le Juge n'a droit d'in- „ terroger l'accusé & de l'obliger à répondre , que lorsqu'il pro- „ cède juridiquement. “ La seconde assertion dont la vérité ou la fausseté est indépendante de la vérité ou de la fausseté de la première , est celle-ci. „ Afin que l'interrogatoire soit juridique „ & dans la forme de droit , il faut qu'il ait été précédé , ou de „ diffamation , ou d'indices compétens , ou d'une demié preuve , „ c'est-à-dire , de la déposition d'un témoin audessus de toute „ exception. “ La troisième assertion qui est une suite de la se-

conde , est ainsi conçu : „ C'est pourquoi le Juge doit découvrir „ à l'accusé l'état de la cause , les preuves , les indices , les témoins , „ afin qu'il sçache qu'il est interrogé juridiquement , & que s'il „ a quelque chose à opposer , il puisse le faire. “

La première assertion qui est générale & qui roule sur un point de droit , étant , comme je l'ai dit , tout-à-fait indépendante des deux autres , & pouvant être vraie , quand même celles-ci seroient fausses ; M. l'Archevêque qui l'a jugée vraie , a été en droit de reprocher aux auteurs du Recueil de l'y avoir placée , & il n'y a eu de sa part aucune réticence affectée , aucune mauvaise foi à ne rien dire des deux autres assertions.

En vain donc lui reproche-t-on d'avoir retranché la portion du texte d'Antoine , qui fait connoître ce qu'il exige pour qu'un criminel se croie interrogé légitimement & juridiquement , & obligé de dire vérité à son Juge. Cette portion qu'il retranche , ou plutôt qu'il passe sous silence , ne tient point à la portion qu'il relève. Pourquoi veut-t-on qu'il ne puisse sans mauvaise foi parler d'une assertion , & se taire sur une autre qui en est totalement différente ? quand il improuveroit cette portion retranchée , ce qui n'est point , la portion qu'il approuve & qu'il présente comme injustement dénoncée , en fera-t-elle pour cela moins inappréhensible ? faut-il que les Commissaires s'obstinent toujours à se rejeter sur ce que M. l'Archevêque a jugé à propos & a été en droit d'omettre , & qu'ils ne répondent point directement à ce qu'il objecte ?

Le second chef qui a pour objet la citation de S. Thomas , comme garant du sentiment d'Antoine , est tout entier à l'avantage de M. l'Archevêque. S. Thomas dit : si le Juge interroge sur des choses sur lesquelles il ne peut interroger selon l'ordre de droit , l'accusé n'est pas tenu de lui répondre. Antoine dit : si l'accusé n'est pas interrogé légitimement ou juridiquement , il n'est pas obligé d'avouer son crime. N'est-ce pas exactement la même chose énoncée presque en mêmes termes ? S. Thomas dit : mais il peut échapper au Juge par la voie d'appel , ou par quelqu'autre voie licite ; il n'est pas permis de dire un mensonge. Antoine dit ; mais il peut éluder le Juge , pourvu qu'il ne dise pas de mensonge.

A la voie d'appel près , que S. Thomas indique , & dont Antoine ne parle pas en cet endroit , tout se ressemble de part & d'autre. C'est aussi la seule différence que le Procès-verbal assigne entre le texte de S. Thomas & celui d'Antoine. Or je demande si cette voie d'appel , que le texte d'Antoine ne spécifie pas , mais aussi qu'il n'exclut pas , met quelque différence essentielle entre la décision du Docteur Angélique & celle du Jésuite ? Je demande si cela autorise les Commissaires à taxer à ce sujet M. l'Archevêque d'infidélité , & à dire que le S. Docteur s'explique *d'une façon toute différente* de celle d'Antoine ?

M. l'Archevêque avoit d'autant plus de raison de dire que la doctrine d'Antoine étoit la même que celle de S. Thomas, qu'Antoine spécifie la voie d'appel dans la question suivante , où examinant en quels cas il est permis à l'accusé d'appeller , il répond qu'il le peut quand l'ordre de Droit n'a pas été gardé.

Quant à ce que le Procès-verbal ajoute, qu'Antoine fait dépendre la question de savoir si l'interrogatoire est juridique , non pas de l'autorité du Juge , mais du jugement de l'accusé ; je réponds en premier lieu , que ce n'est point de quoi il doit s'agir entre M. l'Archevêque & les Commissaires , parceque cela n'appartient pas à l'assertion relevée dans l'Instruction Pastorale. Je réponds en second lieu , que ce n'est ni de l'autorité du Juge , ni du jugement de l'accusé , qu'Antoine , aussi bien que S. Thomas , fait dépendre la juridicité de l'interrogatoire , mais de l'observation des formes prescrites par le droit : & ces formes sont celles que prescrivent aussi S. Thomas & Antoine , ou la diffamation , ou les indices compérens , ou la demi-preuve. Si S. Thomas ne dit pas en termes exprès que le Juge doit exposer à l'accusé l'état de la cause , les preuves , les indices , les témoins , afin qu'il sache qu'on l'interroge juridiquement : cette conclusion est évidemment renfermée dans ce qu'il enseigne , que l'accusé n'est pas tenu de répondre , s'il n'est interrogé juridiquement , & que l'interrogatoire n'est juridique , qu'autant qu'il est précédé ou de diffamation , ou d'indices compérens , ou de demi-preuve. Car il suit delà que l'accusé a droit de savoir si l'interrogatoire est juridique , & par conséquent si tout ce qui est requis pour qu'il soit tel , s'y trouve. Or ce que l'accusé a

droit de sçavoir , le Juge est obligé de le lui dire. Donc la doctrine de S. Thomas est la même que celle d'Antoine , non seulement dans le point qu'a indiqué M. l'Archevêque , mais dans tout le reste.

Voyons présentement si le reproche de réticence affectée & d'infidélité ne convient pas plus aux Commissaires , qu'à M. l'Archevêque. Le Procès-verbal rapporte le texte d'Antoine , tel qu'il est dans les extraits avec la traduction. On y lit ensuite ces paroles : „ Confrontation faite dudit texte entier rapporté dans les assertions , avec le texte latin du livre intitulé : *Theologia moralis universa* , autore R. P. Paulo Gabriele Antoine , Rothomagi. 1761 , tom. 2. tract. de obligationibus &c. §. 4. p. 372 , nous l'avons trouvé „ conforme.

Rapporter dans un Procès-verbal de vérification un texte latin avec sa traduction , qui doivent exprimer toute la doctrine de l'Auteur sur le point dont il s'agit ; dire que confrontation faite de la citation avec le texte du livre même , on l'a trouvé conforme , & ne donner aucune marque d'improbation à la traduction , au cas qu'elle soit infidèle , c'est garantir l'intégrité & l'exactitude de la citation latine & de la version françoise , & se rendre complice des défauts contraires , s'il s'y en trouve : or la citation latine n'est pas entière , & la traduction n'est pas fidèle.

La citation latine n'est pas entière. A cette question , l'accusé est-il tenu de confesser la vérité ? Antoine fait deux réponses. Le Rédacteur a transcrit la première , & omis la seconde que voici. „ Un „ accusé juridiquement interrogé par son Juge légitime , est tenu „ sous peine de péché mortel de lui dire la vérité , sans déguise- „ ment , & d'avouer son crime , quand même il s'agiroit d'être „ condamné au dernier supplice , & qu'il pourroit éviter d'être „ condamné en n'avouant pas. “ Cette seconde réponse n'est pas moins essentielle que la première , à la pleine résolution de la question proposée , & le Rédacteur n'a pu l'omettre sans prévariquer. Cependant il a usé de cet artifice , & pour Antoine , & pour tous les autres Casuistes de la Société. Un des moyens les plus efficaces qu'il ait imaginé pour les rendre odieux , est de ne rapporter presque jamais sur chaque question , que les décisions où ils disent qu'en

tel cas il n'y a point de péché , qu'il est permis , qu'on n'est point obligé ; & de supprimer celles où ils déclarent qu'on pèche , qu'on ne peut pas , qu'il y a obligation. D'où il arrive que sur la lecture de son Recueil , on se forme l'idée des auteurs Jésuites , comme de gens qui dans les questions de morale qu'ils traitent , n'ont d'autre but que d'apprendre aux hommes ce qui leur est permis , sans leur parler de ce qui leur est défendu.

La traduction n'est pas fidèle. Car le latin , *Respondes* 1^o indique une seconde réponse , & met le lecteur en voie de consulter l'auteur , pour connoître plus à fond sa pensée. Le françois , *Je réponds* , ne laisse pas soupçonner qu'il y ait dans l'auteur une seconde réponse. Le latin , *Nisi praeiussis vel infamia , vel indicia competentia , vel semiplena probatio* , marque que l'une de ces trois choses , la diffamation , les indices compétens , la semi-preuve , suffit pour rendre l'interrogatoire juridique. Le françois : *Il faut qu'il* (l'interrogatoire) *ait été précédé de diffamation , d'indices compétens , d'une semi-preuve* , en supprimant les disjonctives , donne à entendre que les trois choses ensemble sont nécessaires pour la juridicité de l'interrogatoire. Le latin veut que le Juge mette l'accusé à portée de sçavoir qu'il est légitimement interrogé ; *Ut sciat se juridicè interrogari*. Le françois veut qu'il puisse discerner s'il est interrogé juridiquement : Ce qui , comme le remarque le Procès-verbal , soumet au jugement de l'accusé , la question de sçavoir si l'interrogatoire est juridique. La seconde falsification a été relevée en son lieu ; les deux autres ne l'ont pas été , non plus que la suppression de la seconde réponse d'Antoine.

DOUZIEME TEXTE.

Le P. Daniel , dit M. l'Archevêque page 211 & 212 , faisant
 „ l'Apologie des Jésuites , réfutant les imputations des lettres
 „ Provinciales , a parlé des Cé.émonies Chinoises. On ne pou-
 „ voit pas le traduire comme un fauteur de l'Idolatrie ; mais en
 „ ne prenant qu'une partie du jugement qu'il porte sur cette ma-
 „ tière , on a tiré de lui une sorte d'aveu très défavantageux à ses
 „ Confreres , soupçonnés de favoriser les superstitions des Chinois.
 „ Il dit dans les extraits de Cléandre & d'Eudoxe : *Ces rituels*

„ de l'Idolâtrie est l'endroit de toutes les Provinciales le plus cruel pour
 „ les Jésuites ; & je leur ai souvent dit que c'étoit en quelque façon un
 „ point décisif pour tout le reste ; car étant une fois supposé vrai, tout ce
 „ qui suit devient croyable , ou du moins ne paroîtroit pas si incroyable .
 „ En s'arrêtant ici , ne conclura-t-on pas que cet Ecrivain con-
 „ vient des accusations intentées aux Jésuites en ce qui concerne
 „ l'Idolâtrie ? Cependant le même Auteur ajoute tout de suite &
 „ sans aucun intervalle *mais la fausseté de ce point (de l'Idolâtrie)*
 „ *étant clairement prouvée, rien ne fait voir plus évidemment & d'un*
 „ *ne manière plus capable d'indigner les gens de bien, la rage & la fu-*
 „ *reur obstinée des ennemis de cette Compagnie.* Si l'on avoit transcrit
 „ ces trois ou quatre dernières lignes, le texte du P. Daniel eût ré-
 „ futé les Compilateurs des Assertions. Pour obvier à cet incon-
 „ vénient on les supprime , & voilà les lumières que ce grand
 „ Recueil répand dans le public : disons plutôt, voilà l'illusion
 „ qu'il fait aux simples ; voilà les pièges qu'il tend au monde
 „ entier. „

Ce reproche est un de ceux qui ont le plus embarrassé les Com-
 missaires , suivons pas à pas leur réponse. „ Nous avons observé ,
 „ disent-ils , que jamais on n'a pu se proposer de placer dans le
 „ Recueil des Assertions, comme un aveu de l'accusation d'Ido-
 „ lâtrie, le texte d'un Auteur qui n'a écrit que pour la dénier. „

Pourquoi ne l'auroit-on pas pû ? N'a-t-on pas fait la même
 chose à l'égard d'un grand nombre d'Auteurs, qui n'ont écrit que
 pour dénier l'Assertion qu'on leur attribue ? Perrin n'est-il pas accusé
 d'enseigner le Probabilisme , sur un Extrait qui prouve qu'il ensei-
 gne le Probabiliorisme ? Ne produit-on pas deux textes d'Amicus
 sur le blasphème, un d'Escobar sur la Magie, un de Sanchez sur
 l'impudicité, un de Suarez sur le Régicide, comme contenant leur
 propre doctrine, tandis que ces Théologiens tiennent & établissent
 la doctrine contraire ? Daniel lui-même qui s'est déclaré pour le Pro-
 babiliorisme dans ses lettres au P. Alexandre, n'est-il pas cité com-
 me partisan du Probabilisme ?

„ Il ne s'agissoit nullement, poursuivent-ils, de s'en référer à l'a-
 „ veu ou désaveu de Daniel ; & par conséquent l'endroit de son
 „ texte qui contient ce désaveu ; étoit inutile à ajouter.

A

A qui persuadera-t-on que, sur un article aussi important que l'idolâtrie, l'aveu d'un Ecrivain tel que le P. Daniel, d'un membre si considérable de sa Compagnie, dans un Ouvrage composé pour la défendre, fût indifférent au Rédacteur, & qu'il n'en eût pas fait usage, si le P. Daniel l'avoit consigné dans ses écrits ? D'ailleurs il ne s'agit point de savoir si l'on devoit s'en référer sur ce point à l'aveu ou désaveu de Daniel, mais si le texte de ce Jésuite tel qu'on le présente dans le Recueil, eu égard sur tout à l'objet de cette compilation, & à ce titre qui est de la façon du Rédacteur ; *jugement du Pere Daniel Jésuite, sur l'Idolâtrie Chinoise*, si, dis je, ce texte paroît contenir un aveu de la vérité de l'accusation ; & si le même texte lu dans l'Auteur, & joint à la suite du discours qu'on a retranchée, contient un désaveu formel de cette accusation. C'est sur quoi M. l'Achevêque insiste uniquement, & sur quoi on ne lui répond pas.

„ Après avoir rapporté, dit le Procès-verbal, toutes les pièces
 „ de conviction, & les Décrets de Cour de Rome, qui ont au-
 „ thentiquement convaincu les soi-disans Jésuites, de pratiques &
 „ doctrines superstitieuses & idolâtres, on a voulu faire voir par le
 „ témoignage de leur propre Contrere Apologiste, les conséquen-
 „ ces qui en résultoient contre-eux.

Il y auroit bien des réflexions à faire sur cette réponse, qui n'est évidemment qu'une défaite, & sur l'intérêt qu'on peut avoir à défendre si mal une mauvaise cause, plutôt que de l'abandonner. Je me borne à deux. La première est que, pour ne point avouer que le Rédacteur est un faussaire, on en fait un imbécille ; qu'on me passe le terme, il n'a rien de trop fort ; car quelle plus grande imbécillité, que d'apporter en témoignage le texte d'un Jésuite ou de qui que ce soit, pour prouver que l'accusation d'Idolâtrie, intentée contre des Religieux Missionnaires par état, est une accusation très-grave, la plus grave de toutes ; & que si elle est vraie, il n'est point d'horreurs dont de tels Religieux ne puissent être jugés capables ? Cela ne saute-t-il pas aux yeux ? le Public avoit-il besoin qu'un Jésuite le lui dit, pour en être convaincu ?

Ma seconde réflexion est que, quand on auroit eu, en rapportant le texte tronqué de Daniel, l'intention qu'on allègue aujour-

Suite de la III. Partie.

P p p p

d'hui, l'objection de M. l'Archevêque n'en subsiste pas moins dans toute sa force. Ce n'est pas en effet l'intention qu'il attaque ; mais il objecte l'effet que produit ce texte de la manière dont il est présenté, & qu'il ne produiroit pas, s'il étoit donné tout entier. Si l'on veut donc lui répondre, qu'on laisse de côté l'intention des Rédacteurs, telle qu'elle puisse être ; & qu'on montre que l'extrait de Daniel n'induit pas les Lecteurs à croire que cet Ecrivain convient des accusations intentées aux Jésuites en ce qui concerne l'Idolâtrie ; qu'on montre que l'on n'a pas prévu ni dû prévoir cet effet.

D'ailleurs, la partie du texte qu'on a omise ne nuisoit en rien au but qu'on se proposoit, s'il n'étoit autre que de faire voir par le témoignage d'un Jésuite, les conséquences qui résultoient contre la Société, de l'accusation d'Idolâtrie, au cas qu'elle fût vraie. Ainsi la raison alléguée n'en autorise pas la suppression.

„ L'intention que l'on a eue est, dit-on, démontrée, soit par
 „ la place qu'occupe la citation dans l'Extrait des assertions, soit
 „ par l'attention qu'on a prise de faire imprimer en caractères itali-
 „ ques, la portion du passage qui indique que le jugement de Da-
 „ niel n'étoit que conditionnelle & dépendante de la vérité des faits.“

M. Joly de Fleury a développé ce que le Procès-verbal dit en deux mots sur la place qu'occupe le passage du P. Daniel dans l'Extrait des assertions. „ Il faut, dit-il page 21, observer deux choses,
 „ qu'il n'a tenu qu'à l'auteur de l'Instruction Pastorale de faire re-
 „ marquer à M. l'Archevêque, parcequ'elles sont sensibles. La pre-
 „ mière, que dans les Extraits des Assertions, le titre de l'Idolâtrie
 „ est divisé en trois Parties, dont la première regarde l'Idolâtrie en
 „ général, la seconde, l'Idolâtrie Chinoise, & la troisième, l'Ido-
 „ lâtrie Malabare, laquelle s'étend à beaucoup plus d'objets que l'I-
 „ dolâtrie Chinoise. Or le passage dont il s'agit est à la fin du titre
 „ de l'Idolâtrie Malabare, quoiqu'il n'ait de rapport qu'à l'Idolâtrie
 „ Chinoise : c'étoit d'abord une observation que tout Lecteur qui
 „ réfléchit en lisant pouvoit faire ; & s'il lui étoit venu à l'esprit
 „ que l'on vouloit tirer peut être de ce passage, un aveu du Jésui-
 „ te sur la vérité du fait de l'Idolâtrie Chinoise, elle l'auroit con-
 „ duit au moins à douter de la justesse de cette première idée : car

„ si telle eût été l'intention des Rédacteurs, ils auroient placé ce
 „ passage sous le titre qui concerne l'Idolâtrie Chinoise; c'est ce
 „ qu'ils n'ont pas fait. „

Il faut de la patience pour ne pas s'échapper, quand on a de pareilles démonstrations à réfuter. Il n'est pas besoin qu'un Lecteur réfléchisse en lisant, pour observer que le titre de l'Idolâtrie est divisé en trois Parties, & que le texte de Daniel est placé à la fin de l'Idolâtrie Malabare. Il ne faut non plus que des yeux pour voir que ce texte, quoique placé à la fin de l'Idolâtrie Malabare, n'a de rapport qu'à l'Idolâtrie Chinoise : les Rédacteurs ont eu soin d'en avertir par ce titre qu'ils ont mis au-dessus du passage : *jugement du P. Daniel, Jésuite, sur l'Idolâtrie Chinoise*. Mais ce que les Lecteurs qui réfléchissent le plus n'appercevront jamais, c'est que la place qu'occupe cet Extrait qui ne regarde que l'Idolâtrie Chinoise, démontre qu'on n'a pas voulu en tirer un aveu du Jésuite sur la vérité du fait de l'Idolâtrie Chinoise; parceque si cela eût été, on l'auroit placé sous le titre qui concerne l'Idolâtrie Chinoise; ce qu'on n'a pas fait. Car cet Extrait, tronqué comme il est, induit les Lecteurs à croire que Daniel convient des accusations intentées aux Jésuites sur le fait de l'Idolâtrie Chinoise : cela est certain, & de tous ceux qui l'ont lu, il n'en est pas un seul qui n'ait conçu cette idée; pas un seul qui à la vue de la portion du texte qu'on a supprimée, ne se soit récrié sur la falsification. Ce qu'on dit sur la place qu'occupe cet Extrait, n'empêche pas qu'il ne produise, & qu'il ne doive produire le même effet. Ainsi, loin de les conduire à douter de la justesse de cette première idée, la démonstration prétendue de M. Joly de Fleury ne peut que les y confirmer.

La seconde démonstration tirée du soin qu'on a pris d'imprimer en caractère italique la portion du passage qui indique que le jugement de Daniel n'étoit que conditionnel & dépendant de la vérité des faits, n'est pas plus concluante que la première. Car le caractère italique ne donne point à connoître si Daniel reconnoit les faits pour vrais; ou s'il en suppose & s'il en a démontré la fausseté; c'est la portion supprimée qui découvre quelle est sa pensée à cet égard. Ce qui indigné donc le Lecteur, c'est qu'on représente Daniel, comme doutant au moins de la vérité des faits qu'il assure être

P p p p :

faux, c'est qu'on tronque le jugement qu'il porte sur l'accusation d'Idolâtrie Chinoise, c'est que cet Extrait de Daniel met en voie de conclure qu'il avoue que ses Confreres sont coupables, tandis que dans son vrai texte il déclare le contraire. Voilà sur quoi ni les Commissaires, ni M. Joly de Fleury ne satisfont à la plainte de M. l'Archevêque.

T R E I Z I E M E T E X T E.

Dans l'Instruction Pastorale, pag. 212. 213 & 214, on lit: „ le „ P. d'Avrigny Auteur des Mémoires Chronologiques & Dogmati- „ ques, est placé dans le Recueil des Assertions au nombre des „ Ecrivains qui ont enseigné le Régicide. A quel titre peut-il mé- „ riter une imputation si odieuse, puisqu'il s'exprime ainsi au pre- „ mier Volume de son Ouvrage ? *Il n'y a peut-être pas de doctrine „ plus révoltante, que celle qui enseigne qu'il est quelquefois permis de „ tuer les Rois qui sont toujours les Oints du Seigneur, quelque dérégles „ qu'ils puissent être. David n'attenta pas à la vie de Saul son persecu- „ teur ; & l'exemple de cet homme selon le cœur de Dieu auroit dû ins- „ truire tous les Docteurs Chrétiens, cependant il y en a un grand nom- „ bre & chez les Sectaires & chez les Catholiques, qui ont trouvé dans „ les passions de leur cœur ou dans les subtilités de leur esprit, qu'on „ peut tremper ses mains meurtrieres dans le sang d'un Prince revêtu „ du titre odieux de Tyran.*

„ Comme ce texte est trop clair & trop énergique, pour se „ concilier avec l'accusation que les Rédacteurs du Recueil des „ Assertions vouloient tenter au P. d'Avrigny, ils l'ont suppri- „ mé ; & dans le lo g morceau qu'ils citent de lui, ils ont omis „ deux endroits qui achevent de justifier cet Aueur. Il s'agit de „ Suarez, & de la condamnation qui fut faite de son livre en „ 1614 : & d'Avrigny dir que ce Théologien donnoit au Pape sur „ le temporel des Rois, une puissance *que nous faisons une profes- „ sion particulière de ne pas reconnoître* : & plus bas il ajoute que „ ceux qui donnent le plus d'étendue *aux droits du Pape, n'ont gar- „ de d'admettre les affreuses conséquences qui sont le motif de leur con- „ damnation.* Voilà certainement deux textes qui résistent invin- „ ciblement au projet qu'on avoit formé de mettre d'Avrigny dans

„ la classe des Approbateurs des Régicides. Les Rédacteurs ont
 „ fait disparaître ces témoignages avec d'autres détails qui au-
 „ roient été trop peu analogues au plan des Affertions. „

Pour répondre à ce reproche, les Commissaires transcrivent d'a-
 bord tous les Extraits de d'Avrigny, tels qu'ils se lisent dans le
 Recueil, pag. 519, 520, 521 & 522, & malgré des suites de
 points jetées jusqu'à dix-neuf fois dans la transcription de ces Ex-
 traits, ils attestent qu'ils les ont trouvés conformes au texte de
 l'Auteur.

Ils observent ensuite „ que le reproche que fait l'Auteur de
 „ l'Instruction Pastorale a deux objets, le premier, d'avoir placé
 „ d'Avrigny au nombre des Ecrivains qui ont enseigné le Régici-
 „ de. Le second d'avoir omis un passage, & deux endroits d'un
 „ autre passage qui achevent de le justifier. „ Les Commissaires
 auroient du ajouter un troisième objet, qui est d'avoir supprimé
 d'autres détails trop peu analogues au plan des Affertions.

„ Par rapport au premier objet, nous croyons devoir remarquer,
 „ disent-ils, que l'article de l'Extrait des Affertions, sous lequel
 „ se trouvent les passages de d'Avrigny, renferme deux titres dif-
 „ ferens de censure, quoique réunis ensemble à raison de leur
 „ connéxité, sçavoir le Régicide & le crime de Lèze-Majesté,
 „ dont se sont rendus coupables plus ou moins grièvement tous
 „ ceux qui ont avancé des principes contraires à l'autorité & à
 „ l'indépendance des Souverains : ce qui a conduit naturellement
 „ à placer sous cet article de Lèze-Majesté & Régicide, trois
 „ classes différentes d'Ecrivains Jésuites, en premier lieu, ceux
 „ qui personnellement & directement ont enseigné dans leurs écrits
 „ les maximes détestables du Régicide : en second lieu, ceux qui
 „ ont attaqué les principes sacrés de l'indépendance des Souve-
 „ rains, & soutenu l'immunité & exemption des Clercs de toute
 „ autorité séculière : en troisième lieu, ceux qui ont pris le parti
 „ & fait l'éloge des premiers, & par là ont favorisé leurs ma-
 „ ximes. Qu'il n'y a personne qui, après la lecture des passages
 „ de d'Avrigny rapportés dans l'Extrait des Affertions, ne con-
 „ vienne que cet Auteur a mérite d'être placé au nombre de ceux
 „ qui ont favorisé la doctrine du Régicide, & attaqué l'indépen-
 „ dance des Souverains. „

Sur cette remarque des Commissaires, j'observe en premier lieu, que cette distinction de trois classes de Jésuites, plus ou moins grièvement coupables de l'enseignement du Régicide & du crime de Lèze-Majesté, vient trop tard; qu'elle auroit dû être énoncée dans le Recueil des Extraits, en rangeant les différens Jésuites sous chacune de ces classes: d'autant plus que l'équité & l'ordre des Loix exigeoient que le crime de chacun d'eux fut spécifié, & que d'Avrigny, par exemple, ne se trouvât point confondu sous un même titre d'accusation avec Mariana. J'observe en second lieu, que si d'Avrigny n'est point dans la classe de ceux qui personnellement & directement ont enseigné dans leurs écrits les maximes détestables du Régicide, comme le disent les Commissaires, c'est à tort que dans l'Arrêt de Paris du 6. Août 1762, cet Ecrivain est taxé *d'enseignement, & de pratique d'attentats à l'autorité & à la vie des Rois*, ni plus ni moins que Mariana, dont il réfute & réproble la doctrine en divers endroits.

Pour prouver que d'Avrigny est du nombre de ceux qui ont favorisé la doctrine du Régicide, & attaqué l'indépendance des Souverains, les Commissaires lui reprochent d'avoir fait l'éloge le plus complet de Suarez, & d'avoir dit que *la Compagnie a eu peu de sujets qui l'aient plus édifiée, comme l'Espagne n'a pas eu de Théologien qui lui fasse plus d'honneur.* „ Et dans quelle occasion, disent-ils, d'Avrigny „ fait-il cet éloge? C'est dans l'endroit même où il s'agit de la condamnation d'un livre qui n'a d'autre objet que de combattre „ les droits des Souverains, & dans lequel on trouve les maximes „ qui autorisent dans les termes les plus expriés le Régicide. „ Au bas de la page est une note relative à cet endroit, dans laquelle on rapporte deux Extraits de Suarez avec la traduction françoise, tels qu'on les voit à la page 483 du Recueil des Affertions.

La première réflexion qui se présente ici, est que l'éloge que d'Avrigny donne à Suarez n'a que rien de vrai. Suarez passe chez toutes les Nations Catholiques & Protestantes pour un des plus grands Théologiens qu'ait eu l'Eglise Romaine. Tous ceux qui connoissent ses Ouvrages lui rendent ce témoignage. M. de Monclar lui-même lui donne le titre de grand homme. Pour ce qui est de sa vertu, si les Commissaires croient avoir quelque intérêt à la conf-

tarer, qu'ils montrent par des faits que d'Avrigny, qui n'est en cela que l'écho de tous les Jésuites, a eu tort de dire que la Compagnie a eu peu de sujets qui l'aient plus édifiée : mais qu'ils n'ail-
lent pas alléguer en preuve ce que Suarez a enseigné conformément aux principes ultramontains. Car à ce compte il faudroit rayer du Catalogue des Saints S. Thomas, S. Raymond de Pégnafort, S. Antonin, & beaucoup d'autres qui ont tenu la même doctrine ; il faudroit dire qu'il n'y a de vertu & de véritable piété que dans les lieux où l'on ne reconnois aucun pouvoir direct ni indirect des Papes sur le temporel des Rois.

En second lieu l'éloge donné à Suarez n'ayant rien en soi de répréhensible, il ne peut l'être que par rapport à l'occasion où d'Avrigny le lui donne. C'est aussi ce que les Commissaires ont grand soin de faire valoir. Mais d'Avrigny n'a point eu, que je sçache, dans tout son Ouvrage, d'autre occasion de parler de Suarez, si ce n'est indirectement : ainsi il n'a point choisi l'occasion présente. D'ailleurs l'éloge ne tombe pas sur le livre condamné par le Parlement en 1614, encore moins tombe-t-il sur la doctrine sur laquelle le Parlement l'a condamné. Qu'on lise & qu'on relise tant qu'on voudra dans d'Avrigny l'article de Suarez, on ni trouvera pas un mot d'approbation donné aux maximes ultramontaines contre lesquelles la Cour a sévi.

En troisième lieu, les Commissaires n'ont pas fait réflexion que le livre de Suarez est en d'autres mains que les leurs, lorsqu'ils ont avancé que ce livre n'a d'autre objet que de combattre les droits des Souverains. Le seul titre, *Defensio Fidei Catholica & Apostolica adversus Anglicana secta errores*, montre que son objet est de combattre l'hérésie qui s'étoit introduite en Angleterre sous le nom de Suprématie, contre l'autorité de l'Eglise & du Souverain Pontife. Qu'on prenne la peine de parcourir la Table des matieres, on verra que ce qui concerne le pouvoir du Pape sur le temporel des Rois, occupe très-peu de place en comparaison du reste.

Enfin il est fâcheux pour les Commissaires de s'être appuyé sur la foi des Rédacteurs dans la citation qu'ils font des Extraits de Suarez, où l'on trouve, disent-ils, les maximes qui autorisent dans les termes les plus exprès le Régicide. Ni l'un ni l'autre de ces Extraits

n'est fidèle. Le premier donne pour la doctrine de Suarez, une objection qu'il réfute de toute sa force. On en a vu la preuve dans la justification particulière sous l'article *Régicide*, chap. 1. art. 2. Le second n'est qu'un tissu de fraudes & de falsifications, comme on l'a montré, tom. 1. pag. 493. & suiv. De plus l'enseignement de Suarez s'y réduit à donner aux Papes le droit de déposer les Rois hérétiques, qui sont incorrigibles & pernicious pour leurs sujets en matière relative à la Foi Catholique. Or nous avons prouvé que c'est outrer les choses que de dire que cet enseignement qui est commun à tous les ultramontains, autorise en termes exprès le Régicide.

„ Dans le même endroit, continuent les Commissaires, d'Avrigny après avoir fait le récit de la condamnation au feu prononcée en Angleterre contre le même livre; *Defensio Fidei Catholica*, „ rapporte ce que dit Suarez à cette occasion, *qu'il envoyoit le sort de son livre, & qu'il se trouveroit heureux de sceller de son sang les vérités qu'il avoit défendues avec sa plume*: parole fanatique, qui „ par le défaut d'improbation & par les louanges prodiguées à l'Auteur, qui sont immédiatement à la suite, présente au Lecteur l'idée d'un sentiment digne d'admiration. „

Si l'unique objet du livre de Suarez étoit, comme le prétendent les Commissaires, de combattre les droits des Souverains, ou si le Roi d'Angleterre l'avoit fait condamner au feu précisément pour les mêmes raisons que le Parlement de Paris; Suarez auroit eu très-grand tort d'envier le sort de son livre, & d'Avrigny, de n'avoir pas donné d'improbation au mot de Suarez. Mais si cet Ouvrage avoit pour but la défense de la Foi Catholique & Apostolique contre les erreurs de la Secte Anglicane, si ce fut pour cette raison que Jacques I. le fit brûler, on ne voit pas quel fanatisme il peut y avoir dans les paroles de Suarez, ni quel est le crime de d'Avrigny de les rapporter sans marque d'improbation. Il ne faut pas omettre qu'une des vérités qu'établit Suarez en cet Ouvrage, comme étant de Foi, c'est que personne de son autorité privée ne peut tuer un Souverain, quelque tyranique que soit son administration, quand même on le supposeroit légitimement déposé.

Les Commissaires observent „ que conduit par le même esprit, d'Avrigny

„ d'Avrigny, au lieu de louer le zèle du Parlement pour réprimer
 „ des maximes pernicieuses sur un objet aussi capital, semble vou-
 „ loir jeter un ridicule sur sa conduite. *J'ai déjà observé*, dit-il,
 „ *que les Ouvrages de la nature de celui de Suarez, qui ont mis le Par-*
 „ *lement dans un si grand mouvement, nous sont venus des pays*
 „ *étrangers.* „

Il n'est pas aisé d'appercevoir quel ridicule cette remarque de d'Avrigny jette sur le Parlement.

On objecte „ que parlant du livre de Santarel il emploie l'ironie contre M. Servin, ce défenseur inébranlable des droits de „ la Souveraineté. *Tout le monde attendoit*, dit-il, *avec une extrême*
 „ *impatience qu'il tombât sur les Jésuites : ce devoit être le bel endroit*
 „ *du Plaidoyer.* „

Ce que d'Avrigny dit de M. Servin est vrai. Ce Magistrat étoit connu par sa haine implacable contre les Jésuites ; les discours qui nous en restent sont pleins des invectives les plus amères, & des injures les plus atroces contre eux ; il y montre un ton de passion & d'emportement peu séant à son caractère & à sa place : quelle ironie peut-il donc y avoir à dire historiquement que, dans l'affaire de Santarel, tout le monde attendoit avec une extrême impatience que cet Avocat général tombât sur les Jésuites, & que ce devoit être le bel endroit du plaidoyer ? D'ailleurs, employer l'ironie contre M. Servin, n'est pas un crime de Lèze-Majesté ; ce n'est pas favoriser la doctrine du Régicide, ni attaquer l'indépendance des Souverains. Si cela étoit, M. de Marquemont Archevêque de Lyon, les Cardinaux de Gonzague & du Perron, & M. le Nonce qui l'ont accusé d'être Huguenot, seroient autant de Régicides.

On objecte que d'Avrigny „ ose même, pour donner sans doute „ une apparence de protection divine à la cause de Santarel & des „ Jésuites, supposer que ce fut dans cette occasion & au moment „ où M. Servin alloit parler le plus fortement contre les Jésuites, „ qu'il fut frappé d'une apoplexie qui ne lui laissa, ajoute-t-il, que bien „ peu de momens pour se disposer à aller paroître devant celui qui juge „ les Juges de la terre, si même il n'expira pas sur le Champ comme le „ marquent quelques relations. Mais les relations prouvent l'infidéli- „ té de l'Auteur, puisqu'elles attestent que ce fut dans le lit de jus-

Suite de la III. Partie.

Q 9 9 9

„ tice tenu par Louis XIII. le 19 Mars 1626, que M. Servin mou-
 „ rut, en portant la parole au sujet des Edits Butiaux, & qu'il n'é-
 „ toit nullement question dans cette occasion, ni des Jésuites, ni
 „ du livre de Santarel, qui avoit été condamné par Arrêt rendu le
 „ 13. du même mois. „

C'est à tort qu'on accuse ici le récit de d'Avrigny de supposition. A la date près qui est différente, son récit est conforme à celui du Procès-verbal. *Louis XIII. dit d'Avrigny, s'étant rendu au Parlement le 6 de ce mois (Mars 1626) pour la vérification de quelques Edits, l'Avocat général commença sa Harangue.* Ce fut donc en présence du Roi, dans un lit de justice, tenu au sujet de quelques Edits, que M. Servin fut frappé d'apoplexie, selon d'Avrigny, & qu'il mourut suivant le Procès-verbal. Que l'objet direct de ce lit de Justice ne fut ni les Jésuites, ni le livre de Santarel; d'Avrigny le dit expressément: mais que l'Avocat général animé par la haine contre les Jésuites n'ait pas profité de cette occasion pour parler au Roi contre eux, que son plaidoyer ne dut pas rouler en partie sur cet objet, c'est ce que le Procès-verbal suppose, & qu'il ne prouve pas.

On objecte que „ l'aversion de d'Avrigny contre les défenseurs
 „ des droits de la Souveraineté & de la sûreté de la personne des
 „ Rois, se manifeste dans tout ce qu'il dit, & de la faculté de
 „ Théologie, & sur-tout du Parlement, soit au sujet de l'affaire de
 „ Santarel, soit au sujet de celle de Jouvençy. „

L'aversion de d'Avrigny contre quelques membres du Parlement & de l'Université, en la supposant aussi manifeste qu'on le prétend, a pu avoir deux objets: ou le zèle que le Parlement & l'Université montraient contre les maximes ultramontaines, ou la partialité & la haine qu'ils faisoient éclater contre les Jésuites. Quant au premier objet, on déhe de montrer dans d'Avrigny un seul mot qui donne à entendre que ce Jésuite désapprouvât la manière de penser du Parlement & de l'Université sur nos maximes, entendues dans le sens du Clergé assemblé en 1682; au contraire, il s'explique à ce sujet en divers endroits, d'une façon qui le met à l'abri de tout soupçon. Pour ce qui est du second objet, il n'est pas étonnant que d'Avrigny persuadé de l'innocence de ses Confrères de France, ait écrit pour leur justification; qu'en conséquence, il laisse entrevoir.

que, dans les mauvaises affaires qu'on leur a suscitées, & dans le procédé qu'on a tenu à leur égard, plusieurs Magistrats, tels que M. Servin, ont fait paroître beaucoup de prévention, & plusieurs suppôts de l'Université, beaucoup de jalousie & de rivalité. Peut on avec justice inférer de là qu'il est ennemi des défenseurs des droits de la Souveraineté & de la sûreté de la personne de nos Rois, malgré les preuves évidentes & multipliées qu'il donne du contraire.

On objecte que „ la maniere dont d'Avrigny s'explique sur ce „ qui a plus immédiatement trait à la doctrine condamnée de „ Suarez & de Santarel, est très-répréhensible, & ne peut que „ rendre ses sentimens très-suspects sur une matière où le doute, „ l'équivoque, la tolérance même, sont des crimes d'Etat aux „ yeux de tous les François. *Le Roi Jacques*, ce sont les paroles de „ d'Avrigny, *non contents d'avoir condamné au feu & défendu sous de „ grièves peines de garder la Défense de la Foi, se plaignit fortement „ à Philippe III. de ce qu'il souffroit dans ses Etats un Ecrivain témé- „ raire qui se déclaroit ouvertement l'ennemi du Trône & de la Majesté „ des Rois*. On a dû voir par les passages de Suarez que l'on vient „ de citer, si le Roi Jacques avoit tort de parler ainsi de ce Théo- „ logien. D'Avrigny poursuit : *Philippe III. étoit trop bon Catholique „ & trop prévenu contre le Roi d'Angleterre, pour le croire sur sa pa- „ role... Jacques ne gagnant rien en Espagne, tourna toutes ses pensées „ du côté de la France*.

L'objection que font ici les Commissaires porte sur la double supposition que le livre de Suarez n'a d'autre objet que de combattre les droits des Souverains, & que les Extraits de ce livre cités au Procès-verbal sont fidèles. Nous avons montré combien l'une & l'autre supposition est éloignée de la vérité. Nous ajoutons que, quoiqu'à ne considérer que les maximes reçues en France, il soit vrai que Suarez attribue au Pape un pouvoir qui, selon ces maximes, blesse les droits des Souverains, il est faux de dire absolument que Suarez ait eu en vue de blesser ses droits, puisqu'il écrivoit conformément aux idées de son pays, où l'on ne croit pas que la puissance du Pape au temporel donne atteinte aux droits légitimes des Souverains.

D'Avrigny, dit-on encore, " ajoutant l'infidélité à l'extrême
 „ indifférence sur nos maximes les plus chères, puisqu'il s'agis-
 „ soit de la sûreté de la personne même des Rois, donne à en-
 „ tendre que Messieurs Courtin & Pelletier rendant compte au
 „ Parlement en qualité de Commissaires du livre de Suarez, se
 „ servirent de cette expression; *qu'ils avoient trouvé la troisième &
 „ la quatrième partie sur-tout, fort contraires. à notre jurisprudence;*
 „ comme si des Magistrats parlant au Parlement étoient capa-
 „ bles d'employer une dénomination, telle que celle de *Jurispru-*
 „ *dence*, pour qualifier la doctrine inébranlable qui assure l'indé-
 „ pendance & la vie des Souverains. „

Ce n'est point par une réflexion sur ce que des Magistrats par-
 lant au Parlement, étoient ou n'étoient pas capables de dire,
 qu'on doit prouver le reproche d'infidélité fait à d'Avrigny: il faut
 montrer en bonne forme que les paroles de MM. Courtin & Pel-
 letier sont autres qu'il ne les cite. Dans le tems où ces Magistrats
 parloient, le Clergé de France ne s'étoit pas encore expliqué sur
 la doctrine des quatre articles; qu'il ne qualifie point d'articles
 de Foi, comme on a fait de nos jours. D'ailleurs les Magistrats ne
 disent-ils pas eux-mêmes que la doctrine ultramontaine est con-
 traire *aux maximes & aux usages du Royaume*? cette expression n'est-
 elle pas équivalente à celle de *Jurisprudence*, entant qu'elle signifie
 le droit politique de la Nation? & n'est-ce pas montrer qu'on est
 bien foible contre d'Avrigny, que de le chicanner sur si peu de
 chose?

Au reste, quand les Magistrats d'aujourd'hui qualifient de *doctrine*
inébranlable, celle qui assure l'indépendance & la vie des Souve-
 rains, qu'ils s'expliquent, & qu'ils ne confondent pas ensemble
 des objets où l'on doit mettre de la différence. Entendent-ils parler
 de la doctrine qui ne permet en aucun cas à aucun particulier d'at-
 tenter de son autorité privée à la vie des Souverains? Suarez dé-
 clare que soutenir le contraire, c'est être hérétique; *opposita doctri-*
na ut hæretica damnatur. d'Avrigny au sujet de l'apothéose de Jac-
 ques Clement assassin d'Henri III. dit: *Une haine furieuse éteignoit*
alors les lumières les plus naturelles. . . Il est étonnant qu'en l'Ecriture
& la raison parlent si haut, l'opinion ait encore lieu, & impose à ceux

qu'on consulte comme la Loi & les Prophètes. Ces derniers mots ont rapport aux Docteurs sur la décision desquels l'apothéose fut décernée au Jacobin Régicide. Par cette doctrine inébranlable entend-on l'indépendance des Rois quant au temporel, même du Pape, dans le cas où les Rois tomberoient dans l'hérésie, & voudroient y entraîner leurs sujets ? qu'on ne dise point que cette doctrine appartient à la Foi ; qu'on soutire que les étrangers soutiennent le sentiment contraire ; du reste, qu'on veille à ce qu'aucun François ne s'en écarte ; qu'on punisse ceux qui feroient le moindre effort pour l'ébranler : il n'est aucun Jésuite qui trouve à redire à ce langage & à cette conduite.

Mais n'est-ce pas donner dans l'excès, que de taxer d'erreur les Eglises & les Nations étrangères qui, sur le pouvoir du Pape au temporel, ne pensent pas comme on pense en France, d'improver les Ecrivains qui traitent ce sentiment d'opinion controversée, sur laquelle chacun doit se conformer aux maximes reçues dans le Pays où il écrit ; & de condamner comme favorable au Régicide cette réflexion générale de d'Avrigny au sujet du livre de Suarez : *Il y a des matières sur lesquelles on disputera jusqu'à la fin des siècles avec beaucoup de chaleur, & peut-être avec autant de bonne foi, parce que rien ne guide l'homme sûrement dans ses connoissances, ni ne peut fixer son jugement sur des points qu'une autorité infaillible n'a point terminés.* Si d'Avrigny ne s'étoit point expliqué nettement ailleurs, on pourroit peut-être croire sur cette réflexion qu'il se tient neutre entre les deux partis ; mais puisqu'il a déclaré en cent endroits sa pensée, ce qu'il dit ici se réduira à avancer qu'il n'y a rien d'infailliblement décidé sur ce point ; que les Ultramontains peuvent être dans la bonne foi ainsi que nous, & qu'en disputant & en faisant valoir de part & d'autre ses raisons, il ne faut pas se condamner mutuellement.

« Sur ce qui se passa au Parlement, poursuit le Procès-verbal, à l'occasion du livre de Santarel, après avoir dit que le Premier Président demanda aux Jésuites qui avoient été mandés, Pourquoi . . . ils n'écrivoient pas contre la doctrine pernicieuse de beaucoup de méchans livres, & en particulier de celui de Santarel, qui bleffoit si visiblement l'autorité des Souverains ? Le P. Cozon

» répondit : *Que l'affaire présente justifie bien qu'il étoit de la sagesse*
 » *de ne rien publier sur ces matières ; puisque les mêmes vues qui fai-*
 » *soient agir le Parlement , remueroient Rome , où l'on ne manqueroit*
 » *pas de traiter l'ouvrage de l'Ecrivain François , comme on avoit fait*
 » *à Paris celui du Jésuite Italien.* Et il ajoute : *La réponse étoit juste ,*
 » *& satisfait tous ceux qui n'étoient pas dans la disposition de ne se con-*
 » *tenter pas des meilleures raisons.*

On trouve donc mauvais que d'Avrigny approuve la réponse du P. Coton : mais qu'on examine sans prévention cette réponse , & l'on conviendra que la prudence ne permettoit pas d'en faire une autre , & qu'elle étoit propre à satisfaire des Juges équitables. Par la même raison qu'un Jésuite écrivant en Italie suivant les principes qui y sont reçus , déplaçoit à Paris , un Jésuite qui auroit écrit en France contre la puissance temporelle du Pape , auroit infailliblement choqué Rome. La sagesse vouloit donc qu'un Corps qui a un intérêt égal à ménager les prétentions réciproques des Papes & des Souverains , gardât le silence sur ces matières. C'est sur ces considérations qu'est intervenu le Décret de Vitelleschi , Décret que l'on n'auroit peut-être point attaqué , si on avoit fait réflexion qu'il est parfaitement conforme en ses dispositions à une Déclaration de Louis XIII. sur le même objet.

On peut juger par tout ce qui vient d'être dit , s'il résulte évidemment , comme le prétendent les Commissaires , que le Recueil des assertions n'a fait aucune injustice à d'Avrigny , en le plaçant dans l'article intitulé , *Lèse-Majesté & Régicide* , avec beaucoup d'autres auteurs accusés d'avoir favorisé le Régicide & les sentimens opposés à nos maximes sur les droits & l'indépendance des Souverains.

Passons au second objet qui concerne les passages de d'Avrigny dont M. l'Archevêque reproche l'omission aux auteurs du Recueil des assertions. Au sujet du premier passage , les Commissaires répondent en premier lieu , » Qu'il se trouve dans un autre endroit » que celui d'où les passages cités dans les assertions ont été tirés. » M. l'Archevêque ne l'ignoroit pas : cela ne l'a point empêché d'en relever l'omission. A-t-il eu tort ou raison ? La décision de cette question dépend de celle des deux questions suivantes. La bonne

foi exigeoit-elle des Rédacteurs qu'ils représentassent tout ce qui peut justifier d'Avrigny, comme ils ont représenté tout ce qui leur a paru propre à le charger ? Le texte de d'Avrigny produit par M. l'Archevêque est-il décisif pour sa justification ? La première question n'a pas besoin de réponse. Le Procès-verbal décide la seconde, en convenant que d'Avrigny s'est exprimé dans le passage dont il s'agit *d'une manière exacte* sur la matière qui fait l'objet de l'accusation.

Ils répondent en second lieu „ que la manière exacte de parler „ d'un auteur sur une matière, sur-tout de l'importance de celle „ dont il s'agit, n'empêche pas qu'il ne se rende très-répréhensible. Lorsque dans un autre endroit du même ouvrage, il s'explique sur la même matière dans des termes qui favorisent les sentimens les plus dangereux. « Ce principe est vrai, mais nous „ avons montré que l'application qu'on en fait à d'Avrigny n'a „ nul fondement.

Ils répondent en troisième lieu „ que tout ce qui résulte du „ premier passage dont parle l'Instruction Pastorale, rapproché „ de tout ce que dit d'Avrigny sur ce qui s'est passé par rapport „ aux Livres de Suarez, Sanrarel & Jouvency, c'est que d'Avrigny est un auteur de mauvaise foi, qui dans un endroit parle le langage d'un sujet fidèle, & dans un autre, celui d'un ennemi cache de nos maximes, qui cherche à les rendre problématiques, ou même à les décrier. „

Qu'on prenne la peine de relire ce premier passage, où de l'aveu des Commissaires, d'Avrigny *parle le langage d'un sujet fidèle* : qu'on le compare avec ce qu'il dit au sujet de Suarez, Sanrarel & Jouvency ; & si l'on trouve qu'en un endroit il cherche à rendre problématique ou à décrier la doctrine qu'il établit dans un autre endroit, nous passerons volontiers condamnation sur la mauvaise foi de cet auteur. Mais encore une fois ; qu'on ne l'accuse point de favoriser le Régicide, parceque son récit trop véridique, quoique très-moderé, découvre les motifs qui ont fait agir dans l'affaire de Suarez, de Sanrarel & de Jouvency.

A l'égard des deux autres passages mentionnés dans l'Instruction Pastorale, les Commissaires avouent „ qu'il est vrai qu'ils n'ont

« pas été employés dans le Recueil des assertions , & que l'omission en a été marquée par des points intermédiaires : « comme si des points intermédiaires remplaçoient des passages qui fount connoître la véritable pensée d'un auteur.

« Il est aisé , ajoutent-ils , de juger de l'indifférence de cette omission , en rapportant le passage entier , ainsi qu'il suit. *Messieurs Courtin & Pelletier qui l'examinèrent (le livre de Suarez) par ordre de la Cour dont ils étoient Conseillers , rapportèrent qu'ils avoient trouvé la troisième & la quatrième partie sur-tout fort contraires à notre Jurisprudence ; l'auteur donnant aux Ecclesiastiques des prérogatives , & au Pape une puissance sur le temporel des Rois , que nous faisons une profession particulière de ne pas reconnoître. Ce fut sur cela que l'Arrêt fut donné le 26 , & l'ouvrage livré au bourreau suivant les conclusions des Gens du Roi. Tout le monde sçait que ceux qui donnent le plus d'étendue aux droits du Pape , n'ont garde d'admettre les affreuses conséquences qui sont le motif des Arrêts qui les condamnent. Mais le Parlement de Paris ne laisse pas de les déduire de leurs principes , & c'est ce qui allume son zèle contre les auteurs , persuadé qu'il doit s'élever avec d'autant plus de force contre cette doctrine , qu'on fait paroître là-dessus plus d'indifférence dans les Etats voisins.*

Sur ce passage les Commissaires observent 1° « que ces expressions omises , *l'auteur donne aux Ecclesiastiques des prérogatives , & au Pape une puissance que nous faisons une profession particulière de ne pas reconnoître* , présentent nos maximes sous un point de vue tout-à-fait incertain : qu'il n'y a personne qui ne s'apperoçoive que le mot de *particulière* , en parlant de la profession des maximes que l'on doit regarder comme la doctrine même de l'Eglise , & comme loix fondamentales de tous les Etats , a été ajouté à dessein par d'Avigny , pour en ébranler la certitude. «

Voilà donc nos maximes , nos libertés , les quatre articles de 1682. érigés par les Commissaires en *DOCTRINE DE L'EGLISE ET EN LOIX FONDAMENTALES DE TOUS LES ETATS*. Pour prouver un point de cette importance , il ne suffit pas de dire que cela est ainsi : il faudroit citer quelque Canon d'un Concile général , quelque Constitution du S. Siège acceptée par toute l'Eglise , qui décidât comme incontestable , que le Pape n'a au-

cun pouvoir sur le temporel des Rois , dans aucun cas quel qu'il puisse être : il faudroit qu'on produisît le Code de tous les Royaumes Catholiques de l'Europe , & qu'on y fit voir ces maximes enseignées comme autant de loix fondamentales. Jusques-là il sera permis à tout Catholique , à tout homme tant soit peu instruit des loix par lesquelles se gouvernent les différens Etats, de n'en rien croire. Quant au mor *particuliere*, d'Avrigny n'a entendu par-là que ce que les Magistrats eux-mêmes ont dit jusqu'à ce jour , où de leur pleine autorité ils ont changé nos libertés en doctrine de l'Eglise & en loix fondamentales de tous les Etats. d'Avrigny ne pouvoit pas prévoir que les choses en viendroient là , après la maniere dont le Clergé & M. Bossuet se sont expliqués sur cet article dans la Déclaration de 1682 , & la Défense de cette Déclaration.

Ils observent 2^o à l'occasion de cette phtase ; *mais le Parlement de Paris ne laisse pas de les déduire* (ces conséquences affreuses) *des principes de ces auteurs , & c'est ce qui allume son zèle contre les auteurs , persuadé qu'il doit s'élever avec d'autant plus de force contre cette doctrine , que l'on fait paroître là-dessus plus d'indifférence dans les Etats voisins* : ils observent, dis-je , « que ce parallèle & la maniere dont » d'Avrigny l'exprime , semble n'avoir d'autre objet , que de jeter » du doute sur les maximes sacrées de l'indépendance des Sou- » verains , & d'inspirer le mépris pour le zèle que le Parlement » emploie à les défendre. »

La maniere dont les Commissaires s'expriment fait assez voir que ce qu'ils disent ici n'est qu'une conjecture , & jamais sur une conjecture on ne fit le procès à un Ecrivain , comme coupable de favoriser le Régicide. L'objet de d'Avrigny est de montrer que , quoique les auteurs Ultramontains défavouent les conséquences affreuses qu'on tire de leurs principes , & qu'en cela ils soient moins coupables qu'on affecte de les représenter ; néanmoins le Parlement de Paris ne laisse pas de déduire ces conséquences ; & nous allons tout-à-l'heure enter dte dire à d'Avrigny qu'elles ne sont que trop bien liées avec les principes. Son objet encore est de montrer par l'indifférence que font paroître les Etats voisins de la France , sur la doctrine qui attribue au Pape du pouvoir sur le temporel des Rois , qu'on ne l'y regarde pas comme capable d'al-

Suite de la III. partie.

R r r r

l'armer les Souverains, ni de donner, du moins dans le cours ordinaire des choses, quelque atteinte à leur autorité & sûreté : puisque si cela étoit, il n'est pas vraisemblable qu'ils souffrissent qu'on l'enseignât.

Ils observent 3^o » que ce qui se trouve encore dans les deux » endroits omis, confirme de plus en plus cette indifférence criminelle de d'Avrigny sur nos maximes ; que s'il parle des conséquences affreuses de la doctrine de ceux qui donnent le plus » d'étendue aux droits du Pape, il n'a garde d'avouer qu'elles dérivent effectivement de cette doctrine, comme l'ont toujours » pensé les défenseurs de nos libertés ; il affecte d'user de circonlocutions qui semblent annoncer que ces conséquences n'ont » de réalité, que celle que le Parlement juge à propos de leur » donner. »

Pour le coup, voilà les Commissaires engagés à reconnoître en d'Avrigny un défenseur de nos libertés, s'il est vrai qu'il pense & qu'il déclare que les conséquences affreuses dont il s'agit, sont renfermées dans les principes ultramontains. Or qu'on l'écoute & qu'on juge.

Sur ce que Bellarmin avoit écrit, qu'il est inouï qu'aucun Pape ait fait tuer un Souverain, ou qu'il en ait approuvé le meurtre, d'Avrigny dit : » Cependant en raisonnant de suite, on trouvera, ce me » semble, après un petit nombre de propositions, qu'autoriser la » déposition des Rois, c'est en autoriser le meurtre, au moins » indirectement : c'est l'argument que faisoit le Prince de Condé... Les conséquences que le Parlement de Paris inféroit de » la doctrine de Bellarmin, lequel après tout n'étoit que l'écho » d'un grand nombre de Théologiens, ne sont donc pas aussi éloignées qu'on pourroit se l'imaginer. » Cela est décisif. d'Avrigny reconnoît non seulement une liaison, mais une liaison prochaine entre les principes ultramontains, & les conséquences que le Parlement de Paris en inféroit. On peut voir ce qu'il dit sous l'année 1614, 27 Octobre, au sujet de l'argument du Prince de Condé.

Voici comment il s'explique encore sur cette matière, en parlant de la Déclaration de 1682. » La Déclaration du Clergé a deux

„ parties essentielles , dont l'une regarde l'indépendance des Rois
 „ non feudataires , l'autre l'autorité du Souverain Pontife dans
 „ les jugemens qu'il porte sur la Foi. Les Prélats prononcent sur
 „ la première , que les Souverains ne tenant leurs Etats que de
 „ Dieu , personne sur la terre n'a droit de les leur ôter. J'ai mar-
 „ qué en différens endroits de ces Mémoires , que ce sentiment
 „ presque universel est appuyé sur des principes si solides , que
 „ tout ce qu'on allègue au contraire n'est pas capable de les
 „ ébranler. Les fondemens de l'obéissance que les sujets doivent
 „ à leurs Maîtres , se trouvent clairement dans l'Ecriture même
 „ la première règle de notre croyance , & dans la pratique des
 „ premiers siècles , où l'on n'a point vu les Chrétiens abjurer la
 „ fidélité qu'ils devoient aux Empereurs , sous prétexte que ceux-
 „ ci avoient perdu leurs droits en vertu d'une Sentence émanée
 „ du successeur de S. Pierre. Les faits postérieurs contraires à
 „ l'usage de l'Eglise naissante , prouvent le désordre & ne l'au-
 „ ront pas. Ainsi cette première partie de la Déclaration ne
 „ souffre point de difficulté pour quiconque n'est pas prévenu des
 „ opinions ultramontaines. “

Peut-on souhaiter quelque chose de plus d'un Ecrivain qui
 parle de la sorte ? Voudroit-on qu'en faisant de nos maximes au-
 tant d'articles de Foi , il concentrât le Catholicisme dans la
 France , & déclarât Schismatiques le Pape , l'Eglise Romaine , &
 les autres Eglises du monde Chrétien ? Je ne pouvois finir cet
 article par une preuve plus démonstrative de l'innocence de d'A-
 vigny , de l'aveu même des Commissaires.

QUATORZIEME TEXTE.

M. l'Archevêque dit pag. 214 , 215 , 216 & 217 de son Instruction
 Pastorale : „ Dans son Commentaire sur l'Histoire de Susanne , Ti-
 „ tin examine une question que Soto , Navarre , & quelques autres
 „ auteurs avoient décidée d'une manière très-répréhensible. Ils
 „ avoient dit *Que Susanne se seroit tirée de tout embarras , si , pressée*
 „ *par la force , par la crainte de l'infamie & de la mort , elle eût cédé*
 „ *à la passion des deux vieillards , non en consentant au crime , ou en y*
 „ *coopérant , mais en le permettant , & se comportant en cette occasion*

R E R R 2

„ d'une manière négative : car , ajoûtoient ces auteurs , elle n'étoit
 „ pas obligée , pour conserver sa chasteté , de se diffamer en criant , &
 „ de s'exposer au danger de la mort , puisque la pureté du corps est un
 „ moindre bien que la réputation ou la vie.

„ Cette décision très-relâchée , les Rédacteurs la mettent sur le
 „ compte de Tirin ; ils la rapportent en supprimant les noms de
 „ Soto , de Navarre , & de plus route la suite du texte , où l'on
 „ voit le sentiment de Tirin. Pour moi , ajoute-t-il , je réponds que ce
 „ ne fut pas assez pour la très-chaste héroïne (Susanne) de préserver
 „ son ame de la tache du péché : elle voulut aussi que son corps ne fût
 „ point souillé ; & cette volonté fut l'effet , & de son éminente chasteté ,
 „ & de sa vertu héroïque , vertu dont les Payens eux mêmes ont fait
 „ tant de cas , que les Chrétiens peuvent avec raison la préférer à la
 „ réputation & à la vie ; & s'ils n'y sont pas obligés , du moins méritent-
 „ ils de grands éloges , lorsqu'ils la préfèrent à ces deux biens. C'est
 „ ainsi que s'exprime Tirin. On voit que le texte qu'on en cite dans
 „ le Recueil des assertions , est une objection à laquelle il répond.
 „ Les Rédacteurs omettent cette réponse , & ils persuadent par là
 „ aux Lecteurs , que Tirin a pensé sur ce fait d'une manière très-
 „ défectueuse , tandis que c'est Soto , Navarre , & les autres Doc-
 „ teurs qui méritent ce reproche. Si Tirin paroît ne pas condamner
 „ absolument leur décision , il est en cela très blâmable ; mais rou-
 „ jours doit-on convenir qu'il y a une grande différence entre sa
 „ pensée & celle de ces Docteurs ; que ce qu'on lui fait dire ne
 „ rend pas aux Lecteurs ce qu'il dit , & qu'enfin à la faveur des
 „ retranchemens que se permettent les Rédacteurs , il seroit fort
 „ aisé d'imputer ce qu'on voudroit aux Ecrivains les plus esti-
 „ mables. “

On répond à cela dans le Procès-verbal 10 „ que l'Auteur de
 „ l'Instruction Pastorale voudroit faire croire que le sentiment de
 „ Soto & de Navarre est une objection que Tirin rapporte pour y
 „ répondre , & par-là accuser l'extraire des assertions d'avoir pris
 „ l'objection pour le sentiment de Tirin. “

Non seulement M. l'Archevêque de Paris voudroit le faire croire ;
 mais l'évidence du texte force tout Lecteur sans prévention d'en
 convenir. Qu'on le lise ce texte , tel que nous l'avons présenté tom.
 1. pag. 277 , 278 , & l'on s'en convaincra.

On répond 2° „ qu'il est aisé de voir que Tirin , après avoir
 „ rapporté le texte & le sentiment de Soto & Navarre , pense en-
 „ tièrement comme eux ; qu'en effet Soto & Navarre disent de
 „ Susanne, qu'elle n'étoit pas obligée , pour conserver sa chaste-
 „ té, de se diffamer en criant , & de s'exposer au danger de sa
 „ mort, puisque la pureté du corps est un moindre bien que la
 „ réputation ou la vie. Que dit Tirin ? que , si les Chrétien-
 „ ne sont pas obligés à préférer la chasteté à la réputation & à la
 „ vie , du moins méritent-ils les plus grands éloges , lorsqu'ils la
 „ préfèrent à ces deux sortes de biens. Tirin admet donc , ainsi
 „ que Soto & Navarre , qu'il n'y a point d'obligation à préférer
 „ la chasteté à la réputation & à la vie. La seule différence entre
 „ Tirin, Soto & Navarre , est que Tirin loue la chasteté de Su-
 „ sanne, comme *éminente & vertu héroïque*, en l'assimilant aux
 „ actions pareilles dont les Payens ont fait tant de cas. Il faut
 „ donc conclure, non pas comme l'Auteur de l'Instruction Pasto-
 „ rale, que Tirin rapporte une objection à laquelle il répond ,
 „ mais qu'il rapporte un sentiment auquel au fond il adhère. „

La différence entre le sentiment de Soto & Navarre , & celui
 de Tirin est sensible , & il est surprenant que les Commissaires ne
 veuillent pas l'apercevoir. Soto & Navarre décident nettement
 qu'on n'est pas obligé de préférer la chasteté à la réputation & à
 la vie : Tirin à la vérité ne décide pas formellement le contraire ,
 mais il laisse assez voir qu'il doute si on n'y est point obligé, *si*
non debeat , & qu'il panche à croire que cette obligation existe. Or
 nier en termes exprès une obligation , & n'oser l'affirmer en ter-
 mes exprès , sont deux décisions très différentes. La preuve en est
 manifeste : Susanne persuadée invinciblement de la vérité du
 sentiment de Soto & de Navarre, n'eût point péché en permet-
 tant le crime des deux Viellards , au lieu qu'en la supposant dans
 le doute comme Tirin, elle auroit été coupable.

3° Les Commissaires finissent par faire dire à M. l'Archevêque
 ce qu'il ne dit pas. „ Nous en avons pour garant, disent-ils, l'Au-
 „ teur de l'Instruction Pastorale lui-même , qui oubliant ce qu'il
 „ vient de dire , est obligé, entraîné par la vérité , de convenir que
 „ Tirin est très blamable. „

M. l'Archevêque convient que Tirin est très-blamable : mais est-ce parcequ'au fond il adhère au sentiment de Soto & de Navarre, comme dit le Procès-verbal ? Non. C'est uniquement parcequ'il paroît ne pas condamner absolument leur décision.

Q U I N Z I È M E T E X T E.

„ Le changement d'une lettre dit M. l'Archevêque, pag. 219
 „ & 220, fait avec affectation dans un texte d'Escobar, lui at-
 „ tribue une doctrine qu'il n'enseigne pas, & rend sa décision
 „ très-répréhensible. Cet Auteur examine s'il est permis de recou-
 „ rir à un Magicien pour ôter un maléfice; il pense que cela est
 „ permis, si le Magicien *connoit des moyens licites*, comme il en
 „ connoit d'illicites. Les Rédacteurs, par le changement d'une seu-
 „ le lettre dans le texte latin, font dire à ce Théologien qu'on
 „ peut user de l'art d'un Magicien, s'il ne sçait pas distin-
 „ guer le moyen licite & celui qui ne l'est pas. Cette altération
 „ au reste ne peut être rejetée sur une faute d'impression, ni sur
 „ l'inadvertence. Escobar répète deux fois la même chose dans le
 „ même endroit de son Ouvrage. »

Les Commissaires commencent par convenir que, „ Confron-
 „ tation faite des passages des Assertions avec ce qui se trouve au
 „ livre intitulé *R. P. Antonii de Escobar Universa Theologia Moralis*
 „ *Vol. quartum, Lugd. 1663, lib. 28. §. 2. de praecepto primo, Probl 129.*
 „ Ils ont trouvé qu'on y lit, problème 129. *Quando maleficus nos-*
 „ *cit medium licitum & illicitum &c.* „ Et non pas *nescit*, comme
 „ porte le texte des Extraits. Il faut remarquer que l'Edition citée
 „ par les Commissaires, est absolument la même que celle dont s'est
 „ servi le Rédacteur. Ils ajoutent que „ le surplus de ladite citation
 „ des Assertions est conforme au texte de l'Auteur. „ Le texte
 „ d'Escobar qu'on peut voir tout au long au tom. 1. de cette Ré-
 „ ponse, pag. 173, 174, prouve que le Rédacteur n'a transcrit que
 „ les premières lignes de la décision de cet Auteur, & qu'il a sup-
 „ primé tout ce qui auroit pu faire appercevoir le changement de
 „ *nescit* en *nescit*.

„ Il est étonnant, poursuivent les Commissaires, que l'Auteur
 „ de l'Instruction Pastorale ait relevé une erreur à laquelle le

„ moindre défaut de Typographie, dans l'exemplaire sur lequel
 „ le texte d'Escobar a été copié, a pu donner lieu. „

Comment un défaut de Typographie auroit-il pu donner lieu à cette erreur, puisque l'exemplaire du Rédacteur est de la même Edition que celui des Commissaires, que celui de M. l'Archevêque & le nôtre, & que dans ceux-ci on lit *nescit*? D'ailleurs il n'est point question de sçavoir si un défaut de Typographie a pu donner lieu à cette erreur, mais s'il y a donné lieu en effet. On s'est fait sans doute représenter l'exemplaire dont s'est servi le Rédacteur, & si on y avoit trouvé quelque défaut d'impression, on n'auroit pas manqué d'en tirer parti pour sa justification. Enfin, quand la lettre O n'eût point été bien formée dans l'exemplaire du Rédacteur, comme elle l'est dans les autres, toute la suite du texte, & en particulier ces mots, *modo licito sibi cognito*, ne lui permettoient pas de lire *nescit* au lieu de *noscit*; & c'est pour cela, comme je l'ai dit, qu'il a supprimé tout ce qui eût découvert la falsification.

„ Au surplus, dit le Procès-verbal, le passage d'Escobar cité
 „ dans l'Instruction Pastorale n'est que le titre du problème qu'il
 „ s'applique à résoudre; ce titre n'a été inséré que pour rappor-
 „ ter la solution qu'il en donne, qui suit immédiatement dans
 „ les Affertions le problème proposé, & dans laquelle le senti-
 „ ment d'Escobar est si clairement expliqué en ces termes : *Exis-*
 „ *timo licitum esse petere absolute à malefico ut maleficium solvat, quam-*
 „ *vis constas petenti fore ut modo illicito utatur.* D'où il suit que
 „ l'Auteur de l'Instruction Pastorale a dissimulé la solution du
 „ problème proposé par Escobar, qu'il ne peut y avoir que la mau-
 „ vaise foi qui ait pu l'engager à dire que, par le changement
 „ d'une lettre on a attribué à Escobar une doctrine qu'il n'ensei-
 „ gne pas; d'autant plus qu'en rétablissant dans l'exposition du
 „ problème le mot *noscit* au lieu de *nescit*, le sentiment de l'Au-
 „ teur n'en est que plus répréhensible; sentiment très-justement
 „ attribué à l'Auteur, à la marge duquel on lit ces mots, *hoc ve-*
 „ *rius esse reor.*

On va être en état tout à l'heure d'apprécier cette réponse, la plus foible peut-être qui soit dans le Procès-verbal. Le passage d'Es-

cobar cité dans l'Instruction Pastorale contient l'exposition de la question, & le cas qu'il se propose de résoudre : le sens de la solution qu'il y donne est essentiellement déterminé par le sens même du titre du problème. Donc si le sens du titre est tellement perverti, qu'on fasse dire à Escobar : *Peut-on s'adresser à un Magicien, quand il ne sait pas distinguer entre le moyen licite, & le moyen illicite de rompre un maléfice ?* tandis qu'Escobar dit au contraire, *quand il sait distinguer* &c. C'est une suite nécessaire que le sens de la solution se ressent de l'altération faite au titre du problème.

La comparaison des deux solutions suivant la différence des titres, en est une preuve sans réplique. Suivant le titre tel que le propose le Rédacteur, la solution d'Escobar est celle-ci. „ Lorsque le Magicien ne sait pas distinguer entre le moyen licite & le moyen illicite de rompre un maléfice, je crois qu'il est permis de „ lui demander absolument de rompre le maléfice, quoique ce „ lui qui fait cette demande soit certain qu'il se servira d'un „ moyen illicite. „ Au contraire, selon le vrai titre d'Escobar, la solution est : „ lorsque le Magicien sait distinguer entre le moyen „ licite & le moyen illicite de rompre un maléfice, je crois qu'il „ est permis &c. „ Par où l'on voit que la falsification qui affecte le titre du problème, en affecte également la solution. C'est pourquoi il suffisoit à M. l'Archevêque d'exposer & de prouver la falsification du titre : & le reproche qu'on lui fait d'avoir dissimulé la solution du problème, & d'avoir dit uniquement par mauvaise foi, que par le changement d'une lettre on a attribué à Escobar une doctrine qu'il n'enseigne pas, est aussi mal fondé qu'il est injurieux.

De plus il y a dans la solution d'Escobar une autre falsification adoptée par le Procès-verbal. Escobar ne dit pas simplement, *existimo licitum esse* ; mais, *Probabilis existimo*. La différence est sensible ; & on ne conçoit pas comment, confrontation faite, les Commissaires ont osé avancer que la citation des Assertions fût conforme en ce point au texte de l'Auteur.

Enfin ils prétendent qu'en rétablissant dans l'exposition du problème le mot *nescit* au lieu de *nescit*, le sentiment de l'Auteur n'en est que plus compréhensible. Et en cela ils montrent visiblement
combien

combien peu il leur appartient de prononcer sur les matieres de Morale. En effet, en supposant le mot *nescit*, la décision d'Escobar est évidemment mauvaise : il autorise à demander absolument à un Magicien de rompre un maléfice, quoiqu'il ignore le moyen licite de le rompre ; & conséquemment il permet d'induire & d'engager ce Magicien à un péché certain & inévitable. Mais en rétablissant *nescit*, il est libre au Magicien qui connoit le moyen licite & l'illicite d'employer l'un ou l'autre : on ne l'induit donc pas à un péché inévitable, en lui demandant absolument qu'il rompe le maléfice ; & quoiqu'on soit certain qu'il usera du moyen illicite, si on est d'ailleurs assuré, comme Escobar le suppose, qu'il dépend de lui d'employer le moyen licite, il paroît, sinon plus probable, du moins probable, qu'on ne pèche point en lui demandant une chose à laquelle on a droit. Jamais Casuiste n'a donné la première décision, au lieu que la seconde se lit dans plusieurs Auteurs qui ne sont pas suspects de relâchement. Et quand même les deux décisions seroient répréhensibles, la première l'est incomparablement plus que la seconde.

S E I Z I E M E T E X T E.

On lit dans l'Instruction Pastorale, p. 220, 221, 222. & 223 ; la suppression d'un mot qui n'est même que la conjonction *&*, a entièrement défiguré le sentiment du P. Lacroix. On fait entendre que ce Jésuite nie la nécessité de la foi explicite des Mysteres de la Trinité & de l'Incarnation. Cependant il déclare formellement, au même endroit, qu'il regarde comme *certain*, que non seulement il faut avoir cette Foi, mais qu'il faut encore qu'elle soit assez forte pour émouvoir la volonté, & pour lui inspirer une ferme espérance de la rémission des péchés, & des récompenses divines. Or, nous vous le répétons, le retranchement de la seule conjonction *Et*, renverse toutes les idées de ce Théologien : & comme la suite de son discours auroit pu faire comprendre quelle est la vraie pensée, on supprime cette suite, on la laisse ignorer au Lecteur, qui par-là est autorisé à croire que Lacroix enseigne l'irréligion, comme l'annonce le Recueil des assertions. “ Suit la

Suite de la III. Partie.

S s s s

double comparaison du texte fidèle de Lacroix avec le texte infidèle des Rédacteurs, & de la traduction du texte de Lacroix avec celle du Recueil. Voyez tom. 1. pag. 228.

On lit de plus cette note « Il faut observer que Maurus, Cardenas, Mendo, de Lugo, sont quatre auteurs Jésuites, qui se déclarent pour la doctrine de S. Thomas, & dont les Rédacteurs ont supprimé les noms, en altérant le texte de Lacroix. »

Sur ce reproche, les Commissaires disent d'abord que « Confrontation faite du texte cité aux assertions avec ce qui se trouve, au livre intitulé *R. P. Herm. Bussembaum Theologia moralis ... aucta*, à *R. P. Claudio Lacroix*. . . Colonia . . . 1757 ; tom. 1. lib. 2. de *Fide*, paragr. 7. pag. 135. ils ont trouvé ce qui suit. *In lege novâ post promulgatum sufficienter Evangelium, requirunt explicitam de Incarnatione & Trinitate (Fidem) S. Thom. art. 7. & 8. Thomista communius, cum Gonet D. 6. n. 67, & alii gravissimi autores cum Mauro à num. 45, Card. n. 3. Mendo in stat. D. 1. q. 1. Et licet alii multi, etiam forte probabilius id negent.* »

C'est-là reconnoître à la vérité que les Rédacteurs ont supprimé les noms de trois Jésuites, qui sont du sentiment de S. Thomas, & la Conjonction *Et* qui est devant ces mots, *licet alii multi*. Mais pourquoi les Commissaires s'arrêtent-ils à *id negent*, tandis que le sens est suspendu, & n'ajoutent-ils pas le reste de la phrase, qui auroit fait connoître que Lacroix pense comme S. Thomas & ces trois Jésuites, auxquels se trouve joint le Cardinal de Lugo ? *Tamen ubi agitur de valore Sacramenti sententia tutior est sequenda ; & praescindendo ab hoc, certum videtur ex dictis quod requiratur talis fides, quæ non sit qualiscumque cognitio objectorum num. 19. relatorum, sed sufficiat ad movendam voluntatem, ut actualiter erigatur ad spem firmam venia peccatorum, & remunerationis à Deo obtinenda ; atque hoc volunt autores cum Lugo à num. 123. quando ad justificationem requirunt fidem de illis objectis explicitam.*

Ce n'est pas dans la seule suppression de la conjonction *Et*, que consiste le crime des Rédacteurs, mais dans cette suppression jointe à celle des paroles qu'on vient de transcrire. Pourquoi donc les Commissaires, si attentifs à relever dans M. l'Archevêque de Paris des omissions qui ne sont d'aucune conséquence, en font-ils une ici qui est de la plus grande importance ?

Ils observent ensuite „ que l'auteur de l'Instruction Pastorale „ n'a pas connu l'objet véritable pour lequel la proposition de „ Lacroix a été citée, quoiqu'il fût suffisamment indiqué par les „ mots (*licet alii multi, etiam forte probabilius id negent* ; quoique „ plusieurs autres, peut-être même avec plus de probabilité, en nient „ la nécessité) qui pour éviter toutes méprises, ont été imprimés „ en lettres italiques, tant dans le latin que dans le français. „

Je veux bien supposer pour un moment que tel ait été l'objet véritable des Rédacteurs, & que M. l'Archevêque ne l'ait pas connu : en est-il moins vrai que par la suppression de la conjonction *Et*, & de toute la suite du discours de Lacroix ; & par le point qu'on met après *negent*, quoique dans le texte il n'y ait qu'une virgule, on a changé l'ordre de la phrase, & représenté Lacroix comme tenant pour plus probable un sentiment qu'il rejette, déclarant que le sentiment contraire lui paroît certain ? Voilà de quoi M. l'Archevêque se plaint, & au lieu de lui répondre, on dit qu'il n'a pas connu l'objet pour lequel l'extrait de Lacroix a été mis dans les assertions ; comme si cet objet empêchoit que le texte ne soit altéré, & altéré de dessein formé.

Mais il ne paroît pas que l'objet véritable des Rédacteurs, fût d'inculper ces mots, *Licet alii multi, etiam forte probabilius id negent*. Car si cela étoit, leur intention n'en auroit pas moins été remplie, en rapportant en entier le texte de Lacroix. Ainsi ils l'auroient falsifié gratuitement ; ce qu'on ne persuadera à personne.

„ Ce n'est point, ajoutent les Commissaires, pour le sentiment „ personnel de l'auteur, que la citation a été insérée dans les „ assertions ; mais parceque, après avoir rapporté le sentiment de „ S. Thomas, qui est celui de l'Eglise, & que lui-même adopte, „ sur la nécessité de la Foi explicite des Mystères de la Sainte „ Trinité & de l'Incarnation, il avance que l'opinion contraire „ est peut-être plus probable ; comme si un sentiment différent „ de celui de l'Eglise pouvoit être la matière d'une probabilité, „ & plus encore être regardé comme plus probable. „

Puisque Lacroix adopte le sentiment de S. Thomas, comme les Commissaires le reconnoissent, c'est donc une falsification de

la part des Rédacteurs , de le présenter comme s'il tenoit le sentiment contraire. La falsification n'en seroit même que plus criante, s'il étoit vrai que la doctrine de S. Thomas sur ce point fût celle de l'Eglise. Mais jamais l'Eglise, ni le Pape, ni le Clergé de France, n'ont décidé que la Foi explicite des Mysteres de la Trinité & de l'Incarnation fût nécessaire au salut de nécessité de moyen : tous les Théologiens sans exception s'accordent en ce point. Les Commissaires qui n'ont pas, disent-ils, entendu prononcer sur la doctrine, se sont donc avancés en soutenant le contraire.

Par conséquent Lacroix n'est pas aussi coupable qu'on le prétend ; pour avoir dit que le sentiment opposé à celui de S. Thomas, est peut-être plus probable : d'autant plus qu'il ne parle ici que d'une probabilité purement spéculative, comme il est évident par ce qu'il ajoute, que quand il s'agit de la valeur d'un Sacrement, il faut s'attacher au plus sûr, & qu'indépendamment de cette raison, il patoit certain que la Foi explicite de ces objets est requise. Nouvelle raison qui aggrave l'infidélité commise par les Rédacteurs. Mais que Lacroix ait tort ou non en cela, le reproche d'altération fait par M. l'Archevêque n'en subsiste pas moins dans toute sa force.

DIX-SEPTIEME TEXTE.

M. l'Archevêque de Paris, pag. 223, 224, & 225 ; dit : „ On
 „ accusoit le P. Bauny d'enseigner *Qu'un homme est capable d'absolu-*
 „ *tion, dans quelque ignorance qu'il se trouve des Mysteres de notre*
 „ *Foi, & quoiqu'il ne connoisse ni la Trinité ni l'Incarnation de N. S.*
 „ *J. C. qui sont les deux fondemens de toute la Religion Chrétienne :*
 „ *qu'on doit même absoudre ceux qui ignorent ces Mysteres par une né-*
 „ *gligence criminelle.* Le P. Cauflin prit la défense de son Confrere,
 „ & fit voir que le P. Bauny-exigeoit du moins une connoissance
 „ confuse de ces Mysteres, qu'il vouloit de plus qu'on se repentît,
 „ si on avoit contribué à cette ignorance ; qu'on promit de se
 „ faire instruire, & que le Confesseur lui-même, avant que d'ab-
 „ soudre son Pénitent, l'instruisit autant que le tems pourroit le lui
 „ permettre. Le P. Cauflin finissoit par demander pourquoi, si l'on
 „ trouvoit à redire au sentiment de Bauny, on n'en faisoit de re-

proche qu'à lui, tandis que la même doctrine a été enseignée par Bonacina, Diana, Soto, Villalobos, Medina, Pierre Ledesma qui n'étoient pas Jésuites.

Il est difficile, M. T. C. F. de trouver de l'irrégulation dans tout ce morceau, tiré de l'Ouvrage du P. Caussin : mais les Rédacteurs des assertions savent bien parvenir à leur but, en dénaturant le passage au moyen de deux suites de points, qui font disparaître la vraie pensée des deux auteurs Jésuites.

Il présente ensuite sur deux colonnes le texte fidèle de Caussin, & le texte infidèle des assertions : (Voyez tom. 1. de cette Réponse, pag. 197.) puis il continue en ces termes. „ Nous sommes bien éloignés de prétendre qu'elle soit à couvert de censure : ces deux Écrivains sont même inexcusables de n'avoir pas formellement énoncé l'obligation de croire & de professer deux Mystères, dont la Foi explicite est aussi nécessaire aux adultes pour participer aux Sacramens, que pour parvenir au salut.

Les Commissaires, après avoir reproché à M. l'Archevêque une suppression, dont nous dirons un mot plus bas, & avoir rapporté tout au long le vrai texte de Bauny, répondent, „ que ce ne peut être que par une suite de mauvaise foi, qu'on reproche d'avoir cherché dans l'extrait des assertions à dénaturer par l'usage des points intermédiaires le passage de Caussin, & à faire disparaître la vraie pensée des deux auteurs Jésuites ; puisque l'auteur de l'Instruction Pastorale, après avoir rétabli dans ce passage ce qu'il croyoit capable d'excuser Caussin, convient néanmoins que Caussin & Bauny sont inexcusables.

On va juger de quel côté est la mauvaise foi tant reprochée à M. l'Archevêque dans le Procès-verbal. Un auteur a enseigné une doctrine répréhensible ; par des suppressions faites à son texte, on la fait paroître beaucoup plus mauvaise qu'elle n'est. Y a-t-il de la mauvaise foi à relever ces suppressions, en convenant d'ailleurs que le sentiment de l'auteur, même fidèlement exposé, est inexcusable ? Voilà précisément ce qu'a fait M. l'Archevêque vis-à-vis du Rédacteur au sujet de l'extrait de Caussin. Qu'on prenne l'Instruction Pastorale, ou le tome des falsifications ; qu'on y lise la vraie réponse de Caussin, comparée avec celle du Recueil des assertions : On

verra que ce Jésuite est moins coupable dans son texte, que dans l'extrait.

„ Nous ajoutons, continuent les Commissaires, qu'il est bien
 „ extraordinaire de voir l'auteur de l'Instruction Pastorale dire, qu'il
 „ est difficile de trouver de l'irréligion dans un Ecrivain inexcusa-
 „ ble, selon lui, de n'avoir pas formellement énoncé l'obligation
 „ de croire & de professer deux Mysteres dont la Foi explicite est
 „ aussi nécessaire aux adultes pour participer aux Sacrements, que
 „ pour parvenir au salut. “

Ce qu'on trouve si fort extraordinaire, n'auroit point paru tel, si on avoit voulu faire réflexion qu'il y a bien de la différence entre taxer un Auteur d'irréligion, & le croire inexcusable de n'avoir pas formellement énoncé un sentiment. M. l'Archevêque de Paris a parfaitement connu la valeur de ses expressions, & il n'a pas cru se contredire en parlant comme il a fait. Il désapprouve le sentiment qui nie que la Foi explicite de la Trinité & de l'Incarnation soit nécessaire au salut de nécessité de moyen : & en conséquence il tient Bauny & Caussin pour inexcusables de n'avoir pas énoncé formellement la doctrine contraire. Mais comme il sçait d'ailleurs que ce sentiment a été soutenu & se soutient encore par plusieurs Théologiens, & qu'il n'a essuyé aucune censure de la part de l'Eglise, il n'a pas cru qu'il y eût de l'irréligion à l'enseigner ; parceque si cela étoit, l'Eglise qui n'ignore pas que cet enseignement a lieu depuis longtems, l'auroit condamné.

„ Enfin, dit le Procès-verbal, on y a si peu voulu rendre Caussin
 „ plus coupable, que dans les Extraits des Affertions, on a ajouté
 „ dans la citation de ce passage, la seule chose qui pouvoit en quel-
 „ que sorte servir à sa justification, & qu'a omis l'Auteur de l'Ins-
 „ truction Pastorale. *Finalement je lui demande s'il a lu ce que le Pere*
 „ *a protesté avant que de rien conclure à ce sujet : que nonobstant ses ga-*
 „ *rants & ses raisons, il soumettoit son jugement à l'Eglise, si peut-être*
 „ *elle en decidoit autrement. C'est tout dire pour arrêter l'accusation, &*
 „ *l'accusateur n'eût été emporté par la violence de sa mauvaise humeur.* “

Remarquez 1^o que ces paroles vont à la décharge, non de Caussin, mais de Bauny, dont elles marquent la soumission au jugement de l'Eglise. 2^o que la citation de ces paroles dans les Extraits n'empê-

est pas qu'on n'ait rendu d'ailleurs Bauny & Caussin plus coupables, en supprimant la meilleure partie de ce que dit celui-ci, pour montrer qu'on a imputé à son Confrere une doctrine qu'il ne soutient pas; & que c'est sans contredit une falsification, de transcrire en entier l'imputation, & de tronquer la réponse en deux endroits importants. 3°. que M. l'Archevêque n'a transcrit que la partie du texte qui étoit altérée, qu'il en a suppléé les retranchemens faits par le Rédacteur, & que pour le reste qui étoit exact, il s'est contenté de l'indiquer en cette manière, *finalemēt je lui demande &c.* Si on peut appeller cela une omission, il étoit en droit de la faire.

DIX-HUITIEME TEXTE.

„ On a souvent, dit M. l'Archevêque pag. 226 & 227, pris les
 „ textes dans des sens opposés à ceux des Auteurs. En ce genre
 „ le Recueil des Assertions comprend une multitude d'exemples,
 „ qui remplissent d'étonnement quiconque examine de près cette
 „ vaste compilation. Vous croiriez que Sanchez prend le parti le
 „ plus déraisonnable, disons mieux, le plus honteux dans une
 „ matiere qui se refuse ici à des citations & à des détails; & c'est
 „ absolument tout le contraire. Cet Auteur réfute le sentiment
 „ qu'on lui attribue, il en avertit même dès le Sommaire qu'il
 „ met en titre: mais ce Sommaire est supprimé par les Rédacteurs.
 „ Il assure qu'ayant consulté des hommes très sçavans sur le cas
 „ dont il s'agit, leur avis étoit qu'on ne pouvoit excuser de pé-
 „ ché mortel ceux qui y étoient tombés ou qui y tomberoient.
 „ Sanchez approuve cette décision; mais on supprime son appro-
 „ bation. Enfin, M. T. C. F. C'est positivement l'objection qu'on
 „ a pris pour la réponse dans le Recueil des Assertions: on charge
 „ Sanchez d'un sentiment qu'il combat; on lui impute une doc-
 „ trine qu'il condamne. „

Voici à present comme s'expriment les Commissaires sur ce reproche si grave & si infamant pour les Auteurs du Recueil. „ Con-
 „ frontation faite du texte cité dans les Extraits des Assertions. p.
 „ 293, commençant par ces mots, *Rogabis forsan*, avec ce qui se
 „ trouve au livre intitulé, *R. P. Thoma-Sanchez. de Matrimonii Sa-*

„ *cramentis*, Lyon 1739, tom. 3. lib. 9. disp. 17. num. 4. Nous
 „ l'avons trouvé conforme; mais effectivement l'on n'a point ci-
 „ té ce qui se trouve dans le Sommaire n°. 4. *Refertur quadam*
 „ *opinio & confutatur*. n° 5. »

Si les Commissaires ont trouvé le texte des Extraits conforme à celui de Sanchez, au Sommaire près qu'on n'a point cité; pour-quoi conviennent-ils jusqu'à deux fois, comme on va le voir, que Sanchez rapporte le sentiment de Navarre & d'Ovandus Franciscain, tandis que dans l'Extrait on lit *Oviedus* Jésuite, que le Recueil associe à Sanchez pour leur faire enseigner à l'un & à l'autre une doctrine qu'ils réprouvent? De plus, pourquoi ne remarquent-ils pas qu'outre le changement d'Ovandus en *Oviedus*, on a supprimé & remplacé par des points la citation d'Ovandus conçue en ces termes : 4. *dist. 31, qu. unica prop. 3.* Si l'on avoit ajouté cette citation à la suite du mot *Oviedus*, ceux qui auroient consulté cet Auteur, voyant qu'il n'a point fait d'Ouvrage qui porte le titre qu'annonce la citation, se seroient doutés que Sanchez ne cite point *Oviedus*, mais quelque autre, & qu'on avoit altéré son texte en cet endroit. Enfin, en quoi consiste cette conformité de l'Extrait avec le texte de Sanchez, au Sommaire près? Elle consiste en ce qu'on a fidèlement transcrit l'objection que se fait Sanchez, mais cette objection, on la donne pour le sentiment de Sanchez. La conformité prétendue n'est donc que matérielle : afin qu'elle fût telle qu'elle doit être, il falloit, ou avertir qu'on transcrivait une objection, ou y joindre la réponse.

„ Nous avons observé, ajoutent les Commissaires, que l'omis-
 „ sion est réelle, qu'il est vrai que cette omission induit en erreur
 „ sur le véritable sentiment de Sanchez en cet endroit : mais
 „ qu'on a été trompé, & qu'on est induit à penser que Sanchez
 „ adoptoit le sentiment de Navarre & d'Ovandus qu'il rapporte,
 „ soit par les raisons qu'il donne avec affectation pour en prouver
 „ la vérité, soit pour la portion de ce texte, dans laquelle il dit
 „ au sujet du sentiment d'Ovandus & de Navarre : *asque probari*
 „ *potest, quia quidquid conjuges efficiunt, servato ordine legitimo, non*
 „ *excedit veniale crimen, ut diximus disp. preced. n. 4.* Après une dis-
 „ position si précise, on n'a pas été chercher dans l'*alinéa* suivant
 le

„ le sentiment de l'Auteur, qui d'ailleurs est rempli de tant d'horreurs & d'obscénités. „

L'aveu qu'on vient de lire justifie pleinement Sanchez : nous n'en demandons pas davantage, & nous souhaiterions de tout notre cœur que les raisons qu'on allégué pour disculper de mauvaise foi le procédé des Auteurs du Recueil, fussent solides. Mais 1° il est moralement impossible qu'on n'ait pas vu le Sommaire dont il s'agit à la marge du n° 4. La chose devient encore plus difficile à croire, s'il est vrai, comme l'assurent les Magistrats eux-mêmes, que la compilation des Affertions a été faite par des Commissaires nommés par le Parlement, & vérifiée par le Parlement entier. 2° Les raisons que Sanchez apporte en preuve du sentiment de Navarre & d'Ovandus, n'ont pas du induire en erreur, puisque Sanchez suit la méthode ordinaire des Théologiens qui exposent & réfutent les sentimens différens du leur. Et le reproche d'*affertiation* qu'on fait sur ce point à Sanchez, n'est pas plus fondé qu'il ne le seroit à l'égard de S. Thomas qui commence tous les articles de sa Somme par exposer & par prouver l'opinion contraire à celle qu'il embrasse. D'ailleurs Sanchez avertit qu'il n'apporte ces raisons que pour les réfuter; ce qu'il fait au n° 5. 3° Est-il convenable qu'en transcrivant la dernière ligne du nombre 4 on n'ait pas aperçu la première ligne du nombre suivant où Sanchez dit : *Ceterum doctissimis viris à me consultis visum est culpam esse lethalem Sodomitæ inchoatæ; id que merito &c.* Ajoutez que les Rédacteurs passent dans leur Extrait du nombre 4. au nombre 8; ce qui montre qu'ils ont lu de suite tout ce morceau, & par conséquent les nombres intermédiaires 5, 6, & 7. 4° Quant à ce qu'on s'excuse de n'avoir pas été chercher dans l'*alinéa* suivant le sentiment de l'Auteur, sous prétexte qu'il est rempli de tant d'horreurs & d'obscénité; il est si peu vrai que ce soient les horreurs & les obscénités qui ont arrêté, qu'au contraire on a pris à tâche de transcrire ce qu'il y a dans Sanchez de plus obscène; & cela par la seule raison de l'obscénité. Car le nombre 5. qu'on a supprimé, n'a rien à beaucoup près d'aussi révoltant pour l'imagination que les nombres 4. & 8. qu'on a transcrits : on peut s'en assurer en consultant

Suite de la III. Partie.

T t t t

le tom. 1. de cette Réponse, pag. 283. Il est aisé de juger à présent si les Auteurs du Recueil ont été trompés, ou s'ils ont voulu tromper.

DIX-NEUVIÈME TEXTE.

M. l'Archevêque parle ainsi dans son Instruction Pastorale, pag. 227, 228, 229, 230 & 231. „ Vous croiriez aussi sur la foi des „ Rédacteurs, que le P. Lacroix anéantit l'obligation d'aimer „ Dieu, tant on lui fait répandre d'incertitude sur les tems & les „ circonstances où l'on doit remplir ce devoir. Ecoutez ce Théolo- „ gien ; il va se venger lui-même, & dévoile le vrai sens de „ son texte. D'abord il observe d'après Cardenas, autre Théolo- „ gien Jésuite, que Dieu nous commande de l'aimer dans toutes „ les actions que nous avons coutume de *réitérer fréquemment*. Il „ trouve la preuve de cette vérité dans les paroles mêmes de la „ Loi, & il en tire cette conclusion : Dieu veut donc de la *suite* „ & de la *fréquence* dans les actes que nous faisons de notre amour „ pour lui. A ce premier raisonnement fondé sur les propres ter- „ mes de la Loi, il en ajoute un autre appuyé sur l'expérience. „ *Elle prouve*, dit Lacroix, *qu'il est moralement impossible d'observer* „ *les autres Commandemens*, *si l'on ne réitere fréquemment les actes* „ *d'amour de Dieu*, *qu'en se bornant à en produire à peine un seul dans* „ *une année* (comme l'enseignent plusieurs Théologiens) *on ne* „ *persévère pas longtems dans la suite du péché mortel*, & dans la „ *pratique des œuvres difficiles & contraires à la nature*, pratique néan- „ *moins souvent nécessaire pour éviter l'offense de Dieu.* „ *Done*, conclut cet auteur, *il existe une obligation grave de faire* „ *FREQUEMMENT des actes d'amour de Dieu*, *sur tout puisque* „ *tous les autres préceptes se rapportent & se terminent à la Charité*, „ *qui est la fin & la perfection de la Loi.* C'est après des réflexions si „ chrétiennes & des raisonnemens si solides, que sur la question „ qui partage les Théologiens de toutes les Ecoles, le P. Lacroix „ décide, qu'attendu la diversité des opinions, laquelle rend „ incertaine parmi les auteurs la fixation précise du tems & du

„ nombre de fois où le précepte oblige à la rigueur, il faut pren-
 „ dre le parti le plus sûr, tant pour nous accoutumer à l'amour
 „ de Dieu, que pour en remplir l'obligation. Puis immédiate-
 „ ment après il ajoute que de tous les actes celui de l'amour de
 „ Dieu étant le plus parfait & le plus méritoire, c'est une nou-
 „ velle raison pour adopter le sentiment le plus sûr. Cet exercice
 „ de l'amour de Dieu, continue-t-il, ne doit pas nous paroître
 „ trop difficile : car si des hommes s'occupent des jours entiers
 „ de l'amour de la créature, de celui de l'intérêt, de plaisir &c.
 „ pourquoi ne s'occuperoient ils pas plutôt de l'amour du Créa-
 „ teur, qui est le seul objet digne de tout amour ? “

Suit la comparaison du vrai texte de Lactois avec le texte in-
 fidèle des Affertions, que M. l'Archevêque n'a transcrit que depuis
 ces mots, *Itaque cum in tantâ*, parceque c'est à cet endroit que
 l'auteur expose son sentiment. Le Prélat continue en ces termes.

„ Vous seriez-vous attendu, M. T. C. F. qu'un Auteur qui s'ex-
 „ prime si dignement sur le plus grand de tous les préceptes, pût
 „ jamais être déferé comme un Ecrivain *irréligieux*, qui cherche
 „ à l'anéantir en répandant des nuages sur l'obligation qu'il im-
 „ pose ? Ne pourrions-nous pas dire avec Tertullien, que les
 „ Rédacteurs *assensifs à écarter & à méconnoître tout ce qui auroit*
 „ *détruit leur système, ne s'appuyent que sur des idées fausses qu'ils se*
 „ *sont faites à eux-mêmes, & sur les sens ambigus qu'ils ont donnés*
 „ *aux Ouvrages des auteurs ?* La bonne foi permet-elle jamais de
 „ recueillir des textes, de les entasser en les isolant, en les dé-
 „ pouillant de ce qui les précède, de ce qui les accompagne, &
 „ de ce qui les suit, en leur ôtant l'appui des autorités, des
 „ raisonnemens, des explications qui les justifient, ou qui les
 „ excusent ? Quand même on accorderoit aux Rédacteurs que
 „ tous les Ecrivains qu'ils ont entrepris de décrier sont véritable-
 „ ment répréhensibles, au moins ne falloit-il pas dissimuler les
 „ modifications & les correctifs qui adoucisent la dureté de leurs
 „ décisions, qui en diminuent le danger, qui en atténuent le
 „ scandale. “

Les Commissaires commencent par observer „ que le texte

T t t t t

„ qualifié infidèle par l'auteur de l'Instruction Pastorale est précédé
 „ de d'un grand nombre de citations du même auteur, ils trans-
 „ crivent ces citations avec la traduction françoise, depuis *quan-*
 „ *donam & quoties*, jusqu'à *pro justificatione* exclusivement. Voyez.
 „ le Recueil des assertions, pag. 205 & 206.

„ Ils ajoutent que, „ confrontation faite des différens textes
 „ cités aux Extraits des assertions, pag. 204, 205 & 206, avec
 „ les textes qui se trouvent dans le livre intitulé, *R. P. Herm.*
 „ *Busembaum . . . Theologia moralis . . . aucta à R. P. Claudio La-*
 „ *croix . . . Colonia 1757. &c.* ils les ont trouvés conformes. “ D'où
 „ il suit qu'ils se rendent garants & complices de toutes les falsi-
 „ fications que nous avons relevées dans ces Extraits, au premier
 „ tome de cette Réponse, depuis la page 224, jusqu'à la page 235,
 „ tant dans le latin que dans le françois.

„ Ils observent encore que M. l'Archevêque a omis les cinq ou six
 „ premières lignes du nombre 141 de Lacroix, dont le Rédacteur
 „ n'a transcrit que deux lignes, & eux-mêmes s'arrêtent comme le
 „ Rédacteur à *arripimus tutiora*, mettant un point après ces mots,
 „ comme si le sens étoit fini, quoiqu'il ne soit que suspendu, &
 „ omettant tout le reste qui est essentiel pour la justification de La-
 „ croix. On peut voir ce nombre traduit en entier dans la première
 „ partie, pag. 233, 234.

„ Ils disent ensuite, „ que pour répondre plus précisément à l'im-
 „ putation faite par l'auteur de l'Instruction Pastorale, il est né-
 „ cessaire de reprendre & de développer la méthode que Lacroix
 „ a suivie dans ses notes sur le chapitre premier du traité trois de
 „ Busembaum, dont voici le titre, *An quando & quomodo obliget*
 „ *praeceptum caritatis Dei.* Qu'au §. 2 . . . il dit. *Quandomam & quo-*
 „ *ties hoc praeceptum obliget, nunc incertum* : la question de sçavoir
 „ quand & combien de fois ce précepte oblige, demeure incer-
 „ taine. Ensuite dans les nombres 133, 134, 135, 136, 137,
 „ 138, 139 & 140, il rapporte le sentiment de différens auteurs
 „ sur le tems & les circostances dans lesquelles il est nécessaire
 „ ou suffisant d'aimer Dieu, mais il ne paroît les rapporter que
 „ pour combattre l'obligation d'aimer Dieu, même dans les cir-
 „ constances où ces auteurs l'avoient limitée. “

Je réponds qu'il est vrai que Lacroix réfute les raisons sur lesquelles plusieurs auteurs avoient fixé à tel tems , à telle circonstance , l'obligation sous peine de péché mortel de faire un acte d'amour de Dieu. Mais en combattant ces sentimens qui lui paroissent mal fondés, il n'en établit pas moins l'obligation grave de produire fréquemment des actes de cet amour : *Ergo est obligatio gravis frequenter diligendi Deum* : que Dieu exige de la continuation & de la fréquence dans cet amour ; *Ergo Deus vult continuationem & frequentiam illius dilectionis* : que l'incertitude du moment précis de l'obligation , loin d'être une raison pour nous de diminuer le nombre de ces actes , doit au contraire nous engager à suivre le parti le plus sûr , c'est-à-dire , à produire des actes d'amour le plus souvent qu'il se pourra , tant pour nous accoutumer à ce saint exercice , que pour nous assurer d'avoir rempli le précepte , & encore parceque l'acte d'amour est le plus excellent & le plus méritoire de tous. *Arripiamus interiora , tùm ut sic assuescamus dilectioni Dei , tùm ut certò satisfias præcepto , tùm etiam quia actus dilectionis est omnium præstantissimus & supra omnes alios meritorius*. Voilà sur quoi les Commisaires insisteroient , comme M. l'Archevêque & nous , si leur objet étoit de rendre justice à Lacroix & aux auteurs des Extraits.

» Dans le nombre 141 , reprend le Procès-verbal , Lacroix rap-
 „ porte le sentiment de Castro-Palao & de plusieurs autres , &
 „ ensuite celui de Cardenas ; il donne les raisons qui peuvent
 „ appuyer le sentiment de Cardenas ; mais Lacroix , après avoir
 „ rapporté tous ces divers sentimens , n'en a cependant encore
 „ adopté aucun , comme le texte le prouve , puisqu'il dit : *Itaque
 „ cum in tantâ sententiarum varietate nesciamus quando & quoties sit
 „ diligendus Deus , arripiamus interiora*.

Je réponds que toute la doctrine de Lacroix se réduit à trois points. 1^o Il doit y avoir de la suite & de la fréquence dans les actes d'amour de Dieu. 2^o Les momens fixes & précis de l'obligation de les produire sont incertaines. 3^o Afin de s'assurer qu'on satisfait au précepte , il faut s'exercer dans cet amour le plus souvent qu'on pourra. Or on ne produira aucun Théologien Catho-

lique, qui se soit exprimé plus sagement & *plus dignement* sur cette matière. Je dis aucun Théologien Catholique, pour exclure ceux qui en conséquence du système hérétique des deux délectations, sont obligés de soutenir qu'on pèche dans toutes les actions, à moins qu'elles ne soient faites par l'impression d'un amour actuel prédominant de charité, & qu'ainsi on est obligé d'en produire des actes continués presque sans aucune intervalle. Doctrine réprouvée de l'Eglise, & qui outrant l'obligation du premier précepte, en rend la pratique impossible, même aux plus justes.

Ecoutons M. Bossuet : peut-être que son autorité engagera les Censeurs de Lacroix à l'absoudre du crime d'irrégion. J'ai déjà rapporté ailleurs les paroles de ce Prélat ; il est bon de les répéter ici. „ Je n'ai pas observé en vain, dit-il, qu'il s'agit du précepte „ affirmatif, parceque c'est le seul dont l'obligation n'est pas per- „ pétuelle, & à laquelle même, hors des cas fort rares, on ne „ peut jamais assigner des momens certains. Qu'on m'entende bien : „ Je ne dis pas que l'obligation de pratiquer les préceptes affirma- „ tifs soit rare ; à Dieu ne plaise : je parle des momens certains & „ précis de l'obligation : car qui peut déterminer l'heure précise „ à laquelle il faille satisfaire au précepte intérieur de croire, d'é- „ pérer, d'aimer ?

Hé bien, ce Prélat si versé dans la Théologie, si zélé contre le relâchement, cet oracle de l'Eglise Gallicane, tient-il un autre langage que Lacroix ? Ce passage seul répond à tout ce qu'on lit dans le Procès-verbal, & en particulier aux paroles suivantes, qui montrent combien les Commissaires sont peu au fait des matières dont ils s'ingèrent de traiter. „ Il n'est pas possible de „ n'être pas saisi d'une juste indignation, quand on entend dire à „ Lacroix que la question de sçavoir quand & combien de fois „ ce précepte oblige, demeure incertaine Le seul doute „ & la simple hésitation ne peuvent être regardés que comme „ très-répréhensibles, lorsqu'il s'agit de l'accomplissement d'un „ précepte, auquel tous les autres préceptes se rapportent & se „ terminent, & qui est la fin & la perfection de la Loi. “ M. Bossuet leur répond qu'il s'agit ici du précepte affirmatif, dont

L'obligation n'est pas perpétuelle , à laquelle même , hors des cas fort rares , on ne peut assigner des momens certains ; il leur répond que , quoique l'obligation de pratiquer le précepte d'aimer ne soit pas rare , ou ne peut déterminer l'heure précise , à laquelle il faille y satisfaire.

VINGTIÈME TEXTE.

M. l'Archevêque dit, pag. 232, 233, 234 & 335 de l'Instruction Pastorale. „ Une altération de ce genre faite au texte de Lessius, est trop frappante , pour n'être pas relevée. On ne se contente pas de dénaturer la décision de cet Auteur par une traduction infidèle (a) & de supprimer l'autorité de Bannez célèbre Théologien de l'Ecole de S. Thomas, que Lessius avoit cité, moins pour suivre son sentiment, que pour en montrer le danger. La difficulté que Lessius examine dans cet endroit concerne le cas où un homme seroit déterminé à en tuer un autre, non par lui-même, mais par la main d'un domestique ou d'un assassin. „

„ L'Auteur demande s'il seroit permis de prévenir ce danger, par la mort de cet ennemi. Pour répondre à la question il distingue le danger *présent*, & le danger *éloigné*, & il suppose l'un & l'autre inévitable. Il rapporte pour de suite le sentiment de Bannez, & il ajoute qu'il ne l'approuve pas dans la pratique ; & cela pour plusieurs raisons, en particulier parcequ'il est fort à craindre qu'on n'abuse de la décision de ce Docteur, & que d'un autre côté la supposition n'est pas admissible, étant très-rare qu'on ne puisse éviter la mort par quelque autre moyen. Telle est la doctrine de Lessius. „

(a) „ *Nota.* Lessius dans son texte latin rapportant l'opinion de Bannez, dit que, selon cet auteur, „ Il faudroit avertir quelquefois l'injuste agresseur de cesser ses poursuites ; *esse tamen injudicior ille aliquoties ante monendum ;* ce qui signifie, qu'il faudroit l'avertir à plusieurs reprises, *aliquoties.* Les traducteurs lui font

dire, qu'il seroit quelquefois à propos d'avertir cet ennemi de cesser ses poursuites. Extr. des assertions in-4° pag. 401. L'extrême différence de ces deux propositions est si sensible, qu'il n'y a personne qui ne le sache au premier coup d'œil. Comment a-t-elle pu échapper aux traducteurs ? „

„ Mais est-ce là l'idée qu'en donnent les Rédacteurs dans leur
 „ Recueil ? Jugez-en vous-mêmes, M. T. C. F. par l'Extrait que
 „ nous allons vous mettre sous les yeux. Voici comme il est pré-
 „ senté dans la Traduction. *Si le danger est encore éloigné, la as-
 „ sûreté est plus grande ; mais il paroît que la même raison subsiste, s'il
 „ n'y a pas d'autre ressource pour échapper : car je ne suis pas obligé de
 „ me tenir toujours renfermé dans ma maison, ou de me retirer en pays
 „ étrangers. Cependant il seroit quelquefois à propos, d'avertir au-
 „ paravant cet homme qui nous dresse des embûches, de cesser ses pour-
 „ suites ... Malgré cela cette façon d'agir ne me plaît pas dans la pratique.* „
 „ Nous vous le demandons, M. T. C. F., ces dernières paroles,
 „ par la manière vague, ambiguë, équivoque dont elles sont pré-
 „ sentées aux Lecteurs, ne sont-elles pas propres à leur faire croi-
 „ re que ce qui *ne plaît pas à Lessius dans la pratique*, c'est qu'on
 „ prend la précaution d'avertir l'ennemi dont il parle, & que sans
 „ *cette façon d'agir*, ou ce soin d'avertir, on peut attendre sur ses
 „ jours ? Nous en appellons ici au jugement de toute personne
 „ équitable, & pour fixer le votre, nous transcrivons le texte de
 „ Lessius, tel qu'il est dans son Ouvrage, avec l'Extrait des Ré-
 „ dacteurs tel qu'il est dans leur compilation. „ On peut voir l'un
 „ & l'autre au tom. 1. de cette Réponse p. 428 & 429.

Les Commissaires conviennent d'abord que le texte de Lessius,
 tel que l'a rapporté M. l'Archevêque, est conforme à ce qu'on lit
 dans l'Auteur ; „ observant néanmoins que l'omission de ce qui
 „ paroît de plus dans ledit Auteur, a été indiquée par des points
 „ intermédiaires dans l'Extrait des Assertions. „ Ces Messieurs at-
 tribuent toujours aux points intermédiaires la vertu de suppléer à
 l'omission de ce qui est nécessaire à l'intelligence d'un Auteur.

„ Nous avons observé, poursuivent-ils, 1^o que la traduction est
 „ exacte, n'y ayant pas d'autre façon de traduire ces mots : *Esse
 „ tamen insidiator ille aliquoties ante monendus ut desistat*, que par
 „ ceux dont on s'est servi dans les Assertions : *cependant il seroit
 „ quelquefois à propos d'avertir cet homme qui nous dresse des embûches,
 „ de cesser ses poursuites*. Sur quoi on s'en rapporte à tous ceux qui
 „ sentent la force du mot *aliquoties*, si le sens que l'Auteur de
 „ l'Instruction

„ l'Instruction Pastorale veut y donner , ne seroit pas un sens for-
 „ cé que le mot ne comporte pas. „

Quoique puissent dire les Commissaires, la traduction dont il s'agit contient trois fautes bien marquées. En premier lieu, *esse monendus*, marque certainement une obligation d'avertir : on devoit donc traduire, *il faudroit avertir*, & n'on pas, *il seroit à propos*. En second lieu, les adverbess latins, *sorties*, *quoties*, *multoties*, *aliquoties* &c. sont des adverbess de nombre : *aliquoties* signifie donc un certain nombre de fois, & non pas *quelquefois* qui est un adverbe de tems, & qui s'exprime en latin par *aliquando*. Enfin dans le texte de Lessius *aliquoties* doit se joindre à *monendus*, & il faut rendre, *avertir un certain nombre de fois*. Dans la traduction on le joint à *il seroit à propos*, & l'on dit : *il seroit quelquefois à propos d'avertir* : ce qui équivaut à ceci : *il n'est pas toujours ni même ordinairement à propos d'avertir*. Nous nous en rapportons aux Commissaires eux-mêmes sur la justesse de ces trois remarques.

Ils observent au surplus, „ que la traduction, telle que la présente l'Instruction Pastorale, ne rendroit pas la décision meilleure. „ Remarquez qu'il s'agit de la décision de Bannez, à qui appartiennent les paroles qu'on a traduites si infidèlement. Il est évident que la traduction de M. l'Archevêque la rendroit moins mauvaise, & que les Auteurs du Recueil sont doublement coupables, d'avoir dénaturé le sentiment de Bannez, & de l'avoir attribué à Lessius.

La seconde observation des Commissaires est que „ c'est à tort „ que l'Auteur de l'Instruction Pastorale prétend que, par la manière vague dont on a rapporté ces mots *mibi tamen hic modus in praxi non probatur*, malgré cela cette façon d'agir ne me plaît pas „ dans la pratique : on donne à entendre que ce qui ne plaît pas „ à Lessius, c'est qu'on avertisse celui qui dresse des embûches. „ L'auteur de l'Instruction Pastorale a-t-il pu se dissimuler que la „ traduction même ne peut présenter cette idée? L'auteur décide que, quoique le danger soit éloigné, on peut prévenir son „ ennemi en le tuant : il met lui-même un correctif à cette opinion en disant „ qu'il seroit quelquefois à propos d'avertir cet ennemi. „ C'est après cela qu'il ajoute, *mibi tamen hic modus in praxi*

Suite de la III. Partie.

V v v

», *si non probatur* : ce que l'on a traduit : *malgré cela cette façon d'agir ne me plaît pas dans la pratique*. Il est évident que ces mots, *malgré cela*, ne peuvent s'appliquer qu'au correctif que l'Auteur vient de mettre à son sentiment, & signifient, malgré ce préalable que je viens de prescrire : je ne suis pas d'avis que dans la pratique on suive ce sentiment. »

Je réponds en premier lieu, que le fait réclame contre la prétention des Commissaires; que de tous ceux qui ont lû dans l'Extrait latin ou dans la version françoise, ces paroles : « cependant », il seroit quelquefois à propos d'avertir auparavant cet homme « qui nous dresse des embûches, de cesser les poursuites... Malgré cela, cette façon d'agir ne me plaît pas dans la pratique » il n'en est pas un seul qui ne les ait expliquées, comme M. l'Archevêque les explique; & qui n'ait entendu *cette façon d'agir*, des avertissements que Lessius dit qu'il seroit quelquefois à propos de donner à celui qui nous dresse des embûches, avant que de le tuer.

Je réponds en second lieu que cette explication est la plus naturelle & la plus conforme à la suite de l'extrait. Elle est la plus naturelle : car ces mots, *cette façon d'agir*, s'entendent plus naturellement en ce sens, *cette façon d'avertir ne me plaît pas dans la pratique*, que dans cet autre sens qui est celui du Procès-verbal; *ce sentiment ne me plaît pas dans la pratique*. Un sentiment, une décision, une doctrine, n'a jamais été appelé en françois une *façon d'agir*. Elle est la plus conforme à la suite de l'Extrait. En effet, c'est l'aveu des Commissaires, Lessius dans l'Extrait permet de tuer celui qui nous dresse des embûches, lors même que le danger est éloigné, pourvu qu'on emploie un correctif qu'il insinue. Il se contrediroit donc, si ces mots, *malgré cela cette façon d'agir ne me plaît pas dans la pratique*, signifioient, malgré le correctif que je viens de prescrire, je ne suis pas d'avis que dans la pratique on fasse ce que je viens de permettre; au lieu qu'il n'y a point de contradiction à décider qu'il est permis de tuer, moyennant un foible correctif, ajouté par manière de conseil, & pour quelques circonstances assez rares, *il seroit quelquefois à propos d'avertir*, & à dire ensuite, *malgré cela*, c'est-à-dire quoiqu'il en soit du conseil que je viens de donner, il ne me plaît pas, je ne juge pas nécessaire qu'on s'y attache, dans la pratique.

Il suit de-là que ce sont les Commissaires eux-mêmes qui se contredisent dans leur explication, en représentant Lessius comme désapprouvant dans la pratique, malgré le correctif qu'il insinue, ce qu'il a décidé, permis dans la pratique, moyennant ce même correctif. On remarquera de plus la triste nécessité où ils se trouvent, pour répondre aux reproches de M. l'Archevêque, de faire paroître Lessius moins coupable qu'il ne l'est, si on s'en rapporte à l'extrait, & de rendre inutiles la plupart des artifices employés par les Rédacteurs pour empoisonner sa doctrine.

Ils observent 3^o „ que c'est son propre sentiment que Lessius „ rapporte. Il est vrai, ajoutent-ils, qu'il s'appuie sur cet article „ de l'autorité de Bannez & de plusieurs autres, ainsi que dans les „ articles précédens il s'est appuyé sur le sentiment de différens „ auteurs; que si à la suite de ce passage Lessius ajoute, *Mihi tamen* „ *hic modus in praxi non probatur, tum ob alias causas, tum ob peri-* „ *culum abusûs, tum quia periculum est ut non suppetat alia ratio mortis* „ *evitanda*; ce n'est pas pour revenir sur le fond de sa pensée, mais „ pour dire qu'il n'approuve pas qu'on mette en pratique les déci- „ sions qu'il vient de donner. Les raisons qu'il en apporte achevent „ la démonstration. L'une de ces raisons, que l'auteur de l'Instruc- „ tion Pastorale a dissimulée en rapportant le texte latin de Lessius, „ est la crainte de l'abus, *ob periculum abusûs*; l'autre est, qu'il est „ rare qu'il ne reste quelqu'autre moyen d'éviter la mort. D'où il „ faut conclure, selon l'auteur, que s'il n'y avoit point d'autre „ moyen d'éviter la mort, ou de crainte qu'on n'abusât de sa déci- „ sion, il seroit même permis de la mettre en pratique.“

On a peine à comprendre comment les Commissaires ont osé dire, malgré l'évidence du contraire, que c'est son propre sentiment que Lessius rapporte. Quoi, un auteur expose une opinion, il dit qu'elle a été enseignée par tel Théologien; puis dans un *alinéa* il ajoute que cette opinion ne lui plaît pas dans la pratique pour plusieurs raisons, mais sur-tout parcequ'il est dangereux qu'on n'en abuse, & qu'elle porte sur une supposition qui n'a lieu que dans des cas très-rares; & l'on soutient qu'en parlant de la sorte, il adopte cette opinion? Comment faut-il donc s'y prendre pour la rejeter?

Lessius s'appuie, dit-on, de l'autorité de Bannez, & de plusieurs autres. Il est vrai qu'il cite Bannez, mais c'est pour faire connoître que le sentiment qu'il vient d'exposer, a été soutenu par ce Dominicain. Dès qu'on cite un auteur précisément, est-ce une marque qu'on est de son avis ?

„ Ce n'est pas, poursuit-on, pour revenir sur le fond de sa pensée „ que Lessius ajoute, *Mihi tamen* &c. mais pour dire qu'il n'approuve „ pas qu'on mette en pratique les décisions qu'il vient de donner. „ Lessius ne revient pas sur le fond de sa pensée, puisque jusqu'à ces mots, *Mihi tamen* &c. il n'a point exposé sa pensée, mais celle de Bannez ; il n'a point donné sa décision, mais il a rapporté celle du Dominicain. Pour couper court, je demande si la décision de Bannez n'est pas pour la pratique : on ne peut nier qu'elle ne le soit. Lessius qui n'approuve pas qu'on la mette en pratique, n'est donc point du même avis que Bannez.

Cependant les Commissaires ne craignent pas de donner des raisons aussi frivoles pour une démonstration au moins commencée. Voici comme ils l'achevent. Des deux motifs pour lesquels Lessius rejette le sentiment de Bannez, il faut conclure que, s'il n'y avoit point d'autre moyen d'éviter la mort, ou de crainte qu'on n'abusât de la décision, il seroit permis de la mettre en pratique. Donc Lessius adopte la décision de Bannez.

Qu'on juge de la force de ce raisonnement par deux autres tout semblables. Tous les jours l'Eglise condamne certaines opinions parcequ'elles sont dangereuses pour la pratique ; elle ne les condamneroit pas, si ce danger ne s'y trouvoit : donc elle les approuve. Et encore. L'Eglise condamne des décisions qui sont fausses pour la plupart des cas auxquels on peut les appliquer, & qui n'ont lieu que dans des circonstances très-râtes : si on ôtoit cet inconvénient, elle ne les rejetteroit pas : donc elle les adopte.

Tout ce qu'on pourroit conclure au plus des raisons de Lessius, c'est que dans la spéculation & précision faite des circonstances, il ne juge pas l'opinion de Bannez improbable. Encore seroit-on en droit de contester cette conclusion, à cause de ces mots, *tum alias de causis*, qui marquent que Lessius réprouve le sentiment de Bannez, pour d'autres raisons qu'il ne juge pas nécessaire d'énoncer, parceque dès qu'un Casuiste dit qu'une décision de morale n'est pas

admissible dans la pratique , il est censé la rejeter absolument ; les décisions qui concernent les mœurs n'ayant & ne pouvant avoir rapport qu'à la pratique.

Les Commissaires reprochent à M. l'Archevêque d'avoir *disfimulé* ces mots *ob periculum abusûs*. Il est vrai que dans la transcription du texte latin de Lessius , ils ont été oubliés. Mais ce qui prouve que c'est un pur oubli , c'est que M. l'Archevêque les rapporte dans le corps de son Instruction , *Parcequ'il est fort à craindre qu'on n'abuse de la décision de ce Docteur* (Bannez) ; & qu'il s'en sert pour montrer que Lessius rejette cette décision. C'est donc contre son intention , & contre l'intérêt de sa cause , que ces paroles ont été omises dans la citation du texte latin ; & c'est abuser des termes que d'accuser de dissimulation une pareille inexactitude.

Mais puisqu'on est si attentif à relever jusqu'aux moindres choses dans l'Instruction Pastorale , on ne trouvera pas mauvais que nous en usions de même , & avec plus de fondement , par rapport au Procès-verbal. En rapportant les raisons pour lesquelles Lessius rejette l'opinion de Bannez , on n'a eu aucun égard à ces mots , *tum alias ob causas* , qui renversent la démonstration prétendue des Commissaires ; puisque si Lessius a eu d'autres raisons de condamner Bannez , que les deux qu'il énonce formellement , & qui ont trait à la pratique , on ne peut pas conclure qu'il admettroit le sentiment de ce Dominicain pour la pratique , si ces deux raisons n'avoient pas lieu. De plus , on traduit , *perrarum est* , *il est rare* : quoique *perrarum* signifie *très-rare* ; & on affoiblit par là dans le françois la raison de Lessius.

V I N G T - U N I E M E T E X T E .

- „ En 1729 , dit M. l'Archevêque pag. 240, 241 , & 242 , le
 „ P. de la Sante jettoit des fleurs sur le berceau de l'héritier du
 „ Trône , & il annonçoit à la France les vertus que nous admi-
 „ rons : cet heureux présage prenoit son principe dans les gran-
 „ des qualités de tous les Rois de l'auguste race des Bourbons.
 „ Henri IV. entroit nécessairement dans cette chaîne de Héros ,
 „ & ce n'est que pour lui rendre hommage que le P. de la Sante

„ en parle ; il peint les vœux de la France pour le retour de son Roi à la Religion de ses Peres.

„ Où est donc, M. T. C. F., le crime de Lèze-Majesté & la doctrine du Régicide ? Le P. de la Sante auroit bien mal choisi le tems, le lieu, l'occasion d'avancer cette abominable doctrine. Il parloit devant une nombreuse assemblée d'Evêques, de Magistrats, de sçavans de tous les Ordres, de citoyens de tous les États. Qu'est-ce qui a pu frapper les Rédacteurs dans une harangue entendue avec applaudissement, & imprimée sans réclamation ? A la vérité l'Orateur donne le nom de *Navarrois* à Henri IV ; mais il ne le lui donne qu'en parlant le langage du tems où il se transporte ; il prie qu'on l'excuse s'il est obligé de s'en servir, il sent tout l'odieux de cette dénomination, & il le fait sentir à ses auditeurs. S'il la répète, c'est pour disculper ce grand Roi de l'erreur à laquelle il tint quelque tems, *par la faute de l'éducation, & non par le vice de l'enseignement*. S'il peint les larmes de la Religion & les vœux des Catholiques pour la conversion de leur Monarque, ces deux traits ne sont propres qu'à caractériser la charité de l'Eglise, & l'amour des François pour leur Souverain. Où est donc encore une fois le Régicide ?

„ Ces réflexions que fait M. l'Archevêque, sont celles qu'ont fait tous les gens sensés à la lecture de l'extrait du P. de la Sante. Les Commissaires répondent „ qu'il est étonnant que l'auteur de l'Instruction Pastorale ait osé prendre la défense de la Sante, qui en se servant en 1729 du nom de *Navarrois* pour désigner Henri le grand, avant qu'il eût abjuré l'hérésie, adopte le nom que ses sujets révoltés lui donnoient : qu'il le lui donne non seulement en parlant le langage du tems où il se transporte, mais dans le sens même des Ligueurs ; *Erranti datum, respiscenti ablatum* ; puisqu'il ne cesse de désigner ce Monarque par le nom de *Navarrois*, qu'après qu'il l'annonce rentré dans le sein de l'Eglise : *Navarrus, inquam, quamdiu Navarrus fuit* ; & par-là fait assez entendre qu'il pensoit lui-même en 1729, que Henri le grand n'étoit devenu Roi légitime qu'après son abjuration.

Il y a des accusations auxquelles il est difficile de répondre,

parcequ'elles n'ont de réel que la mauvaise disposition de ceux qui les intentent : celle-ci est de ce nombre. Le P. de la Sante, à moins que d'être un insensé, ne pouvoit dans le sujet qu'il traitoit, & dans la circonstance où il avoit à parler, avoir les criminelles intentions qu'on lui prête. En qualité de Jésuite, il eût été le plus ingrat & le plus mal-avisé des hommes, de s'écrire en présence de plus de cent de ses Confreres, la mémoire d'un Roi que tous les Jésuites françois font profession d'honorer & de chérir comme leur Restaurateur, leur Bienfaiteur & leur Pere. Cette réflexion suffit pour justifier le P. de la Sante dans l'esprit de quiconque n'est pas prévenu. Voyons s'il est aussi aisé de justifier ses expressions.

Il adopte, dit-on, le nom de *Navarrois*, que des sujets révoltés donnoient à Henri le Grand : son texte prouve que non, puisqu'au-sitôt après s'en être servi, il prie ses Auditeurs de l'excuser, s'il rappelle à leur mémoire une idee si révoltante, puisqu'il le caractérise de dénomination odieuse, *parcite invidioso nomini*. Il le lui donne, dit-on encore, dans le sens même des Ligueurs : *erranti datum, respicienti ablatum*. On tronque ici son texte pour lui faire dire ce qu'il ne dit point. Il ne prononce point par maniere d'Assertion les paroles latines qu'on vient de lire, comme le donne à entendre la maniere dont on les cite ; encore moins approuve-t-il le sens qu'elles renferment : ce qui seroit nécessaire, pour qu'il fût vrai de dire qu'il a appelle Henri IV. *Navarrois* dans le sens des Ligueurs. Mais il parle d'une maniere purement historique, & il témoigne en même tems toute l'aversion possible pour ce trait d'histoire, que son sujet l'oblige d'indiquer en passant : *parcite invidioso nomini, quod erranti datum, respicienti ablatum nostris*. Enfin c'est toujours un fait qu'il énonce, lorsque par ces mots, *Navarrus, inquam, quamdiu Navarrus fuit*, il faut entendre qu'on ne cessa de donner à Henri IV. ce nom odieux, qu'après qu'il fut rentré dans le sein de l'Eglise. Mais loin d'y donner le moindre signe d'approbation, il présente la Ligue sous un jour qui en fait sentir l'injustice & l'horreur.

VINGT-DEUXIEME TEXTE.

M. l'Archevêque, pag. 242, 243, & 244, parle de la sorte. „ Le „ reproche fait au P. Gordon n'est pas plus légitime ni plus équiva- „ lant. Comme le P. de la Sante, il ne dit pas un mot qui aise

„ trait au Régicide. Il examine les immunités des Clercs & des
 „ Religieux , & sur cet objet il raisonne conformément aux princi-
 „ pes des Canonistes étrangers. Mais comme s'il prévoyoit qu'on
 „ rechercheroit un jour les Confreres pour la faute de ceux qui les
 „ autoient précédés, il respecte les maximes du Royaume, en s'in-
 „ terdisant la liberté de discuter , & en avertissant qu'il veut les
 „ couvrir du voile du silence. *Que faut il dire*, se demande-t-il à
 „ lui-même, *de ces crimes qui sont sujets à l'animadversion de la justice*
 „ *Royale, & qu'on a coutume d'appeller en France , déliis privilégiés ?*
 „ *Voyez Navarre & les autres Auteurs qui ont discuté cette question*
 „ *pour & contre; pour moi je n'ai point la pensée , & je ne l'ai jamais*
 „ *eüe, d'exciter des querelles.* Est-ce donc là, M. T. C. F. le langage
 „ d'un Auteur favorable au crime de Lèze-Majesté. „

„ Dicastile, Platel, Taberna, Muszka, dont les Rédacteurs ont
 „ grossi la liste des criminels de Lèze-Majesté, n'ont point écrit sur
 „ cette matiere. Les Extraits qu'on en rapporte roulent uniquement
 „ sur les privilèges & immunités Ecclésiastiques. Ils ont décidé ces
 „ questions suivant les maximes & les Loix reçues dans les Pays où
 „ ils écrivoient. Le dernier de ces Auteurs vit encore , & il a pu-
 „ blié son traité des Loix en 1756, sous les yeux de cette Augusta
 „ Impératrice Reine, dont toute l'Europe admire les vertus Chré-
 „ tiennes & héroïques. Si pour avoir embrasé les opinions ensei-
 „ gnées dans toutes les Ecoles de leurs pays, ces Auteurs sont au-
 „ tant de criminels de Lèze-Majesté, il n'y a point de Canonistes
 „ étrangers à qui on ne pût donner une qualification si odieuse.
 „ Mais ce jugement seroit-il conforme à l'équité ?

Les Commissaires, après avoir rapporté tout au long le texte
 de Gordon , tel qu'il se lit aux Extraits des Assertions, pag. 495,
 observent „ que l'Auteur de l'Instruction Pastorale affecté de n'avoir
 „ pas remarqué que le titre sous lequel Gordon, Dicastille, Platel,
 „ Taberna & Muszka ont été placés, contient les Auteurs favora-
 „ bles au crime de Lèze-Majesté en autorisant l'indépendance des
 „ Ecclésiastiques. „

Je réponds que M. l'Archevêque a très bien remarqué cela: Mais
 ce qu'il y a remarqué de plus, & à quoi les Commissaires affectent
 de ne pas faire attention, c'est qu'il est peu conforme à l'équité de
 traduire

traduire devant nos Tribunaux , comme favorables au crime de Lèze-Majesté , des Ecoïlois , des Espagnols , des Allemands , des Flamands , pour n'avoir pas écrit sur ces matieres selon les maximes reçues en France.

Ils observent encore „ que si l'Auteur de l'Instruction Pastorale „ avoit rapporté le texte entier de Gordon , dont il ne cite que „ partie , il auroit vû que cet Auteur tire formellement la conséquence , que les Ecclésiastiques ne doivent pas être soumis au „ Prince séculier comme à leur Supérieur , de telle maniere qu'ils „ soient soumis à une peine par sa Loi civile , quoique par sa Loi „ ils soient tenus à la force directive. „

Je réponds en premier lieu , qu'ain que M. l'Archevêque vît que Gordon tiroit certe conséquence , il n'étoit pas nécessaire qu'il rapportât dans son Instruction Pastorale le texte entier de cet Auteur ; mais qu'il suffisoit qu'il le lût en entier dans l'Extrait des Assertions , ou ailleurs : ce qu'il a fait. Je réponds en second lieu , qu'il étoit inutile que M. l'Archevêque citât tout au long le texte de Gordon ; puisqu'il convient que ce Jésuite suit les principes des Canonistes étrangers ; principes d'où dérive immédiatement la conséquence rapportée par les Commissaires : mais il prétend que Gordon , en qualité d'étranger n'étoit nullement assujetti à la maniere dont on pense en France ; de même qu'un François n'est pas soumis sur cet objet aux sentimens ultramontains ; & qu'il est aussi injuste de faire là-dessus en France le procès à Gordon , & en sa personne à tous les Jésuites François , qu'il seroit injuste d'inquiéter en Italie ou en Espagne les Religieux du Pays , parceque leurs Confreres de France pensent d'une maniere différente : d'autant plus que Gordon ne condamne pas nos usages , mais qu'il s'interdit la liberté de les discuter , pour éviter des querelles inevitables , s'il eût pris le parti de les approuver ou de les rejeter.

Ils observent enfin „ que dans les Extraits des Assertions , on „ n'a point omis de rapporter le passage cité par l'Auteur de l'Instruction Pastorale , passage qui n'affoiblit point la conséquence „ que Gordon avoit précédemment tirée. „

Je réponds que cette observation est superflue , attendu que M. l'Archevêque ne reproche point cette omission aux Rédacteurs , &

Suite de la III. Partie.

X x x

qu'en citant au bas de la page le latin de Gordon, il marque qu'il est rapporté aux Extraits des Assertions *in-4°*. pag. 496. Du reste il avoué équivalement que Gordon tire la conséquence en question; il avoué que cette conséquence n'est point affoiblie par le passage transcrit dans l'Instruction Pastorale : mais ce n'est point de quoi il s'agit. Les Tribunaux François peuvent-ils avec équité condamner Gordon comme favorable au crime de Lèze-Majesté, pour avoir tiré cette conséquence? M. l'Archevêque pense que non. C'est aux Commissaires à prouver le contraire.

VINGT-TROISIEME TEXTE.

M. l'Archevêque dit, pag. 244 & 246, " Fégeli, autre Jésuite étranger, se trouve encore, contre toute équité mis par les Rédacteurs au rang des Régicides. L'extrait qu'on cite de lui ne renferme pas un seul mot qui ait rapport à cette doctrine détestable; c'est une simple indication de quelques Casuistes, qui peuvent servir pour connoître à fond quelques-unes des matieres les plus difficiles; telles que celles qui concernent la Restitution, le Mariage, les Censures. Il indique Laymann, Busembaum, Lacroix, Illsung & Tamburini. "

" Vous voyez du premier coup d'œil M. T. C. F. que Fégeli ne conseille pas la lecture de ces Casuistes indistinctement sur toutes les matieres, encore moins sur celle du Régicide. Ainsi quand tous ces Auteurs se seroient égarés sur cette question, on ne pourroit pas accuser Fégeli d'avoir voulu engager les Confesseurs à les suivre dans leurs égaremens. Mais de ces cinq Auteurs, il y en a trois, Illsung, Tambourin, & Laymann, qui ne peuvent être regardés sous aucun rapport comme criminels de Lèze-Majesté; les deux premiers ne sont pas dans la liste que les Rédacteurs en ont dressée, & Laymann y est mis injustement. Dans l'Extrait qu'on en rapporte, il n'est question que des privilèges & immunités des Clercs, dont il a parlé d'après les principes reçus dans les pays où il écrivait. "

" Il ne reste donc que Busembaum & Lacroix son Commentateur. Or la querelle qu'on fait à Fégeli pour avoir indiqué Busembaum, & pour avoir dit qu'il y a eu cinquante Editions de

„ son Ouvrage, est la même qu'on a faire au P. Colonia & aux
 „ Journalistes de Trévoux ; querelle aussi absurde qu'injuste. “

Sur cela les Commissaires observent „ que , comme on le peut
 „ voir dans le vû de l'Arrêt du 6. Août 1762 , on a compris dans
 „ le dix-huitième Chapitre du Recueil des Assertions , non-seu-
 „ lement les Auteurs qui par leurs écrits ont directement autorisé
 „ les crimes de Lèze-Majesté ou du Régicide , mais encore les
 „ fauteurs & apologistes de ces premiers Auteurs , & dont les
 „ passages servent à prouver avec quelle prodigalité le poison d'u-
 „ ne doctrine exécrable a été répandu & renouvelé : que si l'on
 „ fait attention que dans le Recueil des Assertions , on a mar-
 „ qué en lettres italiques & même en majuscules les Ouvrages
 „ de BUSEMBAUM & LACROIX, il est aisé de voir que c'est par-
 „ ceque Fénelon conseille la lecture de ces Auteurs , & qu'il attes-
 „ te qu'il en a été fait *plus de cinquante Editions*, qui selon lui ont
 „ eu un facile débit ; que Fénelon, ainsi que Colonia & le Journal
 „ de Trévoux, ont été placés dans le même Chapitre , & pour
 „ ainsi dire , à côté des Auteurs dont ils se sont efforcés d'accré-
 „ diter la Morale dépravée. „

Tout le crime de Fénelon, de l'aveu des Commissaires , est donc
 d'avoir dit que Busembaum a été imprimé pour le moins cinquante
 fois , *facile quinquagesies in lucem edita* , & que son ouvrage a
 été augmenté par Lacroix , & *auſſa* à P. Lacroix , & d'avoir con-
 seillé la lecture de ces Auteurs sur la Restitution, le Mariage & le
 Censures. Or je demande de nouveau avec M. l'Archevêque, si ce
 n'est pas lui faire une querelle *aussi absurde qu'injuste*.

Quant à Laymann que l'Instruction Pastorale cite comme ayant
 été mis injustement au nombre des Auteurs favorables au Régicide
 ou au crime de Lèze-Majesté , il suffit , disent les Commis-
 saires , de lire le passage de cet Auteur, rapporté dans les Extraits
 des Assertions page 532.

Je lis ce passage , & je n'y trouve que ce que M. l'Archevêque
 a remarqué , savoir qu'il n'y est question que des privilèges &
 immunités des Clercs dont Laymann a parlé conformément aux
 principes reçus dans le Pays où il écrivoit. Les Commissaires jugent
 que sur cela seul il est placé justement sous le titre *Lèze-Majesté*

X x x x a

& *Régicide* : M. l'Archevêque pense le contraire : quel est le plus équitable de ces deux jugemens ?

24^e. 25^e. 26^e. & 27^e. T E X T E S.

M. l'Archevêque, pag. 186, 187, 192 & 193. rapporte quatre propositions dénoncées dans les Extraits comme pernicieuses & dangereuses : l'une des Jésuites de Bourges, où il est dit que „ l'ignorance invincible ôte entièrement la liberté, mais qu'en même „ tems elle excuse l'homme de péché, quand même cette ignorance auroit pour objet le droit naturel. „ L'autre des Jésuites de Caën, qui porte que „ du moins les premiers principes de la „ loi naturelle ne peuvent être ignorés invinciblement : mais que „ l'ignorance invincible quelconque de cette Loi, excuse entièrement de péché formel celui qui agit par cette ignorance. „ La troisième du P. Bougeant. „ Pour que l'ignorance excuse de péché, „ il faut qu'elle soit tout-à fait involontaire & invincible . . . & il „ n'ya d'ignorance invincible, que lorsqu'on n'a pas pu s'instruire, & „ qu'on ne peut pas même soupçonner que l'action qu'on fait soit „ défendue. „ La quatrième du P. de Bruyn. „ Ceux qui font un „ précepte d'aimer Dieu continuellement d'un amour prédominant, „ & de lui rapporter toutes nos actions, ont paru avec raison aux „ Fidèles porter trop loin la rigidité, & charger les âmes des hommes d'un joug plus propre à les conduire à leur perte & à la folie, „ qu'au salut. „ Ces quatre propositions, au jugement de M. l'Archevêque, sont exactes en elles-mêmes.

Sur quoi les Commissaires, après avoir rapporté en entier les textes des PP. Bougeant & de Bruyn, disent qu'ils n'ont pas cru nécessaire de faire la confrontation des passages cités aux assertions, comme tirés des thèses des ci-devant-foi-disans Jésuites de Bourges & de Caën, la citation n'étant point critiquée.

Si telle étoit la vraie raison pour laquelle on n'a point fait cette confrontation, on auroit omis aussi la confrontation de l'extrait de Bougeant avec son livre, & celle de l'extrait de Bruyn avec sa thèse, ni l'une ni l'autre citation n'étant critiquée par M. l'Archevêque. Mais la raison véritable & qu'on n'a garde d'avouer, c'est qu'on n'a point les thèses des Jésuites de Bourges & de Caën.

Ils observent ensuite „ que ces propositions étant relatives à la doctrine sur laquelle la Cour n'a point entendu prononcer, mais „ uniquement déférer au jugement de l'Eglise, ce qui lui a paru „ présenter un sens peu exact, elles ne sont point dans le cas „ d'être ici discutées quant au fond de ce qu'elles présentent. “

Que de réflexions il y auroit à faire sur cette observation ! La Cour n'a point entendu prononcer sur la doctrine ; & néanmoins elle qualifie indistinctement de pernicieuses & dangereuses, quatre mille assertions ou plus rapportées dans le Recueil. Elle a prétendu déférer au jugement de l'Eglise ce qui lui a paru présenter un sens peu exact ; & cependant elle empêche de tout son pouvoir les Evêques de parler ; elle supprime, elle flétrit & Bulles & Brefs & Mandemens & Instructions Pastorales.

Mais pourquoi cette même Cour qui a prononcé sur tant d'assertions, & qui s'obstine à les juger répréhensibles, malgré la réclamation de tant de Prélats qui en justifient un grand nombre, excepte-t-elle les quatre propositions dont il s'agit ? par quel privilège se trouvent-elles soustraites à l'animadversion de la Cour ? seroit-ce parcequ'elles combattent des erreurs foudroyées par l'Eglise dans les Novateurs modernes ? si cela étoit, pourquoi les déférer au jugement même de l'Eglise, puisqu'elles contiennent en ce qu'elles ont d'essentiel le jugement même de l'Eglise ? Un Catholique s'aviserait-il de dénoncer aux premiers Pasteurs des propositions qu'il sçauroit être les contradictoires de celles qui ont été condamnées dans Luther, Calvin, Baïus, Jansénius & Quesnel ?

Les Commissaires ajoutent que les trois premières propositions concernent l'ignorance invincibles, & ont paru en pousser trop loin la possibilité.

Cela n'est point vrai à l'égard de la première ni de la troisième, qui ne disent absolument rien des cas où cette ignorance peut ou ne peut pas avoir lieu. Ce n'est donc pas pour cela qu'on les a déferées au jugement de l'Eglise ; mais parcequ'elles donnent la notion de l'ignorance invincible, & qu'elles établissent qu'elle ôte la liberté & excuse l'homme de péché. Quant à la seconde, elle nie la possibilité de cette ignorance, *tout au moins* par rapport aux premiers principes de la loi naturelle. M. l'Archevêque a jugé cette proposition exacte en elle-même. La Cour qui a entendu déférer :

à son jugement , n'est donc plus libre de dire qu'elle lui paroit *présenter un sens peu exact*.

Al'égard de la quatrième , ils observent „ que l'auteur de l'Instruction Pastorale n'en rapporte que la première partie , qui ne „ contient pas à beaucoup près la pensée entière de Bruyn ; que „ l'on en peut juger en lisant la suite de la proposition que l'Instruction Pastorale ne rapporte pas , & qui commence par ces „ mots : *Car quoiqu'il soit louable d'aimer Dieu sans cesse* : expressions „ qui ont paru mériter d'être déferées au jugement de l'Eglise , „ comme ne présentant pas suffisamment l'obligation du précepte „ de l'amour de Dieu.

En quoi donc ces expressions ont-elles paru mériter d'être déferées ? Ce ne peut être que parcequ'elles ne font pas une obligation étroite d'aimer Dieu sans cesse d'un amour prédominant , & de lui rapporter toutes nos actions par le motif de cet amour. Mais si elles imposoient une pareille obligation , elles mériteroient qu'on les déferât , ou plutôt cela ne seroit pas nécessaire , personne n'ignorant quel est le jugement de l'Eglise sur cette doctrine qu'elle réprouve.

Ici finissent les observations des Commissaires sur les textes critiqués par M. l'Archevêque. On peut juger par le rapprochement que nous avons fait des objections & des réponses si , comme le dit M. Joly de Fleury , „ le Procès-verbal est une pièce qui doit fermer „ à jamais la bouche non seulement aux critiques vagues & indéterminées de personnes sans caractère , mais à toutes celles qui „ voudroient employer le leur pour obscurcir un point de fait si „ authentiquement décidé , celui de la vérité & de la fidélité du „ Recueil des assertions. „ Il est à présumer que ce Magistrat , malgré le ton d'assurance qu'il affecte , est intimement convaincu du contraire. Le Procès-verbal , par la faiblesse , j'ose même dire , la nullité de ses réponses , est & sera à jamais le triomphe de M. l'Archevêque , & la preuve la plus complète de la justice des reproches qu'il a faits au Recueil des assertions. Ce que les Jésuites peuvent souhaiter de plus avantageux pour leur cause , c'est qu'on entreprenne une pareille vérification des trois parties de leur Réponse , ou du moins de la première , où ils ont relevé cinquante fois plus de faussetés que n'a fait M. l'Archevêque de Paris.

Il reste encore un point essentiel à discuter , qui concerne la réa-

lité de l'Edition de Bussembaum & de Lacroix en 1757 : M. l'Archevêque dans son Instruction Pastorale , page 239 , la traite de chimérique. Les Commissaires pour prouver le contraire , se sont fait représenter les Editions de 1740 , 1741 , 1748 ; & les comparant entre elles , & avec celle de 1757 , ils montrent par les différences qui s'y trouvent , que celle de 1757 , n'est point une Edition rajeunie par une nouvelle date & un nouveau frontispice , comme on l'avoit publié d'abord.

Nous n'avons point en main de quoi répondre directement à cette démonstration typographique ; & nous convenons qu'il se peut faire que , dans la vue de perdre les Jésuites , leurs ennemis aient fait tirer en 1757 un certain nombre d'exemplaires du Commentaire de Lacroix sur Bussembaum. Voilà même , tout bien examiné , ce qui nous paroît de plus vraisemblable dans cette affaire , que tous les gens bien instruits regardent comme un mystère d'iniquité.

Du reste , il est faux 1^o que cette Edition se soit faite à Cologne , comme on le dit jusqu'à douze fois dans le Recueil des assertions , autant de fois dans l'Arrêt de Paris du 6 Août 1762 , & encore dans le Procès-verbal. Nous avons sous les yeux un certificat des Magistrats de Cologne , dans lequel ils attestent qu'il n'y a point eu d'autres Editions faites à Cologne du Commentaire de Lacroix , que quatre *in-8^o* , en 1707 , 1716 , 1724 , & 1733 , & trois *in-folio* , en 1719 , 1729 , & 1739 : qu'ils ont appris d'ailleurs qu'il se débitoit plusieurs exemplaires *in-folio* du même ouvrage , dans le frontispice desquels on lisoit , *Colonia, sumptibus Fratrum de Tournes* ; & qu'ayant eu entre les mains deux de ces exemplaires datés l'un de 1748 , l'autre de 1757 , ils ont reconnu évidemment qu'ils avoient été imprimés à Genève , appelée en latin , *Colonia Allobrogum* , où les Freres de Tournes ont une Imprimerie.

2^o. Il est faux que les Jésuites aient eu aucune part à l'Edition de 1757. Ce sont les Freres de Tournes eux-mêmes qui en rendent témoignage dans une lettre au P. Bertrand Jésuite , dont l'original est déposé chez Perrin Notaire à Lyon. Voici la teneur de cette lettre.

„ Mon Révérend Pere , il ne nous est pas difficile de vous donner sur notre nouvelle Edition de Lacroix *Theologia* , les éclaircissements que vous nous faites l'honneur de nous demander.

„ Celle de 1757 est semblable à celle de 1748; celle-ci à celle de
 „ 1741; celle de 1741, à celle de 1729. Dans toutes nos Edi-
 „ tions le titre porte : *Editio novissima diligenter recognita & emendata*
 „ *ab uno ejusdem Societatis Jesu Sacerdote Theologo.* Ainsi c'est sans
 „ raison que l'on rapporte ces termes à notre nouvelle Edition, à
 „ laquelle aucun Pere de votre Société n'a travaillé. Nous som-
 „ mes avec beaucoup de considération &c. signé *les Fr. de Tour-*
 „ *nes, à Lyon ce 19. Sept. 1759.*

De plus, tout Rennes sçait que dans le tems que cette Edition fit tant de bruit, M. de la Chalotais dit à une personne très-respectable, qui ne l'a pas laissé ignorer, qu'il étoit persuadé que ce livre n'avoit pas été réimprimé en 1757, ou que sa réimpression étoit l'ouvrage des ennemis des Jésuites.

3^e Ce qui a fait croire que l'Edition de 1757 étoit une Edition ancienne à laquelle on avoit mis un nouveau frontispice, c'est la lettre que les Freres de Tournes écrivoient en 1749 à M. l'Abbé de S. Etienne, Visiteur des Carmelites de France : elle est conçue en ces termes.

„ Monsieur, pour répondre à la lettre dont vous nous avez ho-
 „ noré, nous vous dirons qu'il n'y a pas eu de méprise dans l'en-
 „ voi qui vous a été fait d'un exemplaire du *Theologia moralis* de
 „ Lacroix. La différence que vous avez apperçue dans l'impres-
 „ sion du premier Volume, vient d'une addition que nous avons
 „ faire de peu de conséquence : car ce n'est pas nous qui avons fait
 „ l'Edition; nous l'avons tirée il y a longtems de Cologne. Nous
 „ avons l'honneur d'être &c. Signé. *Les ff. de Tournes, à Lyon ce 19.*
 „ *Mai 1749.*

On trouve une confirmation de la conjecture sur le renouvellement du frontispice dans les nouvelles Ecclésiastiques du 23. Décembre 1757; & en cette matiere l'autorité du Gazettier Janséniste ne peut être que d'un très-grand poids. Tout cela montre qu'il y a encore dans cette affaire bien des choses cachées, que le tems pourra découvrir un jour. Ce qu'il y a de certain, c'est que si l'Edition de 1757 est réelle, les Jésuites n'y ont eu aucune part: cela seul suffit pour leur justification.

non

NOTICE

NOTICE DES AUTEURS JÉSUITES

CITÉS DANS LES EXTRAITS DES ASSERTIONS.

L'OBJET de cette Notice est en premier lieu de faire connoître la personne des auteurs Jésuites diffamés dans le Recueil, comme ayant enseigné une doctrine pernicieuse & dangereuse ; ensuite de relever les grandes employées par le Rédacteur, jusques dans les titres & les annonces de leurs ouvrages ; tant par rapport aux approbations & permissions, que par rapport aux éloges qu'il prétend qu'en ont fait les Bibliothécaires de la Compagnie, Ribadeneira, Alegambe & Sotwell ; enfin de faire part au Public des différentes flétrissures que ces ouvrages ont essuyées de la part des Tribunaux, soit Séculiers, soit Ecclésiastiques, presque tous pour la première fois dans ces dernières années de la part des seuls Parlemens.

En donnant à ces auteurs les loüanges qu'ils ont méritées par leurs talens, leurs écrits, les services qu'ils ont rendus à l'Eglise & à l'Etat, & par la sainteté de leur vie, nous ne préten-

dons pas pour cela adopter tous leurs sentimens. On peut avoir été un grand homme & même un grand saint, & s'être trompé ; il ne seroit pas raisonnable d'exiger que les Ecrivains Jésuites eussent eu un privilège qui n'a pas été accordé aux Saints Peres, dont les écrits ne sont pas toujours exempts de toute tache.

Si quelqu'un, à l'exemple de Bayle, est surpris que la plupart des Jésuites dont on a à parler ici, soient représentés comme de Saints Religieux, & que cette alliance de la vertu & de la science lui paroisse également rare & difficile ; entr'autres raisons qui montrent que ces deux choses peuvent & doivent même s'allier naturellement dans un Jésuite, je ne rapporterai que celle qu'on lit dans le *Nouvel appel à la raison*. „ La science, dit l'Auteur „ de cet écrit, chez les Jésuites est un „ métier, comme chez les autres elle „ est un amusement ou un état. Or le „ métier contient & gêne l'esprit, tan- „ dis que l'amusement ne lui impose

Page 111

Suite de la III. Partie.

A

„ aucun joug. Un Jésuite peut donc
 „ se sanctifier aisément, & un sçavant
 „ d'annuellement s'écarter des voyes du
 „ salut, en donnant presque imper-
 „ ceptiblement dans le libertinage de
 „ croyance. Quant au sçavant d'état,
 „ il est ordinairement plein de lui-
 „ même; & alors il domine les Sou-
 „ verains, comme Aretin; ou il ne
 „ voit qu'un peuple d'ignoraas à ses
 „ pieds, comme Saumaise. La vertu
 „ alliee dans les Jésuites à la science,
 „ n'est donc pas un problème aussi
 „ difficile à résoudre que Bayle le
 „ croyoit; & si on peut juger des
 „ Jésuites qui sont morts, par ceux
 „ que cette génération a connus, on
 „ peut assurer que les plus sçavans
 „ sont ordinairement les plus ver-
 „ tueux. “

Au reste pour obéir au Décret d'Ur-
 bain VIII, on proteste qu'on ne de-
 mande qu'une foi humaine pour tout
 ce qu'on pourra dire des Vertus, des
 Miracles, ou même du Martyre de cer-
 tains Jésuites, & qu'on ne le raconte
 que sur la foi des auteurs qui en ont
 parlé.

On commencera cette Notice par
 les trois Jésuites, qui ont composé la
 Bibliothèque des Ecrivains de la Com-
 pagnie: on parlera ensuite des auteurs,
 suivant l'ordre de leur naissance; enfin
 des Généraux, cités dans le Recueil,
 selon le tems de leur élection.

PIERRE RIBADENEIRA,
 ESPAGNOL.

RIBADENEIRA né à Tolède en
 1517, fut reçu dans la Compa-
 gnie à Rome par S. Ignace en 1540,

avant qu'elle fut confirmée. Deux ans
 après il fut envoyé faire ses études à
 Paris, & fit le voyage à pied en habit
 de pauvre, & demandant l'aumône.
 En 1555 il passa de Rome en Flandre
 par ordre de S. Ignace, pour y ména-
 ger auprès de Philippe II les intérêts
 de la Société naissante. Après avoir
 employé trente ans dans des travaux
 continuels pour la gloire de Dieu &
 le salut des âmes, il retourna en Es-
 pagne, où il passa le reste de sa vie
 dans les bonnes œuvres & à composer
 des Livres. Il mourut à Madrid âgé
 de 84 ans. Nicolas Antonio Chanoine
 de Séville rapporte dans sa Bibliothèque
 d'Espagne, que vingt-deux ans après
 la mort du P. Ribadeneira, son tom-
 beau ayant été ouvert, on trouva sa
 tête si bien préservée de toute corrup-
 tion, que ceux qui l'avoient vu pen-
 dant sa vie, le reconnurent aux traits
 de son visage: Il a commencé le Cata-
 logue des Auteurs Jésuites; & c'est
 à ce titre que le Rédacteur l'a cité
 jusqu'à 14 fois dans son Recueil.

PHILIPPE ALEGAMBE,
 FLAMAND.

ALEGAMBE naquit à Bruxelles en
 1592. Après ses études, il passa
 en Espagne, & s'attacha au Duc d'Os-
 sone. Ce Duc étant devenu Viceroy de
 Sicile, Alegambe qui étoit dans sa
 faveur, s'y rendit avec lui. Là Dieu
 lui ayant inspiré le désir d'une vie plus
 parfaite, il quitta la Cour, & se fit
 Jésuite à Palerme en 1613. Après
 avoir rempli divers emplois avec dis-
 tinction, le Prince Eggenberg favori
 de l'Empereur Ferdinand II, demanda

aux Supérieurs Jésuites un homme sage & sçavant, pour accompagner son fils en qualité de Confesseur, dans un voyage par toute l'Europe. Cinq ans après son retour, il accompagna ce même Prince à Rome; la commission finie, le Général de la Compagnie le retint près de lui en qualité de Secrétaire des affaires d'Allemagne. Il mourut à Rome en 1652. Entre autres ouvrages, il a continué la Bibliothèque des Ecrivains Jésuites, & pour cette raison, il est nommé trente six fois dans le Recueil. Cet ouvrage est au Greffe à Bourdeaux: les Arrêts de Paris, de Rouën & de Rennes n'en parlent pas.

NATHANAEL SOTWEL,
ANGLAIS.

IL naquit à Horfolt, & entra dans la Compagnie en 1624; il en fut choisi Secrétaire en 1649, & exerça cet emploi pendant dix-sept ans. Il a continué la Bibliothèque des Auteurs Jésuites; & dans son ouvrage il a inséré les articles faits par Alégambe, tels qu'ils étoient: sur quoi il est à remarquer que quand le Rédacteur dit d'un auteur qu'il est *inscrit avec éloge dans les Catalogues des Ecrivains de la Société, dans celui d'Alégambe, dans celui de Sorwel*; cela ne signifie autre chose, sinon que le même éloge se lit dans Alégambe imprimé à part, & dans Alégambe refondu dans l'ouvrage de Sorwel. Remarquons encore une fois pour toutes, que très-souvent le Rédacteur, au lieu de dire; *Cet Auteur est inscrit avec éloge*, dit, *cet ouvrage est inscrit avec éloge*: ce qui

est très-différent, & presque toujours faux: car Alégambe & Sorwel portent rarement leur jugement sur les ouvrages dont ils parlent; ils se contentent d'en indiquer le titre, & d'en faire connoître l'auteur. Sorwel est nommé cinquante-huit fois dans le Recueil. Son livre est au Greffe à Bourdeaux; les autres Parlemens n'en disent rien.

Lorsqu'il fut question d'imprimer l'ouvrage d'Alégambe, il y eut quelque opposition de la part de la Congrégation des Rits, à cause du Décret d'Urbain VIII. Le Secrétaire de la Congrégation en fit part au Pape qui nomma François Albizzi, depuis Cardinal, & Jules Kospigliosi, depuis Pape sous le nom de Clément IX, pour examiner ce Livre. Après huit mois d'examen, la permission fut accordée. Tels furent les examinateurs d'un ouvrage consacré à l'éloge d'Auteurs infâmes, si on en croit le Rédacteur.

ALPHONSE SALMERON,
ESPAGNOL.

SAlmeron né à Tolède en 1516, après les premières études faites à Alcalá, alla à Paris étudier la Philosophie & la Théologie. La il connut S. Ignace, & fut le quatrième de ses dix premiers Compagnons. Les souverains Pontifes l'envoyèrent en Allemagne, en Pologne, & en France, pour conduire les affaires les plus importantes. Il a été aussi Nonce en Irlande. Paul III, Jules III & Pie IV voulurent qu'il assistât au Concile de Trente en qualité de Théologien du S. Siège. Toutefois sa vie il a fait la guerre à l'hérésie,

& s'est montré un zélé défenseur de la Foi Catholique. Ses forces ne lui permettant plus de servir l'Eglise par les Millions & ses Prédications, il se retira au Collège de Naples dont il étoit Fondateur, & ne s'appliqua plus qu'à composer ses sçavans Commentaires sur l'Ecriture. L'hérésie ayant essayé de pénétrer dans Naples, il la combattit si vivement, qu'il en préserva cette Ville. Il y mourut en 1585, âgé de 69 ans.

Salmeron a laissé seize Tomes *in-folio* de Commentaires sur l'Ecriture. L'impression des huit premiers Tomes fut achevée en 1602, & celle des huit autres en 1604. Le Rédacteur, pour renforcer sa Chronologie, cite Salmeron une fois sous chacune de ces années, & cela sous un même titre, qui est celui de *Læz Mafféi & Régiale*. Il est aussi nommé deux fois dans l'Arrêt de Paris du 6 Aoust 1761. Par cet Arrêt, le 4^e. & le 13^e. Tome de ses Commentaires, sont condamnés au feu. Jusques-là ses Ouvrages n'avoient essuyé aucune flétrissure. L'arrêt de Bourdeaux du 23 Juin 1762, ne condamne au feu que le 4^e. Tome. L'arrêt de Rouën du 12 fevrier 1762, qui condamne au feu bien des ouvrages de Jésuites, ne fait nulle mention de ceux de Salmeron. L'arrêt de Rennes du 23 Décembre 1761, ordonne que le 4^e. & le 13^e. Tome seront déposés au Greff. Le titre de ses Ouvrages porte, *Pernisus Superiorum*. Le Rédacteur donne cela sans doute pour une Approbation & une Permission des Supérieurs de la Société.

EMMANUEL SA;
PORTUGAIS.

Emanuel Sa né à Villa-Conde petite Ville de Portugal, entra chez les Jésuites en 1545, ayant à peine quinze ans; à dix-sept il Professa la Philosophie dans la nouvelle Université de Gandie, & en donna des leçons en particulier à François de Borgia Duc de Gandie, depuis troisième Général de la Compagnie. Il enseigna ensuite la Théologie à Rome pendant longtems; il exerça encore le Ministère de la Prédication: ensuite de quoi Pie V. le destina avec un autre Jésuite nommé Pierre Parra à travailler à la correction de la Vulgate. Cet ouvrage achevé, il fut appelé par S. Charles Borromée à Milan, pour y jetter les premiers fondemens du Séminaire de cette Métropole. Après plusieurs autres voyages, & bien des travaux entrepris pour le salut des âmes, sentant sa fin approcher, il se retira à Arone petite Ville du Diocèse de Milan, où il passa le reste de ses jours à parcourir les Villages, à Catéchiser les ignorans, à entendre les Confessions des pauvres. Il mourut en 1596 âgé de 66 ans.

Il a laissé plusieurs ouvrages sur l'Ecriture Sainte; & de plus un petit Sommaire de Cas de conscience, intitulé *Aphorismi Confessariorum*. C'est pour ce Livre qu'il est cité dans le Recueil comme fauteur de la Simonie, de l'Impudicité, du Parjure, du Vol, de l'Homicide & du Régicide. Voyez dans le Tome des Falsifications sous l'article *Simonie*, les raisons que nous avons de désavouer l'Edition dont le

Rédacteur s'est servi. Cette Edition qui pallé pour être de 1590 a été brulée par Arrêt du Parlement de Paris. A Bourdeaux on a brulé l'Edition de Lyon de 1631, corrigée par ordre du Maître du Sacré Palais, & enrichie de Notes par Vittorelli Prêtre Romain. A Rouën, on en a brulé trois Editions, une de Paris en 1609, une de Rouën en 1618, une Françoisé de Lyon en 1617. A Rennes, cet ouvrage a été mis au Greffe.

FRANÇOIS DE TOLEDO
ON TOLET, ESPAGNOL,
CARDINAL.

TOlet naquit à Cordoue en 1532, fit sa Théologie à Salamanque sous le célèbre Dominique Soto Dominicain, qui le regardoit comme un prodige d'esprit. A vingt-trois ans il enseigna la Philosophie à Salamanque, étant déjà Docteur en Théologie, & ayant des-lors la réputation d'un des plus sçavans hommes d'Espagne. Il se fit Jésuite à 26 ans, professa dans la Compagnie la Philosophie & la Théologie scholastique & Morale. Pie V voulut l'avoir pour son Prédicateur, & il s'acquitta de cet emploi avec tant de succès, que Grégoire XIII, Sixte V, Grégoire XIV & Clément VIII le lui firent continuer pendant vingt-quatre ans. Ensuite il fut fait Conseiller du Tribunal de la Pénitencerie; le S. Siège l'envoya dans la haute & la basse Allemagne, & en Pologne pour les affaires de l'Eglise, qu'il termina heureusement.

En 1593 Clément VIII éleva Tolet à la dignité de Cardinal, dignité qu'il n'ac-

cepta que sur un Commandement exprès en vertu de la sainte obéissance. Environ un an après, il demanda à se démettre, pour se retirer dans la solitude, & ne s'occuper que de Dieu & de son salut. Clément VIII après y avoir bien pensé, le fit venir & lui ordonna de la part de Dieu, de ne plus songer à cette abdication. Tolet obéit, & conserva dans sa dignité la simplicité & la frugalité de son premier état. Jusqu'à la mort, il servit l'Eglise avec beaucoup de zèle & de dévouement; & ce qui lui mérita à jamais la reconnaissance de tous les bons François, il contribua plus qu'aucun autre à la réconciliation d'Henri IV avec le S. Siège.

Voici en quel termes le Cardinal d'Ossat, en écrivoit à M. de Villeroy.
 „ Après sa Sainteté, je ne dois & ne
 „ puis taire les bons offices, qu'au-
 „ près du Pape & ailleurs a fait au
 „ Roi & à la France, ou pour mieux
 „ dire, à la Religion, à la Chrétien-
 „ té & en particulier au S. Siège,
 „ Monsieur le Cardinal Tolet, par les
 „ bons conseils, instructions & coura-
 „ ge qu'il a donné, & continué par
 „ un long espace de tems à la Sain-
 „ teté & à d'autres: tellement qu'il
 „ se peut dire avec vérité, qu'après
 „ Dieu qui a fait prospérer le Roi,
 „ & inspiré le Pape, ledit Seigneur
 „ Cardinal a plus fait & pu auprès de
 „ notre Saint Pere, que tous les autres
 „ hommes ensemble, pour la fiance
 „ que Sa Sainteté a en sa doctrine,
 „ prudence, intégrité, fidélité, &
 „ bonne affection envers elle. Et est
 „ chose émerveillable, voire œuvre
 „ de Dieu, que du milieu d'Espagne,

Livr. 2. Lettre
20 du 30 Août
1595. Edit. in-
fol.

„ d'où est issuë toute l'opposition &
 „ contradiction à un œuvre si saint &
 „ si nécessaire à la Chrétienté, Dieu
 „ aye suscité un personnage de si
 „ grande autorité, pour procurer,
 „ solliciter, acheminer, avancer &
 „ parfaire ce que les Espagnols ab-
 „ horrent le plus. Il y en a qui ont
 „ opinion qu'il ira Légat en France.
 „ Quand ainsi seroit, les choses ne
 „ s'en porteroient que mieux, lui
 „ étant personnage de grand enten-
 „ dement, de doctrine éminente, &
 „ d'insigne prudence, vertu & valeur,
 „ qui connoitra incontinent la raison,
 „ & la prendra en payement, & pas-
 „ sera pardessus beaucoup de petites
 „ choses, auxquelles un autre de mou-
 „ dre capacité s'arrêteroit & feroit
 „ difficulté &c.

„ Il sera bon, dit-il encore dans
 „ une autre Lettre à M. de Villeroi,
 „ que lorsque le Roi écrira au Pape
 „ pour le remercier, (de son abso-
 „ lution) il écrive audict Seigneur
 „ Cardinal Tolet, d'une façon par-
 „ ticulière & propre; & qu'entre
 „ autre chose il lui dise, qu'après Dieu
 „ & le Pape, il reconnoit tenir l'ab-
 „ solution de lui : Vous assurant,
 „ Monseigneur, qu'en cela le Roi n'é-
 „ crira rien qui ne soit vrai, & que
 „ S. M. ne pourra jamais le remer-
 „ cier tant, que ce ne soit beaucoup
 „ au-dessous de son mérite; & je ne
 „ vous écrirois ceci avec tant d'allu-
 „ rance, si je ne le sçavois bien. „

Le Roi écrivit en effet au Cardinal
 Tolet, & d'Ollat dans une Lettre à
 Henri IV marque qu'il a remis au
 Cardinal la Lettre que ce Prince lui
 écrivoit.

Il semble que Dieu n'eut conservé
 la vie à ce Cardinal qu'autant de tems
 qu'il étoit nécessaire pour achever le
 grand ouvrage de la réunion d'Hen-
 ri IV à l'Eglise. Je tirerai des Lettres
 de M. d'Ollat le détail de sa mort,
 qu'il raconte ainsi à M. de Villeroi.

„ * M le Cardinal Toletto décéda Sa-
 „ medy 14 de ce mois (Septembre
 „ 1596) environ le soleil couchant :
 „ en quoi l'Eglise a perdu une très-
 „ grande lumière, le Pape son prin-
 „ cipal Conseiller, & le Roi & la Fran-
 „ ce un personnage très affectionné.
 „ Le jour de la Notre-Dame d'Aoust,
 „ il partit de grand matin de S. Pierre
 „ ou il logeoit, & s'en alla à pied à
 „ Ste. Marie Major si loin, & y célé-
 „ bra la Messe tout chaud & suant
 „ comme il étoit arrivé. Depuis avoir
 „ fait cet excès en tems si chaud, &
 „ tout vieux & réplet qu'il étoit, il
 „ ne se porta oncques bien; encore
 „ que huit jours après il sembloit être
 „ guéri : mais lui étant depuis sur-
 „ venu une fièvre, l'emporta au sep-
 „ tième accès. Tout le long de sa ma-
 „ ladie, il a été en grande dévotion,
 „ conformément à tout le reste de sa
 „ vie, & par son Testament il a laissé
 „ tout ce qu'il avoit à l'Eglise de Ste.
 „ Marie Major, & à ses Serviteurs
 „ Domestiques. Quand il se sentit at-
 „ teint du coup de la mort, il fit prier
 „ le Pape de lui envoyer sa Sainte bénédiction,
 „ comme c'est ici la coutume
 „ des gens de qualité, quand ils se
 „ trouvent en telle extrémité; & sa
 „ Sainteté, sans exemple qui se soit
 „ vu de notre tems, partit de Monte-
 „ Cavallo où elle logeoit, & la lui alla
 „ donner en personne, s'entreteint

* Liv. 2.
 Lettre 66.

Ibid Lettre 23.
 du 17 Sept.
 1595.

Liv. 2 Lettre 60.

„ avec lui environ demie heure , le
 „ consolant & pleurant tendrement ;
 „ & enfin prenant congé de lui , le
 „ beisa au front : & après sa mort
 „ lui a fait faire de très-belles obse-
 „ ques publiques. „

„ Je vous mettrai ici en considéra-
 „ tion, ajoute M. d'Ollat, s'il ne se-
 „ roit pas bon que le Roi lui fit faire
 „ un service en la principale Eglise de
 „ la Ville, où il se trouvera quand il
 „ entendra cette nouvelle, ou à No-
 „ tre-Dame de Paris, ou en toutes
 „ deux. J'ai opinion que cela lui ac-
 „ croîtra son bon nom par deçà &
 „ par tout ailleurs, tant pour la gra-
 „ titude que pour la qualité d'Office
 „ pour les morts ; & si n'étoit que je
 „ désire que Sa Majesté seule en ait
 „ la louange, je lui en eusse fait faire
 „ un en l'Eglise de S. Louis. „

Le Conseil de M. d'Ollat fut suivi.
 Henri IV fit faire un service au Car-
 dinal Tolet à Roüen où il se trouvoit
 alors, & il y assista ; & un autre à
 Notre-Dame de Paris. Sur la nouvel-
 le qui s'en répandit à Rome, M.
 d'Ollat écrivit ainsi à M. de Villeroi.
 „ * Le Roi est grandement loué par de-
 „ ça des honneurs funèbres faits à la
 „ mémoire & à l'ame de M. le Car-
 dinal Tolet ; les Espagnols du com-
 „ mencement ne le vouloient croire ;
 „ & y en a d'entre-eux qui ont apos-
 „ té des personnes de ma connoissan-
 „ ce, pour sçavoir de moi si cette
 „ nouvelle étoit vraie, avant que l'es-
 „ crire en Espagne. „

Tel fut le Cardinal Tolet, dont l'ou-
 vrage *Instructio Sacerdotum*, vient d'être
 brûlé par la main du Bourreau à
 Paris, à Bourdeaux, à Roüen & à Ren-

nes, comme enseignant le Probabilif-
 me, la Simonie, le Parjure, le Vol,
 le Régicide. S. François de Sales, pen-
 soit bien différemment de cet ouvrage.
 Ecrivant à un Evêque, il lui dit :
 „ En tant qu'Evêque, pour aider à la
 „ conduite de vos affaires, ayez le Li-
 „ vre de Cas de conscience du Car-
 „ dinal Tolet, & le voyez fort : il est
 „ court, aisé & assuré. „ C'est le ju-
 gement qu'en ont porté tous ceux
 qui se connoissent en cette ma-
 tière. L'auteur de la Conduite des
 Confesseurs recommande aux jeunes
 Prêtres de le prendre pour guide. M.
 de Gondrin Archevêque de Sens le
 regardoit comme un des trois Ca-
 sultes, où il y eût le moins à redire.

Je ne finirois pas, si je voulois trans-
 crire tous les éloges que les plus grands
 hommes ont donnés à Tolet. Le Car-
 dinal de Joyeuse disoit que tout iroit
 bien dans l'Eglise, quand les premières
 dignités seroient conférées à des hom-
 mes aussi saints & aussi sçavans que le
 Cardinal Tolet : de l'aveu de Sixte V,
 il étoit l'admiration des Théologiens,
 de toute la Cour de Rome, & des Papes
 ses prédécesseurs. „ Il faudroit, dit
 „ Cabassut, attendre plusieurs siècles,
 „ avant qu'il parût un homme du mé-
 „ rite du Cardinal François Tolet de
 „ la Compagnie de Jésus, personnage
 „ audessus de tous les éloges qu'on
 „ lui a donnés. „

N'est-il pas surprenant après cela,
 que le Rédacteur fasse un crime à Ri-
 badeneira, à Alégambe & à Sotwel des
 louanges qu'ils ont données à Tolet ?
 louanges modérées en comparaison de
 celles qu'on vient de lire. Quand ces
 louanges ne tomberoient pas immé-

Liv. 2. Lettre
74.

diatement sur la personne de Tolet, mais sur ses ouvrages, & même sur celui d'où le Rédacteur a tiré ses extraits, pourquoi seroient-ils plus criminels de l'avoir loué que S. François de Sales ?

An reste s'il y a quelque chose de répréhensible dans l'*Instruction des Prêtres* de Tolet, comme ce livre n'a eu ni approbation, ni permission des Supérieurs de la Compagnie, & que le Rédacteur lui-même en convient, il ne peut, selon ses principes, en faire usage contre le Corps de la Société. Tolet n'a rien fait imprimer qu'on sache, étant Jésuite; & depuis qu'il fut Cardinal, Grégoire XIII par un privilège spécial lui permit de faire imprimer ses ouvrages, sans les soumettre à la révision de qui que ce soit. Voici les paroles du Bref qu'il lui adressa à ce sujet. *Tanta est doctrina, prudentia, fides & diligentia tua, quia gravissimis in maneribus longo & intimo usu nobis cognita sunt ac perspicua, ut tua scripta, sicut ceterorum, aliorum judicio & examini subijci aequum non sit.* Je laisse au Rédacteur à conclure, si ce n'est pas à Grégoire XIII plutôt qu'à la Compagnie, qu'il devoit s'en prendre, s'il y avoit, comme il le prétend, quelque assertion dangereuse & pernicieuse dans l'ouvrage de Tolet.

LOUIS MOLINA,
ESPAGNOL.

Molina naquit à Cuença en 1535; il entra dans la Compagnie à 18 ans; & enseigna longtems la Théologie avec une grande distinction dans l'Université d'Evora. L'humilité, l'a-

mour pour la pauvreté, l'obéissance, l'exactitude à tous les devoirs, sont les vertus qui éclaterent le plus dans sa vie: uniquement attaché à Dieu, il tenoit si peu à tout le reste, que dans sa dernière maladie, comme on lui eût demandé ce qu'il souhaitoit qu'on fit de ses manuscrits; il répondit: *Que la Compagnie en fasse ce qu'elle jugera à propos.* Il mourut à Madrid en 1600.

On a de lui deux ouvrages; l'un intitulé, *Concorde de la grace & du libre arbitre*, qui donna occasion aux fameuses disputes de *auxilius*; & dont on a parlé bien diversément, selon la diversité des intérêts. L'autre beaucoup plus considérable, & très-estimé des connoisseurs, a pour titre, *de Justitia & Jure*. La première Edition est de 1602. Le Rédacteur pour remplir les vuides de sa Chronologie en cite une autre, postérieure de 131 ans. Celle-ci ne porte ni approbation ni permission d'imprimer des Supérieurs de la Compagnie. On a brûlé cet ouvrage à Paris & à Bourdeaux; à Rennes, il est au Greffe. Il n'en a point été question à Rouen.

Dans le titre du Livre, ces mots, *Primarii quondam professoris*, qui signifient, autrefois premier professeur; sont ainsi rendus par le Rédacteur, *Ancien illustre professeur.*

HENRI HENRIQUEZ,
PORTUGAIS.

IL naquit à Porto en 1536, & se fit Jésuite en 1552. Il professa la Philosophie & la Théologie à Cordoue & à Salamanque, & s'acquit la réputation d'un

d'un profond Théologien, au rapport de Nicolas Antonio.

Il a laissé une Théologie morale, dans laquelle il a pu mettre tout ce qu'il a jugé à propos, sans qu'on puisse attribuer en aucune manière ses sentimens à la Compagnie ; parceque cet ouvrage ayant été revûé selon l'usage par trois Théologiens Jésuites, Henriquez par une indocilité dont son Corps fournit peu d'exemples, y n'éra bien des choses qui n'étoient point du gout des Reviseurs. Le Général Aquaviva instruit de ce fait, lui défendit de publier son premier volume déjà imprimé, & de rien écrire déformais. Henriquez enhardi par les troubles qui agiterent alors la Société en Espagne, & dont il fut le fauteur en Portugal, continua d'écrire malgré la défense. Il reçut ordre de la Congrégation générale de se rendre à Rome, pour y être entendu. Après bien des intrigues inutiles auprès du Conseil du Roi & de l'Inquisition, il fallut partir. On mania avec beaucoup de douceur cet esprit léger & indocile ; mais on ne put fixer sa légèreté. Il demanda & obtint la permission d'entrer dans l'Ordre de S. Dominique : mais soit inconstance, soit dégoût, il sollicita peu après sa rentrée dans la Compagnie ; on l'y reçut de nouveau, & il passa le reste de sa vie assez tranquillement à Tivoli, où il mourut en 1608.

Son Livre est cité deux fois dans le Recteüel sous le *Probabilisme* & l'*Homicide*, sans aucun vestige d'approbation ni de permission : & il n'a été flétré par aucun Arrêt.

JEAN MARIANA,
ESPAGNOL.

Mariana né à Tolavera en 1537, entra chez les Jésuites à 17 ans. Il s'y rendit en peu de tems habile dans les langues sçavantes, dans la Théologie, dans l'Histoire Sacrée & Prophane, & dans les belles Lettres. Il enseigna la Théologie à Rome en 1561, avant que d'être Prêtre. De là il alla en Sicile ; ensuite il vint à Paris en 1569, où il professa encore la Théologie durant cinq ans avec une grande réputation. En 1574 il retourna en Espagne. & passa le reste de ses jours à Tolède, où il composa les excellents ouvrages que nous avons de sa façon. Ainsi en parle Moreri, sans oublier néanmoins de caractériser, comme il le mérite, le Livre de *Rege & Regis Institutione*. Il mourut à Tolède en 1614.

Mariana, à qui on ne peut refuser plusieurs vertus Religieuses, étoit d'ailleurs hardi, turbulent, & disoit trop librement tout ce qu'un je ne sçais quel mécontentement lui suggéroit. Il fut un des principaux fauteurs des troubles d'Espagne : & il ne fallut rien de moins que la prudence, le crédit & la force d'esprit d'Aquaviva pour les apaiser heureusement, sans que l'Institut en souffrit aucun changement ; ainsi que les bruvillons le prétendoient.

Vers l'an 1610, Mariana ayant publié un Livre sur le changement des Monnoies, le Duc de Lerme s'en tint offensé, le fit mettre en prison, & saisit tous ses papiers. Quinze ans après, dès que Mariana fut mort, les ennemis des Jésuites publièrent un Livre

intitulé, *del governo de la Compania de Jesus*, qu'ils d'ont avoir été trouvé dans les papiers de Mariana. L'objet de ce Livre étoit de critiquer le gouvernement de la Société. Il fut bientôt répandu dans toute l'Europe, en Espagnol, en François, en Latin & en Italien. Les Jésuites s'inscrivirent en faux contre cet ouvrage, & demandèrent qu'on en produisît l'Original Espagnol, que personne ne put jamais montrer. Telle est en deux mots l'histoire d'un écrit, dont les hérétiques font trophée depuis 140 ans, & que l'on voit cité avec complaisance en certains *comptes rendus*, sur-tout en celui de Rennes.

A l'égard du Livre de *Rege & Regis Institutione*, par lequel Mariana a fait beaucoup de tort à sa propre réputation, & comme dit Bayle, „ a exposé les Jésuites, sur-tout „ en France, à mille sanglans reproches, & à des injures très-mortifiantes, que l'on renouvelle tous „ les jours, qui ne finiront jamais, que „ les Historiens copieront passionnément les uns des autres : „ il le composa à la sollicitation de plusieurs personnes de la Cour d'Espagne. Il y enseigne sur le Tyrannicide une doctrine qu'on ne scauroit trop détester, & que les ennemis des Jésuites laisseroient sans doute par prudence dans l'oubli, si le plaisir de nuire à la Société ne l'emportoit dans leur esprit sur l'amour du bien public. Le Rédacteur l'a cité fort au long sous l'article, *Leze-Majesté & Régicide*. Ce Livre a été condamné aux flammes par les Arrêts de Bourdeaux, de Roüen & de Rennes. Il l'avoit déjà été à Paris en 1610.

Avant qu'il eussent aucune réimpression, les Jésuites l'avoient condamné & désapprouvé aussitôt qu'il parut, c'est-à-dire l'an 1599, onze ans avant que le Parlement de Paris en prit connoissance. „ Notre Pere Général, dit Richelieu dans * *l'examen de l'Anti-Coton*, „ étant averti par moi, lorsque j'étois à Bourdeaux l'an 1599, „ & par nos Peres de France, commanda qu'il fut corrigé, & n'en eût „ ont vu aucun exemplaire sans correction, si les Hérétiques qui pensoient faire leur profit de ce Livre, „ ne l'eussent aussi-tôt réimprimé. „ L'ordre donné par Acquaviva pour cette correction, est rapporté tout au long dans la réfutation de l'*Anti-Coton* par le P. Eudémon-Jean. On voit par-là ce qu'il faut penser de ce qui est dit dans l'annonce du Livre, que le P. Hoyaqui en a permis l'impression, * *en avoit reçu le pouvoir spécial de Claude Acquaviva Général*. On a expliqué dans le Discours Préliminaire & ailleurs, ce que c'est que ce pouvoir communiqué aux Provinciaux par le Général pour l'impression des livres.

J E A N A Z O R,
E S P A G N O L.

IL naquit à Loren, petite Ville du Royaume de Murcie vers 1542, entra dans la Compagnie en 1559, & mourut à Rome en 1607, également regretté au dedans & au dehors pour sa science & sa vertu. Il a laissé trois Tomes *in-folio* d'Institutions morales, dont M. Bossuet Evêque de Meaux recommande la lecture dans ses Statuts Synodaux. Il s'en est fait

Au mot
Marianus.

* Extr. des Affez
Général. pag 452.

diverses Editions à Rome, à Venise, à Cologne, à Ingolstadt, à Lyon. On lit à la tête de l'ouvrage une permission d'imprimer donnée par Aquaviva. Le Rédacteur n'a pas manqué d'en avertir : mais pourquoi ne disoit-il pas aussi qu'il a été dédié à Clément VIII, qui en autorise l'impression par un bref rapporté au commencement du premier Volume ; qu'on y voit l'*Imprimatur* du Maître du Sacré Palais ; & que dans l'Edition de Lyon qu'il cite, on trouve de plus la permission du Vicaire Général du Diocèse, l'Approbation de l'Evêque de Damas, & du Prieur des Augustins Docteur de Paris ? Azor est cité deux fois sous l'*Homicide* & sous le *Régicide*. Son ouvrage a été brûlé à Paris & à Bourdeaux ; l'Arrêt de Rouën n'en parle pas ; à Rennes, on l'a déposé au Greffe.

JEAN OSORIO,
ESPAGNOL.

CE Jésuite naquit dans le Diocèse de Burgos en 1542 ; il entra dans la Compagnie à Salamanque âgé de 16 ans. Après avoir enseigné la Théologie plusieurs années, il prêcha avec fruit le reste de sa vie, qu'il termina à Médine en 1594.

On a de lui cinq volumes de Sermons, dans lesquels le Rédacteur a détaché un extrait, qui l'a fait placer parmi les Régicides. Ces Sermons ont été examinés par ordre du Conseil Souverain d'Espagne, & approuvés par le Censeur : le Recueil n'auroit pas dû omettre cette circonstance. Le Parlement de Bourdeaux a fait brûler le troi-

sième tome : les Parlemens de Paris, de Rouën & de Rennes n'en ont pas fait mention.

LE VENERABLE ROBERT
BELLARMIN,
CARDINAL, ITALIEN.

Bellarmin naquit à Monte-Pulciano en 1542. Il étoit neveu du Pape Marcel II : il se consacra à Dieu dans la Compagnie de Jésus à l'âge de 18 ans. Comme sa vie a été écrite en diverses langues, on se contentera d'en rapporter ici en peu de mots les principaux traits.

Bellarmin avoit un talent si marqué pour la Chaire, qu'avant que d'être Prêtre, il prêcha dans les plus grandes Villes avec des applaudissemens & des fruits incroyables. Dès qu'il fut Prêtre, il enseigna la Théologie & l'Hébreu à Louvain, continuant toujours à prêcher avec tant de réputation, que les Protestans venoient d'Angleterre & de Hollande pour l'entendre. Après sept ans de séjour en Flandre, il fut appelé à Rome, où Grégoire XIII le chargea d'enseigner la controverse contre les Protestans, dans le Collège qu'il venoit de fonder. En 1590 Sixte V. le nomma Théologien de la Légation du Cardinal Cajétan en France. A son retour à Rome, Grégoire XIV l'appliqua seul à corriger les fautes qui s'étoient glissées dans l'Edition de la Bible faite par Sixte V.

En 1599 Clément VIII l'honora de la Pourpre Romaine, avec cet éloge : *Hunc elegimus, quia non habet parem Ecclesia Dei quoad doctrinam, & quia est nepos optimi & sanctissimi Pontificis.*

Comme il refusoit cette dignité, Clément VIII l'obligea par un ordre en vertu de l'obéissance à l'accepter. M. d'Ossat mandoit à M. de Villeroy sa promotion en ces termes. „ Le Cardinal Bellarmino étoit Jésuite, natif de Monte-pulciano en Toscane; & „ est celui qui a fait cet œuvre incomparable des Controverses pour „ la Religion Catholique, contre toutes les hérésies qui sont aujourd'hui, „ & qui ont été au tems passé: & notre „ Saint Pere le faisant Cardinal a voulu honorer tant la vertu & doctrine „ & le labeur de ce personnage, que le „ Collège des Cardinaux. “

En 1602 le même Pape le fit Archevêque de Capoue: tout le Sacré Collège applaudit à cette nomination, selon le témoignage de Baronius, en s'écriant: *Dignum digna*. En 1605 il fut obligé de retourner à Rome, pour l'élection d'un nouveau Pape; son départ jeta toute la Ville de Capoue dans la consternation, parcequ'elle n'espéroit plus le revoir. Sa crainte n'étoit que trop bien fondée: car le Pape Paul V. attacha Bellarmin auprès de sa personne pour prendre ses conseils: Bellarmin renonça aussi tôt à son Archevêché, ne voulant pas posséder les revenus d'une Eglise qu'il ne pouvoit gouverner par lui-même.

En 1621, son grand âge & ses infirmités lui firent demander la permission de se retirer au Noviciat des Jésuites: peu après il y tomba malade, & ne s'occupa plus que de l'éternité. Grégoire XV le vint voir, & l'embrassa tendrement. Après avoir reçu les derniers Sacramens, il chargea le P. Eudémon-Jean son ami, de publier dans

ses Lettres que, par la miséricorde de Dieu, il mouroit dans la Foi de l'Eglise Catholique, qu'il avoit constamment défendue par ses écrits. Il rendit donc son ame à Dieu le 17 Septembre 1621, âgé de 79 ans. Le Pape lui fit faire des obsèques magnifiques; & le Cardinal Farnese qui l'honoroit & l'aimoit comme son pere, lui érigea un Mausolée.

Clément X ordonna pour la seconde fois en 1674 à la Congrégation des Rits de faire des informations sur la vie & les miracles de ce saint Cardinal, pour servir au procès de sa béatification. Benoit XIV, comme tout le monde sçait, y a fait travailler pendant long-tems. Dans les éloges que lui ont donné les plus grands hommes, il est appelé *hæreticorum mædus*; & Theodore de Bèze disoit en parlant de ses Controverses; *Ce seul livre nous écrase tous*. Les Protestans en ont été si convaincus, qu'en Angleterre ils ont établi deux Chaires, l'une à Cambridge, l'autre à Oxford, uniquement destinées à réfuter les Controverses de Bellarmin. Le Cardinal Duperron disoit, que de tous les ouvrages faits pour la défense de l'Eglise depuis mille ans, c'étoit celui qu'il estimoit le plus. Personne n'ignore le cas & l'usage qu'en a fait M. Bossuet.

Ces controverses ont été condamnées au feu à Paris, par Arrêt du 6 Août 1761. Le Parlement de Bourdeaux a fait brûler le *Traité de Potestate summi Pontificis*, imprimé à Rome en 1610, les Parlemens de Rouen & de Rennes ont fait brûler *Disputationes de exemptione Clericorum*. Bellarmin est cité deux fois sous l'article

L'Ex-Majesté Régicide. On ne lit ni Approbation ni Permission des Supérieurs dans l'annonce de ses ouvrages. Pour le *Traité de la Puissance du Pape* en particulier, comme il l'a fait étant Cardinal, la Compagnie n'est point responsable de ce qu'il pourroit y avoir de contraire aux maximes reçues en France.

VALERE REGINALD,
DE FRANCHE-COMTE.

Il naquit en 1543 dans un Village à trois lieues de Besançon. Son Père l'envoya faire ses études à Paris, où il eût pour Maîtres en Théologie Maldonat & Mariana. Après avoir enseigné la Philosophie à Bourdeaux, à Pont-à-Mousson & à Paris, il professa la Théologie morale à Paris pendant quelque tems, & ensuite à Dole pendant vingt-ans.

C'étoit un homme d'une humilité profonde, faisant si peu de cas de ses écrits, qu'il ne vouloit pas qu'on les imprimât sous son nom, de peur, disoit-il, qu'ils ne déshonorassent sa Compagnie. Jamais il ne sortoit de la maison, sans visiter le S. Sacrement, disant qu'il ne convenoit pas qu'un serviteur sortit sans la permission de son maître. Il avoit un talent singulier pour retirer les grands pécheurs de leurs désordres. Il aimoit son Institut, l'observoit exactement, & remercioit souvent Dieu de la grace qu'il lui avoit faite de vivre dans la Compagnie. On ne l'a jamais entendu dire un mot débilitant à personne. Il reçut avec joie la nouvelle de sa mort qui arriva le 14 Mars 1623. L'édition la plus

correcte de son ouvrage, intitulé *Præxi fori* est celle de Cologne 1623. St François de Sales parlant de cet ouvrage dans son *avertissement aux Confesseurs*, dit : „ Le P. Valere Réginald, „ de la Compagnie de Jésus, Lecteur „ en Théologie à Dole a nouvelle- „ ment mis en lumière un Livre de la „ prudence du Confesseur, qui sera „ grandement utile à ceux qui le li- „ ront. „

Le Rédacteur l'a cité sous le *Probabilisme*, le *Péché Philosophique*, la *Simonie*, le *Vol* & l'*Homicide*. Il ne produit que la permission du Provincial de Lyon ; il auroit pu & dû ajouter la Permission du Comte de Lyon, alors Vicaire Général de cette Métropole, & l'Approbation du Censeur des livres de la même Ville. L'ouvrage de Réginald a été supprimé à Bourdeaux. Les Arrêts de Paris, de Rouen & de Rennes n'en parlent pas.

PAUL COMITOLO,
ITALIEN.

Comitolo né à Pérouse en 1545, se fit Jésuite à l'âge de 14 ans. Il étoit très-versé dans les belles Lettres ; il a été Professeur d'Ecriture Sainte & de Théologie morale : il mourut à Pérouse âgé de 81 ans. Entre plusieurs ouvrages qui nous restent de lui, celui qui a pour titre *Responsa moralia*, l'a fait mettre dans le Recueil parmi les Jésuites Régicides.

Le Rédacteur cite l'Edition de 1709, pour éviter dans sa Chronologie une lacune de 40 ans, qu'elle eut soufferte, s'il eût cité l'Edition de 1629 qui est la première. En lisant dans le Re-

cueil l'annonce de l'ouvrage, on croit que le P. Bernardin Confalonier a permis cette Edition de 1709 : point du tout : ce Pere étoit mort très-long-tems auparavant. On croiroit encore que le P. Maturus a donné son Approbation à cette même Edition ; ce qui seroit nécessaire pour constater la persévérance de l'enseignement : & en 1709, le P. Maturus étoit mort depuis 92 ans. *L'art de vérifier les dates* est il donc ignoré de ceux qui devoient le mieux le posséder ? Les Parlemens de Paris, de Rennes & de Rouen n'ont point parlé du Livre de Comitolo. Le Parlement de Bordeaux l'a fait brûler.

JEAN BRIDGWATER,
OU AQUAPONTANUS,
ANGLAIS.

IL est fort douteux que cet Auteur ait été Jésuite. Les Bibliothécaires de la Compagnie paroissent l'avoir cru. M. Challoner Vicaire Apostolique à Londres semble être d'un autre sentiment, puisque parlant de Bridgwater, il le qualifie de *Maire* ou *Docteur*, ce qu'il ne fait pas à l'égard des Auteurs connus pour avoir été Jésuites.

Le Rédacteur le cite parmi les Régicides pour un ouvrage imprimé à Trèves en 1594, & qui a pour titre *Concertatio Ecclesie Catholica in Angliâ adversus Calvinio-Papistas*. On ne voit à la tête de ce Livre ni Approbation ni Permission d'aucun Supérieur Jésuite. Seulement l'Epître dédicatoire à l'Electeur de Trèves est signée, *Joannes Aquapontanus Anglus*. Voilà ce qu'on appelle dans les Arrêts un Livre de Jésuite, *approuvé par les Supérieurs* &

Généraux. Il a été brûlé à Paris, mis au Grefte à Bourdeaux & à Rennes, passé sous silence à Rouen.

HORACE TURSELLIN,
ITALIEN.

Tursellin né à Rome en 1545 se fit Jésuite à 17 ans. Il a excellé dans la connoissance des belles-Lettres, & les a enseignées long-tems. Il gouverna ensuite le Séminaire de Rome, & les Collèges de Florence & de Laurette. Lui étant venu dans la pensée qu'il seroit très-à propos, qu'il y eût dans la Compagnie des hommes qui se consacraient entièrement aux classes inférieures, il s'offrit au P. Général pour cet emploi, & s'en acquitta pendant vingt-deux ans jusqu'à sa mort, qui arriva à Rome le 6 Avril 1599. Ce fut un homme d'une grande innocence de mœurs, toujours prêt à rendre service à tout le monde, ne parlant jamais mal de personne, très-laborieux, & cherchant plus à faire du fruit par son travail, qu'à s'attirer une vaine réputation. Peu de Modernes ont possédé au même degré que lui les grâces de la langue latine. Il a laissé plusieurs ouvrages de piété & de littérature.

Le Rédacteur l'a rangé parmi les Jésuites coupables de *Lèse-Majesté & Régicide* sur un extrait tiré de l'*Abregé de l'histoire sacrée & profane*. Pour ne ménager quelque Jésuite dans les années de sa Chronologie les plus voisines de nos tems, il s'est servi de l'édition faite à Paris en 1731 chez la Veuve Brocas. Un Avocat de Paris a fait une traduction françoise de l'histoire de Tursellin, qu'il a dédiée à M. Brulart

de Sillery. Si c'est un crime d'avoir expliqué cette histoire aux Ecoliers, l'Université de Paris y a pour le moins autant de part que les Jésuites. L'Edition de la Veuve Brocas ne porte ni approbation ni permission de Supérieur Jésuite. Le Parlement de Paris a condamné cette histoire au feu par un Arrêt rendu expès le 3 Septembre 1761. Rouën & Bourdeaux en ont fait autant. Le Parlement de Rennes a pareillement condamné au feu une Edition de ce livre faite à Rennes même en 1732. & débitée depuis durant 30 ans sous les yeux du Parlement,

FERNAND REBELLO,
PORTUGAIS.

REbello né à Prato en 1547, entra dans la Compagnie à Lisbonne à l'âge de 15 ans. Il enseigna la Théologie à Evora pendant douze ans, & fut huit ans Chancelier de cette Université. Antonio dans sa Bibliothèque d'Espagne dit qu'il s'est rendu célèbre par la profondeur de son sçavoir, & par la pratique de toutes les vertus. Il étoit d'un caractère si doux, que dans les disputes on ne lui a jamais entendu dire un mot qui marquât la moindre émotion. Il mourut à Evora le 20 Novembre 1608. Il est cité deux fois dans le Recueil, sous le *Vol* & sous l'*Homicide*. Son ouvrage qui a pour titre, *De obligationibus justitia*, a été supprimé à Bourdeaux, comme contraire aux véritables principes de Religion, favorable à tous crimes &c. Les Arrêts de Paris, de Rennes & de Rouën n'en disent rien.

FRANÇOIS SUAREZ.
ESPAGNOL.

SUarez issu d'une Noble Famille d'Espagne naquit à Grenade en 1548; & on révere encore aujourd'hui la maison où il est né: il étudioit en Droit à Salamanque, avant que d'avoir fait sa Philosophie, lorsqu'il demanda à être reçu chez les Jésuites; ce qu'il obtint difficilement, dit Antonio, parce qu'on ne voyoit pas encore en lui le germe de ce qu'il a été depuis. Voyant qu'il ne réussissoit que très-médiocrement dans l'étude de la Philosophie, il pria les Supérieurs de le retirer des études, & de l'appliquer à toute autre chose. Martin Gutierrez Recteur du Collège de Salamanque, l'encouragea à continuer: il le fit, & Dieu bénit son obéissance. Tout-à-coup son esprit se développa, & il fit des progrès si rapides, que les maîtres & ses condisciples en furent également surpris.

Il enseigna la Philosophie à Ségovie, la Théologie à Valladolid, à Rome, à Alcalá, à Salamanque. L'Université de Conimbre le demanda à Philippe II; il s'y rendit par ordre de ce Prince, & y occupa la première Chaire de Théologie pendant vingt ans. Il est inutile d'accumuler ici les éloges qu'il a reçus de son vivant & après la mort. Hugues Grotius disoit de lui qu'il étoit si profond Philosophe & Théologien, qu'il peine étoit-il possible de trouver son égal. Paul V dans les Lettres qu'il lui adressées ne l'appelle que *Dottor eximius*; titre que Benoit XIV lui donne aussi dans son ouvrage de *Synodo Diocesana*; & en lui allouant Vasquez,

il les nomme *les deux lumieres de la Théologie*. M. Bolluet dans un de ses écrits contre M. de Cambrai, citant ce Théologien, dit, *Suarez, en qui, comme l'on sçait, on entend toute l'Ecole moderne* : ce qui est le plus grand éloge qu'on puisse faire du sçavoir, de l'exactitude & de l'autorité d'un Théologien. Et il faut que sa réputation soit bien établie, puisque M. de Monclar même, parlant de lui ne peut lui refuser le titre de *Grand homme*.

Aucun auteur que l'on sçache n'a plus écrit que lui ; il a composé vingt-six Volumes *in-folio* dont deux ne sont pas imprimés. Après s'être distingué plus encore par toutes les vertus qui forment un vrai Religieux, que par sa science, il tomba malade à Lisbonne, où il venoit de terminer heureusement un différend entre le Conseil du Roi & le Nonce de Paul V ; de quoi ce Pape le remercia par un Bref. Lorsqu'il étoit sur le point de mourir, on l'entendit s'écrier ; *Non putabam tam suave esse mori*. Cette joye à la mort étoit surtout le fruit de son assiduité à la priere. Au milieu de ses plus grandes occupations, il y étoit si fidèle, qu'il disoit : J'aimerois mieux ne rien sçavoir que de retrancher un seul instant du tems prescrit dans la Compagnie pour l'Oraison. Il mourut le 24 Septembre 1617. Toute la Ville de Lisbonne témoigna le plus vif regret de cette perte ; on prononça son Oraison funèbre dans toutes les Maisons religieuses ; l'Université de Conimbre fit publiquement son éloge, & ses obseques furent des plus magnifiques. L'Espagne a immortalisé sa mémoire, en lui faisant le même honneur qu'à S. Thomas ; je

veux dire, en établissant dans toutes les Universités une Chaire *Suarezienne*, & en obligeant le Professeur qui l'occupe à enseigner la doctrine de Suarez. On lui a accordé la même distinction dans l'Université de Perpignan.

Le Parlement de Paris fit bruler en 1614 le livre de Suarez, intitulé *Defensio Fidei Catholica*, composé par ordre du Pape contre le serment que Jacques I, Roi d'Angleterre exigeoit des Catholiques. Cet ouvrage est cité dans le Recueil sous l'article *Lèse-Majesté & Régicide*. Le Parlement de Bourdeaux l'a aussi condamné au feu par un Arrêt du 23 Juin 1761. Celui de Rennes a ordonné qu'il fût mis au Greffe ; celui de Rouen n'en parle pas. Les Protestans d'Angleterre le brûlerent aussi du vivant de l'Auteur. Le Rédacteur a trouvé dans les vingt-trois autres volumes de quoi placer Suarez sous le *Probabilisme*, l'*Irreligion* & le *Parjure*. Ces autres volumes n'ont été flétris par aucun Parlement.

Dans l'annonce du Livre, *Defensio Fidei Catholica*, le Rédacteur rapporte deux permissions d'imprimer données par deux Provinciaux Jésuites, l'un Espagnol, l'autre Allemand. Mais il supprime l'approbation des Evêques de Conimbre, des Algarves, de Lamego, tous trois Conseillers de sa Majesté Catholique : il supprime l'approbation de l'Université d'Alcala, signée du Recteur & de six Docteurs ; il supprime enfin la permission d'imprimer donnée par le Tribunal souverain du St. Office. Sans cette suppression, tout le monde eût vu que Suarez a suivi dans cet ouvrage les maximes du pays où il écrivoit ; & qu'il y a une égale injustice

injustice à'en blâmer, & à poursuivre pour cette raison les Jésuites de France.

PIERRE ALAGONA,

SICILIEN.

Alagona né à Syracuse en 1549, se fit Jésuite à 15 ans. Après avoir professé la Philosophie & la Théologie, il fut long-tems Recteur de la Pénitencerie à Rome, & pendant 30 ans Examineur des Evêques & des Ordinans. Il mourut à Rome en 1624. Antoine Mongitor dans sa Bibliothèque de Sicile, l'appelle *vir Doctrinâ excellentissimus*. Entre autres ouvrages, il a fait un Abregé de la Somme de S. Thomas : c'est un chef-d'œuvre en ce genre; sans dire un seul mot de lui-même, il donne avec une précision admirable dans un très-petit volume in-12 le sentiment du Docteur Angélique sur chacun des articles de la Somme. Ce n'est donc point un Jésuite, mais S. Thomas lui-même qui sous le nom d'Alagona est représenté dans les Extraits comme enseignant l'irréligion, le Vol & le Régicide. Les Arrêts de Paris, de Rouën & de Rennes ne font point mention d'Alagona. Celui de Bourdeaux ordonne que son Livre soit mis au Greffe, pour y être fait droit.

BENOIT JUSTINIANI,

ITALIEN.

Justiniani naquit l'an 1550 d'une Famille illustre de Gênes, & non pas de Genève, comme il plaît au Rédacteur de le dire : cette dernière

Suite de la III. Partie.

Ville ne fournit point de sujets à notre Compagnie. Après ses études il enseigna la Théologie à Toulouse, à Messine & à Rome pendant longtems. Il prêcha ensuite dans les principales Villes d'Italie. Clément VIII l'envoya en Pologne avec le Cardinal Cajetan en 1596 pour être son Théologien. Il mourut le 19 Décembre 1622 à Rome dans le Collège de la Pénitencerie, qu'il avoit gouverné plus de vingt ans à la grande satisfaction de trois Souverains Pontifes. Il a laissé trois volumes *in-folio* de Commentaires sur l'Ecriture, approuvés par le Censeur Archevêque de Lyon, ce que le Rédacteur a supprimé à son ordinaire. Il est cité une fois sous le Régicide. Bourdeaux a ordonné que son ouvrage fut mis au Greffe. Paris, Rouën & Rennes n'en parlent pas.

GABRIEL VASQUEZ,

ESPAGNOL.

Vasquez né l'an 1551 à Belmonte Ville du Diocèse de Cuença, entra dans la Compagnie à 18 ans. Il ne tarda pas à s'y distinguer par son esprit & son érudition, qu'il fit d'abord paroître à Ocana & à Madrid, & ensuite à Rome & à Alcalá, où il enseigna la Théologie pendant près de 30 ans. Il mourut subitement à la maison de campagne du Collège d'Alcalá, âgé de 55 ans. Nous avons vu sous l'article de Suarez, l'estime que Benoit XIV faisoit de Vasquez.

Il a laissé dix volumes *in-folio*, imprimés en divers endroits, & particulièrement à Lyon en 1620. Le Parlement de Bourdeaux a fait brûler le

C

premier Tome de son Commentaire sur la Première Seconde de S. Thomas, où on l'accuse d'avoir enseigné le Probabilisme. Le Parlement de Paris en a fait brûler le second tome, parcequ'il s'y trouve environ 15 lignes, où Vasquez parle du pouvoir des Papes sur le temporel des Rois d'une manière contraire à nos maximes. Pour son ouvrage de *Centu adorationis*, qui l'a fait dénoncer comme enseignant l'Idolâtrie, aucun Parlement n'a jugé à propos de le flétrir.

Le Rédacteur dit que le premier & le second Tome des Commentaires de Vasquez ont été approuvés, l'un par Louis de Guzman, & l'autre par Ferdinand Lucerus, tous deux Provinciaux; ces deux approbations se réduisent à une simple permission d'imprimer. On lit à la tête de chaque volume de Vasquez, les approbations les plus honorables, données par d'autres que des Jésuites; & le Rédacteur n'en dit pas un mot.

MARTIN BECAN,
FLAMAND.

* Extr. des Aff. et.
Page 492.

BÉCAN né en 1551 dans la Kempenland aux Pays-bas, se fit Jésuite à 20 ans. Propre à tout genre de Littérature, il se distingua sur-tout dans la Théologie, qu'il professa à Wirtzbourg & à Mayence. L'Empereur Mathias qui cherchoit les sujets les plus habiles pour illustrer son Université, le fit venir à Vienne en Autriche. La brièveté, la clarté & la solidité sont le caractère spécial de ses écrits; c'est le jugement qu'en porte M. Dupin, & qu'en ont porté tous les connoisseurs en ce genre.

Ferdinand II l'ayant choisi pour son Confesseur, pendant trois ans qu'il occupa cette place, sa conduite véritablement religieuse au milieu de la Cour, fut un sujet d'admiration pour la Noblesse. Fidèle observateur de son Institut, on ne le vit jamais se mêler d'affaires étrangères à son état : humble & modeste, il se rendoit lui-même les services qu'il auroit pu recevoir des domestiques. Sa douceur & son affabilité lui gagnèrent le cœur de tout le monde, & même des hérétiques, dont il étoit le fléau par ses écrits; c'est ce qu'en rapporte Foppens dans sa Bibliothèque des auteurs Flamands. Il mourut à Vienne en 1624, regretté de l'Empereur, & de tous les Catholiques d'Allemagne.

Bécan est cité dans le Recueil comme fauteur du Regicide, sous deux années consecutives, 1633 & 1634; parceque ses ouvrages n'ont pu être imprimés qu'en deux ans. La Somme de cet Auteur a été brûlée à Paris, à Rouen & à Bourdeaux; & les opuscules à Paris & à Rennes. Le Rédacteur, après avoir donné le titre de ces Opuscules, met en note : * *Il paroit par la Lettre de l'Auteur à l'Empereur Ferdinand que ces opuscules ont été composés en 1620.* Que prétend-il par une note si savante ? Veut-il remplir une année de plus dans sa Chronologie ? il y a quelque apparence. Quoiqu'il en soit, il se trompe dans la conjecture. Les Opuscules de Bécan ont été imprimés à Paris dès 1617 chez Sébastien Chappelet, & il y en avoit déjà eu une Edition faite auparavant à Mayence.

MARTIN ANTOINE DELRIO,
FLAMAND.

Delrio Fils d'Antoine Delrio d'une illustre maison d'Espagne & d'Éléonore Lopez qui descendoit des Rois d'Aragon naquit à Anvers en 1550. Il avoit tant de disposition pour les sciences & d'ardeur pour l'étude, qu'à l'âge de 19 ans, il avoit déjà achevé les Notes sur Seneque. Juste-Lipse son intime ami l'appelloit le Miracle de son siècle. Il sçavoit dès-lors le Grec, l'Hebreu, le Chaldaïque, & parloit parfaitement bien le Latin, le Flamand, l'Espagnol, l'Italien, le François & l'Allemand; & il avoit lu tous les Poëtes, les Orateurs & les Historiens qu'il avoit trouvés sous sa main. Il fit la Philosophie à Paris sous le célèbre Maldonat, commença son Droit à Douai, & le continua à Louvain, où il prit les premiers degrés à 20 ans. Peu d'années après il reçut le Doctorat à Salamanque. De retour en Flandre, il fut successivement Conseiller dans le Conseil Souverain de Brabant, Vice-Chancelier & Intendant des Finances.

Ayant obtenu sous je ne sçais quel prétexte, la permission d'aller en Espagne, il se rendit au Noviciat des Jésuites à Valladolid, âgé de 30 ans, & y fit bientôt dans la vertu des progrès proportionnés au sacrifice qu'il avoit fait pour y entrer. Après son Noviciat, il recommença la Philosophie; & l'on vit sur les bancs avec des enfans un homme qui avoit occupé des Charges considérables dans l'État, qu'on regardoit comme un prodige de science, qui étoit Docteur en Droit,

qui avoit écrit sur les Loix, & donné au Public plusieurs sçavans ouvrages. Il revint en Flandre en 1585, enseigna la Philosophie à Douai, & la Théologie Morale à Liège. Ce fut-là qu'il engagea Juste-Lipse à écrire pour la décente de l'Eglise. Après quoi il alla professer l'Ecriture Sainte à Louvain, puis à Gratz, ensuite à Salamanque, d'où il revint de nouveau en Flandre, & arriva malade à Louvain. Aux approches de la mort, il dit: Voici le jour auquel je me suis préparé depuis si longtems: j'ai tâché de vivre de maniere à ne pas craindre de mourir. Depuis ce moment il ne s'occupa plus que de Dieu, & passa à une autre vie le 19 Octobre 1608.

Avant que d'être Jésuite, il avoit composé sept Ouvrages sur différentes matieres profanes; depuis il en composa quinze, tous sur des matieres de Religion; ce qui a fait dire à Foppens, qu'en prenant un genre de vie plus saint, il s'est appliqué à des études plus saintes. Il est placé dans le Recueil parmi les Régicides, sur un Extrait tiré de ses Notes sur Seneque, c'est-à-dire, d'un Ouvrage qu'il composa dix ans avant qu'il fût Jésuite, & dont l'Edition citée par le Rédacteur ne porte aucune Approbation ni Permission de Supérieurs de la Société. Ce Livre a été brûlé à Paris, à Bourdeaux & à Rouen: à Rennes il a été mis au Gresse.

GREGOIRE DE VALENTIA,
ESPAGNOL.

V Valentia naquit en 1551, non, comme le dit le Rédacteur, à Aze-

syme, Ville qu'on ne connoit point, mais à *Medina del-campo*. Il entra dans la Compagnie à 14 ans. S. François de Borgia, alors Général, le fit venir à Rome, où il enseigna la Philosophie avant que d'être Prêtre. Les Provinciaux de France & d'Allemagne le demanderent à la Congrégation générale assemblée en 1575, pour l'opposer aux efforts de l'Hérésie. On l'accorda à l'Allemagne; il y enseigna la Théologie pendant 23 ans à Dillingue & à Ingolstadt, également chéri des Catholiques & redouté des Hérétiques. Il fut rappelé ensuite d'Allemagne à Rome, où il enseigna encore la Théologie. Il assista aux Congrégations de *Auxiliis* en présence de Clément VIII, qui au rapport d'Adam-Contzen l'appelloit *le Docteur des Docteurs*. Il mourut à Naples en 1603. La faculté de Théologie d'Ingolstadt fit ériger un Mausolée à sa mémoire avec une Inscription des plus honorables.

Les Ouvrages de Valentia sont trente-deux Traités de Controverse, & quatre volumes *in-folio* de Commentaires sur la Somme de S. Thomas. Il est cité dans le Recueil sous le *Probabilisme*, la *Simonie*, l'*Homicide* & le *Régicide*. Tous ses extraits sont tirés du troisième tome de ses Commentaires. Le Parlement de Paris a fait brûler les quatre tomes; celui de Bourdeaux le troisième seulement. L'Arrêt de Rennes ordonne que le *Commentaire* de Valentia soit apporté au Greffe. Roüen n'en parle pas.

THOMAS SANCHEZ.
ESPAGNOL.

SANCHEZ naquit à Cordoue en 1551. Antonio dans sa Bibliothèque d'Espagne rapporte de lui qu'ayant demandé à entrer chez les Jésuites, & n'ayant pu l'obtenir à cause d'un empêchement de langue; il alla dans une Chapelle se prosterner devant une Image de la sainte Vierge, & protesta qu'il ne se releveroit point qu'elle ne l'eût délivré de cet empêchement, ce qu'il obtint. Il entra dans la Compagnie à l'âge de 16 ans; & pendant 43 ans qu'il y a vécu, on ne l'a jamais vu se relâcher un instant du soin d'acquiescer toutes les vertus. L'union avec Dieu, & l'étude, voilà toute sa vie. Quoique d'une complexion fort délicate, tous les jours il employoit à jeun 10 ou 12 heures à l'étude: vers le soir il prenoit un repas très-frugal; les veilles des Fêtes de N. S. & de la Ste Vierge, il ne vivoit que de pain & d'eau. Il pratiqua toute sa vie la pauvreté religieuse dans sa perfection. Son obéissance étoit celle que demande S. Ignace dans ses Constitutions: pour ce qui est de la chasteté, on prétend qu'il l'a conservée dans sa pureté jusqu'à la mort. Il mourut d'une pleurésie à Grenade le 19 Mai 1610 âgé de 59 ans. L'Archevêque, le Sénat, tous les Religieux, toute la Noblesse de la ville & un peuple innombrable se trouvèrent à ses funérailles, chacun s'empresant de lui baiser les pieds & de jeter des fleurs sur son cercueil.

On a de cet Auteur quatre Volumes *in-folio* sur le Décalogue, sur les vœux de Religion & sur plusieurs questions de Morale & de Jurisprudence: mais

l'ouvrage qui immortalisera son nom, c'est son *Traité De sanctissimo Matrimonio Sacramento*, qui a été imprimé plus de quinze fois : ouvrage très-utile, & en quelque sorte nécessaire aux Théologiens & aux Jurisconsultes, & très-dangereux à quiconque le liroit à mauvaise intention ou par une vaine curiosité. Les ennemis des Jésuites s'en sont servis dans tous les tems, & s'en servent encore aujourd'hui pour leur faire des reproches, dont ils cherchent inutilement le sujet dans leurs mœurs. Les Calvinistes, les Luthériens & les Jansénistes ont fait de ce Livre le même usage.

M. Bail sous-Pénitencier de Paris fait remarquer * qu'aussitôt que les cinq Propositions de Jansénius eurent été condamnées par Alexandre VII. on renouvella contre les Casuistes la guerre que les Calvinistes & les Luthériens leur avoient faite autrefois : *Eximium quoddam*, ajoute-t-il, *talionis genus visum ut qui arguebantur, arguerent de minimis sanâ Doctrinâ in moribus, arguentes se de Fidei erratis*. Il dit encore que les Calvinistes allèrent chercher dans les Livres des Casuistes, en tirèrent quantité d'Assertions dont ils firent des Recueils. * Ils commencèrent par le célèbre Ouvrage de Thomas Sanchez, & passant tout ce qu'il a d'excellent, ils mirent dans leurs Recueils comme mauvais ce qu'a dit cet Auteur sur le devoir Conjugal, & que les autres mettent dans leurs Ouvrages, sans qu'on y trouve à redire : il fait encore observer que ces Recueils ont fourni les matériaux à l'Avocat Général Servin pour son Plaidoyer contre les Jésuites. Un

Maître d'école Luthérien de Berne nommé Christophe Luthard a aussi beaucoup déclamé contre cet ouvrage, *non obstante confirmatissimâ ejus eruditione & utilitate, ipsi perspectâ, qui sunt de salute & puritate animarum solliciti*. A l'exemple de Servin, le Rédacteur n'a pas rougi de se faire l'écho d'un du Moulin Calviniste, d'un Maître d'école Luthérien, pour déchirer comme eux les Jésuites aux dépens du Livre d'un de leurs Confrères : & quel Livre ! jugeons-en & par les modèles qu'a imité son Auteur, & par ce qu'en ont pensé des personnes d'une autre trempe que le Rédacteur.

Thomas Sanchez a imité S. Chrysostôme, qui en parlant contre le libertinage des mœurs, décrit les actions honteuses des libertins, & ajoute : *hac si dicta sint apertius quam par sit, nemo me reprehendat... Propheta quoque nulli hujusmodi verbo parcunt, volentes excindere libidinem & intemperantiam Judæorum, sed eos quoque tangunt apertius quam nos nunc*. S. Chrysostôme parloit en public, & Sanchez n'a parlé que dans un Livre pour l'ordinaire enfermé, qui n'est à portée d'être ouvert que par des gens sages, entendu que par des sçavants, & lu que pour le besoin du prochain.

Sanchez a imité S. Epiphane, qui expose si au long les infamies des Gnostiques : pourquoi le fait-il ? C'est que cette Hérésie subsistoit encore : autrement, dit-il, il n'eut jamais fallu en parler ; comment le fait-il ? Avec la crainte qu'inspire aux Saints la pudeur ; avec le courage que leur donne le zèle des âmes, selon leurs différens

Bail ibid.

* Sum. contr.
T. 2. p. 211.Hem. 17. in 1.
ad Cor. in fac.* Bail parle en
cet endroit de la
Th. mor. des Jéu.
par le St. Pètaus.

Matth. 26.

besoins : *Timet autem ne forte magnum hoc venenum totum revelem...* Polluit enim revera aures magna hujus audacia blasphemia collectio & hac turpitudinis conservatio & enarratio, ac fraudulenta hujus operationis cuncta malevolentia . . . non erubescam dicere que ipsi sacre non erubescunt, ne modicis omnibus horrorem incutiant audientibus turpia que ab ipsis perpetrantur facinora. St. Epiphane écrivoit pour tout le monde : Sanchez n'a écrit que pour les Confesseurs & les Jurisconsultes, & n'a pas pu prévoir sagement qu'on présenteroit un jour à tout le public les extraits de son Livre, comme on le fait aujourd'hui.

Celest. 6.
sub finem.

Sanchez a imité St. Cyrille de Jérusalem, qui décrit les horreurs des Manichéens, dit des choses incomparablement plus sales que tout ce qu'on trouve dans Sanchez, & prétend qu'on n'a aucun reproche à lui faire là-dessus, précisément sur cette raison : *Annumciat hac Ecclesia & docet aningitque fordes illis ut in non polluaris, dicit vulnera ut in non vulnereris.*

Sanchez a imité Hincmar ce célèbre Archevêque de Reims, qui dans un opuscule sur le divorce de Lothaire & de Tetberge a été obligé d'entrer dans des détails d'infamies beaucoup plus fort que ceux qu'on reproche à Sanchez.

Sanchez a imité les Ecrivains sacrés : qu'on lise le Lévitique, on verra qu'on peut leur faire le même reproche qu'à ce Jésuite, selon la remarque qu'en a fait Raoul de Flay en parlant de ce qui se lit en ce genre dans cette partie des Livres sacrés.

Sanchez a fait, pour le salut des âmes, ce que fait le Soleil pour le bien de l'Univers, & l'a fait comme le Soleil, dont les rayons tombent sur ce qu'il y a de plus sale, & ne perdent rien de leur parfaite pureté. (a)

Sanchez ayant suivi de si grands modèles, faut-il s'étonner que Clement VIII. si sçavant Jurisconsulte, ayant lu le Livre de cet Auteur, qui a été imprimé sous son Pontificat, en ait fait les plus grands éloges ? il disoit hautement qu'il n'y avoit dans l'Eglise de Dieu aucun ouvrage sur cet matière si achevé & si parfait.

M. Bail, par son employ de Sous-Pénitencier de Paris, étoit à portée de connoître le mérite du Livre de Sanchez & de le consulter souvent : il en avoit une si haute idée qu'il disoit : *Cui simile opus vix sperari potest intra quingentos annos à quoquam scriptore, a quo doctum in lucem emittendum.*

On ne sera pas fâché de voir encore ici ce qu'a pensé de Thomas Sanchez un Auteur très-estimé, du même nom que lui, qui n'étoit ni Jésuite ni Reli-

(*) *Haud aliter Solis radius, cum lumen omnes
Diffusus splendore locos, ferit aurea tecta,
Sed ferit & nigro sordentia vulmina fumo:
Intret marmoribus Capitolia clau; sed intret
Carcetis & rimas & terra foramina clausi
Stercoris & sparsam redolenti fornice cellam.
Prædem, l. 2. contra Hymn. feli. 7.*

gieux : voici comment il en parle :

**Thome Sancto cedant omnes Scriptores rerum moralium : semper namque quoties hujus tanti Doctores curam in perquirendis autoribus tam Theologis quam juris peritis inuocor , & rerum examinatorum copiam , in admirationem rapior , & contineri non possum quin cupiam omnia ossa mea in linguas verbi peruias , quibus exactè , si possem , laudes dignas tanto viro manifestas in uerso orbi traderem. Mirabilem Deum esse in sanctis suis regius Propheeta est testatus : mirabilem quoque fieri in doctis suis nullus dubitabit. Mira ergo Dei largitas lucem & sapientiam communicanti huic Doctore ostenditur , modo dilectio excedens erga sacram Societatis Jesu religionem elucet , cum eos tantosque filios sapientiâ & literis pradios ei præsiterit , & inter illos hunc Thomam Sanchez gigantem exhibere fuit dignatus. Maxime dilecta Deo religio !*

Le Rédacteur a placé Sanchez quatre fois dans son Recueil , comme fauteur du *Probabilisme* , du *Péché Philosophique* ou de l'ignorance invincible , de l'impudicité & du parjure. Les Parlemens de Paris & de Rennes n'ont flétri aucun de ses ouvrages : celui de Roüen a fait brûler un abrégé de son Traité du Mariage , intitulé , *Aphorismi Thoma Sanchez de Matrimonio* , dont ce Jésuite n'est pas l'auteur , & dont il n'est pas question dans le Recueil : le Parlement de Bourdeaux a supprimé *Opus morale in Præcepta Decalogi* , & aussi le premier Tome de *Sancto Matrimonii Sacramento*. Le Recueil cite l'Edition de 1739. c'est pour allonger le fil de la Chronologie : la première ,

qu'il convenoit de citer est antérieure à celle-ci de 160 ans précisément.

**Jo. Sanchez disp.
41. lectis de
lect. n. 16.*

ANTOINE FERNANDEZ, PORTUGAIS.

Fernandez naquit à Conimbre en 1552. & se fit Jésuite à 14 ans. Après avoir pris le bonnet de Docteur , & enseigné quelque tems l'Ecriture Sainte dans l'Université d'Evora , il demanda la Mission des Indes , où il gouverna la Maison Professe de Gon. De retour à Lisbonne , il exerça le talent qu'il avoit pour la Prédication , & mourut saintement à Conimbre le 14 Mai 1628. Son Commentaire sur les visions de l'ancien Testament l'a fait mettre dans le Recueil sous le titre *Léze-Majesté & Régicide*.

Le Rédacteur fait mention de la permission d'imprimer donnée par deux Provinciaux Jésuites. Il pouvoit ajouter que l'Ouvrage de Fernandez a été publié avec l'Approbation & le Jugement d'Antoine de Seldanha Censeur du Tribunal de l'Inquisition en Portugal , avec la Permission de l'Inquisition & de l'Evêque de Conimbre , avec l'Approbation du Censeur Royal , & la Permission de quatre Magistrats proposés à cet effet : voilà pour l'Edition de Portugal. L'Edition de Lyon a de plus l'Approbation du Censeur Archevêque , & la Permission du Comte de Lyon , alors Vicair Général de cette Métropole. Fernandez est au Greffe à Bourdeaux. Paris , Roüen & Rennes n'en font aucune mention.

JACQUES GORDON LESMORE,
E C O S S O I S.

LA Maison de Gordon est une des plus illustres d'Ecosse, selon Moréri, & alliée de fort-près à celle de Stuart. Gordon naquit à Aberden en 1552, & entra chez les Jésuites à Paris en 1573. Après avoir enseigné la Théologie, & gouverné les Collèges de Toulouse & de Bourdeaux, il fut appelé à la Cour pour être Confesseur de Louis XIII. Il mourut à Paris, âgé de 88 ans. On a de lui plusieurs Ouvrages considérables. Sa Théologie Morale en deux volumes *in-folio*, est citée cinq fois dans le Recueil des Assertions, comme favorable à l'Irréligion, à l'Impudicité, au Parjure, au Vol & au Régicide.

Le Rédacteur parle d'une permission d'imprimer donnée par un Provincial, & il passe sous silence l'Approbation du Théologal de Bourdeaux Docteur de Paris; celle du Vicaire Général de l'Archevêque; celle de l'Université de Bourdeaux; l'Approbation & la Permission du Cardinal de Sourdis. Le Parlement de Bourdeaux a fait brûler cette Théologie par la main du Bourreau. Peut-être ne l'aurait-il pas fait, s'il eût vu toutes ces Approbations, & que de plus il eût fait attention que le premier Tome est dédié au Cardinal de la Rochefoucault, & le second, au Cardinal de Sourdis.

JEAN DE SALAS,
E S P A G N O L.

DE Salas né à Gumiel petite Ville du Royaume de Castille en 1553,

se fit Jésuite en 1569. Il enseigna la Philosophie à Ségovie, & la Théologie à Compostelle, à Valladolid, à Barcelone, à Rome, & enfin à Salamanque, où il mourut en 1612. Le Rédacteur fait un crime à Sorwel, d'avoir dit qu'au jugement du P. Aquaviva, de Salas fut un des plus sçavans personnages de la Société, en sorte qu'il étoit consulté de toutes parts comme un Oracle de sagesse. Il est cité sous le *Probabilisme*, le *Péché Philosophique*, l'*Irréligion le Régicide*. Ses Ouvrages ont dû être mis au Grefse à Bourdeaux. Paris, Roïen & Rennes n'en parlent pas.

Ces paroles du titre du Livre de Salas, *è Provinciâ Castellana, Societatis Jesu*, sont ainsi traduites par le Rédacteur: *Provincial de la Société de Jésus, de la Province de Castille*. Par ce moyen, il a un Provincial Jésuite Docteur du Régicide; par le même moyen, il pourra faire de presque tous les Jésuites autant de Provinciaux. Les Commentaires de Salas ont été imprimés en 1607 avec la Permission du P. Aquaviva pour le premier Tome, du Provincial de Castille pour le second, & du Provincial de Lyon pour les deux Tomes en 1611. On voit ces permissions bien marquées dans la Collection des Extraits; mais on n'y voit pas l'Approbation d'un Religieux Augustin Docteur en Théologie chargé d'examiner cet Ouvrage par l'Evêque de Barcelone, ni la permission d'imprimer de ce Prélat.

LEONARD

LEONARD LESSIUS,
FLAMAND.

Leonard Leys, connu sous le nom de Lessius naquit dans un Village du Brabant le premier d'Octobre 1554. Dès son enfance, il aima tellement l'étude, que pour s'y livrer, il quittoit le jéu & prenoit sur le tems de son sommeil & de ses repas. Ayant perdu son pere & sa mere à sept ans, il obtint avec beaucoup de peine de ses Tuteurs, de continuer ses études; tandis qu'il faisoit sa Philosophie à Louvain, il alloit souvent prier dans une Chapelle proche du Collège des Jésuites : la pensée lui vint d'entrer dans la Compagnie; plusieurs personnes l'en détournèrent, & sur tout Michel de Bay ou Baius, qui l'excitoit à prendre le bonnet de Docteur en Théologie, comme un moyen de s'avancer. Lessius balança quelque tems : enfin il entra au Noviciat des Jésuites le 23 Juin 1572. Deux ans après on l'envoya professer la Philosophie à Douai, ce qu'il fit pendant sept ans, s'appliquant à l'étude toujours avec une espèce d'excès. En 1581 il alla à Rome faire sa Théologie sous Justiniani & Suarez. On peut dire qu'il l'avoit déjà faite en son particulier : il avoit néanmoins que Suarez l'avoit beaucoup aidé à pénétrer certaines questions difficiles, qui jusqu'alors l'avoient embarrassé.

Après deux ans de séjour à Rome, il revint à Louvain, où il enseigna la Théologie avec un grand concours d'auditeurs; ce qui lui attira une persécution, aussi bien qu'à son Collègue Hamélius. M. Habert Evêque de Va-

bres nous a transmis ce fait dans son Livre de la Défense de la Foi sur la Grace, ch. 14. §. 2. En voici le précis.

Pie V & Grégoire XIII ayant condamné plusieurs propositions de Baius, l'Université de Louvain, à l'instigation de Baius qui en étoit Doyen, chercha dans les cahiers de Lessius & de Hamélius si elle n'y trouveroit rien à reprendre : elle en tira trente propositions qu'elle censura. L'Université de Douai en fit autant; & elles sollicitèrent l'une & l'autre, mais en vain, la Faculté de Théologie de Paris de suivre leur exemple. Plusieurs Evêques de Flandres, entre autres Jean Srien Evêque de Middelbourg, & Oclave Evêque de Caiazza Nonce du Pape & son Légat à Latere, & plusieurs grands Théologiens, en particulier Thomas Stapleton, traitèrent cette censure d'injuste & d'abusif.

Lessius envoya les propositions à Sixte V. avec son apologie, soumettant le tout à son jugement. Le Pape forma une Congrégation de Cardinaux, & après l'examen le plus sévère, il les approuva toutes, comme contenant une saine doctrine; *sane doctrina articuli* : ce sont les termes du Bref; il ordonna à son Légat d'en publier le Décret, & de défendre de sa part sous peine d'excommunication, de condamner ou de noter d'aucune censure ces mêmes propositions. C'est ce qu'on peut voir dans les Lettres de Sixte V, imprimées chez Masius en 1583.

Croiroit-on après cela que dans l'Arrêt du Parlement de Paris du 6 Août 1762, page 18, à l'article *Universités & Facultés*, on a fait usage de cette censure de Louvain & de Douai, cen-

D

Suite de la III. Partie.

sûre si hautement condamnée par le S. Siège; pour prouver que l'enseignement des Jésuites est constamment & perpétuellement pernicieux & dangereux?

Lessus mourut à Louvain le 18 Février, âgé de 69 ans, au milieu des plus cruelles douleurs de la pierre. On voit dans la Bibliothèque de l'Archêvêché de Malines, les informations manuscrites sur sa vie & ses vertus; ces informations furent faites peu de tems après sa mort, pour servir à sa Béatification.

Saint François de Sales avoit une considération particulière pour la personne de Lessius & pour ses ouvrages, comme il le lui témoigne dans une Lettre dont on garde l'original au Collège d'Anvers. Voici ce qu'il lui écrit sur son *Traité De Justitiâ & Jure*. *J'ai vu il y a quelques années l'ouvrage très utile de Justitiâ & Jure, que vous avez mis au jour, où vous résolvez avec autant de solidité que de netteté, & mieux qu'aucun Théologien que j'aie vu, les difficultés de cette partie de la Théologie.*

Cet ouvrage si estimé de S. François de Sales, des Théologiens & des Jurisconsultes, n'en est pas moins cité trois fois dans le Recueil, comme favorisant l'homicide & le Régicide. Il a été brûlé à Paris & à Bourdeaux. A Rennes il est déposé au Greffe. L'Arrêt de Roüen n'en parle pas. Le Rédacteur devoit se servir de la premiere Edition qui est de 1605; mais cette année de sa Chronologie étant remplie par un autre Jésuite, il a cité l'Edition de 1617. Il travestit en approbation la permission d'imprimer donnée par un Provincial,

& passe sous silence l'approbation du Censeur Apostolique & Archiducal.

NICOLAS SERARIUS,
LORRAIN.

Serarius, ou Serrurier naquit en 1555 à Rambervillers, petite Ville de Lorraine. Après avoir fait sa Philosophie à Cologne, il entra chez les Jésuites à Würtzbourg, âgé de 14 ans. Il enseigna d'abord la Théologie; ensuite il se livra tout entier à l'étude de l'Ecriture Sainte, qu'il professa pendant vingt ans, tant à Würtzbourg qu'à Mayence avec une grande réputation. Il mourut en 1609 à l'âge de 54 ans. Le Cardinal Baronius dans ses Annales l'appelle la lumière de l'Eglise d'Allemagne.

Il a laissé un grand nombre d'ouvrages, dont le principal est un Commentaire en six Volumes in-folio sur l'Ecriture Sainte. Il est placé dans le Recueil parmi les Régicides. Le Tome des Juges a été brûlé à Bourdeaux, Paris, Roüen & Rennes n'en parlent pas.

JEAN LORIN,
D'AVIGNON.

IL naquit en 1559, & se fit Jésuite à 16 ans. Après avoir enseigné la Théologie à Paris, à Milan & à Rome, il fut chargé de l'emploi de Théologien du P. Général & de Censeur des Livres des Jésuites. De retour en France, il mourut à Dole en 1634. Il a beaucoup travaillé à établir le sentiment de l'Immaculée Conception de la Ste Vierge, en Italie, en Espagne & en France:

par ses soins il fut réglé dans l'Université qui étoit alors à Dole, que personne ne seroit élevé au Doctorat, qu'il n'eût fait serment de défendre ce sentiment, jusqu'à ce que l'Eglise eût prononcé. C'est de lui qu'est venu à Avignon l'usage de faire toutes les semaines une instruction aux Juifs, ce qui en a converti un grand nombre.

Lorin a laissé neuf tomes tant *in-folio* que *in-4°* de Commentaires sur l'Ecriture. Un texte tiré du troisième tome l'a fait mettre au nombre des Régicides. Le Rédacteur appelle approbation une permission d'imprimer; il supprime l'approbation du Censeur Archevêque de Lyon; il ne dit point que ce troisième tome a été dédié à M. Nicolas de Verdun, Premier Président au Parlement de Paris. Ce Parlement n'auroit peut-être pas condamné au feu un Livre dédié à ce grand Magistrat, autrefois son chef, s'il y eût fait attention. Ce même tome a été brûlé à Bourdeaux. L'Arrêt de Rennes ordonne que le *Commentaire des Pseaumes* sera mis au Greffe. Roüen ne fait aucune mention de cet Auteur.

JACQUES GRETZER,
ALLEMAND.

Gretzer naquit à Markdorf en 1560, & entra chez les Jésuites à l'âge de 16 ans. Il fut un des plus grands orateurs de l'Université d'Ingolstadt, où il enseigna pendant 25 ans la Philosophie & la Théologie. Son application à l'étude n'affoiblit jamais en lui l'esprit d'oraison, & il sut toujours allier la science avec une rare modestie. Bayle qui en parle comme d'un *très-savant*

homme, dit que sa vie fut un train de guerre continuelle contre les auteurs Protestans, & pour la défense de son Ordre. Aussi a-t-il été appelé le Marceau des hérétiques, & la terreur des calomnieux des Jésuites. Il disoit souvent qu'il perdroit plutôt la vie, que de cesser de travailler pour Dieu & pour son Eglise, & que si au moment de la mort, il voyoit paroître quelque ouvrage contre l'Eglise, il prendroit encore la plume pour le réfuter. C'est lui qui a fait cesser les calomnies des hérétiques contre les Annales de Baronius, au rapport de Sponde, qui l'appelle un Athlète très-exercé dans ces sortes de combats. M. Lenglet du Fresnoy dans sa Méthode d'étudier l'histoire, dit que tout ce que Gretzer a fait on publié, soit historique soit dogmatique, est fort estimé: c'est le jugement qu'en ont aussi porté les connoisseurs. Il mourut à Ingolstadt en 1625.

Le nombre de ses ouvrages est prodigieux. On en a imprimé la collection complète en 17 volumes *in-folio* à Ratisbone, l'année 1744 & les suivantes. Le Rédacteur l'a citée une fois sous l'article, *Unité de sentimens & de doctrine*, & deux fois sous *Régicide*.

ANDRÉ EUDEMON-JEAN,
GREC.

Eudemón-Jean, dont les hérétiques ont travesti le nom en celui de *Jean l'Henreux*, naquit l'an 1560 à Cydon en Crète où ses Ancêtres s'étoient retirés après la prise de Constantinople. Il tiroit son origine de la Maison Impériale des Paléologues, & il fut le der-

Epit. To. 1.
Præfat. ad Lect.

nier de la branche des Eudémon Jean. Ayant perdu ses parens de bonne heure, il vendit le peu de bien qu'il avoit, & se retira d'abord à Padoue : de-là il passa à Rome au Collège des Grecs, fondé tout récemment par Grégoire XIII; il y connut les Jésuites, & entra dans leur Compagnie en 1586. Il enseigna la Philosophie à Rome, & la Théologie à Padoue. Urbain VIII l'honora d'une bienveillance particulière, le mit à la tête du Collège des Grecs, le fit Qualificateur du S. Office, & l'envoya en France avec son Neveu le Cardinal Barberin, Légat auprès de Louis XIII. Les incommodités du voyage jointes à ses infirmités l'abattirent tellement, qu'à peine de retour à Rome, il mourut en 1625, lorsque le Pape songeoit à l'honorer de la pourpre Romaine.

Ce Jésuite très-versé dans la controverse, a été un des grands fléaux des hérétiques, contre lesquels il a composé beaucoup d'ouvrages : les sçavans regrettent ceux que la mort l'a empêché d'achever. Il est cité deux fois dans le Recueil : son crime, selon l'Arrêt du 6 Août 1762, est d'avoir été l'*Apologiste des coupables de la conjuration des poudres*. Ceci demande quelque discussion, outre ce qu'on a déjà dit dans le tome des Falsifications, page 476 & 477.

La plupart des auteurs Protestans, comme Hospinien, Casaubon, de Larrey, Edouard Coock, Abbot &c. auxquels on peut associer l'auteur de la *Morale pratique des Jésuites*, attribuent avec complaisance à ces Peres, non seulement la conjuration des poudres, mais presque toutes celles qui sont

arrivées en Angleterre, depuis que l'hérésie y domine. Quelques-uns n'ayant osé l'affirmer dans leurs écrits, ont pris pour l'insinuer certains moyens, dont ils n'ont pu fonder la réussite, que sur la négligence & l'inattention des Lecteurs. M. Burnet, par exemple, dans la Table de ses *Révolutions d'Angleterre*, dit très-affirmativement : *Jésuites auteurs de la conjuration des poudres*, page 7. Vous consultez la page 7, & vous n'y trouvez pas un mot à la charge des Jésuites. Sur ce modèle, l'Arrêt du 6 Août 1762, qui contient la Table des Extraits des Assertions, assure que le Pere Eudémon-Jean est l'*Apologiste des coupables de la conjuration des poudres en 1610*. J'ouvre le Recueil à l'année 1610, sous l'article *Lèze-Majesté & Régicide* : & j'y vois précisément qu'Eudémon-Jean a fait l'Apologie du P. Henri Garnet, ce qui est totalement différent, comme nous le dirons tout à l'heure.

Cette prétendue Apologie des coupables de la conjuration des poudres n'a été écrite ni à Paris, ni à Rouën, ni à Rennes : elle doit avoir été mise au Greffe de Bourdeaux.

HENRI GARNET, ANGLAIS.

Les Hérétiques de ces derniers siècles se font fait un devoir de déchirer la mémoire du P. Henri Garnet, & de tous les Jésuites qui ont été mis à mort en Angleterre. Les Sectaires de ce Royaume ne voulant pas qu'on regardât comme Martyrs, ceux qui avoient le courage de professer & de prêcher la Religion Catholique, les

faisoient mourir à titre de criminels de Lèze-Majesté. Le Rédacteur, à leur exemple, met dans son Recueil Henri Garnet avec un groupe de Jésuites Anglois, au nombre des Régicides; & cela sur la foi d'un discours d'Edouard Cook, qui fit la fonction de Procureur Général dans le Procès de Garnet, & qui est un des plus furieux ennemis qu'eût eu notre Religion en Angleterre. C'est comme si, pour décrier un Martyr, on rapportoit sérieusement les crimes dont il se trouveroit chargé dans le discours de quelque Juge sous Julien l'Apostat.

Nous rapporterons sur chacun de ces Jésuites Anglois, ce que l'Histoire en a conservé. Mais auparavant il faut mettre les Lecteurs au fait de ce qui regarda la conjuration des poudres; puisque c'est le crime pour lequel on les traduit en public comme des criminels de Lèze-Majesté. On ne produira ici que le témoignage des seuls Auteurs Anglois, tant Catholiques que Protestans.

M. Challoner Evêque de Dibra, Vicaire Apostolique à Londres très-connu & très-estimé en Angleterre, a fait imprimer à Londres en 1741, des *Mémoires pour se servir à l'Histoire de ceux qui ont souffert en Angleterre pour la Religion*. Voici ce qu'il dit au sujet de cette conjuration. „ L'An 1605 le „ 5 Novembre, on découvrit l'écra- „ ble trahison, appelée communé- „ ment la Conjuration des Poudres, „ par laquelle Catesby & ses Com- „ plices avoient entrepris de faire sauter en l'air la maison ou le Parlement s'assembled. On n'auroit jamais „ dû accuser les Catholiques en gé-

„ néral d'un projet si détestable : car „ par quelle justice, des crimes commis par une poignée de gens, „ testé de tout tems & en tout Pays „ par les Catholiques, seroient-ils attribués à ceux qui n'y ont pas eu „ plus de part, que n'en ont eu les „ Apôtres à la perfidie de Judas ? Il „ est plus que probable, que cette „ intrigue n'a été qu'un artifice du Ministère, & qu'elle a été conduite par „ Cécil Comte de Salisbury, alors Secrétaire d'Etat. *Quelques-uns ont pensé*, „ dit l'Auteur de la Grammaire „ politique qu'on vient de donner au „ Public, page 46, *que la Conjuration des Poudres étoit un artifice du Ministère ; & la manière maladroite dont la Lettre qui dévoiloit cette* „ *Conjuration, fut envoyée à Mylord* „ *Montaigle la nuit avant l'exécution,* „ *semble confirmer cette conjecture.* „ *Mais les papiers du Ministre d'alors,* „ *qu'on a rendus publics depuis peu, ne* „ *laissent plus de doute sur ce Mystère.* „ *Car il est évident par ces papiers* „ *que le Ministre étoit instruit jour par* „ *jour des démarches des Conjurés, &* „ *qu'il auroit pu dès le commencement* „ *étonner cette affaire. Mais c'en étoit* „ *agir contre ses propres vus, qui* „ *étoient d'indisposer le Roi contre les* „ *Catholiques, auxquels il paroissoit* „ *trop favorable, en leur faisant sug-* „ *gerer de tramer cette horrible con-* „ *juration contre le Roi & le Parlement.* „ *Il s'en faut beaucoup que cet* „ *Auteur soit le seul qui pense ainsi : il* „ *y a longtems que M. Osborne a* „ *instruit le Public, que cette* „ *conjur* „ *ation étoit, ainsi qu'il s'exprime,* „ *un joli artifice du Secrétaire ; & le*

Tom. I. pag. 15.

„ Roi Jacques I le ſçavoit ſi bien ,
 „ qu'il avoit coutume d'appeller le 5
 „ Novembre, *la Fête de Cécil*.

F. lit. de la Haye
 1727. p. g. 261.

M. Higgons, dans ſon Coup d'œil
 ſur l'Histoire d'Angleterre s'explique
 ainſi ſur le même fait. „ Peu après
 „ éclata une conjuration d'une nature
 „ plus dangereuſe, effroiable, & telle
 „ que perſonne n'en avoit jamais
 „ conçu de ſemblable. Les affaires

* To. 2. p. 176.
 & ſuiv.

des Catholiques ſouffrirent beau-
 coup de cet horrible complot, par-
 ce qu'il rendit leur Religion déſeſ-
 table aux yeux du peuple. Tout le
 monde ne convient pas qu'il ait été
 découvert par la Lettre adreſſée au
 Lord Montaigle. Quelques-uns af-
 ſurent qu'il fut formé à coup de
 marteau dans les forges de Cécil,
 qui l'avoit d'abord préparé pour le
 regne d'Elifabeth; mais qui préve-
 nu par la mort de cette Princeſſe ,
 réſolut de le mettre en œuvre ſous
 le regne de Jacques I, dans le deſ-
 ſein de ſoulever à un tel point la
 Nation contre les Catholiques ,
 qu'elle les chaſſât tous, & qu'il pût
 enſuite ſ'emparer de leurs biens ;
 que pour y réuſſir, il ſe ſervit de ſes
 émiſſaires ſecrets, qui engagerent
 quelques têtes chaudes à entrepren-
 dre vivement cette affaire, ſans qu'ils
 ſçuſſent que le plan du complot ve-
 noit de lui en droiture. Mais je
 veux bien que cela ne ſoit pas cer-
 tain : toujours eſt-il indubitable que
 la Cour de Londres fut informée de
 cette trahiſon par la voye de Fran-
 ce & d'Italie , longtems avant la
 prétenduë découverte, & que Cé-
 cil qui ſçavoit toute l'affaire, fut
 celui qui fabriqua cette Lettre à

„ Milord Montaigle, pour faire pa-
 „ roître quelque choſe de merveil-
 „ leux dans cette découverte, & don-
 „ ner lieu au Roi d'admirer ſes ta-
 „ lens. „

Venons maintenant au P. Garnet :
 ce que j'en dirai ne fera qu'un Abre-
 gé de ce qu'en a écrit M. Challoner ,
 qui ſ'appuye ſur un Auteur témoin
 oculaire de la mort de ce ſerviteur de
 Dieu.

* Henri Garnet naquit l'an 1554 dans
 la Province de Derby; d'autres diſent ,
 dans celle de Nottingham. Ayant deſ-
 ſein d'embraffer la Religion Catholi-
 que, il alla en Eſpagne, & de-là à
 Rome, où il fut reçu dans la Compa-
 gnie de Jéſus l'an 1571. Après ſon
 Noviciat & ſes études, il fut envoyé
 en 1586 dans la Miſſion d'Angleterre
 , qu'il deſiroit depuis longtems.
 Deux ans après ſon arrivée, le P. Edeſ-
 ton Provincial des Jéſuites Anglois
 , étant tombé entre les mains des perſé-
 cuteurs, on jugea que perſonne ne pou-
 voit mieux remplir cette place que le
 P. Garnet.

Elifabeth étant morte en 1603 ,
 Jacques Roi d'Ecoſſe ſuccéda au Thrô-
 ne d'Angleterre. Ce Prince, avant ſon
 avènement à la Couronne, avoit don-
 né les plus belles eſpérances aux Ca-
 tholiques , & leur avoit promis qu'il
 mettroit fin à leurs ſouffrances , &
 qu'au moins leur Religion ſeroit
 tolérée. Mais au lieu de révoquer les
 Loix portées contre eux par Elifabeth,
 il en ajouta d'autres plus ſévères. Ils
 ſe déterminèrent à porter patiemment
 cette nouvelle croix. Mais un petit
 nombre de gens indignes du nom de
 Catholiques; je dis un petit nombre;

car après les plus exactes recherches , il ne s'en est trouvé que treize ou quatorze , en comptant même ceux qui avoient seulement connoissance du complot : ces treize ou quatorze personnes témoignèrent du mécontentement de se voir frustrés de leurs espérances. Cécil, Politique Machiaveliste, qui vouloit par ce moyen ruiner la Religion Catholique en Angleterre, profita habilement de leur disposition : il leur suggéra par des hommes affidés l'exécrable dessein de faire sauter en l'air la maison où s'assembled le Parlement : ce qui devoit s'exécuter le 5 de Novembre. Mais il fit adresser un peu auparavant une Lettre au Lord Montaigle, Pair Catholique, qui la communiqua au Roi & au Conseil, ce qui dévint le complot.

Quant à la Religion des Conjurés, on les suppose généralement Catholiques. Néanmoins l'Auteur du *Plaidoyer des Protestans* publié en 1621, dit (page 46) „ que c'étoient des scélérats, des gens désespérés, que quelques Protestans appelloient Papistes, mais qui n'étoient pas reconnus pour tels par les vrais Catholiques & Prêtres d'Angleterre. „ Un peu plus bas (page 58) il ajoute que „ tous, excepte Piercy, étoient de jeunes gens ; que si quelques-uns d'entre-eux moururent Catholiques, ils passeroient pour Protestans peu auparavant, & qu'autant qu'il a pu l'apprendre, jamais ils n'avoient reçu les Sacramens de la main d'aucun Prêtre Catholique. „

Catesby Chef des Conjurés, soit de son propre mouvement, soit à l'instigation du Ministre Cécil, révéla tou-

te l'affaire en Confession au P. Greenwell Jésuite : celui-ci lui fit sentir toute la noirceur de son projet, mais sans pouvoir l'en détourner. Il consentit néanmoins que Greenwell le communiquât, mais sous le secret de la Confession au P. Garnet ; & qu'ils fissent usage l'un & l'autre de la connoissance qu'il leur donnoit, au cas qu'ils apprissent la chose par une autre voye. Le P. Garnet fut saisi d'horreur au récit de ce dessein ; & comme il n'étoit pas en son pouvoir de le révéler, il tâcha du moins de le faire échouer en gagnant du tems. Il obtint donc de Catesby une promesse qu'il ne feroit rien, qu'on n'eût auparavant communiqué l'affaire au S. Siège, où il étoit bien sûr qu'elle seroit condamnée comme elle le fut en effet : mais le scélérat, malgré sa promesse, continua son projet, jusqu'à ce qu'il fut découvert.

Entre les Conjurés étoit un nommé Bates Domestique de Catesby, qui dans l'espérance de sauver sa vie, & vraisemblablement sollicité sous main par le Ministre, déclara que les Jésuites Greenwell & Garnet avoient quelque connoissance de la conjuration. Il est à remarquer qu'il se repentit dans la suite de son injuste déposition. Deux mois après la découverte, on donna ordre d'arrêter ces Peres ; Garnet fut arrêté avec le P. Oldecorne ; ils furent d'abord conduits à Worcester, de là à Londres.

Garnet subit jusqu'à vingt-trois Interrogatoires, tant en dépit de le trouver coupable. Le Ministre Cécil fit loger Oldecorne dans une chambre attenante à celle du P. Garnet, en sorte que par le moyen d'une fente ils pouvoient s'entretenir ensemble, ainsi

non sans être entendus de deux hommes apostés pour cela. Le Geolier, sous prétexte de leur faire plaisir, montra la fente au P. Garnet, qui finit avec joie cette occasion de se confesser & de s'entretenir avec son ami. Le P. Oldecorne lui demanda si on continuoit à l'interroger sur la Conjuración : il répondit qu'on n'avoit aucune preuve qu'il en eût eu connoissance ; il n'y a qu'un seul homme, ajouta-t-il, en parlant du P. Greenwell, qui puisse m'en convaincre. Les deux espions rapportèrent sur le champ ces paroles au Conseil.

Garnet subit de nouveaux Interrogatoires ; il fut mis à la question, & convint qu'il avoit eu connoissance de la Conjuración par le P. Greenwell, mais sous le sceau inviolable de la Confession ; qu'il lui avoit ordonné de faire tous ses efforts pour détourner ces scélérats de leur dessein ; que lui-même n'avoit rien négligé pour cela. Sur cet aveu, Edouard Coock, Procureur Général, reçut ordre de dénoncer Garnet comme coupable de hante trahison : on lui fit son Procès en présence du Roi & d'une partie de la Noblesse : le Procureur Général parla contre lui pendant plusieurs heures, & remplit son discours de tout ce qui pouvoit rendre les Jésuites odieux ; il les accusa de toutes les Conjurations qui s'étoient formées sous le regne d'Elisabeth, & chargea Garnet en particulier du crime de la dernière. Ce Pere se défendit d'une manière si solide, avec tant de présence d'esprit & de modestie, que plusieurs des Assistans qui étoient fortement prévenus contre lui, sortirent convaincus de son innocence.

Les Juges qui étoient Protestans, n'eurent aucun égard au secret inviolable imposé aux Confesseurs : ils condamnerent Garnet le 23 Mars à subir le supplice des traîtres ; la Sentence fut exécutée le 1 Mai. On le conduisit de la Tour au Cimetière de S. Paul. Le long du chemin il eut toujours les yeux fixés vers le Ciel, il monta sur l'échafaud, & salua d'un air gracieux la foule qui étoit présente. On remarqua que le peuple, qui avoit dit mille injures contre lui avant son arrivée, aussi tôt qu'il le vit, garda le plus profond silence, tant son air vénérable lui inspira de respect. Quelques Ministres tâchèrent de l'attirer à leur Religion : il répondit qu'il vouloit mourir dans la Religion Catholique ; hors laquelle il n'y a point de Salut. Comme c'étoit la Fête de l'Invention de la Sainte Croix, il en prit occasion de parler à l'assemblée, de la Croix qu'il alloit porter, il protesta qu'il n'avoit eu aucune connoissance de la Conjuración que par la voye de la Confession, & exhorta les Catholiques à ne jamais donner dans de tels excès si opposés à l'esprit de leur Religion.

Ici le Chevalier Montague lui objecta qu'il avoit scû la Conjuración, même hors de la Confession. Catesby, lui dit il, vous en avoit fait part en secret ; nous avons l'aveu écrit de votre main. Je reconnôitrai toujours, répondit le Pere, ce que vous me présenterez écrit de ma main ; mais certainement vous n'avez pas cet aveu. Catesby m'a fait seulement connoître qu'on pourroit faire ou qu'on faisoit quelque chose pour le bien de la Religion Catholique, sans spécifier ce que c'étoit

toit. Voilà, sur le salut de mon ame, tout ce que j'ai sçu de lui. Je tachai de le détourner de toutes pratiques séditeuses; & je vous assure solennellement que si le crime eût réussi, j'en aurois toujours détesté l'entreprise & les Auteurs. Il fut conduit ensuite à l'échelle, où le Chevalier l'attaqua encore sur le même sujet; & comme Garnet nioit toujours le fait, un Gentilhomme dépêcha quelqu'un comme pour aller chercher ce papier, mais on ne le trouva pas &c: Garnet dit en souriant, je crois qu'on ne le trouvera jamais.

Après ces paroles, il ne pensa plus qu'à conformer son sacrifice. Il s'approcha de l'échelle, monta quelques échellons, pria tout haut pour le Roi, la Reine, les Princes, le Conseil, & pour tous ceux qui étoient présens, demandant à Dieu pour eux la grace de se faire Catholiques, & se recommanda aux prières des Catholiques de l'assemblée. Ensuite faisant le signe de la Croix, il dit, *Adoramus te Christe &c.* Il salua la Sainte Vierge, croisa ses mains sur sa poitrine, & recommanda son ame à Dieu. L'exécuteur, après l'avoir étranglé, voulut trois fois couper la corde, pour l'écarteler, selon la Sentence; mais le peuple s'y opposa: & lorsqu'il montra la tête de Garnet, criant selon la coutume, *Voici la tête du traître*, au lieu des acclamations ordinaires en pareil cas, chacun se retira en silence.

Le P. Garnet mourut dans la 51 année de son âge, & la 30 depuis son entrée dans la Compagnie. Sa tête fut exposée sur le pont de Londres, & on remarqua qu'elle conserva pendant

plus de vingt jours cet air vénérable, & la même vivacité de couleur, qu'elle avoit eue auparavant: ce qui fut regardé comme un témoignage de son innocence. Mais ce qui frappa bien davantage, fut la représentation de son visage formée miraculeusement sur un épy de bled, sur lequel une goutte de sang étoit tombée. Ici finit le récit de M. Challoner. Dupleix dans son Histoire sous l'année 1606, parle de cet épy comme d'un miracle si évident, que les hérétiques ne pouvoient le nier. De Larrey traite la chose de superstition; voici comme cette merveille s'opéra.

Une Dame Catholique nommée Marie Bellamy, épouse de Hugues Grifit, souhaitant avoir quelque relique du P. Garnet, envoya au lieu du supplice son domestique nommé Wilkinfon. Il s'approche de l'échaffaud, pendant qu'on mettoit en pièces le corps du Patient, & qu'on en jetoit les morceaux sur de la paille. Un épy teint de quelques gouttes de sang tombe sous sa main, il le porte à sa mainièrre, qui le fit encaisser dans un crystal. Quelques jours après plusieurs personnes ayant demandé à voir cet épy, on fut bien étonné d'y appercevoir l'image du P. Garnet parfaitement bien peinte. Le bruit de ce prodige se répand; on accourt de toutes parts pour en être témoin. La Dame crut prudemment devoir mettre cette précieuse relique en sûreté contre la fureur des hérétiques; elle la porta chez l'Ambassadeur d'Espagne, qui la fit voir aux plus grands Seigneurs d'Angleterre.

Le prétendu Evêque de Cantorbéry nommé Baneroft, fit emprisonner plusieurs personnes à qui il croyoit que

Suite de la III. Partie.

E

* *Etat des Aff.*
pag. 462.

l'épy avoit appartenu. On dit même qu'il fit venir d'habiles peintres, pour contrefaire ce portrait; mais ils avouèrent que cela surpassoit toute adresse humaine. L'Ambassadeur d'Espagne voyant le risque que couroit cet épy en Angleterre, offrit six cens écus d'or, pour l'avoir, & le mettre en lieu de sûreté; mais les possesseurs ne voulurent pas alors s'en dessaisir. Depuis il fut porté à Liège, & déposé dans le Collège des Jésuites Anglois.

GUILLAUME HOLTE,
ANGLAIS.

LA naissance, la vie & les actions du P. Holte nous sont entièrement inconnues. Le prétendu procès (a) du P. Garnet, imprimé en François en 1627, & le discours de M. Coock disent qu'en 1592. Holte engagea un nommé Patrice Cullen à passer en Angleterre, pour tuer la Reine Elizabeth: Coock ajoute, ce qui n'est pas dans le procès, que pour disposer Cullen à ce forfait, Holte lui donna l'absolution & la Communion. Tel est le premier chef d'accusation. Le second chef est ainsi énoncé dans le Procès. *L'an 1594 vint Williams & Yorck pour le même effet.* Il n'est point ici question de Holte; il n'y est pas dit que Williams & Yorck fussent Jésuites. Mais M. Coock, plus hardi calomniateur, sçait bien mettre encore ici en jeu les Jésuites. Voici comme il

202. 1.

(a) Le vrai Procès du P. Garnet n'a jamais été rendu public. Ses Juges avoient trop d'intérêt à le tenir secret, vû l'idée que le peuple avoit conçue de la sainteté de ce Père. Ainsi ce qu'on appelle le Procès du P. Garnet n'est qu'un misérable Libelle composé par un Protestant de France, & publié en 1607.

raconte la chose. „ En 1594 Williams „ & Yorck aborderent en Angleterre, „ se proposant de même d'assassiner „ la Reine: ils s'étoient chargés de „ l'exécution d'un crime aussi impie & „ aussi détestable à la persuasion du „ Jésuite Holte, & de quelques autres „ de cette même engeance; & pour „ s'encourager à l'exécution, Williams „ & Yorck & autres conjurés Jésuites, „ reçurent des mains de Holte le Pain „ mystique de la Cène du Seigneur. “

Où sont les preuves de ces deux accusations? Aucune. Quel est celui des Conjurés qui, dans son interrogatoire, a chargé le Jésuite Holte? pas un seul. Produit-on quelque pièce contre lui? Non. Coock veut être cru sur sa parole, & le Rédacteur sur la parole de M. Coock. Sur ce pied là nous avons droit de demander aussi à être crus sur la nôtre; & nous disons que ce sont là autant d'impostures atroces.

JOSEPH CRESWELL,
ANGLAIS.

IL naquit à Londres en 1558, & se fit Jésuite à l'âge de 25 ans. Il a été pendant très-longtemps Supérieur de la Mission d'Angleterre en Espagne. Comme il étoit très-estimé des Rois Philippe II & Philippe III, son crédit le mit à portée de rendre de grands services à cette Mission. En 1614. il alla en Flandres, où il gouverna encore une Maison de Jésuites Anglois. Enfin il mourut en 1623 à Gand, Directeur de la Maison du second Noviciat.

On a de lui plusieurs ouvrages de piété & de controverse, écrits soit en Latin, soit en Anglois, ou en Espagnol.

Le Rédacteur n'en cite aucun ; il lui donne place dans son Recueil , fondé sur ce que M. Coock lui attribue le Livre intitulé *Philopater* ; mais selon le Rédacteur lui-même , ce Livre est du P. Personius ; & encore sur ce que M. Coock dit qu'il étoit en correspondance de Lettres avec le P. Garnet , Provincial de la Mission d'Angleterre. Mais quel étoit le contenu de ces Lettres ? Coock n'en dit rien ; il ne donne pas même à entendre qu'elles aient été interceptées. N'est-il pas singulier qu'on fasse d'un Jésuite un Régicide , parce qu'il a écrit d'Espagne en Angleterre à son Supérieur ?

ROBERT PARSONS,
ANGLAIS.

Parsons, autrement Personius, si célèbre par tout ce qu'il a fait & souffert pour la Religion en Angleterre, naquit en 1547 dans le Comté de Sommerfet. Il étudia dans l'Université d'Oxford, & quoique Catholique, il fit le serment impie qu'on exigeoit de ceux à qui on conféroit le Doctorat. Il s'en repentit bientôt, & cette faute ne servit qu'à rendre pendant toute sa vie son zèle plus vif contre l'hérésie. Aussi est-il un des Jésuites Anglois, dont les Protestans disent le plus de mal : * témoin Larrey qui en fait une espèce de monstre.

Il fut reçu dans la Compagnie à Rome à l'âge de 28 ans. Cinq ans après, il partit avec le P. Edmond Campien, pour aller au secours des Catholiques de son pays. Ce sont les deux premiers Jésuites qui soient entrés en Angleterre. Leur réputation les y devança. On étoit informé de la manie-

re dont S. Charles Borromée les avoit reçus à Milan, des disputes qu'ils avoient eues avec Bèze en passant par Genève, & de l'avantage qu'ils avoient remporté sur lui. On fit donc tirer leur portrait, que l'on mit dans tous les Ports d'Angleterre, afin qu'ils pussent être saisis au moment de leur débarquement. Personius entra d'abord seul en habit d'Officier, & ménagea avec beaucoup de prudence & de courage l'entrée de son Compagnon.

On ne sçauroit dire combien il ramena d'Hérétiques à l'Eglise, combien de Catholiques il affermit dans la vraie Foi, & combien il eut à souffrir. L'argent, l'adresse, la fraude, tout fut employé pour le découvrir, & ensuite le faire mourir ; en sorte que sa vie fut un Martyre continu. Non content de sacrifier son repos & ses jours pour l'intérêt de la Religion, il profita encore du crédit qu'il avoit auprès de plusieurs Souverains, sur-tout de Philippe II Roi d'Espagne, pour établir de tous côtés des Séminaires destinés à élever de jeunes Anglois, qui pussent ensuite se consacrer à la défense de la Foi en Angleterre. Son zèle ne se borna pas-là. Sçavant en tout genre de Littérature, il s'appliqua spécialement à la Controverse, & il composa sur ces matières avec tant de grâces & d'élégance, que les Hérétiques mêmes prenoient plaisir à le lire ; ce qui en retira plusieurs de leurs erreurs.

Un Ministre Anglois nommé Langdall ayant fait un Livre pour prouver que les Catholiques pouvoient assister dans les Temples aux mêmes cérémonies de Religion avec les Protestans ; Personius qui vit le mal que cet ou-

* Hist. d'Angleterre T. 20, pag. 112.

* *Exit, des*
Assen. p. 470.

vrage pouvoit produire , prit aussi-tôt la plume pour le réfuter : ce qui irrita tellement les Protestans , que sa tête fut mise à prix , & qu'on fit tout au monde pour le trouver. Malgré cet orage il tint ferme , jusqu'à ce que les Catholiques , qu'on traitoit cruellement à cause de lui , le prièrent de se retirer. Il se rendit à Rome , où il continua de travailler au salut de ses Compatriotes par ses écrits. Il y mourut âgé de 64 ans. Nicolas Antonio rapporte dans sa Bibliothèque , que Philippe II voulut demander pour lui à Clément VIII le Chapeau de Cardinal ; mais que Perfonius fit si bien par ses discours & par ses larmes , qu'il l'en détourna.

On a de lui vingt cinq ouvrages composés en Anglois , en Latin & en Espagnol , tous pour la défense de la Religion Catholique. Il en a écrit un entre autres , sous le nom d'André Philopater , en réponse à l'Edit d'Elisabeth contre les Catholiques. Il s'en est fait des Editions à Rome , à Lyon & à Paris. Il est cité dans le Recueil , sans aucune Approbation , ni Permission de Supérieurs Jésuites. Paris l'a condamné au feu. Il doit être au Greffe. à Bourdeaux & à Rennes ; l'Arrêt de Roïen n'en parle pas.

HENRI WALPOLE, ANGLAIS.

LA Maison de Walpole , très distinguée en Angleterre , a donné cinq sujets à la Compagnie ; quatre étoient freres , sçavoir Henri , Christophe , Michel & Richard : le cinquième appelé Edouard. Walpole étoit leur Cou-

sin. Le Rédacteur ne désigne point par son nom de Baptême celui dont il parle ; mais il le fait assez connoître lorsqu'il dit que c'est celui que Suwvel a interit * au nombre des Martyrs de la Société à la page 975 de sa Bibliothèque : ce qui ne peut convenir qu'à Henri Walpole , le seul des cinq qui ait versé son sang pour Jesus-Christ.

Ce Jésuite naquit de parens Catholiques dans la Province de Nortfolc l'an 1559. Il avoit sucé avec le lait l'amour & le zèle de la Religion ; en sorte qu'ayant été envoyé à Londres pour y faire son Droit , il aima mieux s'appliquer uniquement à bien apprendre la Controverse. Un des fruits de son étude fut la conversion de son Cousin Edouard. Elle fit tant de bruit en Angleterre , que Henri Walpole fut obligé d'en sortir. Il avoit été témoin oculaire de la glorieuse mort du P. Edmond Campien ; & s'étoit proposé dès lors de marcher sur ses traces. Il entra donc chez les Jésuites à Rome , à l'âge de 25 ans. Après sa Théologie , il alla en Flandres , & s'étant rendu à l'armée du Roi d'Angleterre pour y exercer le Saint Ministère , il fut pris par un parti Calviniste , conduit à Flessingue , & mis en prison avec un scélérat , auquel on promit sa grâce s'il tuoit Walpole , de façon qu'on pût croire qu'il s'étoit tué lui-même. Pour éviter toute surprise Walpole fut un mois sans dormir , s'agitant nuit & jour pour combattre le sommeil. Christophe Walpole son frere averti de sa situation , vint d'Angleterre à Flessingue , & trouva moyen de le tirer de prison ; ensuite touché de son héroïque patience , il se fit Jésuite.

Cette première épreuve ne fit qu'augmenter dans Walpole le désir qu'il avoit de parvenir au Martyre : il demanda à ses Supérieurs la permission de passer en Angleterre & l'obtint. Après 10 ou 12 jours de Navigation, une tempête le jeta à Flambord le 4 Décembre 1593. Le même jour il s'avança jusqu'à Bridlington, & dans le tems qu'il se croyoit hors de tout danger, il fut pris pendant le souper parla trahison d'un des passagers, & conduit à York. Il parut devant le Conseil, avoua ingénument qu'il étoit, & dit qu'il étoit venu en Angleterre pour travailler à réunir ses Compatriotes à la Religion Romaine. Il n'en fallut pas davantage pour le faire jeter dans une étroite prison. Ses amis lui ménagerent un moyen de s'échapper; mais il refusa de s'en servir, dans la crainte de perdre la Couronne du Martyre.

Un an après on le transporta dans la Tour de Londres. Tout ce qu'il y eut à souffrir durant l'espace d'un an, ses Interrogatoires, ses Réponses, les offres des Protestans pour l'attirer à leur parti, * tout cela est détaillé fort au long dans les Mémoires de M. Challoner. Il suffira de dire ici qu'on lui fit subir la question jusqu'à quatorze fois; qu'on lui reprocha comme autant de crimes de Lèze-Majesté, qu'il étoit Prêtre & Jésuite, qu'il professoit la Foi Romaine, & qu'il étoit venu en Angleterre pour la prêcher, sans s'être listé dans les trois jours devant le Magistrat, comme les Loix l'ordonnoient. Aux deux premiers chefs il répondit que les Apôtres d'Angleterre étoient Prêtres, & prêchoient la

même Foi que lui, sans que pour cela on les eût jamais regardés comme criminels de Lèze-Majesté : au troisième chef, qu'on n'en pouvoit rien conclure contre lui, puisqu'il avoit été arrêté le jour même de son débarquement. Ces raisons rendirent les Juges muets, mais ne les fléchirent point. Walpole fut conduit à York pour y être jugé; & on le condamna à mort, parce qu'il avoit pris les Ordres dans l'Eglise Romaine. La Sentence fut exécutée le 17 Avril 1595. Walpole étoit âgé de 36 ans, & avoit été onze ans Jésuite.

Tel est en raccourci le Tableau de la Sainte vie & de la mort héroïque, d'un homme que le Rédacteur met parmi les Jésuites Régicides, sur la foi d'Edouard Coock, dont le récit touchant Walpole est menteur dans toutes ses parties, comme on l'a démontré dans le Tome des Falsifications.

Si le Rédacteur pour se tirer d'embarras, dit avec Larrey, que ce n'est point Henri, mais Richard Walpole, qui étant en Espagne envoya Squire Soldat Anglois l'an 1597 en Angleterre, pour empoisonner la Reine; on lui répondra; s'il s'agit de Richard, pour quoi dites-vous que les Jésuites l'ont mis au nombre des Martyrs, tandis que Sorwel à l'endroit même que vous citez, ne parle que de Henri Walpole? D'ailleurs comment concilier le récit de Larrey avec celui de Coock? Comment Richard Walpole étant en Espagne, a-t-il pu, comme Coock l'assure, être caché en Angleterre, donner l'absolution à Squire en Angleterre, & avouer son crime devant les Juges de plein gré & librement &c. Le Rédacteur

Challoner. Ibid.

Page 471 & 474.

Hist. d'Angleterre.
Tome 2. pag. 191.

* Tome 1. p. 117.
& suiv.

ne peut donc s'en tenir à Larrey, sans avouer que Coock est un calomniateur, & qu'il a lui-même calomnié Henri Walpole sur la foi de Coock. De plus il faudra qu'il prouve que Larrey mérite en ce qu'il dit plus de croyance, que Coock.

GUILLAUME BALDWIN,
ANGLAIS.

Baldwin naquit dans la Province de Cornouaille en 1563. Il se sauva d'Angleterre à Rheims pour conserver la Foi de ses Percs. Après ses études de Théologie qu'il fit à Rome au Collège des Anglois, il entra chez les Jésuites à l'âge de 27 ans. Il enseigna quelque tems la Théologie à Louvain. S'étant ensuite embarqué à Calais pour l'Espagne, une tempête le jeta sur les côtes d'Angleterre. Sur le soupçon qu'il étoit Prêtre, on le conduisit à Londres, & on le mit dans la prison appelée *le Puiss Sec. Brigitte*. Il y réconcilia à Dieu un Catholique, qui vaincu par les tourmens, avoit occasionné la mort d'un Prêtre innocent. A la sortie de sa prison, il se retira en Flandre; & comme il n'y étoit pas trop en sûreté, ses Supérieurs l'appellerent à Rome en 1610. Dans le voyage il fut reconnu par les Troupes de Frideric Electeur Palatin, Prince Protestant, qui le fit arrêter & conduire en Angleterre. Le Roi Jacques l'avoit souvent redemandé à l'Archiduc Albert, pour le faire périr par les derniers supplices, comme coupable de la Conjuraison des Poudres, ainsi que le publioient les ennemis des Jésuites.

Dès que l'Archiduc Albert eût ap-

pris la détention de Baldwin, il écrivit en termes très-pressans au Roi Jacques pour le ravoit. Jacques répondit qu'il le renverroit si on ne le trouvoit point coupable. Il fit instruire son Procès, & prit toutes les mesures convenables pour que la procédure se fit avec autant d'équité que d'exactitude. Baldwin fut mis plusieurs fois à la question : on ne trouva pas de quoi former la moindre accusation contre lui. Les Magistrats & les Evêques qui vouloient sa mort, examinerent le Procès, & en firent les Extraits les plus propres à rendre son innocence suspecte, & les présentèrent au Roi, qui prononça que Baldwin n'avoit en aucune connoissance de la Conjuraison, & le purgea de tout soupçon. On le fit comparoître, il répondit à tout de manière que le Roi lui-même, qui entendit ses réponses derrière une tapisserie, ne put s'empêcher d'y applaudir, & le déclara innocent. Toute l'assemblée se conforma à ce Jugement, & la Sentence renduë en conséquence fut enregistrée.

Ainsi Baldwin après avoir été huit ans dans la Tour de Londres, fut mis en liberté & sortit d'Angleterre. En Flandre, en Italie, par tout où il alla, chacun s'empressoit de voir un homme qui avoit tant souffert & avec tant de courage pour la Justice. On le chargea de gouverner le Séminaire des Anglois à St. Omer, où il vécut encore dix ans dans une grande considération auprès d'Isabelle Infante d'Espagne, Gouvernante des Pays-bas depuis la mort de l'Archiduc Albert son Mari. Il mourut saintement dans cet emploi le 28 Septembre 1632.

J E A N G E R A R D ,
autrement **T O M S O N ,**
 A N G L O I S .

IL naquit à Derby en 1564, d'une famille distinguée par sa noblesse & son opulence. N'ayant pas voulu recevoir la Communion de la main d'un Calviniste, il fut contraint de se sauver d'Angleterre, & se retira à Rheims. Obligé de retourner dans sa Patrie, il fut mis en prison comme Catholique. Il en sortit au bout d'un an, & alla à Rome, où il se fit Jésuite à l'âge de 24 ans. Après son Noviciat, le P. Aquaviva le renvoya en Angleterre. Pour y entrer, il se déguisa en Oïseleur, & feignant de chercher un oiseau qu'il avoit perdu, il s'enfonça dans les forêts, & parvint heureusement à Londres, où il se cacha chez un Seigneur Catholique, demeurant tantôt à la Ville, tantôt à la Campagne, & visitant les Catholiques, lorsqu'ils avoient besoin de son ministère.

Un domestique le trahit : on vint pour le saisir : il se cacha sous le foyer d'une chambre, où il demeura quatre jours, & où ceux qui le cherchoient firent du feu pendant toute une nuit. Le danger passé, il sortit de cet endroit à demi mort de faim, & de ce qu'il avoit souffert. Le perfide domestique le suivit & le fit prendre. On le chargea de chaînes ; il avoua qu'il étoit Prêtre de la Compagnie de Jésus ; on l'enferma dans la tour de Londres, où il subit trois fois la question. Dans ses momens de relache, ne pouvant célébrer les saints Mystères, il récitait les prières de la Messe qu'il sçavoit par cœur. Quand il eut recouvré l'usage

un peu libre de ses membres, quelques Catholiques lui ménagerent le moyen de s'échapper, moyen qui réussit au grand étonnement de tous ceux qui connoissoient la difficulté de l'entreprise. Il reprit ses premières fonctions avec intrépidité, & ramena à la vraie Foi un grand nombre d'hérétiques, même de la Cour du Roi Jacques.

Telle étoit la vie que menotent en Angleterre, ces Jésuites que l'hérésie accuse de Régicide : vie semblable à celle des premiers Evêques dans les tems de persécution de la primitive Eglise. Quelques années après survint l'affaire de la Conjuraison des poudres. Gérard fut nommé dans l'Édit qui proscrivoit tous les Prêtres d'Angleterre. Il en sortit pour ne point exposer les Catholiques qui lui donnoient une retraite, & retourna à Rome, où, selon de Larrey, *il fut honoré des premiers emplois de la Cour Apostolique*. De-là il alla à Liège, & y fut huit ans Maître des Novices Anglois : il retourna encore à Rome, & y mourut en odeur de sainteté le 27 juillet 1637.

Ce Jésuite est nommé deux fois dans le discours d'Edouard Cock, qui l'accuse d'avoir travaillé à lever de la Cavalerie avec Garnet & d'autres Jésuites, & d'avoir conseillé, absous & communiqué les conjurés. De pareilles fables inventées par un Protestant, & adoptées par le Rédacteur, ne méritent point de réfutation.

G R E E N W E L L ,
autrement **T E S M O N D ,**
 A N G L O I S .

LE nom de Baptême, la naissance ; les actions & la mort de ce Jésuite.

Hist. d'Angl. T. 2. pag. 660.

Extra. des écriv. pag. 464. 483.

nous sont inconnus. Il est nommé plusieurs fois dans le discours d'Edouard Coock, comme ayant eu part à la Conjurat[i]on des poudres. On peut voir ce qui en a été dit dans l'article du P. Garnet. Nous ajouterons ici pour sa justification, 1^o que Thomas Bates domestique de Catelby, prêt d'aller au supplice, écrivit à un Prêtre de sa connoissance, pour demander pardon de ce qu'il avoit dit quelque chose, d'où on pouvoit inférer que Greenwell avoit eu quelque connoissance de la conjuration; ajoutant qu'il avoit été engagé à parler de la sorte par ceux qui présidoient à la question. Cette Lettre dont beaucoup de personnes ont vu l'original, a été publique dans toute l'Angleterre. 2^o Que quand Greenwell fut sorti du Royaume, on ne fit contre lui aucune poursuite; ce qu'on n'eût pas manqué de faire, s'il y avoit eu quelque léger fondement de le croire coupable. 3^o M. de Rapin-Thoiras ayant dit que Greenwell consulté sur ce projet, l'approuva, ajoute : *a ce qu'on prétend; je ne voudrais pas en répondre.* Or ce qu'un Protestant donne pour douteux en ce genre sur le compte d'un Jésuite, on peut le croire faux, sans risquer de se tromper.

EDOUARD OLDECORNE,
ANGLAIS.

CE que nous dirons de ce Jésuite ne sera qu'une traduction littérale de ce qu'on en lit dans les Mémoires de M. Challoner.

Oldecorne plus connu dans la Mission sous le nom de Hall, naquit en 1561 dans la Province d'York. Il fit

ses études à Rheims, & ensuite à Rome, où il demeura six ans, & prit l'Ordre de Prêtrise. Avant que de retourner dans la Mission, il obtint du P. Aquaviva Général des Jésuites d'être admis dans la Compagnie; Aquaviva satisfait de la conduite édifiante qu'il avoit menée au Collège le dispensa du Noviciat ordinaire, & y substitua la pénible Mission d'Angleterre. Il y arriva avec le P. Gerard l'an 1588. Le P. Garnet son Supérieur l'envoya dans la Province de Worcester, où il travailla avec beaucoup de succès pendant dix-sept ans. Ses travaux parurent être plus d'une fois récompensés par des guérisons miraculeuses opérées sur lui-même par l'intercession de Ste. Winifrede.

Après la découverte de la Conjurat[i]on des Poudres, on le trouva caché avec le P. Garnet à Henlip dans la maison de M. Abington. On le conduisit d'abord à Worcester & de-là à Londres, où il fut appliqué cinq fois à la question, & une fois pendant plus de cinq heures de suite avec la plus grande rigueur. Mais on ne put apprendre ni par son aveu, ni par aucun autre témoignage suffisant qu'il eût eu aucune connoissance de la Conjurat[i]on. Il fut envoyé à Worcester pour y être jugé définitivement. On alléguait contre lui, 1^o qu'il étoit Prêtre & Jésuite; qu'il avoit donné retraite à Henlip au P. Garnet son Supérieur, déclaré rebelle; 2^o qu'il avoit approuvé la Conjurat[i]on, du moins après la découverte, & qu'il avoit pris la défense des Conjurés.

Oldecorne répondit au premier chef, qu'à la vérité il avoit invité le P. Gar-

EDMOND CAMPION,
ou CAMPIAN,
ANGLAIS.

net à se retirer à Henlip, mais que c'étoit un mois ou six semaines avant l'Edit de proscription, & que s'il ne l'avoit pas découvert depuis, il ne voyoit pas de crime dans son silence. Au second chef, qu'il n'avoit eu aucune connoissance du complot, avant qu'il fût public, & qu'il ne l'avoit jamais approuvé, ni pris la défense des coupables. Tout cela ne l'empêche pas d'être condamné au supplice des traîtres à Worcester le 7 Avril 1606. Il eut la consolation de réconcilier à l'Eglise un des criminels qui subit la mort avec lui, & qui mourut dans de grands sentimens de Foi & de pénitence. Littleton qui fut exécuté en même tems, demanda publiquement pardon à Dieu & au P. Oldecorne, de l'avoir injustement accusé de la conjuration. Oldecorne avant que de mourir, pria pour le Roi & la Famille Royale, pardonna à son accusateur, & à tous ceux qui avoient contribué à sa mort. On coupa la corde aussi-tôt qu'on l'eut jeté à bas de l'échelle, & il fut égorgé encore vivant dans la 45^e année de son âge, & la 18 depuis son entrée dans la Compagnie. Les quartiers de son corps furent expués en différens endroits de la Ville ; si tête & ses entrailles jetées au feu, qui donna pendant seize jours consécutifs une flamme fort vive, malgré la pluie qui tomba en abondance durant ce tems-là ; ce qui fut regardé comme un prodige, & un signe de son innocence.

Suite de la III. Partie.

CE Jésuite n'est point nommé dans le discours de Coock ; & quoi-qu'il ait beaucoup écrit, le Rédacteur ne produit aucun extrait de ses Livres. Néanmoins dans une note, il fait un crime à Ribadeneira, à Alégambe & à Sorwel, de l'avoir mis au nombre des Martyrs de la Société, ainsi que Garnet, Oldecorne, Walpole, Gérard & Persons. Sans doute qu'il ne le croit pas moins Régicide, que ces autres Jésuites. Voyons donc si la Société a eu raison de compter Edmond Campion parmi ses Martyrs. C'est dans les Mémoires de M. Challoner que je prendrai l'abrégé de sa vie, tel que lui-même l'a pris d'un Auteur contemporain, qui a connu très-particulièrement le P. Campion, & qui a été témoin oculaire de sa mort en 1581.

Edmond Campion naquit à Londres, & y reçut sa première éducation. Il fut envoyé ensuite à Oxford, où après avoir passé dans le Collège de S. Jean par tous les exercices, degrés & Offices, il reçut le Diaconat de l'Eglise Anglicane, à la sollicitation de ses amis, qui regarderent cette démarche comme un moyen pour lui de parvenir aux honneurs attachés à cet état. Après quelque tems employé dans les études, & un vnyage qu'il fit en Irlande, il se rendit au Collège nouvellement établi à Douai, & y reçut le degré de Bachelier. Mais ni le tems, ni la réputation qu'il s'étoit acquise par ses talens, ne purent calmer les remords qu'il éprouvoit pour avoir pris les Ordres schisma-

Entr. des affect.
pag. 479.

To. I. pag. 39.
& suiv.

tiques: il prit la résolution d'entrer en Religion pour expier cette faute; & ayant fait choix de la Compagnie de Jésus, il alla à Rome, où il fut reçu par le Général en 1573. Il séjourna un an à Rome, & fut envoyé ensuite en Bohême où il demeura sept ans, & reçut l'Ordre de Prêtrise à Prague. Il employa ce tems à enseigner, prêcher, faire des Missions, & aux autres fonctions de son ministère. Il s'y acquit une telle réputation, qu'il mérita plusieurs fois de compter leurs Majestés Impériales parmi ses auditeurs.

Comme il avoit fait paroître un talent particulier pour la conversion des hérétiques, son Général crut ne pouvoir l'employer mieux que dans les Missions d'Angleterre. En passant par Rheims, pour se rendre en son pays, il consulta le célèbre Docteur Allen, depuis Cardinal, pour sçavoir s'il ne travailleroit pas plus utilement au salut des ames en Bohême, que dans sa patrie; *Pere Edmond*, lui dit Allen, *vous ne pouvez pas aisément parvenir à la palme du Martyre en Bohême; vous le pourrez en Angleterre.* Cette anecdote nous a été conservée par Estius dans la *vie & martyre du P. Edmond Campian*.

Il arriva à Douvres avec le P. Parsons le 23 Juin 1580. Les Officiers de la Douane l'arrêterent pendant plusieurs heures. Il se rendit à Londres, & y prêcha son premier Sermon le jour de S. Pierre & de S. Paul, devant plusieurs personnes de la première distinction; & Jésus, dit l'Auteur de sa vie, le plaisir de m'y trouver. Bientôt ses vertus & son éloquence le firent goûter également des gens sensés de l'autre Religion, qui abandonnerent leurs

Prédicateurs, & coururent en foule pour l'entendre. Il est impossible d'expliquer ici tous les fruits que produisit son zèle. Il ne manqua jamais de prêcher une fois, & souvent il prêcha deux ou trois fois chaque jour.

Dès le moment de son entrée dans le Royaume, il avoit demandé à disputer publiquement contre les Protestans, & il a fortement insisté sur cette demande dans son excellent ouvrage adressé aux deux Universités. Les Protestans tâchèrent en vain d'y répondre par quelques méprisables Brochures; ils trouverent mieux leur compte à engager les Ministres de la Reine à l'accuser de trahison, qu'à accepter son défi; & ils jugerent qu'il étoit plus facile de l'opprimer par la violence, que de répondre à ses argumens. Ils répandirent donc dans le public que le Pape & les Princes étrangers se servoient de la coopération des Jésuites & des autres Missionnaires, pour exécuter leurs projets d'envahir l'Angleterre: ils n'omirent rien pour s'emparer de la personne du P. Campion, qu'ils affectoient d'appeler, par un léger changement fait en son nom, *le Champion du Pape*. Enfin après treize mois employés avec le plus grand succès dans la vigne du Seigneur, il tomba entre les mains de ses ennemis. Il fut découvert avec deux autres Prêtres dans la maison d'un Seigneur Catholique, par la trahison de George Elliot, le 17 Juillet 1581. Pendant qu'on le cherchoit, il offrit à ses compagnons de se découvrir lui-même, s'ils pensoient qu'on dût se contenter de le prendre, & qu'on cesseroit de les rechercher.

Aussitôt qu'il fut arrêté, il eut à souffrir toute sorte d'outrages de la part de ses ennemis. Outre qu'il fut garotté comme ses compagnons, les Ministres de la Reine avoient donné ordre qu'on mît sur son chapeau cette inscription en lettres capitales : *CAMPION JESUITE SEDITIEUX* ; & qu'on le fit rester tout le Vendredi à Colebroock, afin de le faire entrer dans Londres le Samedi. On le promena par toutes les places & les rues, où l'affluence du peuple étoit plus grande, à cause de la circonstance du jour du marché. Les personnes sensées virent avec douleur qu'on exposât à de tels opprobres, un homme qui s'étoit fait un si grand nom par son érudition & la sainteté de sa vie.

Campion fut livré le 22 Juillet au Gouverneur de la Tour de Londres. Outre les autres souffrances inséparables d'une telle prison, il fut mis plusieurs fois à la Question ; on vouloit le forcer par les plus cruels tourmens à déclarer quelles étoient les maisons où on lui avoit donné retraite, quelles personnes il avoit reconciliées à l'Eglise, par quels moyens il avoit imprimé & répandu ses Livres &c. Telles furent d'abord les choses sur lesquelles on l'interrogea. Mais quand on vit qu'il n'y avoit aucune espérance de l'attirer à la Religion Anglicane, ce que ses ennemis souhaitoient le plus, on l'accusa d'une prétendue conjuration ; on le tourmenta si cruellement, qu'il avoit à un ami qui avoit trouvé le moyen de parvenir jusqu'à lui, que dans les dernières questions qu'on lui avoit fait subir, il avoit cru qu'on vouloit l'y faire expirer. Non content de ces tor-

tures, ses ennemis mirent tout en œuvre pour le diffamer. Tantôt ils publioient que selon toutes les apparences, il alloit se faire Protestant ; tantôt, qu'il avoit déjà assisté à leurs cérémonies ; tantôt qu'il avoit révélé tout ce qu'on vouloit tirer de lui, & même que pour se punir de cette foiblesse, il s'étoit donné la mort en prison. Et je ne doute pas que l'on n'eût accredité ce mensonge, s'il avoit expiré dans les tourmens.

Au commencement le Gouverneur de la Tour espérant de le gagner par la douceur, le combloit de louanges, & le préféroit à tout ce qu'il y avoit de plus sçavant en Angleterre. Pour mieux réussir dans ce dessein, il fit venir les plus fameux Théologiens des deux Universités, sous prétexte de la dispute qu'il avoit demandée en mettant le pied dans le Royaume. On lui opposa donc cinq Théologiens bien pourvus de livres & de tous secours, tandis que lui étoit seul, sans livres, & si épuisé des maux qu'il avoit soufferts, qu'à peine pouvoit-il écrire son nom. Il n'y eut pas moins d'injustice dans la manière dont la dispute se passa. Toutes les fois que Campion pouvoit ses adversaires dans ses réponses, (car on ne lui permettoit pas de leur faire des objections ;) ceux qui présidoient à la dispute lui imputoient silence, le menaçant des Loix & des supplices. Ainsi disputèrent-ils trois fois contre l'homme de Dieu, mais avec tant d'acharnement, de malice & d'ignorance, que plusieurs des Protestans qui étoient présents, en furent autant scandalisés qu'ils furent édifiés de la modestie, de la douceur, de la

patience, de l'humilité & de la capacité du P. Campion.

Voyant donc qu'ils ne pouvoient rien gagner sur lui ni par lescairelles, ni par les disputes, ils résolurent de lui ôter la vie. A cet effet, ils imaginèrent certains chefs d'accusation contre lui & quelques autres Prêtres distingués par leur piété & leur doctrine : ils subornèrent trois ou quatre témoins, d'un caractère à attester avec serment les crimes en question touchant des personnes qu'ils n'avoient jamais vues ni connus. Le jugement se fit le 20 de Novembre. Quand le P. Campion & plusieurs autres Prêtres Seculiers comparurent devant leurs Juges, accusés d'avoir tramé ensemble des Conjurations à Rheims contre la Reine, il demeura évident qu'avant ce moment plusieurs d'entre eux ne s'étoient jamais vus, & que quelques-uns n'avoient jamais été à Rheims. Bien plus, un de ces Prêtres nommé Colleton, prouva aux Juges qu'il étoit à Londres le jour même auquel on l'accusoit d'avoir tenu avec les autres le Conseil à Rheims.

De douze Juges qu'ils étoient, trois voyant qu'on avoit juré la perte de ces serveurs de Dieu, ne voulurent jamais assister au Jugement. Ni de notre mémoire (c'est toujours le récit de M. Challoner) ni de celle de nos Pères, on n'avoit vu un si grand nombre de spectateurs de tout âge & de toute condition. On étoit curieux de voir le dénouement de cette fameuse Tragédie, dans laquelle on avoit fait jouer tout de machines, examens, questions; disputes, subornation de témoins &c. On desiroit sur tout de voir si les an-

ciens principes d'honneur & de justice, par lesquels notre Nation s'étoit toujours signalée, auroient encore la force de résister aux impulsions de l'autorité, & s'il y avoit encore des Juges assez intègres, pour aimer mieux perdre leurs charges & leur vie même, plutôt que de porter une Sentence contre ceux qu'ils sçavoient évidemment être innocens des crimes qu'on leur imputoit. Mais ce seul jour a fait connoître à tout l'Univers, que notre pauvre patrie, en perdant la Religion, a perdu en même temps l'équité, la droiture & la conscience.

Le P. Campion étoit si estropié de la Question, que dans ses interrogatoires, il n'étoit plus en état de lever la main, selon la coutume d'Angleterre; un Saint Prêtre son Compagnon dans les fers la lui leva, après l'avoir baisée comme à un Confesseur de Jesus-Christ. Rien de tout ce qu'avoient avancé les gens de la Reine & les faux témoins, ne regardoit en aucune manière aucun des prisonniers : tous le prouverent ; le P. Campion en particulier rendit son innocence si évidente, que les assistants convinrent tous d'une voix, que quel que fut le sort des autres, il étoit impossible de le condamner sur les crimes dont on le chargeoit. Mais on étoit déterminé à le trouver coupable, & aucune défenle ne put lui servir. Popham Avocat Général déclara que c'étoit la volonté expresse de la Reine ; les Juges le condamnèrent donc à être pendu & écartelé vif. Sentence la plus injuste qu'on ait jamais portée dans ce Royaume, qui a étonné non-seulement l'Angleterre, mais tout le monde Chrétien.

tien , que notre postérité verra avec regret , & dont nos derniers neveux rougiront.

Le P. Campion & ses Compagnons écoutèrent la Sentence avec respect , & marquerent leur joye par plusieurs textes de l'Ecriture dont ils se servirent pour leur consolation , & qui contribuèrent beaucoup à l'édification des spectateurs. Depuis le jugement jusqu'au jour de l'exécution , ils ne s'occupèrent que d'exercices de pitié. Campion montra tant de patience & de douceur , que long tems après le Geolier ayant dans sa prison le nommé Norton , disoit souvent qu'il avoit eu autrefois un Saint dans la personne du P. Campion ; mais que ce Norton qui en avoit été le persecuteur , étoit un Démon.

Les Protestans offrirent au P. Campion la vie , la liberté , & même des Pensions considérables , s'il vouloit embrasser leur Religion , ou seulement paroître l'approuver par quelque démarche. Mais il étoit trop pénétré de la grande leçon , *Quid prodest homini &c.* pour être touché de leurs offres. Le matin du 1 Décembre , il fut conduit dans un tombereau , & deux Prêtres dans un autre , à la place destinée pour l'exécution. Quand ils furent arrivés , le P. Campion se leva le premier : il alloit parler sur le Texte de S. Paul , *Spectaculum facti sumus &c.* lorsqu'il fut interrompu par ceux qui présidoient à l'exécution , & qui lui commandèrent d'avouer ses crimes. Il répondit qu'il étoit Catholique & Prêtre ; que c'étoit là toute la trahison dont il étoit coupable ; qu'il prenoit à témoin de son innocence Dieu devant lequel il alloit paroître , que la Lettre

qu'on avoit interceptée lorsqu'il étoit dans la Tour , & qui portoit que jamais il ne découvreroit les maisons où il avoit été accueilli , ne regardoit aucune conjuration contre la Reine & l'Etat , mais seulement les devoirs de son Ministère , & qu'il ne pouvoit s'expliquer là-dessus , sans nuire à ceux dans la maison desquels il avoit dit la Messe , entendu les Confessions &c.

Interpellé de dire ce qu'il pensoit de la Bulle de Pie V contre la Reine Elisabeth , il ne répondit rien : on lui demanda ensuite s'il avoit renoncé au Pape ; il répondit , je suis Catholique. Sur quoi quelqu'un dit à haute voix , comme je l'ai entendu moi-même. Cette qualité de Catholique renferme en soi toutes les trahisons. Enfin après avoir prié pour la Reine , & pardonné à ses persécuteurs , il fut exécuté , déclarant qu'il mourait dans l'Eglise Catholique. Sa patience dans les tourmens , & les sincères protestations qu'il avoit faites de son innocence , firent une telle impression sur le peuple , qu'il se retira touché de compassion & pleurant amèrement. Aussi les ennemis du P. Campion dans les récits qu'ils publièrent de sa mort , tâchèrent par toutes sortes de voyes d'en pallier l'injustice. Il souffrit à Londres en la place de Tyburn le 1. Décembre 1581 , à l'âge de 42 ans.

La Relation qu'on vient de lire fut donnée au public en 1582. C'est sur une vie si sainte , & sur une mort si héroïque , que les Jésuites , ont mis le P. Edmond Campion au nombre des *Martyrs de la Société*. Sont-ils les seuls ? Qu'on écoute les témoignages suivans , entre cent autres ; que nous pourrions produire.

1°. Trois jours après la mort du P. Campion, Bernardin de Mendoza Ambassadeur d'Espagne auprès de la Reine Elisabeth, écrivit à Madame sa Sœur sur cette mort en ces termes.
 „ Tous ceux qui sont ici , & moi en
 „ particulier , nous pouvons assurer
 „ que si on fait attention à la manie-
 „ re dont le P. Campion a souffert les
 „ derniers supplices, on peut le comp-
 „ ter parmi les plus illustres Martyrs
 „ de l'Eglise, & que son Ordre peut
 „ le regarder comme tel &c.

1° Florimond de Remond Conseiller au Parlement de Bourdeaux dit que le P. Edmond Campion étoit un Religieux d'insigne érudition & de très bonne vie ; un grand Champion de Jésus-Christ, que les Hérétiques ne cessèrent de persécuter, qu'ils ne l'eussent conduit au Martyre.

3° Le célèbre Docteur Guillaume Estius, a écrit en 1583 la Vie du P. Campian ; & l'a intitulée, *Vita & Martyrium Edmundi Campiani Sacerdotis Societatis Jesu.*

4° Aubert le Mire parle ainsi de ce Jésuite dans sa Chronique, à l'année 1581. *Edmond Campian natif de Lon-*

dres, Prêtre de la Compagnie de Jésus, un des plus illustres Martyrs de notre siècle, est mis cruellement à mort le 1. Décembre 1581, pour la défense de la Foi Orthodoxe, & de la suprême autorité du Souverain Pontife.

5° Creselius Allemand dans sa Bibliothèque d'Ingolstadt, fait un très-bel éloge de Campian, qu'il termine en disant que l'Allemagne a eu le bonheur de le posséder comme Confesseur, & que l'Angleterre le révere comme Martyr. Ensuite il rapporte les Vers (a) d'un Poète Allemand, qui expriment énergiquement les changemens que l'Hérésie cause dans un Royaume, lorsqu'elle vient à bout d'y dominer.

6° Guebrard dans sa Chronographie à l'année 1581, dit : *Edmond Campian & plusieurs autres Saints & Doctes personnages sont Martyrisés à Londres.*

7° Martin Siscovius, Polonois, dit : ** Nous donnons avec raison à Campian le titre de Martyr de Jésus-Christ, lui à qui on a offert si souvent la vie & la liberté, pourvu qu'il consentit à renoncer à l'Eglise Romaine, c'est-à-dire, à Jésus-Christ.*

(a) Olim Fidem que Christianam plurimos

Et nos docebat exteros ;

Episcopis & Regibus Sanctissimis

Beata mater Anglia ;

Nunc in suos furit Noverca filios ,

Omnisque nutrit hæreses.

Habet tamen suos adhuc fortissimos

Deo lucratos Martyres.

Edmunde quantis Campiane fructibus

Veram juvas Ecclesiam !

Mors testis est : profundis ò Martyr Dei

Pro veritate sanguinem.

Naiff. des hérétiques liv. 6. chap. 11. n. 4.

* Orat in fœdum Equitem Poloniæ.

8° Le P. Louis de Grenade de l'Ordre de S. Dominique, rapporte dans l'Abregé de son Catechisme les combats de ce Héros Chrétien, & il a un Chapitre intitulé, le Martyre du R. P. Edmund Campian de la Compagnie de Jesus.

9° M. Sponde dans ses Annales Ecclésiastiques, sous l'année 1581, décrit fort au long les actions du P. Campian, & les tourmens qu'il a endurés. Cet article a pour titre. *Edmundi Campiani in Angliâ certamina & Martyrium.*

10° Je finis par un morceau du savant & pieux Cardinal Baronius, qui regarde également le P. Campian & tous les Jésuites Anglois, qu'on traduit aujourd'hui en France comme auteurs de Régicides, à l'exemple de ce qu'ont fait en Angleterre les Hérétiques il y a 160 ans. A l'occasion du Martyr S. Thomas de Cantorbéry, il dit ce qui suit. * *Videre meruit saculum nostrum hac ex parte felicissimum, quàm plurimos Thomas, Sanctissimos Sacerdotes, aliosque nobilissimos viros Anglicanos amphori (liceat dicere) Martyrio coronatos, duplicique tituli coronis auctos : cum non solum ut Thomas, pro Ecclesiasticâ libertate, sed pro Fide Catholicâ inveniendâ restituendâ ac conservandâ, nobilissimo Martyrio occubuerint : ut inter alios, quos nuper Sancta Societas Jesu, sanctis eruditioibus ad Martyrium, acceptissimas Deo hostias saginavit ; quos Romanum, quos Rhemense, Sacra Collegia, quæ dixerim celsas turres a facie Aquilonis & fortissima propugnacula fidei, emisserunt ad triumphos, & prove-*

xerunt ad Coronas. Maçte animo, mac-te virtute Anglicanorum nobilissime & gloriosissime cœtus, qui tam illustri milita nomen dedisti, ac Sacramento sanguinem spondidisti. (a) Emular sanè vos Dei emulatione, cum vos Martyrii Candidatos (b) ac nobilissima purpura Martyres designatos aspicio ; compellor & dicere : Moriatur anima mea morte justorum, & fiant novissima mea horum similia.

Je termine ce long article des Jésuites Anglois par une réflexion qui me paroît bien naturelle & bien frappante ; il semble que c'est par un trinit particulier de la Providence, que le Rédacteur s'est porté à cet excès, de dénoncer comme coupables de Régicide, & cela sur la foi d'un Auteur Protestant, des hommes qui ont hautement prêché & défendu la Religion Catholique dans un Royaume livré en proie à l'Hérésie, qui se sont exposés par ce seul motif à mille travaux, à mille dangers, & dont quelques-uns ont versé leur sang pour une si belle cause.

* Martyr. Rom.
29 Decemb.

(a) Tous les jeunes Anglois en entrant dans ces Séminaires, font vœu de retourner dans leur patrie, aussitôt qu'ils seront Prêtres, si le Souverain Pontife le juge à propos, & d'y travailler à la défense & à la propagation de la Foi, jusqu'à l'effusion de leur Sang ; ils renouvellent ce vœu solennellement tous les ans.

(b) Baronius fait ici allusion au nom que l'on donne en Italie à ces jeunes Anglois qu'on appelle *Candidati del Martyrio*.

CHARLES SCRIBANI,
FLAMAND.

SCRIBANI étoit Gênois d'origine ; il naquit à Bruxelles en 1561, & entra au Noviciat des Jésuites à Trêves en 1582. Après avoir professé la Philosophie à Douai, il fut Supérieur de différentes Maisons, & Provincial. Il possédoit si bien l'Espagnol, l'Allemand, l'Italien, le François & le Flamand, que chacun le croyoit du pays dont il parloit la langue. Le sçavant Henri du Pui le regardoit comme un homme capable de bien écrire en tout genre de Littérature. Valere André dans sa Bibliothèque des Pays-bas, le représente comme un des plus rudes adversaires qu'ait eu l'Hérésie, & lui donne le titre de *Fleur des Calumnistes*.

Il jouissoit de la considération des principaux Potentats de l'Europe. Urbain VIII & Ferdinand II l'ont souvent honoré de leurs Lettres. Philippe IV Roi d'Espagne lui fit témoigner par le Comte d'Olivarez que vu l'estime qu'il avoit conçue pour lui, deux choses lui faisoient de la peine, la première qu'il étoit trop éloigné de lui pour pouvoir profiter aisément de ses lumières ; la seconde, qu'il auroit souhaité que le Livre intitulé *Politico-Christianus*, que Scribani lui avoit dédié, ne fût que pour lui seul, & lui servit de guide secret, au lieu qu'il étoit entre les mains de tout le monde. Henri le grand fut si charmé de la lecture de son Livre qui porte pour titre, *Amphitheatrum honoris*, que quelques ennemis des Jésuites ayant entrepris de le faire brûler, parce que Scribani s'exprime dans un endroit tou-

chant les droits du Pape sur le temporel des Rois, comme s'exprimoient les Ultramontains, il lui adressa des Lettres patentes, où il fait l'éloge de son ouvrage, & lui accorde les droits & les privilèges de Citoyen dans tout le Royaume.

Les Princes Albert en Flandres, Maximilien en Bavière, Wulfang-Guillaume de Neubourg, les Cardinaux Borromée, Burgia, Cobelluti, Barberin, Bentivoglio, S. Séverin, Cueva &c. étoient remplis de la plus haute estime pour le sr. Scribani. Nuit & jour à Bruxelles il étoit consulté par les personnes les plus distinguées. Ennuyé de cette vie tumultueuse, il demanda à retourner à Anvers : mais il n'y fut gueres plus tranquille ; toutes les difficultés des Négocians lui étoient apportées, & ses décisions les terminoient définitivement.

Après quatre ans de maladie & de douleurs supportées avec une patience vraiment chrétienne, il mourut à Anvers en 1629, après avoir rempli toute l'Europe du bruit de son nom, selon l'expression d'Aubert le Mire. Il fut enterré dans la magnifique Eglise des Jésuites, qu'il avoit fait bâtir. Une des plus nobles Maisons du Pays lui fit ériger un Mausolée en marbre & en bronze doré ; on en lit l'Inscription dans Moréri.

Scribani a laissé un grand nombre d'ouvrages, la plupart contre les Calvinistes ; celui qui a pour titre *Amphitheatrum honoris*, l'a fait mettre parmi les Régicides ; il ne porte ni approbation ni permission d'aucun Jésuite. On l'a brûlé à Paris & à Bourdeaux ; Rouen & Rennes n'en parlent pas.

ETIENNE

ETIENNE BAUNY,
FRANÇOIS.

fait brûler : il n'en a point été question ni à Paris ni à Rennes.

BauNy naquit à Moufon dans le Diocèse de Rheims en 1564. & se fit Jésuite en 1593. Il a enseigné la Théologie morale pendant 16 ans. Le grand Cardinal de la Rochefoucault avoit une si haute estime de la prudence, de la doctrine & de la vertu du P. Bauny, qu'il lui donna toute sa confiance. Il consacra les dernières années de sa vie à travailler au salut des âmes dans le Diocèse de S. Pol-de-Léon en Bretagne. Il contracta dans cette pénible fonction la maladie dont il mourut le 4 Décembre 1649, âgé de 84 ans. On voit par ce seul trait, que s'il a excédé en douceur, ce n'a pas été pour lui-même.

Il a laissé une Théologie Morale en quatre tomes *in folio*, & un autre ouvrage intitulé, *Somme des péchés qui se commettent dans tous les Etats*. Il le composa en François, par l'ordre très-express d'un Prélat, comme il le dit lui-même; il est vraisemblable que c'étoit l'Evêque de S. Pol-de-Léon. Il y a dans cette *Somme des Péchés* plusieurs propositions relâchées: aussi est-ce principalement sur cet ouvrage que les Pascal, les Nicole &c. ont accusé les Jésuites de Morale relâchée. Il est cité dans les Extraits des Affertions, sous le *Blasphème*, le *Vol*, l'*Homicide* & le *Régicide*. On ne voit dans l'annonce de son Livre, ni Approbation ni Permission des Supérieurs Jésuites. L'Assemblée du Clergé l'a condamné en 1642. Les Parlemens de de Bourdeaux & de Roüen l'ont

Suite de la III. Partie.

VINCENT FILLIUCIUS,
ITALIEN.

Filliucius né à Sienné en 1566, entra chez les Jésuites en 1584. Après avoir enseigné la Philosophie, les Mathématiques, & gouverné le Collège de Sienné, il professa dix ans la Théologie Morale au Collège Romain; ensuite il fut Pénitencier du Pape à S. Pierre, & Casuiste en chef du S. Office. Il mourut en 1621. Son ouvrage des Questions Morales est cité six fois dans le Recueil, savoir sous le *Probabilisme*, le *Péché Philosophique*, la *Simonie*, le *Parjure*, le *Vol* & l'*Homicide*. Le Rédacteur dit que Filliucius est *inserit avec élogé* dans Alegambe & dans Sotwel: c'est une fausseté. Ces deux Auteurs rapportent précisément les emplois qu'il a remplis, & les ouvrages qu'il a composés. Il dit que l'ouvrage de Filliucius a été approuvé par le Général; c'est une autre fausseté. Il ne dit pas qu'il a été approuvé par l'Evêque de Damas, par M. Deville, & imprimé avec la permission du Vicaire Général de Lyon: c'est une suppression maligne. Il se sert de l'Edition de 1633 en faveur de la chaîne Chronologique, tandis que la première Edition est de 1625: c'est une adresse. Le Livre de Filliucius a été supprimé à Bourdeaux, brûlé à Roüen, passé sous silence à Paris & à Rennes.

G

JACQUES KELLER,
ALLEMAND.

CORNEILLE DE LA PIERRE,
FLAMAND.

Keller naquit à Sekingen dans le Diocèse de Constance en 1568, & se fit Jésuite à l'âge de 20 ans. Il enseigna la Philosophie & la Théologie avec distinction, & gouverna le Collège de Munick pendant plus de 20 ans. L'Electeur de Baviere en faisoit beaucoup de cas & le consultoit souvent. Albert frere de l'Electeur & son Epouse le prirent pour leur Conseiller pendant plusieurs années. Il a combattu vivement l'hérésie, & par ses conférences, & par ses écrits. Il mourut à Munick, âgé de 63 ans. La joye que sa mort donna aux hérétiques, & le regret qu'elle causa aux Catholiques, sont le plus bel éloge qu'on puisse faire de ce Jésuite.

Il est cité une fois dans le Recueil, comme enseignant le Régicide. Nous avons expliqué dans le premier Volume de cette Réponse (page 478) les raisons pour lesquelles le Rédacteur a tronqué le titre du Livre du P. Keller. Nous remarquerons de plus que le P. Théodore Busée ne l'a point approuvé, mais qu'il a seulement permis de l'imprimer; & que cette expression *Ex auctoritate Generalis Claudii Aquaviva*, quelque sens que le Rédacteur veuille lui donner, ne signifie autre chose, sinon que le P. Busée Provincial, tient, ainsi que les autres Provinciaux, du P. Général le pouvoir de permettre l'impression des ouvrages des Jésuites. L'ouvrage de Keller a été brûlé à Paris & à Bourdeaux. Roüen & Rennes s'en disent rien.

Il naquit au pays de Liège en 1568, & montra dès sa plus tendre jeunesse une grande piété. Il entra chez les Jésuites en 1592, fut professeur de Langue Hébraïque & d'Ecriture Sainte à Louvain pendant plus de 20 ans; delà il alla à Rome où il continua le même emploi, jusqu'à ce que l'âge ne lui permettant plus de fournir à ce travail, il consacra le reste de sa vie à la prière, & à perfectionner ses Commentaires. C'étoit un très-saint Religieux, qui dans toutes ses actions & dans tous ses travaux n'a jamais eu en vue que la gloire de Dieu, & qui lui demandoit constamment la grace de verser son sang pour lui. Il mourut saintement à Rome le 12 Mars 1637. Son corps fut placé par ordre des Supérieurs dans un cercueil particulier, afin qu'on pût le reconnoître dans la suite; tant étoit grande l'idée qu'on avoit de sa vertu.

Il a laissé 16 volumes *in-folio* de Commentaires sur presque toute l'Ecriture; il s'en est fait diverses Editions à Anvers, à Paris, à Venise, & à Lyon. Dans un ouvrage si considérable, le Rédacteur a recueilli deux extraits qu'il a placés l'un sous l'*Impudicité*, l'autre sous le *Régicide*. Le premier extrait est tiré de son Commentaire sur les quatre grands Prophètes, qui a été condamné au feu à Bourdeaux. Le second est pris du Commentaire sur les Actes des Apôtres, dont l'Arrêt de Bourdeaux ne parle pas. Ces mêmes ouvrages n'ont essuyé aucune flétrissure, ni à Paris, ni à Roüen, ni à Rennes.

DES AUTEURS JÉSUITES &c. LI
 ANTOINE SANCTARELLI, NICOLAS CAUSSIN,
 ITALIEN. FRANÇOIS.

Sanctarelli naquit en 1569 à Adria, & entra chez les Jésuites à Rome, âgé de 17 ans. Après avoir enseigné la Théologie morale pendant huit ans, il passa la meilleure partie de sa vie à Rome dans l'exercice des œuvres de charité propres du saint ministère. Sur la fin de ses jours étant devenu aveugle, il supporta cette affliction avec beaucoup de patience, bénissant Dieu de ce qu'elle ne le mettoit pas hors d'état de rendre service au prochain en entendant les Confessions. Il mourut à Rome en 1649.

On a de lui plusieurs ouvrages de piété, & un *Traité de Hérésie, Schisme* &c. qui contient quelques principes ultramontains, au sujet desquels on suscita une furieuse tempête aux Jésuites François en 1626 : ils désavouèrent alors bien formellement ces principes, comme ils ont toujours fait depuis.

Cet ouvrage est cité dans les Extraits des Assertions sous le *Régicide*. Il n'a pas seulement été imprimé avec la permission du Général de la Compagnie, comme le Rédacteur le fait entendre, mais avec celle du Vice-gérant du Pape, & du Maître du Sacré Palais. Il fut brûlé en 1626 par Arrêt du Parlement de Paris. Cette scélérissure est rappellée dans l'Arrêt du 6 Août 1761. A Bourdeaux, la Cour a ordonné qu'il fut mis au Greffe. Rennes & Rouen n'ont rien statué à ce sujet.

Caussin naquit à Troyes en Champagne en 1570, & se fit Jésuite à 26 ans. On dit qu'Henri IV l'ayant un jour envisagé, fut frappé de sa physionomie, & dit ; voilà un homme qui fera un jour honneur à mon Royaume & à toute sa Compagnie. Il ne se trompa point dans sa conjecture. Le P. Caussin, dit Aubert le Mire, s'est distingué par sa profonde érudition, son éloquence, & encore plus par sa rare probité. Il a enseigné avec succès la Rhétorique à Rouen, à la Flèche & à Paris : il a prêché dans les principales Villes du Royaume. Louis XIII. l'appella ensuite à la Cour pour être son Confesseur. Il mourut à Paris le 2 Juillet 1651.

Entre autres ouvrages, il a fait une *Réponse à la Théologie morale des Jésuites*, Libelle publié par les Jansénistes en 1642. Cette réponse, quoique dédiée au Clergé de France, ne pouvoit manquer d'être citée dans le Recueil ; on la cite sous le *Probabilisme*, le *Péché Philosophique* & l'*Irreligion*. Elle ne porte aucune approbation ni permission des Supérieurs. On l'a supprimée à Bourdeaux. Paris, Rouen & Rennes n'en disent rien.

GILLES DE CONINCK,
 FLAMAND.

Coninck naquit à Baillieu en 1571. Il avoit l'esprit orné des plus belles connoissances en fait de Littérature. Il fut disciple de Lessius, & lui succéda dans sa Chaire de Théologie à Louvain, qu'il occupa pendant vingt-trois ans.

Il mourut à Louvain en 1633. Ses Commentaires sur la Somme de S. Thomas sont cités dans le Recueil, comme contenant l'enseignement du Probabilisme ; & à ce seul titre, on les a condamnés au feu à Roüen ; ils doivent être au Greffe à Bourdeaux, Paris & Rennes n'en parlent pas.

Le Rédacteur dit que *ces ouvrages se trouvent cités avec éloge dans les deux Catalogues des Ecrivains de la Société, dans celui d'Aléambe, dans celui de Sorvel*. L's ne lui donnent ni l'un ni l'autre aucun mot d'éloge. Il travestit en Approbation la Permission d'imprimer donnée par le Général Vitelleschi, & il ne dit rien de l'Approbation d'un Docteur en Théologie, Chanoine d'Anvers.

SEBASTIEN HEISSIUS.

ALLEMAND.

IL naquit à Ausbourg en 1571, & entra à l'âge de 20 ans dans la Compagnie, où il s'est distingué par son esprit, sa science & sa vertu. Il a combattu les Hérésies de son tems avec beaucoup de force, & ses écrits ont mérité l'applaudissement des sçavans. Il étoit très exact à tous les exercices de Religion ; ne pouvant presque plus marcher, il ne laissoit pas de célébrer tous les jours la Messe. Il mourut à Ingolstadt en 1614. Il a laissé plusieurs ouvrages de Controverse ; celui pour lequel il est placé dans le Recueil sous le *Régide*, a été mis au Greffe à Bourdeaux ; les Arrêts de Paris, de Roüen & de Rennes n'en font pas mention.

Le titre de l'ouvrage de Heissius

est celui-ci. *Ad Aphorismos doctrina Jesuitarum, aliorumque Pontificiorum, ex dictis, scriptis, aliisque publicis collectos, declaratio Apologetica Sebastiani Heissii*. Ce titre est ainsi traduit dans le Recueil. *Déclaration Apologétique de Sebastien Heissius sur les Aphorismes de la doctrine des Jésuites, tirés de leurs discours, écrits & Actes publics*. L'hérétique auteur des Aphorismes attaque les Jésuites comme Papistes ou Catholiques, & il attaque leur Doctrine, comme étant celle des autres Papistes ; c'est ce que marque évidemment les mots, *aliorumque Pontificiorum*. Le Rédacteur supprime ces mots dans la Version Française. Pourquoi ? C'est que les Hérétiques du 16^e siècle, parcequ'ils étoient ouvertement Hérétiques, attaquoient ouvertement les Jésuites comme Papistes ; au lieu que ceux de nos jours qui s'obstinent à se dire Catholiques, n'oseroient avouer que les Jésuites sont Catholiques. C'est encore que les Hérétiques du 16^e siècle, confondoient la doctrine Jésuitique avec la Doctrine Papistique ; & que ceux de nos jours qui dirigent tous leurs efforts contre les seuls Jésuites, s'avoueroient coupables d'injustice & de partialité, s'ils convenoient que l'enseignement des Jésuites est l'enseignement commun des Catholiques.

JACQUES GRANADO,
ESPAGNOL.

GRanado né à Cadix en 1572, entra dans la Compagnie de Jésus à 14 ans. Il fut toute la vie si pénétré de la grace que Dieu lui avoit faite en l'y appelant, que pour le remercier

cier, il passoit chaque année durant huit jours un tems considérable devant le Saint Sacrement. Il pratiquoit la même chose à l'anniversaire de son Bapême, de ses vœux, de son élévation au Sacerdoce & de sa dernière Profession. Le principal but qu'il se proposoit en toutes ses actions, étoit de se rendre de jour en jour plus digne de célébrer la Sainte Messe. C'est lui qui a introduit le premier à Séville l'usage de célébrer l'Octave du S. Sacrement aussi solennellement qu'on le fait aujourd'hui. L'objet le plus tendre de sa dévotion, après Jésus-Christ, fut la Mere de Dieu. Il étoit tellement absorbé en récitant le Chapelet, qu'il ne voyoit ni n'entendoit aucun de ceux qui étoient autour de lui. Il a beaucoup contribué à augmenter le culte de l'Immaculée Conception, soit au dedans de notre Compagnie, soit au dehors. Son union avec Dieu étoit si intime, qu'il ne perdoit jamais sa présence. Il cherchoit toutes les occasions de faire du bien à ceux qui lui faisoient du mal; en sorte qu'on étoit persuadé que le meilleur moyen de gagner ses bonnes grâces, étoit d'être son ennemi ou de le paroître.

Après avoir enseigné trente ans la Philosophie & la Théologie, il passa le reste de sa vie à prêcher, à confesser, à catéchiser les petits enfans & les pauvres dans les places publiques. Il étoit Recteur à Grenade, quand il tomba malade de la maladie dont il mourut. Lorsqu'on lui annonça que sa fin étoit proche, il leva les mains au Ciel & s'écria : *Letatus sum in his que ditta sunt mihi* &c. Il mourut le 5 Janvier 1632, âgé de 60 ans.

A cette nouvelle, ce ne fut qu'une seule voix dans tout Grenade, *Le Saint est mort*. Chacun s'empressa de lui donner des marques de sa vénération en lui baisant les pieds & les mains. Le bruit se répandit bientôt que plusieurs personnes avoient ressenti les effets de sa protection par des miracles opérés en leur faveur.

Il a laissé des Commentaires sur la première partie de la Somme de S. Thomas. Le Rédacteur l'a dénoncé comme ayant enseigné la Compensation occulte. Son ouvrage a été mis au Greffe à Bourdeaux, Paris, Roien & Rennes n'en parlent pas.

ADAM TANNER,
ALLEMAND.

Tanner naquit à Inspruck en 1572, entra chez les Jésuites en 1590, & après ses études, la Théologie fit l'occupation de toute sa vie. Il enseigna d'abord l'Hébreu pendant quelques années à Ingolstadt & à Munich; ensuite il professa la Théologie Morale dans cette dernière Ville. Pendant ce tems là, il fut appelé à Ratisbonne pour assister à une Conférence entre les Catholiques & les Hérétiques, en présence des Ducs de Bavière & de Neubourg. La Victoire demeura aux Catholiques, comme on le peut voir par les Actes de cette Conférence, qui ont été rendus publics.

Après avoir encore enseigné la Théologie Morale à Ingolstadt pendant 15 ans, il alla à Vienne par ordre de l'Empereur Mathias, pour remplacer dans la Théologie le P. Martin Bican. Ferdinand II ayant donné aux

Jésuites l'Université de Prague, voulut que le P. Tanner en fût Chancelier. Mais à peine y avoit-il été un an, que ses infirmités l'obligèrent à reprendre l'air auquel il étoit accoutumé. Cependant Guitave Adolphe étant venu ravager la Bavière, Tanner voulut gagner le Tirol, & mourut en chemin dans un Village le 25 Mai 1632.

C'étoit un homme parlant peu, d'un esprit pénétrant, sérieux & appliqué, très-versé dans la connoissance de l'Histoire Ecclésiastique, & des ouvrages des Saints Peres, qu'il lisoit continuellement. La sainteté de sa vie, & sa grande érudition le rendoient respectable à tout le monde. On a de lui un grand nombre d'ouvrages, & entre autres une Théologie Scholastique en quatre volumes *in-folio*. Les deux Extraits rapportés de lui sous l'*Homicide* & le *Régicide*, sont tirés du troisième volume. Les quatre volumes ont été brûlés à Paris, mis au Greffe à Bourdeaux & à Rennes, passés sous silence à Roüen. Le Rédacteur n'a pas jugé à propos de faire connoître au public, que l'ouvrage de Tanner avoit été approuvé par la faculté de Théologie d'Ingolstadt. Il dit que cet Auteur est inséré avec éloge dans le Catalogue de Ribadeneira. Voici tout l'éloge : *Adamus Tanner, natione Germanus, patriâ Anipontanus, scriptit &c.* Suit le Catalogue de ses écrits, & rien de plus.

NICOLAS BALDELLO,
ITALIEN.

Baldello né à Cortone en 1573, entra dans la Compagnie en 1589.

Il a enseigné la Philosophie & la Théologie Scholastique & Morale à Rome pendant vingt ans; il a montré beaucoup de prudence & de vertu dans le gouvernement du Collège de Pérouse, de la Pénitencerie & de la Maison Professe de Rome. Toute sa vie il a eu un grand zèle pour le salut des âmes, & l'a fait paroître dans les Missions, tant qu'il a pû s'y livrer, & par son assiduité à entendre les Confessions dans un âge plus avancé. Il est mort à Rome en 1655. Il a laissé deux volumes *in-folio* sur la Théologie Morale; le Rédacteur en cite deux Extraits sous le *Probabilisme* & le *Régicide*. Son ouvrage est au Greffe à Bourdeaux, Paris, Roüen & Rennes n'en disent rien. Dans l'annonce du livre, telle que la présentent les Extraits des Assertions, on ne voit ni la permission d'imprimer du Maître du sacré Palais, ni celle du Doyen des Comtes de Lyon Vicaire Général de cette Métropole.

GASPARD HURTADO,
ESPAGNOL.

IL naquit en 1575 à Mondexar. Après avoir reçu le Bonnet de Docteur en Théologie à Alcalá, il fut nommé premier Professeur de Philosophie, & deux fois Conseiller dans cette Université. Ces places étoient pour lui un moyen sûr de parvenir aux dignités Ecclésiastiques : mais il renonça à de si belles espérances, pour se consacrer à Dieu dans la Compagnie de Jésus à l'âge de 32 ans. Il a professé la Théologie pendant trente ans à Murcie, à Madrid & à Alcalá. Dès sa plus tendre jeunesse, il aima la vertu, &

engagea plusieurs de ses compagnons à entrer dans différens Ordres Religieux. Devenu Religieux lui-même, il en remplit tous les devoirs avec la plus grande exactitude. Etant à la Cour de Madrid, il gagna à Dieu beaucoup de personnes par son exemple & sa doctrine. Dans sa vieillesse, il se retira de Madrid à Alcalá, où on le fit Doyen de la Faculté de Théologie, & Censeur du Tribunal du Saint Office. Il y mourut âgé de 71 ans. La Ville & l'Université s'empresèrent de lui rendre des honneurs proportionnés à la haute estime qu'elles en faisoient. Il a laissé huit volumes sur la Théologie; il est cité dans le Recueil sous l'*Impudicité* & l'*Homicide*. Bourdeaux a fait mettre ses ouvrages au Greffe. Paris, Rouen & Rennes n'en parlent pas.

PAUL LAYMANN,
ALLEMAND.

Laymann naquit à Inspruck en 1576, & se fit Jésuite en 1594. Il a enseigné les Cas de conscience durant 16 ans, & le Droit Canon dans lequel il excelloit, pendant sept ans, à Ingolstadt, à Munick & à Dillingue. On le consultoit de fort loin sur les matières les plus difficiles, & les Docteurs des autres Universités n'éparagnoient rien pour se procurer ses écrits. Sa Modestie & son humilité égaloient ses talens. Il mourut à Constance âgé de 60 ans. Le plus considérable de ses ouvrages est sa Théologie Morale, dont il s'est fait diverses Editions à Munick, à Würzburg, à Lyon, à Paris & ailleurs. Elle est citée jusqu'à dix fois dans le Recueil, sous le *Pro-*

babiliisme, le *Péché Philosophique*, la *Simonie*, la *Magie*, le *Parjure*, la *Prévarication de Juges*, le *Vol*, le *Suicide*, le *Régicide*. Les Arrêts de Paris, de Rennes & de Rouen n'en parlent pas; celui de Bourdeaux l'a condamnée au feu. Le Rédacteur dit que *ce Livre est inséré avec éloge dans les deux Catalogues des Ecrivains de la Société*. Alégambe & Sorwel ne lui donnent pas un seul mot d'éloge. Il cite de plus tantôt l'Edition de Paris en 1627, tantôt celle de Würzburg en 1748, & place ainsi le même Auteur presque aux deux extrémités de sa chaîne Chronologique.

ETIENNE FAGUNDEZ,
PORTUGAIS.

Fagundez né à Viane en 1577, entra dans la Compagnie en 1594. Il a enseigné la Théologie Morale pendant dix ans à Lisbonne; où il est mort en 1645. On a de lui, entre-autres écrits, deux tomes *in-folio* sur les préceptes du Décalogue. Il est cité cinq fois dans le Recueil, comme enseignant le Probabilisme, l'Idolatrie, le Parjure, le Vol & l'Homicide. Bourdeaux a supprimé son ouvrage. Paris, Rouen & Rennes n'en ont rien dit. Le Rédacteur dit que cet auteur est inséré avec éloge dans Alégambe & dans Sorwel; c'est une fausseté. Il supprime l'approbation de Robert Berthelot Evêque de Damas, & de Claude Cocher, Prieur des Dominicains de Lyon. Pour enser sa liste Chronologique, il se sert tantôt de l'Edition de 1628, tantôt de celle de 1640, toutes deux faites à Lyon.

FRANÇOIS AMICI,
ITALIEN.

A Mici né à Cosence en 1578, se fit Jésuite à 18 ans. Après avoir enseigné la Théologie pendant vingt-quatre ans à Aquila, à Naples & à Gratz, il fut fait Chancelier de l'Université de cette dernière Ville, & ensuite Préfet général des études à Vienne, emploi qu'il a rempli pendant neuf ans. Toute sa vie a été partagée entre la prière & l'étude. Il mourut à Gratz en 1651. Il a laissé neuf tomes *in-folio* sur la Théologie. Le troisième Tome est cité sous le *Probabilisme*, le sixième sous le *Blasphème*, le cinquième sous le *Vol* & l'*Homicide*. Aucun de ces trois Tomes n'a été flétri, ni à Paris, ni à Roijen, ni à Rennes, ni à Bourdeaux. Mais ce dernier Parlement a supprimé le quatrième Tome dont on n'a tiré aucun extrait. On ne voit point dans le Recueil l'approbation de Gaspard Estrix Censeur des Livres à Anvers pour le troisième Tome, ni celle du célèbre Sylvius pour le quatrième & le cinquième.

FRANÇOIS DE LUGO,
ESPAGNOL.

FRançois de Lugo, frere aîné du Cardinal Jean de Lugo, naquit à Madrid en 1580, & entra dans la Compagnie en 1600, étant déjà Licencié en Droit. Il étoit si ponctuel dans l'observation de ses règles, qu'à peine le vit-on jamais en transgresser une seule. Après avoir professé la Philosophie, il demanda par humilité qu'on le consacra dans les basses Classes à l'instruc-

tion des enfans. Au lieu de cela, on le fit Professeur en Théologie. Au bout de quelques années, il demanda la Mission des Indes & l'obtint. Il enseigna la Théologie à Mexico, où son excellent esprit le fit estimer autant qu'en Europe. Lorsqu'il retournoit en Espagne, la flotte fut prise par les Hollandois; il gagna terre comme il put à l'Isle de Cuba; mais il perdit la meilleure partie de ses Commentaires sur la Somme de S. Thomas. Il se rendit à Rome pour assister à la huitième Congrégation générale: on l'y retint en qualité de Censeur des Livres; & bientôt il y fut beaucoup plus connu & plus considéré qu'il ne souhaitoit: ce qui le porta à solliciter son retour en Espagne, où il mourut en odeur de sainteté le 17 Décembre 1652. Il a laissé sur la Théologie deux Volumes *in-folio* & trois *in-4°*. Il est cité sous le *Sacrilège* & le *Parjure*. L'Arrêt de Bourdeaux ordonne que le Traité des Sacremens soit mis au Greffe. Paris, Rouen & Rennes ne parlent d'aucun de ses ouvrages.

JACQUES TIRIN,
FLAMAND.

I L naquit à Anvers en 1580, & entra chez les Jésuites en 1600. Il a été Professeur de l'Ecriture Sainte pendant trois ans; & a rempli dans son Ordre différens emplois importants. Il est mort à Anvers en 1636. On a de lui un Commentaire très-estimé sur l'Ecriture.

Le Parlement de Paris par son Arrêt du 6 Août 1761, a fait bruler ce Commentaire de Tirin, comme enseignant une doctrine meurtrière, abominable,

contraire

contraire à la sûreté de la vie des Souverains. Cependant les Extraits des Affertions ne font nulle mention de Tirin sous le *Régicide*. On ne voit son nom qu'une seule fois dans l'article *Impudicité*, où on lui attribue un sentiment qui n'est pas le sien. Ce même Commentaire a été supprimé à Bourdeaux, mis au Greffe à Rennes, & passé sous silence à Roïen. Le Rédacteur dans l'aunonce qu'il en a faite, a supprimé les approbations données par d'autres que des Jésuites. De plus il cite une Edition de 1658, au lieu de la première qui est de 1632.

FERDINAND DE CASTRO-
PALAO,
ESPAGNOL.

IL naquit à Léon en 1581, & se fit Jésuite à 15 ans. Après avoir enseigné la Philosophie à Valladolid, la Théologie morale à Compostelle, la Scholastique à Salamanque, il fut Consultant & Qualificateur du S. Office, & Recteur des Collèges de Compostelle & de Médiine : il mourut dans ce dernier en 1633. Dès sa plus tendre enfance, il montra beaucoup de piété, & sur-tout une grande dévotion à la Ste Vierge : on ne l'appelloit dès-lors que le Prédestiné, l'Ange, le Saint. Il fut toute sa vie exact observateur de ses règles, pauvre, obéissant, mortifié, & d'une humilité profonde au milieu des applaudissemens. Lorsqu'il professoit la Morale à Compostelle, il étoit écouté comme un oracle, le concours de ses auditeurs étoit si grand qu'on n'en avoit point vu auparavant, & qu'il ne s'en est pas vu depuis un

Suite de la III. Partie.

senible. Il reçut l'aunonce de sa mort avec un vrai transport de joye, & sur quelques paroles qu'il laissa échapper, on jugea qu'il avoit conservé son innocence baptismale toute sa vie.

On a de lui sept tomes *in-folio* sur la Morale, qui ont été imprimés trois ou quatre fois à Lyon. Il est cité dans le Recueil sous le *Probabilisme*, l'*Impudicité*, le *Parjure* & le *Régicide*. Paris, Rennes & Roïen n'ont fait aucune mention de ses ouvrages. Bourdeaux a ordonné qu'on les mit au Greffe pour y être fait droit. Le Rédacteur dit que l'*Ouvrage* de Castro-Palao est inscrit avec éloge dans les deux Catalogues des Ecrivains de la Société. Cela est faux : Alégambe & Sotwel louent la personne de l'Auteur, mais ils ne donnent pas un mot d'éloge à ses écrits. Il dit que la première partie de cet Ouvrage a été imprimée en 1631 avec la permission du Provincial de Castille ; il auroit dû ajoûter ; avec l'Approbation de Dominique Velez Augustin, & avec la permission du Vicaire général de Médiine. Il dit pareillement de la troisième partie qu'elle a été imprimée en 1638, avec la même permission que la première. La fidélité demandoit qu'il ajoutât : avec l'Approbation de M. Deville Vicaire général de Lyon, & de deux Docteurs de la Faculté de Théologie de Paris.

JEAN DE LUGO,
CARDINAL, ESPAGNOL.

DE Lugo naquit à Madrid l'an 1585 : Il se dit de Séville à la tête de ses

H

ouvrages, parce que sa famille y étoit établie depuis longtems. Il entra dans la Compagnie en 1603, après avoir surmonté bien des obstacles du côté de ses parens. Ses Supérieurs le trouverent toujours prêt à suivre leur volonté. Lorsqu'il enseignoit la Théologie à Valladolid, Mutio Vitelleschi l'appella à Rome pour le même emploi : on lui conseilloit de s'excuser sur sa santé, pour ne pas entreprendre ce voyage : il consulta le P. Louis Dupont alors son Confesseur, qui après y avoir pensé devant Dieu, lui dit : *La Providence de Dieu est grande ; on ne la connoit pas assez : allez, partez sans réplique.* Il obéit, & continua à enseigner la Théologie à Rome durant vingt ans avec une estime universelle, non-seulement pour son érudition ; mais encore pour sa vertu.

Lorsqu'il eût composé son Ouvrage de *Justitia & jure*, les Supérieurs jugerent qu'il devoit le dédier à Urbain VIII. A cette occasion il parut pour la première fois devant le Pape, qui le goûta, s'en servit dans diverses affaires, & le nomma Cardinal, au moment qu'il y pensoit le moins. Il n'avoit jamais vu le Consistoire, quand il y fut introduit pour recevoir le Chapeau. Il se rendit au Vatican selon l'ordre qu'il en avoit reçu, & ne voulut point permettre qu'on le revêtit des habits avec lesquels il devoit paroître devant sa Sainteté, qu'au-paravant il ne lui eût parlé sur le vœu qu'il avoit fait de ne recevoir aucune dignité. On lui répondit que le Pape l'en avoit dispensé. *Si cela est*, dit-il, *je suis libre d'y consentir ou non ; & autant qu'il dépendra de moi, je n'y*

consentirai jamais. Il fut donc introduit à l'Audience ; le Pape lui dit : Je vous ordonne par un commandement formel & très-formel d'accepter cette Dignité. De Lugo fut contraint de se rendre, & reçut le Chapeau des mains de sa Sainteté.

Ce nouvel honneur ne changea rien en son ancienne manière de vivre, ni en son caractère doux & affable envers tout le monde. Il faisoit tous les jours l'heure d'oraison prescrite dans la Compagnie ; tous les jours il célébroit la Sainte Messe ; & chaque année il se retiroit dans quelque Maison de Jésuites, pour y vaquer aux exercices spirituels pendant huit jours. Jamais il ne voulut souffrir dans son Palais aucun meuble contraire à la simplicité Religieuse. Il mourut le 20 Aoust 1660, & fut enterré aux pieds de S. Ignace, comme il l'avoit souhaité.

On a de lui six volumes *in-folio* d'ouvrages Théologiques. Il est cité cinq fois dans le Recueil sous le *Probabilisme*, le *Péché Philosophique*, le *Vol*, l'*Homicide* & le *Régicide*. Le premier tome de *Justitia & jure*, a été brûlé à Bourdeaux : les autres ont dû y être mis au Gressé. Les Parlemens de Paris, de Rouen & de Rennes n'ont fait aucune mention des ouvrages de ce Cardinal.

Le Rédacteur dans l'annonce des différens tomes qu'il cite, n'omet aucune des approbations données par des Jésuites. Mais il supprime celles de François Cornet Dominicain, Docteur de Paris, de Paul Lombard Prieur des Carmes de Lyon, Docteur de Paris, de Claude Cochet & de Jean Potier Dominicains, & Docteurs en Théolo-

gie, d'Etienne Melin & de Jean Cuiflot Carmes, de M. Deville Censeur des Livres, & Vicaire général à Lyon, de Benoit Puy, Vice-gérant de l'Officialité de Lyon, de N. Micard Franciscain, Docteur de Paris, & enfin l'*Imprimatur* du Maître du Sacré Palais, qui se trouve dans chacun des six volumes.

JEAN DE DICASTILLO,
ITALIEN.

IL naquit à Naples de parens Espagnols en 1585, & entra dans la Compagnie en 1600, après avoir constamment refusé une Abbaye considérable. A l'âge de vingt-cinq ans il enseigna la Théologie à Tolède, & ensuite à Murcie & à Vienne. Il se dispoisoit à partir pour les Millions des Indes, lorsqu'il fut désigné Patriarche d'Ethiopie : ce qui n'eut pas lieu. On l'appella ensuite à la Cour de Vienne, en qualité de Prédicateur de l'Impératrice Epouse de Ferdinand III. Le séjour de la Cour n'altéra en rien sa vertu. Après cela il fut Chancelier de l'Université de Dillingue, & il mourut à Ingolstadt le 6 Mars 1653. Il s'est toujours distingué par une obéissance telle que la demande S. Ignace, ne prenant jamais garde si ce qu'on lui commandoit étoit difficile ou non.

Il a laissé six volumes *in-folio* sur la Théologie Morale. Son *Traité de Justitia & jure* l'a fait mettre sept fois dans le Recueil, comme enseignant le Péché Philosophique, l'Impudicité, le Parjure, le Vol, l'Homicide, le Parricide & le Régicide. Cet ouvrage est au Greffe à Bourdeaux, Paris,

Roïen & Rennes n'en disent rien. Le Rédacteur a supprimé l'Approbation du P. Coens licencié en Théologie & Censeur des Livres à Anvers.

JEAN MARTINON,
FRANÇOIS.

IL naquit à Brioude en Auvergne, l'an 1585, se fit Jésuite en 1603, professa deux ans la Philosophie, & vingt ans la Théologie à Bourdeaux avec beaucoup d'éclat. Il ne se rendit pas moins recommandable pour sa vertu que pour sa doctrine. Il mourut à Bourdeaux le 5 Février 1662.

Il a laissé cinq tomes *in-folio* sur la Théologie, & un sixième contre l'Hérésie de Jansénius. Il est cité dans le Recueil pour avoir enseigné le Probabilisme. En 1646, le Parlement de Bourdeaux agréa que le P. Martinon lui dédia un volume de ses ouvrages, c'est le cinquième, à la tête duquel se lit l'Epître Dédicatoire. En 1762, le même Parlement a supprimé les six volumes, comme contraires aux véritables principes de la Religion, favorables à tous les crimes, tendant à corrompre les mœurs &c. Paris, Roïen & Rennes n'en parlent point dans leurs Arrêts. Le Rédacteur a supprimé l'Approbation de la Faculté de Théologie de Bourdeaux, signée par le Recteur, le Chancelier, deux Docteurs & deux Professeurs.

ANTOINE DE ESCOBAR,
ESPAGNOL.

Escobar de l'illustre maison de Mendoza, naquit à Valladolid en 1589,

& entra chez les Jésuites en 1604. Après ses études, il fut appliqué à la Prédication pour laquelle il avoit beaucoup de talent. Il a prêché le Carême pendant cinquante ans, montant souvent deux fois le jour en Chaire, sans jamais se dispenser en rien de la rigueur du Jeûne, excepté la dernière année de sa vie.

Il n'est pas concevable comment, étant d'ailleurs aussi occupé qu'il l'étoit, il a pu trouver le tems de composer autant d'ouvrages qu'il en a laissés. On a de lui plus de vingt volumes la plupart *in-folio* ; pour les écrire, il n'a jamais emprunté le secours d'une main étrangère. Cependant outre la Prédication, il étoit chargé de la direction de deux Congrégations, il visitoit les malades, terminoit les Différens, alloit dans les Prisons & les Hopitaux avec les Congréganistes : il sembloit se reproduire pour se trouver en même-tems par tout où le service du prochain l'appelloit. Il eut toujours une tendre dévotion envers la Ste Vierge, jeûnant en son honneur tous les Samedis & la veille de ses Fêtes. Il mourut à Madrid en 1669, bien dédommagé par l'estime & les regrets de toute l'Espagne, des Satyres que l'Hérésie publioit contre lui en France.

Lorsque les Provinciales parurent en Espagne, Escobar fut sensible à la manière indigne dont il y étoit traité. Il alla faire part de sa peine au Duc d'Osune son ami, dont il étoit Confesseur. *Il y a cinq ans*, lui dit-il, *qu'on vouloit ici me déferer à l'Inquisition, parce qu'on trouvoit ma doctrine trop sévère ; Et voilà qu'en France un Libelle répandu par-tout, me fait passer*

pour un corrupteur de la Morale de Jésus-Christ. Le Duc d'Osune qui a vécu 104 ans, raconta il y a environ 60 ans, ce trait au Chevalier de Louville, qui à son retour en France en fit part au P. Etienne Soucier, dans les papiers duquel on l'a trouvé.

Le Rédacteur l'a cité, & presque toujours avec des falsifications, sous onze articles de son Recueil, sçavoir, le *Probabilisme*, le *Péché Philosophique*, la *Simonie*, la *Magie*, l'*Irreligion*, l'*Impudicité*, le *Parjure*, le *Vol*, l'*Homicide*, le *Parricide* & le *Régicide*. Il a changé en approbations les permissions d'imprimer données par les Supérieurs Jésuites, & il a supprimé les approbations de cinq Docteurs étrangers à la Société. Les Parlemens de Paris, de Bourdeaux, de Rennes & de Rouen ont fait bruler l'ouvrage d'Escobar, intitulé *Liber Theologiae Moralis &c.* qui n'a fourni que la matière de deux extraits ; & ils ont passé sous silence sa Théologie morale en sept tomes *in-folio* d'où le Rédacteur a tiré tous les autres.

ANTOINE SIRMOND. FRANÇOIS.

CE Jésuite Neveu du célèbre Jacques Sirmond, naquit à Riom en Auvergne l'an 1591, & entra dans la Compagnie à l'âge de 17 ans. Après avoir enseigné la Philosophie pendant cinq ans, il fut appliqué à la Prédication, & s'acquitta de ce saint Ministère pendant un grand nombre d'années. Le Rédacteur trouve mauvais que Sotwel ait dit de Sirmond, que c'étoit un homme d'une insigne pitié, qui après

s'être entièrement consacré à la prière, est passé à l'immortalité. Sans doute qu'il regarde comme une chose impossible, qu'un Jésuite ait de la piété, qu'il se consacre à la prière, & qu'il parvienne à la bienheureuse immortalité. Le livre de Sirmond intitulé, *la défense de la vertu* est dénoncé comme enseignant l'Irréligion. Bourdeaux l'a fait mettre au Greffe. Paris, Rouën & Rennes l'ont laissé dans l'oubli qu'il mérite. Le Rédacteur a supprimé l'approbation de l'Abbé Coutes Chancelier de l'Université de Paris. Sirmond est mort à Paris en 1643.

THOMAS TAMBURINI,
ITALIEN.

Tamburini né à Caltanissetta en 1591, se fit Jésuite en 1606. Il enseigna la Théologie pendant vingt-quatre ans avec distinction, & fut ensuite Censeur & Consulteur du Saint Office. Il mourut à Palerme l'an 1678, âgé de 84 ans.

Il a laissé divers ouvrages Théologiques, dont il s'est fait diverses Editions à Rome, à Venise, à Milan, à Lyon, à Lille & à Paris. Son *Traité de la Confession* a été imprimé vingt fois de son vivant. Il est cité sept fois dans le *Recueil*, comme enseignant le Probabilisme, le Péché Philosophique, l'Irréligion, l'Impudicité, le Parjure, le Vol, l'Homicide. Les Parlemens de Paris, de Rouën & de Rennes l'ont passé sous silence dans leurs Arrêts. L'*Explication du Décalogue* a été supprimée à Bourdeaux.

Le Rédacteur cite le même ouvrage sous deux titres, sous celui d'*Explicatio*

Decalogi, imprimé à Lyon en 1659, & sous celui de *Theologia moralis* aussi imprimé à Lyon en 1659, & à Venise en 1755. Ce second titre est de la façon du Rédacteur, & sûrement on n'a point produit à Messieurs les Commisaires d'ouvrage de Tamburini imprimé à Lyon en 1659, sous le titre de *Theologia moralis*. Par cet artifice il multiplie le nombre des ouvrages qu'il présente comme dignes de l'animadversion des Magistrats; il met en défaut ceux qui travailleroient à relever ses infidélités; il grossit sa liste chronologique, citant jusqu'à trois fois cette prétendue Edition de la Théologie morale sous l'année 1659, & la citant encore sous 1755. De plus il donne quatre permissions d'imprimer pour autant d'approbations. Enfin il passe sous silence l'approbation du Vicaire général de Palerme, celle des Réformateurs des Etudes de Padoue, celle d'un Docteur Franciscain, Consulteur du Saint Office à Venise, & l'*Imprimatur* du Maître du Sacré Palais.

GEORGES DE RHODES,
DU COMTAT D'AVIGNON.

DE Rhodes né à Avignon en 1597, se fit Jésuite en 1613. Il enseigna la Philosophie & la Théologie pendant 19 ans, & mourut à Lyon en 1661. On a de lui deux volumes *in-folio* sur la Théologie. Il est cité dans le *Recueil* sous le *Probabilisme* & le *Péché Philosophique*. Ses ouvrages ont été supprimés à Bourdeaux. Les Arrêts de Paris, de Rouën & de Rennes n'en parlent pas.

HERMAN BUSEMBAUM,
ALLEMAND.

C E Jésuite dont le nom n'étoit connu depuis cent ans qu'aux seuls Théologiens, & qui n'est aujourd'hui ignoré en France de personne, non pas même des femmes, naquit en 1600 à Nottelen en Westphalie, & entra dans la Compagnie en 1619. Il enseigna pendant plusieurs années la Philosophie & la Théologie Scholastique & Morale. Sa prudence & sa doctrine déterminèrent l'Evêque Prince de Munster à le choisir pour son Conseiller. Il avoit un talent admirable pour conduire les ames. Sa dernière maladie qui fut fort longue servit beaucoup à l'exercice de sa patience & à l'édification de ses frères. Il mourut à Munster où il étoit Recteur, le 31 Janvier 1668.

Son Livre intitulé, *Medulla Theologia*, imprimé pour la première fois il y a 117 ans, a été réimprimé depuis tant en France qu'ailleurs, au moins cinquante fois, sans avoir jamais essuyé aucune réimpression avant 1757. Comme cet auteur a écrit longtems avant les Décrets d'Alexandre VII & d'Innocent XI, & que parmi plus de six mille assertions que contient son Livre, il s'en trouvoit quelques-unes de condamnées par ces Décrets; pour prévenir tout inconvénient, on a marqué dans quelques Editions ces propositions d'un astérisque; en d'autres on a imprimé à la fin les Décrets en question, afin qu'on pût voir d'un coup d'œil en quoi Busembaum s'est trompé, & éviter de se tromper après lui.

Lorsqu'on eut imprimé cet ouvrage à Lyon en 1668, les Jésuites de France

y remarquèrent la fameuse proposition sur la défense de soi-même, dont leurs ennemis ont fait tant de bruit depuis huit ans. Ils tinrent l'année suivante une Congrégation provinciale à Paris; il y fut résolu qu'on demanderoit au P. Général que cette proposition fut retranchée du Livre de Busembaum. La demande étoit conçue en ces termes. *Postulat Provincia Francia ut deleatur quàm primum in Medulla Theologia Moralis Patriæ Busembaum de novo excusâ Lugduni anno 1668, quod ait libro 3. tract. 4. cap. 1. de Homicidio, dubio 3. licere ad defensionem vitæ se tueri cum occasione contra ipsam Parentem, Abbatem, Principem.* Le Régistre où cette demande est consignée, étoit à la Maison Professe de Paris; les Evêques nommés par le Roi pour examiner l'Institut, l'ont vu.

Le Général Paul Oliva qui avoit déjà prévenu le *Postulatum* des Jésuites de France, leur fit la réponse suivante le 14 Janvier 1670. *Eâ de re jam aliâs moniti, statim auctori scripsimus quintâ Augusti 1662, & decimâ septimâ Martii 1663, ut locum annotatum corrigeret. Sed morte præventus facere non potuit. Nobis interim insciis ejus librum minimè correctum Bibliopola Lugdunenses impressere. Curavimus ut in exemplaribus, quæ ex novâ illâ Editione supersunt, prædicta propositio tollatur, novo folio impresso & substituto. Idem in Germaniam scripsimus, quod Parisiis quoque fieri oportebat, si liber ille rursus istic imprimatur.*

Il ne fut pas aisé d'engager les Libraires à mettre des cartons dans les Editions antérieures à cette réponse: on scâit leur répugnance à donner des

Editions corrigées par autorité : répugnance fondée sur la malignité des Lecteurs qui recherchent par préférence celles qui ne sont pas corrigées. Mais si cette proposition se trouve encore dans quelques Editions postérieures, ce n'est pas aux Jésuites qu'il faut s'en prendre, puisqu'elle depuis un siècle, eux & leur Général n'ont rien négligé pour la faire entièrement disparaître. Pour qu'il y eût de la justice dans ce procédé, il faudroit qu'on fût en état de prouver que ces Editions se sont faites avec la permission des Supérieurs : & c'est ce qu'on n'a point prouvé, & ce qu'on ne prouvera jamais. Au reste les Editions où la proposition en question ne se trouve pas, sont en grand nombre : on a sous les yeux six Editions de Lyon faites en 1671, 1672, 1676, 1682, 1686, 1690, une de Venise de 1679, deux de Padoue de 1708 & de 1713, où elle ne se rencontre plus. Si donc on la lit dans une Edition de 1700 faite à Toulouse sous l'autorité du Juge-Mage, les Jésuites ne doivent pas en répondre.

CLAUDE LACROIX,
ALLEMAND.

Lacroix naquit à Dalem dans le Duché de Limbourg, l'an 1652; il entra dans la Compagnie en 1673; il professa la Théologie Morale d'abord à Cologne, puis à Munster pendant quinze ans. Il mourut à Cologne le 2 Juin 1714. Il a laissé un Commentaire en deux tomes *in-folio* sur la Théologie Morale de Busembaum, dans lequel il montre un grand zèle contre l'hérésie des Jansénistes : cela n'influeroit-il pas

pour beaucoup dans cet acharnement que le Rédacteur fait paroître contre lui ?

Ce Commentaire a été imprimé pour la première fois à Cologne en 1707 *in-8°*. chez Noethen; puis en 1716, 24, 33, chez Noethen fils; en 1719, 29, 39, *in-folio* chez le même: ce sont les seules Editions faites à Cologne; c'est de quoi nous pouvons produire un Certificat authentique des Magistrats de Cologne, en date du 1 Octobre 1764. Il est donc faux qu'il en existe une de Cologne de 1757. Lacroix donne en entier dans son Commentaire le texte de Busembaum, & en cela il a eu tort, malgré les raisons qu'il rend de son procédé. Du reste, il n'y parle pas plus de la proposition prosaïque, que si elle n'eût jamais existé ni dans Busembaum ni ailleurs. L'Edition faite à Venise en 1718, est approuvée par les Réformateurs des Etudes de Padoue.

Le Livre de Busembaum seul n'a jamais été flétri. Mais joint au Commentaire de Lacroix, il a été brûlé à Paris, à Bourdeaux, à Rouen, à Rennes, & à Toulouse. Chaque Arrêt marque positivement que l'Edition qu'il condamne au feu, est celle de Cologne 1757. L'Arrêt de Rennes condamne en outre celle de Lyon 1729.

Le Rédacteur n'a rien oublié pour décrier ces deux Auteurs d'une manière spéciale & distinguée. Il les cite jusqu'à treize fois, deux fois sous le *Probabilisme*, & une fois sous le *Péché Philosophique*, la *Simonie*, l'*Astrologie*, l'*Irreligion*, l'*Impureté*, le *Parjure*, la *Prévarication de Juges*, le *Vol*, l'*Homicide*, le *Suicide* & le *Régicide*. Nom

contenu de cela, il met leurs noms en marge à chaque assertion qu'il tire de leurs écrits, même dans les articles où il ne produit d'extraits que de l'un des deux; ce qu'il n'a fait à l'égard d'aucun autre: enforte que Busembaum se présente quarante-huit fois pour sa part aux yeux du Lecteur sur les deux marges, & Lacroix cent trente-quatre fois. Si c'est prouver le crime d'un auteur que de répéter souvent son nom, & dans la table des articles, & dans les titres, & à la marge, & au bas des assertions qu'on en rapporte, on ne peut pas douter que Lacroix ne soit infiniment coupable.

De plus, il unit par tout inséparablement *Busembaum & Lacroix*. D'où il arrive qu'ils sont toujours censés avoir enseigné l'un & l'autre les mêmes choses. Cependant sous l'article, *Simonie*, le Rédacteur cite huit textes de Lacroix, & pas un seul de Busembaum. Sous le titre, *Impudicité*, on lit un texte de Lacroix, & pas un mot de Busembaum. Sous le titre, *Astrologie*, on voit une assertion de Busembaum, & rien de Lacroix. Sous le titre, *Prévarication des Juges*, il y a un extrait de Lacroix, & rien de Busembaum. Il en est de même sous le titre, *Homicide*. Ce qui n'empêche pas que dans la Table des Extraits des assertions, & dans l'Arrêt de Paris du 6 Août 1762, ces deux auteurs ne soient représentés, comme enseignant de compagnie la Simonie, l'Impudicité, l'Astrologie, la Prévarication de Juges & l'Homicide.

Il répète jusqu'à huit fois dans son Recueil le titre entier du Livre de Lacroix, sans oublier à chaque fois de

rappeller à la mémoire du Lecteur, qu'il cite l'Edition faite à Cologne, chez les frères de Tournes en 1757: comme si une fausseté, à force d'être redite avec impudence, devenoit une vérité.

Enfin, il dit dans l'annonce du Livre, qu'il est imprimé avec l'approbation du R. P. Provincial; avec la permission de Jean Dirckink Provincial en la Province du Bas-Rhin. Cet exposé présente l'idée de deux Provinciaux, dont l'un approuve l'ouvrage, & l'autre permet l'impression. Mais pourquoi le Rédacteur nomme-t-il le Provincial qui a permis d'imprimer Lacroix, & ne nomme-t-il pas celui qui l'a approuvé? c'est que celui-ci n'exista jamais non plus que son approbation: au lieu que Jean Dirckink a permis, non l'Edition de 1757, puisqu'il étoit mort quarante-deux ans auparavant, mais celle de 1707. Si le Rédacteur n'a fait nulle mention de l'approbation des Réformateurs des Etudes de Padoue, on ne lui en fait pas un crime; elle ne se trouve pas sans doute dans l'Edition de 1757, la seule dont il s'est servi.

GEORGE GOBAT,
ALLEMAND.

GObat né au Diocèse de Basse en 1600, se fit Jésuite en 1618. Il a professé la Théologie morale pendant vingt ans, & il est mort à Constance le 23 Mars 1677. Il a laissé quatre tomes in folio d'ouvrages Théologiques. L'ouvrage cité dans le Recueil sous le *Probabilisme*, le *Sacrilège*, l'*Irreligion*, l'*Impudicité*, le *Parjure* & le *Parricide*, a pour titre

Opera

Opera moralia. Il a été prohibé en 1703 par M. Guy de Seve Evêque d'Arras, qui en a censuré trente deux propositions. * Avant que ce Prélat connût même le nom de Gobat, il consultoit très souvent sur certains cas de conscience M. de la Verdure célèbre Docteur de Douai : les décisions qu'il en recevoit lui paroissent toujours admirables. Il lui demanda donc un jour de quel auteur il se servoit le plus ordinairement. De Gobat, répondit le Docteur. Aussitôt le Prélat donna ses ordres pour qu'on lui en achetât un exemplaire. Il l'a ensuite condamné sur des textes qu'on lui a fournis : mais avec quelle fidélité ? La proposition 19^e. entre autres en est une preuve très-curieuse. Voyez ce qui en a été dit dans le Tome des Falsifications, sous le titre, Parjure, Fausseté. * Un Docteur en Théologie composa une réponse à cette Censure, sous le titre, *Vindicia Gobatiana* ; elle étoit très-propre à rappeler M. d'Arras à ses premiers sentimens pour Gobat.

Le Rédacteur dit que l'Ouvrage de Gobat est inscrit avec éloge dans le Catalogue de Sotwel ; *Opus cum laude inscriptum* &c. L'éloge qu'en fait Sotwel consiste précisément à en rapporter le titre, le lieu de la première Edition, c'est Constance ; le nom de l'Imprimeur, c'est Straub ; l'année de l'Édition, c'est 1670. Le Rédacteur cite une Edition faite à Douai en 1700. c'est une fausseté ; il ne s'est jamais fait d'Édition de Gobat à Douai : c'est de quoi le Libraire Joseph Derbaix* sous le nom de qui cette prétendue Edition a paru, a donné une attestation authentique en date du 10 Avril

1703. Le Rédacteur qui probablement ne l'ignoroit pas, n'a consulté que l'avantage de sa chaîne chronologique.

L'ouvrage de Gobat a été mis au Greffe à Bourdeaux. Les Arrêts de Paris, de Rennes & de Rouen n'en ont fait nulle mention.

LOUIS DE SCHILDERE,
FLAMAND.

D E Schildere né à Bruges en 1606, entra chez les Jésuites en 1624. Il enseigna durant 19 ans la Philosophie & la Théologie Scholastique & Morale. Il est marqué dans la vie qu'il a été généralement estimé de tous ceux qui l'ont connu. Les uns admiroient sa vertu ; les autres son savoir ; les Théologiens le trouvoient profond dans la Théologie, les Jurisconsultes dans le Droit. Il fut un modèle pour ses frères par l'innocence de ses mœurs, son exactitude à observer ses règles, son amour pour Dieu, & sa charité pour le prochain. On le trouvoit ordinairement occupé à entendre les Confessions, ou à assister les malades, ou à faire le Catéchisme : ce qui lui restoit de tems, il le donnoit à l'Étude. Il mourut à Bruges en 1667.

Outre un volume *in-folio* sur les Sacramens, on a de lui un petit ouvrage, *De principiis formanda conscientia*, qui lui a mérité une place dans le Recueil sous le *Probabilisme* : encore est ce à tort ; car de Schildere y tient le *Probabiliorisme*. Cet ouvrage est au Greffe à Bourdeaux, Paris, Rouen & Rennes n'en disent rien. Le Rédacteur passe sous silence une approbation du Théologal d'Anvers Censeur des Livres, très-honorable à l'auteur & à son ouvrage.

* Vind. Gobat.
part. 1. pag. 44.

* Pag. 233
& suiv.

* Vind. Gobat
part. 1. p. 11.

HONORE FABRI,
FRANÇOIS.

IL naquit dans le Diocèse de Bellay en 1607, & entra dans la Compagnie à Avignon en 1616. Il enseigna la Philosophie à Lyon pendant huit ans, & les Mathématiques pendant sept ans avec un succès extraordinaire. En 1646, le P. Général l'appella à Rome pour être Pénitencier au Vatican; emploi qu'il a exercé pendant 40 ans, c'est-à-dire jusqu'à la mort, qui arriva le 8 Mars 1688. Il étoit fort considéré des gens de Lettres, des Prélats de la Cour Romaine & des Cardinaux. Il a laissé un grand nombre d'ouvrages de Philosophie, de Mathématique & de Théologie. Son Apologétique a été publié par parties & sans nom d'auteur, raison suffisante pour être mis à l'Index, comme il y est en effet. Cet ouvrage est cité quatre fois dans les Extraits des Assertions, sous le *Probabilisme*, la *Simone*, la *Prévarication des Juges*, & l'*Homicide*. Bourdeaux l'a fait mettre au Greffe. Il n'en a point été question à Paris, non plus qu'à Rouen & à Rennes. Parmi ceux qui l'ont approuvé, le Rédacteur auroit dû citer l'Evêque d'Alcalon suffragant de Mayence, Doyen de la Faculté de Théologie, & tous les Docteurs de cette Université.

AMADÉ GUIMENIUS,
ou MATHIEU MOYA,
ESPAGNOL.

MOYA naquit à Moral dans le Diocèse de Tolède en 1607, & se fit Jésuite à 15 ans. Il enseigna la Theo-

logie à Murcie, à Alcalá & à Madrid pendant plus de 20 ans. Il fut ensuite successivement Confesseur du Duc d'Oséone, & de la Reine d'Espagne Marie-Anne d'Autriche. Il mourut à Madrid le 23 Février 1684.

Entre plusieurs ouvrages il en a fait un intitulé, *Amadai Guimenii Lomarenfis, olim primarii Sacrae Theologiae professoris, Opusculum singularia universa ferè Theologiae Moralis capita complectens, adversus quorundam expositiones contra nonnullas Jesuitarum opiniones morales*. Antonio est le premier qui ait publié que *Amadæus Guimenius Lomarenfis*, étoit *Matthæus Moya Moralensis*; & qui nous ait appris ce qui détermine Moya à composer cet Opuscule. Voici comme il s'en explique. „ Moya ayant remarqué avec „ soin quels étoient les points de Mo- „ rale, sur lesquels on reprochoit aux „ Jésuites de s'être éloignés du senti- „ ment des anciens Théologiens; pour „ justifier la Compagnie de ce repro- „ che, il fit un ouvrage, où il montre „ que tout ce qu'enseignent les Jésui- „ tes, a été enseigné par les anciens „ Théologiens, sur-tout par les Domi- „ nicains, & il produit les passages „ tirés de leurs Livres. „

Le but de l'ouvrage de Moya n'est donc pas de défendre comme bon- nes, ni même comme soutenables, les propositions qu'un certain Grégoire Esclapez disoit, presque toujours fausement, avoir extraites des Livres de quelque Jésuite; mais de montrer que ces mêmes propositions avoient été enseignées avant qu'il y eût des Jésuites au monde. Cet écrit fut condamné par l'Assemblée du Clergé en 1665, & à

Rome le 10 Avril 1656. Jamais il n'a été avoué de la Compagnie. Sorwel n'en fait aucune mention. Par respect pour tant de graves Théologiens anciens qui avoient véritablement enseigné les propositions, attribuées presque toujours à tort aux seuls Jésuites, Moya n'avoit pas voulu dans les deux premières Editions, porter son jugement sur chacune de ces propositions : on souhaite qu'il le fit dans la 3^e : il donna là dessus la plus ample satisfaction, eu les condamnant & en les réfutant. Bien plus, il écrivit à Innocent XI une Lettre qui fut rendue publique, & que nous avons sous les yeux, par laquelle il applaudit à la Censure de son Livre, & dénonce à Sa Sainteté 113 propositions tirées de ce Livre, sur lesquelles il consulte Innocent XI au nom des Théologiens d'Espagne, pour sçavoir si elles pouvoient se soutenir ou non. Roüen a condamné au feu l'ouvrage de Moya ; Bourdeaux l'a supprimé ; Paris & Rennes n'en ont point parlé.

Le Rédacteur cite quatre extraits de ce Livre, sous le *Probabilisme*, l'*Irreligion*, le *Vol*, & l'*Homicide*. En attribuant à Moya la doctrine de ces extraits, il commet la même injustice, que commettrait celui qui lui attribuerait à lui-même les assertions qu'il dénonce dans sa Compilation ; Moya se bornant à mettre en titre les Propositions telles qu'Esclapez les rapporte, & à montrer par des textes formels que d'autres que des Jésuites les ont enseignées. Il remarque aussi très-souvent que la proposition ne se trouve point dans l'ouvrage du Jésuite auquel on l'impute : ce que le Rédacteur a

constamment supprimé : en sorte qu'il attaque à faux & Moya, & le Jésuite à qui Esclapez attribue quelque proposition rapportée par Moya.

En second lieu, il annonce l'*Opuscule de Moya* sous ce titre : *Opuscule d'Amadée Guimenius, autrefois premier Professeur en Théologie*. Tout le reste du titre que nous avons rapporté plus haut, est supprimé : il est aisé d'en appercevoir la raison.

En troisième lieu, il induit en erreur les Lecteurs par la manière dont il cite ce Livre. Par exemple, sous le *Probabilisme* il cite à la marge, *Traité de l'opinion probable*. On dirait que le Livre contient un traité sur cette matière : point du tout ; il ne contient que deux propositions qui appartiennent au traité de l'opinion probable, *Ex tractatu de opinione probabilis*, ainsi que s'exprime Moya, qui a rangé chaque proposition sous les titres des Traités auxquels elles appartiennent.

Enfin il a omis la fameuse approbation de Luisius à Valentia, Provincial des Capucins, approbation dont les Capucins de France contestèrent la vérité ; mais qu'on leur prouva avoir été réellement donnée telle qu'elle est conçue.

JEAN ADAM,
FRANÇOIS.

IL naquit à Limoges en 1608, & entra chez les Jésuites à 14 ans. Il a prêché avec succès pendant quarante ans dans les principales Villes de France, à Paris, & devant le Roi. Louis le Grand si zélé pour l'extirpation de l'hérésie dans son Royaume, voyant avec douleur le Calvinisme dominer à Sedan, qui venoit d'être réuni à la

Couronne, se proposa d'y établir un Collège de Jésuites. Comme il connoissoit le mérite & le zèle du P. Adam, il l'envoya à Sedan pour consommer cette bonne œuvre, dont il vint heureusement à bout à la grande satisfaction des Catholiques. Il fut le premier Recteur de ce Collège en 1669, depuis il gouverna la Maison professe de Bourdeaux, où il mourut en 1684.

Les Calvinistes & les Jansénistes ont souvent maltraité ce Jésuite dans leurs écrits; il n'en faut pas être surpris; il a fait tout ce qu'une charité vraiment Apostolique peut suggérer pour les ramener de leurs erreurs. Que pouvoit-il en attendre, sinon des injures & des calomnies, qui sont en ce monde la récompense des Ouvriers Evangéliques? Il a composé beaucoup d'ouvrages, presque tous dans la vue de convertir les hérétiques, ou de prémunir les Catholiques contre le poison de l'erreur. Il est placé dans le Recueil comme fauteur de l'Irréligion. Le Livre d'où l'extrait est tiré a pour titre: *Calvin défait par soi même, & par les armes de S. Augustin qu'il avoit injustement usurpées*. Il y a grande apparence que ce titre a fait plus de peine au Rédacteur, que l'assertion qu'il dénonce. Cet ouvrage a été mis au Greffe à Bourdeaux. Les Arrêts de Paris, de Rouen & de Rennes n'en parlent pas.

JACQUES PLATEL,
FRANÇOIS.

Platel naquit en Artois en 1608, & se fit Jésuite en 1628. Il enseigna la Philosophie à Douai pendant onze ans, & la Théologie pendant neuf ans.

Son érudition & sa prudence lui attirèrent de toutes parts des consultations sur les affaires les plus importantes. Il mourut à Douai le 7 Janvier 1681, après avoir souffert longtems avec une patience héroïque les douleurs de la goutte & de la gravelle. On a de lui plusieurs ouvrages. Celui qui a pour titre *Synopsis cursus Theologici*, est cité sous le *Péché Philosophique*, l'*Irréligion*, le *Parjure*, l'*Homicide* & le *Régicide*. Le Parlement de Bourdeaux l'a condamné au feu; il n'en est point question dans les Arrêts de Paris, de Rouen & de Rennes.

Le Rédacteur, pour multiplier les années de sa chaîne chronologique, au lieu de citer la première Edition faite à Douai en 1657, cite tantôt une Edition de 1676, tantôt une de 1678, tantôt une autre de 1679, & enfin une de 1680. Il ne dit pas un mot de l'approbation du Recteur de l'Université de Douai, ni de celle de deux Chanceliers, ni de celle de deux Professeurs Royaux dans la même Université.

JEAN DE CARDENAS,
ESPAGNOL.

Il naquit à Séville en 1612, se fit Jésuite en 1627, enseigna la Philosophie six ans, fut Recteur de plusieurs Collèges, Provincial d'Andalousie, & mourut à Séville en 1680. Il est cité cinq fois dans le Recueil, sous le *Probabilisme*, l'*Irréligion*, le *Parjure*, le *Vol*, & l'*Homicide*. Son ouvrage intitulé *Crisis Theologica* est au Greffe à Bourdeaux. Le Rédacteur a supprimé l'approbation de l'Evêque de Ceuta.

ETIENNE DECHAMPS,
FRANÇOIS.

DEchamps naquit à Bourges en 1613 de la noble & ancienne famille des Agards. Dans ses premières études qu'il fit à Bourges, il eut pour condisciple le grand Condé : ce qui mérite d'être remarqué, parceque ce Prince conserva pour lui tout le reste de sa vie une affection particulière. Il entra dans la Compagnie en 1630. A la fin de ses études de Théologie, il soutint une Thèse contre la doctrine de Jansénius, qui commençoit à se répandre, & prouva qu'elle n'étoit point tirée de S. Augustin, mais des écrits de Wicleff, de Luther & de Calvin. Cette célèbre thèse est le fond sur lequel le P. Dechamps composa depuis son grand ouvrage, *De hæresi Janseniana*, où il démontre 1^o que Jansénius est plagiaire des hérétiques, 2^o que ses sentimens sont condamnés avec ceux des hérétiques, 3^o qu'il a corrompu la doctrine de S. Augustin. Les disciples de Jansénius n'y ont jamais fait de réponse ; preuve sans réplique de leur impuissance.

Le P. Dechamps a encore exercé avec distinction le ministère de la parole. Il a enseigné la Théologie à Paris, a gouverné plusieurs Collèges, la Province de Lyon & celle de Paris deux fois. Au milieu de tant d'occupations, il a trouvé le tems de composer un assez grand nombre d'ouvrages Théologiques. A l'âge de 87 ans, il se retira à la Flèche pour se préparer à la mort, & y mourut le 30 Juin 1701.

Son nom est placé sous l'article *Probabilisme* en 1749. Je dis, son

nom ; car on ne cite pas un mot de ses ouvrages ; mais un morceau de l'Histoire littéraire d'Italie, où le P. Zaccaria annonce la réimpression d'un petit ouvrage du P. Dechamps, intitulé, *Questio facti de sententiâ Theologorum Societatis circa opiniones probabiles*. L'Arrêt du Parlement de Paris du 6 Août 1762, donne le P. Dechamps comme ayant enseigné le Probabilisme dans le *Questio facti* ; & cela sur la foi du Recueil. Mais le Recueil ne prouve absolument rien sur ce point. Si on a recours au livre même, on trouvera dès la première ligne que Dechamps ne se propose point d'examiner la vérité ou la fausseté de la doctrine du Probabilisme, mais seulement de voir si c'est un sentiment particulier aux Théologiens Jésuites ; & il démontre invinciblement que non. Cet ouvrage a été mis au Greffe à Bourdeaux, Paris, Rennes, & Rouen n'en parlent pas.

MATHIEU STOZ,
ALLEMAND.

IL naquit en 1614 à Mickenhausen dans la Souabe, & entra en 1631 dans la Compagnie, où il enseigna neuf ans la Philosophie, & vingt-trois ans la Théologie. Il fit paroître beaucoup de patience dans la dernière maladie qui fut très-longue, très-douloureuse, & qui étoit l'effet de ses grandes mortifications. Il mourut saintement à Munich le 13 Février 1678.

Son ouvrage intitulé, *Tribunal Penitentia* l'a fait mettre six fois dans le Recueil, sous le *Probabilisme*, le *Péché Éculoptique*, le *Blasphème*, l'*Irreligieux*.

le *Vol*, & le *Paricide*. Il est au Greffe à Bourdeaux. Les autres Parlemens n'en ont pas fait mention. Le Rédacteur, au lieu de se servir de l'Edition de 1701, qui est la première, pour charger davantage les dernières années de sa Chronologie, s'est servi d'une Edition faite à Bamberg en 1756. Il adapte à cette Edition une permission d'imprimer donnée par Eusèbe Truchès Provincial soixante & treize ans auparavant.

FRANÇOIS POMET,
du COMTAT.

P Omet né dans le Comtat Venaissin en 1618, se fit Jésuite en 1636. Quoiqu'il fût en état d'enseigner les hautes sciences avec distinction, il se consacra par humilité à l'instruction des enfans. Tous les ouvrages qu'il a composés & qui sont en grand nombre, ne tendent qu'à former la Jeunesse à la piété, & à l'initier aux Lettres. Son Catéchisme Théologique est cité dans la Collection des Allertions sous le *Péché Philosophique*, l'*Irreligion* & l'*Homicide*. Il a été brûlé à Rouën, mis au Greffe à Bourdeaux, passé sous silence à Paris & à Rennes. Le Rédacteur dit qu'il est imprimé avec permission; il devoit ajouter, de M. l'Abbé de S. Just Vicaire général de Lyon. Autrement, on s'imagine que la permission est d'un Provincial Jésuite.

RICHARD ARSDEKIN,
IRLANDOIS.

I L naquit à Kilkenny en 1619, entra chez les Jésuites à Malines en 1649, enseigna la Philosophie, la Théologie

Morale, & l'Ecriture Sainte pendant quatorze ans tant à Louvain qu'à Anvers, & mourut en 1693 le dernier d'Août. Entre autres ouvrages, il a laissé une Théologie divisée en trois parties, imprimée pour la première fois à Louvain en 1671, & pour la onzième fois à Cologne en 1744. Le Rédacteur s'est attaché à cette dernière Edition, comme rapprochant davantage Arsdekin de nos jours. Il en produit des Extraits sous le *Probabilisme*, le *Péché Philosophique*, la *Simonie*, & l'*Astrologie*. Il remarque que cette Edition a été revue & corrigée par la sacrée Congrégation: est-ce pour insinuer que les Editions précédentes étoient fautives; ou plutôt pour insulter à la sacrée Congrégation, dont la révision & la correction n'a pas suffi pour la mettre à l'abri de toute censure? Cet ouvrage a été supprimé à Bourdeaux, comme contraire aux véritables principes de la Religion, favorable à tous crimes, tendant à corrompre les mœurs. Paris, Rouën & Rennes n'en ont fait aucune mention.

JEAN-BATISTE TABERNA,
FLAMAND.

T Aberna ou Taverne naquit à Lille en 1622, & se fit Jésuite en 1640. Il enseigna la Philosophie & la Théologie en divers endroits pendant vingt-quatre ans. C'étoit un homme d'un travail infatigable, d'un jugement exquis & d'une érudition profonde dans les matières Théologiques. A ces talens il unissoit toutes les vertus d'un vrai Religieux. Dur à lui-même, il fuioit dans la doctrine tout ce qui sentoit le rela-

chement; en sorte que quand son ouvrage intitulé *Synopsis Theologia practica*, parut après sa mort, il fut généralement trouvé trop rigide. Douai ayant été affligé en 1686 d'une maladie contagieuse, Taberna fut appelé pour confesser un malade, il y accourut, gagna la maladie, & mourut victime de sa charité.

L'ouvrage de Taberna est cité dix fois dans le Recteur, comme enseignant le Probabilisme, le Péché Philosophique, la Simonie, la Magie, l'impudicité, le Parjure, la Prévarication de Juges, le Vol, l'Homicide & le Régicide. Il a été brûlé à Bourdeaux. Les Arrêts de Paris, de Rouen & de Rennes n'en ont point parlé.

Le Rédacteur fait observer jusqu'à trois fois que Taberna a été censuré par M. l'Evêque d'Arras en 1703, & réimprimé en 1739, sans qu'on en ait retranché les propositions prosrites par ce Prélat. Voyons en quoi consiste ce crime, dont il charge les Jésuites de France. Il est vrai qu'en 1703 M. Guy de Seve Evêque d'Arras condamna la Théologie Morale de Taberna, & en particulier treize propositions qu'on en avoit extraites. Il est vrai que trente-trois ans après cette condamnation, l'ouvrage a été réimprimé à Cologne aux dépens de la Compagnie, non de Jésus; comme peut-être le Rédacteur voudroit le faire croire aux Idiots, mais des Libraires; avec la permission des Supérieurs, c'est-à-dire, des Magistrats. En cela quel peut être le crime des Jésuites, François ou autres?

D'ailleurs que doit-on penser de cette censure de M. d'Arras? Qu'on en juge par la Réponse qui y fut faite, &

qui a pour titre : *Liste des Saints Canonisés, des Papes, Cardinaux, Patriarches, Archevêques, Evêques, Docteurs, Théologiens & Jurisconsultes, Séculiers & Réguliers, dont les sentimens sont condamnés par M. l'Evêque d'Arras dans sa censure du 5 Mai 1703.* On y prouve que Taberna a pour les sentimens six Saints Canonisés, deux Papes, dix Cardinaux, deux Patriarches, quatre Archevêques, vingt Evêques, quatre-vingt Docteurs Seculiers, cinquante Dominicains & quarante franciscains. Qu'on en juge encore par l'Approbation que le Chancelier de l'Université de Douai donna à cette Réponse, & qui est conçue en ces termes: *Scriptum cui titulus Liste des Saints Canonisés, des Papes &c. cum collectaneis laudis illis adjunctis, non minus solidam, quam justam ac moderatam videtur continere defensionem, qua cum non ad unum tantum, sed ad plures, imò & praeferantissimos totius Orbis auctores pertineat, pro veritate & justitia perfecte cognoscenda, nillem gratamque fore omnibus, si lucem videat, salvo meliori, judicio. Duaci 4 Octobris 1703. H. de Cers Universitatis Duacensis Cancellarius.* Pourquoi le Rédacteur qui certainement n'ignore ni cette Réponse, ni cette Approbation, n'en a-t-il fait aucune mention? Pourquoi encore a-t-il supprimé l'Approbation de M. Delcourt Docteur en Théologie, Professeur Royal à Douai, & Supérieur du Séminaire? Pourquoi enfin, au-lieu de citer la première Edition qui est de 1693, en cite-t-il une postérieure de trente-huit ans?

ANTOINE TERILL,
ANGLAIS.

FRANÇOIS PERRIN,
FRANÇOIS.

Terill naquit à Dorchester en 1623, & entra dans la Compagnie en 1647, étant déjà Prêtre. Il a rempli les emplois de Pénitencier Apostolique à Laurette, & de Professeur de Philosophie & de Théologie Scholaistique & Morale à Florence, à Parme, & enfin à Liège, où il est mort en 1676. Il a laissé plusieurs ouvrages de Philosophie, de Mathématique & de Morale; Il est cité dans le Recueil pour avoir enseigné le Probabilisme. Le livre d'où son extrait est tiré, & qui a pour titre, *Fundamentum totius Theologiae moralis*, a été mis au Greffe à Bourdeaux. Il n'en est pas fait mention dans les Arrêts de Paris, de Roüen & de Rennes. Le Rédacteur parle d'une permission d'imprimer donnée par le Provincial; mais il ne dit rien d'une approbation du Baron de Surlet Chanoine & Vicaire général de Liège.

GILLES ESTRIX,
FLAMAND.

Estrix né à Malines en 1624, entra en 1641 dans la Compagnie, où il s'est distingué par son érudition en tout genre de sciences. Il a enseigné avec succès les belles Lettres, la Philosophie & la Théologie. On a de lui plusieurs ouvrages; celui qui a pour titre *Diatriba Theologica* a fourni au Rédacteur la matière d'un extrait placé sous l'Irréligion. Bourdeaux l'a mis au Greffe. Paris, Roüen & Rennes n'en disent rien.

Perrin né à Rhodéz en 1636, se fit Jésuite en 1653. Il enseigna la Théologie d'abord à Toulouse, puis au Collège de Strasbourg nouvellement fondé par Louis XIV. Il a été Recteur de différens Collèges, & Provincial. Il est mort à Toulouse le 24 Décembre 1716. On a de lui un Manuel Théologique à l'usage des Séminaires. Il est cité dans le Recueil comme enseignant le Probabilisme, sur un extrait qui contient le pur Probabiliorisme, & comme enseignant l'Ignorance invincible. Ce Manuel est au Greffe à Bourdeaux. Les Arrêts de Paris, de Roüen & de Rennes le passent sous silence. Il est approuvé par M. Caze-Majou Doyen de la Faculté de Théologie à Toulouse, qui assure l'avoir lu avec toute l'attention possible, & qu'il peut être lu, non seulement de ceux qui étudient la Théologie, mais des gens sçavans, sans crainte d'y rencontrer aucune erreur : *Non solum à sacra disciplina studiosis, sed etiam à viris doctis inoffenso pede percurri possit*. Si cette approbation eût été d'un Jésuite, elle seroit couchée dans le Recueil.

CHARLES ANTOINE CASNEDI,
ITALIEN.

Casnédi naquit le 25 Mai 1643 à Milan, d'une famille noble & ancienne. La fortune la plus brillante s'offroit à lui, lorsqu'il prit le parti d'entrer chez les Jésuites en 1662. Il professa à Milan la Philosophie, & ensuite

ensuite pendant quatorze ans la Scholastique. Cet emploi ne l'empêchoit pas de donner des Retraites à toutes sortes de personnes; exercice pour lequel il avoit un talent singulier. Ses ennemis même ont rendu justice à la pénétration de son génie, & à son érudition dans les matières Théologiques. Ayant été envoyé dans l'Isle de Corse pour gagner ce peuple à Dieu, il se livra tellement à son zèle, qu'il prêchoit jusqu'à neuf à dix fois par jour. L'Amiral d'Espagne Henriquez de Cabrera l'emmena avec lui d'Italie en Espagne, & d'Espagne en Portugal. Cet Amiral étant tombé malade à Estremoz, Casnédi l'assista jusqu'au dernier soupir. Il vint ensuite à Lisbonne en 1705, où il fit bâtir le Collège des Missionnaires destinés aux Indes, conformément aux dernières volontés de Cabrera. Il fut nommé Qualificateur du saint Office à Lisbonne, comme il l'avoit été à Madrid. Il mourut à Badajoz le 11 Mai 1725.

Il a laissé en cinq tomes *in folio* un ouvrage intitulé *Crysis Theologica*, qui est dénoncé huit fois dans le Recueil, sous le *Probabilisme*, le *Pêche Philosophique*, le *Blasphème*, l'*Irreligion*, le *Parjure*, le *Vol*, l'*Homicide* & le *Parricide*. On l'a mis au Greffe à Bordeaux. A Paris, à Rouen & à Rennes il n'en a point été question.

JOSEPH DE JOUVANCY,
FRANÇOIS.

DE Jouvancy né à Paris le 14 Septembre 1643, entra dans la Compagnie en 1659. Il a enseigné pendant long-tems avec distinction la Rhétorique à

Suite de la III. Partie.

la Flèche, à Caën & à Paris. De-là il fut appelé à Rome pour y continuer l'Histoire de sa Compagnie. Il mourut à la maison Professe de Rome le 29 Mai 1719.

Tous ceux qui s'intéressent aux belles Lettres & aux bonnes mœurs, lui auront l'éternelle obligation d'avoir mis les Auteurs latins en état d'être lus par la Jeunesse, sans aucun danger pour elle de se corrompre le cœur en se formant l'esprit. Il est placé parmi les Régicides, pour avoir raconté ce qui se passa à Paris par rapport aux Jésuites à l'occasion de l'attentat de Jean Chatel. Il est encore cité sous l'*Idolatrie*. Son Histoire a été supprimée par Arrêt du Parlement de Paris en 1713. L'arrêt du 6 Août 1761 rappelle cette suppression: elle a été mise au Greffe à Rennes & à Bordeaux. L'arrêt de Rouen n'en parle pas. Le Rédacteur, selon sa coutume, a supprimé dans l'annonce de ce livre, l'Approbation de Thomas Minorelli Dominicain, celle du Bibliothécaire du Cardinal Imperiali, & l'*Imprimatur* du Maître du sacré Palais.

DOMINIQUE VIVA,
ITALIEN.

VIVA né à Lecce dans la Province d'Otrante en 1648, entra dans la Compagnie à Naples en 1663. Après avoir professé la Théologie à Naples pendant vingt & un ans, & présidé aux Etudes pendant cinq ans, il gouverna le Collège de Naples, & ensuite toute la Province. Ce fut un homme très-laborieux, d'une érudition & d'une prudence qui lui ont acquis l'esti-

- K

me d'un grand nombre de Prélats. Benoit XIV en parle dans ses ouvrages comme d'un habile Théologien.

Il a fait divers écrits ; un pour justifier la condamnation des 101 propositions de Quesnel ; un autre, pour prouver par les Conciles & par les Assemblées du Clergé de France, que quand le Pape a parlé, & que l'Eglise dispersée a accédé à son jugement, il n'est pas permis d'appeler au futur Concile ; un troisième, pour déterminer en quel sens sont prosrites les propositions condamnées par Alexandre VII. Alexandre VIII. & Innocent XI. Ce dernier ouvrage a donné lieu au Rédacteur de le citer comme fauteur du *Vol*. Il est au Greffe à Bourdeaux. Paris, Roïen & Rennes n'en ont point parlé. L'approbation des Réformateurs des Etudes de Padoue est supprimée dans le Recueil.

GABRIEL DANIEL,
F R A N Ç O I S.

LE P. Daniel naquit à Roïen le 8 Fevrier 1649, & entra dans la Compagnie en 1667. Pendant quatre ans qu'il enseigna la Théologie à Roïen, il s'acquit une si haute estime, que M. Colbert Archevêque de cette Ville, le chargea de composer des Institutions Théologiques à l'usage du Diocèse. Il ne pouvoit mieux s'adresser : personne peut-être n'a écrit sur les matières Théologiques avec plus de clarté & de précision que le P. Daniel. Une partie de l'ouvrage étoit prête à paroître, lorsque quelques personnes, par je ne sais quel motif, firent changer le Prélat de dessein. Le Public ga-

gna beaucoup à ce changement : car le P. Daniel s'appliqua en conséquence à la composition de son Histoire de France, Histoire qui rendra son nom immortel, & qui sera toujours un sujet de reconnaissance pour sa Nation, & d'admiration pour les Etrangers. Un habile Protestant Anglois dit nettement que *" c'est la plus belle Histoire qui ait peut-être jamais paru. Il ne reproche à l'auteur que d'être trop Royaliste & trop Catholique : reproche infiniment honorable à l'Ecrivain d'une Monarchie très-Chrétienne. Le Président Hénauld dont le jugement est d'un si grand poids en cette matière, dit du P. Daniel, qu'il est beaucoup mieux instruit & moins partial qu'on ne pense.*

Un travail aussi pénible & d'une aussi longue haleine ne l'empêcha pas de donner de tems en tems divers ouvrages Théologiques, où il défend avec autant de force que de modération l'honneur de son Corps attaqué sur la morale & la doctrine par différens adversaires. Les six dernières années de sa vie se passèrent au milieu des douleurs les plus aiguës, qu'il supporta avec une patience vraiment Religieuse. Il mourut à la Maison professe de Paris le 23 Juin 1728.

Ce grand homme a toujours mené la vie la plus unie ; ennemi de toute nouveauté, de toute singularité, ne pensant qu'à remplir ses devoirs, sans jamais se dispenser de la vie commune. Lié avec ce qu'il y avoit de plus distingué par la science & par le rang, il aimoit à se communiquer aux plus petits, & à leur rendre service, pour parvenir plus aisément à leur inspirer quelques sentimens de piété. On a

* Compar. des deux Hist. de Mézerai & du P. Daniel, par Daniel Lombard, à Amst. 1719.

de lui un très-grand nombre d'ouvrages, tous fort estimés.

Le Rédacteur l'a placé dans son Recueil comme témoin de l'Unité de sentimens & de doctrine qui regne dans la Société, comme enseignant le Probabilisme, & comme reconnoissant que l'accusation d'Idolâtrie contre les Jésuites de la Chine est bien fondée. Le premier extrait est tiré d'une Lettre au R. P. Serpy Dominicain, & les deux autres de la Réponse aux Provinciales. L'annonce de ces deux ouvrages ne porte aucune approbation ni permission des Supérieurs Jésuites. Le l'arlement de Bourdeaux a supprimé tous les ouvrages Philosophiques & Théologiques du P. Daniel. Paris, Rouën & Rennes n'en parlent pas.

BALTHAZAR FRANCOLINI,
ITALIEN.

Il naquit à Fermo dans la Marche d'Ancone en 1650, & entra au Noviciat des Jésuites à Rome en 1666. Il enseigna la Philosophie à Rome pendant six ans; ensuite la Théologie à Rome, à Perouse, & à Sienne. Il mourut saintement au Collège Romain, le 10 Février 1709.

Francolini a combattu avec vigueur dans ses écrits la rigidité désespérante des Novateurs de nos jours. Son Livre intitulé, *Clericus Romanus contra nimium rigorem munitus* &c. imprimé à Rome en 1705 & ensuite à Munich en 1707, est une réfutation des invectives calomnieuses des Jansénistes & sur-tout du Docteur Arnauld contre la manière dont on administre dans l'Eglise le Sacrement de Pénitence. Il

n'en falloit pas tant, pour que le Rédacteur le dénonçât comme enseignant l'Irrégion. Il a supprimé dans l'annonce de ce Livre l'approbation & les éloges de Louis Ceva Franciscain, Docteur en Théologie, Consulteur de la Congrégation de l'Indice, celle d'Hyacinthe Fonseca, Docteur en Théologie & ex-Provincial des Dominicains, la permission de Dominique de Zanolis Evêque de Veroli, & celle du Maître du Sacré Palais.

ANTOINE-MARIE BONUCCI,
ITALIEN.

Il naquit l'an 1651 à Arezzo d'une famille Patricienne, & entra dans la Compagnie en 1671. Son zèle pour le salut des âmes lui fit demander les Missions du Brésil. Mais au bout de quelques années de séjour en Amérique, sa santé étant fort altérée, il revint en Italie, où il exerça la fonction de Prédicateur, & mourut à Rome le 29 Mars 1729.

Entre plusieurs ouvrages qu'il a donnés au Public, il y en a un qui porte pour titre, *Vindicia aqussimi Decreti Alexandri VIII adversus propositiones 31 damnatas*. La condamnation de ces 31 propositions sappe par le fondement tout le système de la Théologie de Jansenius, & de la prétendue réforme que S. Cyran avoit voulu introduire dans la discipline de l'Eglise. Cet ouvrage est dénoncé sous le titre, *Péché Philosophique*. Le Parlement de Bourdeaux est le seul qui en fasse mention, & qui ait ordonné qu'il fut mis au Greffe.

JEAN MARIN,
ESPAGNOL.

EDME SIMONNET,
FRANÇOIS.

IL naquit en 1654 à Ocana petite Ville du Diocèse de Calahorra, & entra dans la Compagnie en 1671. Toute sa vie a été un travail continu & utile au Public. Il expliqua pendant plusieurs années l'Ecriture sainte à Alcalá ; il professa ensuite douze ans la Théologie Scholastique à Tolède, à Murcie & à Alcalá. Etant Recteur du Noviciat à Madrid, il fut choisi pour être Confesseur du Prince Louis-Philippe, depuis Roi d'Espagne. Il remplit en même tems avec beaucoup d'habileté & de sagesse l'emploi de Conseiller du saint Office, & mourut à Madrid le 20 Juin 1725.

Entre autres ouvrages qu'il a composés en grand nombre sur des matières de piété & de Théologie, on a de lui trois volumes *in-folio* sur la Théologie Scholastique, qui sont cités dans le Recueil sous le *Probabilisme*, le *Péché Philosophique*, l'*Irreligion*, le *Parjure*, le *Vol* & l'*Homicide*. Cet ouvrage a été publié sans Approbation & Permission des Supérieurs Jésuites. On lit seulement au bas du titre, *Superiorum permissu & Privilegiis*. Le Rédacteur pour mieux faire accroire qu'il s'agit ici de Supérieurs Jésuites, a retranché dans l'annonce ces mots, *& Privilegiis*. Il a pareillement supprimé l'Approbation des Réformateurs des études de Padoüe, & celle de deux Docteurs d'Alcalá. L'ouvrage de Marin a été mis au Greffe au Parlement de Bourdeaux, le seul qui en ait fait mention.

IL naquit à Langres en 1662, entra chez les Jésuites en 1681, enseigna la Philosophie à Rheims, & la Théologie dans l'Université de Pont-à-Mousson, dont il fut ensuite Chancelier. Il mourut en cette Ville le 19 Avril 1733. On a de lui onze volumes *in-12* d'Institutions Théologiques. Il est cité dans le Recueil sous le *Péché Philosophique* & l'*Irreligion*. Bourdeaux l'a fait mettre au Greffe : Paris, Rouen & Rennes n'en ont rien dit.

FRANÇOIS OUDIN,
FRANÇOIS.

IL naquit en 1673 à Vignory au Diocèse de Langres, & entra au Noviciat de Nancy le 13 Octobre 1691. Il professa quinze ans la Rhétorique à Dijon ; il avoit le rare talent de rendre à ses Disciples l'étude aussi agréable qu'utile. Il professa quinze autres années la Théologie, & travailla pendant vingt ans à la continuation de la Bibliothèque des Ecrivains de sa Compagnie. Un excellent esprit, une mémoire des plus heureuses, un grand amour pour l'étude & pour la retraite, en ont fait un des plus sçavans hommes de ce siècle. Tous les ouvrages sortis de sa plume qui sont en grand nombre & en tout genre de Littérature, les uns imprimés, les autres manuscrits, sont pleins d'érudition, & ne peuvent manquer d'être bien accueillis des sçavans, s'ils paroissent un jour réunis en un seul corps d'ouvrage. A ces talens, le P. Oudin joignoit tou-

jours allier une grande douceur de caractère, beaucoup de politesse envers tout le monde, & sur-tout avec ses adversaires dans les disputes littéraires qu'il a eues à soutenir. L'étude ne dessécha jamais en lui l'esprit de piété, qu'il entretenait par la prière, à laquelle il consacrait une bonne partie de son tems. Sentant ses forces s'affaiblir considérablement, il se prépara à la mort, qu'il vit venir avec une fermeté chrétienne. Il mourut à Dijon, dont il n'étoit guères sorti, le 28 Août 1752, âgé de 79 ans.

Parmi ses ouvrages, est un Commentaire très court & très estimé sur l'Épître aux Romains. Le Rédacteur en a dénoncé sous le titre *Irreligion*, une note dont toute l'impiété consiste à relever un blasphème affreux qui se lit dans l'*Augustin* de Jansénius. Ce Commentaire est au Greffe à Bourdeaux. Le Rédacteur ne dit point qu'il a été approuvé par M. Le Seigneur Docteur de Sorbonne.

HYACINTHE RICHARD
ROBILLARD D'AVRIGNY,
FRANÇOIS.

D'Avrigny naquit à Caën en 1675, & entra chez les Jésuites à Paris en 1691. Les deux excellens ouvrages qu'il a donnés au public, font juger de ce qu'il eût été capable de faire si ses infirmités ne l'en eussent empêché : mais ayant ruiné sa santé pendant la Régence des basses Classes, il ne put jamais la recouvrer. Après ses études de Théologie, il eut l'emploi de Procureur à Alençon presque jusqu'à la mort. Il mourut à Caën le 24 Avril 1719.

Ses Mémoires Chronologiques n'ont jamais été imprimés sous son nom, ni avec l'Approbation ou la permission d'aucun Supérieur Jésuite : c'étoit une raison pour le Rédacteur de ne point les dénoncer dans son Recueil. Mais d'Avrigny a fait trop de mal au Parti, pour qu'il ne saisisse pas cette occasion de s'en venger. Il est donc placé parmi les Régicides, pour avoir parlé plus sagement peut-être qu'aucun autre François sur les limites des deux Puissances Temporelle & Spirituelle. Les *Mémoires Chronologiques pour servir à l'Histoire Ecclésiastique*, sont au Greffe à Bourdeaux.

PAUL GABRIEL ANTOINE,
LORRAIN.

IL naquit à Lunéville le 21 Février 1679, & entra au Noviciat des Jésuites à Nancy en 1694. Il enseigna longtems la Philosophie & la Théologie, & gouverna avec beaucoup de prudence plusieurs Maisons de sa Province. C'étoit un homme d'une régularité & d'une mortification exemplaires ; il mourut à Pont-à-Mousson le 22 Janvier 1743.

Il a composé plusieurs ouvrages de piété, un Cours de Théologie Scholastique, & sur-tout une Théologie Morale universellement estimée en Italie, en Allemagne, en France, & partout où elle est connue. Il s'en est fait deux Editions à Nancy, l'une en 1725 avec l'Approbation de l'Evêque Diocésain, l'autre en 1731 : une à Ingolstadt en 1734 ; deux à Paris, en 1736 & en 1745 ; quatre à Venise, en 1740 & en 1746 ; on ignore la date des

deux autres. Trois à Rome, en 1748, 1752 & 1753; une à Rouën en 1761, sur la dernière faite à Rome; ce qui mérite d'être remarqué.

Benoît XIV faisoit tant de cas de cette Théologie, étant Archevêque de Bologne, que dès qu'il fut élevé sur la Chaire de S. Pierre, il ordonna qu'elle fut enseignée dans le Séminaire de la Propagande aux jeunes élèves destinés aux Missions étrangères. C'est ce qu'on lit dans l'Épître au Lecteur de l'Édition de Rome en 1753, faite par les soins d'un Père Cordelier, & dédiée à Benoît XIV. Le Rédacteur n'a pu ignorer ce fait, puisqu'il s'est servi de l'Édition de Rouën 1761, qu'il assure être conforme à l'Édition de Rome. Cela ne l'a pas empêché de traduire le P. Antoine aux yeux du public, comme fauteur du *Parjure*, du *Vol* & del' *Homicide*. L'ouvrage de ce Jésuite n'a été flétri par aucun Parlement; il n'est pas même au Gr.ffe de Bourdeaux.

ISAAC JOSEPH BERRUYER,
FRANÇOIS.

LE P. Berruyer naquit à Fescamp le 7 Novembre 1681; il entra dans la Compagnie le 4 Septembre 1697. Il a enseigné quatre ans la Théologie Morale à Rouën, où il a aussi été Supérieur du Séminaire de Joyeuse; jusqu'à ce qu'en 1727 il vint à Paris, & s'appliqua à la composition de son Histoire de l'Ancien & du Nouveau Testament. Il mourut à la Maison professée de Paris le 18 Février 1738.

Il est dénoncé deux fois dans le Réciueil sous le titre *Irreligien*. On ne pro-

duit en preuve aucune Affertion tirée de ses écrits; mais la première fois on cite l'Ordonnance de M. Colbert Evêque de Montpellier, qui condamne l'Histoire du Peuple de Dieu; & la seconde fois le Mandement de M. Fitz-James Evêques de Soissons, qui condamne le Commentaire du P. Hardouin sur le Nouveau Testament, & les trois parties du Peuple de Dieu. Il a aussi une place parmi les Jésuites Régicides.

Quelque répréhensible que puisse être le P. Berruyer dans plusieurs de ses sentimens, il est certain 1° qu'il est beaucoup moins que ne le publie un Parti acharné à le décrier, parce qu'il est Jésuite; 2° que c'est une injustice criante d'attribuer ses opinions singulieres au Corps de sa Compagnie, puisqu'il est notoire qu'il n'a point eu de plus grands Adversaires que ses propres Confreres, entre autres le P. de Tournemine; qu'ils l'ont abandonné, & qu'ils ont toujours été prêts à souscrire à toute Censure portée contre lui par une autorité légitime. Du reste on ne peut refuser au P. Berruyer de grandes qualités & beaucoup de vertus Religieuses. C'est une justice que lui rendent, & les Jésuites, & toutes les personnes qui l'ont connu & fréquenté pendant le tems qu'il a demeuré à Paris.

JEAN REUTER,
ALLEMAND.

REuter né à Luxembourg en 1685, entra dans la Compagnie à l'âge de 16 ans. Il enseigna les Humanités à Coblenz, la Philosophie à Aix-La-

Chapelle, & la Théologie pendant huit ans dans l'Université de Trèves. Après avoir gouverné le Collège & ensuite le Séminaire de Trèves, il renonça à toute Supériorité, & consacra le reste de ses jours à enseigner la Théologie Morale. La haute idée que les Supérieurs Ecclésiastiques avoient de sa prudence & de sa capacité, le fit nommer Examineur Synodal du Diocèse de Trèves. Sa vie étoit partagée entre la prière, l'étude & les œuvres de charité. Ses vertus & sa doctrine l'ont rendu l'objet de la vénération de tout le pays; en sorte qu'il suffisoit à ceux qui l'ont connu de voir son nom dans les Extraits des Assertions, pour dire que ce ne peut être qu'une Compilation de calomnies, puisqu'on y trouve le nom d'un si saint homme. Il mourut à Trèves le 22 Janvier 1762.

Son ouvrage intitulé, *Neo Confessorius practice instructus*, est cité dans le Recueil sous le *Probabilisme*, l'*Irreligion*, le *Parjure* & le *Fol*. Le Parlement de Bourdeaux, le seul qui en fasse mention, a ordonné qu'on le mit au Greffe.

JEAN PICHON,
FRANÇOIS.

LE P. Pichon naquit à Lyon en 1683, & entra au Noviciat des Jésuites à Nancy en 1697. Il a vécu comme un homme né uniquement pour procurer le salut des âmes. Aussitôt après ses études de Théologie, il se livra aux Missions des Villes & des Villages avec un succès constant, & qui a répondu à l'étendue de son zèle. Sa mémoire est

en bénédiction par-tout où il a travaillé, & bien des gens reconnoissent encore aujourd'hui, qu'après Dieu c'est à lui qu'ils doivent leur conversion. Le Roi Stanislas Duc de Lorraine ayant fondé avec une magnificence Royale des Missions à perpétuité dans ses Etats, il voulut que le P. Pichon donnât le premier commencement à une œuvre si sainte & si pénible. Les intervalles de ses Missions ne furent jamais pour lui des tems de repos. Il Confessoit alors tous ceux qui se présentoient; il donnoit des Retraites aux Ecoliers; il répondoit à des Consultations sur des affaires de Conscience, qu'il recevoit de toutes parts, même des personnes les plus distinguées dans les Cours de France & de Lorraine: en un mot il se prêtoit à tous les besoins spirituels de ceux qui s'adressoient à lui.

Persuadé que le meilleur moyen de persévérer dans la grâce étoit d'approcher souvent du Sacrement de nos Autels; & voyant d'ailleurs que tous les efforts des Novateurs de nos jours vont à en éloigner les Fidéles, sous prétexte qu'il faut déjà être parfait, pour manger dignement cette Viande céleste, qui est la source principale de la perfection; il composa un Livre intitulé, *l'Esprit de Jesus-Christ & de l'Eglise sur la fréquente Communion*. Son zèle contre les pernicieuses maximes des Novateurs, l'a fait donner dans quelques excès contraires, pour lesquels son Livre a été d'abord censuré par les Jésuites à Rome, avant aucune condamnation. Quelques Evêques publièrent ensuite contre ce Livre des Mandemens, en conséquence

desquels le P. Pichon le désavoua. Il est taxé dans un de ces Mandemens d'avoir après sa rétractation, publié pour sa défense une Lettre de M. de Fénelon. Le Rédacteur en tire contre la droiture & la bonne Foi de ce Jésuite les conséquences les plus faulles : car il est certain qu'il n'a eu aucune part à la publication de cette Lettre ; & on pourroit en donner une preuve sans réplique, si la chose en valoit la peine.

Le Livre de *l'Esprit de Jesus-Christ* occasionna à son Auteur bien des chagrins, dont Dieu se servit pour le purifier en cette vie. Il fut envoyé en Auvergne par ses Supérieurs, à qui la Cour avoit fait savoir ses volontés à ce sujet. Quand il fut de retour dans sa Province, M. l'Evêque Prince de Sion en Valais, fit tout ce qu'il put pour l'attirer dans son Diocèse, & il y réussit ; il le fit son grand Vicaire, & Visiteur général de son Diocèse & de ses Etats. M. le Nonce de Lucerne félicita le Prélat d'une acquisition si précieuse. Voici les termes de la Lettre. *Non jure summâ animi mei lætitiâ intelligo, quod R. P. Pichon mihi benè cognitius ob notum opus quod in lucem edidit, in inferiori Valesiâ reperitur, ubi certè Missionibus suis instructivis & preparativis populum fidei sue commissum ita disponet, ut tanto celestium divitiarum thesaurò ritis ac fructuosè locupletetur. Lucernæ 29. Januarii 1751.* Les derniers mots de la Lettre ont rapport à la circonspection du Jubilé.

Sous les Auspices & l'autorité d'un tel Prélat, le P. Pichon reprit les exercices de son zèle. Depuis le mois d'Octobre jusqu'au mois de Février, il parcourut les montagnes & les vallées,

cherchant à travers les neiges & les précipices la brebis égarée. Son tempérament quoique très-robuste, & fait depuis long-tems à la fatigue, ne put y résister ; il tomba malade dans un hameau en sortant de Chaire ; on le transporta au bout d'un mois au Collège de Sion, où il mourut le 5 Mai 1751. Les regrets furent universels : tout le Pays le regardoit comme un Apôtre & un Saint, que Dieu n'avoit fait que leur montrer. Le Prélat sentit vivement cette perte, & il le témoigna par les honneurs qu'il fit rendre au corps du défunt. La Lettre qui annonça sa mort aux Jésuites de sa Province, s'en explique de la manière suivante. *Santissimè, uti vixeras, quiniâ Mavis obiit R. P. Pichon maximo totius urbis ac vicinæ luctu, is ipse qui multa fecit tantique pro majore Dei gloriâ. Vfuncti corpus maximâ pompâ illatum suis tumulo Canonicorum Cathedralis Ecclesiæ, funus comitante toto illustrissimo Senatu Sedunensi, utraq; Congregatione, quin totâ urbe, & maxime ultimos honores exhibente viro de Galliâ optimè merito, illustrissimo Regis Christianissimi apud valesios, ut vocant, Residente, cum totâ familiâ.*

Le Rédacteur qui dénonce le Livre du P. Pichon sous le titre *Irréligion*, n'en produit aucune Allertion. Il en donne une faulle idée lorsqu'il dit : *Il s'agit dans ce Livre des dispositions aux Sacramens de Pénitence & d'Eucharistie.* Il auroit parlé plus juste, s'il avoit dit : *Il s'agit principalement dans ce Livre de présenter aux Fidèles, les motifs qui doivent les engager à communier fréquemment.* Parmi les Mandemens ou lettres Pastorales de différens Evê-

ques.

ques, il cite une lettre Pastorale de M. l'Evêque de Mâcon ; il en donne la date avec autant de précision , que s'il avoit la Lettre sous les yeux ; elle est, dit-il, du 15 Février 1748. Sur la foi du Rédacteur, le Parlement de Paris en fait mention sous la même date, dans son Arrêt du 6 Août 1762. Le fait est cependant que M. de Mâcon n'a jamais rien publié contre le Livre du P. Pichon.

Les Parlemens de Rouen & de Bourdeaux ont supprimé ce Livre comme contraire aux véritables principes de la Religion. Ceux de Paris & de Rennes n'en ont porté aucun Jugement.

GILLES ANNE XAVIER
DE LA SENTE,
FRANÇOIS.

LE P. de la Sente naquit à Redon en basse Bretagne le 22 Décembre 1684 ; il entra au Noviciat des Jésuites à Paris le 27 Août 1702. Il a régenté avec distinction la Rhétorique au Collège de Louis le-Grand pendant vingt-quatre ans. Plusieurs de ses Harangues ont été imprimées ; il a donné aussi au Public des Poésies latines, sous le titre, *Musa Rhetorices*. Il est mort au Collège de Louis le-Grand au mois de Juillet 1762. Quant à son caractère & à ses vertus, il a été également chéri & honoré au dedans & au dehors. Nous en appellons à ce nombre prodigieux d'élèves qu'il a formés à la piété & aux Lettres ; & qui ne peuvent concevoir que le Rédacteur ait eu l'impudence de placer un tel homme dans la liste infamante des Régicides.

Suite de la III. Partie.

GUILLAUME HYACINTHE
BOUGEANT,
FRANÇOIS.

LE P. Bougeant naquit à Quimper le 4 Novembre 1690, & entra dans la Compagnie à l'âge de 16 ans. Il a passé la plus grande partie de sa vie à Paris, au Collège de Louis le-Grand, occupé à la composition de divers ouvrages, qui lui donnent un rang parmi les meilleurs Ecrivains de notre langue. M. de la Chalotais qui méprise si fort les Historiens Jésuites, qui ne daigne pas même faire mention du P. Daniel, rend justice à l'Auteur de l'Histoire du Traité de Westphalie. Le P. Bougeant mourut à Paris en 1743. Il est dénoncé dans le Recueil, pour avoir soutenu dans son Catéchisme le Dogme Catholique touchant l'ignorance invincible. Le Parlement de Bourdeaux a ordonné que ce Catéchisme fut déposé au Greffe. Les Parlemens de Paris, de Rouen & de Rennes n'en ont point parlé.

FRANÇOIS-XAVIER FEGELI,
SUISSE.

IL naquit à Rote dans le Canton de Fribourg en 1690, il se fit Jésuite en 1710. Il enseigna la Théologie pendant douze ans, & mourut à Fribourg en 1748. On a de lui deux Ouvrages, l'un *De munere Confessarii*, l'autre, *De munere Pœnitentis*. Il est cité pour le premier jusqu'à neuf fois dans les Extraits des Assertions, sous le *Probabilisme*, le *Péché Philosophique*, le *Blasphème*, l'*Impudicité*, le *Parjure*, la *Prévarication de Juges*, le *Vol*,

L

l'Homicide & le Régicide. Bourdeaux est le seul Parlement qui en ait fait mention , en ordonnant qu'il fut mis au Greffe.

FRANÇOIS-ANTOINE ZACCARIA.
ITALIEN.

LE P. Zaccaria né à Venise en 1714 , s'est fait Jésuite en 1731. Après ses études , il a rempli l'emploi de Prédicateur pendant huit ans. Etant à Florence en 1754 , il fut appelé par le Duc de Modène pour être son Bibliothécaire ; comme il l'est à présent , sans néanmoins discontinuer la fonction de Prédicateur. Il a donné au Public plusieurs ouvrages de Théologie & d'érudition. Celui pour lequel il est cité six fois dans le Recueil sous le *Probabilisme*, *l'Irréligion & le Régicide*, a pour titre, *Storia Letteraria d'Italia*. Il y a actuellement 16 volumes in-8° de ce Journal Littéraire. Le Parlement de Bourdeaux l'a fait mettre au Greffe.

NICOLAS MUSZKA.
HONGROIS.

LE P. Muszka est né à Schellitz le 3 Décembre 1714. Il est entré chez les Jésuites en 1710. Il a professé la Philosophie & la Théologie Morale & Scholastique pendant douze ans , principalement à Vienne en Autriche , où il est actuellement en qualité de Préfet des hautes études , & de Reviseur des Livres par Commission Impériale , universellement estimé pour sa doctrine & pour sa vertu. Il a donné au Public quatre volumes in-4° sur la Théologie , pour lesquels il est placé dans

le Recueil sous le *Probabilisme*, *l'Ignorance invincible*, *l'Irréligion & le Régicide*. On ne voit aucune Approbation ni Permission de Supérieurs Jésuites à la tête de son Ouvrage. Le Parlement de Bourdeaux a fait mettre au Greffe le Traité des Loix & celui des Actes humains.

TRACHALA.

NOUS ne connoissons point de Jésuite de ce nom , qui existe ou qui ait existé. Voyez ce qu'on en dit dans la première partie de cet Ouvrage , sous le *Probabilisme* , page 86 & 87. L'ouvrage attribué à ce Jésuite vrai ou prétendu ne porte aucune Approbation ni Permission de Supérieurs Jésuites , il est cité sept fois dans le Recueil , sous le *Probabilisme* , le *Péché Philosophique* , la *Simonie* , la *Magie* , *l'Irréligion* , *l'Impudicité & le Vol*. Il est au Greffe à Bourdeaux : les autres Parlemens l'ont passé sous silence.

OBSERVATION
Relative à tous les Auteurs dont il
est parlé dans cette Notice.

LE zèle du Parlement de Paris pour *le pouvoir à la vindicte publique* , ne s'est pas borné à flétrir les auteurs nommés dans l'Arrêt du 6 Août 1761 , en les condamnant au feu. Par un autre Arrêt du 6 Août 1762 , il a prononcé sur tous les Livres qui ont trait au Recueil des Assertions , & sans s'arrêter à distinguer les différens degrés de corruption dans l'enseignement de ces livres , & à y proportionner la flétrissure ,

* Extra. des Registres du 6 Août 1762.

par cet Arrêt il condamne au feu,

1° Tous les Livres de Jésuites qui ont fourni quelque assertion au Recueil, & qui n'avoient pas encore été flétris par quelque Arrêt antérieur. Un seul a échappé à cet anathème universel, c'est le Traité du légitime usage des opinions probables, par le Général Thyrlse Gonzalez, quoique cité dans les Extraits des assertions.

2° Tous les Livres des Jésuites, dont le titre avec le nom des auteurs se trouve dans le Recueil, quoiqu'on n'en rapporte aucune assertion. Tel est le *Questio facti* du P. Dechamps, Gravina, Carpani, &c.

3° Tous les livres de Jésuites qui ont donné quelques loüanges aux auteurs mentionnés dans le Recueil, par exemple les Catalogues de Ribadeneira, d'Alégambe & de Sotwel, quelques Journaux de Trévoux &c.

4° Il condamne au feu non seulement les Tomes, d'où on a tiré des assertions *pernicieuses & dangereuses*, mais encore, pour l'ordinaire tous les autres Tomes. Par exemple, Gretzer a dix-sept volumes *in-folio*. Le Rédacteur n'en cite que deux : les quinze autres n'en sont pas moins condamnés aux flammes. Il en est de même de Valentia, de Vasquez &c.

5° Quelques-uns de ces ouvrages sont d'abord condamnés au feu en gros, comme les disputes du P. de Salas sur la Somme de S. Thomas; ensuite le Traité des Loix du même auteur, qui fait partie de cet ouvrage, est brûlé une seconde fois à part.

6° Il condamne au feu les Thèses ou Cahiers de 35 Professeurs de Philosophie ou de Théologie. L'Arrêt a été

exécuté le 17 Août quant aux *Imprimés* : pour les Cahiers on ne les a pas brûlés, parcequ'on ne les avoit pas.

7° Le Parlement a rendu la *vindictelle publique* complete & même surabondante, en condamnant au feu un *Sermon* Allemand de François Neumayr de ladite Société, ayant pour titre en langue Allemande, *FRAG-OB-DEH*; c'est-à-dire, *Question si le* : & quantité d'ouvrages de Jésuites, dont il n'est fait aucune mention dans le Recueil. Parmi ces ouvrages, il s'en trouve un d'un célèbre Canoniste, qu'on a malheureusement pour lui pris pour un Jésuite. C'est *Collectanea Bullarii aliarumve Summarum Pontificum Constitutionum Antore Augustino Barbosa E SOCIETATE JESU*. Ces derniers mots ont été ajoutés au titre du Livre. Barbosa n'a jamais été Jésuite.

Arrêt pag. 141.

Ibid. pag. 131.

GÉNÉRAUX

DE LA COMPAGNIE DE JESU,
nommés dans les Extraits
des assertions.

SAINT IGNACE DE LOYOLA,
ESPAGNOL,

Fondateur & premier Général
de la Compagnie de Jésus.

SAINT Ignace naquit à Loyola en Biscaye en 1491. Blessé au Siège de Pampelune, & guéri miraculeusement, il se convertit à Dieu l'année même que Luther se révolta contre l'Eglise Romaine; Dieu préparant le remède en même tems qu'il permet-

toit le mal. Quel fut le fruit de cette conversion dans l'ancien & le nouveau Monde, par rapport à la réformation des mœurs, à l'avancement de la piété, à la bonne instruction de la Jeunesse, à l'affoiblissement de l'Hérésie & à la destruction de l'Idolâtrie ? C'est ce qu'on peut voir dans la vie de ce Saint, si bien écrite en Latin par Maffée, en Italien par Bartoli, en François par Bouhours : d'ailleurs toutes les contrées où ses enfans se sont établis, l'annoncent assez. Quelles vertus a pratiqué S. Ignace après sa conversion ? on les publie tous les ans dans les Chaires, sous l'autorité des premiers Pasteurs, dans toutes les meilleures Villes du monde Chrétien. Ce Saint mourut à Rome le 31 Juillet 1566 à l'âge de 65 ans, 16 ans après la confirmation de son Ordre. Paul V. le mit au rang des Bienheureux en 1605. Grégoire XV. le Canoniza le 12 Mars 1622.

Ce Saint Fondateur a commencé à donner la première forme à son Ordre en 1540. Sous le nom de COMPAGNIE de JESUS, Nom que les Papes ont trouvé bon que cet Ordre portât ; que le St. Concile de Trente lui a confirmé en appelant les Religieux de cet Ordre Clercs Regulars de la Compagnie de JESUS ; que tous les Souverains Catholiques ont toujours employé dans tous les Actes, dans toutes les concessions faites à ces Religieux : ce Nom leur a été & souvent & vivement disputé par tous les Hérétiques.

Les Papes ont approuvé & confirmé l'Institut des Jésuites ; un Concile général l'a qualifié de PIEUX INSTITUT, & a déclaré qu'il ne préten-

doit pas y rien innover : tous les Princes Catholiques l'ont admis légalement, après l'avoir fait examiner, & ont consenti que ceux qui l'embrasseroient véculent dans leurs Etats selon les Règles qu'il prescrit. *

Tel est l'Institut dont la plupart des Parlemens de France ont rendu les jugemens que nous allons rapporter, & qui est cité quatre fois dans le Recueil en preuve de la criminelle unité de doctrine & de sentimens. Il est à propos de rassembler ici les différentes Hérésies qu'il a effuées dans ces Parlemens.

Par Arrêt du 6 Août 1761, M. le Procureur général du Parlement de Paris a été reçu appelant comme d'abus de cet Institut. Il est notoire aujourd'hui dans le Royaume, que presque tous les textes rapportés dans cet Arrêt sont tronqués avec la plus maligne infidélité, & détournés de leur véritable sens.

Par Arrêt du même Parlement du 6 Août 1761, cet Institut est déclaré, inadm.issible par sa nature dans tout Etat policé, comme contraire au droit naturel, attentatoire à toute autorité spirituelle & temporelle. En conséquence le même Arrêt ordonne que ledit Institut sera & demeurera exclus du Royaume irrévocablement, & que le Recueil ou Institut imprimé à Prague en 1757 restera déposé au Greffe civil de la Cour ; & que les exemplaires qui pourront se trouver dans les maisons de la Société, seront déposés au Greffe de chacun des Bailliages & Sénéchaussées du Ressort, pour y servir de titre & de preuves perpétuelles des vices dudit Institut.

Par Arrêt du Parlement de Rouen

* La France y a mis, par l'Edit de 1713, une modification qui ne touche pas à sa substance.

* Page 22.

* Page 12 & 42.

du 12 Février 1762, il est ordonné
 „ que le Recueil intitulé, *Institutum*
 „ *Societatis Jesu*, imprimé *Praga anno*
 „ 1757 en deux volumes petit in-folio,
 „ sera lacéré & brûlé en la Cour du
 „ Palais au pied du grand Escalier,
 „ par l'exécuteur de la haute justice;
 „ en tant que lesdits deux volumes
 „ contiennent les Constitutions & ré-
 „ glemens desdits soi-disans Jésuites,
 „ comme attentatoires à toute autorité
 „ spirituelle & temporelle, irréli-
 „ gieux & impies. Ce Parlement a
 „ mis une distinction très-réelle entre
 „ les Bulles qui regardent l'Institut, &
 „ l'Institut même, puisque M. le Sub-
 „ stitut du Procureur général ayant éga-
 „ lement appelé comme d'abus & des
 „ Bulles & de l'Institut, le Parlement
 „ n'a déclaré qu'il y avoit abus que dans
 „ l'Institut; & que par cette restriction;
 „ en tant que lesdits deux volumes con-
 „ tiennent les Constitutions, il paroit ne
 „ vouloir livrer aux flammes que l'In-
 „ stitut, & épargner aux Bulles cette
 „ sévérité.

Le Parlement de Bourdeaux, par
 „ son Arrêt du 26 Mai 1762, „ déclare
 „ lesdits Régimes, Institut & Con-
 „ stitutions de ladite Société soi-disant
 „ de Jésus, attentatoires à toute au-
 „ torité spirituelle & temporelle, in-
 „ compatibles avec les principes & les
 „ règles de tout Etat policé, destruc-
 „ tifs de la subordination légitime, à
 „ laquelle tous sujets sont tenus en-
 „ vers leurs Souverains; & spéciale-
 „ ment répugnant aux libertés de
 „ l'Eglise Gallicane, aux quatre arti-
 „ cles de l'Assemblée générale du
 „ Clergé de France de 1682; con-
 „ traires aux loix & maximes fonda-

„ mentales du Royaume, inconcilia-
 „ bles avec le Droit public de la Na-
 „ tion, & irréformables dans leur
 „ essence. “

Le Parlement de Rennes, par son
 „ Arrêt du 27 Mai 1762, déclare, „ la-
 „ dice règle & régime contenus au
 „ recueil de leurs Constitutions, inju-
 „ rieux à la Majesté divine, en trans-
 „ ferant à un homme l'honneur qui
 „ n'est dû qu'à Dieu seul; en égalant
 „ les ordres d'un supérieur aux Pré-
 „ ceptes de Dieu & de Jésus-Christ,
 „ & exigeant le même sacrifice de sa
 „ raison & de son jugement; injurieux
 „ à la Majesté souveraine des Rois;
 „ attentatoires à leurs personnes sa-
 „ crées & à leur autorité; injurieux
 „ à l'Eglise, aux Conciles, aux Papes,
 „ aux Evêques, au second Ordre de
 „ l'Eglise, & à tous les Corps de l'E-
 „ tat; destructifs de la liberté natu-
 „ relle des esprits & des consciences,
 „ contraires aux droits naturels, &
 „ aux droits divins, au droit des
 „ gens & à celui de toutes les Nations,
 „ au bien & à la paix des Etats, à la
 „ sûreté des contrats & des conven-
 „ tions des particuliers... Ordonne
 „ ladite Cour que les deux volumes
 „ en petit in-folio imprimés à Prague
 „ en 1757... demeureront au Greffe
 „ de la Cour, pour servir de titres
 „ & monumens perpétuels des vices
 „ dudit Institut. “

Le Conseil Souverain de Roussillon,
 „ par son Arrêt du 12 Juin 1762 porté
 „ à la pluralité de cinq voix contre qua-
 „ tre, „ déclare lesdits Instituts, Régime
 „ & Constitutions de ladite Société
 „ soi-disant de Jésus, attentatoires à
 „ toute autorité spirituelle & tempo-

„relle, tendans au schisme, au fanatisme, & à la corruption de la doctrine & des mœurs, incompatibles avec les principes“ & le reste moi pour mot, comme le Parlement de Bordeaux.

Le même Arrêt „déclare les vœux „& sermens faits ci-devant par les „Prêtres & Ecoliers se disant Jésuites, „de se soumettre & conformer aux dites Constitutions & Institut, impies, indéterminés, téméraires, inconfidérés, iniques, abusifs, & non valablement émis.“

L'Arrêt du Parlement de Metz du 20 Septembre 1762 „déclare ledit „Institut, la Règle & le Régime „contenu en icelui, inadmissible par „sa nature dans tous les Etats policés, „comme attentatoire à toute autorité „spirituelle & temporelle, injurieux „à la Majesté Divine, à celle des „Rois, à l'Eglise &c“ comme le Parlement de Rennes.

Le Parlement d'Aix par son Arrêt du 28 Janvier 1763 „dit y avoir abus „dans ledit Institut de ladite Société „se disant de Jésus, Bulles, Brefs, „Lettres Apostoliques, Constitutions, „Déclarations sur lesdites Constitutions, Formules de Vœux, Décrets des Généraux & des Congrégations „générales, & pareillement dans les „Règlemens & privilèges de la Société „appelés Oracles de vive voix „& généralement dans tous autres „Règlemens de ladite Société, ou „Actes de pareille nature, en tout ce „qui constitue l'essence dudit Institut.“ Après cette déclaration le Parlement remplit neuf pages du détail des abus qu'il trouve dans l'Institut sur d'autres points.

L'Arrêt du Parlement de Toulouse du 26 Février 1763 est à peu de choses près, si conforme à celui de Paris du 6 Août 1762, que ce n'est pas la peine d'en rapporter les termes.

M. Faget de Poms Avocat-général au Parlement de Pau portant la parole au nom des Gens du Roi, bien loin d'appeller comme d'abus de l'Institut des Jésuites, dit qu'il a été reçu & approuvé dans le Royaume, qu'il est exempt de vice & à l'abri de tout soupçon d'abus; que la doctrine des Jésuites est saine, leur enseignement pur; que les *Affertions* sont vicieuses, qu'il en a vérifié le vice sur les livres qu'il a pu se procurer; que la Société a fait dans la Province, & continue d'y faire les plus grands biens; que depuis qu'elle a été établie, ses travaux sont continus, sa conduite édifiante; qu'il est nécessaire de la conserver; qu'il est impossible de la remplacer. Nonobstant les conclusions que M. de Poms après un tel discours laissa sur le Bureau le 14 décembre 1762, le Parlement, par son Arrêt du 23 Avril 1763, dit „y avoir abus dans l'Institut de ladite „Société, dans les Bulles, Brefs... „& généralement... en tout ce qui „constitue l'essence dudit Institut. „Déclare de plus ladite Cour, ledit „Institut, Règles, Constitutions & „Régime, attentatoires à toute autorité spirituelle & temporelle, incompatibles avec les principes de la „subordination à laquelle tous sujets „sont tenus envers leurs Souverains, „spécialement repugnant aux Libertés „de l'Eglise Gallicane, aux quatre „Articles de l'Assemblée générale du „Clergé de France de 1682: con-

traies aux Loix & Maximes fondamentales du Royaume, inconciliables avec le Droit public de la Nation & irréformables dans leur essence."

M. le Procureur général du Parlement de Dijon n'avoit appelé comme d'abus, ni de l'Institut, ni des Bulles qui concernent l'Institut, mais seulement de celles qui accordent aux Jésuites des privilèges contraires aux Loix du Royaume; & il avoit conclu qu'à cela près, les Jésuites fussent conservés tels qu'ils étoient, vû le bien qu'ils procuroient à la Province. Nonobstant ces conclusions, l'Arrêt de ce Parlement du 11 Juillet 1763, dit qu'il y a abus dans les dites Bulles, & déclare en outre qu'il y a abus dans les Constitutions, Déclarations sur lesdites Constitutions, Décrets des Généraux & des Congrégations générales, dans les Oracles de vive voix, & généralement dans tous les Règlemens, en tout ce qui constitue l'essence dudit Institut, comme étant le tout attentatoire, & le reste mot pour mot comme au Parlement de Pau.

L'Arrêt du Parlement de Grenoble du 29 Août 1763, déclare y avoir abus dans lesdites Bulles, Brefs, Oracles de vive voix, Constitutions, Décrets des Congrégations générales, Ordonnances des Généraux & autres actes & réglemens servant à établir le régime de ladite Société, comme aussi dans les formules de vœux & vœux émis en conséquence & que ladite Société est irréformable par essence."

JACQUES LAINEZ,
ESPAGNOL,

Second Général de la Compagnie de Jesus.

Lainez naquit à Almazan petite Ville du Royaume de Castille l'an 1512. Après s'être perfectionné dans la Philosophie & la Théologie dans l'Université de Paris, il s'attacha à S. Ignace & fut le troisième de ses Compagnons. De retour en Italie, il prêcha avec grand succès dans les principales Villes. Jean Vega Viceroi de Sicile, ayant connu son mérite, voulut l'avoir avec lui dans son expédition d'Afrique: le fruit de ce voyage pour Lainez, fut la conversion d'un grand nombre de Mahométans, dont il changea une Mosquée en Eglise. Après avoir enseigné la Théologie dans le Collège de la Sapience, Paul III. l'envoya à Venise pour affaire importante, ensuite à Parme avec le Cardinal Légat Filonardi. Par ordre de Jules III. il assista avec le Cardinal Morone à la Diète d'Ausbourg. Marcel II. le fit son Théologien domestique. Paul IV. étant mort on voulut mettre Lainez sur la Chaire de S. Pierre, il eut les voix de douze Cardinaux. Pie IV. voulut que Lainez assistât avec le Cardinal d'Este au Colloque de Poissy, où il confondit Théodore de Beze. Il assista trois fois au Concile de Trente par ordre des Papes Paul III. Jules III. & Pie IV. en qualité de Théologien du S. Siège. & tous les Peres du Concile y admirent la profondeur de sa doctrine.

Quant à ce qui regarde la Compa-

guiz, S. Ignace nomma Lainez Provincial d'Italie; après la mort du S. Fondateur, il fut choisi Vicaire général par les Jésuites Profès qui se trouverent à Rome. La première Congrégation le choisit Général le 2 Juillet 1558. Pendant le peu de tems qu'il a gouverné la Compagnie, il l'a vû s'augmenter de six Provinces. Etant revenu de Trente à Rome après la fin du Concile, il tomba malade, & mourut le 19 Janvier de l'an 1565. Pie V qui n'étoit alors que Cardinal ayant appris la nouvelle de cette mort, s'écria que l'Eglise perdoit en la personne de Lainez un grand soutien.

* Pag. 61 & suiv.

* Pag. 10 & 11.

Le célèbre Cardinal Othon Truchès lui fit faire à Dillingue de magnifiques obsèques, il y célébra le S. Sacrifice, & de son Trône y prononça lui même l'éloge funèbre du défunt.

Le Pere Lainez se distingua surtout par son grand amour pour la Religion, sa tendre piété, sa douceur de son caractère, sa rare prudence, & par son éloignement pour tous les honneurs, auxquels, estimé comme il l'étoit de tout ce qu'il y avoit de plus grand dans l'Europe, il lui eut été aisé de parvenir. Ce fut par cet esprit d'humilité, & par un zèle pour maintenir son Institut naissant dans sa vigueur, qu'il refusa constamment l'Evêché de Lubiana & la Pouppe Romaine.

Ce grand homme a laissé beaucoup d'ouvrages: il seroit à souhaiter que ses grandes occupations, ou une vie plus longue lui eussent permis d'y mettre la dernière main: il est mort à l'âge de 53 ans, après avoir gouverné la Compagnie en qualité de Général, environ six ans & demi.

Il n'est nullement question du Pere Lainez dans le Recueil des Assertions, & il n'auroit point ici de place si ce n'étoit le portrait méconnoissable qu'en ont fait la plupart des *comptes rendus*, en particulier ceux de Rennes & d'Aix: nous nous sommes donc cru obligés de le représenter tel qu'il a été connu de toute l'Europe.

L'auteur du *Compte rendu* à Rennes, n'osant pas tout-à-fait attribuer à S. Ignace les *Vices* qu'il dit appercevoir dans l'Institut des Jésuites, le hazard d'avancer que * Lainez & Aquaviva corrompirent absolument les vues de l'Instituteur des Jésuites l'Auteur du *Compte rendu* à Aix * attribue cette prétendue altération de l'Institut à Lainez & à Salmeton: c'est à ces Auteurs à se concilier entre-eux s'ils le peuvent. Le premier appelle Lainez *Religieux courtisan, Général par intrigue, à demi-Pelagien par principe*. Ne pouvant nier que Lainez au Concile de Trente voulut occuper la dernière place parmi les Généraux d'Ordre, qu'il la demanda comme étant le Général de l'Ordre le plus récent, ainsi que les Légats l'ont attesté juridiquement, il dit que Lainez, *en affectant la dernière place parmi les Généraux d'Ordre, fit entendre qu'il avoit des raisons pour en prendre une supérieure*. Le vrai est que les Légats édifiés de la modestie de Lainez, n'y eurent point d'égard, & jugerent qu'étant Général d'un Ordre de Clercs Réguliers, il étoit à propos de lui donner une place hors de rang, ce qu'ils firent, & leur procédé fut approuvé par le Souverain Pontife: c'est ce que prouve Palavicin par les Lettres du

Cardinal

* Cardinal Borromée aux Légats du Pape, & par le témoignage juridique des Légats que cet Auteur rapporte tout au long.

Le même Auteur du *Compte rendu* à Rennes avance encore que Lainez au Concile de Trente *se signala par des discours injurieux à l'autorité Episcopale, qui scandalizerent le Cardinal de Lorraine & les Evêques* : il donne pour garant de ce fait Fra-Paolo. L'effet de ce scandale fut que le Cardinal de Lorraine ne cessa jamais de faire toutes sortes de bien à la Compagnie & que la plupart des Evêques au sortir du Concile voulurent avoir des Jésuites dans leurs Diocèses.

CLAUDE AQUAVIVA.

N A P O L I T A I N ,

Cinquième Général de la Compagnie de Jésus.

A Quaviva naquit à Naples en 1543, de Jean Aquaviva Duc d'Atrie & d'Isabelle Spinella. Il étoit Camérier d'honneur du Pape Pie V, lorsqu'il renonça aux espérances du siècle pour se consacrer à Dieu dans la Compagnie de Jésus, à l'âge de 25 ans. Après avoir enseigné peu de tems la Philosophie, il fut chargé de la conduite du Séminaire Romain, & ensuite du Gouvernement de la Province de Naples & de celle de Rome. La peste étant à Naples, il demanda avec les plus fortes instances qu'on l'y envoyât, pour se dévouer au service des pestiférés. Mais la Congrégation générale

Suite de la III. Partie.

assemblée à Rome en 1581 jeta les yeux sur lui pour le mettre à la tête de la Compagnie, dont il fut élu Général âgé d'environ trente-huit ans. L'événement prouva la sagesse de ce choix. Jamais aucun Général n'a plus travaillé au bien de la Compagnie, ni plus longtems, ni dans des circonstances plus difficiles, ni avec plus de succès.

Le Cardinal d'Osset le représente dans une de ses Lettres à M. de Ville-roi, comme un personnage *très sage & très modéré*. Une union continuelle avec Dieu le mettoit au dessus de tous les événemens de la vie : il voyoit avec la même sérénité d'ame la prospérité & l'adversité. Ayant appris que Rodolphe Aquaviva son neveu, avoit été cruellement massacré en 1583 aux Indes Orientales en haine de la Foi, il n'accorda rien à la nature sur la mort d'un neveu qu'il aimoit, mais il ordonna des actions de grâces par toute la Compagnie. Clément VIII fit tous ses efforts pour l'engager à accepter l'Archevêché de Naples, sans néanmoins lui en faire un ordre : Aquaviva le refusa constamment, selon l'esprit de son Institut, qu'il travailla toute sa vie à maintenir dans son intégrité, & qu'il maintint malgré les intrigues de quelques broüillons d'Espagne, qui aspiraient à y faire des changemens.

Sentant sa fin approcher, il rendit grâces à Dieu de ce qu'il alloit faire succéder la lumière aux ténèbres ; puis s'adressant au Cardinal Bellarmin, qui lui avoit annoncé que sa dernière heure étoit proche ; je ne crains pas de mourir, lui dit-il, mais aussi je ne re-

* Hist. Conc. Trid.
L. 16. c. 2. n. 6.
& 7.

Liv. 3. Lettre
103. Edit. m. sc.

M

doute pas de vivre , parce que nous servons un bon Maître. Il mourut le 31 Janvier 1615, âgé de 72 ans, après avoir gouverné la Compagnie pendant 34 ans. Un peu avant la mort, il reçut la bénédiction du Souverain Pontife, qui dit à ceux de sa suite : *l'Eglise va faire une grande perte.*

Le nom du P. Aquaviva se trouve dix-sept fois dans le Recueil, pour avoir pennis par lui même l'impression des Ouvrages des PP. de Salas, Eudémon-Jean, Azor, Justiniani, Lorin; & pour avoir autorisé, selon l'usage, les Provinciaux de son tems, à permettre l'impression des Ouvrages de Réginald, Vasquez, Suarez, Lessius, Mariana, Oforius, Heissius, Keller, Serarius, Bécán, Comitolo, Rebello.

MUTIO VITELLESCHI,
R O M A I N,

Sixième Général de la Compagnie.

LE P. Vitelleschi naquit à Rome en 1563, d'une ancienne & illustre famille. Dès son enfance il s'engagea par vœu d'entrer dans la Compagnie de Jésus. Quand le tems de l'accomplir fut venu, il s'ouvrit de son dessein à ses parens, dont il ne put jamais obtenir le consentement. Sur leur refus, il s'adressa à plusieurs Cardinaux, & ensuite il présenta deux Requêtes à Grégoire XIII. Après dix mois des plus vives instances, le Pape donna ordre aux Jésuites de le recevoir, & se chargea d'y faire consentir les parens, vu qu'il ne paroïsoit pas douteux que cette vocation ne vint de Dieu.

Vitelleschi se rendit donc au Noviciat des Jésuites le jour de l'Assomption, âgé de vingt-ans. Ses études finies, il demanda avec empressement la Mission d'Angleterre, où les Catholiques étoient alors violemment persécutés : il ne l'obtint pas; mais on lui fit régenter la Philosophie, & ensuite la Théologie au Collège Romain : puis on l'appliqua à la Prédication, pour laquelle, au rapport de Léon Allatius, il avoit un talent si marqué, qu'on le comparoit aux Cyprien, aux Bernard, aux Chrysostome.

Après avoir gouverné le Collège des Anglois, celui de Naples, & les Provinces de Naples & de Rome, il fut choisi Assistant d'Italie, & ensuite Général en 1615. Pendant trente ans qu'il gouverna la Compagnie, il sçut toujours accorder la vigueur dans le maintien du bon ordre, avec la plus compatissante charité pour ses inférieurs. Il eut la consolation de voir la Canonisation de S. Ignace & de S. François Xavier, & la Béatification de S. Louis de Gonzague, de S. François de Borgia, & des trois Martyrs du Japon. Son Généralat fut aussi tranquille, que celui de son Prédecesseur avoit été agité. Il mourut à Rome en 1645, âgé de 82 ans.

Son nom se lit dix-sept fois dans le Recueil : on lui reproche 1° d'avoir donné son *Approbation* aux Ouvrages de Coninck & de Fillincius; ce qui est faux; 2° d'avoir permis par lui-même l'impression des ouvrages du Cardinal de Lugo, & de François de Lugo, de Fagundez & de Sanctarelli; 3° d'avoir autorisé les Provinciaux de son tems à permettre l'impression d'*Imago primi*.

seculi, & des Ouvrages de Castro-Palao, d'Amicus, de Laymann, de Martinou, de Dicastille, de Gordon, de Hurtado, de Tirin, de Granado, de Fernandez.

VINCENT CARAFFA,
NAPOLITAIN,

Septième Général de la Compagnie.

LE P. Caraffe naquit à Naples en 1585. Dès sa plus tendre Jeunesse, il marcha dans les voyes de la Sainteté, passant souvent trois & quatre heures par jour en Oraison dans la Chapelle du Palais du Prince son Pere. Il se distingua sur-tout par sa dévotion envers la Ste. Vierge, & sa charité envers les pauvres, à qui il distribuoit tout l'argent qu'on lui donnoit pour ses divertissemens. Son Pere étant mort, on ne négligea rien pour le faire paroître avec éclat à la Cour de Rome : mais il renonça à tout & entra chez les Jésuites en 1604, âgé de 19 ans.

Il fut bientôt regardé au Noviciat, comme un autre Louis de Gonzague. Lorsqu'il étudioit en Théologie où il excelloit, il demanda par humilité d'être mis au nombre des Coadjuteurs temporels. Après avoir gouverné plusieurs Maisons & la Province de Naples, il fut député à Rome pour l'élection d'un Général en 1646. Dès le premier scrutin, le choix tomba sur lui. L'Institut fut la règle qu'il suivit dans son administration, & il ne s'en départit jamais. Aussi remplit-il sa charge à la satisfaction de tous ses inférieurs.

En 1649 Rome étant affligée d'une

maladie populaire, & les rues étant pleines de pauvres qui mouraient de misere, le P. Caraffe trouva le moyen d'en nourrir tous les jours mille. Il les faisoit mettre en ordre devant la Maison professée, leur donnoit une instruction, & les servoit lui-même à la tête de sa Communauté. Ce charitable exercice dura deux mois, jusqu'à ce que le Pape ordonna qu'on transférât ces pauvres dans le Palais de Latran. Le P. Caraffe ne les abandonna pas pour cela, il alloit les visiter très souvent, entendoit leurs Confessions, leur administroit l'Eucharistie, & les servoit à table. Il eut le bonheur d'être victime de sa charité ; il contracta la maladie, & mourut en peu de jours en 1649 âgé de 65 ans. Les larmes de tout le peuple firent son éloge : chacun s'empressa d'avoir quelque chose qui eut été à son usage.

Au rapport de Bartoli & des autres qui ont écrit sa vie, c'étoit un homme absolument maître de ses passions, prudent, droit, plein de douceur & de courage, & sur-tout continuellement uni à Dieu par un grand usage de l'Oraison. Il pratiqua toute sa vie de grandes mortifications, & étant Général, jamais il ne voulut être distingué des autres en ce qui concerne les usages communs.

Son nom se trouve deux fois dans le Recueil, pour avoir, dit on, *approuvé* deux Ouvrages de Tamburini. C'est à-dire, qu'il en a permis l'impression.

FRANCOIS PICCOLOMINI,
ITALIEN,

Huitième Général de la Compagnie.

Piccolomini naquit à Sienne en 1582. A l'âge de 16 ans il renouça à tous les avantages auxquels il pouvoit prétendre par la naissance, pour entrer dans la Compagnie de Jésus. Tandis qu'il enseignoit la Théologie au Collège Romain, il fit inutilement tous ses efforts auprès du P. Général, pour obtenir la permission d'aller prêcher l'Evangile dans les Contrées des Indes les plus éloignées & les plus destitues de secours spirituels. Après avoir été Secrétaire du Général, il fut chargé successivement de la conduite de sept Provinces; & en 1649 il fut élu Général de la Compagnie. Elle ne jouït pas longtems du talent qu'il avoit pour gouverner, ni de l'exemple de ses vertus. Il mourut environ dix-huit mois après son élection.

Son nom se trouve une fois dans le Recueil, parce que sous son Généralat, le P. Lichiana Provincial de Sicile, a *approuvé* c'est-à-dire permis d'imprimer un ouvrage de Tamburini.

GOSWIN NICKEL,
ALLEMAND,

Dixième Général de la Compagnie.

LE P. Nickel naquit en 1582 dans le Duché de Juliers; il entra dans la Compagnie en 1604. Après y avoir fait presque tous les emplois, il fut nommé Vicaire général par le P. Piccolomini. Le P. Gottifredi neuvième

Général étant mort 50 jours après son élection, la Congrégation qui l'avoit élu choisit pour le remplacer le P. Nickel l'an 1652. Il se proposa de gouverner selon l'Institut, sans jamais permettre qu'il s'introduisit dans la Compagnie aucun usage qui en altérât la pureté. Il fut toujours si fidèle à l'Oraison, qui se fait le matin chez les Jésuites, que dans la crainte que les affaires ne lui en dérobaissent le tems, il se levoit avant les autres pour y vaquer; & il a conservé cette pratique jusqu'à sa dernière maladie. La confiance dont l'Electeur de Baviere, le Duc de Neubourg, & Alexandre VII l'ont honoré, fait l'éloge de sa prudence. Quelques années avant sa mort, il éprouva des infirmités qui le priverent totalement de la faculté de marcher. Afin que le bon gouvernement de la Compagnie ne souffrit pas de son état, il remit tous ses pouvoirs au P. Oliva nommé Vicaire général, & ne s'occupa plus que de Dieu & de l'éternité. Il mourut le 31 Juillet l'an 1664, âgé de 82 ans.

On lit son nom deux fois dans le Recueil, parce que trois Provinciaux d'Espagne autorisés de lui, ont *approuvé*, c'est-à-dire, permis l'impression chacun d'un tome de la Théologie Morale d'Escobar, & parce qu'un autre Provincial a permis d'imprimer un autre Ouvrage du même Escobar. L'arrêt du 6 Août 1762 donne au P. Nickel le nom de *Nichel*.

JEAN PAUL OLIVA,
GENOIS,

Onzième Général de la Compagnie.

LE P. Oliva naquit à Gènes en 1600 d'une famille Patricienne, qui a donné deux Doges à cette République. Il se fit Jésuite à seize ans. Après avoir rempli divers emplois, & gouverné le Noviciat de Rome pendant dix ans, & plusieurs des principaux Collèges, il exerça le grand talent qu'il avoit pour la Prédication durant trente ans, dans les plus considérables Villes d'Italie, & devant les Papes Innocent X, Alexandre VII, Clément IX & Clément X, même étant Général de la Compagnie. Il succéda au P. Nickel en 1654, & gouverna pendant dix-sept ans. Il mourut à Rome le 26 Novembre l'an 1681.

Le P. Oliva a fait paroître dans son gouvernement beaucoup de capacité, de prudence, de dextérité dans le maniement des affaires, une ame grande & toujours égale. Ces qualités lui concilièrent l'affection de ses inférieurs, & l'estime des Souverains Pontifes, des personnes les plus distinguées de la Cour de Rome & des Princes étrangers. Les Sermons qu'on a de lui en grand nombre sont un monument de son éloquence. Ses Lettres peignent un homme plein de l'esprit de Dieu, & d'estime pour la sainteté de son état. Ses Commentaires sur plusieurs Livres de l'Ecriture font connoître l'étendue de son érudition, & contiennent une doctrine si exacte, qu'elle a toujours été à l'abri de toute critique. Son Commentaire Moral sur le 7^e Chap.

du premier Livre d'Esdras apprendra à tous les sujets dans tous les siècles, jusqu'où ils doivent porter le respect & la soumission envers ceux que Dieu leur a donnés pour Maîtres, quels qu'ils puissent être.

Le P. Oliva est nommé quatre fois dans les Extraits des Assertions, parce que sous son Généralat, quatre Provinciaux ont permis l'impression des Ouvrages des PP. de Schildere, Térill, Platel & Estrix.

CHARLES DE NOYELLE,
FLAMAND,

Douzième Général de la Compagnie.

LE P. de Noyelle né à Bruxelles en 1615, entra dans la Compagnie à l'âge de 15 ans. Il fut long-tems Secrétaire général, & ensuite Assistant d'Allemagne. Le P. Oliva avant que de mourir, le choisit Vicaire général, & il fut élu Général tout d'une voix par la douzième Congrégation en 1681. Ce changement d'état n'en fit aucun dans sa personne, ni dans sa manière de vivre, qui fut toujours semblable à celle des autres. Les fatigues & les infirmités ne furent jamais pour lui une raison de se dispenser de ses devoirs. Il prenoit sur son sommeil le tems que les occupations l'empêchoient de donner à la prière. Il se plaisoit à faire du bien à ceux dont il avoit sujet d'être mécontent: il oublioit tout, jusqu'à ses proches, pour ne s'occuper que du gouvernement de la Compagnie confiée à ses soins. Sa modestie & son humilité lui attachèrent le cœur des personnes les plus distinguées de

Rome : Innocent XI avoit pour lui une affection singulière ; il l'appelloit souvent du nom d'*Angel* ; lorsqu'il apprit la nouvelle de sa mort , il en versa des larmes , & dit : les Jésuites auront bien de la peine à trouver un homme du mérite de celui qu'ils viennent de perdre. Il mourut à Rome le 12 Décembre 1686.

Il est nommé deux fois dans le Recueil , parce que deux Provinciaux ont permis sous son Généralat , l'impression des ouvrages des PP. Cardenas & Stoz.

THYRSE GONZALEZ ,
ESPAGNOL ,

Treizième Général de la
Compagnie.

Il naquit en 1624 à Arganda au Diocèse d'Astorga , & le fit Jésuite en 1643. Il professa longtems avec beaucoup de réputation la Théologie à Salamanque ; ensuite il demanda & obtint la permission de se consacrer aux Missions d'Espagne ; il n'est pas croyable combien cet infatigable ouvrier de l'Evangile fit rentrer de Chrétiens dans la voye du salut , & combien il convertit de Mahométans. Après onze ans passés dans ce pénible ministère , il fut rappelé par ses Supérieurs pour reprendre la première Chaire de Théologie à Salamanque. Au bout de quelques années , comme il se dispoisoit à paller en Afrique pour l'instruction des Mahométans , il fut député à Rome pour l'élection d'un Général. Le choix tomba sur lui ; il fut élu le 6 Juillet 1687 , & gouverna

la Compagnie pendant dix-huit ans. Il mourut en 1705 , âgé de 81 ans.

Le P. Gonzalez étoit d'un courage à l'épreuve de tout. Sa vie passée dans les plus grands travaux , & la manière dont il supporta sa dernière maladie qui fut des plus douloureuses , en font la preuve. Plein de zèle pour la pureté de la Foi orthodoxe , il écrivit lui-même , & engagea ses inférieurs à écrire contre l'hérésie des derniers Novateurs.

Il est cité dans le Recueil sous le *Probabilisme*. Le livre d'où son extrait est tiré , a pour but d'un bout à l'autre d'établir le Probabiliorisme sur les ruines du Probabilisme ; aussi l'Arrêt de Paris du 6 Août 1762 , a-t-il corrigé en ce point l'injustice du Rédacteur , en retranchant le nom de Gonzalez de la liste des Jésuites qui ont enseigné le Probabilisme.

Le Rédacteur dit que l'ouvrage de Gonzalez a été imprimé à Rome , *Superiorum permisso* ; ce qui ne regarde point les Supérieurs Jésuites , mais ceux qui sont à Rome à la tête de la Librairie. Du reste , il n'auroit pas dû supprimer l'approbation du Vicaire général des Carmes Déchaussés , qualificateur du Saint Office , ni celle du Visiteur général de l'Ordre de Citcaux , Consulteur de la Congrégation de l'*Indice* , & Qualificateur du Saint Office , ni l'*Imprimatur* du Maître du Sacré Palais. Le Parlement de Bourdeaux a fait mettre cet ouvrage au Greffe. Si c'est parceque le Probabilisme y est enseigné , cela prouve que la Cour non seulement n'a pas ouvert ce livre , mais même n'a pas lu l'Assertion que le Recueil en rapporte ; puisqu'une telle assertion contient en termes

formels l'enseignement du Probabilisme.

MICHEL ANGE TAMBURINI,
ITALIEN,

*Quatorzième Général de la
Compagnie.*

LE P. Tamburini, Oncle du Cardinal de ce nom mort depuis peu, naquit à Modène en 1648, & entra chez les Jésuites à 17 ans. Après avoir enseigné la Théologie à Mantoue pendant six ans, il gouverna les Collèges de Mantoue, de Modène, & la Province de Venise. Le Cardinal d'Este allant à Rome le prit pour son Théologien : ce voyage fit connoître son mérite & sa sagesse. En 1703 le P. Gonzalez le choisit pour Vicaire général, & en 1706 la quinzième Congrégation générale le chargea du gouvernement de la Compagnie.

Dans cette place, Tamburini travailla de toutes ses forces à conserver & à étendre la Religion Catholique. Il choisit les plus habiles Théologiens pour écrire contre les nouvelles erreurs, en sorte que l'on doit à son zèle quantité d'excellens ouvrages, dont le but est d'éclairer les Novateurs de nos jours pour les ramener à la vérité, ou de les confondre pour rendre inexcusable leur révolte contre les décisions de l'Eglise. Il envoya des Missionnaires dans les contrées les plus barbares, & dans les pays infectés d'hérésies. Il ne s'appliqua pas avec moins de zèle à faire fleurir les Missions dans les Villes & les campagnes chez les Catholiques. Par ses soins encore on bâtit dans

plusieurs grandes Villes des maisons uniquement destinées à recevoir les personnes du monde qui veulent vaquer pendant quelque tems à leur salut dans la retraite. Il mourut à Rome le 28 Février 1730.

Son nom se trouve dix fois dans le Recueil, parcequ'il a permis par lui-même l'impression des ouvrages des PP. Bonucci, Francolini & Jouvençy; parceque six Provinciaux ont permis sous son Généralat, d'imprimer les ouvrages des PP. Perrin, Casnèdi, Fégéli, Simonnet, Antoine & Viva; enfin parcequ'il a donné, dit le Rédacteur, au P. Dirkinck Provincial du Bas-Rhin la faculté de permettre l'Édition prétendue de Lacroix, faite à Cologne en 1737. Il y a en ce dernier point deux parachronismes remarquables. Le P. Tamburini est mort vingt-sept ans, & le P. Dirkinck quarante-deux ans avant l'année 1737.

FRANÇOIS RETZ,
BOHEME,

Quinzième Général de la Compagnie.

LE P. Retz naquit à Prague en 1673; & entra dans la Compagnie à l'âge de 16 ans à Brinn en Moravie. Après avoir gouverné avec beaucoup de sagesse les principaux Collèges & ensuite la Province de Bohême, il passa à Rome en qualité d'Assistant d'Allemagne. A la mort du P. Tamburini, la seizième Congrégation le choisit tout d'une voix pour Général de la Compagnie. Il fut pour ses inférieurs un modèle de toutes les vertus religieuses; plein de zèle pour la régularité, il ne permit jamais

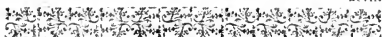
le moindre relâchement : à l'exemple de son prédécesseur , il contribua de tout son pouvoir au progrès des Missions dans l'ancien & le nouveau monde, & à l'érection de plusieurs maisons de retraite. Malgré la multitude de ses occupations , il sçut toujours se ménager plusieurs heures par jour pour la priere. Les infirmités , & les affaires les plus facheuses n'altérèrent jamais la paix de son ame. Attaqué d'un ulcere gangrené , il soutint l'opération la plus douloureuse avec une patience dont on voit peu d'exemples. Il mourut le 19 Novembre 1750 âgé de 78 ans, après avoir gouverné la Compagnie pendant vingt ans.

Il est nommé cinq fois dans le Recueil , parceque cinq Provinciaux ont

permis avec son autorisation , l'impression des ouvrages des PP. Gretzer , Arèdekin , Laymann , Bougeant & Oudin ; & une sixième fois , pour avoir , selon le Rédacteur , donné au P. Othon Willemin Provincial du Bas-Rhin , le pouvoir de permettre en 1758 , la quatrième Edition d'un ouvrage du P. Jean Reuter. Il y a encore ici un double anachronisme : car le P. Retz , étoit mort huit ans , & le P. Willemin cinq ans avant cette quatrième Edition. Ce qui a fait tomber souvent le Rédacteur dans de pareilles fautes de Chronologie , c'est qu'il s'est servi , autant qu'il a pu , des Editions nouvelles , & qu'il y a appliqué les permissions données aux Editions anciennes.

Fin de la troisième & dernière Partie.





T A B L E

D E L A S U I T E

D E L A T R O I S I È M E P A R T I E .

I R R É L I G I O N .

CHAPITRE I. <i>Extraits qui énoncent des propositions de Foi , ou du moins un enseignement exact & Catholique</i>	
ARTICLE I. <i>Extraits sur l'amour de Dieu</i>	Page 4.
ARTICLE II. <i>Extraits sur la Foi</i>	24.
ARTICLE III. <i>Extraits sur divers sujets</i>	31.
CHAP. II. <i>Extraits qui roulent sur des opinions controversées & laissées aux disputes de l'Ecole</i>	
ART. I. <i>Extraits qui concernent ce que la Religion nous oblige de croire & de sçavoir</i>	ibid.
ART. II. <i>Extraits sur la fin des actes humains</i>	56.
ART. III. <i>Extraits sur les péchés commis dans l'ivresse</i>	ibid.
ART. IV. <i>Extraits sur les raisons légitimes qui dispensent de la Messe</i>	58.
ART. V. <i>Extraits sur diverses opinions purement spéculatives</i>	59.
CHAP. III. <i>Affertions qui contiennent une mauvaise doctrine , mais dont les auteurs ne peuvent , sans injustice , être accusés du dessein d'enseigner l'Irréligion</i>	
CHAP. IV. <i>Extraits qu'on ne doit point qualifier du nom d'affertions</i>	71.
ART. I. <i>Extraits qui n'énoncent proprement aucun enseignement des Auteurs</i>	90.
ART. II. <i>Extraits qui ne contiennent que des faits , d'où il ne résulte rien contre la Foi ni contre les mœurs</i>	91.
I D O L A T R I E	
CHAP. I. <i>De l'idolâtrie en général</i>	101.
CHAP. II. <i>De l'idolâtrie chinoise</i>	102.

I. PROP. <i>Les Jésuites n'ont toléré l'usage des Cérémonies Chinoises, que parcequ'ils les regardoient comme purement civiles</i>	110.
II. PROP. <i>L'erreur des Jésuites sur le fait des Cérémonies Chinoises n'étoit ni grossière ni coupable</i>	111.
III. PROP. <i>Les Jésuites ne sont pas les seuls qui se soient trompés au sujet des Cérémonies Chinoises</i>	122.
IV. PROP. <i>Les Jésuites ont été pleinement soumis aux Décrets du S. Siège, & n'ont point permis depuis ce qu'il a défendu comme illite & infecté de superstition.</i>	135.
CHAP. III. <i>De l'Idolâtrie Malabare.</i>	159.

I M P U D I C I T É

<i>Extraits taxés de justifier ou d'excuser des fautes contre la pureté</i>	166.
<i>Extraits qui enseignent que l'ignorance ou l'erreur invincible peuvent avoir lieu en certaines fautes contre la pureté</i>	168.
<i>Extraits sur la coopération aux actions criminelles</i>	169.
<i>Extraits sur la résistance qu'on doit faire pour sauver son honneur</i>	171.
<i>Extraits sur les occasions prochaines</i>	173.
<i>Extraits sur la restitution des gains honteux</i>	180.
<i>Extraits qui traitent des peines portées contre certains crimes en cette matière</i>	188.

P A R J U R E , F A U S S E T É ,

F A U X - T E M O I G N A G E

CHAP. I. <i>Du Serment en général</i>	192.
CHAP. II. <i>De l'Equivoque</i>	203.
ART. I. <i>Exposition du Système des équivoques & des restrictions mentales</i>	ibid.
ART. II. <i>Affertions sur l'Equivoque</i>	228.
ART. III. <i>De l'Equivoque dans le serment</i>	237.
ART. IV. <i>De la Promesse feinte ou extorquée</i>	240.
ART. V. <i>Des Equivoques en Justice</i>	244.
ART. VI. <i>Du Crime occulte.</i>	258.
ART. VII. <i>Du Crime commis innocemment</i>	262.
ART. VIII. <i>Du Témoin</i>	268.

T A B L E.

XCIX.

ART. IX. <i>Différens cas particuliers</i>	271.
CHAP. III. <i>De la Restriction mentale</i>	278.
CHAP. IV. <i>Du Crime de faux & de la Restitution</i>	286.

PRÉVARICATION DE JUGES 223.

VOL, COMPENSATION OCCULTE &c. 223.

CHAP. I. <i>Du Vol</i>	224.
------------------------	------

ART. I. <i>Nature du Vol</i>	ibid.
------------------------------	-------

ART. II. <i>De la quantité nécessaire pour qu'il y ait péché mortel en matière de vol</i>	297.
---	------

ART. III. <i>Des petits Vols</i>	305.
----------------------------------	------

ART. IV. <i>Des Vols domestiques</i>	316.
--------------------------------------	------

ART. V. <i>De la nécessité qui excuse le Vol</i>	323.
--	------

CHAP. II. <i>De la Compensation occulte</i>	326.
---	------

ART. I. <i>Notions de la compensation occulte & conditions nécessaires pour qu'elle soit permise</i>	ibid.
--	-------

ART. II. <i>Compensation par rapport à la Femme</i>	340.
---	------

ART. III. <i>Compensation par rapport au Fils</i>	343.
---	------

ART. IV. <i>Compensation par rapport aux Domestiques</i>	346.
--	------

CHAP. III. <i>De la Restitution</i>	366.
-------------------------------------	------

H O M I C I D E 374.

I. QUESTION. <i>Peut-on licitement tuer un injuste agresseur qui en veut à notre vie, lorsqu'on ne peut la défendre autrement</i>	377.
---	------

II. QUEST. <i>Lorsqu'on ne peut défendre sa vie qu'en tuant un injuste agresseur, est-il permis d'avoir intention de le tuer</i>	402.
--	------

III. QUEST. <i>Est-il permis de prévenir celui qui en veut injustement à notre vie, si on ne peut autrement éviter de la perdre</i>	419.
---	------

IV. QUEST. <i>Peut-on tuer pour la défense de son honneur ou de son bien</i>	425.
--	------

V. QUEST. <i>Est-il permis de défendre la vie, la chasteté, les biens, l'honneur du prochain, jusqu'à tuer son injuste</i>	
--	--

	<i>agresseur , si on ne peut le défendre autrement ; & de plus y est-on obligé</i>	457.
VI. QUEST.	<i>Celui qui dans l'hypothèse des questions précédentes tue un injuste agresseur pour la défense de sa vie, de son honneur, de son bien, ou de la vie, de l'honneur, des biens du prochain, est-il irrégulier</i>	462.
VII. QUEST.	<i>Peut-on quelquefois sans péché souhaiter la mort de quelqu'un , ou s'en réjouir lorsqu'elle arrive .</i>	466.
	PARRICIDE ET HOMICIDE :	477.
	SUICIDE ET HOMICIDE :	487.
	LEZE-MAJESTÉ ET RÉGICIDE	492.
CHAP. I.	<i>La plupart des extraits placés sous le titre de Lèze-Majesté & Régicide, n'ont pu être insérés dans le Recueil sans mauvaise foi & sans inconséquence</i>	493.
ART. I.	<i>Extraits qui ne sont pas des assertions</i>	494.
ART. II.	<i>Affertions qu'on attribue sans preuve ou fausement aux Jésuites</i>	504.
ART. III.	<i>Extraits qui ne sont tirés d'aucun Ouvrage de Jésuites</i>	506.
ART. IV.	<i>Extraits d'Affertions qui n'ont été ni enseignées ni publiées avec l'approbation des Supérieurs & Généraux</i>	507.
ART. V.	<i>Extraits d'Affertions qu'on dit fausement avoir été soutenues dans tous les tems & persévéramment</i>	508.
CHAP. II.	<i>Examen de la doctrine qualifiée par le Rédacteur d'enseignement favorable au crime de Lèze-Majesté & Régicide</i>	511.
ART. I.	<i>De l'immunité des Clercs</i>	ibid.
ART. II.	<i>Du Pouvoir des Papes sur les Souverains</i>	523.
ART. III.	<i>De la défense de sa propre vie</i>	545.
ART. IV.	<i>Du Tyrannicide</i>	550.
ART. V.	<i>Suite de la même matière</i>	560.
CHAP. III.	<i>L'accusation d'une doctrine Régicide n'intéresse en rien ni le Corps de la Compagnie, ni les Jésuites de France</i>	576.
ART. I.	<i>Conduite des Supérieurs de la Compagnie par rapport à l'enseignement touchant l'autorité ou la sûreté de la personne des Souverains</i>	577.

T A B L E.

ci.

ART. II.	<i>Justification des Jésuites François sur la doctrine du Tyrannicide</i>	590.
I.	<i>Conduite des Jésuites François</i>	591.
II.	<i>Déclarations faites en différens tems par les Jésuites de France</i>	594.
III.	<i>Ouvrages des Jésuites de France</i>	599.
IV.	<i>Témoignages rendus en faveur des Jésuites de France</i>	605.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE 611.

EXAMEN DU PROCÈS-VERBAL

DE VÉRIFICATION &c. 624.

Premier Texte, d'Arfdekin, <i>Simonie</i>	627.
Second, de Trachala, <i>Irréligion</i>	633.
Troisième, de Laymann, <i>Suicide</i>	635.
Quatrième, d'Henriquez, <i>Homicide</i>	637.
Cinquième, de Zaccaria, <i>Probabilisme</i>	639.
Sixième, de Pomey, <i>Irréligion</i>	643.
Septième, de Pomey, <i>Irréligion</i>	644.
Huitième, de Tamburini, <i>Vol</i>	649.
Neuvième, de Trachala, <i>Simonie</i>	654.
Dixième, de Taberna, <i>Vol</i>	656.
Onzième, d'Antoine, <i>Parjure</i>	658.
Douzième, de Daniel, <i>Idolâtrie</i>	663.
Treizième, de d'Avrigny, <i>Régicide</i>	668.
Quatorzième, de Tirin, <i>Impudicité</i>	683.
Quinzième, d'Escobar, <i>Magie</i>	686.
Seizième, de Lacroix, <i>Irréligion</i>	689.
Dix-septième, de Caussin, <i>Irréligion</i>	692.
Dix-huitième, de Sanchez, <i>Impudicité</i>	695.
Dix-neuvième, de Lacroix, <i>Irréligion</i>	698.
Vingtième, de Lacroix, <i>Homicide</i>	703.
Vingt-unième, de de la Sante, <i>Régicide</i>	710.
Vingt-deuxième, de Gordon, <i>Régicide</i>	712.
Vingt-troisième, de Fégéli, <i>Régicide</i>	714.
24. 25. 26. & 27. des Jéf. de Bourges & de Caen; de Bougeant, de Bruyn, <i>l'écrit Philosophique</i>	716.

TABLE ALPHABÉTIQUE

De la Notice des Auteurs & Généraux de la Compagnie
de J E S U S , cités dans le Recueil des Assertions.

<i>Adam (Jean)</i>	page LXVII.	<i>De la Pierre (Cornille)</i>	L
<i>Alagna (Pierre)</i>	XVII.	<i>De la Sante (Gilles-Anne Xavier)</i>	
<i>Alegambe (Philippe)</i>	II.		LXXXI.
<i>Amici (François)</i>	LVI.	<i>Delrio (Martin-Antoine)</i>	XIX.
<i>Antoine (Paul-Gabriel)</i>	LXXVII.	<i>Dicaſtillo (Jean de)</i>	LIX.
<i>Arſdekin (Richard)</i>	LXX.	<i>Eſcobar (Antoine de)</i>	¹ LIX.
<i>Avrigny (Hyacinthe d')</i>	LXXVII.	<i>Eſtrix (Gilles)</i>	LXXII.
<i>Azor (Jean)</i>	X.	<i>Eudémon-Jean (André)</i>	XXVII.
<i>Baldello (Nicolas)</i>	LIV.	<i>Fabri (Honoré)</i>	LXVI.
<i>Baldurvin (Guillaume)</i>	XXXVIII.	<i>Fagundez (Etienne)</i>	LV.
<i>Bauny (Etienne)</i>	XLIX.	<i>Fégéli (François-Xavier)</i>	LXXXI.
<i>Bécan (Martin)</i>	XVIII.	<i>Fernandez (Antoine)</i>	XXIII.
<i>Bellarmin (Robert)</i>	XI.	<i>Fillucius (Vincent)</i>	XLIX.
<i>Berruyer (Iſaac-Joſeph)</i>	LXXVIII.	<i>Francolini (Balſazard)</i>	LXXV.
<i>Bonucci (Antoine-Marie)</i>	LXXV.	<i>Garnet (Henry)</i>	XXVIII.
<i>Bugeant (Guillaume)</i>	LXXXI.	<i>Gerard (Jean)</i>	XXXIX.
<i>Bridgewater (Jean)</i>	XIV.	<i>Gobat (Georges)</i>	LXIV.
<i>Buſenbaum (Herman)</i>	LXII.	<i>Gordon-Leſmore (Jacques)</i>	XXIV.
<i>Campion (Edmond)</i>	XLI.	<i>Granado (Jacques)</i>	LII.
<i>Cardenas (Jean de)</i>	LXVIII.	<i>Greenvell</i>	XXXIX.
<i>Cafneda (Charles-Antoine)</i>	LXXII.	<i>Gretzer (Jacques)</i>	XXVII.
<i>Caſtro-Palao (Ferdinand de)</i>	LVII.	<i>Gnimenius (Mathien Moïſa)</i>	LXVI.
<i>Cauſſin (Nicolas)</i>	LI.	<i>Heiſſius (Sébaſtien)</i>	LII.
<i>Couſtelo (Paul)</i>	XIII.	<i>Henri-juez (Henry)</i>	VIII.
<i>Couink (Gilles de)</i>	LI.	<i>Holie (Guillaume)</i>	XXXIV.
<i>Crefuſvell (Joſeph)</i>	XXXIV.	<i>Hurtado (Gaſpard)</i>	LIV.
<i>Daniel (Gabriel)</i>	LXXIV.	<i>Jorvancy (Joſeph de)</i>	LXXIII.
<i>Dechamps (Etienne)</i>	LXIX.	<i>Juſtiniani (Benoît)</i>	XVII.

TABLE ALPHABETIQUE.

CIII.

Keller (Jacques)	L.	Sotuvvel (Nathaniel)	III.
Lacroix (Claude)	LXIII.	Stoz (Mathieu)	LXIX.
Laymann (Paul)	IV.	Suarez (François)	XV.
Leffius (Leonard)	XXV.	Taberna (Jean-Baptiste)	LXX.
Lorin (Jean)	XVVI.	Tamburini (Thomas)	LXI.
Lugo (François de)	LVII.	Tanner (Alam)	LIII.
Lugo (Jean de)	LVII.	Terill (Antoine)	LXXII.
Mariana (Jean)	IX.	Tirin (Jacques)	LVI.
Marin (Jean)	LXXVI.	Tolet (François)	V.
Martinon (Jean)	LIX.	Trachala	LXXXII.
Molina (Louis)	VIII.	Turfellin (Horace)	XIV.
Muska (Nicolas)	LXXXII.	Valencia (Gregoire de)	XIX.
Oldecorne (Edouard)	XL.	Vasquez (Gabriel)	XVII.
Oforius (Jean)	XI.	Viva (Dominique)	LXXIII.
Oudin (François)	LXXVI.	Walpole (Henry)	XXXVI.
Parsons (Robert)	XXXV.	Zaccaria (Antoine)	LXXXII.
Perrin (François)	LXXII.	OBSERVATIONS	
Pichon (Jean)	LXXIX.	Relatives à tous les Antems	
Platel (Jacques)	LXVIII.	dont il est parle dans cette	
Pomey (François)	LXX.	Notice	
Rebello (Fernand)	XV.	LES GENERAUX.	
Reginald (Valere)	XIII.	I.	Saint Ignace de Loyola
Ruter (Jean)	LXXVIII.		LXXXIII.
Rhodes (Georges de)	LXI.	II.	Jacques Lainez
Ribadeneira (Pierre)	II.	V.	Claude Aquaviva
Sa (Emmanuel)	IV.	VI.	Murio Vitelleschi
Salas (Jean de)	XXIV.	VII.	Vincent Caraffa
Salmeron (Alphonse)	III.	VIII.	François Piccolomini
Sanchez (Thomas)	XX.	X.	Gosvvin Nickel
Santarelli (Antoine)	LI.	XI.	Jean-Paul Cliva
Schildere (Louis de)	LXV.	XII.	Charles de Noyelle
Scribani (Charles)	XLVIII.	XIII.	Thyrse Gonzalez
Seravin (Nicolas)	XXVI.	XIV.	Michel-Ange Tamburini
Simonnet (Edme)	LXXVI.		XCV
Simmond (Antoine)	IX.	XV.	François Retz
			XCV.

Fin de la Table.

E R R A T A

de la suite de la troisième Partie.

ERRATA. FAUTES.

8	pénult.	recevoir
49	dernière	absoudre celui
60	22	pensons
75	26	cette proposition
90	15	le mal, quelle est prête
92	16	l'affirmative
93	9	un acte de contrition pour lors,
118	8	1626.
122	22	s'ils se sont trompés, c'a été
129	11	combattre
141	9	l'engagement
153	15	1711.
158	26	1745
186	19	Sylvestre, Mozolin
219	1	& de croire sincère
221	30	ils montrent
232	18	pusè
253	15	la même doctrine au cas
288	26	licite
290	21	quando
318	16	qualité
319	26	laisse point la liberté
326	13	l'un est l'autre
344	pénult.	que si cette
353	19	la justice vindicative
358	1	à cette assertion il met les excep- tions suivantes,
379	30	& qu'on
427	1	homicide, quant
430	à la marge	Habert
433	11	je ne puis
440	20	est incontestable
441	20	mais

CORRECTIONS.

recevoir aussitôt
absoudre non seulement celui qui ignore la Trinité & l'Incarnation, mais encore celui
difons
cette proposition, & que tous ont enseigné la contradictoire.
le mal, qu'elle a déjà souffert, & qu'elle est toujours prête à souffrir à toute censure légitime de leurs écrits ;
la négative
un acte de contrition : en ce cas, 1656.
s'ils se sont trompés, comme nous en convenons, c'a été
combattu
voulut l'engager
1710.
1744.
Sylvestre Mozolin
& de prendre à la lettre
ils prétendent
pusè
la même doctrine, en tant qu'elle pe- met l'équivoque à ceux qui sont interrogés contre les règles & l'ordre du droit, au cas
illicite
quod
quantité
laisse la liberté
l'un & l'autre
que cette
la justice légale
de son assertion il déduit les décisions suivantes,
est qu'on
homicide. Quant
Leffus
je puis
est si incontestable
mais

PAG.	LIGNES.	FAUTES.	CORRECTIONS.
443	4	concerner la défense	concerner que la défense
444	29	peut	veut
479	26	<i>solar</i>	<i>Solar</i>
506	12	de ses principaux	d'un de ses principaux
507	1	& la suivante	& à la suivante
Ibid.	4	de jugement	du Jugement
513	5	Casuites	Canonistes
518	8	n'ont ou le droit	n'ont point ou le droit
527	14	Alvaret	Alvarez
548	1	contredit	contredise
558	13	si la version &c.	<i>effacez ces six lignes</i>
564	16	<i>maximè</i>	<i>proximè</i>
593	pénult.	qu'il puisse	qu'ils puissent
601	dernière	de l'Orient	à l'Orient, à l'Occident
616	9	disposition	déposition
619	11	énoncé	<i>étenda</i>
Ibid.	17	sous lesquelles	sur lesquelles
643	15	Probabilisme	Prohibitionisme.
647	14	suppriment	supprimoient
649	pénult.	quand cela &c.	<i>etez les guillemets des quatre lignes suivantes.</i>
654	15	involontaire	volontaire
666	20	conditionnelle	conditionnel
670	dernière	constater	contester
675	33	ses droits	leurs droits.
681	30	affecte	n'affecte
697	20	convenable	concevable
702	7	aucune	aucun
703	7	335	235
707	4	décidé, permis	décidé permis

A la page 56. dans l'exposition de l'Extrait d'Escobar sur certains péchés commis dans l'ivresse, l'on n'a point représenté assez exactement le sentiment de cet Auteur. Voici ce qu'il en falloit dire.

Il s'agit de savoir si les paroles de Blasphème, de Parjure, d'Hérésie étant proférées dans l'ivresse, sont imputables à péché ou ne le sont pas. Escobar après avoir rapporté les sentimens pour & contre, décide en cette manière. „ Lorsque quelqu'un s'enivre à „ dessein de proférer durant son ivresse des Blasphèmes, des juremens faux, des Dogmes „ hérétiques, s'il les profère en effet, il n'est pas tenu de déclarer en Confession qu'il les „ a proférés, mais il suffit qu'il déclare qu'il s'est enivré à dessein de les proférer : “ Escobar se décide ainsi conséquemment à deux autres décisions qu'il avoit données auparavant.

Lettr. Permut.
pag. 180.
Voyez en le sup-
plément, l'art.
pag. 103.

Theol. Mor. 76.
1. Lib. 4. tit. 2.
prob. 12. & 17.
R. act. 1. c. 12.

Dans l'une il avoit dit que les mauvaises actions commises dans l'ivresse même par un homme qui auroit prévu ou pu prévoir qu'il les feroit étant ivre, ne sont pas proprement des péchés, quoiqu'il y ait obligation pour lui de s'en confesser; que ce sont seulement des effets du péché véritablement imputable, qu'il a commis en se mettant librement dans un état dont il prévoyoit ou pouvoit prévoir quelles seroient les suites. Ce sentiment qui au fond & pour les conséquences ne diffère en rien de celui qui appelle les méchantes actions faites dans l'ivresse, des péchés non pas en soi mais dans leur cause, n'est point particulier à Escobar; c'est l'enseignement d'un assez grand nombre de Théologiens, entr'autres de Major Docteur de Paris, in 4. dist. 9. qu. 2. Concl. 4. du Cardinal Adrien, in qu. 3. du Cardinal de la Palu, in 4. dist. 9. qu. 31. de Gabriel, in 2. dist. 22. qu. 2. art. 2. de Sayr Benedicain, Clav. Reg. lib. 2. c. 7. n. 15. de Jean Sanchez Docteur Espagnol, in select. disp. 20. n. 5. de M. Duval, in 1. 2. tract. de pecc. qu. 2.

Ibid.

L'autre chose avancée par Escobar comme avancée de tous les Docteurs, étoit que les paroles injurieuses ou insultantes dites par un homme que le vin a mis hors de raison, ne doivent point être censées & en effet ne sont pas censées des injures ou des insultes; parceque pour être telles, il est essentiellement requis qu'en les proferant on puisse connoître ce qu'elles signifient, ce qui demande nécessairement quelque usage de la raison.

Escobar pense qu'il faut raisonner de même des paroles de Blasphème, de Parjure, d'Hérésie, dites par un homme ivre qui auroit pu prévoir qu'il les diroit dans l'ivresse, ou qui même se feroit enyvré à dessein de les dire; parceque pour être de vrais Blasphèmes, de vrais Parjures, de vraies Hérésies, il faut être en état de les dire librement & d'en comprendre le sens dans le temps qu'on les dit.

Sayr clav. reg. 1.
1. cap. 9. n. 22.
Vaiques in 1. 2.
disp. 127. cap. 9.
n. 11.
Joan. Sanchez in
select. disp. 10.
n. 5.
Lugo de Parnia.
disp. 16. sect. 4.

C'est ce qu'avoient enseigné avant Escobar de grands Théologiens. Voici en particulier ce que dit Sayr à ce sujet : *Non omnia quæ fiunt aut dicuntur in ebrietate, peccata sunt; ut patet si quis in ebrietate blasphemaret, aut actum perjurii aut infidelitatis committeret. Ratio est quia hæc ut peccata sint ex ad culpam impensentur, fieri debent sciens. Ce Théologien qui dit des autres péchés commis en pareil cas, de l'Homicide par ex. que ce sont de vrais péchés, & qu'ils sont impurés à faute, raisonne autrement, comme on le voit, du Blasphème, d'un Acte de parjure ou d'infidélité commis dans l'ivresse, & il s'appuie de la même raison qu'Escobar.*

Au reste celui-ci ne donne sa décision que comme assez probable : *fatet probabilem existimo* : il expose fidèlement le sentiment contraire, il en rapporte les preuves, il cite les Auteurs qui le soutiennent, & parmi eux Sanchez le Jésuite & Tolet. Est-ce-là le procédé d'un homme qui cherche à faire valoir une mauvaise doctrine? Qu'il se soit trompé dans son opinion, cela peut être, & nous sommes portés à le croire; mais nous osons bien assurer qu'aucun vrai Théologien ne la taxera d'Irréligion.

Cette exposition du sentiment d'Escobar doit pareillement s'appliquer & servir de réponse à l'Extrait : *Opera in ebrietate contingens*, tiré du même endroit, & qui traite de

Extraits des
Aff. et. tit. Impo-
dard.

Aff. Escobar.
par. 259.
Voy. Traité.
p. 272.

la même matière que celui-ci. On en a ci-dessus parlé sous le titre *Impudicité* pag. 169.

A la page 162 ligne 29, après ces mots : sur cette matière, on prie le Lecteur d'ajouter ce qui suit. En 1744 lorsqu'on instruisoit, dans la Congrégation des Rits, le procès concernant le Martyre du Vénérable Pere de Brito, le Promoteur de la Foi ayant objecté que ce Jésuite avoit permis aux Malabares les usages tels que nous voyons que ses Confreres les permettoient avant 1734, le Pape Benoît XIV. donna un Décret le 2 Juillet, par lequel il déclara qu'il n'y avoit rien en cela qui dût empêcher de poursuivre la procédure pour discuter la réalité & la cause du Martyre du Serviteur de Dieu : *Decretis objectis à Promotore Fidei ritus non obflare quominus in causâ præsentî Venerabilis Servi Dei . . . ad ulteriora procedatur, ad discussionem videlicet dubii super Martyrio & causa Martyrii.*

C'est une preuve bien authentique qu'avant le Décret de 1734, on pouvoit non seulement, sans se rendre suspect de favoriser l'idolâtrie, mais même sans aucun péché, permettre aux Néophytes Malabares ceux de leurs usages que plusieurs des Missionnaires, entr'autres les Jésuites, croyoient devoir tolérer, en les restreignant aux limites & aux conditions hors desquelles ces Missionnaires n'en permettoient point la pratique. Depuis 1734 la pleine &c.

A la page 399 ligne 10 au lieu de ces paroles, c'est par accident & contre l'intention de la mere, qui n'a nullement en vue cette mort, ni comme fin ni comme un moyen de sortir du danger extrême où elle se trouve : *Lisez* : c'est par accident, soit du côté de l'intention de la mere, qui n'a nullement en vue cette mort, soit du côté des moyens qu'elle emploie qui par eux-mêmes ne produisent pas nécessairement un tel effet. C'est ce que Marin signifie par ces paroles : *Per occidens consingere, non solum quoad intentionem matris, sed etiam quoad executionem.*

A la page 400 ligne 6. à la place de ces mots : le remède qu'on emploie pour cela, fût-il d'ailleurs aussi nuisible au fœtus que salutaire à la mere, *Lisez* : Le remède qu'on emploie pour cela pût-il devenir par accident nuisible au fœtus, en même tems qu'il sera salutaire à la mere.

Ibid. Ligne 24. au lieu de ces mots : Mais Marin de son côté exige pour le permettre : *Lisez* : Mais Marin qui ne le permet pas d'avantage qu'eux, exige de plus &c.

Dans la Notice pag. xxx. col. 2. lig. 12. *Lisez* en 1555.

Ibid. lig. 18. *Lisez* en 1575.

Dans la 1re Partie pag. 462. lig. 28. *Lisez* en 1598

Ibid. pag. 474. lig. 5. étant Jésuite, Ajoutez, & avant 1597.

Dans la 3eme Partie pag. 182. lig. 29. Paul IV. *Lisez* Pie IV.



A01 1470907

Digitized by Google

